
Réorganisation politique et rhétorique à gauche. L'ethos de réparation du Parti socialiste

Auteur : Crémer, Rémi

Promoteur(s) : Provenzano, François

Faculté : Faculté de Philosophie et Lettres

Diplôme : Master en langues et lettres françaises et romanes, orientation générale, à finalité didactique

Année académique : 2018-2019

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/8394>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

UNIVERSITÉ DE LIÈGE
FACULTÉ DE PHILOSOPHIE ET LETTRES
DÉPARTEMENT DE LANGUES ET LITTÉRATURES FRANÇAISES ET ROMANES

**RÉORGANISATION POLITIQUE
ET RHÉTORIQUE À GAUCHE**
Le retravail d'ethos du Parti Socialiste
ANNEXES

Mémoire réalisé par Rémi CRÉMER en vue de l'obtention du grade de
MAÎTRE EN LANGUES ET LITTÉRATURES FRANÇAISES ET ROMANES

Direction : Monsieur François PROVENZANO

Comité de lecture : Monsieur Frédéric CLAISSE et Madame Hélène MIESSE



Année académique 2018-2019

Contenu

Stratégies discursives de réparation d’image : typologie originale de William L. Benoit	4
Compilation du discours brut du Parti Socialiste et classement selon la typologie adaptée de Benoit.....	5
Numérisations du Vif/L’Express.....	41

Stratégies discursives de réparation d'image : typologie originale de William L. Benoit¹

Strategy	Definition	Example
Denial		
Simple Denial	Did not perform act (or act did not occur or act did no harm)	I did not vote for gun control
Shift Blame	Another performed the act	The last governor was the one who raised taxes
Evade Responsibility		
Provocation	offensive act responded to actions of another	We raised import duties on that country because it put duties on our exports
Defeasibility	lack of information or ability	The deficit increased because of the global economic slowdown
Accident	mishap	The state vehicle struck your car because the road was slippery
Good Intentions	meant well	I thought the bill I proposed would help tax-payers
Reduce Offensiveness		
Bolstering	stress accused's good qualities	I donate my time to many charities
Minimization	act not serious	Trump: Made hundreds of deals; bankruptcy only four times
Differentiation	act less offensive than similar acts	Christie relegated to the "under card" primary debate: I wasn't demoted; I was transferred.
Transcendence	more important values	This bill costs money, but it will feed millions of poor people
Attack Accuser	source of accusation not credible (or deserved what happened)	My opponent cannot be trusted to tell the truth
Compensation	reimburse victim	We used eminent domain to take your property, but you received a payment
Corrective Action	Plans to solve problem or prevent recurrence	The state will help clean up hurricane damage
Mortification	apologize	I voted to confirm a Supreme Court justice; It was a mistake I now regret

¹ BENOIT William Lyon, « Production of Image Repair Strategies in the 2016 American Presidential Debates », dans *Langage et société*, n°164, 2018, p. 26.

Compilation du discours brut du Parti Socialiste et classement selon la typologie adaptée de Benoit

Légende

Tous les individus ont été affectés d'une abréviation suivant la première lettre de leur(s) prénom(s) et de leur(s) nom(s) ; le classement est alphabétique, avec priorité aux abréviations ; ce qui explique, par exemple, que Jean-Claude Maene (JCMA) viennent *après* Jean-Claude Marcourt (JCM).

AG = André Gilles ; AH = Alain Hutchinson ; AL = Ahmed Laaouej ; AM = Alain Mathieu ; AMa = Aurore Massart ; AMat = Alain Mathot ; BD = Bea Diallo ; BW = Bety Waknine ; CBG = César Botero González ; CC = Christophe Collignon ; CD = Claude Desama ; CE = Claude Eerdeken ; CL = Christophe Lacroix ; CP = Charles Picqué ; DD = Didier Donfut ; DG = Déborah Gérardon ; DL = Dimitri Legasse ; EDR : Élio Di Rupo ; EK = Émir Kir ; EM = Eric Massin ; ES = Edmund Stoffels ; ET = Eliane Tillieux ; ETh = Éric Thomas ; FD = Frédéric Daerden ; FDe = Frédéric Delnatte ; FL = Fadila Laanan ; FW = Fabienne Winkel ; GD = Gilles Dautrelepon ; GG = Gwenaelle Gronovius ; GP = Grégory Philippin ; HB = Hassan Bousetta ; IS = Isabelle Simonis ; JC = Julien Casimir ; JCL = Jean-Charles Luperto ; JCM = Jean-Claude Marcourt ; JCMA = Jean-Claude Maene ; JD = Joseph Daussoigne ; JFF = Julie Fernandez Fernandez ; JFI Jean-François Istasse ; JFM = Jean-François Mitsch ; JH = José Happart ; JMD = Jean-Maurice Dehousse ; JPH = Jean-Pierre Hupkens ; JPL = Jean-Pascal Labille ; KHL = Karl-Heinz Lambertz ; KL = Karine Lalieux ; LD = Laurent Devin ; LO = Laurette Onkelinx ; MB = Marc Bolland ; MC = Michaël Carpin ; MD = Maurice Dehu ; MF = Maxime Felon ; MJG = Marc-Jean Ghysels ; MO = Mohamed Ouriaghli ; NM = Nicolas Martin ; OF = Olivier Fiévez ; OZ = Olga Zrihen ; PB = Philippe Blanchart ; PC = Philippe Courard ; PCI = Philippe Close ; PEM = Paul-Emile Mottard ; PF = Paul Furlan ; PL = Pascal Lafosse ; PM = Paul Magnette ; PMe = Philippe Mettens ; PN = Pasquale Nardone ; PP = Patrick Prévot ; PVC = Philippe Van Cauwenberghe ; PYD = Pierre-Yves Dermagne ; RD = Rudy Demotte ; RJ = Robert Joly ; RL = Roland Léonard ; RM = Rachid Madrane ; RV = Rudi Vervoort ; SM = Samuel Moiny ; SMo = Stéphane Moreau ; SP = Sébastien Pirlot ; TP = Thomas Parmentier ; TS = Thibaud Smolders ; VC = Vincent Crampont ; VG = Virginie Gonzales ; WD = Willy Demeyer ; X (...) : Source non identifiée nominalement ; YM = Yvan Mayeur ; YP = Yonnec Polet.

2017

3419

EDR PS Un gouvernement de show et de destruction structurelle de la Belgique

Commentaire [RC1]: AA

3420

EDR PS Depuis la Seconde Guerre mondiale, nous n'avons jamais connu un gouvernement aussi destructeur des protections sociales.

Commentaire [RC2]: AA

EDR PS J'appelle Charles Michel à garder son sang-froid.

Commentaire [RC3]: AA

EDR PS Non, monsieur Michel, on ne garantit pas la sécu en enlevant des droits aux gens.

Commentaire [RC4]: AA

3421

WD PS faux injurieux [sans caractère] scientifique

Commentaire [RC5]: AA

la Wallonie devra bientôt se débrouiller sans la Flandre

Commentaire [RC6]: BI

X(un proche du PS) PS La commission de vigilance ne se réunissait pas très souvent et ne s'intéressait pas aux caciques du parti

Commentaire [RC7]: négat

X(un socialiste) PS Ils étaient invités de temps en temps

Commentaire [RC8]: négat

AG PS On n'a rien fait

Commentaire [RC9]: SD

X(un membre du PS liégeois) PS Au comité fédéral, il a lu un rapport long et détaillé défendant le caractère légal du système des rémunérations mis en place dans les comités de secteur, couvert par un arrêté ministériel du ministre des Pouvoirs locaux, Paul Furlan.

Commentaire [RC10]: négat

X (un socialiste bruxellois) PS Il n'a pas sous la main un jeune loup prêt à s'en prendre aux caciques comme à Charleroi, où Paul Magnette était un homme nouveau.

Stéphane Moreau est très méchant. Tout le monde en a peur

Commentaire [RC11]: négat

EDR PS Le mot éthique doit figurer au fronton du Parti socialiste

Commentaire [RC12]: AC

RJ PS laisser la place aux jeunes

Commentaire [RC13]: négat

PM PS Je m'en occuperai en personne. A Charleroi, j'ai fait démissionner des dizaines de personnes

Commentaire [RC14]: AC

X(la porte-parole du collège communal de Charleroi) PS L'événement est privé, une asbl gère les demandes de subsides et de sponsoring. On sait seulement que VOO est sponsor, mais nous ne sommes au courant de rien d'autre

Commentaire [RC15]: SD

Commentaire [RC16]: Dé

PB PS Paul connaît la valeur du travail. On discutait de la vie associative qui ne bougeait pas assez à nos yeux, on râlait sur l'immobilisme des anciens

Commentaire [RC17]: R d'un tiers

LD PS Enormément de militants se reconnaissent en Paul. Mais il a aussi réussi à convaincre d'innombrables électeurs non socialistes de voter pour lui.

Commentaire [RC18]: R

VG PS Il est d'une humanité hors norme. Je l'ai suivi les yeux fermés, je ne l'aurais fait avec personne d'autre en politique.

Commentaire [RC19]: R

X (un socialiste) Vu son attachement indéfectible à l'amitié, il accorde très vite sa confiance aux autres. Trop vite, peut-être

Commentaire [RC20]: R

X (une personne de son cabinet PF) Connaître le pedigree exact de ceux qui l'entourent, ce n'est pas son truc. Beaucoup d'entre nous ne digèrent pas le fait que Claude Parmentier n'ait rien dit. Il n'était pas un proche de Paul.

Commentaire [RC21]: R

Commentaire [RC22]: TB

X(un membre du cabinet PF) PS C'est bien la preuve qu'il est capable de trancher, même en cherchant le consensus au préalable.

Commentaire [RC23]: Mi

Commentaire [RC24]: R

PB PS On ne pouvait réellement pas se passer de son expertise pour concevoir le budget

Commentaire [RC25]: BI

X(au cabinet PF) PS Dans le contexte actuel, la réponse qu'il peut apporter à ce sujet n'est de toute façon plus lisible et compréhensible aux yeux de l'opinion publique

Commentaire [RC26]: Dé

VC PS De manière non rémunérée, sauf le remboursement d'indemnités
 PM PS Je trouve regrettable que cela contribue à donner le sentiment que les cabinets sont un monde obscur qui ne serait pas complètement à l'abri des conflits d'intérêts.
 un organisme permanent et autonome chargé d'assurer le suivi administratif et budgétaire des cabinets.

- Commentaire [RC27]: SD
- Commentaire [RC28]: R sous apparence de Mo
- Commentaire [RC29]: R

3422

EDR PS Il faut de l'ordre, de la clarté, de l'éthique dans le rapport à l'argent
 LO PS scandaleux
 EDR PS il a le pouvoir de la jeunesse
 RJ PS faire un pas de côté
 X(militants ou frondeurs minoritaires) PS [Di Rupo] démissionner
 SM PS [mesures] trop lentes et pas assez fortes
 CBG PS les nouveaux défis exigent la transformation du PS de fond en comble. Méthode Coué
 X(un ténor du parti) PS Il n'est pas dans les habitudes qu'un Premier sortant redevienne un président de combat, cela lui a été reproché
 X(ministre socialiste communautaire) PS A Charleroi, on parlait d'une communauté de pieds nickelés dont certains avaient acheté une chaudière pour leur seconde résidence dans le sud de la France. Cette fois, on est de l'autre côté de la barrière, dans un système digne de la haute école HEC. Dans le privé, on se féliciterait d'une telle ingénierie. C'est évidemment inacceptable avec de l'argent public...
 X(ce ministre socialiste) PS Cette élection au suffrage universel a tout changé. Parce que désormais, Elio Di Rupo a pris le dessus sur les structures intermédiaires. Si, demain, Liège veut l'envoyer promener, il peut convoquer un congrès: je suis sûr qu'il l'emporte. Les militants veulent de telles mesures d'éthique, ils refusent que les postes soient confisqués par un petit groupe et, surtout, ils dénoncent le cumul de l'argent à l'heure où la vie est si difficile...
 WD PS Nous avons adopté les mêmes mesures que ce qui était proposé par le président Di Rupo et il n'y avait pas, entre le discours du président et nous l'épaisseur d'une feuille de cigarette.
 Le travail exceptionnel de Stéphane Moreau.
 Des choses doivent changer
 X(un proche de la présidence EDR) PS La bonne gouvernance était d'ailleurs à notre agenda. En réponse aux dérives liégeoises, Elio a en réalité anticipé des mesures révolutionnaires qui figurent au menu de notre "Chantier des idées"
 X(un député socialiste wallon) PS Nous finirons bien par nous en sortir, on n'abat pas de la sorte 125 ans d'histoire positive.
 X(un ministre PS) PS C'est comme ça, il faut des séismes pour que les choses bougent. Ce qui s'est passé est grave, mais salutaire parce que cela permettra l'émergence d'une nouvelle génération.
 CBG PS Qui peut imaginer un seul instant que les artisans de ce renouveau puissent être des gens comme Di Rupo, Onkelinx, Marcourt, Demotte, Flahaut, Picqué, Vervoort, Demeyer, Moreau, Mathot... et quelques autres ? Ils doivent partir, Di Rupo le premier et le plus vite possible.
 X(présidence du PS EDR) PS ce [CBG] contestataire de longue date, isolé
 X(un membre du bureau) PS Ils se sont installés sur l'estrade, on a distribué les slides, et il a commencé à les lire
 X(un autre) PS Tout le monde s'est un peu senti menacé, on avait l'impression que toute la

- Commentaire [RC30]: AC + note sur « il faut »
- Commentaire [RC31]: Mo .expliquer qu'il y a du TB dedans, mais que globalement, c'est Mo, en vertu de la responsabilisation totale (?)
- Commentaire [RC32]: R
- Commentaire [RC33]: négat
- Commentaire [RC34]: négat
- Commentaire [RC35]: négat
- Commentaire [RC36]: négat
- Commentaire [RC37]: négat
- Commentaire [RC38]: négat
- Commentaire [RC39]: Mo
- Commentaire [RC40]: négat
- Commentaire [RC41]: SD
- Commentaire [RC42]: R
- Commentaire [RC43]: AC
- Commentaire [RC44]: AC
- Commentaire [RC45]: Mi mais... un peu R
- Commentaire [RC46]: AC mais...
- Commentaire [RC47]: négat
- Commentaire [RC48]: Mi
- Commentaire [RC49]: négat

classe était punie parce que deux élèves se sont mal comportés
 X(un socialiste) PS En gros, le G9 force les sous-fifres à des restrictions, et lui ne s'oblige à rien
 PM PS Attention, il faut tout de même garder un écart entre les rétributions des parlementaires et des ministres, parce que ce ne sont pas les mêmes métiers
 EDR PS Si les bourgmestres ont envie d'être ministres, ils n'ont qu'à être ministres
 X(un de ses collègues) [Vincent Sampaoli] a dit qu'il avait honte de son parti et de ses dirigeants, et qu'Elio n'était plus l'homme de la situation

Commentaire [RC50]: négat

Commentaire [RC51]: négat

Commentaire [RC52]: négat mais

Commentaire [RC53]: négat

Commentaire [RC54]: négat

X(député PS) PS On s'est révolté parce qu'on a eu l'impression que le parti voulait en finir avec un modèle de politiques ancrés dans leur réalité locale, qui se sont faits tout seuls, à coups de bagarres sur le terrain.

Ce qu'on veut, c'est la fin des brigands, des grandes gueules, et les remplacer par des calculateurs cyniques, de beaux mecs ou de jolies filles bien lisses...

LD PS Elio, il y a un arbre qui brûle, et toi tu veux brûler toute la forêt. Le problème, c'est que rien ne va repousser dessus

GG PS Je me suis engagée pendant les affaires de Charleroi, parce que tu allais en finir avec les parvenus. Tu ne l'as pas fait, Elio. Je me sens trahie. Tu n'es plus mon président

PB PS Je refuse que l'on termine cette réunion sur une intervention qui ne reflète pas la tonalité de 90% des discussions. Il y a un malaise, et il doit être acté

FD PS Rien de tout ça. C'est une expression de mal-être, un sentiment d'injustice qui s'exprime. C'est toujours le problème quand des mesures sont prises dans un contexte marqué par des abus ou des excès: le balancier, parfois, va un peu loin. Il faut voir comment on atterrit, comment ces mesures se traduisent pratiquement. Celle qui perturbe le plus, c'est celle des 100%. Si on en était resté à celle des 150%, mais appliquée de manière radicale, cette réaction n'aurait pas eu lieu. Ici, mes collègues considèrent que c'est un mauvais signal pour les députés-bourgmestres, mais aussi pour leur population. La décision a été prise en bureau, on doit être derrière. Il faut que ces décisions agissent comme un signal pour faire évoluer les règles légales, avec une large réflexion sur le statut du mandataire qui doit aboutir à moyen terme. On est dans un processus général de dévalorisation de la fonction publique, très dangereuse pour la démocratie. Ces nouvelles règles ne doivent pas mener à une désaffection, or c'est le risque de toutes ces dispositions qui s'additionnent. Alors, je comprends ce sentiment d'injustice: on essaie tous de bien faire notre travail, et je pense que ce cumul des fonctions, député et bourgmestre, dans un même métier, est utile à nos concitoyens. La réaction du parti a été aussi forte que nécessaire, avec un panel de mesures conditionné par l'urgence. Il faut à tout prix rendre confiance au citoyen, et ce travail-là ne peut se faire que collectivement. Nous, le lundi 30 janvier, au conseil communal de Herstal, avons adopté à l'unanimité une motion qui réclame plus de transparence et de contrôle démocratique dans les outils publics de gestion. Ça peut y contribuer! Aujourd'hui, il ne faut plus se contenter de se positionner. Il faut poser des actes. Et vu le contexte, ce n'est pas vraiment le moment de se disputer... Disons que nous essayons, à l'exécutif de la fédération, de concrétiser des prises de position qui seraient les plus unanimes possibles. Nous avons eu un exécutif il y a deux semaines, et avant même que le parti ne le fasse au niveau national, nous avons lancé des messages forts. Espérons que nous avancerons bientôt sur le renouvellement des instances de Publifin... J'ai vu et entendu des expressions qui me paraissent inadaptées. La situation est difficile pour tous les partis, et donc aussi pour le PS. Et je n'ai pas l'impression que ces réactions, ces expressions, soient les meilleures choses à faire.

Commentaire [RC55]: négat

Commentaire [RC56]: négat

Commentaire [RC57]: négat

Commentaire [RC58]: négat

Commentaire [RC59]: Mi

Commentaire [RC60]: A

Commentaire [RC61]: AC

Commentaire [RC62]: négat

Commentaire [RC63]: R

Commentaire [RC64]: AC

Commentaire [RC65]: négat

Commentaire [RC66]: BI

Commentaire [RC67]: Dé

Commentaire [RC68]: R

Commentaire [RC69]: AC

Commentaire [RC70]: AA

Commentaire [RC71]: TB

Commentaire [RC72]: AA

X(à tous les étages socialistes) PS Ce n'est pas un problème wallon, ni un problème de gouvernement, ni un problème de parti: c'est le problème de quelques-uns, à Liège

Commentaire [RC73]: TB mais...

PP PS Une bande de copains qui s'en sont mis plein les poches.

Commentaire [RC74]: négat

X(un membre du bureau) PS Jean- Claude n'a pas dit un mot, un fantôme, comme depuis plusieurs semaines. Et Willy était blanc comme un linge. Ils ont compris, tous les deux, qu'ils sont les prochains sur la liste, et qu'ils pourraient ne pas en sortir...

Commentaire [RC75]: négat

X(un socialiste hennuyer) PS Il sera mouillé, mais il pourrait s'en sortir, parce que, contrairement à Gilles, Moreau, et Marcourt, il dispose d'un vrai socle électoral, et puis, remarquez déjà comme vos confrères le décrivent en grand rénovateur: c'est la position qu'il va tenter de tenir

Commentaire [RC76]: négat

JCM PS La sortie de Laurette Onkelinx est inappropriée en ce sens que ce n'est pas Moreau qui est à la manœuvre chez Publifin

Commentaire [RC77]: négat

DL PS On parle d'André Gilles, mais il y avait aussi Georges Pire

Commentaire [RC78]: TB

X(député socialiste wallon) PS Nous en avons assez d'entendre parler de système PS alors que tous les partis étaient concernés. J'ai personnellement été choqué par l'attitude du MR lors des débats parlementaires, notamment l'attitude arrogante de Virginie Defrang-Firket quand on lui a fait remarquer qu'elle devait savoir. Le MR fait de ces affaires une partie de théâtre au parlement wallon. Mais les gens attendent autre chose, ils veulent que l'on prenne ses responsabilités.

Commentaire [RC79]: AA

PM PS L'encre d'une réforme est à peine sèche que certains cherchent déjà à la contourner

Commentaire [RC80]: AA

PF PS Les événements de ces dernières semaines vont permettre d'approfondir les réformes que j'avais entamées. [cumul] C'est légal, même si ce n'est pas dans l'esprit de la loi et c'est incompréhensible pour le citoyen. [Nethys, ce n'était pas de mon ressort [publication des déclarations fiscales] Quand je l'avais proposé, je me suis fait attaquer par les libéraux, mais pas uniquement eux. [Pour des raisons de protection de la vie privée, des couples et des héritages. Mais personne n'empêche quelqu'un de faire de la politique. Je constate d'ailleurs qu'un député libéral, Jean-Luc Crucke, propose désormais cela en évoquant l'indépendance à l'anglo-saxonne. C'est précisément ce que je défendais.

Commentaire [RC81]: AC

Commentaire [RC82]: SD

Commentaire [RC83]: TB

Commentaire [RC84]: AA

Commentaire [RC85]: NC

Commentaire [RC86]: R mais AA

AG PS le brouhaha actuel

Commentaire [RC87]: TB

WD PS Je suis content que vous fassiez son portrait. Car il est mal décrit, dans les médias

Commentaire [RC88]: R

JMD Il a fréquenté tous les mouvements de jeunesse du parti. Il était proche d'André Cools. C'est d'ailleurs à la demande de celui-ci que je l'ai engagé dans mon cabinet en 1977, lorsque je suis devenu ministre de la Culture. Il possède une lumière intérieure qui lui fait comprendre immédiatement les mécanismes, mais il ne l'exprime pas.

Commentaire [RC89]: R

Ce découpage particulier fait de lui une composante nécessaire à la majorité à Seraing et lui donne une légitimité politique forte

Commentaire [RC90]: BI

FD PS Il s'y est investi pleinement. Il s'est en quelque sorte identifié à l'entreprise. C'est pour cela qu'il est aussi meurtri aujourd'hui.

Commentaire [RC91]: BI

PEM PS Un travailleur, c'est sa qualité indéniable

Commentaire [RC92]: R

X(un socialiste) PS Un besogneux

Commentaire [RC93]: R

X(un socialiste) Levé très tôt, couché très tard

Commentaire [RC94]: R

PEM PS Il peut se montrer excessif dans la défense de son point de vue. Il faut parfois le pousser pour qu'il prenne en compte d'autres opinions. Mais, sur une législature, les tensions au sein de la majorité se comptent sur les doigts d'une main

Commentaire [RC95]: R

FD PS D'ailleurs, la fédération socialiste liégeoise l'a souvent envoyé comme casque bleu dans des sections locales sous tension

Commentaire [RC96]: R

WD PS Il a vécu dans un milieu modeste, son grand-père était mineur. Je pense qu'il a été pris dans la dynamique "on rétribue à tous les étages". Quand je lui ai récemment demandé de se mettre en ordre par rapport à tous ses mandats privés, dès le lendemain, c'était fait. Sans

Commentaire [RC97]: R

Commentaire [RC98]: Dé

discuter. C'est plutôt un homme de pouvoir et de projets.

WD PS André avait développé sa vision depuis l'ALE et il a trouvé en Stéphane quelqu'un qui pourrait être opératif pour la mettre en œuvre

X(un socialiste) PS Il sont deux à la manœuvre, et même trois avec Pol Heyse. Mais il n'y en a pas un qui est plus visionnaire que les autres

Commentaire [RC99]: R

Commentaire [RC100]: BI

Commentaire [RC101]: négat

3424

JCM PS Il est inacceptable de dépecer le groupe Nethys

X(un éminent socialiste liégeois) PS Cela a toujours été le cas. Mais il faut laisser du temps au temps pour construire un consensus. Il n'y avait pas de plan B quand le scandale a éclaté. Le centre de décision se trouvant juridiquement à Liège, ce sont les trois familles politiques, des communes et de la Province, qui doivent trouver la réponse

AG PS les actionnaires de Publifin sont à même d'imposer leur manière de voir les choses à Finanpart, en ce compris évidemment en ce qui concerne Nethys

Commentaire [RC102]: BI mais

Commentaire [RC103]: Dé

Commentaire [RC104]: AC

3425

RD PS On tient compte des enseignements de la vie. Je lis beaucoup, et j'essaie d'apprendre de ce que je lis. On est dans une spirale où chacun affûte la lame de la guillotine. Robespierre l'a fait, et je vois comment ça se passe au bout du compte, ce qu'engendrent les comportements qui se veulent plus puristes que les puristes. Je préfère être dans la position de Condorcet que dans celle de Robespierre. Il faut jouer la transparence, mais pas surjouer la transparence. Tout le monde surjoue. Moi aussi je l'ai fait, parce que j'étais jeune, que j'avais envie que ça s'entende. Maintenant, j'ai quelques années de plus, je reste sur les mêmes principes, mais la manière dont j'avance mes arguments est différente

LO PS Notre réponse aux enjeux de gouvernance moderne et transparente repose sur deux axes: une plus grande participation de tous à l'exercice du pouvoir politique, et une réforme du cadre dans lequel s'inscrivent les fonctions exercées par chacun. Le mandat local est inscrit dans l'ADN du mouvement socialiste. C'est au niveau local que nous menons nos politiques sociales de proximité, qui garantissent la cohésion sociale dans nos quartiers. Le PS bruxellois se positionne donc pour une réduction du nombre d'échevins par collège et un renforcement de leurs attributions

Commentaire [RC105]: R

Commentaire [RC106]: AC

Commentaire [RC107]: R

Commentaire [RC108]: AC

3427

JFM PS Dans tout ce que j'ai lu dans la presse depuis les révélations sur le scandale Publifin, on se borne à critiquer les conseils d'administration, les comités de secteur, leur utilité. Mais c'est un écran de fumée. Qui cache les véritables enjeux.

Chez Ores, ils ont voulu nettoyer les écuries dans la précipitation pour clore le débat

L'intercommunale Ores Assets détient à 100 % Ores scrl, qui est une entreprise privée. Les communes détiennent le capital donc, mais le pouvoir et toute l'activité passent par Ores scrl. La structure détenue, Ores scrl, est en réalité celle qui pilote tout.

Il y a deux ans, je m'informe au sujet des montants de cette opération de rachat des parts d'Electrabel par Ores. C'est Electrabel qui m'envoie par DHL les rapports d'auditeur. C'est singulier : c'est celui qui est racheté qui les envoie ! Un premier rapport fixe le montant à 405 millions d'euros. Un deuxième dit que le premier est correct, mais il est réalisé par le bureau Igretec, une filiale d'Ores. C'est ce qu'on appelle une étude de convenance.

Les communes doivent racheter les parts détenues par Electrabel (25 % du réseau), mais les communes qui détiennent des parts d'Electrabel Customer Solutions (ECS), la filiale

fourniture commerciale d'Electrabel (10 %), doivent les revendre : c'est, en réalité, une compensation. Selon moi, on a gonflé la valeur des 25 % du réseau de distribution, car Electrabel n'a pas fait grand-chose pour l'adapter aux besoins nouveaux et de nombreux investissements sont nécessaires. De l'autre, on a sous-évalué les parts détenues dans Electrabel Customer Solutions qui fait des pertes depuis trois ans, comme par magie. Cette évolution pourrait être liée au rapatriement de bénéfices vers la maison mère en France. Le calcul que j'ai effectué estime une différence de 200 millions d'euros entre le montant du rachat, à savoir ces 405 millions à charge des communes, et le montant qui aurait objectivement dû être demandé.

A tous les membres du conseil d'administration, des comités de secteur, à quelques-uns. Généralement, dans le privé, sur le montant de ce marché de 405 millions, il y a des commissions. Ici, on n'en parle pas. Où est cet argent ?

La surévaluation a profité surtout à Electrabel, à la France et, selon moi, à quelques intermédiaires, alors que les communes risquent de ne plus avoir de dividendes, le temps de payer la note.

Ce réseau de distribution que l'on achète 405 millions d'euros, avec notre argent, nous l'avons payé en réalité plusieurs fois

Ce n'est possible qu'avec la complicité, à l'intérieur d'Ores, de personnes qui avalisent les décisions et accèdent à ce manque d'autonomie. On retrouve dans le staff d'Ores scrl beaucoup d'anciens d'Electrabel. J'ai des doutes au sujet de leur indépendance.

tout est cadenassé

dans ce secteur à la matière à ce point compliquée qu'ils sont peu nombreux à la maîtriser pleinement.

Normalement, en vertu du Code de la démocratie locale, il faut avoir des débats sur les points à l'ordre du jour des intercommunales au sein des conseils communaux. En l'absence de débat, le vote est considéré comme une abstention. Or, dans le cas de Genappe, ce débat que je demandais sur Ores n'a jamais eu lieu : le président du conseil, qui est aussi le bourgmestre, renvoyant les questions aux assemblées générales des intercommunales respectives, alors qu'il a fait acter un vote positif unanime ! Il ne répondait pas à mes questions. Parce qu'il a été pendant de nombreuses années, avant qu'Ores Asset voit le jour, rémunéré en tant que président de l'intercommunale Sedilec ? Parce qu'il a été président d'un comité de secteur d'Ores Asset Brabant wallon ?

Dans ma commune, le bourgmestre, Gérard Couronné (MR), estime que les comités de secteur d'Ores étaient importants pour maintenir le lien avec les enjeux locaux. Il souhaite qu'ils soient maintenus, même à titre gratuit. Or, depuis le 31 janvier 2017, le patron de la structure privée Ores scrl, François Grifnée, a annoncé leur suppression anticipée.

Actuellement, et depuis des années, toutes les communes sont liées parce qu'elles comptent sur les dividendes pour renflouer leurs budgets : elles n'ont donc pas intérêt à ce que l'énergie coûte moins cher et qu'on fasse des économies d'énergie. C'est pour ça que le modèle économique des intercommunales de l'énergie en Belgique va à l'encontre des objectifs européens au niveau des enjeux énergétiques. La stratégie des intercommunales doit être revue pour coller aux nouvelles réalités et engendrer une véritable transition énergétique, économique et environnementale.

FL PS

Elle est en phase d'implémentation

Les résultats de cette comptabilité analytique, développée par les équipes du professeur Faska Khrouz (ULB), sont actuellement à l'analyse

Mais s'il y a des ajustements à faire, nous les ferons évidemment

Ces derniers résultats sont exceptionnels pour des raisons techniques. Nous demandons juste à l'ABP d'être à l'équilibre.

Commentaire [RC109]: négat

Commentaire [RC110]: SD

Commentaire [RC111]: TB mais

Commentaire [RC112]: AC

Commentaire [RC113]: Dé

La qualité de ce document, validé par le cabinet, aurait pu être meilleure. La prochaine lettre d'orientation sera de très bonne qualité afin que le parlement soit parfaitement informé de l'utilisation prévue des budgets.

Commentaire [RC114]: Mo

Des améliorations sont possibles. Nous y travaillons.

Commentaire [RC115]: AC

Commentaire [RC116]: AC

X(un ténor socialiste bruxellois) PS

Les autres partis ne voulaient pas de la propreté publique. Ce n'est pas le PS qui l'a demandée. Et le gouvernement ne fait que donner à l'ABP les moyens d'effectuer son travail et d'engager un maximum de personnes.

Commentaire [RC117]: AA

Commentaire [RC118]: TB contrad.

Commentaire [RC119]: SD

EK PS L'ABP emploie 70 % de Bruxellois. Cela répond à un vrai besoin social

Commentaire [RC120]: BI

DD CD PS

Le coût de l'énergie est effectivement élevé, personne ne peut en disconvenir. La facture du Wallon est inférieure en moyenne de près de 200euros en 2016 par rapport à celle de son voisin flamand.

Commentaire [RC121]: Mo

Commentaire [RC122]: Di

Des obligations de service public à caractère social (gestion du système des compteurs à budget en cas de défaut de paiement, gestion de la clientèle protégée socialement, commissions locales pour l'énergie, raccordement au gaz naturel gratuit...) et la décision du gouvernement fédéral en 2015 de soumettre les intercommunales à l'impôt des sociétés ce qui a fait gonfler ces couts de plus de 40 millions d'euros en 2015 et la facture annuelle du consommateur wallon d'une vingtaine d'euros en moyenne.

Commentaire [RC123]: TB

La décision de rationaliser le secteur fut prise début 2013 afin de l'aligner sur les meilleurs standards de gouvernance et de réduire le nombre de structures et de mandats

La première étape de ce processus, intervenue au 1er janvier 2014, a vu la fusion des huit intercommunales mixtes en une seule, Ores Assets srl. Afin de maintenir la confiance entre toutes les parties, il fut décidé de conserver, au niveau de chaque secteur territorial correspondant aux anciennes intercommunales, des compétences décisionnelles fondamentales notamment en matière tarifaire, d'investissement et de stratégie. Pour ce faire, huit comités de secteur furent alors mis en place, avec une véritable compétence décisionnelle, une rémunération des 90 membres liée à leur présence aux réunions et une moyenne de huit à dix réunions par an. La création de ces comités de secteur a permis à chaque intercommunale d'adhérer à la fusion. Ceci démontre que nous ne pouvons pas être comparés à Publifin.

Commentaire [RC124]: SD

Il n'est pas question que les sommes perçues soient remboursées. Elles correspondent à un travail effectué.

Commentaire [RC125]: SD

Pour ce qui concerne le rachat des parts d'Electrabel, nous pouvons vous confirmer le prix final qui a d'ailleurs été entériné dans une convention entre actionnaires il y a plusieurs années. La transaction finale qui vient d'intervenir est la résultante d'un accord entre nos actionnaires et avait été négociée par Intermixt, au nom des intercommunales pures de financement, et par Electrabel. La formule de calcul du prix était prévue statutairement. On parle bien en l'espèce de valeur économique et non pas de valeur comptable.

Commentaire [RC126]: TB

Commentaire [RC127]: TB

Nous vous renvoyons vers Intermixt et vers les actionnaires d'Ores Assets, en substance les sept intercommunales pures de financement (Idefin, IPFH, Finest, Sofilux, Finimo, Sedifin et IEG) regroupées au sein d'un groupement d'intérêt économique (GIE).

Commentaire [RC128]: TB

Pas de commentaire à faire sur les avis de M. Mitsch, qui concernent avant tout Electrabel.

Commentaire [RC129]: TB

Rien ne s'y opposerait dans l'absolu vu la rationalisation de structures opérée, mais ce n'est pas à l'ordre du jour et pas nécessaire à ce stade

Commentaire [RC130]: négat

3428

FD PS Ogeofund fait partie du groupe Publifin. Je pense qu'il devrait revenir à une gestion paritaire. D'un point de vue principal, parce qu'il s'agit de l'argent des travailleurs, le gage qu'ils seront associés à la gestion de sommes considérables. C'est aussi la garantie d'avoir une utilisation prudente qui corresponde à une stratégie déterminée. La représentation du personnel a déjà été évoquée mais il ne faut pas qu'elle soit symbolique. Je ne connais pas le détail des opérations liées à L'Intégrale, Bavière, Verviers ou Cointe. Je ne dis pas que ce sont des opérations à haut risque ou du gaspillage d'argent, tout a été fait dans les règles prévues, mais cela peut paraître surprenant dans certains cas, Cointe, par exemple. Un contrôle supplémentaire serait légitime et opportun

Commentaire [RC131]: AC

Commentaire [RC132]: SD

Commentaire [RC133]: AC

3429

FDe PS J'ai connu des problèmes de santé qui m'ont empêché d'être aussi assidu que les années précédentes. Et puis, ce travail ne se limite pas à participer à ces réunions: j'ai ainsi participé, une semaine durant, à des jurys d'examen pour constituer une réserve de recrutement, sans qu'on ne perçoive quoi que ce soit...

Commentaire [RC134]: Dé

Commentaire [RC135]: R

JCM PS Avec un si faible poids dans l'actionnariat, le représentant de la Région n'aurait pas pu peser dans les débats

Commentaire [RC136]: Dé

JCM (Gaël Lambinon, porte-parole de Jean-Claude Marcourt) PS Le ministre n'est et n'était pas fonctionnellement en charge du dossier électricité, puisque le ministre wallon de l'Energie de l'époque était Jean-Marc Nollet. Et la prolongation de la législation en cours à l'époque le laissait indifférent. Il y a eu une rencontre de présentation de la transformation du groupe formé par l'intercommunale Tecteo et ses filiales de l'époque en présence des responsables de l'intercommunale, le ministre de l'Energie et lui-même. [JCM] n'a pas procédé personnellement à la répartition de ces mandats. Chef de groupe, c'est une fonction politique. A sa connaissance, ces instances ont été composées sur la base d'un appel à candidatures ou de reconduction de mandats préexistants.

Commentaire [RC137]: TB

Commentaire [RC138]: Dé

Commentaire [RC139]: Dé

Sans rôle, donc

Commentaire [RC140]: SD

Il est uniquement fait appel à du sponsoring pour permettre de distribuer aux associations le produit des bénéfices

Commentaire [RC141]: SD

3430

EDR PS Les militants trancheront [...] mais je compte vraiment sur un sursaut

Commentaire [RC142]: NC

JH PS Je donne une publicité, une aura à cette élection.

Elio doit partir immédiatement.

Je sais comment on fait une élection. J'y vais pour gagner.

Le mardi de la clôture des candidatures, à midi, j'ai téléphoné à la fédé. Il n'y avait toujours qu'un postulant. En plus –sans méchanceté– le porte-valise de l'équipe sortante. Rien n'allait changer. Ce n'était pas possible !

Commentaire [RC143]: négat

WD PS Mais personne ne peut imposer à Jean-Pierre une manière de faire

Commentaire [RC144]: R

JPH PS Je ne me sens pas instrumentalisé. Je ne crains pas d'avoir une belle-mère. Peut-être vais-je déchanter. Mais je pense qu'il y a une prise de conscience collective : si on veut renouer avec la victoire, ce sera ensemble.

Commentaire [RC145]: SD

Commentaire [RC146]: R

DG PS [je me] mouille pour rappeler aux militants que la fédération leur appartient

Commentaire [RC147]: R

JFF PS [Jean-Pierre Hupkens] pourra ramener le parti à des valeurs de gauche dont il s'est éloigné trop souvent

Commentaire [RC148]: Négat et public !

X(un socialiste principautaire) PS Il y a beaucoup d'insatisfaction mais, au moment de vérité, ça ne se traduit pas en candidature. C'est un peu étrange

Commentaire [RC149]: négat

WD PS Quand j'ai remis mon mandat, j'ai souhaité que les poids lourds fassent de même. Il faut une césure plus nette entre les grands mandataires, qui sont dans le parti pour affirmer des positions, et la gestion, qui nécessite des compromis.

Commentaire [RC150]: R

PEM PS Installer un député à la présidence n'aurait peut-être pas été la chose à faire aujourd'hui, même si c'est la tradition depuis longtemps

Commentaire [RC151]: AC

FD PS Je ne sais pas si je suis plus écouté qu'hier, mais en tout cas plus qu'avant-hier

Commentaire [RC152]: Mo

MB PS Il n'y a pas eu de candidature pour bloquer le jeu et pour prendre le pouvoir. C'est très novateur. Pour une fois, on ne va pas parler des personnes, mais des idées

Commentaire [RC153]: SD

MB PS enfin en position d'être libéré et de donner au parti ce qu'il aurait dû lui apporter depuis longtemps

Commentaire [RC154]: AC

FL PS Les citoyens, les entreprises et les associations en contact avec l'administration sont plus exigeants qu'autrefois. Il faut leur fournir un service d'une qualité au moins égale à celle du secteur privé. La réforme n'est pas seulement liée à la nécessité pour Bruxelles d'assumer les nouvelles compétences issues de la réforme de l'Etat fédéral. Elle vise aussi à faire face à la croissance démographique à Bruxelles, qui comptera près de 100000 habitants en plus en 2025. Or, nous sommes confrontés à l'inefficacité du Selor fédéral, qui n'arrive pas à répondre à nos demandes de recrutement pour répondre à la charge de travail. Nous devons donc mettre sur pied notre propre Selor.

Commentaire [RC155]: AC

L'idée du gouvernement est que l'opération n'ait pas d'impact budgétaire, mais pour gérer les nouvelles compétences, il faut bien engager du personnel et occuper de nouveaux bâtiments.

Commentaire [RC156]: AC

Nous devons renforcer notre communication interne. Il faut montrer aux agents que leur vie ne va pas connaître de changements fondamentaux. Les cas de burnout et d'absences de longue durée nous ont conduits à organiser, cette semaine, un séminaire sur le bien-être au travail. Les managers et responsables des ressources humaines échangent leurs bonnes pratiques.

Commentaire [RC157]: Dé

Commentaire [RC158]: BI

BW PS Le jury a proposé deux noms parmi les candidats, dont le mien, et le gouvernement m'a choisie. La création du nouveau ministère, que je dirigerai, est directement liée à la réforme du CoBAT, le Code bruxellois de l'aménagement du territoire. Bruxelles urbanisme et patrimoine, structure plus petite, facilitera la mise en place de procédures plus souples pour accélérer les délais de réalisation de projets immobiliers. [La structure s'intégrera à la] plateforme territoriale

Commentaire [RC159]: AC

Commentaire [RC160]: NC

Commentaire [RC161]: AC

3432

PP PS Ils fonctionnaient dans une certaine illégalité

Il y a un vrai souci parce que c'est de l'argent public

Commentaire [RC162]: Mo

PP PS [Stéphane Moreau] devait faire un pas de côté. Endormissement coupable [des administrateurs de Publifin]. Ils ont laissé tomber des dividendes pour permettre à Nethys de se développer.

Commentaire [RC163]: AC

Commentaire [RC164]: TB

Commentaire [RC165]: BI

3433

PF PS ne pense rien

Franchement, au risque de paraître idiot, je préfère dire que je ne sais pas plutôt que de dire n'importe quoi. Appelez l'administration.

J'assume. [Je] n'en pense vraiment rien du tout. C'est l'employeur qui introduit la demande, dans ce cas-ci la commune, à l'administration régionale. Le ministre-président wallon et le ministre des Pouvoirs locaux remettent un avis. C'est le Premier ministre qui signe l'arrêté et qui octroie donc la distinction honorifique.

Commentaire [RC166]: SD

Commentaire [RC167]: TB

PM PS Des demandes de décorations honorifiques, j'en signe des piles tous les jours. Des centaines et des centaines. Donc ça a dû être dans le paquet. Je ne savais même pas que j'avais signé ce bazar et qu'il y avait le nom de Stéphane Moreau dedans. Mais je m'en contrefous! C'est la vérité pure et simple, vous pouvez écrire ça! Ce sont des décorations délivrées de manière complètement automatique, personne ne s'intéresse à ce genre de choses.

SMo PS Je ne connais rien à cette distinction que je n'ai évidemment pas sollicitée. Elle doit relever de l'application automatique de critères d'ancienneté.

Commentaire [RC168]: Mi

Commentaire [RC169]: Dé

Commentaire [RC170]: SD

Commentaire [RC171]: SD

3434

LO PS Ce ne sont pas des démocrates ! Loi de la rue

LO PS Ce serait ridicule de ne pas tirer des enseignements d'un scrutin, que ce soit aux Etats-Unis récemment ou en France. Il y a plusieurs leçons à retenir de cette incroyable campagne électorale – incroyable, il faudrait en faire une série télévisée! Tout d'abord, pour gagner une élection présidentielle, il faut incarner l'espoir et le changement. La société est traversée par la peur, les gens ont besoin de casser ce cycle avec des idées nouvelles ou des personnages nouveaux. Ce qui s'est passé pour le PS français n'est évidemment pas agréable du tout. Benoît Hamon avait un projet qui était beaucoup plus en rupture avec le hollandisme que celui de Macron, mais il n'a pas compris qu'une élection, c'était la rencontre entre un homme et un peuple. Lui, il n'a été à la rencontre que d'une partie de la gauche. Et il s'est fait avoir comme un bleu par Mélenchon, avec ce pacte de non agression: comme si leurs projets n'étaient pas différents... Au niveau stratégique, Hamon n'a pas été bon.

[Emmanuel Macron] a réussi à incarner cet espoir. Son succès prouve l'importance de la démocratie participative, à laquelle je suis favorable. Il a construit son programme avec 30000 personnes, au cours de 3000 réunions! Cela dit, il a un programme de centre un peu traditionnel pour chez nous. Là où il m'impressionne, c'est d'avoir pris une position vraiment courageuse sur la grande question des identités qui traverse la société française. C'est un des rares à avoir félicité Angela Merkel pour ce qu'elle a fait pour les réfugiés en Allemagne, que je sache. Il parle d'une grande France qui n'a pas une culture, mais des cultures. Il a gagné avec un discours d'ouverture et de respect. Nous devons en tirer des leçons en Belgique, où la démocratie se rabougrit à cause de ce gouvernement fédéral qui accepte tout ce que fait la N-VA.

Une des grandes leçons du scrutin français, c'est que si le PS se divise, il est mort! Mais si on reste uni, je n'ai pour ma part aucune crainte – aucune! – d'une situation à la française. D'ailleurs, le Parti socialiste est resté le premier parti en Wallonie et à Bruxelles après avoir été une longue période au pouvoir et avoir donné le Premier ministre précédent. Nous connaissons évidemment un gros problème à cause de Publifin, mais le printemps va revenir. Le PS va repartir à la conquête des coeurs.

Oui, mais cela ne se fera qu'à deux conditions. Si on ne les respecte pas, ce sera sans moi. Tout d'abord, en ce qui concerne l'éthique, nous devons être très fermes et sanctionner très durement ceux qui ont fauté. Mais cela ne suffit pas : il faut des règles nouvelles, très claires, montrant que l'on ne fait pas de la politique pour son profit personnel, mais pour changer la vie des gens. Le gouvernement wallon va prendre à très court terme une kyrielle de mesures, nous sommes en train de le faire aussi à Bruxelles. Il faut tourner la page! La deuxième condition, c'est qu'il faut changer sur le fond si l'on veut rester fort. Le Chantier des idées ne doit pas être une opération de com, mais engendrer des propositions en profondeur. Nous devons profiter du fait que nous sommes dans l'opposition au fédéral pour réaffirmer notre nouvelle identité.

Nous portons cinq grands chantiers qui parlent à la jeunesse, avec des solutions. Tout d'abord,

Commentaire [RC172]: AA

Commentaire [RC173]: AC

Commentaire [RC174]: NC

Commentaire [RC175]: NC

Commentaire [RC176]: R

Commentaire [RC177]: NC

Commentaire [RC178]: AA

Commentaire [RC179]: SD

Commentaire [RC180]: R

Commentaire [RC181]: Mo

Commentaire [RC182]: Mi

Commentaire [RC183]: TB

Commentaire [RC184]: AC

la question écologique, qui doit devenir le coeur du projet socialiste, avec celle, qui est liée, de l'explosion de la population au niveau mondial. Le deuxième, c'est celui, évoqué par Thomas Piketty, du capitalisme financier, de la qualité de l'emploi et de la pauvreté : la fiscalité doit être au coeur de notre programme. Troisième chantier : la révolution numérique, à laquelle je me suis beaucoup intéressée. Je ne suis pas favorable à l'allocation universelle, je plaide par contre pour la semaine des quatre jours pour partager l'emploi disponible et diminuer le stress. Quatrièmement, il faut lutter contre le repli identitaire, le PS doit clairement renouer avec son universalisme.

Commentaire [RC185]: R

Oui. On a des valeurs ou on n'en n'a pas. Nous sommes une alternative aux mesures néfastes de ce gouvernement fédéral, avec les valeurs piétinées par Theo Francken, qui me dégoûte. Nous devons développer un patriotisme ouvert et fraternel. J'ai d'ailleurs déposé une proposition pour instaurer un service civil citoyen, afin de permettre à chacun d'être vraiment reconnu dans la société. Nous voulons aussi élargir le droit à l'avortement et dépenaliser le cannabis. Enfin, notre cinquième chantier concerne une Europe réformée, comme nous l'avons démontré avec notre combat contre le Ceta.

Commentaire [RC186]: AA

Commentaire [RC187]: R

Je sais que le PTB mène des opérations de com incroyables, mais ce n'est pas Mélenchon, non! Je ne pense d'ailleurs pas que Mélenchon irait à un congrès où il y a des représentants de la Corée du Nord. Le PTB essaie de surfer sur la vague du succès, mais en France, il serait plutôt Poutou ou Arthaud. Le PTB est un vieux parti. Ce ne sont pas des ennemis politiques – j'ai des ennemis à droite, pas à gauche –, mais ce ne sont pas des amis. Je n'ai pas le même rapport qu'eux à la liberté: je crois aussi aux libertés individuelles, je ne serai jamais d'accord avec le communisme. Je crois, moi, à la démocratie parlementaire, eux pas, ils s'en fichent complètement, ils croient à la loi de la rue. Ils filment leurs interventions à la Chambre et puis s'en vont... Qui travaille sans relâche pour tenter d'obtenir des amendements aux projets du gouvernement fédéral? Essentiellement le PS. Je n'aime pas l'attitude du PTB au Parlement : ils ne croient pas à la démocratie tout court! S'il n'y a pas de démocratie parlementaire, c'est une dictature. Même si elle est du prolétariat, une dictature est une dictature, que je sache! Enfin, je crois qu'on ne doit pas se moquer des gens et avoir un projet crédible. Je peux dire aussi qu'une taxe des millionnaires réglerait tout, avec le même accent liégeois que Raoul Hedebouw. Mais moi, je ne me moque pas des gens!

Commentaire [RC188]: AA

Je n'en sais rien, mais je continuerai à dire ça, soyons clair! Ils profitent d'un désarroi, mais aussi des fautes du PS. L'attitude de certains chez nous, qui ont privilégié leur portefeuille, a été scandaleuse, c'est insupportable!

Commentaire [RC189]: SD

Commentaire [RC190]: AA

Commentaire [RC191]: Mo

Je n'y crois pas du tout. Nous avons un centre, qui est plutôt le CDH. Et un parti Ecolo, ancré à gauche aussi. On ne peut pas dire que le centre ait une attractivité en Belgique, comme c'est le cas en France. Nous ne sommes pas dans la même configuration sociologique. Je ne crois pas qu'il faut essayer de reconquérir par des logiques d'appareil, mais par les idées, par le projet. Et nous nous y employons.

Commentaire [RC192]: SD

Commentaire [RC193]: R

OZ PS : Baissez le ton, s'il vous plaît!

Commentaire [RC194]: NC

JPH PS Ce projet dépend certes d'un développement privé, mais grâce aux fonds européens Feder, nous en profitons pour lancer un programme de réaménagement des espaces publics sur le boulevard de la Constitution, la rue des Bonnes-Villes et le carrefour Ransonnet

Commentaire [RC195]: BI

Nous souhaitons accroître les offres de logements susceptibles d'accueillir des couples avec deux ou trois enfants. Les kots et les maisons de retraite, c'est bien, mais nous avons clairement un déficit de population autour des 35 ans

Commentaire [RC196]: AC

Le positionnement sur le réseau TGV a été pour Liège un élément stratégique déterminant, mais la gare est en même temps devenue un emblème urbanistique et un signal pour le développement d'un nouveau quartier

Notre objectif est de le reconquérir progressivement pour le transformer en boulevard urbain. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura plus de commerces, mais il doit aussi y avoir du logement et une mobilité apaisée qui donne l'impression de se trouver en ville et non «en fin d'autoroute».

Commentaire [RC197]: BI

Nous avons quelques maîtrises foncières dans le secteur qui pourraient servir de levier pour attirer des investisseurs privés

Accueillir et encadrer les investisseurs mais les accueillir, c'est-à-dire ne pas les décourager. Liège doit être une ville attractive par le niveau de sa qualité de vie. Nous devons entretenir la proximité conviviale qui la caractérise mais qui n'est jamais acquise pour les siècles des siècles, et qui passe aussi par des politiques publiques.

Commentaire [RC198]: R

AMat PS Je souhaite un geste architectural fort pour ma commune, quelque chose qui "claque", qui lui donne un cachet. Pas question de construire une "bête" tour pas plus que de se lancer dans une course à la hauteur. Le projet peut aussi se transformer en deux tours jumelles de taille raisonnable, pour peu qu'elles soient esthétiquement remarquables

La commune est prête à assumer une partie de l'investissement, via L'Immobilière publique

Commentaire [RC199]: R

WD PS Lancer une campagne électorale

Commentaire [RC200]: SD

entendu le message

Commentaire [RC201]: SD

RL PS Si nous nous dépêchons, cette rénovation "zéro carbone" d'un bâtiment ancien, public, de cette ampleur – plus de 10000 m2 de surface – serait en effet une première à l'échelle européenne

Ce sera un véritable défi que nous devons relever dans le cadre des subsides européens Feder que nous avons reçus pour ce projet

Commentaire [RC202]: R

C'est un bâtiment qui a souvent fait débat mais qui reste une référence. Bien sûr, les bétons des années 1960 n'ont pas résisté au temps et ne seront pas restaurés. Mais il faut qu'on puisse reconnaître le geste architectural initial.

Commentaire [RC203]: T

représentants du courant moderniste

Commentaire [RC204]: NC

Nous souhaitons aussi faire de ce bâtiment un modèle de communication entre les pouvoirs communaux et les habitants, grâce aux technologies smart, mais aussi en réalisant une extension de 500 à 600m2 au rez-de-chaussée ou au premier étage, qui permettra d'augmenter la surface d'accueil.

Commentaire [RC205]: AC

n'est pas garantie puisqu'elle se trouve à même le béton

Commentaire [RC206]: Dé

3438

PYD PS Cette affaire a été confiée à la justice, je serai donc prudent. Mais l'affaire peut être grave si elle est bien réelle.

Commentaire [RC207]: TB

CC PS Cela mérite investigation. Soit on a payé le juste prix, soit on s'est fait rouler, soit c'est... plus grave. Il n'y a pas de raison que l'on traite Ores différemment que Publifin. Nous devons obtenir des réponses claires, avec une investigation neutre.

Commentaire [RC208]: SD

CC PS Nous n'en sommes pas encore là

Commentaire [RC209]: SD

JFM PS Il est important que chacun des élus puisse se prononcer en disposant de toutes les informations nécessaires, dans le respect de l'autonomie communale et du Code des sociétés

Commentaire [RC210]: AC

PMe PS Car les informations révélées sont très préoccupantes

Commentaire [RC211]: SD

JFM PS Il est normal et souhaitable que tous les partis définissent une position. Mais cela n'empêche en rien les élus et les communes de se prononcer en âme et conscience, notamment s'ils estiment ne pas avoir suffisamment d'informations. Le pire dans cette affaire, c'est que les citoyens paient un prix anormalement élevé par rapport aux autres pays européens. Et qu'il n'y a pas de projet pour la politique énergétique belge et régionale. Tous les acteurs du secteur attendent enfin une vision claire pour s'engager dans la transition énergétique.

Commentaire [RC212]: négat

Commentaire [RC213]: négat

Commentaire [RC214]: négat

PF PS Les conservateurs se tapissent dans l'ombre, attendant, je le crains, l'échec des réformes. Certains ne veulent qu'un changement de façade. Ils auront peut-être à coeur de miner le travail de Pierre-Yves.

Commentaire [RC215]: AA

X(deux membres de son cabinet) PYD PS Il n'est pas d'une loyauté aveugle

Commentaire [RC216]: R

PYD PS Je suis prêt à me faire attaquer par rapport aux valeurs que je défends, mais pas au nom des excès de certains mandataires. Je sais qu'il existe d'autres manières de faire de la politique. Par exemple en étant avocat, dans le choix des causes que l'on défend.

Commentaire [RC217]: TB

Je chéris encore ces moments, dont je garde un souvenir ému

Commentaire [RC218]: R

Mais j'en suis vite revenu. Le simplisme du discours se heurtait à une réalité bien plus complexe. Encore aujourd'hui, derrière la gouaille sympathique de Raoul Hedebouw, il y a des militants beaucoup plus sectaires J'ai pu voir les limites du parti, avec ses dissensions en interne et ses modes de délibérations compliquant l'action politique. Avec le PS, je me suis retrouvé dans un parti de valeurs, de combat et d'actions. La gauche libérale et la gauche sociale-démocrate ont les mains sales, mais elles ont des mains ; la gauche robespierriste et la gauche néotrotskiste ont les mains propres, mais elles n'ont pas de mains. J'aspire à une gauche pragmatique qui soit aussi idéologique ; autrement dit, à une gauche de responsabilité qui ne renonce pas à la gauche de conviction.

Commentaire [RC219]: AA

Commentaire [RC220]: R

PC PS Il a cette double qualité d'être précis dans son travail et très à l'écoute des inquiétudes du citoyen. Je suis convaincu qu'il va réussir.

Commentaire [RC221]: R

JCMa PS Le parti fait aujourd'hui confiance à quelqu'un qui est très attentif à l'éthique

Commentaire [RC222]: R

PYD PS Pour gagner mon indépendance et une liberté de ton

Commentaire [RC223]: R

3440

PM PS S'il y a des problèmes chez Ores, on les réglera de la même manière (que chez Publifin)

Commentaire [RC224]: AC

PM PS manque de renouveau au parti socialiste

Commentaire [RC225]: Mo

JFM PS 80% du rapport de la commission d'enquête du parlement de Wallonie au sujet de Publifin pourrait s'appliquer à Ores, en matière de gouvernance

Commentaire [RC226]: négat

DL PS se coordonner avant toute action individuelle

Commentaire [RC227]: TB

DL PS Camarade, dans quelques jours, les conseils communaux devront se prononcer sur les points à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale d'Ores. Le parti vous demande de voter positivement sur tous les points qui seront soumis à votre accord. Le vote négatif n'est pas une option. Si certains d'entre vous veulent s'abstenir, ils n'en seront pas blâmés.

Commentaire [RC228]: négat

X(Le Boulevard de l'Empereur EDR) PS Il n'y a pas eu de consigne du parti national

Commentaire [RC229]: SD

JFM PS Je ne suis pas un professionnel de la politique, mais ce mail me perturbe

Une réécriture de l'histoire grotesque et truffée de mensonges

Commentaire [RC230]: négat

X(l'équipe fédérale du PS) PS Cher Camarade, nous avons bien reçu ton e-mail du 24 mai et il a retenu toute notre attention.

Commentaire [RC231]: NC

Permettra de conformer ces statuts à la législation wallonne. Par ailleurs, d'après les informations dont nous disposons, le fonctionnement d'Ores ne peut être comparé aux abus rencontrés chez Publifin.

Commentaire [RC232]: AC

Commentaire [RC233]: SD

Sans qu'un réel travail ne soit fourni. Les comités de secteur chez Ores n'étaient pas soumis aux mêmes mécanismes de rémunération. Ils avaient, en outre, un véritable pouvoir décisionnel, notamment en matière de tarifs et de politique d'investissements, et donc une vraie responsabilité.

Commentaire [RC234]: SD

Ouvert à toute proposition favorisant la participation des communes et des citoyens au travail des intercommunales

Commentaire [RC235]: T

AM PS C'est à se demander quand il dort...

Commentaire [RC236]: R

D'un côté, je souhaite que Jean- François ait raison quand je vois l'énergie qu'il met dans ce

dossier. De l'autre, j'espère qu'il a tort parce que si ces allégations sur ce double marché étaient avérées, ce serait extrêmement grave. Il me semble qu'Ores a voulu être le plus transparent possible dans les explications données au conseil communal. Jean- François Mitsch a une personnalité forte et j'ai parfois l'impression qu'il n'écoute que les réponses qui lui conviennent. Cela dit, chapeau pour tout le travail qu'il a accompli depuis qu'il a commencé, en 2013. Il pose des questions légitimes et mène un contrôle indispensable. Mais sur la forme, il ne doit pas oublier qu'il fait partie d'un groupe car il risque de se mettre tout le monde à dos. Et moi, vous comprenez, je dois maintenir l'église au milieu du village...

Commentaire [RC237]: R

Commentaire [RC238]: SD

Commentaire [RC239]: AA

Commentaire [RC240]: R

Commentaire [RC241]: AA

X(notre source, qui fait partie des organes dirigeants du parti EDR) PS Le droit de tendance au sein du parti a ses limites, dès lors qu'une position démocratique est prise en son sein. On ne peut comparer Ores à Publifin, cela jette le discrédit sur toute la politique, c'est intolérable!
X(au boulevard de l'Empereur EDR) PS Il est utile que les conseillers communaux vérifient le travail des intercommunales dont leur commune est membre. C'est leur rôle.

Commentaire [RC242]: AA

Commentaire [RC243]: SD

Commentaire [RC244]: TB

3441

TS PS Elio Di Rupo doit partir maintenant

Commentaire [RC245]: négat

PM PS Cela ne m'a pas tellement heurté. Je m'y attendais. J'avais dit en bureau de parti : un jour, on sera à 20-20, et peut-être même à 25-15. C'est évident qu'on allait se prendre une gamelle lors de ce sondage-là. Tous les jours, on ne parlait que de Publifin dans les journaux télévisés

Commentaire [RC246]: SD

Commentaire [RC247]: R

EDR PS Le PS, c'est un groupement de près de 90000 personnes formidables et qui assument chaque jour leurs responsabilités. Il y a des accidents et il faut trouver des solutions mais on ne peut pas être derrière tout le monde

Commentaire [RC248]: Mo des mauvais sondages

Commentaire [RC249]: R

Commentaire [RC250]: Dé

X(ténor socialiste de la capitale) PS Ce qui vient de se passer au Samusocial affaiblit Laurette Onkelinx, c'est évident. La démission du bourgmestre Yvan Mayeur lui fait mal, personnellement et Politiquement : elle était la dernière au sein du parti à le protéger. Mais dans l'état actuel des choses, je ne vois aucun leadership alternatif pour le PS bruxellois.

Commentaire [RC251]: négat

X(un proche) PS Affaiblie, elle l'est, sans aucun doute. Mais cela renforce son caractère de battante...

Commentaire [RC252]: R

Commentaire [RC253]: SD

LO PS Je n'ai pas le droit d'être abattue

X(un autre pilier du PS bruxellois) PS Paradoxalement, je crois que Laurette sort renforcée de l'épreuve. Elle a bien géré la situation, contrairement à ses collègues wallons. Elle en profite pour installer une nouvelle génération. Le remplacement d'Yvan Mayeur par Philippe Close permet aussi de faire baisser d'un cran la tension entre la Ville et la Région. C'était cela, la nouvelle ligne de fracture au sein du parti.

Commentaire [RC254]: R

Commentaire [RC255]: T

Commentaire [RC256]: négat

RV PS [Yvan Mayeur] se poser la question de la démission

X(un camarade) PS Franchement, cela commençait à devenir intenable. Philippe Close est plus rond, moins cassant qu'Yvan Mayeur. Avec lui, la relation entre la Ville et la Région devrait être plus collégiale.

Commentaire [RC257]: R

X(un ténor) PS Tous les partis flamands vont utiliser ce qui s'est passé pour demander une nouvelle fois que l'on mette de l'ordre à Bruxelles

Commentaire [RC258]: AA

X(un cacique du parti) Aujourd'hui, elle doit faire face à plusieurs crises en même temps. Elle doit mettre en oeuvre d'urgence des réformes radicales en matière de bonne gouvernance, en évitant de nouveaux incendies. Les militants veulent que l'on décide plus rapidement, comme ils l'ont exprimé lors de la réunion du 3 juin à la Madeleine. Mais elle doit aussi apaiser les tensions idéologiques entre l'aile sociale-démocrate et celle, plus radicale, qui regarde du côté de Mélenchon. Plus que jamais, elles s'intensifient au vu de ce qui se passe en France.

Commentaire [RC259]: Dé

CL PS Nous devons clarifier les choses. Ce n'est pas noir ou blanc, c'est beaucoup plus nuancé. Les explications d'Ores et des intercommunales de financement tiennent la route mais

dans l'intérêt de tous, nous devons clarifier.

Commentaire [RC260]: AC

ES PS Une expertise indépendante existe, cela nous ferait une bonne lecture pour cet été.

Commentaire [RC261]: SD

CD PS C'est un grand spécialiste de l'intelligence artificielle, j'ai nettement plus de doutes au sujet de ses compétences en matière d'énergie.

Commentaire [RC262]: AA

JFM PS Je n'ai jamais mis en cause la qualité du travail des agents d'Ores, mais bien l'impartialité du management qui ne répond pas à ces questions depuis 2013

Commentaire [RC263]: négat

3442

X(une strate de puissants députés-bourgmestres, l'un d'entre eux) PS Dès jeudi (15 juin) à la Chambre, Lutgen a envoyé des signaux très clairs. Plusieurs les ont transmis. Magnette n'en a écouté aucun. [Un parti] plus rouge, plus vert, plus horizontal. Venant de gens qui vivent des voix que leur ramènent les cumulards à chaque élection, c'est gonflé.

Commentaire [RC264]: négat

SP PS Si le PS devient un PTB light, je quitterai le parti

Commentaire [RC265]: négat

3443

EDR PS [Lutgen] traître

Commentaire [RC266]: AA

3444

PM PS Mon avis n'a aucune importance, c'est aux militants de le décider. Je suis à 100% derrière Elio Di Rupo, c'est de lui que nous avons besoin pour rénover le parti

Commentaire [RC267]: R

X(un proche PM) PS Pour l'instant, à peu près tous les jours je dois lui remonter le moral. Cela n'empêche pas que Paul est ressorti plus fort de cette séquence, et qu'il va s'en servir.

Commentaire [RC268]: R

PM PS L'idée socialiste n'est pas liée à l'organisation actuelle du parti, elle est beaucoup plus forte et plus vaste que celui-ci

Commentaire [RC269]: T

X(un autre proche PM) PS Il consulte beaucoup, et pas qu'au Pain quotidien. Une dizaine de parlementaires, et plusieurs ministres, sont prêts à le suivre, y compris s'il quitte le parti pour en fonder un autre. Dans les milieux syndicaux, y compris chrétiens, il y a aussi une vraie demande de quelque chose de nouveau, en dehors des appareils des partis d'aujourd'hui

Commentaire [RC270]: négat

Commentaire [RC271]: négat

X(un des commensaux PM) PS Le PS subit une telle crise qu'il est vraiment menacé de disparition. Qu'en restera-t-il si Paul le quitte? Qui pourrait lui donner une direction claire? Peu de monde. Dans ce cas, un large mouvement de gauche, rassemblant plusieurs figures de proue, pourrait sans problème tourner autour des 15 %

Commentaire [RC272]: négat

X(un hennuyer dirupiste EDR) PS C'est la victoire des petits, et ce n'est qu'un sursis de quelques mois pour Elio Di Rupo

Commentaire [RC273]: négat

Mais tout le monde n'y est pas encore prêt

Commentaire [RC274]: négat

X(un magnétiste) PS Les choses se décanteront dans ces moments-là : les divisions entre fédéralistes et belgicains, Wallons et Bruxellois, mais aussi entre pro et anticumul nous donneront l'occasion de sortir du bois. Le seul scénario qui permettrait selon moi que ça se passe en douceur, c'est qu'Elio prenne conscience que sa position est intenable, qu'il se grandirait en passant la main après le Chantier des idées, et qu'il annonce donc son retrait à ce moment-là

Commentaire [RC275]: négat

X(des camarades liégeois) PS [PP] La nouvelle star du PS

Commentaire [RC276]: négat

PEM PS [commission publifin] plus dans l'image [rapport intermédiaire] sans grands fondements juridiques

Commentaire [RC277]: SD

3445

WD PS pas fermé [évolution]

Commentaire [RC278]: AC

3447

PM PS Il y a eu une demande dans mon parti, en effet. Mais il ne servait à rien de chambouler les équipes, ni de faire payer aux deux échevins CDH, Eric Goffart et Mohamed Fekrioui, les conséquences d'une décision, celle de leur président de parti, qu'ils n'ont pas prise

Commentaire [RC279]: TB

X(un député socialiste) Il appelle ça le RAW, le rassemblement autour de Willy

Commentaire [RC280]: NC

X(un socialiste) PS [Véronique Salvi] se dit mal à l'aise avec la décision de Benoît Lutgen, mais lorsqu'il l'a annoncée en bureau politique, elle était là, et elle n'a rien dit. C'est un peu facile après coup de faire croire qu'on est contre... franchement possible

Commentaire [RC281]: AA

Commentaire [RC282]: AA

C'est une question de survie pour eux, encore plus que pour nous, et une liste sans étiquette PS, menée par Paul Magnette, pourrait leur en offrir les conditions...

Commentaire [RC283]: négat

3448

JPL PS Tout est question d'éthique personnelle. Elle est affectée à des tâches explicitement liées à mon action politique autour de l'enjeu de la sécurité sociale, ou à la fondation *Ceci n'est pas une crise* que je préside. Je peux comprendre le débat autour de ce type d'assistance, qui n'est pas absolument indispensable. Autres temps autres moeurs.

Commentaire [RC284]: T

Commentaire [RC285]: SD

Commentaire [RC286]: Mo

3449

CP PS Il y a toujours eu, par le passé, une volonté d'harmoniser les stratégies d'alliances pour éviter que cela ne pose des problèmes, notamment face à la Flandre. Mais depuis les élections de 2014, notre division, coupable, risque de nous affaiblir face aux desseins séparatistes de la N-VA. Ce qui se passe est du pain béni pour Bart De Wever parce que cela illustre crûment l'éclatement des francophones.

Commentaire [RC287]: BI

Commentaire [RC288]: AA

Benoît Lutgen n'a aucune stratégie concertée pour les trois institutions francophones. Il n'avait visiblement pas anticipé ce que son attitude impliquait pour les Bruxellois. C'est une décision wallonne, motivée par un besoin de survie politique.

Commentaire [RC289]: AA

RD PS Si vous anéantissez l'institution qui fait le pont entre Bruxelles et la Wallonie, vous travaillez à l'affaiblissement de tous les francophones. Et puis quoi? On aurait un programme scolaire différent en Wallonie et à Bruxelles?

Commentaire [RC290]: AA

CP PS Les tensions entre régionalistes et communautaristes n'ont jamais cessé, chez les Wallons comme chez les Bruxellois. On a souvent insisté sur ce phénomène au PS avec les Collignon, Happart et Van Cauwenberghe, mais la tendance régionaliste a toujours été présente au MR aussi. Ce rapprochement entre Wallonie et Bruxelles a été perçu comme une agression par les Flamands, alors qu'il avait en réalité une vocation principalement défensive. Le mouvement régionaliste allait s'enflammer. J'ai passé des heures, à l'époque, à jouer de la flûte à Amay devant Robert Collignon ou à convaincre mes amis liégeois. Cette Fédération était indispensable pour être plus forts en vue d'une inéluctable réforme de l'Etat. La septième réforme de l'Etat va arriver, ce pourrait d'ailleurs être une réforme ultime car on risque de toucher davantage encore au tabou de la sécurité sociale. On oppose la thèse communautaire à la thèse régionale ? C'est une erreur. Il faut les deux ! Les francophones doivent avoir une identité communautaire leur permettant de veiller au rapport de forces face à la Flandre. Mais

Commentaire [RC291]: AA

Commentaire [RC292]: T

Commentaire [RC293]: R

il faut aussi une stratégie plus défensive à Bruxelles parce que la situation y est complexe. C'est le tribu à payer pour faire fonctionner la Région. Evitons de nous racrapoter sur la Wallonie !

Commentaire [RC294]: T

Il pourrait y avoir un scénario surprenant où DéFI rejoint le MR et le CDH à la Fédération, peut-être sans nous. Ce serait conforme au tropisme de DéFI: c'est le lieu où ils peuvent défendre la langue française. Pour nous, ce ne sera pas facile de retravailler dans l'immédiat avec le CDH. PS et DéFI pourraient préserver une spécificité bruxelloise. Le gros problème, c'est que nous n'avons pas la majorité dans le rôle linguistique francophone. Un scénario possible serait que certains CDH se détachent pour nous rejoindre. On pourrait aussi imaginer un apport extérieur. Mais au-delà de ces questions politiques classiques, nous n'échapperons pas au débat sur la force que nous constituons encore ensemble, Wallons et Bruxellois, en vue des prochaines négociations institutionnelles. Car la N-VA profitera, c'est sûr, de cette crise pour réclamer de nouvelles compétences et poser des pas supplémentaires à Bruxelles.

Commentaire [RC295]: AA

Commentaire [RC296]: AA

Commentaire [RC297]: NC

Commentaire [RC298]: Dé

Commentaire [RC299]: Dé

Commentaire [RC300]: T

Commentaire [RC301]: AA

3452

RM(le cabinet de Rachid Madrane RM) PS Au vu des attaques dont il est la cible, Alberto Mulas ne semble pas avoir que des amis. Doit-on se passer d'expertises sous prétexte de risquer d'importer des inimitiés ? Et doit-on priver les institutions dont il provient de tout subside pour éviter la suspicion de conflit d'intérêts? C'est évidemment irréaliste. Il n'est pas dans les pratiques du ministre, ni des membres de son équipe, de se livrer à de telles intimidations. L'accusation est lourde, mais grossière. Absurde. On ne détermine pas une politique pour un type de service, mais bien en fonction des besoins observés. la coordination des actions de prévention n'est pas aussi efficace qu'elle devrait l'être. habitudes de certains membres influents du secteur qui avaient, depuis de longues années, pu faire valoir leurs préférences auprès des ministres précédents. un certain nombre d'anomalies à ce que sa gestion bénéficie au plus grand nombre sorti des logiques de méfiance.

Commentaire [RC302]: AA

Commentaire [RC303]: BI

Commentaire [RC304]: AA

Commentaire [RC305]: SD

Commentaire [RC306]: Mo

Commentaire [RC307]: AA

Commentaire [RC308]: R

3453

X(un socialiste) PS Le citoyen, n'est pas toujours le gardien de l'intérêt général mais souvent celui des intérêts de son "devant de porte"

Commentaire [RC309]: TB

X(un PS) PS ancre le travail politique dans les réalités vécues

Commentaire [RC310]: R

X(une attachée de presse) PS nous n'avons encore rien reçu du parti

Commentaire [RC311]: SD

GD PS Chères amies, chers amis, Le Vif/L'Express a adressé aux ministres et aux parlementaires une demande de positionnement sur une série de questions relatives à la gouvernance publique

Nous vous proposerons dans les prochains jours des réponses types pour chacune de ces questions, en phase avec les positions adoptées par le Parti.

Commentaire [RC312]: négat

X(un socialiste) Je trouve vos propositions très orientées

Commentaire [RC313]: AA

RD PS Tous ceux qui sont progressistes aujourd'hui sont blessés par ce type de propos; des amis du Mouvement ouvrier chrétien et de la CSC sont désorientés. Le Parti socialiste offre une alternative à ces gens, je leur fais un appel. Nous sommes capables d'être une force qui reconcentre tout ce qu'il y a de progressiste au sud du pays. Je n'appelle pas à la débauche du CDH. Je dis qu'il y a des valeurs de gauche qui sont oubliées aujourd'hui par cette formation centriste, mais nous, les socialistes, les incarnons.

Commentaire [RC314]: AA

Commentaire [RC315]: R

Commentaire [RC316]: R

Le seul avantage à retenir de toute la mascarade de monsieur Lutgen, c'est qu'aujourd'hui, la situation politique est clarifiée. Benoît Lutgen et le CDH ont basculé à droite. Aux gens de gauche et aux progressistes, je dis qu'il y a une alternative aux politiques de droite. Cette alternative, c'est le PS! J'invite chacun à prendre connaissance de nos propositions en se rendant sur le site du Chantier des idées.

Commentaire [RC317]: AA

Commentaire [RC318]: R

3454

FL PS un souci de transparence même si la commission vie privée n'a pas encore fait connaître sa position définitive

Commentaire [RC319]: R

Commentaire [RC320]: Dé

RV PS Il faut évaluer cette situation en deux temps. D'une part, je ne pense pas que Ghelamco, l'entreprise en charge, renoncera au projet lui-même. Au vu de la hauteur des efforts et des investissements déjà consentis, cela me semble improbable. D'autre part, il y a le calendrier fixé par l'UEFA pour l'Euro 2020. Nous savons que l'organisation attendra jusqu'à la fin novembre, ce qui correspond à peu de choses près au calendrier pour la délivrance du permis par la Région flamande. La nouvelle demande formulée en août par Ghelamco rencontre les griefs en matière de taille formulés par le Sporting d'Anderlecht, puisque le stade sera modulable, et de mobilité. Nous sommes désormais dans un schéma où la décision est exclusivement politique.

Commentaire [RC321]: TB

Tout dépendra de la capacité du gouvernement flamand de Geert Bourgeois (N-VA) à atterrir dans un dossier que des intérêts flamands très importants viennent contrarier. J'en veux pour preuve le fait que l'Union belge de football ne soutient plus du tout le projet, au contraire de la Ligue Pro. Cela est dû à un conflit d'intérêts criant, puisque le nouvel homme fort de l'Union belge, Bart Verhaeghe, fait passer avant tout les intérêts de son club, le FC Bruges, et qu'il est, en outre, l'entrepreneur derrière le projet de centre commercial UPlace à Machelen, concurrent du projet Neo de la Ville de Bruxelles. L'accord de base, en 2013, était soutenu par les partis flamands, dont le CD&V et l'Open VLD. Depuis, la N-VA a tout fait pour mettre des bâtons dans les roues avec l'idée de faire échouer ce projet. Pourtant, Ghelamco n'est pas la dernière entreprise flamande, je pensais que cela aiderait... Eux aussi tentent de faire pression sur la N-VA et, singulièrement, sur le bourgmestre d'Anvers. En vain, apparemment. Je rappelle aussi qu'il n'y avait pas d'alternative au projet sur le parking C tel que nous le défendons en matière de planification et de calendrier. Certains parlent encore de la rénovation de l'actuel stade Roi Baudouin, mais il est bon pour la démolition et il n'y avait pas d'investisseurs privés prêts à prendre sa rénovation en charge. Sans compter que les nuisances à cet endroit auraient été bien plus importantes avec des matchs tous les dix jours environ si Anderlecht occupait les lieux.

Commentaire [RC322]: TB

Commentaire [RC323]: BI

Evidemment, puisqu'il s'agit d'un stade national. La Région bruxelloise s'est trouvée par défaut aux manettes dans ce dossier parce qu'on a compris depuis longtemps que les Communautés ne dégageraient pas les moyens pour le construire. Nous avons pris nos responsabilités. Mais dans n'importe quel autre pays, c'est le gouvernement fédéral qui aurait naturellement dû porter ce projet, ce fut d'ailleurs le cas pour le stade Roi Baudouin en vue de l'organisation de l'Euro 2000. Or, le fédéral est atone, et le Premier ministre, Charles Michel (MR), muet sur la question. C'est bien qu'il n'a pas la capacité de le faire, et révélateur du rapport de forces qui prévaut au sein d'un gouvernement fédéral dominé par la N-VA. Le résultat de tout cela pourrait être une situation surréaliste où la Belgique et Bruxelles, capitale de l'Europe, ne seraient pas en mesure d'avoir un stade opérationnel pour l'Euro et pour l'équipe nationale, à l'heure où les Diables Rouges cassent la baraque. C'est assez effrayant. C'est bien la preuve que, contrairement à ce qu'elle prétend, l'Union belge ne soutient pas le projet. La Ligue Pro, elle, a compris tout l'intérêt de disposer d'un tel stade. Nous sommes dans une situation qui confine au ridicule: quelle perte représenterait l'absence d'un stade

Commentaire [RC324]: Dé

Commentaire [RC325]: Dé

Commentaire [RC326]: Di

pour les Diables et pour l'Union belge! Certains critiquent encore le fait que le projet retenu ne dispose pas d'une piste d'athlétisme. Mais les mêmes se plaignent du fait qu'il n'y a pas d'ambiance lors des matchs des Diables"! Je me suis fait la réflexion lors de la victoire contre Gibraltar à Sclessin, où il n'y a pas de piste d'athlétisme, que nous étions enfin dans un stade où il y avait de l'ambiance. Oui, il faut oser le dire. Ne nous voilons pas la face: c'est toute notre capacité à mener des projets de cette envergure qui est ici remise en cause. Nous, Bruxellois, nous étions dits que le fait de s'appuyer sur de grandes entreprises flamandes allait nous aider. Mais même ça, cela ne parle pas à la N-VA ! Alors que le monde économique dans son ensemble soutient plutôt l'idée...

Commentaire [RC327]: TB

3455

AL PS Face à cette dévaluation de la fonction politique, nous devons redoubler d'efforts pour démontrer notre utilité. Nous devons recréer plus de proximité, même si c'est difficile, mettre davantage en avant le travail de qualité abattu au Parlement, l'implication concrète des élus locaux. Parallèlement, il y a cette réflexion sur un système davantage participatif. Beaucoup d'idées existent pour trouver des modes d'implication permettant de rapprocher la politique du citoyen. Mais ça ne veut pas dire qu'on doit se distancer de la démocratie représentative. Elle demeure le modèle de gestion le plus pratique. Elle doit rester le système central, à côté des initiatives qui organisent mieux le débat.

Commentaire [RC328]: AC

Depuis que je fais de la politique, la société civile s'est toujours organisée pour faire valoir ses points de vue. Que ce soient les consommateurs, les travailleurs, les défenseurs des droits de l'homme... La démocratie représentative ne s'est jamais arrêtée aux portes des partis. La question est : comment l'impliquer plus directement, en veillant à ce que chacun reste dans son rôle? Le modèle représentatif peut aussi s'appuyer sur une démocratie sociale qui est une marque de fabrique belge. Les partenaires sociaux jouent un rôle majeur pour pacifier les relations et préserver la cohésion sociale. Si on additionne le nombre de militants des syndicats, on arrive à 50% de la population adulte. Or, ce modèle est en train d'être désagrégé, certains dans la majorité fédérale voulant le casser. La N-VA veut abattre tous les contre-pouvoirs: syndicats, médias, ONG, avocats... Ça aussi, ça m'inquiète.

Commentaire [RC329]: SD

Commentaire [RC330]: AC

Commentaire [RC331]: AA

PYD PS La politique, c'est toujours un contrat à durée déterminée. Le monde politique est devenu indéniablement plus brutal. Paul Magnette évoquait le passage de la boxe anglaise à Fight Club. Je pense effectivement que ces dernières semaines, ces derniers mois, on a dû constater une évolution dommageable pour le débat public. Je suis l'exemple physique qui montre que le PS met en avant des jeunes. Aujourd'hui, je ne fais pas de plan de carrière. Les circonstances de la vie politique m'ont prouvé que ça ne sert à rien. Je vis au jour le jour avec un engagement ferme par rapport à des valeurs, des idées, des projets... Ce qui m'intéresse, c'est le concret des gens. J'ai beaucoup de sympathie et de respect pour les militants du PTB. Je partage avec eux le constat que le monde tourne à l'envers avec la financiarisation de l'économie, des profits de plus en plus importants pour une minorité...

Commentaire [RC332]: Dé

Commentaire [RC333]: R

Commentaire [RC334]: R

Je suis prudent par rapport aux mouvements. Il y a eu la vague Macron en France et on voit qu'elle s'amenuise. J'ai toujours été très attentif au fait d'avoir des liens avec un certain nombre de gens. Mais je préfère que l'on puisse discuter en restant dans nos partis respectifs. Sur la base de valeurs, d'idées, de projets...

Commentaire [RC335]: R

3456

PM PS Il y a un côté poujadiste dans la manière de présenter les choses. Le site ne fait preuve d'aucune pédagogie. Des mandats sont comptabilisés alors qu'ils n'en sont pas. Par exemple, dès qu'on commence à compter dans un parti, on devient membre du bureau et d'une série de structures. Ou quand on est bourgmestre, on est automatiquement membre de la zone de secours. C'est fort différent de celui qui siège dans quatre intercommunales.

Commentaire [RC336]: AA

MF PS Ca a créé un amalgame énorme. On m'a dit: "Comment tu vis !?", alors que j'ai gagné 6500 euros brut annuels. Mais, honnêtement, j'en suis venu à me poser des questions. Au départ, la démarche était informative. C'est devenu un combat politique.

Commentaire [RC337]: Mi

Commentaire [RC338]: AA

3458

JCM PS ce sera bienvenue dans la république soviétique de Wallonie

Commentaire [RC339]: AA

EDR PS d'un monde plus juste, donc plus à gauche

Commentaire [RC340]: R

JPL PS Il a une vraie conscience de l'importance de créer des richesses pour en permettre la redistribution. En ce sens, il défend l'entreprise au-delà des patrons.

Commentaire [RC341]: R

JPL PS Avec les matières transférées aux Régions, Thierry dispose d'assez de leviers pour agir. Il n'a bousculé personne pour arriver là où il est mais il en avait envie : il sait ce que la Wallonie doit devenir.

Commentaire [RC342]: R

NM PS On essaie de préserver le champ visuel du beffroi et la prédominance de la vieille ville. Depuis plusieurs années, de nombreux investisseurs ont mené d'importants programmes de logement. Contrairement à d'autres communes, la Ville de Mons ne taxe pas la création de nouveaux logements. Cela participe probablement à l'attractivité du territoire pour les investisseurs. Le développement de ces zones est prioritaire pour des raisons de gestion rationnelle des réserves foncières. Afin de poursuivre la transformation de la ville entamée depuis plusieurs années avec le secteur privé, nous donnons la priorité à l'axe piétonnier et au quartier de la gare, où des îlots urbains nécessiteront d'être traités pour y créer une mixité sociale et une mixité des fonctions. Des administrations publiques ont exprimé un besoin, tandis que quelques entreprises privées doivent renouveler leurs locaux ou les relocaliser à Mons. Par ailleurs, quelques grands sites vont arriver au terme de leur bail dans les prochains mois ou années, ce qui va engendrer des besoins nouveaux, de même que la dernière réforme de l'Etat.

Commentaire [RC343]: BI

Commentaire [RC344]: R

Commentaire [RC345]: Di

Commentaire [RC346]: R

Commentaire [RC347]: BI

Commentaire [RC348]: BI

EDR PS Ce qu'on veut éviter, c'est que des gens travaillent des années et se fassent recalier en bout de course

Commentaire [RC349]: BI

PL PS Dans une ville, 30 % des flux de voitures sont dus à des personnes qui cherchent un emplacement pour se garer.

Commentaire [RC350]: BI

En 2012, le plan communal de mobilité est un des premiers dossiers qu'on a voulu faire avancer en le réactualisant. Cette réactualisation a fait l'objet d'une inscription budgétaire à la Région wallonne en 2014 et, aujourd'hui, la phase de prédiagnostic, réalisée par le Service public de Wallonie (SPW), la Ville de Mons, le TEC, la SNCB et les associations de mobilité douce, est terminée. La procédure visant à désigner l'entreprise qui réalisera le diagnostic et relèvera les objectifs à atteindre tout en chiffrant le coût des actions à mener est en cours. 75 % des coûts du diagnostic seront pris en charge par la Région wallonne

Commentaire [RC351]: R

NM PS les 50 millions d'euros investis par le privé témoignent d'une confiance dans la capacité de redressement du centre de Mons. Ils illustrent aussi le succès du fonds d'impulsion mis en place dans le cadre du plan commerce, en juin dernier. Ce fonds prévoit des aides à l'installation et des aides au loyer. Il se traduit déjà par 20 à 25 marques d'intérêt pour des cellules commerciales du coeur de ville, avec des projets qualitatifs portés par des

indépendants. L'arrivée de Primark a un effet d'entraînement sur d'autres enseignes : C&A, H&M et Bershka ont résigné.

Commentaire [RC352]: R

Au terme du débat, il n'y a eu aucun vote contre

Commentaire [RC353]: R

Sans d'importants investissements, ce lieu n'a qu'un avenir incertain. L'objectif est de transformer tout ou partie du passage afin de le rénover et d'y aménager un mix de moyennes et grandes cellules commerciales. Sur les vingt-cinq propriétaires, deux restent encore à convaincre, alors que trois investisseurs privés et des enseignes se montrent intéressés

Commentaire [RC354]: BI

EDR PS Mons veut poursuivre la rénovation de son patrimoine. Il y a eu des efforts considérables, mais il reste du travail pour trente ans. Notamment l'hôtel de ville, qui nécessite une rénovation substantielle qui n'a pas encore été programmée.

Commentaire [RC355]: négat

3460

PYD PS La réalité communale est différente de la réalité des autres niveaux de pouvoir où le PS et le MR peuvent être en confrontation. Ici, on fait de la politique locale, en contact avec les gens, où le bon sens l'emporte. Il est nécessaire de regrouper les forces pour un projet ambitieux pour Rochefort. C'est pour cette raison que nous avons décidé de faire une liste unique

Commentaire [RC356]: T

PM PS si un jour il y a une élection interne, je serai candidat. Quand il y en aura une, je serai candidat. Je ne vais pas le cacher.

Commentaire [RC357]: T

FD PS Jean-Pierre est moins l'homme de Willy que ce qu'on a pu en dire. Il a son autonomie, une forme d'indépendance.

Commentaire [RC358]: négat

JPH PS mesurer l'état délétère de [la] fédération, les luttes intestines qui l'ont minée, le processus de concentration/confiscation du pouvoir qui, sournois et presque inconscient, raréfiait chaque jour un peu plus l'air ambiant

Commentaire [RC359]: R

HB PS Il a imposé un important agenda de réformes, internes et externes, en utilisant des méthodes très participatives. Il a, par exemple, instauré toute une série de groupes de travail. Sur l'enseignement, la communication, l'égalité hommes-femmes, la fiscalité...

Commentaire [RC360]: négat

FD PS Il est plus dans la recherche de relance d'une dynamique que dans la stratégie politique pure.

Commentaire [RC361]: R

HB PS C'est juridiquement beaucoup plus complexe qu'on ne le pense. Où est la faute? Quelqu'un qui a assisté à toutes les réunions a-t-il la même responsabilité que celui qui n'était jamais présent? Un président a-t-il la même responsabilité qu'un membre?

Commentaire [RC362]: R

Commentaire [RC363]: Dé

3461

JCM PS Le temps économique n'est pas celui de la politique

Commentaire [RC364]: Dé

3462

JFM PS soulagé indigné dégoûté

Commentaire [RC365]: négat

PYD PS A ce stade, nous n'avons aucun élément qui laisserait penser que nous sommes face à un nouveau Publifin. Mais si des éléments nouveaux nous prouvent le contraire, nous demanderons une commission pour faire toute la lumière.

Commentaire [RC366]: SD

Commentaire [RC367]: SD

JFM PS Selon les informations fournies par Ores, 9,5 millions de stockoptions (rémunération variable, entre 2009 et 2016) ont été attribuées à huit personnes en plus des rémunérations des cadres publiées dans le bilan et les 418000 euros de l'administrateur délégué, qui dépassent déjà les 245000 euros autorisés par le Code de démocratie locale

Pourtant, ce texte de la Cwape devrait matérialiser une réduction du prix. Ores se comporte comme une entreprise privée, loin de la recherche de l'intérêt général

Deux administrateurs indépendants siègent au nouveau conseil d'administration, alors qu'il en faudrait six minimum

C'est parce que je connais le secteur que j'ai pu en voir les dérives. Oui, je suis un acteur de la production. Ores est une entreprise publique qui s'occupe de distribution d'énergie, il n'y pas de conflit entre les deux. Ores essaie de me discréditer mais ferait mieux de me répondre, un point c'est tout.

Commentaire [RC368]: négat

ET PS Dans ces moments-là, on peut le comparer à un bulldozer sans benne: il fait beaucoup de bruit, ça impressionne, mais quand on regarde mieux, ça ne sert à rien

Commentaire [RC369]: AA

3463

AH PS Ma désignation découle de la prise de conscience par le gouvernement bruxellois de la nécessité de mener une "politique de siège" au niveau régional. Avant, cette politique de siège était une compétence du fédéral, gérée par une commission interministérielle qui jouait un rôle de boîte aux lettres pour l'ensemble des demandes des institutions européennes et internationales. Elles ont désormais un interlocuteur qui a le pouvoir d'agir.

Commentaire [RC370]: BI

Nous avons résolu toute une série de dossiers qui traînaient sans trouver d'issue. Le pire n'est pas qu'on dise non à ces interlocuteurs de premier plan, c'est l'absence de réponse à leurs sollicitations.

Commentaire [RC371]: R

Ma mission est double: faire en sorte que les institutions aient une bonne écoute et de bonnes conditions de travail pour leurs fonctionnaires mais qu'en parallèle, elles respectent la ville, ses quartiers et ses habitants. Une aide précieuse qui participe à l'image bruxelloise de façon spectaculaire

Commentaire [RC372]: T

3464

CL PS Avec cet effet paradoxal que plus les sommes sont importantes, plus les banques peuvent appliquer des taux d'intérêt négatif. J'ai donc voulu voir avec certaines UAP ce qu'il leur serait possible de remettre dans un pot commun, pour le dire simplement.

Commentaire [RC373]: R

3465

KL PS à charge orchestrées motif politique

Commentaire [RC374]: AA

CD PS Au Parlement européen, j'avais plaidé pour que celui-ci ne doive plus se prononcer sur les immunités parlementaires et qu'on laisse faire la justice. Il y avait une demande de levée tous les six mois pour Marine Le Pen! Par principe, j'ai toujours considéré les immunités comme un privilège exagéré et un signe de méfiance à l'égard du pouvoir judiciaire, qui est un pouvoir indépendant. Si Alain Mathot n'avait rien à craindre, il aurait dû demander lui-même la levée de son immunité parlementaire. Le Parlement fédéral ne l'a pas fait pour des raisons que j'ignore mais il n'a pas levé le soupçon.

Commentaire [RC375]: R

Commentaire [RC376]: Dé

3466

EDR PS Vous imaginez que l'on n'avait plus vu ça depuis 1894

Commentaire [RC377]: R

MJG PS cela n'a pas de sens de publier les rémunérations sans explications. Cette information n'apporte rien mais qu'elle demande beaucoup de travail car il faut tenir le site à jour

Commentaire [RC378]: AA

Commentaire [RC379]: Dé

Numéro de fin d'année 2017

EDR PS Le PS est vivant et bien vivant, le PS est debout et bien debout

Commentaire [RC380]: R

2018

3476

RD PS même si la nouvelle génération de mes cousins flamands parle beaucoup moins bien français que les parents

Commentaire [RC381]: NC

Moi, j'aurais dit «ze meu'en oltet lujpn»... La cohabitation à Renaix est un enjeu depuis très longtemps. Aujourd'hui encore, entre 35 et 40% de la population y parlent tous les jours le français et rien que le français, ou ont des origines francophones et le parlent sans difficultés. Dans la cité des Bommels il y a ce côté d'autodérision, et un combat latent qui cache un certain nombre de choses très profondes. Je me souviens d'inscriptions «Ronse Vlaams» sur les murs des usines textiles, et quelqu'un avait rajouté «Zot Ronse Vlaams»... Très longtemps, une partie de la bourgeoisie renaissienne était francophone. Et ce qu'on dit des Gantois était vrai à Renaix aussi: les francophones étaient les représentants de la classe dominante. Au fur et à mesure, le Vlaams Belang, puissant à Renaix, puis la N-VA ont donné une connotation différente, beaucoup plus radicale, à ces enjeux anciens. On a commencé à augmenter les tracasseries dans les relations avec les francophones. Je me souviens d'être allé avec mes enfants dans un magasin de chaussures. Je ne m'en rendais pas compte, parce que je parlais flamand avec les commerçants, mais mes enfants, qui ne parlaient pas encore le néerlandais, m'ont fait remarquer que pas un mot de français n'avait été prononcé! Avant, tout se serait fait en français pour des clients francophones.

Commentaire [RC382]: NC

Commentaire [RC383]: T

Commentaire [RC384]: AA

Commentaire [RC385]: R

Dans les populations qui vont vivre à Renaix, il y a des gens d'Ellezelles, de Flobecq ou de Frasnes, qui y trouvent un immobilier plus accessible et ne parlent pas le flamand. Même une démarche administrative basique peut devenir un vrai souci au quotidien. Donc on reçoit des témoignages de Renaisiens qui me disent qu'ils ne savent plus vivre en paix...

Commentaire [RC386]: BI

Il y a un hiatus évident. Et le politique ne reflète pas du tout la réalité. Peut-être aussi parce qu'il y a une part d'abandon du côté des francophones...

Commentaire [RC387]: Mo

Le Belang et la N-VA veulent rendre incongru le fait de parler le français avec les autorités. Alors, évidemment, c'est de l'ordre du symbolique puisqu'ils ne peuvent pas modifier la Constitution. Mais en disant ça continuellement, quelle est la mentalité des employés qui voient arriver à leur guichet quelqu'un qui parle français, alors que leur supérieur est juste derrière?

Commentaire [RC388]: AA

Ce qu'a dit Jean-Luc sur l'ostracisation de Renaix a créé de gros problèmes. Dans les années 1970, l'industrie textile a fait appel à des ouvriers venant d'Afrique du Nord. A l'athénée d'Anvaing, j'étais avec les enfants de cette première génération. Et il y a eu un phénomène d'emballement : on disait qu'à Renaix il y avait non seulement trop de francophones, mais aussi trop d'étrangers... Je suis de la génération où les francophones de Renaix ont été foutus dehors de l'enseignement secondaire, et on a dû dare-dare créer une école à Frasnes-lez-Anvaing ; l'athénée Lucienne Tellier, c'était l'école des francophones renaisiens, avec des professeurs venant souvent de Tournai. Ça a été vrai aussi pour l'enseignement supérieur. Et on vit maintenant la même chose dans l'enseignement primaire. Nous avons discuté avec Jean-Luc de l'opportunité de créer des écoles juste en périphérie de Renaix. On est pris entre deux sentiments : d'une part offrir aux Renaisiens francophones le meilleur, et d'autre part accepter cette logique d'expulsion...

Commentaire [RC389]: TB

Commentaire [RC390]: AC

Commentaire [RC391]: Dé

Mais il n'y a pas que la loi. Ces flamingants ont un vrai problème de complexe identitaire, comme si le français était la langue hégémonique. Ce complexe continue à vivre, mais le vrai problème, ce sont les tracasseries quotidiennes qui en résultent.

Commentaire [RC392]: AA

Il y a un jeu de rôles. Quand Bart De Wever déclare que le parti peut s'exprimer, tant que ses ministres appliquent l'accord de gouvernement.

Commentaire [RC393]: AA

Il y a deux types de francophones à Renaix : celui qui est né à Renaix et qui a toujours parlé

les deux langues, et puis celui qui est venu vivre à Renaix, qui ne connaît pas le néerlandais, et qui est exposé beaucoup plus brutalement à cette réalité. Le premier type a la capacité de s'en sortir en jonglant d'une langue à l'autre. Le deuxième type, le jour où il en a marre, il plie bagage. C'est peut-être ce que veulent les radicaux... Mais le pragmatisme renaisien n'est pas le militantisme fouronnais. Le Renaisien a beaucoup de points communs avec le Mouscronnois, deux villes textiliennes. C'est une mentalité de double appartenance. La vraie différence, c'est le régime politique. A Mouscron, on est dans un régime de tolérance, à Renaix, d'intolérance.

Commentaire [RC394]: AA

Commentaire [RC395]: R

Commentaire [RC396]: AA

3477

EM PS Je n'irai pas à la Province pour m'installer dans des pantoufles. L'appareil provincial en Hainaut, c'est du lourd. Et à Charleroi, c'est du palpable.

Commentaire [RC397]: SD

3478

PCI PS A la Ville, la majorité change à chaque législature. Mais en le disant, je ne dis certainement pas que ça s'est mal passé avec notre partenaire actuel. Nous étions le premier parti en 2012, avec 18 sièges (sur 49). L'enjeu sera pour nous de le rester – si nous ne l'étions plus, il pourrait y avoir des mots d'ordre venant d'états-majors pour nous jeter dans l'opposition. Je reste confiant, même si nous avons perdu de gros faiseurs de voix comme Freddy Thielemans (bourgmestre de 2001 à 2013). C'est un beau défi.

Commentaire [RC398]: Mi

Commentaire [RC399]: R

Commentaire [RC400]: Dé

Commentaire [RC401]: Mo

YM PS J'ai sans doute commis une erreur

PCI PS La plus grande réforme jamais menée. Nous avons supprimé plus de 400 mandats, fortement diminué les rémunérations, j'ai moi-même décumulé avec mon rôle de député régional et je me consacre à 100% à ce changement de culture.

Commentaire [RC402]: AC

Mais c'est nous-mêmes qui avons demandé l'audit! Le problème est résolu. Et nous continuerons à tout nettoyer, même si ça fait mal.

Commentaire [RC403]: SD

J'ai passé beaucoup de temps sur le terrain, ce sont les questions relatives à leur cadre de vie qui préoccupent les gens avant tout. Vous savez quelle est leur première préoccupation, et de loin? La sécurité routière!

Commentaire [RC404]: R

JC PS L'accompagnement communal a été nul, nul, nul! Ça paralyse Jette depuis trois ans et maintenant son coeur, où tous les habitants et commerçants tirent la langue. Certains ont fait faillite.

Commentaire [RC405]: AA

JC PS C'est bien, mais c'est peanuts à côté des efforts encore à faire. Il faut plus de crèches, d'écoles, de logements pour amortir le boom démographique d'une commune qui se traîne en matière socio-économique et d'aide aux plus démunis

Commentaire [RC406]: AC

EK PS Le trou dans la chaussée de Louvain!

Commentaire [RC407]: NC

Nous avons démontré qu'à Saint-Josse, on peut gérer les problèmes vite et bien, sans se lamenter ni renvoyer la balle à d'autres niveaux de pouvoir.

Commentaire [RC408]: R mais sans accusation locale (ce R-ci renforce l'ethos global de réparation du PS; EK est une poignure, c'est normal.

J'en ai fait ma priorité absolue dès le départ. On nettoie de 7 à 20 heures, car la commune est très dense et est traversée par des milliers de personnes. On a doublé le nombre de corbeilles publiques, placé des cendriers au sol... Et on a fleuri les rues!

On n'est pas la Gestapo, certains ne rêvent que de faire payer mais les gens sont parfois insolubles. Il faut tendre la main par l'information et sanctionner les récalcitrants

Commentaire [RC409]: R mais sans accusation.

Quand on n'a jamais dirigé, la critique est facile. Dans un projet immobilier, il y a parfois des dépassements budgétaires. On arrive chaque fois à bon port, et dans des délais courts.

Commentaire [RC410]: R

L'opposition veut l'immobilisme et ériger des murailles, nous, on est pour une commune accessible et fluide, avec en priorité : la lutte contre la vitesse. Pour le reste, il faut une approche globale avec la Région.

Commentaire [RC411]: AA

Commentaire [RC412]: Dé

Nous avons économisé 500.000 euros sur les factures énergétiques grâce à des investissements colossaux dans les bâtiments publics. Les taux de performance des subsides sont à 100%. On fait le contraire de l'Etat fédéral qui a laissé tomber la lutte contre la fraude fiscale en ponctionnant le contribuable. Nous, on a augmenté les taxes sur les bureaux et des chambres d'hôtel, et diminué les pressions sur les ménages pour davantage de justice sociale. Les certificats de résidence sont gratuits, passeports et permis de conduire sont parmi les moins chers de Belgique. Nous distribuons des chèques-sports...

Commentaire [RC413]: R

Commentaire [RC414]: AA

Commentaire [RC415]: R

Montrez-moi un seul dossier où j'aurais une approche communautariste. Tout est fait dans le respect des convictions de chacun. Il y aura toujours des relents racistes, mais que voulez-vous, je ne peux pas me délayer. Mon père était ouvrier mineur arrivé dans les années 1960, et je suis parfaitement belge, avec un grand respect de la diversité

Commentaire [RC416]: SD

Commentaire [RC417]: AA

Pour donner des gages, dois-je préciser encore une fois que mon épouse est italienne et catholique ?

Commentaire [RC418]: R

On ne lâche rien sur un territoire qui donne l'avantage de la proximité. Mais on ne veut pas stigmatiser la jeunesse. J'ai ainsi refusé un coordinateur radicalisme. On préfère le travail d'accrochage social, mais sans le claironner.

Commentaire [RC419]: R

Les crises sont passagères.

Commentaire [RC420]: SD

Pas d'échec

Commentaire [RC421]: SD

ETH PS Les projets émanent de promoteurs privés mais soumis à des charges d'urbanisme qui financeront des équipements collectifs comme trois écoles, des crèches, salles de sports et espaces publics.

Commentaire [RC422]: SD

ETH PS Allons, l'ilôt Shell où sera creusé le bassin de 5 000 mètres carrés est un chance industriel immonde depuis vingt-cinq ans. Ce projet privé de port de plaisance permet une belle reconversion et les promoteurs cofinanceront la construction d'une nouvelle école de l'autre côté du canal. Et puis, zut quoi, le sud bruxellois ne pourrait pas avoir son Yacht club, comme il en existe un au nord?

Commentaire [RC423]: BI

Commentaire [RC424]: Di

ETH PS Il fallait d'abord demander aux habitants? Quand on décide de construire une école, on ne le fait pas... Le devoir du politique est de prendre l'initiative. Celle-ci était indispensable pour relancer l'attractivité de ce quartier. Grâce à un parking souterrain pour 200 voitures, à une place de la Vaillance piétonnisée et un meilleur accès aux commerces de la zone. Sans cela, les gens fileront au Westland et au Cora et nos commerces périront. L'avenir est à la disparition des places de parking en surface.

Commentaire [RC426]: BI

Ça reste prégnant. J'espérais inculquer plus de respect à la population. On a augmenté le personnel qui lutte contre les dépôts clandestins, les amendes pour incivilités, les équipes de nettoyage... rien n'y fait, aucun respect ! Notre programme retapera sur ce clou.

Commentaire [RC427]: TB

ETH PS Je suis plus expérimenté que Gaëtan et surtout plus attentif à l'aspect social des dossiers. L'essentiel est de ne laisser aucun Anderlechtois sur le côté. Et puis, mon rival MR cumule fortement! Moi, dès 2014, j'ai fait le choix inverse de me dévouer à 100% à Anderlecht.

Commentaire [RC428]: AA

BD PS Aux dernières élections, c'était déjà une difficulté : quand vous avez une personne qui ne cesse de dire que les socialistes sont invivables, qu'on est incapables de travailler avec eux, pourquoi irait-on avec elle? Plus que pour Ixelles, c'est surtout un scandale pour les libéraux.

Commentaire [RC429]: AA

C'est une majorité marquée par le respect mutuel. A travers cette majorité, on est arrivé à trouver un équilibre utile pour lutter contre la dualisation de la commune et répondre au boom démographique.

Commentaire [RC430]: R

CP PS Mais, c'est dans l'air

De 2012 à 2020, nous aurons quasi triplé les places d'accueil pour la petite enfance. De 240 à 620 lorsque la dernière crèche sera opérationnelle sur le site de l'ex-école Ecam. Côté écoles communales, on a bondi de 2.070 places à 2.620 avec les créations d'un nouvel établissement primaire à enseignement différencié, du Lycée secondaire Roger Lallemand à pédagogie active et d'une nouvelle école de promotion sociale.

Commentaire [RC431]: SD

CP PS Les communes pauvres doivent s'en sortir en régénérant leur mixité et leur maillage social. Le défi est de trouver ce point d'équilibre entre solidarité sociale et renouvellement d'une population plus contributive fiscalement. Oui, ma commune doit faire évoluer son tissu sociologique par souci de recette fiscale, pour aspirer tout le monde vers le haut. Je préfère être Saint-Gilles que Cureghem ou Fort Jaco.

Commentaire [RC432]: R

CP PS N'importe quoi! On a énormément investi dans la rénovation

Faute de nouveaux espaces constructibles, seule cette politique d'acquisition foncière me permet d'offrir de nouvelles crèches et écoles à la population, d'ouvrir bientôt une ressourcerie de récupération d'appareils ainsi qu'une halle alimentaire à économie circulaire courte. Ces acquisitions tous azimuts ont permis nos 1000 logements publics et d'influer aussi sur l'offre commerciale en achetant et revalorisant des surfaces.

Commentaire [RC433]: Dé

Commentaire [RC434]: T

Commentaire [RC435]: Di

Commentaire [RC436]: SD

Commentaire [RC437]: Dé

labo communal d'une certaine idée de la mixité et de la diversité socio-culturelle. Je rassure mes adversaires, si je suis élu, ce sera mon dernier mandat, pour préparer ma relève. Je suis un vieux format remplaçable! Et je ne me présenterai pas aux Régionales de 2019 pour servir à 100% Saint-Gilles. J'ai encore plein de choses à réaliser. Pourquoi pas un phare culturel? Je ferais bien de ce qu'on nomme "la Chapelle", l'énorme bâtiment central de la prison bientôt désaffectée, un espace d'exposition multiculturel et classé. Ça aurait de la gueule, non ?

Commentaire [RC438]: BI

Commentaire [RC439]: R

AL PS Outre l'absence de vraie démocratie participative, la majorité n'affiche aucune vision intégrée de politique de la jeunesse. Elle s'était pourtant engagée à la création indispensable de places dans le réseau d'enseignement communal. Rien n'a été fait. Il faut aussi continuer à investir dans l'accueil de la petite enfance et l'augmentation des crèches.

Commentaire [RC440]: AC

YP PS Berchem a besoin d'une gestion différente. Il ne faut pas la ranger dans les affaires garanties. Il peut y avoir une majorité alternative à l'équipe actuelle.

Commentaire [RC441]: AA

Berchem est la seule commune de la Région où le taux de chômage des jeunes hommes est en hausse. Et rien n'est fait pour que ça change...

La population change, et le bourgmestre a du mal à l'accepter. Des quartiers sont laissés de côté. Il y a aussi une absence de politique de la jeunesse. Tous ceux qui ne sont pas dans des mouvements scouts sont abandonnés. C'est un cloisonnement digne d'un autre âge...

Commentaire [RC442]: AA

3479

EDR PS ça se décidera en mars

faire le tour des capitales européennes pour défendre le programme socialiste

Commentaire [RC443]: SD

Commentaire [RC444]: R

3480

MO PS le contrat de Michel Leroy n'était pas problématique au regard de la légalité

Commentaire [RC445]: SD

KL PS le contrat de Michel Leroy n'était pas problématique au regard de la légalité

Commentaire [RC446]: SD

Il semble que la consultation juridique soit introuvable dans les archives de Gial, recommandant le maintien de M. Leroy sous contrat de consultance

Commentaire [RC447]: Dé

L'urgence d'assurer la continuité du service justifiait cette manière de faire. Lorsqu'on vous présente un contrat, en partie rédigé par un avocat spécialisé qui le valide, vous vous sentez en droit de le signer sans penser encourir un reproche d'illégalité.

Commentaire [RC448]: BI

Principalement, parce que l'intéressé ne le souhaitait pas, et que son profil était extrêmement rare sur le marché de l'emploi.

Commentaire [RC449]: BI

3483

EDR PS J'ai de bons contacts personnels avec mon homologue Olivier Chastel. Il n'y a aucun ministre libéral avec lequel j'ai des tensions personnelles. Chaque fois que j'ai eu à discuter avec le Premier ministre, nous l'avons fait avec franchise. Chaque jeudi, nous sommes ensemble à la Chambre et les séances traînent au-delà du raisonnable, nous avons le temps de parler. J'accorde beaucoup de prix à des relations humaines de qualité, de respect et de confiance avec tous les partis démocratiques. C'est important de ne jamais mentir, de ne jamais jouer au roublard, parce qu'on le paie tôt ou tard.

Commentaire [RC450]: R

LO PS Ce n'est pas étonnant de l'entendre dire qu'il est candidat à la ministre-présidence, car Didier Reynders est un éternel candidat [...]. Je dirais qu'il est sa propre ambition. Il faut pouvoir dire que si le MR était une plus-value pour Bruxelles, ça se saurait...

Commentaire [RC451]: AA

Commentaire [RC452]: AA

J'ai toujours pensé que dans l'intérêt des Bruxellois, les hommes et les femmes de tous les partis démocratiques devaient pouvoir se parler. Et, malgré les différences, soutenir ensemble des projets. Nous avons décidé dernièrement tous ensemble – c'est un collectif, un peu à l'image d'E-change, le tout récent nouveau mouvement politique –, de transformer la caserne d'Etterbeek-Ixelles en kots d'étudiants. L'idée était née avec l'ULB, mais nous avons fait en sorte que ce projet soit accepté et soutenu à tous les niveaux de pouvoir, pour dépasser les contingences de partis et les majorités différentes. On a aussi accompli un travail pour prendre le pouls de la Région. Par l'intermédiaire du lobby, un contrat a été passé avec la Fondation Roi Baudouin pour lancer BruVoices, qui demande aux Bruxellois ce que leur ville représente pour eux. Il ressort déjà que trois quarts de la population de la capitale est très fière de son identité culturelle plurielle. On est loin de ce que raconte la N-VA.

Commentaire [RC453]: R

Commentaire [RC454]: AA

EDR PS Mon sentiment profond, c'est que l'intérêt des francophones, Bruxellois et Wallons, serait qu'à l'avenir, il puisse y avoir des correspondances en matière de formations gouvernementales. On voit ce qu'a coûté l'asymétrie des compositions de gouvernements entre le fédéral et les Régions durant cette législature.

Commentaire [RC455]: AA

Nous ne pourrions pas nous allier avec X ou Y s'il s'agit de mener la politique du gouvernement MR/N-VA telle qu'on la voit aujourd'hui. La coalition dépendra du contenu d'un programme qui devra être alternatif, radicalement différent.

Commentaire [RC456]: AA

Commentaire [RC457]: R

Stabilité dynamisme [institutions francophones]

Le morcellement des voix est une nouvelle donne. Le gouvernement que j'ai présidé était quand même le plus compliqué qu'on puisse imaginer: j'ai dû faire des réformes institutionnelles avec huit partis et un exécutif avec six. C'est l'art de la politique, avec cette condition que chaque formation politique doit accepter de comprendre l'autre et d'avancer.

Commentaire [RC458]: Dé

LO PS Il y a une grande peur de l'avenir, de la globalisation, de la paupérisation... Les électeurs n'acceptent plus les discours mous, de compromis, les "moi j'irais bien avec un tel, le MR pourquoi pas"... Je veux défendre des propositions radicales. Le monde a changé, il est normal qu'on fasse des propositions nouvelles sur l'emploi, le temps de travail, l'écosocialisme... Il faut faire rêver et on ne peut le faire qu'avec des idées fortes et crédibles, pour lesquelles on peut se battre. Envisager une alliance avec le MR ? Ce n'est ni l'heure, ni le moment et ça ne m'intéresse même pas. Mon choix prioritaire sera toujours en faveur d'une majorité progressiste, même si le MR n'est pas un parti antidémocratique

Commentaire [RC459]: R

Commentaire [RC460]: AA

EDR PS Le fond du fond que le PS ne pourrait jamais accepter, c'est la double destruction actuelle de la sécurité sociale et des services publics. Ce serait compliqué avec le partenaire libéral, mais la politique est l'art du possible. Il ne faut jamais dire jamais et ne pas désespérer.

Commentaire [RC461]: AA

Cette gauche populiste reste au balcon. Elle formule des propositions inapplicables qui tourneront à vide. Et prétendre ne monter au gouvernement que quand les traités européens seront modifiés, c'est lâche : certains responsables du PTB seront probablement pensionnés quand ça arrivera, si ça arrive un jour.

Commentaire [RC462]: AA

LO PS Je suis heureuse que mon parti affirme clairement – et le MR aussi ! – que la laïcité ou l'égalité hommes/femmes sont des principes intangibles, qui doivent être inscrits dans un préambule de la Constitution. Il ne faut pas avoir peur de dire que le communautarisme et l'enfermement communautaire sont inacceptables.

Commentaire [RC463]: R

EDR PS Au niveau local, il y a pas mal d'endroits où les coalitions MR-PS se passent bien parce qu'il y a du respect mutuel et de la confiance. A Mons, après quinze ans d'un travail de grande qualité PS-MR, nous avons rompu en raison de la personnalité du chef de file MR. Si c'était un autre caractère, nous aurions peut-être pu continuer. Mons ne peut pas être pris comme exemple à généraliser

Commentaire [RC464]: R

HB PS circonstance atténuante : je viens de Liège

Commentaire [RC465]: AA

Commentaire [RC466]: SD

Commentaire [RC467]: NC

Ce n'est pas un phénomène bruxellois, c'est un phénomène aujourd'hui qui touche tout le monde. Tu vas à Bastogne, à Eupen...

Commentaire [RC468]: SD

Verviers, c'est plus compréhensible, car elle est marquée par pas mal de migrations depuis les deux dernières décennies. Le problème n'est pas, me semble-t-il, de se battre contre le dürüm, qui est un phénomène lié au marché, qu'il faut sans doute réguler et encadrer. Mais il y a des gens qui se battent contre le dürüm pour d'autres raisons, vous l'évoquez dans votre récent dossier du Vif.

Commentaire [RC469]: Dé

Elle est plus encore identitaire qu'idéologique... S'il y a des gens qui se mobilisent, d'une manière hostile, contre la consommation de pitas, de dürüms ou de viande halal, contre une diversification culturelle qu'on ne veut pas voir, ça ne veut pas dire pour autant que les acteurs de cette pratique en font un étendard culturel. Il n'y a aucune raison de faire du dürüm une sorte d'étendard gastronomique ou de modèle de l'identité des minorisés. Ce n'est pas l'enjeu. Ce qui est intéressant dans ce débat, c'est que l'alimentation c'est un phénomène social total. Il ouvre toutes les perspectives de la société. Il y a les gens qui veulent résister à des changements de manière assez paradoxale, parce que souvent ce sont les mêmes qui veulent la globalisation, le cosmopolitisme, mais qui, en même temps, ne veulent pas en assumer les conséquences... Et si c'est un fait social total, ça renvoie aussi à toutes les difficultés économiques, sociales, culturelles, de l'immigration.

Commentaire [RC470]: SD

Commentaire [RC471]: SD

Si des gens combattent sur le plan identitaire contre le dürüm, c'est parce que le dürüm présente une visibilité.

Commentaire [RC472]: T

Ah, le dürüm si je le prends de manière large, comme un établissement qui vend de l'alimentation différenciée, le halal aussi en fait partie. Je viens de Liège. Sur l'île d'Outremeuse, la presse a récemment fait des papiers pour déplorer qu'il n'y ait plus de boucherie traditionnelle... Pendant tout un temps, tu as eu des débats. Donc, il y a des gens qui sont mobilisés là-dessus, oui!

Commentaire [RC473]: AA

Ce qui a tué le fritkot, ce n'est pas le dürüm, c'est l'américanisation, cette forme de bouffe rapide qui, elle, ne fait pas l'objet d'un combat identitaire. C'est mal les connaître... Quelle conception autoritaire du débat... C'est pas très libéral, ça!

Commentaire [RC474]: TB

Commentaire [RC475]: AA

Vous manquez un peu d'ambition, là: vous devriez lutter contre tous les communautarismes, et pas seulement contre un seul... Et vous jouez avec la réalité. L'Exécutif des musulmans de Belgique, l'an dernier, a conseillé aux jeunes et aux étudiants de ne pas hésiter à manger pendant le ramadan en période d'examens...

Commentaire [RC476]: AA

3485

PM PS Sans l'Europe, tout cela n'aurait pas été possible

Commentaire [RC477]: BI

RV PS Je plaide pour une Europe sociale et du vivre-ensemble. Investir dans la cohésion régionale, c'est réaliser concrètement cet idéal du cosmopolitisme. Quand j'entends qu'il est question d'investir dans le renforcement du contrôle aux frontières, la défense ou les menaces informatiques, je m'inquiète de l'avenir que nous nous préparons.

Commentaire [RC478]: R

Commentaire [RC479]: AA

Bruxelles ne peut être l'oubliée de la Belgique et se laisser dicter son avenir par une droite flamande qui ne veut pas croire en l'Europe

Commentaire [RC480]: AA

KHL PS Ce qui est certain, c'est qu'aucun discours de Donald Tusk, de Jean- Claude Juncker ou de qui que ce soit ne va résoudre la désaffection pour l'Europe. La seule issue passera par l'action menée au niveau des villages, des villes, des régions... là où les gens vivent. Beaucoup de problèmes – le chômage, les migrations, le climat... – ne peuvent trouver de solutions qu'au niveau européen, mais celles-ci ne peuvent être concrétisées qu'à ce niveau de proximité. Une Union politique ne réussira que si elle est perçue positivement au niveau des territoires. L'Europe ne vous a pas oubliés!

Commentaire [RC481]: R

3486

CD PS Il est très difficile de savoir ce qui se passe à Liège. Même un Jean-Claude Marcourt donne l'impression de ne pas savoir sur quel pied danser. Verviers et Huy- Waremmes, n'en parlons pas, ils n'ont pas voix au chapitre. Enfin, on ne sait pas ce que veut Stéphane Moreau: il n'a plus officiellement de contacts avec le PS. Un système de buy out a été évoqué, c'est-à-dire une prise de participation dans Voo qui permettrait d'éviter de lui payer ce que la société lui doit. Il a des contacts tous azimuts, mais on ne voit pas bien la porte de sortie. Il est temps qu'à Namur et à Liège, on cesse la guerre un peu sottise des communiqués et qu'on se mette d'accord sur une stratégie.

Commentaire [RC482]: Dé

Nethys a déjà répondu qu'il ne vendrait pas Voo mais, privé des revenus de Resa, Voo est en posture plus difficile et des investissements devraient y être réalisés. Le rachat par Telenet serait une gifle pour la région liégeoise. On voit comment Lampiris s'est fait avaler par le groupe Total. Au début, les sociétés offrent toutes les garanties qu'on veut, un an après, on est dans tout autre chose. Qu'on pense à l'argent public qui est allé dans ce grand projet industriel et qu'on s'assoit autour d'une table! Les choix de Stéphane Moreau, c'est une chose, les intérêts de la région, c'en est une autre. Il faut que les Liégeois arrêtent une stratégie. Leurs leaders n'ont jamais cru qu'ils allaient se retrouver par terre, persuadés qu'«on ne touche pas à Liège», «nous faisons ce que nous avons décidé de faire», «nous savons ce qui est bon pour nous», et cela, au PS, au MR et au CDH. Même quand la commission Publifin a tiré ses conclusions, ils n'y ont pas cru; les décrets De Bue et Crucke, ils pensaient qu'ils ne seraient pas votés... Mais les Liégeois ont disparu de la table! Pierre-Yves n'a pas le poids d'un type comme Marcourt et il n'a pas envie de jouer à ce jeu-là. Si Voo est racheté, Nethys risque d'être vendu par appartements: ce sera une double peine pour Liège. Indépendamment des emplois, Liege Airport et d'autres secteurs sont concernés.

Commentaire [RC483]: Dé

Commentaire [RC484]: BI

Commentaire [RC485]: Di

Commentaire [RC486]: AC

Commentaire [RC487]: TB

Stéphane Moreau, je peux le comprendre, il en a pris plein la figure, il met en place une stratégie personnelle en renforçant la position de Nethys dans Liege Airport et dans Socofe.

Commentaire [RC488]: négat

Commentaire [RC489]:

Commentaire [RC490]: BI

Commentaire [RC491]: R

Le problème, c'est qu'il a concentré tellement de pouvoirs qu'il n'y a personne, à Liège, capable de le remplacer en dehors de Pol Heyse. Je l'ai vu quand j'étais président d'Ores: il connaît ses dossiers sur le bout des doigts, mais on lui a cédé tous les pouvoirs. Il dirige toujours Nethys avec son équipe restreinte. Le fait qu'on arrive près des élections communales n'arrange rien. A Liège, on se dit que si on laisse démanteler Nethys, on va se faire bouffer par le PTB. Il faut que les politiques reprennent la main et que Namur lâche un peu de la pression.

Commentaire [RC492]: négat

Commentaire [RC493]: BI

Commentaire [RC494]: AC

WD PS mon bilan est visible par tous les Liégeois

WD PS [Le territoire] ne propose plus une offre suffisamment diversifiée pour contenter les demandes.

X(l'un d'entre eux) Les bourgmestres PS qui autorisent des constructions de villas à tour de bras accentuent non seulement les problèmes liés à l'étalement urbain, mais se tirent une balle dans le pied, car les nouveaux habitants finiront par voter MR

GP PS Je le suis parce que c'est la loi, j'étais le deuxième meilleur score, mais j'aurais préféré que cela se passe dans d'autres conditions

[Stéphane Moreau] ni son genre, ni le mien

sauf si je lui demande

Je n'ai pas peur de la démocratie. Nos rapports sont excellents, pourquoi changer ce qui fonctionne ?

DG PS maintenir majorité absolue

On le sait, le PTB va faire un gros score chez nous. Et la tendance n'est nulle part en Europe à la gauche traditionnelle. Mais les communales relèvent d'abord d'un enjeu de proximité et, là, on est fort.

IS PS au plus tard en décembre 2018

- Commentaire [RC495]: R
- Commentaire [RC496]: Mo
- Commentaire [RC497]: négat
- Commentaire [RC498]: négat
- Commentaire [RC499]: SD
- Commentaire [RC500]: négat
- Commentaire [RC501]: R
- Commentaire [RC502]: négat
- Commentaire [RC503]: Mo
- Commentaire [RC504]: T
- Commentaire [RC505]: R
- Commentaire [RC506]: R

3488

EM PS peut-être parce que je me suis trop attardé au karaoké des camarades de Fontaine n'aura pas la tâche facile face à la plus rosse, là je suis trop gentil... la plus salope, là je suis trop méchant, je dirais la plus hargneuse, des bourgmestres du coin

Je regrette mes propos, j'ai été pris dans l'excitation du moment

- Commentaire [RC507]: Dé
- Commentaire [RC508]: négat
- Commentaire [RC509]: Mo

3491

PN PS Il y a sans doute un problème de frustration psychologique, lié au fait de ne jamais avoir été bourgmestre

- Commentaire [RC510]: AA

3494

X(le porte-parole EDR) PS Nous respectons le principe de présomption d'innocence et prenons le soin d'éviter toute interférence avec le travail de la justice. Il appartient cependant aux instances locales du PS d'apprécier, au cas par cas, si une candidature est bien compatible avec la fonction exercée et ne porte pas atteinte à l'honorabilité du PS.

- Commentaire [RC511]: TB
- Commentaire [RC512]: R

3500

SMo PS Je voulais qu'il n'y ait plus la moindre aspérité. Et cela a été fait bien après qu'Ethias ait déclaré publiquement qu'elle n'avait subi aucun préjudice

- Commentaire [RC513]: BI
- Commentaire [RC514]: SD

3501

AL PS Le gouvernement Michel fait payer aux chômeurs sa mauvaise gestion budgétaire et sa mauvaise gestion de l'économie [coalition] de la matraque sociale

- Commentaire [RC515]: AA

3502

PM PS Flatté

Explore cette hypothèse. Dans l'immédiat, je me concentre à 100% sur les élections communales. C'est ce que je leur ai dit. Après? Que faire en vue de 2019? C'est un sujet de réflexion. J'en discuterai évidemment dans le parti, chez nous. Je veux être candidat là où c'est le plus utile

Commentaire [RC516]: SD

3503

PM PS Le PS peut mourir

X(un socialiste naïf) PS On plante un clou à Mons et il est là

Commentaire [RC517]: négat

Commentaire [RC518]: R

3504

PM PS Je ne vois pas comment il me serait un jour possible de retravailler avec Benoît Lutgen, il y a des choses irréversibles

Commentaire [RC519]: AA

3506

RV PS Il y a un frémissement. On retrouve des ambitions. Mais nous devons tous être conscients qu'on ne les concrétisera que dans le dialogue et avec de réelles impulsions au niveau du pouvoir fédéral...

Commentaire [RC520]: R

PCI PS Cette équipe dispose d'une image de marque très positive. Pour promouvoir la capitale, nous continuons bien sûr à travailler avec de grands classiques de notre gastronomie comme le chocolat Marcolini ou les biscuits Dandoy. Mais rien ne vaut désormais un maillot des Diabes. Je viens d'ailleurs de contacter la Fédération belge de football pour voir dans quelle mesure on ne pourrait pas disposer de maillots dédicacés pour les offrir à nos invités de marque.

Commentaire [RC521]: R

C'est le troisième événement mondial, mais c'est aussi et, surtout, la plus belle carte postale du monde. Pendant plusieurs jours, le Tour permet de vendre l'image d'un pays, de ses villes et villages. Pour concrétiser ce projet, nous avons pu compter sur l'appui d'Eddy Merckx, qui ouvre toutes les portes. C'est un des plus grands champions du siècle et c'est une chance incroyable pour un petit pays d'avoir quelqu'un comme lui

Commentaire [RC522]: R

La fonction internationale de Bruxelles rapporte des milliers d'emplois. Nous sommes la deuxième ville de congrès au monde. Nous avons d'ailleurs lancé le réseau "power cities" avec Washington. Le rapport 2018 des «Global cities» nous replace dans le top 10 mondial. En matière de liberté d'expression, aussi, nous sommes dans le top mondial. Le monde entier défile à Bruxelles, je peux vous le dire au vu du nombre incroyable de manifestations que j'autorise. L'exemple récent le plus frappant, fin d'année dernière, ce sont les Catalans: sans me prononcer sur le fond du dossier, je me réjouis simplement que leur venue ait permis à l'hôtellerie bruxelloise d'enregistrer 45000 nuitées, en plein mois de décembre.

Commentaire [RC523]: R

Le vrai enjeu contemporain, ce sont les identités. Bruxelles est devenue une des villes les plus cosmopolites au monde avec 184 nationalités. Nous sommes la deuxième du genre après Dubaï.

Commentaire [RC524]: R

RV PS Le succès du label Belgique dépend aussi du statut de Bruxelles. Tout le monde peut l'utiliser pour autant que ce soit bien intentionné.

Commentaire [RC525]: R

ET PS Rien ne permet de prouver que les projets dits structurants de la majorité le sont vraiment. Nous prôtons une rupture avec la méthode actuelle. Ces grands chantiers, qui engendrent de grandes dépenses aux frais des contribuables, n'ont pas été portés par la population. On construit une passerelle sur la Meuse alors qu'à Bomel, les habitants demandent depuis des années un cheminement beaucoup plus naturel entre leur quartier et le centre. Un projet de ville, une identité, ça se construit avec les citoyens. Nous devons répondre aux besoins du commerce tel qu'il sera demain, plus local et plus équitable. Tout comme il faut préserver nos espaces publics. La majorité sortante, elle, vend notre ville aux promoteurs.

Commentaire [RC526]: AA

Commentaire [RC527]: T

Commentaire [RC528]: AA

CE PS Je ne serai plus candidat en 2024

Commentaire [RC529]: SD

C'est nous qui avons soufflé au BEP l'idée de les transformer en zones d'activité économique, puisque ces terrains appartenaient à la commune. Pour la prochaine législature, nous comptons créer, sur 15 hectares, un parc d'affaires et un parc scientifique à Anton.

Commentaire [RC530]: R

D'ici à 2030, nous aurons dépassé la barre des 10000 emplois

Commentaire [RC531]: BI

Nous amenons de nouveaux habitants avec un pouvoir d'achat. Il est vrai que le commerce reste en souffrance, mais c'est pareil ailleurs. Sans cette opération, le centre serait mort aujourd'hui

Commentaire [RC532]: R

Commentaire [RC533]: Di

Commentaire [RC534]: BI

A les entendre, il faudrait diminuer les taxes et investir dans tous les secteurs. C'est impossible. En procédant de la sorte, on dépose le bilan en six mois.

Commentaire [RC535]: AA

JCL PS Si les électeurs nous font à nouveau confiance en octobre, je n'ai pas de raison, a priori, de vouloir ouvrir notre majorité

Commentaire [RC536]: SD

Malgré cet effondrement et la crise économique, le taux de chômage à Sambreville est passé de 21 % à 17,5 % ces dernières années

Commentaire [RC537]: R

Nous en avons 23 sur le site, 23 qui attendent d'y entrer et 21 sur liste d'attente.

Commentaire [RC538]: R

Deux experts publics vont les accompagner pour répondre aux dernières questions pendantes. Mon objectif, c'était d'aller le plus vite possible pour ramener de l'emploi en coeur de Sambre.

Commentaire [RC539]: TB

Commentaire [RC540]: T

Mais les fonds européens dédiés à ce site ne seront pas perdus.

Commentaire [RC541]: SD

Comme souvent, la pollution des sols nous porte préjudice quand il s'agit d'attirer des investisseurs, notamment pour créer un petit *retail* en coeur de ville à Tamines

Commentaire [RC542]: Dé

AMa PS La pression immobilière est telle que l'accès au logement est de plus en plus compliqué pour les Gembloutois, et la majorité manque d'une fibre sociale qui n'a pas été prise en compte quand on voit tous ces bâtiments sortir de terre, peu accessibles finalement à la population locale, surtout celle en difficulté. Dès 2012, le PS pointait du doigt ce développement urbain massif, mettant à mal le caractère rural du territoire, la mobilité ainsi que le maintien du commerce en centre-ville, qui n'a pas cessé de souffrir ces dernières années

Commentaire [RC543]: AA

Commentaire [RC544]: R

GD PS Oui, les politiques libérales renforcent les inégalités

Les politiques libérales rabaissent les services publics et réduisent les prestations de sécurité sociale. Conséquence : elles renforcent les inégalités. Ce faisant, le libéralisme exacerbe les tensions sociales et porte atteinte au contrat qui unit les citoyens. Ce constat est aussi valable dans notre pays. Le gouvernement MR/N-VA en fait quotidiennement la démonstration. Les réformes en matière de pensions sont emblématiques : report de l'âge légal à 67 ans, allongement de la durée de carrière, durcissement des conditions pour obtenir une pension anticipée... On assiste à une véritable destruction de droits acquis au fil du temps par les travailleurs. En s'attaquant ainsi aux pensionnés, les libéraux mettent à mal la confiance de tous les citoyens, pensionnés actuels comme pensionnés à venir, dans leurs institutions.

Commentaire [RC545]: AA

3507

PM PS Ce n'est pas vrai ! Je peux venir vous montrer ma fiche de paie, je gagne 4000 euros net, les 10000 euros c'est du brut, mais au PTB on prend bien soin de ne pas le dire.

Commentaire [RC546]: SD

Je vais faire vérifier ça, madame. Je vous laisse ma carte quand même, si vous avez la moindre question n'hésitez pas à écrire un mail... Et puis, arrêtez de croire tout ce que le PTB raconte!

Commentaire [RC547]: AA

Commentaire [RC548]: AC

Commentaire [RC549]: AA

PVC PS C'est un nid PTB ici, il y a une asbl dans laquelle ils sont très actifs.

On est sur Gilly, là, les gars, il ne s'agirait pas qu'on y dépose des tracts et que Jacques Van Gompel l'apprenne.

Commentaire [RC550]: AA

PM PS On a eu plein de problèmes à cause de l'échevin de la propreté, Cyprien Devillers, mais ça a changé, parce qu'on lui a enlevé le nettoyage du centre-ville pour le donner à l'intercommunale Tibi, et ça va mieux. Mais on doit continuer !

Commentaire [RC551]: TB

Commentaire [RC552]: AC

PVC PS On a fait trois portes en vingt minutes, les gars. Ça ne se passe pas comme ça chez nous à Montignies

Commentaire [RC553]: R

PM PS c'est vrai qu'on n'a pas fait assez à Dampremy ces dernières années, mais on va refaire toutes les rues Joseph Wauters et Jean Jaurès, les travaux commencent à la fin de l'année, allez bonne journée, n'hésitez pas à nous appeler !

Commentaire [RC554]: Mo

Commentaire [RC555]: AC

TP PS Eh! C'est Ransart ! C'est ça, Ransart !

On est allé faire toutes les impasses autour du Puits numéro 4.

Qui vient boire un verre au local de campagne?

C'est dommage. Ça fait un peu désordre

Commentaire [RC556]: NC

3508

MD PS Cela s'est fait en parfaite entente.

Commentaire [RC557]: SD

J'ai passé le flambeau à André Flahaut il y a quelques années lorsque j'ai eu une baisse de régime mais, après deux échecs successifs de sa part, nous avons estimé plus judicieux de changer. On verra si malgré les années, les citoyens ne m'ont pas oublié!

Commentaire [RC558]: Dé

Commentaire [RC559]: TB

Nous avons actuellement onze sièges et nous en voudrions au minimum douze pour être vraiment incontournables. Vu les forces en présence, ce sera très certainement Pierre Huart ou moi à la tête de la commune à l'issue des élections, puisque l'écharpe revient à celui qui a le plus de voix sur la liste la plus importante de la coalition.

Commentaire [RC560]: R

Commentaire [RC561]: BI

Commentaire [RC562]: NC

La rénovation de la Grand-Place était certes un beau projet, mais il a été réalisé dans la précipitation et avec des matériaux de mauvaise qualité. Résultat : l'endroit est déjà très dégradé. La ville est en litige avec l'entrepreneur, mais on sait que ce genre de dossier va durer longtemps et coûter de l'argent.

Commentaire [RC563]: BI

mort du commerce

Commentaire [RC564]: AA

Commentaire [RC565]: AC

Nous prônons la création d'une régie communale qui disposerait de cellules commerciales qu'elle pourrait sous-louer aux magasins

Commentaire [RC566]: AC

OF PS Il y a peut-être eu trop d'optimisme au niveau de certains investissements qui auraient dû être réalisés sur douze ans plutôt que six.

Commentaire [RC567]: TB négat

Malgré ces difficultés, nous assumons notre partenariat et n'avons pas quitté la majorité car nous voulons aussi être ceux qui redresseront la situation. C'est d'ailleurs déjà en cours. qui fonctionne bien mieux que prévu

Commentaire [RC568]: AC négat

Commentaire [RC569]: R

Baisser les impôts, ce ne sera pas possible tout de suite... Nous veillerons par contre à instaurer une bonne gouvernance et davantage de cohésion sociale.

Commentaire [RC570]: négat

Commentaire [RC571]: AC

AM PS Il y a clairement un phénomène de suiveurs, des gens qui veulent rejoindre la liste du bourgmestre pour être assurés de décrocher un mandat. Ces personnes-là se présentent pour elles-mêmes, pas pour la commune

Commentaire [RC572]: AA

A Genappe, toutes les initiatives intéressantes sont menées par le privé. La commune promet, par exemple, une maison de repos depuis longtemps, mais envisage seulement de le faire en s'associant avec d'autres communes!

Commentaire [RC573]: AA

axée sur un vrai programme et non sur des personnes

Commentaire [RC574]: AA

X(le PS) PS L'encéphalogramme est plat à Seneffe

Commentaire [RC575]: AA

MC PS Cette majorité arrivée au pouvoir par hasard a dû prendre ses marques et peu de projets ont abouti.

Il y a eu des coupes sombres dans le personnel communal et un véritable manque d'écoute et de courtoisie envers les citoyens.

Commentaire [RC576]: AA

Il n'est plus question de diriger les citoyens mais bien de gérer la commune avec eux

Commentaire [RC577]: R

FW PS Prendre la tête de la commune en cours de législature n'a pas forcément été compliqué, car le collège fonctionnait bien et j'exerçais déjà plusieurs compétences importantes en tant qu'échevine.

Commentaire [RC578]: SD

L'élargissement du temps de parking gratuit en centre-ville engendre des retours positifs, tout comme la halle aux saveurs que nous avons instaurée pour soutenir les producteurs locaux.

Commentaire [RC579]: R

Nous avons aussi acheté un bâtiment du centre pour y installer une maternité commerciale et prochainement un espace de coworking, le tout dans l'objectif d'aider les citoyens à créer leur propre emploi. Les finances de la commune étant bonnes, nous avons pu investir dans la rénovation des infrastructures, des voiries et du patrimoine, ou encore dans la création de maisons de village.

Commentaire [RC580]: R

JD PS Ma commune, je la connais parfaitement. Comme je suis bourgmestre depuis vingt et un ans, j'ai l'expérience pour donner des conseils aux jeunes qui sont sur ma liste. Je ne suis pas accro au pouvoir. Simplement, ce statut me plaît. La population a raison de bouder les politiques qui leur mentent trop souvent. Moi, je leur dis ce qu'il est possible de faire et ce qui ne l'est pas. Je dis la vérité et nous verrons en octobre si ça leur plaît toujours.

Commentaire [RC581]: R

Il est plus difficile en tout cas. Avant, on avait plus de considération pour le bourgmestre. Quand Charles Aznavour monte sur scène à 92 ans, on l'applaudit. Quand un bourgmestre se présente à bientôt 85 ans, on le critique. Ma longévité en politique, je pense la mériter. Je suis à la commune dès 6h30, je pars à 19 heures, personne d'autre ne fait cela ici. Et dans une commune comme la nôtre, je n'ai aucun expert ou universitaire pour préparer mes dossiers. Ma philosophie, c'est d'être disponible au maximum, et je le suis. J'ai connu l'époque où un bourgmestre pouvait prendre des décisions tout seul. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Mais ce n'est pas plus mal : maintenant, on doit convaincre, plus encore qu'avant.

Commentaire [RC583]: R

Je maintiens ce que j'ai dit. Je touche 3500 euros par mois pour assumer de nombreuses responsabilités, y compris sur le plan pénal. Je pense que les bourgmestres des communes significatives devraient gagner au moins autant que les députés, dont certains se contentent de lever la main deux fois par an, avec un staff bien plus important que le mien.

Commentaire [RC584]: R

On verra bien ce qu'exprime la population. Je resterai peut-être conseiller communal, mais je ne veux pas me poser la question à ce stade

Commentaire [RC585]: SD

3510

JFI PS ayant quitté le parlement depuis cinq ans, je ne connais plus les règles en la matière

Commentaire [RC586]: Dé

EDR PS Il revient à la tête de liste de prendre son destin en main et le destin de Nicolas est de devenir bourgmestre de Mons.

Commentaire [RC587]: T

X(on, à l'institut Emile Vandervelde) PS Cela aurait été indécent de ne pas entendre le signal de l'électeur alors que le PTB atteint parfois 25% des voix, avec des progressions spectaculaires.

Commentaire [RC588]: BI

C'est un parti populiste, qui propose des mesures a priori séduisantes, mais totalement impayables et qui ne concernent pas le niveau de pouvoir pour lequel les gens votent. Si ce parti se trouvait à une table de négociations fédérale en réclamant, comme il le veut, la révision des traités européens, ce serait un vrai problème. Lors des discussions que nous avons ouvertes dans certaines villes, nous essayons précisément de les confronter aux réalités.

Commentaire [RC589]: AA

Je ne crois pas que cela mette la Belgique en péril. Le phénomène n'est pas nouveau. Dans les années 1990, il y avait déjà un Vlaams Belang très fort et un parti libéral très à droite. Il y a eu des périodes où le PS était très fort. Tout cela n'a jamais empêché de gouverner le pays. Une des leçons de ce scrutin communal et provincial, c'est aussi qu'il n'y a pas d'effondrement de la gauche en Flandre: le SP.A est toujours là et Groen progresse. En Wallonie et à Bruxelles, le PS reste le premier parti. Il demeure une gauche sérieuse. La réalité politique est plus subtile qu'on ne la décrit souvent...

Commentaire [RC590]: SD

Commentaire [RC591]: Di

Commentaire [RC592]: R

Commentaire [RC593]: AA

WD PS Je m'engage, si je suis élu, à déposer cette mesure sur la table des négociations afin de l'intégrer dans la déclaration de politique communale.

Commentaire [RC594]: AC

PM PS en veillant à ce que ce progrès de la transparence ne soit pas opéré au préjudice d'autres droits

Commentaire [RC595]: T

Numérisations du *Vif/L'Express*

Vivre malgré Boko Haram.
Reportage au Tchad

Présidentielle française :
secrets de campagnes

George Forrest, Armand
De Decker et le Kazakhgate

LE VIF

l'express



AIMEZ-VOUS VOUS-MÊME

et cultivez l'estime de soi



01701 >



5 14 14286 210520

LE VIF 35^e année n°1 - L'EXPRESS n° 3418
hebdomadaire du 6 au 12 janvier 2017
BEL/LUX 5,70€ - P509558 - ISSN 0774-2711

VADOT

Bonne année ! 3

L'édito de Gérald Papy

Prémices d'un nouveau monde 5

L'entretien

Leïla Kaddour :
le plaisir est de rigueur 8

Les Indiscrets

Les infos confidentielles
du Vif/L'Express 12

Sur le Vif

Une semaine d'actualité 14

BELGIQUE

Politique Kazakhgate,
l'autre affaire De Decker 16

Police Le retour
de la police unique 20

Armes L'exclusivité liégeoise
dans le viseur N-VA 24

ÉCONOMIE

Emploi Demain,
l'usine sans nous ? 26

EN COUVERTURE

Et si vous décidiez
de vous aimer ? 30

Leçon d'amour-propre 36

SOCIÉTÉ

Environnement
Un vampire nommé climat 38

Grand écran
Bruxelles refait son cinéma 40

ENQUÊTE

Finance La nouvelle ère digitale
commence ici 42



ERIC FEFERBERG/AFP

MONDE

France Secrets de campagnes 46

1981: une émission
« à portée de gifles » 48

1995: « J'ai pleuré dans les chiottes » 50

2002: « L'angoisse naturelle »
de Le Pen 52

2007: une campagne
à cœurs perdus 54

Ukraine
La gangrène de la corruption 56

REPORTAGE

Tchad Vivre,
malgré Boko Haram 58

CULTURE

Expos A fleur de toile 66

Mondes parallèles 70

Théâtre Webmasters 72

Bédé Etre ou ne pas être
Blake et Mortimer 76

Enseignement
En avant la musique! 78

Livres Goodbye, mon lapin 81

Palmarès 82



PIERRE LAPORTE COMMUNICATION/SDP

PRÉHISTOIRE

Reproduction
Un chef-d'œuvre d'art plastique 84

IMMOVIF

Architecture
Mons, la vie au centre 88

Les coulisses de l'histoire

11 janvier 1993:
quand le roi des Belges convoqua
le président flamand 91

Forum des lecteurs 92

La semaine de Vadot 94

Avantages réservés aux abonnés

VIF CLUB Pages
62 à 64

Scannez ce code QR pour lire notre
magazine en numérique sur iPad,
iPhone, tablette Android, smartphone
Android et tablette Windows.
Si vous disposez d'un autre type
de smartphone, scannez ce code
et découvrez nos sites.



DONNEZ VIE
à ce magazine grâce à
Scanlink
Comment l'utiliser ?

1. TÉLÉCHARGEZ gratuitement l'application Scanlink sur Google Play ou l'App Store.
2. OUVREZ l'application Scanlink.
3. SCANNEZ la page où se trouve ce pictogramme et DÉCOUVREZ l'offre enrichie de cette page.

Plus d'infos sur www.scanlink.be

FOCUS VIF
comprend les
programmes télé
du samedi 7
au vendredi
13 janvier 2017



Comment on a raté
Abaaoud en Grèce

La pension du Wallon sera
moins dorée que la flamande

Voiture électrique : 2017,
l'année du vrai démarrage ?

LE VIF

l'express

LE VIF 35^e année n° 2 - L'EXPRESS n° 3419 hebdomadaire du 13 au 19 janvier 2017 BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711



DIDIER GOSUIN
Le champion francophone

PAUL MAGNETTE
Le minimum wallon

THEO FRANCKEN
Le cancre du fédéral

TRANSPARENCE

LE CLASSEMENT DES MINISTRES

**Enquête avec Cumuleo
sur la composition des cabinets**





Le reflet de l'ancien Premier ministre Yves Leterme dans le miroir de l'actuel, Charles Michel ? « L'image peut paraître surprenante, mais elle tient la route », soutient le politologue liégeois Pierre Verjans.

THIERRY DU BOIS, FILIP VAN ROE/REPORTERS - PHOTOMONTAGE LE VIF/L'EXPRESS

CHARLES MICHEL

UN PETIT AIR D'YVES LETERME

Bien des similitudes existent entre l'actuel Premier ministre et son homologue CD&V, qui a occupé le Seize de façon chaotique entre 2007 et 2011. A commencer par leur manque de poigne et leur stratégie à l'égard de la N-VA.

PAR OLIVIER MOUTON

Ça passe ou ça casse. Ce début 2017 s'annonce décisif pour la suédoise de Charles Michel. Le Premier ministre libéral déploie des trésors d'énergie et consulte tous azimuts. Objectif? Relancer la dynamique de sa majorité, qui fut à deux doigts d'éclater l'été dernier. Cette revitalisation passe par un accord budgétaire et la concrétisation de trois projets qui divisent les partenaires flamands: réforme de l'impôt des sociétés, taxation des plus-values et activation de l'épargne au service de l'économie. « Charles Michel est le maître du jeu », insiste son vice-Premier CD&V Kris Peeters. S'il échoue, un retour aux urnes anticipé n'est plus exclu.

Affaibli, le libéral est désormais contesté en Flandre, où il était jusqu'ici plutôt populaire, et critiqué par le patronat du nord et du sud, qui appellent d'une seule voix à l'accélération des réformes. Dans *Le Soir*, Bart Maddens, politologue de la KUL, proche du mouvement flamand, débutait même 2017 par une comparaison étonnante: Charles Michel « n'a pas vraiment grandi dans son rôle, il n'a pas

la stature d'un Verhofstadt ou d'un Dehaene, ni même d'un Di Rupo. C'est plus un Leterme en ce qui concerne le rayonnement, pas une figure de leader ». Faut-il rappeler que les deux règnes du Premier CD&V, entre 2007 et 2011, furent chaotiques et marqués par d'incessants blocages.

« La comparaison entre Charles Michel et Yves Leterme peut surprendre, mais elle tient la route », souligne Pierre Verjans, politologue à l'université de Liège. Pour six raisons, qu'il détaille pour *Le Vif/L'Express*.

1. LE MANQUE DE POIGNE

« Tout d'abord, ils ont tous les deux une forme de faiblesse dans leur façon de gérer leur équipe gouvernementale », estime Pierre Verjans. Pourtant, leur arrivée au Seize était placée sous des auspices très différents. En 2007, Yves Leterme était incontournable, fort de son score électoral impressionnant (800 000 voix), et voulait à tout prix obtenir une réforme de l'Etat pour scinder l'arrondissement électoral et judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde, le célèbre « BHV ». Charles Michel, lui, n'aurait jamais osé rêver

atteindre ce Graal aussi vite: il a su profiter de circonstances inédites liées à l'attitude du PS du côté francophone et au choix fédéral de la N-VA de ne pas exiger une réforme de l'Etat. Mais leur règne est comparable: tous deux doivent composer avec les états d'âme de leurs partenaires, régulièrement étalés sur la place publique en cette ère d'hypercommunication.

Aux yeux de l'opposition francophone, le Premier ministre est d'ailleurs pieds et poings liés aux exigences des nationalistes. « La réaction de Charles Michel à différents incidents est très faible: il s'est longtemps tenu sur la réunion "sécurité" en présence de Bart De Wever dans l'affaire du visa refusé par Theo Francken à une famille syrienne, acquiesce Bart Maddens. Ce n'est pas quelqu'un qui rappelle la N-VA à l'ordre. » Et pour cause: une trop grande fermeté de sa part risquerait de faire tomber le gouvernement. « En Belgique, un Premier ministre faible est peut-être aussi le gage d'une coalition forte, nuance Pierre Verjans. Il n'impressionne pas, mais il fait la synthèse et donne aux partenaires l'envie de continuer. » Cette synthèse, rétorque-t-on au MR, correspond à l'ADN du parti. →



Laurie Dieffembacq/BELGAIMAGE

Jean-Luc Dehaene était le bulldozer qui dirigeait son équipe et distillait les « geen commentaar ». Elio Di Rupo laissait mûrir le consensus au sein de son équipe sans intervenir. Deux styles très différents.

→

2. LA STRATÉGIE À L'ÉGARD DE LA N-VA

S'il est incontestablement une similitude entre les deux hommes, c'est leur attitude à l'égard des séparatistes flamands : tant Yves Leterme que Charles Michel ont choisi de collaborer franchement avec eux dans le cadre d'une stratégie électorale. Non sans prise de risque. Yves Leterme avait fondé le cartel CD&V - N-VA en 2003 pour doper son parti en perte de vitesse, espérant engranger les 3% obtenus par les nationalistes à leur premier scrutin. L'opération réussit parfaitement dans un premier temps, le CD&V progressant fortement aux législatives de 2007. « Nous avons tous cru alors que la N-VA se ferait dévorer, ses thèmes communautaires étant repris par le CD&V », se souvient Pierre Verjans. Mais l'inverse se produit : après l'éclatement du cartel, la N-VA s'envole.

Charles Michel, lui, avait promis qu'il ne gouvernerait pas avec la N-VA. Après les élections de 2014, il fait le calcul suivant, aidé par la conviction du CD&V : « mouiller » le parti de Bart De Wever au pouvoir fédéral devrait réduire la tentation séparatiste en Flandre grâce à une politique de droite voulue au nord du pays et dégonfler la baudruche d'une formation misant sur la critique des élites. « Il semble que cela n'ait pas marché, épingle Bart Maddens. Dans les sondages, la N-VA est un peu en retrait mais beaucoup moins que ce à quoi certains s'attendaient. » « La N-VA ne s'en sort pas plus mal au niveau fédéral qu'au niveau régional », appuie Pierre Verjans.

Le principal défi du Premier ministre est peut-être celui-là : endiguer la vague populiste qui déferle partout en Europe et qui s'exprime aussi au sein de la suédoise.

3. LA FAIBLESSE DU PARTI

En 2007, Yves Leterme avait la délicate mission de porter un CD&V en pleine crise identitaire, à la recherche d'un nouveau souffle. En 2014, le MR devait, lui aussi, panser ses plaies. « Charles Michel est devenu Premier ministre après avoir conquis un parti écartelé », rappelle le politologue de l'ULg. Le MR s'est relevé de la guerre fratricide avec Didier Reynnders et de l'éclatement de la fédération avec le FDF. Mais depuis le début de la législature, le casting du seul parti francophone à bord du navire fédéral pose régulièrement problème. « Le MR me fait une impression très faible, avec des ministres faibles », commente son homologue de la KUL. Qui s'étonne aussi de ne pas voir les libéraux francophones polariser davantage la politique au sud du pays pour tirer profit de cette situation inédite. Alors que la N-VA, en Flandre,

n'hésite pas à se distinguer à coups de slogans.

4. LA FONCTION DE « NOTAIRE »

Au fond, si tant Charles Michel qu'Yves Leterme gouvernent sans briller, c'est dû à la modification en profondeur de la fonction même de Premier ministre. Là où un Wilfried Martens ou un Jean-Luc Dehaene pouvaient donner de réelles impulsions, leurs successeurs ont souvent dû se contenter de jouer le rôle d'un notaire écartelé par les divergences au sein de leur coalition, dépossédé de tranches importantes de pouvoir au profit des entités fédérées et de l'Union européenne. « C'est même un drôle de notaire impuissant, renchérit Pierre Verjans. On en arrive à cette situation paradoxale où, dans le dossier du Ceta (traité de libre-échange entre l'Europe et le Canada), Charles Michel présidait le comité de concertation, mais en était réduit à observer et à compter les voix, pour être finalement contraint de constater que les Wallons ne voulaient pas, sans pouvoir réagir. » Plus que jamais, le Premier est un homme enchaîné, malgré lui.

5. LES ÉPINES DANS LE PIED

Chaque chef de gouvernement se trouve confronté à son lot de dossiers politiquement épineux, voire inextricables. Yves Leterme devait démêler les fils de l'imbroglio institutionnel belge et résister aux assauts de la crise financière de 2007-2008; Charles Michel doit rattraper le temps perdu pour « remettre de l'ordre » sur le plan socio-économique. « Yves Leterme s'était enfermé dans un slogan malencontreux : cinq minutes de courage politique pour scinder BHV, observe Pierre Verjans. Au contraire, aucun libéral n'a pensé une seule seconde que cinq minutes de courage suffiraient pour changer en profondeur la structure sociale belge. » Mais les deux hommes se sont imposé un agenda ambitieux qui ne laisse pas de place à l'échec. Charles Michel martèle un slogan – « Jobs,

jobs, jobs » – au sujet duquel la réalité semble lui sourire: quelque cent mille emplois ont été créés depuis octobre 2014, se félicite le Premier. Sur le plan budgétaire, par contre, c'est la bérézina: un trou de près de 10 milliards d'euros doit être comblé d'ici à la fin de la législature pour respecter nos engagements européens. « Un gouvernement de show et de destruction structurelle de la Belgique », clamait en octobre dernier Elio Di Rupo, président du PS et prédécesseur de Michel.

« En exposant de façon aussi claire leurs objectifs, les Premiers ministres donnent évidemment aux partis d'opposition le bâton pour se faire battre », relève le politologue liégeois. C'est de bonne guerre. Bart De Wever, lui, a déjà prévenu: pas question que la suédoise devienne un « gouvernement en affaires courantes » jusqu'en 2019. « Charles Michel n'est pas Jean-Luc Dehaene, mais je l'apprécie beaucoup, dit Kris Peeters. Dans les situations difficiles, il reste calme, il cherche des solutions. » En ce début 2017, Charles Michel affronte son épreuve de vérité.

6. LA TÊTE DANS LES ÉTOILES

Après ses échecs, Yves Leterme est parti se refaire une santé dans des institutions internationales, d'abord l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), puis l'Institut international pour la démocratie (Idea). Relativement jeune: il avait 51 ans quand il a quitté la politique nationale. Charles Michel a déjà exprimé son désir de s'investir au niveau européen ou international après le Seize. L'an dernier, à l'instar d'un Elio Di Rupo avant lui, le Premier libéral a cherché à l'échelle internationale les satisfactions qu'il ne trouvait plus sur la scène intérieure. Il est toutefois trop tôt pour écrire que son avenir se situe déjà dans les cieux étoilés, à 41 ans à peine...

« On a vite tendance à dire que nos politiques s'échappent vers l'Europe, alors que cela s'inscrit dans la ligne de leur combat politique, précise Pierre Verjans. C'est une suite logique pour des dirigeants belges maîtrisant l'art du compromis et parlant plusieurs langues. » Charles Michel suivra-t-il l'exemple des Martens, Dehaene, Van Rompuy, Verhofstadt, Michel père et autres Leterme? ♦



Steven Vandeput, Jan Jambon et Bart De Wever : la N-VA donne le ton au sein de la suédoise.

PHILIP REYNAERS/PHOTO NEWS

PUBLIFIN DANS LE VISEUR DE LA JUSTICE

La justice s'est emparée du scandale des rémunérations folles accordées par l'intercommunale Publifin, sans contrepartie exigée, à une trentaine de mandataires de la province de Liège siégeant dans des « comités de secteur » ces six dernières années.

PAR DAVID LELOUP

Les choses n'auront pas traîné en bord de Meuse. Après les révélations du Vif/L'Express sur le scandale des rémunérations astronomiques accordées par l'intercommunale liégeoise Publifin (ex-Tecteo) à des élus locaux, la justice a rapidement embrayé et ouvert une information judiciaire. Le parquet général de Liège suspecte des faits de faux, d'usage de faux, de fraude aux indemnités et d'abus de biens sociaux au détriment de Publifin. Et donc, de ses actionnaires publics : la Province de Liège (61,09%), 75 communes wallonnes et une flamande (38,4%), la Région wallonne (0,4%), l'AIEG (Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz, 0,09%) et Brutélé (0,01%).

Durant six ans exactement, entre le 22 décembre 2010 et le 22 décembre 2016, 31 mandataires PS, MR ou CDH ont touché des émoluments mensuels fixes de Publifin pour siéger au sein d'un des quatre comités de secteur consultatifs (« gaz », « énergie », « Liège-ville » ou « télécom ») sans réelle contrepartie exigée en matière de présence, de travail à effectuer ou de responsabilité politique à exercer (voir tableau récapitulatif page 24). Le mandataire le moins assidu aux réunions a ainsi gagné jusqu'à 636 euros

brut la minute prestée. « Le chiffre est cruel, mais correct en ce qui me concerne, reconnaît-il. Il n'y avait aucun travail préparatoire ou autre à réaliser en dehors des réunions. »

Plan de carrière

Deux mandataires ont siégé sans discontinuer : Eric Vanbrabant (échevin PS de la culture et des sports à Seraing) et Marie-Noëlle Mottard (conseillère communale MR à Waremme et conseillère provinciale). Ils se sont d'abord retrouvés dans le comité de secteur gaz (du 22 décembre 2010 au 21 juin 2013) puis dans le comité de secteur énergie (du 21 juin 2013 au 22 décembre 2016). Au total, ils ont perçu plus de 125 000 euros brut sur 72 mois (six ans).

Qui dit mieux ? L'ex-président de la fédération des CPAS wallons, Claude



André Gilles (PS),
président
de Publifin.

Emonts (PS), et la présidente du CPAS de Flémalle, Catherine Megali (PS). En pilotant les deux comités les plus rémunérateurs (énergie et télécom), ils totalisent chacun plus de 120 000 euros brut en 42 mois. Selon nos calculs, le coût total de ces comités pour Publifin dépasse les 2,5 millions d'euros en six ans. Ce montant correspondrait donc à l'abus de biens sociaux présumé dont serait victime l'intercommunale « pure » (100% publique).

Selon nos informations, un procès-verbal initial a été dressé quelques jours seulement après la publication de notre article du 20 décembre dernier sur levif.be, qui a mis le feu aux poudres (1). Le lendemain, le parlement de Wallonie votait un texte limitant la rémunération des comités de secteur des intercommunales au jeton de présence de 150 euros (250 pour un vice-président, 300 pour un président). Et le surlendemain, Publifin décidait purement et simplement de liquider ses comités de secteur.

22 décembre 2010

Le système des comités de secteur a été mis en place fin 2010 par Tecteo. A l'époque, Stéphane Moreau, l'actuel administrateur-délégué de Nethys et bourgmestre PS d'Ans, est le directeur général de l'intercommunale, et André Gilles le président du conseil d'administration. Le mercredi 22 décembre 2010, au QG de Tecteo, rue Louvrex, à Liège, le conseil d'administration de l'intercommunale entérine l'absorption d'une autre intercommunale : l'Association liégeoise du gaz (ALG). Invoquant l'article 29 des statuts, les administrateurs de Tecteo créent un comité de secteur gaz « afin que ce dernier perpétue la gestion de l'activité de distribution gazière de l'ALG au sein de Tecteo », dixit les



SEBASTIEN PIRLET/ISOPIX

rappports annuels de l'intercommunale. Il s'agirait d'un « organe consultatif » qui aurait « pour compétences et missions de formuler des avis et recommandations aux organes de gestion de Tecteo ».

Huit privilégiés

« En réalité, il s'agissait de maintenir en place le conseil d'administration de l'ALG, une instance qui, d'un point de vue strictement statutaire, s'était évaporée au moment de la fusion avec Tecteo fin 2010, raconte Thierry Detienne (Ecolo), à l'époque conseiller communal à Sprimont, commune actionnaire dont il était le représentant au CA de l'ALG. Ce dernier était constitué de... 30 personnes dont les mandats expiraient ce 22 décembre 2010. Soit deux ans et demi avant leur terme théorique, prévu en juin 2013 lors de l'assemblée générale qui suit les élections communales d'octobre 2012.

Avant la fusion, parmi ces 30 administrateurs, huit formaient le bureau exécutif de l'ALG. Ils percevaient, à ce titre, un émolument mensuel fixe: 3 022 euros pour le président, 2 417 euros pour le

vice-président et l'administrateur-délégué, et 1 813 euros pour les cinq membres (montants bruts). A l'instar de Thierry Detienne, les 22 autres « simples » administrateurs de l'ALG touchaient, eux, un jeton de présence de 183 euros brut s'ils participaient aux réunions mensuelles du CA. Après la fusion, ces 30 personnes ont donc été « recasées » au sein du comité de secteur gaz. Et Tecteo a pris en charge leur rémunération, calquée sur celle en vigueur à l'ALG. Huit privilégiés ont donc continué à percevoir un émolument de niveau « exécutif » alors qu'ils n'étaient plus membres d'une instance exécutive.



LAURIE DIEFFEMBACQ/BELGAIMAGE



SDP

Claude Emonts (PS), ex-président de la fédération des CPAS wallons et Marie-Noëlle Mottard (MR), conseillère communale à Waremme et conseillère provinciale.

Présentations PowerPoint

Selon nos informations, ce comité s'est réuni huit fois en 2011 et six fois en 2012. Nous ignorons si des réunions ont eu lieu au premier semestre 2013. Le →

Une ardoise de 2,5 millions d'euros pour Publifin

En exclusivité, Le Vif/L'Express publie le tableau complet des 31 mandataires ayant siégé dans les quatre comités de secteur de Publifin, le nombre de mois qu'ils ont « prestés », les montants bruts et nets de leurs émoluments, et... la facture globale de ce scandale payée par l'intercommunale.

NOM	PARTI	MANDAT ⁵	NOMBRE DE MOIS	ÉMOLUMENTS MENSUELS BRUTS
COMITÉ DE SECTEUR ÉNERGIE (2013-2016)				
Claude EMONTS¹ (P)	PS	Conseiller communal à Liège	42	2 871,73 €
Raphaëli AMIEVA ACEBO¹	CDH	Conseiller communal à Crisnée	42	1 723,05 €
Maxime BOURLET¹	MR	Président du CPAS d'Awans	42	1 723,05 €
Valérie DEJARDIN	PS	Bourgmestre de Limbourg	42	1 723,05 €
Alfred LECERF	CDH ⁴	Bourgmestre de Lontzen	37,3	1 723,05 €
Marie-Noëlle MOTTARD¹	MR ⁴	Conseillère comm. à Waremme + cons. prov.	42	1 723,05 €
Vinciane PIRMOLIN¹	CDH	Cons. comm. à Grâce-Hollogne + cons. prov.	42	1 723,05 €
André STEIN¹	MR	Conseiller provincial (Liège)	42	1 723,05 €
Eric VANBRABANT¹	PS	Echevin à Seraing	42	1 723,05 €
COMITÉ DE SOUS-SECTEUR LIÈGE-VILLE (2013-2016)				
Mohammed BOUGNOUCH (P)	PS	Conseiller communal à Liège	42	1 608,40 €
Jean-Paul BONJEAN	PS	Conseiller communal à Liège	42	1 340,33 €
Sébastien BOVY	MR	Conseiller communal à Liège	42	1 340,33 €
Anne DELVAUX (D)	CDH	Conseillère communale à Liège	15,5	1 340,33 €
Laurence CUIPERS (R)	CDH	Conseillère communale à Liège	24,2	1 340,33 €
Pierre GILISSEN	MR	Conseiller communal à Liège	42	1 340,33 €
Jean-Pierre GOFFIN	PS	Conseiller communal à Liège	41,7	1 340,33 €
Giuseppe MANIGLIA	PS	Conseiller communal à Liège	42	1 340,33 €
COMITÉ DE SECTEUR TELECOM (2013-2016)				
Catherine MEGALI (P)	PS	Présidente du CPAS de Flémalle	42	2 871,73 €
Alain DEFAYS	CDH	Conseiller comm. à Sprimont + cons. prov.	42	1 723,05 €
Luc DELVAUX	MR	Echevin à Sprimont	42	1 723,05 €
Fabrice DRÈZE	MR	Conseiller communal à Liège	42	1 723,05 €
Béatrice KINET (D)	CDH	Conseillère communale à Marchin	16,1	1 723,05 €
Stéphane LINOTTE	MR ⁴	Echevin à Fléron	37,3	1 723,05 €
Serge MANZATO	PS	Bourgmestre d'Engis	42	1 723,05 €
Fatima SHABAN	PS	Conseillère communale à Liège	37,3	1 723,05 €
COMITÉ DE SECTEUR GAZ (2011-2013)⁶				
Claude KLENKENBERG² (P)	PS	Bourgmestre de Welkenraedt + cons. prov.	30	3 117 €
Isabelle ALBERT² (VP)	PS	Bourgmestre d'Oreye + cons. prov.	30	2 494 €
André DENIS² (VP)	MR	Bourgmestre de Malmedy + cons. prov.	30	2 494 €
Gérard GEORGES	PS	Conseiller provincial (Liège)	30	1 870 €
Josette MICHAUX^{2,3}	PS	Conseillère provinciale (Liège)	30	0 €
Marie-Noëlle MOTTARD²	MR ⁴	Conseillère comm. à Waremme + cons. prov.	30	1 870 €
Antoine NIVARD¹	CDH	Echevin à Oupeye + cons. prov.	10	1 870 €
Alain DEFAYS² (R)	CDH	Cons. communal à Sprimont + cons. prov.	19	1 870 €
Eric VANBRABANT	PS	Echevin à Seraing	30	1 870 €

P : président(e), VP : vice-président(e), D : démissionnaire, † : décédé, R : remplaçant(e).

¹ Administrateur de Publifin, ² Administrateur de Tecteo, ³ Emolument déjà perçu comme membre du bureau exécutif de Tecteo,

⁴ Apparemment, ⁵ Au moment de la désignation, ⁶ Les « simples » administrateurs de l'ALG (non-membres du bureau exécutif) faisaient également partie du comité de secteur gaz mais ne touchaient pas d'émoluments mensuels : ils étaient rémunérés au jeton de présence (environ 190 euros brut) lorsqu'ils prenaient part aux réunions, ⁷ Publifin paie directement les cotisations sociales de ses mandataires (20 % des montants des émoluments) à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (Inasti).

ÉMOLUMENTS TOTAUX BRUTS	IPP (50 %, ESTIMATION)	IPP ADD. COMM. (6-8,8 %)	IMPÔT COMPL. SÉC. SOCIALE (1,2%, ESTIMATION)	NET TOTAL PERÇU	NET ABSOLU D'IMPÔT PAR MOIS	COÛT TOTAL POUR TECTEO-PUBLIFIN ⁷
120 835 €	60 418 €	4 833 €	1 450 €	54 134 €	1 287 €	145 003 €
72 502 €	36 251 €	2 828 €	870 €	32 553 €	774 €	87 002 €
72 502 €	36 251 €	3 081 €	870 €	32 300 €	768 €	87 002 €
72 502 €	36 251 €	2 973 €	870 €	32 408 €	770 €	87 002 €
64 345 €	32 173 €	2 413 €	772 €	28 988 €	776 €	77 214 €
72 502 €	36 251 €	3 081 €	870 €	32 300 €	768 €	87 002 €
72 502 €	36 251 €	2 900 €	870 €	32 481 €	772 €	87 002 €
72 502 €	36 251 €	2 900 €	870 €	32 481 €	772 €	87 002 €
72 502 €	36 251 €	3 081 €	870 €	32 300 €	768 €	87 002 €
67 678 €	33 839 €	2 707 €	812 €	30 320 €	721 €	81 213 €
56 398 €	28 199 €	2 256 €	677 €	25 266 €	600 €	67 677 €
56 398 €	28 199 €	2 256 €	677 €	25 266 €	600 €	67 677 €
20 797 €	10 398 €	832 €	250 €	9 317 €	600 €	24 956 €
32 473 €	16 236 €	1 299 €	390 €	14 548 €	600 €	38 967 €
56 398 €	28 199 €	2 256 €	677 €	25 266 €	600 €	67 677 €
55 957 €	27 979 €	2 238 €	671 €	25 069 €	600 €	67 149 €
56 398 €	28 199 €	2 256 €	677 €	25 266 €	600 €	67 677 €
120 835 €	60 418 €	4 833 €	1 450 €	54 134 €	1 287 €	145 003 €
72 502 €	36 251 €	3 081 €	870 €	32 300 €	768 €	87 002 €
72 502 €	36 251 €	3 081 €	870 €	32 300 €	768 €	87 002 €
72 502 €	36 251 €	2 900 €	870 €	32 481 €	772 €	87 002 €
27 755 €	13 877 €	1 221 €	333 €	12 323 €	765 €	33 306 €
64 345 €	32 173 €	2 735 €	772 €	28 666 €	768 €	77 214 €
72 502 €	36 251 €	2 719 €	870 €	32 662 €	776 €	87 002 €
64 345 €	32 173 €	2 574 €	772 €	28 827 €	772 €	77 214 €
93 449 €	46 724 €	3 691 €	1 121 €	41 912 €	1 398 €	112 138 €
74 757 €	37 378 €	2 243 €	897 €	34 239 €	1 142 €	89 708 €
74 757 €	37 378 €	2 803 €	897 €	33 678 €	1 123 €	89 708 €
56 067 €	28 034 €	2 243 €	673 €	25 118 €	838 €	67 281 €
0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
56 067 €	28 034 €	2 383 €	673 €	24 978 €	833 €	67 281 €
18 751 €	9 375 €	750 €	225 €	8 400 €	838 €	22 501 €
35 472 €	17 736 €	1 508 €	426 €	15 803 €	833 €	42 567 €
56 067 €	28 034 €	2 383 €	673 €	24 978 €	833 €	67 281 €

SOURCES : RAPPORTS ANNUELS DE TECTEO/PUBLIFIN 2010-2015 (DATES), CUMULEO.BE (MANDATS), CÉDRIC HALIN, PUBLIFIN ET ALG (ÉMOLUMENTS), LE FISCLOGUE (ADDITIONNELS COMMUNAUX), INFOGRAPHIE : LE VIF/EXPRESS

TOTAL 2 553 436 €



Stéphane Moreau (PS), ancien directeur général de l'intercommunale Tecteo.

NICOLAS LAMBERT/BELGAIMAGE

→ porte-parole de Publifin, Patrick Blocry, n'a pas répondu à nos questions malgré plusieurs relances. « Lors de ces réunions, nous n'avions aucun pouvoir décisionnel, se rappelle un membre CDH du comité. Le but était de nous tenir informés, de nous permettre de poser des

questions et donner notre avis. » « Je me souviens surtout de présentations PowerPoint par différents services de l'intercommunale afin de montrer l'évolution de l'intégration de l'ALG au sein de Tecteo », se remémore pour sa part Jean-François Close (Ecolo).

Bref, ce comité « consultatif » était-il vraiment nécessaire vu son coût ? Le CA de Tecteo, seul, ne pouvait-il pas s'emparer de ces questions ? « Il est vrai que les communes concernées par le gaz avaient une spécificité puisqu'il n'y avait pas de réseau de gaz dans toutes les communes de la province de Liège, alors que l'électricité était partout. Mais il est vrai aussi que ces communes étaient représentées au sein du CA de Tecteo », pointe Thierry Detienne...

Vint ensuite l'AG de Tecteo du 21 juin 2013, où le comité fut dissout... pour renaître immédiatement de ses cendres sous la forme des trois comités de secteur qui ont récemment défrayé la chronique. Les présidents des fédérations liégeoises Willy Demeyer (PS), Daniel Bacquellaine (MR) et Vinciane Pirmolin (CDH) ont ainsi pu se partager non pas 8 mais 24 juteux mandats après les communales et provinciales d'octobre 2012. En toute connaissance de cause... ♦

(1) <http://bit.ly/publiffin>

Rembourser ou faire un don ? Et quel montant ?

Les trois partis impliqués dans le scandale ont appelé leurs ouailles à restituer tout ou partie des montants perçus, soit à Publifin (CDH, MR), soit à des associations caritatives (PS). Avec l'aide d'un fiscaliste, nous avons tenté d'estimer au plus juste les montants « poche », nets d'impôt, perçus par chacun des mandataires concernés. Montants à considérer en cas de remboursement. Comme les émoluments sont des revenus complémentaires à une activité professionnelle principale, nous avons considéré qu'ils avaient été taxés à l'impôt des personnes physiques (IPP) dans la tranche la plus élevée, soit 50%. Il faut en outre retirer la taxe communale additionnelle à l'IPP qui varie, selon les communes ici concernées, entre 6% et 8,8% du montant imposé. Enfin, il convient de retrancher la cotisation spéciale pour la sécurité sociale estimée, vu la complexité du système de calcul, à 1,2% du revenu imposable pour les travailleurs indépendants. Une fois tous ces impôts retirés du brut, il reste un montant total perçu net d'impôt (voir l'antépénultième colonne du tableau page 24).

Se posent alors deux questions éthiques que le président du PS, Elio Di Rupo, semble avoir évacuées un peu vite quand il a enjoint ses mandataires penauds à reverser l'argent à des associations. Primo, c'est Publifin qui est lésé dans cette affaire. La justice soupçonne un abus de biens sociaux.

Pourquoi donc aller faire profiter des associations tierces (proches du parti ?) de fonds revenant légitimement à Publifin ? Secundo, effectuer un don à une association peut engendrer une... réduction d'impôt dans le chef du donateur si l'organisation bénéficiaire est agréée. Or, le fisc en recense plus de 2 300, dont l'opération... Viva for Life de la RTBF, choisie par Anne Delvaux pour reverser ses émoluments indus. La réduction d'impôt s'élève à 45% du montant versé (qui ne peut excéder 10% de l'ensemble des revenus nets ou 376 350 euros). De quoi relativiser le geste.



Anne Delvaux (CDH), conseillère communale à Liège.

LAURIE DIEFFEMBACQ/BELGAIMAGE

Perte de poids : les effets
pervers de la gastrectomie

Avec Trump,
les militaires au pouvoir

Vizorek, saltimbanque
sans limites

LE VIF

l'express

FAUT-IL AVOIR HONTE D'ÊTRE DE GAUCHE ?



LE VIF 35^e année n° 3 - L'EXPRESS n° 3420
hebdomadaire du 20 au 26 janvier 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711

0 1703 >



5 4 14286 210520

LE GOUVERNEMENT MICHEL SAUVE-T-IL LA SÉCU ?

La suédoise mène réforme sur réforme pour sauver un système social mal en point. Mais la situation reste critique. Il faut aller plus loin, disent des experts. Ou agir autrement, clame l'opposition.

PAR OLIVIER MOUTON

Une passe d'armes pleine de rancœur. En pleine période de vœux politiques pour 2017, l'ancien Premier ministre Elio Di Rupo et son successeur, Charles Michel, se sont étripés dans les médias. Première fusée, lancée le 12 janvier par le président du PS, qui a occupé le Seize de 2011 à 2014 : « Depuis la Seconde Guerre mondiale, nous n'avons jamais connu un gouvernement aussi destructeur des protections sociales. » Riposte virile du libéral dans SudPresse, le 14 janvier : « Di Rupo a sombré dans une démagogie digne de l'extrême droite ! » Nouvelle réplique PS : « J'appelle Charles Michel à garder son sang-froid. » « Nous voulions dire stop aux insultes permanentes du PS, dont le discours est plus tranché que le PTB », précise-t-on chez l'actuel Premier. Voilà pour l'écume des choses. Et le choc des ego.

« Un rempart pour la sécu »

Le débat de fond à la source de ces invectives, est, lui, fondamental. Miné par la crise économique, enfoncé par le vieillissement de la population, le modèle social belge prend l'eau de toutes parts. « Mon gouvernement est le meilleur rempart pour éviter un démantèlement de la sécurité sociale », martèle l'actuel Premier ministre. Son leitmotiv ? Il faut réformer tous azimuts pour maintenir le navire à flot. Deux textes actuellement en discussion au Parlement visent à modifier le financement de la sécurité sociale et à rendre le travail plus flexible. L'opposition socialiste fustige : « Non, monsieur Michel, on ne garantit pas la sécu en enlevant des droits aux gens. » Alors, qui a raison ?

Au sein de la suédoise, on reste convaincu de la ligne imprimée il y a deux ans. « Le cœur de l'action du gouvernement – « jobs, jobs, jobs » – vise à rétablir la compétitivité de nos entreprises, →



JONAS ROOSENS/BELGAIMAGE



Charles Michel et sa ministre de la Santé, Maggie De Block (Open VLD), ont été critiqués pour les économies réalisées dans les soins de santé. Ils tentent de maintenir le système à flot.

→ résume David Clarinval, député fédéral MR, envoyé aux barricades pour défendre le projet. La création d'emplois qui en découle diminuera le coût du chômage et augmentera les rentrées en matière de cotisations sociales. Voilà pourquoi le Premier ministre dit que nous sommes un rempart pour la sécu. Si on n'agit pas en ce sens, un futur gouvernement devra prendre des mesures vraiment antisociales en diminuant les allocations, ce que l'on ne fait pas. » Les premiers résultats sont là, se réjouit d'ailleurs le Premier ministre: des instituts indépendants annoncent la création de cent mille emplois depuis 2014. Le budget de l'Etat, par contre, fuite à tous les étages, dénoncent en chœur les partis d'opposition. Le trou de la sécurité sociale se creuse.

« Il faut aller plus loin ! »

L'action du gouvernement fédéral est indispensable, mais trop lente, selon les experts. Et susceptible de provoquer des dérives ou d'ouvrir la voie à la privatisation de pans du système. « Réformes ou pas, le problème du financement de la sécu reste majeur, s'inquiète Jean Hindriks, professeur d'économie à l'UCL, qui fut membre de la commission chargée de préparer la réforme des pensions. Aujourd'hui encore, les recettes émanant des cotisations sociales évoluent deux fois moins vite que les dépenses (voir le graphique page 21). Si l'on continue à ce rythme, nous allons droit dans le mur ! » Tous les emplois créés, rappelle-t-il, ne sont d'ailleurs pas source de cotisations, le gouvernement fédéral ayant décidé d'en exempter les employeurs engageant un premier travailleur.

Mais c'est surtout l'absence d'une refonte en profondeur – et immédiate ! – de notre système de pensions qui pose problème, selon le professeur de l'UCL. La suédoise a décidé de reporter l'âge légal à 67 ans, mais à l'horizon 2030, seulement. « Or, chaque année, le coût supplémentaire des pensions est de 1,5 milliard d'euros, souligne Jean Hindriks. Et cela se cumule.

L'action du gouvernement Michel est trop lente ou susceptible de mener à des dérives

Il faut à tout prix retarder dès à présent le départ des travailleurs à la retraite. Or, je n'ai pas encore vu le ministre de l'Emploi, Kris Peeters, sortir avec de grandes réformes pour améliorer l'emploi des plus âgés. C'est aussi une responsabilité de tous les acteurs de la société, employeurs en tête. Même les administrations publiques laissent partir les travailleurs plus âgés pour rétablir l'équilibre budgétaire ! Ce n'est pas normal de mettre des gens dehors à 56 ans, comme s'ils étaient foutus... »

L'accord interprofessionnel conclu par les partenaires sociaux en ce début d'année 2017, unanimement salué, fait un pas en ce sens : il prévoit de retarder progressivement à 60 ans l'âge de départ en pension, d'ici à 2019. Mais, insiste Jean Hindriks, il faut aller plus vite et plus loin, car le taux d'emploi n'a pas bougé de façon significative : on reste autour des 62%, alors que l'Europe a fixé un objectif de 73%. « La remise en question nécessaire n'a pas encore eu lieu. Pas du tout ! » L'ancien ministre socialiste flamand Frank Vandenbroucke, membre du Conseil académique des pensions mis en place par



NATHALIE BIDOUL/SDP

David Clarinval (MR) : « Si on n'agit pas, un futur gouvernement devra prendre des mesures vraiment antisociales. »

le gouvernement, a tiré plusieurs fois la sonnette d'alarme, dénonçant le maintien des prévisions ou critiquant un système du « chacun pour soi ».

Cap sur la responsabilisation

Le financement de la sécu reste une quadrature du cercle. Les cotisations sociales représentent toujours la majorité des recettes finançant la sécurité sociale, plus de 60%. Si elles n'augmentent pas, il n'y a pas trente-six solutions : soit il faut couper dans les dépenses, soit il convient de trouver de nouvelles recettes, en plus de la TVA et des accises. Un débat politique particulièrement vif. Côté dépenses, la suédoise a déjà serré la vis en



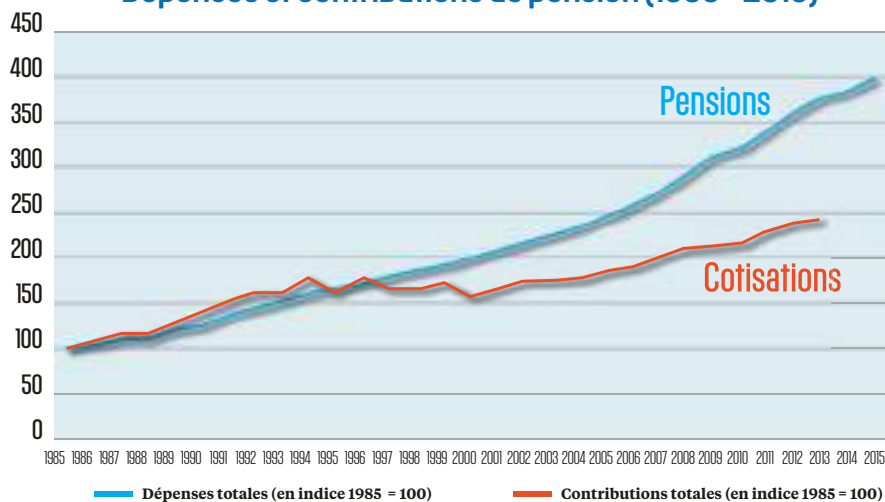
NICOLAS MAETERLINCQ/BELGAIMAGE

Zakia Khattabi et Muriel Gerkens (Ecolo) : « Le gouvernement Michel reste dans une stricte logique budgétaire. »

diminuant notamment la norme de croissance du budget des soins de santé, de 3% à 1,5%. En son sein, le président de la N-VA, Bart De Wever, affirme régulièrement que des efforts supplémentaires sont possibles. « Il reste de la marge », acquiesce-t-on dans la majorité.

Le texte revisitant le financement de la sécurité sociale, en débat au Parlement, va dans ce sens. « Nous voulons responsabiliser les partenaires sociaux, explique le député MR David Clarinval. Aujourd'hui, si les partenaires sociaux ne respectent pas les accords budgétaires conclus, c'est à l'Etat d'éponger le déficit.

Dépenses et contributions de pension (1985 - 2015)



SOURCE : BUREAU FÉDÉRAL DU PLAN

Désormais, les dotations seront octroyées moyennant le respect de certains critères, en matière de lutte contre la fraude, de départs anticipés à la préretraite... Si les partenaires sociaux ne remplissent pas ces objectifs, il y aura une conséquence financière. De même, en matière salariale, les éventuels dérapages minant notre compétitivité seront obligatoirement compensés par les partenaires sociaux lors de la négociation suivante. La sécurité sociale est cogérée, il faut que tout le monde assume ses responsabilités. C'est cela, un management moderne ! » La prochaine cible de ce processus de responsabilisation est déjà annoncée : les mutuelles...

Les « solidarités du xx^e siècle »

L'opposition francophone pointe un manque de vision. « Le gouvernement Michel ne réforme pas la sécurité sociale, il reste dans une pure logique budgétaire, relèvent Zakia Khattabi et Muriel Gerkens, respectivement coprésidente et députée Ecolo. Il est grand temps d'ouvrir un débat sur les nouvelles solidarités du xx^e siècle. Notre modèle de sécurité sociale continue à être construit et financé sur la base du modèle de 1945 avec des principes comme le travail salarié,

la famille traditionnelle et une forte croissance. Or, dans tous ces domaines, notre société a profondément changé. »

Au lieu de repenser le système, la suédoise le détricoterait. « À l'avenir, en cas de déficit, le gouvernement décidera de façon très subjective s'il le comblera, épingle Zakia Khattabi et Muriel Gerkens. Cela signifie-t-il, en réalité, que le sécu devra assumer son déficit et arrêter un certain nombre de prestations ? Si c'est le cas, ce sera la place aux assurances privées... Dans le climat ambiant actuel, rétablir la confiance avec le citoyen, c'est d'abord ne pas lui mentir. Que Charles Michel assume sa politique ! Il dit des choses, mais il fait son contraire. » La réforme de fond qu'elles appellent de leurs vœux ? « Le vrai débat politique, en France ou ailleurs, a par exemple lieu



EMY ELLERBOOG/ID PHOTO AGENCY

Jean Hindriks (UCL) :

« Si l'on continue à ce rythme, nous allons droit dans le mur ! »

sur le revenu de base ou l'allocation universelle. Cela fait un an et demi que nous travaillons là-dessus. Il faut arrêter de dire que c'est impayable. » Pour le financer, des pistes existent comme une taxation du capital ou une globalisation des revenus.

« Agir sur les recettes nécessite beaucoup d'études et beaucoup de précautions, met en garde David Clarinval. Nous avons augmenté les accises sur l'alcool et que constate-t-on ? Les gens ont modifié leurs comportements d'achat et le montant global des recettes diminue. J'entends le PTB proposer la taxe des millionnaires : très bien, mais il faut s'attendre à ce que ceux-ci partent à l'étranger. Cela ne pourrait se faire que dans le cadre d'une harmonisation fiscale au niveau européen. De façon générale, les économistes savent très bien que trop d'impôts tue l'impôt, cela a un impact négatif sur l'activité... »

Le député MR peste, d'ailleurs, de voir l'opposition tirer à boulets rouges sur le projet libéral. « On nous caricature ! Les libéraux sont fondamentalement sociaux. Nous voulons que les travailleurs soient récompensés pour leur travail et qu'il y ait une sécurité sociale pour tous. »

« Quand je suis entrée en politique, ce qui m'a le plus déçue, c'est la gestionnarisation du débat politique, réplique Zakia Khattabi. Je n'ai pas fait Solvay, moi. Où est la vision, où est le projet de société ? Il faut repolitiser les débats. Ce que je reproche à ce gouvernement de droite, c'est de n'avoir pour seul horizon qu'une calculatrice. Je voudrais que nous, les progressistes, propositions autre chose. Imaginer le monde de la N-VA, c'est flip-pant : si vous n'êtes pas un homme blanc qui travaille, on vous exclut. Cela a d'abord été les Wallons, puis les socialistes, puis les sans-papiers... A la fin, il ne restera plus grand-monde. Le problème, c'est que visiblement, un tel débat n'intéresse guère, parce que cela ne fait pas 140 caractères ou que ce n'est pas un buzz. »

Notre sécurité sociale ne vaudrait-elle donc pas plus qu'un tweet ? ♦

*François Hollande et Elio Di Rupo. Un des deux
qui a choisi de partir, un autre, de rester.
Le premier a imposé une évolution libérale
à son parti, le second tente de la lui éviter.*



COMMENT CETTE GAUCHE A FAIT NAUFRAGE



Elle était au sommet de sa gloire dans les années 1990, et est aujourd'hui partout en difficulté. La gauche sociale-démocrate, entre renoncement et explosion, est en danger de mort. Et les autres gauches n'affichent pas la meilleure santé du monde...

PAR NICOLAS DE DECKER

en couverture

C'était un fier navire, porté par ces raz-de-marée populaires qui ont brisé toutes les digues. Pendant deux siècles, elle a vogué de succès en succès, accostant sur des rivages hostiles, jetant ses puissants matelots à l'abordage de forteresses apparemment imprenables: le suffrage universel, l'instruction publique, le droit du travail, la sécurité sociale, l'égalité des chances et celle des conditions. La gauche les avait conquises, ces forteresses. Mais aujourd'hui elle est en rade, la gauche. Elle s'enfonçe dans les eaux froides du calcul égoïste. Elle sombre dans le ridicule. Partout, en particulier dans son Vieux Continent de port d'attache, l'Europe, les rats quittent ce fier navire. Sa « force propulsive », pour parler comme Enrico Berlinguer, semble épuisée, à la gauche. Le secrétaire général du PCI évoquait alors les gauches communiste et socialiste, comme silages de la révolution russe de 1917. En Italie justement, le commandant de bord, bravache et distrait, les a éclatées sur un rocheux piton. Au Royaume-Uni, sa coque est en train de se fendre en deux. En Allemagne, elle est en calaminée dans l'insignifiance. Dans le nord de l'Europe, ses drakkars sont dépassés par les rapides vedettes de la réaction, qu'elle poursuit désormais poussivement. Les galions ibériques ont plus fière allure, et les petites trières hellènes ont pu, un temps, faire illusion contre les porte-avions de la troïka. Mais à chaque fois, ces relatives victoires ont été obtenues au prix du sabordage du vaisseau-amiral de la gauche nationale: la social-démocratie, qui a disparu en Grèce, est en passe de se faire avaler par la gauche radicale en Espagne, et a dû pactiser avec elle au Portugal.

Et puis, il y a la France. Dans la France de Zola, de Sartre et de Bourdieu, de Babeuf, de Jaurès et de Blum, de *L'Ami du peuple*, du *Canard enchaîné* et du *Monde diplomatique*, ce sont des livres d'Alain Finkielkraut et d'Eric Zemmour que les derniers libraires bourrent leurs rayonnages, ce sont leurs visages qui colonisent les Unes des grands magazines, ce sont les ventes de *Valeurs actuelles* qui explosent, c'est la primaire de la droite qui mobilise les foules enthousiastes des derniers morceaux de peuple pas encore passés au Front national. Dans la France des années 2010, dans cette faraute patrie-des-droits-de-l'homme, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, de la Commune, du Front populaire, de Mai 68, dans cette France qui a donné deux siècles durant de pompeuses leçons de gauchisme appliqué au département, au pays, au continent, au monde et à l'univers, la gauche est devenue ringarde. Et la vieille droite ganache, empoussiérée dans ses raides valeurs morales, moquée depuis des décennies, est en train de devenir cool. Les Marie-Chantal n'avaient jamais vraiment perdu le pouvoir économique. Elles ont repris le leadership culturel.

DE LA RÉALITÉ D'UNE DÉRIVE

On croise alors Alain Destexhe. C'est le moment. Que vient-il faire dans cette galère? Le corsaire libéral, « de plus en plus conservateur avec le temps, car je crois toujours davantage que c'était mieux avant », fonce sabre au clair contre une gauche qu'il estime hégémonique, puissante même parfois au sein de son propre parti. Il incarne, en Belgique francophone,

ce renouveau droitier, mené ailleurs par François Fillon, Boris Johnson, voire Donald Trump et Nigel Farage. « La presse, l'enseignement, la culture, l'humanitaire sont les leviers qui assurent à la gauche sa domination dans nos sociétés », dit-il. « Personne ne s'interroge sérieusement sur un bilan que je trouve, depuis deux siècles, pas très glorieux: les atrocités des révolutions française et russe, la lutte contre le suffrage des femmes, le multiculturalisme mériteraient d'être examinés scientifiquement. François Furet l'a fait de manière sur la Révolution française.

Le monde se droitise : le PSC poussiéreux des années 1980 était parfois plus à gauche que le PTB d'aujourd'hui

Pourtant, école et grands médias continuent à soumettre la population à ce que j'appelle un véritable endoctrinement. Il y a un bruit de fond sur toute une série de matières, l'immigration notamment, qui fait que si les gens n'y réfléchissent pas, ils penchent presque automatiquement vers les positions de gauche. Et c'est pour ça que des gens comme moi, qui sommes en fait dominés, portons une forme de subversion. »

Ce judo rhétorique, qui inverse la charge de la preuve et renverse le camp historiquement défenseur des opprimés, donc des petites gens, donc, même, du peuple, pour en faire celui



TWITTER

Avec le Ceta, Paul Magnette a intégré le cercle de ceux qui veulent rénover la social-démocratie européenne. Ici avec Arnaud Montebourg, le 14 janvier.



Années 1990 : les socialistes gouvernent presque toute l'Europe. La social-démocratie décevra partout. Vingt ans après, elle est aux abois partout.

JACK GUEZ/BELGA IMAGE

des maîtres du temps, fonde toute la dialectique de la fierté droitière renaissante. Ce mépris inversé laisse abasourdi le bâbord du tatami, brisant les reins des bien-pensants, des politiquement corrects, des Padamalgam, des Bisounours, des bobos, des angéliques et des ceintures rouges de la gauche caviar. Aujourd'hui, les sans-culottes ont perdu leur culot et la contre-révolution se proclame révolutionnaire. « On les entend depuis des années : ces gens, qui se prétendent anti-politiquement correct et se présentent comme subversifs, sont des gens de droite qui postulent que la gauche est angélique. Mais paradoxalement, ces personnes qui prétendent aller à contre-courant de la pensée dominante occupent un espace gigantesque. Elles ne sont pas du tout culturellement dominées. En fait, si on considère le dernier demi-siècle, il y a un déplacement du curseur. A gauche, jusqu'à il y a quelques années, il n'était pas du tout acquis qu'il fallait considérer l'immigration comme un problème. Aujourd'hui, une partie des gens qui se situent à gauche, comme Manuel Valls, le font. Ce n'était pas dans l'ADN de la gauche. Qu'un président de gauche ait voulu imposer la déchéance de nationalité, une mesure qu'il avait estimée indigne à l'époque de Nicolas Sarkozy, c'est la preuve que la droite domine idéologiquement, non ? », proteste l'essayiste française Rokhaya Diallo. « Souvent, je fais faire l'exercice à des syndicalistes en formation, pousse Felipe Van Keirsbilck, secrétaire général de la CNE : je leur soumetts des déclarations ou des positions du PSC des années 1970, vous savez, ce vieux parti de la droite poussiéreuse, sur la sécu, les entreprises publiques, etc. Eh bien, ces positions sont à gauche de celles défendues aujourd'hui par le PS, voire le PTB! »

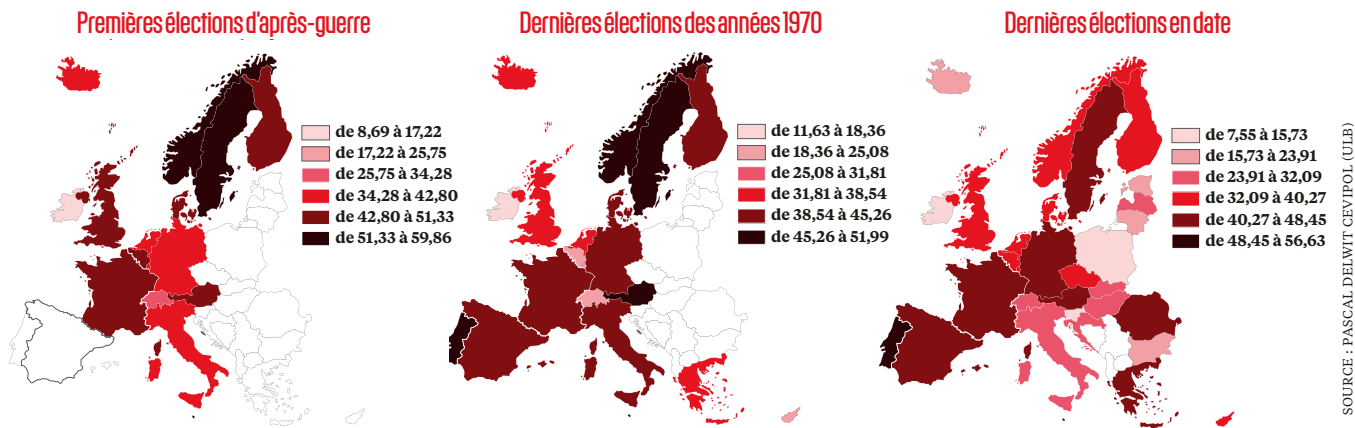
L'historien des idées français François Cusset, professeur à l'université de Paris Nanterre, y voit le signe de l'inéluctable ou presque *droitisation du monde*, résultat de quarante années de triomphes, primo, néolibéraux, depuis Reagan et Thatcher, sur les questions économiques, et, secundo, néoconservateurs, depuis le 11-Septembre, sur les questions culturelles. Résultat ? « Il y avait encore une continuité historique inscrite dans l'idée même de gauche. Or, aujourd'hui, cette continuité n'est plus évoquée, le mot est prononcé faiblement par certains, ou avec une légère honte », écrit-il dans *La Droitisation du monde*, paru tout récemment chez Textuel. Le recul culturel, la capitulation, même, ne se traduisent pas seulement par la droitisation des politiques et des partis de gauche. Elle se voit presque à l'œil nu dans les bureaux de vote. Dans les années 1970, les différentes forces de gauche (socialistes et communistes surtout) tournaient pratiquement partout autour des 50%, y compris dans ce « vieux pays de droite » dont parlait François →



BENOIT DOPPAGNE/BELGA IMAGE

Alain Destexhe (MR) : « Aux mains de la gauche, école et médias imposent un véritable endoctrinement. »

Performances électorales de la gauche en Europe (en %)



A l'échelle européenne, la disparition des grands partis communistes de l'Ouest n'a pas (encore ?) été partout compensée électoralement par l'émergence de nouvelles forces politiques, écologistes ou de gauche radicale. En particulier en Italie et dans les pays nordiques.

→ Mitterrand, à savoir... la France. Aujourd'hui, l'effondrement est patent. Particulièrement au nord, d'abord, où la gauche scandinave en a tant bavé que le modèle du même nom est aujourd'hui pris en exemple, notamment par la N-VA. Et au sud, ensuite, où la disparition du Parti communiste italien, puis des Démocrates de gauche refondus avec la gauche chrétienne en un Parti démocrate à la sauce Renzi dont personne, le secrétaire national et ex-Premier ministre peut-être excepté, ne sait où il va. L'Italie, où le Parti communiste n'a jamais touché au pouvoir national tout en exerçant sur la gauche européenne, de Gramsci à Berlinguer, une forme de magistère intellectuel, fait même figure de parfait renversement : le PD de Renzi a aujourd'hui vocation à gouverner, et pas qu'un peu. Mais sa production doctrinale, elle, semble réthoriquement façonnée par vingt années de berlusconisme. Le poids électoral et la puissance exécutive ne sont, dans l'histoire de la gauche, pas toujours parfaitement proportionnels au prestige intellectuel : la SFIO de l'éternel Jaurès, figure sacrée de notre ère, célébrée même par Nicolas Sarkozy, n'a dépassé du vivant du grand homme qu'une seule fois les 15%. Mais aujourd'hui, poids électoral et influence culturelle sont, à gauche, vachement cotées à la baisse à la bourse des valeurs politiques.

DE L'IMPORTANCE DE RAMER CONTRE LE SENS DU VENT

Pourtant, la social-démocratie a connu un récent âge d'or, qui ne date pas de la Libération ou des Trente glorieuses. C'était dans les années 1990, et puisque Marx n'existait plus, tout était permis. Ce fut la vague de la troisième voie, une Armada finalement très vincible, dont l'amiral fut le Britannique Tony Blair. Son New Labour très recentré, en rupture partielle avec les syndicats qui fondèrent le parti, mit un terme à quinze années de thatcherisme. Mais il en avait adopté les recettes, composées avec moins d'épices : restrictions budgétaires, soutien au capital financier, baisses de la fiscalité. Sur le continent, les camarades de Tony Blair, pas toujours en phase avec ses

inclinations, rôdaient comme jamais : les D'Alema et Prodi, Schröder, Jospin et compagnie firent crier les spécialistes au « retour magique de la social-démocratie ». Les socialistes européens gouvernaient, seuls ou en coalition, douze des quinze Etats de l'Union. « Le premier effet de ce basculement de 1989-1991 sur les élites occidentales est une forme de soulagement, une désinhibition idéologique et doctrinale, qui, d'un seul coup, va permettre d'élargir l'audience des idéologues libéraux, anticommunistes historiques et défenseurs de la démocratie de marché venus du camp atlantiste », note François Cusset.

Quel rapport, pourtant, entre la fin d'un « modèle » que plus personne à l'Ouest, gauche communiste comprise, ne voyait comme tel, et cette marée haute, puis très basse, de la social-démocratie européenne ? « Ça a été une grande occasion manquée », postule Philippe Marlière, professeur au London University College. « La présence de l'URSS, en gros, faisait peur aux patrons occidentaux, et donc favorisait la gauche dans les rapports de forces internes à l'Occident. Sa disparition a marqué le tournant néolibéral de la gauche sociale-démocrate. Elle a permis aux révisionnistes de proclamer la mort du "surmoi marxiste" des partis socialistes, comme dit Manuel Valls. » « Après 1989 et l'éclatement du bloc de l'Est, la social-démocratie a loupé un coche. Elle aurait pu profiter de l'effondrement du communisme, ce vieil ennemi, pour redéfinir



PHILIPPE HUGUEN/BELGAIMAGE

Rokhaya Diallo :
« Qu'un président de gauche ait voulu imposer la déchéance de nationalité, une mesure qu'il avait estimée indigne sous Sarkozy, c'est la preuve que la droite domine, non ? »

la gauche, pour se radicaliser sans crainte de faire le jeu de l'URSS. Au lieu de ça, elle a été entraînée dans sa chute. Ses meneurs ont répandu des déclarations triomphales, sur la disparition de l'antagonisme, la politique sans frontière, la société sans exclusion, le gagnant-gagnant », lançait, à nos confrères de *Fakir* la philosophe belge Chantal Mouffe, muse des mouvements indignés du sud de l'Europe.

C'était l'époque où John Rawls, le grand philosophe de la gauche libérale, remplaçait Keynes, qui avait déjà lui-même remplacé Marx, sur le chevet des éminences socialistes, et où Anthony Giddens, théoricien de la troisième voie, en devint l'intellectuel organique. Le retour glorieux des deux zombies-prophètes n'est toujours pas proclamé. Malgré les naufrages successifs. Même en France, cher pays du surmoi marxiste, et où est pourtant annoncé un touché-coulé historique en mai prochain. « Il est remarquable que les participants à la primaire socialiste n'ont, jusqu'à présent, opposé à la proposition d'un revenu universel de Benoît Hamon, que des arguments ressortissant d'un registre de droite, comme la prime à l'assistanat, ou son caractère censément utopiste, plutôt que d'avancer qu'elle accompagnerait la dérégulation du marché du travail, qu'elle tirerait les salaires vers le bas, et donc qu'elle risquerait d'accroître les inégalités plutôt que de les réduire... », observe à ce titre Daniel Zamora, sociologue à l'université de Cambridge.

Or, la gauche en général et la social-démocratie en particulier ont tout à perdre de se montrer ainsi accommodantes avec

l'ordre économique dominant. Vingt années d'échecs et d'écueils le démontrent empiriquement. D'innombrables observateurs et presque autant d'acteurs recommandent un changement de cap. Rien n'y fait : l'iceberg est devant, mais on ne déroute pas. « Le socialisme demeure tout à la fois une espérance de changement, une démarche de progrès dans la liberté, et une lutte incessante contre l'injustice que perpétue la société capitaliste », écrivait ainsi le grand patron d'un grand parti socialiste en 2005, à l'occasion du centenaire de sa formation. Il semblait avoir tout compris. C'était un certain François Hollande. Le constat n'a pas semblé avoir été retenu par l'incertain Hollande François : il n'est retenu par personne ou presque. Mécaniquement, les partis dirigés par ceux qui ne retiennent rien perdent donc toujours plus d'influence. « Premièrement, certains sont convaincus que ce qu'ils pensent est bon, et ils ont acquis dans leur formation et en dehors une audience suffisante pour occuper des postes importants. Deuxièmement, quand vous siégez dans un gouvernement, c'est plus facile de brosser le patronat et les instances européennes dans le sens du poil que d'essayer de les prendre à rebrousse-poil. Donc, on se replie très vite, tout en se déchargeant sur l'Europe et les traités... », suggère Philippe Marlière.

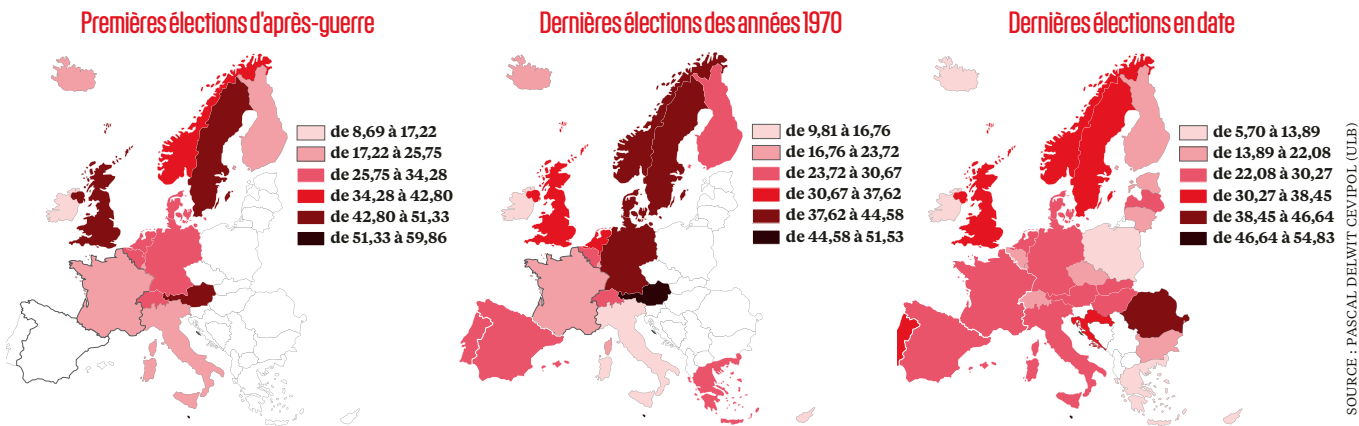
Le vrai « retour magique » de la social-démocratie passera donc par un retour à sa vieille prétention de vraiment transformer la société. Les socialistes belges, avec leurs achats groupés d'énergie et de fournitures scolaires, comme avec leurs →

Jean Jaurès, figure mythique du socialisme, n'a jamais porté son parti au-delà des 17%. C'est petit pour un tel géant...



BELGAIMAGE

Performances électorales de la social-démocratie en Europe (en %)



Le socle social-démocrate de la gauche européenne est en déclin, notamment dans l'espace germanique, en Scandinavie et dans le Benelux. A noter : à son apogée, à la fin des années 1970, la social-démocratie était faible en Italie et en France, parce que les communistes y étaient très forts.

→ bruyantes réticences à la signature du Ceta, empruntent explicitement ce chemin. Mais la machine arrière n'est pas dénuée de danger. Surtout s'il est trop tard pour renverser ce courant où se sont installées les nouvelles gauches radicales. « Les événements de l'histoire se produisent deux fois, la première comme tragédie, la seconde comme farce », disait le bon vieux Marx.

DES VENTS, MAUVAIS OU BONS, DE LA DIVERSITÉ

De tragédie, l'affaire Dreyfus en fut une, d'envergure mondiale comme à peu près tout ce qui divise la France de l'époque moderne. Elle ne fractura pas que le monde entier : la gauche socialiste vit alors ses deux plus grandes figures s'opposer. Jaurès s'engagea pour Dreyfus, parce que la cause de la vérité et le combat contre l'antisémitisme primaient les querelles de classe. Jules Guesde s'en désengagea, parce que le capitaine, qu'il croyait innocent, était bourgeois, et militaire, et que, pensait-il, son devoir de socialiste était de se désintéresser de ce qui distrait et divisait la classe ouvrière. « Le jour où un capitaine d'état-major, le jour où un dirigeant de la bourgeoisie se trouvait frappé par la propre justice de sa classe, ce jour-là, le prolétariat devait tout abandonner, il devait se précipiter comme réparateur de l'injustice commise. Je dis que la lutte de classe ainsi entendue serait une véritable duperie », ricanait le père Guesde à Lille, le 26 novembre 1900. Sa répétition



NASSER BEZIANE/REPORTERS

Nuit Debout, à Paris : cette gauche qui veut revenir aux fondamentaux : les conflits, en particulier de classes... sans assumer l'étiquette socialiste ou de gauche.

contemporaine de cette question de la diversité est une farce qui ne fait rire personne.

Prolongateur, en ce sens, du guesdisme, l'Américain Walter Benn Michaels, professeur à l'université de l'Illinois à Chicago, déplore que la diversité, à gauche, soit davantage poursuivie que l'égalité. « On fait croire que les Noirs et les Hispaniques ont des problèmes parce qu'ils sont noirs ou hispaniques, alors que le vrai problème est qu'ils sont pauvres », nous expliquait-il à l'automne dernier (*Le Vif/L'Express* du 14 octobre 2016). Face à la crispation identitaire qui traverse nos sociétés, la gauche, somme toute, devrait faire le gros dos. Ne pas céder à ceux, comme Jean Birnbaum, qui estiment la gauche coupable de complaisance envers le djihadisme, et la voudraient voir avancer son anticléricalisme pour ne pas se déconnecter d'une certaine classe ouvrière blanche. Ni à ceux qui veulent fédérer les minorités sur la base d'une expérience de domination commune. « Je tiens à rappeler que Walter Benn Michaels est un homme blanc... Ce sont les premiers concernés

en couverture



VIRGINIE LEFOUR/BELGAIMAGE

Antonio Cacciolo (FGTB) : « Oser dire aux gens ce qu'ils ne veulent pas entendre, à savoir que nous devons accueillir les réfugiés et les migrants, c'est ça, être de gauche. »

qui doivent définir les combats prioritaires », objecte ainsi Rokhaya Diallo. « Mais il a raison quand il critique cette notion, libérale, de diversité, qui consiste simplement à colorer une photo de famille sans modifier les rapports de domination, qui a un aspect très cosmétique », ajoute-t-elle. La crise des migrants repose, de fait, à la gauche, et notamment aux syndicats, des questions qu'ils pensaient avoir évacuées dans l'entre-deux-guerres, ou au plus tard au terme des Trente glorieuses. « Il ne faut pas se le cacher, toutes les thématiques liées à l'immigration sont souvent évoquées dans les entreprises », témoigne Antonio Cocciolo, président des Métallus FGTB Hainaut-Namur. « Mais le devoir des hommes de gauche et des progressistes, c'est de prendre des risques. C'est d'oser, parfois, dire aux gens des choses qu'ils n'aiment pas entendre, ne passe taire pour plaire à une certaine clientèle, majoritaire, blanche, de tradition chrétienne. Les convaincre d'accueillir d'autres personnes, c'est le contraire d'un calcul : c'est ça, la gauche ! » « A partir du moment, insiste Philippe Marlière, où la gauche fait une croix sur son combat historique et n'ose plus se confronter au capitalisme, elle ouvre les vannes à un discours individualiste, de compétition, où les valeurs de solidarité et d'égalité sont moquées, et où on va trouver des boucs émissaires. A partir d'un renoncement dans un combat socio-économique, on crée un environnement où les inégalités sociales et économiques vont nourrir un discours antiégalitaire, et antifraternel, qui s'appuie sur le chauvinisme. »

DE LA POSSIBILITÉ DE CHANGER DE PAVILLON

Se battre à nouveau pied à pied contre l'ordre économique, redonner sens à l'opposition originelle et à ses dérivées, serait alors s'assurer, comme dirait l'autre, que *la gauche ne meurt jamais*. C'est ce modèle dit *adversarial* que préconise Chantal Mouffe. Elle viendra conférer à Charleroi, le 6 février prochain, et ce n'est pas un hasard. Car Paul Magnette (c'est lui, l'autre), réclame même, lui, « une grande et vigoureuse explication » entre toutes les gauches, quitte à s'accorder sur ses désaccords et quitte à assumer un bout de chemin commun. Bref, le modèle *adversarial* réhabilite le conflit comme moteur de l'histoire et donc du progrès social. Mais il le drape dans des habits neufs.

La bourgeoisie contre le prolétariat, le progrès contre la réaction, les travailleurs contre les possédants, la gauche contre la droite, la cale contre le gouvernail, tout ça ne parle plus au peuple. Il faut lui faire parler de lui, le faire parler d'en bas



REPORTERS

La résurrection de la gauche passera-t-elle par le retour de Karl Marx ? En France, Manuel Valls veut en finir avec le « surmoi marxiste » du Parti socialiste...

contre en haut, des 99% contre les 1%. Bref, opposer, dit Chantal Mouffe, un populisme de gauche à celui qui, à droite, a déjà conquis tant de cœurs européens. Les victoires électorales, voire politiques, de Podemos en Espagne ou de Syriza se sont construites non pas sur un mot magique, *socialisme* ou *gauche*, mais bien sur une chose, le rapport de force que veulent imposer les *indignés* aux privilégiés. On replie donc son drapeau rouge, et on cale son poing serré au fond de sa poche. Les vieux symboles ont vécu. Jean-Claude Michéa aspire à un « ni droite ni gauche, de gauche » qui ferait pièce à celui de l'extrême droite. François Cusset précise : « Nous sommes peut-être entrés dans une ère, d'ailleurs, où le mot "gauche" lui-même devient inutile, obscur, embarrassant parfois. Je crois qu'on pourrait désormais s'en passer. (...) Ce mot est encore largement employé par les médias, lorsqu'ils commentent partis et programmes au pouvoir. Tout se passe comme si, paradoxalement, il était surtout utilisé pour constater que le gouvernement (français) actuel, officiellement socialiste, ou les sociaux-démocrates dans le reste de l'Europe, ne seraient plus de gauche, ou trahiraient les valeurs jadis associées à ce mot. Et en face, là où une ancienne tradition de gauche, émancipatrice et égalitaire, se réinvente aujourd'hui dans la rue et dans l'utopie concrète, le mot "gauche" n'est plus employé. »

La meilleure façon de mener une politique de gauche serait alors de ne pas le dire, tandis que se dire de gauche serait la meilleure façon de n'en pas mener la politique. Faut-il avoir honte, du coup, d'un pavillon de complaisance sous lequel on se dissimule ? Tant qu'il permet de ne pas couler... ♦

Ce qu'il faut avoir lu pour comprendre



La Droitisation du monde, par François Cusset, Textuel, 2016. L'essai qu'il faut avoir lu cette année.

La Mobilisation politique de la gauche européenne (1860-1980), par Stefano Bartolini, éditions de l'ULB, 2012. L'étude du grand politologue italien qu'il faut avoir lue ces quinze dernières années.

Les Gauches radicales en Europe (XIX^e-XX^e siècles), par Pascal Delwit, éditions de l'ULB, 2016. L'étude du grand politologue belge

qu'il faut avoir lue ces dix dernières années.

Pourquoi les pauvres votent à droite, par Thomas Frank, Agone, 2013. L'étude, appliquée au cas américain, du basculement du comportement électoral des classes populaires, de la gauche libérale vers la droite religieuse.

Contre l'allocation universelle, par Mateo Alaluf et Daniel Zamora, 2017. Une critique de gauche d'une revendication portée de gauche et de droite.

La gauche ne doit pas mourir, par Philippe Marlière et Liêm Hoang-Ngoc (membre du bureau national du PS français), éd. Les Liens qui libèrent, 2014. Un manifeste argumenté contre le hollandisme (ou le vallsisme) au pouvoir.

Argent : cette année,
placez dans les actions

Les secrets révélés
du bombardier de Glabbeek

Mossoul entre peur
et chaos. Reportage

LE VIF

l'express

PUBLIFIN
■ ■ ■ SCIRL

AUTOPSIE D'UN SYSTÈME

Qui l'a créé • Qui en profite
Qui le protège • Jusqu'où il s'étend

20 pages d'enquête

LE VIF 35^e année n° 4 - L'EXPRESS n° 3421
hebdomadaire du 27 janvier au 2 février 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2771



PUBLiFiN



SCiRL

AUTOPSIE D'UN SYSTÈME

Un document de 2010 indique, sans ambiguïté, que Stéphane Moreau et André Gilles ont mis en place les comités de secteur à l'origine de l'affaire Publifin. Un scandale qui a coûté plus de 2,5 millions d'euros à l'intercommunale liégeoise.

PAR DAVID LELOUP

Un vrai binôme. En 2010, le bourgmestre d'Ans faisant fonction, Stéphane Moreau (PS), et le député-président de la province de Liège, André Gilles (PS), sont déjà depuis longtemps aux manettes de l'intercommunale liégeoise Tecteo quand le premier comité de secteur « gaz » y est créé par le conseil d'administration. C'était le 22 décembre, dans la foulée de l'absorption de l'Association liégeoise du gaz (ALG) par Tecteo. André Gilles est président du CA depuis

1990. Stéphane Moreau en est le directeur général depuis 2005. La possibilité juridique de créer des comités de secteur – ces machines à créer des emplois fictifs dénoncés par l'échevin CDH des finances d'Olne, Cédric Halin, fin décembre dernier – apparaît dans les statuts de Tecteo (article 29) le 30 novembre 2006. Sous l'ère du binôme, donc.

En 2010, Tecteo est toujours « unitaire » : il faut attendre juillet 2012 pour que Stéphane Moreau se retire et aille diriger une filiale (Tecteo Services SA, future Nethys SA) dans laquelle l'intercommunale (Tecteo SCiRL, future Publifin SCiRL) a transféré toutes ses activités opérationnelles. En 2010, les statuts de Tecteo précisent que « le conseil d'administration peut déléguer sous sa responsabilité une partie de ses pouvoirs à un organe restreint de gestion, dénommé bureau exécutif. [...] Le bureau exécutif est chargé de la gestion opérationnelle de la société. »

Il y a sept ans, donc, ce bureau exécutif est dirigé par André Gilles et Stéphane Moreau. Ce double leadership est symbolisé par la photo de groupe figurant dans le rapport annuel 2009 : Gilles et Moreau, au centre et à l'avant-plan, sont les seuls à disposer d'un fauteuil design, là où les autres membres sont assis sur des... tabourets pliables.

Petits arrangements entre amis

Courant 2010, les deux hommes vont négocier plusieurs mois durant, au nom du bureau exécutif de Tecteo, les conditions de l'absorption de l'ALG. En face, leurs principaux interlocuteurs sont les deux représentants du bureau exécutif de l'ALG : le directeur général Gilbert Van Bouchaute et le président Willy Demeyer, par ailleurs bourgmestre de Liège et membre – comme Gilles et Moreau – du fameux « club des cinq » qui fait la pluie et le beau temps au sein du PS liégeois (*lire page 22*). Les négociations ne sont pas simples. Et l'idée de créer

**Gilles et Moreau
sont assis dans
un fauteuil design,
les autres sur des
tabourets pliables**

un comité « de suivi » vient sur la table à la demande des communes actionnaires de l'ALG. Le 17 septembre, devenu sénateur-bourgmestre, Demeyer est contraint de démissionner de la présidence de l'ALG : il ne peut pas cumuler un troisième mandat exécutif rémunéré. Il est remplacé par le bourgmestre de Welkenraedt, Claudy Klenkenberg, dont l'épouse, Carine Hougardy, est responsable des ressources humaines et membre du comité de direction de... Tecteo. Un ami chasse l'autre. →



Dès ce jeudi 26 janvier, « Publifin, autopsie d'un système » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec David Leloup sur **canal Z**

en couverture

→ Deux mois plus tard, un document signé par Stéphane Moreau et André Gilles montre sans ambiguïté que les deux hommes ont mis en place ce premier comité de secteur « gaz » pour atteindre leur but. Datée du 23 novembre 2010 et envoyée aux communes actionnaires de l'ALG, cette lettre de trois pages reprend les « engagements de Tecteo dans le cadre de l'opération de fusion par absorption de l'ALG par Tecteo ». On peut notamment y lire : « En ce qui concerne l'après-fusion, il a été décidé de créer, comme le prévoient les statuts de Tecteo, un comité de secteur afin que ce dernier perpétue la gestion de l'activité de distribution gazière au sein de Tecteo. Cela signifie que les instances actuelles de l'ALG seront maintenues au sein de ce Comité de secteur "gaz" jusqu'à la fin de l'actuelle législature, soit juin 2013. »



Fin 2010, Stéphane Moreau et André Gilles officialisent la création du comité de secteur « gaz » et annoncent déjà les comités suivants...

Un « geste » pour englober l'ALG

Un proche du dossier decode : « Pour convaincre les membres du bureau exécutif de l'ALG de se faire hara-kiri en votant la fusion avec Tecteo, il a bien fallu leur offrir une compensation. Et cette compensation, c'est la prolongation de leur mandat rémunéré au sein du comité de secteur "gaz" de Tecteo. Stéphane Moreau et André Gilles ont

procès-verbaux de réunions. Celle du 10 mai 2011 a duré quarante minutes, et celle du 12 mars 2012, trente. La durée moyenne des réunions est d'une heure. Le 23 novembre 2011, seuls trois des huit membres bénéficiant d'un émolument mensuel fixe étaient présents.

fait un "geste" pour arriver à leurs fins : englober l'ALG. » Un geste d'autant plus facile à réaliser qu'à l'époque, André Gilles préside le comité de rémunération de Tecteo. Celui-là même qui a dû décider des émoluments attribués aux membres du comité de secteur « gaz ». Seuls les huit membres de l'ex-bureau exécutif de l'ALG se sont vu octroyer des émoluments fixes mensuels. Les 22 autres « simples » ex-administrateurs de l'ALG touchaient un modeste jeton de présence.

Selon nos informations, ce premier comité de secteur s'est réuni huit fois en 2011 et cinq fois en 2012. On ignore si des réunions ont eu lieu début 2013, avant la dissolution du comité le 21 juin : le porte-parole de Publifin, Patrick Blocry, n'a pas souhaité répondre à nos questions. Ces réunions ont-elles un intérêt quelconque ? Sont-elles fréquentées avec assiduité par les membres du comité ? Le Vif/L'Express s'est procuré dix

Le scandale Publifin

C'est la révélation d'un système d'emplois fictifs, subtilement organisé sur le plan juridique, qui a permis de distribuer mensuellement, durant six ans, des fonds publics de l'intercommunale liégeoise Publifin (ex-Tecteo) à une trentaine d'élus communaux ou provinciaux (PS, MR, CDH) ayant rendu de bons et loyaux services à leur parti.

Entre fin 2010 et fin 2016, ces mandataires ont siégé au sein de « comités de secteur » de l'intercommunale. Des comités purement consultatifs qui se réunissaient quelques fois par an pour assister, le plus souvent, à des présentations PowerPoint dispensées par des cadres de Tecteo.

Selon les comités et le statut des élus au sein de ceux-ci (simple membre ou président), les mandataires étaient payés de 1340 à 2871 euros brut par mois sans la moindre obligation d'assister à ces réunions bidon.

Le système a été créé fin 2010 lorsque Tecteo a absorbé l'Association liégeoise du gaz (ALG). Un premier comité de secteur « gaz » a été créé pour y recaser les 30 administrateurs de l'ALG qui venaient

de perdre leur mandat de façon prématurée. Le 21 juin 2013, à la suite du renouvellement des mandats dans les intercommunales postélections 2012, le comité de secteur « gaz » a été dissous et remplacé illico par trois autres comités de secteur (« énergie », « Liège-ville » et « télécoms ») composés de huit membres chacun.

Au total, 31 élus (13 PS, 9 MR, 9 CDH) ont siégé dans les quatre comités de secteur de Publifin. Le scandale a été révélé le 20 décembre 2016 par Le Vif/L'Express sur son site Internet, grâce au travail de contrôle du représentant d'un actionnaire de Publifin (la petite commune d'Olné) :

l'échevin CDH des finances Cédric Halin (photo). Deux jours plus tard, le 22 décembre, Publifin liquidait ses comités de secteur. Depuis, le scandale n'a cessé d'enfler jusqu'à entraîner une cascade de démissions et déstabiliser le ministre wallon des Pouvoirs locaux, Paul Furlan, le Parti socialiste dans son ensemble, et Stéphane Moreau, patron de Nethys (filiale de Publifin) et bourgmestre PS d'Ans, sommé de choisir entre son mayorat et le secteur privé.





Le bureau exécutif de Tecteo (ici en 2009) a été piloté par le binôme Stéphane Moreau (directeur général) et André Gilles (président) de 2005 à 2012. A gauche, assis, Claude Parmentier (vice-président; PS) et, debout, Dominique Drion (CDH), accusés à démissionner de leurs mandats ces derniers jours.

Les comités post-2013 prévus dès 2010

Lors de ces réunions, les mandataires ont reçu de l'information, souvent via des présentations PowerPoint qu'on leur a envoyées par la suite par courriel. Ils ont pu poser des questions, et quelques vrais débats ont eu lieu. Mais la nécessité de ces réunions est d'autant plus questionnable que six des huit membres bénéficiant d'un émolument fixe mensuel avaient également rejoint le conseil d'administration de Tecteo. Ils ont donc pu y défendre avec bien plus de force les intérêts de l'ex-ALG que dans un simple comité consultatif...

Mais revenons à cette lettre de novembre 2010 cosignée par Stéphane Moreau et André Gilles. La suite du courrier a de quoi surprendre puisqu'il prévoit déjà les... futurs comités de secteur post-juin 2013. Ceux dénoncés il y a un mois par Cédric Halin: « Au-delà de cette date (NDLR: juin 2013), il conviendra aux quatre fédérations politiques provinciales d'envisager les suites à donner aux instances de Tecteo: maintien d'un comité de secteur « gaz », création d'un comité de secteur « télécoms » ou élargissement du conseil d'administration de Tecteo? Dans l'état actuel des choses, la question est ouverte et peut être débattue. »

« Gaz » et « Liège-ville », même combat

Il semble donc y avoir eu un deal, dès 2010, pour prolonger « les instances » de l'ALG au-delà de la mandature communale s'achevant en juin 2013. Après, soit les mandataires rejoindront le CA de Tecteo, soit le comité « gaz » sera prolongé, soit un comité « télécoms » sera créé pour en prendre le relais. Les « quatre fédérations politiques provinciales » (PS, MR, CDH, Ecolo) trancheront après les élections d'octobre 2012. Leur décision, on la connaît avec le recul. Le comité « gaz » a été prolongé et rebaptisé « énergie » (et deux membres du premier ont repris un ticket pour le second: l'échevin sérésien PS Eric Vanbrabant et la conseillère waremienne MR Marie-Noëlle Mottard). Un comité « télécom » a été créé. Et un comité de sous-secteur « Liège-ville » a vu le jour. Ce dernier a été mis en place pour exactement les mêmes raisons que le premier comité de secteur « gaz » fin 2010: afin de compenser la perte de mandats au sein d'une intercommunale absorbée par Tecteo. En l'occurrence Intermosane, dont Tecteo a mis le grappin sur les réseaux électriques du centre-ville de Liège au printemps 2013. ♦

« Pour convaincre les membres du bureau exécutif de l'ALG de se faire hara-kiri, il a bien fallu leur offrir une compensation »



A côté de l'organisateur de courses Christian Prudhomme, André Gilles, Christophe Lacroix et Willy Demeyer. La joyeuse entente.

MICHEL KRAKOWSKI/BELGAIMAGE

AU COMMENCEMENT, IL Y AVAIT LIÈGE

Qui tire les ficelles de Publifin/Nethys/Ogeo Fund ? Le PS liégeois, obligatoirement. Mais il n'est pas seul, et des logiques souterraines sont à l'œuvre.

PAR MARIE-CÉCILE ROYEN

Le PS liégeois est au cœur de l'actualité, perpétuel symptôme du « mal wallon », la *Waalse maffia*, comme résu-
 mait brutalement le quotidien *De Morgen*. En fouillant bien dans les dossiers de la banque Optima faillie (Gand, Anvers) et d'Elicio (ex-Electrawinds, éolien en mer, Ostende), on verrait sans doute surgir des tentacules aux couleurs principautaires (jaune, blanc, rouge). Mafia? Pure coïncidence: le troisième procès Cools devant les assises de Namur a tourné court en plein tourbillon Publifin (poursuites déclarées irrecevables pour cause de dépassement du délai raisonnable). Vingt-cinq ans déjà et, pourtant, le souvenir de l'assassinat du ministre d'Etat André Cools, le 18 juillet 1991, plane toujours. Deux tueurs à gages se sont déplacés de Tunisie pour assassiner un soi-disant « baron de la drogue » à la seule fin de protéger les trafics de quelques membres d'un cabinet ministériel socialiste en pleine déréliction. Ainsi le veut la vérité judiciaire mais la page n'est pas tournée.

En décrivant Publifin comme un « système de nature maieuse » (« car il fait la loi lui-même, il distribue de l'argent à tout le monde pour que personne ne pose de questions »), le chercheur François Gemenne, 36 ans, a donc touché un point sensible de l'âme liégeoise. « A l'avenir, j'éviterai de me promener sur les parkings de Cointe », ajoutait-il, le 18 janvier, à la RTBF. Une allusion à la scène du crime d'autrefois, qui fit sortir Willy Demeyer de ses gonds. Le bourgmestre de Liège et président de la fédération liégeoise du PS qualifia les propos de l'académique (FNRS) de « faux, injurieux » et sans caractère « scientifique ». Né à Liège, travaillant à Paris, François Gemenne sait que « si ça ne pète pas maintenant, c'est reparti pour trente ans », confie son ami Eric Jadot, conseiller communal indépendant de Herstal, ex-député fédéral Ecolo. Les deux hommes signent des cartes blanches sur le site du Vif/L'Express (levif.be). Est-ce l'heure de vérité ? « Tant qu'il n'y aura pas de commission d'enquête au parlement wallon, tant que les responsables du système resteront en place, tant que les communes actionnaires ne se retourneront pas contre Publifin et Nethys en exigeant des démissions, rien ne bougera », préviennent-ils. A voir. Le système est puissant. Voilà sur quoi il repose.

Aux sources de l'empire Publifin/Nethys/Ogeo Fund se trouvent indiscutablement des hommes issus de la fédération liégeoise du PS. Une forteresse de 9 000 affiliés, tenue en lisière par des présidents du PS systématiquement hennuyers depuis la fin du règne d'André Cools (1978-1981). Avec son projet Neos, ce dernier avait l'ambition de remplacer le capitalisme privé défaillant par un capitalisme public, en prenant appui sur l'Association liégeoise d'électricité, ancêtre de Tecteo, et sur la Smap, future Ethias. Stéphane Moreau a repris le flambeau en 2005 et construit sur cette belle idée un réseau complexe de sociétés, avec l'aide de conseillers prodigieusement bien rémunérés (en société) comme Pol Heyse (ex-RTL-TVI), Daniel Weekers (Be TV), Frédéric Vandeschoor (ex-McKinsey) et l'indispensable avocat Jean Bourtembourg, spécialiste du droit

public et administratif. Ce dernier veille à donner une assise légale à cette structure hybride et volontairement opaque. Il y a quelques années, le conseil donné à un acteur du câble invité au bureau de Tecteo était très simple : « Tout est confidentiel, le conseil d'administration ne doit pas savoir ce qui se passe au bureau et tu seras bien rémunéré. » En cas de refus, après les cajoleries, c'était les intimidations. En bande, si possible. De science personnelle, le genre de la maison.

L'union fait la force liégeoise

Sans regarder de trop près à la tambouille, le bourgmestre de Liège prolonge, lui, le *storytelling* coolisien en rappelant que « la Wallonie devra bientôt se débrouiller sans la Flandre », raison pour laquelle l'aigle principautaire doit pouvoir déployer ses ailes en toute liberté. L'union fait la force. Ce n'est pas nouveau en bord de Meuse. Avec le libéral Jean Gol et le social-chrétien Jean-Pierre Grafé, le « maître de Flémalle » avait jeté les bases de l'aéroport qui nourrit aujourd'hui 6 000 familles. Vers la fin (brutale) de sa vie, André Cools suspectait certains hommes politiques de son bord de s'enrichir indûment sur le dos de la collectivité. En juin 2012, le dernier survivant du trio, Jean-Pierre Grafé, avait prévenu le conseil communal de Liège de dérives potentielles. L'intercommunale Tecteo (futur Publifin) s'apprêtait à transférer toutes ses activités dans deux filiales opérationnelles de droit privé (dont la SA Tecteo-Service, futur Nethys). L'homme politique liégeois craignait que la première devienne une « coquille vide » permettant aux secondes d'échapper à tout contrôle démocratique.

Un an plus tard, le rachat des Editions de l'Avenir ayant réveillés ses inquiétudes, l'ancien avocat fit parvenir une note confidentielle à la présidente du CDH, Joëlle Milquet. « Une intercommunale pure peut-elle céder la gestion de tout ou partie de ses activités à une filiale SA de droit privé, sans conserver le moindre contrôle décisionnel quant au respect de la légalité des activités menées par sa filiale et la conformité statutaire de ses investissements de portée stratégique ? » On lui rit au nez et c'est à Dominique Drion que le CDH confia sa foi, sa déontologie et, par voie de conséquence, la prolongation de juteux mandats dans les intercommunales liégeoises.

Une loi du genre qui se vérifie au PS liégeois où quatre des cinq membres de sa commission fédérale de vigilance ont été invités à s'effacer par ceux-là qui les y avaient invités. Tous étroitement liés à l'empire Nethys, dont le président, Jean-Dominique Franchimont, avocat pénaliste chargé de la défense de Stéphane Moreau et d'Alain Mathot, ou Bénédicte Bayer, directrice générale de Publifin. L'omerta au cœur du système de contrôle, on ne fait pas mieux. « La commission de vigilance ne se réunissait pas très →



André Cools, le leader socialiste a marqué la région.

→ souvent et ne s'intéressait pas aux caciques du parti », confirme un proche du PS.

Sur le plan de l'éthique, les libéraux principautaires sont toujours en *stand by*. Certains, dont le célèbre Georges Pire (31 mandats selon Cumuleo), trente ans de Province à côté d'André Gilles (PS), sont également impliqués dans le « Nethys profond ». En 2013, le MR avait encaissé quelques chocs « tectoniques », tirailé entre ses attaches locales et la bonne gouvernance. Alain Jeunehomme, chef de cabinet de la ministre fédérale des Classes moyennes, Sabine Laruelle, avait dû démissionner pour avoir voté l'achat de *L'Avenir* contre le vœu (hésitant) de son parti. Peu de temps après, la ministre quittait la politique. Les trois partis traditionnels sont donc impliqués, à des degrés divers, dans le capitalisme public de la Cité ardente. Nourrie de familiarités maçonniques, l'entente PS-MR est souvent mise en avant mais elle a ses faiblesses. Aux dernières

Gilles et Alain Mathot. Vrai ami de ce dernier, étroitement lié au bourgmestre de Liège, inséparable d'André Gilles pour les affaires, il publiait sur sa page Facebook une photo de la choucroute du 14 janvier en compagnie d'André Gilles et de Jean-Claude Marcourt. Avec cette dédicace appuyée : « A mon ami Jean-Claude. » Il a fallu un certain temps pour que le scandale Publifin, amorcé par LeVif/L'Express avant les fêtes, se fraie un chemin dans l'esprit du « directoire ». « Ils se croyaient intouchables, s'étonne encore Eric Jadot. A leur place, je ne sortais plus de chez moi... »

En 2015, au sortir de son expérience de ministre du gouvernement fédéral, Jean-Pascal Labille, a été lancé par Elio Di Rupo à l'assaut de cette fédération que le Montois déteste tout en cherchant à l'imiter jusque dans ses démesures calatraviennes. Cependant, l'homme des Mutualités socialistes, lui-même *addict* aux mandats, ne faisait pas le poids. Il contestait

la gestion oligarchique de la « fédé » ? Sa non-candidature a fait « pschitt ». Une fois réélu, Willy Demeyer a offert un strapontin à Isabelle Simonis, ministre régionale wallonne (Enseignement de promotion sociale, Jeunesse, Droit des femmes), et à Frédéric Daerden, député-bourgmestre de Herstal, bombardé porte-parole de la fédération. Sans excès d'ouverture : « Ils étaient invités de temps en temps », glisse un socialiste.

Etrangement, peu de critiques s'abattent sur André Gilles, l'homme de la Province depuis trente ans, fils d'un bourgmestre socialiste de Jemeppe-sur-Meuse et protégé de Guy Mathot, ancien député-bourgmestre de Seraing, plusieurs fois ministre, « plusieurs fois éclaboussé, jamais mouillé ». C'est André Gilles qui veille aux destinées du rejeton Alain Mathot. Il le pistonne dans les coins les plus reculés de la nébuleuse Nethys-Ogeo Fund. Avec Michèle Lempereur, ex-partenaire de Guy

Mathot et actuelle compagne de Willy Demeyer, il lui offre la protection sans faille de la fédération dans l'affaire Intradel, où le fils de Guy était soupçonné d'avoir facilité la construction d'un incinérateur contre plus de 700 000 euros de pots-de-vin (le Parlement n'a pas levé son immunité). « Porteur d'eau », « second couteau », « politiquement assez modéré et habile » : les qualificatifs abondent pour décrire le rôle de Gilles, homme falot mais en réalité « faiseur de roi ». A la Province, il contrôle les finances, les nominations ainsi que le magot de Nethys-Ogeo. Cela fait beaucoup d'obligés dans son sillage. « Le secret, il est là », appuie un observateur imperméable aux théories du complot.

A la tête de Publifin, André Gilles aurait dû logiquement prendre les coups, autant que les lampistes obligés de démissionner (CDH) ou de restituer le trop-perçu des rémunérations au sein des comités de secteur de l'intercommunale (PS). Mais



NICOLAS LAMBERT/BELGAIMAGE

Stéphane Moreau à l'apogée de sa gloire, véritable tycoon wallon.

élections législatives, Daniel Bacquelaine, actuel ministre fédéral des Pensions, a ravi à Willy Demeyer le leadership en voix de préférence.

La chute de Stéphane Moreau, le rôle d'André Gilles

Jusqu'il y a peu, Stéphane Moreau, le patron de Nethys, était intouchable. Désormais lâché par le Boulevard de l'Empereur, il a entamé sa descente. Affaibli physiquement, il doit choisir entre Ans et l'entreprise à laquelle il a voué sa vie et dont il estime mériter, à l'instar d'un capitaine du privé, les somptueux avantages. Ses émoluments gigantesques (près d'un million d'euros brut par an), leur défiscalisation et autres comportements boiteux (il est inculpé dans quatre dossiers judiciaires dont l'investigation arriverait opportunément à son terme) ne l'empêchent pas de figurer en bonne place au sein du « Club des Cinq », avec Jean-Claude Marcourt, Willy Demeyer, André



PHILIPPE BOURGUET/BEPRESS PHOTO AGENCY - BPPA

L'union fait la force des Liégeois.

ils s'obstine: « On n'a rien fait », répète-t-il lors des réunions de crise de Publifin et du parti. « Au comité fédéral, rapporte un membre du PS liégeois, il a lu un rapport long et détaillé défendant le caractère légal du système des rémunérations mis en place dans les comités de secteur, couvert par un arrêté ministériel du ministre des Pouvoirs locaux, Paul Furlan. » Son large dos maintient dans l'ombre d'autres acteurs, comme Gil Simon, ancien bras droit de Michel Daerden, secrétaire général de Publifin et membre du comité de direction de Nethys, espoir politique du PS à Visé et, selon certains, ministrable.

Le poids des appareils

De fait, Elio Di Rupo se concentre sur Stéphane Moreau, le plus visiblement exposé de tous les Liégeois. Le président du PS place tous ses espoirs de moralisation dans l'assèchement des fontaines d'euros. « Il n'y aura plus la reconnaissance du ventre », decode un intime. « Il n'a pas sous la main un jeune loup prêt à s'en prendre aux caciques comme à Charleroi, où Paul Magnette était un homme nouveau », réfléchit un socialiste bruxellois. Tenant à son image de *pater familias* au-dessus de la mêlée, Willy Demeyer, dont la probité personnelle n'a pas été mise en cause, se rapproche du Boulevard de l'Empereur, laissant à d'autres le masque de *Padrone*. « Stéphane Moreau est très méchant. Tout le monde en a peur », frémit le Bruxellois.

La modeste opération *mani pulite* qui se joue à Liège va-t-elle bousculer les rapports de force entre individus, basés sur le contrôle de l'appareil et des loyautés dynastiques? Difficile à prévoir. La démocratie interne a reculé à la fédération liégeoise du PS, jadis l'une des plus débattauses et frondeuses. « La bonne question à se poser est la reproduction ou la confiscation du pouvoir au sein des partis, analyse un Liégeois. Après la fusion des communes, le PS a abandonné le scrutin dit en roue de charrette qui permettait aux affiliés de déterminer l'ordre de la liste électorale. La fédération a opté pour le scrutin de liste pour garantir la représentation des anciennes communes. Il faudrait une mobilisation massive pour modifier l'ordre de la liste, ce qui n'arrive jamais. »

Le PS n'utilisera jamais l'arme atomique – le retrait du label socialiste – pour mettre au pas les fiers Liégeois, soudés par un patriotisme qui tolère « un parasitage qui finit par coûter beaucoup d'argent, à l'heure où la recherche et le développe-

ment indispensables au bien-être des générations futures est en rade », regrette une source. L'idée serait de ramener Nethys dans le périmètre du public. Soit de vendre les pièces rapportées qui ne correspondent pas aux missions d'une intercommunale. Pour cela, un audit approfondi de la nébuleuse Nethys-Ogeo, voire la désignation d'un gestionnaire de crise, est nécessaire. Les partis politiques s'y résoudre-t-ils de bon cœur? ♦

La démocratie interne a reculé à la fédération liégeoise du PS

LE PROFOND MAL WALLON

Oui, l'affaire Publifin témoigne qu'il y a décidément quelque chose de pourri en Wallonie socialiste. La preuve par ces promesses jamais tenues de couper l'herbe sous le pied des « parvenus ».

PAR OLIVIER MOUTON

Un séisme. L'affaire Publifin et ses nombreuses ramifications, faites de rémunérations disproportionnées et de conflits d'intérêts en tous genres, donne à nouveau une image désastreuse de la politique francophone. « Cela donne l'impression grave que la Wallonie retombe toujours dans ses vieux travers », déplore Stéphane Hazée, chef de groupe Ecolo au parlement de Wallonie. « Cela rappelle le système Van Cau à Charleroi, appuie François Gemenne, politologue à l'université de Liège. Dans un bassin où le PS est archidominant, on arrose tout le monde pour maintenir la Pax Socialista. C'est un système mafieux dans lequel on a payé le silence de tout le monde. » « C'est avant tout le résultat de l'hégémonie socialiste, il faut en être conscient ! », s'emporte Pierre-Yves Jeholet, chef de groupe MR.

« De l'irresponsabilité politique »

Stéphane Hazée et Pierre-Yves Jeholet ont déposé, le 23 janvier, au parlement wallon une motion de méfiance contre le ministre des Pouvoirs locaux, Paul Furlan (PS). Une première dans l'histoire régionale – davantage symbolique qu'utile, car la majorité PS-CDH serre les rangs. Derrière l'homme, les deux ténors de l'opposition visent surtout un « système » protégé au plus haut niveau depuis des années.

Ces derniers jours, les présidents de la majorité, Elio Di Rupo et Benoît Lutgen, ont pourtant multiplié les initiatives afin de restaurer la confiance. « Le mot éthique doit figurer au fronton du Parti socialiste », a asséné le premier, présentant 21 mesures et réclamant que Stéphane Moreau choisisse entre la direction de Nethys et le mayorat d'Ans. Le second a démissionné virilement les administrateurs CDH de Publifin et annoncé dans la foulée un « printemps de la gouvernance ».

« Comment croire à la mise en œuvre de nouvelles réformes dès lors que les précédentes votées par le parlement n'ont pas été exécutées, rétorque Stéphane Hazée. La bonne gouvernance est passée tout en dessous des priorités du gouvernement. Et qui assume la responsabilité de ces failles ? Il y a un manifestement des puissants qui vont rester intouchables, c'est inquiétant pour la démocratie. » « L'irresponsabilité politique est totale en Wallonie, acquiesce Pierre-Yves Jeholet. Le PS a sauvé le CDH quand a éclaté, l'an dernier, le scandale de l'Office wallon

des déchets, avec le détournement de deux millions d'euros par un fonctionnaire et un conflit d'intérêts majeur dans le chef du ministre Di Antonio. Voilà le retour de manivelle : cette fois, le CDH sauve le PS. »

PS et CDH, qui tirent les ficelles de la Région depuis 2004, auraient tout fait pour protéger ceux qui dérogeaient aux règles. Au nom de l'intérêt supérieur liégeois, dans le cas de Publifin. Et pour éviter de raviver des plaies béantes au sein du PS. « Cela ne veut pas dire que toutes les intercommunales sont synonymes de mauvaise gouvernance, disent écologistes et libéraux. Les règles ont été améliorées depuis le transfert de la tutelle à la Région. Mais il n'y a eu aucune volonté de les appliquer... » Certaines intercommunales, dont la nébuleuse Publifin/Nethys mais aussi Ores, y ont échappé. Délibérément.

Les entourloupes du PS et du CDH

L'histoire de ces « ruses » s'inscrit dans un contexte institutionnel complexe dont la Belgique a le secret. Au début des années 2000, la tutelle sur les intercommunales est transférée aux Régions en vertu des accords du Lambermont. « Dès le début, Tecteo, puis Publifin, ont tout fait pour contourner les règles en matière de gouvernance, souligne Stéphane Hazée. Stéphane Moreau a placé son intercommunale dans une sorte de no man's land en le transformant en institution interrégionale, suite à des adhésions à Fourons et Uccle : elle n'était pas hors la loi, mais du seul ressort de la loi fédérale de 1986. En clair, elle est restée en dehors de toutes les réformes lancées depuis en matière de cumuls, de rémunérations, d'accès aux documents, de contrôles des conseils d'administration, de pluralisme au sein des organes de gestion... »

L'absence d'un accord de coopération entre les trois Régions empêche le transfert des intercommunales interrégionales vers la Région où elles sont majoritairement actives. Pendant des années, cet accord est bloqué en raison d'un contentieux d'une toute autre nature entre Bruxelles et la Flandre. Cela arrange bien Tecteo : le blocage maintient l'intercommunale dans une situation confortable, sans contrôles. « La réforme



François Gemenne, politologue à l'ULg : « Une logique totalitaire. »



JOHN THYS/BELGAIMAGE

Stéphane Hazée et Pierre-Yves Jeholet (au centre), chefs de groupe Ecolo et MR dans l'opposition, dénoncent « l'irresponsabilité politique » du gouvernement Magnette dans ce dossier.

de l'Etat de 2011 fournit enfin le levier nécessaire pour le résoudre, raconte le chef de file Ecolo. Le sujet ne figure pas dans l'accord politique initial, mais apparaît par l'entremise de Marcel Cheron (Ecolo) lors de la Comori, la commission chargée de traduire la réforme de l'Etat en textes de loi. L'achat du groupe L'Avenir par Tecteo/Publifin a été un coup de semonce supplémentaire, car cette nébuleuse prenait le contrôle d'un organe de presse majeur en Wallonie. » Ecolo lie le règlement de cette question au vote de la réforme de l'Etat. Le MR, en croisade contre la « berlusconisation » de la Wallonie, l'appuie. Dans les derniers mètres, le CD&V voit le problème et arrive à convaincre le gouvernement flamand d'arrêter la bagarre avec Bruxelles. Fumée blanche.

L'accord de coopération est voté par le parlement wallon en toute fin de la législature. « Enfin, on rattrape ces intercommunales, se réjouit Stéphane Hazée. Au 1^{er} juillet 2015, en vertu de cet accord, elles devaient se mettre en règle avec le droit wallon. Finie la vieille loi, avec toutes ses limites. Mais il se passe alors quelque chose de totalement singulier. A quelques jours de ce 1^{er} juillet, PS et CDH déposent une proposition de décret qui vise à reporter de deux ans l'application de cette

législation. » L'actualité, alors dominée par l'ajustement budgétaire, éclipse ce coup fourré. La majorité passe en force. La proposition de décret est adoptée le 15 juillet 2015. « Pendant quinze jours, nous étions dans l'illégalité la plus totale », constate Hazée.

Ce ne sont pas les seuls contournements de la loi dénoncés par l'opposition, loin s'en faut. « En 2010, on vote un décret précisant : « ne peut pas être bourgmestre tout directeur d'intercommunale », prolonge son chef de groupe. Cela vise clairement Stéphane Moreau. L'intercommunale Publifin décide alors de transférer son activité opérationnelle à ses filiales, de telle sorte que le bourgmestre d'Ans n'est plus directeur d'intercommunale, mais d'une de ces filiales. J'ai alors déposé

une proposition de décret qui dit : « ne peut pas être bourgmestre tout directeur d'intercommunale, mais aussi tout responsable de filiale ou de filiale de filiale ». Elle est restée embourbée dans la commission parlementaire du renouvellement démocratique. On a l'impression que ce ne sont pas le gouvernement et le parlement qui ont le pouvoir. C'est extrêmement grave. Comment se fait-il qu'un bourgmestre et un président de collège provincial imposent leurs vues à des →

On a l'impression que ce ne sont pas le gouvernement et le parlement qui ont le pouvoir. C'est extrêmement grave

→ personnes aussi importantes qu'un ministre-président ou que le président du plus grand parti de la Région ? »

La liste des « ruses » utilisées ou des contrôles non exercés s'allonge telle une litanie. En avril 2014, un décret prévoit la possibilité de désigner des commissaires de gouvernement, baptisés « délégués au contrôle », pour tenir à l'œil ces intercommunales stratégiques. « Le gouvernement n'a jamais désigné personne, il n'y a jamais eu de point à l'ordre du jour avec la liste de ces délégués », pointe Ecolo. Idem pour la commission d'éthique et de déontologie, dont la création a été votée par le parlement avant les élections de 2014. « Cette autorité indépendante, composée de sages, anciens politiques

– la vice-présidence de la Société de gestion et de participations (Sogepa) – et un rôle d'administrateur à titre bénévole dans la société privée immo Circus, – précisément celle qui investit massivement dans le casino de Namur, ville dont son ministre est bourgmestre en titre.

« Il y a un mois ont été votées les limites de rémunérations au sein des organismes d'intérêt public, peste Pierre-Yves Jeholet. On a augmenté les plafonds de 245 000 euros à 302 000 euros pour les organismes financiers, dont la Sogepa. Tout ça pour que les cabinettards concernés en profitent, dont le chef de cabinet de Prévot. Or, 245 000 euros, c'était déjà trop. L'administratrice générale du Forem, avec trente ans d'expérience

et un temps plein, touche 115 000 euros. Je ne suis pas toujours d'accord avec elle, mais elle boulotte! Pour les directions générales d'administration, on est à 110 000 euros. On est largement au-dessus pour les administrateurs de la Sogepa, alors que ces gens n'y passent que de temps en temps. Je l'ai dit à Magnette: "Vous ne m'enlevez pas l'idée que c'est un décret sur mesure". Aussi longtemps que l'on accepte ça... »

Le chef de file libéral rappelle qu'il avait instamment prié Paul Furlan, en 2011 déjà, de mettre en place un cadastre des intercommunales reprenant les mandataires dans les comités exécutifs et dans les conseils d'administration, ainsi que leurs rémunérations, leurs fonctions politiques... « Si on avait eu le cadastre et pas des informations parcellaires, on aurait vu qu'il y avait des rémunérations tout à fait indécentes!



PHILIPPE BOURGUET/BEPRESS PHOTO AGENCY - BPPA

Philippe Buelen (à droite), en compagnie de Stéphane Moreau (Nethys) : acculé, le chef de cabinet du superministre CDH Maxime Prévot a démissionné de la plupart de ses mandats.

ou anciens juristes, devait avoir le pouvoir de lutter contre les conflits d'intérêts ou de contrôler les mandats. Cela n'a jamais été mis en œuvre. On ne parle pourtant pas d'une proposition d'Ecolo ni même d'un projet de décret, mais d'un texte passé au *Moniteur belge*, du droit réel ! »

De nombreux conflits d'intérêts

Jour après jour, depuis la fin décembre 2016, on assiste éberlué à un grand déballage, qui éclabousse la Région wallonne. Après les rémunérations démesurées pour emplois fictifs à Publifin, ce sont les conflits d'intérêts qui occupent le devant de la scène. Exit Claude Parmentier, chef de cabinet adjoint de Paul Furlan en charge des Pouvoirs locaux, qui était un des piliers de l'intercommunale. L'autre chef de cabinet du ministre, Julien Donfut, est visé à son tour: il est en charge des dossiers énergétiques alors que son père, Didier Donfut, est à la tête d'une intercommunale puissante dans le domaine, Ores. Philippe Buelen, chef de cabinet du superministre CDH Maxime Prévot, est lui aussi sur la sellette: sous la pression, il a abandonné plusieurs de ses nombreux mandats, dont la tête d'une filiale de Publifin, mais conserve le plus rémunéré

s'exclame-t-il. Et l'on disait au sujet de ce cadastre qu'il ne fallait mentionner que les fonctions, pour protéger la vie privée. Pour moi, c'est fini, on peut faire une grosse croix sur la protection de la vie privée. Un gars comme Buelen, qui gagne plus qu'un Premier ministre chaque année, on ne devrait pas le mentionner? Sans compter les conflits d'intérêts majeurs que cela représente! Franchement, ça suffit! Il faut prendre la mesure de l'incompréhension légitime de la population. »

Le système mis en place, dénonce-t-il, permet la distribution « de tas de fonctions, totalement en disproportion avec le pouvoir politique des partis ». « Quand je vois que l'on désigne madame Simonet présidente de l'aéroport de Liège – et j'ai beaucoup de respect pour elle –, on croit que c'est sans l'aval de Stéphane Moreau? La répartition que Lutgen et Di Rupo ont signée en 2014, c'est sans l'aval de Stéphane Moreau? Quand le groupe Nethys désigne Jean-Pierre Grafé en dérogeant à la limite d'âge, c'est sans l'accord de Stéphane Moreau? Quelle hypocrisie de la part des présidents de parti à l'égard d'une structure dont on sait qu'ils l'utilisent... »

Dans ce brouhaha, il est encore question d'Alain Mathot (PS), député-bourgmestre de Seraing, président de NeWin, filiale de

Elio Di Rupo, président du PS, samedi 21 janvier, aux vœux de la fédération liégeoise à Seraing : sans nœud pap', parce que cela va mal, il annonce des mesures éthiques.



PHILIPPE BOURGUET/BEPRESS PHOTO AGENCY - BPTA

Nethys. Il y touche ses rémunérations... via une société, pour maximiser le profit. « Comment accepte-t-on ça ? s'étrangle Jeholet. Alors que les députés socialistes, dont Mathot, attaquent Charles Michel au fédéral, au nom de l'éthique fiscale... Si j'apprends qu'un mandataire libéral est payé à travers une société, je peux vous assurer que j'exigerai sa démission et que j'en ferai une affaire personnelle. Et dire que le président du PS voulait s'en prendre, il y a quelques années, aux parvenus... » C'était le vœu exprimé avec détermination par Elio Di Rupo en personne, après les affaires de Charleroi. Aujourd'hui, certains, y compris au sein de son parti, comme le président de la fédération namuroise, Robert Joly, estiment qu'il est temps pour lui de se remettre en question et de songer à « laisser la place aux jeunes ».

Un « système totalitaire »

Le cœur de ce profond mal wallon résiderait dans la multiplicité des institutions. C'est un clou sur lequel les partis d'opposition ne cessent de taper... quand ils sont dans l'opposition. « Doit-on maintenir en Wallonie cinq TEC et une société wallonne du transport ? demande une nouvelle fois Pierre-Yves Jeholet. Est-ce normal d'avoir autant de sociétés financières : SRIW, Sowalfin, Sogepa... Et neuf invests, c'est surréaliste quand on a déjà des structures régionales ! A quoi cela sert-il, si ce n'est pour désigner des gens au conseil d'administration ? Idem pour les sociétés de logement. Et ce n'est pas tout : on va créer des pôles hospitaliers. Ca suffit ! Il faut réorganiser et simplifier. Les intercommunales devraient simplement

devenir les bras armés de la décision politique provinciale. »

Le MR rappelle en passant qu'il fut le seul parti à dénoncer ouvertement la diversification de Tecteo/Publifin vers la presse, lors de la précédente législature, quand Ecolo était au pouvoir avec le PS et le CDH. « Ce sont des investissements à risque avec de l'argent public, clame-t-il. Revenons-en à la mission historique des intercommunales : des associations de communes pour répondre à des besoins que l'on ne peut plus gérer au niveau local. »

Le politologue François Gemenne, qui a fortement chargé Publifin en tant que « citoyen liégeois », très engagé, dénonce une « logique totalitaire » dans le chef de cette intercommunale, rien de moins : « Ce groupe s'occupe des différents aspects de l'économie et de l'emploi, étend son emprise sur la société dans son ensemble, cherche à contrôler tous les aspects de la vie des citoyens, avec une logique ultralibérale. Nethys m'attaque aujourd'hui en justice pour calomnie et diffamation. Cela ne m'étonne pas, c'est le propre d'un système mafieux. La loi, à Liège, c'est Stéphane Moreau qui la fait. Il suffit de voir comment Demeyer et Marcourt se taisent pour le comprendre. »

En attendant, les Wallons suivent le développement de ces nouvelles affaires d'un regard effaré. « L'impact potentiel, c'est la montée des extrêmes et la perte de légitimité du politique », grince Stéphane Hazée. « Comment voulez-vous encore convaincre des citoyens de se présenter aux communales ? », demande Jeholet. Comme si le climat politique n'était déjà pas assez délétère... ♦

CE SI SERVILABLE MONSIEUR MOREAU

Le président du CDH et le ministre-président wallon veulent mettre de l'ordre dans la galaxie Nethys. Pendant ce temps, le bourgmestre de Charleroi et celui de Bastogne ont récemment eu à se féliciter de l'intervention, sur leur commune, de l'intercommunale liégeoise.

PAR NICOLAS DE DECKER

Il s sont en pointe dans le combat wallon pour des sanctions fortes et une transparence totale dans le dossier Publifin. « Je m'en occuperai en personne. A Charleroi, j'ai fait démissionner des dizaines de personnes », a grondé un Paul Magnette très énervé sur le plateau de *Jeudi en prime*, à la RTBF. « On se donne cent jours pour mettre de l'ordre », a cogné un Benoît Lutgen très bonapartien à la table de Pascal Vrebos, sur RTL-TVI. Il avait, juste avant, fait démissionner ses administrateurs dans l'intercommunale, et y avait à cet effet envoyé l'échevin d'Olne, Cédric Halin, à l'origine des premières révélations.

Mais à Liège, au siège de Publifin-Nethys-Tecteo et cie, où on la joue profil bas pour le moment, on n'en pense pas moins. Parce que les deux bourgmestres n'ont pas toujours et pas aussi violemment chargé Stéphane Moreau. C'est qu'ils ont parfois eu besoin des services de l'intercommunale dirigée par un certain Moreau, Stéphane. Et que celle-ci nes'est jamais privée de les satisfaire.

Le Liège-Bastogne-Liège de Moreau et Drion

C'était quelque part sous la dernière législature. Tecteo, dont tout le monde politique disait déjà réclamer les mêmes choses qu'aujourd'hui, réfléchissait à une fructueuse mue. Se transformer en société anonyme, qui serait Nethys, sous une coupole publique, qui serait Publifin. Les

dirigeants liégeois ont largement consulté sur ce thème.

Rien à voir, mais le *Nuts'info*, bulletin communal d'information bastognard, se réjouissait en mai 2015 que « suite à de nombreuses réunions avec les opérateurs, les villages de Bourcy, Marvie, Mageret et Wardin ont (notamment) été modernisés par la société VOO » (*voir ci-dessous*). Toute la province, faut-il le dire, souffre du désintérêt des grands opérateurs de télécommunication. Elle est très peu peuplée, la connecter coûte très cher et rapporte très peu. Un tiers seulement de son territoire dispose ainsi des câbles de télédistribution de la dernière génération. Les connexions de tous types y sont souvent poussives, et le *consensus luxembourgeois*, qui fédère toutes les forces politiques locales, se mobilise pour la cause depuis de longues années. Avec succès, donc, et en particulier pour la commune de Bastogne, où un million d'euros auraient été investis.

Rien à voir, vraiment ? « Cette sollicitude envers Bastogne fait suite à une réunion, à Bastogne, entre le bourgmestre, Dominique Drion (ex-président d'arrondissement du CDH liégeois et vice-président de Nethys) et Stéphane Moreau. Ces deux derniers venaient prendre la température sur le projet de transformation de Tecteo et détailler ce dernier. L'occasion faisant le larron, le bourgmestre en profita pour pleurer sur la situation de ses malheureux villages mal connectés. L'engagement fut pris d'y pourvoir. Et Tecteo se transforma. Très heureusement pour la santé de Nethys, d'autres bourgmestres n'eurent pas la même idée », affirme une source liégeoise. Une autre en confirme la trame au *Vif/L'Express*, mais précise : « Si vous citez mon nom, je vous tue ! »

Benoît Lutgen ne nie pas avoir rencontré Dominique Drion et Stéphane Moreau. Il ne nie pas, non plus, que ces travaux ont été effectués sur son territoire communal. Mais il dément toute relation entre ces travaux de rénovation et un quelconque quitus aux agissements de l'intercommunale.

« Je défends depuis longtemps l'obligation pour les opérateurs de couvrir l'ensemble du territoire », dit-il. Sa proposition de loi imposant le service universel de l'Internet et de la téléphonie mobile est en cours d'examen à la Chambre. Et Bastogne a accueilli, en juin dernier, un grand colloque sur le thème. « En tant que bourgmestre, j'ai sollicité une rencontre avec les dirigeants de Proximus et de VOO pour leur demander de couvrir l'ensemble du territoire de ma commune. A la suite de ces



en couverture



Le bourgmestre de Charleroi et celui de Bastogne n'ont pas toujours été si vindicatifs envers celui d'Ans...

différentes initiatives, plusieurs investissements ont été réalisés à Bastogne par Proximus et par VOO. Mais j'ose espérer que vos "informateurs" n'ont pas l'intention, par leurs déclarations anonymes, de remettre en cause les futurs investissements dans ma commune et dans les zones rurales en général. Le vote de ma proposition de loi leur évitera de devoir "tergiverser" et à le faire partout... », ajoute-t-il, non sans une pointe de colère.

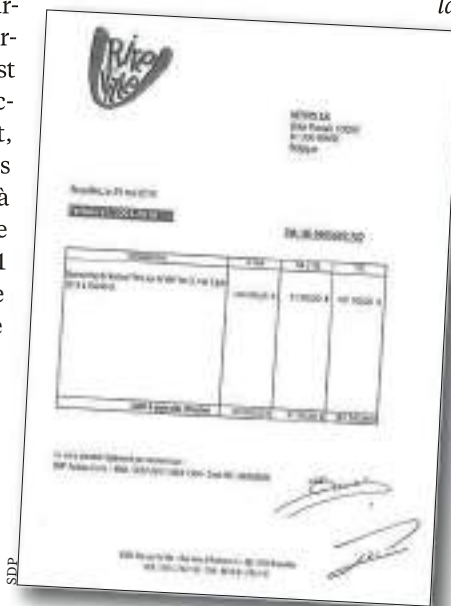
Charleroi rit bien de (et avec) VOO

Les premières éditions de *Rire sur la ville*, ce festival lancé par François Pirette en 2011 dans la capitale du Pays Noir, n'ont pas été des plus drôles. L'événement, pourtant, est un des fleurons du nouveau Charleroi, celui qui gagne et qui rigole, qui n'est plus gris et qui en rit. Avant même l'accession de Paul Magnette au mayorat, *Rire sur la ville* figurait parmi les priorités des autorités municipales – et donc déjà du futur mayer, qui le qualifie « de salubrité publique ». Les festivals de 2011 et 2012 avaient été déficitaires, faute d'une fréquentation suffisante, et malgré une affiche alléchante. L'entrée, à l'époque, était payante. La Ville de Charleroi avait alors épongé le déficit lié à l'événement, organisé par la sprl Filgoud, la société de François Pirette et de son épouse, Julie Esnault. Les années suivantes, des sponsors avaient été sollicités, et des moyens communaux supplémentaires

avaient été attribués, venus de la Ville (un subside de 35 000 euros), du CPAS local (des achats de place pour 15 000 euros), et de la Régie communale autonome. Mais l'entrée était toujours payante, et le tout toujours cher. Nos confrères de *La Libre* s'étonnaient même, en juillet 2013, des quelque 140 000 euros d'argent public (de la commune, de la Région, mais aussi de la Fédération Wallonie-Bruxelles), mobilisés pour l'organisateur.

La mobilisation carolorégienne a continué. Et, un jour de 2013, Julie Esnault a contacté feu Jean-Marie Valkeners, responsable de la cellule événements de Nethys. Et le lendemain ou presque, VOO est devenu le partenaire principal de *Rire sur la ville*. En 2016, Nethys a contribué à plus du

tiers (181 500 euros TTC, voir facture ci-contre) de son budget. Et l'entrée est devenue gratuite. « Une initiative personnelle, parce que l'entreprise organisait déjà à Liège le festival VOO Rire. » « L'événement est privé, une asbl gère les demandes de subsides et de sponsoring. On sait seulement que VOO est sponsor, mais nous ne sommes au courant de rien d'autre », renchérit la porte-parole du collège communal de Charleroi. Une asbl? Oui, une asbl. Car entre-temps, le cabinet du bourgmestre, qui pilote de près un événement crucial mais qui n'est que « tout à fait annexe » pour François Pirette, a imposé au comique de faire passer cette activité sous le statut d'asbl, ce qui en facilite le financement. Rien à voir, quoi. ♦



L'ÉPREUVE DU BAROUDEUR

Accablé par les révélations Publifin, Paul Furlan a bien songé à démissionner. Mais, en cinquante-quatre ans, le ministre socialiste des Pouvoirs locaux n'a jamais fait demi-tour. Même sur les pentes du mont Blanc. C'est l'histoire d'un affectif piégé par une confiance sans bornes. Et par les rouages oppressants de son parti.

PAR CHRISTOPHE LEROY

« **A**ttaque, attaque, attaque! Je te filme. » Au bord d'une piste de ski, Paul Furlan encourage ses deux filles devant l'objectif d'une GoPro. La mine crispée, il tient en réalité la caméra dans le mauvais sens. Marie et Margaux Furlan ne verront presque rien de leurs descentes.

- Était-il au courant? Non.
- Aurait-il pu savoir? Oui.
- A-t-il cherché à savoir? Non.

« Paul Furlan et la technologie... » La vidéo de sept minutes n'est pas restée dans la discrétion de son (petit) cercle familial. Elle a été mise en ligne sur son propre compte YouTube, il y a presque trois ans. Il n'y parle presque pas et, pourtant, tout y est. Le rôle de père, avant tout, « la plus belle chose qui me soit arrivée », confiait-il en 2010 au magazine touristique *Skål*. L'air pur de la montagne, qu'il affectionne particulièrement en tant que sportif chevronné. L'autodérision et la simplicité dont il ne s'est jamais départi, comme l'attestent ses amis et même ses détracteurs. La désinvolture du baroudeur sans cravate, cheveux gris et blanc en bataille, qu'il cultive à travers une devise paradoxale: « Faire les choses sérieusement, sans se prendre au sérieux. » L'impossible équation du personnage public, enfin, tiraillé entre un naturel avenant et les critiques qui en résultent aussitôt qu'il sert son capital sympathie électoral.

Car le socialiste de 54 ans sait que la stature d'homme de terrain est d'autant plus porteuse si elle est innée. « Paul est très rapidement à l'aise avec les gens, même quand il entre dans un café de village qu'il ne connaît absolument pas, observe

un ancien collaborateur. Après quelques minutes, tout le monde lui tape dans le dos. » Tout l'inverse de la ligne plus musclée de son père, Bruno Furlan, un esprit brillant, jadis échevin PS des finances à Thuin, décédé en décembre dernier. L'engagement en politique de Paul Furlan, au début des années 1980, n'est pas tant le prolongement d'une fibre familiale que la conséquence d'une envie de changer les choses, dans sa commune et au-delà. Même si ses racines ont forgé sa conception d'une « gauche réaliste », centrée sur le développement de sa région, assurent ses proches. La famille de son père, d'origine italienne, a vécu modestement, tandis que sa mère a grandi dans un monde d'agriculteurs. « Paul connaît la valeur du travail. On discutait de la vie associative qui ne bougeait pas assez à nos yeux, on râlait sur l'immobilisme des anciens », se rappelle Philippe Blanchart (PS), échevin délégué aux affaires mayORAles à Thuin et député fédéral.

Une machine de guerre

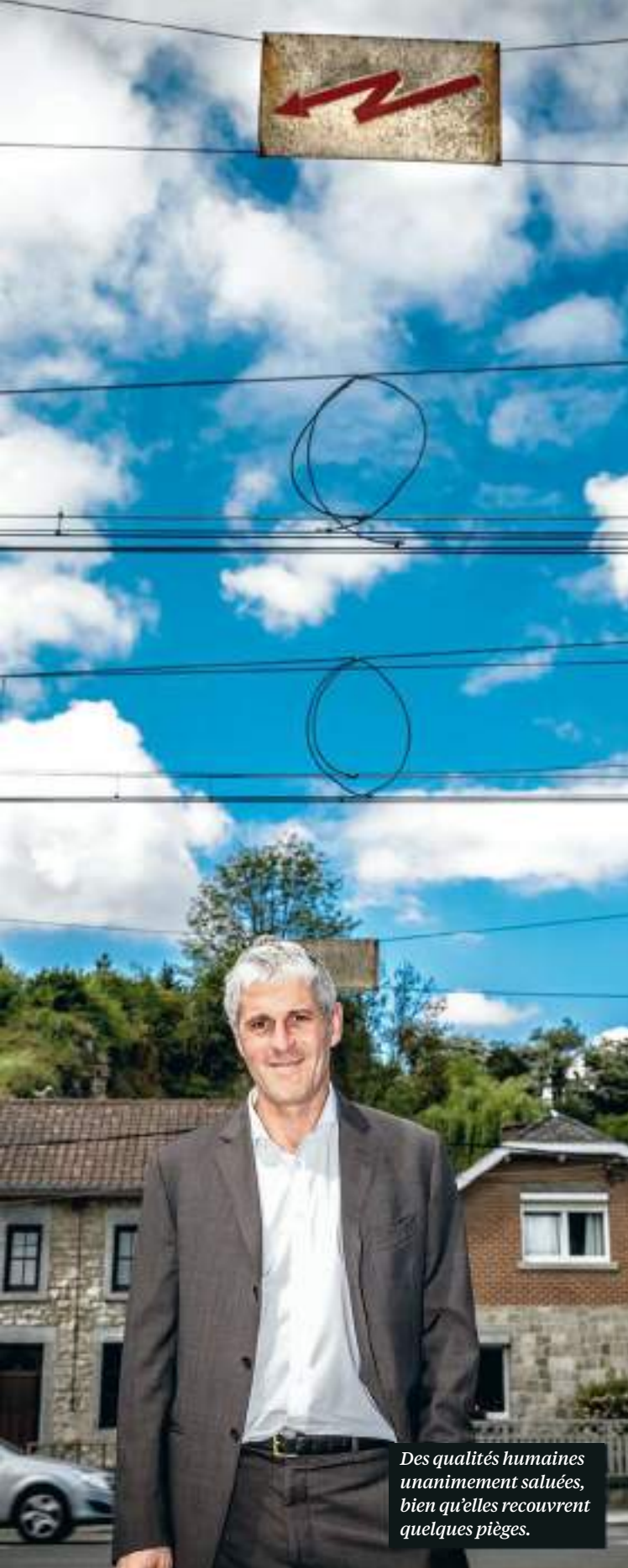
Dès leurs premières élections communales, en 1994, les deux amis obtiennent les 3^e et 4^e meilleurs scores sur la liste PS, alors qu'ils y figuraient dans les dernières places. Pour Paul Furlan, c'est le début d'une ascension construite sur l'ancrage local et la quête perpétuelle du consensus. Ce plébiscite le propulse au parlement wallon en 1999, puis au mayorat de Thuin en 2000, après douze ans de règne du libéral Daniel Ducarme, en partance vers une conquête électorale en Région de Bruxelles-Capitale. « Enormément de militants se reconnaissent en Paul, signale Laurent Devin (PS), bourgmestre de Binche et député fédéral. Mais il a aussi réussi à convaincre d'innombrables électeurs non socialistes de voter pour lui. » Isolé dans l'opposition à Thuin, Sébastien Brousse (Ecolo) n'apprécie guère la mainmise du maître des lieux sur une majorité absolue qu'il a toutefois ouverte au MR et au CDH en 2012. « C'est une machine de guerre, concède-t-il. Les gens avec Furlan, c'est à la vie, à la mort. »

D'emblée, le jeune bourgmestre PS prend une initiative plutôt rare, qui semble alors anecdotique: aucun de ses échevins ne pourra exercer conjointement un mandat dans une intercommunale. Détenteur d'une licence en administration publique à l'ULg, il y voit un gage d'intégrité. Et quand il devient



Philippe Blanchart, échevin PS à Thuin et ami de Furlan: « Paul connaît la valeur du travail. »

NICOLAS MAETERLINCK/BELGAIMAGE



Des qualités humaines unanimement saluées, bien qu'elles recouvrent quelques pièges.

HATIM KAGHAT POUR LE VIF/L'EXPRESS

président de l'Union des villes et communes de Wallonie (UVCW) en 2007, ce n'est une surprise pour personne, vu l'intérêt qu'il porte à la thématique des pouvoirs locaux. Les idées de réforme ne manquent pas...

Dix-huit janvier 2017, dans l'après-midi. L'heure est grave pour Paul Furlan, ministre wallon des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement, de l'Energie et des Infrastructures sportives. Accablé par le scandale des rémunérations abusives dans l'intercommunale Publifin, il doit en outre s'expliquer quant au rôle qu'y a joué son chef de cabinet adjoint démissionnaire, Claude Parmentier. Un ministre peut-il décemment ignorer quels sont les mandats exercés par sa propre équipe, a fortiori quand l'une de ses missions, qu'il gère depuis bientôt huit ans, porte précisément sur ces matières? Plus solennel qu'à son habitude, Furlan rompt un silence écrasant quand il se présente devant le pupitre central du parlement de Wallonie:

« - Etais-je au courant? Non.

- Aurais-je pu savoir? Oui.

- Ai-je cherché à savoir? Non. »

Jusque-là, sa spontanéité et ses qualités humaines, unanimement saluées, l'avaient constamment guidé vers des sommets et autant d'exploits. Sur le mont Blanc en escalade, de Paris à Bruxelles en VTT, aux championnats de Belgique en triathlon, au gouvernement wallon en politique. « Il est d'une humanité hors norme, souligne la députée PS Virginie Gonzalez, qui le connaît depuis le milieu des années 1990. Je l'ai suivi les yeux fermés, je ne l'aurais fait avec personne d'autre en politique. » Paul Furlan a conscience de ses atouts. Peut-être moins des pièges qu'ils recouvrent. « Vu son attachement indéfectible à l'amitié, il accorde très vite sa confiance aux autres. Trop vite, peut-être », résume un socialiste. « Connaître le pedigree exact de ceux qui l'entourent, ce n'est pas son truc, confirme une personne de son cabinet. Beaucoup d'entre nous ne digèrent pas le fait que Claude Parmentier n'ait rien dit. Il n'était pas un proche de Paul. »

« Victime de sa nature »

Pour le MR et Ecolo, qui réclament sa démission depuis les bancs de l'opposition, l'affaire révèle un manque de rigueur. « On n'attaque pas la personne, mais sa manière de gérer la fonction, précise Pierre-Yves Jeholet, le chef de groupe des libéraux. Au parlement, on perçoit souvent une forme de dilettantisme dans ses réponses. Il est sans doute un peu victime de sa nature. Je ne le vois pas capable de mener une réforme radicale sur ces matières. »

Avant ou en marge de la politique, Paul Furlan avait plusieurs vies. Au beau milieu de ses études, il est entré à l'école nationale de ski, en France, avant de faire marche arrière. Ce bosseur invétéré, capable d'être au pied levé 20 heures sur 24, a vendu des articles de sport et des vêtements, ouvert un restaurant, conseillé des assurances... Jusqu'à son accession au poste de ministre, en juillet 2009, il était notamment l'administrateur délégué de Pragma sprl (*lire aussi page 36*), une société dont les activités portent sur la location de biens immobiliers et sur l'établissement de fiches fiscales pour les particuliers et les entreprises. Les trois autres administrateurs de l'époque →

→ étaient tout désignés : son père, sa mère et son frère, Pascal.

Le large portefeuille de compétences qu'il détient aujourd'hui fait inévitablement écho à cette polyvalence maîtrisée du passé. Peut-on dès lors réellement le suspecter d'une gestion nonchalante de certains dossiers? « Quand il est devenu ministre de l'Énergie, il a clairement avoué que ce n'était pas un domaine qu'il affectionnait particulièrement, commente un acteur avisé. Par la suite, il a géré la compétence, mais sans faire de grandes réformes. » En matière de logement public, il s'est fermement opposé à l'augmentation des loyers, malgré la demande insistante du secteur. « C'est bien la preuve qu'il est capable de trancher, même en cherchant le consensus au préalable », analyse un membre de son cabinet. Philippe Gobert, président PS de l'Union des villes et communes de Wallonie et successeur à ce titre de Paul Furlan, précise pour sa part que les projets de ce dernier ont toujours rencontré l'assentiment du conseil d'administration, tous partis confondus. Le ministre a notamment



Au parlement de Wallonie, le ministre est parfois accusé de dilettantisme.

FREDERIC SIERAKOWSKI/ISOPIX



Avec Stéphane Moreau, patron controversé de Nethys.

NICOLAS LAMBERT/BELGAIMAGE

enrayé en partie le saupoudrage politisé de certains moyens financiers octroyés aux communes, en répartissant 70% de la manne des droits de tirage sur la base de critères objectifs.

Fidèle lieutenant, au bout du compte

Ironie du sort : c'est précisément sur la thématique qu'il maîtrise le mieux, celle des pouvoirs locaux, que Paul Furlan est aujourd'hui accablé de toute part, vu l'opacité persistante des intercommunales. Le député Ecolo Philippe Henry constate pour sa part « un estompement de la norme » dans le chef du ministre socialiste, qu'il a côtoyé sous la précédente législature. « Dans l'absolu, il a des idéaux de progrès social que je peux partager. Dans les faits, il ne réforme pas au-delà de la limite que lui impose son parti. » C'est la thèse du fidèle lieutenant du PS, au bout du compte, accréditée par le soutien persistant du 13, boulevard de l'Empereur.

La réponse se trouve sans doute là-bas. En bon pragmatique, Paul Furlan sait qu'il doit agir dans les balises fixées par son parti, concèdent quelques observateurs socialistes. Au-delà des remparts de Thuin, il n'a plus la même latitude. « Et quand

il n'est pas à la manœuvre, il ne cherche pas à en savoir davantage », complète un interlocuteur spécialisé en énergie. « S'il avait eu le choix, Paul Furlan n'aurait jamais fait voter le décret sur le décumul des mandats, glisse Yves Binon, bourgmestre MR d'Ham-sur-Heure-Nalinnes. C'est ce qu'il m'a confié un jour. Il est entraîné dans le système, malgré lui. » Un tableau plus sombre, mais somme toute plausible. En 2012, Paul Furlan, ministre à Namur et bourgmestre empêché à Thuin, avait trouvé une parade pour assister aux réunions du collège, en se désignant lui-même comme expert extérieur. « On ne pouvait réellement pas se passer de son expertise pour concevoir le budget », justifie Philippe Blanchart.

Fondamentalement guidé par l'affectif, Paul Furlan n'a rien vu de répréhensible à s'entourer de personnes très proches à son cabinet. Notamment sa compagne, qui travaillait déjà pour lui en tant que secrétaire particulière à Thuin, et plusieurs fidèles de son collègue communal (*lire aussi page 36*). « Dans le contexte actuel, la réponse qu'il peut apporter à ce sujet n'est de toute façon plus lisible et compréhensible aux yeux de l'opinion publique », soupire-t-on au cabinet. Tout comme une simple photo en compagnie de Stéphane Moreau, bourgmestre PS à Ans et patron controversé de Nethys, la société privée aux mains de Publifin, constitue soudainement le symbole de tractations néfastes à la lueur de ce dernier scandale.

Les proches de Paul Furlan ne doutent pas de sa capacité à s'en relever et à mettre en œuvre de réelles réformes. La veille du 18 janvier, avant de plaider sa cause devant le parlement wallon, il a pourtant bien songé à démissionner. L'appel du père de famille, de l'entrepreneur touche-à-tout, du skieur dans le silence de la montagne, loin du rouleau compresseur politique. Mais qui n'a jamais fait demi-tour jusqu'ici. ♦



JASPER JACOBS/BELGAIMAGE

Laurent Devin, bourgmestre PS de Binche : « Enormément de militants se reconnaissent en lui. »

LES COPAINS D'ABORD

Les cabinets ministériels ne se distinguent généralement pas par leur apolitisme. Et certainement pas celui de Paul Furlan. Le bourgmestre en titre de Thuin a puisé nombre de ses très proches collaborateurs dans son fief, et dans les communes voisines. Tour d'horizon.

PAR MÉLANIE GEELKENS

Il faut d'emblée s'excuser auprès du lecteur. Non, cet article n'est pas un concours destiné à placer dans un même texte le plus de fois possible les mots « Thuin » ou « cabinet ». Mais difficile d'écrire autrement lorsque l'équipe du ministre thudinien ressemble à ce point à l'administration communale thudinienne. On connaissait déjà Anne-Sophie Herbé, la compagne de Paul Furlan, doublement engagée au cabinet et à la commune (*Le Vif/L'Express du 20 janvier*). Mais des proches, le ministre wallon des Pouvoirs locaux et bourgmestre en titre de Thuin en a embauché bien d'autres.

Premier vivier de recrutement : son conseil communal. Marie-Eve Van Laethem, présidente du CPAS, officie ainsi comme secrétaire particulière du ministre. Luc Rigotti, lui, a été deux fois conseiller : au cabinet et au conseil communal. Double casquette aussi pour Patrice Vraie, deuxième échevin et collaborateur au cabinet. Où est également embauchée sa compagne, Béatrice (accessoirement secrétaire adjointe de l'USC de Thuin) et où l'était sa fille (qui mentionne aujourd'hui sur son compte Facebook être employée d'administration à Thuin).

Sans oublier Vincent Crampont ! Le premier échevin, pompier de profession, a bossé au cabinet de son bourgmestre de ministre jusqu'en décembre dernier. En tant qu'expert, chargé d'intervenir sur la réforme des services d'incendie. « De manière non rémunérée, sauf le remboursement d'indemnités », précise-t-il. Son frère est, en revanche, bel et bien payé par le cabinet, où il officie comme collaborateur engagé.

Thuin, encore et toujours. Même une technicienne de surface et le chauffeur personnel de Paul Furlan en sont originaires.



Philippe Tison, bourgmestre d'Anderlues et conseiller de Paul Furlan.

Tout comme un entrepreneur du secteur photovoltaïque reconverti en « attaché ». Idem pour Vincent Demars, fonctionnaire détaché et président de la section PS (de Thuin, donc). Étonnamment, sur certains sites Web renvoyant à la commune, la personne de contact est... collaboratrice du cabinet, adresse « @gov.wallonie.be » à l'appui.

Philippe Tison, l'homme de confiance

Les communes voisines constituent une autre réserve de personnel. A Morlanwelz, l'échevin Nebih Alev preste parallèlement comme chauffeur au cabinet. Une attachée vit à la même adresse que Giorgio Facco (sa femme ? sa fille ?), président du CPAS de ladite entité. D'où est en outre originaire une conseillère du CPAS, collaboratrice de l'équipe ministérielle. Manage y est aussi représentée, via son bourgmestre, Pascal Hoyaux. Qui, pour l'anecdote, n'a pas déclaré ce mandat rémunéré de collaborateur à la Cour des comptes.

Puis vient Anderlues. Son bourgmestre, Philippe Tison (par ailleurs président de la fédération socialiste de Thuin et compagnon de Virginie Gonzalez, députée wallonne par suppléance de Paul Furlan), a été embauché en 2014 comme conseiller du ministre régional. Manifestement, un homme de confiance : en juillet 2009, lorsque Furlan est monté au gouvernement, l'Anderlusien l'a remplacé comme administrateur ou gérant de plusieurs de ses sociétés privées familiales. Pragma (location et exploitation de biens immobiliers, où siégeaient également les parents et le frère de Paul Furlan), Espace européen d'entreprises (assurances) et Praxis (magasin de vêtements). En plus de ses autres mandats dans différentes intercommunales et de la gérance de sa sprl, active dans le secteur des assurances. Un homme fort occupé. Merci les copains ? ♦

TRANSPARENCE : DE LA PAROLE AUX ACTES ?

Rendre la composition des cabinets ministériels plus transparente: certains députés y travaillent, mais se heurtent à des résistances. Inventaire des propositions à suivre.

PAR THIERRY DENOËL

Les événements tournant autour de Publifin et de Paul Furlan (PS) montrent à quel point la transparence des cabinets ministériels est primordiale en démocratie. C'était l'objet du dossier de couverture du Vif/L'Express du 13 janvier. Avec Cumuleo.be, nous avons demandé aux ministres des différents niveaux de pouvoir du pays de nous fournir la composition de leur cabinet, y compris les conseillers qui les avaient quittés depuis le début de la législature. Outre le test, le but de la manœuvre est de pouvoir déceler d'éventuels conflits d'intérêts. Le résultat de notre enquête s'est révélé très disparate, voire plutôt décevant, tant les résistances sont encore nombreuses chez nos ministres lorsqu'il s'agit de scruter leur entourage stratégique.

En Belgique, il existe des obligations légales en matière de transparence, mais elles ne sont pas très contraignantes. La principale consiste, depuis les lois de 1995 et 2004, à déposer une liste de ses mandats et une déclaration de patrimoine auprès de la Cour des comptes. Cela concerne notamment les ministres, leur chef de cabinet et chefs de cabinet adjoints, les parlementaires, les gouverneurs et députés provinciaux, les bourgmestres et échevins, les présidents de CPAS ou encore les administrateurs d'intercommunales. Si la liste des mandats est publiée au *Moniteur belge*, le patrimoine, lui, ne l'est pas, contrairement à plusieurs pays voisins (France, Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, Italie, Espagne, pays scandinaves).



Les résistances de nos ministres en matière de transparence sont encore nombreuses.

Il y a deux ans, Marco Van Hees et Raoul Hedebouw (PTB) ont déposé une proposition de loi visant à rendre publique la déclaration de patrimoine de tous les mandataires visés par la loi de 1995, ainsi que le recommande le Greco, l'organe du Conseil de l'Europe, qui lutte contre la corruption. Actuellement, cette déclaration est remise à la Cour des comptes sous enveloppe scellée qui ne peut être ouverte qu'en cas d'enquête judiciaire. La proposition PTB n'aboutira vraisemblablement pas, vu la mentalité des politiques belges, très susceptibles en matière de respect de la vie privée...

Deux autres textes, déposés à la Chambre, ont davantage de chance d'être

adoptés d'ici à la fin de la législature. Il s'agit des propositions du député N-VA Brecht Vermeulen, qui veut élargir l'obligation de déposer une liste de mandats et une déclaration de patrimoine à tous les conseillers de cabinet ministériel (donc plus seulement les chefs de cab.), y compris les experts permanents ou chargés d'une mission particulière. L'un des deux textes, déposé en juin 2015, concerne les Régions et Communautés pour lesquelles il faut voter une loi spéciale, avec majorité des deux tiers et de chaque groupe linguistique. Le second texte vise les cabinets fédéraux. Il date du 12 janvier 2017.

Politiquement sensible

Curieux d'avoir attendu si longtemps pour le fédéral, car cette proposition avait déjà été votée au Sénat puis envoyée à la Chambre, sous la précédente législature par des députés N-VA, dont Liesbeth Homans. Mais elle n'avait pu être adoptée à temps par la Chambre et était devenue caduque. « Je ne l'ai pas redéposée plus tôt, expose le député Vermeulen, à cause de l'affaire du chef de cabinet du ministre Van Overtveldt (*NDLR: lequel, après avoir quitté le cabinet, avait ouvert un bureau d'avocats pour défendre les multinationales contre l'Etat belge, dans le dossier des excess profit rulings*). Je ne voulais pas que l'on croie que ma proposition était liée à cela, car ce n'était pas le cas. » Politiquement sensible, donc. Aujourd'hui, l'élu N-VA se dit persuadé que ses propositions iront jusqu'au bout du processus parlementaire.

Un audit des ministres

Si la déclaration de mandats est une avancée, elle ne règle pas tout. Au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Françoise Bertieaux (MR) l'a bien compris, qui a introduit une proposition de décret, en mai dernier, instaurant la transparence pour la composition des cabinets. L'idée est d'obliger le gouvernement à remettre, chaque année, au parlement un rapport reprenant les noms des membres des cabinets, leur date d'arrivée et de départ éventuel, leur temps de travail, leur fonction, statut (engagé ou détaché) et une description de leurs tâches.

« Jusqu'ici, les partis de la majorité ont fait semblant que cette proposition

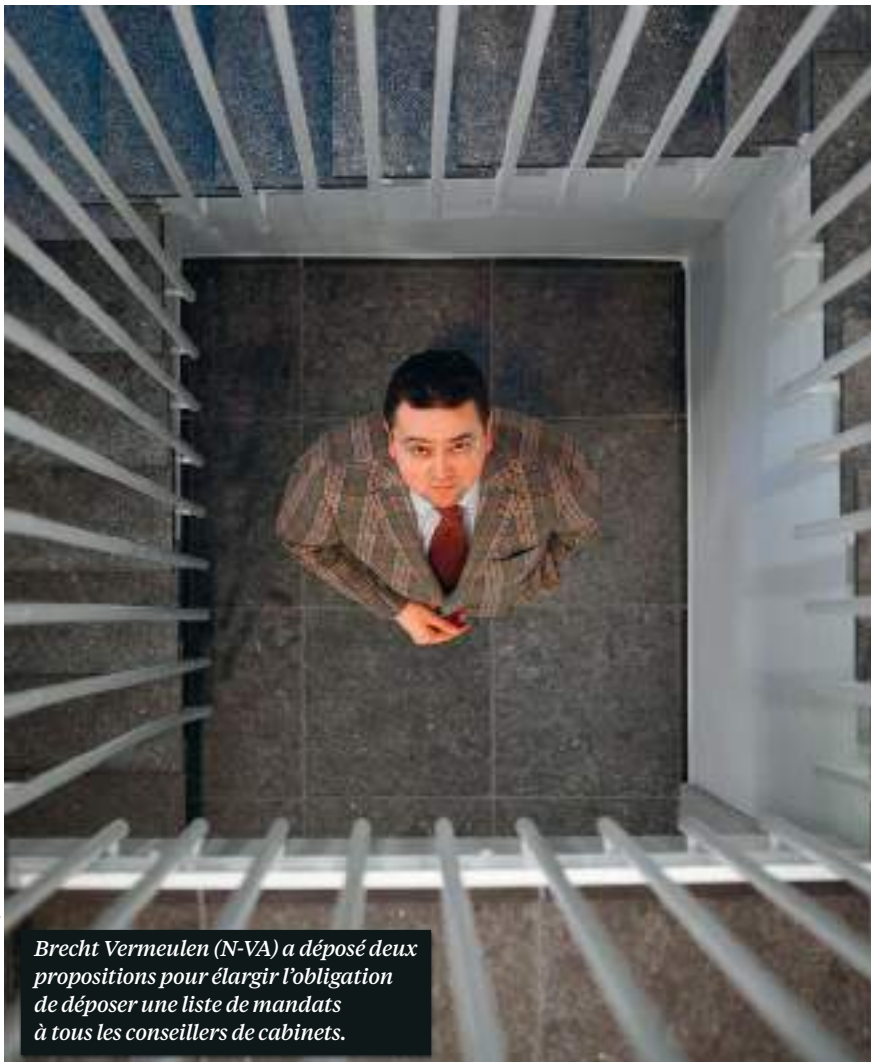
n'existait pas, mais, avec le scandale Publifin, cela va sans doute changer », sourit la députée libérale, confiante dans la constitutionnalité de son texte. En effet, le Conseil d'Etat avait recalé une proposition semblable, introduite en 2004 par Marcel Cheron (Ecolo) après l'histoire de la douche de Marie Arena (PS), arguant que le fonctionnement des cabinets était réglé par l'exécutif. « Ici, il s'agit d'un audit par le parlement, souligne Françoise Bertieaux. Cela ne devrait pas poser problème. »

Et à la Région wallonne ? En mai 2015 – *in tempore non suspecto* donc –, le député Stéphane Hazée (Ecolo) avait interrogé le ministre-président sur la transparence

des cabinets, à la suite des propositions formulées en la matière par le Groupe du vendredi (*lire Le Vif/L'Express du 13 janvier*). « Je trouve regrettable que cela contribue à donner le sentiment que les cabinets sont un monde obscur qui ne serait pas complètement à l'abri des conflits d'intérêts », avait répondu sérieusement Paul Magnette (PS), en commentant la proposition. Il avait ensuite expliqué que l'exécutif wallon n'avait pas à rougir en matière de transparence, car il existait notamment « un organisme permanent et autonome chargé d'assurer le suivi administratif et budgétaire des cabinets ». A savoir : le Sepac.

Pour tout engagement d'un conseiller, ce secrétariat est chargé, entre autres missions, de fournir une liste des mandats rémunérés publics et privés de l'intéressé au ministre concerné. La procédure est la même au sein de la Fédération. Visiblement, cela n'a pas fonctionné pour Claude Parmentier, le chef de cabinet adjoint démissionnaire de Paul Furlan et administrateur de Publifin. Tout comme pour Philippe Buelen, le chef de cabinet du vice-président du gouvernement wallon Maxime Prévot (CDH), qui a démissionné de plusieurs mandats rémunérés. Quant à l'autonomie du Sepac, lorsque nous l'avons contacté, nous avons été redirigés illico vers le cabinet Magnette, qui le chapeaute...

Le constat est le même pour la cellule de contrôle des mandats qui, dépendant du ministre Furlan (Pouvoirs locaux), reçoit et vérifie la liste des mandats et rémunérations des élus locaux. Ici non plus, le contrôle n'a pas fonctionné pour Parmentier. « Cette cellule n'a plus déposé de rapport d'activités au parlement depuis 2010 », déplore Stéphane Hazée qui rappelle que celle-ci était censée être remplacée par la Commission de déontologie, relevant du parlement et créée par une loi (de janvier 2014) jamais appliquée dans le sud du pays. Quoiqu'en dise Paul Magnette, il reste tout à faire en Wallonie en matière de transparence des cabinets. ♦



Brecht Vermeulen (N-VA) a déposé deux propositions pour élargir l'obligation de déposer une liste de mandats à tous les conseillers de cabinets.

BRECHT VAN MAELE/ID PHOTO AGENCY

Ethique et dictature
de la transparence

Réfugiés :
10 préjugés démontés

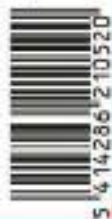
Macron peut-il gagner
la présidentielle ?

LE VIF

l'express

LE VIF 35^e année n° 5 - L'EXPRESS n° 3422 hebdomadaire du 3 au 9 février 2017
BEL/LUX 5,70 € - P099558 - ISSN 0774-2711

01705 >



5 414286 210520



Peut-il vraiment
assainir Liège ?

Incarne-t-il encore
le renouveau wallon ?

Doit-il démissionner ?

TERMINATOR OU TERMINUS



Elio Di Rupo et Paul Magnette clament vouloir le grand nettoyage en Wallonie. Mais le premier joue plus gros que le second. En somme : soit il flingue, soit il est flingué, aurait résumé un dialogue d'Audiard.

TERMINATOR OU TERMINUS

Le président du PS, Elio Di Rupo, doit faire preuve d'autorité dans l'affaire Publifin, pour mettre Liège au pas et renouveler vraiment les pratiques wallonnes. Faute de quoi, cela sera son Waterloo.

PAR OLIVIER MOUTON

« Si on me laisse faire... » Ces cinq mots, prononcés par le procureur Michel Bourlet, en 1996, pour dénoncer les freins mis à sa volonté de faire toute la lumière dans l'affaire Dutroux, le président du PS, Elio Di Rupo, pourrait les reprendre à son compte. Le laissera-t-on faire, à l'heure où il affiche sa volonté d'éradiquer définitivement les « pratiques mafieuses », selon les termes du politologue François Gemenne, des « parvenus » au sein de son parti, révélées par l'affaire Publifin ?

« Il faut de l'ordre, de la clarté, de l'éthique dans le rapport à l'argent », martèle Di Rupo, qui brandit vingt-et-une mesures pour purifier les pratiques en matière de mandats et de rémunérations. Laurette Onkelinx, patronne du PS bruxellois, est envoyée au front pour charger Stéphane Moreau, patron de Nethys et bourgmestre démissionnaire d'Ans (depuis le 31 janvier dernier), et Alain Mathot, président du CA de NeWin et bourgmestre de Seraing. Deux cibles : le premier a fondé la nébuleuse Publifin/Nethys et touche un salaire estimé à près d'un million d'euros l'an, le second se fait payer par l'intermédiaire d'une société alors qu'il dénonce la fraude fiscale au Parlement fédéral. « Scandaleux », peste Onkelinx. C'est encore Di Rupo qui présente, le 26 janvier, Pierre-Yves Dermagne, successeur de Paul Furlan au ministère wallon des Pouvoirs locaux : il a « le pouvoir de la jeunesse » pour aider le ministre-président Paul Magnette à révolutionner la gouvernance.

« C'est le karcher ! lance un ministre francophone. Il était temps... » Au bureau du PS, certains grincent toutefois des dents, pas pour contester ouvertement l'autorité du chef, mais bien pour se lamenter de voir leurs conditions financières rabetées à cause des dérapages d'une minorité, tandis que les nantis se préservent (*lire aussi notre récit page 24*).

La grogne monte mais Robert Joly, président de la fédération namuroise du PS, a fait courbe rentrante après avoir demandé à Elio de « faire un pas de côté ». Pour l'heure, seuls des militants ou frondeurs minoritaires demandent à Di Rupo de « démissionner ». Parce que les mesures sont « trop lentes et pas assez fortes », selon Samuel Moïny, coprésident des jeunes socialistes d'Amay. Ou parce que « les nouveaux défis exigent la transformation du PS de fond en comble », écrit le militant César Botero González sur levif.be. En dénonçant la « méthode Coué » du président lorsqu'il s'érige en Terminator.

Un président sans pouvoir

Si on le laisse faire... Homme fort du PS depuis 1994, président à répétition depuis 1999, ministre-président wallon puis Premier ministre en pleine tempête institutionnelle, Elio Di Rupo a défilé toutes les crises, des affaires de Charleroi en 2005-2007 au blocage du pays en 2010-2011. Il joue à nouveau gros dans cette affaire Publifin qui le contraint, lui, le Montois, à affronter frontalement la fédération liégeoise, forte du quart des membres du parti et riche de son histoire chahutée. Il doit nettoyer définitivement les écuries dans un parti où le président semble être un roi nu face au pouvoir des fédérations et des sections locales. Le moment est d'autant plus critique que sa stature royale a été écornée par son rejet dans l'opposition fédérale, en octobre 2015. « Il n'est pas dans les habitudes qu'un Premier sortant redevienne un président de combat, cela lui a été reproché », rappelle aujourd'hui encore un ténor du parti. Et ce, alors que le PTB s'envole dans les sondages et s'incruste à

Liège, Herstal, Seraing... Au cœur du système Publifin.

Tout cela donne un aperçu de l'âpreté du combat qui se joue. « Si des affaires d'une même ampleur avaient lieu au MR ou au CDH, Charles Michel ou Benoît →



Dès ce jeudi 2 février, « Terminator ou terminus » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Olivier Mouton sur **canal Z**

en couverture

Pierre-Yves Dermagne (PS),
nouveau ministre wallon des
Pouvoirs locaux, 38 ans : il a la
« force de la jeunesse », dit Di Rupo.

FREDERIC SIERAKOWSKI/IS OPIX



→ Lutgen pourraient prendre des mesures dictatoriales, souligne le journaliste François Brabant, auteur d'*Histoire secrète du PS liégeois* (éd. La Boîte à Pandore). Au PS, le pouvoir d'Elio Di Rupo est davantage limité, il reste fort dépendant du poids des fédérations et des sections locales, même si les choses ont évolué depuis les années 1990. » Il arrive d'ailleurs régulièrement, précise notre confrère, que des élections locales internes dans la fédération de Mons-Borinage soient défavorables au locataire du Boulevard de l'Empereur. Idem pour Paul Magnette à Charleroi.

« Le poids du président du PS a longtemps été relativement faible, acquiesce Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Initialement, c'était davantage un coordinateur qu'une personne politiquement importante. L'histoire du Parti ouvrier belge (POB), ancêtre du Parti socialiste, est celle d'une fédération d'organisations syndicales, de mutuelles, de grandes coopératives... Historiquement, le PS s'enracine aussi dans une forte implantation locale, avec deux figures centrales qui en ont découlé : le chef de cellule syndicale et le député-bourgmestre. » Les ténors actuels du PS – les Di Rupo, Magnette, Demotte, Furlan, Demeyer... – cumulent d'ailleurs, dans les faits, ce double statut. Qui forge leur pouvoir.

Les fédérations coordonnent cette dimension locale et détiennent des prérogatives cruciales, comme la composition des listes avant les élections ou les affaires provinciales et supracommunales. Ce n'est pas pour rien qu'un Alain Mathot

insistait, au sujet de Publifin : c'est « une affaire liégeoise ». En raison de ce pouvoir décentralisé, les potentats locaux estiment que le linge sale se lave en famille, que les arbitrages politiques se font entre amis. « La possibilité de recentraliser ses pouvoirs au Boulevard de l'Empereur existe, tempère un député fédéral bruxellois. Regardez la façon dont Charleroi avait été mis sous tutelle lors des affaires. A Liège, nous n'en sommes pas encore là... »

Peut-être parce que, relève une autre source interne, le président doit tenir compte des « rapports politiques et des relations humaines ». Il est de notoriété publique que le courant passe difficilement entre le patron de la fédération liégeoise, Willy Demeyer, et Elio Di Rupo. Avec, en toile de fond, une frustration profonde : le premier aspirait à devenir ministre de l'Intérieur en 2011, un rêve que le Premier Di Rupo n'a pas réalisé. Des frustrations, il en pleut dans cette fédération liégeoise du PS qui regrette de ne pas avoir reçu des postes à la



François Brabant : « Jean-Claude Marcourt rappelle souvent que Liège, c'est mille ans d'indépendance. »

hauteur de son poids politique – Jean-Claude Marcourt rêvait, lui, de devenir enfin ministre-président wallon l'été 2015... Sans oublier les circonstances conjoncturelles : Stéphane Moreau, l'homme fort de Publifin, est en congé maladie, en raison de problèmes cardiaques liés à la succession de révélations au sujet des pratiques au sein de son empire. « C'est un paramètre qui complique les choses », dit ce député. « Personne n'est dupe, c'est un pied-de-nez au président pour montrer son pouvoir », glisse un autre.

Liège-la-rebelle

A Liège, on ne fait jamais rien comme ailleurs, esprit principalitaire oblige. Y compris dans l'affairisme, version XXL. « A Charleroi, on parlait d'une communauté de pieds nickelés dont certains avaient acheté une chaudière pour leur seconde résidence dans le sud de la France, illustre ce ministre socialiste communaltaire. Cette fois, on est de l'autre côté de la barrière, dans un système digne de la haute école HEC. Dans le privé, on se féliciterait d'une telle ingénierie. C'est évidemment inacceptable avec de l'argent public... » Les partis d'opposition réclament

« L'élection d'Elio Di Rupo à la présidence au suffrage universel a tout changé »

reprise dans un livre d'Alain Van der Biest, l'ancien ministre liégeois qui s'est suicidé en 2002. Et à vrai dire, ils ont raison, à deux siècles près. Willy Demeyer, bourgmestre de Liège et patron de la fédération, lui, parle de Liège comme d'un pays avec ses piliers: le Standard, l'opéra et l'orchestre philharmonique. » Le tout explique un orgueil hors norme, renforcé par un sentiment d'urgence et la nécessité absolue de redresser l'économie de la région après le désastre métallurgique. Une fierté sans

bornes à laquelle les autorités « centrales » sont confrontées: « Nous n'avons de leçon à recevoir de personne », dit-on à Liège, toutes tendances politiques confondues, en marge de Publifin. Parmi les militants règne aujourd'hui un sentiment ambivalent: oui, les pratiques d'une minorité sont contestables; mais de là à comparer les socialistes liégeois à la mafia sicilienne comme a pu le faire la presse flamande, il y a un pas que l'on se refuse de franchir.

« Liège, complète François Brabant, c'est quand même la seule fédération au sein de laquelle quelqu'un comme Stéphane Moreau peut faire une carrière de haut niveau, tant pour l'influence politique que pour le degré de rémunération, sans quitter le giron local. Ce serait impossible dans les autres fédérations. On a parlé de lui comme député ou comme conseiller à l'institut Emile Vandervelde, mais il a toujours préféré rester dans l'ombre. » A l'abri. Et à l'écart des compromissions susceptibles de le rendre redevable à l'égard de quiconque, Di Rupo en tête.

« Di Rupo a bien manœuvré »

Le président du PS décide des règles d'éthique, mais serait sans pouvoir pour les appliquer à tout le monde? Ne serait-il, en dépit de son expérience, qu'un dictateur fantoche, pieds et poings liés aux désirs de ses fédérations? « Il ne faut toutefois pas oublier que Di Rupo a provoqué une rupture en 1999, avec l'élection au suffrage universel des membres, nuance François Brabant. Jusque-là, c'est vrai, le président était un arbitre entre les fédérations. Mais désormais, il dispose d'une autre légitimité. »

« Cette élection au suffrage universel a tout changé, reconnaît ce ministre socialiste. Parce que désormais, Elio Di Rupo a pris le dessus sur les structures intermédiaires. Si, demain, Liège veut l'envoyer promener, il peut convoquer un congrès: je suis sûr qu'il l'emporte. Les militants veulent de telles mesures d'éthique, ils refusent que les postes soient confisqués par un petit groupe et, surtout, ils dénoncent le cumul de l'argent à l'heure où la vie est si difficile... » Di Rupo aurait agi de la meilleure manière possible en évitant l'épreuve de force frontale pour induire le changement et le faire endosser par les fédérations, y compris Liège.

Le retour d'une guerre des bassins entre le Hainaut et →



FRÉDÉRIC PAUWELS/COLLECTIF HUMA

Stéphane Moreau a choisi: il reste CEO de Nethys et abandonne le mayorat d'Ans.

toujours une commission d'enquête au parlement de Wallonie pour saisir l'étendue du scandale tandis qu'un président de la majorité, Benoît Lutgen, reconnaît, à *Jeudi en prime* sur la RTBF, qu'il ne comprend rien à l'écheveau de structures et filiales mis en place par les penseurs liégeois de Publifin. C'est dire...

Liège n'est, il est vrai, pas une ville comme les autres, on y cultive la grandeur d'une métropole au rayonnement européen, la première de Wallonie, qu'elle serait sans conteste si elle n'avait pas raté l'aubaine de la fusion des communes. « Jean-Claude Marcourt rappelle souvent que Liège, c'est mille ans d'indépendance, indique François Brabant. C'est une expression que Stéphane Moreau utilise, lui aussi, et qui était déjà



Raoul Hedebouw, porte-parole du PTB, se frotte les mains de voir le PS liégeois englué dans les affaires.

→ Liège? Nenni! « Nous avons adopté les mêmes mesures que ce qui était proposé par le président Di Rupo et il n'y avait pas, entre le discours du président et nous l'épaisseur d'une feuille de cigarette », posait, le 21 janvier, Willy Demeyer, le patron liégeois. En saluant « le travail exceptionnel de Stéphane Moreau » et en reconnaissant que « des choses doivent changer ». Ou comment garder l'église au milieu du village. « La balle est dans le camp de Di Rupo, déclare Pascal Delwit. Mais Willy Demeyer fut lent à comprendre l'importance du tremblement de terre. »

Selon les partisans du président du PS, celui-ci aurait en réalité profité de la situation engendrée par l'affaire Publifin et l'absence de réponse du PS liégeois pour avancer ses pions, en maître tacticien. Sans faire trop de remue-ménage, il a obtenu que Stéphane Moreau démissionne du mayorat d'Ans, pour céder la place à Grégory Philippin. Tout en promettant un audit sur les rémunérations au sein de Nethys, dont Moreau reste le CEO. « La bonne gouvernance était d'ailleurs à notre agenda, insiste un proche de la présidence. En réponse aux dérives liégeoises, Elio a en réalité anticipé des mesures révolutionnaires qui figurent au menu de notre "Chantier des idées". » La diffusion des fruits de cette réflexion idéologique interne se fait attendre, elle est annoncée pour la fin de ce premier semestre.

L'enjeu? Le PS en chute libre

Vit-on une période existentielle pour le PS? « Il y a incontestablement des choses importantes qui se jouent, confirme le politologue Pascal Delwit. Mais à mon avis, cela dépasse de loin les personnes. La

vraie question, c'est la place du PS en Wallonie. Il ne faut pas exclure que ce parti dominant de la Région se retrouve à un niveau sensiblement plus bas lors des prochaines élections. On ne l'a pas assez souligné, mais le dernier sondage *Le Soir*/RTL-TVI, le 23 janvier, plaçant le PS à un niveau historiquement bas au sud du pays. » Le parti d'Elio Di Rupo recueillait 23,6% d'intentions de vote en Wallonie, contre 16,3% au PTB. « Dans certaines régions, dont Liège, il n'est pas du tout exclu que le PTB termine devant le PS », appuie le politologue. Un séisme annoncé, qui précipiterait la chute de l'ère Di Rupo, bien plus rapidement que Publifin. Et qui minerait l'influence du PS, sa capacité à nouer des coalitions et à contrôler la Wallonie.

« Nous finirons bien par nous en sortir, on n'abat pas de la sorte 125 ans d'histoire », positive un député socialiste wallon. « C'est comme ça, il faut des séismes

pour que les choses bougent, prolonge un ministre PS. Ce qui s'est passé est grave, mais salutaire parce que cela permettra l'émergence d'une nouvelle génération. » « Qui peut imaginer un seul instant que les artisans de ce renouveau puissent être des gens comme Di Rupo, Onkelinx, Marcourt, Demotte, Flahaut, Picqué, Vervoort, Demeyer, Moreau, Mathot... et quelques autres? », lui rétorque le militant César Botero González. Ils doivent partir, Di Rupo le premier et le plus vite possible. » Terminus, tout le monde descend!

A la présidence du PS, on balaie du revers de la main l'expression de « ce contestataire de longue date, isolé ». Elio Di Rupo a refusé de répondre à nos questions. Tout comme Stéphane Moreau qui, depuis la révélation du scandale Publifin par *Le Vif*/*L'Express*, a décliné nos différentes demandes d'interview. ♦



Jean-Claude Marcourt, Frédéric Daerden, Willy Demeyer, Alain Mathot : la « pax socialista ».

PHOTOS : PHILIPPE BOURGUET/BEPRESS PHOTO AGENCY

SA LUTTE FINALE ?

Une députée fédérale qui fond en larmes, un parlementaire wallon qui se dit honteux de son parti, et 21 mesures que personne n'avale. La semaine Publifin d'Elio Di Rupo marque un tournant de sa longue présidence. Jusqu'à l'abdication ?

PAR NICOLAS DE DECKER

L'histoire aime les raccourcis. Et elle est ingrate. Ainsi, elle date la fin de l'Ancien Régime du bref passage sous le coupant d'une guillotine d'un Capet, Louis, un de ces matins de janvier 1793. Louis XVI, pourtant, était un rénovateur qui ne le restera pas pour l'histoire. Il voulait donner le pouvoir à la bourgeoisie ascendante aux dépens de la vieille noblesse confite. Il devait abandonner sous peine de disparaître avec elle – question que la Montagne trancha avec son cou. Avant Varennes, avant la Bastille

même, avant le décret d'Allarde de 1791 qui accomplit définitivement le même ouvrage, l'édit de 1776 de son très libéral premier ministre Turgot devait dissoudre les vieilles corporations. Les parlements régionaux, la petite noblesse, les maîtres, eux que l'absolutisme avait cajolés, s'y opposèrent. Leurs privilèges les y autorisaient. Turgot fut révoqué, et les corporations résisteraient encore quinze ans. Alors la tête du roi roulerait, et l'Ancien Régime s'effondrerait, comme une conséquence inévitable de l'obstination des petits aristocrates du temps. Et l'histoire, cette discipline de la lèsemajesté, ne retint pas les efforts réformateurs du dernier des monarques absolus de droit divin.

Et alors ? On n'a pas coupé la tête du monarque, au Parti socialiste, ces derniers jours.

Mais pas loin.

Parce que quand il est descendu de son G9, le président de toujours, ce lundi 23 janvier, avec sous le bras ses 21 mesures, et dans son pas ses chers connétables Magnette, Vervoort, Onkelinx et Demeyer, il s'est pris toute sa noblesse et tout son clergé de son bureau national sur les lattes. Il pensait que l'affaire Publifin allait sonner la fin des privilèges. Elle pourrait aussi bien en terminer avec son règne.

« Ils se sont installés sur l'estrade, on a distribué les slides, et il a commencé à les lire », raconte un membre du bureau.



Au cœur du scandale Publifin, Elio Di Rupo a imposé des mesures restrictives à ses parlementaires, en particulier aux députés-bourgmestres. Dans l'ombre, beaucoup d'entre eux grondent.

On les connaît, ces vingt-et-une stations du chemin de la rénovation : fin des cumuls, financiers pour commencer, suppression de structures, remise à plat de la situation de tout et de tous, etc. « Tout le monde s'est un peu senti menacé, on avait l'impression que toute la classe était punie parce que deux élèves se sont mal comportés », expose un autre. Le député-bourgmestre d'Hensies, Eric Thiébaud, a été le premier à remarquer que les parlementaires accomplissant, dans leur assemblée, des fonctions spéciales, pourraient, eux, dépasser ce nouveau plafond des 100% de l'indemnité de député. Il y en a 21, et ils sont plutôt les favoris du Boulevard. Et il y a les ministres. « En gros, le G9 force les sous-fifres à des restrictions, et lui ne s'oblige à rien », résume un socialiste.

Le ministre wallon du Budget, Christophe Lacroix, s'est dit prêt lui aussi à faire un effort. « Attention, il faut tout de même garder un écart entre les rétributions des parlementaires et des ministres, parce que ce ne sont pas les mêmes métiers », a bravement répondu Paul Magnette, ce que personne n'a osé contredire. « Si les bourgmestres ont envie d'être ministres, ils n'ont qu'à être ministres », a avancé en substance le président, ce qui n'a pas beaucoup plu non plus. Et puis, il a dit qu'il ne fallait pas tarder parce que la presse attendait et qu'on devait lui présenter ces mesures très fortes, vous savez, la révolution éthique n'attend pas.

Déjà que la fois précédente qu'il avait voulu forcer ses mandataires à la modestie pécuniaire, toujours, ça n'avait pas plu

« En gros, le G9 force les sous-fifres à des restrictions, et lui ne s'oblige à rien »

du tout non plus. Il avait envoyé le fort révolutionnaire Jean-Claude Van Cauwenberghe sur le plateau de RTL-TVI, un dimanche, pour clamer tout faraud que le PS allait, déjà, proposer de plafonner les revenus des parlementaires cumulards à 100% de leur indemnité. « Au-delà de la provocation envers Paul Magnette, c'est d'une maladresse invraisemblable »,

s'énerve encore un député, toujours la dent dure.

Alors, les bobines des vingt-et-un favoris sont sorties dans la presse. Puis, jeudi matin, la démission de Paul Furlan à



Eric Thiébaud, Ozlem Ozen et, derrière, Julie Fernandez Fernandez et Philippe Blanchart ont critiqué la réaction du parti.

peine annoncée, il y a eu deux réunions de groupe presque simultanées dont on a presque dû sortir à la force des baïonnettes. Deux Nuits du 4 août en une matinée. Et les choses ont un peu changé.

Au parlement de Wallonie, sous le regard inquiet des Patrick Prévot, des Bruno Lefebvre ou des Christie Morreale, Déborah Geradon, dont la déférence à l'égard d'Elio Di Rupo ne sera jamais démentie, et avec la sourde approbation de beaucoup parmi les trente, l'Andennais Vincent Sampaoli « s'est immolé », lâche un témoin. Imolé parce que jamais personne n'avait été si direct, y compris lorsque le groupe s'était insurgé, l'automne dernier, contre le maintien du cumul. Imolé parce que le Boulevard sait se souvenir de ceux qui découvrent sa couronne. Et immolé parce qu'excessif, aussi. « Il a dit qu'il avait honte de son parti et de ses dirigeants, et qu'Elio n'était plus l'homme de la situation », confie un de ses collègues, plus prudent. « Mais même si c'était Sampaoli le plus chaud, presque tous les Hennuyers, les Namurois, les Brabançons se sont exprimés pour dire que le parti n'était pas assez ferme avec les Liégeois qui se sont méconduits, et, surtout, que le parti se trompait de cible », appuie un autre député. Vincent Sampaoli, lui, « veut garder pour le vestiaire ce qui s'est dit dans le vestiaire ». « Mais il ne pouvait pas ne pas savoir que tout ce qu'il a dit est remonté immédiatement aux oreilles d'Elio Di Rupo », renchérit un autre député wallon.

Mais ce n'était rien, tout ça. Parce qu'à Bruxelles, dans les couloirs de la Chambre, c'est sous les yeux d'Elio Di Rupo →



ERIC HERCHAF/REPORTERS

NICOLAS MAETERLINCK/BELGAIMAGE

→ que ses oreilles allaient siffler comme jamais. Il y a 23 députés, là-bas. Deux Liégeois étaient absents : Willy Demeyer et Alain Mathot. Le premier parce qu'il avait à faire avec la Fédération liégeoise, qu'il préside. Le second parce que c'est comme ça. Les autres sont pour la plupart député et bourgmestre ou échevin. Ils ont presque tous agoni leur éternel président de tous leurs reproches. La plupart, presque tous, siègent aussi dans un exécutif local. « On s'est révolté parce qu'on a eu l'impression que le parti voulait en finir avec un modèle de politiques ancrés dans leur réalité locale, qui se sont faits tout seuls, à coups de bagarres sur le terrain », soupire l'un d'entre eux. « Ce qu'on veut, c'est la fin des brigands, des grandes gueules, et les remplacer par des calculateurs cyniques, de beaux mecs ou de jolies filles bien lisses... » Laurent Devin, menaçant poète binchois, a lancé ceci : « Elio, il y a un arbre qui brûle, et toi tu veux brûler toute la forêt.

Le problème, c'est que rien ne va repousser dessus. » Elio n'a pas bronché. Karine Lalieux s'est interrogée sur la façon dont ces mesures avaient été décidées. Elio n'a rien dit. Jean-Marc Delizée s'est demandé pourquoi certains étaient privilégiés. Elio a bredouillé. Puis Gwenaëlle Grovonius est intervenue. Elle est celle sur qui le parti compte, à Namur. Elle est jeune, elle est pugnace, et se fait une haute opinion du socialisme dans lequel elle a grandi et des devoirs qu'il impose. Elle a commencé par féliciter le président et sa cheffe de groupe pour leur réaction dans le scandale. Mais elle s'est arrêtée. Gagnée par le sincère désarroi de ses collègues, de ses camarades, elle a changé de partition, et s'est mise à sangloter. « Je me suis engagée pendant les affaires de Charleroi, parce que tu allais en finir avec les parvenus. Tu ne l'as pas fait, Elio. Je me sens trahie. Tu n'es plus mon président », a-t-elle laissé échapper. Elio n'a pas levé les yeux. Frédéric Daerden, liégeois mais bien en cour, s'est félicité que chacun ait pu prendre la parole, et a invité le président à poursuivre son action réformatrice et à lever la séance. Elio l'a accepté. Le Thudinien Philippe Blanchart pas. « Je refuse que l'on termine cette réunion sur une intervention qui ne reflète pas la tonalité de 90 % des



Gwenaëlle Grovonius a craqué : « Elio, tu devais en finir avec les parvenus. Tu ne l'as pas fait. Tu n'es plus mon président. »

JASPER JACOBS/BELGA IMAGE

« Le parti veut remplacer les grandes gueules par des jolies filles et des beaux mecs bien lisses »

discussions. Il y a un malaise, et il doit être acté », a-t-il jeté. Elio a opiné. On a levé la séance. Et l'autre Liégeoise, moins en cour désormais, Julie Fernandez Fernandez, a publié un statut Facebook. Elle y disait qu'elle s'y sentait salie par son parti, qui en punissait certains, pas coupables, et pas d'autres, peut-être responsables. Elio Di Rupo lui a ordonné de l'effacer. Elle ne l'a pas fait.

C'est une révolte, sire ? Les édits de Turgot ont été publiés pour la juguler : les barons socialistes non plus ne s'empiffrent plus de brioche. La corporation des maîtres n'est pas dissoute, mais son monopole est brisé.

En effet, vendredi 27 janvier, à la radio, Paul Magnette est revenu sur ce qu'il a dit : il faudra baisser les salaires des ministres.

Et dimanche 29, à la télévision, Laurette Onkelinx est revenue sur ce qu'elle a déclaré : elle pourra renoncer à ses suppléments d'honoraires de cheffe de groupe.

Mais c'est à Elio Di Rupo qu'ils en veulent encore, les brigands, les bagarreurs, les grandes gueules, les sans-culottes.

Pas parce qu'ils pensent que ces 21 mesures sont mauvaises. Pas parce qu'ils pensent que ces 21 mesures sont évitables. Pas parce qu'ils pensent qu'il a personnellement voulu exonérer des 21 mesures ceux qu'il a exonérés des 21 mesures.

Parce que c'est lui. Rien que pour ça, pas parce qu'ils pensent qu'il avait tort, ni pas parce qu'au fond ils pensent qu'ils peuvent éviter quoi que ce soit. Parce que c'est lui, qu'ils savent que leur monde a déjà changé, qu'il va leur en coûter, qu'ils ne peuvent rien y faire, qu'ils lui en veulent pour ça, et qu'ils ne veulent plus de lui.

L'histoire, définitivement, est ingrate. Les guillotineurs aussi. Ils ont leur masque de bourreau. Ils attendent qu'un Robespierre les commande. Ils ne feront rien avant.

Mais le roi, lui, là, il est tout nu. ♦



BRUNO FAHY/BELGA IMAGE

Vincent Sampaoli a grondé : « J'ai honte de mon parti et de ses dirigeants. Elio n'est plus l'homme de la situation ! »

« CE N'EST PAS LE MOMENT DE SE DISPUTER »

Député-bourgmestre de Herstal, soutien d'Elio Di Rupo, Frédéric Daerden comprend « le sentiment d'injustice » de ses collègues. Mais...

ENTRETIEN : NICOLAS DE DECKER

Ce qui s'est passé, en bureau du PS le lundi 23, et le jeudi 26 janvier à la Chambre, c'est une révolte, une fronde, une révolution ?

Rien de tout ça. C'est une expression de mal-être, un sentiment d'injustice qui s'exprime.

Où l'on reproche au parti et à son président de se tromper de cible, de ne pas être assez ferme avec les Liégeois qui se sont méconduits, mais trop avec des députés-bourgmestres qui n'ont rien fait...

C'est toujours le problème quand des mesures sont prises dans un contexte marqué par des abus ou des excès : le balancier, parfois, va un peu loin. Il faut voir comment on atterrit, comment ces mesures se traduisent pratiquement. Celle qui perturbe le plus, c'est celle des 100%. Si on en était resté à celle des 150%, mais appliquée de manière radicale, cette réaction n'aurait pas eu lieu. Ici, mes collègues considèrent que c'est un mauvais signal pour les députés-bourgmestres, mais aussi pour leur population.

Mais vous êtes député-bourgmestre également. Vous ne partagez pas leur mal-être ?

La décision a été prise en bureau, on doit être derrière. Il faut que ces décisions agissent comme un signal pour faire évoluer les règles légales, avec une large réflexion sur le statut du mandataire qui doit aboutir à moyen terme. On est dans un processus général de dévalorisation de la fonction publique, très dangereuse pour la démocratie. Ces nouvelles règles ne doivent pas mener à une désaffection, or c'est le risque de toutes ces dispositions qui s'additionnent. Alors, je comprends ce sentiment d'injustice : on essaie tous de bien faire notre travail, et je pense que ce cumul des fonctions, député et bourgmestre, dans un même métier, est utile à nos concitoyens.

Comment expliquer alors qu'il y ait eu une forme de revirement, avec des dispositions prises qui n'avaient pas encore été annoncées ? Paul Magnette qui dit qu'il va réduire son salaire, Laurette Onkelinx renoncer à son indemnité... Le PS a cafouillé, non ?

La réaction du parti a été aussi forte que nécessaire, avec un



« La réaction du parti a été forte, et nécessaire. »

BART DEWAELE/ID PHOTO AGENCY

panel de mesures conditionné par l'urgence. Il faut à tout prix rendre confiance au citoyen, et ce travail-là ne peut se faire que collectivement. Nous, le lundi 30 janvier, au conseil communal de Herstal, avons adopté à l'unanimité une motion qui réclame plus de transparence et de contrôle démocratique dans les outils publics de gestion. Ça peut y contribuer ! Aujourd'hui, il ne faut plus se contenter de se positionner. Il faut poser des actes. Et vu le contexte, ce n'est pas vraiment le moment de se disputer...

Votre motion ne va pas plaire à tout le monde, à Liège... Le club des cinq, dont vous ne faites pas partie, est violemment secoué, là.

Disons que nous essayons, à l'exécutif de la fédération, de concrétiser des prises de position qui seraient les plus unanimes possibles. Nous avons eu un exécutif il y a deux semaines, et avant même que le parti ne le fasse au niveau national, nous avons lancé des messages forts. Espérons que nous avancerons bientôt sur le renouvellement des instances de Publifin...

Vous aviez déjà vécu ça ? Elio Di Rupo contesté aussi directement, par autant de parlementaires ?

J'ai vu et entendu des expressions qui me paraissent inadaptées. La situation est difficile pour tous les partis, et donc aussi pour le PS. Et je n'ai pas l'impression que ces réactions, ces expressions, soient les meilleures choses à faire. ♦

en couverture

LE TEMPS DE LA TRAQUE

L'homo politicus au pilori. On ne lui pardonne plus d'être impuissant, on le somme d'autant plus de se montrer transparent et intègre. Que l'« Incorruptible » lève le doigt...

PAR PIERRE HAVAUX

Cumulards, parvenus, peut-être bien malhonnêtes, et soiffards avec ça. Il était temps d'éteindre ce nouveau foyer d'incendie par un geste fort. La chope ou le vin à l'œil sur le lieu de travail? Ter-mi-né! Désormais, le député fédéral déboursa s'il veut se rincer le gosier à la buvette du Parlement. La gratuité commençait à faire jaser. Le bureau de la Chambre a vite tranché, après enquête: avec une moyenne mensuelle de trois verres de bière et de deux verres de vin enfilés par député, pas de quoi décréter la prohibition. Sans être banni, l'alcool servi aux élus du peuple devient payant.

Que va-t-il encore leur rester? On s'en prend à leur cumul de fonctions. On les oblige à déclarer mandats et patrimoine. On contrôle leurs dépenses électorales. On surveille leur présence au boulot. On leur interdit de s'enrichir sans limites. On s'attaque même au droit d'être payé à ne rien faire. Petits ou grands, les privilèges des élus du peuple s'envolent. Non sans grincements de dents et vains combats retardateurs. La régénération des mœurs politiques poursuit sa longue marche. Jusque dans le souci du détail.

« Pourquoi devrais-je martyriser mes méninges à commenter ce genre de stupidités comme la fin de l'alcool gratuit à la Chambre? Le voilà donc, le triomphe de la démocratie! Que les médias soulèvent encore des sujets aussi juteux en prétendant parler au nom de l'opinion publique, et l'on finira par hériter d'un Trump au pouvoir. » Louis Tobback, le cap des 80 ans en vue, monte toujours aussi vite dans les tours. Replié sur l'hôtel de ville de Louvain, l'ex-poids lourd du socialisme flamand apprécie avec recul la vigueur de l'œuvre de salubrité publique en cours.

Tout savoir. Ne plus rien laisser passer. Le mandataire politique était déjà tombé de son piédestal. Le voilà mis à nu, aux prises comme jamais avec l'obsession du temps: la bonne gouvernance publique, l'éthique en politique. Peut-être croyait-il un peu vite s'être racheté une conduite en se résignant, au fil du temps, à une liberté de plus en plus surveillée: « On a beaucoup moralisé la vie politique, c'est indubitable depuis les années 1960 et 1970. A cette époque, le motif qui a poussé

le ministre Paul Furlan à démissionner n'aurait même pas été soulevé », observe le politologue Pascal Delwit (ULB). Aujourd'hui, la maîtrise laxiste d'un cabinet ministériel peut suffire à devoir prendre la porte.

Hommes et femmes politiques de petite vertu?

Nul besoin de verser dans l'illégalité pour qu'un siège éjectable soit actionné. Tout est affaire d'« éthiquement discutable ». La discipline n'a rien d'une science exacte. « Ne pas aller à l'église au début du siècle précédent était une faute d'éthique. Cela ne l'est plus aujourd'hui. L'éthique, par définition, varie dans le temps », philosophait un ministre nommé Paul Furlan (PS), bien avant de s'effacer sous une « pression médiatique » insoutenable.

« La mise sur le pavois des principes d'éthique politique répond à un réflexe de méfiance à l'égard du monde politique », explique John Pitseys, chargé de recherches au Crisp. Les temps sont durs? Ils doivent l'être, a fortiori, pour ceux qui gouvernent. Moins les élites politiques détiennent les véritables leviers du pouvoir, moins on leur pardonne leurs écarts. « Le sentiment grandit que les responsables politiques, quelle que soit leur honnêteté, sont incapables d'infléchir substantiellement la marche du monde et de nous rendre un avenir », commente le sociologue Alain Eraly (ULB).

Impuissant, soit. Mais au moins, transparent et exemplaire. La feuille de route de l'homme politique est toute tracée. Les chiens de garde sont à l'affût. Jamais la force de frappe médiatique n'a été technologiquement aussi bien outillée pour traquer estompements de la norme, conflits d'intérêts et frasques en tous genres commis par tout détenteur d'une parcelle de puissance publique.

Tout converge pour que l'étau se resserre. Alain Eraly énumère: « La transparence, la reddition des comptes, la participation



Robespierre, « l'Incorruptible » : « Je veux être pauvre pour n'être pas malheureux. » Des amateurs ?

HEINZ-DIETER FALKENSTEIN/BELGAMMAGE

en couverture



Paul Furlan (PS) : le motif de sa démission n'aurait sans doute pas été soulevé il y a trente ans.

DENIS CLOSON/ISOPIX

des citoyens, le rôle des médias : tout cela contribue à étaler et à centrer l'attention publique sur les déficiences du politique, les privilèges dont bénéficient les élus, les trafics d'influence et les dérives propres à ce monde social. D'où une défiance fabriquée par le système démocratique lui-même. » Le discrédit dépasse les brebis galeuses.

Où s'arrêtera l'opération « mains propres » ?

La soif de transparence vise désormais l'excellence. Encore que Louis Tobback ait des doutes : « Dites plutôt : quête de sensationnel. Les médias commerciaux cherchent à vendre, ni plus ni moins que l'industrie du porno. Mais quand la fille se déshabille, elle ne devient pas un gage de transparence pour autant. » Pas de faux espoirs : « Plus de transparence ne rendra pas la politique plus efficace. Réclamer des représentants qu'ils soient plus moraux, attendre d'eux plus d'éthique, ne changera pas le fonctionnement même du système », tempère John Pitseys.

L'appétit des médias et des internautes vient en mangeant. Or, la fringale ne paraît jamais apaisée. « Plus on sait, plus on croit qu'on ne sait pas. Et plus on réalise ce qui nous échappe », enchaîne John Pitseys. Ce qui engendre frustration et colère. La presse, le « quatrième pouvoir », fait son travail, poussé sinon débordé par un cinquième pouvoir en pleine ascension : la nébuleuse

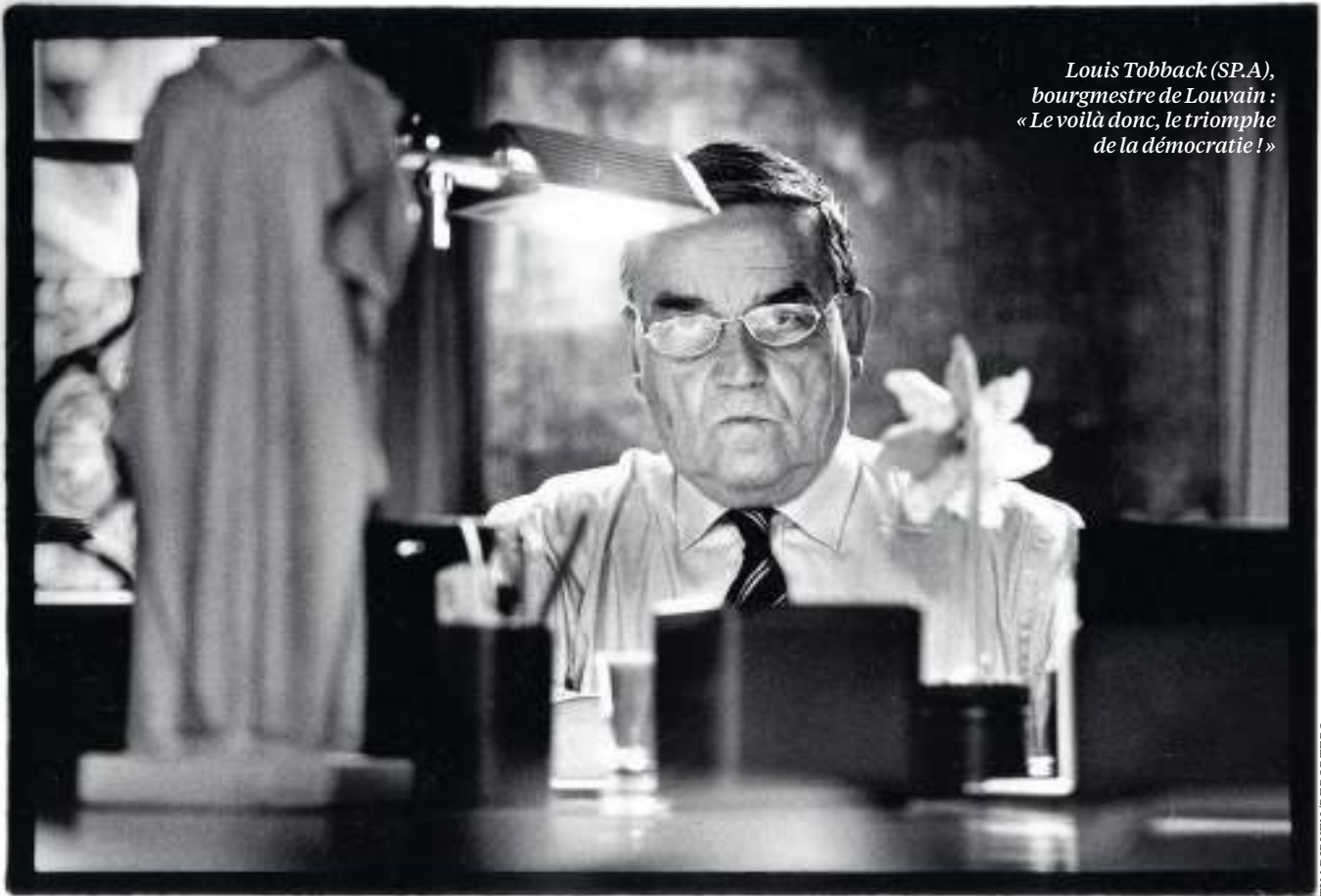
des réseaux sociaux, formidable machine à débusquer et à amplifier les pots aux roses, à exhumer sur les pages personnelles de Facebook les traces d'un passé devenu embarrassant. Pour le meilleur et pour le pire.

« On assiste sur les réseaux sociaux à des formes d'intentions malveillantes qui changent radicalement les conditions de l'exercice d'un mandat public. Nous sommes entrés dans une phase imprévisible où tout doit être reproché, tout doit être mal. Il faut en prendre acte », expose Pascal Delwit.

La politique en arrive à s'assumer parfois comme une maladie un peu honteuse. Sans aller jusqu'à raser les murs, des élus hésitent à exhiber encore certains privilèges. Herman De Croo (Open VLD), ex-ministre et ancien président de la Chambre aujourd'hui député régional flamand, un demi-siècle de vie politique au compteur, mesure le repli : « Jadis, les députés étaient fiers d'apposer sur leur véhicule la plaque d'immatriculation P réservée aux parlementaires. Aujourd'hui, ils sont de plus en plus nombreux à opter pour le macaron plus discret, collé sur le pare-brise. »

Le smartphone est partout, mieux vaut éviter les prises de risque. La voiture d'un bourgmestre prise en infraction de stationnement, le député pincé pour état d'ébriété au volant, la blague graveleuse d'un élu : repéré, l'écart de conduite se répand comme une traînée de poudre →

**La soif de transparence
vise désormais
l'excellence**



Louis Tobback (SP.A),
bourgmestre de Louvain :
« Le voilà donc, le triomphe
de la démocratie ! »

TIM DIRVEN/REPORTERS

→ sur le Net, la Toile s'enflamme, le présumé coupable est dans la nasse.

« Pourquoi tant de haine ? », s'interroge plus d'un mandataire public. « Les gens aiment à se regarder comme les victimes d'un ordre injuste. Et si vous vous risquez à souligner la difficulté du travail politique, vous risquez même d'essuyer une forme de dépit : « Tu ne vas pas les plaindre en plus ! » Beaucoup de responsables politiques ne méritent absolument pas le sort qui leur est fait, ils sont pris dans une crise qui les pousse dans un rôle de bouc émissaire, de réceptacle des frustrations et des inquiétudes », prolonge Alain Eraly.

« L'exercice de la fonction politique pourrait devenir invivable »

Le monde politique tente de passer entre les gouttes. « Personne ne se lève pour réagir à toute cette démagogie », peste Louis Tobback. Pascal Delwit ose une suggestion : « Que le monde politique se reconnecte à la réalité. J'ai du mal à m'expliquer que certains n'arrivent toujours pas à prendre conscience de certains problèmes que posent des comportements ou le rapport à l'argent. »

A 79 ans, Herman De Croo se dit partant pour relever le défi : « Je suis le seul homme politique à avoir montré ma feuille d'impôt lors d'une émission télévisée. Je n'ai aucune objection à ce que ma déclaration fiscale soit publiée sur le site du *Moniteur belge*, pour autant que toutes les personnes obligées de déclarer mandats et patrimoine en fassent autant. » Cette concession au devoir de transparence pourrait ne pas combler

les plus suspicieux. « Si la vérité ne suffit pas à calmer les soupçons des gens, je les emm... Je ne suis pas là pour faire de l'exhibitionnisme ou me déculotter intégralement ! »

Gare. La pénibilité de la profession pourrait en faire « un métier en pénurie ». « Un réel péril guette l'exercice de la fonction politique, qui risque de devenir invivable. De nombreux mandataires, particulièrement au niveau local, confient ne plus vouloir endurer un tel traitement et hésitent à poursuivre dans cette carrière. Il ne faut pas exclure un mouvement de désaffection au sein de la classe politique », appuie Pascal Delwit. « Quoi qu'on fasse, on gagnera toujours trop d'argent, on aura toujours trop de privilèges. On finira par provoquer une fuite de cerveaux en politique », confiait un jour un député au Vif/L'Express.

Paul Vanden Boeynants, monstre sacré de la politique belge des sixties et des seventies et incarnation des liaisons dangereuses entre la politique et le business, en faisait sa ligne de défense. VDB avait prévenu : « Quand les dégoûtés seront partis, il ne restera plus que les dégoûtants. » A moins que n'émergent les plus vertueux, les purs. Ils ne courent pas forcément les rues. Et tiennent rarement la distance. L'histoire ne retient qu'un « Incorruptible », un géant de la Révolution française, jamais pris en défaut d'avoir usurpé la flatteuse épithète. En butte aux « parvenus » de son époque, Maximilien Robespierre indiquait le cap : « Les grandes richesses corrompent et ceux qui les possèdent et ceux qui les envient. Je veux être pauvre pour n'être pas malheureux. » Il en a littéralement perdu la tête, après avoir aidé à en faire tomber bien d'autres sous le « rasoir national ». Des amateurs ? ♦

« LE POLITIQUE SE SENT COINCÉ DE TOUTES PARTS »

Il y a vingt ans, Louis Michel (MR) lançait les « Assises de la démocratie ». Pour plus de transparence et de moralité en politique. Un chantier aux allures de RER...

ENTRETIEN : PIERRE HAVAU

Le monde politique s'illustre encore tristement en ce moment...

Je n'ai pas envie de dire du mal de la classe politique, elle s'en charge très bien elle-même. Disons que je m'étonne un peu que l'on s'étonne. Et notamment la presse, qui semble découvrir ce que beaucoup de journalistes savaient : qu'un parti, de par sa position dominante sur l'échiquier politique wallon, a organisé une redistribution en interne du pouvoir. Même si j'admets que l'opacité du système mis en place rendait l'investigation difficile.

Publifin n'est pas la marque déposée du seul PS. Le MR a aussi apporté sa pierre à l'édifice...

Je ne suis pas en train de dédouaner une infime minorité d'administrateurs MR de leurs responsabilités pour s'être laissé entraîner par la facilité du système et l'estompement de la norme. Mais je n'accepte pas que tout le monde soit mis dans le même bain. Tout est question de niveau d'implication. Je rappelle au passage, et cela date maintenant, qu'un tout jeune ministre libéral wallon des Affaires intérieures, un certain Charles Michel, a tenté de mettre de l'ordre dans le paysage wallon des intercommunales. Ce qui lui a valu d'être proprement dézingué et au MR de ne plus être considéré comme un partenaire de gouvernement adéquat (*NDLR : le MR est dans l'opposition en Région wallonne depuis 2004*).

Publifin, Kazakhgate : énièmes illustrations du rapport problématique que le monde politique n'en finit pas d'entretenir avec l'argent ?

Sur ce plan, le monde politique n'est statistiquement pas différent du commun des mortels.

Excepté le devoir d'exemplarité qu'on est en droit d'exiger des représentants de la nation...

C'est exact. Mais tout le monde doit être un exemple à son niveau. Y compris les magistrats lorsqu'ils attaquent le politique, comme je l'entends parfois. De grâce, ne mélangeons pas tout.

C'est le cas ?

Publifin, c'est de l'argent public géré par un mécanisme d'économie privée, sans que les porteurs de ce genre d'activités n'aient le moindre compte à rendre. Ce sont les gens qui crient haro sur le libéralisme et le capitalisme qui ont mis en place des structures opaques et nébuleuses. Et ce sont les mêmes qui créent des sociétés privées dans le but de payer moins d'impôts ou de les éluder. Quelle incohérence chez certains parlementaires socialistes d'agir de la sorte !

On connaît la chanson : le monde politique doit se ressaisir. Comment ?

Il faut, bien entendu, des mesures fortes en matière de gouvernance publique. Mais je ne suis pas sûr que certaines pistes lancées aujourd'hui soient les plus indiquées. Limiter le parlementaire à un mandat rémunéré 4 800 euros net par

mois ? Vous obtiendrez un Parlement coupé de la réalité, peuplé de fonctionnaires et d'enseignants mais déserté par le monde de l'entreprise et les avocats. Ce genre de mesure éloignera de la politique des tas de gens qui ont la motivation, le talent, l'intelligence et la formation pour accomplir un job où ils pourront tout simplement gagner davantage. Quel entrepreneur acceptera de sacrifier ses week-ends, ses soirées, ses vacances, pour gagner 4 800 euros net par mois ? N'improvisons pas des lois dans l'urgence émotionnelle.

« Le politique court après les rêves disparates des citoyens »



« Ne donnons pas l'impression que les "apolitiques" de la société civile sont plus vertueux. »

JOOST DE BOCK/ID PHOTO AGENCY

L'urgence émotionnelle, n'est-ce pas le lot quotidien de l'homme politique d'aujourd'hui ?

Ce sont toujours les mêmes qui s'illustrent quand il s'agit de surfer sur l'émotion. L'impact des réseaux sociaux peut être terrifiant. Le politique se sent coincé de toutes parts. Il est tétanisé, il finira bientôt par ne plus savoir ce qu'il peut encore faire, dire, avec qui il peut encore parler. Les acteurs politiques de ma génération, comme Louis Tobback (*NDLR : lire aussi page 28*) ou André Cools, avaient un franc-parler. Nous disions notre colère, nous libérons notre ressenti et nos indignations. Nous sommes entrés dans l'ère de la prudence extrême, qui conduit au bafouillage convenu.

Cette incapacité du monde politique à assainir ses pratiques les plus discutables sans être chaque fois pris la main dans le sac, c'est lamentable, non ?

« Tous les mêmes » ? Non ! Ce sont les écarts de certains qui plombent la classe politique depuis des décennies. Attention aussi à ce que le moralisme et la bien-pensance ne mènent à un maccarthisme (*NDLR : campagne de persécution des sympathisants communistes menée dans les années 1950 aux Etats-Unis*) et ne vienne casser la démocratie. Le risque est réel. Ne donnons pas non plus l'impression que les « apolitiques », issus de la société civile, sont neutres par définition. Ou plus vertueux que les élus du peuple.

Plus de transparence, est-ce trop demander ?

Vous voulez un moyen de donner réellement aux citoyens le pouvoir de sanctionner le politique ? Supprimons la case de tête et l'intégralité de son effet dévolutif, retirons ainsi la confection des listes électorales aux appareils des partis : les places seront attribuées aux candidats par ordre alphabétique ou par tirage au sort. Celui qui aura le plus de voix sera élu. Et les femmes n'auront plus d'excuses de ne pas être 50 % au Parlement. J'attends toujours la mise en œuvre de cette proposition déposée en son temps par le PRL. Un seul parti ne l'a jamais voulu : le PS. Voilà qui faciliterait pourtant le renouvellement de la classe politique. Car ce discours, je l'entends aussi : place aux jeunes, flinguons les vieux...

Le politique perd pied. N'a-t-il pas aussi perdu la main ?

Le politique ne peut plus faire correspondre son action aux tendances lourdes de la population. Il est quasiment condamné à être derrière la troupe, il court après les rêves disparates des citoyens. Il cherche à s'identifier aux rêves les plus partagés, qui ne sont pas nécessairement les plus réalistes ni ceux qui correspondent le mieux à l'intérêt général. Le politique doit être devant le peuple, pour lui indiquer le cap. Par exemple, pour légiférer sur l'usage abusif des réseaux sociaux par rapport au respect de la vie privée. Le peuple vous suit ou ne vous suit pas : dans ce dernier cas, il vous sanctionne. ♦

Banques : les fonds éthiques
vraiment éthiques ?

Fillon et le bal
des faux-culs

Dans l'antre
de Frédéric Mitterrand

LE VIF

l'express

LE VIF 35^e année n° 6 - L'EXPRESS n° 3423 hebdomadaire du 10 au 16 février 2017 BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711

PUBLIFIN

Opération mains propres déclenchée.
Cible : Liège



DI RUPO À LA MANŒUVRE



Pressé de toutes parts, Elio Di Rupo et le PS acceptent finalement une commission d'enquête parlementaire sur le scandale Publifin.

PUBLIFIN

Tous touchés :
à qui le tour de couler ?



L'opération mains propres est lancée sur la Cité ardente. Elio Di Rupo a frappé fort mais tard. Son parti tangué. Lui aussi, tandis qu'à Liège, tout le monde tente d'affronter la tempête du siècle. Et pas seulement au PS. Qui en réchappera ? Réponse en cinq escales d'une galère sur la Meuse.

PAR NICOLAS DE DECKER ET OLIVIER MOUTON

1. LE PS ESSAIE DE NE PAS SOMBRER

Elio Di Rupo est un capitaine au long cours qui n'aime pas vieillir. La tempête de ces dernières semaines le rajeunit de douze ans. En 2005 éclatait le scandale de La Carolo, dont les répliques, infinies et variées (l'ICDI, les faux collègues, les démissions, etc.) menèrent au ressac communal de 2006, puis au naufrage législatif de 2007 : Didier Reynders, président libéral, pouvait enfile le ruban bleu de premier parti wallon.

Il sait, le vieux capitaine au nœud papillon, qu'après 2017 viendront 2018 et ses communales, puis 2019 et ses générales, aussi implacablement que 2006 et 2007 succédèrent à 2005. Il n'ignore pas qu'on fit de Charleroi un synonyme de corruption, tout autant qu'un équivalent de socialisme. Il doit éviter cette chaîne lexicale à tout prix : contenir le débordement à un lieu, et pas à une formation. Le fait que le système Publifin ait prospéré dans une forme d'unanimité liégeoise pourrait le sauver. Pour cela, il lui faut ériger des barrages. Appliquer, disaient joliment nos confrères de *L'Avenir*, « une théorie des digues », qui préserverait le Boulevard de l'Empereur d'un raz-de-marée. Il en installe deux, de digues : une digue entre Nethys et ceux sur qui il compte à Liège, de une, et une digue entre Liège et Bruxelles, de deux. L'offensive a commencé le dimanche 5 février sur les plateaux télé. Deux jeunes mousses, Bruno Lefebvre et Patrick Prévot, députés wallons hennuyers réputés proches du vieux capitaine, ont posé les éléments de langage : « Ce n'est pas un problème wallon, ni un problème de gouvernement, ni un problème de parti : c'est le problème de quelques-uns,

Di Rupo en a marre des parvenus. Mais c'était déjà le cas il y a douze ans. Et le capitaine a vieilli

à Liège », dit-on en substance depuis quelques jours à tous les étages socialistes. « Une bande de copains qui s'en sont mis plein les poches », a même lancé Patrick Prévot sur RTL-TVI.

Certes. Mais le vieux capitaine a un problème.

Pas un problème wallon, ni un problème de gouvernement. Un problème de digues. Car leur étanchéité est douteuse.

Certes son parti n'est pas le seul responsable du scandale, les Liégeois s'étant montrés plus partageux que leurs homologues carolorégiens. Mais il en est le principal protagoniste, si bien que les libéraux, comme à la grande époque carolo, gonflent leurs voiles du vent mauvais du « système PS », et qu'ils ne manqueront pas de souffler.

Certes il a fait prendre, le 6 février, des dispositions fortes, suspendant André Gilles et Stéphane Moreau et validant le principe d'une commission d'enquête wallonne, à son bureau de parti. Mais il y a plusieurs semaines que, jusque dans son propre parti, on les réclame, ces dispositions. Car il ne les avait pas prises. Il a dû affronter une mutinerie dont tous se souviendront et dont *Le Vif/L'Express* a parlé dans son édition du 3 février : celle des vieux loups de mer, ces députés-bourgmestres qui reprochaient au président de préserver les Liégeois et de frapper ceux qui ne le méritaient pas, à savoir eux-mêmes.

Certes il a pris le bon cap. Mais la propulsion est poussive. Car certes il en a marre des parvenus. Mais c'était déjà le cas il y a douze ans. Et le capitaine a vieilli, tandis que des parvenus étaient encore bien là. Il les a fait quitter le navire si tard qu'on peut croire qu'il en reste quelques-uns. Et que tous étaient bien nourris.

→



Dès ce jeudi 9 février, « Tous touchés : à qui le tour de couler ? » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Nicolas De Decker sur **canal Z**



Pierre-Yves Jeholet et Daniel Bacquelaire : les hommes forts du MR liégeois sont dans le viseur du PS.

PHILIPPE BOURGUET/REPRESS PHOTO AGENCY

→

2. LE CLUB DES 5 EST SUR UN BATEAU. ANDRÉ ET STÉPHANE TOMBENT À L'EAU...

Liège était une île, donc, et la fédération liégeoise du Parti socialiste une forteresse, sur laquelle le porte-avions bruxellois n'avait aucune prise. Admettons. Aujourd'hui, Elio Di Rupo sanctionne Stéphane Moreau et André Gilles. Mais eux deux, avec Alain Mathot, Willy Demeyer et Jean-Claude Marcourt, formaient ce fameux « Club des 5 », qui gouvernait Liège comme on hâle une péniche sur un petit canal : sans bruit et toujours tout droit. Mais le Club des 5 n'est plus sur une intangible péniche. Aujourd'hui, il navigue sur le radeau de la Méduse. Deux de ces cinq marins d'eau douce ont déjà enfilé leur gilet de sauvetage. Certaines voix poussent pour qu'Alain Mathot, qui s'était « mis en société » pour pouvoir percevoir des rétributions d'une filiale de Nethys sans se voir appliquer le plafond des 150%, soit envoyé par le fond, même s'il a régularisé sa situation le 3 février, à l'insistante invitation des présidents de sa fédération et de son parti.

Bref, le « Club des 5 » était sur un bateau. André et Stéphane sont tombés à l'eau. Alain se cramponne au bastingage mais il a les doigts de pieds qui trempent. Qui

reste-t-il? Jean-Claude et Willy, accrochés à une bouée. Ils n'en menaient pas large, le 6 février, en bureau de parti. « Jean-Claude n'a pas dit un mot, un fantôme, comme depuis plusieurs semaines. Et Willy était blanc comme un linge », explique un membre du bureau. « Ils ont compris, tous les deux, qu'ils sont les prochains sur la liste, et qu'ils pourraient ne pas en sortir... »

C'est qu'ils sont les deux seuls membres du « Club des 5 » à avoir une ambition nationale, et donc ceux censés jouer les tampons entre le Boulevard de l'Empereur à 1000 Bruxelles et la Place Sainte-Véronique à 4000 Liège, où se trouve le siège de la fédération d'arrondissement. Et c'est qu'il leur sera fort difficile de dire qu'ils ne savaient rien.

Alain Mathot se cramponne au bastingage mais il a les doigts de pied qui trempent

Primo, parce que Willy Demeyer est bourgmestre de Liège depuis 1999 et président de la fédération liégeoise du PS depuis 2005. Et qu'il est à la fois la figure de proue et la vigie du quintette principal. Le Léviathan Publifin a grandi avec lui. Son intervention en bureau de parti, le 6 février, le démontre. « Il a égréné les mesures prises par la fédération liégeoise, mais il n'a tout de même pas voulu céder sur la transparence des rémunérations, au prétexte que cela contrevenait à la protection de la vie privée », poursuit un autre

témoin. Et puis, surtout, si les socialistes veulent mouiller Daniel Bacquellaine et Pierre-Yves Jeholet, présidents des fédérations liégeoise et verviétoise du MR, ils doivent faire plonger Demeyer. Quitte à ce qu'il en émerge. « Il sera mouillé, mais il pourrait s'en sortir, parce que, contrairement à Gilles, Moreau, et Marcourt, il dispose d'un vrai socle électoral, et puis, remarquez déjà comme vos confrères le décrivent en grand rénovateur : c'est la position qu'il va tenter de tenir », signale un socialiste hennuyer.

Secundo, parce que Jean-Claude Marcourt est ministre wallon de l'Economie depuis 2004, et chef de groupe socialiste au conseil communal de Liège depuis 2012. Le Léviathan Nethys a grandi avec lui aussi. Ses récentes interventions médiatiques sur le sujet le démontrent, lorsqu'il considère « inappropriée » la sortie de Laurette Onkelinx contre Stéphane Moreau, ou lorsqu'il développe, pour nos confrères de *L'Echo*, une analyse qui pourrait figurer sur le prospectus d'entrée en Bourse de la SA Nethys. Son rôle dans l'adoption du décret wallon électricité, dans les dernières heures de la législature précédente, et celui dans la désignation des membres des comités de secteur et de sous-secteur, notamment, l'exposeront inévitablement à la canonnade de la commission d'enquête.

Est-ce qu'ils savaient? Peut-être pas. Est-ce qu'ils ont cherché à savoir? Peut-être pas. Est-ce qu'ils auraient pu savoir? Evidemment oui, comme on dit à Thuin. Juste avant de tomber à l'eau.

Frédéric Daerden, qui a fait adopter par son conseil communal unanime – avec le PTB, Ecolo, le MR et le CDH – une motion réclamant plus de transparence chez Publifin, et Jean-Pascal Labille, qui est toujours là où son ambition le porte, et même au-delà, se verraient bien remorquer ce qui restera, au bout du compte, du fier cinq-mâts liégeois. Probablement une épave.

3. TOUS LES ÉLUS LIÉGEOIS SONT MOUILLÉS

Il a beau jeu de pérorer, le président du CDH, Benoît Lutgen. Bien sûr, son navire humaniste ne vogue pas sur une mer d'huile, en raison de son association au PS dans la majorité régionale wallonne, et depuis le début en 1981, à l'exception de la législature arc-en-ciel entre 1999 et 2004. Mais au niveau de la province de Liège, rappelle-

t-il, le PS est en majorité avec le MR, sans interruption depuis... 1981. « Et pour éviter tout amalgame, ce sont eux les actionnaires principaux de Publifin et Nethys », insiste le Bastognard. Qui appuie là où cela fait mal, entre deux partis désormais à couteaux tirés.

Il a beau jeu, le président du CDH, car c'est peut-être lui qui a le moins à perdre dans cette affaire – avec Ecolo et le PTB, s'entend. Tout d'abord, la province de Liège est redevenue une terre inconnue pour les navigateurs à pavillon orange depuis le retrait de Melchior Wathelet (qui a quitté la politique), Anne Delvaux (qui faisait partie des comités de secteur de



Pierre-Yves Dermagne (PS), nouveau ministre wallon des Pouvoirs locaux, salue Stéphane Hazée, chef de groupe Ecolo : une nouvelle ère ?

BENOÎT DOPPAGNE/BELCAIMAGE

Publifin) ou Marie-Dominique Simonet (qui s'est retirée à la tête de l'aéroport après avoir vaincu son cancer). Ensuite, et surtout, le « lanceur d'alerte » dans l'affaire Publifin est un échevin CDH, de la petite commune d'Olne, Cédric Halin, habilement propulsé administrateur de Publifin après le retrait

des CDH préexistants. Un « monsieur Propre » spécialisé en finances, qui offre un avenir au CDH.

Entre PS et MR, en revanche, le ton monte à la hauteur de ce que ces deux partis risquent, politiquement. Les libéraux ont durement frappé leur partenaire socialiste, réclamant – avec Ecolo – et obtenant la démission du ministre socialiste des Pouvoirs locaux, Paul Furlan. « L'affaire Publifin/Nethys est le résultat de l'hégémonie socialiste, il faut en être conscient », clame sans cesse Pierre-Yves Jeholet, chef de groupe MR au parlement de Wallonie. Sur l'air marin de l'abordeur-sabordé. Le Vif/L'Express a révélé que sa sœur avait été chef de cabinet du député provincial Georges Pire et que la commune dont il est bourgmestre, Herve, a voté à l'unanimité →



Cédric Halin, échevin CDH d'Olne : le lanceur d'alerte de Publifin.

SDP

→ toutes les décisions de Publifin. « Quand vous êtes à la pointe d'un combat pour la vérité, vous êtes forcément exposé », dit-il, en réfutant les accusations de complicité.

Au-delà de l'homme, ce sont les libéraux que l'on vise. Si les socialistes se sont finalement ralliés à la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire, c'est aussi pour se sentir moins seuls en fond de cale. « On parle d'André Gilles, mais il y avait aussi Georges Pire », s'émeut le député wallon Dimitri Legasse (PS) sur les plateaux télé du premier week-end de février. Homme clé du système Publifin/Nethys, l'ancien député provincial MR a finalement été rappelé à l'ordre par son président de parti, en raison de son cumul et de ses rémunérations indécentes (*lire page 34*).

« Nous en avons assez d'entendre parler de système PS alors que tous les partis étaient concernés, ramasse un autre député socialiste wallon. J'ai personnellement été choqué par l'attitude du MR lors des débats parlementaires, notamment l'attitude arrogante de Virginie Defrang-Firket quand on lui a fait remarquer qu'elle devait savoir. » Vice-présidente du conseil d'administration et du bureau exécutif de Publifin, cette dernière a démissionné de ses fonctions le 12 janvier dernier. « Le MR fait de ces affaires une partie de théâtre au parlement wallon, ajoute cet élu PS. Mais les gens attendent autre chose, ils veulent que l'on prenne ses responsabilités. »

La commission d'enquête, mise en place sans aucun élu liégeois, aura pour ambition de montrer que le problème n'est pas uniquement socialiste, mais liégeois, au sens large. En ligne de mire, notamment : l'homme fort du MR liégeois, le ministre des Pensions Daniel Bacquelaine. En attendant, le CDH Benoît Lutgen offre ses services aux libéraux pour la mise en place d'une majorité régionale alternative. Mais l'offre n'est pas dénuée de cynisme : pour autant « que le MR agisse là où il est capable », précise-t-il, narquois...

de tous les leviers économiques publics. La capitale économique de la Wallonie n'en manquait pas : le gaz, l'électricité, la télédistribution, le fonds de pension, voire les assurances. Tous se sont progressivement installés à la tour de la rue Louvrex, siège de l'intercommunale-société anonyme et de sa flotte de filiales, où les bénéfices de l'une financent les investissements de l'autre, et vice versa. Ailleurs en Wallonie et en Belgique, les regroupements se sont faits par élargissement géographique. A Liège, pas. Brutélé a fédéré plusieurs intercommunales de télédistribution wallonnes et bruxelloises, Orès plusieurs intercommunales de distribution de gaz et d'électricité wallonnes, Publifin plusieurs intercommunales liégeoises.



Maxime Prévot, vice-ministre-président wallon CDH, et Paul Furlan (CDH), quand il était encore ministre des Pouvoirs locaux : la Wallonie touchée de plein fouet.

THIERRY ROGE/BELGAIMAGE

Mais l'héritage d'André Cools est menacé par la tempête. Que le navire coule, et les pirates seront nombreux. Certains ne se cachent pas de déjà voguer sur le vaisseau en détresse et de s'en approprier de bias bouquets. Le président d'Orès, dans *Le Soir*, s'est déclaré prêt à discuter. Les Flamands de Telenet s'intéressent depuis longtemps à VOO. Belfius voudrait se renflouer de la dépouille d'Ethias, jadis promise à Nethys. Et on dit Rossel très préoccupé par l'avenir de *L'Avenir* et des autres (*Moustique*, *Nice Matin*, etc.). Les commandants des vedettes liégeoises, du coup, conservent une remarquable unité : entre les déclarations de Daniel Bacquelaine et de Jean-Claude Marcourt, d'accord pour toujours plus privatiser le modèle autant que pour garder le trésor en bord de Meuse, il n'y a pas, comme dirait Willy Demeyer, « l'épaisseur d'un papier à cigarettes ». Les Liégeois, décidément, →

« Nous en avons assez d'entendre parler de système PS, tous les partis étaient concernés »

4. NETHYS EN TRÉSOR ENGLOUTI

On ne lance pas un abordage sans lorgner un butin. Si le galion liégeois sombre, la chasse au trésor ne sera pas seulement politique. Nethys, c'est aussi et peut-être surtout un authentique magot. Une entreprise puissante, née de l'idéal d'André Cools. Un fonds souverain né de son front souverain, propriété de la Province, et qui repose sur un principe : la concentration



LAURIE DIEFFENBACQ/BELGAIMAGE

Benoît Lutgen et Elio Di Rupo : le président du CDH assène que son parti n'est pas « l'animal de compagnie » du PS.

→ traversent cette mer déchaînée tout serrés sur le pont de leur bateau. Qu'il les ramène sur leur île au trésor ou qu'il les mène au naufrage.

5. LES PRATIQUES WALLONNES DANS LA TEMPÊTE

L'opération mains propres touchera aussi toute la Wallonie. En profondeur. « L'encre d'une réforme est à peine sèche que certains cherchent déjà à la contourner », soulignait le ministre-président Paul Magnette en présentant des réformes visant à faire de la Wallonie « un modèle en Europe ». L'ingénierie publique y équivaut à la plus cynique des ingénieries fiscales. « Les événements de ces dernières semaines vont permettre d'approfondir les réformes que j'avais entamées », constate, depuis le banc de touche, le ministre sortant des Pouvoirs locaux, Paul Furlan (PS). Les mesures annoncées en matière de décumul et de transparence devraient concerner « des centaines de mandataires » en Wallonie – ce n'est que le début de la tempête.

Paul Furlan s'interroge à deux niveaux. Le premier : comment est-il possible que quelques-uns cumulent encore dix-huit mandats malgré la limite des trois mandats exécutifs et le plafonnement à 150% de la rémunération initiale ? Certains élus, rusés, accumulent les petits mandats et les petites rémunérations. « C'est légal, même si ce n'est pas dans l'esprit de la loi et c'est incompréhensible pour le citoyen », commente

l'ancien ministre. Le deuxième niveau est plus grave encore : ce sont ceux qui se font désigner dans des structures à titre privé, dans des structures privées ou dans des filiales de filiales de filiales. « Nethys, ce n'était pas de mon ressort », rappelle Paul Furlan.

Selon l'ancien ministre, une mesure « très simple » réglerait tout : la publication des déclarations fiscales. « Quand je l'avais proposé, je me suis fait attaquer par les libéraux, mais pas uniquement eux », constate-t-il. Au PS et au CDH aussi, certains renaclent. La mesure n'est toujours pas envisagée. « Pour des raisons de protection de la vie privée, des couples et des héritages, relève-t-il. Mais personne n'empêche quelqu'un de faire de la politique. Je constate d'ailleurs qu'un député libéral, Jean-Luc Crucke, propose désormais cela en évoquant l'indépendance à l'anglo-saxonne. C'est précisément ce que je défendais. »

Dans le tsunami Publifin, Paul Furlan est passé par-dessus bord. C'est désormais son successeur, le Rochefortois Pierre-Yves Dermagne, qui est chargé de mener à bien les réformes de gouvernance nécessaires pour éviter qu'à l'avenir, la Wallonie ne soit à nouveau comparée à une « mafia ». Au vu des révélations qui ne cessent de se succéder, et alors que l'air du large est à la transparence absolue, on peut considérer avec certitude que la grande lessive n'est pas terminée. Elle touchera tous les partis, et tous les niveaux de pouvoir. ♦

ANDRÉ GILLES

ENNEMI

ÉTHIQUE N° 1

Il y a encore deux mois, la notoriété d'André Gilles n'excédait pas la province de Liège. Et encore. Désormais, tout le monde connaît son nom. Son salaire. Ses travers. Mais moins son parcours, son rôle, son poids. Loin d'être conformes aux apparences...

PAR MÉLANIE GEELKENS

Il avait sorti le veston des grandes occasions. Le même qu'il portait à la choucroute de Nouvel An 2017 de Jean-Claude Marcourt et au dernier anniversaire de Frédéric Daerden. Un lainage sans âge, bleu à carreaux verts. André Gilles avait surtout soigné le fond. Onze pages retraçant l'historique de Publifin, débitées mot à mot devant le conseil provincial de Liège, le 26 janvier dernier. Mais son plaidoyer de défense est rattrapé par la forme. Morne. Lénifiante. Jusqu'au dernier paragraphe. Son poing s'abat alors plusieurs fois sur le pupitre, son visage vire écarlate, son timbre s'emballer alors qu'il dénonce « le brouhaha actuel ». « Là, il allait péter une case », traduit un observateur avisé.

Une semaine plus tard, rebelote devant la commission (alors spéciale) du parlement de Wallonie. « Tiens, il n'a pas mis la même veste, aujourd'hui ! » moque un journaliste depuis le banc réservé à la presse. Près de six heures d'audition. « Lamentable », lynchent le lendemain les Unes de Sudpresse. Lui, l'introverti qui s'est toujours évertué à flotter sous les radars politiques et médiatiques est propulsé au centre de l'arène. Ennemi éthique numéro un.

Quel costume l'habille réellement ? Celui du puissant stratège ? Ou du second rôle contraint de tenir le haut de l'affiche pendant que la vedette principale se refait une santé ? Intrigant personnage. « Je suis content que vous fassiez son portrait. Car il est mal décrit, dans les médias », glisse le bourgmestre de Liège Willy Demeyer, qui le fréquente au sein des instances du PS liégeois depuis 1987. Le discret André Gilles ne fait rien pour atténuer le

mystère. Son site mentionne une biographie officielle, bien sûr. Naissance le 19 décembre 1954. Rue Louvrex, à Liège. Comme un présage : c'est là que trône le siège social de Nethys. Ceux qui parlent de lui évoquent systématiquement son père, Ange-Raymond Gilles, dernier bourgmestre de Jemeppe avant la fusion des communes. Mais encore ? Rares sont ceux qui en savent davantage.

Disciple coolisien

« Il a fréquenté tous les mouvements de jeunesse du parti, se souvient Jean-Maurice Dehousse, ancien bourgmestre de la Cité ardente. Il était proche d'André Cools. C'est d'ailleurs à la demande de celui-ci que je l'ai engagé dans mon cabinet en 1977, lorsque je suis devenu ministre de la Culture. » Un collaborateur intelligent et efficace. Mais effacé, déjà. « Il possède une lumière intérieure qui lui fait comprendre immédiatement les mécanismes, mais il ne l'exprime pas », dépeint le socialiste.

Cinq ans plus tard, André Gilles fait son entrée au conseil communal de Seraing, fort de l'héritage paternel, politique et, surtout, géographique. S'il ne représentait pas Jemeppe, il aurait été moins incontournable. Coincé sur la rive gauche de la Meuse, entre Flémalle et Sclessin, le village aurait logiquement dû être rattaché à l'un

ou à l'autre, si la fusion des communes de 1977 ne s'était pas permis quelques excentricités. « Ce découpage particulier fait de lui une composante nécessaire à la majorité à Seraing et lui donne une légitimité politique forte », analyse Jean-Maurice Dehousse. Encore aujourd'hui, dans la Cité de fer, les

« Il possède une lumière intérieure qui lui fait comprendre immédiatement les mécanismes, mais il ne l'exprime pas »



Inamovible André Gilles : député provincial depuis 1994, il a pris la présidence de l'institution en 2006 et y règne en maître.

MICHEL TONNEAU

listes électorales suivent toujours la même répartition : première place pour Seraing, deuxième pour Ougrée et troisième pour Jemeppe...

Mais un mandat de conseiller communal, converti dès 1983 en poste d'échevin, cela met un peu de beurre dans les épinards. Alors, il cumule. Au moins à partir de 1989, avec un poste de directeur et de président du conseil d'administration des Habitations jemeppiennes, qui gère plus de 1400 logements sociaux. Une double casquette qui lui vaut de premières piques éthiques. Dont il ne se débarrassera qu'en 2005. Entre-temps, en 1994, il se retrouve député provincial. « Ce niveau de pouvoir, en général, c'est soit un tremplin politique, soit un retranchement en fin de carrière », observe un libéral. Lui, ce sera sa vie. Il se serait un temps imaginé bourgmestre de Seraing. Mais il prêtera finalement allégeance au clan Mathot, père puis fils.

Meurtri

André Gilles a deux grands amours. La province, donc. Mais aussi l'Association liégeoise d'électricité, qu'il préside depuis 1990 et qui se muera au fil des ans en la tentaculaire Nethys/Publifin. « Il s'y est investi pleinement, raconte Frédéric Daerden, député-bourgmestre de Herstal. Il s'est en quelque sorte identifié à l'entreprise. C'est pour cela qu'il est aussi meurtri aujourd'hui. » Un sentiment d'injustice, sans doute: son bébé, il avait passé tellement de temps à l'élever, fidèle à la vision coolisienne d'initiative industrielle publique. Il est comme ça, le Jemeppeois:

« Un travailleur, c'est sa qualité indéniable », selon Paul-Emile Mottard, député provincial qui siège avec lui depuis 2000. « Un besogneux », prolonge un socialiste. « Levé très tôt, couché très tard », complète un autre. Bon élève à tout prix.

Mais professeur autoritaire, aussi. « Il apprécie peu la contradiction. Il gère dans le diktat », tacle un libéral. « Il peut se montrer excessif dans la défense de son point de vue. Il faut parfois le pousser pour qu'il prenne en compte d'autres opinions. Mais, sur une législature, les tensions au sein de la majorité se comptent sur les doigts d'une main », décrit Paul-Emile Mottard. Idem, ou presque, par rapport à l'opposition. « Le CDH donne parfois plus l'impression d'être dans la majorité que moi, ironise le conseiller provincial libéral Fabian Culot. André Gilles cadennasse tellement les débats qu'ils n'intéressent plus personne. Il contribue à donner une image catastrophique de l'institution, alors qu'au contraire, elle réalise des choses vraiment intéressantes ». Ses relations avec le conseiller de l'opposition Ecolo Marc Hody n'ont pas toujours été simples. « Mais au fil du temps, j'ai constaté qu'il est possible – sans être aisé – d'instaurer un dialogue pour aboutir à un accord. » Impérieux mais paradoxalement conciliant. « D'ailleurs, la fédération socialiste liégeoise l'a souvent envoyé comme casque bleu dans des sections locales sous tension », rappelle Frédéric Daerden. L'homme n'a qu'une parole. « Il fait ce qu'il dit, relève le député provincial libéral André Denis. Sa loyauté n'a jamais été prise en défaut. » →



HATIM KAGHAT/ID PHOTO AGENCY

Rue Louvrex, à Liège, là où est établi Nethys. Mais aussi là où André Gilles est né. Un signe du destin...

→ Son amitié non plus. Même lorsque la dispute éclate – comme souvent dans le chaudron ardent –, il ne coupe jamais définitivement les ponts. Il n'a pas renié Jean-Maurice Dehousse lorsque celui-ci est sorti des bonnes grâces d'André Cools. Il est resté proche de Michel Daerden, même après avoir rallié le camp des putschistes. Il n'est pas le plus hostile à l'égard de Frédéric Daerden, pourtant exclu du fameux club des cinq.

Une fort peu discrète demande

André Gilles, c'est un convivial. Qui djose wallon et qui se défend à la pétanque (dans son fief, il a même donné son nom à une compétition). Qui ne refuse pas un petit verre. Mais que l'alcool, dans les soirées et autres joyusetés politiques, n'a jamais rendu incontinent ni incapable de reprendre le volant. « Tout le monde ne peut pas dire pareil ! lance une observatrice rompue au terrain. Lors d'un événement, on le remarque seulement par sa carrure. Et parce qu'il prend soin de bien se placer sur les photos. » « C'est fou ce qu'il fait attention à ce genre de détails », appuie un autre. Parfois, il sort de sa réserve, comme lorsqu'il demande sa seconde épouse en mariage (une collaboratrice de son cabinet), au beau milieu du bal annuel qu'il donne à Jemeppe.

Mais charismatique, le socialiste ne l'a jamais été. Tribun non plus, comme nous le remémore une savoureuse et sérénissime séquence de l'émission *Striptease*, tournée en 1997 lors d'une braderie. Les cheveux plus blonds, le visage plus lisse, l'imper beige par-dessus le veston à carreaux (déjà), il s'aventure

dans un discours décousu lorsqu'un quidam prend la caste socialiste à partie. « Il est un peu... verbeux », sourit Marc Hody. Ce qui n'est pas qu'un handicap. « Lorsqu'on lui pose une question, sa réponse est souvent courtoise mais très longue, voire interminable, à tel point qu'on en oublie l'objet. L'hypnotisation de l'interlocuteur comme stratégie de négociation », décrypte Fabian Culot.

Dans les (nombreux) conseils d'administration qu'il préside, l'homme aux dix-sept mandats laisse un souvenir actif. « Contrairement à d'autres, ce n'est pas un fantoche qui se contente d'ouvrir et de fermer la séance », considère un non-Liégeois. Avec une rémunération annuelle brute de 365 000 euros, selon les calculs du *Soir*, le contraire aurait été d'autant plus choquant... Étonnamment, nombreux sont ceux qui estiment qu'il n'est pas un homme d'argent. « Euh... du moins, ce n'est pas quelqu'un de bling-bling », nuance un autre. N'était-ce pas lui qui, en 2007, était conspué parce qu'il siégeait dans plusieurs instances publiques via sa sprl, histoire d'éluder



DEBBY TERMONIA

En 1977, Jean-Maurice Dehousse embauchait André Gilles dans son cabinet, à la demande d'André Cools.

l'impôt? « Il a vécu dans un milieu modeste, son grand-père était mineur, rapporte Willy Demeyer. Je pense qu'il a été pris dans la dynamique "on rétribue à tous les étages". Quand je lui ai récemment demandé de se mettre en ordre par rapport à tous ses mandats privés, dès le lendemain, c'était fait. Sans discuter. C'est plutôt un homme de pouvoir et de projets. »

Le pouvoir, il l'a patiemment agrégé. S'engouffrant dans la réforme des provinces de 2002, qui vidait les gouverneurs de leur substance, pour gonfler sa propre autorité. Qu'il a ensuite boursoufflée en s'octroyant les plus visibles compétences au sein du collège provincial : enseignement, grands événements, communication (si, si), supracommunalité... « A lui seul, il centralise plus de 60% du budget de l'institution », chiffre Marc Hody.

La main sur le portefeuille

Les projets, justement, il les finance à tour de bras. « Aucun autre niveau de pouvoir ne dégage 20 millions d'euros de boni à l'exercice propre », pose Fabian Culot. Asbl et communes quémandeuses ont compris à quelle porte frapper. Dans les entités, en particulier les plus petites, il est d'ailleurs fort apprécié. Lorsque la survie de son institution était compromise, il a développé une stratégie (admiration au-delà des terres principautaires) de « province amie des communes ». « Une vision qui a donné d'excellents résultats, juge Josly Piette, bourgmestre de Bassenge (CDH). On a par exemple pu profiter de toute une série de marchés groupés. Pour le sel de déneigement, le gaz, l'électricité, bientôt la téléphonie... Ces économies d'échelle sont loin d'être négligeables. »

Alors, André Gilles, simple porteur d'eau? La bonne blague! Un puissant, un malin, un stratège, « qui comprend immédiatement un bilan comptable et qui connaît mieux le droit commercial qu'un professeur d'université », dixit quelqu'un qui ne se classe pas tout à fait parmi ses amis. Mais qui a échoué à le montrer. Ou réussi à le cacher, c'est selon. « L'antithèse vivante » d'un Stéphane Moreau. Ces deux-là se sont trouvés. S'ils donnent l'impression d'être « deux gamins, l'un qui imagine le mauvais coup et l'autre qui le couvre », pour reprendre la description d'une libérale, ils forment un vrai tandem. « André avait développé sa vision depuis l'ALE et il a trouvé en Stéphane quelqu'un qui pourrait être opératif pour la mettre en œuvre », decode Willy Demeyer. « Il sont deux à la manœuvre, et même trois avec Pol Heyse (NDLR: membre du comité de direction de Nethys). Mais il n'y en a pas un qui est plus visionnaire que les autres », garantit un socialiste.

Le Jemeppien apporte aussi à Stéphane Moreau l'inconditionnel soutien du CDH et du MR liégeois, sans lequel Nethys

et ses dérives n'auraient jamais été possibles. André Gilles, Dominique Drion, Georges Pire : une amitié politique indéfectible, scellée par la franc-maçonnerie. Le député provincial-président fait partie de la bien nommée loge sérésienne « L'incorruptible ». « A Liège, il ne faut jamais perdre de vue l'importance de ces liens. Et je peux vous dire que par les temps qui courent, les frères se serrent les coudes », certifie un politique. « J'ai toujours admiré cette capacité des Liégeois à faire front commun pour défendre leur dossier, salue un socialiste non principautaire. A chaque fois que j'ai été en contact avec eux, non seulement André Gilles et Stéphane Moreau étaient ensemble, mais ils étaient systématiquement accompagnés par Dominique Drion et Georges Pire. » « Même si ces deux-là faisaient pots de fleurs », ricane un autre.

Tandem déchu

Lorsque Stéphane Moreau et André Gilles négocient, c'est en duo. Lorsqu'ils explosent de colère, c'est en duo. Chacun dans leur style: le premier renversant plutôt les tables, le second bouillant de l'intérieur. Lorsqu'ils menacent, c'est en duo. Lorsqu'ils cajolent, à coups d'invitations dans les loges du



Attaquer Publifin, c'est critiquer la vision qu'André Gilles développe depuis 1990. Vision qu'il a été contraint de défendre devant le conseil provincial, le 26 janvier dernier.

MICHEL TONNEAU

Standard ou de bonnes bouteilles débouchées, c'est en duo. Lorsqu'ils tombent, c'est encore et toujours en duo. Lâchés par leurs camarades, le 6 février. « Suspendus de leurs mandats internes dans l'attente du résultat des travaux du conseil de déontologie et de la commission de vigilance nationale du parti », comme l'écrit plus subtilement le PS.

Pension anticipée à 62 ans? Il y a peu, André Gilles pensait encore se représenter aux prochaines élections provinciales de 2018. Pêché d'orgueil, il n'a prévu aucune relève. Sauf peut-être la députée wallonne Déborah Gérardon, dont il fut proche de la mère et à qui il a mis le pied à l'étrier politique. André Gilles n'a pas répondu à nos multiples sollicitations. Sans doute aspire-t-il à retrouver un peu d'ombre. Là où il s'est toujours senti le mieux. ♦

Politiques et citoyens
Le fossé se creuse

**1917, derrière le mythe
de la révolution russe**

**Comment l'Otan
affronte l'ouragan Trump**

LE VIF

l'express

LE VIF 35^e année n° 7 - L'EXPRESS n° 3424 hebdomadaire du 17 au 23 février 2017 BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711



NETHYS / PUBLIFIN

GAME OVER ?

Radioscopie d'un géant industriel menacé



PRINCIPAUTÉ PAS MORTE

L'avenir de l'empire Publifin est entre les mains des trois partis traditionnels au niveau provincial. Les équipes se mettent en place pour défendre chèrement l'indépendance principautaire.

PAR MARIE-CÉCILE ROYEN

Vers un *come-back* de Stéphane Moreau à la tête de Nethys ? Qui pour s'opposer au retour du gladiateur dans l'arène ? Qu'on se le dise : les Liégeois sont les seuls propriétaires de Publifin/Nethys à travers la Province (61,1 %) et les communes associées, principalement, de la région liégeoise (38,4 %). Pas la Wallonie. Pas les Namurois, les Brabançons ou les Hennuyers. Encore moins les Bruxellois. Malgré les salaires abusifs et un système perverti par le secret et l'intimidation, on ne peut pas les exproprier ou les nationaliser contre leur gré. Leur patrimoine, s'il était introduit en Bourse, serait valorisé à près de trois milliards d'euros. C'est du moins ce que prétend André Gilles, président de Publifin (en sursis) et du collège provincial de Liège.

S'ils veulent calmer l'indignation de l'opinion publique, les présidents des partis francophones et le gouvernement wallon doivent tenir tête aux leaders principautaires, lesquels, passé le premier choc, se réorganisent façon tortue. Avec un argument imparable : les règles de la propriété. « Il est inacceptable de dépecer le groupe Nethys », a prévenu le ministre wallon de l'Économie, Jean-Claude Marcourt (PS), dans *La Meuse* du 9 février. Après le méchant, le gentil. Sur le plateau de *C'est pas tous les jours dimanche* (RTL-TVI), le bourgmestre de Liège, Willy Demeyer, veut bien tout ce qu'on veut, y compris que le salaire de Stéphane Moreau soit ramené à 290 000 euros par an, mais pas touche au Club des 5. À l'exception d'André Gilles, qui a accepté de ne « pas faire un obstacle de sa

personne », les autres ne bougent pas : Jean-Claude Marcourt, Stéphane Moreau, Alain Mathot, Willy Demeyer.

Rue Louvrex, au siège de Nethys, le message a été reçu cinq sur cinq : la voie est libre pour un retour de l'enfant prodigue, jusqu'ici couvert par un certificat médical. Muettes depuis le début de l'affaire, les organisations syndicales n'ont pas bronché. Et, pour Elio Di Rupo, ce n'est pas non plus un problème puisque l'intéressé a choisi entre Nethys et son mandat de bourgmestre d'Ans, l'unique exigence présidentielle. Si l'on règle le problème des sursalaires et des questions éthiques visant André Gilles, Stéphane Moreau, et maintenant aussi Alain Mathot, la déplaisante parenthèse pourrait peut-être doucement se refermer, espèrent les décideurs liégeois.

La commission d'enquête va durer des mois au parlement de Wallonie, peut-être jusqu'en juin 2018. L'intérêt du public va décroître au fil de la plongée, forcément technique, dans les arcanes de l'intercommunale et de ses filiales privées. Seul élément de suspense : l'audit commandé par le gouvernement wallon, attendu pour fin mars, tout comme l'assemblée extraordinaire de Publifin, fixée au 30 mars prochain : 11 nou-

veaux administrateurs feront leur apparition, qui seront chargés de réfléchir au devenir de l'intercommunale afin d'arriver au mois de juin avec un plan de bataille. Les Liégeois ne vont pas se faire hara-kiri pour plaire à leurs présidents de parti ou à Paul Magnette. Pour les réformateurs, la fenêtre de tir est étroite. Marcourt en tête, les socialistes plaideront pour un modèle taillé sur mesure, après avoir mis fin aux défauts trop voyants du holding. Ils en ont les moyens. Et le temps joue pour eux.

Les Liégeois ne vont pas se faire hara-kiri pour plaire à leurs présidents de parti ou à Paul Magnette



Deux générations de socialistes liégeois : qui survivra à la tornade Publifin ?

Didier Lebrun/Photo News

L'actionnaire majoritaire de Publifin est le conseil provincial de Liège (56 membres). Celui-ci est formé de 21 PS, 17 MR, 8 CDH, 8 Ecolo et 2 PTB. La majorité, depuis trente-six ans, est laïque mais Dominique Drion, chef de groupe CDH au conseil provincial, est souvent considéré comme un membre informel du collège provincial, le « sixième député provincial ». Quand il s'agit de Liège, aucun soutien n'est négligé. Voir le rôle de Jean-Michel Javaux (Ecolo) à la tête de Meusinvest (aide au financement d'entreprise). Aussi sûr que deux et deux font quatre, l'atterrissage de l'affaire Publifin se fera avec l'accord des trois fédérations provinciales : socialiste, libérale et humaniste. « Cela a toujours été le cas, pose un éminent socialiste liégeois. Mais il faut laisser du temps au temps pour construire un consensus. Il n'y avait pas de plan B quand le scandale a éclaté. Le centre de décision se trouvant juridiquement à Liège, ce sont les trois familles politiques, des communes et de la Province, qui doivent trouver la réponse. »

La ministre Alda Greoli au charbon

Les chapeaux à plumes du grand *pow-wow* printanier sont identifiés au PS (Jean-Claude Marcourt en tant que nouveau coordinateur provincial, avec Willy Demeyer) et au MR (Daniel Bacquelaine, Olivier Chastel, Pierre-Yves Jeholet). Au CDH, la situation est plus confuse. Même si des coups décisifs ont été portés par la base (Cédric Halin) et le sommet (Benoît Lutgen), il y a comme un trou noir dans l'entre-deux. Dominique

Drion a disparu du conseil d'administration de Publifin, comme tous les administrateurs CDH mais il est toujours vice-président de Nethys et a conservé ses autres mandats, ainsi que son poste de chef de groupe au conseil provincial (le tout lui ayant procuré 150 000 euros brut en 2015, selon *Le Soir*). Le CDH liégeois n'a pas d'autre spécialiste du secteur public, alors qu'au MR, Daniel Bacquelaine, actuel ministre des Pensions et président de la fédération du MR, a toujours été au courant de tout ce qui se tramait chez Publifin/Nethys. Pour la transition, l'avocat Drion peut encore être utile. Les centristes renvoient, gênés, à leur présidente d'arrondissement, Vinciane Pirmolin, dont le père, Jacques, a longtemps été le pilier social-chrétien de la Province. Faute de mieux, c'est donc la ministre francophone de la Culture, Alda Greoli, future tête de liste dans la Cité ardente, qui prend en charge le brûlant dossier.

Les politiques liégeois auront à cœur de démontrer que leur empire a une logique économique et qu'il est sous contrôle. Dans son discours fleuve du 26 janvier dernier, André Gilles l'a souligné, « les actionnaires de Publifin sont à même d'imposer leur manière de voir les choses à Finanpart, en ce compris évidemment en ce qui concerne Nethys. » Toutefois, l'existence d'une « unité de direction » ne suffit pas à rassurer sur la légalité de la structure. Où est passé le contrat de gestion précisant la subordination de la SA Nethys à l'intercommunale Publifin ? Existe-t-il seulement ? Et que dit-il ? Que Publifin n'aurait →

→ qu'un droit d'information a posteriori ? Question cruciale que doivent se poser les commissaires de Namur ou la justice liégeoise. Car c'est à partir de la privatisation de la filiale Nethys, en 2012-2013, que tout s'est emballé : les salaires et les acquisitions douteuses au regard de l'objet social de l'intercommunale, comme les médias ou la participation dans l'aéroport de Liège.

Deux explications à la forme singulière du holding liégeois, avec ses culs-de-sac, ses portes dérobées et ses passages

les autres. Il faut opérer délicatement pour mettre au jour la circulation des flux financiers et corriger ce qui doit l'être. Mais en prenant de l'altitude : la majorité provinciale qui a avalisé ce système pendant des années n'est pas la mieux placée pour s'auto-réformer. »

C'est pourtant ce que tente le président de la fédération du MR, Daniel Bacquelaine. « Il faut séparer la distribution de gaz et d'électricité du reste, qui doit être géré sur le modèle de Proxi-

mus, une entreprise publique autonome, avec un ancrage public, liégeois mais ouvert au privé, explique-t-il au Vif/l'Express. Le modèle intercommunal est périmé. Dans une commune, l'échevin des Travaux n'a pas besoin d'un conseil d'administration pour diligenter ses travaux. Si la supracommunalité se substitue aux intercommunales, elle peut devenir le bras opérationnel de la Province. C'est plus facile à réaliser à Liège qu'ailleurs en Wallonie mais je ne dis pas que ce modèle doit être le même partout. Un décret peut encore être voté sous cette législature. Cela aurait le mérite de rendre les institutions plus claires. »

Stop ou encore ? Même dans le sanctuaire de Publifin, beaucoup de questions restent ouvertes. La vente de VOO (câble) est une option. Elle rapporterait trois milliards d'euros si l'on transpose la précédente opération de rachat de SFR/Numericable par Telenet. En 2018, Nethys aura fini de

rembourser les 425 millions empruntés pour acquérir, en 2007, les huit réseaux de télédistribution wallons. Faut-il mettre en vente ? Ou temporiser ? Le sujet n'est plus tabou. Un ancien de Telenet, Jos Donvil, est déjà dans la place comme directeur de VOO, après avoir piloté la fusion de Base et de Telenet. En

cas de vente, le retour sur investissement pour les communes associées et la Province de Liège serait exceptionnel. Cela permettrait au groupe Nethys de se recentrer sur l'énergie et ses diverses et pluri-ethniques participations financières, pas toujours éthiques, comme le montre le scandale Publupart/Publifin en Flandre. Le sort des Editions de l'Avenir se poserait inévitablement. Rossel est en embuscade. Enfin, la fusion d'Ores et de Resa pour la distribution unifiée du gaz et de l'électricité sur tout le territoire wallon est-elle une idée sérieuse ou simplement destinée à mettre la pression sur les « propriétaires » liégeois ? Difficile de croire que ces derniers soient disposés à partager l'activité historique de l'ancienne Association liégeoise d'électricité. Les mânes des princes-évêques ne s'en remettraient pas. ♦



PHILIPPE BOURGUET/BEPRESS PHOTO AGENCY/BEIPA

Benoît Lutgen a encore besoin de Dominique Drion (à g.) pour assurer la présence du CDH dans les intercommunales.

souterrains débouchant en Flandre, en Serbie ou au Kenya. Un, « c'est un empilement de structures actives ou tombées en désuétude que l'on a gardées au cas où, d'où son caractère très touffu », admet un artisan de ce système, aujourd'hui retiré des affaires. Deux, « la diversification permet au management de se survivre à lui-même et de prétendre, au fur et à mesure que l'entreprise se développe, à de meilleures rémunérations, à plus de pouvoir et plus de prestige, mais pas nécessairement dans l'intérêt de l'actionnaire, observe Henry-Jean Gathon, professeur d'économie à HEC/ULg. Un classique enseigné dans toutes les écoles de commerce... Hélas, il n'y a pas de service d'études dans les communes. »

Malgré l'unanimité de façade, certains Liégeois craignent que « la structure Publifin autorise l'usage privé de fonds publics » alors que d'autres continuent à s'extasier devant ce « bel outil industriel ». Pour ces derniers, il ne faut rien lâcher, au nom de l'ancrage local des emplois et des centres de décision. « Le patriotisme liégeois est invoqué par quelques leaders intéressés par l'argent, rétorquent



L. DIEFFEMBACQ/BELGAIMAGE

Très informé, Daniel Bacquelaine (MR) endosse l'habit de réformateur.

Depuis Publifin, la foire
aux fausses bonnes idées

La Constitution belge
à la sauce Tintin

Marine Le Pen,
toujours plus haut

LE VIF

l'express

IMMO

2017

- **Tous les prix par commune**
- **Les quartiers où il faut acheter**

Arlon

Liège

Charleroi

Namur

Bruxelles

Namur

LE VIF 35^e année n°8 - L'EXPRESS n°3425 hebdomadaire du 24 février au 2 mars 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711

01708 >



5 4 14286 210520

LA FOIRE AUX FAUSSES BONNES IDÉES

Transparence, contrôle démocratique, efficacité, rentabilité, gouvernance : le monde politique tire dans tous les sens. Y compris dans son propre pied. Petite revue des mesures contradictoires, contre-productives, cyniques et intéressées lancées par ceux qui veulent désormais laver toujours plus blanc. C'est-à-dire par tout le monde.

PAR NICOLAS DE DECKER

Bien qu'ils s'en défendent, les hommes politiques aiment le buzz et ont le sens de la fable. Ça tombe bien. Une de celles qui a fondé la doctrine libérale a été écrite au XVIII^e siècle par un Anglais, Bernard Mandeville, et met en scène une ruche bourdonnante, pleine d'abeilles égoïstes et cyniques, mais qui, pourtant, fonctionne harmonieusement. Que les abeilles et les bourdons se préoccupent d'agir honnêtement, et c'est toute la communauté qui s'effondre. « Vices privés, bienfaits publics », c'est le sous-titre de la fable de Mandeville, s'appliquait à l'Angleterre d'alors, nation prospère aux habitants corrompus. Se

comporter de manière désintéressée n'est pas seulement inutile, dit le philosophe : c'est contre-productif, car la recherche de son intérêt personnel est la condition de la prospérité collective. Réclamer des individus qu'ils se comportent noblement mène la société à sa perte.

*« Oui, si un peuple veut être grand,
Le vice est aussi nécessaire à l'Etat,
Que la faim l'est pour le faire manger.
La vertu seule ne peut faire vivre
les nations
Dans la magnificence ;
ceux qui veulent revoir
Un âge d'or, doivent être
aussi disposés
A se nourrir de glands,
qu'à vivre honnêtes. »*

L'alternative, selon Mandeville, est indélébile : soit la société va mal parce que ses agents sont bons, soit elle va bien parce qu'ils sont mauvais. Or, aujourd'hui, en Belgique, les hommes politiques promettent tous de se nourrir →



Dès ce jeudi 23 février, « La foire aux fausses bonnes idées » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Nicolas De Decker sur

canal **Z**



THIERRY ROGE/BELGAINMAGE

Moins de mandats, moins de mandataires, mais plus de contrôle, plus de transparence, et moins de frais : chacun y va de sa proposition. Ici, Charles Michel (MR), Siegfried Bracke (N-VA) et Raoul Hedebouw (PTB).



Rudy Demotte en 2007 :
« Moi aussi, sur ces questions, j'ai surjoué. Mais je vois comment ça se passe au bout du compte. »

BERTRAND BOLCKAERT/BELGAIMAGE



→ de toujours moins de glands, après avoir goûté de tant de mets raffinés. La concurrence des vertueux va déjà abattre la ruche Publifin, dont on se demande si elle a vraiment produit tant de miel. Chacun jure que sa vertu privée, plus sincère et plus profonde que celle du bourdon d'à côté, contribuera à la vertu publique de la ruche. Mais tous ces battements d'ailes font tant de bruit que leur bourdonnement en devient insupportable. Jusque dans certaines alvéoles haut placées.

On a ainsi entendu le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, dimanche 19 février, déplorer sur Bel RTL la surenchère à laquelle se livrent ses collègues de tous les partis. Lui qui, pourtant, n'avait pas été le moins bruyant à l'époque des « affaires » carolorégiennes d'il y a une dizaine d'années, a changé. « On tient compte des enseignements de la vie. Je lis beaucoup, et j'essaie d'apprendre de ce que je lis. On est dans une spirale où chacun affûte la lame de la guillotine. Robespierre l'a fait, et je vois comment ça se passe au bout du compte, ce qu'engendrent les comportements qui se veulent plus puristes que les puristes. Je préfère être dans la position de Condorcet que dans celle de Robespierre. Il faut jouer la transparence, mais pas surjouer la transparence. Tout le monde surjoue.

Moi aussi je l'ai fait, parce que j'étais jeune, que j'avais envie que ça s'entende. Maintenant, j'ai quelques années de plus, je reste sur les mêmes principes, mais la manière dont j'avance mes arguments est différente », disait-il à Pascal Vrebos.

Le bruit que font ces annonces n'est pas le vrai problème, dirait Mandeville. Ce sont leurs effets potentiels qui le sont. Surtout si toutes sont adoptées en même temps. Car, mine de rien, ces professions de foi sur la moralisation de la vie publique, si elles semblent unanimes, n'en sont pas moins souvent contradictoires. En gros, deux logiques s'affrontent, sans que personne ne veuille s'en rendre compte. D'une part une, verticale, qui



HATIM KAGHATI/ID PHOTO AGENCY

Selon Pascal Delwit (ULB), la fin de l'effet dévolutif de la case de tête avantagera les élus sortants, les héritiers et les vedettes médiatiques.

va du haut vers le bas, et qui voudrait que la chose publique – le gouvernement, les entreprises publiques, les intercommunales, le Parlement – soit gérée par des experts, au savoir puissant et à la volonté claire. Des gens qui savent où ils vont, à qui il faudrait donner les mains libres et qui, conséquemment, coûteraient cher. Cette logique de pouvoir, importée du secteur privé, aspire à l'efficacité économique, et demande une concentration du pouvoir. D'autre part une, horizontale, qui vise à associer le plus de personnes possibles à la prise de décision pour la contrôler davantage, donc à diluer l'autorité entre toujours plus de mandataires, peu payés mais très nombreux et qui, conséquemment, coûteraient cher. Cette logique de contre-pouvoir, démocratique, aspire à la participation, et éparpille la puissance publique. De tous les côtés, le monde politique promet de faire plus avec moins, moins de mandats pour plus de contrôle, des partis moins puissants pour des représentants plus représentatifs, des mandataires plus techniciens et moins éloignés de la population. Le tout étant censé coûter moins cher et rapporter plus. Bref, le miel, l'argent du miel, le sourire de l'électeur, et les vertus privées avec les vertus publiques.

Des intercommunales, il en faut moins. Mais...

Tout le monde semble d'accord. La multiplication des intercommunales est un mal wallon. C'est de l'une d'entre elles, celle que l'on disait la plus grande du monde, qu'est né le scandale. Elles doivent, chacune, être plus transparentes. Le gouvernement wallon travaille en ce sens, les recense, et s'emploie à, dit-il, « rationaliser le secteur ». Mais de quelle rationalisation parle-t-on ?

Dans quel sens doit-on en réduire le nombre ? En les regroupant par secteur – le gaz, l'électricité, le développement économique, les déchets, les hôpitaux, etc. ou par sous-région – la Wallonie picarde, Liège, etc. ?



Les écologistes (ici, Jean-Marc Nollet et Kristof Calvo) prônent le décumul total à tous les étages. Avantageux, pour des partis manquant de figures locales populaires.

BART DEWAELE/ID PHOTO AGENCY

Par secteur, on créerait des géants, ce dont les promoteurs louent la « taille critique », qui seraient « capables de peser à l'international » et dirigés par de tout grands formats. Paul Magnette ou Benoît Lutgen, par exemple, se sont prononcés en ce sens, notamment pour l'énergie et pour la télédistribution.

Par sous-région, on créerait des bastions, jamais loin de la baronnie, donnant des leviers puissants, car cohérents, à une élite locale éclairée. Jean-Luc Crucke et Rudy Demotte, pour le Hainaut occidental, se positionnent ainsi. Homme de synthèse par excellence, le Brabançon wallon André Antoine résume dans sa propre tête la contradiction entre fusion sectorielle et unité géographique qui traverse l'ensemble du monde politique : il est à la fois pour un grand distributeur wallon de gaz et de l'électricité, et pour la réunion des trois intercommunales du Brabant wallon en une seule structure provinciale.

Dans tous les cas, on efface les « petites » structures, et l'on confie les clés d'intercos moins nombreuses mais plus grosses, à des entrepreneurs, politiques ou économiques, professionnels donc compé-

tents, plutôt qu'à des amateurs, au profit des actionnaires, les communes, qui en recevraient de meilleurs dividendes.

Il y en a encore, pourtant, des institutions de ce secteur qui sont les plus proches, physiquement, du citoyen : à Wavre, la commune du Premier ministre, c'est une régie municipale qui distribue l'électricité, à la satisfaction de tous. La petitesse de la structure ne garantit pas l'absence d'abus, mais bien leur hauteur limitée. Les écologistes et le PTB, par exemple, penchent plutôt de ce côté. « Ce que nous prônons, ce sont des conseils d'administration élus où siègent des conseillers communaux, des représentants d'organisations de consommateurs, des syndicats et organisations de la société civile, et des citoyens directement élus. De manière à ce que tout engagement dans la société soit rentable pour ces régies urbaines : citoyens impliqués, spécialistes en placements éthiques, experts de la société civile, personnes qui vouent une réelle passion à la ville et aux services publics. On pourrait également envisager de donner un droit de parole aux citoyens lors des réunions du conseil et de donner aux comités de

citoyens le droit de mettre des points à l'ordre du jour. C'est ce que nous appelons une démocratie active d'en bas. Et bien sûr, tout sera immédiatement rendu public. Toutes les réunions seront retransmises en direct par Internet, en *live streaming*. Rien ne sera caché. Et le contrôle organisé par la population, car « l'autorégulation ne fonctionne pas », écrivait ainsi Peter Mertens, président du PTB, dans une carte blanche publiée sur levif.be. Tant pis si les bénéficiaires sont moins élevés. Donc si, comme le déploierait pour Publifin le conseiller communal PTB Raoul Hedebouw, les communes en reçoivent moins de dividendes ?

Des élus locaux, il en faut moins. Mais...

Bruxelles est un grand village, et ses dix-neuf communes de tout petits hameaux. C'est pourquoi le PS bruxellois propose d'y diminuer le nombre d'échevins, notamment, tout en rémunérant mieux les mandataires locaux. « Notre réponse aux enjeux de gouvernance moderne et transparente repose sur deux axes : une plus grande participation de tous à l'exercice du pouvoir politique, et une →

→ réforme du cadre dans lequel s'inscrivent les fonctions exercées par chacun », expliquait Laurette Onkelinx en conférence de presse, le vendredi 10 février. Mais, pourtant, « le mandat local est inscrit dans l'ADN du mouvement socialiste. C'est au niveau local que nous menons nos politiques sociales de proximité, qui garantissent la cohésion sociale dans nos quartiers [...]. Le PS bruxellois se positionne donc pour une réduction du nombre d'échevins par collège et un renforcement de leurs attributions », précisait le communiqué distribué. Reprenons le raisonnement : les élus locaux sont indispensables à la démocratie. Ils sont les derniers mandataires que la population apprécie. Donc on en réduit le nombre. Donc on en fait des professionnels ou presque. Donc des experts de la gouvernance publique. Donc des gens qui auront moins de temps pour entendre les préoccupations des personnes qu'ils sont censés représenter. Donc des gens que ces personnes apprécieront moins ?

Des députés, il en faut moins. Mais...

Charles Michel lui-même se l'est demandé publiquement, en séance plénière de la Chambre, le jeudi 9 février : « N'y a-t-il pas dans notre pays beaucoup de ministres, beaucoup de mandataires ? Peut-être doit-on mettre cette question de la rémunération en lien avec le nombre très élevé de fonctions politiques et de fonctions publiques. » Il visait, dit-on, aussi les parlementaires. Dans la foulée du Premier ministre, Barbara Dufour, professeur au très huppé collège du Sacré-Cœur de Charleroi, expliquait cette semaine, dans une carte blanche très partagée sur levif.be depuis le 20 février, que les députés devraient « travailler plus que trois jours par semaine ». L'enseignante, comme beaucoup, pense que travailler dans un Parlement consiste à y siéger au moins trente-huit heures par semaine, cinquante-deux semaines par an. Elle semble ignorer que c'est en dehors du Parlement que

travaillent les parlementaires. Elle, elle voudrait les y enfermer. Ils ne pourront pas rencontrer des gens, les écouter ou les convaincre. Donc ils seront encore plus déconnectés. Elle veut aussi en réduire le nombre, des parlementaires. Mais s'il y en a moins, ils représenteront censément beaucoup plus de gens. Donc

taires. Ceux qui le restent plus longtemps, en général, montent en grade. Ils deviennent ministre, à gauche ou à droite. Et donnent l'impression qu'une caste d'oligarques monopolise le pouvoir. Les empêcher de s'y attarder, c'est alors s'assurer d'un renouvellement plus fréquent. Mais aussi de ministres



Dans la surenchère, les socialistes bruxellois présidés par Laurette Onkelinx proposent de diminuer le nombre des échevins au motif que... les échevins sont les mandataires les plus proches de la population.

ils en seront plus éloignés. Donc ils auront tendance à faire autre chose que se montrer à leur écoute. Donc ils seront encore et encore plus déconnectés ?

Bref, des mandats, il en faut moins. Mais...

Christophe De Beukelaer, tout nouveau président des jeunes CDH et échevin à Woluwe-Saint-Pierre, veut limiter les mandats dans le temps, à deux ou trois successifs. Au nom de « la fraîcheur des idées, l'expérience de la vie civile au service de la vie politique », et « le fait que le citoyen s'attachera moins aux personnalités (puisque le renouvellement sera plus important) et davantage aux idées », déclarait-il à nos confrères de *La Libre*, le mercredi 15 février. Deux mandats et pas plus, c'est déjà, en fait, la durée moyenne de la carrière des parlemen-

moins expérimentés. Donc généralement moins compétents. Les expériences ministérielles écologistes, où les mandats sont, sauf dérogations, limités à deux successifs, ont été à ce titre assez marquantes. Comment faire, alors, pour désigner des ministres de talent ? Trouver des gens, dans le privé, dont l'expertise est reconnue dans le département concerné. Donc des technocrates ?

Du pouvoir des partis politiques, il en faut moins. Mais...

Louis Michel le proclamait récemment dans une interview au Vif/L'Express qui a fait date (*notre édition du 3 février*) : « Vous voulez un moyen de donner réellement aux citoyens le pouvoir de sanctionner le politique ? Supprimons la case de tête et l'intégralité de son effet dévolutif, retirons ainsi la confection des listes

électorales aux appareils des partis : les places seront attribuées par ordre alphabétique ou par tirage au sort. Celui qui aura le plus de voix sera élu. Et les femmes n'auront plus d'excuses de ne pas être 50 % au Parlement. » Ainsi soit-il. C'est que les partis n'ont plus bonne presse, et que la démocratie gagnerait à limiter leur pouvoir, à tout le moins dans la désignation des représentants de la nation. La Région wallonne, du reste, a anticipé la volonté michelienne et les prochaines élections communales et provinciales s'y feront sans effet dévolutif. Une avancée démocratique, en disent les promoteurs. Dont les effets, pourtant, sont discutables. « Plus que jamais, on renforce la personnalisation de la vie politique et des campagnes électorales. Ce n'est plus un combat ou un débat d'idées ou de programmes mais une compétition de personnes. Et cette lutte est plus que jamais double : entre personnes de partis différents et, parfois plus encore, entre candidat(e)s de la même liste. Est-ce là une vision idyllique de la démocratie ? », s'interrogeait, sur Facebook, le politologue Pascal Delwit (ULB). Dans cette compétition, tous les candidat(e)s ne partent pas sur un pied d'égalité. Les personnes plus âgées qui peuvent faire valoir un ou plusieurs réseaux de personnes-ressources, a fortiori les candidat(e)s qui sont des élus sortants, qui sont parents de responsables politiques ou qui ont une visibilité publique ou une présence médiatique seront plus que jamais avantagés, sans possibilité éventuelle de compenser par une place sur la liste. Est-ce la meilleure voie pour renouveler et ouvrir la vie politique, notamment locale ? », insistait-il. Donc, écorcher le pouvoir des appareils de parti renforcerait l'assise des vieux élus sortants, eux-mêmes dirigeants de l'appareil de leur parti, au détriment de la belle jeunesse aspirant à l'élection. Donc l'oligarchie partisane, et pas la démocratie citoyenne ?

Des adversaires, il en faut moins. Mais il n'y a pas de mais.

Le président du CD&V, Wouter Beke, veut interdire le cumul d'un parlementaire avec le mayorat d'une ville de plus de 50 000 habitants. Ça tombe bien, son parti n'en dirige que trois. Benoît Lutgen veut supprimer l'effet dévolutif de la case de tête. Ça tombe bien, son parti tient debout grâce à ses personnalités populaires. Les écologistes veulent interdire tout cumul entre les parlements et les exécutifs locaux. Ça tombe bien, leur parti est marginal dans ces exécutifs locaux. Là-dessus, tout le monde s'accorde : avant de se tirer une balle dans le pied, il faut veiller à toucher le cœur de l'adversaire.

Car on lutte contre l'intéressement en politique de manière tout sauf politiquement désintéressée.

Et donc il est peut-être là, le vrai vice qui gangrène la ruche. ♦



14^{ème}
ÉDITION

2017

Entreprendre

Tour & Taxis - Bruxelles 27 & 28 mars

Le salon national pour des starters et porteurs de projets, indépendants, entrepreneurs et PME

À LA RECHERCHE DE CONSEILS POUR VOTRE PME ?

PARTICIPEZ AU PLUS GRAND SALON ET DÉCOUVREZ DE NOMBREUSES OPPORTUNITÉS POUR CONTINUER À FAIRE CROÎTRE VOTRE ENTREPRISE.

Inscrivez-vous gratuitement via
www.entreprendre2017.be

ou scannez
cette page avec
l'appli Scanlink



Une initiative de :



Avec le soutien de :

Robespierre, le retour
de « l'Incorruptible »

Pays-Bas : en campagne
avec Geert Wilders

Comment bien choisir
ses études supérieures

LE VIF

l'express

LE VIF 35^e année n° 10 - L'EXPRESS n° 3427 hebdomadaire du 10 au 16 mars 2017 BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2714



INTERCOMMUNALES

20 MILLIARDS

LA FACTURE D'UN SYSTÈME

Depuis 25 ans, le prix de votre électricité est surévalué...
et les politiques ont fermé les yeux

5 414286 210520

ORES, L'AUTRE PUBLIFIN

L'intercommunale chargée de la distribution du gaz et de l'électricité dans la majorité des communes wallonnes aurait elle aussi ses dérives. Un conseiller communal PS pose de lourdes questions sur ses structures et sa stratégie.

PAR OLIVIER MOUTON

Après Publifin, une autre intercommunale, Ores, va-t-elle entrer dans la valse des affaires ? Et dévoiler la raison pour laquelle une vaste répartition de postes d'administrateurs et autres membres de comités de secteur a été décidée en Wallonie ? En creusant les questions posées par un conseiller communal PS de Genappe, Jean-François Mitsch, on peut en tout cas, légitimement, le suggérer : la rétribution financière d'élus permet d'obtenir leur soutien aux politiques, notamment tarifaires, menées par les intercommunales. Dans l'opposition au niveau communal, Jean-François Mitsch est spécialiste des questions énergétiques et responsable d'une coopérative qui finance des projets participatifs dans les énergies renouvelables. Depuis trois ans, il interroge régulièrement la dynamique d'Ores. A force de voir les réponses éludées ou masquées derrière un écran de fumée délibéré, il a décidé, après la révélation du scandale Publifin, de s'adresser, par courrier, au nouveau ministre des Pouvoirs locaux, Pierre-Yves Dermagne, à son collègue Christophe Lacroix en charge de l'Energie, ainsi qu'aux responsables des intercommunales concernées. Il a aussi alerté, le 3 mars, le procureur général de Liège, Christian De Valkeneer, en charge de l'information judiciaire sur les mandats rémunérés de comités de secteur apparaissant bidon chez Publifin. Et il a déposé un dossier sur le bureau du Vif/L'Express.

Ores est née en 2009 de la fusion de huit intercommunales mixtes (rassemblant des partenaires publics et des partenaires privés) wallonnes, responsable de la distribution du gaz et de l'électricité dans 197 communes wallonnes sur 275. Cette structure géante couvre la quasi-totalité des localités du Brabant wallon, du Hainaut, de Luxembourg et de Namur. En clair, c'est l'équivalent version XXL de Publifin, qui distribue le gaz et l'électricité en région liégeoise via sa filiale Resa.

Jusqu'il y a peu, les similitudes entre Publifin et Ores étaient d'ailleurs troublantes. Comme Publifin, Ores a bénéficié du



Jean-François Mitsch, conseiller communal PS à Genappe :
« Chez Ores, ils ont nettoyé les écuries dans la précipitation. »

report de l'application des règles éthiques du Code wallon de la démocratie locale, de 2015 à 2017. Comme Publifin, Ores disposait de huit comités de secteur rémunérant 90 mandataires locaux – jusqu'à 15 000 euros brut par an pour les présidents, en plus des jetons de présence à 160 euros. Tous ont été supprimés en ce début d'année 2017 après la divulgation par Le Vif/L'Express du scandale Publifin. La rémunération

*Fernand Grifnée, patron d'Ores :
« Pas question que les sommes
perçues dans les comités de secteur
soient remboursées. Elles
correspondent à un travail effectué. »*

fixe et variable des 136 mandats dans le cadre de leurs fonctions au sein du conseil d'administration et des différents comités de secteur s'est élevée au global à 671 411 euros brut par an. Comme Publifin, la structure cultive un certain secret et le salaire de ses principaux dirigeants est inconnu – il devrait être dévoilé dans le prochain rapport annuel, promet l'administrateur délégué d'Ores, Fernand Grifnée.

Seule différence notable : alors que Publifin a étendu sa toile à de nombreuses autres activités (aéroport, assurances, fonds de pension, presse...), Ores est resté actif dans son métier de base : l'énergie.

Le grand ménage au sein d'Ores a été annoncé le 31 janvier dernier via un communiqué de presse, un peu plus d'un mois après le début de l'affaire Publifin. Pure coïncidence ? « Chez Ores, estime Jean-François Mitsch, ils ont voulu nettoyer les écuries dans la précipitation pour clore le débat. » Dans le communiqué de presse, il est notamment question de la suppression des comités de secteur, ces organes tant décriés chez Publifin car ils s'apparentaient à des coquilles vides, avec des mandats coquettement rémunérés, même pour des prestations inexistantes.

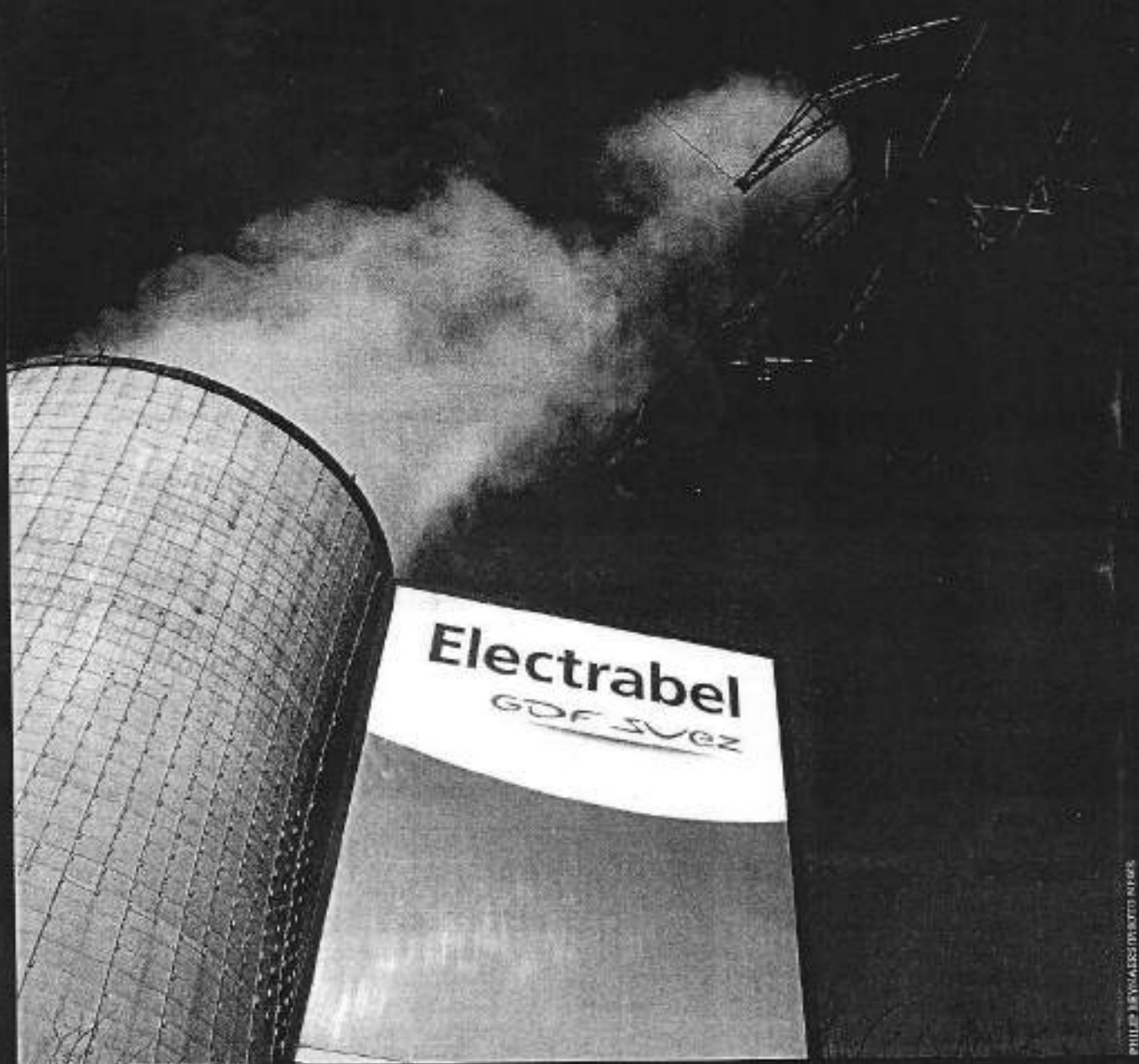
Sollicités par Le Vif/L'Express, les responsables d'Ores démentent toute rationalisation précipitée et défendent les comités de secteur. « La décision de

rationaliser le secteur fut prise début 2013 afin de l'aligner sur les meilleurs standards de gouvernance et de réduire le nombre de structures et de mandats », soulignent, dans une réponse rédigée en commun, Fernand Grifnée, administrateur délégué d'Ores scrl, Didier Donfut, président du conseil d'administration d'Ores scrl, Cyprien Devillers, président du conseil d'administration d'Ores Assets, et Claude Desama, ancien président d'Ores. « La première étape de ce processus, intervenue au 1^{er} janvier 2014, a vu la fusion des huit intercommunales mixtes en une seule, Ores Assets scrl. Afin de maintenir la confiance entre toutes les parties, il fut décidé de conserver, au niveau de chaque secteur territorial correspondant aux anciennes intercommunales, des compétences décisionnelles fondamentales notamment en matière tarifaire, d'investissement et de stratégie. Pour ce faire, huit comités de secteur furent alors mis en place,

avec une véritable compétence décisionnelle, une rémunération des 90 membres liée à leur présence aux réunions et une moyenne de huit à dix réunions par an. La création de ces comités de secteur a permis à chaque intercommunale d'adhérer à la fusion. Ceci démontre que nous ne pouvons pas être comparés à Publifin. » Précision catégorique, de leur part : « Il n'est pas question que les sommes perçues soient remboursées. Elles correspondent à un travail effectué. » →

« Ce réseau de distribution que l'on achète 405 millions d'euros, nous l'avons payé plusieurs fois »

20 MILLIARDS, LA FACTURE D'UN SYSTÈME



Pendant plus de vingt ans, Electrabel et les intercommunales (Ores, Publifin...) auraient organisé une surfacturation permanente de votre électricité. Le monde politique était-il payé pour fermer les yeux ?

PAR OLIVIER MOUTON

C'est une « simple » interpellation, faite à répétition, par un conseiller communal, qui soulève un gigantesque pot aux roses. Et qui expliquerait les raisons profondes qui se cachent derrière l'affaire Publifin et les révélations en chaîne au sujet de pratiques en cours au sein des intercommunales. Au-delà de la question du nombre de mandats, de leurs rémunérations et des conflits d'intérêts qu'ils peuvent induire, il y aurait un système mis en place à dessein : les politiques, de leur plein gré ou contraints et forcés, auraient fermé les yeux pendant une vingtaine d'années sur une tarification de l'électricité excessive au profit d'Engie Electrabel et des communes, via les intercommunales dont des « mixtes » (avec participation d'Electrabel), d'autres « pures », 100 % publiques, unies par un même souci de profit. Un « pillage organisé », à peine atténué par la régulation mise en place au début des années 2000. En voici le récit.

Depuis trois ans, Jean-François Mitsch, conseiller communal PS à Genappe, dans le Brabant wallon, se pose de très sérieuses questions au sujet d'Ores, l'intercommunale mammoth qui gère le réseau de distribution de gaz et d'électricité dans 197 communes wallonnes. En fait, toutes les communes wallonnes sauf celles de la province de Liège, où Resa, intercommunale « pure » appartenant au groupe Publifin-Nethys, gère le réseau. Jean-François Mitsch est actif professionnellement dans une coopérative d'énergies renouvelables. A plusieurs reprises, il a interpellé les instances dont il est membre de droit, l'assemblée générale de l'intercommunale de financement Sedifin et celle de Ores Assets. Au centre de ses doutes : une grande opération de rachat par Ores de la dernière partie de la participation d'Electrabel dans le réseau de distribution d'électricité. Opération entamée « il y a quelques années », selon certaines sources en 2009, et en tout cas terminée le 31 décembre 2016.

Pourquoi, se demande Jean-François Mitsch, ce rachat, finalisé fin de l'année dernière donc, a-t-il été réalisé pour un montant de 405 millions d'euros ? Selon ses estimations, la valeur des dernières parts d'Electrabel dans le réseau est inférieure de 200 millions. Le conseiller communal socialiste, pour qui le réseau de distribution d'électricité a été sciemment surévalué, réclame donc une contre-expertise indépendante (lire page 26). Le 21 février dernier, faute de réponse satisfaisante – on l'a, dit-il, « baladé » d'une instance à l'autre –, il a écrit aux conseils d'administration

des deux instances, au nouveau ministre de tutelle des Pouvoirs locaux, Pierre-Yves Dermagne (PS), et à son collègue ayant repris l'Énergie, Christophe Lacroix (PS). En lanceur d'alerte, donc, à l'image de Cédric Halin, échevin CDH d'Olnne, dans la province de Liège, à la base des révélations qui ont abouti au scandale Publifin.

« Dans tout ce que j'ai lu dans la presse depuis les révélations sur le scandale Publifin, explique Jean-François Mitsch au Vif/L'Express, on se borne à critiquer les conseils d'administration, les comités de secteur, leur utilité. Mais c'est un écran de fumée. Qui cache les véritables enjeux. » Selon lui, ils seraient de deux ordres :

1. Le consommateur aurait payé plusieurs fois, dans sa facture, les investissements consentis pour la production et la distribution de l'électricité en Belgique ;

2. Les investissements nécessaires pour la transition énergétique auraient été négligés.

Le tout avec l'assentiment ou l'aveuglement des nombreux mandataires politiques rémunérés, précisément à travers des intercommunales, pour contrôler l'activité des opérateurs énergétiques.

« Le vrai scandale, c'est la contrepartie ! »

Sollicité par nos soins, l'économiste Eric De Keuleneer ne tourne pas autour du pot : « Cesur quoi vous mettez le doigt est extrêmement important. Je m'étonne de voir l'attention médiatique se concentrer uniquement sur les mandats et leurs cumuls. C'est gênant, peut-être, mais pas dans tous les

cas de figure. Et l'on s'indigne qu'il n'y a pas de contrepartie aux rémunérations des mandataires. Or, le vrai scandale, c'est précisément la contrepartie ! Depuis vingt ans au moins, des responsables municipaux apportent leur soutien à diverses initiatives d'Electrabel pour retirer le plus possible d'argent du secteur électrique en Belgique. La société (NDLR : contrôlée depuis les années 1990 par Suez, puis entièrement rachetée par le groupe français en 2005) aurait retiré,

selon mes estimations, environ 20 milliards d'euros, partis de façons diverses à Paris pour sauver le groupe Suez - Gaz de France - Engie, plusieurs fois au bord de la faillite. » Quelques milliards, ajoute Eric De Keuleneer, ont été versés aux communes et aux mandataires wallons sous forme de dividendes et de rémunérations, en guise de « remerciement » pour leur soutien au système.



Dès ce jeudi 9 mars, « 20 milliards, la facture d'un système » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Olivier Mouton sur

canal **Z**

→ Eric De Keuleneer est l'un des rares spécialistes indépendants du domaine de l'énergie en Belgique. Il a notamment été président du groupe d'experts chargé de préparer la libéralisation du secteur, à la charnière des années 1999 et 2000, et administrateur indépendant de Luminus en 2002-2005. Il a été quelques années, jusque l'an dernier, président du conseil d'administration de Lampiris, fournisseur belge d'électricité fondé en 2005. D'après lui, Electrabel et les intercommunales ont systématiquement surfacturé le prix de l'énergie, via des pratiques comptables et de lobbying politique, afin de doper les bénéfices. « Depuis des dizaines d'années, Electrabel et les intercommunales amortissent trop rapidement leur matériel, expose-t-il. Sous prétexte de prudence. Dans un régime de service public régulé, les tarifs doivent refléter les coûts, plus un bénéfice raisonnable ; l'investissement en matériel est un des coûts très importants en électricité, et on devrait le traduire en coût annuel en fonction de la durée de vie du matériel. Un matériel qui dure vingt ans est traduit en coût, donc « amorti », en vingt ans : chaque année, 5 % du montant de l'investissement. Mais, évidemment, si vous amortissez en dix ans du matériel qui va durer vingt ans, ça coûte beaucoup plus cher pendant ces dix années. Cela a été fait presque systématiquement par Electrabel et ses alliées intercommunales, tant « mixtes » que « pures », toujours avec la promesse que le consommateur en bénéficiera plus tard. Mais ce plus tard, qui devait commencer dans les années 1990, n'est jamais arrivé. »

Et donc, qui a payé l'amortissement et la revalorisation qui a suivi ? Le consommateur.

Comment une telle situation a-t-elle été possible ? Pour le comprendre, il faut pratiquement remonter aux origines du marché moderne de l'énergie en Belgique. Quand, dans les années 1950, une petite quarantaine d'entreprises publiques et privées sont actives dans le secteur de l'électricité. Les syndicats demandent des mesures pour diminuer les tarifs, bien trop élevés. La FGTB menace même de paralyser le pays. En découle une première « pax electrica », signée en 1956. Un comité de contrôle voit le jour : encadré par les partenaires sociaux, c'est lui qui donne son feu vert à la tarification avant que les politiques ne l'approuvent. Après une baisse initiale, les tarifs redécollent à nouveau, à cause d'une demande toujours croissante et du développement des technologies. Les producteurs et distributeurs d'électricité investissent dans la modernisation des installations. Il faut les payer, et on les paie rapidement, « par prudence ». Dans les années 1970, on entame la construction des centrales nucléaires Doel et Tihange. Le réseau



Eric De Keuleneer, spécialiste indépendant des questions énergétiques, dénonce le soutien des municipaux au « pillage » réalisé par Electrabel.

à haute et basse tension est choyé, lui aussi. Des dizaines et des dizaines de milliards de francs belges pleuvent.

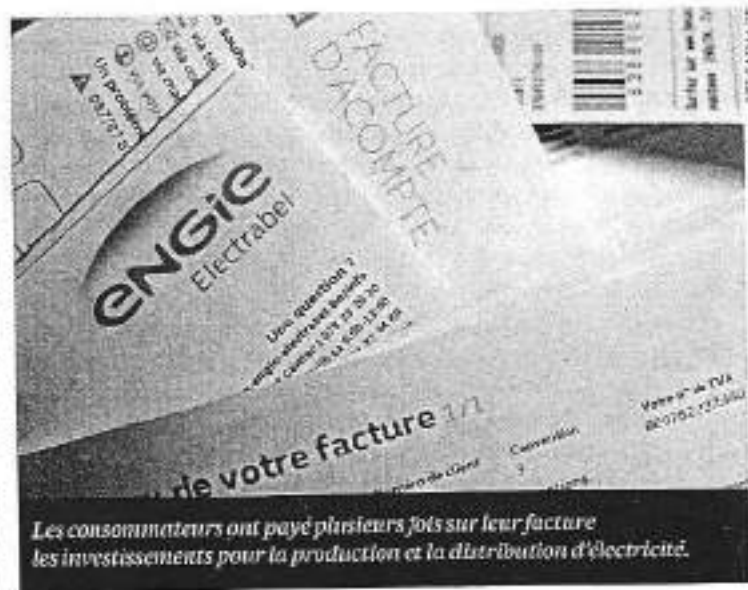
Le secteur subit progressivement une cure de rationalisation, jusqu'au monopole d'Electrabel, effectif à partir de 1999. Parallèlement, comme depuis la fin des années 1920, les communes, puis les intercommunales, gèrent les réseaux de distribution. Dans la plupart des cas, les intercommunales sont mixtes : pouvoirs publics + participation d'Electrabel allant de 40 à 60 %. « Pour presque tous les investissements, affirme Eric De Keuleneer, on a amorti le matériel à vitesse accélérée. » Et dans les années 1970-1980, les investissements sont considérables, faisant monter les prix, qui ne sont pas redescendus, comme ils auraient dû à partir des années 1990. « Electrabel a convaincu les politiques en leur montrant l'avantage pour les communes des tarifs plus élevés : des dividendes ! Il y a aussi eu une tendance à multiplier les conseils d'adminis-

tration, parfois inutilement empilés et élargis à de nombreux membres. Tous les partis y étaient représentés, avec des rémunérations démesurées. Cela s'est fait progressivement. Il n'y a peut-être pas eu un plan machiavélique, mais plus sûrement une très bonne gestion d'opportunité de la part d'Electrabel, qui s'arrangeait pour gagner à tous les coups, avec la complicité des roitelets locaux. Les intercommunales auraient dû avoir plus à cœur l'intérêt des citoyens, mais la plupart ont été complices, demandant même parfois plus encore. »

Un système « génial »

Luc Barbé était chef de cabinet du secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, Olivier Deleuze (Ecolo), dans le

en couverture



premier gouvernement arc-en-ciel dirigé par Guy Verhofstadt (1999-2003). Il appuie le constat. A l'issue de son expérience, il publie un livre, en néerlandais, en 2005 : *Kernenergie in de Weststraat. Dissectie van de deals*. On y lit que toutes les décisions en matière d'investissements « ont eu lieu loin de la presse et du public, de la Chambre et du Sénat, mais avec l'autorisation implicite du top des partis traditionnels ». Luc Barbé dénonce le système mis en place autour du monopole d'Electrabel : « Ce système était génial, écrit-il. On faisait en sorte que toutes les parties concernées reçoivent leur part du gâteau. Electrabel pouvait faire de gros bénéfices et chouchouter ses actionnaires. Les grandes entreprises belges profitaient de tarifs d'électricité plus bas. Les politiques étaient d'importants actionnaires du secteur via les communes et les intercommunales et recevaient de généreux dividendes. En outre, de nombreux bourgmestres et députés siégeaient dans les conseils d'administration de ces intercommunales, où ils recevaient des jetons de présence. Ces politiques défendraient donc bec et ongles la politique menée, tant dans leur intérêt personnel que dans celui des communes. On faisait taire les syndicats en leur donnant l'impression qu'ils avaient leur mot à dire dans la politique d'investissements d'Electrabel et en soutenant la position concurrentielle d'entreprises grosses pourvoyeuses d'emplois via les tarifs plus bas. Les employeurs dans le secteur recevaient de très hauts salaires de telle sorte qu'ils défendent le pacte avec acharnement. Et qui payait cette politique de Saint-Nicolas ? Ceux qui n'étaient pas autour de la table : les familles et les PME. »

Un membre d'un autre cabinet fédéral de l'époque nous assure aujourd'hui que « la plupart des responsables politiques ne se préoccupaient que des dividendes aux communes et de leurs mandats. La facture des clients, ils n'en avaient rien à faire. Trois ou quatre euros de plus par famille, ça ne se voyait pas. »

Un nouveau régime pointe au début des années 2000, avec la libéralisation annoncée du secteur de l'énergie. « En 2000, les recommandations faites au gouvernement Verhofstadt par le groupe d'experts que je présidais demandent que ces surfacturations du passé bénéficient aux consommateurs, comme cela avait été promis, raconte Eric De Keuleneer. Le matériel de transport – la haute tension – était très largement amorti. Les centrales nucléaires l'étaient pratiquement aussi dans leur intégralité – il restait quelques années sur deux centrales. Il fallait absolument mettre en place des mécanismes qui assurent ce retour aux consommateurs. »

La création, en avril 1999, de la Commission de régulation du gaz et de l'électricité (Creg) permet de diminuer sensiblement la marge de rentabilité d'Electrabel et des intercommunales. « Les gestionnaires de réseaux et les représentants d'Electrabel sortaient en pestant des réunions avec la Creg parce que celle-ci les contraignait à baisser les tarifs », se souvient un ministre. Un très haut responsable de la Creg confirme au Vif/L'Express que le combat pour faire baisser les prix était épique en raison des résistances venues de la Rue de la Loi : « Les politiques ont toujours essayé de maintenir les prix trop élevés. En vertu de la législation, la Creg pouvait seulement dire si les prix étaient raisonnables ou pas. Nous avons demandé au Parlement d'obtenir des compétences normatives afin de



Jean-Pierre Hansen, administrateur délégué d'Electrabel, en compagnie de Philippe, encore prince à l'époque : pas un plan machiavélique, une gestion d'opportunité.

pouvoir mener à bien notre tâche. Mais les partis ont carrément refusé. Pourquoi ? C'est évident : ils défendaient leurs intérêts et les dividendes qu'ils pouvaient obtenir pour les communes ! » A partir de 2011, la rente nucléaire permet malgré tout de grignoter ces marges plantureuses à raison d'un peu plus d'un demi-milliard par an. « On a récupéré une partie de l'argent, signale Eric De Keuleneer. Pendant quelques années... Sans cela, l'ardoise aurait été bien plus importante que 20 milliards.

Revaloriser, encore et toujours

Le 28 juin 2001, Elia, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité en Belgique voit le jour. « Le gouvernement fédéral de Guy Verhofstadt a, dès le début de la libéralisation, très mal géré cette naissance, poursuit l'économiste. Elia est créé par l'apport des actifs d'Electrabel en haute tension. L'investissement avait été de l'ordre de 160 milliards de francs belges, mais il ne se trouvait plus dans les livres comptables d'Electrabel que pour 60 milliards – forcément, puisque cela →



La taxation du nucléaire n'a permis de récupérer qu'une toute petite partie de l'argent gagné dans l'aventure par Electrabel.

→ avait été amorti en moyenne en dix ans. Or, les pylônes, les câbles, les stations de transformation..., c'est un matériel quasiment éternel. De notre point de vue, la création d'Elia devait se faire par rapport à la valeur comptable. Finalement, ça a été tranché par le gouvernement à 140 milliards. Electrabel a probablement fait une plus-value totale de 80 milliards de francs belges, soit 2 milliards d'euros sur Elia. Les intercommunales ont eu une petite partie du gâteau, via une décote sur la participation qu'elles ont pu prendre et ont donc soutenu l'opération, et la politique d'Electrabel dans Elia.

Revaloriser, encore et toujours... Puisque cela avait marché avec Elia, le même système a été appliqué avec les intercommunales, qui vont fusionner en 2009 pour devenir Ores (intercommunales mixtes, sur toute la Wallonie) et Resa (intercommunale pure, à Liège). Par contre, pour la production qui entre théoriquement en concurrence, Electrabel veille à avoir les coûts de revient les plus bas possibles.

Contacté par Le Vif/L'Express, Jean-Pierre Hansen, administrateur délégué d'Electrabel de 1992 à 1999 puis de 2005 à 2010, refuse de s'exprimer publiquement car il « n'est plus dans le jeu ». Mais, dans son entourage, on conteste formellement que des amortissements accélérés aient été pratiqués dans les investissements réalisés pour les outils de production : « On réécrit l'histoire a posteriori. Qu'aurait-on dit si les centrales avaient explosé ? »

En tout cas, « les intercommunales ont alors demandé à leur tour leur part du gâteau, enchaîne Eric De Keuleneer. En 2004-2006, elles ont obtenu de pouvoir réévaluer leurs réseaux de distribution. Or, de facto, Electrabel gérait ces intercommunales mixtes. » L'actuel CEO d'Ores, Fernand Griffoé, était responsable juridique puis en charge de la communication

chez Electrabel. C'est notamment lui qui a préparé l'opération de vente des parts d'Electrabel à Ores avant de prendre la tête de cette dernière, fruit de la fusion en 2009 des intercommunales mixtes.

La revalorisation des réseaux des intercommunales n'est pas anodine. Car en vertu de directives européennes – « auxquelles on fait dire ce que l'on veut », grincent plusieurs de nos interlocuteurs –, Electrabel est appelé à se retirer du capital de ces intercommunales. « Voilà pourquoi Electrabel voulait octroyer aux parts qu'elle devait vendre aux communes la valeur la plus importante possible, pointe Eric De Keuleneer. En 2005, leur valeur n'était pas très élevée, peut-être même négative si on tenait compte des charges de pension non financées qu'Electrabel est parvenu à leur faire endosser. En augmentant artificiellement le coût fictif des réseaux réévalués et les tarifs payés par les consommateurs, la valeur des réseaux de distribution et des parts Electrabel grimpaient automatiquement. Et donc la plus-value d'Electrabel aussi. Et donc le coût pour les communes. »

Dans le même temps, Electrabel Customer Solutions (ECS), la filiale d'Electrabel créée en 2006 pour gérer les factures, le contact avec les clients, les formules de prix, etc. – soit une activité tombée en libre concurrence – est dévalorisée. « Les intercommunales mixtes devaient céder leurs clients, prolonge l'économiste. Ces clients avaient beaucoup de valeur – probablement de 300 à 400 euros par tête. Ces intercommunales mixtes ont pratiquement donné quatre ou cinq millions de clients (électricité et gaz) à ECS. Les communes n'avaient en retour qu'une toute petite participation dans ECS, mais on leur promettait 40% des bénéfices. Et, surtout, il y avait des mandats d'administrateurs à la clé, notamment dans les comités de

secteur ! Les deux premières années, ECS a réalisé quelques bénéfices. Après, comme par hasard, il n'en a plus fait ! Le groupe Electrabel - Suez - Engie leur vendait l'électricité et le gaz à des prix qui semblent très élevés, les bénéfices étaient donc probablement faits ailleurs... »

Ces deux volets (la surévaluation des parts d'Electrabel rachetées par les communes et la sous-évaluation des parts des communes dans ECS rachetées par Electrabel) composent le deal conclu en 2009 pour sortir Electrabel du capital d'Ores, en Wallonie. Et expliquent le montant surévalué au profit d'Electrabel. Les 405 millions au sujet desquels le conseiller communal Jean-François Mitsch pose des questions font partie d'un ensemble plus vaste : ils ne représentent que la moitié de la valeur globale de l'opération, qui se serait déroulée en deux tranches. On parlerait donc, pour Ores, d'un montant de 810 millions d'euros déboursés. « A cela, il faut ajouter les opérations similaires conclues en Flandre (Endeis) et à Bruxelles (Sibelga), précise Eric De Keuleneer. C'est un pillage organisé. »

Un pillage de quelque 20 milliards en tout, si l'on inclut la rente nucléaire de 1 à 1,5 milliard par an depuis plus de dix ans, les plus-values abusives sur les ventes des réseaux de transport et de distribution. Sans compter la valeur des clients « donnés » par les intercommunales mixtes à ECS. « Dans toutes ces étapes, les administrateurs politiques ont visiblement été chloroformés. Ils n'ont en tout cas pas posé les questions importantes », conclut De Keuleneer.

Ores, cette fois, se trouve au cœur du système. « Ce n'est absolument pas comparable avec Publifin, proteste l'entourage de Jean-Pierre Hansen. Les rémunérations n'étaient pas aussi scandaleuses et Ores n'a pas investi dans un journal en Provence ! » En effet. Une différence, de taille, est que les marges bénéficiaires importantes réalisées par Publifin ont servi au déploiement tentaculaire du groupe, tandis que chez Ores, elles auraient nourri Electrabel.

Parole à la défense

Dans un long courrier au Vif/L'Express, les quatre principaux responsables d'Ores - Fernand Grifnée, administrateur délégué d'Ores srl ; Didier Donfut, président du conseil d'administration d'Ores srl ; Cyprien Devillers, président du conseil d'administration d'Ores Assets et Claude Desama, ancien président d'Ores - reconnaissent que « le coût de l'énergie est effectivement élevé, personne ne peut en disconvenir ». Tout en précisant que « la facture du Wallon est inférieure en moyenne de près de 200 euros en 2016 par rapport à celle de son voisin flamand ». Le rapport financier 2015 d'Ores, auquel ils se réfèrent, évoque bel et bien « l'amortissement (20 % par an) du surprix payé

en 2009 dans le cadre du rachat des parts du réseau wallon à Electrabel et activé en 2014 ». Mais les dirigeants d'Ores épinglent deux autres raisons à la hausse des prix : « Des obligations de service public à caractère social (gestion du système des compteurs à budget en cas de défaut de paiement, gestion de la clientèle protégée socialement, commissions locales pour l'énergie, raccordement au gaz naturel gratuit...) et la décision du gouvernement fédéral en 2015 de soumettre les intercom-

munes à l'impôt des sociétés, ce qui a fait gonfler ces coûts de plus de 40 millions d'euros en 2015 et la facture annuelle du consommateur wallon d'une vingtaine d'euros en moyenne. »

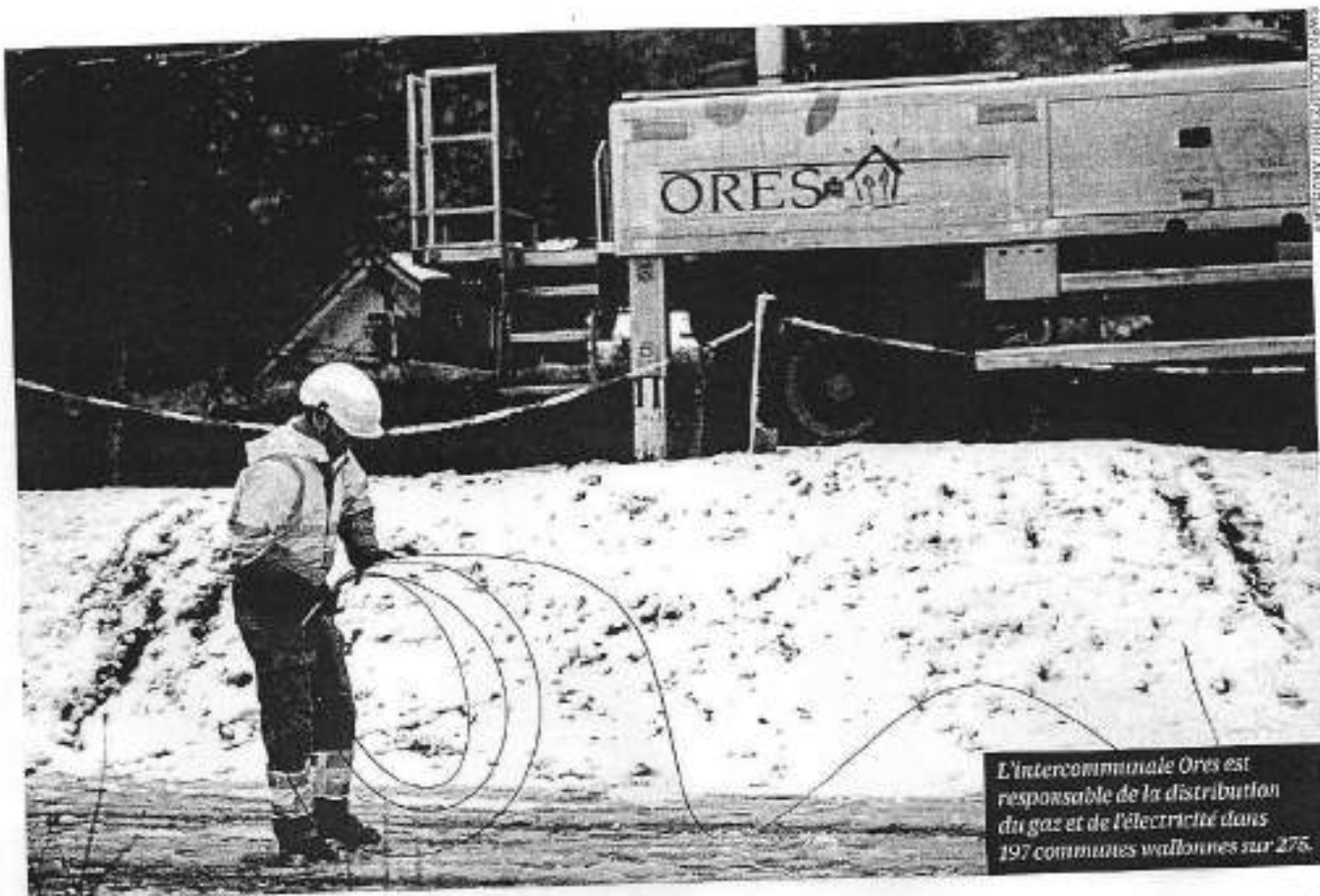
Tous nos interlocuteurs, certains ayant été contraints de s'exprimer *off the record* en raison de la commission d'enquête Publifin actuellement en cours au parlement de Wallonie, estiment pourtant que le système pose à tout le moins d'énormes questions. Ils ajoutent que des pratiques similaires, avec des surfacturations au

détriment des consommateurs, ont eu lieu dans le secteur de la télédistribution - où l'on retrouve VOO et Telenet. L'activité de télédistribution reste leur quasi-monopole, dont ils sont parvenus à retarder et atténuer l'ouverture à la concurrence demandée par les régulateurs : à nouveau, sur le dos des consommateurs, et avec le lobbying politique habituel. « Ce n'est pas par hasard non plus que l'ancien Premier ministre Yves Leterme (CD&V) ou l'actuel président de la Chambre, Siegfried Bracke (N-VA), ont été conseillers chez Telenet », font remarquer plusieurs observateurs du secteur. Beaucoup concluent eux aussi par une mise en garde : « Un pillage similaire est en cours actuellement dans l'offshore, dont le prix est nettement supérieur à celui pratiqué aux Pays-Bas. On y retrouve pratiquement les mêmes acteurs... » ♦

« Le coût de l'énergie est effectivement élevé, personne ne peut en disconvenir »



Les responsables de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz au Parlement : les politiques ont refusé de lui donner les moyens de mener sa tâche à bien.



L'intercommunale Ores est responsable de la distribution du gaz et de l'électricité dans 197 communes wallonnes sur 275.

→ Jean-François Mitsch s'interroge aussi sur la mise en place d'un seul conseil d'administration, avec un seul jeton de présence, pour les deux entités qui constituent Ores. A savoir : Ores scrl et Ores Assets. Pourquoi, dès lors, ne pas conserver qu'une seule structure juridique ? « L'intercommunale Ores Assets détient à 100 % Ores scrl, qui est une entreprise privée, résume Jean-François Mitsch. Les communes détiennent le capital donc, mais le pouvoir et toute l'activité passent par Ores scrl. La structure détenue, Ores scrl, est en réalité celle qui pilote tout. » Autrement dit, Ores Assets est une structure financière pure, avance le conseiller communal, une forme de coquille vide dont le bilan social est nul : zéro emploi. C'est la filiale, Ores scrl, qui preste tout : comptabilité, administration, secrétariat, stratégie... Fernand Grifnée en est l'administrateur délégué. C'est d'ailleurs lui qui annonce les réformes de structures... au nom d'Ores Assets. Depuis juin 2014, l'ancien ministre wallon PS Didier Donfut préside le conseil d'administration d'Ores scrl. Son homologue d'Ores Assets, Cyprien Devillers, échevin MR à Charleroi, est plus discret.

Cette double structure dirigeante, inutile aux yeux de Jean-François Mitsch, se justifie-t-elle par la défense d'intérêts privés contrairement aux intérêts publics ?

Electrabel : un surcoût de 200 millions

Les principaux doutes de l'élu communal de Genappe concernent un « petit » dossier de 405 millions d'euros, qui vient d'être finalisé, le 31 décembre 2016. En vertu de la réglementation

européenne sur la libéralisation du marché de l'électricité, Electrabel devait sortir du capital d'Ores car un opérateur ne peut à la fois distribuer le gaz et l'électricité tout en étant responsable du réseau qui véhicule la distribution. Selon le même type de règles, par exemple, la SNCB ne peut plus gérer à la fois les trains et les rails sur lesquels ils circulent. « Il y a deux ans, je m'informe au sujet des montants de cette opération de rachat des parts d'Electrabel par Ores, raconte Jean-François Mitsch. C'est Electrabel qui m'envoie par DHL les rapports d'auditeur. C'est singulier : c'est celui qui est racheté qui les envoie ! Un premier rapport fixe le montant à 405 millions d'euros. Un deuxième dit que le premier est correct, mais il est réalisé par le bureau Igretec, une filiale d'Ores. C'est ce qu'on appelle une étude de convenance. »

Le montage, dont le montant de 405 millions est confirmé par Ores, soulève bien des questions, estime l'élu de Genappe. « Les communes doivent racheter les parts détenues par Electrabel (25 % du réseau), mais les communes qui détiennent des parts d'Electrabel Customer Solutions (ECS), la filiale fourniture commerciale d'Electrabel (10 %), doivent les revendre : c'est, en réalité, une compensation. Selon moi, on a gonflé la valeur des 25 % du réseau de distribution, car Electrabel n'a pas fait grand-chose pour l'adapter aux besoins nouveaux et de nombreux investissements sont nécessaires. De l'autre, on a sous-évalué les parts détenues dans Electrabel Customer Solutions qui fait des pertes depuis trois ans, comme par magie. » Cette évolution pourrait être liée au rapatriement de bénéfices vers la maison mère en France. « Le calcul que j'ai

effectué estime une différence de 200 millions d'euros entre le montant du rachat, à savoir ces 405 millions à charge des communes, et le montant qui aurait objectivement dû être demandé », précise le conseiller.

A qui profite le crime ? Plusieurs réponses sont envisageables.

Première possible : « À tous les membres du conseil d'administration, des comités de secteur, à quelques-uns », suggère l'élu socialiste. Avec cette sous-question : « Généralement, dans le privé, sur le montant de ce marché de 405 millions, il y a des commissions. Ici, on n'en parle pas. Où est cet argent ? »

Deuxième hypothèse : « La surévaluation a profité surtout à Electrabel, à la France et, selon moi, à quelques intermédiaires, alors que les communes risquent de ne plus avoir de dividendes, le temps de payer la note. »

A qui cela porte-t-il préjudice ? Aux communes, donc, et à l'argent public. Mais aussi et surtout à tous les consommateurs d'énergie en Wallonie. Car « ce réseau de distribution que l'on achète 405 millions d'euros, avec notre argent, nous l'avons payé en réalité plusieurs fois », clame Jean-François Mitsch.



Dans la facture envoyée aux clients, en ayant payé des dividendes aux actionnaires, en rachetant les parts à Electrabel à un prix gonflé, dans les prestations d'Ores scrl aux intercommunales...

Interrogés par le Vif/ L'Express à ce sujet, les responsables d'Ores confirment le montant et bottent en touche : « Pour ce qui concerne le rachat des parts d'Electrabel, nous pouvons vous confirmer le prix final qui a d'ailleurs été entériné dans une convention entre actionnaires il y a plusieurs années. La transaction finale qui vient d'intervenir est la résultante d'un accord entre nos actionnaires et avait été négociée par Intermixt, au nom des intercommunales pures de financement, et par Electrabel. La formule de calcul du prix était prévue statutairement. On parle bien en l'espèce de valeur économique et non pas de valeur comptable. »

Le 31 décembre 2016, Electrabel est totalement sortie de l'actionariat d'Ores Asssets. Le montant de l'opération a-t-il été surévalué ? Une contre-expertise ne s'impose-t-elle pas ?

Réponse commune de Fernand Grifnée, Didier Donfut, Cyprien Devillers et Claude Desama : « Nous vous renvoyons vers Intermixt et vers les actionnaires d'Ores Asssets, en substance les sept intercommunales pures de financement (Idefin, IPPH, Finest, Soflux, Finimo, Sedifin et IEG) regroupées au sein d'un groupement d'intérêt économique (GIE). » Intermixt rassemble les intercommunales mixtes de gaz et d'électricité de Wallonie. Son président, depuis juillet 2007, est... Claude Desama.

Les quatre dirigeants ajoutent : « Pas de commentaire à faire sur les avis de M. Mitsch, qui concernent avant tout Electrabel. » Ce sont pourtant... les communes regroupées au sein d'Ores qui ont payé 405 millions pour racheter le réseau de distribution. Un montant qui semble toute de même embarrasser une intercommunale, comme en témoigne une réponse à une interpellation de Jean-François Mitsch de Florence Reuter (MR), présidente de l'intercommunale de financement du Brabant wallon Sedifin (actionnaire d'Ores Asssets), qui a quand même déboursé 70 millions d'euros dans l'opération de rachat : « Les pouvoirs publics n'ont pas eu le choix, ils n'ont fait qu'appliquer une disposition décrétole de 2008. Aujourd'hui, cette opération est définitivement clôturée et nous n'imaginons pas comment il serait possible de faire marche arrière. »

L'élu de Genappe n'en démord pas et poursuit son travail de contrôle effectif : le 21 février dernier, il a envoyé un courrier à l'attention du conseil d'administration des différentes structures afin que les réviseurs s'intéressent à ces questions lors de leurs contrôles annuels. Ainsi qu'au nouveau ministre wallon des Pouvoirs locaux, Pierre-Yves Dermagne (PS), chargé de faire le ménage dans le secteur des intercommunales, et à son collègue Christophe Lacroix (PS), qui vient d'hériter de l'énergie dans ses compétences.

Le quatuor de l'énergie wallonne

Selon Jean-François Mitsch, c'est toute une ingénierie qui aurait été échafaudée pour, *in fine*, duper les communes belges et faire payer excessivement le consommateur. « Ce n'est possible qu'avec la complicité, à l'intérieur d'Ores, de personnes →



Didier Donfut (PS), ancien ministre wallon, est aujourd'hui président du conseil d'administration d'Ores scrl.

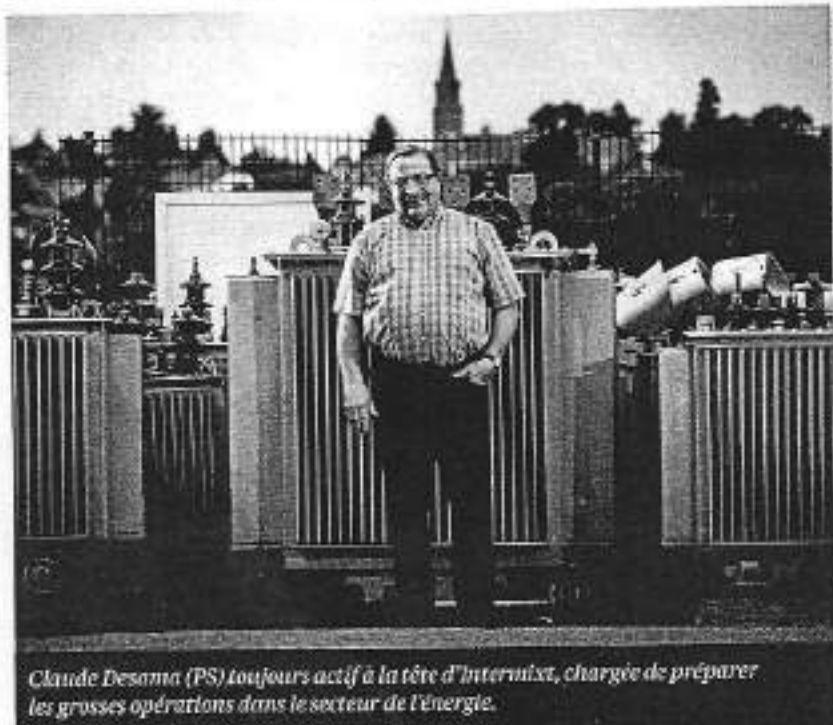
→ qui avalisent les décisions et accèdent ce manque d'autonomie. On retrouve dans le staff d'Ores scrl beaucoup d'anciens d'Electrabel. J'ai des doutes au sujet de leur indépendance. » Fernand Grifnée, notamment, est un ancien responsable du service juridique chez Electrabel, (qui aurait été en charge, dès 2003, d'écrire l'accord de sortie d'Electrabel conclu avec Ores), puis de la communication. Il est étiqueté CDH après avoir travaillé au cabinet ministériel de Melchior Wathelet père, lorsqu'il était ministre de la Justice, à la charnière des années 1980-1990.

Le PS Didier Donfut, lui, préside le conseil d'administration d'Ores scrl. L'ancien ministre wallon de l'Action sociale n'est pas un inconnu du grand public : il avait été contraint de démissionner en 2009 de son poste gouvernemental parce que sa société Idéesprl exerçait une fonction de conseil auprès d'intercommunales énergétiques. Son fils Julien l'avait brièvement remplacé à la tête d'Idée, ce qui avait relancé la polémique. Avant de rejoindre Ores. Par la suite, Julien Donfut est devenu, au début de cette législature, chef de cabinet adjoint en charge de... l'énergie au sein du cabinet du ministre wallon des Pouvoirs locaux, Paul Furlan (PS). Avec un risque réel de conflit d'intérêts. Depuis la démission de Furlan, emporté le 26 janvier dernier par l'onde de choc du scandale Publifin, Julien Donfut est resté à 4/5-temps au cabinet Dermagne, en charge des pouvoirs locaux, comme conseiller dans la cellule de politique générale.

En plus de Stéphane Moreau (patron de Publifin, qui détient Resa), François Grifnée et Didier Donfut sont donc les hommes incontournables de l'énergie en Wallonie. Avec Claude Desama, ancien bourgmestre PS de Verviers, ancien président d'Ores, toujours président, donc, d'Intermixt et du groupement des intercommunales de financement qui ont réfléchi à « l'opération Electrabel ». Ce groupement préparerait l'étape suivante : la recherche éventuelle d'un partenaire financier pour entretenir le réseau racheté par les communes wallonnes à Electrabel. « Rien ne s'y opposerait dans l'absolu vu la rationalisation de structures opérée, mais ce n'est pas à l'ordre du jour et pas nécessaire à ce stade », nous rétorquent les responsables d'Ores.

Jusqu'ici, en tout cas, accuse Jean-François Mitsch, « tout est cadenassé » dans ce secteur à la matière à ce point compliquée qu'ils sont peu nombreux à la maîtriser pleinement. « Normalement, en vertu du Code de la démocratie locale, il faut avoir des débats sur les points à l'ordre du jour des intercommunales au sein des conseils communaux, relève le conseiller. En l'absence de débat, le vote est considéré comme une abstention. Or, dans le cas de Genappe, ce débat que je demandais sur Ores n'a jamais eu lieu : le président du conseil, qui est aussi le bourgmestre, renvoyant les questions aux assemblées générales des intercommunales respectives, alors qu'il a fait acter un vote positif unanime ! Il ne répondait pas

à mes questions. Parce qu'il a été pendant de nombreuses années, avant qu'Ores Asset voit le jour, rémunéré en tant que président de l'intercommunale Seditec ? Parce qu'il a été président d'un comité de secteur d'Ores Asset Brabant wallon ? » Un échange de courriels entre le conseiller communal et la directrice générale de la Ville de Genappe, en notre possession, atteste en tout cas de l'impossibilité de mener le débat à Genappe. Le 18 janvier dernier, Jean-François Mitsch a fait



Claude Desama (PS) toujours actif à la tête d'Intermixt, chargée de préparer les grosses opérations dans le secteur de l'énergie.

dès lors envoyer un courrier à la tutelle pour demander l'annulation des décisions prises, en matière énergétique, au conseil communal genappois et aux assemblées générales de Sedifin et d'Ores.

Les intérêts semblent pour le moins entremêlés. « Dans ma commune, poursuit Jean-François Mitsch, le bourgmestre, Gérard Couronné (MR), estime que les comités de secteur d'Ores étaient importants pour maintenir le lien avec les enjeux locaux. Il souhaite qu'ils soient maintenus, même à titre gratuit. Or, depuis le 31 janvier 2017, le patron de la structure privée Ores scrl, François Grifnée, a annoncé leur suppression anticipée. »

Le plus grave dans toute cette histoire, pour Jean-François Mitsch, c'est que le modèle même des intercommunales est dépassé. « Actuellement, et depuis des années, toutes les communes sont liées parce qu'elles comptent sur les dividendes pour renflouer leurs budgets : elles n'ont donc pas intérêt à ce que l'énergie coûte moins cher et qu'on fasse des économies d'énergie. C'est pour ça que le modèle économique des intercommunales de l'énergie en Belgique va à l'encontre des objectifs européens au niveau des enjeux énergétiques. La stratégie des intercommunales doit être revue pour coller aux nouvelles réalités et engendrer une véritable transition énergétique, économique et environnementale. » ♦

INTERCOMMUNALES : LE RÔLE DU FISC

L'effectivité des mandats au sein de Publifin et cie peut être contrôlée par l'administration fiscale, depuis que les intercommunales sont soumises à l'impôt des sociétés, il y a plus de deux ans. Explication.

PAR THIERRY DENOËL

L'actualité récente a mis en lumière le problème des mandats politiques au sein d'intercommunales comme Publifin. Des mandats joliment rémunérés qui font craquer le plafond salarial imposé aux parlementaires mais qui, surtout, correspondent à des réunions où les mandataires ne se rendent même pas. L'ensemble du monde politique savait-il ? Aucune autorité ne vérifierait tous ces mandats et leur effectivité ?

Il existe un moyen de contrôle qui a été peu ou pas évoqué : celui de la fiscalité. Depuis le 1^{er} janvier 2015, les intercommunales sont soumises à l'impôt des sociétés (Isoc), comme toutes les entreprises. Auparavant, elles étaient assujetties à l'impôt des personnes morales (IPM), en catégorie 1, soit celle des pouvoirs publics : Communautés, Régions, provinces, agglomérations, CPAS, etc. Ce qui leur garantissait un statut privilégié via un éventail d'exonérations. On connaît le débat idéologique autour de la taxation des intercommunales. Pour le gouvernement Michel, il fallait mettre fin aux entraves à la concurrence causées par le régime de l'IPM. Dont acte.

En soumettant les intercommunales à l'Isoc, on a créé de nouvelles opportunités de contrôle, dont l'une touche directement à l'effectivité des mandats. Il s'agit du contrôle des *management fees* ou factures de management, que les patrons d'entreprise connaissent bien. De nombreuses sociétés d'exploitation sont administrées par une autre société

qui réalise des prestations de management pour son compte et les lui facture. Des dirigeants, sous statut d'indépendant, facturent également leurs prestations à leur propre entreprise. Ces factures peuvent être déduites par le débiteur au titre de charges professionnelles, pour autant que les prestations facturées soient réelles. Une matérialité que le fisc ne manque pas de contrôler.

Pour les intercommunales soumises à l'Isoc, c'est la même chose. Si un mandat n'est pas presté ou ne l'est que partiellement, la déduction de charges professionnelles n'est pas permise. Les modalités de contrôle et de preuve sont, en théorie, les mêmes que pour les entreprises classiques. Or, ces contrôles n'ont pas lieu, selon les informations que nous avons pu glaner au sein du fisc. Ce que confirme l'avocat fiscaliste et professeur à la VUB Michel Maus : « Je ne pense pas que le fisc vérifie la réalité des prestations des mandataires d'intercommunales, dit-il. Or, il le fait bien pour les *management fees* des PME. Il y a là une injustice fiscale. »

Les mandataires des intercommunales sont souvent des élus. Ils ont donc le statut d'indépendant. Leur situation fiscale est examinée par le centre de contrôle national des parlementaires, qui fait partie du pilier PME du fisc à Bruxelles. Cela vaut pour les élus fédéraux, régionaux, communautaires et européens. Pas pour ceux des provinces et des communes. Par ailleurs, certains parlementaires constituent une société pour payer moins d'impôts. Les déclarations de ces sociétés sont contrôlées par les services PME, là où elles sont localisées. Cette disparité ne garantit ni un contrôle effectif ni une harmonisation des contrôles fiscaux pour les représentants du peuple. ♦



Le contrôle de l'effectivité par le fisc. Voilà une question qui pourrait intéresser la commission parlementaire.

THOMAS FAYEL/LE FIGARO

CHRONIQUE D'UN DÉPEÇAGE INTÉGRAL

Pour *Paroles de patrons*, des historiens de l'UCL ont recueilli les témoignages de 72 acteurs de premier plan qui ont assisté, depuis les années 1970, à la dilapidation de nos joyaux industriels. C'est le récit d'une lente et inexorable déchéance identitaire.

PAR OLIVIER MOUTON

Croyez-vous qu'en France, on aurait pu racheter Vivendi, la Compagnie de Suez, EDF, la BNP ou Lafarge ? Il n'y a qu'en Belgique qu'une chose pareille peut se produire. » Luc Bertrand, actuel président du conseil d'administration du groupe Ackermans & van Haaren, résume en deux phrases le sentiment de malaise qui prévaut à la lecture de *Paroles de patrons*, coécrit par les historiens de l'UCL Vincent Dujardin, Vincent Delcorps et Anne-Sophie Gijs (1). Tous trois ont longuement rencontré 72 témoins de ce capitalisme à la belge dilapidé à partir des années 1970 : capitalistes d'industrie, ministres, témoins de premier plan. On y perçoit le sentiment d'un grand gâchis, d'erreurs d'appréciation magistrales et d'un laxisme politique coupable.

Le constat est édifiant à l'heure où certains responsables politiques, dont le ministre-président wallon Paul Magnette (PS), reparlent de « patriotisme économique ». « La Belgique sort déforcée de cette période 1988-2017 qui a vu la perte de toute une série de ses fleurons, souligne Vincent Dujardin. C'est qu'en perdant Petrofina, CBR, Tractebel, Electrabel et autres Fortis ou BBL, la Belgique a aussi perdu de son impact politique, diplomatique et économique dans des proportions

qu'il est impossible de chiffrer. » « Un éventuel patriotisme économique ? Nous n'en avons pas rencontré, constate Vincent Delcorps, en conclusion de la partie consacrée à la saga de la Générale de Belgique. Ni au sein de la classe politique ni dans le camp patronal. » En racontant ce démantèlement national, de la Générale à la Sabena en passant par Tractebel ou les banques, les historiens de l'UCL libèrent la parole des acteurs d'un pays perdu. Qui s'est noyé dans l'océan de la mondialisation en raison de ses propres démêlés identitaires.

Notre territoire est-il trop petit à l'heure du grand marché mondial ? Etions-nous condamnés à devenir les victimes, consentantes ou non, de la globalisation financière ? L'introspection menée par les historiens avec les patrons apporte une réponse nuancée. « Oui, la Belgique est un pays de petite taille, ce qui n'est pas de nature à favoriser l'émergence de grands groupes, reconnaît Vincent Dujardin. Mais il n'est pas exact d'affirmer qu'elle n'a jamais accueilli de grands fleurons. Il suffit de rappeler que nous fûmes parmi les pionniers de la révolution industrielle, dans le charbon et l'acier. » Avant de courir après les événements au lendemain des deux guerres mondiales. « Un seul exemple, rappelle l'historien. Le fait que la crise de l'acier se soit prolongée jusque dans les années 1980 illustre le fait que les efforts de reconversion dans ce secteur n'ont pas été suffisamment anticipés, surtout du côté wallon, où l'on investit, par exemple, au début des années 1960, deux fois moins dans la recherche qu'en Flandre. »



De nombreuses grèves syndicales ont été provoquées par ce capitalisme belge en pleine débandade. Ici, la Sabena.



Janvier 1988, un tournant : l'Italien Carlo De Benedetti (à dr.) lance une OPA sur la Générale, qui tombera finalement dans l'escarcelle de Suez. Mark Eyskens, alors ministre des Finances, est impuissant.

PAUL HENRI VIGIER / L'ESPRESSO

En 1966, la Flandre prend le dessus sur la Wallonie, son PIB devient plus important : les destinées économiques de nos deux principales Régions s'inversent, mais surtout, le revanchisme des uns et les frustrations des autres prennent le pas sur toute approche pragmatique commune. Ce tournant marque le début du déclin de la Belgique de papa. Et de son capitalisme.

Le « pourrissement » de la Belgique
Deux dates s'avèrent cruciales et symboliques dans le chemin de croix programmé de notre économie nationale. Le 17 janvier 1988, l'Italien Carlo De Benedetti vient narguer les dirigeants de la Générale avec une boîte de pralines derrière laquelle se cache une OPA en bonne et due forme. Il échoue dans sa tentative. C'est finalement le groupe Suez qui profite de la situation pour cueillir le fruit mûr : le grand groupe financier belge passe sous pavillon

français. Tout un symbole, tant la Générale avait accompagné le déploiement de nos industries et l'exploitation des richesses du Congo.

Si la vieille dame a été rachetée, c'est aussi parce qu'elle incarnait à l'excès la domination du pays par la vieille noblesse francophone, elle était devenue l'incarnation d'un *establishment* dépassé par les événements, replié sur lui-même, coupé du monde anglo-saxon et rejeté par les nouveaux maîtres flamands. Ses dirigeants « percevaient mal que la



Vincent Dujardin et Vincent Delcorps, historiens de l'UCL, évoquent la « faiblesse des politiques ».

Belgique était devenue un champ de bataille ouvert à tout le monde», expliquent les auteurs. « Paris s'est emparé de ce qui était l'essentiel de la vie économique de notre pays », regrette Willy Claes, ancien ministre socialiste flamand.

Cette vente aurait pourtant pu être évitée. L'idée d'une intégration de la Générale dans le Groupe Bruxelles Lambert (GBL) d'Albert Frère avait été imaginée peu de temps auparavant. Paul Haine, l'ancien Chief Financial Officer (CFO) de Tractebel, déplore le non-aboutissement de ce projet : « La taille de l'entité issue de ce rapprochement aurait rendu dissuasive toute OPA sur elle. Les rationalisations voulues se seraient produites dans le secteur des banques et des assurances. Tractebel serait restée belge et Petrofina peut-être aussi. Il y aurait eu un renforcement des centres de décision du pays. » Au moment de l'OPA de De Benedetti aussi, l'histoire aurait pu prendre un autre cours. « Une solution →

→ était envisageable : l'entrée de l'Etat dans le capital de la Générale par le biais de la CGER, écrit Vincent Delcorps. Cette option a été explicitement proposée au gouvernement au moment de la crise ; elle n'a pas été retenue. »

C'est la confirmation du constat, disent les auteurs : « Le holding n'avait pas bonne presse dans cette terre de PME qu'est la Flandre. » Frans Crols, éditorialiste de l'hebdomadaire économique flamand *Trends*, voit d'ailleurs dans la chute de la Générale « une indication du degré de pourrissement de la Belgique ». Il faut ajouter que l'esprit même des dirigeants de ce géant était économiquement dépassé : cela reste étonnant de lire des témoignages relayant leur mépris pour la nouvelle économie, certains se demandant comment « il était possible de faire du profit avec l'électronique ».

Tractebel, le fleuron numéro un

Après la chute de la Générale, l'écroulement de la Belgique de papa devient inéluctable. En 1999, le dépeçage se poursuit : notre pays perd définitivement le contrôle de Tractebel. « Lorsqu'on interroge nos témoins sur la disparition des fleurons et les principaux regrets qu'ils nourrissent, voilà l'entreprise la plus fréquemment citée, relève Vincent Delcorps. Elle était prospère, fortement implantée à l'international. Elle disposait d'une expertise unique, d'équipes solides. Dans les années 1990, elle était dirigée par Philippe Bodson, un meneur d'hommes charismatique aux compétences largement reconnues. Aux yeux des connaisseurs, Tractebel était sans doute le plus beau fleuron industriel du Royaume. »

L'arrivée à sa tête du Français Gérard Mestrallet est un nouveau tournant. Autant Bodson défendait un Tractebel solide et maître de son destin, autant le nouveau venu est forcément « le garant des intérêts de l'actionnaire majoritaire ». Là encore, les politiques auraient pu intervenir, mais ils préfèrent regarder le navire prendre le large. « Sans doute



Etienne Davignon, tout sourire avec le Français Gérard Mestrallet au moment de la reprise de Tractebel : un des fleurons belges s'est évanoui.

Dehaene n'éprouve-t-il que peu d'intérêt pour cette affaire dans laquelle – c'est son point de vue – le politique n'a pas à se mêler », écrit Vincent Delcorps. Le credo du tout-puissant Premier ministre CVP, nettement moins proactif dans ce dossier que dans d'autres, linguistiques notamment : « Quand on a un actionnaire, on suit sa stratégie. » En toile de fond, là encore, un « malaise flamand » autour de Tractebel.

Jean-Louis Duplat, ancien président de la Commission bancaire et financière, voit dans la cession complète du groupe à Suez Lyonnaise des eaux la « plus grosse débelgitude qui soit ». Un drame et la perte du secteur stratégique de l'énergie, enjeu majeur du xxi^e siècle. « En quelque sorte, la Société Générale et Tractebel ont sauvé Suez, résume Etienne Davignon, l'un des grands maîtres du capitalisme à la belge. Cela dit, c'est dommage que l'inverse ne se soit pas produit. Nous aurions pu devenir Suez ! » Les regrets seront éternels. La conséquence de tout cela ? La Belgique n'a plus la main sur les leviers qui lui permettent de décider des investissements nécessaires à son avenir.

La responsabilité d'Albert Frère

Dans cette saga d'un capitalisme belge à la dérive, Albert Frère joue un rôle à part, celui d'un financier pur, davantage soucieux de son patrimoine que de la plus-value qu'il peut apporter au pays – c'est d'ailleurs l'un des seuls qui a refusé de répondre aux questions des historiens de l'UCL. « Son rôle pour l'économie belge est celui d'un vendeur de bijoux de famille », assène l'ancien président du PSC Gérard Deprez. « Les gouvernements ne disposaient pas des moyens pour obliger un capitaine d'industrie comme Frère à prendre ses responsabilités dans le processus de reconversion, prolonge Willy Claes. On n'avait pas les outils juridiques. »

A l'heure du bilan, le constat est dur, selon les témoignages recueillis par les auteurs de *Paroles de patrons*. « Dans les sociétés dans lesquelles il détenait des participations, Albert Frère a toujours privilégié le pouvoir et l'argent, écrit Anne-Sophie Gijb. Alors qu'il avait la possibilité de construire quelque chose de "grand et durable" sur le plan économique pour le pays, il a mis ses remarquables atouts, tant matériels qu'humains, au

seul service de ses ambitions personnelles. » C'est lui qui a accéléré l'internationalisation du secteur bancaire belge, qui a plongé nos banques dans la grande crise de 2007-2008. Lui encore qui a simplifié ses participations et favorisé le passage de Petrofina et de Tractebel dans les mains françaises de Total et Suez. Ce « génie de l'argent » a été nommé baron par le roi en 1994 et certains s'en étonnent dans le livre, au vu de sa responsabilité dans la perte d'influence belge.

Les historiens de l'UCL évoquent encore longuement, avec de nombreux témoignages, les sorts divers des entreprises familiales (Côte d'Or, Solvay, Delhaize...) dont la destinée a miné ou décapé le prestige national, celui des banques ou celui, très spécifique, de la Sabena, étoile aux ailes brûlées. A qui la faute de cette débandade généralisée ? « La faiblesse du politique en Belgique est pointée du doigt par de très nombreux interlocuteurs, note Vincent Dujardin. Les gouvernements, très absorbés par les questions linguistique et institutionnelle depuis 1960, sont souvent présentés comme divisés, voire absents, tardant à légiférer, notamment en matière d'OPA, contrairement à la France, l'Allemagne ou les Pays-Bas. » « Il ne suffit pas d'avoir une bonne législation, il faut en plus aussi un bon suivi, et il faut surtout



Jean-Luc Dehaene, Premier ministre dans les années 1990, a préféré fermer les yeux.

des gens, lui répond Jean-Louis Duplat. Aujourd'hui, on a la "réglementite aiguë", mais ce n'est pas comme ça qu'il faut prendre le problème. »

Et si la chute de la maison capitalistique belge était avant tout la conséquence d'un pays – et de ses dirigeants – qui ne parvient plus à construire un destin commun à ses différentes Communautés ? ♦



(1) *Paroles de patrons. Que sont devenus nos fleurons nationaux ?*, par Vincent Delcorps, Anne-Sophie Gijssels et Vincent Dujardin, éd. Racine, 2017, 689 p.

« Au National Pitchers Day j'ai trouvé un investisseur pour ma start-up. »

Thomas Dufour

14^{ÈME}
ÉDITION

2017 Entreprendre

Tour B Taxis - Bruxelles 27 & 28 mars

Le salon national pour des starters et porteurs de projets, indépendants, entrepreneurs et PME

VOUS ÊTES IMPATIENT DE DÉMARRER VOTRE PROPRE ENTREPRISE ?

VISITEZ LE SALON ET DÉCOUVREZ TOUT CE QUE VOUS VOULEZ SAVOIR SUR LE DÉMARRAGE DE VOTRE ENTREPRISE

Inscrivez-vous gratuitement via
www.entreprendre2017.be

ou scannez
cette page avec
l'appli Scanlink



Une initiative de :

Trends

Avec le soutien de :

BIBF
IPCF

ING

securex



UNE AIDE D'ÉTAT CAMOUFLÉE

Les concurrents privés de l'Agence régionale l'attaquent en justice pour aide d'Etat non déclarée. Bruxelles-Propreté risque gros : certaines de ses activités commerciales sont bien financées par la dotation publique.

PAR LAURENCE VAN RUYMBEKE

L'argent n'a pas d'odeur. Les millions d'euros que la Région de Bruxelles-Capitale a peut-être versés illégalement à Bruxelles-Propreté pendant des années en auront certainement une, et ça ne sentira pas la rose : Go4Circle, la fédération professionnelle des entreprises privées actives dans le secteur de la collecte et du recyclage de déchets, et cinq de ses entreprises membres, viennent en effet de se pourvoir devant le tribunal de première instance de Bruxelles pour réclamer des comptes à l'Agence régionale pour la propreté (ABP). Elles espèrent qu'y soit confirmée l'hypothèse selon laquelle les subsides dont bénéficie l'Agence constituent, en tout ou en partie, une aide d'Etat non déclarée, donc illégale. Dans la foulée, elles exigent non seulement leur suspension mais aussi leur remboursement. Soit près d'un milliard et demi d'euros ! Une bombe pour la Région de Bruxelles-Capitale, si l'accusation se révèle fondée : c'est elle qui exerce la tutelle directe sur cet organisme public.

La menace qui pèse sur l'ABP résulte de la confusion qui existe entre ses deux casquettes. D'une part, elle est chargée de récolter et de traiter les déchets de tous les ménages bruxellois. Une mission de service public qu'elle assure grâce à la dotation que lui verse chaque année la Région de Bruxelles-Capitale. D'autre part, l'agence mène des activités strictement commerciales, comme le ramassage des déchets non ménagers auprès des petits commerçants et indépendants

et la vente des capacités excédentaires de l'incinérateur de Neder-Over-Heembeek. Pour celles-ci, l'ABP, qui agit comme n'importe quel opérateur privé, n'est pas subsidiée ou n'est pas supposée l'être.

Ces missions commerciales représentent environ un cinquième des recettes globales de l'agence : soit environ 40 millions d'euros, dont 17 millions pour le seul ramassage des déchets non ménagers, qui s'ajoutent aux 170 millions de dotation publique. Depuis 2012, les producteurs de déchets non ménagers sont obligés d'assurer eux-mêmes leur collecte en payant un opérateur auquel ils sont contractuellement liés. L'Agence Bruxelles-Propreté comptait, à la fin de 2016, 18 600 contrats de ce type, contre 16 000 en 2012. Une progression, sans objectifs chiffrés, souhaitée par le gouvernement. « Non pour faire des économies sur la dotation mais pour que les producteurs de déchets non ménagers cessent d'éliminer leurs débris clandestinement, dans des sacs blancs pour lesquels ils ne paient rien », détaille Vincent Jumeau, le directeur général de l'ABP. Il y a potentiellement 90 000 contrats de ce type à décrocher à Bruxelles. Or, avec ses 18 600 contrats, l'ABP est l'opérateur le plus important sur ce marché. C'est dire combien échappent encore à cette obligation légale.

Jusqu'à très récemment, c'est-à-dire dans les dernières semaines de 2016, l'ABP ne disposait pas d'une comptabilité analytique qui lui permette de distinguer clairement ses activités publiques et commerciales, en matière de recettes, de dépenses et de marge bénéficiaire. →

L'Agence Bruxelles-Propreté devra-t-elle rembourser près d'un milliard et demi d'euros d'aides d'Etat ?

DÉJÀ RAUWBAERT/STUDIOX

→ Il était donc impossible de savoir si de l'argent public venait alimenter sa caisse commerciale. Il était tout autant impossible pour l'Agence de justifier l'utilisation des subsides octroyés.

Cette comptabilité analytique, pourtant imposée par arrêté depuis 2010, en application d'une directive européenne, s'est longuement fait attendre. « Il est invraisemblable qu'une entreprise puisse encore fonctionner comme cela en 2016 », estimait, en décembre encore, un opérateur privé. Pendant des années, des députés bruxellois ont réclamé au parlement la mise en place de cette comptabilité distincte obligatoire. « Elle est en phase d'implémentation », répondait inlassablement Fadila Laanan, secrétaire d'Etat en charge de la propreté publique (PS).

Bruxelles-Propreté dispose désormais d'une approche par produits comptables, qui lui permet de définir des comptes de résultats par activité afin d'identifier la rentabilité ou non de ces activités, commerciales ou non. « Les résultats de cette comptabilité analytique, développée par les équipes du professeur Faska Khrouz (ULB), sont actuellement à l'analyse », indique Fadila Laanan, interrogée par courriel par Le Vif/L'Express.

Des tarifs imbattables

Quel en est l'enjeu ? Les opérateurs privés et Go4Circle sont convaincus que de l'argent public est utilisé par l'Agence pour proposer des prix cassés à ses clients commerciaux. Certains indices leur

paraissent limpides. « Un de nos clients a reçu une offre de l'ABP inférieure de 30 % aux prix de l'arrêté bruxellois qui fixe les tarifs minima à respecter par elle, raconte un opérateur privé. Ce client nous a aussitôt avertis que nous perdions le marché si nous n'alignions pas nos tarifs. »

Dans un autre cas, celui du marché des déchets non ménagers de la Communauté française, l'ABP avait remis, en mai 2014, une offre de prix de 66 % inférieure à celle qu'elle avait déposée en 2010 pour assurer le même service. Or, les volumes à collecter avaient fortement augmenté dans l'intervalle. Comme la



Vincent Jumeau, directeur général de l'ABP.

loi l'impose dans le cadre d'un marché public, la Communauté française a demandé à l'Agence de justifier ce prix anormalement bas. L'ABP n'a pu prouver que son tarif couvrait bien le coût du service, augmenté d'une marge bénéficiaire. L'offre a dès lors été écartée.

« Nos activités de collecte de déchets non ménagers ne sont déjà pas très rentables, soupire un opérateur privé ; or, les tarifs de l'ABP sont inférieurs aux nôtres. C'est donc qu'elle travaille à perte, ou quasiment. Il est certes impossible de prouver que des fonds publics sont utilisés pour diminuer les prix des services commerciaux mais l'ABP ne peut pas prouver le contraire non plus. » Dans

combien de marchés l'ABP casse-t-elle ses prix ? se demande la concurrence.

« Sur la base d'une analyse ex post, nous pouvons dire qu'en avril 2016, 5 % de nos services commerciaux étaient facturés à un tarif inférieur aux prix de l'arrêté », répond Vincent Jumeau. Nul ne le savait, jusqu'à présent. En conseil d'entreprise, les syndicats ont droit à une vision globale sur l'utilisation de la dotation publique, mais rien qui permette d'y voir clair. « La direction ne nous communique que des chiffres généraux, pas le détail », assure Michel Pirsoul, permanent syndical SLFP.

De leur côté, les députés bruxellois n'ont accès qu'à un budget de l'ABP présenté en quelques lignes lapidaires et aux comptes annuels publiés. Pour obtenir ceux-ci, ils doivent s'adresser à la Cour des comptes. « En tant que parlementaire, je ne reçois pas de rapport d'activités de l'ABP », déplore la députée bruxelloise libérale Viviane Teitelbaum. En 2015, plusieurs députés ont proposé de charger la Cour des comptes d'un audit sur l'ABP et ses filiales. La demande a été refusée par la majorité.

« Sur ses activités commerciales, l'Agence ne sait même pas si elle fait une marge bénéficiaire, embrase une source en interne. Il n'y a pas de calcul du coût, ni de la marge de profit, avant de remettre une offre de prix. Il n'y a aucune méthode, et aucun professionnalisme dans la démarche. » Jusqu'à présent, en tout cas.

« Lorsque les prix de l'arrêté n'étaient pas appliqués, nous travaillions à l'aveuglette, consent Vincent Jumeau. C'est inconfortable mais ça fait vingt-cinq ans que ça dure. Les prix de l'arrêté de tarification ont été fixés sans que nos coûts de fonctionnement soient connus. Et ils n'ont pas été indexés depuis 2011. Si la transparence financière nous est imposée, il faudra revoir ces prix de référence à la hausse. » Ce qui n'incitera guère les producteurs de déchets à les recycler. « Mais s'il y a des ajustements à faire, nous les ferons évidemment », assure Fadila Laanan.

« Lorsque les prix de l'arrêté n'étaient pas appliqués, nous travaillions à l'aveuglette »

Concurrence déloyale

Une fois l'analyse de sa nouvelle comptabilité analytique bouclée, l'ABP devrait être capable de répondre aux questions récurrentes sur les éventuels flux d'argent entre ses caisses de service public et d'activités commerciales. « D'une première lecture, il apparaît que, pour certains sous-marchés, comme le secteur du verre dans l'Horeca, nos prix ne couvrent pas nos frais de fonctionnement, reconnaît Vincent Jumeau. Cette activité représente une recette globale de 600 000 euros, soit 3,5 % de notre chiffre d'affaires commercial ». Même constat pour la collecte des PMC en conteneurs. Voilà qui n'est pas anodin sur le principe, quels que soient les volumes de déchets concernés. Car cela revient à dire que c'est bien la subvention publique qui finance en partie ce segment des activités commerciales de l'agence. Donc qu'il s'agit d'une aide d'État, non déclarée.

Cet instructif exercice de transparence de l'ABP fait suite à l'affaire MCA, du nom de l'un des concurrents privés de l'Agence. Le 6 avril 2016, à son initiative, le tribunal de commerce a condamné l'ABP à payer une astreinte de 5 000 euros par infraction constatée : les prix qu'elle réclamait pour ses services commerciaux étaient inférieurs à ceux que prévoit la réglementation bruxelloise pour la collecte des déchets en entreprises. Face au tribunal, l'ABP n'a pas été capable de détailler ses coûts fixes... Le juge a dès lors considéré qu'il s'agissait d'une atteinte aux pratiques honnêtes du marché et d'un acte de concurrence déloyale.



Fadila Laanan, secrétaire d'État bruxelloise (PS) en charge de la propreté publique.

Sur le fond, le tribunal n'a pas donné suite à la plainte sur l'utilisation des subventions publiques pour réduire les coûts pratiqués dans les services commerciaux, faute de preuves. L'ABP n'a pas fait appel de cette décision. Depuis lors, assure son

juste à l'ABP d'être à l'équilibre. « En dix ans, la dotation publique accordée à l'ABP est passée de 108 à 172 millions d'euros. Une augmentation qui s'explique par la volonté du gouvernement d'avoir « une ville propre ».



L'ABP est en situation de monopole pour la collecte des déchets ménagers

directeur général, tous les prix ont été réalignés sur ceux de l'arrêté bruxellois. Et aucune astreinte n'a été payée. L'inspection sociale, en revanche, les contrôleurs de la TVA et ceux des contributions ont déboulé peu après le procès dans les bureaux de MCA. « Sur délation », ont affirmé les inspecteurs.

Quoi qu'il arrive à l'ABP sur le plan financier, c'est la Région de Bruxelles-Capitale qui, au sein de sa tirelire géante, encaisse ses pertes ou profite de ses bénéfices. Ce qui n'est pas le meilleur moyen pour responsabiliser un tel acteur de l'économie bruxelloise... Ainsi, en 2014, l'Agence affichait un déficit d'exploitation cumulé de 21 millions d'euros, absorbé par le Trésor public régional. En deux ans, elle a redressé la barre. Son résultat en 2015 a atteint 10,5 millions et, l'année suivante, près de 13 millions. « Ces derniers résultats sont exceptionnels pour des raisons techniques, précise le cabinet Laanan. Nous demandons

Curieux statut

Dépourvue de contrat de gestion en raison de son statut d'OIP (organisme d'intérêt public) de type A, l'ABP n'a pour objectifs que ceux que son ministre de tutelle lui fixe éventuellement. Ou ceux que l'Europe lui impose. Ainsi, le taux de recyclage des déchets devrait atteindre 50 % en 2020. Le taux actuel ne dépasse pas les 30 %. L'ABP n'a pas de conseil d'administration et dépend directement de son ministre de tutelle. Ses six principaux dirigeants n'ont pas non plus de mandats limités dans le temps.

Pour préciser ses missions, l'ABP dépose certes une lettre d'orientation, chaque année, au parlement. Sa dernière version est largement incomplète et truffée de « nihil » en regard des points à remplir. Sur la nouvelle collecte de déchets par exemple : description de l'objectif et de sa réalisation ? points de suspension ; description du résultat souhaité ? points de suspension ; nombre estimé d'équivalents temps →

→ plein? points de suspension. Le budget n'est pas chiffré non plus. Et rien n'est prévu pour vérifier, à terme, si la collecte a porté ses fruits. Le cadre de l'annexe 3 consacré aux suites données aux recommandations de la Cour des comptes, critique sur la surévaluation systématique des recettes commerciales, par exemple, est quant à lui totalement vierge. « Il y a là une désinvolture qui dépasse l'entendement », soupire le député bruxellois Arnaud Pinxteren (Ecolo). Dans de telles conditions, il est impossible au parlement d'effectuer son travail de contrôle. « La qualité de ce document, validé par le cabinet, aurait pu être meilleure, reconnaît Fadila Laanan dans sa réponse au Vif/L'Express. La prochaine lettre d'orientation sera de très bonne qualité afin que le parlement soit parfaitement informé de l'utilisation prévue des budgets. »

Il est vrai qu'à Bruxelles, tout est particulier. La Région est à la fois régulateur, via son ministre de l'Environnement Céline Fremault (CDH), et opérateur de propreté publique, via l'ABP et sa tutelle, actuellement socialiste. Ce n'est pas le cas en Flandre ni en Wallonie, où les déchets sont une compétence communale, éventuellement déléguée à une intercommunale. On imagine bien qu'il est inconfortable pour le gouvernement de s'imposer à lui-même des contraintes environnementales. Du coup, aucun objectif environnemental n'est assigné à l'ABP. Ce qui fâche Bruxelles environnement. Contactés par Le Vif/L'Express, les responsables de cette dernière n'ont pas souhaité répondre à nos questions.



THIBAUT BOUÏE/LE VIF

Emir Kir (PS):
« L'ABP emploie 70% de Bruxellois. Cela répond à un vrai besoin social. »



PHOTO: LE VIF/LE VIF

« Un Etat dans l'Etat »

L'ABP n'a donc de comptes à rendre qu'au gouvernement bruxellois. Depuis la fin des années 1991 à 2004, durant lesquelles Didier Gosuin (FDF-DéFI) occupait le poste, ce sont toujours des socialistes qui ont été responsables de la propreté publique. Avec l'objectif d'en faire une machine à engager les populations les moins formées. « C'est un Etat dans l'Etat, martèle Evelyne Huytbroeck, ancienne ministre Ecolo de l'Environnement. Et une chasse gardée du PS. »

« Les autres partis ne voulaient pas de la propreté publique, réplique un ténor socialiste bruxellois. Ce n'est pas le PS qui l'a demandée. Et le gouvernement ne fait que donner à l'ABP les moyens d'effectuer son travail et d'engager un maximum de personnes. » Quelque 2730 personnes travaillent effectivement à l'ABP, contre 1 000 en 1990, dont la plupart sont infraqualifiées. « L'ABP emploie 70% de Bruxellois, confirme Emir Kir, ancien secrétaire d'Etat à la propreté publique (PS). Cela répond à un vrai besoin social. »

Le gouvernement actuel a d'ailleurs décidé d'engager 300 personnes en plus pour le nettoyage, dont 108 femmes. « C'est grâce à la propreté publique que les bourgmestres enregistrent le plus de voix parmi les personnes défavorisées, souligne Patrice De Brandt, secrétaire

permanent de la CSC Services publics. C'est donc un levier puissant pour qui vise une charge mayorale... »

Les syndicats ont un poids déterminant : 80% du personnel de l'Agence est syndiqué, majoritairement auprès du SLFP libéral. En cas de grève, ça fait mal : l'ABP est en situation de monopole pour les déchets ménagers... « Les secrétaires d'Etat à la propreté publique redoutent les syndicats, avec la hantise d'une grève des poubelles, confirme Evelyne Huytbroeck. Il arrive d'ailleurs que les syndicats, s'ils n'obtiennent pas directement gain de cause au sein de l'Agence, aillent se plaindre au cabinet de tutelle. »

Le paquebot de la propreté publique bruxelloise n'est pas simple à manœuvrer. Les anciens ministres de tutelle admettent tous qu'ils ont parfois dû exercer une pression maximale pour obtenir qu'il change de cap. « L'ABP a sa propre idée et essaie de l'imposer, plus qu'elle n'accepte la vision de son ou sa ministre de tutelle, relève Viviane Teitelbaum. Elle ne semble pas tout faire pour concrétiser les impulsions du gouvernement. En plus d'un problème de transparence, vu les divers rétro-pédalages observés, il semble qu'il y ait aussi un problème d'autorité. » « Des améliorations sont possibles, glisse Fadila Laanan. Nous y travaillons. » ♦

Ogeo Fund,
le banquier de Publifin

L'allocation universelle,
utopie réaliste ?

Turquie - Europe : le discours
post-vérité d'Erdogan

LE VIF

l'express



VIVRE

depuis le 22 mars 2016

Journal de bord de deux victimes

LE VIF 35e année n° 11 - L'EXPRESS n° 3428 hebdomadaire du 17 au 23 mars 2017
BEL/LUX 5,70€ - P5095558 - ISSN 0774-2711

01711 >
5 4 14286 210520

OGEO FUND, BANQUIER DE PUBLIFIN





belgique enquête

Instrumentalisé par quelques oligarques liégeois, Ogeo Fund est devenu le « banquier » de Publifin en s’émancipant du contrôle des travailleurs des entreprises affiliées. Mais les revers s’accumulent. L’intercommunale Aide a décidé de migrer vers l’ONSS-APL et la FSMA, autorité de contrôle des marchés financiers, s’intéresserait à Stéphane Moreau.

PAR MARIE-CÉCILE ROYEN

« **H**uit récoltes plus loin » (le mot du président du conseil d’administration André Gilles), « tuteur de croissance » (le comité financier), « un enracinement robuste » (les organes opérationnels) : le rapport annuel 2015 d’Ogeo Fund est truffé de métaphores agrestes. Dans l’univers gris argenté des fonds de pension, Ogeo Fund détonne par son marketing vert pomme, ses enquêtes d’opinion et séminaires 5-étoiles, ses cocoricos. Il porte la marque des oligarques de Publifin/Nethys : André Gilles, président démissionnaire depuis le 9 mars, et Stéphane Moreau, administrateur délégué. Ils l’ont fondé en 2007 en s’emparant de la cagnotte de l’Association liégeoise d’électricité/Tecteo, un fonds de pension évalué à 500 millions d’euros. Aujourd’hui, Ogeo gère près d’un milliard d’euros.

En marge de l’affaire Publifin, l’autorité de contrôle des marchés financiers, la FSMA, aurait ouvert, selon nos informations, une enquête pour vérifier si l’administrateur délégué d’Ogeo Fund, Stéphane Moreau, par ailleurs CEO de Nethys, est toujours *fit and proper*. Ce label d’aptitude et d’honorabilité est indispensable pour diriger un organisme de financement

des pensions. Comme toujours à la FSMA quand il s’agit de cas individuels, une telle enquête ne sera pas médiatisée, ni en son début ni à la fin. Mais une réponse négative sur la question du *fit and proper* constituerait, à l’évidence, un empêchement professionnel.

Ogeo Fund a rarement quitté la rubrique des « affaires liégeoises ». Il a frôlé le précipice à plusieurs reprises. Le 30 janvier dernier, le dossier Tecteo/Ogeo du juge d’instruction Frédéric Frenay a été transmis au parquet général de Liège. Son volet « Ogeo » porte sur d’anciennes constructions financières douteuses, un voyage d’agrément à Abou Dabi financé par le fonds et un compte bancaire top secret. Marc Beyens, le directeur sous cette ère mouvementée, a démissionné en juin 2014. « A la demande de la FSMA », l’autorité de contrôle des marchés financiers, indiquait Dominique Janne, un compagnon de route de Stéphane Moreau, dans *L’Echo* du 8 octobre 2016.

Après l’ALE/Tecteo, d’autres entreprises se sont affiliées à Ogeo, sept au total (deux d’entre elles ayant fusionné). Tant et si bien qu’en 2015, Ogeo gérait 1,125 milliard d’euros et affichait un rendement financier de 5,08 % quand la moyenne nationale était de 4,48 % ; 4 183 personnes en dépendaient alors pour le paiement de leur pension →

Ogeo Fund, héritier de la Caisse de pension de la Socolie, a permis à Nethys de devenir l’actionnaire majoritaire de l’aéroport de Liège.

DENIS CLOSON/ISOPIX



→ du premier pilier (Ogeo Fund) ou du deuxième pilier (Ogeo 2 Pension). Selon André Gilles, entendu à la commission d'enquête parlementaire du parlement de Wallonie le 9 mars, Ogeo traite aujourd'hui un peu moins d'un milliard d'euros. Le rendement de 2016 serait moins bon. « En octobre dernier, on était à 3,8 %, indique au Vif/L'Express Claude Tellings, membre du comité financier d'Ogeo. En décembre, le rendement était remonté à plus ou moins 4,5 % en valeur annuelle. Les chiffres fluctuent mais le système n'est pas en péril. »

Comprendre la mécanique d'Ogeo n'est pas chose aisée. Le fonds ne salarie que sept personnes. Il délègue la gestion administrative et le paiement des pensions à Ethias, dont le savoir-faire en la matière est reconnu. Son activité est surtout financière. Elle est confiée pour l'essentiel à des partenaires professionnels mais les dirigeants d'Ogeo conservent un important volant de manœuvre, évalué à environ 35 % des actifs sous gestion. Bien qu'il annonce le contraire, le service d'Ogeo est loin d'être gratuit. Le fonds liégeois a créé un « canton de gestion » alimenté par des prélèvements auprès des entreprises affiliées. Ses charges d'exploitation (en ce compris des immeubles détenus en propre et des actifs sous gestion) ont quadruplé entre 2009 (1 354 264 euros) et 2015 (4 986 109 euros). En cas de dissolution d'Ogeo, 90 % des biens de ce canton retourneraient à Publifin et 10 % au Service régional d'incendie. C'est le seul lien « capitalistique » entre Publifin et Ogeo. Mais pas le seul lien d'intérêt, alors que la philosophie d'un fonds de pension impliquerait de se mettre « à l'abri » de l'employeur.

Près de 65 % des actifs de placement d'Ogeo Fund sont logés dans la sicav institutionnelle Ogesip Invest (Royal Bank of Canada), gérée par quatre institutions belges : la Banque Degroof-Petercam, BNP Paribas Investment Partners, Candriam (ex-Dexia Asset Management) et KBC Asset Management. Le fonds de pension fondé par André Gilles et



Le fonds de pension liégeois sponsorise le Salon des Mandataires.

Stéphane Moreau a relativement peu d'obligations d'Etat : 25 %. Il s'enorgueillit, en revanche, d'une politique de placement qui fait la part belle à l'immobilier (20 %). Un spécialiste du secteur émet des réserves à propos de cette politique. « Le *return* sur un an de placements en briques, ça ne veut rien dire. Il faut aller plus en détail. Est-ce que ce bâtiment est déjà construit ? Quelle est sa valeur de rachat ? Sa durabilité ? Est-ce qu'il produit déjà du *cash flow* ? Une construction-développement présente un autre profil de risque qu'un bâtiment loué à la Commission européenne qui offre la garantie d'un très bon bail pendant vingt ans... »

Lors de sa prestation devant la commission d'enquête parlementaire, André Gilles a mis en avant quelques réalisations de prestige, dont le siège de la police nationale néerlandaise à Rotterdam ou celui du ministère des Finances au

grand-duché de Luxembourg. En raison de son histoire mouvementée, Ogeo Fund n'a jamais vraiment rassuré, d'autant que le cadre législatif qui régit les fonds de pension est plus souple que celui, très sévère, qui encadre le secteur des assurances-pension. Seule consolation, si c'en est une, en cas de difficulté, les entreprises sont obligées de remettre au pot. *In fine*, les communes associées.

Des bisbrouilles au MR

Chef de file des libéraux liégeois, Daniel Bacquelaine (MR), connaît bien le dossier mais en tant que ministre fédéral des Pensions, il refuse de se prononcer. « C'est la FSMA, un organe indépendant dont la compétence est partagée par les ministres des Finances, de l'Economie et des Pensions, qui contrôle les organismes de financement de pensions, rappelle-t-il. Ogeo Fund est en ordre sur le plan légal et par rapport à son contrôleur. Son rendement se situe entre 6,30 % et 7 % en moyenne depuis sa fondation. Je n'ai pas de souci par rapport à ça. »

Daniel Bacquelaine n'a pas toujours été aussi détendu. Aux débuts de Tecteo/Ogeo Fund, il en a fait démissionner l'administrateur MR. « A ce moment-là, justifiait-il, nous n'avions pas toutes nos garanties. Nous considérons, et c'est toujours le cas

« Au PS comme au MR, les débuts d'Ogeo Fund furent placés sous le signe de la zizanie »

aujourd'hui, que ce n'est pas le rôle de mandataires politiques de siéger dans des fonds de pension. » Les libéraux liégeois Christine Defraigne, actuelle présidente du Sénat, et Olivier Hamal, aujourd'hui retiré de la politique, étaient également critiques à l'égard du système Tecteo qui se mettait en place avec la bénédiction tacite de leur parti, le député provincial Georges Pire étant la tête de pont du MR dans les intercommunales socialistes. Sauf à Ogeo. Olivier Hamal se souvient « des pressions exercées par Georges Pire sur Christine Defraigne, invoquant des liens familiaux et francs-maçons, pour que nous ne tenions pas notre conférence de presse en septembre 2009 sur les dérives de Tecteo, en ce compris, Ogeo. Tout ça n'était pas de nature à influencer Christine. »

Le MR liégeois ayant décidé de boycotter Ogeo, Louis Michel, selon une rumeur de l'époque, aurait sollicité son vieil ami François-Xavier de Donnea. Un témoin direct, libéral, liégeois, nous a affirmé avoir proposé le job à FXDD au nom du comité de direction d'Ogeo. « Ce n'est pas moi qui l'ai invité, insiste le ministre Bacquellaine mais François-Xavier de Donnea n'avait plus de mandats politiques (NDLR : faux, il était toujours député fédéral). C'est un économiste de formation, et il faut des personnes de qualité dans des structures comme celle-là. » De 2009 à 2014, le Bruxellois a donc été administrateur indépendant chez Ogeo tout en siégeant à la Chambre. « Je ne représente pas les sociétés affiliées à Ogeo Fund ni le MR, déclare-t-il au Vif/L'Express. Je suis là pour veiller à l'intérêt général des pensionnés. La FSMA estime que le fonds respecte toutes les procédures. J'ai mes apaisements. ». François-Xavier de Donnea justifie aussi sa présence par « un intérêt intellectuel » pour le fonctionnement des marchés. Et il précise encore : « Tant que j'ai été député, je n'ai pas été rémunéré. Aujourd'hui, je reçois un jeton de présence. » Soit la même chose, ou un peu moins, que les 10 000 euros par →

OGEO FUND



Le comité de direction



Stéphane Moreau (admin.-dél.) et Emmanuel Lejeune (dir.)

En 2015 :
1,125 milliard d'euros
 actifs sous gestion
4183
 bénéficiaires actuels ou futurs
5,08%
 rendement financier

Le conseil d'administration



De g. à dr. : Claude Parmentier (admin.), Chantal Dupond (admin.), Stéphane Moreau (admin.-dél.), André Gilles (président démissionnaire), François-Xavier de Donnea (admin. ind.), Alain Decerf (admin.), Dominique Drion (vice-prés.)

Les entreprises d'affiliation

Ogeo 2 Pension (pension complémentaire)

Membre fondateur : Société régionale du logement de Herstal
 Conseil d'administration : Emmanuel Lejeune (administrateur-délégué), Diego Aquilina (Intégrale), Patrice Beaupain (Intégrale), François Vergnolliè.

SOURCE : RAPPORT ANNUEL D'OGEO FUND 2015

→ an déclarés par André Gilles à la commission d'enquête.

Pour mémoire, François-Xavier de Donnea est président du conseil de conciliation et d'arbitrage du MR, au nom duquel il a entendu Armand De Decker dans le cadre du Kazakhgate. Dominique Drion, qui a démissionné de la commission de déontologie du CDH à la suite du scandale Publifin, est, lui, prêt à lâcher tous ses mandats dans les intercommunales. Sauf un : celui d'Ogeo. Mais qu'est-ce qui les attache donc à cette société sortie de nulle part et qui s'est hissée en moins de dix ans à la place de 5^e organisme de financement des pensions de Belgique ?

Liège, ses socialistes et leurs conflits de copropriété

Au PS comme au MR, les débuts d'Ogeo Fund furent placés sous le signe de la zizanie. Marc Bolland, actuel bourgmestre de Blegny et fils de l'ancien gouverneur de la Province de Liège, avait quitté la Smap/Ethias en 2004. Quelques années plus tard, il propose à Stéphane Moreau, directeur général de Tecteo, de piquer à Ethias la gestion financière du fonds de pension des travailleurs de Tecteo. Objectif : stimuler ses rendements jugés poussifs et soutenir des projets industriels régionaux. Une habitude des décideurs socialistes liégeois. En tant que réviseur d'entreprise, Michel Daerden connaissait les trésors de guerre des asbl veillant sur les retraites des

intercommunales. Il avait aussi les moyens politiques de les amener à collaborer aux grands projets liégeois.

En 2003, la Caisse de pension et de secours du personnel de la Socolie (production d'électricité) prête ainsi à la SLF/Ecetia, bras financier des intercommunales, 130 millions d'euros à 3,9 %, sans jamais demander leur avis aux représentants syndicaux. Ogeo hérita d'une grande partie de cette créance (110 millions), qu'il fallut rembourser d'urgence en 2013, sous peine de représailles de la FSMA. Après une période de grandes tensions internes, ce remboursement eut lieu par échange de parts au sein de « la grande famille socialiste ». Cette opération a permis à Nethys de devenir l'actionnaire majoritaire de l'aéroport de Liège.

En usant de toutes les ressources de sa position dominante au PS liégeois, Stéphane Moreau a convaincu trois autres intercommunales de lui céder leurs fonds de pension : l'Intercommunale d'incendie de Liège et environs (2008), la Compagnie intercommunale liégeoise des eaux (2008) et l'Association intercommunale pour le démergement et l'épuration des communes de la Province de Liège (2012). Les représentants du personnel ont été largués. Méfiant, le gros de la troupe du public et du parapublic est toutefois resté à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSS-APL). Les députés provinciaux, le personnel et les mandataires de Seraing (commune et CPAS) se rallièrent en 2009 et 2010. Pour montrer l'exemple ? Le dernier trophée d'Ogeo en 2016 est Publilec (Seraing), la maison mère de Publupart qui a provoqué un scandale en Flandre à cause d'investissements non éthiques et de rémunérations inattendues d'élus gantois. Quatre mystérieux consultants de Publilec se sont partagé 1,7 million d'euros depuis 2012 (70 800 euros brut par an), selon *Het Laatste Nieuws*. « Il s'agit d'agents d'EDF Luminus mis à la disposition de Publilec, à qui EDF Luminus refacture ce personnel détaché », a expliqué Stéphane Moreau, lors de son

audition du 10 mars. Publupart a perdu 2 millions d'euros dans la faillite d'Optima, une banque flamande qui a bénéficié de la complaisance de mandataires socialistes et Open VLD, ainsi que de complicités bien liégeoises.

Un contrôle en trompe-l'œil

« Si l'affaire était sulfureuse, je la quitterais. » Le chevalier de Donnea n'est pas le seul à apporter sa crédibilité à Ogeo Fund. Guy Quaden, gouverneur honoraire de la Banque nationale de Belgique (PS), est consultant externe du comité financier. Celui-ci est surnommé poétiquement « tuteur de croissance » dans le rapport 2015. Outre les membres du comité de direction d'Ogeo, Stéphane Moreau et Emmanuel Lejeune, on y trouve Claude Tellings, pilier des « intercos » liégeoises (il est observateur à la Cile, Intradel et Ecetia) et directeur général de l'Association intercommunale pour le démergement et l'épuration des communes de la province de Liège. Celle-ci a adhéré à Ogeo en 2012, malgré les inquiétudes, finalement dissipées, de son personnel.

Dans ce cénacle figure également Patrice Beaupain, administrateur d'Ogeo 2 Pension et directeur financier de la compagnie d'assurance liégeoise Intégrale, rachetée par Ogeo Fund et Nethys en septembre 2016. Le syndrome du contrôleur contrôlé ? Beaucoup plus discrète que sa grande sœur, Ogeo 2 Pension est une

« Une quatrième intercommunale, l'Aide, s'apprête à migrer vers l'ONSS-APL, le 1^{er} janvier 2018, en raison d'une baisse des rendements financiers d'Ogeo »



François-Xavier de Donnea est administrateur indépendant d'Ogeo, également président du conseil de conciliation et d'arbitrage du MR.

THÉRIY ROGE/BELGAINMAGE



La friche de Bavière, à Liège : un investissement à risques.

CORALIE CARDON

entité distincte. Elles s'occupe du deuxième pilier du personnel contractuel du secteur public et du personnel salarié du secteur privé (la Société régionale du logement de Herstal en est membre fondateur) mais sans témoigner d'une activité débordante. En dépit de la présence de Michel Mikolajczak, ancien membre du comité de direction de BNP Paribas Fortis France, cela ne donne pas « trois experts indépendants » comme le prétend Ogeo. « Je suis un caractère indépendant », oppose malicieusement Claude Tellings au Vif/L'Express. À côté de cela, Ogeo dispose de tout l'appareil légal et extralégal nécessaire : double contrôle actuariel, commissaire agréé (Isabelle Rasmont pour PwC, comme chez Nethys), *Compliance Officer*, FSMA... Il lui manque pourtant le regard de ses bénéficiaires.

Les organisations syndicales écartées, les retraités spoliés

Contrairement à la majorité des fonds de pension, Ogeo Fund n'est pas paritaire. PensioPlus, qui fédère 86 % des 198 institutions de retraite professionnelles, dites aussi organismes de financement des pensions du deuxième pilier, relève que 73 % des fonds de pension belges ont des représentants du personnel au sein de leur conseil d'administration. Quand ce n'est pas le cas, le tiers des entreprises concernées ont au moins un comité social. Chez Ogeo Fund, rien de tout cela. Selon notre spécialiste du

secteur, « dans un fonds de pension, la gestion paritaire n'est pas obligatoire mais elle est toujours préférable car il s'agit de l'argent des employés actuels et des retraités. C'est important pour eux de savoir que leurs réserves sont bien gérées. Le lien de confiance est essentiel. Raison pour laquelle la plupart des fonds de pension ne sont pas multi-employeurs. »

Le personnel est-il rassuré ? Luc Hakier, secrétaire régional CGSP - Admi, relaie la plainte récurrente des travailleurs du « canton » de Publifin : « Ils n'arrivent pas à obtenir des informations sur les résultats d'Ogeo, alors que dans d'autres intercommunales comme la Cile ou l'Aide, on les tient au courant. » Le syndicat socialiste CGSP dit regretter avoir perdu la parité ou un comité social. « Une reculade, admet Joël Thône, secrétaire intersectoriel, mais le rapport de force ne nous était pas favorable. » La reculade s'est répétée à chaque nouvelle affiliation. Ainsi, quand l'asbl Caisse de pension et de secours du personnel de la Socolie a transmis à Ogeo son trésor de guerre,



OGEO FUND

Claude Tellings, membre du « comité financier » d'Ogeo Fund et pilier des « intercos » liégeoises.

soit 75,1 millions d'euros d'actifs, son comité social n'a pas suivi.

Le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de Tecteo du 19 juin 2009, signé André Gilles, était pourtant très clair : « Un comité social sera créé au sein d'Ogeo Fund conformément à la négociation globale arrêtée au sein des intercommunales liégeoises avec les organisations syndicales représentatives. Il sera composé de trois représentants du sponsor (Tecteo) et de trois représentants issus de l'actuel conseil d'administration de l'asbl existante » (point 3). Le « sponsor » est l'entreprise affiliée dans le langage des OFF. Le même procès-verbal garantissait les droits acquis : « Le conseil d'administration de Tecteo reconnaît que les droits des pensionnés et futurs pensionnés de l'ex-Socolie seront préservés dans l'hypothèse où une autorité extérieure (le législateur fédéral par exemple) réduirait de façon unilatérale les droits du personnel » (point 4).

La menace n'est pas venue d'une « autorité extérieure » mais bien d'Ogeo, via ses dirigeants à double casquette, André Gilles et Stéphane Moreau. Non content de tenir les organisations syndicales à l'écart, ils ont entrepris de raboter les avantages des retraités, plus élevés que ceux du secteur public, en invoquant une loi Wijninckx (1978) qui n'avait jamais constitué un obstacle par le passé. En juin 2013, le pécule de vacances et la prime de troisième âge des 200 et →

→ 136 retraités, respectivement, de l'ex-ALG et de l'ex-Socolie n'ont pas été versés. Selon les cas individuels, c'est un manque à gagner d'environ 1 000 euros par an. En première instance, la justice a condamné Ogeo à verser leur dû aux pensionnés (plus de 330 000 euros). Mais, en appel, les juges ont suivi l'argument de « la loi du changement » défendu par Jean Bourtembourg, avocat d'Ogeo Fund, contre le principe de *standstill* (maintien des droits acquis). La CGSP a renoncé à se pourvoir en cassation.

Quant au collectif des 333 retraités de l'ex-ALE qui ont porté un litige similaire devant les tribunaux, un jugement intermédiaire de première instance édicte que le groupe Publifin/Nethys n'aurait pas dû changer rétroactivement leur statut. Les pensionnés attendent la suite mais ils se sentent impuissants devant une justice liégeoise qu'ils soupçonnent d'être sous influence. Eux n'ont pas les moyens, disent-ils, de se payer un avocat comme M^e Bourtembourg. Certains ont déjà mis 15 000 euros de leur poche. Et leurs rangs s'éclaircissent inéluctablement. Ils savent que la justice liégeoise enquête sur les années d'ancienneté de la mère de Stéphane Moreau à la Société de logements du Plateau, dont le futur ex-bourgmestre d'Ans est vice-président. Elles auraient été gonflées de dix années, ce qui aurait permis à Ethias de valoriser son assurance-groupe. Ils ont aussi appris, grâce à la commission Publifin, que l'assurance-pension de Stéphane Moreau s'élevait à 1,186 million d'euros.

Des années difficiles

La chance d'Ogeo Fund est d'avoir été créée après la crise financière de 2008. Néanmoins, les mauvais jours pourraient revenir. Trois de ses entreprises d'affiliation ont déjà bifurqué vers le système ONSS-APL (les actifs d'aujourd'hui paient pour les passifs d'aujourd'hui : modèle rhénan de pension par répartition par opposition au modèle anglo-saxon de pension par capitalisation où chaque travailleur se constitue sa propre



Le manoir abandonné de Cointe : 900 000 euros immobilisés depuis 2012.

MICHEL TONNEAU POUR LE VIF/L'EXPRESS

pension, principe des fonds de pension). Le Vif/L'Express l'a appris : une quatrième intercommunale, l'Aide, s'apprête à migrer vers l'ONSS-APL, le 1^{er} janvier 2018, en raison d'une baisse des rendements financiers d'Ogeo. « La décision a été prise le 5 décembre dernier par le conseil d'administration, confirme Claude Tellings, directeur général de l'Aide. Cela évitera de devoir réinjecter de l'argent dans le fond de pension, 10 ou 11 millions d'euros, peut-être davantage, pour faire face à nos obligations à vingt ans. Le système par capitalisation n'est plus tenable. Nous allons donc passer au modèle de pension par répartition. Il n'y a pas de souci à se faire : la couverture intégrale des retraites en cours était assurée grâce à une réserve d'environ 100 millions d'euros dans le canton de l'Aide au sein d'Ogeo Fund. Celui-ci reste étanche par rapport aux autres. »

« Les charges d'exploitation ont quadruplé entre 2009 et 2015 »

Cette migration étant légalement irréversible, à quoi va encore servir Ogeo Fund ? « A encaisser les rendements, répond Claude Tellings, et à intervenir si l'ONSS réclame l'excédent d'argent que le régime a avancé pour payer les pensions sur la base des cotisations de l'entreprise. » En fait, simplifie le directeur général, « Ogeo gère une cagnotte : c'est un élément de stabilisation et une garantie pour le personnel. » Doit-on comprendre que, petit à petit, le fonds liégeois se transforme en véhicule d'investissement ? Se contentant de faire fructifier une cagnotte (celle des travailleurs). Pour en user avec une certaine liberté.

L'instrumentalisation politique

Comme André Gilles l'a avoué devant la commission Publifin, Ogeo a prêté successivement 25 millions, 30 millions et 40 millions d'euros à Publifin, chaque fois remboursé dans le temps imparti, d'un à trois mois, et avec « un intérêt au taux du marché ». Bien qu'en théorie, un fonds de pension ne puisse pas prendre une position de prêteur, Ogeo s'est affranchi plus d'une fois de cette règle. Chaque fois au bénéfice de son pré carré liégeois et socialiste. Le fonds de pension a ainsi prêté de l'argent (65 millions d'euros) à la compagnie d'assurances →



ERIC LALMAND/BELGAMMAGE

Le promoteur immobilier, Yves Bacquelaine (à droite), est en affaires avec Ogeo Fund.

→ liégeoise Intégrale (pensions complémentaires), avant d'en prendre le contrôle, avec Nethys (90 millions d'euros).

A Seraing, fief d'Alain Mathot, Ogeo a avancé 7,75 millions d'euros (hors intérêts) pour le projet de construction d'un complexe immobilier sur le site de la cristallerie du Val Saint-Lambert. « Le rendement annuel global moyen est supérieur à 7 %, fait savoir Ogeo, par courriel, au Vif/L'Express. Ogeo Fund y dispose de nombreuses sûretés réelles, gages sur terrain, mandats hypothécaires... » A Verviers, dont la bourgmestre est socialiste, Ogeo Fund a acquis pour 3 millions d'euros, en pleine propriété, un immeuble appartenant à Solidaris pour aider à la finalisation du projet de centre commercial City Mall. « Le rendement annuel global attendu est de l'ordre de 5 % », indique Ogeo. A Bavière, l'investissement se fait au travers de la SA UrBa Liège détenue à 90 % par Ogeo Fund et à 10 % par la SA Galère : un projet immobilier d'environ 100 000 mètres carrés (logements, bureaux, université, bibliothèque, école et salle de sports) qui ne peut que satisfaire le bourgmestre, Willy Demeyer et sa compagne, Michèle Lempereur, dont le bureau de consultance, selon *Le Soir* du 1^{er} mars, a servi de facilitateur pour 200 000 euros. Le capital de la société

Urba Liège s'élève à 5 millions d'euros, dont 4 185 000 euros ont été libérés par Ogeo Fund. C'est le frère aîné de Daniel Bacquelaine, le promoteur Yves Bacquelaine, qui est l'administrateur-délégué de la SA Bavière Développement dont fait partie Urba Liège.

En donnant un coup de pouce à ces trois

projets régionaux qui patinent depuis des années, Ogeo ne considère pas qu'il men en péril son business : « Ces investissements représentent moins de 7 % de la poche immobilière d'Ogeo, laquelle s'élève à 220 millions d'euros », justifie-t-il.

Le fonds de pension liégeois a aussi investi à Anvers avec Land Invest Group grâce aux connexions avec l'ancien ministre socialiste gantois, Luc Van den Bossche (SP.A), au cœur de la galaxie Optima, et à un développeur immobilier qui fut aussi le premier chef de cabinet de Bart De Wever (N-VA). Ce dernier avait été salarié pendant huit mois par Ogeo Fund. Ces relations d'affaires expliquent-elles le refus flamand, à l'exception du CD&V et du Vlaams Belang, il y a un an pile, de lever l'immunité parlementaire d'Alain Mathot, inculpé pour corruption et blanchiment dans le dossier Intradel, la construction d'un incinérateur à ordures ? La réputation d'Ogeo Fund autorise toutes les hypothèses.

Et c'est bien le drame pour ce fonds de pension présenté par ses concepteurs comme la huitième merveille du monde. ♦

« Un contrôle supplémentaire serait légitime et opportun »

Frédéric Daerden (photo) est bourgmestre de Herstal, député fédéral et vice-président de la fédération liégeoise du PS.

« Ogeo Fund fait partie du groupe Publifin. Je pense qu'il devrait revenir à une gestion paritaire, estime-t-il. D'un point de vue principal, parce qu'il s'agit de l'argent des travailleurs, le gage qu'ils seront associés à la gestion de sommes considérables. C'est aussi la garantie d'avoir une utilisation prudente qui corresponde à une stratégie déterminée. La représentation du

personnel a déjà été évoquée mais il ne faut pas qu'elle soit symbolique. Je ne connais pas le détail des opérations liées à

L'Intégrale, Bavière, Verviers ou Cointe (NDLR : une propriété à l'abandon dans le parc très huppé de Cointe, acheté par Ogeo pour 889 000 euros en 2012). Je ne dis pas que ce sont des opérations à haut risque ou du gaspillage d'argent, tout a été fait dans les règles prévues, mais cela peut paraître surprenant dans certains cas, Cointe, par exemple. Un contrôle supplémentaire serait légitime et opportun. »



BART DEWAELE/ID PHOTO AGENCY

Jean-Claude Marcourt :
« Publifin et moi »

La Société wallonne
des eaux (troubles)

Europe : en phase
terminale à 60 ans ?

LE VIF

l'express

22 MARS 2016

Une page vite tournée ?

Enquête sur la résistance belge
à la terreur

LE VIF 35^e année n° 12 - L'EXPRESS n° 3429 hebdomadaire du 24 au 30 mars 2017
BEL/LUX 5,70 € - P508558 - ISSN 0774-2711

0 17 12 >



5 4 14 286 2 10520



Dès la prochaine mandature communale, le nombre de mandats à la SWDE va diminuer, notamment à cause d'un trop fort absentéisme.



LA WALLONNE DES EAUX TROUBLES

Huit succursales, 224 mandataires, 720 000 euros de rétributions annuelles, et un absentéisme, dramatique, qui atteint parfois les 40 %.

Et si la SWDE, principal acteur du secteur de l'eau, résumait tous les problèmes d'un certain mal wallon ? Elle s'en défend. Et veut se réformer.

PAR NICOLAS DE DECKER

Ya-t-il du gaz, type comité de secteur, dans l'eau aux arômes wallons ? La toute récente réforme de la gouvernance à la Société wallonne des eaux (SWDE), telle que prévue par une note au conseil d'administration du 24 février dernier, pourrait le laisser penser. Eric Smit, le patron de cette entreprise publique autonome, mastodonte du captage et de la distribution d'eau – 1400 travailleurs, 207 communes associées, deux tiers de la population desservie –, y félicite la gouvernance de sa société, fondée sur huit succursales. Mais, cherchez l'erreur, il se réjouit également que les principaux organes qui méritent ces félicitations soient appelés... à disparaître après 2018. « Un consensus semble se dégager » à ce sujet, explique, dans la note qui a fuité, le président du comité directeur.

C'est que, à l'image de structures d'autres secteurs comme le gaz ou la télé-distribution, la SWDE est le résultat, depuis sa constitution en 1986, de l'absorption d'intercommunales plus petites, accompagnée de l'installation de sous-structures locales, consultatives ou pas, où pullulent les mandats : la Wallonne des eaux rétribuait, en 2001, plus de 400 mandataires... Aujourd'hui, l'organigramme qui satisfait tant sa direction qu'elle va bientôt l'amputer a été institué en 2006, avec l'arrivée dans la société de trois intercommunales hennuyères. Il recense, en 2016, 224 mandataires, qui ont perçu un total de

728 224,17 euros de rémunérations sur le dernier exercice. Il prévoit une direction centrale, à Verviers, composée d'un comité de direction de quatre membres, d'un conseil d'administration de quinze représentants des communes et du gouvernement wallon, et abritant trois comités spécialisés (le comité stratégique, le comité de rémunération et le comité d'audit). Bien dotés en émoluments, fixes et variables, ces organes fonctionnent bien. Mais la SWDE attribue aussi à chacune des huit succursales qui collent au paysage hydrographique wallon un comité exécutif de maximum six membres, qui émane d'un conseil d'exploitation où siège au moins un membre par commune associée. Ces organes locaux ne sont pas, comme l'étaient les désormais fameux comités de secteur de Publifin, consultatifs – ils l'étaient, soit dit en passant, avant 2006... Ils sont aujourd'hui compétents pour déterminer les programmes de travaux, et pour attribuer certains marchés publics de distribution, mais pas les plus gros, qui se décident à Verviers (il y en aura, précise la note, pour 73 millions d'euros en 2017).

Ces organes, certes, ont donc des compétences. Mais, de ces compétences, leurs membres s'en servent souvent peu, même s'ils en tirent parfois un peu d'argent.

De l'argent qui fuit aux comités exécutifs

Car siéger au conseil d'administration de la SWDE ou dans un des huit comités exécutifs de ses succursales, ça se paie. A deux sources : leurs membres perçoivent →

Dès ce jeudi 23 mars, « La Wallonne des eaux troubles » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Nicolas De Decker sur



canal **Z**

ROGER JOH/REPORTERS



ROGER JOB/REPORTERS

La SWDE emploie quelque 1 400 travailleurs. Chaque année, elle lance pour plus de 70 millions de marchés publics de distribution.

six du comité exécutif du bassin de la Sambre. Elle en est pourtant la présidente, poste pour lequel la SWDE lui a versé 10 446 euros l'an dernier.

Du temps qui noie les conseils d'exploitation

La solution, pour colmater ces fuites, paraît couler de source : rémunérer systématiquement les mandataires au jeton de présence. Sauf que les conseils d'exploitation, dont les membres, eux, ne sont indemnisés qu'en fonction de leur participation aux débats, affichent des taux assez dramatiques d'absentéisme : 37 % d'absents en moyenne au conseil d'exploitation Meuse-Aval, 40 % pour Vesdre-Amblève, 20 % pour Meuse-Amont, 22 % pour Lesse-Ourthe-Semois, 33 % pour Haine, 40 % pour Escaut-Lys-Dendre, 30 % pour Sambre, et 35 % pour Senne-Dyle-Gette. Des figures connues localement, comme Françoise Fassiaux, bourgmestre PS de Chimay (Meuse-Amont), Daniel Stoffels, bourgmestre MR de Waimès (Vesdre-Amblève) ou Richard Lambert, échevin CDH de Florenville (Lesse-Ourthe-Semois) n'ont assumé aucune des convocations de l'année à leurs comités d'exploitation respectifs. Certes, ces absences répétées ne grèvent pas le budget de la SWDE. Mais elles posent la question de l'utilité de ces réunions, autant que celle de la légitimité des décisions qui y sont prises. C'est notamment ce qui explique que la

direction de la Wallonne des eaux se soit penchée sur cet aspect-là de la gouvernance avec toute la gravité nécessaire. « On n'a pas décidé de repenser notre gouvernance, en particulier dans nos relations avec les représentants des communes associées, dans un mouvement de football-panique lié au scandale Publifin. On travaille à notre plan stratégique de réorganisation depuis 2012, et ces organes seront remodelés dès la prochaine législature communale », dit Benoît Moulin, porte-parole de la SWDE, où l'on ne nie pas le problème d'absentéisme, mais où l'on en attribue, avant



JOHANNA GERON/PHOTO NEWS

choisie par un jury indépendant censé se baser sur le rapport d'un chasseur de têtes. Or, celui-ci avait classé Laurence Bovy derrière deux autres candidats. La nomination, qui a pris cours en février dernier, avait été défendue par Yvan Mayeur au motif de l'indépendance du jury et de... l'expertise de Laurence Bovy dans le secteur. Elle était en effet, depuis mai 2015, observatrice au CA de la SWDE, poste non rémunéré qu'elle a quitté en janvier. Mais elle n'a, en 2016, participé à aucune des séances du comité d'audit, et elle a raté une des trois séances du comité stratégique, et quatre des onze séances du conseil d'administration, soit un taux d'absentéisme wallon de 50 %. Satisfaisant, néanmoins, pour son jury bruxellois.

tout, « les responsabilités à l'éthique personnelle des mandataires désignés par les communes ». Autant dire que si l'argent ne les y pousse pas, lesdits mandataires peinent à trouver du temps à consacrer à la distribution de l'eau dans leur circonscription.

Que faire, dès lors, de ces assemblées soit peu utiles, soit trop coûteuses ? « Le législateur a voulu, à raison, renforcer le lien de proximité de la société avec les communes associées, et nous y sommes très attachés », pose-t-on à la SWDE. On ne supprimera donc pas les conseils d'exploitation, où toutes les communes sont nécessairement représentées. Mais bien, sans toucher au cadre législatif, les comités exécutifs : le décret de 2006 prévoit que les premiers peuvent installer les seconds. Ils ne le feront plus. Et la SWDE encouragera les communes à plutôt désigner des mandataires de leur majorité, voire même plutôt leur bourgmestre ou leur échevin des travaux, à la fois pour des raisons d'expertise et de poids politique local. Les municipalités suivront, pour autant qu'elles le désirent. Et sinon ? « Nous n'avons pas de prise sur le libre-arbitre des mandataires. » Comme un résumé du mal wallon, on vous disait. ♦

Laurence Bovy : l'eau est toujours plus bleue ailleurs

Sa désignation à la tête de Vivaqua, ce pendant bruxellois de la SWDE que préside Yvan Mayeur (PS), a alimenté une récente polémique. Laurence Bovy, proche de Laurette Onkelinx, dont elle a été longtemps cheffe de cabinet, avait été



Jean-Claude Marcourt (avec André Gilles, à dr.) : le seul membre du « club des cinq » de la fédération PS de Liège que le scandale Publifin n'a pas emporté.

SOPHIE KIP/BEPRESS PHOTO AGENCY/BPPA

PUBLIFIN ET MOI

Ministre wallon de l'Economie depuis 2004, Jean-Claude Marcourt a suivi de près toutes les évolutions de la galaxie Publifin. Il est pourtant parvenu à passer entre les gouttes du scandale. Présent partout, mais encore inquieté nulle part, il ne va plus pouvoir longtemps éviter la tempête : la commission d'enquête l'a convoqué le jeudi 30 mars.

PAR NICOLAS DE DECKER

Tous les relevés le confirment, c'est imparable : la Meuse se vide de ses anguilles. Pendant vingt ans, des scientifiques du laboratoire de démographie des poissons de l'université de Liège avaient installé un piège sur l'ancienne échelle à poissons de Lixhe, à quelques kilomètres en aval de la capitale principautaire. Ils y ont capturé, de 1992 à 2014, toujours moins d'*Anguilla anguilla*, dont la population a diminué de 4 % par an. Toutefois, rapporte l'équipe de

chercheurs dirigée par Billy Nzau Matondo, « cette baisse drastique s'accompagne d'une augmentation régulière de la taille corporelle ». Il y a donc, en bord de Meuse, toujours moins d'anguilles. Mais elles sont toujours plus grosses.

Il n'en reste plus qu'une, dans le bassin de la place Sainte-Véronique, siège de la fédération liégeoise du Parti socialiste. Les autres gros poissons, les méchants requins et les petits parasites ont été emportés ou se sont réfugiés dans les profondeurs. Après avoir frayé, quinze années

durant, dans des eaux qu'elle savait troubles, après avoir remonté tant de courants hostiles, devenue argentée avec l'âge, elle frétille d'enfin accéder aux eaux pures du pouvoir incontesté. Cette anguille, c'est Jean-Claude Marcourt, dernier spécimen du « club des cinq » à n'avoir pas été pris dans les rets du scandale Publifin. Mieux, même : enfin désignée à la tête de la coupole provinciale socialiste, l'anguille Marcourt y a encore gagné de la chair. Son prochain passage devant la commission d'enquête parlementaire

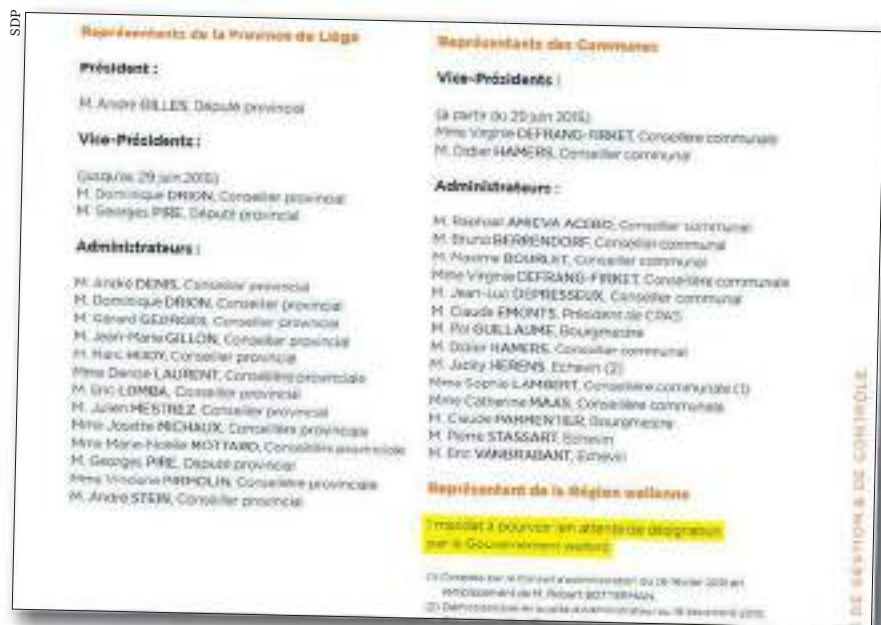
du parlement de Wallonie, annoncé le jeudi 30 mars, pourrait toutefois lui coïncider les nageoires dans les filets.

C'est que, depuis l'éclatement du scandale jusqu'à ses plus récentes répercussions, tout ou presque ramène à Jean-Claude Marcourt, des toutes fraîches discussions sur les nominations d'administrateurs à l'aéroport de Liège à la désignation des mandataires dans les comités de secteur. Jamais encore, cependant, les scandaleuses torpilles ne lui ont frôlé une écaille, alors qu'André Gilles s'est noyé, que Stéphane Moreau a sombré, qu'Alain Mathot a été englouti, et que Willy Demeyer a fait mine de se saborder. Il était déjà là, pourtant, Jean-Claude Marcourt, lors de l'acte de naissance de la « bête économique » dirigée par Stéphane Moreau, la fusion de tous les télé distributeurs wallons – « Il a suivi de près les opérations, y compris les très tendues négociations avec Brutélé », nous dit un acteur du dossier. Il était pourtant déjà là, encore, Jean-Claude Marcourt, lorsqu'il a fallu trouver un moyen de remettre une tutelle sur les intercommunales plurirégionales – « Il a freiné de toutes ses forces et, en fait, on n'a pu y parvenir qu'à la faveur de la sixième réforme de l'Etat... », nous dit un expert. Il était pourtant déjà là, toujours, lorsqu'il a fallu modifier le décret wallon sur l'électricité, ouvrant la possibilité aux distributeurs de s'ouvrir au privé – « Il a poussé les intérêts de Tecteo du début à la fin », nous dit un témoin.

L'anguille qui se mord la queue

Le passage de Bénédicte Bayer, directrice générale de Publifin, devant la commission d'enquête, et sa cauteleuse sortie sur les désignations d'administrateurs sur la piste de Bierset, n'a pas fait bouger un cheveu du ministre wallon de l'Économie. Il y a pourtant là, en résumé, tout ce que Publifin et sa galaxie doivent à Jean-Claude Marcourt, et tout ce que Jean-Claude Marcourt et sa galaxie doivent à Publifin.

Lorsque Bénédicte Bayer, en effet,



Depuis 2011, le gouvernement wallon n'a pas daigné désigner d'administrateur au CA de Publifin. C'était le rôle de Jean-Claude Marcourt...

affirme avoir subi des pressions de ministres wallons CDH pour nommer des administrateurs CDH sur le rôle de l'actionnaire majoritaire de l'aéroport de Liège, NEB Participations, plutôt que sur celui du gouvernement wallon, elle incrimine, d'abord, les administrateurs (Marie-Dominique Simonet et Jean-Pierre Grafé) et le ministre (Carlo Di Antonio ou René Collin) concernés. Mais elle jette également une lumière un peu crue sur



Julien Compère, l'ancien chef de cabinet de Jean-Claude Marcourt, dirige une filiale de Publifin actionnaire majoritaire de l'aéroport de Liège.

NEB. Et les anguilles n'aiment pas la lumière. Car NEB Participations est une société dont Nethys est l'actionnaire majoritaire, et à laquelle participent Ethias (29,43 %) et Belfius (20,57 %).

Le président du conseil d'administration de NEB, sollicitée à la fois pour entrer dans l'actionnariat de l'aéroport, et pour y placer, selon Bénédicte Bayer, les administrateurs idoines, est Julien Compère. Brillant patron du CHU de Liège, ce jeune quadragénaire originaire de Seraing est plus qu'un proche de Jean-Claude Marcourt : il en a été l'ombre et en est, écrivions-nous en juillet 2016, un des plus fringants poulains. Julien Compère a été l'omniprésent chef de cabinet de Jean-Claude Marcourt pendant pas moins de huit ans. Il a, à ce titre, comme son patron, couvé l'évolution du champion économique liégeois, de la fusion-absorption des cablodistributeurs wallons à la législation sur l'énergie, en passant par les multiples prises de participation. C'est d'ailleurs comme président du comité directeur de Vitrufin, le holding public qui possède Ethias, que Julien Compère est monté à la présidence de NEB Participations. →

→ Même s'il n'y représente que le second actionnaire, il y pèse d'autant plus qu'il peut se prévaloir d'un lourd appui ministériel. Mises en sourdine ces dernières semaines, les discussions visant au rachat, par Publifin/Nethys, d'Ethias, également lorgnée par Belfius, passaient toutes par Julien Compère. Donc par Jean-Claude Marcourt, attaché autant par vocation que par tempérament à la consolidation d'un pôle industriel et financier fort en Principauté. Julien Compère siège en outre au conseil d'administration de la Socofe, société coopérative de financement énergétique, présidée par André Gilles et depuis 2009 dans le giron de Nethys – actionnaire à 32,37 %, alors que NEB y détient 26,37 %. André Gilles succédait cette année-là à... Jean-Claude Marcourt, invité par les affaires Donfut à alléger son portefeuille de mandats.

Ministre wallon de l'Economie depuis 2004, natif de la capitale économique de la Wallonie, Jean-Claude Marcourt veille particulièrement à la fluidité des rouages et à la puissance des leviers économiques liégeois, dont le capital public n'est jamais bien loin. C'est ainsi que deux membres de son cabinet fréquentent, comme observateurs du gouvernement, le conseil d'administration de NeWin, cette filiale cédée, avec l'aval du gouvernement wallon, par Belgacom à Tecteo il y a huit ans, et active dans l'informatique et les télécoms à destination des professionnels. La Waterlooïse Virginie Vandeputte, cheffe de cabinet adjointe de Jean-Claude Marcourt au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, ancienne de chez Fadila Laanan, et responsable de Creative Wallonia, y siège, comme Sébastien Legat, expert à temps partiel chez le ministre de l'Economie mais aussi à la ministre-présidence de Paul Magnette. Avant le scandale, les observateurs prêtaient à NeWin des vues sur NRB, une entité spécialisée dans l'informatique de gestion à destination des services publics. Basée à Liège, celle-ci est une filiale... d'Ethias,



MICHEL KRAKOWSKI/BELGAIMAGE

Avant le « club des cinq », le projet industriel porté par Publifin était largement appuyé par toutes les « forces vives » liégeoises. Dont les ministres Marcourt et Daerden, ici avec Stéphane Moreau.

dont, pour rappel, Julien Compère est à la tête du holding de tutelle, et qui, pour rappel aussi, était tout autant que sa filiale dans le viseur de Nethys. Tout est dans tout et, parfois, l'anguille se mord la queue. Parce que si le ministre est prompt à envoyer ses émissaires, officiels comme ces observateurs dans une filiale un peu oubliée, ou officieux comme ce poulain à ces postes stratégiques, il a incompréhensiblement négligé de désigner, dans le conseil de Publifin,



BENOÎT DOPPAGNE/BELGAIMAGE

La directrice générale de Publifin, Bénédicte Bayer, a confirmé avoir mandaté le cabinet d'avocats de Jean-Claude Marcourt pour une mission de conseil.

l'administrateur auquel le gouvernement avait droit. Actionnaire de Publifin à 0,14 %, la Sogepa, société publique wallonne de participation, attendait de son ministre de tutelle qu'il nommât un envoyé. Sa « prérogative », disait même Jean-Claude Marcourt dans un courrier de 2011 dont *L'Echo* avait pris connaissance. Il ne le fit pourtant jamais, quoique chaque rapport annuel de Publifin mentionnât systématiquement ce manque. « Avec un si faible poids dans l'actionnariat, le représentant de la Région n'aurait pas pu peser dans les débats », répondait, plutôt mollement, Jean-Claude Marcourt à nos confrères.

« Indifférent au décret électricité »

Voté en avril 2014 dans des conditions rocambolesques, notamment via un amendement déposé à la surprise générale, le décret « électricité » permet à un gestionnaire de réseau de distribution d'avoir accès à des outils de financement relevant du droit privé, ce que Tecteo voulait, et qui fut fait, avec toutefois des balises dont Tecteo ne voulait pas. Il

demande également du prochain gouvernement wallon qu'il impose, parmi d'autres contraintes, un plafond de rémunérations à ses dirigeants, ce que Tecteo ne voulait pas, et que le gouvernement suivant ne fit pas. La pression liégeoise était intense. Mais au cabinet Marcourt, on dément toute volonté d'interférence dans un dossier pourtant rudement négocié en « kern » sous le dernier gouvernement Demotte (2009-2014). « Le ministre n'est et n'était pas fonctionnellement en charge du dossier électricité, puisque le ministre wallon de l'Énergie de l'époque était Jean-Marc Nollet. Et la prolongation de la législation en cours à l'époque le laissait indifférent », explique Gaël Lambinon, porte-parole de Jean-Claude Marcourt. Tout au plus ce dernier confirme-t-il « qu'il y a eu une rencontre de présentation de la transformation du groupe formé par l'intercommunale Tecteo et ses filiales de l'époque en présence des responsables de l'intercommunale, le ministre de l'Énergie et lui-même ».

Tecteo-Nethys grand acteur industriel et public liégeois, gestionnaire de réseau de distribution, dirigé par deux des membres du « club des cinq » se serait donc vu confronté à un mur d'indifférence, érigé par un autre des membres du même club, investi depuis et pour toujours dans la constitution d'un grand acteur industriel et public liégeois. L'hypothèse est franchement audacieuse. Au moins autant que celle qu'avance l'entourage du ministre lorsqu'il est question de l'origine du scandale Publifin : la constitution de ces comités de secteur qui payaient beaucoup des mandataires siégeant peu pour ne décider de rien. Le 10 mars, Willy Demeyer a quitté sa présidence de la fédération liégeoise dès lors que sa responsabilité

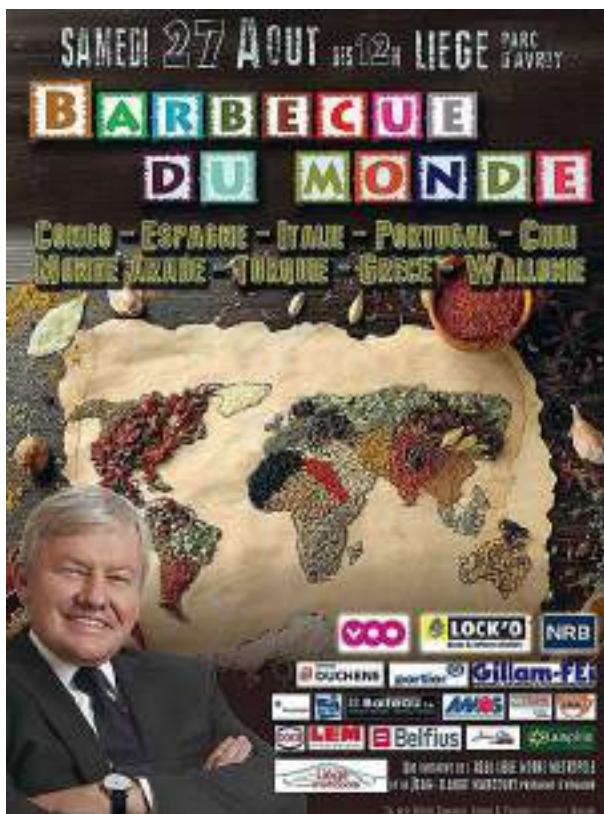
politique était engagée dans ces désignations. Jean-Claude Marcourt, chef de groupe PS au conseil communal de Liège, « n'a pas procédé personnellement à la répartition de ces mandats », insiste son porte-parole. « Chef de groupe, c'est une fonction politique. A sa connaissance, ces instances ont été composées sur la base d'un appel à candidatures ou de reconduction de mandats préexistants », répète-t-il. Dans la géopolitique socialiste liégeo-liégeoise, pourtant, Jean-Claude Marcourt est l'homme fort du centre-ville et, de facto, cogestionnaire de l'union socialiste communale liégeoise avec Willy Demeyer et Maggy Yerna. C'est d'ailleurs son ancienne cheffe de cabinet et actuelle patronne du Forem, Marie-Kristine Vanboeckstal, qui préside aujourd'hui l'USC. Et dans le groupe qu'il dirige au conseil communal, ses plus

proches amis sont parmi ceux qui eurent l'honneur de siéger au comité de sous-secteur Liège-Ville, comme Jean-Paul Bonjean et Giuseppe Maniglia.

Ceux-ci, comme tout le Liège qui compte, participent, souvent le dernier week-end d'août, au parc d'Avroy, au « Barbecue du monde » du ministre Marcourt. Celui-ci a quitté en 2009, dans la foulée des affaires Donfut, qui poussèrent les ministres, wallons en particulier, à abandonner la plupart de leurs mandats, l'asbl Liège notre métropole. Il la présidait jusqu'alors, et en est depuis le président d'honneur – sa démission n'a été publiée au *Moniteur* qu'en novembre 2013, soit dit en passant. « Sans rôle, donc », précise son porte-parole. C'est que la manifestation est aimablement sponsorisée par de pesantes forces vives, qui ont pu avoir à traiter avec le ministre

de l'Économie et avec son entourage : VOO, bien sûr, mais aussi NRB citée plus haut. Ou Amos, dont la Sogepa est actionnaire à 45%. « Il est uniquement fait appel à du sponsoring pour permettre de distribuer aux associations le produit des bénéfices », ajoute Gaël Lambinon. Qui n'a aucun commentaire à donner sur la confirmation, par Bénédicte Bayer, que Nethys avait bien mandaté une jeune avocate du cabinet Marcourt-Collins-Henkinbrant, dont le ministre est encore associé, pour l'aider à appliquer la nouvelle réglementation européenne sur les données personnelles. « Fake news ! » avait clamé Jean-Claude Marcourt sur Twitter, contestant les incontestables affirmations du *Vif/L'Express*. Il avait tort.

Comme ministre ou comme avocat, comme conseiller communal ou comme papa, comme socialiste ou comme Liégeois, tout vient, chez Jean-Claude Marcourt, à Publifin et ses filiales. Et tout y ramène. Sauf la souplesse de l'anguille. ♦



VOO, notamment, sponsorise le « Barbecue du monde », organisé chaque année dans le parc d'Avroy pour promouvoir la cause du ministre.

PS liégeois : Demeyer
et Marcourt pilotent l'élection

Bruxelles : main basse
socialiste sur l'administration

France : Macron,
le flou en marche

LE VIF

l'express

ÊTES-VOUS,
VOUS AUSSI, POLLUÉ PAR

L'EXTRÊME GAUCHE ?

- Le test : mesurez votre taux de contamination
- L'enquête : qui commande vraiment au PTB

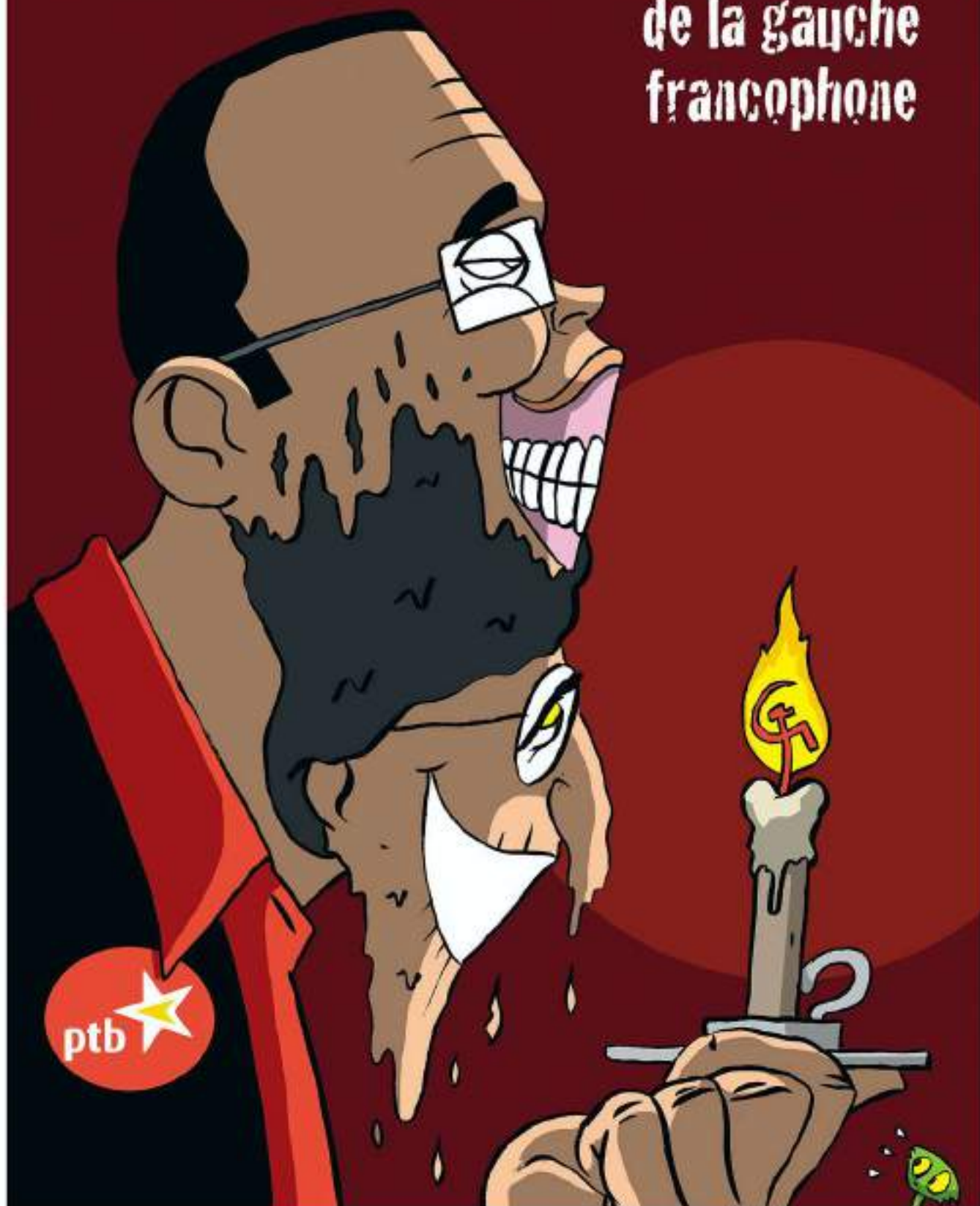
LE VIF 35^e année n° 13 - L'EXPRESS n° 3430 hebdomadaire du 31 mars au 6 avril 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509556 - ISSN 0774-2711

01713 >



5 4 14286 210520

L'évolution de la gauche francophone



Pour la première fois, un sondage place le PTB devant le PS en Wallonie.

L'ARBRE QUI CACHE LE SOVIET

Très populaire dehors, beaucoup moins pesant dedans, ainsi s'écrit le paradoxe Hedebouw : la principale figure du parti qui monte n'en est pas le principal dirigeant. Loin de là.

PAR NICOLAS DE DECKER

A lors, maréchal ou petit soldat ? Il a beau rigoler de tout, Raoul Hedebouw, il y a des choses, rien à faire, qui lui font un peu monter la tension artérielle. Comme quand on lui demande, pour voir, s'il n'est pas par hasard, au PTB, une petite figurine de très grande diffusion, instrumentalisée par les très discrets vrais patrons de son parti.

C'est que la grande diffusion, d'abord, est incontestable : entre un Raoul Hedebouw par-ci, un Raoul Hedebouw par-là, un Hedebouw *slimste mens ter wereld* et un Raoul troisième politique wallon le plus populaire, juste après l'actuel Premier ministre et un peu plus loin de l'ancien, selon le dernière baromètre *La Libre-RTBF*, le porte-parole francophone de la formation de gauche radicale est devenu une star, tandis que ses camarades, soit parlementaires PTB comme lui, soit membres du bureau politique du PTB comme lui aussi, ne sont connus de personne.

C'est que la direction du parti, ensuite, ce tout petit groupe – on parle de quatre ou cinq personnes maximum – non installé par les statuts, qui décide au quotidien des inflexions et des pulsions de la formation marxiste, s'illustre bien davantage par son efficacité que par sa notoriété, en tout cas en Belgique francophone. On y trouve le président national, Peter Mertens, bien sûr, l'Anversois que le best-seller – écrit collectivement, signé individuellement – *Hoe Durven Ze ?* a propulsé au rang de Bekende Vlaming, mais dont on ne peut pas dire qu'il enflamme la rue wallonne, ainsi que le vice-président et directeur du service d'études du parti David Pestieau, ou notamment la secrétaire générale Lydie Neufcourt, très effacée sexagénaire gantoise.

Et puis c'est que dans ce petit groupe, enfin, ne figure pas la star des stars. Raoul Hedebouw, en effet, est certes membre du plus haut organe statutaire du parti, le bureau national, toujours composé aujourd'hui de vieux dirigeants ou de leurs héritiers. Mais pas du petit comité qui décide vraiment. Très révélateur, symboliquement et politiquement : le 3 juin 2014,

au lendemain des élections régionales, Elio Di Rupo et Paul Magnette, formateurs du futur gouvernement wallon, reçoivent à l'Elysette une délégation du PTB. Face aux deux patrons socialistes, Peter Mertens, descendu des rives de l'Escaut, flanqué de son Saint-Gillois de vice-président David Pestieau. Pas de Wallon dans la délégation, et donc pas de Raoul non plus, pour discuter de l'éventualité, évidemment lointaine, d'une montée au pouvoir au confluent de la Sambre et de la Meuse. « Raoul est un des dix membres du bureau. Il est, parmi ceux-ci, celui qui a comme tâche de porter le message du parti et de le communiquer, ce qu'il fait exceptionnellement bien. Mais dans le processus décisionnel, il n'a pas plus de poids qu'un autre », pose d'ailleurs, implacable, David Pestieau.

Alors, donc, le troisième homme politique le plus aimé de Wallonie, oui, on sent bien que ça l'énerve un peu, qu'on lui parle de ça, même si, comme toujours, la poussée de tension artérielle s'évacue dans un joyeux éclat de rire. « Il y a deux légendes sur le PTB et moi. La première, c'est que je serais le Lider Maximo, la superstar sans qui rien ne se ferait ; et la seconde, c'est que Mertens et Pestieau décideraient de tout dans leur coin, sans que ni moi ni personne d'autre n'aurions quoi que ce soit à dire. Il faut arrêter avec ces deux légendes ! Ni l'une, ni l'autre n'est vraie ! » lance Raoul Hedebouw, qui rappelle en passant avoir « avant la porte-parolité, aussi dirigé pendant neuf ans le parti en province de Liège », et signale « que ce travail d'organisation me manque beaucoup », mais qu'il l'a abandonné, « par sens du devoir ».

Or le devoir, dans une formation d'essence léniniste animée par une petite avant-garde de professionnels, a son importance. Même et surtout lorsque la petite avant-garde rameute toujours plus de sympathisants et de militants, quintuplant en une petite décennie son nombre de membres, qui dépasse



Germain Mugemangango,
nouveau porte-parole francophone du PTB.

ALYSON FOLDERMAN/REPORTERS



NICOLAS MAETERLINCK/BELGAIMAGE

David Pestieau (vice-président), Peter Mertens (président) et Raoul Hedebouw (porte-parole) : qui décide vraiment ?

aujourd'hui les dix milliers. Ce « défi de croissance » – dit David Pestieau – qui vous titillerait le sens du devoir le plus granitique, oblige à suivre strictement la ligne, fût-elle collectivement et dialectiquement, déterminée. Il n'y a pas de droit de tendance au PTB, ce n'est que logique, « et j'en suis fier », dit Raoul Hedebouw. Or, c'est la ligne qui, au milieu de la décennie 2000, a imposé de nouvelles orientations stratégiques, appliquées avec une rigoureuse discipline. « On a décidé de mettre en avant des figures de proue, Peter Mertens en Flandre et Raoul Hedebouw en Belgique francophone. On a abandonné notre communication désincarnée pour la concentrer vers moins de messages émis par moins de personnes », rappelle David Pestieau. De fait, le vingtième des trente points de la check-list qui, au terme du fameux congrès de 2008 qui réorienta le PTB, prône d'ailleurs de « mettre en avant des personnalités reconnaissables et des porte-parole ». Le conseil national du PTB, instance statutaire d'une trentaine de membres, s'est alors choisi Raoul Hedebouw pour l'incarner. Et aujourd'hui, c'est cette même ligne qui envoie Raoul Hedebouw à la conquête de l'électeur flamand.

Lui, déclare-t-il, a contribué à l'imprimer, cette ligne. « Bien sûr, avec Peter, qui donne l'impulsion, et les autres, dès le départ, je suis acteur de ce changement. Ça ne m'est pas tombé dessus comme ça ! », précise l'heureux élu. Mais son succès,

aujourd'hui, pourrait-il déséquilibrer une organisation si solidement tenue, en imaginant que la légitimité du porte-parole à l'extérieur l'impatroniserait à l'intérieur ? « Ce danger peut exister, c'est un vrai problème démocratique, et nous en avons conscience », avoue Raoul Hedebouw lui-même. « Les médias donnent du pouvoir, et cette évolution est antidémocratique. J'ai une forme d'autorité extérieure, mais je dois à tout prix et constamment la remettre au collectif. Et s'en remettre ainsi au collectif se fait de deux manières : un contrôle sévère, d'une part, et l'humilité idéologique du porte-parole, d'autre part », ajoute-t-il.

« Contrôle sévère » par et dans la direction collective et « humilité idéologique » s'appliqueront désormais aussi à Germain Mugesango. Ce malicieux Carolo, président de la section provinciale hennuyère, a été désigné, ce lundi 27 mars, porte-parole francophone du PTB. Il n'est pas (encore ?) membre du bureau politique, pourtant. Mais il est donc appelé à devenir un nouveau Raoul Hedebouw, lui-même promu porte-parole national, donc voué à s'orienter davantage vers le théâtre d'opération flamand. Ils ne sont ni maréchaux, ni petits soldats : des bombardiers, qui balancent leur Little Boy sur une cible électorale, et qui reviennent se faire féliciter par une tour de contrôle qui pense déjà au prochain *carpet bombing*. ♦

WILLY MARCOURT PRÉSIDENT !

Les 21 et 22 avril prochains, la fédération liégeoise du PS élira un nouveau président. Qui ne sera pas un ténor : tous ont renoncé à se présenter, laissant la place à quatre candidats moins connus. Mais le pouvoir, lui, reste entre les mains de Willy Demeyer et Jean-Claude Marcourt, les deux survivants du club des cinq.

PAR MÉLANIE GEELKENS

Voilà ce qui arrive quand on s'édicte des règles sur mesure : elles finissent par s'appliquer à d'autres. Si Elio Di Rupo, sentant poindre sa limite d'âge, n'avait pas bricolé les statuts du PS pour autoriser les présidents de plus de 65 ans, José Happart n'aurait pas pu briguer la tête de la fédération socialiste liégeoise. A peine sa candidature proclamée, beaucoup se sont rués sur le règlement interne, histoire de vérifier la comptabilité de ses 70 années. Puis ont pesté, constatant qu'il n'y avait statutairement aucun moyen de le stopper. Alors, tous se lâchent. Un glacial « no comment ». Un ironique « on se demande sur la base de quelle légitimité il instaurerait le changement ». Un cinglant « on a besoin de penser collectivement et non individuellement ». Un ahuri « celle-là, personne ne s'y attendait ». Un indifférent « il ne m'inquiète pas ». Un non-Liégeois « ça nous a fait rire. Jaune ». Un prudent « on ne peut pas prendre un marteau et taper sur la tête de quelqu'un en lui disant : "vous ne pouvez pas vous présenter". « Les militants trancheront [...] mais je compte vraiment sur un sursaut ». Signé Elio Di Rupo, celui-là (1).

« Je donne une publicité, une aura à cette élection », se galvanise le hérisson fouronnais. Les piques glissent sur sa carapace. Il enchaîne plateaux télé et émissions radio, y va de son « Elio doit partir immédiatement », hausse les épaules à l'évocation de ses casseroles judiciaires aéroportuaires. « Je sais comment on fait une élection. J'y vais pour gagner, confesse l'homme qui, jadis, engrangeait plus de 308 000 voix. Le mardi de la clôture des candidatures, à midi, j'ai téléphoné à la fédé. Il n'y avait



Le club des cinq est mort, vive Willy Demeyer et Jean-Claude Marcourt ! Les deux survivants conservent le pouvoir au sein de la fédération liégeoise du PS et aiguillent toutes les décisions.

toujours qu'un postulant. En plus – sans méchanceté – le porte-valise de l'équipe sortante. Rien n'allait changer. Ce n'était pas possible ! »

Le porte-valise, aussi surnommé le favori, surtout nommé Jean-Pierre Hupkens. A peine Willy Demeyer avait-il annoncé sa démission que l'échevin liégeois de la culture s'avancit comme remplaçant potentiel. Ces deux-là sont amis, aucun ne le nie. « Mais personne ne peut imposer à Jean-Pierre une manière de faire », assure le premier. « Je ne me sens pas instrumentalisé, réplique le second. Je ne crains pas d'avoir une belle-mère. Peut-être vais-je déchanter. Mais je pense qu'il y a une prise de conscience collective : si on veut renouer avec la victoire, ce sera ensemble. » Ces deux-là y croient et peut-être est-ce la

vérité, mais personne ne *les* croit. « Nul n'est dupe ! Hupkens est piloté par Demeyer. Ce n'est pas un message de renouveau mais plutôt une volonté de garder le contrôle », soupire-t-on pas loin du boulevard de l'Empereur. (Ne pas être « l'homme de » offre en tout cas le soutien de l'axe Liège-Seraing, particulièrement peuplé de militants. Un gage de victoire.

« Le petit jeune, là »

A moins que ? Odette – appelons-la ainsi –, conseillère communale de la périphérie, s'apprête à suivre la consigne donnée par son président d'USC (union socialiste communale), comme elle le fait à chaque scrutin. « On m'a dit de voter pour le petit jeune, là, j'ai oublié son nom ». Par élimination, ni José Happart, ni Jean-Pierre Hupkens (62 ans), ni même Jean Joris (60 ans), le vice-président de la section de Cheratte, qui préférerait encore jouer au « kamikaze » plutôt que de cautionner qu'il n'y ait qu'un seul combattant.

Le petit jeune, donc Thibaud Smolders. Echevin à Awans, avocat, 31 ans. C'est tombé sur lui mais ça aurait pu être l'un des cinq autres trentenaires qui se sont concertés avant de se lancer. Dont Déborah Gérardon, la députée wallonne qui a renoncé à se présenter justement parce qu'elle était députée. Mais qui se « mouille pour rappeler aux militants que la fédération leur appartient ». Sérésienne, qui plus est, ce qui pourrait déforcer le fameux axe précité.

Par ici les paris ! Jean-Pierre Hupkens et Thibaud Smolders ont bonne cote. Ceux qui avaient misé sur des mandataires de premier plan se sont plantés. Jean-Claude Marcourt avait d'emblée donné le ton, préférant se consacrer tout entier à son ministère. Idem pour Isabelle Simonis. Un temps citée, la députée-échevine Julie Fernandez Fernandez s'est rangée derrière la candidature de Jean-Pierre Hupkens « qui pourra ramener le parti à des valeurs de gauche dont il s'est éloigné trop souvent ». Jean-Pascal

Labille était, lui, trop concentré sur les mutualités. Marc Bolland ne se voyait pas gérer la fédé « le samedi entre 10 et 11 heures », entre son mayorat de Blegny et son boulot (et n'avait envie de laisser tomber ni l'un ni l'autre, ne fût-ce que financièrement parlant). Frédéric Daerden, déjà bourgmestre et député fédéral, s'est abstenu par manque de temps. Comment Willy Demeyer a-t-il donc fait pour combiner durant douze ans cette présidence, sa ville, le fédéral et ses douze autres mandats ?

« Un peu étrange »

Pourtant, Jean-Claude Marcourt ne s'est pas trouvé trop occupé lorsqu'il a été nommé président de la coupole provinciale du parti. Isabelle Simonis s'est longtemps tâchée : son ministère l'accapare, « mais ses compétences, qui ne sont pas non plus les plus importantes du gouvernement, n'étaient pas incompatibles », chuchote-t-on. Frédéric Daerden a aussi réellement hésité. Persuadé, avec une bonne organisation, de pouvoir tout gérer. Il sondait les soutiens par-ci, par-là. Il aurait même été prêt à devenir le vice-président d'Isabelle Simonis.

« Il y a beaucoup d'insatisfaction mais, au moment de vérité, ça ne se traduit pas en candidature, observe un socialiste principautaire. C'est un peu étrange. » Ou finement joué de la part du tacticien Willy Demeyer. « Quand j'ai remis mon mandat, j'ai souhaité que les poids lourds fassent de même, confie-t-il. Il faut une césure plus nette entre les grands mandataires, qui sont dans le parti pour affirmer des positions, et la gestion, qui nécessite des compromis. » Pour s'assurer de la bonne compréhension de son message, plusieurs le soupçonnent d'avoir jeté « une petite peau de banane », en sacrifiant simultanément son poste de député fédéral. Alors que lui donne l'exemple du décumul, qui aurait, au contraire, osé cumuler ?

« Savonner la pente, ce n'est pas un signe de confiance, raille-t-on au-delà de la Cité ardente. La situation étant →



PHILIPPE BOURGUET/BEPRESS PHOTO AGENCY - BPPA

→ à ce point cadennassée, personne ne pouvait y aller. » « Celui qui se serait présenté aurait risqué un tir groupé contre lui, décrypte le politologue Michel Hermans (ULg). Le PS liégeois entre dans une période de transition où chacun va se repositionner et tenter de reprendre du poids pour rééquilibrer les rapports de force avec le Hainaut. »

Tous les socialistes ne voient pas l'absence de leader comme un problème. « Installer un député à la présidence n'aurait peut-être pas été la chose à faire aujourd'hui, même si c'est la tradition depuis longtemps », juge Paul-Emile Mottard, qui vient de remplacer André

le quintet Marcourt-Demeyer-Gilles-Mathot-Moreau, aujourd'hui démantelé par l'affaire Publifin. Ceux qui imaginaient l'émergence d'un autre club des cinq (version Marcourt-Demeyer-Daerden-Simonis-Labille) ont sans doute rêvé trop vite. Pas de candidature, pas de réorganisation hégémonique, même si les trois derniers cités sont en position de s'affirmer. « Je ne sais pas si je suis plus écouté qu'hier, mais en tout cas plus qu'avant-hier », glisse Frédéric Daerden.

Remarquez les deux constantes : Jean-Claude Marcourt et Willy Demeyer. Le premier reste relativement épargné par le scandale. Affranchi de certaines

dixit un édile. En plus d'avoir imposé le décumul, c'est lui qui a également encouragé la candidature jeune. Il est de toutes les réunions. Bref, il a la partie bien en main.

Jean-Claude Marcourt et lui continueront à déplacer les pions. Le Boulevard de l'Empereur n'a pas envie d'intervenir – au nom de la sacro-sainte autonomie des fédérations. Du moins pas pour l'instant. « C'est clairement ce duo-là qui contrôle les opérations, mais ils n'ont pas l'air d'avoir compris l'ampleur du scandale, s'ils continuent comme ça, le PS liégeois pourrait ne pas se relever », estime un camarade. D'aucuns craignent



PHOTOS : MICHEL HOUEÏ, DENIS VASLOV/BELGAIMAGE - SDP

Quatre candidats en lice pour la présidence de la fédération : Jean-Pierre Hupkens (l'ami de Willy Demeyer), José Happart (le franc-tireur), Thibaud Smolders (la caution jeune) et Jean Joris (le militant de base).

Gilles à la présidence du collège provincial. « Il n'y a pas eu de candidature pour bloquer le jeu et pour prendre le pouvoir. C'est très novateur. Pour une fois, on ne va pas parler des personnes, mais des idées », se réjouit Marc Bolland.

Cet observateur est moins optimiste. Pour lui, il y a deux types de présidents de fédération : « Ceux qui ont l'autorité pour prendre les choses en main, et ceux qui vont chercher leurs instructions ailleurs ». Inutile de préciser où il situe Jean-Pierre Hupkens et compagnie. Suivre le pouvoir pour débusquer le (vrai) chef. Les pistes ont longtemps mené vers

alliances passées, il est « enfin en position d'être libéré et de donner au parti ce qu'il aurait dû lui apporter depuis longtemps », comme le pense Marc Bolland. Sa nomination récente à la tête de la coupole provinciale lui ajoute de l'épaisseur et de la hauteur. Les mains dans le cambouis (c'est par exemple lui qui a piloté le remplacement d'André Gilles), sans trop s'exposer.

Puis Willy Demeyer, le patient joueur d'échecs. Celui qui « a une science du parti assez unique, qui en connaît les moindres rouages et qui sait lesquels activer pour faire avancer le paquebot »,

(espèrent ?) une nouvelle manche, fatale aux deux survivants. Provoquée par la commission d'enquête ? De nouvelles révélations ? Les élections ? Alors, peut-être se concrétiserait un scénario à la carolo : un homme providentiel envoyé pour faire échec et mat. L'hypothèse n'est pas écartée. « Car Elio pourrait mourir à Liège. » Si, par un quelconque rebondissement électoral, José Happart s'empara de la présidence liégeoise, il y aurait un volontaire pour appuyer sur la gâchette. ♦

(1) Sur les ondes de Bel RTL, le 23 mars.

enquête gouvernance

PS : MAIN BASSE SUR L'ADMINISTRATION BRUXELLOISE



*Le ministre-président bruxellois Rudi Vervoort (PS)
et son ministre des Finances, l'Open VLD
Guy Vanhengel, sont aux commandes pour
réformer l'administration en profondeur.*

Nouveaux ministères, directions scindées, agents déplacés...
Le « saucissonnage » de l'administration régionale décidé
par le gouvernement Vervoort se concrétise. Une réforme jugée coûteuse
et inutile en interne. Elle viserait surtout à caser des cabinetards.

PAR OLIVIER ROGEAU



Agents démotivés ou en burn-out, maladies de longue durée, non-remplacement des départs... L'administration bruxelloise souffre, depuis plusieurs mois déjà, d'un profond malaise. On y parle aussi d'un management défaillant, d'une gestion des ressources humaines anémique et d'une arrivée mal préparée des compétences issues de la 6^e réforme de l'Etat. C'est dans ce contexte morose que le gouvernement de Rudi Vervoort (PS) a décidé de créer sept nouvelles structures en dehors ou au sein du Service public régional de Bruxelles (SPRB), l'administration centrale : les SPRB fiscalité, urbanisme-patrimoine et fonction publique, l'Agence régionale pour l'entreprise et le commerce (Arec) et trois nouvelles directions générales. Il y aura donc, désormais, quatre ministères au lieu d'un seul, et la coordination régionale (logistique de l'administration) sera coupée en quatre (*voir notre infographie ci-contre*).

D'après nos sources en interne, ce « saucissonnage » de l'administration régionale n'a fait qu'aggraver le mal-être des travailleurs. De fait, il touche surtout les services affectés par la restructuration. Celui de la fiscalité, devenu en janvier dernier un ministère à part entière, est secoué par des départs d'agents. La scission de Bruxelles développement urbain (BDU) inquiète aussi bien sa branche logement, maintenue au sein de l'administration, que les services de l'urbanisme et du patrimoine qui, dans quelques jours, deviennent un nouveau ministère. Ainsi, des fonctionnaires des services « transversaux » (communication, finances, ressources humaines, assistance juridique, informatique) ne savent pas encore de quel côté ils vont « basculer ». D'autres agents déplorent un nouveau déménagement, trois ans après le précédent.

Ce « saucissonnage » de l'administration régionale n'a fait qu'aggraver le mal-être des travailleurs

« L'autorisation de politiser un max »

« Bruxelles a hérité de compétences fédérales sans avoir le personnel supplémentaire correspondant, souligne un fonctionnaire. Près de 200 collaborateurs en plus ont été demandés pour l'ensemble de l'administration. Or, Bruxelles finances et budget nous a avertis que les moyens manquent déjà pour financer les derniers recrutements de cette année, prévus dans le plan de 2015 ! » Zoé Genot, cheffe de groupe Ecolo au parlement bruxellois, s'indigne surtout de la clause qui prévoit, pendant deux ans, de déroger aux règles normales d'engagement, afin de



NICOLAS MAETERLINCX/BELGAIMAGE

Fadila Laanan (PS) : « Il faut que l'administration fournisse un service au moins égal à celui du secteur privé. »

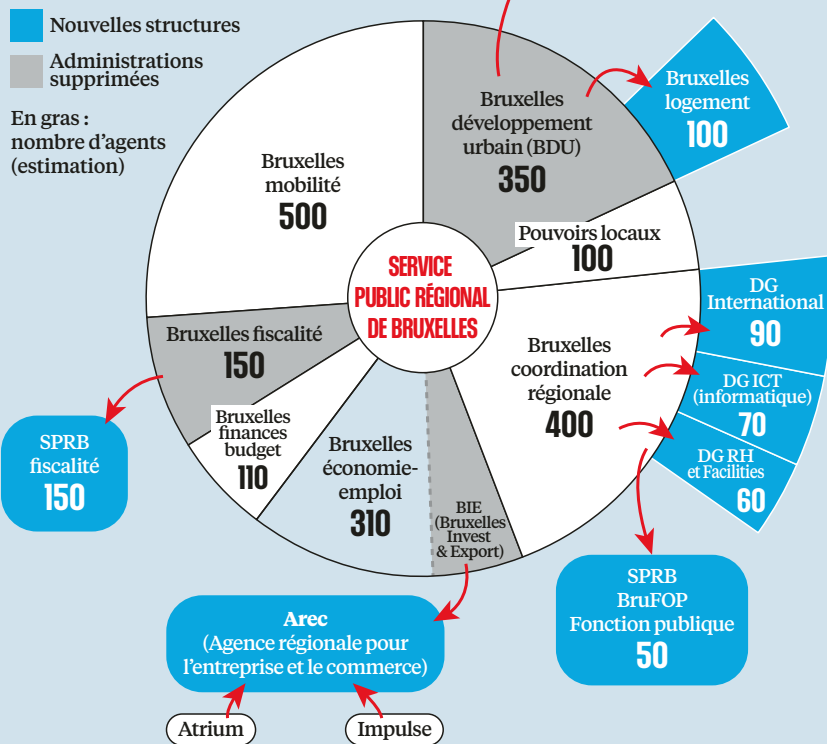
« garantir le bon fonctionnement des ministères créés ». « Cela ressemble fort à une autorisation de politiser un max la fonction publique bruxelloise ! »

Pour l'heure, le gouvernement Vervoort, dont la communication sur le sujet est quasi inexistante, peine à convaincre ses fonctionnaires que la réforme apportera une réelle plus-value dans le traitement opérationnel des dossiers. De nouvelles entités sont constituées, mais les services sont transposés tels quels, sans questionner l'efficacité du processus et des relations entre les structures. « L'architecture du nouvel ensemble administratif est assez bizarre, estime Zoé Genot : il y aura deux ministères thématiques, la fiscalité et l'urbanisme, et deux autres transversaux, la fonction publique et ce qui reste du SPRB. » Pendant ce temps, la Flandre, elle, mène une politique en sens inverse : une dizaine d'années après avoir scindé son administration, elle réintègre ses services extérieurs en vue d'une rationalisation.

Quelle « révolution de gouvernance » ?

« A Bruxelles, un audit aurait sans doute suffi pour diagnostiquer les difficultés des services et réorienter des collaborateurs », relève une fonctionnaire. « Plutôt que de tenter d'apporter des solutions, Vervoort a complexifié l'usine à gaz et provoqué un vrai découragement chez les agents restants, accuse Zoé Genot. Pour lutter contre la dépression dans l'administration, on l'ampute ! A croire qu'on a laissé sciemment la situation pourrir pour légitimer le dépeçage de la bête et le partage du gâteau ! » Un chef de service est plus précis dans ses accusations : « Les deux « poids lourds » du gouvernement, le ministre-président socialiste Rudi Vervoort et son ministre des Finances, l'Open VLD Guy Vanhengel, mènent la danse en vue de placer à la tête des nouvelles structures des membres de leur cabinet. »

Réorganisation de l'administration bruxelloise



L'usine à gaz, mode d'emploi

Premier volet de la réforme : le gouvernement bruxellois crée quatre nouvelles structures externes au Service public régional de Bruxelles (SPRB).

1. Les 150 agents de Bruxelles fiscalité ont été sortis du SPRB pour constituer, en janvier dernier, le SPRB fiscalité.
 2. Bruxelles développement urbain (BDU) est scindé en avril : 250 de ses agents rejoignent Bruxelles urbanisme et patrimoine (BUP), une nouvelle administration ; une centaine de leurs collègues restent au sein de BDU, rebaptisé Bruxelles logement.
 3. Une cinquantaine de fonctionnaires seront recrutés pour constituer le SPRB fonction publique, appelé « BruFOP ». Il est chargé en priorité de mettre en place une cellule Selor Bruxelles.
 4. Bruxelles Invest & Export (BIE) a été sorti de Bruxelles économie et emploi pour intégrer la nouvelle Agence régionale pour l'entreprise et le commerce (Arc). Elle y constitue, avec deux entités externes, Atrium et Impulse, un pôle « Conseil et accompagnement ».
- En parallèle, Bruxelles coordination régionale (logistique), dont le fonctionnement était critiqué, est réorganisé. Trois nouvelles directions générales sont créées : une DG ressources humaines et *facilities* (fournitures...), une DG ICT (informatique...) et une DG Bruxelles international. Trois directeurs généraux vont être nommés. Seuls les quelques dizaines d'agents des services juridiques, qualité et communication restent sous l'autorité directe du secrétaire général de Coordination régionale.

Oubliée, la « révolution de la gouvernance » annoncée par la majorité bruxelloise en début de législature ? Ne s'agissait-il pas de réduire le nombre d'acteurs opérationnels et institutionnels ? Fadila Laanan (PS), secrétaire d'Etat régionale à la fonction publique, nous assure que la réforme s'imposait : « Les citoyens, les entreprises et les associations en contact avec l'administration sont plus exigeants qu'autrefois. Il faut leur fournir un service d'une qualité au moins égale à celle du secteur privé. La réforme n'est pas seulement liée à la nécessité pour Bruxelles d'assumer les nouvelles compétences issues de la réforme de l'Etat fédéral. Elle vise aussi à faire face à la croissance démographique à Bruxelles, qui comptera près de 100 000 habitants en plus en 2025. Or, nous sommes confrontés à l'inefficacité du Selor fédéral, qui n'arrive pas à répondre à nos demandes de recrutement pour répondre à la charge de travail. Nous devons donc mettre sur pied notre propre Selor. »

Un agent de Bruxelles développement urbain (BDU), l'administration qui devient « Bruxelles logement » et perd au passage l'urbanisme et le patrimoine, signale que le dédoublement des services « contraint à recomposer les équipes, à reconstituer des services transversaux. Il faut aussi louer d'autres bureaux, faire réaliser de nouveaux logos, acheter du mobilier, des ordinateurs... Question qui tue : combien tout cela va-t-il coûter au contribuable ? » Fadila Laanan ne conteste pas que la réforme aura un coût : « L'idée du gouvernement est que l'opération n'ait pas d'impact budgétaire, mais pour gérer les nouvelles compétences, il faut bien engager du personnel et occuper de nouveaux bâtiments. » Christian Lamouline (CDH), secrétaire général de Bruxelles coordination régionale, confirme : « La création d'organes et de postes aura un impact budgétaire, mais nous pouvons développer des synergies entre administrations. » →

→ Structures plus complexes

Que pense la secrétaire d'Etat de l'inquiétude des fonctionnaires ? « Nous devons renforcer notre communication interne, admet-elle. Il faut montrer aux agents que leur vie ne va pas connaître de changements fondamentaux. Les cas de burnout et d'absences de longue durée nous ont conduits à organiser, cette semaine, un séminaire sur le bien-être au travail. Les managers et responsables des ressources humaines échangent leurs bonnes pratiques. » Réaction dans l'un des services réformés : « Rien n'indique que nous subissons moins de stress et que nous travaillerons dans de meilleures conditions une fois la réorganisation achevée. »

Un agent ajoute : « Le public qui fait appel à nous risque de ne pas y gagner en clarté : la réforme rend les structures plus complexes, d'autant que plusieurs appellations changent. » Le procédé n'est pas nouveau : le gouvernement régional a multiplié ces dernières années les entités pararégionales et les a baptisées de nouveaux noms. L'ex-Société de développement pour la région (SDRB) est devenue citydev.brussels. Le Centre urbain et la Maison de l'énergie ont fusionné, début mars, sous la bannière homegrade.brussels. Le Bureau bruxellois de la planification (BBP), organisme d'intérêt public (OIP) créé en 2015, est appelé désormais perspective.brussels. Il regroupe l'asbl Agence de développement territorial (ADT), décrit comme un « fief socialiste », et d'autres structures, soit pas moins de six postes de directeurs et une centaine d'agents, tous placés sous la tutelle directe de Rudi Vervoort.

La création en cours de nouveaux ministères semble suivre la même logique : la socialiste Bety Wajnne, directrice de cabinet adjointe de Vervoort en charge du développement territorial, est promue, dès le 18 avril prochain, patronne de Bruxelles urbanisme et patrimoine (BUP), la nouvelle administration distincte du Service public régional de Bruxelles. « Sa désignation semble

anticiper une mise en coupe réglée partisane », avance Michel Legrand, du Gerfa, le Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative. « Avant même le terme du processus de sélection, auquel ont participé cinq ou six candidats issus du cabinet Vervoort ou de l'administration, il se murmurait que Bety Wajnne serait l'heureuse élue », affirme un fonctionnaire.

Le changement selon Bety Wajnne

« Le jury a proposé deux noms parmi les candidats, dont le mien, et le gouvernement m'a choisie, nous explique Bety Wajnne. La création du nouveau

structure plus petite, facilitera la mise en place de procédures plus souples pour accélérer les délais de réalisation de projets immobiliers. » La structure s'intégrera, précise-t-elle, à la « plateforme territoriale » dont font déjà partie deux entités externes, la Société d'aménagement urbaine (SAU) et le Bureau bruxellois de planification (BBP).

Pour le Gerfa, « il n'y a aucune justification pour créer ce nouveau ministère gérant les compétences de l'urbanisme, de la rénovation urbaine, des monuments et sites et de l'inspection en matière de patrimoine. » Officiellement, la création de BUP va « amplifier les colla-



Zoé Genot (Ecolo) : « La clause qui permet de déroger aux règles normales d'engagement ressemble à une autorisation de politiser un max ! »

BENOIT DOPPAGNE/BELGAIMAGE

ministère, que je dirigerai, est directement liée à la réforme du CoBAT, le Code bruxellois de l'aménagement du territoire. Bruxelles urbanisme et patrimoine,



ERIC LALAMAND/BELGAIMAGE

Christian Lamouline (CDH) : « La création d'organes et de postes aura un coût, mais nous pouvons développer des synergies. »

borations entre ces services ». Une fonctionnaire du futur ministère dément : « Les agents chargés de ces compétences font déjà partie de la même administration et travaillent sur le même plateau, au CCN, le Centre de communications Nord. Leurs directeurs se rencontrent formellement chaque semaine, et informellement très régulièrement, vu leur proximité physique. En sera-t-il de même dans le futur immeuble ? » Bety Wajnne évoque un déménagement du SPRB urbanisme et patrimoine en septembre-octobre au plus tôt, sans doute dans un immeuble proche de la gare Centrale. ♦

« Le lien entre djihadisme
et Arabie saoudite est évident »

Eugène, le résistant qui réveilla
la conscience des magistrats

Qui a tué
Neandertal ?

LE VIF

l'express

Fédéral • Wallonie,
Bruxelles • FWB

LE PALMARÈS DE VOS DÉPUTÉS

- Les plus présents sont-ils les plus impliqués ?
- Les plus médiatiques sont-ils les plus efficaces ?

L'évaluation des élus francophones

LE VIF 35^e année n° 14 - L'EXPRESS n° 3431 hebdomadaire du 7 au 13 avril 2017
BEL/LUX 5,70 € - P508558 - ISSN 0774-2711

01714 >



5 4 14286 210520

en couverture



**LE
PALMARÈS
DE VOS DÉPUTÉS**

Après plus de trois ans de législature et en plein débat sur la réforme des mandats, Le Vif/L'Express s'est penché sur l'activité des élus francophones : à la Chambre, aux parlements wallon, bruxellois et communautaire. Verdict ? Un : vos représentants se spécialisent, entre ceux qui affichent un profil de « législateur » et un profil de « contrôleur ». Deux : ceux qui cumulent ne sont pas forcément les moins actifs.

PAR SORAYA GHALI

Comment évaluer les députés ? Peut-on distinguer les bons et les moins bons élèves ? Les plus présents sont-ils les plus impliqués ? Les plus médiatiques sont-ils les plus efficaces ? Ces questions, anciennes, sont au cœur du groupe de travail « Renouveau politique » de la Chambre, tout juste mis sur pied et dans lequel siège l'ensemble des partis, à la suite des scandales Publifin et Publipart. Dans les notes déjà déposées, Ecolo voudrait supprimer totalement le cumul entre les fonctions de député et de bourgmestre ou échevin. Le PS et la N-VA, eux, aimeraient rémunérer les députés selon leur prestation parlementaire : une sorte de système à points, distribués en fonction de l'activité législative réellement déployée. Car si les élus touchent la même indemnité (un salaire fixe de quelque 6 000 euros net mensuels), tous, dans les hémicycles et en commissions, ne mettent pas le même cœur à l'ouvrage législatif.

Un contexte qui offre au Vif/L'Express l'occasion de renouveler l'exercice réalisé dans ces pages il y a presque quatre ans. Nous publions donc une radioscopie des travaux de tous les élus francophones (ils sont 210). Un travail qui permet de se faire une idée objective, mais qui ne manquera pas de faire inévitablement l'objet de débats. Il sera considéré incomplet, vu qu'il ne tient pas compte du temps que les députés consacrent aux électeurs. Que dire, en effet, d'un mandataire qui serait déconnecté du terrain, qui n'aurait aucun contact avec ses mandants ? Être député, c'est aussi se rendre à des colloques, des missions d'information, rencontrer ici un syndicat, là une entreprise, siéger dans des assemblées internationales. Ce « métier » de parlementaire est défini dans la loi : délibérer, représenter l'électeur, légiférer et contrôler l'action de l'exécutif. Les indicateurs

retenus ici correspondent bien aux différentes fonctions assignées aux institutions parlementaires. Il s'agit dès lors, pour les élus, d'évaluer leur force de proposition (nombre de propositions de loi, de décret ou d'ordonnance et de propositions de résolution déposées), la défense de leurs idées (nombre d'amendements) et leur travail de contrôle ou d'évaluation (questions écrites, orales, d'actualité, et surtout interpellations).

Les chiffres ne sont pas toujours à prendre pour argent comptant : ces statistiques favorisent ceux qui ont une structure solide derrière eux et les généralistes intervenant sur de nombreuses thématiques dans des secteurs variés. Les spécialistes, en revanche, sont défavorisés. Ils ne prennent la parole que sur « leur sujet », où ils sont très souvent incontournables. Les critères se focalisent aussi sur les individus alors qu'il y a une évidente dimension collective dans le travail parlementaire. Enfin, ces statistiques ne reflètent pas non plus que la préparation des questions écrites est souvent dévolue aux assistants parlementaires. Il s'agit là d'une activité peu coûteuse en temps et en énergie, à l'instar des questions orales qui, au fond, influencent peu le processus législatif... « Je vous en fais 40 en trente minutes, d'autant qu'une question n'égale pas une autre », assurait Marcel Cheron, député fédéral Ecolo (*Le Vif/L'Express du 9 novembre 2012*).

Tous les paramètres figurant dans les tableaux ne se valent pas non plus. Rédiger une proposition de loi ou déposer des amendements exige généralement plus d'investissement et de travail, dont celui d'en vérifier la solidité juridique. Même chose pour les rapports, dont la rédaction requiert, selon l'épaisseur, des auditions, des entretiens, des propositions d'amélioration que le député consigne dans un document. Autant d'éléments qui relativisent les données. →

Jean Faniel,
directeur général
du Crisp, commente
les résultats.



DEBBY TERMONIA

→ L'activité est aussi à observer en regard du taux de présence. Toujours sur la base des comptes rendus intégraux, l'assiduité en séances plénières (les présences en commission ne sont pas toujours comptabilisées) a été recensée. Et rares sont les « députés fantômes ». Peu sont susceptibles d'une sanction sur leur indemnité (à partir d'un score inférieur à 80 % comptabilisé lors des votes en plénière ou en commission selon les assemblées), une amende au demeurant guère appliquée. Par ailleurs, les députés wallons et dix-neuf députés bruxellois siègent également au parlement de la Fédération

poinds législatif de tous les hémicycles, où la force de proposition se révèle insuffisante. Près de 90 % des textes de loi sont d'initiative gouvernementale ou européenne. Par conséquent, un député doit-il se montrer très actif dans le travail législatif ou doit-il renforcer les activités de contrôle ?

Comment nous avons procédé

Le Vif/L'Express s'est appuyé sur les données collectées depuis le début de la législature dans les comptes rendus officiels des séances plénières et des commissions, ainsi que sur le site des assemblées. Notre palmarès dresse, par ordre alphabétique, la liste des députés francophones siégeant dans les différents parlements : Chambre, parlements wallon, bruxellois, communautaire. Avec l'entrée en vigueur de la sixième réforme de l'Etat, qui a réduit les compétences et le rythme du Sénat, celui-ci n'a pas été retenu.

Pour chaque député, les critères suivants ont été comptabilisés d'octobre 2014 à mars 2017 : le nombre de propositions de loi, de décrets, d'ordonnances, le nombre de propositions de résolution, le nombre d'amendements, le nombre de questions orales, écrites ou d'actualité, le nombre d'interpellations, le nombre de rapports écrits ainsi que les interventions dans les débats. L'addition de ces critères et une moyenne générale permettent d'apprécier l'investissement

dans le travail législatif. Sont également prises en compte les présences en séance plénière.

Précisions : Corinne De Permentier (MR) est en retrait pour cause de maladie. Mauro Lenzini (PS) et Olivier Maingain (DéFI) ont été en congé de maladie. Paul Furlan (PS), Lyseline Louvigny (MR), Eddy Fontaine (PS) et Gaëtan Van Goidsenhoven (MR) viennent d'entrer en fonction : ils comptabilisent bien moins de semaines d'activité que leurs homologues et n'ont dès lors pas été comptabilisés.

À LA CHAMBRE

Ils sont 63 parlementaires francophones (23 PS, 20 MR, 9 CDH, 6 Ecolo, 2 DéFI, 2 PTB et 1 PP). La moyenne de la productivité parlementaire y atteint 345 points. En haut de notre tableau, on trouve aux premières places : Jean-Marc Nollet (Ecolo), Denis Ducarme (MR), Georges Gilkinet (Ecolo), Kattrin Jadin (MR) et Catherine Fonck (CDH). En fin de liste : Luc Gustin (MR), Benoît Lutgen (CDH) et Francis Delpérée (CDH). D'emblée, un constat : les présidents de parti ne font pas des députés très actifs, à en croire notre inventaire. Ainsi Benoît Lutgen, donc, mais aussi Elio Di Rupo (PS), qui campe en dessous de la moyenne et dont l'activité parlementaire se limite aux questions écrites, ainsi qu'Olivier Chastel (MR), qui se classe au-dessus de la moyenne grâce à son nombre de questions écrites.

C'est en commission, dit-on, que les députés retroussent →



DENIS CLOSON/ISOPIX

En haut de notre tableau : Jean-Marc Nollet (Ecolo), champion toutes catégories, et Denis Ducarme (MR), adepte forcené de la question écrite.

Wallonie-Bruxelles. Ceux-là mettent parfois en avant cette double casquette pour expliquer une production plus faible dans l'une des assemblées. D'autres sont aussi sénateurs communautaires ou sont appelés à siéger au sein d'assemblées internationales, comme le Conseil de l'Europe ou l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

La présence physique ne garantit pas tout. Des députés ne quittent jamais les bancs de l'assemblée, mais présentent une activité peu visible. Tandis que d'autres sont tellement occupés par d'autres fonctions qu'ils ne participent que peu aux travaux de l'assemblée. Notre palmarès permet de tordre le cou à un canard : « Au vu des chiffres, il n'y aurait pas de corrélation entre le cumul d'un mandat exécutif et celui de député et le taux de présence », souligne Jean Faniel, directeur général du Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp), qui commente les résultats. En clair, ceux qui cumulent ne sont pas forcément moins absents ni moins bûcheurs, ou inversement.

Pour autant, l'exercice permet de voir, globalement, qui effectue son travail de député. « Même si la qualité ne rime pas avec la quantité, il pointe ceux qui ne font rien ou presque dans leur assemblée », déclare Jean Faniel. « Il évite un écueil important : ce travail est fourni dans la durée (NDLR : trois sessions), hors période électorale et, en cela, tempère la course aux chiffres qui pourrait tenter des députés. » Au final, reste un constat : les résultats mettent en lumière une baisse du

Chambre

	94	19	4	14	58	1	4	70	4	23	197	▼	
	94	7	22	21	122	3	9	186	5	28	403	▲	
	94	51	4	42	14	15	10	7	24	58	225	▼	
	94	18	5	9	56	7	6	4	2	10	117	▼	
	94	59	9	3	12	453	10	9	177	9	17	699	▲
	94	48	12	14	21	9	25	59	0	33	221	▼	
	94	4	2	0	6	0	28	11	0	55	106	▼	
	94	21	5	9	273	6	14	156	8	35	527	▲	
	94	26	13	0	360	0	0	0	0	2	401	▲	
	94	18	7	23	43	22	6	66	16	70	271	▼	
	94	49	8	20	46	2	6	70	13	56	270	▼	
	94	38	25	32	45	29	25	224	40	127	585	▲	
	94	29	11	26	36	0	17	52	13	72	256	▼	
	94	27	36	23	108	19	44	127	7	99	490	▲	
	94	2	2	5	113	0	6	38	9	29	204	▼	
	94	16	7	16	24	25	20	117	1	73	299	▼	
	94	25	3	3	73	1	5	89	0	13	212	▼	
	94	40	11	18	3	3	7	52	5	45	184	▼	
	94	14	3	4	0	15	3	1	8	29	77	▼	
	94	22	2	4	72	5	5	42	7	20	179	▼	
	94	5	11	3	87	2	8	139	1	25	281	▼	
	94	3	3	0	204	0	2	0	0	4	216	▼	
	94	28	2	17	22	21	23	64	1	66	244	▼	
	94	63	24	9	1094	36	16	4	0	66	1312	▲	
	94	13	7	7	43	10	5	59	0	11	155	▼	
	94	16	20	8	48	12	11	92	23	84	314	▼	
	94	75	32	36	174	43	56	170	20	144	750	▲	
	94	41	14	17	63	4	10	38	2	45	234	▼	
	94	18	15	1	14	4	6	81	8	22	169	▼	
	94	30	2	5	212	6	8	33	14	55	365	▲	
	94	57	26	32	44	29	20	135	0	75	418	▲	
	94	49	15	33	366	30	35	288	7	120	943	▲	

	94	57	6	40	230	1	9	96	0	38	477	▲
	94	13	34	18	57	14	8	165	20	68	397	▲
	94	7	4	8	3	3	0	6	10	6	47	▼
	94	12	6	24	73	8	53	84	0	83	343	▼
	94	26	19	22	121	5	17	164	14	113	501	▲
	94	23	18	6	425	3	16	211	18	33	753	▲
	94	11	8	7	24	18	2	79	1	27	177	▼
	94	34	6	9	22	14	16	56	37	92	286	▼
	94	43	24	21	26	32	18	165	9	80	418	▲
	94	28	14	1	10	8	0	0	0	3	64	▼
	94	47	18	16	48	14	51	72	0	54	320	▼
	94	44	9	31	32	0	15	81	4	47	263	▼
	94	26	17	3	62	2	4	19	0	13	146	▼
	94	52	12	6	12	18	19	105	23	65	312	▼
	94	28	19	11	3	12	10	11	21	83	198	▼
	94	72	15	11	1117	7	27	370	1	106	1726	▲
	94	38	16	19	4	13	21	22	9	130	272	▼
	94	30	8	1	9	1	10	67	38	39	203	▼
	94	43	9	5	51	7	5	29	45	62	256	▼
	94	6	12	9	69	12	3	88	3	30	232	▼
	94	15	3	9	111	7	17	108	0	34	304	▼
	94	3	6	4	28	17	11	72	5	36	182	▼
	94	10	4	2	127	0	8	20	0	25	196	▼
	94	19	1	2	237	5	5	19	2	11	301	▼
	94	12	23	7	69	5	8	126	36	45	331	▼
	94	22	7	5	100	5	6	66	9	41	261	▼
	94	16	12	13	4	4	10	17	27	64	167	▼
	94	27	5	10	64	0	7	13	12	18	156	▼
	94	39	9	3	25	1	14	112	3	37	243	▼
	94	14	9	27	129	27	53	136	0	154	549	▲
	94	49	15	5	165	0	4	73	3	22	336	▼
MOYENNE												345

Classement quantitatif réalisé du 14 octobre 2014 au 9 mars 2017 : 94 semaines d'activité, certains élus (chiffres en gras) ayant siégé moins longtemps. Les députés dont les noms apparaissent en vert figurent en tête du classement toutes occurrences confondues. En bleu, les députés en tête pour leur force de proposition. Les députés dont les noms apparaissent avec une ★ figurent en tête du classement pour leur force de proposition et leur productivité.

Taux de présence

	Présence en plénière	Autres mandats exécutifs ou présidence de parti	Rang
Nawal Ben Hamou (PS)	96	-	96 %
Philippe Blanchart (PS)	85	Président de CPAS	85 %
Christian Brotcorne (CDH)	99	Bourgmestre	99 %
Emmanuel Burton (MR)	100	Bourgmestre	100 %
Gautier Calomne (MR)*	-	-	100 %
Véronique Caprasse (DéFI)	87	Bourgmestre	87 %
Aldo Caracci (PP)	93	-	93 %
Caroline Cassart-Mailleux (MR)	98	Bourgmestre	98 %
Olivier Chastel (MR)	100	Président de parti	100 %
Marcel Cheron (Ecolo)	100	-	100 %
David Clarinval (MR)	100	-	100 %
Stéphane Crusnière (PS)	89	-	89 %
Frédéric Daerden (PS)	100	Bourgmestre	100 %
Georges Dallemagne (CDH)	96	-	96 %
Sybille de Coster-Bauchau (MR)	99	Bourgmestre	99 %
Michel de Lamotte (CDH)	100	-	100 %
Paul-Olivier Delannois (PS)	95	Echevin	95 %
Jean-Marc Delizée (PS)	98	Echevin	98 %
Francis Delpérée (CDH)	96	-	96 %
Willy Demeyer (PS)	96	Bourgmestre	96 %
Laurent Devin (PS)	97	Bourgmestre	97 %
Elio Di Rupo (PS)	80	Bourgmestre et président de parti	80 %
Benoît Dispa (CDH)	99	Bourgmestre	99 %
Denis Ducarme (MR)	100	-	100 %
Julie Fernandez Fernandez (PS)	84	Echevine	84 %
Jean-Jacques Flahaix (MR)	96	Bourgmestre	96 %
Catherine Fonck (CDH)	96	-	96 %
Gilles Foret (MR)	95	-	95 %
André Frédéric (PS)	99	Echevin	99 %
Benoît Friart (MR)	100	Bourgmestre	100 %
Muriel Gerkens (Ecolo)	99	-	99 %
Georges Gilkinet (Ecolo)	96	-	96 %

	Présence en plénière	Autres mandats exécutifs ou présidence de parti	Rang
Philippe Goffin (MR)	100	Bourgmestre	100 %
Gwenaëlle Grovoniüs (PS)	88	-	88 %
Luc Gustin (MR)	95	Bourgmestre	95 %
Raoul Hedebeuw (PTB)	97	-	97 %
Benoît Helling (Ecolo)	99	-	99 %
Katrin Jadin (MR)	95	-	95 %
Emir Kir (PS)	100	Bourgmestre	100 %
Ahmed Laaouej (PS)	98	-	98 %
Karine Lalieux (PS)	96	Echevine	96 %
Benoît Lutgen (CDH)	92	Bourgmestre et président de parti	92 %
Olivier Maingain (DéFI)	78	Bourgmestre	78 %
Eric Massin (PS)	99	Président de CPAS	99 %
Alain Mathot (PS)	98	Bourgmestre	98 %
Vanessa Matz (CDH)	73	-	73 %
Richard Miller (MR)	98	-	98 %
Jean-Marc Nollet (Ecolo)	97	-	97 %
Laurette Onkelinx (PS)	96	-	96 %
Ozlem Ozen (PS)	97	Echevine	97 %
Benoît Piedboeuf (MR)	97	Bourgmestre	97 %
Sébastien Pirlot (PS)	99	Bourgmestre	99 %
Philippe Pivin (MR)	100	Bourgmestre	100 %
Isabelle Poncelet (CDH)	100	Bourgmestre	100 %
Françoise Schepmans (MR)	100	Bourgmestre	100 %
Vincent Scourneau (MR)	98	-	98 %
Daniel Senesael (PS)	89	Bourgmestre	89 %
Eric Thiébaud (PS)	100	Bourgmestre	100 %
Damien Thiéry (MR)	93	Bourgmestre f.f.	93 %
Stéphanie Thoron (MR)	98	Bourgmestre	98 %
Gilles Vanden Burre (Ecolo)	99	-	99 %
Marco Van Hees (PTB)	99	-	99 %
Fabienne Winckel (PS)	95	Echevine	95 %

→ réellement leurs manches. Ainsi apparaissent des députés plus discrets mais qui prennent activement part aux travaux menés au sein de ces commissions spécialisées : au côté des cinq premiers, il y a Philippe Blanchart (PS), Laurent Devin (PS), Gwenaëlle Grovonijs (PS) et Karine Lalieux (PS).

Si l'on observe les chiffres par formation politique, sur les 20 libéraux, 13 se situent sous la moyenne. Au sein du MR, c'est évidemment Denis Ducarme, *single député*, chef de groupe



DANNY GYS/REPORTERS

Des députés plus discrets mais très actifs : ainsi Ahmed Laaouej (PS) en termes de propositions de loi et d'amendements et Karine Lalieux (PS) en termes d'interventions dans les débats.

et adepte forcené des questions écrites, qui se classe en tête. Tandis que, dans l'opposition, chez les socialistes, sur 23 députés, 19 figurent sous la moyenne. Premier au sein du PS, Stéphane Crusnière, *single député*. Au CDH, sur 9 élus, 2 se trouvent au-dessus de la moyenne. Chez Ecolo, parmi les 6 députés francophones, 4 sont au-dessus de la moyenne. Cette position peut s'expliquer notamment par les combats soutenus et obstinés qu'ils portent sur les terrains de l'énergie, de la mobilité, du budget et de la santé et qui se traduisent dans les chiffres. Enfin, les petits partis (DéFI, PTB, PP) ne se débrouillent pas si mal et présentent des scores honorables, d'autant qu'on ne leur confie jamais des fonctions de rapporteur. En termes plus clairs, l'opposition semble animée par le parti Ecolo et les députés PTB, très volubiles à la tribune, tandis qu'au PS, ce rôle est clairement confié à la cheffe de groupe Laurette Onkelinx (voir « Interventions dans les débats »).

L'analyse de Jean Faniel : « Au sein de la Chambre, il existe une vraie dynamique d'opposition. Cependant, l'hypothèse selon laquelle tous les députés qui en font partie sont actifs comme un seul homme, et ceux de la majorité qui le seraient forcément moins n'est pas manifeste. En revanche, l'opposition recourt davantage à l'amendement ou à l'interpellation, sans contester un outil de l'opposition, un moyen de contrôler le gouvernement. Alors que sur les bancs de la majorité, on l'utilise en général beaucoup moins (sauf Denis Ducarme, chef de groupe MR) : cela peut être considéré comme un soutien clair à l'exécutif.

Mais on constate une inégalité entre les groupes. Ainsi les chefs de groupe, dont le rôle consiste à

donner la ligne politique, à organiser le travail de chaque parlementaire et à coordonner celui des collaborateurs, se situent, dans toutes les assemblées, systématiquement au-dessus de la moyenne, sauf pour le PS. Il s'agit sans doute de stratégies différentes. Dans la plupart des partis, le chef de groupe porte de nombreuses propositions de loi. Manifestement, la conception est différente au PS.

Enfin les chiffres traduisent une répartition des tâches au sein du PS, du CDH et du MR. Elle se révèle évidemment plus difficile pour les petites formations. On note ainsi une spécialisation de la fonction de député au PS, au CDH et au MR. Ainsi, il y a ceux qui présentent un profil « législatif ». Christian Brotcorne (CDH), Ahmed Laaouej (PS) et Benoît Piedboeuf (MR), par exemple, ne figurent pas en tête d'affiche. Or ils présentent des statistiques solides en matière de propositions de loi, de dépôt d'amendements et de missions de rapporteur. D'autres semblent adopter un profil de « contrôleur » et utilisent les canaux des questions écrites et orales ainsi que l'interpellation : ceux-là s'affichent comme des gros bosseurs, parce que ce sont ces derniers paramètres qui permettent d'exploser les compteurs. Il faut bien sûr réaliser également cette analyse pour les hémicycles ci-dessous. »

AU PARLEMENT DE WALLONIE

Ils sont 75 députés (30 PS, 25 MR, 13 CDH, 4 Ecolo, 2 PTB et 1 indépendant). La moyenne de la productivité parlementaire est de 323 points. En tête du tableau : l'indétrônable Edmund Stoffels (PS, déjà en tête de notre précédent palmarès), largement devant, suivi de Jean-Luc Crucke (MR), Olivier Destrebecq (MR), Pierre-Yves Jeholet (MR) et Stéphane Hazée (Ecolo). Dans le bas du tableau : fatalement, André Antoine puisqu'il préside l'assemblée, Maurice Mottard (PS), Valérie Warzée-Caverenne (MR), Rudy Warnier (PTB). Viennent ensuite Jean-Charles Luperto (PS), Latifa Gahouchi (PS), Christine Poulin (PS) et Christiane Vienne (PS). →



Alors que le PTB s'en sort plutôt bien à la Chambre, au parlement wallon, le parti radical se révèle moins visible : ici, Frédéric Gillot.

BRUNO FAHY/BELGAIMAGE

Parlement de Wallonie

	Semaines d'activité	Propositions de décret	Propositions de résolution	Propositions de motion	Interpellations	Questions orales	Questions d'actualité	Interventions	Total		
André Antoine (CDH)	93	10	7	1	0	0	0	30	48	▼	
Josy Arens (CDH)	93	15	13	6	0	121	3	128	62	▲	
Jenny Baltus-Môres (MR)	93	4	9	3	2	268	7	359	52	▲	
Pascal Baurain (CDH)	27	2	2	0	0	14	1	16	11	▼	
Véronique Bonni (PS)	93	3	8	0	1	42	0	85	12	151	▼
Laetitia Brogniez (MR)	93	1	6	2	2	147	5	126	26	315	▼
Christophe Collignon (PS)	93	6	24	4	2	46	17	98	132	329	▲
Philippe Courard (PS)	93	7	7	0	2	40	17	150	20	243	▼
Jean-Luc Crucke (MR) ★	93	26	28	8	18	590	36	350	125	1181	▲
Matthieu Daele (Ecolo)	93	6	14	4	5	105	6	217	84	441	▲
Valérie De Bue (MR)	93	8	16	2	0	193	20	292	63	594	▲
Christine Defraigne (MR)	93	6	6	1	0	42	7	224	13	299	▼
Virginie Defrang-Firket (MR)	93	14	21	2	0	152	13	371	74	647	▲
Jean-Pierre Denis (PS)	93	4	4	3	2	68	9	77	40	207	▼
François Desquesnes (CDH)	93	11	8	6	1	148	10	142	57	383	▲
Olivier Destrebecq (MR)	93	4	12	1	2	177	4	832	20	1052	▲
Magali Dock (MR)	93	5	4	1	0	43	1	97	12	163	▼
Philippe Dodriment (MR)	93	16	20	3	4	210	14	126	55	448	▲
Benoit Drèze (CDH)	93	6	7	1	2	111	14	47	69	257	▼
Anthony Dufrane (PS)	93	0	6	0	0	51	1	168	5	231	▼
Jean-Marc Dupont (PS)	93	3	6	3	0	56	5	84	40	197	▼
Véronique Durenne (MR)	93	1	16	1	5	100	4	128	35	290	▼
Yves Evrard (MR)	93	4	12	3	5	139	10	93	55	321	▼
Dimitri Fourny (CDH) ★	93	20	32	14	5	129	27	215	172	614	▲
Latifa Gahouchi (PS)	93	0	7	0	0	12	4	60	15	98	▼
Jacqueline Galant (MR)	27	1	3	0	0	32	1	42	0	79	▼
Déborah Gérardon (PS)	93	5	5	3	0	56	12	210	34	325	▲
Frédéric Gillot (PTB)	93	0	7	0	0	45	4	44	57	157	▼
Virginie Gonzalez Moyano (PS)	93	0	5	0	0	67	16	217	28	333	▲
Stéphane Hazée (Ecolo) ★	93	22	24	13	17	237	2	495	189	999	▲
Laurent Henquet (MR)	93	7	6	4	3	89	11	94	66	280	▼
Philippe Henry (Ecolo)	93	15	16	4	8	165	11	126	94	439	▲
Pierre-Yves Jeholet (MR) ★	93	42	55	11	23	124	35	603	134	1027	▲
Joëlle Kapompolé (PS)	93	2	12	2	1	49	13	122	50	251	▼
Serdar Kilic (PS)	19	0	0	0	0	3	1	37	1	42	▼
Philippe Knaepen (MR)	93	14	18	0	1	68	1	414	29	545	▼
Anne Lambelin (PS)	93	2	12	0	0	45	11	97	23	190	▼

Classement quantitatif réalisé du 29 septembre 2014 au 15 février 2016 ; 93 semaines d'activité, certains élus (chiffres en gras) ayant siégé moins longtemps. Les députés dont les noms apparaissent en vert figurent en tête du classement toutes occurrences confondues. Les députés dont les noms apparaissent avec une ★ figurent en tête du classement pour leur force de proposition et leur productivité.

	Semaines d'activité	Propositions de décret	Propositions de résolution	Propositions de motion	Interpellations	Questions orales	Questions d'actualité	Interventions	Total		
Clotilde Leal Lopez (CDH)	93	7	7	1	0	101	2	61	54	233	▼
Patrick Lecerf (MR)	93	4	6	1	0	57	6	86	26	186	▼
Carine Lecomte (MR)	93	1	10	0	0	59	1	77	30	178	▼
Bruno Lefebvre (PS)	93	1	11	0	0	25	4	89	28	158	▼
Dimitri Legasse (PS)	93	3	9	0	0	24	7	106	30	179	▼
Mauro Lenzini (PS)	93	1	1	0	0	20	0	46	13	81	▼
Jean-Charles Luperto (PS)	93	0	3	0	0	3	16	75	1	98	▼
Olivier Maroy (MR)	93	15	9	2	1	204	8	61	50	350	▲
Nicolas Martin (PS)	93	2	9	1	1	19	9	182	28	251	▼
Isabelle Moinnet (CDH)	93	6	13	1	0	57	3	30	20	130	▼
Christie Morreale (PS)	93	1	15	4	2	60	13	162	44	301	▼
Maurice Mottard (PS)	93	0	1	2	0	0	0	74	3	80	▼
Gilles Mouyard (MR)	93	14	7	3	4	66	16	185	23	318	▼
Marie-Françoise Nicaise (MR)	93	1	3	0	1	58	3	134	21	221	▼
Alain Onkelinx (PS)	93	3	6	2	0	57	8	88	48	212	▼
Sophie Pécriaux (PS)	93	1	7	1	0	45	12	73	6	145	▼
Patricia Potigny (MR)	66	0	5	0	0	29	3	128	20	185	▼
Christine Poulin (PS)	93	1	5	1	0	26	4	58	6	101	▼
Patrick Prévot (PS)	93	3	13	3	0	115	21	319	57	531	▲
André-Pierre Puget (Ind.)	93	4	12	2	1	106	5	72	124	326	▲
Hélène Ryckmans (Ecolo)	93	9	18	9	11	180	4	88	126	445	▲
Véronique Salvi (CDH)	93	8	15	6	2	79	8	51	53	222	▼
Vincent Sampaoli (PS)	93	3	7	0	1	76	11	125	51	274	▼
Marie-Dominique Simonet (CDH)	93	3	9	3	3	114	15	38	57	242	▼
Edmund Stoffels (PS)	93	7	13	1	13	240	17	1166	93	1550	▲
Isabelle Stommen (CDH)	26	0	2	1	0	25	1	21	14	64	▼
Graziana Trotta (PS)	93	2	8	0	0	27	3	477	8	525	▲
Nicolas Tzanetatos (MR)	93	2	7	1	0	63	9	199	23	304	▼
Mathilde Vandenorpe (CDH)	93	3	10	0	0	72	3	39	22	149	▼
Christiane Vienne (PS)	93	1	6	0	0	19	2	60	13	101	▼
Jean-Paul Wahl (MR)	93	7	11	1	1	2	1	112	60	195	▼
Ruddy Warnier (PTB)	93	1	4	0	0	34	0	37	9	85	▼
Véronique Waroux (CDH)	93	8	11	3	0	106	4	119	49	300	▼
Valérie Warzée-Caverenne (MR)	93	4	0	2	0	31	1	38	8	84	▼
Olga Zrihen (PS)	93	3	9	7	1	101	18	39	60	238	▼
MOYENNE										323	

Taux de présence	Présence en plénière	Autres mandats exécutifs ou autres fonctions parlementaires	Rang
André Antoine	60	Bourgmestre empêché	100 %
Josy Arens (CDH)	60	Bourgmestre	100 %
Jenny Baltus-Môres (MR)	59	-	98 %
Pascal Baurain (CDH)*	24	-	100 %
Véronique Bonni (PS)	57	-	95 %
Laetitia Brogniez (MR)	59	-	98 %
Christophe Collignon (PS)	57	Bourgmestre	95 %
Philippe Courard (PS)	49	-	82 %
Jean-Luc Crucke (MR)	59	Bourgmestre	98 %
Matthieu Daele (Ecolo)	59	-	98 %
Valérie De Bue (MR)	54	-	90 %
Christine Defraigne (MR)	52	Présidente du Sénat	87 %
Virginie Defrang-Firket (MR)	58	-	97 %
Jean-Pierre Denis (PS)	58	-	97 %
François Desquesnes (CDH)	58	-	97 %
Olivier Destrebecq (MR)	58	Sénateur et échevin	97 %
Magali Dock (MR)	51	-	85 %
Philippe Dodriment (MR)	57	Bourgmestre	95 %
Benoit Dreze (CDH)	60	-	100 %
Anthony Dufrane (PS)	60	-	100 %
Jean-Marc Dupont (PS)	60	Bourgmestre	100 %
Véronique Durenne (MR)	59	Bourgmestre empêchée	98 %
Yves Evrard (MR)	55	Sénateur	92 %
Dimitri Fourny (CDH)	59	Sénateur et bourgmestre	98 %
Latifa Gahouchi (PS)	52	Sénatrice	87 %
Jacqueline Galant (MR)*	21	Bourgmestre	91 %
Déborah Gérardon (PS)	57	-	95 %
Frédéric Gillot (PTB)	57	-	95 %
Virginie Gonzalez Moyano (PS)	58	-	97 %
Stéphane Hazée (Ecolo)	60	-	100 %
Laurent Henquet (MR)	56	-	96 %
Philippe Henry (Ecolo)	58	Sénateur	97 %
Pierre-Yves Jeholet (MR)	58	Bourgmestre	97 %
Joëlle Kapompolé (PS)	60	-	100 %
Serdar Kilic (PS)*	17	Echevin empêché	94 %
Philippe Knaepen (MR)	60	Echevin	100 %
Anne Lambelin (PS)	57	Sénatrice	95 %

	Présence en plénière	Autres mandats exécutifs ou autres fonctions parlementaires	Rang
Clotilde Leal Lopez (CDH)	60	-	100 %
Patrick Lecerf (MR)	55	Bourgmestre empêché	92 %
Carine Lecomte (MR)	55	-	92 %
Bruno Lefebvre (PS)	59	Bourgmestre	98 %
Dimitri Legasse (PS)	60	Bourgmestre	100 %
Mauro Lenzini (PS)	51	Bourgmestre empêché	85 %
Jean-Charles Luperto (PS)	50	Bourgmestre	83 %
Olivier Maroy (MR)	58	-	97 %
Nicolas Martin (PS)	60	Bourgmestre f.f.	100 %
Isabelle Moinnet (CDH)	55	-	92 %
Christie Morreale (PS)	58	Sénatrice et échevine empêchée	97 %
Maurice Mottard (PS)	57	Bourgmestre	95 %
Gilles Mouyard (MR)	53	-	88 %
Marie-Françoise Nicaise (MR)	60	Echevin	100 %
Alain Onkelinx (PS)	57	-	95 %
Sophie Pécriaux (PS)	55	-	92 %
Patricia Potigny (MR)*	38	-	100 %
Christine Poulin (PS)	58	Bourgmestre	97 %
Patrick Prévot (PS)	59	Sénateur	98 %
André-Pierre Puget (Ind.)	59	-	98 %
Hélène Ryckmans (Ecolo)	58	-	97 %
Véronique Salvi (CDH)	60	-	100 %
Vincent Sampaoli (PS)	60	Echevin empêché	100 %
Marie-Dominique Simonet (CDH)	55	-	92 %
Edmund Stoffels (PS)	60	-	100 %
Isabelle Stommen (CDH)*	13	-	100 %
Graziana Trotta (PS)	60	-	100 %
Nicolas Tzanetatos (MR)	57	-	95 %
Mathilde Vandenorpe (CDH)	59	Echevine empêchée	98 %
Christiane Vienne (PS)	52	Sénatrice	87 %
Jean-Paul Wahl (MR)	54	Sénateur, bourgmestre et secr. du parlement	90 %
Ruddy Warnier (PTB)	58	-	97 %
Véronique Waroux (CDH)	60	-	100 %
Valérie Warzée-Caverenne (MR)	58	Echevine	97 %
Olga Zrihen (PS)	55	Sénatrice	92 %

→ Si l'on passe au crible les résultats par formation, on constate que sur 28 députés PS retenus ici, 6 se trouvent au-dessus de la moyenne. Edmund Stoffels demeure le plus productif, avec 1 166 questions écrites, et fait donc exploser la moyenne. Il est suivi de Patrick Prévot et Graziana Trotta. Leurs collègues CDH sont 3 sur 13 à franchir la moyenne. « Il y a un accord de gouvernement. Un député de la majorité doit faire preuve de loyauté », souligne l'un d'entre eux. Du coup, les résultats bruts offrent une prime à l'opposition. Le MR qualifie 9 élus sur 24 comptabilisés, dont 3 aux premières places. Quant aux écolos, ils sont tous au-dessus de la moyenne, dont Stéphane Hazée, à la pointe sur le dossier Ceta. Enfin les élus PTB, novices dans un parti novice, se révèlent plutôt discrets et moins visibles qu'à la Chambre, voire qu'à l'extérieur. Ils se concentrent visiblement sur leur mission de contrôle.

Précision : dès la rentrée 2015, le parlement de Wallonie a engagé des réformes sur ses méthodes de travail. Elles visaient principalement à le rendre plus efficace et à dynamiser les débats en séance plénière. Ainsi la « question urgente », posée à un ministre qui est censé en ignorer le contenu, a été introduite. La « question orale », qui voit défiler durant de longues heures des députés pour des sujets « sous-localistes », a été transformée en question écrite. Enfin, « pour dépasser la dimension purement statistique », chaque député peut désormais publier un rapport d'activité annuel : dossiers suivis, missions, rapports rédigés, visites sur le terrain... Il est accessible via la fiche de présentation du député sur le site du parlement. Résultat : un parlement plus vivant, mais qui manque toujours de force de proposition.

L'analyse de Jean Faniel : « On a des moyennes très différentes selon les assemblées. Le parlement wallon, comme la Chambre, présente un chiffre élevé, en comparaison des parlements bruxellois et communautaire. Les écarts s'expliquent bien sûr en raison des compétences. Mais ils renvoient au débat actuel entre le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et le parlement wallon. Ce dernier réclame un nouveau partage du temps de travail entre la Fédération et la Région, parce qu'il se trouve à l'étroit dans le rythme imposé par l'alternance entre Namur et Bruxelles. D'ailleurs, au vu des chiffres, d'aucuns semblent avoir clairement opté pour cet hémicycle. Citons ainsi Pierre-Yves Jeholet (MR), Matthieu Daele (Ecolo) ou Dimitri Fourny (CDH), les deux derniers en raison notamment de leur statut de chef de groupe. »



Dimitri Fourny (CDH) et Stéphane Hazée (Ecolo), tous deux chefs de groupe au parlement wallon, ont clairement opté pour cet hémicycle.

BRUNO FAHY/BELGAIMAGE

AU PARLEMENT BRUXELLOIS

Ils sont 72 députés francophones (22 PS, 17 MR, 12 DéFi, 8 CDH, 8 Ecolo, 4 PTB et 1 indépendante). La moyenne, faible, s'élève à 90 points. Dans les assemblées de la Cocof et de la Cocom, l'activité n'est pas davantage soutenue, alors qu'elle devrait gagner en puissance avec la sixième réforme de l'Etat. Plus de la moitié des députés bruxellois cumule avec un mandat local exécutif ou siège dans une autre assemblée : cela expliquerait-il que cet hémicycle semble tourner au ralenti, comme l'avancent régulièrement les députés écologistes ? Néanmoins, la présidence tente de fluidifier les débats, notamment en raccourcissant les temps de parole et en introduisant les →



Tout comme la députée Caroline Persoons (DéFI), élue à Bruxelles et plus active au parlement de la Fédération Wallonie Bruxelles.

THIERRY ROGE/BELGAIMAGE

Parlement bruxellois

	94	Semaines d'activité	Rapporteur	Propositions d'ordonnance	Interpellations	Questions orales	Questions écrites	Total		
Mohamed Azzouzi (PS)	94	5	1	1	4	0	0	11	▼	
Françoise Bertieaux (MR)	94	0	4	8	2	2	0	29	45	▼
Eric Bott (DéFI)	94	8	9	12	7	33	3	28	100	▲
Jacques Brotchi (MR)	94	0	9	8	0	6	0	2	25	▼
Michèle Carthé (PS)	94	0	0	1	8	3	4	2	18	▼
Benoît Cerexhe (CDH) ★	94	19	8	11	42	23	20	200	323	▲
Ridouane Chahid (PS)	94	7	1	4	8	2	4	1	27	▼
Bernard Clerfayt (DéFI)	94	2	1	3	16	11	0	56	89	▼
Philippe Close (PS)	94	14	1	7	16	6	1	2	47	▼
Michel Colson (DéFI)	94	0	0	0	16	10	2	5	33	▼
Alain Courtois (MR)	94	1	1	4	0	0	0	5	11	▼
Anne-Charlotte d'Ursel (MR)	94	3	22	21	23	30	4	114	217	▲
Barbara d'Ursel de Lobkowicz (DéFI)	94	5	3	5	29	67	5	141	255	▲
Emmanuel De Bock (DéFI)	94	37	14	8	19	13	16	59	166	▲
Olivier de Clippele (MR)	94	26	28	5	14	13	2	29	117	▲
Armand De Decker (MR)	-	1	5	6	5	2	0	7	26	▼
Julie De Grootte (CDH)	94	4	5	11	33	42	5	42	142	▲
Serge de Patoul (DéFI)	94	1	3	2	8	10	4	42	70	▼
Vincent De Wolf (MR)	94	12	35	24	86	21	20	461	659	▲
Céline Delforge (Ecolo)	94	6	2	6	41	64	15	13	147	▲
Caroline Désir (PS)	94	1	1	0	25	6	0	3	36	▼
Alain Destexhe (MR)	94	0	12	14	0	1	1	99	127	▲
Béa Diallo (PS)	94	0	2	1	4	1	0	3	11	▼
Boris Dillières (MR)	94	1	13	12	17	12	11	145	211	▲
Christos Doukeridis (Ecolo)	94	1	3	5	2	7	2	2	22	▼
Willem Draps (MR)	94	5	16	7	0	1	0	0	29	▼
André du Bus de Warnaffe (CDH)	94	0	3	3	18	31	3	12	70	▼
Dominique Dufourny (MR)	94	0	7	6	15	23	1	68	120	▲
Isabelle Durant (Ecolo)	94	3	3	4	6	3	5	0	24	▼
Mathilde El Bakri (PTB)	94	2	7	16	8	10	4	17	64	▼
Ahmed El Khannouss (CDH)	94	0	4	4	10	15	0	74	107	▲
Ahmed El Ktibi (PS)	94	2	3	2	19	12	0	5	43	▼
Nadia El Youfsi (PS)	94	11	5	3	11	7	1	0	38	▼
Isabelle Emmery (PS)	-	4	2	2	20	22	8	18	76	▼
Hamza Fassi-Fihri (CDH)	94	4	6	2	18	13	9	16	68	▼

	94	Semaines d'activité	Rapporteur	Propositions d'ordonnance	Interpellations	Questions orales	Questions écrites	Total			
Zoé Genot (Ecolo)	94	39	10	14	34	29	7	14	147	▲	
Claire Geraets (PTB)	94	0	4	9	3	1	4	3	24	▼	
Marc-Jean Ghysels (PS)	94	3	3	2	9	7	9	7	40	▼	
Amet Gjanaj (PS)	94	1	2	0	8	9	0	0	20	▼	
Youssef Handichi (PTB)	94	7	4	7	8	8	13	14	61	▼	
Evelyne Huytbroeck (Ecolo)	94	3	2	4	19	29	5	7	69	▼	
Jamal Ikazban (PS)	94	7	2	4	5	7	6	4	35	▼	
Véronique Jamouille (PS)	94	6	4	5	6	1	1	1	24	▼	
Abdallah Kanfaoui (MR)	94	4	10	9	10	15	0	122	170	▲	
Pierre Kompany (CDH)	94	2	3	7	13	51	5	94	175	▲	
Hasan Koyuncu (PS)	94	0	1	1	1	1	0	17	21	▼	
Marion Lemesre (MR)	94	2	7	5	18	16	1	5	54	▼	
Marc Loewenstein (DéFI)	94	11	6	12	18	25	5	154	231	▲	
Fabian Maingain (DéFI)	94	19	8	6	6	18	10	23	90	●	
Joëlle Maison (DéFI)	94	2	0	1	1	1	0	0	5	▼	
Bertin Mampaka Mankamba (CDH)	94	0	1	0	6	8	1	15	31	▼	
Zahoor Ellahi Manzoor (PS)	94	0	1	0	1	4	0	34	40	▼	
Alain Maron (Ecolo)	94	9	5	4	46	29	4	15	112	▲	
Joëlle Milquet (CDH)	94	0	0	0	3	3	1	8	15	▼	
Catherine Moureaux (PS)	94	3	5	5	6	7	4	23	53	▼	
Mohamed Ouriaghli (PS)	94	1	0	1	10	7	0	5	24	▼	
Mahinur Ozdemir (Ind.)	94	1	0	1	11	11	3	28	55	▼	
Emin Ozkara (PS)	94	3	1	0	16	12	0	22	54	▼	
Martine Payfa (DéFI)	94	0	4	3	2	4	0	1	14	▼	
Caroline Persoons (DéFI)	94	0	3	2	8	4	9	14	40	▼	
Charles Picqué (PS)	94	18	7	12	0	0	0	0	37	▼	
Arnaud Pinxteren (Ecolo)	94	7	13	14	68	56	28	24	210	▲	
Jacqueline Rousseaux (MR)	94	1	2	5	2	5	1	2	18	▼	
Fatoumata Sidibé (DéFI)	94	0	0	6	3	15	14	1	15	48	▼
Simone Susskind (PS)	94	6	5	6	6	11	2	4	40	▼	
Viviane Teitelbaum (MR)	94	3	10	21	30	29	6	79	178	▲	
Sevket Temiz (PS)	94	0	1	1	6	3	2	14	27	▼	
Barbara Trachte (Ecolo)	94	2	11	6	13	19	5	10	66	▼	
Julien Uyttendaele (PS)	94	33	8	11	23	16	4	11	106	▲	
Gaëtan Van Goidsenhoven (MR)	94	1	10	10	57	55	13	218	364	▲	
Michaël Verbauwhe (PTB)	94	11	10	10	14	5	8	33	91	▲	
MOYENNE										90	

Classement quantitatif réalisé le 24 septembre au 22 février 2017 : 94 semaines d'activité, certains élus (chiffres en gras) ayant siégé moins longtemps. Les députés dont les noms apparaissent en vert figurent en tête du classement toutes occurrences confondues. Les députés dont les noms apparaissent avec une ★ figurent en tête du classement pour leur force de proposition et leur productivité.

Taux de présence

	Présence en plénière	Autres mandats exécutifs ou autres fonctions parlementaires	Rang
Mohamed Azzouzi (PS)	58	Echevin	100 %
Françoise Bertieaux (MR)	42	Députée communautaire et présidente de CPAS	72 %
Eric Bott (DéFI)	50	Echevin	86 %
Jacques Brotchi (MR)	50	Sénateur et député communautaire	86 %
Michèle Carthé (PS)	57	Echevine	98 %
Benoît Cerexhe (CDH)	57	Bourgmestre	98 %
Ridouane Chahid (PS)	55	Echevin	95 %
Bernard Clerfayt (DéFI)	55	Bourgmestre	95 %
Philippe Close (PS)	57	Echevin	98 %
Michel Colson (DéFI)	55	-	95 %
Alain Courtois (MR)	55	Echevin	95 %
Anne-Charlotte d'Ursel (MR)	58	-	100 %
Barbara d'Ursel de Lobkowicz (DéFI)	38	-	65 %
Emmanuel De Bock (DéFI)	58	Député communautaire	100 %
Olivier de Clippele (MR)	58	-	100 %
Armand De Decker (MR)	49	Bourgmestre	84 %
Julie De Grootte (CDH)	58	Présidente du parlement francophone bruxellois	100 %
Serge de Patoul (DéFI)	57	Echevin	98 %
Vincent De Wolf (MR)	57	Bourgmestre	98 %
Céline Delforge (Ecolo)	57	-	98 %
Caroline Désir (PS)	58	Echevine et députée communautaire	100 %
Alain Destexhe (MR)	46	Sénateur et député communautaire	79 %
Béa Diallo (PS)	53	Echevin et député communautaire	91 %
Boris Dillières (MR)	58	Echevin	100 %
Christos Doukeridis (Ecolo)	56	Député communautaire	97 %
Willem Draps (MR)	44	-	76 %
André du Bus de Warnaffe (CDH)	57	Député communautaire	98 %
Dominique Dufourny (MR)	58	Bourgmestre	100 %
Isabelle Durant (Ecolo)	57	-	98 %
Mathilde El Bakri (PTB)	56	-	97 %
Ahmed El Khannouss (CDH)	58	Echevin	100 %
Ahmed El Ktibi (PS)	56	Echevin	97 %
Nadia El Youfsi (PS)	55	Sénatrice et députée communautaire	95 %
Isabelle Emmery (PS)	47	Députée communautaire	81 %
Hamza Fassi-Fihri (CDH)	56	Député communautaire	97 %

	Présence en plénière	Autres mandats exécutifs ou autres fonctions parlementaires	Rang
Zoé Genot (Ecolo)	57	-	98 %
Claire Geraets (PTB)	58	-	100 %
Marc-Jean Ghysels (PS)	54	Bourgmestre	93 %
Amet Gjanaj (PS)	54	-	93 %
Youssef Handichi (PTB)	58	-	100 %
Evelyne Huytbroeck (Ecolo)	55	-	95 %
Jamal Ikazban (PS)	49	Député communautaire	84 %
Véronique Jamouille (PS)	48	Sénatrice	83 %
Abdallah Kanfaoui (MR)	57	-	98 %
Pierre Kompany (CDH)	58	-	100 %
Hasan Koyuncu (PS)	58	-	100 %
Marion Lemesre (MR)	57	Echevine	98 %
Marc Loewenstein (DéFI)	55	Echevin	95 %
Fabian Maingain (DéFI)	57	-	98 %
Joëlle Maison (DéFI)	52	Echevine	90 %
Bertin Mampaka Mankamba (CDH)	58	-	100 %
Zahoor Ellahi Manzoor (PS)	57	-	98 %
Alain Maron (Ecolo)	57	-	98 %
Joëlle Milquet (CDH)	49	-	84 %
Catherine Moureaux (PS)	57	Députée communautaire	98 %
Mohamed Ouriaghli (PS)	57	Echevin	98 %
Mahinur Ozdemir (Ind.)	43	-	74 %
Emin Ozkara (PS)	56	-	97 %
Martine Payfa (DéFI)	55	-	95 %
Caroline Persoons (DéFI)	56	Echevine et députée communautaire	97 %
Charles Picqué (PS)	58	Bourgmestre	100 %
Arnaud Pinxteren (Ecolo)	58	-	100 %
Jacqueline Rousseaux (MR)	50	-	86 %
Fatoumata Sidibé (DéFI)	50	-	86 %
Simone Susskind (PS)	49	-	84 %
Viviane Teitelbaum (MR)	57	Echevine	98 %
Sevket Temiz (PS)	57	-	98 %
Barbara Trachte (Ecolo)	57	Députée communautaire	98 %
Julien Uyttendaele (PS)	58	-	100 %
Gaëtan Van Goidsenhoven (MR)	55	Echevin	95 %
Michaël Verbauwhe (PTB)	58	-	100 %



Le parlement régional bruxellois présente un taux d'activité plus faible et un taux de présence moins élevé.

BENOÎT DOPPAGNE/BELGA IMAGE

→ questions d'actualité dans les commissions. Alors que l'exécutif annonce l'arrivée d'un travail législatif conséquent.

Une particularité à relever : à la différence du parlement de Wallonie, un groupe politique ne peut pas déposer de texte sans l'accord des autres groupes politiques. Ce qui limiterait l'activité parlementaire.

En ce qui concerne l'inventaire, trois élus issus de l'opposition caracolent en tête : Vincent De Wolf (MR), Gaëtan Van Goidenhoven (MR), Benoît Cerexhe (CDH) ; puis viennent Barbara d'Ursel de Lobkowicz (DéFI) et Marc Loewenstein (DéFI). Aux dernières places : Joëlle Maison (DéFI), Mohamed Azzouzi (PS), Alain Courtois (MR) et Béa Diallo (PS). Parmi les députés PS, seul Julien Uyttendaele se situe au-dessus de la moyenne. DéFI en affiche 4 sur 12 et le CDH, 4 sur 8. Dans l'opposition, 9 MR sur 16 dépassent la moyenne, chez Ecolo 4 sur 8, et au PTB un seul.

L'analyse de Jean Faniel : « Il est frappant de constater l'écart de cette assemblée avec les autres. Les ressorts sont compliqués à analyser. Est-ce le nombre de députés ? Ils sont 72, auxquels il faut ajouter leurs collègues flamands, au nombre de 17. Or, plus ils sont nombreux, moins ils ont la possibilité de s'exprimer. Ces chiffres posent cette question : « Qu'est-ce qui fait un bon parlementaire ? » Toujours est-il que des députés bruxellois se révèlent très actifs en dehors de leur assemblée d'élection : Françoise Bertieaux (MR), Christos Doulkeridis (Ecolo), Barbara Trachte (Ecolo), Catherine Moureaux (PS) et Caroline Persoons (DéFI) semblent avoir choisi un hémicycle, celui de la Fédération Wallonie-Bruxelles en y étant parfois chef de groupe, et en s'y spécialisant sur certains sujets (*NDLR : leur activité demeure faible à la Cocom et à la Cocof, à l'exception de Catherine Moureaux*). Sur les 18 députés communautaires les plus actifs, 5 sont Bruxellois. Au regard de leur proportion au sein de l'assemblée (19 Bruxellois et 75 Wallons), c'est appréciable. »

AU PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

On compte 94 députés communautaires (36 PS, 30 MR, 16 CDH, 6 Ecolo, 3 DéFI, 2 PTB, 1 indépendant). La moyenne de la productivité parlementaire y atteint 141 points. En tête, l'opposition MR toujours : Virginie Defrang-Firket, Jean-Luc Crucke, Valérie De Bue, Olivier Destrebecq et Philippe Knaepen. En fin de tableau : Frédéric Gillot (PTB), Maurice Mottard (PS), Dimitri Fourny (CDH), Christophe Collignon (PS) et Béa Diallo (PS).

Par formation politique, sur les 34 PS dénombrés, 5 s'inscrivent au-dessus de la moyenne. Au CDH, sur ses 16 députés, trois dépassent la moyenne. En ce qui concerne les libéraux de l'opposition, sur les 27 MR dénombrés, 18 se situent au-dessus de la moyenne. Chez Ecolo, 4 franchissent la moyenne, un seul chez DéFI et aucun au PTB.

L'analyse de Jean Faniel : « On constate ici aussi que des députés délaissent cette assemblée, au profit d'autres hémicycles. Toutefois, quelques députés font figure de contre-exemples : 15 se situent au-dessus de la moyenne partout où ils siègent, dont un seul Bruxellois – Alain Destexhe – et 14 Wallons – dont 12 issus des rangs de l'opposition, parmi lesquels 9 MR.

En conclusion, ce type de classement pourrait influencer le choix des partis, en interne, à la veille d'élections, lorsqu'il s'agira de désigner quels députés mettre en avant : ce type d'exercice peut être l'un des critères. Reste à voir le travail accompli en dehors des assemblées, plus difficile à évaluer. » ♦

Fédération Wallonie-Bruxelles

		Semaines d'activité										Total
		Propositions de décret	Propositions de résolution	Interpellations	Questions orales	Questions d'actualité	Amendements	Rapports	Questions d'actualité	Amendements	Rapports	
André Antoine (CDH)	97	1	0	0	0	0	0	1	0	0	2	▼
Josy Arens (CDH)	97	0	14	1	14	2	29	0	0	60	▼	
Pascal Baurain (CDH)	31	0	2	1	10	0	2	1	0	16	▼	
Françoise Bertieaux (MR) ★	97	72	56	18	39	4	94	15	7	305	▲	
Véronique Bonni (PS)	97	4	4	2	44	0	29	0	3	86	▼	
Laetitia Brogniez (MR)	97	2	9	3	108	6	40	0	0	168	▲	
Jacques Brotschi (MR)	97	8	6	4	24	4	3	1	0	50	▼	
Christophe Collignon (PS)	97	0	0	0	5	1	16	0	0	22	▼	
Philippe Courard (PS)	97	7	4	0	0	0	21	0	0	32	▼	
Jean-Luc Crucke (MR) ★	97	26	33	12	383	30	76	4	2	566	▲	
Matthieu Dael (Ecolo)	97	6	13	0	50	4	53	2	0	128	▼	
Valérie De Bue (MR) ★	97	28	14	5	280	16	194	6	15	558	▲	
Christine Defraigne (MR)	97	2	2	1	5	0	37	0	0	47	▼	
Virginie Defrang-Firket (MR)	97	6	16	6	349	28	193	2	5	605	▲	
Jean-Pierre Denis (PS)	97	2	4	3	35	6	17	5	3	75	▼	
Caroline Désir (PS)	97	2	4	12	38	2	21	7	1	87	▼	
François Desquesnes (CDH)	97	2	10	0	52	12	31	1	1	109	▼	
Alain Destexhe (MR)	97	12	16	3	11	2	107	1	5	157	▲	
Olivier Destrebecq (MR)	97	12	22	8	155	5	299	5	0	506	▲	
Emmanuel De Bock (DéFI)	97	8	21	3	6	2	22	1	0	63	▼	
Béa Diallo (PS)	97	4	8	0	4	2	2	0	0	20	▼	
Magali Dock (MR)	97	4	2	6	197	6	78	3	2	298	▲	
Philippe Dodrिमont (MR)	97	2	4	4	144	2	11	1	0	168	▲	
Christos Doukteridis (Ecolo)	97	16	29	35	120	30	12	11	0	253	▲	
Benoît Dréze (CDH)	97	4	12	7	68	21	12	8	12	144	▲	
Anthony Dufrane (PS)	97	0	6	1	32	1	27	2	4	73	▼	
Jean-Marc Dupont (PS)	97	0	2	0	39	2	16	0	2	61	▼	
Véronique Durenne (MR)	97	2	8	5	78	4	42	0	2	141	▲	
André du Bus de Warnaffe (CDH)	97	0	0	8	101	12	9	3	0	133	▼	
Nadia El Yousfi (PS)	97	0	12	1	8	2	1	1	2	27	▼	
Isabelle Ememery (PS)	97	4	0	5	85	11	20	3	3	131	▼	
Yves Evrard (MR)	97	2	8	2	107	1	16	0	0	136	▼	
Hamza Fassi-Fihri (CDH)	97	0	7	1	29	4	5	1	1	48	▼	
Dimitri Fourny (CDH)	97	2	0	0	0	2	0	0	4	4	▼	
Latifa Gahouchi (PS)	97	2	10	0	32	4	14	0	2	64	▼	
Jacqueline Galant (MR)	31	0	4	3	65	1	25	0	1	99	▼	
Charles Gardier (MR)	97	0	2	6	119	10	59	0	0	196	▲	
Déborah Gérardon (PS)	97	0	0	0	34	1	35	0	1	71	▼	
Frédéric Gillot (PTB)	97	0	0	0	0	0	0	0	0	0	▼	
Virginie Gonzalez Moyano (PS)	97	4	0	0	68	11	100	0	2	185	▲	
Stéphane Hazée (Ecolo)	97	8	12	6	54	1	33	2	0	116	▼	
Laurent Henquet (MR)	97	8	14	10	105	7	186	6	1	337	▲	
Philippe Henry (Ecolo)	97	9	6	13	91	13	9	5	0	146	▲	
Jamal Ikazban (PS)	97	4	0	2	24	4	14	0	0	48	▼	
Pierre-Yves Jcholet (MR)	97	12	16	0	2	2	54	0	0	86	▼	

		Semaines d'activité										Total
		Propositions de décret	Propositions de résolution	Interpellations	Questions orales	Questions d'actualité	Amendements	Rapports	Questions d'actualité	Amendements	Rapports	
Joëlle Kapompolé (PS)	97	2	2	2	17	9	58	7	6	103	▼	
Serdar Kilic (PS)	23	0	0	0	8	2	28	2	2	42	▼	
Philippe Knaepen (MR)	97	8	14	11	221	1	227	5	2	489	▲	
Anne Lambelin (PS)	97	0	6	5	53	2	25	3	1	95	▼	
Clotilde Leal Lopez (CDH)	97	4	5	2	75	3	6	0	4	99	▼	
Patrick Lecerf (MR)	97	0	8	1	71	2	31	2	1	116	▼	
Carine Lecomte (MR)	97	6	14	1	70	2	62	7	6	168	▲	
Bruno Lefebvre (PS)	97	0	9	1	36	2	52	4	16	120	▲	
Dimitri Legasse (PS)	97	0	2	2	32	10	52	0	0	98	▼	
Mauro Lenzini (PS)	97	0	0	0	0	0	0	1	0	1	▼	
Jean-Charles Luperto (PS)	97	0	3	1	16	12	14	0	8	54	▼	
Joëlle Maison (DéFI)	97	10	23	27	43	5	8	2	0	118	▼	
Bertin Mampaka Mankamba (CDH)	97	0	2	0	17	1	1	1	0	22	▼	
Olivier Maroy (MR)	97	10	6	23	25	21	18	2	0	331	▲	
Nicolas Martin (PS)	97	0	3	3	19	7	25	2	14	73	▼	
Isabelle Moïmet (CDH)	97	2	9	7	48	6	25	4	3	104	▼	
Christie Morreale (PS)	97	6	2	5	71	9	37	1	4	135	▼	
Maurice Mottard (PS)	97	0	0	0	0	0	1	3	0	4	▼	
Catherine Moureaux (PS)	97	2	7	26	74	12	16	4	13	154	▲	
Gilles Mouyard (MR)	97	14	8	5	174	25	52	0	4	283	▲	
Marie-Françoise Nicaise (MR)	97	6	0	4	116	4	53	0	0	183	▲	
Alain Onkelinx (PS)	97	0	3	3	61	4	33	4	7	115	▼	
Sophie Pécriaux (PS)	97	0	0	0	34	2	23	0	1	60	▼	
Caroline Persoons (DéFI)	97	10	36	29	72	14	28	3	0	192	▲	
Patricia Potigny (MR)	70	6	8	2	60	3	84	4	6	173	▲	
Christine Poulin (MR)	97	0	4	0	5	1	18	2	5	35	▼	
Patrick Prévot (PS)	97	6	5	9	164	14	60	4	6	268	▲	
André-Pierre Puget (Ind.)	97	4	6	6	85	7	33	0	0	141	▲	
Hélène Ryckmans (Ecolo)	97	10	32	8	91	7	5	5	0	158	▲	
Véronique Salvi (CDH)	97	4	21	14	90	10	27	6	2	174	▲	
Vincent Sampaoli (PS)	97	0	8	2	44	12	24	0	1	91	▼	
Marie-Dominique Simonet (CDH)	97	4	17	0	41	4	5	1	1	73	▼	
Isabelle Stommen (CDH)	30	2	10	1	14	2	7	3	1	40	▼	
Muriel Targnion (PS)	97	0	9	1	42	3	66	0	11	132	▼	
Barbara Trachte (Ecolo)	97	14	14	31	125	14	26	8	0	232	▲	
Graziana Trotta (PS)	97	0	4	1	42	3	94	4	0	148	▲	
Nicolas Tzanetatos (MR)	97	10	0	0	43	7	97	0	1	158	▲	
Mathilde Vandorpe (CDH)	97	14	18	6	67	7	28	6	6	146	▲	
Christiane Vienne (PS)	97	4	33	1	8	3	10	6	2	77	▼	
Ruddy Wahl (MR)	97	12	10	1	3	3	46	1	3	79	▼	
Jean-Paul Warnier (PTB)	97	0	0	4	30	0	16	1	0	51	▼	
Véronique Waroux (CDH)	97	0	24	2	48	3	19	1	7	104	▼	
Valérie Warzée-Caverenne (MR)	97	4	2	7	69	4	52	2	1	141	▲	
Olga Zrihen (PS)	97	0	14	5	114	10	33	2	14	192	▲	
MOYENNE										141		

Classement quantitatif réalisé du 25 septembre 2014 au 15 mars 2017 : 97 semaines d'activité, certains élus (chiffres en gras) ayant siégé moins longtemps.

Les députés dont les noms apparaissent en vert figurent en tête du classement toutes occurrences confondues.

Les députés dont les noms apparaissent avec une ★ figurent en tête du classement pour leur force de proposition et leur productivité.

Taux de présence

	Présence en plénière	Autres mandats exécutifs ou autres fonctions parlementaires	Rang
André Antoine (CDH)	52	Bourgmestre empêché	100 %
Josy Arens (CDH)	52	Bourgmestre	100 %
Pascal Baurain (CDH)	15	-	100 %
Françoise Bertieaux (MR)	50	Echevine et présidente de CPAS	96 %
Véronique Bonni (PS)	45	-	87 %
Laetitia Brogniez (MR)	48	-	92 %
Jacques Brotschi (MR)	47	-	90 %
Christophe Collignon (PS)	50	Bourgmestre	96 %
Philippe Courard (PS)	50	-	96 %
Jean-Luc Crucke (MR)	51	Bourgmestre	98 %
Matthieu Dael (Ecolo)	50	-	96 %
Valérie De Bue (MR)	49	-	94 %
Christine Defraigne (MR)	52	Présidente du Sénat	100 %
Virginie Defrang-Firket (MR)	52	-	100 %
Jean-Pierre Denis (PS)	50	-	96 %
Caroline Désir (PS)	50	Echevine	96 %
François Desquesnes (CDH)	52	-	100 %
Alain Destexhe (MR)	39	Sénateur	75 %
Olivier Destrebecq (MR)	49	Sénateur et échevin	94 %
Emmanuel De Bock (DéFI)	52	-	100 %
Béa Diallo (PS)	51	-	98 %
Magali Dock (MR)	40	-	77 %
Philippe Dodrिमont (MR)	48	Bourgmestre	92 %
Christos Doukteridis (Ecolo)	49	-	94 %
Benoît Dréze (CDH)	52	-	100 %
Anthony Dufrane (PS)	51	-	98 %
Jean-Marc Dupont (PS)	52	Bourgmestre	100 %
Véronique Durenne (MR)	50	Bourgmestre empêchée	96 %
André du Bus de Warnaffe (CDH)	51	-	98 %
Nadia El Yousfi (PS)	49	Sénatrice	94 %
Isabelle Ememery (PS)	49	-	94 %
Yves Evrard (MR)	50	Sénateur	96 %
Hamza Fassi-Fihri (CDH)	46	-	88 %
Dimitri Fourny (CDH)	47	Sénateur et bourgmestre	90 %
Latifa Gahouchi (PS)	50	Sénatrice	96 %
Jacqueline Galant (MR)	14	Bourgmestre	70 %
Charles Gardier (MR)	51	Echevin	98 %
Déborah Gérardon (PS)	50	-	96 %
Frédéric Gillot (PTB)	52	-	100 %
Virginie Gonzalez Moyano (PS)	50	-	96 %
Stéphane Hazée (Ecolo)	50	-	96 %
Laurent Henquet (MR)	45	-	87 %
Philippe Henry (Ecolo)	50	Sénateur	96 %
Jamal Ikazban (PS)	48	-	92 %
Pierre-Yves Jcholet (MR)	46	Bourgmestre	88 %
Joëlle Kapompolé (PS)	51	-	98 %

	Présence en plénière	Autres mandats exécutifs ou autres fonctions parlementaires	Rang
Serdar Kilic (PS)	13	Echevin empêché	86 %
Philippe Knaepen (MR)	51	Echevin	98 %
Anne Lambelin (PS)	48	Sénatrice	92 %
Clotilde Leal Lopez (CDH)	50	-	96 %
Patrick Lecerf (MR)	48	Bourgmestre empêché	92 %
Carine Lecomte (MR)	49	-	94 %
Bruno Lefebvre (PS)	51	Bourgmestre	98 %
Dimitri Legasse (PS)	52	Bourgmestre	100 %
Mauro Lenzini (PS)	44	Bourgmestre empêché	84 %
Jean-Charles Luperto (PS)	43	Bourgmestre	83 %
Joëlle Maison (DéFI)	49	Echevine	94 %
Bertin Mampaka Mankamba (CDH)	52	-	100 %
Olivier Maroy (MR)	51	-	98 %
Nicolas Martin (PS)	52	Bourgmestre f.f.	100 %
Isabelle Moïmet (CDH)	49	-	94 %
Christie Morreale (PS)	50	Sénatrice et échevine empêchée	96 %
Maurice Mottard (PS)	48	Bourgmestre	92 %
Catherine Moureaux (PS)	50	-	96 %
Gilles Mouyard (MR)	47	-	96 %
Marie-Françoise Nicaise (MR)	49	Echevine	94 %
Alain Onkelinx (PS)	49	-	94 %
Sophie Pécriaux (PS)	48	-	92 %
Caroline Persoons (DéFI)	49	Echevine	94 %
Patricia Potigny (MR)	31	-	94 %
Christine Poulin (PS)	50	Bourgmestre	96 %
Patrick Prévot (PS)	51	Sénateur	98 %
André-Pierre Puget (Ind.)	49	-	94 %
Hélène Ryckmans (Ecolo)	51	-	98 %
Véronique Salvi (CDH)	52	-	100 %
Vincent Sampaoli (PS)	52	Echevin empêché	100 %
Marie-Dominique Simonet (CDH)	49	-	94 %
Isabelle Stommen (CDH)	18	-	100 %
Muriel Targnion (PS)	47	-	90 %
Barbara Trachte (Ecolo)	50	-	96 %
Graziana Trotta (PS)	52	-	100 %
Nicolas Tzanetatos (MR)	50	-	96 %
Mathilde Vandorpe (CDH)	49	Echevine empêchée	94 %
Gaëtan Van Goidsenhoven (MR)	12	Echevin	100 %
Christiane Vienne (PS)	49	Sénatrice	94 %
Jean-Paul Warnier (PTB)	47	Sénateur et bourgmestre	90 %
Ruddy Warnier (PTB)	52	-	100 %
Véronique Waroux (CDH)	51	-	98 %
Valérie Warzée-Caverenne (MR)	49	Echevine	94 %
Olga Zrihen (PS)	50	Sénatrice	96 %

TROIS MANDATS ET PUIS S'EN VA...

Frapper d'obsolescence programmée députés et ministres, histoire de leur ôter le goût de s'enivrer du pouvoir jusqu'à la perversion : les « pros » de la politique n'osent imaginer pareille extrémité.

PAR PIERRE HAVAUX

Besoin pressant de sang frais. Furieuse envie de nouveaux visages. Quitte, s'il faut en arriver là, à forcer les élus du peuple à ne plus s'éterniser sur un banc de parlement ou à ne plus enfiler sans limite les portefeuilles ministériels. Mi-mars, Ecolo tient un Ecolab Démocratie, séance de parole donnée aux citoyens. Nombreux sont ceux qui font passer ce message prodigieusement agacé : « Toujours les mêmes têtes, y en a marre ! » Halte au carriérisme politique, assez du « régime féodal » des dynasties et du « dinosaurisme exacerbé ». Le ras-le-bol va jusqu'à vouloir « interdire plus de deux présences sur une année d'un même politicien aux débats télévisés du dimanche midi ». Un plan B émerge du courroux populaire : « Pas plus de x fois bourgmestre, y fois ministre, z fois député. Incursion temporaire en politique et puis retour à la vie "normale". »

La vigueur du plaidoyer a surpris Anne-Emmanuelle Bourgaux, chargée de cours à l'Ecole de droit UMons/ULB, présente au rendez-vous citoyen. « Plus encore que le cumul des mandats, c'est l'aspiration à limiter leur exercice dans le temps qui s'est exprimée comme une des priorités. » Ecolo a pris note. Et retient la suggestion de trois mandats, successifs ou non, à exercer par une même personne avant de devoir s'éclipser. « Un mandat pour apprendre, un pour exercer, un pour transmettre », résume Coralie Vial, juriste chez Ecolo. La formule, à valider par les instances du parti, sera traduite en propositions de loi. Car les verts francophones ont cessé d'être naïfs. Cette discipline de vie qu'ils s'imposent déjà



La Législative sous la Révolution française : l'unique expérience d'une assemblée d'hommes nouveaux.

GEORGE MUNDAY/BELGAIMAGE

avec plus ou moins de rigueur (deux mandats consécutifs maximum sauf dérogations, souvent accordées, dont Marcel Cheron a profité), ils aimeraient en faire partager toute la noblesse et l'inconfort aux autres partis.

Quel moyen plus radical qu'une rotation forcée pour empêcher les représentants de la nation de s'enivrer du pouvoir, de le confisquer, voire de se laisser corrompre par son exercice prolongé ?

Deux siècles plus tôt, les révolutionnaires français ont éprouvé ce même vertige. Ressenti cette folle envie de voir l' élu du peuple, son devoir accompli au bout d'un unique mandat, retrouver l'anonymat de la foule. Ils poussent la logique jusqu'à se doter d'une assemblée intégralement renouvelée à l'issue d'élections. Le député Robespierre avait laissé l'apparence du choix à ses pairs : « Voulez-vous faire des fonctions du législateur un état lucratif, un vil métier, plutôt qu'une sainte mission ? » « Après tant de sacrifices faits à l'intérêt général, le plus grand qu'il vous reste à faire est celui de vous-mêmes », s'était exclamé un élu en achevant de convaincre ses collègues de s'interdire de se représenter.

Cette politique de la table rase engendra la Législative, à la manœuvre en France de septembre 1791 à septembre 1792. Fruit d'un bel acte de désintéressement, salué par toute la presse révolutionnaire, autant que de calculs guidés par des volontés d'écarter des adversaires.

**« Pour en finir avec les castes politiques »
prônait le CDH en 2000**

L'inexpérience au pouvoir : l'expérience ne sera jamais rééditée. Erreur d'apprentis démocrates. Pourtant, les révolutionnaires français se résignent mal à l'échec. Et décident de n'autoriser qu'une seule réélection au Parlement, après un intervalle de trois ans. Ainsi affichent-ils « la même méfiance de principe envers la prolongation illimitée du pouvoir législatif. Ils partagent la même culture politique de la vertu, le désir de restreindre et la durée et le renouvellement des mandats parlementaires » (1). La démocratie athénienne et la république romaine avaient manifesté les mêmes scrupules.

L'idée de proscrire les réélections s'est perdue. Longue vie à la longévité politique. Le suffrage universel n'a pas eu raison des carrières parlementaires et ministérielles parfois interminables, « alors qu'il était censé renouveler la classe politique



BRUNO FAHY/BELGAIMAGE

Marcel Cheron, élu Ecolo depuis 1991 : une somme de dérogations à la limitation dans le temps des mandats.

puisqu'il y avait davantage d'appelés », rappelle Anne-Emmanuelle Bourgaux. Les partis ont vite fait main basse sur la sélection des candidats, donc des futurs élus et... réélus. « La baisse constante de militants accentue le recrutement parmi les cadres au sein des partis. L'entre-soi devient un facteur de professionnalisation de la fonction. »

Inutile de trop compter sur les « pros » de la politique pour ouvrir exagérément portes et fenêtres. Seul un discrédit jeté sur le microcosme fait resurgir la vague promesse d'envisager un recours à la contrainte. Voilà comment « la limitation de la durée des mandats » s'est invitée au menu de la réflexion parlementaire inspirée par un besoin de renouveau politique, au début des années 2000. On eut alors droit à un CDH revendicatif, pressé « d'en finir avec les castes politiques, de favoriser le renouvellement des cadres ». Car, déclare à l'époque ce parti abonné au pouvoir, « il n'est pas sain que des élus exercent des mandats pendant quatre à cinq législatures sous peine d'en faire une carrière professionnelle ». La fraction VU&ID (Volksunie) prêchait aussi la croisade contre « la concentration de pouvoirs et l'immobilisme », appelait à l'émergence « de visages nouveaux et d'idées nouvelles ». Les nationalistes flamands disent alors oui à « la limitation du mandat ministériel à deux législatures consécutives », et encore oui à l'extension de la mesure aux bourgmestres, échevins, députés provinciaux.

Moment d'égarement. La piste ne sera ni creusée, ni même effleurée. Une occasion manquée de vider la querelle autour de la rotation forcée du personnel politique. Partie remise ? Une séance de rattrapage est prévue au sein du nouveau groupe de travail sur le renouveau politique mis en selle à la Chambre. Autant tuer tout suspense. MR, PS, CDH ou DéFI ne conçoivent pas une réussite en seconde sess'.

**Écartés des lieux visibles du pouvoir,
les ténors prendront le maquis**

C'est que la non-rééligibilité divise. Certains escomptent de ce vent de fraîcheur qu'il prévienne toute tentation de se croire irremplaçable ou intouchable. « L'expérience en politique peut devenir un inconvénient lorsqu'elle se transforme en habitude, notamment celle de ne plus avoir de comptes à rendre », observe Anne-Emmanuelle Bourgaux. Rien de tel qu'un mandat politique non reconductible pour ne pas laisser à l' élu →



CHRISTOPHE KETELS/BELGAIMAGE

Anne-Emmanuelle Bourgaux (UMons/ULB) : « L'expérience en politique peut devenir habitude. Comme celle de ne plus avoir de comptes à rendre. »

→ le temps de se déconnecter du peuple, de devenir cynique, de perdre sa capacité de s'indigner avec sincérité.

Mais ils sont nombreux à déconseiller la formule : nuisible à la qualité et à la continuité de la politique, source d'incertitude, gaspilleuse d'expérience, d'expertise et de talent. Et tout cela en vain : car il est écrit que les brontosaures ou les poids lourds, écartés des lieux visibles du pouvoir, prendront le maquis. Pour mieux tirer les ficelles depuis les coulisses.



Georges-Louis Bouchez (MR) est en faveur d'un âge forcé de la retraite pour les mandataires politiques.

La Législative en France en a fait l'amère expérience : les ténors de la scène révolutionnaire, après s'être interdit toute réélection, se sont faussement retirés sur leurs terres. Ils s'agitent, intriguent, occupent la tribune des clubs politiques (jacobins, cordeliers) qui tiennent le haut du pavé. « Ils forment ainsi un contre-pouvoir à l'extérieur de l'assemblée parlementaire », explique l'historien Philippe Raxhon (ULg). Deux siècles plus tard, les partis s'acquitteront sans peine de cette besogne.

A propos d'accaparement, la commission européenne pour la démocratie par le droit, dite commission de Venise, en creusant cette piste d'amélioration de la démocratie, soulevait cet autre risque bien réel : « que le pouvoir législatif, dominé par des politiciens inexpérimentés, conduise à accroître le déséquilibre en faveur de l'exécutif ».

Pas faux. A moins de pousser l'audace jusqu'à faire aussi valser les titulaires de mandats ministériels. Très mauvaise idée, objecte Georges-Louis Bouchez. « Pourquoi barrer la route à un ministre, s'il est bon et compétent ? » Le jeune et remuant délégué général du MR, qui sort un livre de recettes pour une chose publique revigorée (2), a un autre tour dans son sac pour pousser les indéradicables vers la porte de sortie : « Imposer l'âge légal de la retraite – 67 ans – éviterait déjà que des potentats sexagénaires ne s'accrochent à la fonction. »

Il suffirait parfois de peu pour favoriser l'émergence de jeunes pousses qui ne demandent qu'à se déployer dans un hémicycle. Comme cette idée de ne plus permettre à un ministre démissionnaire de reprendre d'autorité possession de son siège de parlementaire, en éjectant de la sorte le suppléant qui avait été appelé à le remplacer. « Excellente idée », s'enthousiasme Georges-Louis Bouchez, contraint de boucler ses valises au parlement de Wallonie pour faire place nette à l'ex-ministre fédérale Jacqueline Galant (MR). « Ce genre de parachute n'est pas acceptable. Sa suppression permettrait à certains de réfléchir à deux fois avant de devenir ministre. » La formule, longuement débattue lors de la grand-messe du renouveau politique en 2000, n'avait pas été retenue. Elle non plus.

Mais au fait, relèvent les détracteurs de la non-rééligibilité, à quoi bon retenir une fausse bonne idée pour répondre à un faux problème alimenté par une fausse impression ? La durée de vie moyenne d'un parlementaire belge n'est plus que de huit ans. Ce qui n'exclut pas de vieux briscards de jouer les prolongations. Au-delà du supportable pour certains. ♦

(1) *Vertu et politique. Les pratiques des législateurs (1789-2014)*, ouvr. coll., SER - Presses universitaires de Rennes, 2015, 440 p.

(2) *L'Aurore d'un monde nouveau*, par Georges-Louis Bouchez, éd. du CEP, 2017, 148 p.

« La rotation forcée pour éviter l'oligarchie élue »

La formule séduit Thibault Gaudin, chargé de recherches au centre de droit public de l'ULB. Parce qu'elle aurait, à côté des écueils qu'il ne nie pas, bien des vertus :

- Réduire la « professionnalisation » de la politique. La rotation des charges, donc fatalement l'augmentation du nombre de citoyens qui exerceront ces charges, pourrait participer à casser cette image démocratiquement morbide qui fait du mandataire élu un être de raison, éclairé, renseigné et habité par la poursuite du bien commun, alors que l'électeur, lui, ne pourrait gouverner, car il serait forcément incompetent, inapte à comprendre les enjeux qui se présenteraient à lui et, surtout, intrinsèquement mû par ses passions.
- Réduire la dépendance au parti et à sa discipline. Un député qui n'aurait plus de possibilité de se faire réélire aurait les mains



Thibault Gaudin.

déliées pour voter en son âme et conscience, et non comme son parti le lui indique.

- S'affranchir d'un processus électoral en grande partie conditionné par les partis, seuls maîtres des listes électorales.
- Permettre un meilleur renouvellement générationnel.
- Contribuer à une « dépersonnalisation » de la politique, en évitant des phénomènes de capitalisation médiatique au détriment parfois de candidats plus discrets, mais porteurs d'un projet cohérent. Je ne crois pas à l'argument du « s'il fait bien le job, on le garde ». L'homme providentiel n'existe pas, personne n'est irremplaçable.
- Amener une certaine émulation dans les partis en rendant audibles des voix discordantes jusque-là écrasées par l'omniprésence d'un homme ou d'une caste.

Publifin : qui peut faire vraiment le ménage ?

Le football, bastion de l'homophobie

Trump et l'ombre du Watergate

LE VIF

l'express



ERDOGAN

L'HOMME QUI MENACE L'EUROPE

Un autocrate peut-il encore être notre partenaire ?

LE VIF 3,5€ année n° 15 - L'EXPRESS n° 3432 hebdomadaire du 14 au 20 avril 2017
BEL/LUX 5,70€ - P509558 - ISSN 0774-2111



LE LÉVIATHAN LIÉGEOIS SOUS LA LOUPE DES COMMISSAIRES

La commission d'enquête accumule les preuves de rémunérations abusives, détournements d'héritage public, montages financiers douteux et cachotteries en tout genre. Le compte à rebours des élections est lancé : tic-tac, tic-tac. Comment désamorcer la bombe ?

PAR MARIE-CÉCILE ROYEN

La commission d'enquête parlementaire « chargée d'examiner la transparence et le fonctionnement du groupe Publifin » a déjà parcouru presque la moitié du chemin. Démarrée le 12 février dernier, elle doit achever ses travaux en juillet prochain. Cinq mois pour faire la lumière sur le plus grand scandale wallon depuis l'assassinat d'André Cools, en 1991. Le vice-président Dimitri Fourny (CDH) est conscient des limites de l'exercice : « Je comprendrais mal qu'il n'y ait pas de suite judiciaire. »

Après Pâques, la commission Publifin fera le point avec ses experts, Wilfried Niessen (ULg-HEC), Ann-Lawrence Durvieux (ULg), Pierre-Olivier de Broux (université Saint-Louis) et Henri Olivier (ULg). Même si Ecolo n'est pas chaud pour emballer le tempo, elle devrait déposer un rapport intermédiaire avant la fin du mois d'avril. Le moment où le gouvernement wallon de Paul Magnette, très en retrait sur ce dossier, réceptionnera les résultats d'un audit financier sur les flux d'argent au sein de la galaxie Publifin. Quant au ministre des Pouvoirs locaux, Pierre-Yves Dermagne (PS), son

monitoring des intercommunales a déjà produit son effet en cuisine. Des « erreurs d'encodage » ayant donné lieu à des rémunérations indues ont été corrigées. La tension monte.

Le 5 avril, Jean-Luc Crucke (MR), vice-président de la commission Publifin, dans l'opposition, confiait son impatience au Vif/L'Express : « J'ai insisté pour que nous déposions nos constatations et recommandations avant que le gouvernement sorte du bois. » Il a été pris au mot, mais par son chef de groupe, Pierre-Yves Jeholet. Celui-ci vient de déposer trois décrets visant à assurer l'indépendance de Resa (GRD, ou gestionnaire de réseau de distribution de gaz et d'électricité) au sein de Publifin et à rendre impossible les subsidiations croisées entre différents secteurs d'une même holding. Un faisceau de textes taillés sur mesure. Ils laissent Resa entièrement

aux mains de son légitime propriétaire : la Province et les communes associées de Liège. La Province est sous condominium PS-MR depuis trente ans et ne veut rien lâcher de l'essentiel : sa position d'actionnaire majoritaire d'un empire industriel. L'idée d'un « grand réseau wallon » esquissée par Paul Magnette n'est pas retenue. La sortie de Jeholet est-elle un simple ballon d'essai d'un parti en quête de visibilité ou l'ébauche d'une solution à la liégeoise ? Daniel Bacquelaine, président de la fédération liégeoise du MR et second donneur d'ordre de Publifin, avait déjà préconisé de ramener Resa dans le périmètre intercommunal. L'idée n'est pas neuve : en coupant Nethys de sa « vache à lait », on sécurise le secteur public et on complique la vie des orgueilleux managers de Nethys.

Autre échéance cruciale : l'élection à deux tours, les 21 et 28 avril, du président de la fédération liégeoise du PS en remplacement de Willy Demeyer (PS). Un acteur ultradominant à Liège mais peut-être plus pour très longtemps, si l'on en croit un sondage prédisant la montée fulgurante du PTB dans les intentions de vote communal et régional et le →



Dès ce jeudi 13 avril, « Le Léviathan liégeois sous la loupe des commissaires » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Mélanie Geelkens sur

canal **Z**



Stéphane Hazée (Ecolo, de dos), a relevé une dizaine d'indices attestant la volonté de dissimulation dans le chef de la direction de Publifin.

DANNY GYS/REPORTERS

→ redressement inattendu d'Ecolo. Treize mille affiliés socialistes choisiront un successeur à Willy parmi quatre candidats très différents. Le vote de 13 000 individus ne se dirige pas d'en haut. Des surprises sont toujours possibles.

Si l'appareil du PS liégeois détient une partie des clés de Publifin, il n'a pas tout le trousseau. Le Leviathan, surgi des profondeurs de la Meuse, a son existence

des finances (CDH) à Olne, ont déclenché un séisme avec ce titre assassin : « Des élus payés 500 euros la minute pour des réunions bidon chez Publifin (ex-Tecteo) ». Quatre mois plus tard, les parlementaires wallons ont documenté le système mis en place politiquement et exécuté sans états d'âme par le management et des dignitaires de haut rang qui, eux, se servaient encore plus, avec des

clé de répartition ? A l'initiative de la tutelle wallonne ou du nouveau conseil d'administration de Publifin ? A part Claude Eerdekens (PS), bourgmestre d'Andenne, qui compte bien réclamer jusqu'au dernier centime, personne n'a d'idée claire là-dessus. « A titre personnel, je pense qu'il faut impliquer les fédérations de parti qui ont cautionné ce système et qui en ont bénéficié à la marge puisque leurs bénéficiaires rétrocédaient une partie de leur rémunération. Ça purgerait l'affaire », déclare au Vif/L'Express le député wallon Stéphane Hazée (Ecolo). Pour solde de tout compte ?

Le député a relevé une dizaine d'indices manifestant une volonté de dissimulation dans le chef de la direction de Publifin et du « triumvirat politique » formé par André Gilles (PS), Georges Pire (MR) et Dominique Drion (CDH). « Aucune pièce du bureau exécutif ou du conseil d'administration ne mentionne ces rémunérations dans un ordre du jour ou un procès-verbal, déroule-t-il. Le management ne se préoccupait pas de ce que faisaient, ou ne faisaient pas, ces comités de secteur. Il met des bâtons dans les roues de Cédric Halin quand ce dernier cherche à s'informer. Les rapports annuels présentés à l'assemblée générale de Publifin sont mensongers : ils mentionnent les réunions prévues par les statuts et non celles qui se tiennent réellement. A la tutelle wallonne, Publifin ne parle que de la rémunération des organes de gestion, pas de celle des comités de secteur. On invente des jetons de présence de 120 euros pour des administrateurs qui, en réalité, sont payés via les comités de secteur. »

L'enfumage ne s'est pas arrêté après l'éclatement du scandale. A la commission spéciale pas encore instituée en commission d'enquête parlementaire, Publifin transmet des procès-verbaux incomplets, amputés de toute référence aux rémunérations. Le mystère demeure sur la personne – Gil Simon (PS), le secrétaire général ? – qui a transmis l'ordre de libérer l'argent sur des bases légales aussi floues.



Jean-Luc Crucke (MR), Olga Zrihen (PS), Dimitri Fourny (CDH), Stéphane Hazée (Ecolo) : une commission d'enquête très suivie.

propre. Il jouit d'un ancrage solide dans les arrondissements de Liège et de Huy-Waremme, moins à Verviers, ainsi que dans les trois partis traditionnels. Dans la mythologie, le Leviathan est un monstre symbolisant le chaos originel. En science politique, il est l'image de l'Etat protecteur, omniprésent jusqu'à la prédation. Dès lors, comment faire rentrer la grosse bête liégeoise dans sa niche ? Tel est l'enjeu de la commission d'enquête Publifin, suivie comme aucune autre depuis l'affaire Dutroux.

Les rémunérations illégales

Rapportées par le journaliste David Leloup sur le site du Vif/L'Express, le 20 décembre 2016, les recherches du lanceur d'alerte Cédric Halin, échevin

salaires annuels de 900 000, 600 000 ou 300 000 euros brut. « Publifin n'avait pas de base légale pour créer des comités de secteur puisque l'intercommunale n'a pas le statut de gestionnaire de réseau de distribution. Par conséquent, ces rémunérations n'étaient pas légales », ramasse Jean-Luc Crucke. « Ils fonctionnaient dans une certaine illégalité », reconnaît Patrick Prévot, vice-président socialiste de la commission. « Il a fallu une dizaine d'interrogatoires pour en arriver là », rappelle le vice-président CDH, Dimitri Fourny, le premier à avoir soutenu que le décret de 2015 sur les GRD ne s'appliquait pas à Publifin.

A qui les 2,5 millions d'euros distribués à 24 élus locaux pendant trois ans et demi devront-ils être restitués ? Selon quelle

Les salaires extravagants

Croyant se mettre à l'abri, les poids lourds liégeois n'avaient pas de mots assez durs, au début du scandale, pour condamner les « ploucs », comme s'est autodésigné Claude Emonts, ancien président du CPAS de Liège, qui avaient palpé l'oseille sans rien faire. Les dirigeants de Publifin/Nethys en ont pris aussi pour leur grade. « Il y a un vrai souci parce que c'est de l'argent public », nous déclare Patrick Prévot. « Les rémunérations astronomiques, supérieures aux 245 000 euros brut autorisés par la Région wallonne, témoignent d'une déconnexion complète par rapport au monde réel, juge Stéphane Hazée. Ces salaires fixes et variables reposent sur des annexes qui n'existent pas et dont les bonus sont accordés en fonction d'objectifs fixés a posteriori. »

Qui aurait pu s'en inquiéter ? De 2009 à 2015, le ministre des Pouvoirs locaux, Paul Furlan (PS), a gardé pour lui les observations de la cellule de contrôle de la Région. « Il n'a pas mis en œuvre les décrets qui auraient permis d'y voir clair », regrette le député Ecolo. Sans ce filet de sécurité, le trio Gilles-Pire-Drion a pu contourner le plafond des 150 % de l'indemnité parlementaire en se faisant salarier par une filiale privée de Publifin. La directrice générale, Bénédicte Bayer, bénéficiait d'un système original révélé par Le Vif/L'Express : plus de 260 000 euros brut lui ont été versés en 2014 dont 10 % payés par Publifin (qui occupait

Le mystère demeure sur la personne qui a transmis l'ordre de libérer l'argent sur des bases légales aussi floues

pendant 50 % de son temps), le reste étant pris en charge par Nethys et ses filiales via une convention de management qui faisait de la Liégeoise une indépendante aux yeux du fisc et de la sécurité sociale.

Le détournement de l'héritage public

Quand l'assemblée générale de Tecteo accepte la création de deux sociétés anonymes à condition d'en garder le contrôle, l'ancien ministre Jean-Pierre Grafé (CDH) s'y oppose en conseil communal de Liège. Il pointe le risque principal d'une telle opération : faire de l'intercommunale une coquille vide. Le scénario du pire s'est réalisé en moins de dix ans. « Selon Pol Heyse (NDLR : directeur financier de Nethys), le conseil d'administration et l'assemblée générale de Publifin n'ont plus le pouvoir de prendre des initiatives ni de valider des décisions, pose Dimitri Fourny. C'est le management de Nethys qui négocie,

propose et impose, le CA dispose. L'assemblée générale de Publifin reçoit des rapports annuels de 150 pages, incomplets et que personne ne lit. Il semblerait toutefois que la validation de ces rapports suffise en droit pour valider toutes les décisions prises par Nethys. » L'avis des experts est attendu avec impatience.

Si le scandale Publifin n'avait pas éclaté, qui sait jusqu'où ses filiales Finanpart et Nethys auraient pu dériver jusqu'à passer complètement dans les mains du privé (voir l'arrivée annonciatrice de François Fornieri et de Pierre Meyers dans le CA de Nethys) ou du management (Stéphane Moreau, Pol Heyse et Gil Simon) ? Devant la commission d'enquête, le ministre Jean-Claude Marcourt (PS) a balayé ces craintes en rappelant que les actionnaires du groupe Publifin étaient toujours publics. « Nethys a fermé la porte de l'intérieur, objecte Stéphane Hazée. A l'automne 2016, son conseil d'administration a racheté l'assureur Intégrale et, avant cela, des journaux dans le sud de la France, soi-disant pour se donner une notoriété dans l'éolien... »

Les auditions du 6 mars dernier ont montré que les actionnaires de Publifin avaient avalisé leur « propre dépossession par discipline de parti ». « Les administrateurs Ecolo qui n'ont pas voté la descente des actifs dans Nethys en décembre 2013 ont été mis au ban », relève Stéphane Hazée. Pour le rachat du câble wallon, les communes ont marqué explicitement leur accord. En revanche, quand il s'est agi d'acheter des groupes de presse, « la décision a été prise seulement par le bureau exécutif et la direction de Nethys, une douzaine de personnes environ », insiste l'Ecolo. Autre signe incontestable d'émancipation par rapport aux actionnaires publics : les statuts de Finanpart, structure intermédiaire entre Publifin et Nethys, ont été déposés au tribunal de commerce de Liège avant leur approbation par l'assemblée générale de Publifin.

Le député libéral Jean-Luc Crucke en sait assez de la « nébuleuse Publifin » →



Paul Furlan n'a pas mis en œuvre les décrets qui auraient permis d'y voir plus clair.

BENOIT DOPPAGNE/BELGAIMAGE



Jean-Claude Marcourt a privé le gouvernement d'un poste d'observation privilégié chez Publifin.

VIRGINIE LEFOUR/BELGAIMAGE

→ pour recommander un traitement de choc: « Faire sauter Finanpart et sortir Stéphane Moreau et André Gilles de la structure pour envoyer un signal clair. » Patrick Prévot (PS) a soutenu en commission que Stéphane Moreau « devait faire un pas de côté ». Il a aussi dénoncé « l'endormissement coupable » des administrateurs de Publifin. « Ils ont laissé tomber des dividendes pour permettre à Nethys de se développer. » Au-delà des questions de personne, l'avenir de Publifin est au cœur d'un nœud inextricable d'intérêts. Financiers, notamment.

Mieux canaliser les flux financiers

Resa, le gestionnaire liégeois de réseau de distribution de gaz et d'électricité, a été logé dans une structure distincte de Nethys, après une bagarre homérique sur le décret Electricité, où les Liégeois et leur champion, le ministre de l'Economie Jean-Claude Marcourt, défendaient l'intégration dans Nethys, contre l'avis d'Ecolo, alors membre du gouvernement. Néanmoins, l'étanchéité entre les deux entités est loin d'être assurée. D'où la sortie en solitaire du MR pour rendre le GRD indépendant, ayant ses propres dirigeants et ne finançant plus, même indirectement, d'autres activités.

Une telle césure est-elle encore possible? « Les banques ont exigé que Nethys garde ses parts chez Resa pendant vingt ans pour lui prêter 500 millions d'euros », indique Dimitri Fourny. Les « Publifiens » ont bien bétonné leur dossier. Avec l'argent obtenu via Resa, Nethys s'est empressé de faire des achats dans l'éolien offshore et les assurances.

Les commissaires ne sont pas convaincus de l'existence d'une subsidiarité croisée aux termes de la loi : les tarifs de gaz et d'électricité ont été fixés en amont, au plus près de leur perception. La facture du consommateur n'en a pas été affectée. C'est à l'étage supérieur, quand l'argent récolté remonte à Nethys, que ça se gâte. La structure fait ce qu'elle veut de ce qui est mis au pot commun : combler les déficits de VOO, acheter des

journaux ou une compagnie d'assurance, peut-être même les deux, « si le scandale Publifin n'avait pas empêché Nethys de s'emparer d'Ethias », chuchote un commissaire wallon. Le reste de l'argent collecté auprès des abonnés du gaz et de l'électricité est distribué sous forme de dividendes aux communes associées, sans que celles-ci puissent se prononcer sur la répartition du magot.

La Région wallonne rendue délibérément aveugle ?

C'est établi de multiples façons : Publifin/Nethys n'a eu de cesse de contourner le droit wallon. Mais, de son côté, Paul Furlan, ancien ministre des Pouvoirs locaux, n'a pas mis en œuvre les décrets qui auraient permis d'y voir plus clair. Quant à Jean-Claude Marcourt, ministre de l'Economie depuis 2004, il a toujours

rôle de mémoire vive. Si l'administration ne réagit pas, le ministre devient aveugle. Claude Parmentier, avec sa double casquette d'administrateur à titre privé de Nethys et de chef de cabinet adjoint du ministre des Pouvoirs locaux, a rendu aveugle le cabinet de ce dernier. »

Et ce n'est pas tout : en ne désignant pas de représentant chez Publifin, Jean-Claude Marcourt a privé le gouvernement d'un poste d'observation privilégié même s'il a soutenu, devant la commission, qu'un si petit actionnaire (0,24 %) n'aurait eu aucun poids. « Des législations ont été contournées, le pouvoir de tutelle s'est révélé soit faible, soit complice, appuie Jean-Luc Crucke. L'administration n'a pas joué son rôle d'avertisseur. Il y a eu des collusions entre l'administration et le politique et un entre-soi qui n'a pas permis d'éviter le crash.



Patrick Prévot, vice-président PS de la commission : « Les comités de secteur fonctionnaient dans une certaine illégalité. »

DANNY GYS/REPORTERS

été l'avocat de Publifin/Nethys, Tecteo. Il l'a assumé devant la commission Publifin, le 30 mars dernier.

« Les ministres passent, l'administration reste, énonce le député CDH Fourny. Alors qu'en 2007, le ministre PS Philippe Courard avait interdit à Tecteo de rémunérer les membres d'un comité de secteur, l'administration n'a pas joué son

L'autonomie communale et provinciale a permis d'utiliser de l'argent public à des choses qui ne sont pas de leur ressort. Il faut redéfinir leur périmètre. En tant que libéral, je suis pour le service public mais pas pour l'entreprise publique ni le mélange de genre public-privé. »

Les grands travaux de reconstruction ont déjà commencé. ♦

Stéphane Moreau, le chevalier
qui embarrasse le Palais

FOCUS spécial Gorillaz
4 couvertures collector
+ l'interview de Damon Albarn



LE VIF

l'express



LA FRANCE DES EXTREMES

Pourquoi l'Hexagone peut basculer

LE VIF 3,5€ année n° 16 - L'EXPRESS n° 3433 hebdomadaire du 21 au 27 avril 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2111



STÉPHANE MOREAU LE CHEVALIER QUI EMBARRASSE LE PALAIS

En avril 2016, le roi Philippe a nommé Stéphane Moreau chevalier de l'Ordre de la Couronne. Problème : le bourgmestre d'Ans ne pouvait légalement pas recevoir cette distinction honorifique car il est visé par plusieurs procédures judiciaires. Paul Furlan et Paul Magnette ont pourtant validé sa candidature au nom du gouvernement wallon.

PAR DAVID LELOUP

C'est une nouvelle affaire dont le gouvernement wallon se serait volontiers passé, tant le scandale Publifin et ses multiples ressacs le secouent déjà à foison. Mais voilà : l'arrêté royal a été publié en catimini le 6 avril au *Moniteur*. Ce texte, signé par le roi Philippe le 28 avril 2016, vise trois mandataires publics et 34 agents communaux (employés, ouvriers, infirmières, bibliothécaires...) issus d'une dizaine de communes wallonnes. Leur point commun ? Tous sont royalement honorés par un grade de l'Ordre de la Couronne. Parmi les élus, deux échevins de Thimister-Clermont et Stéphane Moreau, bourgmestre PS d'Ans et patron de Nethys. C'est à l'occasion de ses « cinq années de mandat de bourgmestre le 28 mars 2016 » qu'il est nommé chevalier de l'Ordre de la Cou-

ronne par le roi, à la demande du Service public de Wallonie (SPW). Institué par les décrets des 15 octobre 1897 et 25 juin 1898, l'Ordre de la Couronne « est octroyé en raison de mérites artistiques, littéraires, scientifiques, dans la sphère des intérêts commerciaux et industriels ou pour des services rendus au pays », précise le Service public fédéral Affaires étrangères. En tant que bourgmestre, c'est donc « pour des services rendus au pays » que Stéphane Moreau est récompensé. En pleine commission d'enquête Publifin, où l'Ansois est suspecté d'avoir joué un rôle dans la mise en œuvre, dès 2006, des premiers comités de secteur destinés à rémunérer des mandataires pour ne rien faire (ou presque).

L'Ordre de la Couronne est l'un des trois ordres honorifiques qui existent au niveau national, entre l'Ordre de Léopold créé en 1832 (le plus prestigieux) et →



Stéphane et le roi Philippe, ici en 2014 lors d'une commémoration à Ans.

NICOLAS LAMBERT/BELGAIMAGE



→ l'Ordre de Léopold II institué en 1900 (le moins éminent). Chacun est subdivisé en plusieurs « grades ». L'Ordre de Léopold en compte cinq, celui de la Couronne dix, et celui de Léopold II huit. Ce qui donne une hiérarchie honorifique à 23 niveaux. Le grade de chevalier correspond au cinquième niveau de l'Ordre de la Couronne. Et donc à la dixième marche du podium de l'honneur national.

Cette récompense, assez classique pour des bourgmestres, est attribuée sur la base de propositions du Service public de Wallonie (SPW), sous la tutelle du ministre des Pouvoirs locaux. Aucun candidat ne peut être proposé s'il est impliqué dans des procédures judiciaires. L'article 11 de la loi du 1^{er} mai 2006 relative à l'octroi de distinctions honorifiques dans les ordres nationaux est très claire : « Les personnes faisant l'objet d'une procédure judiciaire en matière pénale – information ou instruction – ou disciplinaire ne sont pas proposées pour une distinction dans les ordres nationaux avant l'issue de cette procédure. » Or, lorsque la candidature de Stéphane Moreau a été transmise le 21 mars 2016 à la chancellerie du Premier ministre par la directrice du département des ressources humaines du SPW, l'Ansois se trouvait dans le collimateur de la justice. La presse avait largement médiatisé la vague de perquisitions du 30 novembre 2011 qui avait ciblé le patron de l'intercommunale Tecteo (future Publifin). L'appartement privé de Stéphane

Moreau avait été perquisitionné, ainsi que ses bureaux à l'administration communale d'Ans et chez Tecteo. Dans ce vaste dossier judiciaire, qui s'est notamment penché sur le fonctionnement d'Ogeo Fund (fonds de pension de Publifin), Stéphane Moreau a été inculpé en juin 2014 pour détournement de véhicules usagés (il est soupçonné d'avoir mis à la disposition de l'un ou l'autre camarade de parti des camionnettes Tecteo pour leurs campagnes électorales).

Le patron de Nethys est par ailleurs au centre de deux autres instructions judiciaires en cours : les dossiers « Ethias » et « Plateau ». Ils ont éclaté dans la presse en octobre et novembre 2014, dans les deux cas à la suite de perquisitions. Dans le dossier « Ethias », Stéphane Moreau aurait demandé la confection d'un faux contrat d'assurance antitadé pour couvrir les dégâts causés par la chute d'un de ses arbres sur la véranda d'un voisin. Dans le dossier « Plateau », il est suspecté d'avoir artificiellement gonflé de dix ans l'ancienneté de sa maman à la Société de logement du Plateau, dont il est vice-président à Ans, pour lui assurer une pension confortable. Un quatrième dossier, ouvert fin 2016, en est au stade de l'information judiciaire. Stéphane Moreau est soupçonné d'être à l'origine du mécanisme défaillant des comités de secteur Publifin. Fin mars dernier, *L'Echo* annonçait qu'« un réquisitoire contre Stéphane Moreau est en phase de finalisation ».



BRUNO FAHY/BELGAIMAGE

La monarchie écornée

Comment se fait-il qu'avec toutes ces enquêtes sur le dos, et même bien sûr toujours présumé innocent, le patron de Nethys soit passé entre les mailles du filet ? L'article 12 de la loi sur les distinctions honorifiques précise pourtant que « les propositions d'octroi de distinctions aux mandataires publics élus, à quelque niveau de pouvoir que ce soit, ne sont soumises au roi qu'après avoir été dûment contrôlées par le service public responsable. » Ici, l'acte de candidature a été validé par le SPW puis signé, « au nom du Gouvernement wallon », par deux hommes : Paul Furlan, alors encore ministre des Pouvoirs locaux, et Paul Magnette, ministre-président de la Région wallonne. Ensuite, « les états de proposition présentés par le Membre de Gouvernement compétent (NDLR : Paul Furlan, donc) sont soumis au Premier ministre qui les contresigne et les transmet au cabinet du roi », précise l'arrêté royal fixant les règles et la procédure d'octroi de ces distinctions honorifiques.

Résultat des courses, avec cette distinction octroyée à Stéphane Moreau,

Candidat		Titulaire	
Monsieur DAMMÉZIEUX Né à Fouches, le 26 novembre 1955 Directeur général (DG) à la commune de SOULBOIS	Padres d'Or de l'Ordre de la Couronne N° de 2011001 DS de 1971188	48 ans le 20/11/2011 16 années de service le 21/08/1998 2 années de service le 07/01/1994 Titre de rang le 19/11/2011	
Monsieur GONZALEZ PÉREZ Né à Urdax, le 15 novembre 1962 Attaché spécial (AS) à la commune de NANTOIS		49 ans le 19/11/2011 10 années de service le 13/03/2002 2 années de service le 07/02/1998 Titre de rang le 08/02/11	
Monsieur MIRAUX Stéphane Né à Paris, le 26 mai 1964 Responsable (RS) à la commune d'ANS	Chevalier de l'Ordre de Léopold II N° de 1972042 PR de 11/11/2011	48 ans le 28/05/2014 15 années de service le 01/01/2011 10 années de service le 06/09/2011 Titre de rang le 19/11/2011	

SDP

Extrait de l'acte de candidature validé par le SPW.



Paul Furlan et Paul Magnette ont validé le nom de Stéphane Moreau, proposé à la décoration royale.

l'institution royale semble récompenser un mandataire inculpé pour détournement dans un dossier judiciaire. Pierre-Emmanuel De Bauw, porte-parole du Palais royal, ne nous cache pas sa surprise mais ne souhaite pas commenter la situation : « Cette matière est du ressort du Service public de Wallonie et il convient de s'adresser aux autorités politiques compétentes, à savoir le gouvernement wallon. »

Magnette « s'en contrefout »

Paul Furlan « ne pense rien » de cette étonnante nomination de Stéphane Moreau. Il nous affirme ne pas savoir comment le système des distinctions honorifiques fonctionne : « Franchement, au risque de paraître idiot, je préfère dire que je ne sais pas plutôt que de dire n'importe quoi. Appelez l'administration. » D'après la loi, la responsabilité du contrôle des candidats lui incombait en tant que ministre des Pouvoirs locaux ayant la tutelle sur la Direction générale opérationnelle des pouvoirs locaux (DGO5) du SPW. « J'assume », enchaîne-t-il. Questionné sur l'inconfort dans lequel la situation plonge l'institution royale, Paul Furlan « n'en pense vraiment rien du tout ». Il nous écrira ultérieurement pour préciser que « c'est l'employeur qui introduit la demande (NDLR : de distinction honorifique), dans ce cas-ci la commune, à l'administration régionale. Le ministre-président wallon et le ministre des Pouvoirs locaux remettent un avis. C'est le Premier ministre qui signe l'arrêté et qui octroie donc la distinction honorifique. » A la chancellerie du Premier ministre, on rétorque que Charles Michel « n'a absolument aucune marge de manœuvre »

dans cette procédure. « Il doit signer, lorsqu'une entité fédérée le demande. »

Quant au ministre-président wallon, Paul Magnette, il s'exonère de toute responsabilité : « Des demandes de décorations honorifiques, j'en signe des piles tous les jours. Des centaines et des centaines. Donc ça a dû être dans le paquet. Je ne savais même pas que j'avais signé ce bazar et qu'il y avait le nom de Stéphane Moreau dedans. » Interrogé sur le caractère embarrassant de cette nomination a priori illégale pour Paul Furlan et le SPW d'une part (qui n'ont semble-t-il pas joué leur rôle de contrôleur), et pour l'institution royale d'autre part

(qui semble cautionner un élu inculpé), Paul Magnette ne mâche pas ses mots : « Mais je m'en contrefous ! C'est la vérité pure et simple, vous pouvez écrire ça ! Ce sont des décorations délivrées de manière complètement automatique, personne ne s'intéresse à ce genre de choses. »

Décoré deux fois illégalement

Le principal intéressé, Stéphane Moreau, déclare pour sa part avoir été décoré à l'insu de son plein gré : « Je ne connais rien à cette distinction que je n'ai évidemment pas sollicitée. Elle doit relever de l'application automatique de critères d'ancienneté. » Mais Laurence Zanchetta, porte-parole du SPW, contredit cette version des faits. Et tente de minimiser la responsabilité de l'administration wallonne : « C'est le collège communal d'Ans qui a introduit la demande de distinction honorifique pour monsieur Moreau le 16 février 2016. Je trouve quand même bizarre que le collège ait proposé le nom d'une personne dont tout le monde sait qu'elle est inculpée et sous le coup de plusieurs enquêtes judiciaires. »

C'est la deuxième fois que Stéphane Moreau reçoit une distinction honorifique à laquelle il n'aurait légalement pas pu prétendre. Un arrêté royal du 19 novembre 2012 l'avait nommé chevalier de l'Ordre de Léopold II. En tant qu'échevin à la commune d'Ans. Sa candidature avait été remise dix mois après les perquisitions dont il avait fait l'objet dans le dossier Tecteo. Est-ce pour redorer le blason de Stéphane Moreau et affermir l'honorabilité dont il a tant besoin pour diriger Ogeofund que le collège d'Ans a sollicité ce titre honorifique en septembre 2012 ? Car l'ex-homme fort du PS liégeois aurait pu y prétendre dès... 2005, année où il remplissait déjà les critères d'octroi figurant dans son dossier (avoir au moins 40 ans et 15 années de mandat). En tout cas, il a été décoré deux fois en moins de quatre ans sans que personne ne s'aperçoive qu'il ne pouvait pas l'être. Un coup royal. ♦

FRANCE - WALLONIE, MÊME COMBAT ?

La montée des extrêmes dans l'Hexagone est scrutée avec intérêt dans une région où progresse le PTB et où piétine l'extrême droite.

PAR OLIVIER MOUTON

Tous les passionnés de politique en Belgique ont le regard vissé sur la présidentielle française, fascinés par son caractère indécis et interpellés par la montée en puissance des extrêmes, tant à gauche qu'à droite. Un intérêt qui n'est pas sans arrière-pensées : les grandes évolutions perceptibles outre-Quévrain percolent souvent en Belgique francophone. Il est ainsi logique de faire le lien entre l'envol du PTB dans les sondages en Wallonie et à Bruxelles (jusqu'à 20,5 %, dans la dernière livraison du baromètre *La Libre*/RTBF) et la dynamique observée en France autour d'un Jean-Luc Mélenchon qui n'en est pourtant pas à son coup d'essai. Il souffle un vent révolutionnaire...

« Ces courants de gauche radicale se nourrissent, dans toute l'Europe, de l'onde de choc provoquée par la crise économique et financière de 2008, souligne Jean Faniel, directeur général du Crisp (Centre de recherche et d'information socio-politiques). Il y a un ras-le-bol croissant à l'égard du système économique, des politiques néolibérales et de l'austérité. A cela s'ajoute la profonde lame de fond des critiques du système démocratique et de ses acteurs centraux. Ce qui touche Les Républicains ou le PS en France est valable aussi pour le PS, le MR ou le CDH en Belgique. » Le séisme annoncé chez nos voisins serait-il prémonitoire pour nos scrutins de 2018 et 2019 ?

Raoul Hedebouw et Jean-Luc Mélenchon, même combat ? « Certaines propositions avancées par le candidat français sont proches de celles du PTB et se situent clairement à la gauche radicale du spectre politique, prolonge Jean Faniel. Tant Mélenchon que le PTB profitent aussi d'une excellente communication. Le premier a été présenté comme le principal vainqueur des débats télévisés et engrange à partir de l'élan provoqué par ses meetings simultanés où il se présente en hologramme. On peut mettre cela en lien avec le pouvoir d'attraction de Raoul Hedebouw. »

Il y a toutefois des différences importantes, insiste le politologue. « En termes de parcours et de racines, ce n'est pas du tout la même chose. Jean-Luc Mélenchon a rompu avec le Parti socialiste, après avoir été ministre délégué dans le gouvernement Jospin au début des années 2000. Le PTB, lui, est un parti assez singulier au niveau européen, puisqu'il puise ses racines idéologiques dans le maoïsme. » La Wallonie

conserve donc le privilège d'être un îlot à part. Mais les cartes se brouillent sans cesse et les formations surfent sur les succès annoncés. Le PTB soutient Mélenchon alors qu'il lui serait plus cohérent de revendiquer le combat d'un « petit » candidat comme Philippe Poutou. Tandis qu'au PS belge, certains s'affichent ouvertement en faveur de Mélenchon, tournant le dos au prétendant officiel du PS, Benoît Hamon.

Une extrême n'est pas l'autre

Si la gauche radicale explose dans les intentions de vote en Wallonie, l'extrême droite reste relativement atone : dans le même baromètre *La Libre*/RTBF, la Droite citoyenne pointe à 3,2 % et le Parti populaire chute à 2,2 %. Un fameux contraste avec le Front national en France, crédité de plus de 20 % et donné comme qualifié pour le second tour de la présidentielle depuis le début de la campagne. « En Belgique francophone, l'extrême droite, atomisée, reste très faible et très divisée, acquiesce Jean Faniel. Et elle s'est avérée très inefficace quand elle a pu avoir des élus. Elle souffre en outre de l'interdiction d'employer le nom, le sigle et le logo du FN, décrétée par Marine Le Pen elle-même en 2012. » Pourtant, souligne le directeur général du Crisp, par les temps qui courent, il y a un potentiel chez nous en termes de ras-le-bol, d'affaires, de critiques des acteurs



Mischaël Modrikamen tente de cueillir les fruits de la poussée populiste en Europe. En vain jusqu'ici.

LIEVEN VAN ASSCHE/ID PHOTO AGENCY



Raoul Hedebouw en lévitation : le porte-parole du PTB voit fleurir les sondages favorables. « Il ne faudra pas que l'on nous annonce perdants si l'on fait 12 % », dit-il.

DIDIER LEBRUN/PHOTO NEWS

traditionnels, mais aussi en matière de rejet des étrangers ou de l'immigration, de la quête d'une plus grande sécurité...

« Il n'y a pas de différences majeures entre les attentes des Belges francophones et des Français par rapport aux thèmes de prédilection du Front national, prolonge Jérôme Jamin, politologue à l'université de Liège et spécialiste de l'extrême droite. La différence se situe au niveau de l'environnement politique. Seuls des acteurs exceptionnellement habiles parviennent à porter ces thèmes en donnant l'impression de ne pas sortir du cadre démocratique. Ce type de profil manque à l'appel en Belgique francophone. Seul un appareil solide, autoritaire et bien structuré peut contenir les forces centrifuges fréquentes à l'extrême droite. Ici aussi, la tâche est plus délicate en Belgique francophone en raison de la faiblesse du discours nationaliste en Wallonie et à Bruxelles. Enfin l'environnement politique est bien rodé à l'égard de l'extrême droite et tire profit, depuis plus de vingt ans, d'une exclusion brutale, coordonnée et systématique de toute personne qui voudrait porter le flambeau extrémiste. Cela ne veut pas dire que les idées d'extrême droite ne circulent pas dans les partis traditionnels, cela veut dire que la classe politique trouve un intérêt majeur à expédier et diaboliser sur-le-champ toute personne qui tenterait l'aventure d'extrême droite. »

Le Parti populaire de Mischaël Modrika-

men est le dernier avatar en date d'une formation se fracassant sur les résistances de la démocratie, tout en se déchirant en interne. Les derniers démêlés autour du député wallon André-Pierre Puget illustrent l'incapacité pour la droite extrême wallonne de se structurer. Elu sur la liste du Parti populaire, Puget a claqué la porte du PP en dénonçant son obsession islamophobe. Il a rejoint La Droite d'Aldo-Michel Mungo (dissident, lui aussi, du PP) avant de se disputer avec lui, en février dernier, sur fond d'accusations de lien avec l'extrême droite française.

Au sein d'une classe politique francophone captivée, le mouvement En Marche ! récolte le plus de suffrages parmi les représentants du MR, du CDH, de DéFI voire d'Ecolo. « A cet égard aussi, on regarde avec intérêt ce qui se passe en France,

conclut Jean Faniel. Mais chez nous, n'affleure pas encore de recomposition. Il y a bien sûr des modifications potentielles des rapports de force entre les partis existants. Mais je n'ai pas l'impression que DéFI, Ecolo ou le CDH sont en train de planifier leur regroupement. Le centre n'apparaît d'ailleurs pas en Belgique comme une alternative nouvelle, contrairement au mouvement de Macron en France, qui tranche par rapport à l'habituel clivage gauche/droite. » La révolution n'est pas encore complètement en marche. ♦

« Il n'y a pas de différences majeures entre les attentes des Belges francophones et des Français par rapport aux thèmes de prédilection du Front national »

Reynders - Kazakhgate :
nouvelles révélations

Comment les élus
se protègent de la justice

Huit Belges sur dix ne
connaissent pas la crise

LE VIF

l'express



EN MARCHÉ! ARRIVE CHEZ NOUS

- Un grand mouvement se prépare à Bruxelles et en Wallonie
- Avec des personnalités du monde politique et de la société civile, des jeunes, des patrons...

LE VIF 35^e année n° 17 - L'EXPRESS n° 3434 hebdomadaire du 28 avril au 4 mai 2017
BEL/LUX 5,70 € - PS09566 - ISSN 0774-2711

01717 >



5-414286-210520

EN MARCHÉ!

ARRIVE EN BELGIQUE

Le mouvement d'Emmanuel Macron donne des idées aux politiques en Belgique. Un rassemblement de ce type devrait voir le jour, réunissant des membres du CDH, de DéFI, d'Ecolo, du MR et des personnalités de la société civile. Il est en gestation depuis l'arrivée au pouvoir de la N-VA, en 2014.

PAR OLIVIER MOUTON

La révolution En marche! d'Emmanuel Macron, vainqueur du premier tour de l'élection présidentielle française, inspire politiques et citoyens en Belgique francophone. Selon des informations recueillies à plusieurs sources par Le Vif/L'Express, des discussions nourries se poursuivent chez nous en vue de créer un vaste rassemblement comparable à celui lancé en un an par l'ancien ministre français de l'Economie. « L'objectif serait d'arriver à un mouvement susceptible de devenir la première ou la deuxième force politique francophone, pour mettre fin à l'hégémonie du PS et proposer une alternative au bipolarisme PS - MR, précise un de ses instigateurs. Ce ne serait pas un nouveau parti, car nous ne croyons pas à l'addition de formations existantes. Fusionner CDH, DéFI et Ecolo, serait une imposture. » Il s'agirait de déceler, au sein de ces trois formations, les personnalités compatibles avec le projet, en élargissant la démarche à l'aile sociale progressiste du MR. Avec – « c'est crucial pour la crédibilité de la démarche » – l'appui explicite de personnalités issues de la société civile, de patrons, de jeunes, de professeurs d'université...

Les discussions, qui se déroulent à plusieurs étages, réunissent des ténors de la vie politique, dont des présidents (anciens et actuels) de parti mais aussi des experts, des citoyens – à l'image de la dynamique générée en France par En marche! (lire page 64). La volonté est de s'accorder sur plusieurs réformes d'envergure visant à changer en profondeur notre système démocratique et socio-économique. La victoire d'En marche! au premier tour de la présidentielle française, dimanche 23 avril, donne un coup de fouet à ce désir de renouveau, mais

l'initiative prise le 6 avril 2016 par Emmanuel Macron n'en est pas à la source. Ce mouvement belge trouve en réalité son origine dans un autre chamboulement : l'arrivée au pouvoir fédéral de la N-VA, après les élections législatives de mai 2014. C'est sous le choc de ce tremblement de terre belgo-belge que les premières réunions ont eu lieu. Contre le nationalisme.

Ce rassemblement à venir refuse l'étiquette de « centre » et entend concrétiser positivement l'appel à une recomposition du paysage politique esquissé dans les sondages – qui se traduit surtout, pour l'instant, par une explosion « antisystème » incarnée par le PTB, comparable sur la forme à la vague Mélenchon en France. Sans label public pour l'instant, cet En marche! à la sauce belge est-il près de voir le jour? La dynamique est bien avancée, mais ses partisans hésitent toujours sur le moment idéal pour se lancer. « Idéalement, ce devrait être avant les élections communales de 2018 car après, il ne restera plus que six mois avant les législatives de mai 2019 », nous glissent-on. Le scrutin local pourrait, en outre, être un laboratoire grandeur nature. « Cela demande une prise de risque de la part de certains », avance une autre source. Notamment de la part de ceux qui doivent un poste à leur formation politique, un mayorat ou un ministère.

Le projet semble toutefois bien avancé et concret. Loin du « gag » paru dans la presse peu avant les élections de 2011, quand il avait été question d'un « Rassemblement humaniste

durable » imaginé autour d'une table de kicker par Jean-Michel Javaux (Ecolo), Charles Michel (MR, alors président de son parti) et Melchior Wathelet (CDH). C'était alors une bouffée d'oxygène ludique en plein blocage institutionnel belgo-belge, sans lendemain. Aujourd'hui, c'est du sérieux, dans un →

Dès ce jeudi 27 avril à 13 heures, « En marche! arrive en Belgique » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Olivier Mouton sur



canal **Z**

MAR

CO
6



DÉFI

ecolo

en couverture



Bernard Clerfayt, Didier Gosuïn et Olivier Maingain, les hommes forts de DéFI, à l'heure où il s'appelait encore FDF. La formation « libérale sociale » voit en Macron une source d'inspiration évidente.

NICOLAS MAETERLINCK/BELGAIMAGE

→ contexte encore plus lourd : après le Brexit, la victoire de Donald Trump aux Etats-Unis et avant le second tour Macron - Le Pen en France, le 7 mai, sur fond de crises européennes, d'affaires en Belgique et de sondages prédisant un big bang électoral au sud du pays, notre classe politique semble enfin prendre conscience de la révolution profonde en cours un peu partout. Les citoyens balayaient les partis traditionnels ? Message reçu. Voici ce qu'en disent des acteurs de premier plan en exclusivité pour *Le Vif/ L'Express*. Parmi eux, des partisans du mouvement en gestation.

1. Le constat : la fin d'un système

Tous les politiques interrogés ont la gueule de bois en raison de la succession des séismes politiques dans le monde – de Trump à Erdogan en passant par May et Le Pen –, des affaires (Publifin, Kazakghate) et des commissions d'enquête parlementaire qui sapent la confiance du citoyen. « Il y a une lame de fond internationale de repli sur soi, de populisme, regrette amèrement Benoît Lutgen, président du CDH, traumatisé à jamais par ces nationalismes qui ont mené à la Seconde Guerre mondiale. Ce qui s'est passé aux Etats-Unis et au Royaume-Uni est révélateur, mais n'oublions pas que c'est arrivé chez nous avant : l'accession au pouvoir de la N-VA en 2014 n'était pas neutre, avoir à la tête d'un pays un parti qui veut sa fin, avouez que c'est particulier... »

« C'est une période sidérante », acquiesce Olivier Chastel, président du MR, éberlué par les affaires liégeoises, lui qui a grandi en politique avec la vague précédente d'affairisme à Charleroi. « Il est indispensable et urgent de mettre en place de nouvelles règles en matière de transparence de l'action publique, relève-t-il. Personnellement, je n'ai pas de problème avec une transparence totale. » Ce qui se passe en France ? « Fascinant ! Le traditionnel clivage gauche - droite s'effondre. Près de 50 % de l'électorat a voté pour les extrêmes ! François Fillon n'a pas réussi à réunir la droite et, à vrai dire, au-delà des affaires, je n'aurais pas pu voter pour lui en raison de ses accents très conservateurs. Benoît Hamon est laminé alors qu'il représente la gauche, y compris les écologistes et les divers gauche. Et au-delà de ça, Macron... C'est une recomposition incroyable, du jamais-vu ! »

« Les lignes de partage se sont déplacées, résume Olivier Maingain, président de DéFI. Dans un contexte international très lourd d'incertitudes, on est davantage dans une opposition entre ceux qui sont favorables à des économies ouvertes et ceux qui veulent se replier sur des économies fermées. » « En Belgique, ce qui s'annonce, c'est un affaiblissement des clivages traditionnels, mais aussi la fin de la domination du PS », appuie Zakiya Khattabi, coprésidente d'Ecolo. Jean-Marc Nollet, son chef de groupe à la Chambre, voit apparaître une autre fracture : « Il y a un gros clivage entre ceux

« En Belgique, ce qui s'annonce, c'est un affaiblissement des clivages traditionnels, mais aussi la fin de la domination du PS »

qui sont dans la critique pure du système, de la “caste” comme ils l’appellent, et ceux qui s’efforcent aussi d’être dans la solution et la proposition, souvent accusés d’être liés à l’ancien système. Mais on peut gagner en étant constructifs, comme ce fut le cas lors des présidentielles en Autriche, des législatives aux Pays-Bas et comme l’illustre maintenant Macron, en France. »

Au-delà des affaires et des peurs tous azimuts, le malaise est pourtant profond. « Pendant soixante ans, on a pu répartir les fruits de la croissance, illustre Georges-Louis Bouchez, délégué général du MR. En conséquence de la crise financière, on assiste désormais à une disparition de la classe moyenne. Les partis traditionnels de gauche et de droite n’ont plus de raisons d’être. » Philosophe, son collègue Richard Miller, patron du centre Jean Gol, service d’études du MR, cite le poète allemand Friedrich Hölderlin : « Là où croît ce qui menace, croît aussi ce qui sauve. » « Nous traversons actuellement une période de turbulences, on ne peut s’en cacher, soupire-t-il. Et que voit-on apparaître comme pseudo-solution dans les sondages en Wallonie ? Un mélange de communisme et de populisme, avec un PTB qui a fait de Karl Marx un slogan. C’est cela qui a provoqué le plus grand nombre de souffrances au xx^e siècle. » Mais les libéraux, rappelle-t-il, ont foi en l’homme. Ils ne sont pas les seuls...

2. La réaction : un nouvel ordre politique

Au centre de l’échiquier politique belge francophone, les yeux brillent lorsque l’on évoque la percée fulgurante d’Emmanuel Macron. Surtout dans ceux d’Olivier Maingain, qui en a fait son champion. « Macron a le courage, l’audace, la lucidité de dire qu’il faut une autre réponse, européenne, face à l’effondrement des idéologies traditionnelles et la montée du protectionnisme, des projets xénophobes, explique-t-il. En devenant président, il va ouvrir un débat qui dépassera les frontières de la France pour se répandre dans tous les pays qui cherchent de nouveaux équilibres. Il y aura des recompositions, des forces politiques qui vont s’interroger sur la manière de suivre un certain nombre de ces élans. » Didier Gosuin, son ministre bruxellois, a déjà manifesté son intérêt pour un rapprochement avec Ecolo et le CDH.

Le mouvement En marche ! est une inspiration en Belgique. Un adjuvant pour ceux qui pensent à rebattre les cartes pour combattre la polarisation décrétée par le PS et le MR. « Macron démontre qu’on est arrivé au bout d’un cycle dans la confrontation gauche - droite, souligne Benoît Lutgen. Comme lui, nous avons la volonté de pouvoir défendre un projet cohérent qui peut être nourri d’idées classées à droite ou à gauche. Il prouve aussi que l’on peut réussir avec un projet mobilisateur, fédérateur, positif et créatif dans ce contexte difficile. Cependant, si je peux me retrouver sur son projet, j’ai plus de difficulté à penser que le premier conseiller de François Hollande quand il était secrétaire général de l’Elysée, devenu son ministre de l’Economie, puisse incarner le renouveau. »

Ses admirateurs belges se demandent aussi comment le président d’En marche ! peut concilier parmi ses appuis des personnalités aussi différentes que Robert Hue (ancien président du Parti communiste) et Alain Madelin (chantre du néolibéralisme). Et surtout, comment il va concrétiser à l’Assemblée nationale sa probable victoire au second tour de la présidentielle, le 7 mai. C’est un modèle politique, pas un dieu. « Chez nous, je ne souhaite pas que l’on bricole rapidement et de façon improvisée une sorte d’alliance ou de convergence des centres, ponctue Olivier Maingain. Ce serait tuer l’aspiration profonde des citoyens à avoir un renouvellement de la gestion publique ou l’émergence de forces nouvelles. Il faut laisser venir la base, comme le dit fort bien Macron, il faut lui permettre de se réapproprier le débat dans des associations, dans des mouvements libres, avant de voir comment en organiser la représentation politique. »

« Une forme de reconfiguration du paysage politique pourrait avoir lieu un jour ou l’autre, embraie Benoît Lutgen. Il y a le besoin de présenter un projet alternatif, différent, positif. Les idées ne manquent pas, il reste à créer cet espace. C’est une question de salubrité démocratique. Pour être au rendez-vous de la gouvernance, de l’éthique et pour transformer la force d’engagement qui existe dans la société, ce serait une erreur fondamentale de ne rien faire. On veut aller vers une ouverture et une forme de rassemblement. Mais je ne crois pas au rassemblement de structures, je crois davantage au



Benoît Lutgen (CDH) et Jean-Michel Javaux (Ecolo) en 2009 : ces deux ténors n’ont jamais caché leur volonté d’ouvrir le jeu.

HERVIG VERGULT/BELGAIMAGE

rassemblement de citoyens. » Dans une carte blanche à *L’Echo*, sa ministre bruxelloise, Céline Fremault, a écrit explicitement qu’elle considèrerait que Macron est une inspiration pour la Belgique francophone.

« Ce ne peut pas être une question d’appareils, confirme Jean-Marc Nollet. Il faut se retrouver autour d’une vision, d’un projet de société. Est-on d’accord pour dire que la logique productiviste dans laquelle l’ensemble des forces traditionnelles sont depuis quatre-vingts ans n’est plus soutenable et qu’il faut construire une alternative ? Cette alternative ne peut être que démocratique. Pour moi, il faut une place pour l’Etat en matière de →

→ régulation et une place pour l'entreprise, mais il y a surtout une place pour les citoyens et leurs initiatives collectives. Il faut changer de système, mais il faut en garder un, c'est-à-dire une organisation de la société. Par contre, je suis enfin convaincu que l'on n'arrivera à changer de modèle que via une démarche collective. Je ne crois pas à l'incarnation par une personne. » Non à l'homme providentiel façon Macron !

Au sommet d'Ecolo, la perspective d'un grand rassemblement du centre façon Macron est d'ailleurs loin de faire l'unanimité. « Fusionner CDH et Ecolo dans un seul parti, c'est un calcul tacticien pour sauver un parti moribond, estime Zakia Khattabi en visant le parti humaniste. Cela ne m'intéresse pas parce que nous n'avons pas du tout le même projet. » Quant à Macron... « Dans son souci de rassembler, il prêche tout et son contraire pour attirer tout le monde vers lui. Je n'arrive pas à voir son projet. Sur la question des réfugiés,



BRUNO FAHY/BELGAIMAGE

Zakia Khattabi et Jean-Marc Nollet (Ecolo) : une volonté de changer la politique en profondeur.

il a eu des positions courageuses, mais il les a mises de côté pour ne pas heurter. Le projet que l'on porte, nous, est plus tranché : il vise à soutenir tous ces citoyens qui ont décidé de se retrousser les manches au quotidien pour œuvrer à la transition. Nous voulons que la politique change de façon structurelle. » Le scepticisme du top des verts s'explique. Selon les informations du Vif/L'Express, les coprésidents d'Ecolo ne participent pas aux discussions visant à créer chez nous un rassemblement à la sauce Macron.

Au MR, la tentation d'une recomposition politique existe, là aussi. Mais autocentrée, avec la volonté persistante de faire du parti « la » grande formation francophone. « Nous sommes confrontés à de telles évolutions technologiques et à de telles mutations de société qu'il serait incompréhensible que l'offre politique reste figée, clame Christine Defraigne, présidente du Sénat, qui a déjà annoncé sa volonté d'ouvrir sa liste aux communales à d'autres sensibilités. Oui, nous sommes probablement à la veille d'une recomposition politique. Je m'inscris dans cette réflexion-là. Nous avons d'ailleurs déjà essayé de le faire quand Louis Michel avait voulu construire un grand centre avec Gérard Deprez, au début des années 2000. On

peut le décliner différemment aujourd'hui. J'ai l'intuition et la conviction que les lignes vont bouger du côté francophone. Quand on voit ce qu'Emmanuel Macron parvient à faire sans le filet de sécurité d'un parti politique, il est évident que ça interpelle. C'est un laboratoire. Mais je n'ai pas changé, je me sens toujours libérale et libérale sociale. »

L'intenable Georges-Louis Bouchez, devenu le poil à gratter du parti en même temps que sa machine à idées, s'est même fendu d'un livre pour défendre l'idée d'une révolution politique : *L'Aurore d'un monde nouveau* (éd. du CEP). « Cette recomposition ne se fera plus au départ des partis, plaide-t-il. Car ils ont trois problèmes. Leur passé : il y a toujours bien un élu qui a voté, il y a quinze ans, quelque chose avec lequel on n'est plus d'accord. Or, en politique, il y a une incapacité à dire que l'on s'est trompé ou que l'on a changé d'avis. Leur capacité de réformer, ensuite : quand on veut prendre une nouvelle décision, il y a toujours ce même élu et ses potes qui sont dans la salle pour s'y opposer. Voyez la nécessaire suppression des Provinces ! Leur composition, enfin : quel est mon point commun avec Jacqueline Galant ? Et au PS, entre Elio Di Rupo et Jean-Claude Van Cauwenberghe ? Au CDH, entre Joëlle Milquet et Francis Delperée ? Il faut inverser la logique. Quelques personnes au plus haut niveau doivent déposer un projet de société. Et que ceux qui veulent le partager les suivent, par-delà les frontières des partis... »

Voilà donc la dynamique nouvelle : partir de projets. C'est d'ailleurs ce que préconisaient Bernard Delvaux, patron de la Soneca, avec ses collègues Johnny Thijs (ex-CEO de la Poste) et Baudouin Meunier (Cliniques universitaires UCL - Mont Godinne) dans une carte blanche publiée dans le quotidien

Le Soir, en mai 2016. Ce plaidoyer pour un dépassement des partis rédigé par Bouchez a toutefois fait grincer des dents en interne, au MR. « Cette idée est déjà inscrite dans l'histoire du MR, depuis l'époque de Daniel Ducarme, tempère Richard Miller. Ce n'est pas pour rien que l'on parle d'un mouvement et pas d'un parti. » « Nous nous sentons bien dans notre formation actuelle, nous venons d'ailleurs de revisiter notre doctrine et le nouveau manifeste du MR a reçu une forte adhésion en interne, avec un processus très participatif, indique Olivier Chastel. Georges-Louis Bouchez produit des idées nouvelles, cela participe à cette dynamique. Même si ce n'est pas toujours aisé de gérer ce phénomène, je trouve sain d'avoir un débat ouvert et de ne pas s'anesthésier. Au bout du compte, cela doit de toute façon se traduire par une adhésion majoritaire. » Le renouveau est un long chemin...

3. La concrétisation : de grandes ruptures

Dans leur quête de ce renouveau, en tentant d'être à l'écoute d'une population au bord de la crise de nerfs, les politiques francophones comprennent qu'ils doivent envisager des réformes en profondeur, en matière de gouvernance, d'évolution



BART DEVAELE/ID PHOTO AGENCY

Christine Defraigne (MR), présidente du Sénat, dans les bras de Charles Michel quand il était président de parti : « Il serait incompréhensible que l'offre politique reste figée. »

socio-économique, de sécurité... A fortiori au sein d'un mouvement qui prônerait une révolution, un renouveau. « On ne peut plus se contenter de faire des réformes à la marge, d'un affrontement entre une droite dure qui a la certitude de ses réformes pour la compétitivité et d'une gauche qui répond "vous êtes des antisociaux", traduit Olivier Maingain. Nous devons préparer des ruptures autrement plus fondamentales. Il s'agit de repenser le financement de la sécurité sociale et la formation continue tout au long de la carrière. La mutation rapide des technologies va aboutir à une remise en cause du marché de l'emploi de manière constante. Comment ne pas subir ces mutations comme la perte d'une chance alors que cela devrait être plutôt l'espoir d'une progression ? Contrairement au gouvernement fédéral actuel, il faut repenser le dialogue social pour accompagner ces mutations. » En d'autres termes, réactiver la société civile.



ANTHONY DEHEZ/REPORTERS

Georges-Louis Bouchez : « Cette recomposition ne se fera plus au départ des partis. »

« Nous traversons une telle période de crise, avec un tel besoin de modifier structurellement la société, qu'il faut se mettre d'accord sur un nombre limité de thématiques qui sont de vrais changements et arrêter avec les programmes contenant 350 mesures et 1 000 pages que personne ne lit, pointe Georges-Louis Bouchez. On ne pourra pas créer des crèches ou investir si l'on ne modifie pas notre système de répartition des richesses, par exemple. Mettons-nous d'accord sur quelques grandes ruptures. Pour prendre des sujets qui me tiennent à cœur : l'allocation universelle, une harmonisation fiscale au niveau européen et une grande réforme de la gouvernance. Il faut bien cinq ans pour tout cela, négocier, créer des rapports de force politiques, dépasser les freins, les règles européennes... Il faut refonder ! Quand je prône la suppression des partis actuels, je ne dis pas qu'il faut en créer un nouveau, je dis qu'il faut venir avec des projets sur la table. Et tisser autour d'eux des coalitions d'individus. » Dès les élections régionales et législatives de 2019, insiste-t-il, tant le sentiment d'urgence est important pour faire barrage aux populistes. « Poser la question de l'agenda 2018-2019, c'est forcément poser la question depuis les appareils, freine Jean-Marc Nollet. Ce que j'évoque, c'est en dehors de cette temporalité électorale. On ne reconstruit pas en profondeur en fonction d'échéances de court terme. »

Un mouvement En marche !, version belge francophone, ancrera-t-il bientôt l'espoir dans une société en plein bouleversement ? Le débat est ouvert, il mûrit dans des chambres secrètes. Messieurs, faites vos jeux, car rien ne va plus ! ♦

PTB : LA LOI DE LA RUE

Le parti d'extrême gauche refuse toute convergence des gauches sans rejet du cadre néolibéral. La résistance du peuple se fera en manifestant, jusqu'au grand soir.

PAR OLIVIER MOUTON

Etait-ce l'erreur à ne pas commettre ? Ou la confirmation d'un statut, assumé désormais, de trublion anti-système ? Jean-Luc Mélenchon, candidat de la France insoumise, fort de son très beau score au premier tour de la présidentielle française, a refusé de donner une consigne de vote pour le second tour du 7 mai, ne choisissant pas entre l'En marche ! de Macron et l'extrême droite lepéniste. « Une faute », a fustigé Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire général du PS.

En Belgique, Peter Mertens, président du PTB, comprend ce « ni-ni » de Mélenchon. Et le justifie : « Il est alarmant qu'au cœur de l'Europe, une candidate raciste comme Marine Le Pen arrive au deuxième tour. Mais Le Pen est aussi le produit du discours haineux de Sarkozy et de l'austérité européenne sans perspective de Hollande. Le nationalisme extrémiste est l'autre face de la médaille d'une politique extrémiste du marché : nous ne pouvons pas dissocier les deux. » Voilà le vrai visage du PTB, pour qui le score de Mélenchon au premier tour est une « base pour la résistance contre la future présidence ». Dans la rue, s'entend...

« Complice de Le Pen »

« Le PTB est complice de Marine Le Pen », peste Denis Ducarme, chef de groupe MR à la Chambre. « Des communistes », fustige-t-on chez Ecolo ; « Ce ne sont pas des démocrates ! », clame au Vif/L'Express Laurette Onkelinx, vice-présidente du PS (lire son interview page 50), en dénonçant la « loi de la rue » comme seule valeur du parti.

Pour autant, le parti de gauche radicale est donné grand vainqueur des prochains scrutins en Belgique. Le voilà à 20,5% dans le dernier baromètre *La Libre*/RTBF du 25 mars dernier, deuxième parti wallon derrière le MR, mais devant le PS.

Le voilà, fin mars toujours, à 16,8% à Liège selon un autre sondage RTL-TVI/*Le Soir*, en forte hausse avec Ecolo, tandis que le PS s'effondre. Aux yeux du porte-parole Raoul Hedebouw, c'est là que se joue la recomposition structurelle du paysage politique au sud du pays. « Une part de plus en plus importante du peuple de gauche en a marre de cette gauche traditionnelle qui, au nom du réalisme, a fait avaler les couleuvres de la droite, tonne-t-il. Ce n'est pas seulement l'effet passager de Publifin, ni des drames sociaux à Arcelor, chez ING ou Caterpillar. La remise en question est bien plus profonde. C'est toute une génération qui en a marre d'entendre depuis vingt-cinq ans : "Sans nous, ce serait pire." »

Les perspectives sont historiques pour le petit parti maoïste. Raoul Hedebouw reconnaît être noyé sous les demandes et se félicite d'assister à la création de nombreuses sections locales : « Nous sommes conscients de la responsabilité historique qui est la nôtre. Nous disons aussi aux électeurs que le simple fait de voter pour le PTB ne suffira pas, car les forces de résistance sont importantes. On a coupé les moyens budgétaires de la Grèce pour mettre Syriza les genoux à terre, c'était presque un acte de guerre. Une mobilisation de l'ensemble de la population sera nécessaire. Nous invitons les gens à agir au niveau des comités de quartier, des délégations syndicales, partout où ils le peuvent. » Une révolution en marche, au sens propre comme au sens figuré.



Raoul Hedebouw (au centre) affirme que le PTB est « conscient de sa responsabilité historique ».

Et quand Marc Goblet, secrétaire général sortant de la FGFB, en appelle à une union de toute la gauche, il a cette réponse ferme : « Pas à n'importe quel prix ! Il faut que la Belgique sorte des traités européens contraignants qui imposent l'austérité, votés par le PS et Ecolo. La gauche traditionnelle a intégré les règles du jeu de la société libérale. Nous, nous voulons sortir du cadre néolibéral. On ne nous fera pas le coup que l'on a fait à Ecolo en 1995-2000. » Une allusion à la convergence des gauches, par laquelle, à l'époque, le rusé Philippe Moureaux (PS) avait piégé les verts en leur volant leur âme. ♦

LAURETTE ONKELINX : « SI LE PS SE DIVISE, IL EST MORT ! »

La présidente des socialistes bruxellois n'a « aucune crainte » sur la capacité de son parti à « reconquérir les cœurs ». Elle attaque le PTB qui « ne croit pas à la démocratie ». Et n'imagine pas une recomposition du paysage politique.

ENTRETIEN : OLIVIER MOUTON

Benoît Hamon, candidat officiel du PS, a été laminé au premier tour de la présidentielle. La gauche française est éclatée. Cela vous inquiète ?

Ce serait ridicule de ne pas tirer des enseignements d'un scrutin, que ce soit aux Etats-Unis récemment ou en France. Il y a plusieurs leçons à retenir de cette incroyable campagne électorale – incroyable, il faudrait en faire une série télévisée ! Tout d'abord, pour gagner une élection présidentielle, il faut incarner l'espoir et le changement. La société est traversée par la peur, les gens ont besoin de casser ce cycle avec des idées nouvelles ou des personnages nouveaux. Ce qui s'est passé pour le PS français n'est évidemment pas agréable du tout. Benoît Hamon avait un projet qui était beaucoup plus en rupture avec le hollandisme que celui de Macron, mais il n'a pas compris qu'une élection, c'était la rencontre entre un homme et un peuple. Lui, il n'a été à la rencontre que d'une partie de la gauche. Et il s'est fait avoir comme un bleu par Mélenchon, avec ce pacte de non agression : comme si leurs projets n'étaient pas différents... Au niveau stratégique, Hamon n'a pas été bon.

Que pensez-vous du succès d'Emmanuel Macron ?

Il a réussi à incarner cet espoir. Son succès prouve l'importance de la démocratie participative, à laquelle je suis favorable. Il a construit son programme avec 30 000 personnes, au cours de 3 000 réunions ! Cela dit, il a un programme de centre un peu traditionnel pour chez nous. Là où il m'impressionne, c'est d'avoir pris une position vraiment courageuse sur la grande



« Nous devons développer un patriotisme ouvert et fraternel. »

question des identités qui traverse la société française. C'est un des rares à avoir félicité Angela Merkel pour ce qu'elle a fait pour les réfugiés en Allemagne, que je sache. Il parle d'une grande France qui n'a pas une culture, mais des cultures. Il a gagné avec un discours d'ouverture et de respect. Nous devons en tirer des leçons en Belgique, où la démocratie se rabougrit à cause de ce gouvernement fédéral qui accepte tout ce que fait la N-VA.

Les deux partis traditionnels ne sont pas au second tour, en France. C'est une question existentielle pour vous, parti dominant en Belgique francophone ?

Les sondages vous donnent en forte baisse...

Une des grandes leçons du scrutin français, c'est que si le PS se divise, il est mort ! Mais si on reste uni, je n'ai pour ma part aucune crainte – aucune ! – d'une situation à la française. D'ailleurs, le Parti socialiste est resté le premier parti en Wallonie et à Bruxelles après avoir été une longue période au pouvoir et avoir donné le Premier ministre précédent. Nous connaissons évidemment un gros problème à cause de Publifin, mais le printemps va revenir. Le PS va repartir à la conquête des cœurs.

Vraiment ?

Oui, mais cela ne se fera qu'à deux conditions. Si on ne les respecte pas, ce sera sans moi. Tout d'abord, en ce qui concerne



HATIM KAGHAVID PHOTO AGENCY

l'éthique, nous devons être très fermes et sanctionner très durement ceux qui ont fauté. Mais cela ne suffit pas : il faut des règles nouvelles, très claires, montrant que l'on ne fait pas de la politique pour son profit personnel, mais pour changer la vie des gens. Le gouvernement wallon va prendre à très court terme une kyrielle de mesures, nous sommes en train de le faire aussi à Bruxelles. Il faut tourner la page ! La deuxième condition, c'est qu'il faut changer sur le fond si l'on veut rester fort. Le Chantier des idées ne doit pas être une opération de com, mais engendrer des propositions en profondeur. Nous devons profiter du fait que nous sommes dans l'opposition au fédéral pour réaffirmer notre nouvelle identité.

Que vous définiriez comment ?

Nous portons cinq grands chantiers qui parlent à la jeunesse, avec des solutions. Tout d'abord, la question écologique, qui doit devenir le cœur du projet socialiste, avec celle, qui est liée, de l'explosion de la population au niveau mondial. Le deuxième, c'est celui, évoqué par Thomas Piketty, du capitalisme financier, de la qualité de l'emploi et de la pauvreté : la fiscalité doit être au cœur de notre programme. Troisième chantier : la révolution numérique, à laquelle je me suis beaucoup intéressée. Je ne suis pas favorable à l'allocation universelle, je plaide par contre pour la semaine des quatre jours

pour partager l'emploi disponible et diminuer le stress. Quatrièmement, il faut lutter contre le repli identitaire, le PS doit clairement renouer avec son universalisme.

En dépit des critiques sur votre héritage à ce sujet ?

Oui. On a des valeurs ou on n'en n'a pas. Nous sommes une alternative aux mesures néfastes de ce gouvernement fédéral, avec les valeurs piétinées par Theo Francken, qui me dégoûte. Nous devons développer un patriotisme ouvert et fraternel. J'ai d'ailleurs déposé une proposition pour instaurer un service civil citoyen, afin de permettre à chacun d'être vraiment reconnu dans la société. Nous voulons aussi élargir le droit à l'avortement et dépénaliser le cannabis. Enfin, notre cinquième chantier concerne une Europe réformée, comme nous l'avons démontré avec notre combat contre le Ceta.

Mais le PTB vous taille des croupières avec son discours antisystème, comme Jean-Luc Mélenchon en France...

Je sais que le PTB mène des opérations de com incroyables, mais ce n'est pas Mélenchon, non ! Je ne pense d'ailleurs pas que Mélenchon irait à un congrès où il y a des représentants de la Corée du Nord. Le PTB essaie de surfer sur la vague du succès, mais en France, il serait plutôt Poutou ou Arthaud. Le PTB est un vieux parti. Ce ne sont pas des ennemis politiques – j'ai des ennemis à droite, pas à gauche –, mais ce ne sont pas des amis. Je n'ai pas le même rapport qu'eux à la liberté : je crois aussi aux libertés individuelles, je ne serai jamais d'accord avec le communisme. Je crois, moi, à la démocratie parlementaire, eux pas, ils s'en fichent complètement, ils croient à la loi de la rue. Ils filment leurs interventions à la Chambre et puis s'en vont... Qui travaille sans relâche pour tenter d'obtenir des amendements aux projets du gouvernement fédéral ? Essentiellement le PS. Je n'aime pas l'attitude du PTB au Parlement : ils ne croient pas à la démocratie tout court ! S'il n'y a pas de démocratie parlementaire, c'est une dictature. Même si elle est du prolétariat, une dictature est une dictature, que je sache ! Enfin, je crois qu'on ne doit pas se moquer des gens et avoir un projet crédible. Je peux dire aussi qu'une taxe des millionnaires réglerait tout, avec le même accent liégeois que Raoul Hedebouw. Mais moi, je ne me moque pas des gens !

Vous espérez que les électeurs ouvriront les yeux ?

Je n'en sais rien, mais je continuerai à dire ça, soyons clair ! Ils profitent d'un désarroi, mais aussi des fautes du PS. L'attitude de certains chez nous, qui ont privilégié leur portefeuille, a été scandaleuse, c'est insupportable !

Un mouvement à la Macron pourrait voir le jour chez nous. Une révolution ?

Je n'y crois pas du tout. Nous avons un centre, qui est plutôt le CDH. Et un parti Ecolo, ancré à gauche aussi. On ne peut pas dire que le centre ait une attractivité en Belgique, comme c'est le cas en France. Nous ne sommes pas dans la même configuration sociologique. Je ne crois pas qu'il faut essayer de reconquérir par des logiques d'appareil, mais par les idées, par le projet. Et nous nous y employons. ♦

MADAME PUBLIFIN

Avant son audition, personne ne la connaissait. Après, tout le monde la détestait. Bénédicte Bayer, directrice générale de Publifin, n'est pourtant pas (que) cette arrogante/combattante. Ni cette incompétente soumise à Stéphane Moreau. Mais un sacré caractère, sans aucun doute !

PAR MÉLANIE GEELKENS

Et soudain, un éclat de rire. Face aux enquêteurs fouillant leurs bureaux, les occupants du septième étage de la tour Nethys n'étaient pourtant pas décontractés, en cette matinée du 9 mars. « C'est impressionnant, une perquisition ! confie l'un des dirigeants présents. Mais elle, elle plaisantait avec les policiers. Pas par collusion. Parce qu'elle est comme ça. » Sympa, quoi. Tout ce que Bénédicte Bayer donnait l'impression de ne pas être, une semaine plus tard devant la commission d'enquête du parlement de Wallonie. Les députés lui en ont peu laissé l'occasion, lui donnant du « je suis atterré », « j'avais cru comprendre que vous étiez directrice générale », « je ne vous reproche pas votre fonction, mais j'ai ma petite idée sur la manière dont vous l'exercez ». La présidente Olga Zrihen en oubliera même sa placidité : « Baissez le ton, s'il vous plaît ! »

La Liégeoise aussi ose un « j'ai la parole, vous permettez ? », décoche un « ça ne vous regarde absolument pas », va même jusqu'au « je ne réponds plus, je suis

fatiguée ». Coup pour coup, pendant sept heures trente. Quitte à paraître au mieux combattante, au pire arrogante. Voire incompétente. « Elle n'est pas à sa place, darde le libéral Jean-Luc Crucke. Je n'ai pas perçu chez elle la psychologie nécessaire à une responsable des ressources humaines. » « Ses réponses étaient d'une faiblesse extraordinaire ! » souffle Dimitri Fourny (CDH). Stéphane Hazée (Ecolo) a, quant à lui, perçu « un immense mépris à l'égard des travailleurs ».

Ces « branleurs de mouches », selon son expression, répercutée par la déléguée CGSP Christine Planus, à l'entame d'une audition savamment orchestrée. Au départ absents de l'agenda, les syndicats avaient été entendus à leur demande à huis clos, puis intégrés au programme de la journée. « Par cohérence » ou « parce que des révélations étaient annoncées », c'est selon. La tension montera en tout cas d'un cran. « Les cheveux m'en tombaient », confesse la déléguée CSC Olivia Gabriel, qui attendait de témoigner et qui ne reconnaissait pas cette description d'une direction méprisante et soumise à Stéphane Moreau. →

VALENTIN BIANCHI/ID PHOTO AGENCY





Bénédicte Bayer, seule femme du bureau exécutif de Nethys. Un handicap ? « Au début, je ne le pensais pas, mais depuis deux ans et demi, je le ressens différemment. »

portrait **bénédicte bayer**

→ « Je n'ai jamais constaté d'arrogance chez elle ! Elle est joviale, ouverte d'esprit, abordable. »

« Comme le lait qui bout »

Et franche. Prête à déborder, « comme le lait qui bout ». « Elle n'a jamais tourné sa langue sept fois avant de parler, brosse un membre du bureau exécutif de Nethys. Elle aurait pu être méditerranéenne ! Mais la forme peut desservir le fond. » Oui, « branleurs de mouche », elle l'a dit, piquant une expression chère à

collaboration à la Ville de Liège dans les années 1990. Elle était alors conseillère en organisation, lui officiait comme bras droit du bourgmestre. Pour l'anecdote, il s'était opposé à son recrutement. Deux caractères trop forts pour s'entendre. Mais, en 2003, devenu échevin à Ans, c'est lui qui la nomme secrétaire de cabinet et responsable des affaires économiques. Leur inimitié s'est entre-temps... transformée. « Oui, nous avons été ensemble, répond-elle sans détour à ceux qui balancent qu'elle a été sa maîtresse

« Comme elle n'avait jamais géré ce type d'activité, j'avais des craintes, mais franchement ça s'est bien passé », raconte quelqu'un qui l'a rencontrée à cette époque. Un autre, moins louangeur : « La seule chose qui comptait, c'était de recruter des habitants d'Ans. Rien n'était prévu pour valoriser le personnel, elle se montrait peu respectueuse des travailleurs. "Toujours à rien foutre". Je n'ose dire comment elle traitait les syndicats... »

« Magic fridays »

« Quand elle a quelqu'un dans le viseur, elle va jusqu'au bout », pointe cette salariée qui n'a pas oublié les *magic fridays*, ces vendredis où les C4 pleuvaient. « Elle débarquait et on se demandait sur qui ça allait tomber, cette semaine. » « Si elle voulait se séparer de quelqu'un, il fallait rechercher la faute, quitte à trouver un prétexte », affirme Vincent Picquereau, un ancien proche collaborateur, aujourd'hui engagé contre elle dans une procédure judiciaire pour licenciement abusif. Bénédicte Bayer ne nie pas, mais assure que les fautes graves étaient avérées. « Quand le groupe a grossi, toujours les mêmes cocos ne foutaient rien, il a fallu remettre l'église au milieu du village », abonde un travailleur. « On n'a jamais eu aucun problème, elle est d'une honnêteté impeccable, garantit Robert Labbé, délégué CNE. Nos contacts ont toujours été bons. »

Ses relations syndicales cordiales, son point fort aussi chez Publifin, où elle →

DIDIER LEBRUN/PHOTO NEWS



Devant la commission d'enquête, la déléguée syndicale Christine Planus dresse un portrait peu flatteur de Bénédicte Bayer.

Michel Daerden pour commenter le licenciement d'un travailleur à la productivité discutable. « Isoler cette phrase, c'est lui faire un faux procès, considère Vincent Jadot, ancien permanent CSC. Ce n'est pas de la méchanceté, plutôt de la maladresse. » Comme quand elle lâche à un journaliste du *Soir* qui l'appelait, quelques jours avant son audition, qu'elle gagnait « moins par minute que les ouvriers les moins bien payés ». Depuis, Bénédicte Bayer apprend à manier le « off » pour se protéger d'autres « boutades mal placées ». Elle concède volontiers : « Je n'ai pas un caractère facile. » D'apparence « pleine d'aplomb et trop sûre d'elle », comme la dépeint un ancien.

« Béné » débarque au sein de l'intercommunale en janvier 2008, comme cheffe de cabinet de Stéphane Moreau. Les deux se fréquentent depuis leur

et qu'elle rêverait toujours d'être « Madame Moreau ». J'avais 27 ans ! Puis, nous sommes devenus amis proches, un peu comme frère et sœur. » « Ils n'ont pas besoin de se parler pour se comprendre », témoigne Daniel Weekers, CEO de BeTV.

Leur histoire ne l'aide pas, les premiers temps au sein de ce qui s'appelait encore Tecteo. « J'étais super-mal reçue, les gens pensaient que j'étais planquée ». A l'époque, le consultant McKinsey préparait déjà la refonte de la structure et avait identifié des problèmes au sein du centre d'appel interne. « J'ai réalisé un audit et il a été décidé de l'externaliser. » WBCC, soit Wallonie Bruxelles Contact Center, était créé. « Je n'ai pas été très inspirée pour le nom, rigole-t-elle. Il a fallu tout construire, on est passé de 18 à 456 personnes embauchées (NDLR : 272 contractuels et 184 intérimaires). »



THÉRY DU BOIS/REPORTERS

Daniel Weekers (BeTV) : « Bénédicte est la plus grande bossesse du bureau exécutif. »



L'une des nombreuses grèves du personnel de l'intercommunale, en 2009. Bénédicte Bayer sera appelée à la rescousse pour apaiser les tensions sociales.

→ siège comme directrice générale depuis 2012. Une mission casse-pipe. Elle n'aurait socialement pas pu plus mal tomber : la guerre entre représentants des travailleurs et dirigeants durait depuis trois ans. Suppression unilatérale de plusieurs acquis (passage de 36 à 38 heures semaine, plus d'évolution de carrière pour les statutaires, fin des nominations...), grèves à répétition. Le casque bleu Bayer a réussi l'armistice. Grâce à son style, « plus ouvert, plus serein, plus correct et normal qu'avec la responsable précédente », relate Christine Planus (avec qui les rapports sont moins heureux aujourd'hui). Mais, surtout, en réinstallant les 36 heures. « Je peux vous dire qu'elle a dû se battre », certifie une proche collaboratrice. Surtout contre Stéphane Moreau. Après qu'elle eut convaincu le conseil d'administration, il lui lancera : « J'espère que tu ne le regretteras pas. »

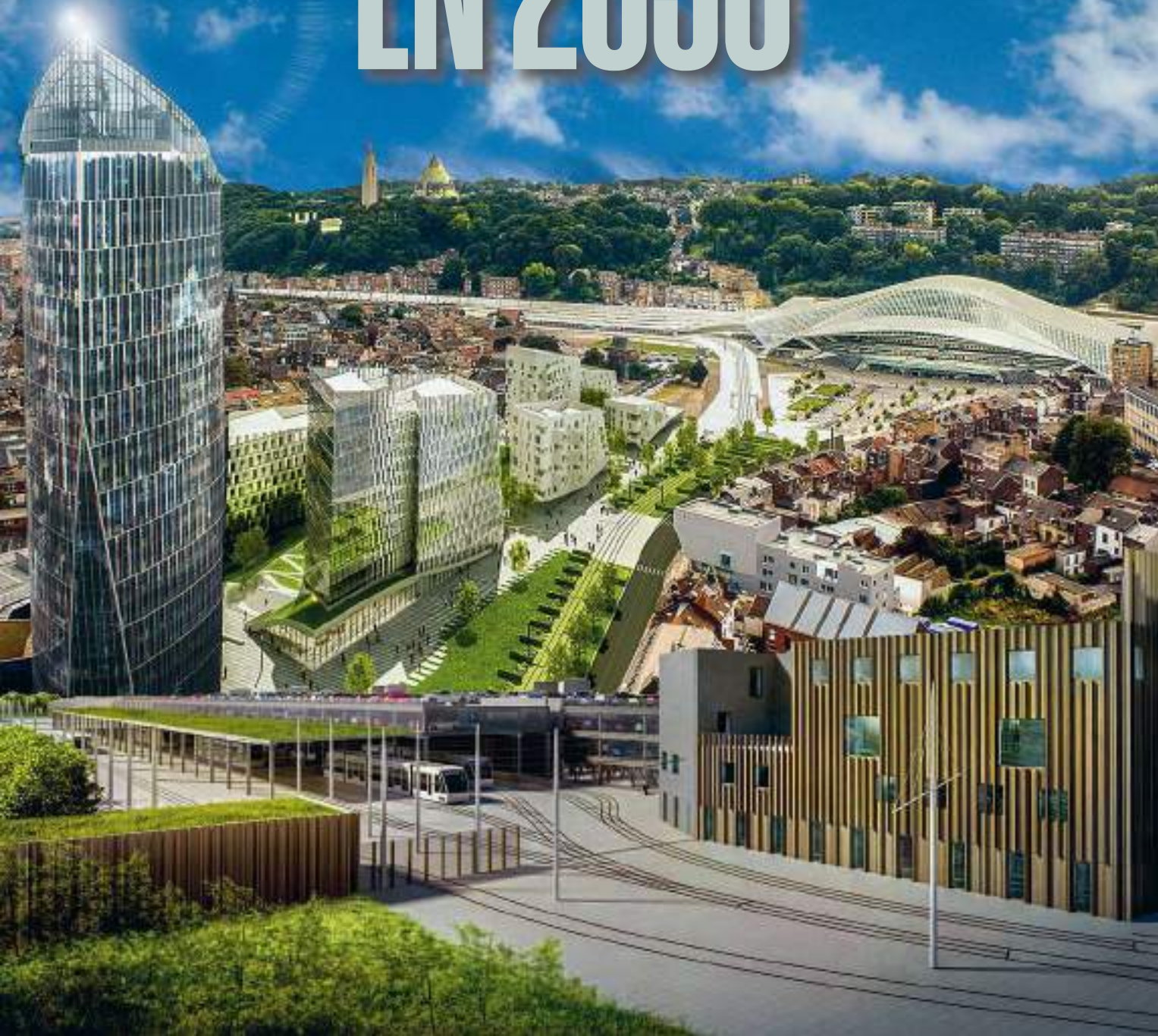
Bosseuse, sensible et manipulatrice
Voilà pour ceux qui pensent (ils sont nombreux) qu'elle se plie aux volontés de son « maître ». « Elle n'a pas peur de dire à Stéphane ce qu'elle pense, et pas qu'à lui », accorde un membre du bureau exécutif de Nethys. « Un comité de direction, ce n'est pas une chambre d'entêtement, appuie Daniel Weekers. Chacun a une grande marge de manœuvre, on fonctionne au consensus. Même si quand Stéphane veut quelque chose, il faudrait vraiment que tous les autres soient contre pour que ça ne se fasse pas. » Pour le patron de BeTV, Bénédicte Bayer est « la plus grosse bossueuse qui existe ». « Puis, c'est une tenace, prolonge-t-il. Quand elle veut quelque chose, elle ne lâche pas. » « Je gagne à l'usure, quand on en a marre de me dire non, sourit l'intéressée. Evidemment, ce n'est jamais facile, car je demande toujours de l'argent ! »

Pour augmenter la sécurité, relancer les fêtes du personnel, mettre en place des formations, organiser la géolocalisation des véhicules... La gestion des ressources humaines, ça coûte. « Et encore, la politique RH se limite aux fiches de paie et au pointage. Comparée à d'autres, l'entreprise n'est nulle part », critique l'un. « Elle doit gérer une multitude de statuts différents, défend l'autre. Elle est compétente, ses dossiers transversaux sont bien gérés, WBCC tourne bien, elle se bat sur des dossiers particuliers tant qu'elle trouve qu'ils sont injustes. »

Certains travailleurs l'ont bien compris, n'hésitant pas à lui rapporter telle ou telle situation. Ce « réseau d'espions », comme ricanent certains, entretient sa réputation de « grande manipulatrice ». Mais aussi de « grande sensible ». « Sur des cas individuels, on joue parfois sur les difficultés personnelles, elle peut être influencée », observe Daniel Bolland, délégué CSC. « Elle aurait dû travailler dans le social », relève Vincent Jadot.

Elle a failli. Après ses études de criminologie à l'ULg, elle effectue un stage à Lantin dans l'espoir de devenir directrice de prison. Finalement, elle enchaîne avec une licence en sciences politiques, grande distinction à la clé. « A l'université, elle affirmait déjà ses convictions socialistes », se souvient un ami de l'époque. Son premier job, glané auprès des permanences d'élus, sera d'ailleurs à la Chambre, comme attachée parlementaire de feu Charles Minet. Longtemps, Bénédicte Bayer s'est impliquée dans la fédération liégeoise du PS. Jusqu'à janvier dernier, elle siégeait encore au sein de sa commission de vigilance. Avant d'être démissionnée, comme trois autres membres liés à Publifin. Elle a vu rouge. « On n'avait rien fait ! Je n'aime pas être jetée comme une vieille chaussette. » On lui a souvent proposé d'intégrer des cabinets. On lui a même offert de se lancer en politique. « Ça ne s'est pas fait : je n'étais pas assez lisse ». Déjà. ♦

RENDEZ-VOUS EN 2030



Vue d'en haut, c'est d'abord l'épine dorsale du futur tram autour de laquelle s'agrègent de grands projets architecturaux, du Val-Benoît jusqu'à l'écoquartier de Coronmeuse, en passant par le quartier des Guillemins. Vue d'en bas, Liège en 2030, c'est une ville où les citoyens collaborent, créent, participent et innovent.

UN DOSSIER DE JULIE LUONG, COORDONNÉ PAR PHILIPPE BERKENBAUM

Les décideurs vous parlent souvent du futur comme si leurs plans allaient tous se concrétiser. Ils peuvent en exposer les détails et les nuances. C'est en partie leur métier. Mais décrire la ville en 2030, pour le commun sceptique des mortels, reste un exercice de pure fiction. De nombreux chantiers peuvent s'interrompre, des affaires locales et soubresauts internationaux faire capoter des projets et en faire émerger d'autres, pires ou meilleurs. Nous ne vous promettons donc pas que tout ce qui suit se réalisera. Mais imaginons...

Du Val-Benoît à la Grand Poste

Imaginons une arrivée aux portes de Liège dans une voiture électrique garée sans difficulté dans le nouveau parking relais apparu au niveau du stade du Standard. De là, nous pourrions emprunter le téléphérique pour monter au Sart-Tilman, mais nous décidons de poursuivre en suivant la Meuse, en tram, à vélo, en navette fluviale – au choix. On aperçoit ici le site du Val-Benoît, laissé à l'abandon pendant quatre décennies et aujourd'hui réhabilité.

Ancienne propriété de l'université de Liège, le bâtiment du génie civil a été inauguré dès 2016. Pensé comme un « zoning vertical », cet immeuble de béton et de verre ultralumineux accueille désormais de multiples entreprises qui profitent de cet emplacement stratégique, à deux pas de la gare TGV. L'ancien bâtiment de chimie-métallurgie a, quant à lui, été transformé en parc d'activité économique, celui de mécanique en immeuble à kots. Quant à l'ancienne

centrale thermoélectrique, autrefois couverte de tags, elle accueille désormais une cité des métiers, sorte d'office du tourisme des professions où se rassemblent informations et services liés à la formation et à l'emploi.

En longeant les quais réaménagés, on atteint bientôt la Grand Poste. Rachetée en janvier 2017 par Meusinvest, la belle s'affirme désormais comme l'entrée du « quartier numérique » de la Cité ardente, qui comprend également les places Saint-Etienne et Saint-Denis, où le holding liégeois a reconverti le bâtiment dit

parking de 400 emplacements – vivement controversé par les riverains et commerçants dès 2015 – s'est peut-être subrepticement glissé sous la place Cockerill. Mais nos lunettes futuristes, malheureusement, ne voient pas sous la surface de la terre.

Bavière et Coronmeuse

Nous franchissons à présent la Meuse pour une pause dans le parc aménagé place de l'Yser, sur le site de l'ancien théâtre de la Place, avant de poursuivre en rive droite en direction de Bavière, qui



Le site du Val-Benoît fera une grande place à l'activité économique.

du Fiacre, ancien relais de la poste impériale du XVI^e siècle, en « hub créatif ». Au cœur de l'ancienne Grand Poste, on trouve désormais l'accélérateur de start-up LeanSquare, et peut-être le service de communication de l'ULg, l'institution s'étant depuis longtemps déclarée intéressée par le lieu. A l'arrière du bâtiment, face à l'actuel commissariat de police, se pressent des étudiants qui rejoignent un ensemble de 200 nouveaux kots. Un

fut longtemps la plus grande friche urbaine du territoire.

L'ancien site de l'hôpital accueille désormais un espace mixte élaboré sous la houlette de SA Bavière développement : un pôle culturel et créatif – et notamment la nouvelle bibliothèque provinciale (Chiroux) –, un pôle académique du CHU/ULg et de la haute école des Barbou, un commissariat de police, une crèche, un centre sportif, du →



ALTIPLAN

Dédié à l'habitat, le quartier de Droixhe accueillera un ensemble de 108 logements publics dont le chantier a commencé en février dernier.

→ logement, une maison de repos, des kots pour étudiants... « Ce projet dépend certes d'un développement privé, mais grâce aux fonds européens Feder, nous en profitons pour lancer un programme de réaménagement des espaces publics sur le boulevard de la Constitution, la rue des Bonnes-Villes et le carrefour Ransonnet », argumente Jean-Pierre Hupkens (PS), l'échevin de la culture et de l'urbanisme de Liège, face aux critiques que rencontre le projet. « Nous craignons entre autres la semi-privatisation des espaces publics intérieurs au site, et notamment des espaces verts », explique Laurent Nisen, président de l'association liégeoise UrbAgora.

Si l'on progresse davantage, nous atteignons Coronmeuse et le site de 25 hectares que Liège souhaitait dédier à l'Exposition universelle 2017 avant une réhabilitation en écoquartier. La victoire d'Astana, la capitale kazakhe, décidera du passage direct à la phase 2 du projet. En 2030, le site devrait accueillir dans un cadre vert des commerces, services, bureaux et équipements collectifs, mais surtout du logement (60 % minimum), un des grands enjeux auquel Liège devra

faire face d'ici là au vu des perspectives d'accroissement démographique, estimées entre 10 et 15 %.

« Nous souhaitons accroître les offres de logements susceptibles d'accueillir des couples avec deux ou trois enfants. Les kots et les maisons de retraite, c'est bien, mais nous avons clairement un déficit de population autour des 35 ans », souligne Jean-Pierre Hupkens. Au même niveau, sur la rive droite, le quartier de Droixhe a lui aussi renouvelé son offre

d'habitat. Après la destruction des tours, le chantier de construction de 108 logements publics a démarré dès février 2017. En 2030, le quartier est desservi par le tram et accueille la foire internationale de Liège, anciennement à Coronmeuse.

Express pour le paradis

Toujours munis de nos lunettes du futur, revenons un instant à la gare conçue par Santiago Calatrava (celle des Guillemins) pour traverser la ville de façon



HATIM KAGHAT POUR LE VIF/L'EXPRESS

Vue de la tour des Finances depuis la gare des Guillemins, œuvre de Calatrava. D'autres projets monumentaux devraient sortir de terre dans les dix prochaines années.

perpendiculaire. « Le positionnement sur le réseau TGV a été pour Liège un élément stratégique déterminant, mais la gare est en même temps devenue un emblème urbanistique et un signal pour le développement d'un nouveau quartier », rappelle Jean-Pierre Hupkens. Dans le prolongement de l'esplanade des Guillemins, on trouve désormais le Paradis Express, non pas une boîte de nuit, comme pourrait le laisser penser cette appellation étrange, mais un ensemble de commerces, bureaux et logements couvrant quelque 35 000 m².

Porté par le bureau A2M, en association avec les bureaux Jaspers et Greisch – déjà à la manœuvre de la nouvelle tour des Finances – en partenariat avec les entreprises Galère et Duchêne, il sera formé de six bâtiments organisés en double rangée telle une « vague ondulante » qui gagne en hauteur au fur et à mesure qu'elle s'approche de la tour des Finances. « Evocation du relief de la ville, avec sa succession de collines et vallées » – métaphore que les jardins arborés en toitures sont appelés à compléter –, ce projet a été désigné en 2016 « meilleur projet du futur » par le Mipim (Marché international des professionnels de l'immobilier) de Cannes, ce dont les autorités liégeoises ne sont pas peu fières. La société Circus – au départ une salle de jeux de la place des Guillemins qui a racheté les immeubles voisins – a, quant à elle, construit un imposant ensemble de bureaux face au site de l'ancienne gare. Du cirque au paradis, il n'y a qu'un pas...

Relooking, suite et fin

Si l'on traverse le fleuve par la nouvelle passerelle qui se trouve dans le prolongement de l'esplanade, nous voici au musée de la Boverie, construit en 1905, rénové en 2016 par Ruddy Ricciotti, et dont le parc, en 2030, a été réaménagé. Non loin de là, la Médiacité de Ron Arad aura – ou pas – son nouveau complexe de salles de cinéma. Signalons qu'à l'heure actuelle, le projet Médiaciné est vivement contesté par Les Grignoux, qui

chapeautent les cinémas Sauvenière, Churchill et Le Parc, mais aussi par UrbAgora pour laquelle il n'apportera aucune plus-value au Longdoz, un quartier déjà souffrant.

Plus loin, au niveau du boulevard de l'Automobile, Jean-Pierre Hupkens entrevoit un monde meilleur. « Notre objectif est de le reconquérir progressivement

servir de levier pour attirer des investisseurs privés », assure-t-il en réitérant sa profession de foi : « Accueillir et encadrer les investisseurs *mais* les accueillir, c'est-à-dire ne pas les décourager. »

Enfin, c'est sur le site des Vennes, implantation du concessionnaire Barvaux Mercedes-Benz, que s'érigera la construction la plus spectaculaire du moment :



Paradis Express, un complexe de commerces, bureaux et logements sur 35 000 m² entre la gare des Guillemins et la tour des Finances.

pour le transformer en boulevard urbain. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura plus de commerces, mais il doit aussi y avoir du logement et une mobilité apaisée qui donne l'impression de se trouver en ville et non « en fin d'autoroute », précise l'échevin. « Nous avons quelques maîtrises foncières dans le secteur qui pourraient

un projet mixte du promoteur Thomas & Piron de quelque 100 000 m² confié aux mains du Néerlandais Rem Koolhaas qui, comme tout architecte star qui se respecte, devrait y intégrer une tour. Son nom s'ajoutera ainsi en lettres clignotantes à la liste des Calatrava, Arad, Jaspers, Ricciotti... En 2030, tout indique donc que Liège aura achevé son relooking métropolitain, entre basics et paillettes. Ce qui ne fera pas automatiquement le bonheur de ceux qui y vivent. « Liège doit être une ville attractive par le niveau de sa qualité de vie, conclut à cet égard Jean-Pierre Hupkens. Nous devons entretenir la proximité conviviale qui la caractérise mais qui n'est jamais acquise pour les siècles des siècles, et qui passe aussi par des politiques publiques. » ♦

JULIE LUONG



Jean-Pierre Hupkens (PS), échevin de la culture et de l'urbanisme de Liège.

AUX IDÉES, CITOYENS !

Avec « Réinventons Liège », la Ville entend s'inscrire dans une dynamique plus participative, capable de relever les défis de demain.

PAR JULIE LUONG

« Réinventons Liège », c'est le nouveau projet de ville présenté le 8 mars dernier au théâtre de Liège par le collège communal PS - CDH. En pleine affaire Publifin, le bourgmestre Willy Demeyer (PS) a affirmé qu'il n'était pas en train de « lancer une campagne électorale » mais qu'il

VIRGINIE LEFOUR/BELGAIMAGE



Jean-Christophe Peterkenne, directeur stratégie et développement de la Ville de Liège.

avait au contraire « entendu le message ». La vocation première du projet de ville est en effet de « fixer le cap et de réconcilier l'action immédiate et la vision de long terme au-delà d'une mandature électorale », rappelle Jean-Christophe Peterkenne, directeur stratégie et développement de la Ville de Liège.

La Cité ardente a adopté ce document stratégique dès 2003. En 2007 et 2012, elle avait déjà invité les citoyens à donner leur avis. Cette fois, ils sont conviés à déposer leurs propres idées en ligne (www.reinventons-liege.be) pendant 75 jours, du 8 mars au 22 mai. « Nous avons été pionniers dans la participation citoyenne, mais cette fois, explique Jean-Christophe Peterkenne, nous souhaitons vraiment changer d'air, de paradigme et marquer le coup. »

Cinq thématiques ont été proposées en guise de fils rouges : la révolution numérique, les pratiques collaboratives et les démarches créatives, la transition énergétique, la participation citoyenne et l'inclusion sociale. Des enjeux qui concernent peu ou prou toutes les villes européennes et au-delà. « Bien sûr, il ne s'agit pas de créer un modèle unique, standardisé. Toutes les solutions doivent trouver un ancrage local. Il s'agit de penser global mais d'agir local. »

Innover par la base

Ayant rejoint « l'action mondiale pour des villes inclusives, résilientes et innovantes », Liège devrait donc s'engager à être un vecteur de l'innovation, tout en veillant à ne pas en faire un facteur supplémentaire d'inégalités sociales. C'est en tout cas la vocation de cet appel lancé par la Ville de Paris. « Je préfère parler

de ville intelligente plutôt que résiliente », précise Jean-Christophe Peterkenne, qui entend mettre en avant les nouvelles technologies et les « atouts terribles » de Liège, au confluent des cultures latines et germaniques. Car depuis sa candidature pour l'Exposition universelle 2017 – déjà portée par Jean-Christophe Peterkenne –, la Ville semble avoir consolidé sa volonté de s'affirmer à l'international. « Si nous voulons nous tourner vers l'extérieur et vers l'avenir, nous devons nous engager dans d'autres solutions et ne plus avoir peur d'innover. »

Mi-avril, 455 projets avaient été déposés sur la plate-forme « Réinventons Liège ». Une phase de vote ouverte au public aura



SDP

Les Liégeois sont invités à déposer idées et projets en ligne.

lieu du 1^{er} au 25 juin prochain. « Participer aux décisions est important pour les citoyens, en particulier pour les plus précarisés et vulnérables qui se sentent souvent coupés de la chose publique. Nous sommes donc déjà contents de cette initiative, commente Laurent Nisen, président d'UrbAgora, association liégeoise qui milite pour le débat urbain. Reste à voir comment les propositions seront détaillées et concrétisées et quelle sera l'argumentation sur leur faisabilité. »

« La plate-forme va nous permettre de dégager de grandes tendances », résume Jean-Christophe Peterkenne qui n'exclut pas de convier les porteurs de projet les plus convaincants autour de la table. La boîte à idées pour 2030 est ouverte. ♦

LES BÂTIMENTS AU CŒUR DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Panneaux photovoltaïques sur les toits et batteries dans les caves : Liège fera-t-elle partie, en 2030, des villes autonomes dans leur approvisionnement énergétique ? Pour le chercheur Damien Ernst, le chemin est encore long.

PAR JULIE LUONG

Pour Damien Ernst, spécialiste des réseaux électriques intelligents (« smart grids ») et professeur au département de génie électrique et informatique de l'ULg, la transition énergétique des villes à l'horizon 2030 doit se concentrer sur deux axes : la mobilité et la consommation énergétique des bâtiments. « L'enjeu des postes d'éclairage se résout peu à peu de lui-même avec les lampes LED », explique le chercheur. Pour le chauffage et l'air conditionné, c'est autre chose.

« Il y a très peu de développement d'énergie renouvelable dans les villes, et cela est lié au contexte réglementaire. Dans les immeubles à appartements, nombreux dans les villes, il faut non seulement que la copropriété se mette d'accord pour installer des solutions de capture de l'énergie solaire mais, surtout, que les habitants puissent se regrouper au sein d'une coopérative énergétique. Mais pour l'instant, ce n'est pas possible puisqu'on ne peut pas légalement avoir un compteur unique pour l'immeuble comme avec l'eau. C'est un frein à l'autoconsommation ; or, la partie autoconsommée est la plus intéressante d'un point de vue financier... Il y a donc d'abord un changement réglementaire à opérer. »

Une condition simple pour booster la transition énergétique que les politiques semblent nombreux à ne pas connaître... même si Damien Ernst s'est chargé de glisser l'idée à l'oreille du bourgmestre Willy Demeyer (PS). « Ne nous leurrons pas : 2030, c'est demain ! rappelle le chercheur. On ne va pas pouvoir d'ici là opérer une isolation massive de tous les immeubles et de toutes les maisons à Liège. Il faut donc aussi miser sur les cogénératrices en remplacement des chaudières au gaz. »

De la cave au toit

Dans le cadre de la dynamique « Réinventons Liège » (lire page 111), la Ville a



« Le véritable enjeu concerne les rénovations », estime le professeur de l'ULg Damien Ernst.

HAÏM KAGHAT POUR LE VIF/EXPRESS

par ailleurs proposé la création de ZBE (zones de basses émissions), dans lesquelles les véhicules ne pourraient pénétrer que s'ils respectent certaines conditions en matière d'émission de particules fines. Pour Damien Ernst, il faudrait tout bonnement envisager l'interdiction des véhicules à essence dès 2025. « Les raisons pour lesquelles les gens fuient les centres urbains, c'est en grande partie la pollution et le bruit. Or, un véhicule électrique ne pollue pas et fait beaucoup moins de bruit qu'un véhicule à essence. Pour la ville, la voiture électrique est une occasion unique de gommer un des désavantages qu'elle avait par rapport à la campagne. »

L'installation dans les caves des immeubles de batteries capables de stocker l'électricité fournie par des panneaux solaires ou par le réseau électrique au moment où le prix est le plus bas serait alors nécessaire. « Admettons même qu'on mette des bornes de recharge partout : le réseau électrique ne suivra pas forcément. Les batteries dans les caves permettent, elles, de produire localement de l'électricité et d'entrer dans une stratégie de recharge smart ». De la cave au toit, les bâtiments publics devraient donner le la. « Travailler sur l'enveloppe de ces bâtiments est plutôt bienvenu à Liège puisque la plupart d'entre eux ont été construits dans les années 1960-1970 avec des performances énergétiques très mauvaises et une architecture un peu douteuse... », estime Damien Ernst. « Les normes actuelles de construction exigent de toute manière de très hauts standards énergétiques pour les nouveaux bâtiments. Le véritable enjeu concerne donc les rénovations. » ♦

Une Cité administrative zéro carbone

Elle est la mal-aimée des Liégeois. Beffroi moderniste du bord de Meuse, la Cité administrative se veut, demain, le premier exemple de rénovation « zéro carbone » d'un bâtiment public à l'échelle européenne.

Poussée au milieu du décor, la Cité administrative de dix-huit étages, construite en 1967, est un témoin de l'architecture moderniste d'inspiration « brutaliste », à l'instar du bâtiment du centre Chiroux-Croisiers-Kennedy. Sa silhouette n'est pas sans rappeler celle du siège des Nations unies à New York avec ses façades marquées par de longues lignes verticales qui croisent des horizontales plus courtes. Conçue sous l'échevin libéral des travaux publics Jean Lejeune, elle a permis la centralisation des principaux services communaux, alors répartis dans pas moins de dix-huit bâtiments à travers la ville. Incarnant « plus que n'importe quel autre les excès de la vision technocratique du pouvoir communal », d'après les chercheurs Sébastien Charlier et Thomas Moor, elle sera considérée, dès son édification et pour longtemps, comme « l'un des bâtiments les plus détestés de Liège ».

Pour atteindre ces objectifs de performance énergétique très élevés, il faudra miser à la fois sur l'isolation et sur une consommation d'énergie – aussi faible soit-elle – essentiellement couverte par de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, sur place ou à proximité du site. Si l'éolienne en cœur de ville semble exclue, énergie solaire et cogénération devraient être de la partie. « Ce sera un véritable défi que nous devons relever dans le cadre des subsides européens Feder que nous avons reçus pour ce projet », poursuit l'échevin. Soit quelque 9 millions d'euros sur un budget total estimé de 29 millions.

Un geste architectural préservé

A ce stade, une procédure de concours a été lancée. Le marché devrait être attribué par le collège après avis du jury en septembre prochain. Aucune esquisse n'est donc pour

l'instant disponible. Faut-il s'attendre à une métamorphose radicale ? « C'est un bâtiment qui a souvent fait débat mais qui reste une référence. Bien sûr, les bétons des années 1960 n'ont pas résisté au temps et ne seront pas restaurés. Mais il faut qu'on puisse reconnaître le geste architectural initial », détaille Roland Léonard. Des « représentants du courant moderniste » sont d'ailleurs présents dans le jury du concours, nous dit l'échevin. « Nous souhaitons aussi faire de ce bâtiment un modèle de communication entre les pouvoirs communaux et les habitants, grâce aux technologies *smart*, mais aussi en réalisant une extension de 500 à 600 m² au rez-de-chaussée ou au premier étage, qui permettra d'augmenter la surface d'accueil. »

S'il ne devrait rien arriver aux stèles qui se trouvent à l'entrée, la conservation de « la grotte de la Nativité » de Nicolas Kozakis, énigmatique peinture murale présente sur un des pignons depuis 2006, « n'est pas garantie puisqu'elle se trouve à même le béton ». Quelques sacrifices seront nécessaires pour que la Cité ait, d'ici à 2030, perdu son titre de « bâtiment détesté » de Liège. ♦

SDP



Une rénovation exemplaire est promise à « l'un des bâtiments les plus détestés de Liège ».

Qu'en adviendra-t-il dans quelques années, alors que la Ville de Liège se targue de vouloir en faire une rénovation exemplaire ? « Si nous nous dépêchons, cette rénovation “zéro carbone” d'un bâtiment ancien, public, de cette ampleur – plus de 10 000 m² de surface – serait en effet une première à l'échelle européenne », commente l'échevin des travaux, Roland Léonard (PS).

UN MUSÉE BRUT ET TRANSLUCIDE

En matière d'infrastructures culturelles, Liège a un dernier gros chantier à achever : celui du MADmusée qui abrite une collection exceptionnelle d'art brut contemporain.

PAR JULIE LUONG

Au cours des dernières années, la Cité ardente a investi de manière massive dans ses institutions culturelles « en dur », qu'il s'agisse du nouveau théâtre de Liège, de la rénovation de l'Opéra royal de Wallonie, de la Cité Miroir, du nouveau cinéma Sauvenière ou encore de la Boverie. Le chaînon manquant était sans aucun doute la rénovation du MAD,

« La rénovation du MADmusée est en cours et elle est fondamentale car il s'agit d'une véritable originalité liégeoise : il n'y a pas beaucoup d'espaces comme ça au monde », commente l'échevin de la culture et de l'urbanisme Jean-Pierre Hupkens (PS). Cette collection d'art brut contemporain compte en effet quelque 2500 pièces signées d'artistes du monde entier. Se situant dans la lignée



Une « peau translucide » recouvrira le nouveau MAD, laissant apparaître formes et couleurs.

Musée d'art différencié émanant du Créahm, une association née à Liège à la fin des années 1970 avec pour vocation de permettre aux personnes handicapées mentales de développer leurs capacités artistiques.

d'Art&Marges à Bruxelles et du musée Dr. Guislain à Gand, également dédiés à l'art « outsider », le MADmusée s'en distingue par une approche très esthétique – et non clinique – des œuvres. A 100 % culturelle.

Un élément structurant et sécurisant

Installé dans le pavillon Trink Hall du parc d'Avroy, le MAD a subi, il y a neuf ans, d'importantes inondations dans les sous-sols qui abritaient ses collections permanentes. Rapidement, un projet de rénovation est mis sur la table : il est confié à l'atelier d'architectes Beguin-Massart avec, pour objectif, de renforcer l'identité et l'intégration du MAD au sein de l'offre muséale liégeoise. Mais, en mai 2015, alors que les travaux de démolition sont sur le point de commencer, le projet est suspendu suite à l'« indisponibilité » des subsides promis par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Un an plus tard, Alda Greoli (CDH), qui a succédé à Joëlle Milquet (CDH) au poste de ministre de la Culture, annonce que la situation est enfin débloquée : la FWB interviendra bien à hauteur de 1,8 million d'euros, soit les deux tiers du budget nécessaire au chantier. Soulagement. Situé à proximité de la future ligne de tram, le MADmusée, à mi-chemin des Guillemins et de la Boverie, est en effet un enjeu culturel et urbanistique majeur.

« L'enjeu est aussi de réhabiliter le parc d'Avroy autour. Il a été malmené, notamment par les couloirs de bus, mais c'est un lieu essentiel pour la ville, son espace vert le plus central », précise Jean-Pierre Hupkens. La rénovation-extension du MAD permettra de passer d'une surface d'exposition de quelque 100 m² à environ 500 m². A l'extérieur, l'ancien bâtiment sera recouvert d'une enveloppe de polycarbonate, sorte de « peau translucide » qui laissera apparaître les formes et les couleurs. De nuit, ce théâtre d'ombres laissera place à un écran lumineux, sorte de lanterne géante qui devrait faire du nouveau MAD un élément structurant et sécurisant au cœur du parc. ♦

SANS FRONTIÈRES

Après avoir planté le décor culturel – nouveau théâtre, opéra rénové, Boverie –, Liège se veut en 2030 une « plaque tournante » pour les créateurs de tous horizons.

PAR JULIE LUONG



Le Ravi, un lieu pour accueillir les artistes et soutenir leurs projets.

Installées dans le quartier Saint-Léonard, sur le site de l'ancien charbonnage Bonne Espérance/Batterie, les résidences-ateliers Vivegnis (Ravi) accueillent, depuis 2013, une douzaine d'artistes par an qui, pendant trois mois, bénéficient d'un atelier, d'un logement, d'une bourse et de l'appui d'une structure opérationnelle. « Nous avons structuré notre politique culturelle en fonction de certains axes stratégiques, dont l'accès à la culture, le soutien à la création, la participation des acteurs, l'accueil de la diversité et l'expression internationale, avec la volonté de placer Liège sur la carte des villes qui comptent en Europe », explique à ce propos l'échevin de la culture et de l'urbanisme Jean-Pierre Hupkens (PS).

Un tiers des résidences est ainsi attribué à des artistes de la Fédération Wallonie-Bruxelles, les deux autres tiers à l'international avec des créateurs venus d'Inde, du Canada, du Mexique, d'Italie, de Finlande... « Nous avons cherché à sortir de cette posture de prescripteur de pauvres subsides au profit d'un rôle de plaque tournante entre les différents opérateurs culturels du territoire. »



Alain De Clerck

La Ville loue par ailleurs une partie du bâtiment du Ravi au Comptoir des ressources créatives (CRC), qui propose des espaces mutualisés pour artistes, de même qu'une série de services utiles à la communauté des créateurs. Aujourd'hui en plein développement, le CRC est aussi à l'initiative de la coopérative DynamoCoop qui a fait l'acquisition, non loin de là, du hangar Dony : 1 500 m² dédiés à des espaces de travail et de stockage pour quelque 80 artistes. Une dynamique qui a par ailleurs débouché sur l'acquisition en Outremeuse de l'ancien Cirque Divers, lieu mythique de la culture alternative liégeoise, pour y installer un nouvel « incubateur culturel » – à la fois salle de concert, d'expo, de création – baptisé KulturA.

Un centre d'art contemporain sinon rien ?

Le plasticien Alain De Clerck est ravi qu'une salle d'exposition ait été intégrée à ce qui promet d'être le nouveau vivier festif et créatif liégeois. Mais c'est à son sens insuffisant. « Ce qui manque vraiment à Liège, c'est un centre d'art contemporain », souligne celui qui est à l'origine de la Space, une collection d'art contemporain constituée à partir des menues monnaies récoltées dans l'horodateur de la Spac (sculpture publique d'aide culturelle), arc métallique cracheur de flamme, installé sous les fenêtres de l'échevinat de la culture. « Liège a besoin d'un lieu ambitieux dédié à la jeune création, digne du Wiels de Bruxelles ou du Smak de Gand », affirme-t-il. Alain De Clerck n'a d'ailleurs pas renoncé au vieux rêve nourri par le milieu artistique depuis la candidature de Liège au titre de Capitale culturelle européenne 2015 : investir la Dentisterie, bâtiment moderniste et ancienne propriété de l'université de Liège, sur le site de Bavière. « C'est un lieu parfait, une des premières choses qu'on voit quand on arrive à Liège, un véritable phare culturel entre Liège, Maastricht et Aix », rappelle-t-il. Un rêve « eurégional » que pourrait bien compromettre le nouveau projet de « Bavière développement »...◆

LIÈGE VEUT AUSSI GRATTER LE CIEL

La Cité ardente et ses environs comptent plus de tours sur papier que sur le terrain. Mais la volonté affichée à la concrétisation de ces projets démontre que le mouvement vers le ciel est véritablement amorcé. Au grand dam, parfois, des citoyens et de certains observateurs.

PAR FRÉDÉRIQUE MASQUELIER

LUC SPITS ARCHITECTURE

Le projet Sky Peak de l'architecte Luc Spits : une tour toute de vert et de verre vêtue, angulaire et s'élançant en pointe vers le ciel liégeois...



Il y a deux ans, la délégation liégeoise au Mipim, le Marché international des professionnels de l'immobilier, avait fait le déplacement à Cannes en emportant dans ses valises un projet de tour qui avait fait grand bruit. Et pour cause, ses instigateurs, le développeur Thomas&Piron et Serge Barvaux, propriétaire du site du garage éponyme, avaient annoncé sur place et avec beaucoup de fierté qu'elle serait dessinée par l'architecte néerlandais internationalement reconnu Rem Koolhaas, du bureau OMA.

A la mi-mars dernier, les Liégeois ont fait mieux encore, s'armant de non pas

un, ni deux, mais... de trois projets de tours pour s'en aller parader sur la Croisette. Deux d'entre elles, prévues à Liège-Ville et à Visé, sont signées par le même architecte - liégeois cette fois - Luc Spits. Le maître d'œuvre de la troisième, destinée à marquer l'entrée de ville de Seraing et commanditée par ses autorités, n'a pas encore été désigné. Mais l'esquisse présentée au public est on ne peut plus... avant-gardiste. « Je souhaite un geste architectural fort pour ma commune, quelque chose qui "claque", qui lui donne un cachet, confiait Alain Mathot, bourgmestre PS de Seraing. Pas question de construire une "bête" tour,

pas plus que de se lancer dans une course à la hauteur. Le projet peut aussi se transformer en deux tours jumelles de taille raisonnable, pour peu qu'elles soient esthétiquement remarquables. »

De son côté, le Visétois Luc Spits, qui non seulement dessine, mais porte aussi ses deux projets de tours, s'est montré plus offensif encore. « L'idée était de venir au Mipim avec des projets qui marquent. De bousculer les esprits pour parvenir à donner un signal fort et, in fine, donner à Liège l'image d'une ville contemporaine. » Et d'assurer dans la foulée que, « dans dix ans, plus personne ne s'opposera aux tours en Cité ardente ! »

Trois tours et puis s'en vont

Reste qu'elles sont loin de faire l'unanimité aujourd'hui et que peu de projets ont abouti jusqu'ici. Certes, la tour des Finances (118 mètres) s'élance depuis 2014 au bout de l'esplanade de la gare des Guillemins et quelques « tourettes » (Atlas, Kennedy, Simenon...) complètent la skyline liégeoise, du haut de leurs 70 à 80 mètres et, surtout, de leurs quelque 50 ans. Mais... c'est tout. Car la future tour Barvaux - 100 000 mètres carrés comprenant des logements (300 à 400), un hôtel, sans doute une clinique privée et le nouveau show-room Mercedes-Benz pour un investissement total de 300 millions d'euros - est toujours aux abonnés absents. « Le projet est actuellement au point mort, reconnaît Aubry Lefebvre, administrateur de Thomas&Piron Bâtiment. Les négociations que nous menons avec Serge Barvaux pour définir la valeur du terrain compte tenu des études à mener, de l'aménagement des voiries et des charges d'urbanisme, n'ont pas abouti sur un accord. C'est que tout cela a un coût, qu'il faut calculer au plus serré. Hors de question, en effet, de le répercuter sur



ÉRIGÉS

A Seraing, la tour de Jemeppe viendrait remplacer deux tours existantes des années 1970, vétustes et vouées à la démolition.

les acquéreurs, dont le budget n'est pas extensible. Nous ne pouvons pas nous permettre de dépasser un prix de vente de 3 500 euros du mètre carré, ce qui n'est déjà pas donné à Liège. »

Même (haute) gamme de prix annoncée par Luc Spits pour sa tour liégeoise, qu'il a nommée Sky Peak – 2 800 à 3 500 euros le mètre carré pour les étages inférieurs, 4 500 à 5 000 pour les supérieurs. Ce qui n'est pas peu dire, puisque la tour comptera 29 étages, pour 120 mètres de haut (156 à la pointe) et une surface de plancher de 80 000 à 130 000 mètres carrés abritant une centaine d'appartements, une vingtaine de commerces, des bureaux, une salle de sport et un restaurant panoramique. Au Mipim, où la tour était présentée sous forme de maquette, elle attirait assurément tous les regards, toute de vert et de verre vêtue, angulaire et s'élançant en pointe vers le ciel. Même Alain Juppé, le maire de Bordeaux, s'est attardé

pour la contempler lors de sa visite au stand belge cannois.

Cela dit, la localisation de Sky Peak n'est pas encore connue. « Dans les dessins et la maquette, je l'ai provisoirement placée sur l'emblématique pointe du parc de La Boverie, mais il s'agit d'une mise en situation fictive, explique Luc Spits. J'ai trouvé le terrain parfait, d'une superficie de 20 000 mètres carrés, à un emplacement judicieux, mais je suis toujours en pourparlers avec son propriétaire et je ne veux rien dire de peur qu'il me passe sous le nez. » Il en a en tout cas dit assez lors de son passage au Mipim pour retenir l'attention de deux investisseurs belges. Budget ? De l'ordre de 150 à 200 millions d'euros, terrain compris.

Pas le seul apanage du centre-ville

Alain Mathot a lui aussi été sollicité à Cannes par trois investisseurs, deux Belges et un étranger. La tour de Seraing – qui est en réalité la tour de Jemeppe,

puisque c'est sur cette entité sérésienne qu'elle s'implantera, aux portes de la ville – viendra remplacer deux tours existantes des années 1970, vétustes et vouées à la démolition. Le cahier des charges – flexible, aux dires du bourgmestre – prévoit une tour d'une trentaine d'étages dont les trois premiers seront occupés par la police (4 500 mètres carrés). Le reste fera la part belle aux logements (une centaine, sur 10 800 mètres carrés). « La commune est prête à assumer une partie de l'investissement, via L'Immobilière publique », assure Alain Mathot. L'intercommunale de Seraing bénéficie en effet d'un concept de financement « bullet » lui permettant d'investir sans trop de difficulté dans du logement public. Un filet de sécurité qui n'a certainement pas échappé aux privés intéressés par le marché.

Enfin, la tour de Visé se profile elle aussi en entrée de ville, sur un terrain d'ores et déjà acquis cette fois, non loin de la collégiale. C'est d'ailleurs celle-ci qui a inspiré l'architecte puisque sa tour – baptisée Le Vitrail – s'enfuit vers le ciel en pointe, telle un clocher. Autrement plus modeste – en taille (30 mètres) du moins, pas en architecture – elle abritera aussi bien des bureaux (250 mètres carrés) que des appartements (une dizaine, sur 1 500 à 1 600 mètres carrés). « J'ai déjà convaincu un investisseur, une entreprise d'Aubel, et je vais la présenter au collège communal dans les semaines à venir. Si tout se passe bien, je pourrai déposer une demande de permis d'ici un an », conclut Luc Spits. ♦



LUC SPITS ARCHITECTURE

Baptisée Le Vitrail, la tour de Visé devrait être érigée non loin de la collégiale.

Carlo Di Antonio,
le dourocrate

Bruxelles : opacité
totale au Samusocial

A Manchester, l'esprit
de fête à nouveau ciblé

LE VIF

l'express

RINGARDE, LA PILULE ?

Enquête sur la révolution
dans les méthodes de contraception



LE VIF 35^e année n° 21 - L'EXPRESS n° 3438 hebdomadaire du 26 mai au 1^{er} juin 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711

01721 >



5 4 14286 210520

ORES : LA PRESSION POLITIQUE MONTE

Après l'ouverture d'une information judiciaire, le gouvernement wallon mène l'enquête, les députés ouvrent le débat et des communes pourraient ne pas voter les comptes 2016 de l'intercommunale.

PAR OLIVIER MOUTON

La pression monte sur le terrain politique dans le dossier Ores/Electrabel. L'annonce de l'ouverture d'une information judiciaire au parquet de Nivelles sur la base des révélations faites par le conseiller communal PS de Genappe, Jean-François Mitsch, relayées début mars dernier par *Le Vif/L'Express*, délie les langues. Il ne s'agit à ce stade que d'une information « ultrapréliminaire » et de « vérifications de routine », selon le procureur du Roi Jean-Claude Elslander, mais cela place les autorités wallonnes devant leurs responsabilités, elles qui ont fait de la bonne gouvernance une priorité après Publifin.

Et cela bouge. Le ministre wallon des Pouvoirs locaux, Pierre-Yves Dermagne (PS), a demandé un rapport à son administration. Le cabinet de son collègue de l'Énergie, Christophe Lacroix (PS), a reçu Jean-François Mitsch afin qu'il

développe ses interpellations. « Cette affaire a été confiée à la justice, je serai donc prudent, a précisé le ministre. Mais l'affaire peut être grave si elle est bien réelle. »

La vigilance des députés

Au parlement wallon, on est soucieux de faire toute la clarté sur les différentes dimensions de cette affaire tentaculaire. Le principal lièvre levé par le conseiller communal de Genappe concerne le rachat, finalisé fin 2016, des parts d'Electrabel détenues dans Ores par les communes, via sept intercommunales pures de financement : le coût de l'opération, 409 millions, aurait été largement surévalué au regard du rapport d'un réviseur mandaté par les communes. Un autre marché concerne le retrait des communes d'Electrabel Customer Solutions (ECS) à un coût bradé en raison, là, des pertes engrangées par ECS durant les trois années précédant l'opération (2013, 2014 et 2015). Les responsables d'Ores et d'Electrabel, qui réservent désormais leur argumentation complète à la justice, estiment que ces opérations se sont, au contraire, faites dans les règles et selon la valeur économique du réseau.

L'affaire Ores est devenue un sujet d'actualité au parlement wallon. « Cela mérite investigation, reconnaît Christophe Collignon, chef de groupe PS. Soit on a

payé le juste prix, soit on s'est fait rouler, soit c'est... plus grave. Il n'y a pas de raison que l'on traite Ores différemment que Publifin. Nous devons obtenir des réponses claires, avec une investigation neutre. » Pierre-Yves Jeholet, chef de groupe MR, souhaite la tenue d'une commission à ce sujet. « Oh, pas une commission d'enquête comme pour Publifin. Mais auditionnons la personne qui est à l'initiative de l'information judiciaire. Invitons les personnes qui ont négocié à venir dire pourquoi le réseau a été racheté à 409 millions d'euros alors qu'il a été évalué par un expert indépendant entre 275 et 300 millions d'euros. Nous aurons la clarté... J'ai interrogé le ministre de l'Énergie pour savoir si l'accord a été validé par le gouvernement. Il a un peu botté en touche en disant qu'il n'avait rien à voir avec cela. Mais c'est le rôle de la tutelle, quand même. On se demande une nouvelle fois s'il y a un pilote dans l'avion. » Jean-François Mitsch et Fernand Grifnée, patron d'Ores, devraient donc être entendus au parlement ainsi que les négociateurs de l'accord Ores/Electrabel de 2008. Un sondage informel organisé par la RTBF, dimanche 21 mai, indiquait en outre que 80 % des internautes souhaitent une commission d'enquête parlementaire, comme pour Publifin. « Nous n'en sommes pas encore là », tempore Christophe Collignon.

« La question concernant l'évaluation de ce marché est incontestablement celle qui pose les plus lourdes questions, affirme au *Vif/L'Express* Stéphane Hazée, chef de groupe Ecolo. Le gouvernement wallon s'est emparé du dossier, mais nous serons extrêmement vigilants. » Le député écologiste annonce d'ores et déjà une interpellation en commission budget du parlement, ce lundi 29 mai. Il dénonce aussi l'opacité de la rémunération des

« Tous les acteurs du secteur attendent enfin une vision claire pour s'engager dans la transition énergétique »



Fernand Grifnée, patron d'Ores, devrait être entendu au parlement wallon.

dirigeants d'Ores scrl, filiale d'Ores Assets. Fin mars, *L'Echo* révélait que son patron, Fernand Grifnée, disposait d'un paquet salarial de 470 000 euros par an. « Je rappelle que dans notre rapport intermédiaire relatif à Publifin, nous fixons le plafond à 250 000 euros pour la rémunération de tous les dirigeants d'une structure publique », ajoute Stéphane Hazée. Toute l'ambiguïté, tant dans le cas d'Ores que de Publifin, réside dans la structure des intercommunales, pour lesquelles une société privée a été chargée de gérer l'exploitation – Ores scrl dans ce cas-ci.

La rébellion des communes

L'autre point d'attention sur le plan politique est la prochaine assemblée générale d'Ores organisée le 22 juin au

palais des expositions de Namur, ouverte au grand public et précédée par une série d'assemblées dans les intercommunales de financement. Lors de conseils communaux préalables, les mandataires des 197 communes membres d'Ores devraient entériner les comptes 2016 de l'intercommunale et se prononcer sur des changements de structures importants, tant dans le cas d'Ores Assets (structure publique) que d'Ores scrl (structure privée). « Il est important que chacun des élus puisse se prononcer en disposant de toutes les informations nécessaires, dans le respect de l'autonomie communale et du Code des sociétés », insiste Jean-François Mitsch. Qui dénonce déjà une série de manquements par rapports aux réformes de gouvernance wallonne.

Le « lanceur d'alerte » de l'affaire Ores évoque deux scénarios complémentaires pour les 197 communes membres d'Ores. D'une part, elles pourraient songer à ne pas approuver les comptes 2016 et ne pas voter la décharge des administrateurs, ni dans les intercommunales de financement, ni dans Ores. Cela imposerait aux structures concernées de justifier les opérations figurant au bilan pour obtenir une décharge, faute de quoi la responsabilité des administrateurs serait engagée. D'autre part, les communes qui s'estiment lésées pourraient se porter partie civile dans le cadre de l'information judiciaire ouverte à Nivelles. Philippe Mettens, bourgmestre PS de Flobecq, a déjà appelé les communes à être solidaires (*Le Vif/L'Express du 19 mai*). « Car les informations révélées sont très préoccupantes », nous disait-il. D'autres communes, y compris celles avec à leur tête un bourgmestre libéral, envisagent de se joindre à l'une des deux demandes.

A Genappe et au PS, ce vent de fronde provoque des résistances. Il a été demandé à Jean-François Mitsch de cesser ses « actions individuelles » pour céder la place à une stratégie collective. Une position sera décidée au niveau des fédérations pour l'orientation du vote en



Jean-François Mitsch (PS) est à l'origine des révélations dans le dossier Ores/Electrabel.

assemblée générale. « Il est normal et souhaitable que tous les partis définissent une position, rétorque l'intéressé. Mais cela n'empêche en rien les élus et les communes de se prononcer en âme et conscience, notamment s'ils estiment ne pas avoir suffisamment d'informations. » Traduisez : en attendant le résultat des procédures en cours au niveau du gouvernement, voire de l'enquête judiciaire.

« Le pire dans cette affaire, conclut Jean-François Mitsch, c'est que les citoyens paient un prix anormalement élevé par rapport aux autres pays européens. Et qu'il n'y a pas de projet pour la politique énergétique belge et régionale. Tous les acteurs du secteur attendent enfin une vision claire pour s'engager dans la transition énergétique. » ♦

PIERRE-YVES DERMAGNE

L'INCORRUPTIBLE

Il y a quinze ans, son ralliement au PS en avait surpris plus d'un. Aujourd'hui ministre des Pouvoirs locaux, Pierre-Yves Dermagne doit guider la politique vers la probité, après le séisme Publifin. Mais il pourrait tout autant s'en détourner, si elle venait à entraver sa quête d'une gauche plus radicale.

PAR CHRISTOPHE LEROY • PHOTO : HATIM KAGHAT POUR LE VIF/L'EXPRESS

Il se dirige vers la porte d'entrée en deux pas légers, naturel mais distingué dans un pull Ralph Lauren bleu, souriant mais flegmatique. Ce matin, Pierre-Yves Dermagne s'inquiète du chantier quelque peu bruyant derrière sa maison, dans le village de Buissonville, à Rochefort. Ce féru d'histoire et de culture, fan de cyclisme et des Rolling Stones, ne laisse jamais rien au hasard. Ni dans son rôle de père, ni dans le costume de ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et des Infrastructures sportives, endossé le 26 janvier dernier. Même dans son refuge rural et familial, le seul frisson de désordre apparaît sur la porte de la cuisine, où des dessins colorés se livrent une concurrence digne des affiches électorales : ceux de ses deux fils, Augustin et Maximilien, dont les prénoms rendent hommage aux frères Robespierre.

Le socialiste de 36 ans peut-il se profiler comme l'Incorruptible d'une classe politique contrainte à la probité, après le séisme de l'affaire Publifin ? Jusqu'ici,

la pesanteur de la machine PS avait souvent contrecarré l'envol des projets de bonne gouvernance. « Les conservateurs se tapissent dans l'ombre, attendant, je le crains, l'échec des réformes, observe son prédécesseur Paul Furlan, qui a démissionné au mois de janvier. Certains ne veulent qu'un changement de façade. Ils auront peut-être à cœur de miner le travail de Pierre-Yves. » L'échéance des élections régionales, en 2019, laisse en outre peu de temps au jeune ministre pour se construire un bilan. Mais le désaveu actuel pourrait lui laisser plus de latitude : « Le PS n'a plus le choix », concèdent plusieurs élus.

Pas de loyauté aveugle

Au contraire de Pierre-Yves Dermagne, dont l'engagement au service du parti reste conditionné à sa capacité d'y faire triompher ses idéaux d'une gauche plus radicale, même s'il tolère les compromis. « Il n'est pas d'une loyauté aveugle », confirment deux membres de son cabinet. Après Publifin, il a vécu un moment

de doute. « Je suis prêt à me faire attaquer par rapport aux valeurs que je défends, mais pas au nom des excès de certains mandataires, confie-t-il. Je sais qu'il existe d'autres manières de faire de la politique. Par exemple en étant avocat, dans le choix des causes que l'on défend. » C'est l'exemple de son père, Jean-Marie Dermagne. Cet esprit d'extrême gauche, à tendance anarchiste, avait été l'un des conseils des « treize de Clabecq », référence à la retentissante lutte de militants syndicaux lors de la faillite des Forges, en 1997. Pierre-Yves Dermagne s'en souvient encore avec fascination.

Dès son plus jeune âge, ce juriste de l'UCL, que tous estiment brillant, a grandi au rythme de débats passionnés, lors des grandes tablées du week-end à Jemelle. Son père et sa mère, éducatrice de formation, y rassemblaient des amis issus de tous les horizons. « Je chéris encore ces moments, dont je garde un souvenir ému », glisse Pierre-Yves Dermagne. Parmi les innombrables convives de l'époque : le chroniqueur judiciaire →



Pour Pierre-Yves Dermagne, élevé dans une famille favorisant les débats passionnés, l'engagement en politique sonnait comme une évidence.

portrait pierre-yves dermagne

→ Philippe Toussaint, décédé en 2005, le juge Christian Panier et feu l'avocat Michel Graindorge, tous deux engagés à l'extrême gauche, mais aussi des fondateurs d'Ecolo comme Philippe Defeyt, Jacky Moraël et Paul Lannoye.

sympathique de Raoul Hedebouw, il y a des militants beaucoup plus sectaires. » Quant à Ecolo, il en garde un souvenir « amusé », pour avoir accompagné son oncle, ex-conseiller communal, lors des réunions de la locale de Rochefort.

Avant d'étayer son propos par un passage du livre *Décoloniser les provinces*, de Michel Onfray : « La gauche libérale et la gauche sociale-démocrate ont les mains sales, mais elles ont des mains ; la gauche robespierriste et la gauche néotrotskiste ont les mains propres, mais elles n'ont pas de mains. [...] J'aspire à une gauche pragmatique qui soit aussi idéologique ; autrement dit, à une gauche de responsabilité qui ne renonce pas à la gauche de conviction. » A supposer que celles-ci soient conciliables, Pierre-Yves Dermagne veut en être l'un des traits d'union. Au risque d'être perçu comme un « carriériste » par ses rares détracteurs, décelant un « comportement de prédateur derrière la façade du séducteur » – ce qu'il n'est pas, jurent ses proches.



BENOIT DOPPAGNE/BELGAIMAGE

Avec Paul Furlan, qu'il a remplacé en janvier dernier aux Pouvoirs locaux.

L'engagement en politique résonnait donc comme une évidence, dans une famille où chaque élection faisait office de finale de Coupe du monde. Pierre-Yves Dermagne a 4 ans lorsqu'il participe, dans une brouette, à sa première manifestation pacifiste, au crépuscule de la crise des euromissiles. C'était en 1985. Plus tard, la tradition familiale amène ce « réunionniste de cœur » à célébrer le bicentenaire français de l'abolition des privilèges ou de la royauté. Un discours républicain que l'intéressé a toujours maintenu, à l'image de son plaidoyer sur la laïcité.

« Le PTB, j'en suis vite revenu »

Son ralliement au PS, en 2003, a surpris bon nombre de ceux qui l'ont vu grandir. Certains le voyaient rejoindre Ecolo, d'autres plutôt le PTB. Au milieu des années 1990, Pierre-Yves Dermagne a tenté de mettre sur pied une section locale de jeunes PTB, dans l'arrondissement de Dinant-Philippeville. « Mais j'en suis vite revenu, précise cet expert du droit administratif, qui abhorre les approximations. Le simplisme du discours se heurtait à une réalité bien plus complexe. Encore aujourd'hui, derrière la gouaille

« J'ai pu voir les limites du parti, avec ses dissensions en interne et ses modes de délibérations compliquant l'action politique. »

L'opposition au pouvoir en place n'aurait pu convenir au pragmatisme de Pierre-Yves Dermagne. « Avec le PS, je me suis retrouvé dans un parti de valeurs, de combat et d'actions », résume-t-il.

L'ascension « dans le cœur du réacteur »

En 2004, il devient collaborateur pour le groupe socialiste du parlement wallon. C'est le début d'une irrésistible ascension, dont tous les paliers constituent autant de moments sous tension, « dans le cœur du réacteur », singulièrement pour le PS. Ses qualités de juriste l'amènent sur le terrain des affaires en tout



LENOIR/ISOPIX

Le papa, Jean-Marie Dermagne (à dr.), au côté de Michel Graindorge a été l'un des avocats des « treize de Clabecq » dont faisait partie Roberto d'Orazio (à g.).



Dermagne assure bénéficiaire du soutien de Paul Magnette, ministre-président wallon.

genre : le contrat de Francorchamps en 2005, puis le dossier Immo Congo en 2006, impliquant Jean-Claude Van Cauwenberghe. La même année, Pierre-Yves Dermagne est élu pour la première fois à Rochefort et au conseil provincial à Namur, quelques jours avant l'inculpation des socialistes Bernard Anselme et Jean-Louis Close, dans le cadre d'une instruction ciblant des marchés attribués au bureau d'études Sotegec. Décapité, le PS provincial lui confie le rôle de chef de groupe. Quand il intègre en 2008 le cabinet de Philippe Courard, alors ministre des Pouvoirs locaux et de la Fonction publique, c'est déjà dans un contexte marqué par une vive défiance envers la classe politique, notamment à la suite des affaires carolorégiennes.

Cette expérience prématurée de sombres épisodes politiques peut-elle faire de lui un homme de rupture ? « Il a cette double qualité d'être précis dans son travail et très à l'écoute des inquiétudes du citoyen, commente Philippe Courard. Je suis convaincu qu'il va réussir. » Pour Christian Panier, « il a la carrure pour devenir un vrai homme d'Etat ». Même

« Il est précis dans son travail et à l'écoute des inquiétudes du citoyen »

plébiscite de la part de Jean-Claude Maene. En 2014, l'ex-député s'était désisté de la place de tête de liste régionale à Dinant-Philippeville, au profit de Pierre-Yves Dermagne mais au détriment du Dinantais Benoît Bayenet – depuis lors, ces derniers ne s'adressent plus la parole. « Le parti fait aujourd'hui confiance à quelqu'un qui est très attentif à l'éthique », affirme Jean-Claude Maene.

L'épine du cumul

Pour d'autres, le tableau apparaît plus contrasté. Pierre-Yves Dermagne n'est pas opposé au cumul des mandats rémunérés. Le Rochefortois a annoncé qu'il serait par ailleurs candidat bourgmestre en 2018, face à l'indéboulonnable François Bellot (MR), dont il est

un observateur. Le PS lui avait répondu que non. Quand il a appris la vérité, il s'est senti floué. »

En 2009, Pierre-Yves Dermagne avait repris le chemin des cours en vue de devenir avocat. « Pour gagner mon indépendance et une liberté de ton », dit-il. Certains proches le comparent volontiers à Jean-Luc Mélenchon. Tant sur le fond que dans la fougue qui a, un jour, incité ce dernier à s'affranchir du Parti socialiste. Pour le moment, le jeune ministre assure bénéficiaire de l'indéfectible soutien du Boulevard de l'Empereur et du ministre-président wallon Paul Magnette, avec qui il s'entend bien. Ses amis redoutent que sa nature bienveillante lui joue des tours dans ce « métier de tueur ». Face aux solides inimitiés que



Pour Stéphane Hazée (à g.), chef de groupe Ecolo, la position de Dermagne au sujet du cumul des mandats est « révélatrice du fonctionnement des partis traditionnels ».

actuellement le premier échevin. « Son attitude reste révélatrice du fonctionnement des partis traditionnels », estime Stéphane Hazée, chef de groupe Ecolo au parlement wallon. En 2015, alors député wallon, Pierre-Yves Dermagne avait cosigné une proposition de décret visant à prolonger les règles internes des intercommunales, permettant notamment à Publifin d'entretenir l'opacité autour de ses comités de secteur. « A l'époque, il avait voulu s'assurer que le texte n'était pas lié à Publifin, témoigne

sa périlleuse mission pourrait susciter, Pierre-Yves Dermagne aura peut-être le devoir d'appliquer ce raisonnement tiré de *La Chute* d'Albert Camus, l'un de ses livres de chevet : « Pas d'excuses, jamais, pour personne, voilà mon principe, au départ. Je nie la bonne intention, l'erreur estimable, le faux pas, la circonstance atténuante. [...] En philosophie comme en politique, je suis donc pour toute théorie qui refuse l'innocence à l'homme et pour toute pratique qui le traite en coupable. » ♦

**ORES ET L'ÉLECTRAGATE : LA PREMIÈRE
EXPERTISE DE L'IMPACT SUR VOTRE FACTURE**

**Après Londres :
SOS terrorisme en Europe**

LE VIF

l'express



L'HOMME POLITIQUE **NOUVEAU**

**Portrait-robot
de l'élu(e) de demain**

LE VIF 35^e année n° 29 - L'EXPRESS n° 3440 hebdomadaire du 9 au 15 juin 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509566 - ISSN 0774-2711

01723 >



5 414266 210520



LE COMBAT DE MITSCH DÉCHIRE LE PS

Le conseiller communal socialiste se bat contre les instances de son parti pour tenter de les convaincre de la gravité de l'affaire Ores/Electrabel. Mais les résistances sont très nombreuses. Un cas d'école.

PAR OLIVIER MOUTON

« S'il y a des problèmes chez Ores, on les réglera de la même manière (que chez Publifin). » La petite phrase, pas si anodine qu'il n'y paraît, a été glissée par le ministre-président wallon Paul Magnette dans un entretien accordé à *L'Echo*, samedi 3 juin. Spontanément, sans qu'on ne lui pose la question au sujet de l'intercommunale en charge de la distribution du gaz et de l'électricité dans 197 communes wallonnes. Il entendait démontrer, ce faisant, sa détermination à poursuivre la révolution en matière de gouvernance, partout, et souhaitait aussi rassurer des Liégeois qui accusent le gouvernement wallon d'acharnement dans l'affaire Publifin.

Une autre façon, aussi, de démontrer par l'absurde qu'il y a un « manque de renouveau au parti socialiste », selon ses propres termes ? En tout cas, depuis les révélations faites au sujet d'Ores, mi-mars dernier au *Vif/L'Express*, le conseiller communal de Genappe Jean-François Mitsch (PS) se casse les dents à répétition contre la hiérarchie de son parti. Au point que son expérience est en train de devenir un cas d'école.

Pour rappel, cet élu local s'interroge sur un double marché entre Electrabel et Ores, mené via sept intercommunales pures de financement, qui aurait lésé les communes jusqu'à 200 millions d'euros – une thèse désormais accréditée par l'étude d'un expert indépendant, Frédéric Chomé (*lire page 22*), ainsi que par le professeur liégeois Damien Ernst (*lire page 24*). Jean-François Mitsch estime aussi que « 80 % du rapport de la commission d'enquête du parlement de

Wallonie au sujet de Publifin pourrait s'appliquer à Ores, en matière de gouvernance ». L'affirmation hérisse les responsables du PS. Plusieurs mails en attestent, confirmés par plusieurs ténors que nous avons interrogés.

« Camarade... »

Convaincu de la légitimité de son combat pour faire toute la lumière sur le marché Ores/Electrabel, finalisé le 31 décembre 2016, Jean-François Mitsch a entamé un parcours du combattant pour convaincre les communes de ne pas voter les comptes et la décharge (c'est-à-dire la reconnaissance d'un travail correctement effectué) aux administrateurs d'Ores et des intercommunales pures de financement, lors d'assemblées générales organisées entre le 13 et le 30 juin.

L'enjeu est important pour ces administrateurs : si faute il y a, leur responsabilité est engagée en vertu de l'article 408 du Code des sociétés. Un message qui commence à porter ses fruits : plusieurs localités... CDH – dont Namur, Lobbes et Habay – se sont abstenues ou ont voté contre l'ordre du jour de l'assemblée générale d'Ores. « Par prudence, dit Isabelle Poncelet, bourgmestre d'Habay et députée fédérale. Le conseiller communal de Genappe a soulevé de lourdes questions et nous avons des inquiétudes sur le fait que les communes auraient pu être lésées. »

Au sein du PS, par contre, on freine des quatre fers. Jean-François Mitsch a, dans un premier temps, été reçu le 22 mai dernier par le président de la fédération PS du Brabant wallon, Dimitri Legasse, →



Fédération PS Brabant wallon
Place Aphonse Busch, 24
1300 Wavre
010/243.636

Dimitri Legasse, député wallon et président de la fédération PS du Brabant wallon, a relayé docilement la position officielle du parti à tous ses membres.

BRUNO FAHY/BELGAIMAGE

→ pour lui demander expressément de « se coordonner avant toute action individuelle ». Le lendemain, un courrier est envoyé par le même Dimitri Legasse, qui affirme relayé un mot d'ordre du parti : « Camarade, dans quelques jours,

ouverte mi-mai à Nivelles. Et demande sur quelle base ce mot d'ordre a été décidé. Le 29 mai, la fédération PS du Brabant wallon transmet à tous les élus, sans le moindre commentaire, le communiqué envoyé par... le management d'Ores

auparavant. « Cher Camarade, nous avons bien reçu ton e-mail du 24 mai et il a retenu toute notre attention. » Le Boulevard de l'Empereur insiste sur la nécessité d'adopter la modification des statuts d'Ores qui sera soumise à l'assemblée générale du 22 juin et « permettra de conformer ces statuts à la législation wallonne. Par ailleurs, d'après les informations dont nous disposons, le fonctionnement d'Ores ne peut être comparé aux abus rencontrés chez Publifin. » Le courrier fait essentiellement état des rémunérations octroyées au sein des comités de secteur de Publifin, « sans qu'un réel travail ne soit fourni ». « Les comités de secteur chez Ores n'étaient pas soumis aux mêmes mécanismes de rémunération, est-il écrit. Ils avaient, en outre, un véritable pouvoir décisionnel, notamment en matière de tarifs et de politique d'investissements, et donc une vraie responsabilité. » Or, il apparaît de plus en plus que la majorité des administrateurs n'avaient absolument aucune connaissance suffisante du domaine de l'énergie pour mener une analyse critique à propos du marché conclu entre Electrabel et Ores.

L'intransigeance du PS, qui se dit par ailleurs « ouvert à toute proposition favorisant la participation des communes et des citoyens au travail des intercommunales », est d'autant plus étonnante qu'elle fait fi de l'enquête demandée à son administration par son ministre wallon des Pouvoirs locaux, Pierre-Yves Dermagne. Ce rapport doit être « exhaustif », insiste pourtant le Boulevard de l'Empereur. Tous les chefs de groupe au parlement de Wallonie souhaitent par ailleurs l'audition de Jean-François Mitsch et des négociateurs du marché Ores/Electrabel.

Du « donquichottisme » !

La croisade du conseiller communal au sujet d'Ores perturbe le PS au plus profond de son ancrage local. Lors du vote des points à l'ordre du jour de l'assemblée générale d'Ores, le 30 mai, le groupe socialiste fort de trois élus s'est divisé : un



ERIC LALMAND/BELGA IMAGE

Jean-François Mitsch, conseiller communal PS de Genappe, tape sans cesse sur le clou : oui, il y a des similitudes entre Publifin et Ores en terme de gouvernance.

les conseils communaux devront se prononcer sur les points à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale d'Ores. Le parti vous demande de voter positivement (en gras) sur tous les points qui seront soumis à votre accord. [...] Le vote négatif n'est pas une option. Si certains d'entre vous veulent s'abstenir, ils n'en seront pas blâmés. » Curieusement, le Boulevard de l'Empereur affirme au Vif/L'Express : « Il n'y a pas eu de consigne du parti national. »

Le 24 mai, Jean-François Mitsch répond avec copie au président du PS, Elio Di Rupo, pour s'étonner de ce mot d'ordre : « Je ne suis pas un professionnel de la politique, mais ce mail me perturbe. » Il épingle notamment qu'il n'a pas eu l'occasion de présenter en interne tous les éléments transmis aux enquêteurs, dans le cadre de l'information judiciaire

et des intercommunales pures de financement, après l'annonce de l'ouverture d'une information judiciaire. « Une réécriture de l'histoire grotesque et truffée de mensonges », selon le conseiller, qui y répond point par point.

Le 1^{er} juin, l'équipe fédérale du PS réplique enfin à l'interpellation faite par Jean-François Mitsch une semaine

« J'espère que Jean-François a raison quand je vois l'énergie dépensée. Mais j'espère qu'il a tort parce ce serait très grave... »

vote contre (celui de Mitsch), une abstention et un vote pour. Résultat ? La localité de cet empêcheur de tourner en rond, dont le bourgmestre Gérard Couronné (MR) était président d'un comité de secteur d'Ores, a renvoyé Jean-François Mitsch à ses études en approuvant l'ordre du jour.

Depuis qu'il a entamé son travail de contrôle du géant de l'énergie, l'homme secoue ses camarades locaux en alignant des notes kilométriques issues de l'étude des pièces d'un dossier de dizaines de milliers de pages, de motions coups de poing au conseil communal et d'incessantes interpellations des autorités. « C'est à se demander quand il dort... », relève Alain Mathieu, président de la section de Genappe du PS. Prototype du mandataire local à la fois déterminé à défendre la ligne du parti et sincèrement désireux de protéger ses ouailles, il avoue être déchiré par ce qui se passe actuellement : « D'un côté, je souhaite que Jean-François ait raison quand je vois l'énergie

qu'il met dans ce dossier, commente-t-il. De l'autre, j'espère qu'il a tort parce que si ces allégations sur ce double marché étaient avérées, ce serait extrêmement grave. »

Sur le fond du dossier, Alain Mathieu confesse qu'il n'a pas la maîtrise suffisante pour comprendre tous les ressorts d'une matière énergétique extrêmement complexe. « Il me semble qu'Ores a voulu être le plus transparent possible dans les explications données au conseil communal, souligne-t-il pourtant. Jean-François Mitsch a une personnalité forte et j'ai parfois l'impression qu'il n'écoute que les réponses qui lui conviennent. Cela dit, chapeau pour tout le travail qu'il a accompli depuis qu'il a commencé, en 2013. Il pose des questions légitimes et mène un contrôle indispensable. Mais sur la forme, il ne doit pas oublier qu'il fait partie d'un groupe car il risque de se mettre tout le monde à dos. Et moi, vous comprenez, je dois maintenir l'église au milieu du village... »

En attendant, Jean-François Mitsch ne cesse d'alerter encore et encore le Boulevard de l'Empereur au sujet de la dimension « titanesque » de la bataille qu'il mène. Avec ces mots empruntés au dalaï-lama : « Si vous avez l'impression d'être trop petit pour pouvoir changer quelque chose, essayez donc de dormir avec un moustique et vous verrez lequel des deux empêche l'autre de dormir. » Le conseiller se dit toutefois « moins seul » depuis qu'il a pris l'initiative d'une plateforme citoyenne (www.toutelaluminium.be), qui jouera le rôle de commission de vigilance par rapport aux enjeux énergétiques et permettra aux consommateurs de se battre pour obtenir une facture « juste et honnête ». Les ralliements sont massifs.

Plus haut dans les instances régionales du PS, un ténor qui souhaite rester anonyme met beaucoup moins de gants dans l'expression de son irritation au sujet du personnage. Il dénonce le « donquichottisme » du conseiller, qui se battrait donc contre des moulins à vent, pour des montants « qui ne cessent d'être revus à la baisse » (*sic*). « Le droit de tendance au sein du parti a ses limites, dès lors qu'une position démocratique est prise en son sein, affirme encore notre source, qui fait partie des organes dirigeants du parti. On ne peut comparer Ores à Publinfin, cela jette le discrédit sur toute la politique, c'est intolérable ! » Et de laisser entendre que la commission de vigilance du PS pourrait être saisie du cas « Mitsch » si un seul de ses membres en faisait la demande. Une menace à peine larvée. Au Boulevard de l'Empereur, officiellement, on tempore : « Il est utile que les conseillers communaux vérifient le travail des intercommunales dont leur commune est membre. C'est leur rôle. » Dont acte.

L'affaire Ores/Electrabel est peut-être, aussi, un marqueur de l'opposition qui croît au sein du PS entre les fidèles de l'actuel président, Elio Di Rupo, et les partisans de son challenger le plus souvent cité, Paul Magnette. ♦



DIETER TELEMANS/ID PHOTO AGENCY

Elio Di Rupo et Paul Magnette : ils sont de plus en plus nombreux, au PS, à espérer que le ministre-président wallon relaye l'ancien Premier ministre à la tête du parti.

Da Vinci mode : pourquoi
Leonardo reste culte

Léopold I^{er},
le roi franc-maçon

France : le tourbillon
du dégagisme

LE VIF

l'express



Chronique et coulisses d'une

AGONIE

LE VIF 35^e année n° 24 - L'EXPRESS n° 3441 hebdomadaire du 16 au 22 juin 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711

01724 >



5 4 14286 210520



LE PS, PARTI POUR MOURIR ?

Ebranlé par les scandales, rongé par des tourments internes, fracassé par la concurrence du PTB, le Parti socialiste traverse une crise existentielle d'une ampleur inédite. Au point de bientôt disparaître, comme ses frères français et néerlandais ?

NICOLAS DE DECKER



Benoît Hamon, Yvan Mayeur et Elio Di Rupo sont sur un bateau. Les deux premiers sont déjà tombés à l'eau.

BERT VAN DEN BROUCKE/PHOTO NEWS

Partout où porte encore son regard fatigué, le capitaine ne voit plus que des flots déchaînés. Au nord, les camarades du PVDA ont coulé sous les polders. Au midi, le PS français n'est même plus un rafiote, c'est une épave. Les socialistes d'outre-Quévrain sont, au premier tour des législatives, retombés à un niveau encore inférieur à celui du pire résultat de leur histoire, en... 1906 (*lire page 76*). « L'avenir le plus probable du PS semble être de vivoter en tant que force d'appoint au cœur d'un système partisan

transformé, à moins de se dissoudre dans une ou plusieurs formations politiques plus larges », écrivait, lundi 12 juin dans *Mediapart*, Fabien Escalona sur cet inédit naufrage. Collaborateur scientifique du Cevipol de l'ULB, Fabien Escalona appliquait au PS français la grille de lecture de Charles S. Mack, un politiste américain qui a étudié trois cas classiques de disparition de grands partis de gouvernement : les Whigs américains au XIX^e siècle, les libéraux britanniques au début du XX^e siècle, et les progressistes conservateurs du Canada dans les années 1990. Charles Mack dégage deux critères déterminants pour enterrer un parti : primo, des dirigeants défaillants, en décalage avec leur base et les évolutions sociologiques ; secundo, l'existence de concurrents proches idéologiquement et « pas trop usés par l'exercice du pouvoir ». C'est alors que le noyau vital de la formation est atteint, et qu'il n'y a plus rien à faire. Entre les renoncements de François Hollande et les entreprises d'Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon, on a vite fait de caser la *Vieille Maison* érigée par Jaurès dans les dimensions de ce cercueil.

Le PS belge, qui traverserait la pire crise existentielle de sa vieille histoire si le regrettable Henri De Man n'avait, dans l'ignominie de la collaboration, dissous le POB en juin 1940, entrera-t-il bientôt, comme ses voisins du nord et du sud, dans le redouté palmarès de Charles Mack ? Voyons voir.

Le décalage des dirigeants

Il y a ceux qui se sont compromis dans l'argent, qu'ils en aient touché trop, qu'il n'ait pas correspondu à des prestations ou qu'ils aient trop laissé faire les uns et les autres. Il y a ceux qui se sont compromis dans les compromissions avec la droite, avec le capitalisme, avec le pouvoir. Et il y a ceux qui sont compromis tout court. Aujourd'hui, de la base au sommet et d'est en ouest, le Parti socialiste est traversé par deux mouvements telluriques.

D'est en ouest, d'abord, les rivalités interrégionales, qui recourent pour partie des tensions interpersonnelles, ont accentué l'impact des récents scandales, tous très localisés : les Carolos et les Bruxellois, entre autres, reprochent aux Liégeois et à la direction nationale d'avoir été trop tendres avec les →



Dès ce jeudi 15 juin à 13 heures, « Le PS, parti pour mourir ? » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Nicolas De Decker sur

canal **Z**

→ Liégeois sur Publifin, tandis que les Bruxellois et les Liégeois, entre autres, reprochent aux Carolos et à la direction nationale d'avoir été trop tendres avec les Carolos sur l'ISPPC, et que les Liégeois et les Carolos, entre autres, reprochent aux Bruxellois et à la direction nationale d'avoir été trop tendres avec les Bruxellois sur le Samusocial. Pour légitimes qu'ils fussent, ces reproches minent l'unité du parti, et donnent encore plus de résonance à des comportements bien assez répréhensibles pour se suffire à eux-mêmes, pour ce qui concerne leur publicité.

VIRGINIE LEFOUR/BELGAIMAGE



90 000 adhérents au PS : aujourd'hui ils sont résignés, révoltés ou... partis.

De bas en haut, ensuite, les militants se partagent entre résignés, très peu nombreux et taiseux, révoltés, plus nombreux et plus bruyants, et déserteurs, encore plus nombreux mais beaucoup plus silencieux. On a entendu les indignés s'indigner et, sur la question du décumul notamment, les jeunes du parti sont toujours plus vindicatifs. Mardi 13 juin, le président du Mouvement des jeunes socialistes, le Carolo-régien Maxime Felon, lançait dans *La DH* un ultimatum à sa direction nationale : soit le décumul intégral et immédiat, soit la guerre... avant de se faire désavouer par son conseil d'administration. Un rang plus haut dans le *cursus honorum* socialiste, une strate de cadres intermédiaires estime ces mesures à la fois trop violentes et contre-productives. Leur portrait-robot : un parlementaire, plutôt fédéral, ni jeune ni vieux – quadra ou quinquana –, également mandataire local, plutôt d'une commune petite ou moyenne, et dont les perspectives ministérielles sont objectivement bouchées. Ceux-ci estiment que leur cumul est une force pour le parti, dès lors qu'il lui garantit une assise locale et un socle électoral, tandis que les premiers assurent que leur profil même rebute l'opinion. Encore un rang plus haut, le sommet du parti est divisé sur le sujet, prétexte à de déchirantes querelles personnelles. Laurette Onkelinx, solidement affaiblie

par le scandale du Samusocial, s'est ainsi rapprochée de Paul Magnette, sur un thème qui ne semblait pourtant pas jusqu'à naguère leur être si cher, alors qu'Elio Di Rupo, personnellement concerné comme bourgmestre de Mons, député fédéral et président de parti, a récemment tendu la main à des parlementaires qui n'avaient auparavant guère attiré sa sympathie. « Elio sait que des élus locaux sur les listes fédérales et régionales peuvent atténuer une défaite électorale, et il connaît aussi leur importance dans les structures du parti, au bureau, dans les fédérations ou dans un congrès », nous explique un député pourtant favorable au décumul intégral. Les jeunes, conséquemment, s'éloignent du président, au profit de Paul Magnette, de la sortie de Maxime Felon au « Elio Di Rupo doit partir maintenant », lancé dans *L'Avenir* de ce mardi 13 juin, par Thibaud Smolders, 30 ans, échevin d'Awans et qui aurait pu, à quelques voix près, présider la fédération liégeoise du PS.

En résumé : la direction du PS n'est peut-être pas décalée, mais elle est en tout cas déchirée. Ça n'aide jamais à coller à une réalité sociologique, encore moins en période trouble.

La concurrence idéologique

Car les scandales et les cafouillages du Boulevard de l'Empereur ne seraient rien s'il n'y avait pas le PTB. Celui-ci correspond point par point à l'idéal type du nouveau parti dessiné pour en remplacer un ancien. Entre PS et PTB en effet, les connexions programmatiques sont aussi importantes (impôt sur la fortune, réduction du temps de travail) que la prétention au renouvellement est inversement crédible. Quel crédit encore donner à des costumes trois pièces dans des voitures avec chauffeur face à la concurrence de preux moines soldats aux pieds nus ? Quelle fraîcheur un parti au pouvoir partout ou presque depuis toujours peut-il afficher face à une formation qui ne l'a jamais exercé nulle part ? La réponse à ces questions laisse peu de



ERIC LALMAN/D/BELGAIMAGE

Jean-Pascal Labille (Solidaris) et John Crombez (SP.A) au dernier congrès de la FGTB : les autres structures du pilier socialiste peuvent sauver le parti. Si du moins elles le veulent encore.



Très à gauche, mais sans concurrence dans l'opposition à la droite, Jeremy Corbyn a sauvé le vieux Labour. Un exemple ?

place à l'incertitude : fin mars dernier, un sondage commandé par la RTBF plaçait le PTB devant le PS, et Paul Magnette lui-même ne trouvait pas la défaite surprenante. « Cela ne m'a pas tellement heurté. Je m'y attendais. J'avais dit en bureau de parti : un jour, on sera à 20-20, et peut-être même à 25-15. C'est évident qu'on allait se prendre une gamelle lors de ce sondage-là. Tous les jours, on ne parlait que de Publifin dans les journaux télévisés », explique-t-il dans une longue interview à lire dans le nouveau magazine *Wilfried*.

Personne ne l'aurait imaginé il y a deux ans encore, mais le combat du scrutin de 2019 pourrait, pour le PS, ne pas même porter sur la place de premier parti francophone, mais bien sur celle de premier parti de gauche francophone. Certes, la N-VA comme le MR ont beau jeu de ricaner sur un PS en voie de radicalisation « parce qu'à la remorque du PTB ». Mais au Boulevard de l'Empereur, malgré les tensions et les rancœurs, chacun s'accorde sur un constat : les derniers résultats électoraux, en Europe, ont montré le parti du marxisant Jeremy Corbyn en bien meilleure santé – il compte désormais 800 000 membres – que les formations des libéralisants François Hollande et Lodewijk Asscher. Sauf que le premier, lui, n'a pas dû affronter la concurrence de socialistes au cœur plus pur ni l'oxydation du pouvoir.

Un noyau atteint

« Afin de rester un grand parti de gouvernement, écrit encore Fabien Escalona, il faut disposer d'un cœur d'électeurs fidèles en toute occasion, et que ce cœur soit d'une taille suffisante pour rester "concurrentiel", même en cas de défaite ». Or, ce socle socialiste n'a eu de cesse, ces dernières décennies, de

s'effriter. Ses militants sont encore 90 000 officiellement – contre 10 000 pour le PTB. Mais ils sont de moins en moins nombreux et de moins en moins actifs : la plupart des sections et des USC sont, hors campagne électorale, entre le sommeil et la mort. La force, proverbiale en Belgique, de l'encadrement socialiste, « du berceau à la tombe », s'est atténuée au rythme syncopé des destructions des maisons du peuple, des faillites de journaux, des fermetures de coopératives... et du succès des maisons médicales du PTB. Le lancement de groupes d'achat d'énergie ou de fournitures scolaires, engagé l'été dernier par le PS, doit renouer avec cette logique. Le pilier de l'action commune, sur lequel s'appuie encore le PS, n'a plus la même densité : le gros million de syndiqués de la FGTB ne vote plus systématiquement pour le PS, et leur proportion est importante, mais encore plus faible, parmi le million et demi d'affiliés de Solidararis.

Parce que la société a changé, et que les communautés, y compris politiques, ont faibli face à l'individualisme consumériste. Et aussi parce que certains secteurs du pilier sont eux aussi tentés par la concurrence. A la base de la FGTB, beaucoup de syndicalistes, dans la métallurgie ou les services publics particulièrement, sont des sympathisants ou des militants du PTB. Le PS tente encore d'en contrôler le sommet. Avec peine, et comme on mène un combat d'arrière-garde : le vieux parti séduit peu les jeunes militants syndicaux.

Pour résumer, en appliquant à la grille de Charles Mack une métaphore maritime : au Parti socialiste dans le grain, la rouille a déjà percé de gros trous dans la coque, le bateau d'à côté est plus neuf et plus rapide, et on se bagarre dans le poste de pilotage. Mais l'orchestre continue de jouer l'*Internationale*. ♦

GOLEM & DIBBOUK

Révélee par Le Vif/L'Express, la défiance entre Elio Di Rupo et Paul Magnette est désormais publique. Le créateur et sa créature s'affrontent sur la question du cumul. Chacun, au PS, se met tout doucement à choisir son camp. Elio Di Rupo lui-même devrait abandonner l'un ou l'autre mandat.

PAR NICOLAS DE DECKER

Le rabbi Loew était si fier de son petit bonhomme d'argile. Le golem, sur le front duquel il avait plaqué le nom de Dieu, défendait si bien la communauté que les habitants du ghetto de Prague se sentaient enfin en sécurité. Et puis, le golem est devenu trop grand. La créature a menacé son créateur. Et, raconte la mythologie yiddish, le vieux rabbi Loew a dû éliminer le golem. Il en a eu marre et il y est parvenu. Au Parti socialiste, le golem d'aujourd'hui inquiète toujours plus son créateur. Paul Magnette a du golem l'insolente ingratitude, en plus de la puissance croissante. C'est même à se demander si la créature n'a pas, en plus de sa divine apposition, reçu le parrainage d'un dibbouk, ces esprits démoniaques qui, dans la tradition juive, rendent vicieux le malheureux possédé. Dans la cure du vieux rabbi Di Rupo, la question, en fait, ne se pose plus. Le golem Paul Magnette est bien pris par un dibbouk. Et il faudra de solides tours de kabbale pour l'arrêter.

Les lecteurs du Vif/L'Express savent qu'entre Elio Di Rupo et Paul Magnette, les frictions ont progressivement pris des allures de schisme, et que la querelle de l'ancien et du moderne a tourné, depuis plusieurs mois, à la guerre de positions. Chacun sait que Paul Magnette est le successeur tout désigné d'Elio Di Rupo, le premier cité en premier, et que celui-ci prend toujours davantage ses aises. Nos fidèles se souviendront également qu'au début du printemps, Elio Di Rupo avait eu à souffrir de l'hostilité d'une partie de son clergé, précisément de cette strate des députés-bourgmestres, très puissante dans le parti en général et au bureau national en particulier. Ceux-ci lui reprochaient d'avoir voulu, dans l'angoissant tumulte

Publifer, imposer de tout en haut de trop brutales mesures de décumul fonctionnel (le mandat unique) et financier (le plafond des 100% de l'indemnité parlementaire). Quant au golem, pas encore entièrement rongé par le dibbouk, il avait appuyé son président. Mais au coin de ses lèvres montait le sourire sardonique de celui qui s'amuse de voir un ancien ami dans la misère.

La guerre de mouvement

Depuis, le dibbouk a définitivement engagé le golem dans une guerre de mouvement. Ça bouge très fort. Et le vieux rabbi est vachement secoué. Le déclic date d'il y a un petit mois.

En bureau de parti, Elio Di Rupo revenait alors avec une proposition, toujours plus radicale, de décumul. Laurette Onkelinx, et surtout Paul Magnette, l'appuyèrent. De l'arrière, c'est-à-dire de là où se trouvent les collaborateurs de l'institut Emile



Entre Elio Di Rupo et Paul Magnette, les frictions ont pris des allures de schisme.

Vandervelde et les militants les plus désintéressés, de grands applaudissements ont même félicité le Carolorégien. Mais aux premiers rangs, les députés-bourgmestres serraient les dents. Dès la sortie, ceux-ci (notamment Laurent Devin, bourgmestre de Binche et député fédéral, Eric Thiébaud, bourgmestre d'Hensies et député fédéral, et Karine Lalieux, échevine de Bruxelles et députée fédérale) assaillirent le vieux rabbi de sollicitations. Deux semaines plus tard, devant la même assemblée des sages socialistes, le président du parti avançait une proposition plus émolliente : décumul immédiat si les autres partis l'acceptent, après 2024 pour les seuls socialistes dans le cas contraire. Seuls deux membres du bureau s'y opposèrent : le Montois Nicolas Martin – un sacré petit dibbouk qui s'agite beaucoup dans le jardin du vieux rabbi aussi, celui-là –, et l'Aiseau-Preloise Graziana Trotta, tandis que plusieurs Wallons s'abstenaient.

Le golem Paul Magnette, qui ne dispose pas d'une voix délibérative au bureau, s'est encore emporté. De la caste des rotelets de province, ces députés-bourgmestres qu'il taxe

Le président devra donner des gages en cédant certains de ses mandats

hautainement de ringardise, et qu'il se plaît, de plus en plus, à humilier publiquement, il a alors juré la perte. Et dès lors celle, derrière eux, de celui qui était redevenu leur protecteur, le vieux rabbi Di Rupo. Le 3 juin, la malédiction du golem a éclaté au regard des six cents mi-

litants participant, à la salle de la Madeleine, à Bruxelles, au rassemblement participatif convoqué par le parti. Ils devaient se prononcer sur la très douce proposition de ne plus cumuler au plus tard après 2024. On le sait, ils l'ont rejetée à 70 %. Leur insubordination avait été étrangement stimulée par de démoniaques fuites médiatiques qui raillaient la volte-face d'Elio Di Rupo, ainsi que par une interview publiée le matin même dans *L'Echo*, où Paul Magnette proclamait l'urgence de réformes internes. Au rassemblement lui-même, le golem, qui avait mobilisé contre le décumul *soft*, sautela, exigeant que l'on votât à main levée parce que les petits boitiers électroniques avaient buggé. Bref, le démon sortait de son tiroir.

Une fois Elio Di Rupo et les élus de province remballés, le ministre-président, entêté par son dibbouk, n'allait pas s'empêcher de se vanter de « l'avoir bien mise à Devin, Thiébaud et compagnie ». Et Paul Magnette poursuivra la malédiction à son terme. Il l'a lancée ce mardi 13 juin au JT de la RTBF. Et ce 16 juin, le congrès de sa fédération de Charleroi endossera une revendication claire de fin des cumuls, et affichera sa volonté de la porter devant le congrès national du parti, souverain.

Au Jugement dernier

C'est alors que l'on se comptera, au Parti socialiste. Comme un jour de Jugement dernier. Paul Magnette, bien sûr, sera soutenu par une fédération carolorégienne qu'il domine, aidé par le président Eric Massin. Ceux parmi la base militante qui ne sont pas encore partis et qui ne sont pas indéfectiblement attachés à un leader local – en définitive très peu de monde –, ainsi que les jeunes – dont le président national est carolo –, le soutiendront. Laurette Onkelinx, dont il s'est rapproché ces derniers mois, Jean-Pascal Labille, qui suit à Liège une stratégie similaire à celle du golem carolo, la réussite en moins, et d'autres, comme Rudi Vervoort et Charles Picqué, se sont déjà mouillés, tandis que « le top liégeois pense courageusement qu'il faut laisser faire et s'allier au vainqueur », comme dit un principautaire.

Elio Di Rupo, lui, s'appuiera pour contenir le golem, voire pour l'exorciser de son dibbouk, sur ces corps intermédiaires avec lesquels il a renoué. Il devra avoir, d'ici là, donné des gages aux aspirations décumulardes en cédant certains de ses mandats. Au moins celui de député fédéral. Peut-être celui de bourgmestre de Mons. Pour que le rabbi conserve son magistère, et parce qu'il est revenu de ce golem qui était si gentil. Avant d'être frappé par le dibbouk. ♦



ERIC HERCHAF/REPORTERS

LE CAUCHEMAR DE VANDERVELDE

Inusop, Agusta, la Carolorégienne, Publifin, Samusocial. La litanie de scandales impliquant des mandataires PS pose, une fois de plus, une question bien plus éternelle qu'on ne le croit : les socialistes sont-ils plus pourris que les autres ?

PAR NICOLAS DE DECKER

C'est le parti des petites gens. Pourtant, tout commence avec un patron. Ce *Patron*, Emile Vandervelde, est un bourgeois plutôt austère, rejeton d'un avocat et d'une directrice d'usine. Il dirigera le Parti ouvrier belge, aïeul de l'actuel PS, pendant un demi-siècle. Autant de temps pendant lequel le grand Ixellois obligera aux siens une ligne politique, la conquête de droits sociaux par la voie démocratique, mais aussi une éthique. Le *Patron* donnait à son ascendant intellectuel et politique une dimension morale, religieuse même.

« On a dit, justement, que le socialisme n'est pas seulement un parti ou une doctrine, mais une religion. Cette religion nouvelle doit imposer à ses adhérents une discipline morale », écrit-il d'ailleurs, en 1897, dans une brochure contre l'alcoolisme. Pourtant déjà le jeune POB, fondé en 1885, comme le comportement de certains de ses dirigeants, suscitent les raileries des méchantes gazettes de la droite au pouvoir.

Vandervelde lui-même ne s'est-il pas appuyé sur l'immunité parlementaire, suprême privilège du pouvoir bourgeois, pour éviter un fâcheux procès après avoir blessé, en un duel tout ce qu'il y a de plus illégal, un importun ? Sa première épouse, l'inconstante Lala, ne se compromettra-t-elle pas dans quelque affaire dont la sortira la notoriété maritale ? Et cette protectrice bienveillance ne fera-t-elle pas de sa seconde femme, Jeanne, une des premières sénatrices du royaume ? Déjà, la religion nouvelle portait en elle ses indulgences et fomentait ses hérésies puritaines.

Et déjà l'argent, cet argent qui corrompt tout, perturbait les esprits et les campagnes. Les communistes, sortis d'un POB qu'ils pensaient embourgeoisé, donc corrompu, ne s'y trompèrent pas : dans l'entre-deux-guerres, ils opposaient déjà leur ascétisme révolutionnaire à l'empâtement des administrateurs de coopératives. A Charleroi, la réplique du Bauletois Arthur Gailly à un militant remonté relève de la légende. « C'est pour arriver plus vite à Bruxelles défendre les mandailles comme toi ! », aurait répondu ce cumulard patenté, patron du syndicat métallurgiste puis de la FGTB locale, député pendant trente

ans et qui circulait dans une berline que conduisait un chauffeur à l'insolent qui le lui reprochait. On n'est pas loin de l'Yvan Mayeur d'aujourd'hui, qui justifie l'importance de ses revenus et de ceux de Pascale Peraita par leur excellence dans le domaine ingrat de l'aide sociale. Aujourd'hui comme depuis toujours, partout ou presque où il domine, à Liège, à Charleroi, à Mons, à Bruxelles, le Parti socialiste – écrivez P\$ quand vous voulez vraiment vous donner l'air de savoir – traîne avec lui des affaires, des scandales et des polémiques qui font plein de boucan.

Ce boucan n'est pas nécessairement calibré selon les montants impliqués : avec les honoraires perçus de Patokh Chodiev, Armand De Decker, toujours au MR et toujours bourgmestre d'Uccle, aurait pu se payer trois ans d'un comité de secteur du désormais ancien PS et du bientôt ancien bourgmestre d'Ans, Stéphane Moreau. C'est que s'il est discutable que la corruption soit consubstantielle au socialisme, il est certain que l'indignation face à la corruption socialiste est infiniment plus élevée. Pour une raison simple : le socialisme se pose en parti, en doctrine et en religion des pauvres. Ça oblige. « Le PS doit être plus exemplaire parce qu'il défend les petites gens », répète d'ailleurs Paul Magnette à longueur d'interview.

Le parti, ascenseur pour ambitieux

Son président de parti, Elio Di Rupo, en fait un rebut statistique, une petite crotte sèche et puante coincée dans la marge d'erreur : « Le PS, c'est un groupement de près de 90 000 personnes formidables et qui assument chaque jour leurs responsabilités. Il y a des accidents et il faut trouver des solutions mais on ne peut pas être derrière tout le monde », disait-il après la démission d'Yvan Mayeur.



en couverture

Il a tort. Comme s'il ne s'agissait que d'un de ces problèmes de proportions d'examen cantonal : « Sachant qu'un parti wallon compte 90 000 militants et qu'on y trouve des corrompus dans les quatre plus grandes villes qu'il gouverne, combien de grandes villes devra diriger un parti de 40 000 militants pour rassembler autant de corrompus ? Répondez lisiblement. »

Le problème du problème, c'est que le calcul présidentiel est biaisé par une règle de trois. Parce que ce n'est pas parce que son parti est le plus grand que les affaires qui l'impliquent sont plus nombreuses, plus graves ou qu'elles font plus de bruit. Enfin, pas seulement.

S'il se trompe dans son calcul, le président, c'est, et d'une, son ministre-président l'a dit, parce qu'un apôtre du socialisme ne doit pas s'asseoir à la table des marchands du Temple.

C'est aussi, et de deux, parce que son parti est au pouvoir là où ça se voit le plus, et qu'il y est depuis longtemps. A Mons, à Charleroi, à Liège, à Bruxelles, dans les gouvernements, aussi, son pouvoir se met en scène, et se confronte souvent à des opposants organisés, et parfois à des journalistes intransigeants. La qualité et l'opiniâtreté des uns et des autres, au hasard à Mouscron, Malmedy, Dinant, Namur, Uccle ou la province du Brabant wallon, sur des scènes beaucoup moins courues, suscite moins d'attention. Et puis, sans doute est-ce l'effet d'une communication trop centralisée conjuguée à l'habitude du pouvoir, mais un socialiste ne parvient jamais à composer un récit médiatique sur les turpitudes d'un adversaire. Le scandale

Publifin a éclaté par la grâce d'un échevin CDH, en cheville avec *Le Vif/L'Express*, celui du Samusocial à l'initiative d'un député écologiste bruxellois, relayé cahin-caha par la RTBF, et le *ratagate* de l'ISPPC met son président réformateur en manchette de *La Nouvelle Gazette*. A chaque fois contre le PS avant tout. Où un seul conseiller communal a voulu dénoncer un scandale national. C'est Jean-François Mitsch, avec l'*électragate*. Le parti lui a tapé sur les doigts (*Le Vif/L'Express* du 9 juin).

Et c'est enfin, et de trois, parce que son parti n'est pas qu'une doctrine, mais qu'il est aussi une religion, et qu'entrer dans son clergé, pour certains ambitieux d'extraction modeste est parfois le meilleur moyen de s'élever socialement. Ceux-ci s'engagent moins par idéal que par opportunisme. « Le mécanisme du parti socialiste offre aux ouvriers, grâce aux nombreux postes rétribués et honorifiques dont il dispose, une possibilité de faire carrière, ce qui exerce sur eux une force d'attraction considérable », écrivait déjà en 1914 le sociologue Roberto Michels dans son *Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*.

A l'époque, le curé Vandervelde disait déjà en avoir marre des parvenus. ♦



Les « trois Guy » (Mathot, Spitaels, Coeme), Claude Despiegeleer, Stéphane Moreau, Pascale Perais : le PS est davantage dans le viseur.

LAURETTE ONKELINX À SON TOUR DANS LA TOURMENTE

Le PS bruxellois est rattrapé par les affaires sur fond de déchirures à plusieurs étages : entre Ville et Région, laïcs et communautaristes, sociaux-démocrates et radicaux. Attention, situation explosive.

PAR OLIVIER MOUTON

« **C**e qui vient de se passer au Samusocial affaiblit Laurette Onkelinx, c'est évident. La démission du bourgmestre Yvan Mayeur lui fait mal, personnellement et politiquement : elle était la dernière au sein du parti à le protéger. Mais dans l'état actuel des choses, je ne vois aucun leadership alternatif pour le PS bruxellois. » Mi-figue, mi-raisin, ce ténor socialiste de la capitale prend la mesure du séisme qui y est survenu : voilà la présidente de la fédération bruxelloise plongée à son tour dans les affres des affaires. Donnant davantage encore l'impression d'un parti gravement malade, à l'heure où son président, Elio Di Rupo, est noyé sous le fardeau de Publifin à Liège et de l'ISPPC à Charleroi. Sans cesse dépassé par les événements. Et alors que la pression d'Ecolo et du PTB n'a jamais été aussi forte, dans la capitale aussi.

« Affaiblie, oui, mais battante »

Bouleversée, Laurette Onkelinx l'est, sans aucun doute : il suffisait d'entendre le « non » cinglant, lâché lorsqu'on lui demandait si elle a ri de la chronique humoristique d'Alex Vizorek sur La Première (RTBF), vendredi 9 juin, tournant en dérision le « cirque du PS ». Yvan Mayeur est un ami, celui qui l'a accueillie à bras ouverts dans la ville quand elle a déménagé de Liège, avec lequel elle a partagé bien des considérations sociales à la Chambre. Touchée de plein fouet, elle l'est à double titre car on épingle dans les médias l'intervention du bureau d'avocats de son mari, l'avocat Marc Uyttendaele, qui a tenté de stopper l'enquête sur le Samusocial initiée par la RTBF. Un mélange des genres qui n'est pas loin du conflit d'intérêts... Des médias flamands dénoncent aussi un emploi fictif qu'aurait occupée sa fille au sein du Samusocial – ce qu'elle dément aussitôt.

L'air du temps est malsain et elle déguste. « Affaiblie, elle l'est, sans aucun

doute. Mais cela renforce son caractère de battante... », relève un proche.

Dès le lendemain de la démission du bourgmestre de la Ville de Bruxelles, Laurette Onkelinx tente de transformer son désarroi en un désir de reconquête. « Je n'ai pas le droit d'être abattue », clame-t-elle. Le remplacement d'Yvan Mayeur au mayorat de la capitale est rondement mené : l'heureux élu est Philippe Close, précédemment échevin des Finances et du Tourisme, mais aussi chef de groupe du PS au parlement bruxellois, fonction à laquelle il est remplacé par Caroline Désir. Les quadras socialistes prennent du galon. « Paradoxalement, je crois que Laurette sort renforcée de l'épreuve, ose un autre pilier du PS bruxellois. Elle a bien géré la situation, contrairement à ses collègues wallons. Elle en profite pour installer une nouvelle génération. » Qui marque très vite la différence : le nouveau bourgmestre annonce qu'il anticipera la mise en œuvre du mandat unique.

« Le remplacement d'Yvan Mayeur par Philippe Close permet aussi de faire baisser d'un cran la tension entre la Ville et la Région, poursuit notre interlocuteur. C'était cela, la nouvelle ligne de fracture au sein du parti. » Ce n'est pas un hasard si c'est le ministre-président bruxellois, Rudi Vervoort (PS), qui a donné l'estocade à son rival de bourgmestre en affirmant, jeudi 8 juin à l'aube, qu'Yvan Mayeur devait « se poser la question de la démission ».

Depuis son arrivée, le feu follet de la Grand-Place multipliait il est vrai les prises de position tranchées et faisait cavalier seul sans prévenir la Région, sur des sujets aussi importants que le piétonnier ou l'avenir du Heysel, mais aussi dans des initiatives plus symboliques comme la candidature de la Ville pour accueillir les championnats mondiaux d'athlétisme ou le départ du Tour de France 2019. « Franchement, cela commençait à devenir intenable, confie un camarade. Philippe

« **Mayeur à la Ville, c'était une boîte noire, un Etat dans l'Etat** »



Rudi Vervoort, ministre-président bruxellois, effacé derrière sa présidente de fédération : c'est pourtant lui qui a porté l'estocade fatale à Yvan Mayeur.

Close est plus rond, moins cassant qu'Yvan Mayeur. Avec lui, la relation entre la Ville et la Région devrait être plus collégiale. » Avant sa désignation, certains pensaient même que le profil conciliant de Philippe Close l'empêcherait d'obtenir le poste. D'autant qu'il ne présentait pas le « label marxiste » d'Yvan Mayeur, doué comme nul autre pour polariser le débat idéologique. Sa désignation est une preuve que les lignes bougent au sein du PS bruxellois.

« Une culture du secret »

Avec la chute d'Yvan Mayeur, c'est une page de la fédération qui se tourne. Pour le meilleur ou pour le pire. Comme si Laurette Onkelinx, forcée par les événements, avait dû renforcer son profil de rassembleuse. En se détachant de l'héritage controversé de son mentor, Philippe Moureaux, l'ancien patron qui faisait la pluie et le beau temps. Un proche, intime. Lui aussi.

Pendant de longues années, le PS bruxellois reposait sur un subtil équilibre entre deux « clans » aux profils bien distincts, celui porté par Philippe Moureaux (Molenbeek), marxiste et communautariste, et celui emmené par l'ancien ministre-président Charles Picqué (Saint-Gilles), davantage social-démocrate et hostile aux prébendes offertes aux minorités

pour des raisons électoralistes. « Le groupe formé autour de Moureaux avec Serge Vilain de la SRIB, Yvan Mayeur et son amie Pascale Peraita, Faouzia Hariche à la Ville et d'autres, a toujours développé un sens du secret dans sa manière de s'organiser, souligne un de ses adversaires. L'information ne circulait pas toujours bien à l'intérieur du parti, c'est le moins que l'on puisse dire. »

Nourri par la frustration d'un passé sans diplôme et d'une reconnaissance tardive de ses talents politiques, Yvan Mayeur a développé au fil du temps une soif de pouvoir sans limites. A la tête du CPAS et des institutions sociales de la Ville, dans un premier temps. Puis, en 2012, il tue le père : en écartant violemment Joëlle Milquet de la coalition à la Ville, il provoque des représailles en cascade qui ont pour conséquence la mise à l'écart historique de Philippe Moureaux à Molenbeek, renversé par une alliance entre libéraux, humanistes et écologistes. « Mayeur à la Ville, c'était une deuxième couche d'opacité, prolonge le mandataire d'une petite commune. C'était une boîte noire, un Etat dans l'Etat. » Ce culte du secret risquait forcément de déboucher sur un scandale. Au sein du parti, on espère d'ailleurs que d'autres asbl privées créées à Bruxelles ne suivront pas l'exemple du Samusocial. C'est dit : on tremble... →

→ « Le syndrome de Versailles »

Les bras de fer entre Ville et Région, les récriminations des petites communes à l'encontre de l'ogre bruxellois, qui continue à capitaliser les 100 millions octroyés par le fédéral à la capitale, ou les pieds de nez d'Yvan Mayeur sur le piétonnier nourrissent depuis des semaines les affrontements entre camarades. « C'est le syndrome de Versailles, grince un ministre. Comme si le fait d'occuper l'hôtel de ville sur la Grand-Place développait forcément la mégalomanie. » « Avec Freddy Thielemans, le prédécesseur de Mayeur, on pouvait régler la question autour

liste s'est déchirée : le SP.A a quitté la majorité, dénonçant la volonté du bourgmestre sortant de rester échevin, mais craignant surtout l'image désastreuse que projette le scandale sur une opinion publique intraitable. Pascal Smet, ministre bruxellois et homme fort des socialistes flamands, est un partisan de longue date d'une simplification des institutions bruxelloises : les derniers événements donnent du grain à moudre à sa thèse, au même titre que l'absence de concertation sur les conséquences du piétonnier pour la mobilité, dont il a la compétence. « Tous les partis flamands vont utiliser ce

qui s'est passé pour demander une nouvelle fois que l'on mette de l'ordre à Bruxelles », peste un ténor. Tandis qu'un autre met le doigt sur cette vérité qui dérange : le statut particulier d'un organisme comme le Samusocial, privé à vocation publique, a précisément été créé afin d'échapper aux lourdeurs des lois linguistiques. De quoi raviver encore un peu le feu communautaire...

« Le lien distendu avec Elio »

Pour Laurette Onkelinx, ce vent contraire souffle alors qu'elle a lancé une campagne sur le terrain pour recueillir les sentiments des citoyens en vue des élections communales d'octobre 2018. Début mai, elle affirmait encore au Vif/L'Express croire avec force dans la capacité du PS à « reconquérir les cœurs ». « Aujourd'hui, elle doit faire face à plusieurs crises en même temps, résume un cacique du parti.



Durant de longues années, le PS bruxellois s'est reposé sur un équilibre fragile entre les clans Picqué et Moureaux. La page est définitivement tournée.

d'une pinte en flattant la beauté de la ville, grimace un ancien ministre régional. Avec Yvan, c'est impossible... »

Cette fracture surpasse de loin le fossé pourtant sensible entre laïcs et « communautaristes » sur fond de terrorisme et de climat anxieux. « De ce point de vue-là, le parti s'est apaisé sur la base d'une laïcité qui respecte les minorités », dit l'un. Et lorsque l'on évoque les ambitions d'un Emir Kir, bourgmestre très populaire de Saint-Josse, d'origine turque, les critiques fusent. « Il est devenu la succursale d'Erdogan, son discours est inaudible. Il est complètement minorisé sur ce sujet. » Non, si un putsch devait avoir lieu contre Laurette Onkelinx, ce n'est pas de là qu'il viendrait. « Dans toute cette triste histoire, s'il y en a un qui sort renforcé, c'est bien Rudi Vervoort », murmure-t-on. Celui qui a eu de la peine à s'imposer à la ministre-présidence régionale prend une autre dimension. De là à en faire un leader naturel, il y a de la marge.

Cet affrontement entre Ville et Région à l'intérieur même du PS fait craindre des répercussions d'une autre nature. Sur le plan institutionnel. A Bruxelles, après la démission d'Yvan Mayeur, la famille socia-

Elle doit mettre en œuvre d'urgence des réformes radicales en matière de bonne gouvernance, en évitant de nouveaux incendies. Les militants veulent que l'on décide plus rapidement, comme ils l'ont exprimé lors de la réunion du 3 juin à la Madeleine. Mais elle doit aussi apaiser les tensions idéologiques entre l'aile sociale-démocrate et celle, plus radicale, qui regarde du côté de Mélenchon. Plus que jamais, elles s'intensifient au vu de ce qui se passe en France. »

Jusqu'ici, la fédération bruxelloise pouvait encore s'enorgueillir de ne pas avoir été « salie par les parvenus ». Au sein du PS wallon, certains se sont discrètement réjouis de voir Laurette Onkelinx, la Liégeoise déracinée, écornée à son tour alors qu'elle avait durement attaqué ses camarades de Publifin. La voilà dans le même bain de crise que son président de parti, celui avec qui elle a multiplié les participations gouvernementales au fédéral.

« Entre Elio Di Rupo et elle, il y a encore un lien de loyauté, mais il s'est distendu », constate un ministre. Plus que jamais, au PS, l'heure est aux remises en question susceptibles d'y déclencher une guerre civile. Généralisée. ♦



Pascal Smet, homme fort des socialistes flamands : profiter de l'occasion pour simplifier Bruxelles.

ÉLECTRAGATE : LES DOUTES PERSISTENT

Les ministres wallons Lacroix (Energie) et Dermagne (Pouvoirs locaux) demandent une évaluation indépendante du rachat par les communes des parts d'Electrabel dans Ores. Les auditions au parlement laissent bien des zones d'ombres. L'affaire est loin d'être enterrée.

PAR OLIVIER MOUTON

Le match en commission Energie du parlement wallon était déséquilibré. Lundi 12 juin après-midi, Jean-François Mitsch, conseiller communal PS à Genappe, était convié pour exposer les questions, lourdes, qu'il soulève publiquement depuis trois mois au sujet d'un double marché impliquant Electrabel, sept intercommunales pures de financement et Ores, l'intercommunale qui distribue le gaz et l'électricité dans 197 communes wallonnes. Face à lui, un trio de poids : Fernand Grifnée, CEO d'Ores Scrl ; Claude Desama, ancien président d'Ores et d'Intermixt, une structure créée pour défendre les intérêts des communes face à Electrabel, et Renaud Durant, secrétaire du Groupe d'intérêts économiques (GIE), la coupole des intercommunales de financement.

Au final, le trio a certes fait plier à coups de chiffres les timides convictions de certains députés, pour étouffer l'affaire. Mais des portes se sont ouvertes, laissant pendante la question soulevée par le conseiller communal : les communes se sont-elles fait flouer dans le double marché conclu en 2008 et 2014 avec Electrabel ? Pour rappel, on parle d'un manque à gagner substantiel allant de 130 à 250 millions d'euros. Les deux marchés concernent le rachat par les communes des derniers 25 % détenus par Electrabel dans Ores, ainsi que de la sortie des communes du capital d'Electrabel Customer

Solution (ECS), une société, dissoute aujourd'hui, qui gérait la clientèle d'Electrabel. Voici les six grands enseignements de ces auditions.

1. UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

L'information la plus concrète de cette joute parlementaire est venue du banc ministériel. Christophe Lacroix (PS), ministre wallon de l'Energie, a annoncé qu'il avait demandé, avec son collègue en charge des Pouvoirs locaux, Pierre-Yves Dermagne (PS), une évaluation indépendante du marché controversé. « Nous devons clarifier les choses, a précisé Christophe Lacroix. Ce n'est pas noir ou blanc, c'est beaucoup plus nuancé. Les explications d'Ores et des intercommunales de financement tiennent la route mais dans l'intérêt de tous, nous devons clarifier. » Une commission mixte sera chargée de cette opération, composée de représentants des administrations

« Attention à ne pas faire comme si les choses étaient pliées. Le calcul indépendant n'a pas encore été fait »

concernées, de la cellule d'information financière et du régulateur, la Commission wallonne pour l'énergie (Cwape). Des expertises indépendantes seront sollicitées. Tous les groupes politiques se sont félicités de l'annonce. « Pour autant que cette expertise soit vraiment indépendante », a insisté Philippe Henry (Ecolo). Les dirigeants d'Ores ont promis de collaborer à ce travail dont le résultat n'est pas annoncé avant la rentrée parlementaire.

2. LE FIL DE L'HISTOIRE RECOMPOSÉ

Claude Desama, qui fut l'architecte du deal au nom d'Intermixt, a donné des précisions sur le chemin parcouru. En 2008, le gouvernement wallon adopte un décret du ministre de l'Energie de l'époque, André Antoine (CDH), qui contraint, selon lui, les communes à monter en puissance dans l'actionnariat des réseaux de distribution. Une négociation « forcée » est entamée avec Electrabel. Dans des conditions défavorables, précise-t-il, car le géant de l'électricité n'était en rien demandeur. Voilà pourquoi Electrabel obtient des paramètres qui lui conviennent et, surtout, un « droit de put », c'est-à-dire un accord de vente anticipé, pour les 25 % des parts restantes à horizon 2019. En 2014, les communes constatent par ailleurs, effarées, que la valeur des parts qu'elles détiennent dans



Fernand Grifnée (Ores), Claude Desama (Intermixt) et Renaud Durant (GIE) lors de l'audition au parlement wallon : un air de triomphalisme.

Electrabel Customer Solution (ECS) dégingole – et qu’elles devront bientôt renflouer le navire. Ce sont donc elles qui recontactent Electrabel pour sortir d’ECS. En échange, Electrabel demande d’activer anticipativement son « droit de put » pour les 25 % de parts restantes dans Ores. Dans les conditions fixées en 2008, à savoir pour 400 millions d’euros. Or, un rapport de la banque d’affaires Leonardo fixe à ce moment le « juste prix » à 275 millions. « Les communes ont fait une bonne affaire », insistent pourtant les négociateurs, devant la commission wallonne. En substance, le rapport Leonardo ne tiendrait pas compte des contraintes liées à la régulation, ni des belles perspectives d’avenir pour Ores, ni d’un rendement annuel intéressant de 5 % pour les communes. Certains députés boivent la bonne parole. « Ces explications me rassurent », souffle Pierre-Yves Jeholet (MR). « Je n’ai pas le sentiment que les communes aient été flouées », déclare Dimitri Defourny (CDH). Philippe Henry (Ecolo) est le seul à mettre en garde : « Attention à ne pas faire comme si les choses étaient pliées. Le calcul indépendant n’a pas encore été fait... » Une prudence qui semble élémentaire.

3. LES ZONES D’OMBRE ET LES CONTRADICTIONS

Le très long exposé des négociateurs fut un rouleau compresseur destiné à convaincre les députés. Pourtant... Pourquoi Electrabel a-t-il obtenu un « droit de put » en 2008 qui n’était en rien imposé par le décret Antoine ? Pourquoi les négociateurs des communes n’ont-ils pas demandé une évaluation indépendante du prix du réseau en 2008, alors qu’ils l’ont fait en 2014 ? Le rapport Leonardo aurait d’ailleurs été commandité à ce moment dans la perspective... d’une revente à un tiers investisseur des parts qui venaient d’être rachetées. Vu le montant délivré par la banque, les représentants des communes auraient décidé que... ce n’était « pas le moment » de vendre. En chœur, Desama, Grifnée et Durant défendent, en outre, le résultat de leur négociation, mais ils se plaignent en même temps des conditions de départ au moment de la négociation, chargeant le ministre de l’époque et jurant qu’Electrabel ne se laissait pas faire facilement, prétextant être « exproprié » de ses biens pour faire monter les enchères. Une façon de dire que le prix payé n’est finalement pas si favorable que cela ? Enfin,

et c’est une question centrale, l’opération ne représente-t-elle pas une spéculation osée sur l’avenir ? Le marché a été conclu selon une méthode de calcul classique, avancent les négociateurs. Très bien, mais tout dépend aussi des paramètres utilisés, notamment la valeur des réseaux en fin de période d’évaluation prévue par le contrat signé en 2008, soit 2026. Quant à la perte de valeurs soudaine d’ECS : outre l’explication officielle, liée à la position concurrentielle de l’opérateur, n’a-t-elle pas été créée artificiellement via des surfacturations ? Voilà quelques-unes des questions qui restent ouvertes. Edmund Stoffels, député PS, a pour sa part demandé à obtenir tous les rapports du régulateur qui doivent déjà donner des indications au sujet de la valeur effective des réseaux, passée et actuelle. « Une expertise indépendante existe, cela nous ferait une bonne lecture pour cet été. »

4. DE NOUVEAUX FOYERS

Un match dans le match : Pierre-Yves Jeholet (MR) a réclamé l’audition rapide de l’ancien ministre wallon de l’Energie, André Antoine, suscitant quelques réserves de son collègue Dimitri →

→ Defourny (CDH). « Il apparaît que son rôle n'est pas anodin », estime le libéral. « Je ne vais pas faire plaisir à tout le monde », a lancé pour sa part Fernand Grifnée, CEO d'Ores, à la fin de son exposé, en présentant un graphique soulignant que si le coût de la facture électrique est à ce point élevée en Wallonie, ce serait surtout en raison des taxations et des dividendes versés aux communes. Match nul, balle renvoyée aux politiques.

5. DES RÈGLEMENTS DE COMPTES

Visiblement fiers de leurs prestations, Claude Desama et Fernand Grifnée ont sèchement remis leurs détracteurs à leur place en fin de séance. Le premier a visé Damien Ernst, professeur à l'université de Liège et expert reconnu dans le domaine de l'énergie, qui avait dénoncé le fait qu'Electrabel avait vendu sciemment des « actifs pourris » aux communes, les réseaux étant dépassés dans la perspective de la transition énergétique (*Le Vif/L'Express du 9 juin*). « C'est un grand spécialiste de l'intelligence artificielle, j'ai nettement plus de doutes au sujet de ses compétences en matière d'énergie. » Quant à Fernand Grifnée, il a attaqué frontalement Jean-François Mitsch : « Je dis que ça suffit avec ces insinuations non fondées qui salissent notre société. J'attends ses premières excuses pour ces messages insultants, qui ont l'intention de nuire. » Une offensive, qui a donné lieu à un rappel à l'ordre du président de la commission énergie, Benoît Drèze (CDH) : « Ne préjugez pas du résultat de nos travaux ! » « Je n'ai jamais mis en cause la qualité du travail des agents d'Ores, mais bien l'impartialité du management qui ne répond pas à ces questions depuis 2013 », plaide le conseiller communal.

6. LES ACTEURS ET LES ABSENTS

Fernand Grifnée, CEO d'Ores, a été mis à mal par des questions de députés sur son parcours professionnel. En 2008, au moment de la négociation, il est employé d'Electrabel : il participe même aux négociations au sein du service juridique,

avant de passer au service communication. « Une relation incestueuse », dit Jeholet. « Mais je l'ai fait en public, se défend Grifnée. J'ai toujours été loyal à l'égard de mes employeurs. En 2011, j'ai été approché une première fois pour la fonction que j'occupe actuellement. A partir de ce moment-là, j'ai arrêté tout

un montant de 470 000 euros par an. Le CEO promet, depuis mars, qu'il dévoilera prochainement le juste montant à ses actionnaires. Claude Desama (PS) a singulièrement profité de sa position à titre personnel : lorsqu'il était président d'Ores scrl, il s'est engouffré dans une faille de la législation wallonne pour



FREDERIC SIERAKOWSKI/ISOPIX

Jean-François Mitsch (PS), conseiller communal à Genappe :
« Je n'ai jamais mis en cause la qualité du travail des agents d'Ores. »

contact en lien avec ces opérations. » Le patron du bras opérationnel de l'intercommunale défend par ailleurs avec force les comités de secteur qui existaient chez Ores, comme chez Publifin. « Mais chez nous, il y avait un vrai travail effectué », plaide-t-il, tandis que Jean-François Mitsch souligne que ceux-ci étaient en réalité des caisses enregistreuses des décisions prises par le management. Rappelons que la rémunération officielle de monsieur Grifnée n'est toujours pas connue – *L'Echo* avait évoqué fin mars

ajouter cette rémunération à celle touchée comme bourgmestre de Verviers – c'est devenu un cas d'école. Il reste aujourd'hui président d'Intermixt, une structure devenue une coquille vide, son rôle étant repris par le GIE.

Enfin, deux personnalités n'ont pas eu l'honneur d'être auditionnées lundi 12 juin, mais auraient mérité de l'être. Didier Donfut (PS), président du conseil d'administration d'Ores scrl, est pourtant celui qui aurait « vendu » l'accord aux communes. Son parcours reste marqué par sa démission du poste de ministre wallon des Affaires sociales, en 2009, et par des conflits d'intérêts dans le domaine de l'énergie. Quant à Cyprien Devillers (MR), on ne l'entend pas depuis le début de l'affaire : il est pourtant le président du conseil d'administration d'Ores Assets, en d'autres termes de l'intercommunale la plus puissante de Wallonie. ♦



FREDERIC SIERAKOWSKI/ISOPIX

Christophe Lacroix (PS), ministre wallon de l'Énergie :
« Ce n'est ni blanc, ni noir. »

LE CANNIBALE

A man with a beard and dark hair, wearing a dark suit, white shirt, and dark tie, is smiling broadly while looking at his smartphone. He is standing in a futuristic, brightly lit tunnel with glowing blue and white lines on the walls and floor. The background is slightly blurred, emphasizing the man in the foreground.

*Georges-Louis
Bouchez :
admirateur de
Napoléon Bonaparte,
Radja Nainggolan
et Lewis Hamilton,
il a toujours cru
qu'il devait en faire
deux fois plus que
les autres.*

portrait georges-louis bouchez

C'est peu dire : Georges-Louis Bouchez, conseiller communal MR à Mons, clive. Son bilan ? Sur le terrain : proche de zéro. Electoralement : peut mieux faire. Médiatiquement : phénoménal. Cet adversaire acharné du PS n'a pas peur de déplaire. Du moment qu'on parle de lui...

PAR LAURENCE VAN RUYMBEKE

Sur le tableau, le professeur trace à la craie une ligne du temps. « Là, vous avez Jésus-Christ. Là, Bonaparte. Là, de Gaulle. Et ici, Georges-Louis Bouchez. » Enfant, GLB savait déjà qu'il serait ou champion de Formule 1, ou Premier ministre. Aujourd'hui, à 31 ans, l'ébouriffé conseiller communal libéral montois a fait une croix sur la F1. Pas sur le reste. Dopé à la politique, dans laquelle il est entré comme dans les ordres, à 20 ans, il trépigne, pressé de bousculer ce milieu. Tout l'y énerve : les arrangements pré-électorales, l'unanimité, l'occupation du pouvoir, le clivage gauche-droite, et le PS. « Ce sentiment ne fait que croître, relève son amie Aurore De Geest. Il a certes l'esprit de contradiction mais s'il n'aime pas rester dans le cadre, c'est qu'il est profondément dégoûté par certaines pratiques en politique. »

Cet avocat, qui a renoncé à une unique carrière en robe, sûr qu'il ne pourrait, ainsi, changer le monde, ne manque pas d'atouts. Il le sait, hélas : il est intelligent. « Plutôt tactiquement habile », corrige le parlementaire Ecolo Stéphane Hazée. Très bon orateur, hyperkinétique du ciboulot et adepte du contre-pied systématique. « Il n'y en a pas beaucoup comme lui dans sa génération », relève Pierre-Yves Jeholet, chef de groupe MR au parlement de Wallonie. « Il dynamise le débat », enchaîne son équivalent au fédéral, Denis Ducarme. « Il casse les codes : c'est une chance pour nous », ajoute le député wallon MR Jean-Luc Crucke.

Ses parents n'étaient engagés ni en

politique ni dans le milieu associatif. Mais ils s'informent beaucoup. A la tête d'un petit commerce d'électroménager, ils se préoccupent surtout de boucler le mois sans que leur unique rejeton ne remarque leurs efforts. Chez eux, pas de vacances : la moindre pièce de 20 francs a son importance. Georges-Louis garde, comme une brûlure à vif, le souvenir de ce syndicaliste imposant à sa mère de fermer boutique, un jour de grève générale. A la télé, le trio regarde l'émission *7 sur 7* et le gamin n'a d'yeux que pour Anne Sinclair. Souvent seul dans sa chambre, tapissée de posters de pilotes, ou entouré d'adultes, il comprend vite qu'il faut bosser à l'école pour augmenter ses chances de réussir sa vie. Il s'impose une discipline de fer : pas de goûter tant que les devoirs ne sont pas terminés. Il est, bien sûr, premier de classe. Et, bien sûr, les autres le lui font payer. « Enfant, il a cherché la reconnaissance des autres et je ne suis pas sûr qu'il l'ait trouvée », raconte son ami David Leisterh, président du CPAS de Watermael-Boitsfort. Dès lors, Georges-Louis, prénoms de ses deux grands-pères, n'a de cesse de prouver qu'il est capable. « J'ai toujours pensé que je devais travailler deux fois plus que

Comme une brûlure à vif, le souvenir de ce syndicaliste imposant à sa mère de fermer boutique, un jour de grève générale

les autres pour être reconnu puisque je n'étais pas aimé naturellement. J'étais trop différent. Ça s'est arrangé depuis. »

Le caractère est resté. Blindé. Ne jamais se plaindre, ne jamais se résigner et ne jamais faire pitié, selon le mot d'ordre maternel. En 2012, il est tête de liste aux communales, à Mons. Pour financer sa campagne, il renonce à installer une cuisine chez lui. Un choix payant : il est nommé échevin du budget, fort de ses 2 550 voix, un score historique pour le MR dans la ville d'Elio Di Rupo.

Georges-Louis Bouchez ne craint pas l'homme papillonné. Il rêve de le faire plier. Rien ne lui fait peur, « puisque la volonté peut tout ». « Il dirait son fait au pape s'il le fallait », sourit le député MR Jean-Jacques Flahaux. Comme il l'a dit à Louis Michel, qui tentait de le convaincre de ne pas se présenter à la présidence de l'arrondissement de Mons-Borinage contre Jacqueline Galant, en décembre 2016. « C'est positif qu'il ose m'affronter sur un dossier de fond, assure Michel père. Il a été jusqu'au bout et a montré, avec cette élection, qu'il pesait près de 40 % des voix. Il a construit le rapport de force. »

Nous y voilà. GLB ne conçoit la politique que sous cet angle : le rapport de force. « Ce qui n'exclut pas, dit-il, la tactique et l'élégance. » On n'y est pas encore. Ce grand amateur de sport jure ne jamais se livrer à des attaques personnelles. Tous disent le contraire, y compris au MR. « Il devrait perdre cette tendance, suggère le libéral montois Richard Miller : il n'en a pas besoin. » « Au conseil communal, il a une attitude constamment à charge et frontale, observe →

portrait georges-louis bouchez

→ une socialiste. Il ne prend pas la hauteur qui sied à un personnage politique de premier plan. » « Ses attaques relèvent de la calomnie », assure un autre élu.

Gifles et jalousies

Georges-Louis Bouchez a déjà pris des claques. Député wallon lorsque Jacqueline Galant monte au gouvernement fédéral, en octobre 2014, il doit quitter le poste, dont il se délectait, lorsque la

auxquels il a donné son aval lorsqu'il était échevin », s'énerve une socialiste. Sa visibilité bondit. Et il a les mains libres, à quelques encablures du prochain scrutin communal. « L'avoir éjecté est une terrible erreur, analyse Jean-Luc Crucke : le PS n'a pas compris que jamais on ne le ferait taire. » Ainsi crée-t-on un phénomène.

Soucieux de ne pas perdre ce jeune plein de « valeur ajoutée », comme le qualifie Denis Ducarme, le MR le nomme délégué général du centre d'études Jean Gol, un poste créé pour lui. Didier Reynders, au cabinet duquel GLB a travaillé, et le Premier ministre, Charles Michel, y ont veillé : eux aussi ont eu affaire à Elio Di Rupo... Le trentenaire est chargé de la prospective et de l'animation des débats. « C'est une façon de le tenir à l'œil, mais ce n'est pas toujours réussi », soupire un député. « On ne peut se permettre de le perdre ; il faut patienter, le temps qu'il apprenne à arrondir les angles. Mais



Bouchez rêve de faire plier Elio Di Rupo (PS) et de prendre sa place de bourgmestre.

sa colonne vertébrale est exceptionnelle », assure le Wallon Olivier Destrebecq. Cette nomination passe mal dans les rangs libéraux, où GLB suscite jalousie et inimitié. « Il va devoir prendre la mesure du caractère dérangeant de sa pétillance », laisse tomber Louis Michel. C'est fait. Et avec joie : le nouveau délégué général peut dire ce qu'il veut sans être le porte-parole du MR. Et, en conseil de parti, le lundi matin, il prend la parole à tout propos, insensible aux sourires goguenards. « Georges-Louis doit intégrer qu'il est dans un collectif, soupire un ténor libéral. Mais s'il intègre trop le collectif, il perd son originalité. » Cela explique-t-il qu'il soit intouchable en interne ? Très critique sur le système des partis – comme Emmanuel Macron, il ne se dit ni de droite, ni de gauche –, cet ancien admirateur de Nicolas Sarkozy

ne refuse pas pour autant le salaire que son parti lui garantit chaque mois... Des voix s'élèvent pour que la direction le recadre, le sanctionne même pour ses sorties. « Moi président, je l'aurais déjà renvoyé », assène un député MR. « Ce costume de trublion a un caractère un peu fictionnel, rectifie l'Ecolo Stéphane Hazée. Il a une logique d'électron libre, mais au moment du vote, il s'aligne. Sa stratégie arrange tout le monde, en fait. »

Vite et seul

GLB, lui, jubile : les débats, il adore. Au niveau fédéral, il lance une idée après l'autre, nouvelles ou qui font pschiiit : la suppression de l'obligation de vote, l'allocation universelle, le cannabis social club, la fin des provinces. Le MR est contre ? « Dire la même chose que les autres est sans intérêt », riposte-t-il. Béliér, il est persuadé qu'avec le temps, les lignes bougeront. Les attaques professionnelles ne le blessent pas. « La fonction et les titres ne m'intéressent pas. Seul l'objectif compte. » Il ne compte pas consacrer toute sa vie à la politique. Il veut donc



avancer vite, quitte à avancer seul. En faisant le plus de bruit possible. Petit vélo, grande sonnette ? « Disons qu'il y a une disproportion entre le tapage qu'il fait et l'originalité de sa pensée », résume le constitutionnaliste Marc Uyttendaele, très proche du PS, qui l'a eu comme étudiant en droit à l'ULB.

GLB s'active de fait à occuper l'antenne, les pages des journaux et les réseaux sociaux. Il passe chaque jour une à deux heures à contacter les rédactions. Son bras de fer avec le président du PS le sert. Ailleurs qu'à Mons, il n'aurait pas le même succès. « Je ne suis pas fils de..., moi, réplique-t-il pour justifier son activisme médiatique. Votre valeur en politique, c'est celle de la presse du jour. Et le lendemain, tout est à refaire. » GLB carbure au panache ou à ce qu'il définit comme tel. Comme Belmondo ou le général Patton, qu'il admire. Chaque matin, il envoie donc son tableau de chasse médiatique par sms à quelques proches. « Vendredi 16 juin, Le Vif/L'Express, page 42, belle journée. »



Comme Emmanuel Macron, il ne se dit ni de droite ni de gauche.

Sa ligne idéologique reste floue. « Il réfléchit avec l'âge qu'il a, paternel un député MR. Il est un peu antisystème, mais ça, c'est très facile. Taper sur les politiques pour attirer les antipolitiques, ce n'est pas le plus indiqué. » « Il n'a pas de stratégie politique, embraille un autre libéral. Il ne bâtit rien de durable. » Certains laissent entendre qu'il est en train de se construire une vision. D'autres ne voient rien venir. « Il parle tout le temps, sans cap, sauf celui de faire parler de lui. Tout fait farine à son moulin », assure Stéphane Hazée. Au conseil communal de Mons, pareil : il attaque ou judiciarise. « Toutes ses propositions ont pour but de tuer Di Rupo, avance un élu écologiste. Le conseil ressemble à un ring de boxe où il fait délibérément traîner les débats jusqu'à une heure du matin. » « Il devrait plutôt arriver avec un projet de ville s'il veut grandir », sermonne un libéral.

Connu mais pas populaire

De ces reproches, Georges-Louis Bouchez s'en moque. « L'image que l'on me renvoie ne correspond pas à la perception que j'ai de moi. Un personnage, c'est 10 % d'un individu. » Il est sûr d'avoir raison, parfois jusqu'à l'arrogance. « Il doit apprendre l'humilité, reconnaît un député libéral. La jeunesse n'excuse pas tout. Je crois qu'il écoute davantage, ces derniers temps, même s'il doit le faire plus. » Il lui arrive à présent de se taire. Mais il ne fait pas de l'intelligence émotionnelle son

principal terrain de jeu. « Il peut être blessant sans s'en rendre compte, relève Lionel Bonjean, conseiller communal MR à Mons. Il est comme Reyniers : avec lui, on ne sait pas si c'est une blague ou si c'est méchant. » Sauf avec le PS, où la question ne se pose pas. « Il surestime l'épaisseur de la carapace des autres, abonde son ami David Leisterh. Quand on lui explique qu'il a été trop loin, il s'excuse aussitôt. » Sa mère, dont il est très proche, en sait quelque chose...

L'attention à l'autre demande du temps. Et Bouchez en a peu, tant il s'en consacre à lui-même. « Il ramène tout à sa petite personne, jamais à un projet », regrette un député humaniste. « L'égo mange tout le reste », crucifie un socialiste. Au MR, on peine à dire de qui il est vraiment proche. Lui aussi. Sur le terrain, il est souvent seul, également : connu mais pas populaire. « Il passe cinq minutes aux vernissages puis critique toute l'organisation, raconte un socialiste. Il y a un malaise quand il débarque. » L'électeur jugera, dès 2018. « On se sentirait mieux s'il se trouvait dans une autre section », soupire un libéral montois qui redoute qu'aucun parti ne veuille d'une alliance à cause de lui. Hors politique, pourtant, on en dit du bien. Ses intimes sont rares mais fidèles. « Il est profondément gentil quand il sort de sa bulle politique et ne fait pas de show », assure David Leisterh. Il est sensible, drôle, déteste le conflit et a bon caractère. « Je n'exclus pas que ce soit un doux », embraille un Vert.

Mais GLB ne veut pas l'ébruiter : il faut garder le contrôle. Il ne boit donc que du Coca. Exceptionnellement du Schweppes, le 1^{er} janvier. Sur son bras droit, il a trois tatouages, qui grimpent jusqu'à l'épaule. Un Apache, « la tribu la plus guerrière » ; un Bip-Bip, le Grand Géocoucou, « symbole de rapidité » ; et un samourai, « rappel du sens de l'honneur et de la parole donnée ». N'y manque qu'une étoile. Car cet adepte de la messe de minuit ne peut croire que le ciel soit vide. ♦

La stratégie wallonne pour
réinventer notre alimentation

Protection civile :
les Bruxellois méprisés

Macron : cinq ans
pour changer la France

LE VIF

l'express

LE GRAND BIG BANG

Impacts et ambitions
de la révolution politique
francophone

LE VIF 35^e année n° 25 - L'EXPRESS n° 3442 hebdomadaire du 23 au 29 juin 2017
BEL/LUX 6,70€ - P509558 - ISSN 0774-2711

01725 >



5 4 14286 210520

en couverture



LA VERTU DU VAUTOUR



19 juin 2017, 13 h 25,
rue des Deux-Eglises.

THERRY ROGE/BELGAIMAGE

Le carnassier Benoît Lutgen veut fondre sur les dépouilles d'un système de partis qu'il croit mort. Il veut achever le sien tout en le sauvant, et espère récupérer un peu de la chair des autres. Et puis, il veut se faire passer pour une blanche colombe. Mais les carcasses bougent encore. La grande boucherie politique est en marche : soit le CDH se fait hacher, soit tout le système se fait dépiauter. Soit les deux.

PAR NICOLAS DE DECKER

On dit, puisque la vertu n'est qu'humaine, que dans le règne animal seul l'instinct de survie guide les comportements, et que juger les bêtes est encore plus sot que de condamner les hommes. Parfois pourtant, l'homme juge la bête. Les rapaces, par exemple, passent souvent pour de sacrés salauds, tandis que tout l'ordre des columbidés, du pigeon à la colombe, se drape de la dignité de l'innocence. C'est oublier que l'humain d'abord est un animal politique. Et que, ni rapace ni colombe, sa morale n'est juste que si elle le sauve, son espèce et lui. Fût-ce à travers des transformations génétiques profondes qui le renforcent dans la lutte pour la vie. Or, Benoît Lutgen n'est pas bête. Il y a longtemps qu'il est convaincu que son parti est mort, mais il sait, depuis un peu moins longtemps, que son troupeau a de l'avenir. A condition qu'il engendre une nouvelle espèce politique, suivant le modèle transformiste expérimenté en France par Emmanuel Macron, qui a fait surgir un parti nouveau de races les plus anciennes. « Mon souhait le plus cher, c'est que le CDH ne se présente pas comme tel aux prochaines élections », disait-il d'ailleurs, un dimanche de la mi-mai, lors de son dernier passage chez Pascal Vrebos, sur Bel RTL.

Ces dernières semaines, *Le Vif/L'Express* a décrit, en long et en large, comment certains, le président du CDH en tête, tentaient de rassembler sur cette ligne. Ce n'était pas simple, surtout pas quand on préside un parti dont presque tout le monde se moque. Mais, en deux étapes, le Parti socialiste a donné une chance, la dernière, à Benoît Lutgen de réussir sa mutation. D'abord en collectionnant les scandales avec une telle méticulosité qu'il s'est rendu assez parfaitement répugnant pour une importante partie de l'opinion. Ensuite, et particulièrement à l'initiative de Paul Magnette, en voulant s'engager sur le chemin d'un décumul intégral dont le PS ne voulait au fond que moyennement et que le CDH refuse catégoriquement. Pressé par ses pesants députés-bourgmestres et par son vice-premier-wallon-bourgmestre, le député-président- →

en couverture



Le MR doit attendre, et y aller.

→ bourgmestre de Bastogne devait tenter maintenant sa dernière chance. Celle d'un parti qui va mourir, mais qui pourrait ressusciter. En s'érigeant en opposant christique du diable socialiste incarné. « Je demande aux présidents des autres formations de choisir entre le PS et le CDH », crie Benoît Lutgen depuis le lundi 19 juin.

Mais pour ça, pour y parvenir, il ne devra pas se contenter de signer un accord de majorité pour deux ans avec le MR en Wallonie. S'il n'a que ça, il aura perdu, car il passera pour un opportuniste sous-régional, et son parti mourra sans survivre.

Et puis, pour ça, il ne devra pas se contenter de signer un accord de majorité pour deux ans avec le MR et d'autres en Wallonie, à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles. S'il n'a que ça, il passera pour un obsédé du plaisir immédiat, et son parti mourra sans renaître.

Et pour ça, il ne devra pas se contenter de signer un accord de majorité pour plus de deux ans avec le MR et d'autres en Wallonie, à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles. S'il n'a que ça, il passera pour un président comme les autres d'un parti comme les autres, mais moins bon, et son parti mourra sans se sauver.

S'il n'a que tout ça, qui semble déjà beaucoup, il aura perdu. S'il a l'accord du MR, puis de DÉFI et encore mieux d'Ecolo, pour laisser longtemps le PS dans l'opposition, ça n'ira pas. Mais s'il parvient à donner à ces nouvelles majorités qu'il aura provoquées un contenu à la fois nouveau et tangible, à travers des mesures fortes, s'il boucle ces accords très vite, s'il a ça, ça et ça, il pourrait avoir tout gagné, et Benoît Lutgen sera l'aigle qui règne sur les cieux.

Mais c'est pas gagné parce que c'est beaucoup. C'est pas gagné parce qu'aucun des autres partis n'a intérêt à le laisser gagner. Et c'est pas gagné parce qu'il a voulu virer un parti qui voulait y aller fort sur le décumul, qu'il répète depuis des semaines que « le décumul n'est pas une bonne réponse », et qu'aucun des autres partis, MR excepté, n'a intérêt à ne pas y aller encore plus fort sur le décumul.

LE MR A LE TEMPS, LUTGEN PAS

Le PS, à la fois dans la position la plus faible et la plus confortable, n'a rien d'autre à faire que se plaindre, attendre, et espérer. Il doit mettre en scène le vide du pouvoir brutalement provoqué par le reniement du partenaire, faire monter des lieutenants outrés, et installer Di Rupo dans la solitude studieuse de l'homme d'Etat sur l'Aventin. Ça tombe bien. Les journaux télévisés ont montré les ministres Pierre-Yves Dermagne, Christophe Lacroix et Rudy Demotte offusqués, et le président d'assemblée Philippe Courard devant un hélicycle désert, tandis que le président se cloîtrait dans un silence indigné, et que les cabinetards faisaient leurs cartons, détruisaient les archives et embarquaient l'Orval et le Ruffus. Il doit attendre, aussi, le PS, attendre et espérer que les choses traînent, que le nœud devienne si inextricable que lui seul pourra venir le trancher. Il le ferait, alors, en se positionnant bien moins mollement sur les questions d'éthique et de gouvernance, notamment sur le décumul, que ce qu'il a jusqu'à présent montré.

Le MR, incontournable mais pas à l'initiative, prévenu mais pas trop, très tenté mais pas fou, a intérêt à s'imposer pour le

moment comme le seul authentique opposant au PS. Il doit donc se brider, et attendre. Il doit attendre, et laisser Benoît Lutgen avoir l'air d'un opportuniste sous-régional, mais sans le dire. Les autres partis s'en occuperont pour lui. Il doit attendre, et poser de solides exigences, sous peine d'avoir l'air d'une formation d'opportunistes sous-régionaux obsédés de plaisir immédiat. Ces exigences seront étiquetées libérales, tangibles et, surtout, alignées, pour coincer le CDH sur la ligne socio-économique de la majorité fédérale : réforme fiscale (dont suppression de la télé-redevance), transition énergétique (à goupiller avec Marie-Christine Marghem). Il doit attendre, et aller où il peut aller sans y perdre. Par exemple, uniquement en Wallonie, région symbole de l'*Etat-PS*, sans risquer de se casser les pieds avec un trop exigeant troisième à d'autres niveaux de pouvoir. Ça tombe bien. Au bureau élargi du MR, les Bruxellois ne se sont pas montrés fermés à l'idée. Et après s'être très vite montré enclin à discuter, le président Olivier Chastel a ralenti le tempo. « C'est le CDH qui a la main », a-t-il

authentique garant de la sainte règle éthique. C'est le décumul intégral, que commencent à prôner les amarantes, qui a décidé le CDH à casser ses majorités, et ce sont les scandales, auxquels les amarantes ne sont pas mêlées, qui l'y ont préparé. Les amarantes n'ont rien à gagner à entrer dans des coalitions hétéroclites sans garanties contraignantes de réformes qui ne seraient qu'à elles. Ça tombe bien. Le mardi matin, Olivier Maingain tranchait les genoux du bourricot, lui crevait les yeux et lui cassait les dents : hors de question, pour l'éternel président, d'entrer dans une coalition que soutiendraient Stéphane Moreau ou Yvan Mayeur, bien sûr, mais aussi Armand De Decker ou Joëlle Milquet. A charge pour les « trois partis traditionnels » de les expulser, a-t-il proclamé au JT de la RTBF, « manu militari ». DéFI, pour le moment, a tout intérêt à se rapprocher d'Ecolo plutôt que du CDH.

Pour le moment seulement ? Les deux, moins soupçonnables de bidouillages, non traditionnels revendiqués, non arrimés à un « pilier », hors du système donc mais pas pour autant épouvantail à bourgeois, sont assez complémentaires, géographiquement et sociologiquement, sans être trop contradictoires idéologiquement – sur la laïcité de l'Etat excepté. Ils pourraient poursuivre un peu plus loin leur bout de chemin, surtout s'il leur permet de voir un rival géographique et sociologique se coincer le bec dans un miroir aux alouettes, et qu'il leur est loisible ensuite de becqueter les chairs déplumées d'un aigle mourant. Jusqu'au moment où ils pourraient vouloir se replumer de vert pour l'un, d'amarante pour l'autre.

ET SI LES PARTIS ÉCLATAIENT ?

Les intérêts des autres partis ne coïncident donc que très peu avec ceux de Benoît Lutgen, et deux de ses partenaires potentiels tireraient même un grand profit qu'il échouât piteusement. Le temps, non plus, n'est pas son allié : plus les décisions tardent, moins les lignes sont claires. Et moins les lignes sont claires, moins la geste bastognarde sera lisible. Sauf que, de son nid d'aigle ardennais, le phénix à la plume orange a vue sur la France, où Emmanuel Macron a davantage tenté de fracturer les partis plutôt que de les rassembler. Et que la tentative CDH s'inscrit dans une certaine instabilité interne aux →

FREDERIC SIERAKOWSKI/SOPIX



Ecolo peut attendre, et ne pas y aller.

rappelé sans en dire beaucoup plus. « Atterrir vers la rentrée ne serait pas un problème pour nous », explique d'ailleurs un parlementaire MR.

Ecolo, contournable arithmétiquement mais utile symboliquement, a intérêt à se poser en seul authentique garant de la sainte règle éthique. C'est le décumul intégral, que prônent et que s'appliquent les écologistes, qui a décidé le CDH à casser ses majorités, et ce sont les scandales, auxquels les écologistes ne sont pas mêlés, qui l'y ont préparé. Les verts n'ont rien à gagner que des larmes à entrer dans des coalitions hétéroclites sans garanties contraignantes de réformes qui ne seraient qu'à eux. Ça tombe bien. Le lendemain de l'annonce de Lutgen, Zakia Khattabi a chargé le bourricot : décumul intégral, bien sûr, mais aussi plafonnement des rémunérations, privées comprises, droit d'initiative citoyenne et consultation populaire. Le jour d'après, les propositions de décret que le CDH, notamment, laissait prendre la poussière depuis des siècles, ont été redéposées. Ecolo, pour le moment, a tout intérêt à se rapprocher de DéFI plutôt que du CDH.

DéFI, incontournable à Bruxelles, et impossible à contourner parce qu'inexistant en Wallonie, a intérêt à se poser en seul



DéFI doit attendre, et peut y aller.

DIDIER LEBRUN/PHOTO NEWS



Le PS doit se poser en victime, et se taire.

→ partis, mine de rien encore accrue par son appel du 19 juin. Parce que l'intérêt d'un collectif ne correspond pas toujours à celui de ses membres pris individuellement, Benoît Lutgen doit aussi miser sur les tentations de sabotage. Et se méfier de certaines.

Car son parti, tout d'abord, est déjà mort ou à peu près, on l'a dit. Et il a fait front en bureau politique. Mais entre ceux qui l'ont appris sur le moment, ceux qui l'y ont poussé avant, ceux qui s'en sont réjouis et ceux qui n'ont pas osé s'en plaindre, il y a de l'écart. Le député-bourgmestre de Jette, Hervé Doyen, s'est montré perplexe face à la stratégie présidentielle, mardi, dans *La Libre*. Si la crise dure, certaines figures de la gauche du parti pourraient lui emboîter le pas. Et les autres, y compris ceux qui ont encouragé leur président sur cette voie, pourraient vouloir s'éloigner aussi : certains réformateurs regrettaient que le mouvement ait été lancé par le CDH. Certains rêvaient secrètement à une opération plus létale donc plus réussie, mais sur le même principe, que lors de la constitution de la fédération avec le MCC de Gérard Deprez, en 1998.

Au MR, Olivier Chastel s'est avancé le 19 juin sans avoir consulté davantage qu'un très petit noyau de proches. Que Lutgen réussisse rapidement son pari, et ceux qui n'ont pas été consultés assez tôt pourraient vraiment s'en indispser. Le risque est faible, mais il n'existe pas seulement dans la tête de Benoît Lutgen et de Maxime Prévot.

A DÉFI, traversé en filigrane par les lignes Gosuin, Clerfayt et Maingain, la traditionnelle tripartition s'est aussitôt exprimée

avant un dur message collectif le lendemain : Olivier Maingain était ferme mais ouvert, Didier Gosuin, ferme mais fermé, et Bernard Clerfayt, pas fermé du tout.

Chez Ecolo, on s'indispse depuis des mois de ces insolents journalistes qui suggèrent que Jean-Michel Javaux travaille à un rassemblement du centre. On continuera de s'en indispser dans les semaines qui viennent.

Au PS, enfin, la fracture est consommée entre Paul Magnette, prophète du décumul intégral, et une strate de puissants députés-bourgmestres. Ceux-ci l'ont fait plier sur le décumul... et annonçaient depuis plusieurs jours la sécession du CDH. « Dès jeudi (15 juin) à la Chambre, Lutgen a envoyé des signaux très clairs. Plusieurs les ont transmis. Magnette n'en a écouté aucun », dit l'un d'entre eux, farouche opposant à #groupions-nousetdemain, cette initiative de plusieurs centaines de militants, surtout cabinettards, qui réclament un parti « plus rouge, plus vert, plus horizontal », et surtout la fin du décumul. « Venant de gens qui vivent des voix que leur ramènent les cumulards à chaque élection, c'est gonflé », ajoute-t-il. Lui comme d'autres ne seraient pas peinés de voir Paul Magnette s'en aller avec leur vert, leur rouge, leur horizon et leur hashtag. « Si le PS devient un PTB light, je quitterai le parti », annonçait même dans *La Meuse* Sébastien Pirlot, député-bourgmestre de Chiny, dans le Luxembourg. Oui, là où plane l'ombre du rapace qui voulait mourir pour vivre. Il reste donc des proies pour la blanche colombe des Deux-Eglises. Mais il lui reste aussi de gros risques de se faire vertueusement pigeonner. ♦

Mandats chez Ecolo :
trop de dérogations ?

Mon bébé a 9 mois
et apprend l'anglais

Francisco Boix, photographe
de l'horreur concentrationnaire

LE VIF

l'express



GOUVERNER SANS LE PS

Comment se libérer de la toile tissée
à Bruxelles et en Wallonie ?

LE VIF 35^e année n° 26 - L'EX-PRESS n° 3443 hebdomadaire du 30 juin au 6 juillet 2017
BEL/LUX 5,70€ - P509558 - ISSN 0774-2711

01726 >
5 4 14286 210520

GOUVERNER SANS LE PS

Le CDH offre la possibilité historique de rejeter les socialistes dans l'opposition en Wallonie et à Bruxelles. Ce serait la fin d'un système. Ceux qui l'ont défié parlent d'une « libération ». Se libérer de la toile du socialisme dominant n'est toutefois pas une sinécure. Témoignages sans tabous.

PAR OLIVIER MOUTON

Au pouvoir de façon ininterrompue depuis trente ans en Wallonie, omniprésent depuis la création de la Région bruxelloise en 1989, le PS verrouille la politique au sud du pays. Il imprime le rythme socio-économique, tandis que ses détracteurs regrettent la lenteur du redressement wallon. Il s'approprie les institutions (*voir nos infographies pages 21 et 22*), alors que le nord du pays fustige les complexités francophones, singulièrement à Bruxelles. Il dévoie la gouvernance, aussi, comme l'ont démontré les affaires Publifin et du Samusocial. Le PS n'est pas le seul à déraiser, mais il est dominant, archidominant. Voilà pourquoi Benoît Lutgen, président du CDH, a tiré la prise des trois gouvernements régionaux et communautaire, le 19 juin. « Le PS, présent depuis trente ans, a une responsabilité écrasante », clame celui qui a été qualifié en retour de « traître » par Elio Di Rupo.

Mais gouverner sans le PS n'est pas aussi simple qu'il y paraît, tant tout est cadencé. Le Vif/L'Express est parti à la rencontre de ceux qui ont tenté l'expérience à Molenbeek, à Namur, à Schaerbeek ou au fédéral. Ceux-là mêmes qui se sont cassé les dents, aussi, sur le « système » PS. Un voyage sans tabous. Qui illustre combien il pourrait être sain de voir l'inamovible parti au pouvoir suivre une cure d'opposition. « Une mesure de salubrité publique », pour reprendre les termes de la coprésidente Ecolo, Zakia Khattabi. Moteur.

La nuit du lundi 16 au mardi 17 octobre 2012 reste dans les mémoires comme un moment charnière de la vie politique bruxelloise. A Molenbeek, la libérale Françoise Schepmans renverse l'immuable bourgmestre socialiste Philippe Moureaux,

qui faisait la pluie et le beau temps dans la capitale depuis des décennies. Ce putsch en bonne et due forme, accompli avec le soutien des écologistes et des humanistes, est la conséquence d'un jeu de dominos entamé à Schaerbeek – avec le renvoi confirmé de Laurette Onkelinx (PS) dans l'opposition par le FDF et le CDH – et prolongé à Bruxelles-Ville – avec le rejet de Joëlle Milquet (CDH) par les socialistes, en guise de représailles. « Mon arrivée au mayorat fut un fameux choc dans la commune, se remémore Françoise Schepmans. Et plus particulièrement encore, au sein de l'administration. Parce que c'était totalement inattendu et que, en outre, j'étais une libérale. »

Les « grandes familles » du PS

La bourgmestre se souvient d'avoir découvert un univers communal « digne du film *Les Grandes Familles* avec Jean Gabin ». « Quelques familles occupaient tous les leviers de la commune. Ce n'était pas une fiction, c'était la réalité. » Le niveau de l'administration (1 300 fonctionnaires) laissait lui aussi à désirer, accuse-t-elle : « Pendant des décennies, les fonctionnaires étaient engagés sans examen, certains rentraient comme niveau 2, suivaient des cours du soir, puis obtenaient un poste de direction. Nous avons relevé le niveau d'exigence pour ces fonctions. Mais un tel processus prend du temps. C'est compliqué. Il faut de la patience. Il faut donner des objectifs précis et sans cesse revenir sur ces objectifs. Nous avons mis en place une politique de ressources humaines qui était inexistante, organisé des réunions hebdomadaires entre les services... Cette rupture était indispensable. »

Le chemin de croix de Françoise Schepmans est aggravé par les difficultés financières de la commune, apparues de façon criante à son arrivée. « Nous sommes désormais sous plan d'assainissement, ce qui signifie que l'on ne peut plus recruter des forces vives au sein de l'administration. C'est compliqué, mais ça nous a forcés à être plus créatifs. Attaquée de toutes →

Dès ce jeudi 29 juin, « Gouverner sans le PS » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Olivier Mouton sur

canal 





→ parts, la nouvelle équipe s'est serré les coudes. Les attentats ont forcé certains fonctionnaires à dépasser leurs contingences personnelles pour travailler au service de la commune. Mon objectif, c'était de remettre de l'ordre. De rendre le fonctionnement de nos institutions plus transparent, aussi. Le travail est en cours... » Toujours dans l'adversité.

Aujourd'hui, la bourgmestre se félicite de l'ouverture prochaine de deux nouvelles écoles pour faire face à l'explosion démographique. Elle engrange les avancées, consciente que Rome n'a pas été érigée en un jour. Au prochain scrutin de 2018, elle affrontera d'ailleurs Catherine Moureaux, la fille de Philippe, qui a déménagé de Schaerbeek à Molenbeek. « Elle touchera peut-être les nostalgiques de l'ancien régime parce qu'il y en a, bien sûr, lâche-t-elle, fataliste. Nous verrons bien... »

L'araignée PS déploie sa toile

Son collègue libéral Richard Miller, député fédéral et patron du centre d'études du MR, connaît bien l'immense force du PS au pouvoir. Et pour cause : il vient de Mons, là où Elio Di Rupo impose sa marque depuis trente ans, et fut même son échevin. S'il n'est pas né de la dernière pluie, et s'il entretient des contacts cordiaux avec les socialistes, Miller avoue pourtant avoir réfléchi avec davantage d'acuité au poids du PS depuis la désignation de Mons comme capitale européenne de la culture en 2015.

« C'était un formidable projet, que je suis même allé défendre avec Elio Di Rupo devant la Commission européenne, raconte-t-il. Mais une fois notre désignation acquise, les métastases de l'appareil socialiste se sont développées. Tel ou tel PS occuperait telle place. Le sponsoring passerait forcément par les administrateurs socialistes : Ethias, la RTBF, Solidaris... En deux temps trois mouvements, c'est devenu tout un bazar culturel socialiste. Et moi, je suis parti... » La gestion de Mons 2015 a, depuis, été controversée. De même que l'absence de vision à long terme de l'événement.

« C'est une logique d'appareil qui se développe d'elle-même, automatiquement, prolonge Richard Miller. Je ne suis même pas sûr qu'Elio ou Laurette décident vraiment ce qu'ils veulent décider au sein de leur parti, je crois en réalité que cela s'impose à eux. Un autre exemple ? Je viens d'être interviewé à l'occasion du 20^e anniversaire du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). En 2003, quand j'étais ministre, je voulais lui donner un vrai



DENIS CLOSON/ISOPIX

Philippe Defeyt (Ecolo), ancien président du CPAS de Namur : « L'occupation du pouvoir par le Parti socialiste en Wallonie depuis trente ans pose un problème culturel important. Il y a un déséquilibre criant entre la diversité de la société wallonne et son administration. »



LAURIE DIEFFENBACQ/BELGAINMAGE

Françoise Schepmans (MR), bourgmestre de Molenbeek : « Ce qui a été particulièrement rude les deux premières années, ce sont les rumeurs. On ne cessait de répandre l'idée que je n'avais pas les épaules assez larges ou que je ne serais pas à l'écoute des populations étrangères... »

statut d'indépendance. Le PS y était favorable. Mais après mon départ, c'est la même logique qui s'est imposée : l'administration était socialiste, le nouveau ministre socialiste, le patron de la RTBF socialiste et le directeur du CSA a été socialiste. C'est une pieuvre qui ne cesse d'étendre ses tentacules ! »

Alors, oui, le député goûte avec un plaisir malicieux l'expérience actuelle au fédéral, où le MR a déjà renvoyé le PS dans l'opposition, un fameux jour d'octobre 2014, avec cette suédoise qualifiée alors par le PS de « kamikaze ». Aujourd'hui, les libéraux s'amusent de voir les socialistes boire la tasse. « Enormément de choses sont possibles sans les socialistes, jubile Richard Miller. Je résumerais ça avec une image : sous le gouvernement Di Rupo, dans lequel le MR se trouvait aussi, on traquait les chômeurs ; sous le gouvernement Michel, on ne traque plus les chômeurs, on crée de l'emploi. Pourquoi ? Parce qu'il y avait un blocage purement idéologique de la part des socialistes contre la baisse des charges, le saut d'index, la flexibilité du marché du travail... Nous ne devons plus ferrailer en conseil des ministres contre Laurette Onkelinx pour venir en aide aux entreprises. Et on peut dire la même chose en matière de sécurité. Tout est plus facile. Le départ du PS ? C'est libérateur ! »

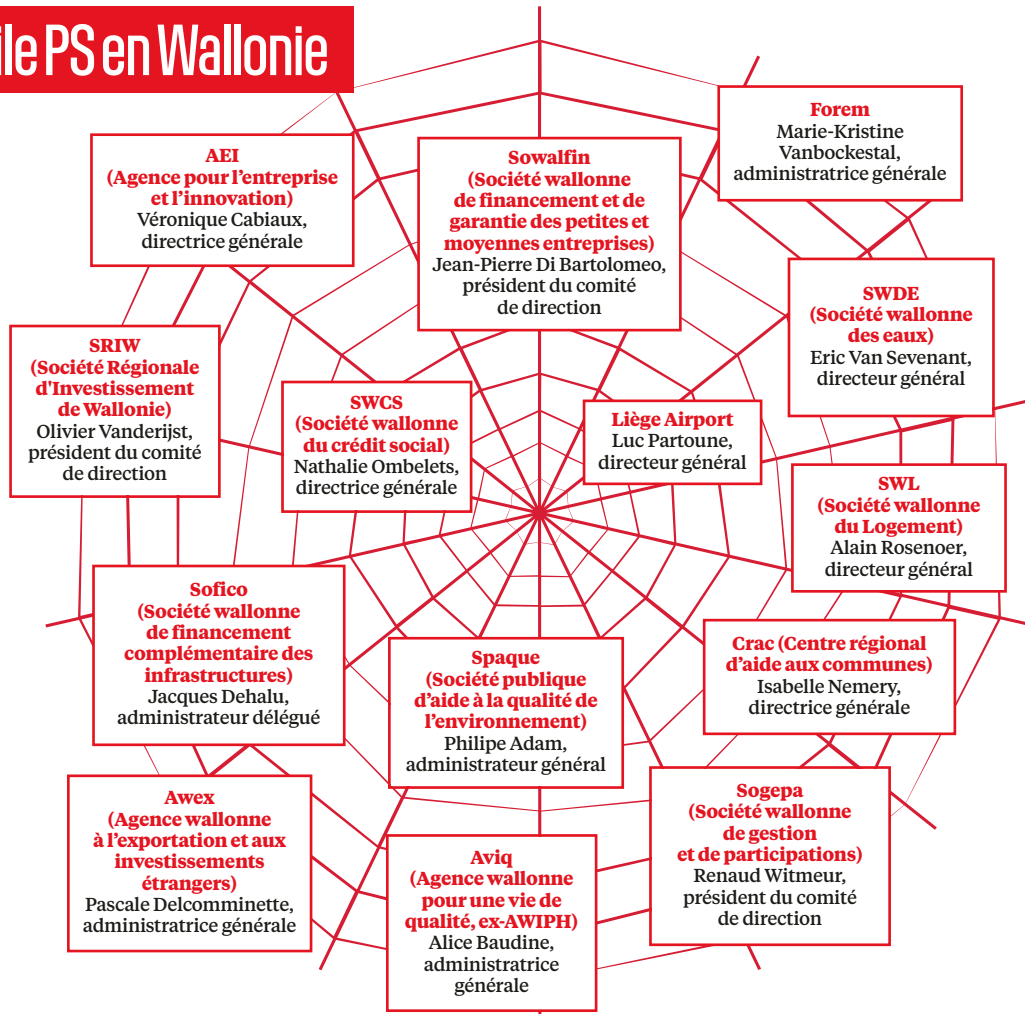
Pour autant, le Montois sait parfaitement une chose : au fédéral, ce sont surtout les vestiges de « l'Etat CVP » qui ont donné du fil à retordre aux libéraux. Le poids du PS y était moins problématique. Dans les Régions et en Communauté française, par contre, « l'araignée » socialiste contrôle tout...

« Un problème culturel grave »

Ancien secrétaire fédéral d'Ecolo, président sortant du CPAS de Namur où CDH, MR et Ecolo ont provoqué un séisme en boutant le PS dans l'opposition en 2012, Philippe Defeyt a un avis éclairé sur la question. « L'occupation du pouvoir par le Parti socialiste en Wallonie depuis trente ans pose un problème culturel important, insiste-t-il. A cause de cette longue présence et d'une politisation inacceptable, il y a aujourd'hui un déséquilibre criant entre la diversité de la société wallonne et son administration... » Selon les derniers chiffres du Gerfa (Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative), 86 % des fonctionnaires sont étiquetés PS ou CDH. Sans compter une surreprésentation écrasante au niveau des intercommunales ou des organismes parapublics.

« Le résultat ? C'est que cela empêche toute autre manière de

La toile PS en Wallonie



penser», juge Philippe Defeyt. Car tout est cadennassé. L'écologiste en veut pour preuve le secteur du logement social qu'il connaît bien, en tant que président du Conseil supérieur du logement. Ecolo a récemment exprimé des critiques au sujet de la réforme proposée par la majorité PS-CDH : 38 000 personnes sont sur une liste d'attente, mais la coalition augmente encore le plafond de revenus pour favoriser la mixité. « Le débat n'est tout simplement pas possible, dit Defeyt. Lors d'une réunion rassemblant les acteurs du secteur, il y avait une quinzaine de socialistes et un CDH. Moi, Ecolo, je n'y participais qu'à titre consultatif, en ma qualité de président du Conseil supérieur. Cette omniprésence socialiste écrase tout sur son passage. »

Selon Philippe Defeyt, cela engendre en outre de sérieux problèmes de loyauté de la part de fonctionnaires. « Certains privilégient les demandes de leur parti. D'autres préviennent les communes de leur bord politique avant un appel à projets afin qu'elles partent avec une longueur d'avance par rapport aux autres. C'est grave. Je défends le droit d'un fonctionnaire à donner son avis, mais lorsqu'une décision politique est prise, il doit l'exécuter ! Le problème, aussi, c'est qu'à force de devoir remplir les cases, il arrive que le parti dominant place des gens parfaitement incompétents, nommés uniquement parce qu'ils

ont la bonne couleur au bon moment. Le dossier Publifin a montré comment on utilisait des structures pour récompenser des mandataires fidèles. » Des pratiques en voie de disparition, reconnaît-il. Mais lentement, trop lentement.

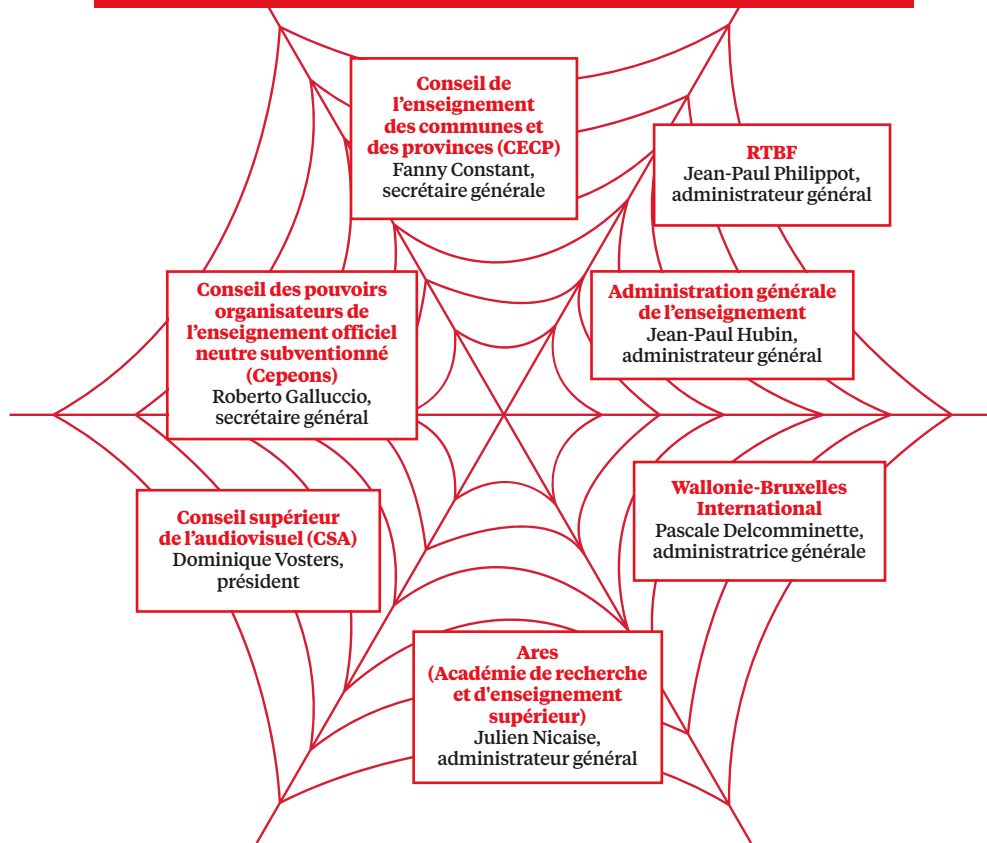
Aux yeux de celui qui est devenu une sorte de sage de la politique francophone, le mal est profond : « Je ne suis pas un antisocialiste primaire, cela n'a pas de sens. Mais ce serait intéressant que le PS vive une cure d'opposition. Et si une alliance alternative voit le jour, elle devra remettre de l'ordre. » →



LAURIE D'IEFFEMBACQ/BELGAIMAGE

Richard Miller (MR), député fédéral : « Une fois la désignation de Mons acquise en tant que capitale européenne de la culture, les métastases de l'appareil socialiste se sont développées. Tel ou tel PS occuperait telle place. Et moi, je suis parti... »

La toile PS en Fédération Wallonie-Bruxelles



→ Une administration aux ordres

Cette difficulté à mener une politique alternative au sud du pays, l'écologiste Philippe Henry l'a expérimentée concrètement lors de la législature précédente. Ministre wallon de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire, il devait porter des réformes structurelles importantes pour la Région. Qui heurtaient de front les structures en place et les municipalistes de tous bords. « Mon expérience ministérielle fut difficile, confesse-t-il. Une tripartite, c'est par définition plus compliqué à gérer qu'une coalition à deux. Mais ce le fut davantage encore pour nous, écologistes, car nous étions les seuls à ne pas être représentés structurellement au sein de l'administration – nous ne le voulions pas, d'ailleurs... Le PS est très professionnel dans son approche, dans la formation de ses cadres... C'est un bloc. Qui peut engendrer le meilleur, mais aussi le pire. »

Si Philippe Henry a dû batailler ferme contre la machine socialiste, il s'est également heurté, dans ses compétences, aux résistances tout aussi coriaces du CDH. « Ce qui nous distingue, chez Ecolo, tant du PS que du CDH, c'est notre volonté de déterminer des critères objectifs pour concrétiser notre volonté politique, explique-t-il. C'est totalement antinomique avec ce que veulent socialistes et humanistes. En entamant ma réflexion sur la réforme de l'aménagement du territoire, je proposais d'objectiver les choses, notamment sur la base du calcul de la densité de population. Immédiatement, en

retour, il y a eu une très forte mobilisation du PS via une carte blanche publiée par une série de députés-bourgmestres à qui cela ne convenait pas du tout... Socialistes et humanistes défendent la liberté des communes, mais c'est surtout pour pouvoir les choisir en toute subjectivité et négocier individuellement avec elles. » Une façon de déployer leur toile clientéliste, en somme...

Portant une approche radicalement différente de ses partenaires, Philippe Henry savait qu'il n'aurait pas la tâche aisée. Mais au cœur de plusieurs négociations délicates, il s'aperçoit soudain que les ministres des deux autres formations disposent de notes confidentielles grâce à des fuites délibérées au sein de l'administration. « Nous nous en rendons compte parce



NICOLAS MAETERLINCK / BELGAIMAGE

Philippe Henry (Ecolo), ancien ministre wallon : « Il y avait un problème de diligence au niveau de l'administration, avec laquelle la confiance n'existait pas. On devait systématiquement refaire le travail au sein du cabinet. »



*Bernard Clerfayt (Défi),
bourgmestre de Schaerbeek :
« Gouverner sans le PS, c'est
possible. Nous parvenons à
échapper aux enjeux purement
politiciens, aux grands débats
idéologiques. Nous voulons
être pragmatiques. »*

qu'ils faisaient état d'informations que nous n'avions pas communiquées. C'est tout à fait inadmissible. De même, il y avait un vrai problème de diligence au niveau de l'administration, avec laquelle la confiance n'existait pas. On devait systématiquement refaire le travail au sein du cabinet. Quand on recevait le dossier à temps : le plus souvent, les fonctionnaires concernés traînaient dans l'exécution de ce que nous leur demandions alors que les autres groupes politiques nous harcelaient parce que nous n'allions pas assez vite. » Par contre, lorsqu'un collègue humaniste souhaite accélérer l'examen d'un dossier en fin de législature, sa requête passe comme une lettre à la poste. De quoi devenir fou...

« La modernisation et la redynamisation de la fonction publique constituent un chantier essentiel pour la Wallonie, insiste l'ancien ministre. Jean-Marc Nollet, Ecolo lui aussi, s'y était employé en créant une école d'administration publique, mais cette volonté politique a fortement regressé depuis. Or, la politisation pose de vrais problèmes d'indépendance. » C'est dit : PS et CDH auraient organisé au fil des années un système à leur service. Un entre soi. Dont il sera difficile de s'extirper rapidement.

« Gouverner sans le PS, c'est possible »

Revenons au début du jeu de dominos consécutif aux communales de 2012. C'est à Schaerbeek que tout avait commencé. Six ans plus tôt, d'ailleurs. En 2006, Bernard Clerfayt (DéFI), bourgmestre de cette localité bruxelloise depuis 2000, renvoie le PS dans l'opposition après le parachutage de la Liégeoise Laurette Onkelinx dans la commune. Elio Di Rupo l'apprend, sidéré, en direct à la télévision. La vice-Première PS, elle, découvre la « trahison » – le mot était déjà à la mode – sous les huées en arrivant à la maison communale. Aujourd'hui, Bernard Clerfayt dirige toujours Schaerbeek à la tête d'une majorité comprenant des libéraux (qui ont rejoint DéFI), Ecolo et le CDH. C'est devenu un laboratoire.

Depuis le début de la crise amorcée par Benoît Lutgen, Bernard Clerfayt est donc l'incarnation de ce qui est devenu un slogan : « Gouverner sans le PS, c'est possible. » « Je n'ai pas de recette et je n'ai pas la prétention d'être un gourou, précise-t-il dans un sourire. Mais s'il est possible de mettre ensemble des partenaires qui semblent a priori antagonistes, c'est parce que l'on se concentre sur le concret, sur le réel. Nous parvenons à échapper aux enjeux purement politiques,

aux grands débats idéologiques, que ce soit en faveur du service public ou de l'initiative privée. Nous voulons être pragmatiques pour répondre aux attentes des gens. Etre orienté résultats. Le tout en interaction avec les citoyens : nous organisons beaucoup de réunions dans les quartiers. » Le PS version marxiste, qui brandit les dogmes face au PTB ? Très peu pour lui.

Le « modèle schaarbeekois » a l'ambition de mélanger les contraires, de confronter les divergences et de dépasser les idées reçues. Une attitude rendue possible par le dépassement des idéologies et l'absence d'un parti écrasant les autres. « Généralement, le plaidoyer pour davantage de sécurité dans les rues est considéré comme un discours de droite, illustre Clerfayt. Pourtant, la présence d'agents de quartier et la réduction de l'insécurité, c'est aux pauvres que cela profite le plus. Un autre débat sensible dans la ville, c'est la place de la voiture ou du vélo qui divise libéraux et écologistes. Mais remettre la vie de quartier, n'est-ce pas aussi bon pour les restaurateurs ou les commerçants ? Et plus il y a des citoyens à vélo, plus l'espace est confortable pour les voitures, non ? Etre pragmatique, c'est faire bouger les choses en dépassant les blocages idéologiques ! Dans ma majorité, il n'y a pas de ressentiments permanents, pas de bagarres entre clans... »

La dynamique est-elle transposable ? « Je ne pense pas que le positionnement du MR et d'Ecolo soit forcément semblable dans une ville de tradition socialiste comme Charleroi, où le PS a appris à partager... Mais ce qui est sûr, c'est qu'il faut du pragmatisme, de la transparence, de l'ouverture aux citoyens. Il faut recréer de la confiance après les affaires parce que s'il y a une certitude, c'est que la politique continuera à exister. L'assainissement des pratiques est absolument nécessaire. » Son président de parti, Olivier Maingain, le dit plus crûment ces derniers jours, en ciblant Joëlle Milquet, l'ex-ministre CDH inculpée dans une affaire d'emplois fictifs : « Chacun doit nettoyer ses écuries. »

Avec ses partenaires, le DéFI schaarbeekois entend, pour sa part, mettre en œuvre une nouvelle culture politique, frappée du sceau du bon sens. Une métaphore de ce qui serait souhaitable à la Région ? « Le patron Baudouin Meunier, cosignataire d'une lettre publiée il y a un an avec Johnny Thijs et Bernard Delvaux, a raison de dire aujourd'hui que l'on doit avant tout avoir une majorité régionale orientée vers les résultats, relève Bernard Clerfayt. Elle doit être capable de dire aux citoyens, les yeux dans les yeux : "Il y aura moins de bouchons et davantage de confort pour les habitants." Nous devons tous ramer dans la barque. Et si les vents sont contraires, il faut ramer plus vite qu'eux, sans se lamenter, c'est tout ! »

L'incertitude demeure en Wallonie et à Bruxelles, deux semaines après le coup de poker du CDH. Mais pour ces intrépides de la politique, il ne faut pas manquer l'opportunité unique de renvoyer le PS dans l'opposition. Parce que ce serait une alternance saine, démocratiquement. Parce que ce serait une bouffée d'air, aussi. La possibilité de tenter une autre politique, autrement. En brisant la chape de plomb d'un socialisme dont la rose apparaît définitivement fanée avec les affaires. ♦

BRUXELLES : LE PS À TOUS LES ÉTAGES... ET POUR LONGTEMPS !

Ejectable ou non de la majorité à Bruxelles, le PS a eu le temps de placer des camarades aux fonctions dirigeantes de la plupart des opérateurs publics. Une mainmise renforcée par la création d'une multitude de nouveaux organismes pararégionaux.

PAR OLIVIER ROGEAU

Des agents des services publics bruxellois nous confirment ce que dénoncent, depuis des mois, des voix dans l'opposition et des associations qui luttent pour plus de transparence dans la sphère publique : jamais la politisation des fonctions de direction dans l'administration et les nombreuses entités parapubliques n'a atteint de tels sommets. La « révolution de la gouvernance » promise en 2014 par la nouvelle majorité n'a pas freiné le Parti socialiste bruxellois dans sa politique de mainmise sur les leviers sociaux, économiques et culturels de la Région, plaçant des camarades aux postes stratégiques.

Cette politisation touche même les rangs administratifs intermédiaires, du niveau « expert » à celui de « directeur », fonctionnaires eux aussi souvent issus des cabinets ministériels. « Côté francophone, la plupart d'entre eux sont socialistes, alors que l'éventail politique est plus diversifié chez les néerlandophones, constate une source interne. De plus, à la différence des directeurs des niveaux supérieurs, désignés pour un mandat de cinq ans après lequel ils peuvent être révoqués, ces fonctionnaires de rang intermédiaire sont nommés à vie. Cela signifie que bon nombre d'entre eux, quasi tous des trentenaires lors de leur nomination, seront toujours en place dans vingt ou trente ans, même au cas où le PS serait dans l'opposition. Si le PS est éjecté du gouvernement, le fossé entre cabinets et administrations truffées de socialistes s'élargira. Le dialogue sera rompu : un ministre MR, DéFI, CDH ou Ecolo aura tendance à ne pas suivre les recommandations d'un directeur général socialiste. »

Mise en coupe réglée

Au sommet de la pyramide administrative, le dernier parachutage en date illustre une fois de plus le phénomène de mainmise : Bety Waknine (PS), ex-directrice de cabinet adjointe du ministre-président Rudi Vervoort, a été promue, le 18 avril, directrice générale de Bruxelles Urbanisme et Patrimoine

(BUP), une nouvelle administration détachée du Service public régional. « Avant même le terme du processus de sélection, auquel ont participé 5 ou 6 candidats issus du cabinet Vervoort ou de l'administration, il se murmurait que Bety Waknine, qui cumule déjà plusieurs mandats dans des organismes publics bruxellois, serait l'heureuse élue, confie un fonctionnaire. Pourtant, elle ne figurait pas en tête du classement des candidats et n'avait pas d'expérience de management, ce qui pose question quand le job vous destine à diriger 250 personnes. » Pour le Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative (Gerfa), cette désignation « semble anticiper une mise en coupe réglée partisane ».

Le « saucissonnage » en cours du Service public régional de Bruxelles et la création de nouvelles structures externes suscitent un profond malaise au sein de la fonction publique bruxelloise : les départs et burnout d'agents ont accentué la démotivation d'autres fonctionnaires, inquiets du sort qui leur sera réservé dans les restructurations en cours. La réorganisation, qui touche aussi les secteurs de la fiscalité, de la fonction publique et de l'Invest&Export, est jugée coûteuse et inutile (voir l'enquête du Vif/l'Express du 31 mars dernier). Elle viserait surtout, estiment nos sources, à caser des cabinetards. Ainsi, il a été décidé de pouvoir « diverger des modalités de recrutement des membres de personnel pendant une période de six mois », « afin de garantir le bon fonctionnement du SPRB Fiscalité ». Pour la députée Zoé Genot, cheffe de groupe Ecolo au parlement bruxellois, cette mesure est une « autorisation de politiser un maximum pendant six mois ».

Vervoort aux manettes

Rudi Vervoort est aux commandes de la réforme, en duo avec Guy Vanhengel, ministre Open VLD en charge des Finances et du Budget. Ces deux poids lourds du gouvernement bruxellois pèsent depuis longtemps sur les nominations aux principales fonctions de l'administration. Ainsi, Bruxelles Fiscalité et Bruxelles Logement ont à leur tête des directeurs généraux



Rudi Vervoort pèse lourd sur les nominations aux principales fonctions de l'administration bruxelloise.

LAURIE DIEFFEMBACQ/BELGAINAGE

Open VLD, Dirk De Smedt et Arlette Verkruyssen, tandis que les chefs des autres départements sont presque tous issus du sérail socialiste : Julie Fiszman, directrice générale de Bruxelles Finances et Budget, est une ancienne députée PS ; Jean-Paul Gailly, lui aussi étiqueté PS, dirige Bruxelles Mobilité, l'une des plus grosses administrations régionales, aujourd'hui en crise ; Rochdi Khabazi, nouveau DG de Bruxelles Pouvoirs locaux, est un ancien attaché aux cabinets des ministres-présidents PS Charles Picqué et Rudi Vervoort...

De même, l'agence Bruxelles-Propreté, qui compte 600 agents, a à sa tête Vincent Jumeau, un ancien collaborateur du député-bourgmestre PS de Saint-Josse Emir Kir quand ce dernier était secrétaire d'Etat bruxellois en charge de la Propreté publique. Si Parking.brussels est dirigée par le SP.A Eric Dubois, la présidence de cette nouvelle agence régionale pour le stationnement a été offerte au Schaerbeekois Jean-Pierre Van Gorp, passé en 2006 du FDF au PS. Certes, Visit.brussels, l'organisme qui assure la promotion de la capitale auprès des touristes et des organisateurs de congrès, a à sa tête un directeur sans étiquette, Patrick Bontinck, mais il est sous la tutelle de Laurette Onkelinx, présidente du CA. « De plus, au poste clé de directeur des événements, on trouve un autre socialiste, Micha Kapetanovic, ancien du cabinet du ministre-président Picqué », note un organisateur de salons.

Bastions socialistes

Autre bastion du PS : Homegrade.brussels, qui regroupe, depuis mars, l'asbl Centre urbain – présidée jusqu'il y a peu par Bety Waknine – et le guichet d'information Maison de l'énergie. Fabrice Cumps, échevin PS à Anderlecht, est l'administrateur délégué et le vice-président de la Société du logement de la

Région de Bruxelles-Capitale (SLRB), l'organisme pararégional de type B chargé du logement social. Pour sa part, Serge Vilain, ancien chef de cabinet de Philippe Moureaux (PS), est président du comité de direction de la SA de droit public Finance.brussels, ex-Société régionale d'investissement (SRIB), avec un salaire de près de 300 000 euros brut par an. Mohammed Jabour, lui, peut arrondir son salaire d'échevin socialiste de Saint-Josse-ten-Noode avec son mandat de président du Port de Bruxelles.

Avec ses 25 % obtenus aux dernières élections régionales (2014), le PS exerce ainsi une mainmise quasi totale sur les structures régionales et pararégionales et ne laisse que les miettes aux autres partis de la coalition (DéFI, CDH, Open VLD, CD&V, SP.A). Si Bruxelles Environnement (plus de 600 fonctionnaires) a pour directeur général Frédéric Fontaine, ancien chef cab' de la ministre Ecolo de l'Environnement Evelyne Huytebroeck, cette nomination remonte à l'époque où les verts faisaient encore partie de l'attelage gouvernemental bruxellois. Même le patron de la Stib, Brieuc de Meeûs, sans étiquette politique, n'échappe pas à la tutelle socialiste : Yonnet Polet, secrétaire fédéral de la fédération bruxelloise du PS, a été placé en septembre dernier à la vice-présidence du conseil d'administration de la société des transports publics bruxellois (mandat rémunéré). Mission assignée à ce proche de Laurette Onkelinx : marteler le discours socialiste en matière de mobilité dans la capitale et faire avancer les projets chers au parti, comme l'extension du métro lourd vers le nord.

Quelques remous...

D'autres exemples montrent à quel point le placement politique est devenu un véritable sport socialiste : en juillet 2013, l'ex-députée PS Olivia P'tito a pris la direction générale de →

→ Bruxelles Formation, l'organisme public chargé de la formation professionnelle francophone en Région bruxelloise. Malgré le confortable salaire qu'elle reçoit pour cette fonction et le caractère volontaire de sa réorientation professionnelle, la Molenbeekoise a réclamé ses indemnités de sortie en tant que députée depuis 2004. Soit, la bagatelle de 150 000 euros brut environ, divisés en mensualités. Son attitude avait relancé le débat sur les parachutes dorés accordés aux parlementaires, même en cas de départ volontaire.

La nomination, en 2011, de Grégor Chapelle, ex-échevin PS de Forest, à la tête d'Actiris, l'Office régional de l'emploi, a elle aussi provoqué des remous. En janvier 2012, le CDH a obtenu, en contrepartie, le poste de secrétaire général de l'administration bruxelloise, détenu jusque-là par un socialiste. Mais le candidat choisi, Christian Lamouline, ancien chef du ministre CDH Benoît Cerexhe, voit aujourd'hui son département, Bruxelles Coordination régionale (la logistique de l'administration, soit 400 agents), largement démantelé, avec la création

Ce gros bidule créé en 2015 compte six directeurs et une centaine d'agents. Il englobe notamment l'ex-Agence de développement territorial (ADT), une asbl créée sept ans plus tôt en remplacement d'un service administratif et considérée à l'époque comme un « fief socialiste ». Organisme d'intérêt public de type A, Perspective.brussels dépend directement du ministre-président Vervoort, alors que la gestion d'un organisme de type B aurait été placée sous la tutelle de tous les ministres bruxellois compétents.

L'urbanisme sous contrôle

Toutes ces entités ont l'avantage de ne pas devoir se plier aux règles imposées aux administrations en matière de marchés publics, d'exigence du bilinguisme lors d'un recrutement... Elles facilitent aussi la pratique du copinage politique. « Que faut-il comprendre ? s'interroge la députée Ecolo Zoé Genot. Les ministres socialistes et Open VLD souhaitent avoir des agences entièrement à leur botte ? Un OIP, c'est plus d'indé-

pendance, la soumission à un seul ministre, un contrôle parlementaire beaucoup plus difficile, de nombreux postes à pourvoir de directeur, de commissaire de gouvernement, de président de conseil d'administration... Quoi qu'il arrive, que le PS soit dans la majorité ou dans l'opposition, il a dans ses mains tous les outils de contrôle du foncier, de l'aménagement du territoire, des nouvelles zones urbaines, de l'urbanisme. Politiquement, c'est juste énorme ! »

Depuis 2013, la société de droit public Citydev (ex-SDRB), responsable du développement urbain bruxellois, a à sa tête Benjamin Cadranel, ex-directeur de cabinet de Charles Picqué du temps où ce dernier était ministre-président. Conseiller communal PS à Uccle, Benjamin Cadranel a aussi été, en 2003 et 2004, expert au cabinet de l'ex-

vice-Première Laurette Onkelinx. « Conséquence de la mainmise socialiste sur Citydev, Perspective.brussels, la Société d'aménagement urbain et d'autres organismes publics régionaux de ce type : les entrepreneurs, ingénieurs, architectes, graphistes et autres bureaux d'experts choisis pour des marchés publics sont toujours les mêmes, glisse un chef d'entreprise. Ce sont les « petits copains » de camarades du PS. Les autres fournisseurs de services ne répondent même plus aux appels d'offres, car ils savent à l'avance n'avoir aucune chance d'être sélectionnés. »

Neo, musée Citroën, Vivaqua

Toujours dans le domaine du développement urbain, les hommes du PS sont aux commandes du réaménagement du plateau du Heysel. Henri Dineur, lui aussi ancien chef de cabinet de Charles Picqué, préside le conseil d'administration de la SCRL Neo, qui gère ce projet de grande ampleur pour la Région et la Ville de Bruxelles. Sont prévus sur le site, à l'horizon 2022, le mégacentre commercial Mall of Europe, des logements,



NICOLAS MAETERLINGCK/BELGAINMAGE

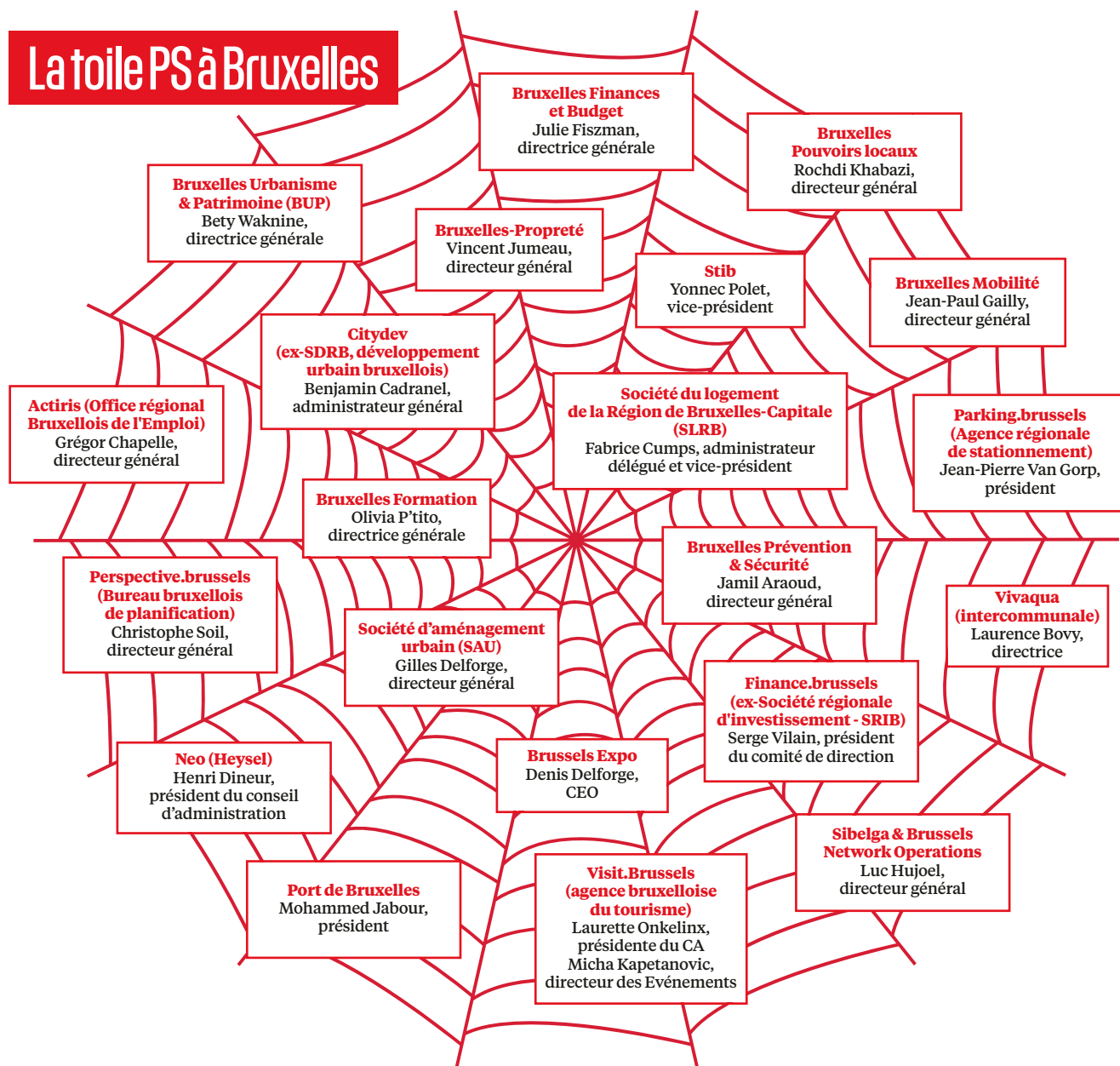
Benoît Lutgen et Olivier Maingain parviendraient-ils à proposer une autre façon de gouverner à Bruxelles ?

de trois nouvelles directions générales (international, informatique, RH) qui échappent à son autorité directe. Christian Lamouline ne conserve cette autorité que sur quelques dizaines d'agents des services juridiques, qualité et communication.

Mainmise PS sur les OIP

Des socialistes francophones ont également été placés à la tête des nouveaux organismes d'intérêt public (OIP) créés afin de court-circuiter l'administration bruxelloise. Jamil Araoud, ex-conseiller au cabinet Vervoort, est, depuis avril 2016, aux commandes de Bruxelles Prévention et Sécurité (BPS), un centre régional de crise mis en place face à la menace terroriste. Gilles Delforge, ex-chef de cabinet de l'ancien bourgmestre PS de Bruxelles Freddy Thielemans, pilote la Société d'aménagement urbain (SAU), chargée de valoriser notamment les sites Josaphat à Schaerbeek, Delta à Auderghem et l'hippodrome de Boitsfort. Christophe Soil, chef de cabinet adjoint de Laurette Onkelinx lorsqu'elle était ministre de la Santé, dirige Perspective.brussels, le bureau bruxellois de planification.

La toile PS à Bruxelles



des crèches, des bureaux et des espaces de loisirs. Parmi les administrateurs de la société Neo figurent Philippe Close, le nouveau bourgmestre PS de Bruxelles, et le socialiste Gilles Delforge, directeur de la SAU. Son frère, Denis Delforge, lui aussi proche de Close, est le CEO de Brussels Expo, le groupe gestionnaire des salles de spectacle Palais 12, Cirque royal et La Madeleine.

Un autre grand « pôle culturel » bruxellois, encore virtuel, est géré par les socialistes : le musée d'art moderne et contemporain soutenu par le Centre Pompidou (15 000 mètres carrés) et le centre international d'architecture (10 000 mètres carrés). Les deux projets devraient voir le jour à l'horizon 2020 dans l'ancien garage Citroën, le bâtiment emblématique de la place de l'Yser, acquis par la SAU. En septembre dernier, Yves Goldstein, ex-chef de cabinet du ministre-président Rudi Vervoort et proche de Laurette Onkelinx, est devenu, sans

procédure de désignation, le responsable du futur musée.

La nomination de la socialiste Laurence Bovy à la direction de Vivaqua, en décembre dernier, a fait couler plus... d'encre. Et pour cause : le cabinet de chasseurs de têtes Egon Zehnder, mandaté pour recruter le patron de l'intercommunale bruxelloise de distribution d'eau (entreprise publique aujourd'hui au cœur d'une polémique sur les « rémunérations excessives » accordées aux membres de son conseil de gérance, dont l'ex-bourgmestre de Bruxelles-Ville Yvan Mayeur) avait classé à la troisième place sur trois candidats l'ex-directrice de cabinet de l'ancienne vice-Première Laurette Onkelinx. Certains se sont alors demandé si déboursier la bagatelle de 50 000 euros pour s'offrir les services d'un chasseur de têtes avait un sens, puisqu'il n'a pas été tenu compte de ses conclusions. Ejecté ou pas de la majorité à Bruxelles, le PS est à la manœuvre à tous les étages... et pour longtemps ! ♦

NOS SÉRIES D'ÉTÉ

- 7 photos racontent 70 ans de Magnum
- Les perles d'une caviste
- L'odyssée du cyclisme colombien
- Les épaves de la mer du Nord



+ 16 pages
cahier d'été

LE VIF

l'express

PUBLIFIN
déc.
2016

SAMUSOCIAL
mai
2017

LUTGEN
juin
2017

PTB
1^{er} en Wallonie
juillet
2017

SCANDALES + PTB

=

**PAYS EXPLOSE
DANS DEUX ANS?**

LE VIF 35^e année n° 27 - L'EXPRESS n° 3444 hebdomadaire du 7 au 13 juillet 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711

01727 >
5 4 14286 210520

en couverture

PUBLIFIN

déc.
2016

SAMUSOCIAL

mai
2017

LUTGEN

juin
2017

**PTB
1^{er} en Wallonie**

juillet
2017

LE SÉISME BELGO-BELGE

L'explosion du PTB annoncée dans les sondages met la Flandre en émoi. Et donne du grain à moudre au confédéralisme cher à la N-VA. Elle rendrait le jeu politique inextricable après les élections de 2019. Un système bloqué et des revendications communautaires de retour ? Voilà l'enjeu. Chaud devant.

PAR OLIVIER MOUTON

Ce n'est jamais qu'un sondage. En d'autres termes, une photographie instantanée de l'opinion. Qui plus est, commandité par un parti politique, le MR, même s'il se base sur la méthodologie du traditionnel baromètre trimestriel *La Libre*/RTBF. Prudence, donc. Mais ses résultats, publiés le samedi 1^{er} juillet, en pleine crise francophone, à l'issue d'une séquence marquée par le paroxysme des affaires, confirment des tendances lourdes. Et laissent augurer des moments difficiles après les prochaines élections régionales et législatives de 2019. Voire préfigurent une nouvelle crise de régime qui pourrait être fatale à la Belgique. N'anticipons pas. Il y a des nuances à préciser. « Mais la façon dont un tel sondage a été accueilli témoigne de la nervosité qui règne dans le monde politique », constate Rik Van Cauwelaert, ancien rédacteur en chef de *Knack* et chroniqueur réputé en Flandre. Le système tremble sur ses bases. Et la prochaine confrontation Nord-Sud est annoncée.

« L'implosion ultrarapide du PS »

Selon le sondage de Dedicated Research, révélé par *L'Echo* et *Sudpresse*, le PTB deviendrait le premier parti de Wallonie. Un séisme. Les intentions de vote pour les élections fédérales en Wallonie donnent le Parti des travailleurs de Belgique en tête avec 24,9 %, soit une progression fulgurante de... 19,4 % par rapport au scrutin précédent de 2014. Dans le même temps, le PS, atomisé par les scandales et les divisions, sombre à 16 %, soit la moitié de son score obtenu il y a trois ans. Le MR est relativement stable (23,2 %, -2,6 %), Ecolo regagne un peu de terrain (11,4 %, +3,2 %), tandis que le CDH boit la tasse (9,8 %, -4,2 %). DéFI progresse fortement à Bruxelles où il devient avec 15,7 % le deuxième parti derrière le MR, mais là encore, juste devant un PTB en pleine explosion (14,1 %, + 10,1 %). La progression du parti maoïste est devenue une constante, d'un sondage à l'autre.

« Benoît Lutgen est d'une bêtise olympique, il ouvre la voie royale vers le confédéralisme »

Sur les réseaux sociaux, les nationalistes flamands se réjouissent : ces prévisions confirment la thèse, chère à Bart De Wever, d'un pays composé de deux opinions publiques diamétralement opposées. « Révolution en Wallonie, la Belgique composée de deux démocraties », tweete le ministre-président flamand, Geert Bourgeois. « Voilà pourquoi il faut le confédéralisme », enchaîne Sander Loones, vice-président de la N-VA, chargé de la réflexion institutionnelle au sein du parti. L'explosion du PTB, accélérée par les affaires et par la crise politique francophone, est le pendant au sud de la hausse ultrarapide de la N-VA au nord, suite au blocage institutionnel de 2010-2011. Son ascension confirme la rupture inexorable entre les deux principales parties du pays, avec une Région bruxelloise ballottée au milieu. « Un scénario de rêve », se réjouit Bart De Wever en personne. « Benoît Lutgen est d'une bêtise olympique, il ouvre la voie royale vers le confédéralisme », acquiesce Rik Van Cauwelaert.

Nous sommes en pleine accélération de l'histoire. Fin décembre 2016, les premières révélations au sujet de Publifin sont publiées par *Le Vif*/*L'Express*. Durant des mois, le scandale s'approfondit. Il est prolongé par d'autres affaires symboliquement fortes, singulièrement celle du Samusocial à Bruxelles, qui contraint le bourgmestre Yvan Mayeur (PS) à démissionner. Le Parti socialiste n'était pas le seul concerné, mais c'est lui qui subit de plein fouet les conséquences de cette séquence très négative. Le CDH lui tire une balle dans le dos en Wallonie et à Bruxelles. Sa volonté de mener des réformes radicales suscite des résistances en interne. Le leadership du président, Elio Di Rupo, et de la présidente de la fédération bruxelloise, Laurette Onkelinx, est contesté. Le ministre-président wallon en sursis, Paul Magnette, est dans les cordes après que le parti ait voté contre sa proposition de décumul intégral. Il se cherche une issue (*lire page 26*). Et voilà que ce sondage place le PTB, ce rival qui ne cesse de monter, sur un piédestal. →

→ « Nous ne sommes pas surpris par l'implosion actuelle du PS, mais nous sommes ahuris par la vitesse à laquelle elle se produit », déclare Rik Van Cauwelaert. Les dominos tombent à une vitesse vertigineuse. Il serait écrit, désormais, que les deux démocraties vont se dresser l'une contre l'autre après le scrutin de 2019. Ce serait une nouvelle étape dans l'évaporation progressive de la Belgique, entamée par les premières réformes de l'Etat dans les années 1970. Depuis le début du millénaire (et, en réalité, depuis le fameux plan du ministre-président CVP de l'époque, Luc Van den Brande, en 1999), la mésentente chronique entre Flamands et francophones a nourri un divorce annoncé. Tandis que le nord du pays réclamait des avancées, le sud disait « non ». Action, réaction ! Voilà qui a fait de la N-VA le premier parti de Flandre et du pays. Action, réaction, bis ! La progression fulgurante du PTB est aussi le fruit de la rudesse des politiques menées au niveau fédéral, en plus des affaires qui ont miné le Parti socialiste. « N'a-t-il pas manœuvré de longue date pour infiltrer la FGTB ? » rappelle l'ancien rédacteur en chef de *Knack*. Son couronnement, ce serait le dernier stade du suicide belgo-belge.

« Cela donne du crédit à la N-VA, mais... »

Bart Maddens, politologue à la KUL, se réjouit de cette évolution favorable au Mouvement flamand, dont il est ouvertement partisan. « L'idée que le PTB obtienne un score aussi important, même s'il faut être prudent avec un sondage, confirme l'image que l'on se fait en Flandre d'une Wallonie très à gauche, presque communiste, relève-t-il. En Flandre, cela crée un sentiment irrationnel : 'Ils sont tous devenus fous en Wallonie'. Cela donne incontestablement du crédit au discours de la N-VA. » Une « bonne nouvelle », selon lui, qui doit toutefois être nuancée à plusieurs égards.

« Tout d'abord, on ne peut pas dire que la Wallonie bascule à gauche, explique-t-il. Ce à quoi l'on assiste, c'est essentiellement à un transfert de voix au sein de la gauche. » Selon les tableaux affinés du sondage, dont *Le Vif/L'Express* a pu prendre connaissance, le PTB avalerait 40 % des électeurs ayant voté pour le PS aux élections de 2014. Ecolo grignoterait lui aussi des parts de marché du PS (12 %), mais aussi du CDH (10 %). « Il se pourrait très bien que l'on assiste, dès maintenant, à la formation en Wallonie d'une coalition MR – CDH avec le soutien d'Ecolo, dans laquelle le PTB et le PS ne seraient plus nécessaires, souligne Bart Maddens. Elle pourrait préfigurer aussi l'après-2019 et pourrait mener une politique en continuité avec celle pratiquée au fédéral. Une fronde comme celle conduite par Paul Magnette contre le Ceta ne serait plus possible. Cette harmonie serait en rupture avec le discours de la N-VA. »

Une seconde nuance, selon lui, consiste à la perte, pour les nationalistes flamands, d'un allié objectif en la personne du Parti socialiste, même si cette analyse fait hurler dans les rangs de ce dernier. « C'est potentiellement le partenaire sur lequel la N-VA pouvait le plus compter en vue d'une réforme de l'Etat, continue Bart Maddens. C'est le parti francophone le plus régionaliste, alors que le MR et le CDH sont davantage belgicains.



Lors des dernières négociations institutionnelles, le PS était demandeur de la régionalisation de certaines matières comme la justice ou la coopération au développement. Le fait qu'il perde son statut est en réalité une mauvaise nouvelle pour la N-VA. » Le PS était aussi devenu le meilleur souffre-douleur des nationalistes, le diable incarné pour flatter l'opinion publique nordiste. Ce statut-là pourra avantageusement être repris le PTB de Raoul Hedebouw. Mais attention : ledit PTB est resté un parti national, dont le président est... un Flamand, Peter Mertens. « Nous sommes un contre-exemple de la N-VA, nous prouvons que la politique peut encore se faire au niveau belge », a d'ailleurs soutenu Raoul Hedebouw à la VRT, en néerlandais dans le texte.



Rik Van Cauwelaert, chroniqueur et ancien rédacteur en chef de *Knack* : « Nous sommes ahuris par la vitesse à laquelle l'implosion du PS se produit. »

HATIM KAGHAT/ID PHOTO AGENCY



DIDIER LEBRUN/PHOTO NEWS

Raoul Hedebouw en pole position : tout de suite après la publication d'un sondage le plaçant numéro un en Wallonie, le PTB a lancé sur son site un appel au recrutement.

Nuance pour nuance, un autre point de vue est encore possible. Si l'on prend en considération les résultats du sondage Dedicated Research, la N-VA serait pratiquement incontournable en Flandre. Et pourrait avoir en main les clés du pays. « La grande différence par rapport à 2014, c'est qu'il y avait alors la possibilité de faire une tripartite traditionnelle en Flandre, note le politologue de la KUL. Cette option permettait de mettre la N-VA de côté. Cette fois-ci, la seule manière de l'évincer serait de former une coalition monstre avec les trois partis traditionnels et Groen, autant dire que ce serait pratiquement impossible. La N-VA se maintient bien, malgré le fait qu'elle ait été touchée par des scandales, elle aussi. Elle pourrait poser ses exigences. »

À l'occasion de plusieurs interviews accordées ces dernières semaines, le vice-Premier N-VA du gouvernement fédéral, Jan Jambon, a répété que son parti viendrait avec des revendications communautaires fortes en 2019. « C'est notre ADN », insiste-t-il. « Le tout serait de voir avec quels partenaires francophones les réaliser, tempère Bart Maddens. A priori, ce sera loin d'être évident avec un PS en chute libre. » Et, précision utile, la N-VA chute, quand même : elle est pointée à 27,1 % aux élections fédérales de 2019 selon le sondage, contre 32,4 % en 2014. Comme toujours, en Belgique, la quadrature du cercle. Qui peut mettre le pays longtemps à l'arrêt.

« Un pays ingouvernable »

Un autre scénario suscite d'ores et déjà des frémissements dans les états-majors politiques. Vu le séisme électoral probable en 2019, le pays pourrait devenir pratiquement ingouvernable. Lode Vereeck, professeur d'économie politique à l'université de Hasselt et sénateur libéral flamand, en a posé le constat sur sa page Facebook, après la lecture du sondage : « Si ces projections se vérifiaient, les négociations gouvernementales risquent d'être très difficiles en 2019. » Plusieurs cas de figure deviendraient impossibles : la suédoise actuelle n'aurait plus la majorité au fédéral, de même qu'une tripartite classique ou une coalition rouge-romaine (socialiste et sociaux-chrétiens/humanistes).

« Cela signifie que la coalition fédérale actuelle (MR, N-VA, CD&V, Open VLD), que les partenaires pourraient vouloir reconduire, ne serait envisageable qu'avec l'appui du CDH, avance Nicolas Bouteca, politologue à l'université de Gand. Mais un tel attelage mènerait-il une politique suffisamment de droite aux yeux de la N-VA et de l'Open VLD, sachant qu'il leur est déjà difficile de nouer des compromis avec le CD&V ? » Faut-il rappeler, aussi, combien Benoît Lutgen avait émis un refus catégorique – et profond, dans son chef – à l'idée de gouverner avec la N-VA, dont le comportement a toujours été ambigu à l'égard de la collaboration avec l'occupant allemand durant la Seconde Guerre mondiale.

Le politologue gantois ajoute que les configurations possibles risqueraient d'être réduites en raison de l'importance des partis extrémistes jugés « infréquentables », le PTB en Wallonie, mais aussi le Vlaams Belang en Flandre : ensemble, selon le sondage, ils détiendraient 30 des 150 sièges de la Chambre. « Sans oublier que certaines cohabitations risquent d'être particulièrement compliquées, entre la N-VA et le SP.A par exemple, ponctue Nicolas Bouteca. Ce caractère ingouvernable, s'il mène à une crise de longue durée, plaiderait en faveur des partisans d'une réforme de l'Etat. »

Cela étant, l'intérêt des médias flamands restant mesuré à l'égard de la crise francophone, un autre point retient particulièrement l'attention au nord du pays : l'état de santé du Parti socialiste flamand, qui perd plus de 4 % et chute sous les 10 % dans le sondage. Le parti de John Crombez paie son manque de ligne claire mais, aussi, l'image désastreuse renvoyée par son homologue francophone, miné par les →



BART DEVAELLE/ID PHOTO AGENCY

Bart Maddens, politologue à la KUL : « L'idée que le PTB obtienne un score aussi important confirme l'image d'une Wallonie très à gauche, presque communiste. »



Pour Bart De Wever, président de la N-VA, l'explosion du PTB en Wallonie est un « scénario de rêve ». Ce n'est pas forcément l'avis du Premier ministre Charles Michel (MR).

→ affaires. « Nous payons cela, c'est injuste », clame Joris Vandenbroucke, chef de groupe SP.A au Parlement, « La conséquence pourrait être une rupture plus nette entre les deux formations, ce qui serait une nouvelle évolution majeure », décrypte Nicolas Bouteca. « Que le SP.A choisisse vraiment pour la Flandre, ce serait une excellente chose », a déjà tweeté Sander Loones (N-VA). Les nationalistes prennent déjà leurs rêves pour des réalités.

« Je ne voudrais pas être le roi »

Un pays au bord de la rupture ? Un scénario catastrophe pour 2019 ? Ce ne sont peut-être que des conjectures. Mais elles résonnent déjà fortement dans les états-majors concernés. Au MR, qui a commandité le sondage, on se dit certes rassuré par le relatif statu quo du parti. Mais le sentiment qui prédomine, c'est une vive inquiétude. « Ce que cela nous évoque, au-delà de la chute libre du PS, c'est la perspective très difficile

que cela promet en l'état pour 2019, épingle-t-on au MR. Ce n'est qu'un sondage, personne n'a fait campagne. Mais cela montre qu'il est urgent de mener un travail pour renouer les liens avec les citoyens. » Traduisez, aussi, urgent de sortir de la crise ouverte dans les gouvernements francophones par le retrait du CDH.

Le PTB, lui, relaie l'appel déjà lancé en mars dernier par son président Peter Mertens : « Organisez-vous, dans les syndicats, dans les mouvements de jeunesse, d'étudiants, de défense des droits des femmes, de l'environnement, antiracistes, pacifistes, dans des comités de quartier, dans des groupes de théâtre, de musique et de sport. Il s'agit de bien plus que de donner une voix à un parti. » La révolution est en marche. L'inquiétude, aussi, de devoir gérer un résultat à ce point fulgurant, ce qui n'est jamais aisé pour un petit parti. Aussi, le PTB réitère également sa ligne rouge à ne pas franchir : « Nous n'irons pas dans un gouvernement qui nous enferme dans le carcan des traités d'austérité européens et nous obligerait à appliquer le contraire de notre programme. »

Avec une telle attitude radicale, le possible maillot jaune wallon s'exclurait-il de toutes les majorités ? Ou parviendrait-il à trouver des alliés du côté francophone pour faire pression sur le fédéral ? En tout état de cause, sa quête imposera à tout le monde de se positionner et provoquera une crise de nerfs en Flandre. Le navire belge, inévitablement, va tanguer. « Ce qui est sûr, c'est que je n'aimerais pas être à la place du roi durant l'été 2019 », confesse Rik Van Cauwelaert.

En route vers l'année belgo-belge la plus chaude de tous les temps. ♦



DANIEL GERBERTS/ID PHOTO AGENCY

Nicolas Bouteca, politologue à l'université de Gand : « Le caractère ingouvernable plaiderait en faveur des partisans d'une réforme de l'Etat. »

LA COLÈRE DU PEUPLE

Les mouvements citoyens regardent, sidérés, le spectacle offert par leurs élus depuis le début de la crise francophone. Plus que jamais, ils réclament autre chose. Quitte à se réfugier dans les bras du PTB ou chercher un autre destin dans une Wallonie souveraine.

PAR OLIVIER MOUTON

Le décompte a commencé. La crise francophone se prolonge, après la décision de Benoît Lutgen, le 19 juin dernier, de faire éclater les coalitions avec le PS. La faute à Ecolo et DéFI, qui réclament de profondes réformes de gouvernance, jusqu'à en faire un préalable à toute discussion pour les verts ? « Olivier Maingain ne cesse de se faire désirer », grommelle-t-on au MR, où « l'arrogance » du président de DéFI commence à en ulcérer plus d'un. De même, l'attitude « ambiguë » du CDH, qui continue à engranger avec le PS dans les majorités, interloquait, en début de semaine :

« A quel jeu jouent donc les humanistes ? »

« Il faut que l'on trouve une solution rapidement, glisse une autre source libérale. La première semaine, tout le monde était sous le choc. La deuxième, on a pris le temps de nouer le dialogue. Mais cette semaine-ci, il est urgent de concrétiser. » D'autant plus urgent que « le sentiment antipolitique ne cesse de croître ». Sondage à l'appui, montrant l'explosion du PTB. Après la vague des affaires, dans la tourmente d'une crise que beaucoup ne comprennent pas, les élus reçoivent des messages très virulents. Le ressentiment est énorme.

« **Les gens n'y croient plus** »

« Les gens sont très pessimistes face aux solutions envisagées, ils n'y croient plus, résume Stéphane Michiels, créateur du mouvement citoyen Belvox, fondé pour tenter d'apporter des réponses concrètes aux affaires des derniers mois. Quand nous venons avec des propositions positives en matière de gouvernance via notre page Facebook, ils nous rétorquent que cela ne marchera pas parce que les politiques ont toujours fait comme ça. Et parce que ce n'est pas dans leur intérêt de changer. » Ils sont en colère contre Elio Di Rupo, président du PS, lorsque celui-ci affirme que Publifin était un « accident ». Et voient dans cette crise quelque chose de systémique.

Et à vrai dire, ce père de famille, qui s'est engagé après que sa fille a été choquée d'entendre à la télévision le salaire démesuré de Stéphane Moreau, CEO de Nethys, n'est pas loin de partager ce sentiment après quasi trois semaines de crise intrafrancophone : « J'étais persuadé qu'ils tiendraient un discours plus constructif après que Lutgen a tiré la prise. Mais ils sont tout de suite retombés dans leurs petites guéguerres, "ce n'est pas moi, c'est lui", "ce sera sans lui"... Tout fait l'objet de calculs à court terme, sans vision à long terme. C'est loin de ce que l'on attend. »



Benoît Lutgen consulte pour former une majorité alternative. « Antidémocratique », entend-on parmi les citoyens.

Pour les citoyens, il est difficile de comprendre, aussi, que le CDH et Ecolo pilotent les discussions depuis le début, alors qu'ils ne représentent respectivement que 13 et 4 sièges sur 75 au parlement de Wallonie. Entendu à plus d'une reprise, aussi : « Comment se fait-il que Benoît Lutgen soit maître du jeu alors que c'est lui qui veut faire tomber le gouvernement ? »

« C'est antidémocratique car ils n'ont pas reçu de mandat du peuple pour ça, acquiesce Stéphane Michiels. Les gens ne comprennent pas qu'il n'y ait pas d'élections anticipées. »



Un drapeau wallon lors de la marche organisée par Jean-Luc Mélenchon à la Bastille, le 18 mars dernier.

Allez donc expliquer que Benoît Lutgen est à la recherche d'une majorité alternative en vertu de la motion de méfiance constructive – une coalition ne tombe que si une autre peut la replacer – et vous obtiendrez quelques haussements d'épaules entendus... « Les gens sont déboussolés, approuve Stéphane Michiels. Certains aimeraient voir émerger une majorité CDH - Ecolo - DéFL... sans savoir que ces partis, ensemble, n'ont pas la majorité. Mais le consensus général, tout de même, c'est que le PS doit se retrouver dans l'opposition. » C'est davantage une expression de dépit que le fruit d'une réflexion.

« Démocratiquement irresponsable ! »

En attendant, quelle épreuve ! Les discussions politiques sur la bonne gouvernance patinent. Fondateur de Cumuleo, le baromètre du cumul des mandats, Christophe Van Gheluwe observe, sidéré, ce qui est en train de se tramer en Wallonie et à Bruxelles. « La situation engendrée par le retrait du CDH aurait pu constituer une opportunité, entame-t-il. Mais je suis effrayé de voir le résultat. Benoît Lutgen a quitté les majorités régionales et communautaire pour des questions de bonne gouvernance, mais les avancées obtenues à ce jour sont minuscules. »

C'est singulièrement le cas en matière de décumul,

le clou sur lequel son association ne cesse de taper. PS et MR ont freiné des quatre fers : le premier sous la pression de ses fédérations s'est limité au décumul des rémunérations, le second veut le circonscrire aux communes de plus de 50 000 habitants. « Pourtant, régler la question du décumul entre un mandat de député et une fonction locale, cela me semble l'évidence même en matière de démocratie et de bonne gouvernance, estime Christophe Van Gheluwe. Comment est-il possible que l'on discute à ce point sur un sujet aussi clair ? Les partis évoquent un décumul des rémunérations ? Mais c'est du populisme. Ils n'ont donc pas compris que ce cumul posait d'autres problèmes, notamment pour les conflits d'intérêts. Et c'est le minimum minimorum. Après, il y a toutes les questions des mandats privés, des avocats d'affaires... »

En ce début de vacances, son verdict est clair : « S'il y a autant de difficultés au sujet d'une réforme aussi basique, cela montre à quel point il n'y a pas de volonté de changer le logiciel politique. Il y a un décalage complet entre le ras-le-bol des gens et cette réticence à réformer en profondeur. Ce qui se passe est effrayant et démocratiquement irresponsable ! » Le fondateur de Cumuleo se demande d'ailleurs si l'intention du CDH était bien de provoquer un électrochoc en matière de gouvernance ou, plus prosaïquement, s'il ne voulait pas empêcher l'adoption →



JEAN MARC QUINET/REPORTERS

Christophe Van Gheluwe (Cumuleo) : « Il n'y a pas de volonté de changer de logiciel politique. »

→ de la mesure radicale de décumul qui était sur la table du gouvernement wallon.

« Le MR, lui, refuse de faire de la bonne gouvernance un préalable avant de négocier les futures majorités, poursuit Christophe Van Gheluwe. Mais, pour moi, il est évident que cela doit être un préalable. Si je devais décider demain, ce serait un tsunami en matière de gouvernance. Il faut faire de notre pays un modèle en la matière, en s'inspirant d'expériences à l'étranger. Il n'y a plus de confiance entre le monde politique et les citoyens. Comment voulez-vous mener des réformes structurelles sans cela ? Il n'y a pas de confiance sans transparence. Globalement, les gens se moquent aujourd'hui de savoir quelle nouvelle majorité va voir le jour. Ils sont convaincus que, quelle qu'elle soit, elle n'accomplira pas de vraies réformes, mais des arrangements à la marge. »

Stéphane Michiels souligne combien le désir de changement est profond : « Le sentiment général, c'est que ce qui est sur la table ne va pas assez loin, les citoyens souhaitent la mise en place d'un système plus participatif. Ils espèrent aussi l'émergence de nouvelles forces politiques. » Ecolo et DéFi tentent d'élever le niveau des réformes adoptées en matière de gouvernance, au risque de faire échouer les négociations pour de nouvelles majorités. Mais en dépit de discussions amorcées, il n'y a pas encore l'ombre d'un En Marche ! à la française en vue du côté francophone. « Ma crainte, c'est qu'au bout du compte, tout cela fasse le jeu du PTB », confie le fondateur de Belvox. C'est ce que confirme le sondage réalisé par Dedicated Research à la demande du MR, publié le 1^{er} juillet (*lire page 16*).

« La souveraineté au peuple wallon »

C'est dans un contexte de crises à plusieurs étages que vient de naître à Liège, le 25 juin dernier, un mouvement baptisé « La Wallonie insoumise », inspiré par La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon. Il prend ses racines dans la colère citoyenne nourrie par les affaires, la domination des multinationales sur l'économie ou l'humiliation permanente de la Wallonie par la Flandre. « L'élément essentiel à l'origine de notre mouvement, c'est le fait que le peuple soit sans cesse maintenu à l'égard du processus, déclare l'un de ses fondateurs, Patrick Olczyk. Voilà pourquoi nous réclamons une assemblée constituante des citoyens en Wallonie et la révocation des élus. Le peuple doit reprendre le pouvoir face à la caste et l'oligarchie au pouvoir. Même le PTB ne va pas aussi loin car lui défend la structure existante des partis... » Une telle assemblée

déciderait une refonte radicale du système, la redéfinition du rôle d'élu du peuple, l'introduction de droits nouveaux... « On peut miser sur un dédagisme soft à la Macron, mais voyez le résultat : quatre ministres ont démissionné depuis son arrivée au pouvoir. Nous, nous voulons changer en profondeur. »

Singulièrement, La Wallonie insoumise s'inscrit déjà dans une perspective postbelge. Le mouvement s'inscrit dans une histoire wallonne riche en traumatismes et en rébellions depuis la Question royale après-guerre – « dont on a oublié la



Le mouvement citoyen « la Wallonie insoumise » a été créé le 25 juin. Principale revendication: une assemblée constituante pour refonder le système.

gravité», précise Patrick Olczyk – les grèves de 1960 contre la Loi unique et le mouvement syndical d'André Renard... « Nous voulons rendre au peuple wallon sa souveraineté, enchaîne le responsable du mouvement. Aujourd'hui, il n'a même plus la capacité de décider ce qu'il veut faire de son budget. Nous voulons approfondir la démocratie, nourrir la conscience politique du peuple et remettre les compteurs à zéro. Il y a urgence car les gens sont dégoûtés. Or, quand les dégoûtés s'en vont, il ne reste plus que les dégoûtants... », comme le disait Paul Vanden Boeynants.

Le mouvement compte quelques centaines de sympathisants. Mais il est confiant de toucher un public plus large : une action menée en marge de la venue du Tour de France en Belgique, ce 2 juillet, a suscité de nombreuses marques d'intérêt. Il n'exclut pas non plus de présenter des listes aux prochaines élections, communales en 2018, puis régionales en 2019. « Jean-Luc Mélenchon est attentif à ce qui se passe en Wallonie, il l'a mentionné dans ses ouvrages », précise Patrick Olczyk. Quitte à tout remettre à zéro, pourquoi ne pas envisager un rattachement à la France ?

Désabusés face aux comportements erratiques de leurs élus, des citoyens sont désormais prêts à toutes les aventures. ♦



Stéphane Michiels (Belvox) : « Les gens sont très pessimistes face aux solutions envisagées. »

A la « bataille des barrages », dimanche 2 juillet. Paul Magnette en défenseur du décumul intégral contre l'appareil.



MAGNETTE, LA CONSPIRATION EN MARCHÉ

En rupture avec les députés-bourgmestres socialistes, en froid avec un Elio Di Rupo que l'on dit sur le départ, acclamé par la jeunesse militante, Paul Magnette s'organise. Pour quitter la politique, pour prendre un parti qui lui est promis, ou pour en fonder un nouveau ? Il se pose la question.

PAR NICOLAS DE DECKER

« Un très petit nombre d'hommes tiennent en leurs mains l'appareil du parti, dirigent ses parlementaires et ses ministres, et cadennassent ses débats. Les congrès, censés être des assemblées souveraines des représentants des militants, ne sont qu'arbitrages obscurs entre chefs de bande, dont les militants sont soigneusement exclus. » Depuis quelques semaines, au Pain quotidien, boulevard Tirou, à Charleroi, on relit avec entrain certains textes d'un jeune politologue des années 1990. Dans *« Les Socialistes et le pouvoir »*, ouvrage collectif édité en 1998 par Pascal Delwit et Hugues Le Paige, Paul Magnette écrivait, dans un chapitre intitulé « Qu'est-ce que le réformisme ? », ces lignes qui auraient pu convenir, dix-neuf ans après, à la « bataille des barrages ». Sauf qu'en ce pluvieux dimanche 2 juillet, sur les bords du lac de l'Eau d'Heure, l'arbitrage n'a pas été obscur entre les partisans du décumul intégral et ses opposants réunis au congrès extraordinaire du Parti socialiste. Jamais dans sa glorieuse carrière, Elio Di Rupo

n'avait été aussi secoué par sa base, où la parole s'est désormais libérée, et l'hostilité, assumée. « Chaque intervention en sa faveur était huée, et chaque intervenant prônant le décumul intégral était acclamé », raconte, encore abasourdi, un parlementaire pourtant pas suspect d'hostilité envers le Montois. Au deuxième rang plutôt qu'au premier, déjà un signe, Paul Magnette desserrait peu les dents. Entre le bourgmestre de Charleroi et celui de Mons, la défiance était déjà ostensible, elle est désormais ostentatoire.

Aux journalistes présents, le Carolo ne répondra rien d'autre qu'une sentence pesante aux questions sur l'avenir d'Elio Di Rupo à la présidence du PS : « Mon avis n'a aucune importance, c'est aux militants de le décider. » « Je suis à 100 % derrière Elio Di Rupo, c'est de lui que nous avons besoin pour rénover le parti », disait-il pourtant, alors que le débat sur le décumul n'était pas encore tranché, deux semaines auparavant. Depuis, Paul Magnette se tait : le lundi, ce sont Laurette Onkelinx et Rudy Demotte que le parti a envoyés défendre sa position, pas le ministre-président wallon. Et on a eu beau le traquer, jamais il n'a fût-ce qu'accusé réception de nos demandes d'entretien. Un peu de spleen, sans doute, de celui qui frappe ceux qui n'ont jamais connu l'échec lorsque leur tombent deux torgnoles, la première de ses camarades de parti, la seconde de Benoît Lutgen. « Pour l'instant, à peu près tous les jours je dois lui remonter le moral », confie ainsi un proche. Quitter la politique ? La tentation lui aurait titillé le bulbe rachidien. Brièvement. Car « cela n'empêche pas que Paul est ressorti plus fort de cette séquence, et qu'il va s'en servir », ajoute ce proche. Le tout est de savoir comment.

Avec plusieurs ministres et dix parlementaires

C'est justement de ça qu'on discute, à la grande table du Pain quotidien, ces petits matins du boulevard Tirou, en glosant sur les textes de leur évangéliste. Les constats y sont à peu près les mêmes qu'il y a vingt ans, du reste. Paul Magnette, en 1998, déplore qu'à force « de se confondre avec le pouvoir, la classe dirigeante du mouvement s'est éloignée du peuple et a perdu sa confiance ». Il dégoïse contre les « barons », cette « poignée d'hommes » qui « tiennent à la fois les instances locales du parti, sur lesquelles la présidence n'a jamais eu réellement prise en raison de la persistance d'un campanilisme congénital, et les lieux du pouvoir. Ils font et défont les carrières, distribuent les emplois, les logements, les titres et les marchés publics pour asseoir leur féodalité ». Il ne dit rien d'autre en 2017. Mais l'homme qui se dresse contre ces maux alégués n'est plus un frêle aspirant politiste.

Il est désormais le bourgmestre de Charleroi, pour encore un temps le ministre-président de la Région wallonne, et pour le moment le dernier espoir d'une certaine jeunesse militante.

Sa ligne est à peu près établie : elle est celle d'un « libéralisme ouvrier » dépoussiéré, selon la méchante formule d'Henri De Man rappelée dans « Qu'est-ce que le réformisme ? », prônant la réduction du temps de travail, l'impôt sur les gros patrimoines, et peut-être l'allocation universelle. Foudre jupitérienne, elle ne devra plus être freinée par les corps intermédiaires, ni ralentie en bureau national, ni amortie par les fédérations d'arrondissements : c'est ainsi, pense-t-il, que la classe dirigeante du mouvement se rapprochera du peuple et regagnera sa confiance.

Sera-t-elle, cette ligne, imprimée par Paul Magnette à l'extérieur ou à l'intérieur du Parti socialiste ? Avec lui ou contre



CHRISTOPHE LACROIX/PHOTO NEWS

Paul Furlan et Christophe Lacroix : tentés de se mettre en marche avec leur ministre-président ?

« Une dizaine de parlementaires, et plusieurs ministres, sont prêts à le suivre, y compris s'il quitte le parti pour en fonder un autre »

lui ? C'est sur ce dilemme que l'on planche au Pain quotidien. « L'idée socialiste n'est pas liée à l'organisation actuelle du parti, elle est beaucoup plus forte et plus vaste que celui-ci », a-t-il tweeté le vendredi 30 juin dernier. Une citation passe-partout de Jaurès qui, en contexte, peut laisser croire à une macronisation, une mélenchonisation ou une hamonisation – la bonne façon de qualifier une scission d'un parti socialiste francophone ne s'étant pas encore imposée – de Paul Magnette.

Il compte ses soutiens, et il agira en fonction dans les semaines qui viennent. « Il consulte beaucoup, et pas qu'au Pain quotidien », nous dit un autre proche, carolo-régien celui-là. « Une dizaine de parlementaires, et plusieurs ministres, sont prêts à le suivre, y compris s'il quitte le parti pour en fonder un autre. Dans les milieux syndicaux, y compris chrétiens, il y a aussi une vraie demande de quelque chose de nouveau, en dehors des appareils des →

→ partis d'aujourd'hui », continue-t-il. Il ne citera pas de noms. Il n'est pas interdit de penser que les jeunes Pierre-Yves Dermagne et Christophe Lacroix, et que le fidèle Paul Furlan pourraient être tentés de prendre le sillage de leur ministre-président. Tous se sont bruyamment engagés dans la « bataille des barrages » pour le décumul intégral, et tous se sont, dans leurs fédérations respectives (le Binchois Laurent Devin à Thuin pour Furlan, le Hutois Christophe Collignon à Huy-Waremme pour Christophe Lacroix), colletés avec des élus locaux partisans du décumul financier.

Mais sans ancrage bruxellois, et avec le risque de ne pas profiter de son actuelle popularité interne, tant ils sont – encore

réduire le temps de travail et d'imposer les gros patrimoines. « Et le décumul intégral est inscrit dans les astres : à la fin de cet été, il sera soit coulé en loi, au moins à Bruxelles, soit adopté par le parti dans son ensemble, soit appliqué par la plupart de ses fédérations », pronostique un député wallon. Or, le décumul intégral est moins pour Paul Magnette une affaire d'idéal qu'une question pratique : son application permettrait de casser le pouvoir des corps intermédiaires du parti, ces députés-bourgmestres avec qui il est entré en conflit mortel. Donc d'imprimer sa ligne à son aise.

Mais Elio Di Rupo, pourtant d'abord défenseur du décumul intégral, a laissé le congrès incliner vers le décumul des

rémunérations pour renouer avec ces mêmes députés-bourgmestres, et consolider sa position présidentielle. « C'est la victoire des petits, et ce n'est qu'un sursis de quelques mois pour Elio Di Rupo », estime un Hennuyer pourtant dirupiste. Pour « prendre » le parti par la force, Paul Magnette devra faire convoquer une élection présidentielle. Cette convocation nécessite soit une majorité au bureau, ce dont Paul Magnette ne dispose pas, soit une requête cosignée par cinq des quatorze fédérations d'arrondissement. Or sept d'entre elles se sont prononcées pour le décumul intégral... « Mais



Benoît Hamon a quitté le PS français le 1^{er} juillet. Magnette le suivra-t-il après l'avoir soutenu ?

– nombreux, ces militants, à rester attachés à la *vieille maison* de Vandervelde et compagnie, l'initiative pourrait bien prendre une dimension wesphaelienne plutôt que macronienne. Quoique. « Le PS subit une telle crise qu'il est vraiment menacé de disparition. Qu'en restera-t-il si Paul le quitte ? Qui pourrait lui donner une direction claire ? Peu de monde. Dans ce cas, un large mouvement de gauche, rassemblant plusieurs figures de proue, pourrait sans problème tourner autour des 15 % », pronostique un des commensaux du Pain quotidien.

Cinq fédérations, puis le parti

Un autre Carolorégien, pourtant pas suspect d'antimagnétisme primaire, tempère : « C'est très aventureux, voire suicidaire. Tout seul, tu n'es rien. Et tout le monde ne voudra pas suivre. Alors que clairement, aujourd'hui, au parti, la seule question qui se pose, c'est de savoir si la transition entre Elio et Paul se fera par la force ou en douceur... », lance-t-il.

Le résultat, il est vrai, différerait peu des objectifs murmurés au Pain quotidien : le PS est déjà à 15 %, et est en passe de réitérer, au terme de ses Chantiers des idées, sa volonté de

tout le monde n'y est pas encore prêt », reprend le Hennuyer.

« Ce qui empêche qu'un putsch porte tout de suite Paul à la tête du PS, c'est que les gens, au parti, respectent encore énormément Elio Di Rupo. Mais, au fond, personne n'est dupe », pose un parlementaire carolorégien. Lui voit la fronde prendre consistance dans les prochaines semaines de cet été caniculaire. Fin août, les propositions issues des Chantiers des idées seront présentées en bureau politique. Elles seront ensuite débattues dans les sections, les unions socialistes communales et les fédérations et seront coulées dans la doctrine socialiste au congrès du 24 septembre. « Les choses se décanteront dans ces moments-là : les divisions entre fédéralistes et belgicains, Wallons et Bruxellois, mais aussi entre pro et anticumul nous donneront l'occasion de sortir du bois », augure un magnétiste. Le congrès de la fédération carolo, annoncé début septembre, entre dans cette stratégie. « Le seul scénario qui permettrait selon moi que ça se passe en douceur, c'est qu'Elio prenne conscience que sa position est intenable, qu'il se grandirait en passant la main après le Chantier des idées, et qu'il annonce donc son retrait à ce moment-là », conclut-il. Sinon... ♦

PLACE NETTE CHEZ PUBLIFIN/NETHYS ?

L'actionnaire majoritaire, la Province de Liège, est au pied du mur : il lui est recommandé de virer le management actuel de Publifin/Nethys et de récupérer Resa, la vache à lait du groupe.

PAR MARIE-CÉCILE ROYEN

L'excellent rapport de la commission Publifin, publié le 3 juillet, a confirmé le hors-piste du groupe dirigé par Stéphane Moreau, ex-PS, depuis 2005. Quinze faisceaux d'indices d'infractions pénales ont été transmis au procureur général de Liège, Christian De Valkeneer. Susceptibles d'être illégales : la restructuration qui a abouti à soustraire Publifin/Nethys aux associés publics, la création des comités de secteur, les rémunérations exorbitantes et non justifiées de certains dirigeants, les contrats de travail parallèles de Stéphane Moreau, les destructions de pièces, etc. D'autres institutions seront dûment alertées sur les anomalies qui concernent leur domaine de compétence : inspection sociale, ONSS, Inasti (sécurité sociale des indépendants), tutelle des Pouvoirs locaux, CWaPE (régulateur wallon de l'énergie), secrétariat général du Service public de Wallonie, communes et province associées.

Privé en mai dernier du brevet *fit and proper* (compétence et honorabilité) de la FSMA, l'autorité des services et marchés financiers, et écarté de la direction du fonds de pension Ogeo Fund, l'ancien bourgmestre d'Ans dirige toujours Nethys/Publifin avec ses comparses de moins en moins bonne réputation. Pour combien de temps ? La commission réclame le départ des administrateurs et

membres du management qui ont trempé dans les combines. Si la Province de Liège, actionnaire majoritaire du groupe, ne se dépêche pas, la tutelle est priée d'intervenir. Autre recommandation de poids : Resa devra réintégrer le giron public, ce qui coupera d'emblée le robinet d'or qui a permis à Stéphane Moreau de se prendre pour le roi du pétrole.

Hierarchisé et relativement court (108 pages), le rapport Publifin – cocorico wallon – échappe aux empilements sans grâce qui caractérisent certains travaux du Parlement fédéral où les compromis à la belge affleurent à chaque ligne. L'unilinguisme n'a pas que des désavantages. Les auditions au parlement namurois ont montré des tempéraments, une maîtrise du sujet, parfois de l'espièglerie, souvent une indignation, rarement du mauvais goût. L'exercice a rehaussé

Les auditions ont montré une maîtrise du sujet, de l'espièglerie, une indignation, rarement du mauvais goût

l'image d'une assemblée qui, l'année dernière encore, s'appliquait à décortiquer le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada (Ceta). Sans le vouloir, le travail des députés a formé le premier étage de la fusée Lutgen. Une base pour reconquérir l'estime de la population et, peut-être, la leur. A la vision de certaines turpitudes, des commissaires ont douté de leur propre engagement politique.

Autre leçon à retenir de ces cinq derniers mois de travail : le rapport a été adopté à l'unanimité, socialistes compris. La présidente Olga Zrihen (PS) s'est tenue rigoureusement au-dessus de la mêlée. Patrick Prévot, 34 ans, membre du bureau de la commission, ancien secrétaire particulier d'Elio Di Rupo et conseiller communal à Soignies, a pris des risques. « La nouvelle star du PS », ironisaient des camarades liégeois croisés au boulevard de l'Empereur. Sans doute Elio Di Rupo avait-il besoin de ce coup de main juvénile pour amener à résipiscence des Liégeois à la nuque raide. Une attitude qui s'est finalement retournée contre eux. Sans la franchise brutale d'André Gilles, alors président de l'intercommunale Publifin et chef de l'exécutif provincial, la commission spéciale ne se serait pas transformée en commission d'enquête parlementaire dotée des pouvoirs d'un juge d'instruction.

La perquisition du 9 mars au siège de l'intercommunale fut décidée sur la base d'allégations qui se sont révélées en partie fausses. Mais elle a permis à la PJF d'extirper de certains ordinateurs l'« image » des suppressions systématiques opérées le 22 février dans un répertoire intitulé comité de nomination et de rémunération. Une autre fois, un juge d'instruction fut requis pour obtenir le contrat de travail de Stéphane Moreau avec l'Association



Olga Zrihen, la présidente (PS) de la commission Publifin, s'est tenue rigoureusement au-dessus de la mêlée.

liégeoise d'électricité, signé le 1^{er} septembre 2005 et qui court toujours, malgré l'existence d'un autre contrat d'indépendant. D'où son extraordinaire parachute doré : trois millions d'euros.

Publicité, sauvegarde du peuple

Principal résultat de la commission : le lourd entre-soi liégeois a été brisé. Comment les instances locales du PS, du MR et du CDH vont-elles réagir au rapport du 3 juillet ? En mai, Paul-Emile Mottard (PS), nouveau président du conseil d'administration de Publifin et du collègue provincial, jugeait légèrement que la commission Publifin était « plus dans l'image » et que son rapport intermédiaire était « sans grands fondements juridiques ». Homme d'appareil, Jean-Pierre Hupkens a succédé à un Willy Demeyer démissionnaire de la présidence de la fédération socialiste liégeoise,

laquelle a voté pour la ligne la moins dure en matière de cumul au congrès extraordinaire du parti, aux Lacs de l'Eau d'Heure, le 2 juillet. Le ministre Jean-Claude Marcourt chapeaute toujours les instances provinciales et a fait son entrée au bureau du PS. En analysant l'irruption de la commune de Fourons dans Tecteo/Nethys, les commissaires ont pourtant mis au jour une réunion politique à Namur, le 9 novembre 2009, à laquelle participait Stéphane Moreau et le ministre wallon de l'Economie, dont la présence est jugée « interpellante » par la commission. Il fut décidé de faire prévaloir la thèse de Tecteo sur celle de l'administration, et donc, de permettre à l'intercommunale d'échapper à la tutelle wallonne, une modification statutaire qualifiée aujourd'hui d'« illégale ».

En majorité avec le PS à la Province depuis trente ans, le MR liégeois fait profil

bas, avec un président de fédération, Daniel Bacquelaine, aux abris fédéraux et le nez sur les pensions. Quelle est la nature de son deal avec le PS ? L'argent a certainement été le ciment des affairistes qui se sont pressés autour de Publifin/Nethys. Mais cette explication ne suffit pas. Il y a un problème culturel : l'Ancien Régime survit à Liège, avec sa concentration des pouvoirs et son absence de transparence. Troublant pour une « nation » qui a fait sa révolution en 1789. Quant au CDH, il a fourni deux lanceurs d'alerte (Jean-Pierre Grafé en 2012, Cédric Halin fin 2016) mais il autorise Dominique Drion à poursuivre sa carrière chez Ogeo Fund, discutable surgeon de Publifin/Nethys où l'ont rejoint Pol Heyse et Bénédicte Bayer, deux fidèles de Stéphane Moreau.

L'histoire de ce détournement d'héritage public n'est pas finie. ♦

NOS SÉRIES

- 7 photos racontent 70 ans de Magnum
- Les perles d'une caviste
- L'odyssée du cyclisme colombien
- Les épaves de la mer du Nord

ÉDITION D'ÉTÉ



Inclus dans
Le Vif/L'Express

LE VIF

l'express



Et si le PTB

AVAIT RAISON

LE VIF 35^e année n°s 28-29 - L'EXPRESS n° 3445 hebdomadaire du 14 au 27 juillet 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711

01728 >



5 4 14286 210520



ET SI LE PTB AVAIT RAISON



Peter Mertens, président national du PTB, doit désormais gérer le succès exponentiel de son parti. Et donner du corps à des idées qui fusent comme des slogans.

FILIP DE SMET/BELGAIMAGE

Le parti de gauche radicale a le vent en poupe en Wallonie et à Bruxelles. Au secours, les communistes sont-ils de retour ? Selon les experts interrogés par Le Vif/L'Express, les troupes de Raoul Hedebouw ouvrent au contraire des chantiers importants. Même si leurs propositions apparaissent souvent irréalistes.

PAR OLIVIER MOUTON

Ce n'est plus une bulle. C'est une éruption. Qui ne s'es-souffle plus. Tel un métronome, le PTB progresse dans tous les sondages publiés depuis les élections de mai 2014. Dans le dernier baromètre réalisé par Dedicated Research – commandité par le MR – publié fin juin, il atteint même des sommets sans précédent : 24,9 % en Wallonie, où il deviendrait tout simplement le premier parti, et 14,1 % à Bruxelles, où il dépasserait Ecolo et le PS et ne serait plus précédé que par le MR (20,7 %) et DéFI (15,7 %). Un an et demi avant les élections communales et deux ans avant les législatives et régionales.

À gauche du paysage politique, certains piaffent d'impatience à l'idée des nouvelles perspectives que cela ouvre. Thierry Bodson, secrétaire général de la FGTB wallonne, a reçu un mandat clair de ses instances : partout, tout le temps, il plaidera en faveur d'une alliance à gauche toute, après les scrutins de 2019. « Si une majorité PS-PTB-Ecolo est mathématiquement possible, nous pensons que c'est une chance historique à ne pas laisser passer, confirme-t-il au Vif/L'Express. Ce message est adressé aux trois partenaires potentiels, pas à un parti spécifiquement. Cela n'a rien de révolutionnaire ou de nouveau, mais cela prend davantage de sens encore dans le contexte actuel. » Une allusion à la perspective d'une entrée imminente du MR dans les coalitions régionales, cet été, plausible depuis que le CDH a tiré la prise, le 19 juin dernier.

Avec l'arrivée du PTB au pouvoir en 2019, faut-il craindre le retour d'un communisme pur et dur, populiste et dangereux, comme le dénonce la droite ? Ou, au contraire, est-ce une source d'espoir face à cette crise plurielle qui nous assaille, de l'austérité budgétaire à la malgouvernance ? Par-delà les clichés, Le Vif/L'Express a soumis dix propositions phares du parti maoïste à l'avis d'experts. Tous y voient des débats →



Dès ce jeudi 13 juillet à 13 heures, « Et si le PTB avait raison » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Olivier Mouton sur

canal **Z**

en couverture

→ utiles, tout en dénonçant les incohérences et en se demandant si le PTB est vraiment prêt à prendre ses responsabilités. Voyage nuancé au cœur de cette terre rouge que les francophones plébiscitent désormais.

1. Le retrait des traités d'austérité européens

Programme du PTB: « *Suppression du pacte Europlus, du sixpack, du Traité de stabilité, coordination et gestion (TSCG) et autres mesures qui renforcent la "gouvernance économique", tout comme les critères à la base de la politique d'austérité imposés par l'Union européenne en matière de croissance et de stabilité ou dans le cadre du TSCG ("règle d'or").* »

C'est la condition n°1 posée par les dirigeants du Parti des travailleurs de Belgique pour toute participation gouvernementale. Mot d'ordre : il faut changer de système, balayer le cadre qui impose la politique d'austérité avec tous les effets néfastes que cela entraîne sur le plan social. « Cela me semble en effet important de demander le retrait de ces textes européens néfastes pour les travailleurs, applaudit Thierry Bodson. Par contre, y conditionner son entrée dans un gouvernement, je ne comprends pas. Au départ d'un pays, c'est déjà un objectif compliqué à atteindre, alors au départ d'une Région... La nouvelle majorité en place pourrait déjà s'engager dans sa déclaration gouvernementale à faire tout ce qui est en ses moyens pour l'obtenir. »

L'idée est globalement partagée par les experts. « Beaucoup d'économistes s'entendent pour dire que les traités européens devront un jour ou l'autre être remis sur la table, appuie Giuseppe Pagano, économiste à l'université de Mons. Le système est devenu trop rigide et ne fonctionne pas bien. En outre, il ne rencontre pas ses objectifs : il y a vingt-cinq ans, le traité de Maastricht visait à obtenir une réduction substantielle de la dette publique, ce qui n'est toujours pas le cas, en Belgique comme ailleurs. Mais revoir cela va être extraordinairement compliqué, surtout sur le plan politique : on va se heurter à l'Allemagne, mais aussi aux Pays-Bas, aux pays scandinaves... »

« Le problème se situe moins au niveau des traités eux-mêmes que de l'interprétation que l'on a faite de la norme des 3 %, le seuil maximum de déficit budgétaire autorisé au regard du Produit intérieur brut (PIB), nuance Philippe Defeyt, économiste, fondateur de l'Institut pour un développement durable. De nombreux économistes, à gauche mais pas seulement, estiment qu'on devrait faire la distinction entre les dépenses d'investissements et les dépenses courantes. » Il s'agit, en somme, de sortir les investissements du calcul des déficits afin de permettre une relance publique de l'économie.

« C'est une mesure réclamée par la gauche en général, approuve Arnaud Zacharie, secrétaire général du CNCND - 11.11.11, la plateforme des ONG francophones. Une fois que l'on a dit ça, reste à savoir par quoi on remplace. C'est toute la question du rapport à l'Europe. Certains défendent des positions proches de celle de Mélenchon en France, une forme de souverainisme antieuropéen. Le risque, alors, c'est d'avoir une alliance

objective entre extrême gauche et extrême droite, avec tout ce que ça suppose comme concurrence exacerbée entre les Etats. Or, la suppression de toute autorité européenne n'est pas la solution. » Il faut coopérer : la Belgique ne pourrait pas à elle seule obtenir une révision des traités. Giuseppe Pagano se pose la même question : « Quand le PTB dit qu'il veut sortir des traités, cela signifie-t-il sortir de la zone euro ou de l'Union européenne ? Il faut être transparent jusqu'au bout... »

Philippe Destatte, directeur général de l'institut Destrée, est plus critique encore : « L'approche du PTB est purement idéologique. La stabilité des finances publiques est non seulement la clé de la confiance dans les institutions des nations et régions européennes, mais aussi l'assurance de leur durabilité. Comment peut-on, comme citoyens, rejeter le poids de nos dettes sur les générations futures ? Il y a à la fois de l'irresponsabilité sociale et une certaine attitude populiste à vouloir dénoncer ces accords. Pour la Belgique fédérale, comme pour ses entités fédérées, le maintien des trajectoires budgétaires constitue un vecteur de crédibilité essentiel pour leurs gouvernements. »

Arnaud Zacharie, lui, y voit aussi un moyen... de poser des conditions inacceptables pour s'exclure d'office de toute coalition. « Dans l'Union européenne, il y a par ailleurs deux exemples de pays où de telles tentations de gauche radicale ont vu le jour, prolonge-t-il. En Grèce, Syriza a obtenu une

Les experts



Thierry Bodson
(secrétaire général de la FGTB wallonne)



Philippe Defeyt
(économiste et fondateur de l'Institut pour un développement durable)



Philippe Destatte
(historien, prospectiviste et directeur général de l'institut Jules Destrée)



Laurent Hanseeuw
(économiste et membre du Groupe du vendredi)



Giuseppe Pagano
(économiste à l'université de Mons)



Arnaud Zacharie
(secrétaire général du CNCND - 11.11.11)



Faites payer les riches : la clé de voûte du programme du PTB. Selon nos experts, le fruit escompté – 8 milliards – est largement surévalué.

majorité absolue. Son approche radicale a échoué parce que la Grèce s'est retrouvée isolée et Syriza est devenu un bon élève, qui applique de manière très disciplinée les prescrits européens. » C'est précisément l'exemple que le parti de Raoul Hedebouw admet craindre comme la peste. « Au Portugal, par contre, la gauche radicale a soutenu le gouvernement de gauche de l'extérieur et les mesures prises ont permis d'obtenir des performances socio-économiques record. En termes de stratégie, il y a des leçons à tirer. » Le PTB au pouvoir ? Pas à n'importe quel prix...

2. La taxe des millionnaires

Programme du PTB : « Instauration d'une taxe des millionnaires (sur les fortunes au-dessus de 1,5 million d'euros). Une taxe de 1% sur les fortunes de plus de 1 million d'euros, de 2% sur les fortunes de plus de 2 millions d'euros et de 3% sur les fortunes supérieures à 3 millions d'euros. Cette taxe des millionnaires ne touche qu'une petite partie de la population, elle ne frappe que les 3% les plus riches. Produit : 8 milliards d'euros. »

C'est la clé de voûte du programme du PTB, un refrain symbolique (« On fait payer la crise aux riches ») et un moyen de financer un programme ambitieux. « Je n'ai pas de souci avec ça, mais c'est une mesure fédérale, souligne Thierry Bodson. Nous, nous portons depuis quatre ans une autre proposition très claire sur la globalisation des revenus professionnels,

mobiliers et immobiliers. Cette réforme fiscale en profondeur, avec une imposition progressive selon les revenus, rapporterait 7 milliards d'euros par an, dont environ 350 millions directement à la Wallonie. »

« Un des objectifs que les hommes politiques doivent rencontrer, c'est la réduction des inégalités, relève Giuseppe Pagano. Cette question est donc intéressante, dans le sens où elle peut contribuer à la réaliser. » Mais... Car il y a un mais, voire plusieurs. « Un million d'euros de patrimoine, ça peut paraître beaucoup, mais ce n'est pas tant que ça, poursuit l'économiste. Un indépendant de taille moyenne y arrive vite s'il dispose d'un entrepôt, de matériel... On va toucher de plein fouet une classe moyenne déjà fort taxée. Je trouverais plus judicieux de toucher les revenus du patrimoine. Par ailleurs, la Belgique n'est pas une île : il est évident que des gens se déplaceront vers d'autres pays. Et ça aura un impact très négatif en matière d'image : le patronat a raison d'insister là-dessus. »

S'il n'a aucun souci, sur le fond, à demander une contribution plus importante à ceux qui ont des revenus élevés ou des actifs, Philippe Defeyt se montre, quant à lui, sceptique au sujet du chiffre fétiche du PTB : 8 milliards. En raison de la fuite des capitaux, évidente. Mais aussi parce que le projet du parti de gauche radicale est bien trop flou : « On constate un manque de cohérence et de clarté sur l'unité de la redistribution des revenus retenue. S'agit-il de la personne ou du ménage ? Ce n'est pas anecdotique. Les statistiques relatives au patrimoine sont calculées par ménage. Dans les tranches supérieures de la distribution du patrimoine, il y a des ménages où les →

Le temps de carrière, au cœur du menu PTB : semaine des 30 heures et prépension à 58 ans. Pour créer de l'emploi. Généreux, mais peu réaliste.



→ deux membres adultes (voire d'autres membres du ménage) se partagent le patrimoine « familial ». Il y a donc de fortes chances que des contribuables potentiels n'atteindraient plus le seuil de la taxe sur les millionnaires. » Traduction : la taxe des millionnaires risque de toucher beaucoup moins de riches que prévu.

Laurent Hanseeuw, économiste et membre du Groupe du vendredi, un think tank soutenu par la Fondation roi Baudouin, émet une autre réserve : le principe même d'un tel impôt sur la fortune pourrait se heurter à un problème constitutionnel, comme ce fut le cas pour l'impôt sur la fortune (ISF) en France, où les politiques ont été contraints de plafonner l'imposition. « En l'état actuel des choses, l'ISF français rapporte 5,3 milliards d'euros par an pour une population de 67 millions de personnes, précise-t-il. C'est dire que l'on n'arrivera jamais à 8 milliards chez nous ! A moins que le PTB ne veuille revoir la Constitution ? »

Philippe Destatte comprend les fondements de l'idée PTBiste. Mais il tempère : « Les députés PTB fondent leur analyse sur les travaux de l'économiste français Thomas Piketty qui, dans *Le capital au XXI^e siècle*, montre l'accroissement des patrimoines fondé sur un rendement du capital plus élevé que la croissance de l'économie, ainsi que l'intérêt d'un impôt progressif annuel sur le capital. On a vu aussi ces dernières années Warren Buffett et quelques millionnaires – ou plutôt milliardaires – américains et en particulier new-yorkais suggérer d'être davantage taxés pour restaurer les finances publiques. Le danger, bien sûr, c'est d'encourager la mobilité des détenteurs de fortune vers des territoires ou des régions où la taxation est moins lourde.

Néanmoins, si on oublie le cadre idéologique, la question de l'augmentation de la ponction fiscale repose, à mon avis, davantage sur le pourquoi que sur le comment : est-il nécessaire que la sphère publique soit si étendue et consomme une si grande part du PIB ? » Une idée généreuse, donc. Mais, aussi, un pétard mouillé ?

3. La semaine des 30 heures avec maintien de salaire

Extrait du livre *La Taxe des millionnaires et sept autres idées brillantes pour changer la société*, de Peter Mertens, le président du PTB : « Dans la discussion sur la semaine de 30 heures, il ne s'agit pas du tout en fait du temps de travail. L'érosion des emplois normaux et la promotion des minijobs, des petits boulots précaires, du travail à temps partiel et de l'outsourcing ont assuré en effet une diminution considérable du temps de travail moyen. En Allemagne par exemple, 41,8 millions de travailleurs présentent exactement 60 milliards d'heures par an. La moyenne nous donne une semaine de 30 heures. Il ne s'agit pas d'emplois convenables à temps plein, mais d'un mélange trouble comportant des statuts bidon et des contrats de travail précaires. Si la société reprenait en main l'organisation du travail, elle mettrait un terme à cette jungle inhumaine. »

Voilà l'une des dernières idées fortes du PTB. Le parti ne cesse de relayer les 30 heures comme un slogan à l'ère de la robotisation, qui passera les emplois à la moulinette. « Nous, nous revendiquons la semaine de 32 heures, qui doit être

collective et sans perte de salaire, ajuste Thierry Bodson. Et cela ne doit pas créer de tensions inutiles : il s'agit de le mettre en place progressivement, par une négociation tenant compte des spécificités de chaque secteur. » Mais sur le fond, là encore, il y a convergence.

« La réduction du temps de travail, ça me parle, bien sûr, enchaîne Philippe Defeyt. La question, c'est de savoir comment la financer. Sur ce point, rien n'est clair dans le programme du PTB. Or, l'immense majorité du tissu économique wallon serait dans l'incapacité absolue de financer une telle réduction du temps de travail avec embauche compensatoire. D'autant que ce point-là s'ajoute à la longue liste des dépenses promis par le parti dans son programme. » Au-delà d'un élan de sympathie spontanée, l'ancien dirigeant d'Ecolo estime qu'il s'agit là de la principale faiblesse du PTB : il accumule les promesses sans faire de lien entre elles.

« Une telle réduction à 30 heures, c'est vraiment impossible ! peste Giuseppe Pagano. Prenez une entreprise avec 200 employés. Si vous réduisez le temps de travail de 38 à 30 heures, vous devez augmenter le personnel de 20 %. Cet argent doit bien venir de quelque part ! Pour compenser, le risque est grand qu'on augmente la productivité, qu'on robotise davantage ou qu'on sous-traite. Le contraire de ce que l'on veut ! C'est vraiment une mauvaise idée ! »

L'économiste Laurent Hanseeuw estime pourtant que le débat mérite d'être mené. « Ce n'est pas forcément du populisme. Keynes, incontestablement un des plus grands économistes que le monde ait connus, n'a-t-il pas prévu dans les années 1930 que l'homme travaillerait deux heures par jour ? Les gains de productivité sur le dernier demi-siècle ont été vertigineux et ce n'est pas fini. La seule chose, c'est qu'ils ont été traduits en revenus financiers, et pas toujours de façon très égalitaire. Théoriquement, c'est un débat hyperintéressant et le PTB a raison de le poser. Même si, politiquement, c'est

nettement plus compliqué à concrétiser. Comment ferais-je, moi, pour appliquer une telle réduction dans ma PME familiale ? J'attends leurs propositions plus précises. »

A nouveau, Philippe Destatte est là pour tempérer les ardeurs : « L'économiste français Alfred Sauvy disait qu'il y a toujours un compromis possible entre une rémunération et une réduction du temps de travail, mais qu'il est vain de prétendre consommer deux fois le même progrès... Lorsqu'au 1^{er} janvier 2002, sur la base des lois Aubry, toutes les entreprises françaises sont passées aux 35 heures sans diminution de salaire, le chancelier allemand Gerhard Schröder, pourtant social-démocrate, a déclaré dans une interview au *Monde*, restée fameuse, que c'était une grande nouvelle pour la compétitivité allemande. Les quinze ans qui suivent en ont fait la démonstration éclatante, même si ce n'est pas le seul facteur ni de la compétitivité ni de la réussite allemande. » Face à la thèse Mélenchon, voilà la thèse Macron.

4. L'augmentation des revenus de remplacement

Programme du PTB : « Augmenter tous les revenus de remplacement jusqu'au-dessus du seuil de pauvreté. Nous soutenons cette revendication prioritaire du Réseau de lutte contre la pauvreté. La Cour des comptes a calculé il y a quelques années que cette mesure coûterait 1,2 milliard d'euros (1,5 aujourd'hui). En face, il y a les 6,2 milliards d'euros de la déduction des intérêts notionnels et les 6 milliards d'euros qui sont prévus pour l'achat des avions de combat pour l'armée. »

Lutter contre les inégalités, qui croissent dans nos sociétés : le souhait du PTB est difficile à réfuter. Mais au-delà du slogan, il y a la difficulté des chiffres... « Définir le seuil de pauvreté comme référence politique est une opération délicate, car

c'est une donnée statistique complexe et mouvante, nuance Philippe Destatte. Selon la Commission européenne, il s'agit d'un seuil fixé à 60 % de la médiane du revenu individuel disponible et en dessous duquel les personnes peuvent être confrontées au risque de pauvreté. Statistics Belgium l'identifie à 1 115 euros nets par mois pour un isolé et 2 341 pour un ménage de deux adultes et deux enfants. Des allocations d'insertion ou un revenu d'insertion de l'ordre moins de 900 euros pour une personne isolée ou de moins de 1 200 euros pour une personne qui a charge de famille sont effectivement insuffisantes pour vivre dignement. Mais le PTB est loin d'être le seul à le dire. Et mettre en concurrence des revenus d'insertion, des intérêts notionnels et l'achat d'avions de combat est absurde et poujadiste. »



DURSUN AYDEMIR/REPORTERS



La lutte contre les inégalités et le souci des plus démunis, prôné à raison par la gauche radicale.

→ « Une nouvelle fois, le PTB ouvre un beau et sain débat, ponctue l'économiste Laurent Hanseeuw. Même si, là aussi, le financement laisse à désirer : jamais les intérêts notionnels ne rapporteront une telle somme. » « Ils ne représentent pas 6 milliards, peut-être 2 milliards avec la chute des taux d'intérêt, confirme Philippe Defeyt. Et je suis sidéré que le PTB prenne en compte une dépense prévue pour acheter des avions : dans ce cas, il faut tenir compte du coût annuel. Par ailleurs, les estimations de la Cour des comptes sont nettement plus élevées que le montant énoncé de 1,2 milliard. La proposition est généreuse, elle a un bénéfice politique, social et médiatique qui a le mérite d'être clair. Mais attention aussi aux conséquences, car on augmente le risque de pièges à l'emploi. » Bref, le PTB est encore salué pour son idéal – pour autant qu'il soit sincère – mais il est encore recalé pour ses calculs.

Des alternatives ? « Nous, nous prônons l'utilisation d'un montant compris entre 3 et 3,5 milliards, issu de notre réforme fiscale, pour augmenter la quotité exemptée d'impôt sur les bas et les moyens revenus », embraie Thierry Bodson. « Personnellement, il y a une mesure anglo-saxonne que je trouve excellente, essaie Laurent Hanseeuw : c'est l'augmentation de la quotité exemptée d'impôt. Si une personne vit en dessous du seuil de pauvreté, elle reçoit en quelque sorte un impôt négatif. Je ne comprends pas que l'on n'ait pas encore adopté ça chez nous. »

5. La nationalisation de secteurs stratégiques

Interview de Raoul Hedebouw (Bel RTL, 19 mai 2016) :
« On continue à dépendre pour toute notre politique énergétique d'un monopole comme Electrabel qui se fait des milliards sur notre dos et en plus qui empêche la transition énergétique. Il est temps que la démocratie s'installe au niveau du secteur énergétique. Et que l'Etat et la collectivité reprennent leurs responsabilités dans le secteur. » Dans le programme, il est question d'une banque publique, de la Poste publique, des transports...

Nationaliser ? Bof, répondent nos interlocuteurs. Le PTB utilise d'ailleurs le terme de « socialiser », pour ne pas effrayer, avec une notion aux relents soviétiques. « Dans certains secteurs, il est bon qu'il y ait une présence publique, c'est vrai, déclare Philippe Defeyt. Mais c'est déjà le cas dans nombre d'entre eux : la SNCB, Bpost, Proximus, les banques... Penser que l'on va faire marche arrière dans d'autres secteurs pour en revenir à des politiques d'après-guerre, j'ai des doutes. Imaginent-ils des expropriations ? On n'en sait rien. Plus fondamentalement, l'expérience d'EDF en France montre qu'une société publique n'œuvre pas nécessairement au bien-être de la société. » Pas de dogmatisme, donc.

« On ne peut plus penser le rôle des pouvoirs publics au ^{xxi}e siècle comme on le faisait aux ^{xix}e et ^{xx}e, assène Philippe Desbattre. Le PTB fait ici preuve d'anachronisme. Le rôle de l'Etat, y compris d'organes supranationaux comme l'Europe ou les Nations unies, est indispensable dans l'organisation et la régulation des instruments stratégiques et critiques, ou pour suppléer ponctuellement et temporairement à des difficultés



Socialiser les secteurs stratégiques. Traduisez : nationaliser. Un désir « anachronique ».

FILIP DE SMET/BELGAIMAGE

majeures qui peuvent survenir. L'intégration dans ces matières se fait et évoluera au niveau européen. La banque publique wallonne, la poste belge du ^{xx}e siècle, la renaissance d'une Société nationale des chemins de fer aux couleurs noir, jaune, rouge constituent aujourd'hui des mythes. »

Même scepticisme de la part de l'économiste montois Giuseppe Pagano : « Moi, je préfère que les entreprises privées fassent leur boulot. Les vraies questions stratégiques ou structurantes, c'est l'enseignement ou la recherche ! »

Un seul domaine permet encore le débat. « Personnellement, je soutiens l'idée d'un portage public temporaire lorsqu'une entreprise qui fait des bénéfices ou est à l'équilibre est fermée par ses actionnaires, comme ce fut le cas pour Caterpillar ou Arcelor, enchaîne Thierry Bodson. L'idée, c'est que la Région wallonne puisse agir temporairement dans les secteurs qu'elle considère comme étant stratégiques. Il ne s'agit pas de nationaliser mais de porter l'entreprise quelques mois, le temps de trouver un repreneur. C'est d'ailleurs ce que le ministre wallon de l'Economie, Jean-Claude Marcourt (PS), avait proposé. Une alliance PS-PTB-Ecolo permettrait d'avancer là-dessus. » Voilà une autre spécificité wallonne en devenir.

6. La refédéralisation de compétences

Programme du PTB : « Les domaines où la régionalisation s'est avérée inefficace doivent être à nouveau fédéralisés : les transports, le logement, l'infrastructure routière, la recherche scientifique... Nous voulons des compétences homogènes pour ces domaines, au niveau central. »

Anachronique, clap, deuxième ? « C'est dans le domaine de la fédéralisation que le PTB apparaît le plus décalé, le moins conscient des réalités d'aujourd'hui, de la trajectoire des entités fédérées, de la volonté des acteurs, affirme Philippe Destatte. La régionalisation et le fédéralisme ont sauvé la Belgique. Le fédéralisme n'a jamais été le problème, mais toujours la solution. Même si, avec une certaine hypocrisie, tous les partis politiques francophones se réjouissent aujourd'hui de ce qu'ils ont appelé la sixième réforme de l'Etat, dont aucun d'eux ne voulait en 2010. Les compétences homogènes vont continuer à se constituer. Mais pas au niveau central, au niveau régional. C'est une tendance lourde depuis 1974, la deuxième réforme de l'Etat, celle qu'on oublie toujours de prendre en compte. »

« Il faut être cohérent avec ce qui a déjà été décidé, pointe Thierry Bodson, en rare désaccord avec les thèses du PTB. On ne fera jamais marche arrière. Affirmer que la recherche ou le logement doivent être fédéralisés, ça n'a pas de sens. Les liens sont bien trop importants avec d'autres matières régionales comme l'emploi, la formation ou l'aménagement du territoire. » Rappel : tant Philippe Destatte que Thierry Bodson sont des régionalistes wallons ultraconvaincus.

« Le PTB n'est pas le seul à envisager des refédéralisations, note Philippe Defeyt, dont le parti écologiste prône plutôt des coopérations belgo-belges. Personnellement, si je devais prendre un exemple d'une compétence qui mériterait d'être refédéralisée, ce sont les allocations familiales. » Sur ce terrain-là, en somme, c'est une question de chapelles, même au sein de la gauche... Le PTB, lui, est le dernier parti national. Son président, Peter Mertens, est Flamand.

7. La repolitisation de la société

Appel de Peter Mertens, le 25 mars 2017 : « Organisez-vous, dans les syndicats, dans les mouvements de jeunesse, d'étudiants, de défense des droits des femmes, de défense de l'environnement, antiracistes, pacifistes, dans des comités de quartier, dans des groupes de théâtre, de musique et de sport. Il s'agit de bien plus que de donner une voix à un parti. Il s'agit de transformer cette voix en force collective, organisatrice et culturelle. »

Maillot jaune des derniers sondages, le Parti des travailleurs de Belgique frémit à l'idée de devoir monter au pouvoir. En plus de la sortie des traités européens, il pose une autre condition majeure : la nécessité d'être porté par un vaste mouvement social. « Les responsables du PTB rêvent tout haut, coupe Arnaud Zacharie. La société civile est tout à fait indépendante des partis politiques. Ils tentent une récupération grossière, mais le monde associatif n'est pas dupe. Quand je lis leur appel, j'ai l'impression de réentendre le Front populaire de Léon Blum dans les années 1930, mais le contexte n'est plus le même. En outre, plus le temps passe, plus il y a un sentiment de défiance qui croît à l'égard du monde politique. Aujourd'hui, dans ce monde associatif, les gens pensent avant tout à changer le monde à leur échelle. » Comprenez : le PTB n'est pas à l'abri de la défiance citoyenne.

« Ce sont les acteurs sociaux qui doivent réussir à coordonner les différents mouvements autour d'un objectif commun, acquiesce Thierry Bodson. Ce n'est pas le rôle d'un parti →



Le PTB n'entrera dans un gouvernement que s'il est suivi par un « vaste mouvement populaire ». Le milieu associatif parle d'une « récupération grossière ».

DURSUN AYDEMIR/REPORTERS



Raoul Hedebouw, figure emblématique du parti (à dr.), lors de l'incident concernant le cumul du président de la Chambre, Siegfried Bracke (N-VA, au milieu).

→ politique. Mais il est vrai que si l'on additionne aujourd'hui l'ensemble des associations, ça fait la majorité de la population. C'est une lame de fond. » Qui, à l'entendre, pourrait donc appuyer une alternative progressiste au Sud...

« Sous le couvert d'un appel aux soviets, le PTB réinvente la gouvernance, ironise Philippe Destatte. Pas celle dont on nous rebat les oreilles : transparence, limitation du nombre et de la durée des mandats, conflits d'intérêts, etc. Tout ce qui devrait aller de soi si l'éthique et le bon sens avaient été au rendez-vous. Non, la gouvernance participative, à partir de et avec les acteurs, comme le prônent le Club de Rome, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et de nombreuses autres organisations depuis le début des années 1990. Aujourd'hui, c'est en impliquant toutes les sphères de la société que l'on peut mettre celle-ci en mouvement : entreprises, associations, élus, fonctionnaires. Mais on ne peut le faire que par des approches de convergence sur l'intérêt général et le bien commun. Non pas par la lutte des classes et par d'autres propositions aussi clivantes. »

8. La baisse des salaires des politiques

Programme du PTB: « Pour les parlementaires en général, la rémunération légale serait de 6 000 euros brut par mois, ce qui correspond pour un isolé à environ 3 200 euros nets. Ce montant net correspond à un peu plus de la moitié de l'indemnité actuelle d'un parlementaire. Précisons que les

fonctions parlementaires spéciales (président ou vice-président de l'assemblée, président de commission, chef de groupe, etc.) ne feraient pas l'objet d'une rémunération supplémentaire ou alors d'un supplément modéré (par exemple, 10%). Les ministres et les mandataires politiques exerçant plusieurs mandats, publics ou privés, ne pourraient en aucun cas dépasser le plafond de trois fois le revenu médian, soit 9 000 euros brut par mois. Pour un isolé, cela représente environ 4 500 euros nets, soit un peu moins de la moitié de ce que gagne un ministre actuellement (autour de 10 000 euros nets). »

« A mon avis, cette question va venir à l'avant-plan, assure Thierry Bodson. Je souhaite d'ailleurs que l'on s'y penche au sein de mon organisation. » A la rentrée, la FGTB pourrait appuyer en ce sens. « C'est une question de principe, pas un débat d'experts, estime l'économiste Laurent Hanseeuw. A titre personnel, je ne trouverais pas indécent que l'on se pose la question de la rémunération du parlementaire. Par contre, pour les ministres, quand je vois le travail qu'ils abattent et leurs responsabilités, ça me semble exclu ! »

« Autant chaque citoyen a pu être outré par un certain nombre d'abus et de dysfonctionnements dans la sphère publique ces derniers mois, autant limiter ces problèmes à la catégorie des élus est absurde, juge Philippe Destatte. Les plus importantes dérives apparaissent liées à des cumuls de rémunération dans la fonction publique dont les mandataires n'étaient pas →

→ élus, mais dont les rémunérations atteignent 800 000 à 900 000 euros brut par an, ce qui est scandaleux en Wallonie. Les rémunérations actuelles des élus – ministres y compris – me paraissent raisonnables en fonction des missions qui sont les leurs, pour autant qu’elles ne soient pas cumulées avec d’autres fonctions... »

9. La publication du patrimoine des mandataires

Propositions du député Marco Van Hees en matière de gouvernance : « Pour le PTB, il est essentiel de publier le patrimoine des mandataires politiques. Ceux-ci devraient fournir les éléments valorisés de leur patrimoine à la Cour des comptes qui les publierait annuellement sur son site Internet. Cette transparence est nécessaire pour prévenir des phénomènes comme la dissimulation de revenus illicites ou immoraux, les conflits d’intérêts, les délits d’initiés, la corruption. Comme il existe un lien comptable entre les revenus et le patrimoine, le contrôle de l’un et de l’autre se renforcent mutuellement : ce sont les deux facettes d’une même transparence. »

« C’est effectivement le système entré en vigueur en France au lendemain de l’affaire Cahuzac (blanchiment et fraude fiscale), signale Philippe Destatte. Les initiatives prises dans la République par l’intermédiaire de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique pourraient utilement être transposées en Belgique. » Dont acte ?

10. La régularisation des sans-papiers

Programme du PTB : « Régularisation selon des critères clairs et par une commission indépendante. Dans la loi doivent être repris des critères objectifs concernant les « attaches durables » (travail, liens sociaux, connaissance de la langue), des longues procédures d’asile, des situations humanitaires graves, des mineurs d’âge... »

Sujet délicat, y compris pour le PTB : l’immigration. Le parti de gauche radicale ne met pas toujours ce thème en avant, mais cet extrait témoigne de penchants progressistes. « Ils sont assez proches des positions du Ciré (Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers) et, dès lors, il y a plutôt beaucoup de points de convergence avec notre position », résume Thierry Bodson. « Ça rejoint la position des ONG et des associations actives dans le domaine : il faut avoir des critères clairs pour prendre les décisions, c’est très important, prolonge Arnaud Zacharie. C’est une mesure courageuse, politiquement, dans le contexte actuel de repli sur soi. »

« La liberté de se déplacer dans ce monde doit être absolue, chacun doit être libre de quitter son pays et d’entrer dans tous les autres, y compris de s’y installer et d’en devenir citoyen, conclut Philippe Destatte. La position du PTB, comme celle d’autres partis politiques, m’apparaît, personnellement, bien timide. » Un sentiment à mille lieues de celui véhiculé par la N-VA de Theo Francken. ♦



En matière d’immigration, le PTB préconise une régularisation selon des critères objectifs. Une thèse à l’opposé de celle de la N-VA.

CHRISTOPHE LICOPPE/PHOTO NEWS



MATTHIAS OESTERLE/BELGAMAGE

Supporters de Podemos, à Barcelone, en Espagne : de l'indignation à la gestion, le fossé est large.

VOULOIR, EST-CE POUVOIR ?

Le PTB veut-il exercer le pouvoir ? En est-il capable ? La première question trouble les pensées de ses dirigeants comme de ses adversaires. La seconde ne se pose nulle part, tant sa réponse est évidente : le Parti des travailleurs de Belgique n'est pas prêt. Mais il se prépare...

PAR NICOLAS DE DECKER

en couverture

La conquête du pouvoir est une grisante aventure, son exercice une grise routine. Et alors que beaucoup s'énervent de voir s'amuser les agitateurs de la formation de la gauche de la gauche, peu s'inquiètent de ne pas la voir former les administrateurs dont elle pourrait, peut-être, un jour avoir grand besoin. Depuis des mois en effet, acteurs et observateurs en Belgique francophone s'interrogent sur la volonté du PTB de monter aux affaires, au niveau communal, régional, voire fédéral. Les réponses de

ses souriantes figures de proue, et en particulier de Raoul Hedebouw, semblent témoigner d'une puissante frilosité. Il y a eu le « pas avant quinze ans », glissé comme distraitemment au milieu d'une interview, et que les responsables socialistes ont avancé comme preuve de l'irresponsabilité de la formation qui les mine. Il y a désormais la nécessité de « sortir du cadre de l'austérité » imposée par les traités européens, qui bloque à peu près tout partenaire potentiel. Mais sa hauteur dans les sondages pourrait le soumettre à la tentation du pouvoir. Elle pourrait même, qui sait ?, le rendre

incontournable, y compris à lui-même, notamment dans certaines communes.

Il s'agirait alors de moins se demander si on y va que comment on y va.

Et là...

« La question du pouvoir est très peu pensée au PTB, et celle de la technique du pouvoir est un impensé presque complet, résume Pascal Delwit, politologue à l'ULB et auteur l'an dernier des *Gauches radicales en Europe*. Trouver un ministre ou un échevin est une chose, pas toujours nécessairement facile, mais pas la plus difficile. Les entourer d'un *back office* performant en est une autre, à mon sens beaucoup plus compliquée », poursuit-il. « Nous ne manquons pas d'experts, ni de contacts, mais on ne nie pas le problème : techniquement, ça serait très difficile. C'est un défi organisationnel. Il reste encore deux ans, on construit des réseaux et on entretient des contacts », explique David Pestieau, directeur du service d'études du PTB.

De fait, la première expérience au pouvoir d'un jeune parti est toujours traumatisante. La confrontation des nouveaux venus avec les partenaires et avec la structure de la prise de décision, son apprentissage, somme toute, est presque toujours un échec. Le cas des écologistes, méticuleusement laminés après leur participation aux gouvernements arc-en-ciel de 1999, fera effet d'avertissement. Celui des forces politiques émergentes aujourd'hui en Europe également. En Espagne, les mandatures indignées d'Ada Colau à Barcelone ou de Manuela Carmena à Madrid, ou, en Grèce, celle de Syriza, ont maculé d'incompétence les blanches aspirations au renouveau. Le PTB, pourtant, avoue s'inspirer de ces tentatives. Et de leurs échecs. « Dès les premiers jours, le gouvernement d'Alexis Tsipras a été confronté à des gens, en particulier dans l'administration, qui lui ont mis des bâtons dans les roues. Il a été trahi par les hauts fonctionnaires ! Et son parti, qui disposait de 3 200 cadres, a choisi d'en affecter 3 000 aux cabinets ministériels, ce qui lui a fait abandonner le travail de terrain. De même, à Barcelone, la mairie a vu une série de ses propositions, sur la réglementation du tourisme ou l'énergie par exemple, refusées par sa tutelle, et consacre une partie de son budget à payer des avocats pour contester ces décisions », rappelle David Pestieau. Pour éviter ces blocages, il faudra, d'abord,

La première expérience au pouvoir d'un jeune parti est toujours traumatisante

« politiser les questions techniques, par exemple en les mettant en débat : en Grèce, Yánis Varoufakis, l'économiste devenu ministre des Finances, a attendu de démissionner pour évoquer les sabotages qu'il avait eu à subir. Plus on fait participer les gens, plus c'est transparent, plus il est difficile de contrecarrer la volonté politique », dit encore le directeur du service d'études du PTB.

L'inexpérience et l'inexpertise

Mais il faudra aussi recruter et s'entourer. Or, à la différence de Podemos – et même d'Ecolo en son temps – pourtant, le parti maoïste n'est pas dirigé par des universitaires investis en politique, mais par des militants investis, parfois, d'un diplôme universitaire. Bref, aussi inexpérimentés, mais aussi moins experts. Les formations qu'il dispense à ses militants sont surtout axées sur l'agit-prop, l'agitation et la propagande. Ceux-ci sont initiés aux techniques de l'argumentation politique, à l'histoire et à l'économie politiques, mais pas du tout à la gestion politique. En sortent des gens qui peuvent convaincre de la pertinence d'un choix, mais qui ne pourraient pas nécessairement le mettre en œuvre. « C'est aussi pour ça que j'invite les jeunes marxistes que je croise à ne pas étudier que de la sociologie, mais aussi de la gestion, du droit des affaires, etc. », ajoute David Pestieau.

Hormis les cadres, militants encartés, d'éventuels exécutifs PTB devraient aussi rassembler des compagnons de route, des experts prêts à donner un coup de main. Dans les hautes sphères de l'administration, il y en a peu. Il y a quelques jeunes chercheurs dans les universités, mais ils ne sont pas nombreux, et rarement versés dans les questions d'administration du pouvoir. « On a des contacts avec des hauts fonctionnaires et avec des académiques, mais ils restent limités », avoue David Pestieau. « La perspective de porter un vrai projet de rupture nous permettra de juger s'il y a des gens qui sont prêts à vraiment s'engager avec nous. De plus en plus se disent tentés et, dans plusieurs secteurs, on nous regarde différemment », s'amuse-t-il. Mais les tentés céderont-ils ? Sachant que, comme un parlementaire, un ministre ou un cadre, un éventuel cabinetard devra limiter ses revenus à ceux d'un travailleur ordinaire ? « Ça nous permet d'éviter les arrivistes », réplique David Pestieau.

À l'autre côté de l'échiquier politique, au MR, certaines voix s'élèvent, ces derniers jours. Le parti a eu du mal à remplir les cadres dans les cabinets fédéraux. Il lui faudra trouver de nouvelles ressources humaines s'il monte au gouvernement des entités fédérées. C'est un danger, surtout quand on sort de tant d'années d'opposition. Mais ces petites voix sont couvertes par le grave feulement des grands fauves du parti. « Cette objection n'est jamais prise en compte, dans aucune formation », balaie Pascal Delwit. Elle ne le sera pas non plus au PTB, où tout problème technique est d'abord politique, et toute capacité déterminée par la volonté. ♦



David Pestieau,
directeur de Service
d'études du PTB.

ANTHONY DEHEZ/BELGAIMAGE

(TROP ?) CHÈRES INTERCOS

8 106 706,55 euros : au centime près, le montant qui a été dépensé en 2016 pour rémunérer les élus siégeant dans les intercommunales wallonnes. Trop ? En 2017, ce sera en tout cas moins. Plusieurs structures ont d'initiative raboté leurs frais. Merci Publifin.

PAR MÉLANIE GEELKENS

Il était attendu. Comme peuvent l'être des résultats d'examens de fin d'année, une boule au ventre bien que les dés soient jetés. Le cadastre des intercommunales a d'ailleurs des airs de bulletin, avec ses « clignotants » rouges et ses bons points verts. « Je m'attendais à voir des monstruosité partout, mais ce n'est pas le cas », reconnaît Philippe Barzin, administrateur délégué de la société BSB Management qui a réalisé l'analyse avec quatre professeurs d'université. Qui, au départ, auraient préféré ne pas être sollicités. Pourquoi devraient-ils, eux, débroussailler des structures où l'administration et les ministres successifs n'avaient jamais osé s'aventurer ? Sans le scandale Publifin, Pierre-Yves Dermagne (PS) – en charge des Pouvoirs locaux – n'aurait jamais commandé cet audit, entrepris à la hâte en février dernier et présenté le 29 juin dernier.

Depuis, les 77 intercommunales découvrent, analysent et s'irritent parfois d'erreurs de retranscription, d'éléments incompris ou d'analyses contestables. Les auteurs avaient prévu : vu la quantité de données récoltées (plus de 400 000) et le timing serré, le résultat ne pouvait être irréprochable. Noyé dans cette masse, un chiffre est passé inaperçu.

Irréfutable : 8 106 706,55 euros. Soit le montant global déboursé en 2016 pour rétribuer les mandats (2 126, selon nos calculs) exercés par des élus dans des intercommunales wallonnes. Le cadastre n'a pas passé en revue d'autres types de structures (asbl, invests publics...)

Les auteurs ont légèrement désobéi. Il leur avait été demandé de ne pas trop insister sur la partie « gros sous ». Dans le climat actuel, ce que gagnent les élus semble toujours trop. Excessifs, ces 8 millions ? En 2017, en tout cas, le même calcul donnera lieu à une somme inférieure.

Les généreuses

D'abord grâce à la suppression des comités de secteur chez Publifin. Ah, si le cadastre avait existé plus tôt... Peut-être

Ce sont surtout les président et vice-présidents qui coûtent le plus

la tutelle se serait-elle inquiétée de ce « clignotant » rouge vif : 712 849 euros de coût global, record wallon absolu ! Le scandale liégeois aura au moins incité d'autres structures à faire le ménage. Coup de balai sur les frais ! Surtout chez les plus généreuses (voir tableau page 31). Ores Assets ? Comités de secteur et leurs 96 mandats à la trappe. Ne reste plus qu'un conseil d'administration de 30 membres. Le jeton de présence passe

DANNY GYS/REPORTERS

Pierre-Yves Dermagne, ministre des Pouvoirs locaux, avait laissé une grande liberté aux auteurs du cadastre des intercommunales. Tout en leur demandant de ne pas trop insister sur les rémunérations.

de 538 à 163 euros. Les président et vice-présidents n'en toucheront plus, mais leur salaire fixe a été revalorisé (respectivement à 24 996 et 18 747 euros). « Les 126 mandats rémunérés en 2016 (avant, il y en avait 330) représentaient pour nos clients 0,40 euro sur la facture annuelle. Désormais, ce sera 0,04 euro », détaille le porte-parole d'Ores, Jean-Michel Brébant.

Nettoyage également chez Brutélé. Les deux présidentes, Nathalie Gilson (MR) et Anne-Marie Boeckeaert (PS), échevines à Ixelles et Charleroi, ont diminué leur salaire (mais ne précisent pas de combien), tout comme les vice-présidents. Le « fixe » des administrateurs, experts et commissaires a été supprimé. Ceux-ci se contenteront de jetons de présence. Le coût du CA descend à 150 000 euros

brut par an, soit 0,125 % du chiffre d'affaires, contre 0,5 % précédemment.

Chez les autres membres du « top 10 », point de dégraissage. Rien ne les y oblige. Tous respectent les critères établis par le Code de la démocratie locale, un savant mélange entre chiffre d'affaires, personnel occupé et population des communes associées. Si les montants paraissent trop élevés, c'est donc à la réglementation wallonne qu'il faut le reprocher...

Ce sont surtout les présidents et vice-présidents qui coûtent le plus. Par exemple, chez Igretec, à Charleroi, Philippe Van Cauwenberghe (PS) a gagné 34 805 euros brut à la présidence en 2016, les trois vice-présidents Philippe Knaepen (MR), Jean-Marc Poullain (CDH) et Philippe Tison (PS) respectivement 22 418

euros, là où un « simple » administrateur a empoché 150 euros par réunion. En tant qu'échevin à Charleroi, Philippe Van Cauwenberghe touche déjà 97 000 euros brut. Philippe Knaepen, député wallon, gagne autour de 6 000 euros brut par mois. Jean-Marc Poullain, conseiller communal à Momignies, est gérant de quatre sociétés et était, jusqu'en février dernier, conseiller au cabinet de Maxime Prévot. Philippe Tison, pour sa part, reçoit 59 000 euros comme bourgmestre d'Anderlues et travaillait au cabinet de Paul Furlan avant sa démission. En plus de son activité de courtier en assurances.

Autre casting, mêmes questions. Maggy Yerna chez Isosl et échevine à Liège (97 000 euros), Cyprien Devillers chez Ores et échevin à Charleroi (idem), Nicolas Tzanetatos à l'ISPPC et député wallon, Karl De Vos à l'IPFH et bourgmestre de Chapelle-lez-Herlaimont (59 000 euros)... Où trouvent-ils le temps ? Doivent-ils être (autant) payés pour une activité qui pourrait être considérée comme liée à leur fonction ? Si le décumul financier ou intégral se confirme, la réponse s'imposera d'elle-même.

Les déviantes

Si le cadastre n'a rien d'un catalogue des horreurs, il souligne quelques anomalies. Comme des mandats rémunérés dans des organes non décisionnels, ce qui n'est pas conforme au code de la démocratie locale. Rien de l'ampleur de Publifin. Vingt experts (des fonctionnaires communaux) qui assistent aux conseils d'administration de Brutélé en touchant un jeton de présence (et auparavant une part fixe). Deux mandataires qui recevaient indûment un jeton de présence au Centre hospitalier universitaire de Mons-Borinage, mais qui ont démissionné début 2017. L'ISPPC est épinglée pour 27 mandats, mais les dirigeants de l'hôpital carolo n'ont pas souhaité s'en expliquer, tant qu'ils n'avaient « pas reçu officiellement le rapport de la part du ministre des Pouvoirs locaux » (et bien que ce rapport soit en libre accès sur →



→ le Net). Les scandales n'inculquent apparemment pas la transparence.

Chez BEP Environnement, à Namur, 38 bourgmestres et échevins des communes associées participaient à un comité d'avis, deux ou trois fois par an, et recevaient 75 euros brut. « Ça existe depuis longtemps et la tutelle ne nous a jamais fait de remarque. Je lui avais même écrit à ce sujet en janvier dernier, sans réponse, expose Renaud Degueudre, directeur

Les douteuses

Air entendu à plusieurs reprises : « Chez nous, tout est en ordre. Mais des intercos qui paient 50 personnes et qui font un chiffre d'affaires de 50 millions, ça c'est un gros clignotant rouge ! Et il y en a... » Une, en réalité : bienvenue à l'IILE, intercommunale d'incendie de Liège et environs. Partout ailleurs en Belgique, les services d'incendie s'organisent autour d'un conseil de sécurité, où les

intercommunale et finances). Nous n'avons pas besoin de beaucoup de personnel. Et les rémunérations sont encore sous le plafond wallon. » Chez Finimo, holding créé pour gérer le refinancement des parts à Electrabel, il n'y a qu'un employé à $\frac{3}{4}$ temps pour 47 760 euros distribués à 16 mandataires. Pour le président, cela est tout à fait justifié. « Il y a du travail derrière et des prises de responsabilité. Je ne prendrais pas ces engagements à titre gratuit. »

Les bénévoles

Elles sont rares : 5 sur 77. Mais l'Académie intercommunale de musique de Court-Saint-Etienne, l'ISLSH Piscine de Chimay, AISDE (eau) dans le Condroz, le Centre de santé des Fagnes et l'intercommunale des sports et loisirs du sud Hainaut ne distribuent aucun jeton. « Une question de moyens, mais pas seulement, déclare le président de la dernière structure, Florent Thonet, conseiller communal à Chimay. Nous, élus, sommes là pour travailler, pas pour s'en mettre plein les poches. Dès la première réunion, il a été décidé que personne ne serait payé et ça n'a pas posé problème. Nous avons de gros projets (rénovation d'une piscine, d'un centre sportif...), ça représente peut-être 20 heures d'investissement personnel par semaine. Mais, pour moi, la politique est une passion et une passion ne doit pas être rémunérée. » Ainsi soit-il. ♦



Francy Dupont (PS) touche 3 270 euros brut par mois pour présider la CILE. Un bon complément de retraite.

général. Mais puisque les auteurs du cadastre interprètent ça comme illégal, je vais proposer au prochain CA de supprimer les jetons, à titre de précaution. »

A l'Inasep (épuration des eaux) aussi, des rémunérations ont été sacrifiées : 200 euros brut alloués à 92 échevins ou fonctionnaires (ou leurs suppléants) qui assistaient à des comités de contrôle, maximum deux fois par an. « C'est fini depuis janvier, puisque c'était en contradiction avec le code, clarifie Didier Hellin, directeur général. Mais je crains que cela pose problème aux échevins de petites communes, qui ne sont pas payés comme dans les grandes villes, et qui doivent prendre congé pour assister aux réunions. Certains ont déjà annoncé qu'ils ne pourraient plus venir. »

bourgmestres de la zone couverte siègent gratuitement. Mais à l'IILE, 249 846 euros servent à rétribuer 46 mandats. Cette exception liégeoise avait été dénoncée dans la presse dans la foulée de Publifin. Le bourgmestre de la Cité ardente, Willy Demeyer (PS) n'était « pas fermé » à une évolution. Qui devra se faire sur base volontaire : les zones de secours dépendant du fédéral, la tutelle wallonne ne pourra pas contredire la sacro-sainte « autonomie communale ».

Le cadastre pointe d'autres cas discutables : des structures qui n'ont que quelques équivalents temps plein à leur service (voire aucun), mais qui rétribuent leurs administrateurs. « C'est lié à notre objet, qui est financier, justifie Jean-Pierre Hupkens, président d'Ecetia (collectivités,



Nicolas Tzanetatos (MR), président de l'ISPPC, n'explique pas à quoi correspondent 27 mandats potentiellement indûment rémunérés.

Le cadastre des intercommunales wallonnes en 2016

	Coût des organes (en euros)	Nombre de mandats rémunérés	Détail des rémunérations (brut annuel, en euros)
 (gaz/électricité/divers, Liège)	712 849	54	<ul style="list-style-type: none"> Président (André Gilles, PS, député-président provincial) : 36 073 Administrateur : 1 800
 (gaz/électricité, Louvain-la-Neuve)	655 648,90	126	<ul style="list-style-type: none"> Président (Cyprien Devillers, MR, échevin à Charleroi) : 21 500 (+ 5 918 de jetons de présence) Vice-président : 10 500 (+ 538 de jeton de présence par réunion) Administrateur (jeton de présence) : 538
 (télédistribution, Bruxelles-Wallonie)	545 002,06	121	<ul style="list-style-type: none"> Président (Nathalie Gilson, MR, et Anne-Marie Boeckeaert, PS, échevines à Ixelles et Charleroi) : NC Administrateur : 8 700 • Administrateur de secteur : 2 500 Expert : 5 000 • Commissaire : 2 100
 (développement économique, Charleroi)	484 231,23	42	<ul style="list-style-type: none"> Président (Philippe Van Cauwenberghe, PS, échevin à Charleroi) : 34 804,98 Vice-présidents : 22 418,10 Membres des comités de gestion : 20 882,88 Jeton de présence CA et commissions permanentes : 150,46 par réunion
 (santé, Charleroi)	353 288,83	55	<ul style="list-style-type: none"> Président (Nicolas Tzanetatos, MR, député wallon) : 34 800 (+880/mois remboursement forfaitaire) Vice-président : 19 420 (+545/mois remboursement forfaitaire) Administrateur (jeton de présence) : 128 (+ 50/mois remboursement forfaitaire)
 (santé, Liège)	350 110,72	51	<ul style="list-style-type: none"> Présidente (Maggy Yerna, PS, échevine à Liège) : 15 000 Vice-président : 11 250 Bureau exécutif : 9 000 Jeton de présence : 125 (montants datant de 2007, à indexer)
 (santé, Liège)	320 531,62	32	<ul style="list-style-type: none"> Bureau permanent : 307 835,40 pour 12 administrateurs et 19 réunions/an Jetons de présence : 13 305,82 pour 18 administrateurs (198,59/séance)
 (financement, Charleroi)	280 473,60	46	<ul style="list-style-type: none"> Président (Karl De Vos, PS, bourgmestre de Chapelle-lez-Herlaimont) : 14 392 (net) Vice-président : 8 925 (net) Membre comité de direction : 8 591 (net) Administrateur (jeton de présence) : 146
 (eau, Liège)	264 537,86	37	<ul style="list-style-type: none"> Président (Francy Dupont, PS, conseiller communal à Ans) : 39 250 Vice-président : 29 437 Membre comité de gestion : 23 550 Jeton de présence (par réunion) : 205
 (service incendie, Liège)	249 846,05	46	<p>Comité de gestion A :</p> <ul style="list-style-type: none"> Président (Serge Cappa, PS, bourgmestre de Beyne-Heusay) : 34 460,76 Vice-président : 25 845,60 Administrateur (5) : 20 676,48 <p>Comité de gestion B :</p> <ul style="list-style-type: none"> Président : 20 677 Administrateur (3) : 2 189

MR - CDH : la rupture wallonne, vraiment ?

La Bruxelles de Lewis Carroll

La vie à l'Élysée sous Macron

+ Nos séries estivales

ÉDITION D'ÉTÉ

weekend



Inclus dans Le Vif/L'Express

LE VIF

l'express

LA FORÊT SUPERSTAR

Héroïne de séries télé,
filon économique,
source bienfaitante...

+ nos 10 promenades indispensables

LE VIF 35^e année n° 30 - L'EXPRESS n° 3447 hebdomadaire du 28 juillet au 3 août 2017
BEL/LUX 5,70 € - P5095568 - ISSN 0774-2711



ILS VEULENT REMETTRE À BAS LES CALOTINS

A Liège et à Charleroi, les socialistes entament de grandes manœuvres pour faire payer au CDH, à l'échelon local, les conséquences du choix de Benoît Lutgen à l'échelon régional. Là-bas comme à Mons, le pronostic vital du parti humaniste est engagé.

PAR NICOLAS DE DECKER

A Charleroi, les élus et les électeurs du CDH fréquentent peu la Maison des huit heures, place Charles II. Encore moins par les temps qui courent. Le 14 juillet, l'arrière-salle de ce haut lieu du socialisme carolo, propriété de la CGSP depuis un siècle, était réservée à la fédération socialiste de l'arrondissement de Charleroi, qui y tenait un comité fédéral. Et là, les oreilles « calotines » ont sifflé comme rarement ces dernières années. On raconte même que Paul Magnette y a, avec une rare dilection, autorisé ses troupes à ponctuer l'*Internationale* d'un « à bas les calotins » qui avait tendance à disparaître. C'est que l'idée socialiste, désormais, alors que les deux partis sont aux abois, c'est de les faire disparaître, ces oranges des villes. « Paul Magnette a été très clair : il est hors de question qu'il s'allie, après 2018, au CDH à Charleroi. Et personne n'a eu envie de le contredire », raconte un socialiste. Certains, comme l'échevin Philippe Van Cauwenberghe dans un post Facebook qui a fait du bruit, ont même envisagé d'éjecter le partenaire municipal. « Il y a eu une demande dans mon parti, en effet », a expliqué Paul Magnette le 24 juillet, en conférence de presse. « Mais il ne servait à rien de chambouler les équipes, ni de faire payer aux deux échevins CDH, Eric Goffart et Mohamed Fekrioui, les conséquences

d'une décision, celle de leur président de parti, qu'ils n'ont pas prise », a-t-il ajouté. Ces conséquences, c'est le parti qui les paiera. Plus tard.

Car à Charleroi depuis 2006, en tripartite avec le MR, à Mons depuis avril 2016 et l'éjection du MR, à Liège depuis les années 1980, le PS s'est associé à un CDH peu exigeant tant il pèse toujours moins. C'étaient à chaque fois des cadeaux, faits à un parti tout sauf incontournable sur la scène locale : à Charleroi, le CDH que mène Véronique Salvi, c'est 6 sièges

sur 51, celui de Savine Moucheron, à Mons, c'est 3 sièges sur 45, et celui de Michel Firket, à Liège, c'est 7 sièges sur 49. Qu'il soit, après le prochain scrutin communal, éjecté des majorités de ces grandes villes, dirigées par de très pesants socialistes, et il confinerait au néant politique urbain. C'était pourtant un des enjeux de la présidence de Benoît Lutgen : rendre à son très rural parti un ancrage citoyen. Son appel du 19 juin marque comme l'échec de cette ambition. Elio Di Rupo, mais surtout Paul Magnette et Willy Demeyer, comptent siphonner ce qu'il reste de la démocratie chrétienne, en punissant les leaders locaux qui ne sont pas suffisamment désolidarisés de leur Bastognard de président.

Le RAW, le RAP et le rab

Depuis des mois déjà, Willy Demeyer clame ses envies de liste du bourgmestre. « Il appelle ça le RAW, le rassemblement autour de Willy », s'amuse un député socialiste. Y figurerait en bonne place



Michel Firket, échevin depuis 1988, et Willy Demeyer sur la même liste en 2018 ?

PHILIPPE BOURGUET/BEPRESS PHOTO AGENCY - BPPA



A Charleroi, Paul Magnette se verrait bien siphonner le CDH de Véronique Salvi.

l'éternel Michel Firket, échevin PSC puis CDH depuis 1988. Celui-ci n'est pas pour rien dans le départ d'Anne Delvaux : il devait lui céder son échevinat à la mi-législature, il ne l'a pas fait, elle est partie. Alda Greoli, elle, arrive. Catapultée ministre de la Culture à la Fédération Wallonie-Bruxelles, elle est appelée à jouer un rôle dans le tout prochain gouvernement wallon. Octobre 2018 devrait être sa première expérience électorale. Contre une liste du bourgmestre, RAW ou pas, qui compterait plusieurs figures de son parti, elle a peu de chances de percer. Fût-elle soutenue par le député wallon Benoît Drèze, certes de la gauche du parti, mais qui a récemment plaidé, dans *La Meuse*, pour constituer, à Liège aussi, des majorités sans le PS. Le RAW était sur les rails, le choix de Benoît Lutgen lui donnera encore plus de sens.

La partition bastogarde pourrait, à l'autre bout de la Wallonie, devoir également compter avec un air de RAP. Car si ce n'était, semble-t-il, pas ses intentions, Paul Magnette pourrait être tenté d'imiter le bourgmestre de Liège, et de composer un rassemblement autour de Paul, dans lequel se regrouperaient certains humanistes. Notamment les deux

actuels échevins. Le jeune Eric Goffart, échevin des travaux, fait consensus. Proche de Benoît Lutgen – il a travaillé à son cabinet de ministre wallon –, il ne cache que fort peu sa désapprobation depuis le 19 juin. Son collègue Mohamed Fekrioui, échevin de la famille et de la petite enfance, ancien délégué syndical, s'entend notoirement mal avec sa cheffe de file, Véronique Salvi. Celle-ci doit s'attendre à sortir des bonnes grâces de Paul Magnette. « Elle se dit mal à l'aise avec la décision de Benoît Lutgen, mais lorsqu'il l'a annoncée en bureau politique, elle était là, et elle n'a rien dit. C'est un peu facile après coup de faire croire qu'on est contre... », lâche un socialiste, qui pense « franchement possible » que deux ou trois mandataires CDH franchissent le pas. « C'est une question de survie pour eux, encore plus que pour nous, et une liste sans étiquette PS, menée par Paul Magnette, pourrait leur en offrir les conditions... », juge encore ce même socialiste carolorégien. Le passage du PSC, puis du CDH, au PS, est du reste une manière de tradition politique carolorégienne. Deux chefs de groupes démocrates-chrétiens successifs, Jean Santacatterina en 2000, puis Anne-Marie Boeckeaert en

2006, avaient fait défection à leur parti pour se présenter sur la liste socialiste.

Ainsi vidé de sa substance, le CDH carolo ne compterait plus que quelques têtes, dont la première, Véronique Salvi, mais aussi Antoine Tanzilli, brillant chef de cabinet adjoint de Maxime Prévot, et principal conseiller de Benoît Lutgen dans les négociations wallonnes : Paul Magnette le hait. Il n'en avait pas voulu dans son collège, au point d'en faire une condition pour s'associer ou pas avec le CDH. Les deux oranges du Pays Noir verraient leurs horizons locaux bouchés. Certains socialistes carolorégiens souhaiteraient aussi voir les choses bouger dans d'autres communes de l'arrondissement où la démocratie chrétienne pèse encore. Des contacts, en tout cas, sont pris en ce sens depuis quelques jours...

Le RAW et le RAP mettraient à mal le CDH à Liège et à Charleroi. A Mons, il pourrait encore garder du rab : le PS d'Elio Di Rupo ne s'alliera ni avec le PTB, trop sulfureux, ni avec le MR, trop agressif. Il pourrait donc encore s'accommoder de l'accommodant CDH. Mais la liste que mènera le libéral Georges-Louis Bouché devrait, dit-on, elle aussi compter d'anciens et d'actuels humanistes... ♦

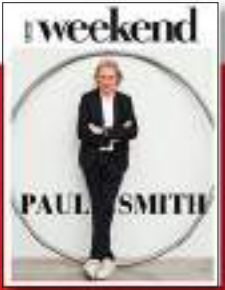
Michel - Borsus :
tueurs d'élite

Le vieil accent PSC
de Benoît Lutgen

Venise, l'amour
fou des polars

+ Nos séries
estivales

ÉDITION D'ÉTÉ



Inclus dans
Le Vif/L'Express

LE VIF

l'express



SANTÉ

LE POUVOIR de la MUSIQUE

LE VIF 35^e année n° 31 - L'EX-PRESS n° 3448 hebdomadaire du 4 au 10 août 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711



CES EX-MINISTRES BIEN ENTOURÉS

Ils ne manquent jamais de se faire assister d'un ou deux collaborateurs jusqu'à cinq ans après leur sortie de charge. Ils sont une trentaine à user de ce droit de tirage, dans une liberté fort peu surveillée. La dernière valse ministérielle à Namur relance les compteurs.

PAR PIERRE HAVAUX

Un ministre qui cesse de l'être, ça ne s'abandonne pas brutalement au bord de la route, même pendant les vacances. Quelle que soit la raison qui le pousse ou le contraint à quitter son poste, il doit pouvoir tourner proprement la page. Un minimum d'appui logistique s'impose à lui, tant l'exercice d'une charge ministérielle laisse des traces qui ne s'effacent pas du jour au lendemain. Il restera toujours du courrier à digérer, des sollicitations à gérer, des prises de paroles à honorer.

Catherine Fonck (CDH), éphémère secrétaire d'Etat fédérale à la Mobilité en affaires courantes du 22 juillet au 13 octobre 2014, revendique une fonction ministérielle certes brève mais néanmoins intense. « Elle a généré une charge administrative extrêmement importante : rien que le dossier du survol de Bruxelles vous inonde de mails. » Assez pour mobiliser deux collaborateurs à temps partiel jusque 2019.

Tout ex-ministre peut ainsi demander à rester entouré. Il se voit autorisé à emmener dans ses bagages jusqu'à deux

collaborateurs qui feront un bout de chemin à ses côtés, durant cinq ans au maximum. L'un sera un conseiller dit de fond, de niveau universitaire ; l'autre un agent d'exécution. Plus qu'une faveur, c'est un droit que ne peut refuser chaque nouveau ministre à son prédécesseur sortant, pour autant que ce dernier ne rempile plus à une fonction ministérielle.

La formule est très courue. Pas un étage de la bâtisse institutionnelle belge qui ne l'ait adopté, non sans l'accommoder à son goût. Ainsi, l'échelon fédéral s'aligne sur le temps d'une législature (cinq ans) et remet tous les compteurs à zéro à chaque avènement d'un nouveau gouvernement. En Régions wallonne et bruxelloise, comme à la Fédération Wallonie-Bruxelles, la procédure d'assistance s'active à dater de chaque démission, pour une période minimale d'un an et maximale de cinq ans, modulée selon la durée de la fonction ministérielle.

Une cinquantaine d'équivalents temps plein requis par les ex-ministres

User de cette latitude relève du réflexe quasi pavlovien. Rares, très rares, sont celles et ceux qui résistent à la tentation. De la gauche à la droite en passant par le centre humaniste et l'écologie politique, aucun parti n'enjoint à ses ministres sortants de s'abstenir.

Ça finit par faire du monde. Anciens ministres ou secrétaires d'Etat, ils sont actuellement 28 à exercer leur droit de tirage à l'échelle du pays (*voir tableaux*). Quinze d'entre eux émargent au budget fédéral, quatre à la Région wallonne, sept en Région bruxelloise, deux à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Pour un emploi total d'une petite cinquantaine d'équivalents temps plein. Et une masse salariale annuelle proche des 3,5 millions d'euros.

Le mécanisme, il est vrai, s'est mis à

ratisser large. Initialement réservé aux cas de démissions collectives de gouvernements, il a étendu ses bienfaits aux ministres qui rendent individuellement leur tablier, par volonté personnelle ou parce qu'ils sont gentiment poussés vers la sortie après une grosse bêtise.

Ce cercle élargi de bénéficiaires est assurément séduit par l'extrême souplesse de la formule. Pas de strictes conditions ni de contrôle digne de ce nom ne sont associés à l'affectation réelle des collaborateurs : un pur confort. L'ancien ministre a carte blanche. Entre le « full

Droits de tirage utilisés au fédéral (échéance 2019)

Elio Di Rupo (PS) : député-bourgmestre de Mons – président de parti

Johan Vande Lanotte (SP.A) : bourgmestre d'Ostende

Melchior Wathelet (CDH) : secteur privé

Laurette Onkelinx (PS) : députée fédérale – cheffe de groupe

Sabine Laruelle (MR) : secteur privé

Olivier Chastel (MR) : député fédéral – président de parti

Monica De Coninck (SP.A) : députée fédérale

Jean-Pascal Labille (PS) : secrétaire général Solidarités

Servais Verherstraeten (CD&V) : député fédéral – chef de groupe

Hendrik Bogaert (CD&V) : député fédéral

Catherine Fonck (CDH) : députée fédérale – cheffe de groupe

John Crombez (SP.A) : président de parti

Philippe Courard (PS) : président du parlement de la FWB

Hervé Jamar (MR) : gouverneur de la Province de Liège

Jacqueline Galant (MR) : députée régionale wallonne

Equivalents temps plein : 24,5

Coût annuel : 1 604 000 euros



*De g. à dr. : Maxime Prévôt (CDH),
Pierre-Yves Dermagne (PS)
et Paul Magnette (PS) :
ex-ministres sous assistance.*

option » (deux collaborateurs temps plein), le recours à un seul temps plein, la combinaison de deux mi-temps voire de quatre quart temps, on ne sait plus trop au juste qui est où, qui fait quoi et qui sert exactement qui.

Habituee à s'émouvoir de ce désordre calculé, la Cour des comptes vient une fois encore d'en faire la cruelle observation au gouvernement wallon (PS-CDH) sortant : « Les informations relatives au nombre de collaborateurs des ministres sortis de charge ne figurent pas dans les exposés justificatifs du budget ni dans des articles de base identifiables, ce qui nuit à la transparence. » Ce qui incite à la consommation.

De Charles Michel au Parlement puis à Charles Michel : ping-pong

Malaise ? C'est l'impression que donne Charles Michel (MR), lorsqu'il lui arrive d'être relancé sur le sujet depuis les bancs exclusivement flamingants d'élus N-VA, Vlaams Belang ou par le duo d'élus indépendants Vuyé & Wouters. L'actuel Premier ministre est allé jusqu'à se dire prêt « à prendre durant cette législature des initiatives pour instaurer une autre règle lors de la législature suivante ». Etant entendu que ces nouvelles règles

« n'entreraient en vigueur qu'à partir de la prochaine législature » puisque « leur modification pendant la législature actuelle risquerait de donner lieu à une contestation en droit ». Il y a de ces droits acquis auxquels on ne touche pas sans y regarder à deux fois.

Mais comment faire enfin bouger les lignes là où, en 2011, un Premier ministre en affaires courantes, Yves Leterme (CD&V), s'était cassé les dents à vouloir resserrer les boulons ? Simple : en exploitant le besoin subit de renouveau politique pour refilet le brûlot au Parlement fédéral. Le groupe de travail commis par la Chambre à l'assainissement des mœurs politiques n'en a pas fait une fixation : classée à la rubrique « divers » de ses travaux, la question a débouché sur un banal constat d'« absence de consensus pour réformer le système ». Et sur l'idée,

encore à concrétiser, de lancer un appel au gouvernement pour qu'il limite « sensiblement » le nombre de collaborateurs dévolus aux ex-ministres. Retour de la patate chaude à l'expéditeur. Les lignes ont bien bougé...

Entichée de bonne gouvernance, la coalition MR-CDH qui prend ses quartiers en bord de Meuse ne se prononce pas non plus ouvertement à ce stade : sa déclaration de politique régionale n'en pipe mot. Rien ne dit que ce gouvernement wallon « de rupture » aura l'audace de son homologue flamand, qui a ramené la générosité à de plus saines proportions : un seul collaborateur, pour deux ans, accordé aux seuls ex-ministres et secrétaires d'Etat qui ne sont plus parlementaires.

Changement d'attelage et remaniement ministériel à Namur aujourd'hui, peut-être à Bruxelles demain. Exit Paul Magnette, Christophe Lacroix, Eliane Tillieux et Pierre-Yves Dermagne. Débarqués sans ménagement, quatre ministres socialistes vont charger la barque un peu plus encore. Probablement rejoints par le CDH Maxime Prévôt, volontairement repassé de ministre à mayeur. Sans que ne pointe l'indice d'un renoncement, du style « signal fort ». Et puis quoi encore ? →

Droits de tirage utilisés en Fédération Wallonie-Bruxelles

(entre parenthèses : échéance)

Marie-Dominique Simonet (CDH) :
députée régionale wallonne (07/18)

Joëlle Milquet (CDH) : députée
régionale bruxelloise (04/21)

Equivalents temps plein : 3
Coût annuel : 197 000 euros

→ Jacqueline Galant et ses quatre mousquetaires

Soucieux de son prochain, Jean-Luc Dehaene (CVP), Premier ministre, avait trouvé les mots justes pour justifier le programme d'assistance à ministre débarqué, mis en service par le niveau

déoulant des fonctions exercées. » L'expérience révèle aussi que la formule emprunte de curieux détours. En vertu de la règle enfantine qui veut que tout ce qui n'est pas interdit est permis.

Assez plaisanté. « Mettre jusqu'à deux collaborateurs à disposition pour cinq

un troisième collaborateur et un chauffeur, aux frais du budget fédéral jusqu'à l'été 2019. Solidarité dans l'adversité : « Il faut penser aux gens de votre cabinet, qui se retrouvent subitement sans boulot lors de votre démission », explique la députée avec chauffeur, enchantée de ce petit extra bien agréable « pour travailler durant les trajets ».

Sabine Laruelle n'a jamais vu la couleur de ses deux collaborateurs

Cabinettard à la rue sans crier gare peut chercher reclassement, désespérément. Pierre-Yves Dermagne (PS), fraîchement viré du gouvernement wallon, ne se sent pas le cœur de larguer « un collaborateur qui a abandonné un emploi dans le privé en mars dernier pour rejoindre mon cabinet ».

Hervé Jamar (MR), déjà preneur de la formule après un premier poste ministériel en 2007, a récidivé lorsqu'en septembre 2015, il lâche de son plein gré le Budget au fédéral pour les charmes du gouvernement de Liège. Une fois encore, deux collaborateurs qui l'aiment le suivent : « L'un fait office de dispatcheur en veillant à concilier mon devoir de neutralité avec le volet plus politique de mon action », confie le gouverneur. Tandis que l'autre peut servir de doublure du



BERT VAN DEN BROUCKE/PHOTONNEWS

Jacqueline Galant (MR), députée wallonne avec chauffeur payé jusque 2019 par le fédéral.

fédéral à l'été 1995 : « L'expérience révèle que les ministres sortants demeurent confrontés un certain temps après la cessation de leurs fonctions ministérielles à une charge de travail supplémentaire

ans, c'est ridiculement long. Un an suffirait pour assurer le suivi administratif d'une charge ministérielle », admet cet ancien ministre, qui a souscrit à cette assistance jusque 2019. Seulement voilà : chaque sorti(e) de charge ministérielle a ses besoins. Ses envies de confort. Ou simplement le souci d'aider plus malchanceux que soi.

Contrainte de rendre son tablier de ministre fédérale de la Mobilité en avril 2016, au bout de dix-huit mois, Jacqueline Galant (MR) met le cap sur le parlement de Wallonie : un siège de députée l'y attend, synonyme de deux assistants à disposition. L'élue libérale améliore son ordinaire en gardant à son service

« Mettre jusqu'à deux collaborateurs à disposition pour cinq ans, c'est ridiculement long »

Droits de tirage utilisés à Bruxelles

(entre parenthèses : échéance)

Emir Kir (PS) : député fédéral (12/17)

Benoît Cerexhe (CDH) :

député régional bruxellois -

chef de groupe (03/18)

Charles Picqué (PS) : président

du parlement bruxellois (05/18)

Evelyne Huytebroeck (Ecolo) :

députée régionale bruxelloise (07/19)

Christos Doulkeridis (Ecolo) :

député régional bruxellois (07/19)

Brigitte Grouwels (CD&V) :

députée régionale bruxelloise (07/19)

Bruno De Lille (Groen) :

député régional bruxellois (07/19)

Equivalents temps plein : 13

Coût annuel : 1 086 000 euros

Droits de tirage utilisés en Wallonie

(entre parenthèses : échéance)

Jean-Marc Nollet (Ecolo) :

député fédéral –
chef de groupe (07/19)

André Antoine (CDH) :
président du parlement
de Wallonie (07/19)

Philippe Henry (Ecolo) :
député régional wallon
(07/19)

Paul Furlan (PS) :
député régional wallon (01/22)

Equivalents temps plein : 7,5
Coût annuel : 520 000 euros

DIETER TELEMANS/ID PHOTO AGENCY



Sabine Laruelle (MR), ministre sortante partie vers le secteur privé avec deux collaborateurs mis au service du MR.

chauffeur attitré ou assurer « une sorte de conciergerie bien utile dans une maison aussi grande que le palais provincial de Liège. Mais toujours dans le souci du bien public. »

Il arrive qu'un ex-ministre ne sache trop que faire de son personnel. Il peut alors toujours faire plaisir à d'autres. La section verviétoise du CDH apprécie le renfort du collaborateur que lui cède bien volontiers l'ex-secrétaire d'Etat Melchior Wathelet, reconverti depuis avril 2015 dans le privé. Sabine Laruelle (MR), à l'heure de tourner résolument le dos à la politique à l'expiration de son expérience dans le gouvernement Di Rupo, a prélevé son quota de deux collaborateurs. « Je vous rassure : je ne les ai pas utilisés pour faire mon jardin ou mon ménage », comme cela s'est déjà vu avec Isabelle Durant (Ecolo), ministre fédérale de la Mobilité, démissionnaire en 2003. Ils avaient mieux à faire : l'un a été derechef affecté à un autre ministre MR, l'autre mis à la disposition du parti.

Tout ce manège peut déplaire. Il indigné Hendrik Vuye, professeur de droit public et député fédéral indépendant, qui réclame son abrogation pure et simple. Du chef de « pratiques injustifiables », d'avantages abusivement accordés à certains parlementaires et de « financement illégal de partis politiques, puisque les moyens alloués sont détournés de leur but ». Rien que ça.

Est-ce très moral ? « Tout est question d'éthique personnelle », philosophe Jean-Pascal Labille (PS). L'ex-ministre fédéral des Entreprises publiques sous Di Rupo I, aujourd'hui secrétaire général de la mutualité socialiste Solidaris, a gardé de son passage au gouvernement une collaboratrice expérimentée. « Elle est affectée à des tâches explicitement liées à mon action politique autour de l'enjeu de la sécurité sociale, ou à la fondation *Ceci n'est pas une crise* que je préside. Je peux comprendre le débat autour de ce type d'assistance, qui n'est pas absolument indispensable. Autres temps autres mœurs. » Cela reste à vérifier. ♦



BENOIT DOPPAGNE/BELGAIMAGE

Isabelle Durant : en 2003, elle a utilisé une de ses collaboratrices comme femme de ménage.

Et demain...

Paul Magnette (PS) :

bourgmestre de Charleroi

Christophe Lacroix (PS) :
sénateur coopté

Pierre-Yves Dermagne (PS) :
député régional wallon

Eliane Tillieux (PS) :

députée régionale wallonne

Maxime Prévot (CDH) :

député-bourgmestre de Namur

Equivalents temps plein : 10 maximum

Coût annuel : 655 000 euros maximum

Wallons et Bruxellois
toujours plus divisés

Tiger Woods,
génie déchu

Ces beaux gosses
qui nous gouvernent

+ Nos séries
estivales

ÉDITION D'ÉTÉ



Inclus dans
Le Vif/L'Express

LE VIF

l'express



ANIMAUX

**LEUR PRODIGIEUSE
INTELLIGENCE**

LE VIF 35^e année n° 32 - L'EXPRESS n° 3449 hebdomadaire du 11 au 17 août 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711



LA RUPTURE WALLONIE-BRUXELLES

Des majorités différentes gouvernent les deux Régions depuis cet été. Attention, danger pour les francophones ? Au-delà des considérations politiciennes, un enjeu crucial. Et une division plus profonde qu'il n'y paraît.

PAR OLIVIER MOUTON

Entre la Wallonie et Bruxelles, rien ne va plus. Même si les jeux ne sont pas encore faits. La mise en place de la majorité MR-CDH à Namur, cet été, a consacré une rupture inédite entre les trois entités francophones. En Région bruxelloise, DéFI refuse toujours de faire tomber la majorité avec le PS, en dépit de la pression du CDH. Et la coalition PS-CDH se maintient à la tête de la Fédération Wallonie-Bruxelles, même si ses jours semblent comptés. Dans un entretien au Vif/L'Express, Olivier Maingain, président de DéFI, se présente comme le « sauveur » de la solidarité francophone et pose ses conditions à une entrée dans la majorité (*lire page 20*). En attendant, tout est fracturé.

« L'éclatement des francophones »

La décision prise par le CDH de débrancher la prise des majorités avec le PS, à la suite des scandales qui ont secoué le Sud du pays, fait peser de lourdes menaces sur la cohésion francophone. « Il y a toujours eu, par le passé, une volonté

d'harmoniser les stratégies d'alliances pour éviter que cela ne pose des problèmes, notamment face à la Flandre, souligne Charles Picqué (PS), président du parlement bruxellois. Mais depuis les élections de 2014, notre division, coupable, risque de nous affaiblir face aux desseins séparatistes de la N-VA. Ce qui se passe est du pain bénit pour Bart De Wever parce que cela illustre crûment l'éclatement des francophones. »

Charles Picqué ne dément pas une responsabilité initiale de son parti, qui avait donné à Bruxelles le coup d'envoi de majorités en ordre dispersé, il y a trois ans, incitant ensuite le MR de Charles Michel à former la suédoise au fédéral. Mais ce sages de la politique bruxelloise a des mots très durs à l'égard de la posture actuelle du CDH. « Benoît Lutgen n'a aucune stratégie concertée pour les trois institutions francophones, dénonce Charles Picqué. Il n'avait visiblement pas anticipé ce que son attitude impliquait pour les Bruxellois. C'est une décision wallonne, motivée par un besoin de survie politique. » Benoît Lutgen, lui,

ne cesse de marteler que son geste, sain, visait à se détacher d'un PS qui a un « rapport malsain à l'Etat », a-t-il dénoncé dans *La Libre*.

« Le fédéralisme belge est décidément étrange, constate Jean Faniel, directeur général du Crisp (Centre de recherche et d'information socio-politiques). Dans un tel système, il n'y a, en théorie, pas de problème à ce qu'une entité fédérée vive sa vie distinctement des autres. Il serait même envisageable que des élections n'aient pas lieu au même moment. Mais en Belgique, cela n'a jamais fonctionné comme ça. Depuis 1985, les gouvernements wallon et bruxellois ont toujours eu, globalement, la même composition. C'est la première fois que l'asymétrie est à ce point importante. » Un constat à nuancer : seule la Communauté française ne compte pas de parti membre de la majorité fédérale. A Bruxelles, Open VLD et CD&V font le lien, au même titre, désormais, que le MR en Wallonie. En Flandre, la coalition est constituée des trois partis présents au fédéral. De l'huile dans les rouages. →



Le nouveau gouvernement wallon de Willy Borsus (MR, au centre) veut rompre avec trente ans de socialisme. Et faire monter la pression pour obtenir des changements de majorité à la Région bruxelloise et à la Fédération Wallonie-Bruxelles.

→ Du côté des socialistes francophones, le traumatisme est toutefois palpable après la rupture survenue entre la Wallonie et Bruxelles, à l'heure où les régionalistes de tout bord ont le vent en poupe. « Si vous anéantissez l'institution qui fait le pont entre Bruxelles et la Wallonie, vous travaillez à l'affaiblissement de tous les francophones, met en garde Rudy Demotte, ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Et puis quoi ? On aurait un programme scolaire différent en Wallonie et à Bruxelles ? » s'indigne-t-il dans *L'Echo*. Si l'expression est un peu caricaturale, elle n'en reflète pas moins l'inquiétude qui prévaut à l'idée que Wallonie et Bruxelles s'éloignent.

« L'urgence : reconvertir la Wallonie »

La rupture politique de cet été est le reflet d'un éloignement plus profond entre les deux Régions francophones du pays. C'est le fruit de l'histoire institutionnelle du pays. La conséquence, aussi, de réalités sociologiques différentes entre une capitale urbaine, métissée, au statut international et une Wallonie rurale, en quête de redressement. Plus que jamais, Bruxellois et Wallons font face à des défis politiques de natures très différentes.

« Ces dernières années, l'évolution de l'identité bruxelloise a été bien plus importante que celle de l'identité wallonne, souligne Philippe Destatte, directeur de l'Institut Jules Destrée. Cela s'explique très simplement : les questions identitaires, en Wallonie, ont été dépassées par les "problèmes des gens", comme dirait Elio Di Rupo. En d'autres termes, l'absence ou la difficulté de reconvertir la Wallonie sont devenues les préoccupations premières. Car le constat est inquiétant : depuis plusieurs années, on se rend compte que le redressement économique wallon promis par les politiques n'a pas lieu. Les Bruxellois n'ont pas forcément conscience de cette urgence-là. »

Selon ce régionaliste convaincu, il faut poser de nouveaux jalons intrafrancophones, comme le réclament d'ailleurs



PASCAL BROZE/REPORTERS

Charles Picqué et Rudy Demotte, lorsqu'ils étaient ministres-présidents, ont créé la Fédération Wallonie-Bruxelles pour contrer les appétits flamands.

des personnalités d'envergure, tant au PS qu'au MR. « Nous restons dans un modèle hybride, regrette-t-il. Nous n'avons jamais fait le choix entre les Régions et la Communauté. Or, des évolutions sont souhaitables. Prenons l'enseignement et le Pacte d'excellence. La Communauté française n'a pas les moyens d'assumer les dépenses supplémentaires qui s'imposent. Les Régions, elles, pourraient s'en charger. Depuis plus de dix ans, les entreprises disent qu'elles sont prêtes à abandonner des millions d'euros d'aide publique si l'on parvenait enfin à résoudre la question de la passerelle entre le monde de l'école et du travail. J'avais déjà plaidé, en 2014, pour un gouvernement réunissant les trois principaux partis politiques francophones. Pour transférer des compétences et donner une impulsion nouvelle. »

A défaut, relève Philippe Destatte, la majorité MR-CDH va induire une nouvelle dynamique dans cette Région qui en a le plus grand besoin. C'est déjà ça...

« Sauver la Région bruxelloise »

Venue de nulle part, la Région bruxelloise a, elle, des préoccupations différentes. Elle doit faire face à une démographie

qui explose, aux menaces posées par le terrorisme international, tout en veillant à préserver un fragile équilibre entre Flamands et francophones. « On ne peut pas à proprement parler d'une rupture profonde entre la Wallonie et Bruxelles, nuance Jean Faniel. Mais on voit bien qu'au sein des partis, il y a des tirages et des incompréhensions. Quand le nouveau bourgmestre de Bruxelles, Philippe Close (PS), propose d'étendre le droit de vote des étrangers aux élections régionales, il ne parvient pas à convaincre son propre président de parti, mon toit ! Il suffit de voir aussi comment la gestion des scandales et de leurs conséquences est différente en Wallonie et à Bruxelles. Récemment, Rudi Vervoort (PS), ministre-président bruxellois, se demandait même si socialistes wallons et bruxellois étaient encore dans le même parti. Ce n'est pas rien. » Des ténors de plusieurs formations politiques nous ont déjà confié les incompréhensions croissantes entre Wallons et Bruxellois lors des traditionnels bureaux du lundi matin. L'autonomie accrue des Régions, fortement renforcée par la sixième réforme de l'Etat, les amène à travailler en vase clos.

« Les tensions entre régionalistes et communautaristes n'ont jamais cessé, chez les Wallons comme chez les Bruxellois, assène Charles Picqué. On a souvent insisté sur ce phénomène au PS avec les Collignon, Happart et Van Cauwenberghe, mais la tendance régionaliste a toujours été présente au MR aussi. » Souvent pointée du doigt en Flandre pour son fonctionnement complexe et sa pléthore d'institutions, la Région bruxelloise tremble à chaque passe d'armes communautaire. C'est pour sauver Bruxelles que les ministres-présidents bruxellois et wallon de l'époque, Charles Picqué et Rudy Demotte, ont inventé la notion de Fédération Wallonie-Bruxelles, en avril 2008. « Ce rapprochement entre Wallonie et Bruxelles a été perçu comme une agression par les Flamands, alors qu'il avait en réalité une vocation principalement défensive, poursuit le président du parlement bruxellois. Le mouvement régionaliste allait s'enflammer. J'ai passé des heures, à l'époque, à jouer de la flûte à Amay devant Robert Collignon ou à convaincre mes amis liégeois. Cette Fédération était indispensable pour être plus forts en vue d'une inéluctable réforme de l'Etat. »

La désunion francophone actuelle survient, à ses yeux, au plus mauvais moment : « La septième réforme de l'Etat

va arriver, ce pourrait d'ailleurs être une réforme ultime car on risque de toucher davantage encore au tabou de la sécurité sociale. On oppose la thèse communautaire à la thèse régionale ? C'est une erreur. Il faut les deux ! Les francophones doivent avoir une identité communautaire leur permettant de veiller au rapport de forces face à la Flandre. Mais il faut aussi une stratégie plus défensive à Bruxelles parce que la situation y est complexe. C'est le tribu à payer pour faire fonctionner la Région. Evitons de nous racrapoter sur la Wallonie ! »

« Bruxelles ne pourra jamais vraiment être une Région à part entière parce que les Flamands ne l'entendent pas ainsi, appuie Jean Faniel. La situation politique actuelle du côté francophone laisse à penser que la Belgique à quatre Régions l'emporte. Il est vrai que la sixième réforme de l'Etat a d'ailleurs posé des jalons en ce sens. Mais les Flamands ne laisseront jamais Bruxelles s'émanciper comme une entité qui fonctionne bien toute seule. » Une clé à ne pas perdre de vue.

Par-delà les guérillas de pouvoir...

Les tractations politiques se poursuivent pour tenter de trouver une issue à ces distorsions francophones. De toute évidence, l'enjeu dépasse le Stratego habituel. « Il pourrait y avoir un scénario

surprenant où DéFI rejoint le MR et le CDH à la Fédération, peut-être sans nous, pronostique Charles Picqué. Ce serait conforme au tropisme de DéFI : c'est le lieu où ils peuvent défendre la langue française. Pour nous, ce ne sera pas facile de retravailler dans l'immédiat avec le CDH. PS et DéFI pourraient préserver une spécificité bruxelloise. Le gros problème, c'est que nous n'avons pas la majorité dans le rôle linguistique francophone. Un scénario possible serait que certains CDH se détachent pour nous rejoindre. On pourrait aussi imaginer un apport extérieur. Mais au-delà de ces questions politiques classiques, nous n'échapperons pas au débat sur la force que nous constituons encore ensemble, Wallons et Bruxellois, en vue des prochaines négociations institutionnelles. Car la N-VA profitera, c'est sûr, de cette crise pour réclamer de nouvelles compétences et poser des pas supplémentaires à Bruxelles. »

« Mener des guérillas politiques entre niveaux de pouvoir, entre la gauche et la droite, ne serait pas compris par le citoyen, acquiesce Philippe Destatte. Par contre, il comprendrait que la simplification institutionnelle en cours en Wallonie, avec la suppression des provinces, s'étende à la Communauté française. Ce serait faire preuve d'innovation institutionnelle et de modernité. Cela obligerait DéFI – dont les observateurs semblent faire la clé de voûte de tout le système – à passer du discours passéiste d'Olivier Maingain à celui, plus pragmatique, de Didier Gosuin, et à faire monter le MR. Car il ne faut pas s'y tromper : il est plus important aujourd'hui pour la Wallonie d'avoir de bons rapports socio-économiques avec la Flandre, une des régions les plus dynamiques d'Europe, que de se lancer dans de nouvelles querelles ethno-linguistiques. »

Au MR, on est désireux de saisir cette opportunité historique en installant des majorités libérales à tous les niveaux. Au-delà de 2019. Pour dissiper la crainte d'un écartèlement francophone. Sera-ce cela le nouveau paradigme francophone ? ♦



Rudi Vervoort (PS) et Céline Frémault (CDH) : la majorité bruxelloise en sursis.

PHILIP REYNAERS/PHOTO NEWS

Fipronil : les failles de notre
sécurité alimentaire

Y a-t-il une vie
après Usain Bolt ?

Lettres à Elio Di Rupo
pour sauver le PS

LE VIF

l'express



DEMAIN LA GUERRE ?

Tous les scénarios du pire

LE VIF 35^e année n° 39 - L'EXPRESS n° 3450 hebdomadaire du 18 au 24 août 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509556 - ISSN 0774-2711

01733 >



5 414286 210520

CHRISTIAN PANIER ET LE PTB, C'EST FINI

L'ancien juge namurois a été remercié par le Parti du travail de Belgique qui n'a jamais digéré son initiative d'héberger Michelle Martin.

Une séparation radicale décidée à l'approche des élections. Hasard ?

PAR THIERRY DENOËL

Les faits datent d'il y a trois mois, mais l'information nous est parvenue au hasard d'une conversation. C'est dire si le parti ne veut pas en faire des vagues. Christian Panier a été exclu du PTB ! Contacté, l'ancien président turbulent du tribunal de première instance de Namur confirme : « J'ai versé ma cotisation au début de l'année, mais je n'ai jamais reçu ma nouvelle carte de membre et le journal du parti ne m'est plus parvenu. J'ai fini par appeler le siège du PTB, boulevard Lemonnier. On m'a répondu laconiquement que mon président provincial allait m'appeler. » En effet, quelques jours plus tard, Thierry Warmoes, ce Flamand amical qui tire la liste PTB depuis vingt ans dans la capitale wallonne, l'invite à boire un café. « Et là, continue Panier, il m'annonce que la direction du parti juge que je ne peux plus être membre, vu l'accueil que je réserve à une certaine dame. »

La dame, c'est Michelle Martin. En avril 2015, l'information avait créé l'émotion au sein de l'opinion et du Parti du travail

de Belgique. Libérée sous régime conditionnel en 2012, l'ex-femme de Marc Dutroux, d'abord recueillie par les sœurs clarisses de Malonne, ne pouvait plus être hébergée par la communauté religieuse qui allait déménager dans des locaux moins propices. La mère supérieure en avait fait part à Christian Panier qui habite à deux pas de Malonne, à Floreffe, lui demandant des renseignements d'ordre légal pour Michelle Martin, qui ne peut résider où elle veut. Et le magistrat, tout juste retraité, avait alors décidé d'ouvrir une partie de sa demeure à l'intouchable qui y habite depuis plus de deux ans maintenant.

A l'époque, plutôt que de se murer dans le silence, Christian Panier avait préféré répondre aux questions des médias, assumant son choix controversé. « Je suis désireux de réconcilier l'humanité avec elle-même », expliquait à *La Libre* celui qui se décrit comme empreint des valeurs chrétiennes (de gauche forcément) mais ne croyant plus en Dieu. En précisant : « Il me paraissait normal d'accueillir quelqu'un qui a bénéficié, en toute légalité, d'une mesure de libération conditionnelle et dont pourtant personne ne voulait. » Et encore à la RTBF : « Cela correspond à ma conviction que la réinsertion est ce qui fait la différence entre la justice de la vengeance et la justice de civilisation. »

On lui avait aussi prêté des déclarations désobligeantes sur la santé et la clairvoyance de Gino Russo, le père d'une des victimes de Dutroux, qui l'avait traité de « nouveau Jésus de Namur ». Mais Christian Panier avait démenti avoir tenu de tels propos vipérins. Quoi qu'il en soit, son argumentation n'avait pas convaincu la direction du PTB. « Personnellement, je ne veux plus que Monsieur Panier soit candidat chez nous »,

avait tonné Raoul Hedebouw, qui est un ami intime de Gino Russo. En 2014, l'ex-juge s'était présenté sur la liste européenne, à Namur, sans succès. Le parti n'avait cependant pas été jusqu'à l'exclusion, même si l'attitude de son réputé militant suscitait de vives discussions parmi ses membres. L'affaire en était restée là, sans autres remous.

Pourquoi alors se séparer de Christian Panier aujourd'hui ? « Il en a fallu du



MÉLANIE WENGER/PHOTO NEWS

temps avant de prendre la décision, constate l'intéressé. Je crois tout simplement qu'à l'approche des élections communales, puis législatives, et vu la tendance favorable des sondages pour le PTB, ce dernier veut mettre toutes les cartes dans son jeu et ne prendre aucun risque. » Sentence opportuniste du parti ? « Il s'agit bien d'une décision de la direction nationale du PTB, confirme Thierry Warmoes, mais cela n'a rien à voir avec les élections à venir. En réalité, Christian n'avait pas payé sa cotisation début 2016 et je n'avais pas couru après celle-ci, vu la controverse de l'année précédente. Nous pensions qu'il avait lui-même tiré les conclusions de ses

dissensions avec le parti. Mais, début 2017, il a voulu à nouveau cotiser. Nous avons alors refusé de renouveler sa carte. » Voilà pour le timing. Quant aux motivations, Thierry Warmoes reconnaît que c'est « l'affaire Martin » qui en est à l'origine.

« A l'époque, le PTB s'était déclaré contre la libération conditionnelle de Michelle Martin, explique-t-il. Christian l'a non seulement accueillie chez lui mais a aussi fait des déclarations tonitruantes dans les médias, allant jusqu'à dire qu'il aurait pu accueillir Hitler (NDLR : en réponse à une question d'un journaliste de Canal+). Il avait son propre agenda qui n'était pas compatible

avec le nôtre ». Le PTB lui reproche son manque d'empathie avec les parents d'enfants disparus et ses critiques du droit des victimes et de l'« émocratie ». « Au PTB, nous devons prendre en compte l'émotion et la colère des travailleurs », affirme le chef de file pété-biste à Namur.

Il y a trois ans, le parti radical de gauche et Christian Panier, qui en était membre depuis 2013, étaient plutôt en phase sur les questions de justice. Le magistrat avait signé avec l'avocat proche du PTB Jan Fermon – qui avait défendu Laetitia Delhez au procès Dutroux – l'ouvrage intitulé *Justice, une affaire de classes*, aux éditions Aden (qui publient les livres du PTB). Les deux auteurs y démontraient comment la justice s'est éloignée du citoyen depuis le début des années 2000 et dénonçaient l'organisation du système judiciaire tendant vers la privatisation, dont profitent les plus nantis. Ils fustigeaient, au passage, la main de plus en plus lourde des tribunaux à l'égard des travailleurs. En phase, donc.

Christian Panier, ses idées ébouriffantes pour un représentant de la magistrature, ses dons oratoires de comédien qu'il rêvait d'être : un illustre militant parfait pour le PTB. L'accueil de Michelle Martin à Floreffe a tout bousculé. « Je suis très déçu, regrette l'exclu, surtout venant d'un parti qui se proclame d'ouverture. C'est d'une mesquinerie petite-bourgeoise... Mais cela ne m'empêchera pas de continuer à adhérer aux idées ni même de voter pour un candidat PTB. » Thierry Warmoes semble, lui aussi, un peu déchiré, même s'il assume la décision. « C'est un camarade que j'apprécie toujours, dit-il, mais sa notoriété n'en fait pas un membre comme les autres. Il a fallu trancher par rapport à sa position sur la libération conditionnelle. C'est plus sain comme ça. » Quant à Michelle Martin, elle termine son bac en sciences juridiques et de gestion, à l'École supérieure des affaires de Namur. Elle doit encore repasser un examen en septembre. ♦



L'accueil de Michelle Martin chez lui à Floreffe aura coûté à Christian Panier sa carte de membre du PTB.

Crise : l'agenda caché
des présidents de parti

Comment le hockey
est devenu grand

Notre sélection des romans
francophones de la rentrée

LE VIF

l'express

PACTE D'EXCELLENCE

SALUT
OU
SUICIDE
de notre école ?

LE VIF 35^e année n° 35 - L'EXPRESS n° 3452 hebdomadaire du 1^{er} au 7 septembre 2017
BEL/LUX 5,70€ - P5095568 - ISSN 0774-2711

01735 >
5 4 14286 210520

LES PETITS CADEAUX DU CAMARADE MADRANE

Rachid Madrane est un ministre en suspens, crise politique oblige. Mais les critiques dont il fait l'objet en matière d'aide à la jeunesse ne s'interrompent pas. Beaucoup l'accusent de favoriser les projets socialistes et laïques. Lui affirme remettre de l'ordre.

PAR MÉLANIE GEELKENS

Des jouets, comme s'il en pleuvait. Puis des livres, du mobilier et même des matériaux de construction offerts par une entreprise. Un article dans la presse, et les dons avaient afflué. Généreux, mais insuffisants pour atteindre les 300 000 euros nécessaires à la rénovation du Biseau, à Binche. Cette maison d'accueil, la pédiatre Colette Van Helleputte l'avait imaginée à force d'accueillir à l'hôpital trop d'enfants parqués. Nullement malades mais en difficulté familiale, casés là faute de places en institutions de placement. « Retraitée il y a un an, j'ai essayé d'avancer. A la télé, un jour, j'ai vu Alda Greoli (NDLR : ministre CDH de l'Enfance) et Rachid Madrane (NDLR : ministre PS de l'Aide à la jeunesse) annoncer des moyens. J'ai sauté sur l'occasion. Comme je n'avais pas de personnalité juridique, j'ai sollicité l'asbl Alises, que je connaissais via le CHU Tivoli, qui a rentré le projet pour nous. » Bingo ! Le Biseau obtient 521 357 euros. Embauche 12 personnes, entame les rénovations et, en attendant, loue un gîte où les juges de la jeunesse ont déjà envoyé huit enfants. Puis reçoit, le 21 juillet dernier, un courrier de l'administration : « Désolé, les subsides sont bloqués. »

Huit autres institutions attendent toujours la lettre. Et l'argent. Toutes avaient répondu à l'appel à projets lancé en novembre 2016 pour la création de 100 nouvelles places d'hébergement (Saae) et 120 prises en charge « sur site » (Saie), grâce à un refinancement inédit de 11,3 millions. L'équivalent, pour le secteur, d'une Saint-Nicolas qui tomberait en même temps que Noël et Pâques, tant les besoins sont abyssaux. Ces millions auraient pu sanctifier à jamais Rachid Madrane. « On se réjouit qu'il s'en aille ! », entend-on pourtant massivement aujourd'hui. Alda Greoli l'a sans doute oui aussi, avant de décider de bloquer les fameux subsides (3,8 millions, au total), lors du dernier gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles avant les vacances, le 19 juillet dernier.

Sans la crise politique PS-CDH, ce point

« On se réjouit qu'il s'en aille ! », entend-on massivement aujourd'hui

serait certainement passé comme une lettre à la poste. En guise de représailles, Rachid Madrane a refusé un autre subside, qui devait revenir à une asbl dont le trésorier est député CDH. Nananère ! « Nous avons le sentiment d'être victimes d'une guéguerre », soupire Colette Van Helleputte. « Nous avons joué notre rôle de contrôle, au risque de paraître anti-social », s'explique le porte-parole de la ministre. Qui justifie ce blocage : « 100 % des bénéficiaires sont proches du PS. Et, après un coup de sonde, on s'est rendu compte que tout le monde n'avait pas été au courant de cet appel à projets ! »

Pas au courant ? Un courrier a bien été envoyé à tous les Saae et Saie de Bruxelles, Liège et Charleroi. Mais pas à d'autres structures, comme les PPP (projets pédagogiques particuliers). Tous PS ? Le CDH oublie de mentionner une asbl, La maison de l'institut Michotte, fondée en son temps par des religieuses. Pour les huit autres associations, Alda Greoli a raison. Alises (Le Biseau) est présidée par un conseiller communal PS, administrateur chez Solidaris. Le Phare et l'Olivier, deux nouvelles structures d'accueil, sont développés par Solidarité étudiants tiers-monde, qui



Alda Greoli a bloqué l'attribution de subsides à neuf associations, accusant Rachid Madrane de les avoir sélectionnées de manière partielle et peu transparente.

dépend du Service social de solidarité socialiste à Saint-Gilles – tout est dans le nom. Les petits Spirou, les Carliers et la Route buissonnière sont portés respectivement par les CPAS de Charleroi, Tournai et Liège – tout est dans la couleur politique. Quant aux Moussaillons et au Rebond, ils dépendent de la Cité de l'enfance à Charleroi, division de l'ISPPC. Dont le directeur, Alberto Mulas, a été détaché pour devenir chef de cabinet adjoint de Rachid Madrane – tout est dans la proximité.

La revanche des laïques

Une proximité qui fait jaser. Car une fois sa parenthèse politique refermée, Alberto Mulas retournera à la Cité de

l'enfance. En attendant, il ne se priverait pas pour arroser ses services. En mai, *Alter Echos* relatait l'épisode de l'agrément de la Maison de l'adolescent (Mado), le « bébé » d'Alberto Mulas. L'agrément, dans le secteur, est aussi recherché que le Graal : fini de se battre chaque année pour quelques deniers, la subvention devient automatique. La Mado l'a obtenu... contre l'avis de la commission, certes non contraignant. Que le ministre se soit assis dessus reste encore en travers de beaucoup de gorges.

Tout comme le résultat de l'appel à projets Saae/Saie. L'ISPPC devait être bien servi (743 000 euros et 28 places sur 68), alors qu'Alberto Mulas siège au comité de sélection. Il se retire, paraît-il, lorsque

le vote le concerne. « C'est bien gentil, ironise le député Ecolo Matthieu Daele. Mais dans ce genre de commission, les décisions se prennent au rapport de force informelle plutôt qu'au vote. » « Au vu des attaques dont il est la cible, Alberto Mulas ne semble pas avoir que des amis, réplique le cabinet dans une réponse écrite de 18 pages. Doit-on se passer d'expertises sous prétexte de risquer d'importer des inimitiés ? Et doit-on priver les institutions dont il provient de tout subside pour éviter la suspicion de conflit d'intérêts ? C'est évidemment irréaliste [...] »

Alberto Mulas et Rachid Madrane voueraient une sainte horreur à la mouvance confessionnelle. « Ils sont obsédés par le clivage catho/laïque, observe le →

→ juge Pierre-André Hallet, qui siège au Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse. Et je crois qu'ils se trompent. » Beaucoup le pensent aussi. Si les racines du secteur sont clairement chrétiennes, « beaucoup de conseils d'administration se sont professionnalisés et émancipés », dépeint un directeur « parfaitement athée ». « Ce clivage n'existe que dans la tête des socialistes. »

Les laïques, eux, jugent que « confessionnel et professionnel n'ont pas toujours fait bon ménage », dixit Jacques Duchenne, directeur d'une AMO (service d'aide en milieu ouvert). Et considèrent que l'émancipation catholique n'a pas eu lieu. Après tout, des asbl mentionnent encore dans leurs statuts vouloir « promouvoir (leurs) objectifs dans un esprit évangélique » ou céder leurs actifs en cas de liquidation à une congrégation religieuse. « Pour moi, ces statuts doivent être modifiés. Mais il ne faut pas se tromper de combat. Oui, il y a cinquante ans, on obligeait un petit musulman à aller à la messe et c'était inacceptable. Mais ça n'existe plus », garantit Luc Somers, directeur de plusieurs institutions privées, qui souhaite l'apaisement.

« Des méthodes de pirates »

Car apaisé, le secteur de l'aide à la jeunesse ne l'est plus. Encore moins depuis l'attribution des subsides Saae/Saie. Quatorze projets sur 25 sont catalogués laïques/publics et concentrent 75 % des sommes allouées. Alors que le privé, largement majoritaire, était habitué à recevoir 80 % des financements. « Nous aurions voulu une répartition juste, basée sur l'évaluation des dossiers. Or, ici, le cabinet a simplement distribué l'argent », soutient un directeur. Le favoritisme politique a toujours existé, sous tous les ministres, reconnaissent plusieurs responsables. « Mais de façon moins perceptible », considère l'un. « Avec plus de doigté et des queues de budget, poursuit un deuxième. Ici, le cabinet emploie des méthodes de pirates, dans des proportions inusitées. » « S'il

« Jamais un ministre n'a eu une aussi mauvaise gouvernance et n'a autant traficoté »

avait rééquilibré à 70 % pour le privé, 30 % pour le public, pourquoi pas. Mais là... », embraille un troisième.

« Jamais un ministre n'a eu une aussi mauvaise gouvernance et n'a autant traficoté. Et j'ai travaillé dans un cabinet (NDLR: de Catherine Fonck), je sais comment ça marche », ose Philippe Renard, directeur d'une AMO. Les nouvelles structures, L'Olivier à Bruxelles et Le Phare à Liège, devaient chacune recevoir 528 664 et 662 584 euros. Alors que Solidarité étudiants tiers-monde, la structure qui les chapeaute, n'est pas active dans l'aide à la jeunesse : son but social est d'« assister les étudiants et stagiaires étrangers ». En 2016, l'asbl affichait une perte cumulée de 1,8 million. Le cabinet Madrane répond qu'il s'agit d'investissements, pas d'un déficit, et qu'une inspection pédagogique et financière a été menée. Quant aux statuts, ils devraient être adaptés prochainement. Aucun rapport, donc, avec le PS saint-gillois.

Aucun favoritisme non plus dans le dossier Dynamo et Andenn'AMO. Ces deux structures sont passées devant la commission d'agrément le 29 juin dernier. La première, déjà en catégorie 3 (le Graal du Graal), pour obtenir deux emplois supplémentaires. La seconde



Philippon Toussaint, conseiller au cabinet Madrane, favorise-t-il l'asbl dont il était le directeur ?

pour obtenir un agrément de catégorie 1. La première était dirigée par Philippon Toussaint avant son détachement au cabinet Madrane comme conseiller. La seconde est présidée par Carine Jansen, l'épouse de Claude Eerdeken, bourgmestre PS d'Andenne. Andenn'AMO n'a surtout jamais été en activité, alors qu'une AMO fonctionne en général plusieurs années en phase d'essai avant d'être reconnue.

« On nous fait un procès d'intention, regrette Carine Jansen. Nous avons suivi un processus tout à fait normal. » « Ces deux structures sont proches de Madrane, ne nous mettons pas la tête dans le sable. D'ailleurs, les débats ont été tendus, même si les avis rendus sont positifs. Là où on a envie de pousser un coup de gueule, c'est que d'autres services fonctionnent et sont en attente de leur agrément depuis des années », regrette un membre de la commission.

Chantage aux subsides ?

Faut-il copiner, adhérer, flatter pour entrer dans les bonnes grâces ministérielles ? En tout cas, mieux vaudrait ne pas critiquer. « Je ne peux pas parler, je paie déjà assez cher comme ça », s'excuse un interlocuteur. « Si je dis ça, je suis mort », certifie un autre. Plusieurs déclarent s'être retrouvés ostracisés après avoir exprimé une opinion trop contraire. Sur le mode « ce n'est plus la peine d'espérer un subside » ou d'une inspection pédagogique qui débarque inopinément. « Il n'est pas dans les pratiques du ministre, ni des membres de son équipe, de se livrer à de telles intimidations, réfute le cabinet. L'accusation est lourde, mais grossière. »

Fantasmés également, ces « vous n'êtes pas dans la bonne fédération, venez à la Flaj, vous aurez ce que vous voulez », relatés à plusieurs reprises ? Cette fédération laïque de l'aide à la jeunesse a été créée en 2016. Sa trentaine de membres estime ne pas avoir été bien défendus au sein de l'Inter-Fédérations, structure qui regroupe 10 fédérations, soit 330



Alberto Mulas (au centre, lors de l'inauguration de « sa » Maison de l'adolescent à Charleroi) a été épinglé pour avoir indûment touché un complément de salaire de 400 euros pendant 30 mois.

organismes sur 365. « L'Inter-Fédérations représente surtout des services issus du monde catholique et de l'hébergement, et non le secteur de la prévention », assure le président de la Flaj, Jacques Duchenne.

Nombreux estiment que la Flaj a été créée sous l'impulsion d'Alberto Mulas, par vengeance à la suite d'un vieux contentieux personnel à l'égard d'Ance, autre fédération laïque membre de l'Inter-Fédérations. L'intéressé s'en défend. « Je ne l'ai jamais rencontré », abonde Jacques Taylor, membre fondateur de la Flaj. Qui reconnaît une « bonne écoute intellectuelle du cabinet, mais certainement pas une écoute financière ». D'ailleurs, ajoute-t-il, le dossier qu'il a rentré dans le cadre de l'appel à projets Hors les murs, destiné à soutenir des initiatives développées par les AMO, n'a pas été retenu. Pas de chance. Car sur les 25 projets subsidiés (sur 45 rentrés), 15 émanent des membres fondateurs de la Flaj.

Dont deux asbl liées à Philippon Tous-saint et trois chapeautés par l'ISPPC.

Des montants indécents

Autre décision ministérielle entachée de suspicion : la volonté d'augmenter l'âge de la prise en charge de 18 à 25 ans (finalement 22 ans après un compromis avec le CDH). Ce qui serait un moyen de permettre la reconnaissance des Mado (maison de l'adolescent), car l'avis négatif de la commission d'agrément se basait sur la non-conformité des 25 ans. « Absurde, rétorque le cabinet. On ne détermine pas une politique pour un type de service, mais bien en fonction des besoins observés [...] »

Dans sa réforme du secteur (bloquée au parlement depuis la crise politique), Rachid Madrane prévoit de créer six postes de chargés de prévention. Car « la coordination des actions de prévention n'est pas aussi efficace qu'elle devrait l'être ». « Un moyen de recaser des

copains PS », s'énervent plusieurs. Le ministre nie : l'administration se chargerait de la sélection, après procédure officielle de recrutement. Reste que les montants budgétés, même s'ils respectent les barèmes, paraissent indécents dans ce milieu désargenté. 620 000 euros de rémunération annuelle (103 000 par tête de pipe), 42 000 euros de frais de fonction et 210 336 euros pour l'embauche de six assistants.

Rachid Madrane balaie toutes les critiques. Peut-être bouscule-t-il les « habitudes de certains membres influents du secteur qui avaient, depuis de longues années, pu faire valoir leurs préférences auprès des ministres précédents. » Lui met fin à « un certain nombre d'anomalies » et veille « à ce que sa gestion bénéficie au plus grand nombre » au-delà des tendances philosophiques. Bref, il ne favorise pas, il objective. Le ministre pensait même être « sorti des logiques de méfiance ». Apparemment pas. ♦

1947 : l'économie belge
loupe sa conversion

Guillermo Guiz raconte
sa croisière électro

Notre sélection des romans
étrangers de la rentrée

LE VIF

l'express

70%

contre l'interdiction
des mandats privés

68%

contre une diminution
de salaire

LES ÉLUS FRANCOPHONES
SONDÉS PAR LE VIF/L'EXPRESS

**LE CHANGEMENT,
PAS
MAINTENANT**

52%

contre des mandats
à durée limitée

90%

contre le tirage au sort

LE VIF 35^e année n° 36 - L'EXPRESS n° 3453 hebdomadaire du 8 au 14 septembre 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509556 - ISSN 0774-2711





LE CHANGEMENT, PAS MAINTENANT

(CE QUE PENSENT LES ÉLUS
DU RENOUVEAU POLITIQUE)

« L'homme politique nouveau doit naître », écrivions-nous le 8 juin dernier. Qu'en pensent les principaux concernés ? Pas que du bien : plusieurs propositions d'experts en matière de gouvernance ne trouvent pas grâce aux yeux des élus.

PAR MÉLANIE GEELKENS

Un joli cache-misère, cet accord de nouveau gouvernement wallon. Suppression de l'effet dévolutif de la case de tête ! Cadastre des mandats publics ! Panels citoyens ! Consultations populaires régionales ! Plafonnement des rémunérations des dirigeants des structures publiques ! Une véritable exhibition de bonne gouvernance... décrétée, en réalité, sous la précédente législature. Quelques touches bien orange-bleu, tout de même. Fin des suppléances, création d'une circonscription régionale, installation d'une commission de déontologie, interdiction d'engager des membres de sa propre famille dans son cabinet. Notez bien, pas d'embaucher celle de ses copains ou de faire employer la sienne... Mais pas un mot sur le décumul. Pas un mot sur la limitation des mandats. Pas un mot sur les mandats privés. Pas un mot sur ce qui a alimenté les scandales. Et l'indigestion citoyenne. Un joli cache-misère. L'homme politique nouveau attendra.

Le 8 juin dernier, Le Vif/L'Express publiait son « portrait-robot ». Un signalement dessiné suivant les recommandations de politologues, constitutionnalistes et philosophes. Avis de recherche aux propositions qui répareraient la panne démocratique actuelle. Sept avaient été épinglées : contact accru avec les citoyens, tirage au sort, contrôle des élus, limitation du nombre de mandats, limitation des mandats dans le temps, rémunérations et réforme des partis.

Utopie ? Autant poser la question aux premiers concernés. Les 242 élus francophones (fédéral, Sénat, parlements wallon et bruxellois, Fédération Wallonie-Bruxelles) et présidents de parti ont reçu un tableau. D'accord, pas d'accord ? Cent nonante l'ont rempli, un taux de réponse de 79 % (voir les résultats de notre enquête, page 21). Ce n'était pas gagné : le taux de réponse spontanée ne dépassait pas les 20 %. En même temps, 21 % semblent toujours s'en fiche comme de leur premier mandat. Bien qu'un gouvernement ait imploré entre-temps, rendant la thématique de la bonne gouvernance encore plus actuelle. Les édiles déclarent en vouloir davantage. Mais pas n'importe comment.

Tirage au sort : hors de question

Et certainement pas via le tirage au sort. Sans doute la mesure la plus étonnante avancée par les experts. Si un citoyen lambda choisi au hasard peut juger un prévenu aux assises, pourquoi ne pourrait-il

pas – partiellement – gouverner ? Hors de question, répliquent massivement les politiques (jusqu'à 90 %). Ni via le tirage au sort des membres du Sénat, ni d'une partie des parlements, ni en créant une nouvelle assemblée populaire ou en utilisant les votes blancs. Rien de rien. Ce serait « un danger pour la démocratie représentative », une option « dénuée de légitimité ». « Quid en cas de mauvaise pioche ? » s'interroge une humaniste. « Il serait déraisonnable de voir arriver dans une assemblée des gens incompétents », « qui n'accepteraient le poste que pour le salaire », craignent deux libéraux. « Le citoyen, prolonge un socialiste, n'est pas toujours le gardien de l'intérêt général mais souvent celui des intérêts de son "devant de porte". » Un point commun avec beaucoup d'élus...

Une exception : tirer au sort pour constituer des panels citoyens (chargés de débattre sur des thématiques sociétales puis de remettre des recommandations), c'est « oui » à 84 %. Un « moyen adéquat » (dixit le MR) qui « ancre le travail politique dans les réalités vécues » (selon un PS). « Pourvu que la décision finale revienne aux élus », insiste-t-on (toutes couleurs confondues). Seul le PTB est contre, pour avoir « observé que les recommandations sont très souvent ignorées, comme les avis des différentes commissions qui existent déjà ».

Un grand « oui », aussi, à l'organisation de consultations populaires (95 %), déjà existantes mais fort peu utilisées. Unanimité moins grande mais majorité tout de même (64 %) pour la création d'un institut d'évaluation des choix

technologiques où citoyens, experts et représentants de la société civile remettraient un avis sur les décisions politiques qui engagent la société sur le long terme. Bien que beaucoup soulignent que les organes d'avis pleuvent déjà et qu'il ne faudrait pas que cela devienne un « machin » aussi supplémentaire qu'inutile.

Oui (mais) aux référendums

Ça passe aussi de justesse pour les référendums (60 %). Honnis du PS et de DéFI, mais adorés des autres partis. Oui mais à condition de prévoir des seuils de participation. Oui mais en évitant certaines matières, comme le budget ou les thématiques éthiques. Oui mais sans que cela revienne à exprimer un mécontentement à l'égard de la classe politique. Oui mais sans rallumer le feu communautaire belge. Oui mais gare →



Dès ce jeudi 7 septembre, « Le changement, pas maintenant » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Mélanie Geelkens sur **canal Z**



Pas un mot sur le décumul, ni sur la limitation des mandats, ni sur les mandats privés : le nouveau gouvernement wallon ne révolutionne pas la gouvernance.

→ aux populismes et aux manipulations médiatiques. Oui mais s'ils sont d'initiative populaire... Tellement de « mais » qu'il ne faut guère s'étonner de ne rien retrouver à ce sujet dans le programme gouvernemental MR-CDH.

Celui-ci prévoit bien, en revanche, de diminuer de 10 % les salaires des ministres. Tant mieux : dans notre sondage, 68 % entendaient conserver les rémunérations actuelles (sauf chez Ecolo et au PTB), tout en revalorisant les traitements les plus faibles (60,5 %), comme ceux des conseillers communaux et des bourgmestres des petites communes. « Un coût que la société doit assumer, qui contribuera à une gestion plus professionnelle », prédit une Ecolo. La baisse des plus hauts émoluments (présidents de la Chambre et du Sénat, fonctions spéciales...) pourrait permettre d'en financer une partie : 96 % sont favorables à une diminution de ces « résidus de l'histoire que plus rien ne justifie » (Ecolo, toujours). Des cures d'amaigrissement ont déjà été décrétées, mais plusieurs voudraient qu'aucun salaire « spécial » ne puisse à l'avenir dépasser celui du Premier ministre, voire celui d'un député lambda.

Pas de majorité pour le décumul

Beaucoup glissent cette phrase, au passage : « Si le décumul se concrétise, il ne faut pas baisser les rémunérations des parlementaires. » Encore faudrait-il qu'il se concrétise. Seuls 48 % se déclarent en faveur de la version « intégrale », où un élu =

un mandat exécutif, point. Avec de grandes disparités entre les partis. Le MR le blackboule, le PS se tâte, CDH, Ecolo, DéFI et le PTB le réclament.

Quasi personne ne veut, en revanche, interdire les mandats à titre privé (70 % contre). Les justifications varient. Certains classent dans cette catégorie les activités professionnelles parallèles auxquelles ils ne veulent pas renoncer. D'autres évoquent ces postes (privés ou parapublics) occupés par des politiques « à titre personnel », dont Publifin et le Samusocial ont révélé les effets pervers. La solution ne serait pas de les interdire (« au risque de se couper des réalités de terrain », répète-t-on), mais bien de les déclarer et de traquer les conflits d'intérêts. Par contre, 81 % souhaitent restreindre le nombre de mandats liés à une fonction et 88 % considèrent que ceux-ci doivent être exercés gratuitement.

Limiter le nombre de mandats, OK. Quant à leur durée... Le décumul temporel, instauré en France par Emmanuel Macron (trois postes et puis s'en va), n'a pas la cote. Seuls 34 % y sont favorables. Tant pis pour le renouvellement. Les gens en ont marre de voir tout le temps les mêmes têtes ? Qu'ils votent pour quelqu'un d'autre !, répondent massivement les élus. Sur le mode « les élections, ça sert à ça ». Aux présidentielles hexagonales, peut-être. Mais chez nous, avec le poids des circonscriptions, des coalitions, des partis, des cases de tête, tout ça...

**70 % des élus
sont contre
l'interdiction
des mandats
à titre privé**

Rendre des comptes : 50-50

Puis, un scrutin au bout de cinq ou six ans, un peu léger, comme moyen de pression. Donner aux citoyens davantage de contrôle : une piste privilégiée par les experts. Qui mettaient sur le tapis l'instauration d'assemblées publiques, devant lesquelles les élus viendraient rendre des comptes à intervalles réguliers. Pour quelles raisons ils votent telle loi, sur quels dossiers ils bossent, ce qu'ils proposent... Bof : 50 % des édiles sont séduits. Ceux qui ne le sont pas clament que les parlements servent déjà à ça, que le législatif contrôle l'exécutif et que les documents sont publics. Certains suggèrent que les débats soient mieux retransmis sur le Net, d'autres épinglent ce rôle censé revenir à la presse (« mais si ça pouvait permettre d'expliquer mes actes à la place des journalistes, pourquoi pas ! », titille l'un). Un libéral imagine une obligation de publier un rapport annuel d'activité à la Cour des comptes, que chacun pourrait consulter.

Une proposition personnelle parmi beaucoup d'autres. En vrac, toutes couleurs confondues : organisation de sondages délibératifs, droit d'initiative citoyenne, développement de budgets participatifs, publication sur le Web de toutes les délibérations d'instances publiques, transparence sur les salaires, formation continue des mandataires, mise en place de panels de « citoyens témoins » qui suivraient les débats de société et livreraient leur témoignage sur cette expérience, filmer les conseils communaux, intégrer des cours de sensibilisation à la politique dans les programmes scolaires, « portes ouvertes » citoyennes au conseil communal, élire directement les bourgmestres...

Des idées. Puis des actes. Que les partisans du décumul intégral se l'appliquent, que les supporters de la limitation des mandats se restreignent, que les soutiens des assemblées de contrôle les créent, que les adeptes de la limitation temporelle se retirent le moment venu. En attendant que les partis prennent le relais. Renouveau bien ordonné commence par soi-même ? ♦

Les résultats de notre enquête

Renouer le contact avec les citoyens entre les élections

1. Organiser des référendums.

	Pour 59,5 %	Contre 39,5 %	Pas de réponse 1 %
MR	90	8	2
PS	18	82	-
CDH	70	26	4
Ecolo	100	-	-
DéFI	23	77	-
PTB	100	-	-
Ind.	100	-	-

2. Organiser davantage de consultations populaires.

	Pour 95 %	Contre 5 %	Pas de réponse -
MR	98,5	1,5	-
PS	92	8	-
CDH	87	13	-
Ecolo	100	-	-
DéFI	100	-	-
PTB	100	-	-
Ind.	50	50	-

3. Création de panels citoyens, tirés au sort et chargés de débattre de thématiques précises pour ensuite remettre des recommandations aux élus.

	Pour 84 %	Contre 14 %	Pas de réponse 2 %
MR	84	12	4
PS	91	6	3
CDH	83	17	-
Ecolo	100	-	-
DéFI	92	8	-
PTB	-	100	-
Ind.	-	100	-

4. Création d'un institut d'évaluation des choix technologiques, composé tantôt de citoyens, tantôt d'experts, tantôt de membres de la société civile, qui seraient sollicités pour remettre un avis sur des décisions politiques qui engagent la société sur le long terme.

	Pour 64 %	Contre 13 %	Pas de réponse 23 %
MR	21	18	61
PS	83	11	6
CDH	78	18	4
Ecolo	94	-	6
DéFI	77	15	8
PTB	100	-	-
Ind.	50	-	50

Tirage au sort

1. Tirage au sort des membres du Sénat.

	Pour 13 %	Contre 85 %	Pas de réponse 2 %
MR	2	96	2
PS	11	86	3
CDH	13	87	-
Ecolo	82	18	-
DéFI	-	100	-
PTB	-	100	-
Ind.	-	100	-

2. Tirage au sort d'une partie des membres de la Chambre/ du Parlement wallon/ du Parlement bruxellois.

	Pour 5 %	Contre 90 %	Pas de réponse 5 %
MR	-	100	-
PS	6	92	2
CDH	4	96	-
Ecolo	24	24	52
DéFI	-	100	-
PTB	-	100	-
Ind.	-	100	-

3. Création d'une nouvelle assemblée constituée exclusivement de citoyens tirés au sort, qui évoluerait en parallèle de la Chambre/ du Parlement wallon / du Parlement bruxellois.

- Pour **15%**
- Contre **64%**
- Pas de réponse **21%**

MR	5	43	52
PS	11	85	4
CDH	17	74	9
Ecolo	82	6	12
DéFI	8	92	-
PTB	-	100	-
Ind.	-	100	-

4. Utilisation des votes blancs pour tirer au sort une partie des élus.

- Pour **5%**
- Contre **89%**
- Pas de réponse **6%**

MR	-	100	-
PS	6	92,5	1,5
CDH	4,5	91	4,5
Ecolo	24	17	59
DéFI	-	100	-
PTB	-	100	-
Ind.	-	100	-

5. Création d'un « congé politique » qui permettrait aux citoyens tirés au sort de retrouver leur emploi après la législation.

- Pour **52%**
- Contre **26%**
- Pas de réponse **22%**

MR	8	36	56
PS	79	15	6
CDH	26	61	13
Ecolo	100	-	-
DéFI	85	7,5	7,5
PTB	100	-	-
Ind.	-	100	-

Limitation du nombre de mandats

1. Décumul intégral (un élu = un mandat exécutif).

- Pour **48,5%**
- Contre **43%**
- Pas de réponse **8,5%**

MR	7	90	3
PS	53	30	17
CDH	65	22	13
Ecolo	100	-	-
DéFI	92	8	-
PTB	100	-	-
Ind.	50	50	-

2. Interdiction des mandats à titre privé.

- Pour **25%**
- Contre **70%**
- Pas de réponse **5%**

MR	2	98	-
PS	32	60	8
CDH	13	78	9
Ecolo	24	64	12
DéFI	85	15	-
PTB	100	-	-
Ind.	-	50	50

3. Limitation du nombre de mandats liés à une fonction (ex. : un bourgmestre qui doit siéger au conseil de police, dans une intercommunale...).

- Pour **81%**
- Contre **15%**
- Pas de réponse **4%**

MR	90	8	2
PS	79	12	9
CDH	87	9	4
Ecolo	100	-	-
DéFI	15	85	-
PTB	100	-	-
Ind.	-	100	-

4. Gratuité de l'exercice de ces mandats liés à la fonction.

- Pour **88%**
- Contre **4%**
- Pas de réponse **8%**

MR	98	-	2
PS	88	6	6
CDH	87	9	4
Ecolo	35	6	59
DéFI	100	-	-
PTB	100	-	-
Ind.	100	-	-

Limitation des mandats dans le temps

1. Limiter dans le temps le nombre de mandats exerçables par une même personne pour encourager le renouvellement.

- Pour **34%**
- Contre **52%**
- Pas de réponse **14%**

MR	9	89	2
PS	32	29	39
CDH	57	43	-
Ecolo	100	-	-
DéFI	39	61	-
PTB	-	100	-
Ind.	100	-	-

Un seul mandat	0
Deux mandats	19
Trois mandats	52
Autre limitation	30

Contrôle

1. Création d'assemblées publiques devant lesquelles les élus viendraient régulièrement rendre des comptes (pourquoi avoir ou non voté telle loi, sur quels dossiers il/elle travaille, quels sont ses objectifs...).

- Pour **50%**
- Contre **43%**
- Pas de réponse **7%**

MR	3	95	2
PS	81	17	2
CDH	61	39	-
Ecolo	29	6	65
DéFI	85	7,5	7,5
PTB	100	-	-
Ind.	-	100	-

2. Lier la rémunération des élus à un contrôle de leur activité (taux de présence, force de propositions, activité en commissions...).

- Pour **94%**
- Contre **5%**
- Pas de réponse **1%**

MR	95	5	-
PS	97	3	-
CDH	74	17	9
Ecolo	100	-	-
DéFI	92	8	-
PTB	100	-	-
Ind.	100	-	-

Rémunérations

1. Conserver le niveau de salaire actuel.

- Pour **68%**
- Contre **25%**
- Pas de réponse **7%**

MR	87	6,5	6,5
PS	79	10,5	10,5
CDH	52	39	9
Ecolo	-	94	6
DéFI	77	23	-
PTB	-	100	-
Ind.	100	-	-

2. Revaloriser les salaires les plus faibles (conseillers communaux, bourgmestres de petites communes...).

- Pour **60,5%**
- Contre **36%**
- Pas de réponse **3,5%**

MR	18	77	5
PS	94	3	3
CDH	44	48	8
Ecolo	100	-	-
DéFI	100	-	-
PTB	-	100	-
Ind.	100	-	-

3. Revoir à la baisse les plus hauts salaires (présidents de la Chambre, du Sénat, fonctions spéciales...).

- Pour **96%**
- Contre **1%**
- Pas de réponse **3%**

MR	95	-	5
PS	97	-	3
CDH	96	4	-
Ecolo	100	-	-
DéFI	100	-	-
PTB	100	-	-
Ind.	50	50	-

Les partis

1. Nécessité pour les partis de se réformer.

- Pour **77%**
- Contre **2%**
- Pas de réponse **21%**

MR	56	2	42
PS	92	2	6
CDH	91	4,5	4,5
Ecolo	94	6	-
DéFI	100	-	-
PTB	-	-	100
Ind.	100	-	-

2. (Re)faire émerger de nouvelles idées.

- Pour **83%**
- Contre **1%**
- Pas de réponse **16%**

MR	59	2	39
PS	96	-	4
CDH	83	4	13
Ecolo	100	-	-
DéFI	100	-	-
PTB	100	-	-
Ind.	100	-	-

3. Revoir le système de financement public des partis, non plus en fonction du poids électoral, mais bien du respect de certains critères (participation citoyenne, transparence, élaboration collective des listes électorales...).

- Pour **60%**
- Contre **25%**
- Pas de réponse **15%**

MR	74	13	13
PS	64	23	13
CDH	30	57	13
Ecolo	29	71	-
DéFI	100	-	-
PTB	-	-	100
Ind.	100	-	-

N'ont pas répondu

MR: Anne Charlotte d'Ursel, Olivier de Clippele, Armand De Decker, Vincent De Wolf, Dominique Dufourny, Jacqueline Rousseaux, Richard Miller, Charles Michel, Didier Reynders.

PS: Eddy Fontaine, Christophe Lacroix, Anne Lambelin, Paul Magnette, Jean-Claude Marcourt, Maurice Mottard, Christine Poulin, Eliane Tillieux, Graziana Trotta, Mohamed Azouzzi, Bea Diallo, Jamal Ikazban, Zahoor Ellahi Manzoor, Mohamed Ouriaghli, Emin Ozkara, Muriel Targnion, Isabelle Simonis, Philippe Blanchart, Laurent Devin, André Frédéric, Ozlem Ozen, Karl-Heinz Lambertz.

CDH: André Antoine, Josy Arens, Clotilde Leal-Lopez, Marie-Dominique Simonet, Maxime Prévot, Carlo Di Antonio, René Collin, Alda Greoli, Marie-Martine Schyns, Ahmed El Khannouss, Joëlle Milquet, Benoît Lutgen, Vanessa Matz (congé maladie), Isabelle Poncelet.

Ecolo: Isabelle Durant, Arnaud Pinxteren, Marcel Cheron.

DéFI: Joëlle Maison, Martine Payfa.

Indépendant: Mahinur Ozdemir.

LES COULISSES D'UN SONDAGE

Il y a les résultats, les pourcentages.
Puis le reste, les coulisses de ce sondage, réalisé auprès des élus francophones.
Poids de la partitocratie, indisponibilités, cruel autoportrait...

PAR MÉLANIE GEELKENS

Connaissiez-vous Jeremy Zeegers ? Nous non plus. Mais on aimerait bien. Après tout, c'est lui qui a rempli le questionnaire qu'au moins vingt élus libéraux ont ensuite renvoyé en leur nom. Transformant parfois l'une ou l'autre tournure de phrase, faudrait pas que le copier-coller du centre Jean Gol soit trop flagrant. Le MR avait battu plusieurs fois le rappel, par mail : « Certains d'entre vous ont été contactés par une journaliste du Vif/L'Express concernant un dossier "bonne gouvernance". Ci-joint, veuillez trouver les réponses préparées par les conseillers du Parti, sur lesquelles vous pouvez vous baser pour y répondre. »

Chez DéFI, c'est Christophe Verbist, directeur du centre d'études Jacques Georgin, qui a pris la plume. Une députée avait habilement annoncé la couleur. « Voici, suite à de nombreux échanges et débats au sein de mon parti. » Allez savoir qui s'y est collé du côté d'Ecolo mais, pas de doute, le mot d'ordre a circulé et, à lire copies identiques après copies identiques, il a été largement respecté.

Au PS, la consigne est tombée quelque part entre le mercredi 28 juin, 12 h 04 (heure à laquelle une attachée de presse nous a malencontreusement mis en copie d'un mail indiquant « nous n'avons encore rien reçu du parti ») et le jeudi 29, 8 h 22 (heure à laquelle les réponses uniformes ont commencé à affluer). Gilles Doutrelepon, directeur de l'institut Emile Vandervelde, avait mis en garde tous les destinataires socialistes le 14 juin à 19 h 07. « Chères amies, chers amis, Le Vif/L'Express a adressé aux ministres et aux parlementaires une demande de positionnement

sur une série de questions relatives à la gouvernance publique [...] Nous vous proposerons dans les prochains jours des réponses types pour chacune de ces questions, en phase avec les positions adoptées par le Parti. »

Pauvre Gilles Doutrelepon. Ça n'a pas dû être drôle, de recevoir en retour plusieurs volées de bois vert. Du style « allez vous faire voir, l'IEV n'a plus rien à me dire ». En plus poli. « Il n'a jamais vu un électeur de sa vie !, peste un élu. Je répondrai en mon âme et conscience. » Signe des temps socialistes troublés...

C'est du off ?

Au PTB, la contestation n'est même pas une option. Une seule et unique réponse pour les huit élus. Comme si chacun devait penser uniformément. Seul le CDH a laissé le champ libre à ses ouailles. Ou presque. Il a d'abord fallu le feu vert de Benoît Lutgen, sans lequel une seule élue s'était aventurée à donner suite.

L'espoir d'obtenir des avis individuels était probablement naïf. Il aurait été plus rapide et simple de ne solliciter que les partis. De ne pas envoyer 242 e-mails, de ne pas repasser quasi autant de coups de fil (le taux de réponse spontanée ne dépassant pas les 20 %), de ne pas renvoyer un troisième et ultime

rappel avant de ranger les élus dans la catégorie « n'ont pas répondu ». « Je n'aime pas trop cette technique de classement », se vexeront deux édiles. Idem. Mais c'est apparemment la seule qui fonctionne.

L'espoir n'était cependant pas vain. Parmi les 79 % de répondants, une bonne moitié s'est livrée personnellement. Certains s'assurant parfois que ce serait bien « en off ». « Parce que, sinon, je devrai suivre la consigne du parti. » D'autres s'énervant de

**« Ci-joint,
veuillez trouver
les réponses préparées
par les conseillers
du Parti »**



« Nous, les “petits”, on a bien conscience de n’être que des presse-boutons », reconnaît un parlementaire.

FRÉDÉRIC SIERAKOWSKI/ISOPIX

ce conformisme. « Vous recevez des copier-coller ? C’est glorieux ! Mais bon, ce n’est pas simple d’affirmer sa position, dans le système dans lequel on évolue. » Pourtant, selon notre sondage, 77% des élus considèrent que les formations politiques doivent se réformer. 83 % estiment même qu’elles doivent (re)faire émerger de nouvelles idées. Quant à les exprimer soi-même...

Hello, Joe

Pas de généralité : le poids de la participatie ne pèse pas sur tout le monde. Pas sur cette ministre qui participe sans langue de bois. Pas sur ces députés qui multiplient les propositions originales. Bien que certains le vivent mal. « Nous, les “petits”, on a bien conscience de n’être que des presse-boutons. Et quand on ne veut pas respecter la consigne de vote, ça fait toute une histoire. » « Aujourd’hui, ce ne sont plus les députés, élus par le peuple, qui décident [...] de ce qui est bien ou mal pour la population, mais quatre présidents de partis dans le cadre d’un éventuel programme gouvernemental... » Dernier morceau choisi : « Je comprends que les gens soient épuisés et démoralisés par rapport à l’action publique. Au Parlement, quand on voit l’immaturité, les postures... Comment autant d’intelligence politique peut aboutir à un débat aussi vide et caricatural ? »

Caricaturale, l’expérience l’a parfois été, démontrant par l’absurde des reproches adressés aux hommes et femmes politiques. Ils seraient déconnectés des citoyens ? En tout cas, certains

sont injoignables. Prenant soin de ne renseigner aucune coordonnée dans l’onglet « contact » sur les sites du Parlement. Ou juste un numéro de fixe que personne jamais ne décroche. Ou juste un e-mail dont la boîte de réception n’est jamais consultée (« Ah, vous avez envoyé sur cette adresse ? Je n’y vais pas ! »), ou qui se révèle invalide. Combien de messages d’erreur ! L’un d’entre eux conduira même aux... Etats-Unis. « I don’t know who think for, but it isn’t for me. Joe. » Sorry, Joe. Effectivement, ce n’est pas vous qu’on essayait d’atteindre.

Les politiques auraient besoin de décumuler ? En tout cas, beaucoup sont fort occupés. « Désolée, le temps me manque pour vous répondre. » « J’ai bien transmis votre demande au ministre, mais il n’a pas le temps pour ça. » Même pas un quart d’heure à consacrer sur plus d’un mois, c’est ballot. Sans doute les édiles qui ne nous ont toujours pas fait signe cherchent-ils encore quelques minutes dans leur agenda. Quelques-uns se sont montrés plus francs : pas envie de donner suite. Ou de mauvaise grâce. « Questions inutiles », écrira un humaniste en marge du tableau. « Je trouve vos propositions très orientées », se plaindra un socialiste. « Ces interrogations sont réductrices et unidirectionnelles, je trouve dommage que vous n’ayez pas envisagé d’autres pistes de réflexion », critiquera un libéral. C’est bien pour cela qu’une case « autre proposition » avait été prévue. Et laissée vide, dans le cas présent. ♦

LA MAIN TENDUE AUX CATHOS DE GAUCHE



*Elio Di Rupo serait-il prêt à faire
du pied à Joëlle Milquet ? Pas exclu.*



belgique politique

Elio Di Rupo va-t-il rejouer le coup de « l'appel aux progressistes » de Léo Collard ? Attirer les déçus du CDH est en tout cas, pour le PS, un objectif pas encore officiellement déclaré mais presque. Et certains humanistes semblent proches de la défection...

NICOLAS DE DECKER

Le bourgmestre de Mons est tracassé. Tracassé, car il est également président du Parti socialiste, et que sa formation n'affiche pas la meilleure santé. Tracassé parce qu'à sa gauche, de petites formations attirent toujours plus une jeunesse que son socialisme gestionnaire peine à faire rêver. Et tracassé parce que les liens avec la FGTB sont toujours plus compliqués.

Alors, le bourgmestre de Mons et président du Parti socialiste a une petite idée. Il se dit que dans le monde chrétien, la solidarité catholique n'est plus ce qu'elle était, et que la gauche, celle de la CSC, du MOC et des mutuelles, ne paraît plus aussi fermement accrochée à un parti qui se droitise. C'est ainsi que le président montois du PS se décide à lancer un appel à ces progressistes-là, à ceux que l'anticléricalisme socialiste jusqu'à présent rebutait, pour rassembler la gauche de gouvernement. L'air est connu, non ? Oui, et la chanson se fredonne de nouveau au Boulevard de l'Empereur. De nouveau car ce président d'un PS en questionnement, ce bourgmestre →

AURORE BELOT/BELGAIMAGE

→ d'une ville de Mons en redéploiement, ce n'est pas Elio Di Rupo en 2017. C'est Léo Collard, en 1969. Le 1^{er} mai, précisément, jour qu'il choisit pour appeler au « rassemblement des progressistes ».

Le Montois d'aujourd'hui se verrait-il enfile les pantoufles de son prédécesseur, alors que son parti est aux abois, et que, depuis le 19 juin dernier et depuis l'installation du nouveau gouvernement wallon, le CDH montre de puissants signes de droitisation ? Les propos de Benoît Lutgen puis d'Alda Greoli – pourtant issue des mutualités chrétiennes, et cabinettarde chez Laurette Onkelinx – sur l'assistanat, puis l'absence de contestation humaniste de ceux du partenaire Pierre-Yves Jeholet sur le chômage comme rente et la culture de l'excuse, n'ont pas seulement inquiété les cathos de gauche, dans et hors CDH. Ils les ont traumatisés.

Il y a donc une ouverture, dans laquelle tout le PS s'engouffre, pas encore trop explicitement, mais résolument. Le Vif/L'Express, au début de cet été, a déjà évoqué les envies de Paul Magnette de s'affranchir un peu, beaucoup, voire passionnément, de son parti, pour constituer un mouvement fédérant diverses sensibilités de gauche. Il n'en parle plus trop : le bourgmestre de Charleroi est



Benoît Lutgen et Alda Greoli ont montré de puissants signes de droitisation, qui ont déstabilisé plus d'un humaniste.

rentré dans le rang. Mais celui de Tournai, Rudy Demotte, a fait fort, mercredi 30 août, sur La Première, évoquant les sorties humanistes contre « l'assistanat » wallon, et posant sa formation en recours. « Tous ceux qui sont progressistes aujourd'hui sont blessés par ce type de propos ; des amis du Mouvement ouvrier chrétien et de la CSC sont désorientés. Le Parti socialiste offre une alternative

à ces gens, je leur fais un appel. Nous sommes capables d'être une force qui reconcentre tout ce qu'il y a de progressiste au sud du pays. Je n'appelle pas à la débauche du CDH. Je dis qu'il y a des valeurs de gauche qui sont oubliées aujourd'hui par cette formation centriste, mais nous, les socialistes, les incarnons. » Et celui de Mons ? Elio Di Rupo, se montre plus mesuré – pas question,

Pas de cartouche Pas de panne d'encre Pas de souci

Nous avons révolutionné l'impression à domicile. Notre nouvelle imprimante EcoTank est livrée avec l'équivalent de trois ans d'encre inclus. De plus, comme il n'y a aucune cartouche à acheter ni à remplacer, vous pouvez vous attendre à réaliser jusqu'à 74% d'économies sur vos impressions. Découvrez tous les avantages de notre nouvelle imprimante révolutionnaire à l'adresse www.epson.be/fr/ecotank



peut-être pas encore, d'un appel formel –, mais au fond pas moins clair. « Le seul avantage à retenir de toute la mascarade de monsieur Lutgen, c'est qu'aujourd'hui, la situation politique est clarifiée. Benoît Lutgen et le CDH ont basculé à droite. Aux gens de gauche et aux progressistes, je dis qu'il y a une alternative aux politiques de droite. Cette alternative, c'est le PS ! J'invite chacun à prendre connaissance de nos propositions en se rendant sur le site du Chantier des idées. »

Un malaise évident

Car en effet, « des gens de gauche », il y en a encore, au CDH et dans les anciennes organisations sœurs du pilier chrétien. Au sein du parti humaniste, leur position est plus marginale, et plus amère, que jamais. On sait le malaise qu'éprouve Joëlle Milquet, dont un proche rapporte toute la déception. « Je n'exclurais pas qu'Elio Di Rupo fasse une offre à Joëlle Milquet. Surtout si on continue à lui mener la vie dure en interne... », explique-t-il. Un autre, Bruxellois, embraille : « Les seuls messages de soutien lui sont venus des autres partis, et du PS en particulier... », s'énerve-t-il, redevable à Elio Di Rupo de l'avoir, jeudi 31 août sur la RTBF, qualifiée de « femme d'Etat ». On a lu dans *L'Avenir*,

Il y a une ouverture, dans laquelle tout le PS s'engouffre

fin juillet, le député européen Claude Rolin se dire « pas heureux de ce qui se passait en Wallonie ». Et on a lu, fin août, Philippe Maystadt cosigner avec Joëlle Milquet, dans *Le Soir*, une carte blanche appelant à la continuité du fonctionnement des institutions et de ne pas ajouter du chaos à la crise. Le même Philippe Maystadt déclarait déjà, début juillet, à nos mêmes collègues du *Soir*, aspirer à



DIRK WAEM/BELGAIMAGE

Claude Rolin, « pas heureux de ce qui se passe en Wallonie ».

« une alternative politique ». « Je rêve d'une force sociale-démocrate qui regrouperait la partie moderne et non corrompue du PS, la partie progressiste du CDH et de DéFI et la partie raisonnable d'Ecolo. » Milquet, Maystadt, Rolin sont et restent trois figures nationales de la gauche du CDH. Leur désabusement est patent.

Celui d'autres personnalités plus discrètes également. « Les militants et les adhérents du CDH, dont je suis, n'ont pas été tenus au courant de l'initiative de Benoît Lutgen. Et c'est clair qu'on se pose des questions. Pour un syndicaliste comme moi, ça n'a jamais été simple, mais là, ça se complique sérieusement. Pour l'instant en tout cas, je ne m'y retrouve pas, je ne m'y retrouve plus du tout, et c'est peu de le dire ! Considérer que les travailleurs de Caterpillar, par exemple, sont des assistés ou des rentiers, est dégoûtant et dégradant. Je suis écartelé, et je pense, à moins d'une clarification rapide des dirigeants de mon parti, que je ne tiendrai pas le coup longtemps... », souffle ainsi le Carolorégien Jean-Marie Hoslet, secrétaire de la CSC-Metea pour le Hainaut, encarté au CDH depuis la fondation du parti, et candidat aux communales de 2012 sous la bannière humaniste. Le bourgmestre de →



CONTIENT
JUSQU'À
3 ANS
D'ENCRE



EPSON[®]
EXCEED YOUR VISION

→ Jette, Hervé Doyen, avait lui, dès le mois de juin, affiché sa circonspection devant l'appel de Benoît Lutgen à des majorités sans les socialistes. Circonspect, il le reste. Mais se méfie de la main tendue des socialistes. « On ne vit pas nos meilleures heures, mais ça fait partie du débat interne », lâche-t-il. « J'ai du mal avec l'idée même que l'on puisse

des années 2000, sur un même pied avec le PS, avec Ecolo et avec le CDH. Autant nous avons pu attaquer le gouvernement fédéral d'Elio Di Rupo, auquel participaient tant les socialistes que les humanistes, autant nous dénoncerons les décisions du nouveau gouvernement wallon. A cet égard, les sorties sur l'assistanat et sur la rente ne nous rassurent

tonne ainsi Jean-Marie Hoslet. « Mais le risque, c'est que puisque chacun en rêve dans son coin, on se retrouve avec quatre ou cinq gauches distinctes. Il faut attendre de voir comment les choses évoluent et ne pas agir précipitamment : quand un navire coule, il ne sert à rien de se ruer sur la première chaloupe. Il faut monter dans celle qui a le plus de chances de tenir le coup... » Or, celle qui semble, pour l'instant, en position de mieux tenir le coup, c'est la socialiste. Même si la chaloupe prend tant l'eau qu'on voudrait voir ce radeau peint par Géricault (contrairement à celui de la Méduse toutefois, aucun cas de cannibalisme n'a encore été signalé au Parti socialiste). Ce putatif capitonat socialiste tiédit l'enthousiasme d'Hervé Doyen : « Il y a dans les trois partis une attente forte de réaffirmation de valeurs qui ne seraient ni extrêmes, ni complaisantes. Mais moi, j'ai un peu passé l'âge : c'est aux nouvelles générations de trouver cette troisième voie que nous n'avons jamais pu trouver », clame-t-il, tandis qu'une pointure démocrate-chrétienne nous confie, sous couvert d'anonymat, « qu'il pourrait y avoir un problème avec l'identité de celui qui lance cet appel : Elio Di Rupo, à tort ou à raison, est en perte de crédibilité. Le seul qui me semblerait légitime est Magnette. Mais le veut-il ? J'en doute. Et puis Lutgen va maintenant tout faire pour resserrer les rangs dans son parti. Il n'est pas fou... » Le président humaniste, en effet, a passé ces dernières semaines à recevoir les réticents, à rassurer les velléitaires, et à faire des promesses aux vindicatifs. « C'est tout juste s'il ne m'a pas promis un ministère... », chuchote un autre anonyme. Il doit savoir, pourtant, que la tentative de Léo Collard s'était conclue par un échec. Et il saurait que l'histoire se répète toujours, la première fois comme une tragédie, la seconde comme une farce, si les cathos de gauche avaient lu Karl Marx. Mais peut-être n'a-t-il pas envie d'arrêter de rêver. ♦



Philippe Maystadt aspire à une « alternative politique ».

penser qu'Alda Greoli et Pierre-Yves Jeholet soient sur la même ligne. Pourtant, on le peut... A 60 ans, j'ai connu une époque où la démocratie chrétienne tenait des positions plus affirmées. C'est de bonne guerre quand une formation comme le PS, labellisée à gauche, observe une droitisation de son partenaire centriste. » Il rappelle que « le CDH, ce n'est pas que des gens de droite et du centre-droit... Mais on n'a jamais vu un appel venu de ténors du PS se solder par un débauchage massif. »

Cinq gauches distinctes ?

A ce malaise dans le parti s'ajoute celui, croissant, des structures, formellement indépendantes, mais historiquement cousines, du Mouvement ouvrier chrétien. « Nous travaillons, depuis le début

pas du tout... », pose Fabrice Eeklaer, actuel secrétaire fédéral du MOC Charleroi-Thuin et futur – c'est pour novembre – patron de la CSC carolorégienne.

C'est dit : aux Deux-Eglises et dans leurs parages s'étrangle la sénestre. Et elle se laisserait bien tenter par une aventure nouvelle, par cette « force sociale-démocrate » qu'évoquait Philippe Maystadt. « Tout le monde rêve de ce parti-là ! »,



Jean-Marie Hoslet (CSC) : « Le risque, c'est qu'on se retrouve avec quatre ou cinq gauches. »

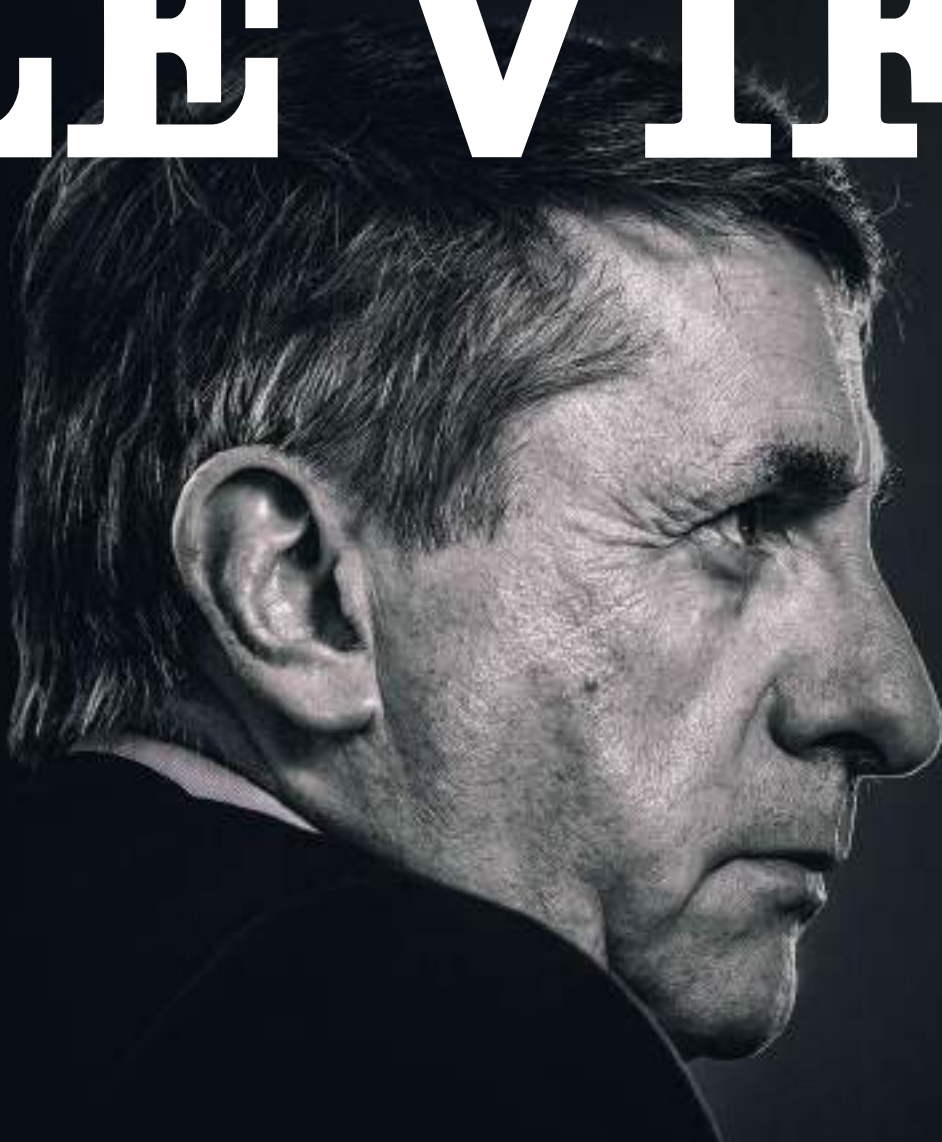
Rudi Vervoort : « Il n'y a plus d'ambitions belges »

Ouvrir les dossiers des collabos, mauvaise idée ?

Arthrose : la meilleure façon de la prévenir

LE VIF

l'express



L'ALTERNATIVE

Olivier Maingain, rassembleur des Bruxellois et des Wallons
Récit d'une ascension inattendue

LE VIF 35^e année n° 37 - L'EXPRESS n° 3454 hebdomadaire du 15 au 21 septembre 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509556 - ISSN 0774-2711

01737 >
5 4 14286 210520

UNE RÉPONSE, S'IL VOUS PLAÎT !

La transparence reste compliquée en Belgique lorsqu'on s'intéresse aux cabinets ministériels. Illustration avec Fadila Laanan, Rudi Vervoort et la commission vie privée. C'est du vécu...

PAR THIERRY DENOËL



La patience est une des vertus du journaliste. Mais celle-ci est parfois mise à rude épreuve. Ainsi dans l'enquête que *Le Vif/L'Express* et Cumuleo ont menée conjointement sur la composition des cabinets ministériels de tous les exécutifs du royaume (*Le Vif/L'Express du 13 janvier dernier*), nous avons épinglé, pour la Région de Bruxelles, les cabinets de Fadila Laanan et de Rudi Vervoort : malgré un avis favorable rendu par la commission d'accès aux documents administratifs (Cada), les deux ministres PS avaient résisté à notre demande, faisant valoir qu'ils attendaient encore la position de la commission de la protection de la vie privée (CPVP) avant de fournir la liste de leurs collaborateurs.

Ils semblaient donc vouloir prolonger ce jeu de cache-cache, alors que la Cada

avait clairement stipulé, dans son avis, que notre requête n'était « pas de nature à porter atteinte à la vie privée des personnes concernées ». Bref, Fadila Laanan avait promis de nous tenir au courant. Nous avons donc attendu. Et encore attendu... Jusqu'au mois de juin, où nous avons contacté la juriste francophone de la CPVP qui s'était occupée du dossier



BERT VAN DEN BROUCKE/PHOTO NEWS

Stefan Verschuere, vice-président de la commission vie privée.

et qui nous a alors assuré qu'elle avait bien été sollicitée par le cabinet auquel elle avait répondu que, dans la mesure où la Cada s'était prononcée sur le sujet, elle ne pouvait rien apporter de plus et renvoyait dès lors à l'avis rendu. Nous n'avons néanmoins pu obtenir les dates des échanges de courrier entre Fadila Laanan et la commission vie privée.

Surprise : le jour où nous avons publié un nouvel article (*Le Vif/L'Express du 23 juin*) pour raconter cette saga, Fadila Laanan a envoyé à Cumuleo la liste complète des membres de son cabinet, actuels et passés. Il faut dire que le scandale du Samusocial venait d'exploser. Dans son courrier, la ministre socialiste justifiait son geste par « un souci de transparence ». Elle ajoutait qu'elle y consentait « même si la commission vie privée n'a pas encore fait connaître sa position définitive ». Rudi Vervoort a suivi le mouvement quelques jours plus tard, en évoquant, lui, un courrier de la commission vie privée, envoyé le 21 février 2017, dans lequel la CPVP ne donnait pas de position tranchée.

Intrigués, nous sommes retournés vers la commission vie privée pour comprendre pourquoi tout cela avait tant traîné et pour lui demander si elle avait bien remis un avis définitif à Fadila Laanan, comme sa juriste nous semblait l'avoir expliqué. Ou bien si son courrier du 21 février constituait une analyse intermédiaire. Dans ce cas, pourquoi n'avoir jamais émis un avis définitif depuis lors ? Bref, nous avons cherché à savoir où cela avait coincé pendant des mois. Le vice-président francophone de la commission, Stefan Verschuere, n'a jamais donné suite à nos sollicitations.

Début juillet, sa porte-parole nous a répondu par téléphone que la commission allait nous... répondre sous peu. En vain. Nous l'avons donc relancée. Par mail, elle s'est excusée, arguant du manque de temps dû aux congés. Nous avons attendu encore et encore, puis re-relancé la commission à l'issue des vacances, par mail et par téléphone. Sans succès. Silence total. ♦

RUDI VERVOORT « IL N'Y A PLUS

Le ministre-président bruxellois déplore l'enlisement du projet de stade national. Il dénonce le silence du Premier ministre, le blocage de la N-VA et le manque de soutien de l'Union belge de football. Derrière cela, un constat : nous sommes incapables, désormais, de concrétiser de tels projets.

ENTRETIEN : OLIVIER MOUTON

Le ministre-président bruxellois, Rudi Vervoort (PS), avait porté la décision de bâtir un stade national pour les Diables Rouges sur le parking C appartenant à la Ville de Bruxelles, mais situé sur le territoire de la commune flamande de Grimbergen. Ce fut même l'une des premières mesures prises par son gouvernement, fin mai 2013. Objectif ? Concrétiser le chantier à temps pour permettre à la Belgique d'accueillir des matchs de l'Euro 2020, organisé dans treize villes européennes. Un fameux pari, au vu de la complexité institutionnelle de la Belgique.

Plus de quatre ans plus tard, Rudi Vervoort (PS) déçante et exprime aujourd'hui au Vif/L'Express tout son agacement. D'une procédure à l'autre, d'un niveau de pouvoir à l'autre, le projet prend l'eau et les travaux risquent bien de ne pas être lancés dans les temps. Un constat impitoyable à l'heure où, ce jeudi 14 septembre, une délégation de l'UEFA (Union des associations européennes de football) visite les autorités bruxelloises afin de faire le point sur la situation.

Y a-t-il encore une chance que le stade national voie le jour et soit prêt dans les temps ?

Il faut évaluer cette situation en deux temps. D'une part, je ne pense pas que Ghelamco, l'entreprise en charge, renoncera au projet lui-même. Au vu de la hauteur des efforts et des investissements déjà consentis, cela me semble improbable. D'autre part, il y a le calendrier fixé par l'UEFA pour l'Euro 2020. Nous savons que l'organisation attendra jusqu'à la fin novembre, ce qui correspond à peu de choses près au calendrier pour la délivrance du permis par la Région flamande. La nouvelle demande formulée en août par Ghelamco rencontre les griefs en matière de taille formulés par le Sporting d'Anderlecht, puisque le stade sera modulable, et de mobilité. Nous sommes désormais dans un schéma où la décision est exclusivement politique.

Avec quelles chances de succès ?

Tout dépendra de la capacité du gouvernement flamand de Geert Bourgeois (N-VA) à atterrir dans un dossier que des intérêts flamands très importants viennent contrarier. J'en veux pour preuve le fait que l'Union belge de football ne soutient plus du tout le projet, au contraire de la Ligue Pro. Cela est dû à un conflit d'intérêts criant, puisque le nouvel

homme fort de l'Union belge, Bart Verhaeghe, fait passer avant tout les intérêts de son club, le FC Bruges, et qu'il est, en outre, l'entrepreneur derrière le projet de centre commercial UPlace à Machelelen, concurrent du projet Neo de la Ville de Bruxelles. L'accord de base, en 2013, était soutenu par les partis flamands, dont le CD&V et l'Open VLD. Depuis, la N-VA a tout fait pour mettre des bâtons dans les roues avec l'idée de faire échouer ce projet. Pourtant, Ghelamco n'est pas la dernière entreprise flamande, je pensais que cela aiderait... Eux aussi tentent de faire pression sur



BART DEWAELE/ID PHOTO AGENCY

D'AMBITION BELGE ! »

la N-VA et, singulièrement, sur le bourgmestre d'Anvers. En vain, apparemment. Je rappelle aussi qu'il n'y avait pas d'alternative au projet sur le parking C tel que nous le défendons en matière de planification et de calendrier. Certains parlent encore de la rénovation de l'actuel stade Roi Baudouin, mais il est bon pour la démolition et il n'y avait pas d'investisseurs privés prêts à prendre sa rénovation en charge. Sans compter que les nuisances à cet endroit auraient été bien plus importantes avec des matchs tous les dix jours environ si Anderlecht occupait les lieux.

Il s'agit d'un projet à hautes valeurs symbolique et identitaire. Est-ce une raison de cet échec annoncé ?

Evidemment, puisqu'il s'agit d'un stade national. La Région bruxelloise s'est trouvée par défaut aux manettes dans ce dossier parce qu'on a compris depuis longtemps que les Communautés ne dégageraient pas les moyens pour le construire. Nous avons pris nos responsabilités. Mais dans n'importe quel autre pays, c'est le gouvernement fédéral qui aurait naturellement dû porter ce projet, ce fut d'ailleurs le cas pour le stade Roi Baudouin en vue de l'organisation de

l'Euro 2000. Or, le fédéral est atone, et le Premier ministre, Charles Michel (MR), muet sur la question. C'est bien qu'il n'a pas la capacité de le faire, et révélateur du rapport de forces qui prévaut au sein d'un gouvernement fédéral dominé par la N-VA. Le résultat de tout cela pourrait être une situation surréaliste où la Belgique et Bruxelles, capitale de l'Europe, ne seraient pas en mesure d'avoir un stade opérationnel pour l'Euro et pour l'équipe nationale, à l'heure où les Diables Rouges cassent la baraque. C'est assez effrayant.

Mehdi Bayat, du Sporting de Charleroi, l'autre homme fort de l'Union belge, avance déjà l'option de Lille en guise de plan B pour l'Euro 2020...

C'est bien la preuve que, contrairement à ce qu'elle prétend, l'Union belge ne soutient pas le projet. La Ligue Pro, elle, a compris tout l'intérêt de disposer d'un tel stade. Nous sommes dans une situation qui confine au ridicule : quelle perte représenterait l'absence d'un stade pour les Diables et pour l'Union belge ! Certains critiquent encore le fait que le projet retenu ne dispose pas d'une piste d'athlétisme. Mais les mêmes se plaignent du fait qu'il n'y a pas d'ambiance lors des matchs des Diables ! Je me suis fait la réflexion lors de la victoire contre Gibraltar à Sclessin, où il n'y a pas de piste d'athlétisme, que nous étions enfin dans un stade où il y avait de l'ambiance.

La difficulté de construire le stade illustre-t-elle la difficulté de concrétiser, à l'avenir, d'autres projets ayant une ambition belge ?

Oui, il faut oser le dire. Ne nous voilons pas la face : c'est toute notre capacité à mener des projets de cette envergure qui est ici remise en cause. Nous, Bruxellois, nous étions dits que le fait de s'appuyer sur de grandes entreprises flamandes allait nous aider. Mais même ça, cela ne parle pas à la N-VA ! Alors que le monde économique dans son ensemble soutient plutôt l'idée... ♦



Rudi Vervoort : « Ne nous voilons pas la face : c'est toute notre capacité à mener des projets de cette envergure-là qui est ici remise en cause ! »

Héritage, succession,
donations : ce qui va changer

Le coût des déchets
wallons, par commune

Pourquoi tout le monde
dégage sauf Merkel

LE VIF

l'express



FIN DE RÉGIME

A mort les politiques,
vive les managers ?

LE VIF 35^e année n° 38 - L'EXPRESS n° 3455 hebdomadaire du 22 au 28 septembre 2017
BEL/LUX 5,70€ - P509558 - ISSN 0774-2711

0.1738 >



5 4 14286 210520



FIN DE RÉGIME

L'impensable se produit. Onkelinx, Milquet, Mayeur, De Decker, Magnette, Prévot... Les uns après les autres, les ténors de la politique sont balayés ou contraints à se replier sur leurs terres. Place aux jeunes, donc ? Mais lesquels ? Sachant qu'ils héritent d'un champ de ruines.

PAR OLIVIER MOUTON

Laminés par les critiques. Dépassés par les événements. Les uns après les autres, les ténors de la politique francophone sont contraints à quitter le navire. L'annonce du retrait de la vie politique active de Laurette Onkelinx (PS) suit le pas de côté fait par Joëlle Milquet (CDH), qui ne se présentera pas aux communales de 2018, ou le retour sur leurs terres locales de Paul Magnette (Charleroi, PS) et Maxime Prévot (Namur, CDH). Pour ne pas parler d'Yvan Mayeur (PS), Stéphane Moreau (PS), Armand De Decker (MR) ou Georges Pire (MR), balayés par les scandales. Sans oublier, avant eux, Melchior Wathelet (CDH), Sabine Laruelle (MR) ou Emily Hoyos (Ecolo) qui ont préféré, amers ou dégoûtés, rendre les armes et passer à autre chose. Il y a là des airs de tornade, comme celle qui a frappé le secteur bancaire en 2008, lors de la crise financière, condamnant à la pension ou l'exil ceux qui dirigeaient le secteur depuis des décennies et ceux qui étaient programmés pour le faire pour des lustres. Ce qui se produit depuis plusieurs mois, sur la scène politique, ressemble donc bien à la fin d'un régime.

En tirant leur révérence, Laurette Onkelinx et Joëlle Milquet ont chacune mis en garde contre une « démocratie fracassée ». Par les errements de leurs pairs. Par une population furibonde. Par l'évolution accélérée de l'époque. Par la globalisation. « Place aux jeunes », donc : voilà le nouveau leitmotiv. Mais le paysage politique dont ils hériteront n'est-il pas que champ de ruines ? Le Vif/L'Express a longuement écouté ces femmes et hommes politiques, jeunes ou moins jeunes, désormais en pleine introspection, et de plus en plus conscients que leur biotope est en danger.

« Le climat général est délétère, c'est une évidence, souligne Christine Defraigne, 55 ans, présidente MR du Sénat. La situation est paradoxale : les gens attendent toujours des politiques une solution à tout dans un contexte socio-économique difficile, au cœur d'une importante crise morale et des valeurs. En même temps, ils les brocardent, les méprisent... Les réseaux sociaux ont bou-

leversé les rapports : c'est tellement facile d'insulter depuis son écran d'ordinateur. Nous payons les errements de quelques-uns. Même droit dans nos bottes, on craint qu'on nous tombe dessus. C'est très difficile à vivre. Nous sommes nombreux à penser, tous partis confondus : "Tous ces sacrifices consentis, notre vie privée négligée, pour en arriver là..." Nous vivons incontestablement la fin d'un régime, sans avoir inventé un nouveau modèle. L'articulation entre le système traditionnel et l'approche plus participative doit encore être trouvée. J'entends l'anxiété qui s'exprime dans la société, mais je peux vous dire qu'elle existe aussi dans le monde politique. » Comme un écho. Un aveu d'impuissance.

La faiblesse du système politico-médiatique

« Face à cette dévaluation de la fonction politique, nous devons redoubler d'efforts pour démontrer notre utilité, réplique Ahmed Laaouej, 47 ans, député fédéral PS. Nous devons recréer plus de proximité, même si c'est difficile, mettre davantage en avant le travail de qualité abattu au Parlement, l'implication concrète des élus locaux. Parallèlement, il y a cette réflexion sur un système davantage participatif. Beaucoup d'idées existent pour trouver des modes d'implication permettant de rapprocher la politique du citoyen. Mais ça ne veut pas dire qu'on doit se distancer de la démocratie représentative. Elle demeure le modèle de gestion le plus pratique. Elle doit rester le système central, à côté des initiatives qui organisent mieux le débat. »

Cette dimension participative, précise le socialiste, n'est pas un phénomène nouveau : « Depuis que je fais de la politique, la société civile s'est toujours organisée pour faire valoir ses points de vue. Que ce soient les consommateurs, les travailleurs, les défenseurs des droits de l'homme... La démocratie représentative ne s'est jamais arrêtée aux portes des partis. La question est : comment l'impliquer plus directement, en veillant à ce que chacun reste dans son rôle ? Le modèle représentatif peut aussi s'appuyer sur une démocratie sociale qui est une marque de fabrique belge. Les partenaires sociaux jouent un rôle majeur pour pacifier les relations et préserver la cohésion sociale. Si on additionne le nombre de militants des syndicats, on arrive à 50 % de la population adulte. Or, ce modèle est →

Laurette Onkelinx et Joëlle Milquet, figures emblématiques de la politique des vingt dernières années, ont annoncé qu'elles quittaient la scène. Le symbole d'un changement d'époque.

NICOLAS LAMBERT/BELGAIMAGE



Dès ce jeudi 21 septembre à 13 heures, « Fin de régime » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Olivier Mouton sur **canal Z**



Yvan Mayeur et Elio Di Rupo, avant que le bourgmestre de Bruxelles ne soit englouti par l'affaire du Samusocial : les scandales laissent un champ de ruines.

→ en train d'être désagrégé, certains dans la majorité fédérale voulant le casser. La N-VA veut abattre tous les contre-pouvoirs : syndicats, médias, ONG, avocats... Ça aussi, ça m'inquiète. »

« A mes yeux, c'est tout le système politico-médiatique qui pose problème, clame pour sa part Christos Doulkeridis, 49 ans, député francophone Ecolo. Il est devenu extrêmement difficile d'avoir des débats de fond. Le système repose sur les petites phrases et les agressions. L'appel de Benoît Lutgen, en juin dernier, a amplifié ce phénomène de façon incroyable ! Nous sommes pratiquement obligés de faire comme Laurette Onkelinx lors de son départ : une communication bien réglée, mais fausse, qui masque le fond des problèmes. Si vous êtes fair-play, vrai, soucieux de ne pas calculer, vous passez pour un loser. Le système médiatique est-il prêt à mettre en valeur d'autres profils que les Reynders, Milquet, Onkelinx, Lutgen... ? Je ne le crois pas. »

Une des clés, plaide-t-il, c'est l'état de santé des médias. « On parle du licenciement de 105 personnes à RTL mais sans aller au bout du raisonnement, souligne Christos Doulkeridis. Personne n'évoque la concurrence impossible de nos chaînes avec Facebook, Google, Netflix... et des nouveaux modes de consommation. Toute la presse est dans une situation de fragilité extrême, certains sont au bord de la faillite. Et on pense que ça n'a pas d'influence sur notre démocratie ? Evidemment que si ! Ça appauvrit encore le débat. »

« Des carrières comme Onkelinx, ça n'existera plus »

Place aux jeunes, alors ? Minute : ceux-ci savent que ce ne sera pas une sinécure. « J'avoue que dans le climat actuel, je me pose des questions, concède Emmanuel De Bock, 41 ans, chef

de groupe DÉFI au parlement bruxellois. Je viens de terminer un master en droit à l'UCL et je me sens soulagé. Personne ne pourra me l'enlever. Je gagne une liberté totale. Parce que je sais que des carrières comme Onkelinx ou d'autres, ça n'existera plus. » Mais il poursuivra tant qu'il verra l'utilité de ce qu'il fait. « Le cabinet de Pascal Smet (SP.A), ministre bruxellois de la Mobilité, m'a téléphoné pour m'annoncer l'accord sur le prolongement d'une ligne de la Stib, quelques kilomètres dans ma commune. C'est la suite d'une motion que j'avais déposée quand j'étais encore dans l'opposition. Ça ne concerne que trois ou quatre quartiers, dont l'un de logements sociaux. C'est ça qui me permet d'avoir encore le feu sacré. »

Ce toujours « jeune premier » de la formation amarante, qui avait affronté Olivier Maingain à la présidence du parti en 2012, avoue pourtant se demander par moments « si tout ça en vaut la peine, toutes ces soirées et ces week-ends sacrifiés. L'opprobre dont on fait l'objet nous dégoûte parfois de notre propre engagement. Quand on me traite de cumulard parce que je m'investis bénévolement dans une asbl qui gère les classes de neige dans ma commune... Nous sommes conspués en raison de cet estompement de la norme chez certains anciens. Nous, les jeunes, qui avons tant de mal à émerger, devons continuer avec un statut revu à la baisse. Car c'est désormais à celui qui lave le plus blanc. On finira par devoir faire tout gratuitement. »

Emmanuel De Bock croit à une simplification du système, à la nécessité de le réformer en profondeur. Mais avec des réserves. « Plus personne ne s'y retrouve, il n'y a plus de cohérence. Ce qui est en train de se passer est un grand chamboulement

et nous ferions bien de nous inspirer de ce qui se passe dans les pays scandinaves, au Canada ou en Suisse pour améliorer notre fonctionnement. Cette grave crise est une opportunité, mais c'est l'électeur qui devra prendre ses responsabilités. On est aujourd'hui dans le démagisme, la démagogie est le projet négatif. Retrouvons le chemin des projets positifs ! »

Avec les jeunes ? Arnaud Pinxteren, 40 ans, Ecolo, aimerait le croire. « Mais j'aurais été davantage convaincu si Laurette Onkelinx avait annoncé qu'elle laissait réellement les rênes de la fédération bruxelloise du PS. Là, elle prend deux ans pour partir alors que les élections de 2018 et 2019 seront déterminantes. Il y a un paradoxe : les jeunes générations du PS sont prêtes et formées, mais je ne vois pas de signaux clairs indiquant qu'on leur laisse la main. » Le député bruxellois a la gueule de bois. « Le scandale du Samusocial a éclaboussé tout le monde et nous décrédibilise tous mais, selon moi, la défiance de la population à l'égard de la classe politique n'est pas liée qu'aux affaires. Les attentats de Bruxelles et Paris ont cruellement montré que nous, décideurs, ne les avons pas vus venir. La démocratie a failli. Ce sentiment d'impuissance est le signal le plus fort selon lequel quelque chose doit changer. Peut-être sommes-nous déconnectés d'une certaine réalité ? Que les outils mis en place sont devenus obsolètes pour atteindre les objectifs en matière de cohésion sociale, de vivre-ensemble et de sécurité ? Il faut réinventer le fonctionnement de la politique. Et à vrai dire, ça nous tétanise un peu car on ne voit pas vraiment quelle direction va être prise. Si on est optimiste, on se dira que tout ce qui se passe constitue une opportunité. Mais avec le casting actuel et les structures telles qu'elles existent, je pense que ce sera compliqué. Nous avons tenté cet été de profiter de cette occasion pour mettre sur la table la gouvernance, mais on est malheureusement restés dans des questions de tactique politique. »

Alors ? « Nous ne sommes pas là pour faire carrière. Nous sommes des professionnels de la politique, à un moment donné, avec des compétences qui ne sont pas données à tout

le monde. Mais il faut faire ça un temps, puis céder la place à d'autres, qui apportent des idées nouvelles. Il faut avoir l'humilité de dire que nous ne sommes pas irremplaçables. »

La politique, ce CDD

« La politique, c'est toujours un contrat à durée déterminée, sourit Pierre-Yves Dermagne, 36 ans, nouveau chef de groupe PS au parlement wallon », interrogé par la RTBF. Ce jeune loup sait de quoi il parle, lui qui fut brièvement ministre wallon des Pouvoirs locaux, avant que le CDH ne tire la prise. « Le monde politique est devenu indéniablement plus brutal. Paul Magnette évoquait le passage de la boxe anglaise à *Fight Club*. Je pense effectivement que ces dernières semaines, ces derniers mois, on a dû constater une évolution dommageable pour le débat public. »



BRUNO FAHY/BELGAINMAGE

Armand De Decker et le Kazakhgate :
l'appât du gain de certains a miné la crédibilité de tous.

Mais l'homme ne se laisse pas démonter. « Je suis l'exemple physique qui montre que le PS met en avant des jeunes. Aujourd'hui, je ne fais pas de plan de carrière. Les circonstances de la vie politique m'ont prouvé que ça ne sert à rien. Je vis au jour le jour avec un engagement ferme par rapport à des →



Fabian Culot (MR)
« Attention à la tyrannie de la fausse bonne gouvernance. »



Emmanuel De Bock (DéFI)
« J'avoue que dans le climat actuel, je me pose des questions. »



Pierre-Yves Dermagne (PS)
« Le monde politique est devenu plus brutal. »



Arnaud Pinxteren (Ecolo)
« Il faut faire de la politique un temps, puis céder la place. »

PHOTOS : BELGAINMAGE



Paul Magnette, Maxime Prévot et Paul Furlan ont tous les trois trouvé refuge sur la scène locale.

→ valeurs, des idées, des projets... Ce qui m'intéresse, c'est le concret des gens. J'ai beaucoup de sympathie et de respect pour les militants du PTB. Je partage avec eux le constat que le monde tourne à l'envers avec la financiarisation de l'économie, des profits de plus en plus importants pour une minorité... »

S'il est conscient que la politique doit changer, Pierre-Yves Dermagne n'est toutefois pas partisan d'une recomposition politique, d'un jeu tactique pour répondre aux aspirations de changement. « Je suis prudent par rapport aux mouvements. Il y a eu la vague Macron en France et on voit qu'elle s'amenuise. J'ai toujours été très attentif au fait d'avoir des liens avec un certain nombre de gens. Mais je préfère que l'on puisse discuter en restant dans nos partis respectifs. Sur la base de valeurs, d'idées, de projets... » Et ce n'est pas un slogan, insiste-t-il.

Le vrai changement consisterait-il, finalement, à en revenir aux fondamentaux de la politique ? Fabian Culot, 38 ans, député wallon MR, n'est pas loin de le penser. « Certains adoptent des postures inappropriées, qui risquent de s'avérer politiquement contre-productives. Comme ce décret voté en Wallonie imposant un tiers de femmes dans les collèges communaux et provinciaux. Ça va encore réduire le poids de l'électeur, et risque d'être souvent impraticable. Ce que les gens veulent, ce sont des responsables compétents, honnêtes surtout, et efficaces. Il faut arrêter d'adopter des réglementations qui portent atteinte à la liberté. Avec cette tyrannie de la fausse bonne gouvernance, on risque d'accroître le fossé entre le politique et les citoyens. » ♦

« Se justifier est une bonne chose »

Et le philosophe, de ce blues des politiques, il en pense quoi ? Pascal Chabot, professeur à l'Ihecs, à Bruxelles, et auteur du récent *Exister, résister, ce qui dépend de nous* (PUF, 240 p.), décèle trois dimensions au phénomène (voir aussi page 10).

1. « Exercer le pouvoir est certainement difficile et, peut-être, plus difficile qu'auparavant parce que le pouvoir est davantage regardé, et parce que s'exprime sur les réseaux sociaux une violence délétère pour la démocratie. Cela étant, on peut se souvenir de cette phrase de Freud qui disait déjà : "Avec la modernité, trois métiers sont devenus impossibles : éduquer, soigner et gouverner". »

2. « Il y a dans l'exercice de gouverner un aspect qui paraît moins naturel qu'il pouvait l'être : le pouvoir a toujours à se justifier. Mais c'est tout de même une bonne chose. Cela signifie qu'il doit en permanence comparaître pour exprimer sa légitimité ou ses orientations. La difficulté d'exercer le pouvoir aujourd'hui est peut-être liée à une sorte de désir démocratique qui ne sait pas toujours comment se faire entendre vu que notre système prévoit de ne permettre au citoyen de s'exprimer qu'à intervalles prévus lors des élections. »

3. « Quand on a été sous les feux des projecteurs si longtemps, quand on a tout de même recueilli énormément de coups mais aussi d'éloges, il faut savoir que cela fait partie de la scène médiatique au sens large tant cela me paraît relever plus de cette sphère-là que de la scène politique. »

Conclusion de Pascal Chabot qui ne prétend pas être expert en philosophie politique : « Dans tous les partis, il y a, me semble-t-il, des générations plus jeunes qui sont assez prêtes et assez bien formées ». G. P.

Theo Francken, l'homme
qui divise les Belges

Enquête : Cumuleo,
Mr. Propre citoyen

Inédit : la correspondance
du professeur Einstein

LE VIF

l'express



IMMO

Pourquoi c'est encore le moment d'investir

LE VIF 35^e année n° 39 - L'EX-PRESS n° 3456 hebdomadaire du 29 septembre au 5 octobre 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711

01739 >



5 4 14286 210520



MONSIEUR PROPRE

Cumuleo, c'est lui. Tout seul. Les déçus de la politique l'encouragent, les élus le critiquent. Christophe Van Gheluwe est devenu le chantre de la transparence. Même s'il garde lui-même quelques secrets.

PAR MÉLANIE GEELKENS

Certains passent leur temps libre sur les réseaux sociaux, d'autres surfent sur les sites d'info. Catherine Morenville, elle, traîne sur Cumuleo. Déformation professionnelle. Si la conseillère communale saint-gilloise et conseillère du groupe Ecolo au parlement bruxellois s'était adonnée à un autre

Christophe Van Gheluwe ressort volontiers l'anecdote. Un scandale, grâce à son site ! « Permettre aux gens de creuser, c'est vraiment l'objet de Cumuleo », sourit-il, attablé dans son propre appartement bruxellois, le dos tourné à l'ordinateur devant lequel il passe jusqu'à 14 heures par jour. Pas seulement pour son boulot de webdesigner indépendant. « Certains utilisent leur temps libre pour faire du basket ou collectionner des timbres, compare son comparse Claude Archez, cofondateur de Transparencia. Lui, son truc, c'est ça. » Chasser les conflits d'intérêt, traquer les mandats non déclarés, pousser les élus hors de l'opacité.

« En 2005, lorsque la première publication des mandats a été diffusée, je l'ai cherchée sur le site de la Cour des comptes. Il m'a fallu 1 h 30 pour la trouver ! », raconte-t-il. Cette « fausse transparence » l'a irrité. D'autant que cette fameuse liste avait mis une décennie à être publiée. L'obligation, pour les politiques, de déclarer leurs mandats, fonctions et professions avait été votée en... 1995. Il fallait rendre confiance aux citoyens : trois ans plus tôt, le Vlaams Blok avait fait un carton aux élections, tout comme Ecolo, tous deux boostés par l'affaire Agusta. Mais les indispensables arrêtés d'exécution, eux, avaient traîné. Jusqu'en 2005. Perdus dans les limbes du Sénat, non votés pour cause de députés volontairement absents, remis en cause par l'Open VLD... Et puis ça ? Un austère fichier PDF de plus de 1 000 pages ? « Il fallait faire quelque chose, ça me restait en tête. »

« En Belgique, on n'obtient rien en demandant gentiment ! »

30 heures non-stop

Christophe Van Gheluwe passe à l'acte en 2009, créant un site qui rend lisibles les données de la Cour des comptes. Depuis, c'est devenu un rituel. Chaque dernier jour ouvrable avant le 15 août, dès la publication de la liste par la Cour des comptes à 6 heures du matin, un marathon de « 30 heures de boulot non-stop » débute. Le Bruxellois repère les distraits et les boulimiques. Comme ce « champion » incontesté, cerné la première année : un représentant de la Banque nationale, 120 mandats à son actif. Depuis, le record ne cesse de baisser, pour atteindre 57 en 2016. Effet Cumuleo ? A la marge. Car le nombre global de mandats, lui, reste stable. Par contre, les édiles en défaut de déclaration n'ont jamais été si peu nombreux : 125, contre 195 l'année précédente et... 645 en 2007. Effet Publifin ?

Les malheurs liégeois ont en tout cas fait le bonheur du site. Pic de fréquentation ! Jusqu'à 200 000 visites par mois. Et pic d'ambition, pour Christophe Van Gheluwe. Le discret est devenu plus agressif. Haussement de ton assumé. « En Belgique, on n'obtient rien en demandant gentiment ! » Sa campagne lancée en juin dernier ne faisait pas dans la dentelle. Une photo d'élus (souvent peu flatteuse), diffusée sur Facebook, barrée d'un gras « cumulard » et du sous-titre « député ou bourgmestre/échevin, faites votre choix ». Tant pis si cela prenait des allures de délation. « On me l'a reproché, on m'a dit que ça rappelait d'autres temps, reconnaît-il. Mais le seul objectif était le devoir de publicité à l'égard du citoyen. »

Depuis, le Bruxellois est passé au « mandats leaks ». Soit la révélation, chaque lundi, de mandats non déclarés, qu'il s'applique à débusquer, parfois aidé par les tuyaux d'internautes. Le nouveau gouvernement wallon en a fait les frais. A peine installés, six des sept ministres MR-CDH étaient alpagués pour leurs omissions. Un poste d'administrateur dans un club de volley oublié par-ci, →

Christophe Van Gheluwe, spécialiste du référencement sur les moteurs de recherche, passe tout son temps libre depuis huit ans à développer Cumuleo, le « baromètre du cumul des mandats ».

HATIM KAGHAT POUR LE VIF/L'EXPRESS

passé-temps virtuel, ce jour-là, le Samu-social n'aurait jamais éclaté. « Catherine a remarqué que les mandats des administrateurs étaient rémunérés, du jamais-vu dans une asbl sociale, raconte le député Alain Maron, qui suit la thématique du sans-abrisme depuis des années. On a introduit une première série de questions, puis une autre... Et l'affaire a commencé. »



L'ancien bourgmestre de Bruxelles Yvan Mayeur fait son entrée à la commission du Samusocial. Sans Cumuleo, le scandale n'aurait peut-être pas éclaté.

→ une démission dans une asbl actée avec retard par-là... « Une tempête dans un verre d'eau, peste le libéral Jean-Luc Crucke, ministre du Budget, via son porte-parole. Cet esprit d'inquisition fait croire à des abus, alors qu'il s'agit de postes gratuits, dérivés de nos fonctions. »

Retour de flamme

A force de vouloir frapper plus fort, Christophe Van Gheluwe se ramasse quelques contrecoups. « Ses campagnes m'indiffèrent, assure le député wallon CDH Dimitri Fourny, épinglé comme "cumulard". J'assume mes mandats. Mais toutes les données publiées ne sont pas exactes. Quand on veut jouer au grand, on le fait correctement. Il fait le jeu du populisme. » Le mot est lâché. « C'est un paradoxe souvent observé, remarque Alain Eraly, professeur de sociologie à l'ULB. Plus on produit de transparence, plus ça semble alimenter une méfiance

supplémentaire. » Paul Magnette n'en pense pas moins. « Il y a un côté poujadiste dans la manière de présenter les choses, regrette le bourgmestre socialiste de Charleroi. Le site ne fait preuve d'aucune pédagogie. Des mandats sont comptabilisés alors qu'ils n'en sont pas. Par exemple, dès qu'on commence à compter dans un parti, on devient membre du bureau et d'une série de structures. Ou quand on est bourgmestre, on

« Ses campagnes m'indiffèrent. J'assume mes mandats »

Dimitri Fourny, député wallon CDH

est automatiquement membre de la zone de secours. C'est fort différent de celui qui siège dans quatre intercommunales. »

Jean-Michel De Waele, professeur de science politique à l'ULB, abonde. « Avoir X mandats ne veut pas dire grand-chose. Quels sont ceux qui collent à la fonction ? Quels sont ceux qui sont pris en plus ? La question n'est pas seulement de savoir s'ils sont rémunérés ou non. » Maxime Felon, président des Jeunes socialistes, estime avoir fait les frais de ce type de raccourcis. En juin dernier, il plaidait dans la *DH* pour un décumul intégral. Le lendemain, le site du Vif/L'Express dédiait un article à ses 17 mandats. « Ça a créé un amalgame énorme. On m'a dit : "Comment tu vis ! ?", alors que j'ai gagné 6 500 euros brut annuels. » Il se déclare pourtant partisan de Cumuleo. Il en était même devenu souscripteur payant. « Mais, honnêtement, j'en suis venu à

me poser des questions. Au départ, la démarche était informative. C'est devenu un combat politique. »

Pour Georges-Louis Bouchez, la bonne intention des débuts nourrit désormais l'antipolitisme. Le délégué général du MR et conseiller communal à Mons regrette un manque de nuance, propose de pondérer les postes selon leur importance, souhaite une meilleure distinction entre mandats, fonctions, professions et désire surtout que le public reprenne la main. « Monsieur Van Gheluwe a fait bouger les choses, mais maintenant il faut perfectionner et professionnaliser l'outil. » Tous les partis opinent : que la Cour des comptes réalise désormais son propre site. Le gouvernement wallon MR-CDH a inscrit dans sa déclaration de politique régionale sa volonté de mettre sur pied un cadastre public. La question a aussi été abordée au parlement bruxellois et dans le groupe de travail « renouveau politique » à la Chambre. Christophe Van Gheluwe fait la moue. « Ce serait dommage de créer un site qui referait la même chose. » Et puis, il n'a pas confiance. « Le public vérifierait-il tout ? » Douze ans tout de même que personne d'autre que lui ne bouge... « Personne ne l'empêche de continuer. Mais on a parfois le sentiment qu'il réagit comme si on lui enlevait son jouet, glisse Georges-Louis Bouchez. Beaucoup de gens aiment avoir acquis un petit pouvoir et de l'attention médiatique. J'espère que ce n'est pas son cas. »

« Ça doit être gratuit »

« Quid, demain, si M. Van Gheluwe en a marre et arrête ?, s'interroge Alain Maron. Il n'y a pas de raison de privatiser la transparence. » L'Ecolo se sent également mal à l'aise s'agissant du caractère payant du baromètre des mandats. Celui qui souhaite savoir combien gagne un bourgmestre ou un député doit déboursier au minimum 1 euro par mois. « Ça ne va pas ! Ce sont des données publiques,

La campagne « Cumulard », lancée avant l'été par Cumuleo. Un ton agressif qui a suscité des critiques.

elles doivent être gratuites, même si j'imagine que le but n'est pas ici de s'enrichir. » Difficile à vérifier. Le fondateur détaille volontiers que l'argent qu'il reçoit sert à couvrir différents frais, comme l'hébergement ou la traduction en néerlandais. Mais il refuse de dévoiler combien de comptes payants sont ouverts et quels montants sont versés. « Parce que ça pourrait paraître beaucoup pour certains, mais peu pour d'autres », justifie-t-il. Et puisque Cumuleo n'a pas de statut légal, aucun compte annuel ne doit être publié.

Christophe Van Gheluwe ne souhaite pas davantage divulguer le nom du parti traditionnel dont il a été membre. « Adhérent, rectifie-t-il. Je n'étais pas actif. Je recevais juste du courrier et je payais une cotisation. » Il ne l'est plus, de toute façon. Et, actuellement, il ne « donnerait son aval à aucune formation ». On lui propose

régulièrement de former un nouveau parti. Il est « toujours prêt à donner (sa) vision », d'ailleurs il conseille de temps à autre quelques élus, dont il tait les noms. Mais se lancer, lui ? Non merci ! On le traite de populiste ? « Au contraire, je suis effrayé de ce manque de confiance des citoyens, car il empêche de se rassembler autour d'un projet commun. Mon objectif, c'est ça : favoriser la transparence pour qu'on puisse travailler ensemble. » Pour ça, il n'espère pas un réveil politique. Mais citoyen. Que chacun baisse sa tolérance au sujet des dérives. « Si, dans chaque commune, il y avait un groupe de personnes qui surveillait, ça aurait déjà des effets vertueux. »

Pile-poil l'objectif d'Anticor et de Transparencia, deux initiatives lancées il y a un an. Anticor, d'abord : un mouvement citoyen constitué en France, en 2002, « sous la houlette d'élus qui voulaient lutter contre la corruption et rétablir l'éthique en politique », relate son vice-président Eric Alt. Christophe Van Gheluwe s'en est inspiré, avec Claude Archer et Patrick Installé. Le premier, habitant de Schaerbeek, s'implique dans les audits citoyens et les contrats de quartier bruxellois. Le deuxième, résident de Tubize, militant PS pendant trente ans avant de rejoindre le parti Pirate, a mis sur pied Droitderegard.be, une plate-forme regroupant l'ensemble des ordres du jour des conseils communaux wallons. « Chacun de notre côté, on se rendait compte des difficultés à savoir comment l'argent public est attribué, retrace Claude Archer. Nous sommes entrés en contact et nous avons lancé Anticor Belgium. Notre idée est d'armer les citoyens d'outils de contre-pouvoir. »

Cumuleo et Anticor ont donné naissance à Transparencia, un site qui permet de réclamer des comptes à une administration ou un cabinet, en vertu de l'article 32 de la Constitution, selon lequel « chacun a le droit de consulter chaque document administratif et →





BENOIT DOPPAGNE/BELGAIMAGE

Le nouveau gouvernement wallon MR-CDH : première cible de la campagne « mandats leaks » de Christophe Van Gheluwe. Six des sept ministres ont omis de déclarer certains mandats.

→ de s'en faire remettre copie ». « Car l'information, juge Patrick Installé, c'est le pouvoir. » Transparencia représente, au dernier décompte, 371 demandes (60 ont abouti). De la volonté de connaître l'ensemble des marchés publics attribués par une commune à la liste de rémunérations perçues par un collègue en passant par les dispositions en matière de castration des chats errants. Les entités bruxelloises sont les plus sollicitées. Au grand dam de certains bourgmestres, qui se sont réunis pour adopter une position commune. C'est que répondre aux demandes parfois fastidieuses (exemple : transmettre l'ensemble des permis d'urbanisme accordés) prend un sacré temps. « Et puis, quelle est la finalité ?, s'interroge Olivier Maingain, président de DÉFI, député et bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert. On nous demande ainsi de fournir tous les plans de sécurité des écoles. Or, on ne peut pas diffuser ça sur le Web et prendre le risque, en ces temps de niveau d'alerte terroriste niveau 3, que cela tombe entre les mains

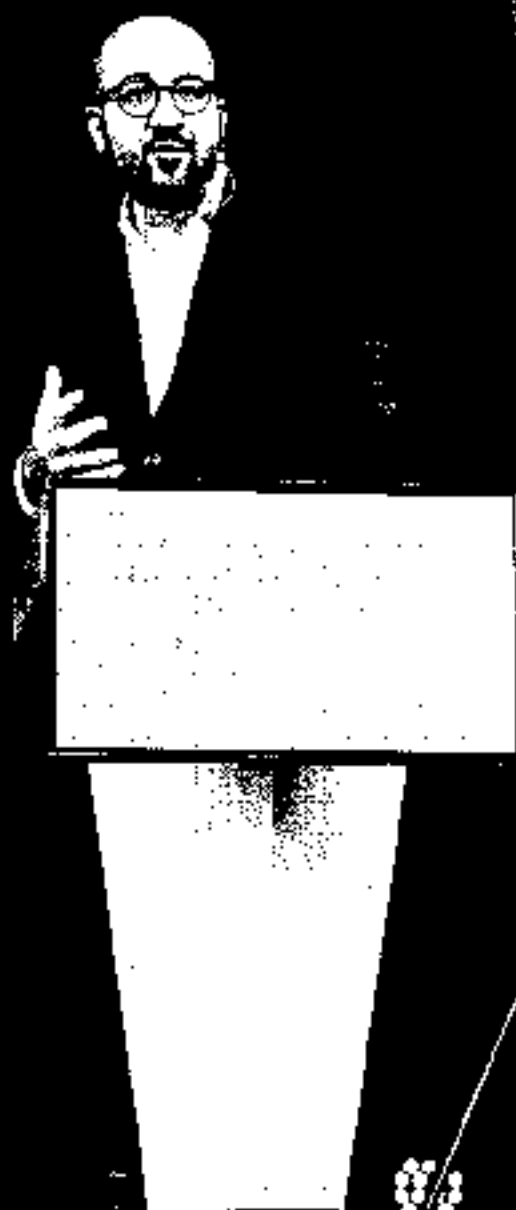
de gens moins bien intentionnés. » « On ne fournit des réponses qu'aux personnes qui ont un intérêt à les recevoir. Car on ne veut pas que les informations données en viennent à susciter des craintes », détaille Christophe Magdalijs (DÉFI). Le bourgmestre faisant fonction d'Auderghem est pourtant loin d'être hostile à la transparence. Il avait d'ailleurs envoyé ses rémunérations brutes à Christophe Van Gheluwe. Elles n'ont pas été publiées sur Cumuleo. « Ce site, comme Transparencia, n'aurait pas de raison d'être si tout était facile d'accès. Ils sont nécessaires parce que le politique ne communique pas assez. Certains élus se débrouillent bien tout seul pour alimenter le populisme. »

Christophe Van Gheluwe, Claude Archer et Patrick Installé travaillent sur d'autres projets. Comme « Cabinetto », sorte de Cumuleo sur la composition des cabinets, ou encore une plate-forme de surveillance des marchés publics. Ils n'avancent pas seuls. Ils se sont rapprochés du Gerfa (Groupe d'étude et de réforme de

la fonction administrative), ils suscitent l'intérêt de groupes locaux qui veulent concrétiser des antennes d'Anticor à Liège ou Charleroi. Ils sont entourés d'autres bénévoles, dont ils n'entendent pas dévoiler les noms. « Pour ne pas les exposer. » Décidément difficile, la transparence totale. ♦

Cumuleo & cie : qui est quoi ?

- **Cumuleo** : site qui recense les professions, fonctions et mandats de chaque élu.
- **Anticor** : mouvement citoyen, inspiré d'une initiative française, qui entend lutter contre la corruption politique.
- **Transparencia** : plate-forme en ligne créée par Anticor qui aide tout citoyen à demander copie d'un document administratif à un pouvoir public.
- **Droitderegard.be** : site qui rassemble les ordres du jour des conseils communaux wallons (plus mis à jour pour le moment).



Il presidente della società di servizi di consulenza per il management, **Roberto**

VILAINS

Stupéur et troubles : cent ans après la révolution belge d'Octobre, un péril rouge planerait sur la Belgique wallonne. Saisis d'une peur bleue, les anticommunistes rient aux harricades. Sans craindre le ridicule.

PAR PIERRE LAVALLA



Une petite musique a retrouvé l'antenne. Les paroles qui l'accompagnent font un peu froid dans le dos. Il y est question de « damnés de la terre », de « forçats de la faim », de « foule esclave » invités à se lever pour « une lutte finale ». Et puis, d'une « Internationale » promise à devenir « le genre humain ». Jargon de chant révolutionnaire, violent quoique vieilli. On pensait d'ailleurs le disque rayé. Grossière erreur.

Au MR, on a tendu l'oreille, repassé la bande-son et flashé. On a carrément choisi d'en faire un des tubes de l'été libéral. Septembre, sur la scène des estivales du Mouvement réformateur, Charles Michel, Premier ministre au-dessus de la mêlée, a joué à (se) faire peur, le temps de désigner l'axe du mal à une assistance prise de frisson : « Dans plusieurs pays, en

en politique qui, comble de la perfidie, ne l'affiche pas sur son enseigne. PTB, pour Parti du travail de Belgique : combien de divisions ? Huit députés fédéraux et régionaux bruxellois et wallons, une quarantaine d'élus locaux. Mais une montée en puissance dans les sondages (jusqu'à près de 25 % des intentions de vote en Wallonie) qui nourrit les rumeurs les plus folles, rapportées par des gens bien informés, relayées par des milieux qui font autorité.

Marx-la-menace

Olivier de Wasseige, nouveau patron des patrons wallons, a apporté sa pierre à l'édifice dans une récente tribune libre publiée dans *L'Echo* et flanquée d'une affiche pétéliste au slogan très inquiétant : « Il est temps qu'un patron paie plus d'impôts

qu'une femme de ménage. » Cela valait bien de sonner le tocsin. Au Vif/L'Express, l'auteur explique son geste : « Nous ne faisons pas de politique, je n'ai fait que mon devoir de lobbyiste. » En l'occurrence, de porteur de sinistre nouvelle : « Certains ministres socialistes, membres du précédent gouvernement, ont tiré la sonnette d'alarme à propos du risque de l'émergence d'une république communiste wallonne. » La source est sûre, elle s'appelle Jean-Claude Marcourt. Le socialiste liégeois l'a dit, c'est écrit dans les gazettes de Sudpresse : si le PTB devait décrocher 51 % des voix aux élections, « ce sera bienvenue dans la république soviétique de Wallonie ». Soli-

La Wallonie sur un air de Corée du Nord ? Elle court, elle court...



Belgique aussi, nous assistons au retour du communisme, qui écrase les libertés individuelles et a toujours entraîné plus de pauvreté et de régression sociale. » No pasarán : « Jamais le Venezuela ou la Corée du Nord ne seront nos modèles politiques ! »

Faites passer, les cocos ont repris le sentier de la guerre. « Les Rouges arrivent », assurait déjà le Syndicat national des propriétaires et copropriétaires, à la Une du numéro de mai 2017 de son mensuel *Le Cri*. Et le cri d'épouvante sautait aux yeux, étalé sur fond rouge, avec en vedette le marteau inséparable de la faucille, attirail de sinistre mémoire. Les Rouges débarquent... On ne les attendait plus, on avait cessé de les craindre, on les croyait mis hors d'état de nuire depuis la liquidation du modèle soviétique et le rejet en enfer du paradis du socialisme.

Mais voilà que le fléau communiste rapplique au grand galop. Qu'il frappe aux portes mêmes des chaumières de Wallonie. Il y a retrouvé un bras armé

des socialistes : jamais les derniers à canarder les camarades qui prétendent leur faire de l'ombre sur leur gauche.

On en est donc à devoir imaginer le pire. Des images défilent : Staline qui sourit dans sa moustache, des magasins aux étalages désespérément vides face à des queues qui crient famine, la parole bâillonnée, une infinie tristesse à chaque coin de

rue. Et puis, cette vision furtive d'une Wallonie en archipel du Goulag, sur un air de Corée du Nord, missiles en moins.

On pouffe ? On a tort. Rira bien qui rira le dernier. « Personne au sein du MR ne pense évidemment que le PTB veuille créer des goulags ou abriterait des criminels en puissance », recadre Corentin de Salle. Le directeur du Centre Jean Gol, le centre d'études du MR, invite néanmoins à ne pas se gausser : « On pourrait juger que les libéraux développent une forme de paranoïa, tiennent des propos outranciers à l'égard d'un discours simplement alternatif par rapport à un programme social-



Le cri d'épouvante du Syndicat national des propriétaires.



NICOLAS HAETZEL/LEONIK/BELOIT/ANSA

Le PTB, le poing levé et l'Internationale à tige-tête : communiste, lui ?

démocrate. « Ce serait faire injure à leurs sagacité. L'affaire est sérieuse.

Taxer les millionnaires ; nationaliser les secteurs stratégiques, l'énergie en tête ; rejeter l'austérité chère à l'Union européenne ; réduire le temps de travail sans perte de salaire ; rendre à la puissance publique sa force de frappe. Une vraie déclaration de guerre à la pensée dominante, laquelle en est tout ébranlée. Elle en avait un peu perdu l'habitude. « On a vécu une telle droitisation dans le débat d'idées et la pensée politique depuis trente à quarante ans que ce qui paraissait gentiment social-démocrate est devenu tout bonnement gauchiste. Et que prétendre vouloir tendre vers l'égalité ou soutenir la sécurité sociale suffit à se faire taxer de communiste », observe Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Le PTB l'a bien cherché, non ? Ce fin connaisseur de la gauche radicale « ne voit pas trop en quoi son programme est spécifiquement communiste. La taxe sur les millionnaires ne fait que s'inscrire dans le principe socialiste de la proportionnalité des impôts directs ». « Le programme du PTB est devenu hybride, embrase John Pitseys, chargé de recherches au Crisp (Centre de recherche et d'information socio-politiques). Sur certains points, il n'est même ni vraiment de gauche ni de droite. »

Sauf qu'il ambitionne, pour faire bref, de « faire payer la crise aux riches ». Cela suffit à ce que le crime soit signé communiste. Et le forfait en gestation est même particulièrement odieux, assure Olivier de Wasseige, l'administrateur délégué de l'Union wallonne des entreprises, en nous précisant sa pensée : « Avec le programme du PTB, on dépasse la lutte classique contre le grand capital bancaire pour s'attaquer, par exemple, aux petits métiers de la construction par la volonté de créer des entreprises sociales et publiques dans ce secteur. » Plus communiste que ça, tu meurs.



LAURIE DIEFFENBACH/LEONIK/ANSA

Olivier de Wasseige, patron des patrons wallons.

Saboter pour collectiviser

Trop simple aussi de s'arrêter au vernis. Il faut « passer de la salle de restaurant à l'arrière-cuisine », comme y invite Corentin de Salle. Suivons le guide : « Les mesures édulcorées que le PTB met en avant, financièrement insoutenables, captent sur des points susceptibles de saboter l'économie de marché, le but étant de prouver que ce type d'économie ne fonctionne pas et de provoquer son effacement. Ce qui justifiera l'adoption de mesures drastiques qui mèneront à la collectivisation de l'économie et à la prise de contrôle des entreprises. »

Et voguera la galère... Fuite des capitaux, des élites économiques, les patrons qui le pourront →

→ prendront leurs jambes à leur cou. Et sur ce sauve-qui-peut généralisé fleurira un désert économique et social sur lequel adviendra une société communiste, laquelle, prolonge Corentin de Salle, « obéira à la logique du repli sur soi et se fermera au monde extérieur ». Alors seulement, les stalinien-



Semaine de quatre jours, bonus social : pas de doute, Elio Di Rupo vive coo...

jetteront le masque et un boulevard s'ouvrira à un Etat omnipotent qui contrôlera tout, y compris les citoyens multicarte. Bon à savoir : « Le totalitarisme, c'est le despotisme, l'électricité en plus... »

Inutile de mettre déjà en vente ses biens et de boucler ses valises. On en reste, rassure Corentin de Salle, au stade de « l'inévitable mais qui pourrait devenir probable ». Ce communisme « remastérisé » serait d'autant plus vicieux qu'il avancerait masqué. La tête pensante du MR subodore la manoeuvre en cours : « Le programme du PTB en tant que tel n'est sans doute pas communiste mais consiste en un habillage de mesures très intelligemment formulées qui peuvent discréditer la peur du communisme et rendre le parti fréquentable aux yeux des autres formations de gauche. »

Certains sont nés pour tomber dans le piège. Souvent, ceux-là sont déjà contaminés, quand bien même ce serait à l'insu de leur plein gré. Ces communistes qui s'ignorent peut-être se repèrent jusque sur les bancs du Parlement, là où siège la gauche que l'on pense parfois modérée. Une parole malheureuse peut suffire à les démasquer. L'arroseur socialiste se retrouve alors arrosé.

Décembre 2015, la politique de l'emploi menée par la suédoise (N-VA - MR - CD&V - Open VLD) fait débat à la Chambre. L'opposition socialiste a des objections. L'un de ses députés est appelé à la barre par la majorité. « M. Laaoue est-il opposé à l'abaissment de la cotisation sociale des employeurs ? » interroge, soupçonneux, le député CD&V de la majorité Eric Van Rompuy. C'est noté. « ce sont là des propos communistes ». A une députée SP.A., Karin Temmerman, qui paraît douter, un jour d'automne 2016, des vertus de la modération salariale, Peter De Roover, chef de groupe N-VA à la Chambre, en a une bien drôle à raconter : « En URSS, on disait : il y a une bonne

nouvelle et une mauvaise nouvelle. La bonne nouvelle, c'est que les légumes sont bon marché ; la mauvaise nouvelle, c'est qu'il n'y a pas de légumes. Et voici en substance ce que madame Temmerman voudrait nous dire : la bonne nouvelle, c'est qu'il y a des salaires élevés ; la mauvaise nouvelle, c'est qu'on ne

fait rien pour créer des emplois. » Disqualifiée, l'impudente, renvoyée on ne sait trop par quel raisonnement au modèle soviétique.

A-t-on fait mine d'intensifier la lutte contre les logements inoccupés en Région bruxelloise ? « Arsenal digne d'un système communiste », c'est étranglé Vincent De Wolf, chef de file de l'opposition MR au parlement bruxellois. Il y a décidé quelque chose de pourri dans ce royaume, avec « ces syndicats socialo-communistes qui pratiquent la seule politique de la terre brûlée », pestait cet autre élu libéral scandalisé par une énième atteinte subversive à l'ordre établi.

La dernière saute d'humeur de la CGSP, mardi 10 octobre, ne pouvait rester sans saillie. C'est Daniel Bacquelaeme (MR), le « monsieur Pensions » de la suédoise, qui est chargé de mission : « Les syndicalistes qui appellent à une

union des gauches avec le PTB semblent ignorer que dans ce paradis marxiste qu'était l'URSS, les grèves étaient interdites et les grévistes fusillés. » Les insensés : savent-ils seulement qu'ils courent à une mort certaine et que c'est le syndicalisme qu'ils assassinent ?

Ah, ils peuvent se vanter de faire des émules, les camarades du PTB ! Leur noir dessin séduit jusqu'à des personnages éminemment honorables et que l'on pensait raisonnables. S'épanchant sur ses angosses estivales, Charles Michel confie à *L'Echo* le malaise qui l'opprime : « Quand je vois des socio-démocrates, des responsables qui ont un parcours socio-démocrate, et qui sont par effet de mode tentés par les sirènes néocommunistes, je suis inquiet. »



Le 10 octobre 2016, la CGSP a organisé une manifestation à Bruxelles. Au premier plan, un manifestant du PTB. En arrière-plan, un autre manifestant avec un panneau « LES BRUXELLOIS SONT EN GRÈVE ».

Impossible est communiste

Pour le coup, c'est Elio Di Rupo qui inquiète. Le toujours président du PS file un bien mauvais coton. Semaine de quatre jours, bonus social généralisé, retour à la pension à 65 ans, réduction de l'écart salarial au sein de l'entreprise. Prendre la plume pour rêver d'un monde plus juste, donc plus à gauche, passe encore. Mais professer de telles hérésies... Ses *Nouvelles conquêtes* (éd. Luc Pire) couchées sur papier, ne mènent droit qu'à « une gauche extrême, tendance marxiste-léniniste », s'alarme Olivier de Wasseige par voie de presse. La Flandre, elle aussi, s'émue de ce moment d'égarement. Sa presse est venue aux nouvelles auprès du politologue Pascal Delwit : c'est vrai que Di Rupo est en train de virer coco ? « Taxer cet ouvrage de communiste est pathétique », explique le professeur. « Rien à voir avec des finalités assimilables aux mouvements communistes. Il n'y a rien de révolutionnaire là-dedans. Mais quand le président du PS dit : "Le PS ne reviendra pas au pouvoir sans un retour à la pension à 65 ans", on dit : c'est impossible, donc c'est communiste. Or, l'impossible, c'est la négation même de la politique. »

En attendant, le patronat flamand, lui, avait eu le nez fin. Il avait vu clair dans le jeu de ce socialiste wallon devenu, en 2011, Premier ministre d'un assemblage de socialistes, de sociaux-chrétiens et de libéraux, et qui s'était mis à pratiquer « une politique marxiste ». Des pointures managériales du Nord du pays s'en étaient hautement indignées. « Dans ce pays, et surtout parmi la famille socialiste, on voit les entrepreneurs comme des bandits. Nous sommes en train de devenir une société néocommuniste », écrivait alors l'un d'eux, sans la moindre envie de rire. « Je pense que dans ces milieux patronaux, ils pensent ce qu'ils disent », soupire cet observateur.

Les seventies sur un air communiste

Plutôt mort que rouge ? Nul l'un ni l'autre, de préférence. Mais à choisir... Non sans déplaisir, l'anticommunisme renoue avec son vieil ennemi, retrouve ses sensations, un épouvantail à brandir, son meilleur argument de vente de la marque libérale. Tant pis si c'est parfois de façon un peu primaire. « Cet anti-communisme est encore plus stupide que celui qui se manifestait dans les années 1960 et 1970, lorsque les partis communistes l'étaient vraiment. Les mesures mises en évidence par le PTB relèvent d'un parti social-démocrate radical qui aurait été taxé de parti déviationniste à cette époque », dénonce Renaud Maes, rédacteur en chef de *La Revue nouvelle* : « "Vous êtes communiste" doit suffire à détruire votre crédibilité ». « Il y a là une vacuité intellectuelle désolante », confiait en 2015 au *Vif/L'Express* José Gotovitch, historien à l'ULB et spécialiste de la question communiste. « La peur des nantis se cristallise : ils ont bien assimilé et retenu les leçons marxistes et celles de la propagande soviétique. »

Il faut bien un peu forcer le trait si c'est pour adjoindre les masses laborieuses de ne pas se laisser abuser, le jour venu, par la gauche de la gauche et, tant qu'à faire, par la gauche tout court versée dans le même panier marxiste-léniniste. « On est là dans la communication politique concertée N-VA

- MR », appuie Pascal Delwit. « Elle s'inscrit dans une logique de délégitimation de l'adversaire, principalement le PS ainsi taxé de tendance communiste, la FGVB, voire la CSC. On fait en sorte d'essayer qu'un électorat centriste, hésitant entre PS et MR, s'inquiète. »

Charles Michel met un marché en main, via les colonnes de *L'Echo* : « Vout-on demain un projet communiste calqué sur celui d'avant la chute du mur de Berlin, c'est-à-dire que l'Etat décide tout à votre place ? Cette idée qu'on tire tout le monde vers le bas... » Ce serait un tel retour en arrière, alors qu'on revient de si loin. D'un monde sans flexi-jobs ni parachutes dorés, sans modération salariale ni stock option. Où le courrier, le téléphone et le transport aérien étaient nationalisés, où des banques publiques (Crédit communal et CGER) faisaient encore affaire. D'un temps, dit-on, où la culture de la revendication et de l'excuse faisait la loi et des syndicats surpuissants la pluie et le beau temps. Avec le recul, ce régime-là dégageait un méchant côté communiste. C'était il y a quarante ans, (avant-) hier. L'enfer ? ♦

Programme
Quand les socialistes voyaient encore rouge

Les lignes qui suivent ont 43 ans. Elles illustrent le cap que se fixe le Parti socialiste encore unitaire, présidé par André Crools, à l'issue d'un congrès doctrinal tenu en novembre 1974 et qui clôt la page des Golden Sixties (1). C'est le langage de la gauche pragmatique, à vocation gouvernementale. Ce n'était donc pas du communisme.



« [...] La maîtrise ou l'appropriation publique des banques de dépôt, des caisses d'épargne, des compagnies d'assurances et, surtout, des holdings doit permettre la remise entre les mains de la collectivité de moyens qui lui échappent et qui proviennent de monnaie ou d'épargne de tous les

citoyens. Contrôler ce secteur, c'est contrôler toutes les entreprises dans lesquelles il déient une part majoritaire, et celles qui font appel à son crédit, c'est-à-dire finalement toute l'économie [...] »

« [...] Il apparaît à l'évidence que nous devons rester maîtres de notre approvisionnement énergétique et que là aussi il conviendrait de socialiser la gestion et de procéder à la collectivisation du capital [...] »

« [...] Sans préconiser l'abolition généralisée de la propriété privée des moyens de production, objectif qui relève éventuellement d'une étape ultérieure du mouvement socialiste, la gauche est cependant favorable à une meilleure répartition de la fortune et elle est d'avis que l'impôt sur le patrimoine peut contribuer à cet objectif [...] »

(1) Extrait du rapport du congrès doctrinal du Parti socialiste belge (PSB), les 16 et 17 novembre 1974.

MINISTRES, COMMUNISTES ET ANTIGRÉVISTES

Des communistes au gouvernement en Belgique, ça s'est déjà vu. C'était il y a longtemps, à la Libération. Leurs ministres s'y sont comportés en braves soldats d'une politique de rigueur socio-économique. Ils vont y perdre leur popularité, leur âme et le pouvoir.

PAR PIERRE HAVAUX

Cinq participations gouvernementales, trente mois de présence au pouvoir de septembre 1944 à mars 1947. Un palmarès communiste, décroché au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Auréolés de leur rôle dans la Résistance, les Rouges ont la cote. Ils captent 12,5 % des voix, et plus de 20 % des suffrages rien qu'en Wallonie, aux élections de février 1946. Ce succès historique leur permet de placer jusqu'à quatre ministres sur les dix-neuf de l'équipe Van Acker II. Le bout de route des communistes en compagnie des socialistes et des libéraux vire au chemin de croix. José Gotovitch, spécialiste de l'histoire du communisme en Belgique, revient sur cette expérience unique et peu concluante.

« Les communistes espéraient décrocher des postes régaliens au sein du gouvernement : Justice, Intérieur, Instruction publique... Mais ils se retrouvent cantonnés aux Travaux publics, au Ravitaillement, à la Reconstruction et à la Santé publique. Autrement dit, dans des portefeuilles ingrats, politiquement peu rémunérateurs, et qui vont les amener à prendre des mesures hautement impopulaires.

La "Bataille du charbon", engagée par le gouvernement dirigé par le socialiste Achille Van Acker, exige de se battre et de se mobiliser pour produire, donc de discipliner les travailleurs. Les ministres communistes se comportent alors en braves soldats et en honnêtes exécutants d'une politique de rigueur qu'ils assument. Ils font preuve de poigne dans la politique de maîtrise des prix, ils vont jusqu'à interdire les grèves... Et finissent par se mettre à dos paysans et ouvriers.

Inexpérimentés, sans relais au sein des administrations, dépourvus de techniciens pour les assister, ils sont victimes des coups-en-jambe de la part de leurs partenaires de coalition qui font tout pour saboter leur action et les neutraliser en leur coupant en partie les moyens. Les communistes sont conscients de ce jeu de dupes, d'être victimes d'un mélange de diabolisation et d'apprivoisement.

A aucun moment, ils n'ont ambitionné une prise de pouvoir mais uniquement une participation au pouvoir. Ils veulent sincèrement œuvrer au redressement du pays en jouant l'entente démocratique.



1946, le gouvernement Van Acker II accueille quatre ministres communistes. Une action nullement révolutionnaire.

Ils espèrent que cette politique leur procurera la dignité nationale qui fera d'eux une force politique permanente dans la Belgique libérée.

Cette participation au pouvoir, au lieu de propulser les communistes, les rend prisonniers du renouveau national en cours. Elle coupe dès lors leur élan et les déconsidère dans une espérance révolutionnaire. Le début de la guerre froide donne le signal de leur isolement. Leur liquidation politique est d'autant plus facile à réaliser que les communistes, avec le temps, ont perdu le halo gagné au cours de la guerre. Ils sortent volontairement du gouvernement à la mi-mars 1947, sans avoir pu marquer de leur empreinte leur passage au pouvoir.»

Un PTB averti en vaut deux. ♦



José Gotovitch (ULB), spécialiste de l'histoire du communisme belge.

THIERRY BODSON

TENDRE DUR À CUIRE



DEBBY TERMONIA POUR LE VIF/EXPRESS

En poste depuis près de dix ans, le patron de la FGTB wallonne ne cesse de monter en puissance. Son récent appel à la constitution d'une union des gauches après 2019 a donné des frissons au PS. Preuve qu'on peut être syndicaliste et socialiste sans être au garde-à-vous...

PAR LAURENCE VAN RUYMBÈKE

Monter un meuble Ikea ? Très peu pour lui. Mais pour emboîter les pièces de la et réformer de l'État, il est partant. Thierry Bodson, 57 ans, est ainsi fait : plus une situation est difficile, plus elle lui donne la raque. « Il s'emmerderait si on vivait une période cool », sourit son ami Pedro Vega, président de la CGSP wallonne, secteur administrations et ministères. Le secrétaire général de la FGTB wallonne, en poste depuis 2008, aurait même claqué la porte depuis longtemps. « Il est presque déçu quand on n'a pas de problèmes à lui confier », vertifie son ami Charles Wéry. Les 604 466 membres de la FGTB wallonne veilleront à ne pas le décevoir...

A Jupille, où il grandit entre ses parents, son frère et ses deux sœurs, Thierry Bodson vit comme tous les gamins : il joue au foot et rejoint dès qu'il le peut ses copains. Mais il lit aussi. Il dévore même, durant ses nuits d'adolescence, Shakespeare, Molière. Maitpassant... Tombe-t-il sur un ouvrage de Rousseau ? En deux mois, il avale tous les tomes de l'Encyclopédie. Chez lui, deux journaux glissent chaque matin dans la boîte aux lettres. « On parlait, plus que dans d'autres familles, de politique et d'enjeux sociaux », se rappelle-t-il. Dans le quartier, ses jeunes voisins ont des parents ou grands-parents mineurs, ou restés au loin, en Italie, en Espagne, en Pologne.

Les siens forment un couple « hybride », comme il dit : son père est ingénieur chimiste, et sa mère, femme d'ouvrage. Elle

a découvert les délices d'une douche pour la première fois à 20 ans. Dans la branche maternelle, les mineurs et ouvriers du bâtiment sont nombreux. Les syndicalistes ne sont pas rares non plus. « Sa maman a été le moteur de son engagement », affirme Egidio Di Panfilo, secrétaire général du Setca à Liège. Le jeune Thierry comprend vite ce que veut dire l'inégalité sociale et y devient allergique. En lui, le leader pointe : il est délégué de classe et capitaine de l'équipe de foot. « J'ai jamais bien décidé », dit-il.

Décidé, il quitte donc tôt le foyer familial. Il se frotte quelques mois aux études de pharmacie, devient boucher puis entre à la Générale de banque. Le travail n'y est pas palpitant. Il entre alors des études de comptabilité, et pousse la porte de la FGTB, à Liège, où il est engagé au service chômage. Dès lors, Thierry Bodson devient un homme de chiffres. « Plus que de terrain », glisse Marc Goblet, ancien secrétaire général du syndicat. Techniquement très pointu, il est prompt à dénoncer les incohérences qui se cachent parfois derrière des virgules. Rien ne l'insécurise plus que de ne pas maîtriser un dossier de A à Z. S'il ne sait pas, il se tait, il ne fait pas semblant. C'est un homme prudent. Sur son bureau, il

« Je délégué. Mais aucune note ne sort de la FGTB wallonne sans que je la lise »

n'y a qu'une calculatrice. A chaque réunion, il emmène un immuable carnet à couverture grise et à tranche rouge dans lequel il note tout. Chaque page de ces cahiers est datée, rangée, conservée. Il n'y a qu'avec les dates et les prénoms qu'il est brouillé. « Son raisonnement est celui d'un comptable mais Thierry est incapable de retenir une date », s'amuse Myriam Delmée, secrétaire générale du Setca.

Pour le reste, il est quasi impossible de le prendre en défaut. « Lors des réunions du bureau fédéral, le président Rudy De Leeuw regarde Thierry dès qu'on parle de chiffres pour s'assurer qu'il ne va pas intervenir », rapporte l'un de ses membres. Ses sorties sur le coût des intérêts notonnels ou le nombre de chômeurs exclus après la décision du gouvernement Di Rupo de limiter les allocations d'insertion dans le temps font mouche. « Quand il a parlé pour la première fois de chasse aux chômeurs, personne ne le croyait. Il avait pourtant raison », souligne le pététiste Raoul Hedebouw.

Aux conseils d'administration ou d'orientation où il se rend, parfois avec sa veste de morand et toujours sans cravate, Thierry Bodson fait montre de la même maîtrise. « Lors d'une réunion au Conseil économique et social wallon (CESWI) consacrée à l'avenir de la sidérurgie, il s'est comporté comme un homme d'État wallon, avec sa casquette syndicale », raconte Rudy Pirquet, secrétaire général du Setca de Charleroi. Il avait une vision parfaitement claire de tous les outils de la sidérurgie wallonne et de leur avenir. Il était calme et précis, impossible à contredire. →

→ Sans romantisme

« Il a une vraie conscience de l'importance de créer des richesses pour en permettre la redistribution », analyse Jean-Pascal Labille, patron de Solidaris et frère de cœur de Thierry Bodson, avec qui il nageait toutes les semaines, jadis, à la piscine olympique de Seraing. En ce sens, il défend l'entreprise au-delà des patrons. « Brillant et discret, dit-on dans les rangs des employeurs, il lui arrive ainsi de régler des problèmes locaux. Le rôle des invests wallons est essentiel à

de la concertation, Thierry Bodson forge des compromis pour garder la maison du peuple au milieu du village syndical. « Il ne prend pas de risque, souligne Nico Cuié, le patron des métaux. On aimerait parfois qu'il en prenne plus. » Mais ce n'est pas le genre à taper du poing sur la table. Stratège et diplomate sans être fourbe, il ne lâche pas son idée tant qu'elle n'aboutit pas. Sur la route, avant une réunion avec les patrons de centrales, il téléphone à plusieurs d'entre eux pour prendre la température et

et claire. Il peut être très ferme sur ses positions mais le dit avec respect pour ses interlocuteurs. « Et une fois sa parole donnée, il ne la reprend pas. » Si on me demande d'acter un accord par écrit, cela suscite tout de suite ma méfiance », sourit Thierry Bodson.

Respect réciproque, semble-t-il, à l'intérieur comme à l'extérieur du syndicat. Même s'il est « macré » comme on dit à Liège: têtu, obstiné, pugnace - c'est selon. « Thierry est dur en négociations mais il est toujours possible de débattre avec lui. C'est un syndicaliste atypique, qui a déjà fait avancer ma réflexion. J'ai beaucoup de respect pour lui et pour la manière dont il charpente ses idées », déclare le libéral Jean-Luc Crucke, désormais ministre wallon. Mais Bodson « peut vite s'emporter, confirme son alter ego de la CSC wallonne, Marc Becker. Et ça le dessert ». Il lui est arrivé de claquer la porte du secrétariat fédéral de la FGTB et, jugeant son haussement de ton contre-productif, Jean-Pascal Labille lui a returé la parole, un jour, en comité de gestion du Forem. « La mauvaise foi le met en colère, précise Eric Grava. Une colère qui lui est jubilatoire parce qu'il met alors le doigt sur les erreurs de l'autre. »

Quand Ello bouscule...

Discret, voire timide, il peut passer pour froid, distant, rigide. Entre sa vie personnelle et sa vie publique, la cloison est étanche. « Son amitié se mérite, relève Jean-Luc Crucke. Sa carapace est dure mais derrière, il y a une vraie sensibilité. » Chacun de ses mails se termine d'ailleurs par « fraternellement » et ce n'est plus si courant, à la FGTB. Et ses amicaux sms de vœux de Nouvel An valent le détour... Lors d'une manifestation, Ello Di Rupo avait bousculé un ami de Thierry Bodson qui marchait à ses côtés pour prendre sa place. La syndicaliste avait repoussé le Montois pour que son ami reste auprès de lui...

Le PS? Parlons-en! Thierry Bodson s'y est affilié à 18 ans. Il a même été élu, sous savoureuse, conseiller communal à Beyne-



Avec Vincent Reuter, ancien administrateur délégué de l'UWE. Les patrons saluent un homme brillant, ferme et discret.

ses yeux. « Il a une vision de court et de long termes, détaille le patron de l'un d'entre eux. Il s'interroge sur la meilleure façon d'anticiper la mutation de l'économie et de reconverter les entreprises qui ne survivront pas. » Cartout Liégeois qu'il soit, Bodson est aussi wallon. « Par pragmatisme, non par romantisme, embraille Francis Gomez, président de la FGTB de Liège. Pour certains, il l'est même trop, wallon. »

Qu'importe. Rompu aux mécanismes

préparer les débats. « Il a une base, sans en avoir une, relève Egidio Di Panillo. Il doit donc être prudent. Sa méthode est intelligente. » Et fonctionne. « Il s'y prend de différentes manières pour convaincre, enchaine Francis Gomez : il explique simplement les choses compliquées, mais il peut aussi jouer la séduction. » « Ce n'est pas un bavard, détaille Yvan Hayez, qui préside le CESW comme représentant des employeurs. En réunion, il donne son point de vue de façon courte

Heusay, durant une mandature. Les édiles locaux doivent encore se souvenir du trio infernal qu'il formait avec Eric Grava et Pedro Vega. Les trois rebelles ont été appelés plus d'une fois dans le bureau du bourgmestre. Comme lorsqu'ils avaient exigé que les échevins s'expliquent en toute transparence sur les actions menées ou qu'ils s'opposaient au mode de confection, injuste et injustifiable à leurs yeux, des listes électorales. En réunion, le trio avait ostensiblement déchiré les listes qui lui étaient soumises et était parti boire un verre. « On s'est même fait traiter de putschistes, l'un après l'autre, par le bourgmestre ! » vit son ami Eric Grava.

Aujourd'hui, bien qu'il y soit invité, Thierry Bodson n'assiste pas au bureau du PS. « Je ne m'y suis jamais senti inféodé », dit-il. Sa violente dénonciation de la mesure d'exclusion des chômeurs,

la FGTB. « Son attachement au PS nous a parfois embêtés, estime Rudy Pirquet. Quand le PS était au gouvernement wallon, on donnait l'impression que la FGTB n'osait pas en dire du mal. » Côté CSC ? « C'est un syndicaliste courageux et intègre, analyse Felipe Van Kelsbick, patron de la CNE. Mais il calcule beaucoup, notamment pour ne pas se mettre en difficulté par rapport au PS. »

« Pas du tout, réplique Arnaud Zacharie, secrétaire général du CNCD. Thierry est très critique. Il ne comprend pas, par exemple, comment la gauche a laissé passer l'opportunité de la crise de 2008 pour changer les paradigmes. Il était assez lucide pour voir ce qu'il aurait fallu faire et n'a pas été fait. » Bref, résume Raoul Hedebouw, ce « vrai gauchiste démocrate » partagé avec Jean-Pascal Labille « le plaisir de colorier en rouge en dehors des lignes ». Bien en dehors.

entre l'associatif et le syndicat, confirme Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté. Il est véritablement inquiet. Et il est soucieux d'agir pour améliorer le sort des gens. « Pour mener de front ces multiples combats, Thierry Bodson s'est entouré d'alliés costauds. Il a aussi développé le Ccpag, ce mouvement d'éducation permanente proche de la FGTB wallonne, pour en faire une petite machine de guerre. « Il nous permet de mener des études et des recherches, en nous laissant notre indépendance », apprécie Anne-Marie Andrusyszyn, directrice du Ccpag. C'est un homme exigeant, ce qui réclame beaucoup de travail en amont. »

Souhaiterait-il encore progresser dans la hiérarchie de la FGTB ? Non, même s'il y a réfléchi, notamment parce que certains l'y avaient invité. Il aurait les épaules pour « après tout, il est aussi maître-nageur » et il maîtrise le néerlandais. Mais il veut rester en Wallonie, où il est au sommet, tout en étant n°2 de l'organisation, derrière son président, Robert Verteneuil. « Avec les matières transférées aux Régions, Thierry dispose d'assez de leviers pour agir, note Jean-Pascal Labille. Il n'a bousculé personne pour arriver là où il est mais il en avait envie : il sait ce que la Wallonie doit devenir. »

A la Fête des solidarités, à Liège, il lui arrive de quitter le bar où il sert des bières pour sauter sur scène, voire s'emparer d'une basse et s'accompagner sur une chanson de Johnny. A la fête du personnel, il faisait la paire avec Marc Goblet, sur *Pas de boogie woogie*. De sous son bouc bien taillé fusent souvent de francs éclats de rire, dont on se souvient au 8^e étage de la FGTB, à Liège. Chaque semaine, le « jeudi du 8^e bar » y était organisé et Thierry Bodson n'était pas le moins régulier des clients. « Il a une vraie tendresse pour le monde du travail », témoigne Anne-Marie Andrusyszyn. Pour ses enfants, aussi, essentiels. Pour le Standard, qu'il est un peu moins. Pour le Périgord et son chien, Larry. Arno et Chopin. Un mec tendre, en fait. ♦

PHOTOGRAPHIE: M. L. LOUWIS/AGENCE

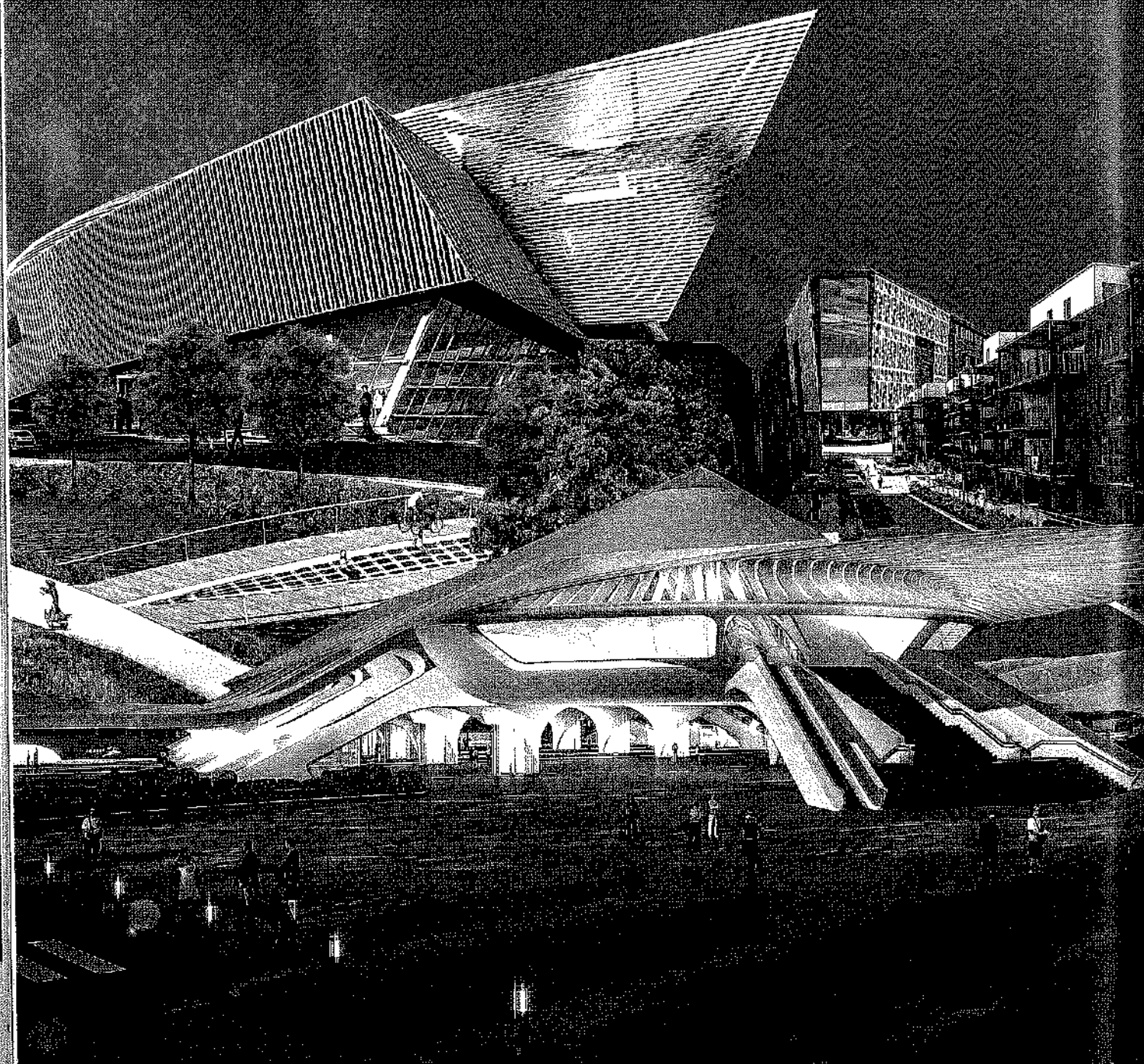


Marc Goblet, ancien secrétaire général de la FGTB, Jean-Pascal Labille (Solidarités) et Ello Di Rupo (PS). L'action commune n'avait pas encore été raisée en cause.

sous le gouvernement Di Rupo, atteste sa liberté de parole. L'épisode a laissé des traces. Certes, avec Jean-Pascal Labille et Jean-Claude Marcourt, dont il est proche. Il dispose de puissants leviers dans le monde socialiste, efficaces bien au-delà de Liège. Quelques-uns lui en font le reproche, y compris au sein de

Car Thierry Bodson n'est pas un homme à combat unique manifestant devant les grilles du centre fermé de Vottem ou à l'initiative d'un service « droits des travailleurs étrangers » ; impliqué dans les projets de Lire et écrire à Liège ou dans la lutte contre la pauvreté. « Il a compris l'importance de la complémentarité

2030 LA GRANDE VILLE



mons urbanisme

Mons a tourné la page 2015 mais n'a pas renoncé à son ambition de ville « créative, culturelle et intelligente ». Elle mise aussi sur la relance du commerce dans le centre-ville, sur d'importants programmes de logements, des projets de rénovation urbaine et sur la gare-passerelle entre vieille ville et ville nouvelle.

UN DOSSIER DE CAROLINE DUNSKI ET MARIE-EVE REBTS,
COORDONNÉ PAR PHILIPPE BERKENBAUM

Que l'on vienne de Bruxelles ou de Paris, quand on arrive à Mons par l'autoroute, on a toujours le beffroi en ligne de mire. « On essaie de préserver le champ visuel du beffroi et la prédominance de la vieille ville », explique Nicolas Martin (PS), premier échevin. Ne vous attendez donc pas à voir des tours s'ériger en collier autour de la vieille ville et de sa première couronne. Ni demain, ni après-demain.

De part et d'autre des voies autoroutières, la perception visuelle actuelle donne une idée des développements futurs. Côté Grands Prés, des travaux d'assainissement promettent une extension du bâti à vocation économique. A côté du parc Initialis (20 ha) désormais arrivé à saturation, une zone de 30 ha appelée Les Bas Prés est en cours de dépollution. Vers 2025 - 2030, le parc Initialis 2.0 y accueillera l'écosystème « nouveaux matériaux » (lire aussi page 111).

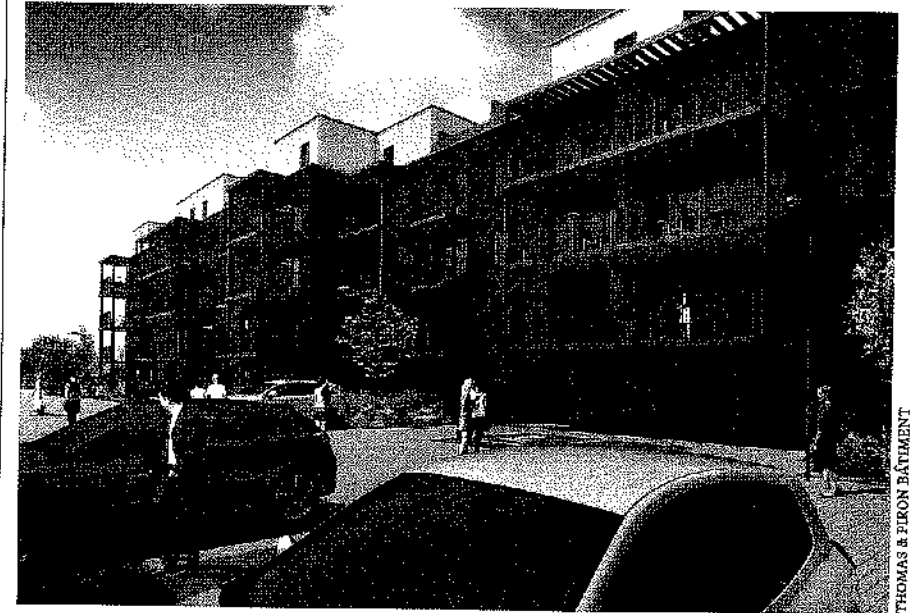
Les Grands Prés, ville nouvelle

La vocation également résidentielle des Grands Prés prend un coup de boost. Pas moins de trois projets y verront prochainement le jour. Au fil des Grands Prés, nouveau complexe urbain composé de logements, de bureaux et de commerces de proximité, s'étendra sur 7,2 ha. Au total, environ 400 logements et 10 000 m² de bureaux y seront développés en plusieurs

phases. Le long du quai des Otages, le domaine des Grands Prés, constitue un programme de 95 logements, tandis que 144 logements viendront compléter la Drève Prévert, qui en compte déjà 159. Dans un document d'orientation concernant le plan communal d'aménagement

assurant une diversité sociale par l'accueil de ménages de compositions et âges différents. »

De l'autre côté de l'autoroute, s'étendent les 42 ha de Géothermia, la première zone d'activité économique belge alimentée à l'énergie géothermique sans



La vocation résidentielle du quartier des Grands Prés va prendre un coup de boost.

(PCA) des Grands Prés, un paragraphe stipule que « la fonction résidentielle est essentielle pour redonner une dimension urbaine au quartier. Cette fonction doit être assurée par un panel de logements de typologies variées [...] parmi lesquels des logements adaptés aux PMR

émission de CO₂. Inaugurée en février dernier, elle héberge déjà l'entreprise Façozinc.

Enfin, quand la gare-passerelle sera devenue réalité, côté vieille ville, elle desservira la place Léopold et le quartier de la gare qui constitue un des deux →

→ axes prioritaires du plan de redéploiement du commerce dans le centre-ville (lire aussi page 110). En attendant, une passerelle cyclo-piétonne a été posée en décembre 2016 pour enjambrer la Haine et relier vieille ville et Grands Prés. D'une portée de 28 mètres, cette passerelle conçue par le bureau Greisch constitue un élément du projet Haine Bleue voie verte menant au pôle touristique et sportif développé au Grand Large.

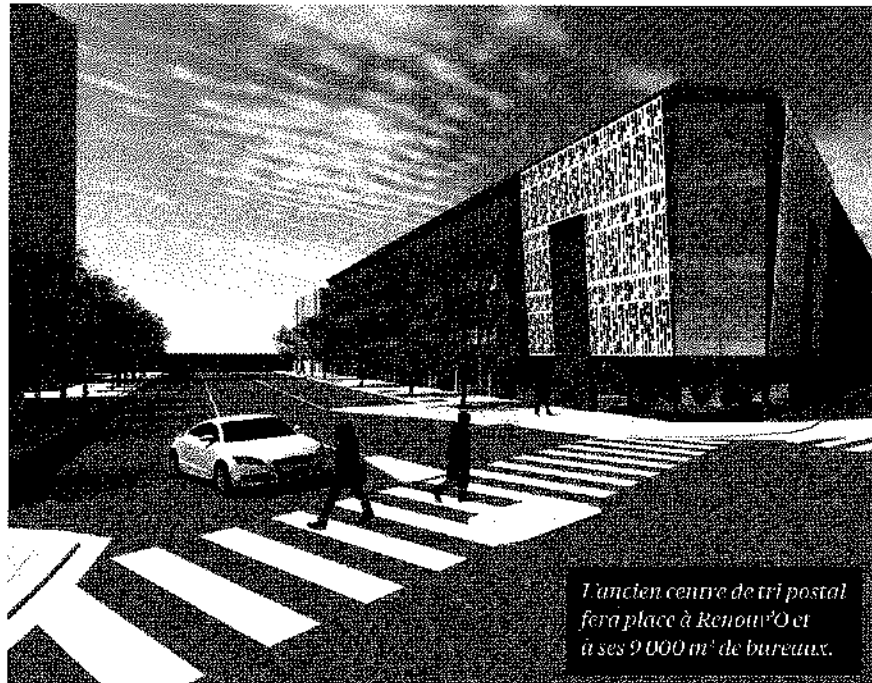
Objectif : 100 000 habitants

La Ville s'est fixé des axes stratégiques. Elle souhaite notamment accroître la population pour atteindre plus de 100 000 habitants en 2025. Cela représente un accroissement annuel de 500 nouveaux habitants et implique une politique volontariste en matière de production de logements de qualité. Aujourd'hui, sans compter les quelque 15 000 étudiants de l'enseignement supérieur et universitaire ni les 1 500 travailleurs du Shape, Mons compte 95 000 habitants.

« Depuis plusieurs années, de nombreux investisseurs ont mené d'importants programmes de logement, note Nicolas Martin. Contrairement à d'autres communes, la Ville de Mons ne taxe pas la création de nouveaux logements. Cela participe probablement à l'attractivité du territoire pour les investisseurs. » Ces dix dernières années, plus de 4 000 logements ont été créés. Les projets les plus significatifs s'implantent principalement en centre-ville et en première couronne.

« Le développement de ces zones est prioritaire pour des raisons de gestion rationnelle des réserves foncières, insiste Nicolas Martin. Afin de poursuivre la transformation de la ville entamée depuis plusieurs années avec le secteur privé, nous donnons la priorité à l'axe piétonnier et au quartier de la gare, où des îlots urbains nécessiteront d'être traités pour y créer une mixité sociale et une mixité des fonctions. »

Dans le quartier de la gare, citons le projet de rénovation du couvent des capucins, un ensemble patrimonial remarquable qui comportera seize logements. Au rez-de-chaussée, l'éditeur d'art Bruno Robbe, à l'étroit dans ses murs de Frameries, y installera son second atelier de lithographie, linogravure, taille douce et techniques modernes de traitement de l'image, dont il fera un lieu vivant



L'ancien centre de tri postal fera place à Renouv'O et à ses 9 000 m² de bureaux.

d'échange, d'exposition et de rencontre, qui pourra accueillir des artistes en résidence. La chapelle acquise par un privé pourra servir de lieu d'exposition et d'événements culturels.

Citons aussi Renouv'O, un projet de création de 9 000 m² de bureaux avec



Nicolas Martin, premier échevin (PS) de la ville de Mons.

227 emplacements de parkings, dans l'ancien centre de tri postal au croisement des rues André Masquelier, des Canoniers et du Gazomètre. Citons, enfin, la réhabilitation de l'ancien cinéma Corso, qui formera un ensemble de 19 logements, dans l'îlot situé au croisement des rues de Dinant et des Capucins.

Existe-t-il une véritable demande pour les bureaux ? Nicolas Martin répond que

« des administrations publiques ont exprimé un besoin, tandis que quelques entreprises privées doivent renouveler leurs locaux ou les relocaliser à Mons. Par ailleurs, quelques grands sites vont arriver au terme de leur bail dans les prochains mois ou années, ce qui va engendrer des besoins nouveaux, de même que la dernière réforme de l'Etat. »

Quant à l'Umons, elle investit 30 millions d'euros sur fonds propres pour effectuer plusieurs chantiers qui se poursuivront jusqu'en 2020. Place du Parc, le cloître et la chapelle des visitandines seront aménagés en espace d'exposition et en bibliothèque (12 millions d'euros). Au numéro 22 de la même place, un bâtiment est rénové et transformé pour



Le quartier de la gare, une priorité pour le redéploiement du commerce dans le centre-ville.

devenir le centre névralgique de toutes les démarches administratives des étudiants (3,5 millions).

Extra-muros, sur l'avenue Maistriau et le campus de la plaine, des travaux transformeront l'entrée de la ville en provenance de Maisières, avec la création du Vinci (8 millions). Fin 2017-début

2018, cet édifice de plus de 5 000 m² accueillera des étudiants, des enseignants et des chercheurs de la faculté des sciences et de la faculté de traduction et d'interprétation. Dès février 2018, personnel et étudiants de l'Umons y trouveront aussi la Crèche des petits génies (36 places et des emplois pour une

quinzaine d'équivalents temps plein). Pour le recteur Calogero Conti, « l'ensemble de ces investissements est bien nécessaire dans le contexte d'une université en croissance continue. Depuis sa création en 2009, l'Umons a vu le nombre d'inscriptions en première année croître de 35 % » →

Loger les étudiants

Les quelque 15 000 étudiants des institutions de l'enseignement supérieur et universitaire créent aussi une forte demande de logements à Mons. A ses 7 500 étudiants, l'Umons propose 834 logements dont elle est propriétaire. Fin 2016, l'université investissait 6 millions d'euros pour rénover ses cités. Elle mène aussi une politique de logement avec des partenaires privés. Un projet a permis d'ouvrir une cité en face de celle de la Grande Triperie et un autre, avec un promoteur flamand, crée 130 logements à l'emplacement des anciens bureaux de la police (rue de la Croix-Rouge). Exclusivement réservé aux étudiants de l'Umons, il offre des espaces communautaires tels qu'un grand jardin, une salle de fitness, un poulailler... « Ça fonctionne très bien parce que, sous la

forme d'un contrat de longue durée, le promoteur est assuré d'avoir des locataires sur le long terme », souligne le recteur Calogero Conti. De son côté, l'UCL Mons (1 000 étudiants) met 200 chambres à disposition de ses étudiants. Elle prévoit des travaux de rénovation, sur le campus, d'un bâtiment datant de 1962 et hébergeant 50 étudiants. D'un montant de 1,66 million d'euros, les travaux devraient être effectués entre août 2018 et septembre 2019. « L'objectif est d'atteindre des performances énergétiques de type "bâtiment passif" en parfaite cohérence avec la politique de développement durable du site de l'UCL Mons », précise Régis Strebelle, directeur de l'Administration des relations extérieures et de la communication en Hainaut. Il

s'agit aussi d'augmenter le nombre de chambres (66 + 1 PMR). Par ailleurs, l'université a entamé des travaux pour construire la Maison des étudiants (2 millions d'euros, fin des travaux en janvier 2018) et pour étendre le bâtiment des cours (2,1 millions, février 2018). De son côté, la Haute école Louvain en Hainaut (Helha, 3 000 étudiants), qui partage le campus avec l'UCL Mons, souhaite pouvoir présenter des kots pour ses étudiants, dès l'année académique prochaine, sur la base d'un partenariat privé. Enfin, les deux institutions ont entamé une grande réflexion sur l'élaboration d'un masterplan pour envisager l'articulation du campus avec le nouveau quartier Epinlieu qui devrait voir le jour sur un site voisin appartenant à l'intercommunale Idea.

→ Une véritable ville-campus

Le projet d'un nouveau bâtiment de la faculté d'architecture et d'urbanisme à la rue d'Havré est, quant à lui, « un signal urbain stratégique pour l'Umons. Nous avons fait le choix de rester dans le centre-ville pour consolider le principe d'une véritable ville-campus et augmenter l'attractivité de Mons, indique Vincent Becue, doyen de ladite faculté. Le marché est lancé et la désignation des auteurs du projet est prévue en décembre prochain. Nous pourrions espérer avoir un bâtiment opérationnel en 2020. La faculté devient la ville, tel un morceau de ville dans la ville. De plus, il s'agit d'un bâtiment "traversant" qui pourra intégrer le concept d'une urbanité poreuse. »



Le beffroi, un repère visuel à conserver au cœur de la vieille ville.

Le territoire communal compte 52 zones d'aménagement communal concerté (Zacc) qui s'étendent sur 550 ha. Sur la base de critères objectifs de durabilité et de gestion rationnelle des réserves foncières, la Zacc jugée la plus intéressante par les autorités communales est la Zacc 25. Située à moins d'un kilomètre au nord-est du centre-ville, elle s'inscrit au sein d'un grand îlot formé par la chaussée

du Roelux, le boulevard Kennedy, l'avenue du Tir et le chemin de la Procession, à hauteur du quartier dit Fariaux. Sa mise en œuvre contribuera au renforcement du noyau urbain et à la promotion des modes de déplacement doux.

Son urbanisation entre parfaitement dans le cadre de la politique de reconstruction de « la ville sur la ville », c'est-à-dire le renouveau, le renforcement et la

densification des villes et des noyaux urbains. Une première phase de construction prévoit sept nouveaux immeubles de 234 appartements avec parkings souterrains, sur une superficie d'environ 3,5 ha. Non loin de la Zacc 25, un projet de reconversion du site de l'Isic (Institut supérieur industriel catholique) en logements et bureaux est à l'étude. ♦

CAROLINE DUNSKI

De précieux outils communaux

Présidée par le bourgmestre et associant le collège communal, les services communaux et des fonctionnaires de la Région wallonne, la Cellule d'accueil des investisseurs a été activée en 2015 pour offrir un soutien aux candidats investisseurs et aux entrepreneurs déjà installés. Il s'agit de les accompagner dans les différentes étapes administratives, avant le dépôt d'une demande de permis, et de favoriser

l'échange d'informations entre les différents services compétents, afin que les projets puissent évoluer le plus rapidement possible. « Ce qu'on veut éviter, explique Elio Di Rupo, c'est que des gens travaillent des années et se fassent recaler en bout de course. »

L'Observatoire de l'habitat, quant à lui, a été créé en juin 2016 pour dresser un état des lieux descriptif des ressources et des besoins de logement, établir un

diagnostic et faire des recommandations pertinentes pour améliorer la politique de la Ville en matière d'urbanisme et de logement privé et public. Pour Vincent Becue, doyen de la faculté d'architecture et d'urbanisme, « cet observatoire est un outil intéressant pour travailler sur la qualité du logement. La densité d'emplois est importante, majoritairement en centre-ville. Il est important d'apporter de l'habitat à côté de ces emplois. »

UMONS.be

Près de 100 formations
du Bachelier au Doctorat

- | | | |
|-------------------------------|---|----------------------------|
| WAROCQUÉ | MÉDECINE BIOMÉD PHARMA | PSYCHO EDUCATION LOGOPÉDIE |
| ÉCONOMIE GESTION | SCIENTES | TRADUCTION INTERPRÉTATION |
| ARCHITECTURE URBANISME | BIOLOGIE CHIMIE INFORMATIQUE MATHÉMATIQUES PHYSIQUE | POLYTECH INGENIEUR CIVIL |
| SCIENTES HUMAINES ET SOCIALES | | DRIT |

COURS OUVERTS

du 30 octobre au 3 novembre 2017

À Mons et à Charleroi !

www.umonts.ac.be/cours-ouverts



Bien + qu'une Université

PRENDS
TON PIED!

COURS T'INSCRIRE
À LA HAUTE ÉCOLE EN HAINAUT



WWW.HEH.BE

REJOINS LA HAUTE ÉCOLE
EN HAINAUT POUR SUIVRE
DES FORMATIONS INNOVANTES
ET DE QUALITÉ.

33 FORMATIONS DE BACHELIERS
ET DE MASTERS

SUR LES CAMPUS
DE MONS ET Tournai

WWW.HEH.BE

facebook.com/HauteEcoleHainaut

INFORMER, GÉRER, RATIONALISER

Mons a pour ambition de devenir une ville intelligente modèle. Un des axes forts de sa stratégie est l'utilisation de l'Internet des objets pour une gestion orientée vers le développement durable.

PAR CAROLINE DUNSKI

Mis en place en 2015, le wi-fi urbain permet au citoyen et au visiteur de se connecter gratuitement à Internet et de découvrir la ville et ses musées, au gré de balades numériques téléchargées gratuitement sur son smartphone ou sa tablette. Il sert aussi à recueillir des informations relatives aux flux de personnes par le biais de capteurs et à prévenir ceux qui disposent d'une application « message push » d'un problème ou d'un danger. Ce système d'alertes a été utilisé lors de la fête d'ouverture de Mons 2015 pour informer les visiteurs de l'encombrement de certaines places publiques.

Emplacements de parking « achats-minute », bulles à verre, chaudières des bâtiments communaux... Les objets connectés permettent de mesurer les flux de véhicules, de déchets, d'énergie et d'y adapter les actions des gestionnaires. Les achats-minute, ce sont 110 emplacements offrant 30 minutes de parking gratuit. Equipés de capteurs, via une application mobile et une page Web, ils fournissent en temps réel les informations relatives à l'occupation des emplacements. Ces données permettent aussi d'obtenir des informations sur la mobilité dans les axes concernés. A terme, Pascal Lafosse (PS), échevin de la mobilité, souhaite réunir toutes les

données sur une même plate-forme. « Dans une ville, 30 % des flux de voitures sont dus à des personnes qui cherchent un emplacement pour se garer. »

Dans un souci d'économie d'énergie, la Ville a mis en place une gestion centralisée de l'ensemble des chaudières des bâtiments communaux, écoles comprises. L'objectif est de rationaliser et réduire la consommation énergétique, en assurant un suivi à distance. Le remplacement de l'éclairage urbain par du LED dans le cadre du plan « Lumière » a pour principal objectif de diminuer la facture énergétique.

De leur côté, Idea (l'intercommunale

de développement économique et d'aménagement du Cœur du Hainaut) et Multitel (centre de recherche agréé) testent un système de bulles à verre équipées de capteurs destinés à évaluer le taux de remplissage. Cette information, couplée avec un logiciel développé par IT Optics (société de services informatiques), devrait permettre d'organiser et d'optimiser les tournées de ramassage.

Dématérialisation administrative

En matière de services administratifs communaux, le guichet citoyen permet déjà d'effectuer une douzaine de démarches administratives en ligne, et le système sécurisé viendra s'offrir de nouvelles possibilités dans les prochains mois. La Ville analyse aussi la possibilité de dématérialiser le courrier, c'est-à-dire de le digitaliser avant de le transmettre par courriel aux destinataires. « L'objectif est l'augmentation de l'efficacité administrative en assurant un suivi des courriers, ce qui permettra de réduire le temps de traitement et donc, dans beaucoup de cas, d'améliorer le service rendu



A Mons, la mobilité douce a la cote.

au citoyen », note Juliette Picry, porte-parole de la Ville de Mons. « Dans une seconde phase, une dématérialisation de l'ensemble des processus administratifs pourrait voir le jour.

Enfin, pour élaborer son projet de ville Mons 2025, Mons mise sur un processus de consultation populaire. A la mi-septembre, près de 800 idées avaient été déposées sur la plate-forme « demain.mons », créée par la start-up bruxelloise Citizen-Lab. Celles qui ont obtenu le plus de votes positifs suggèrent la création d'une promenade verte sécurisée depuis la place du Parc jusqu'au Grand Large, la réhabilitation du Waux-Hall pour plus de convivialité et des aménagements faisant de Mons une ville cyclable. En marge de cette plate-forme, Creative Valley, hub créatif du Cœur du Hainaut, a organisé, pour les citoyens, entrepreneurs et porteurs de projets, des ateliers de production d'idées innovantes. Enfin, jusqu'en décembre, le collège communal organise des rencontres citoyennes dans chacune des anciennes communes du

Grand Mons. La première, tenue à Havré début septembre, ressemblait surtout à une avalanche de doléances. Les services de la Ville travaillent à l'intégration au projet de ville des propositions qui émergent de ce processus. Présentation de ses grandes lignes : janvier 2018.

Mobilité douce

« En 2012, le plan communal de mobilité est un des premiers dossiers qu'on a voulu faire avancer en le réactualisant », note Pascal Lafosse. Cette réactualisation a fait l'objet d'une inscription budgétaire à la Région wallonne en 2014 et, aujourd'hui, la phase de prédiagnostic, réalisée par le Service public de Wallonie (SPW), la Ville de Mons, le TEC, la SNCB et les associations de mobilité douce, est terminée. La procédure visant à désigner l'entreprise qui réalisera le diagnostic et relèvera les objectifs à atteindre tout en chiffrant le coût des actions à mener est en cours. 75 % des coûts du diagnostic seront pris en charge par la Région wallonne. »

Voilà pour la procédure. Sur le terrain, la nouvelle gare-passerelle conçue par Santiago Calatrava devrait être opérationnelle fin 2019. Elle drainera les passagers vers les quais, abritera services aux voyageurs et commerces de proximité et permettra aux piétons et cyclistes de circuler entre l'intra-muros et les Grands Prés. « Ce sera la première gare totalement intermodale en Wallonie, avec un quai commun aux trains et aux bus », précise Arthur Gosée, directeur du TEC Hainaut. 860 places de parkings souterrains seront intégrées à la gare et connectées à la vieille ville d'un côté, à l'autoroute de l'autre.

La flotte TEC de Mons-Borinage, ce sont 120 véhicules pour 240 conducteurs. En 1999, la Ville et le TEC organisaient quatre circuits gratuits dans l'intra-muros. Désormais payant et baptisé Réseau urbain montois, il compte aujourd'hui deux circuits, un vers les Grands Prés et un vers le Grand Large. « Avec la Ville, nous réfléchissons à un canevas ambitieux qui concerne la →



HATIM KAGHAT POUR LE VIF/L'ESPRESSO

Plus de diesel pour les bus des TEC qui deviendront hybrides dès 2018.

→ circulation sur les boulevards et sur les grandes pénétrantes, poursuit Arthur Gosée. Notre approche générale est de faire croître le nombre de clients et de voyages, mais la part modale des transports en commun reste assez faible. Il y a devant nous un boulevard de développement.

Pour favoriser la mobilité des personnes entre Mons et le Borinage et étudier une solution efficace à l'engorgement de l'axe Quiévrain - Mons - Chapelle-lez-Herlaimont, Idea, neuf villes et communes de la région, la SRWT, le TEC, la SNCB et le MET élaborent aussi un projet de transports à haut niveau de service (THNS). Ce « haut niveau de service » réside dans la multimodalité et dans la coordination des différents intervenants, qui ont décidé conjointement de donner la priorité au transport en commun, en concevant différents types d'aménagements comme les sites propres et la priorité pour les bus aux ronds-points.

Véhicules propres

« En ce qui concerne l'énergie, le groupe TEC a décidé de ne plus acheter de véhicules diesel et les premiers bus hybrides arriveront mi-2018. Il y a aussi le projet d'expérimenter un bus 100 % électrique sur une des lignes de l'intra-muros. Aucune date n'est déterminée, mais la Ville et la SRWT sont preneuses. » Du côté d'Idea, les véhicules des cadres fonctionnent à l'électricité, tandis que la flotte d'exploitation est convertie progressivement au gaz naturel et qu'une cinquième station du réseau wallon a été inaugurée à Jemappes en novembre 2016. « En matière de consommation de gaz naturel, une voiture CNG équivaut à un ménage, souligne Caroline Decamps. Nous répondons ainsi à l'objectif environnemental, mais nous créons aussi une compétitivité économique en élargissant l'assiette des utilisateurs du réseau de distribution. »

Du côté de la mobilité douce, le Gracq remettait récemment aux élus ses

propositions pour une Ville de Mons cyclable. L'idée est d'obtenir un budget annuel de 10 euros par habitant, de doter les boulevards intérieurs de pistes cyclables en site propre continues et les axes pénétrants d'infrastructures cyclables correctes. « Seuls les axes Saint-Symphorien-Mons, Hyon-Mons et, dans une moindre mesure, Spiennes-Bascule sont aménagés presque correctement », s'indigne Laurent Docquier, représentant du mouvement cycliste au sein de la commission vélo de la Ville, dont il souligne néanmoins le travail effectué.

Citons enfin la multiplication des range-vélos, la Maison des cyclistes avec ses services de réparation, de vente et de location, la collaboration Blue Bike avec la SNCB, la fédération de vingt-cinq communes du Cœur du Hainaut pour la création d'un réseau de points-nœuds de quelque 850 km et, côté voitures, les dix véhicules Cambio mis à disposition des Montois ainsi que l'ouverture prochaine d'une sixième station montoise à Nimy. ♦

VERS L'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE

L'hybridation énergétique des parcs d'activité économique est au cœur de la transition énergétique juste et maîtrisée inscrite dans le plan stratégique 2017-2019 de l'intercommunale Idea.

PAR CAROLINE DUNSKI

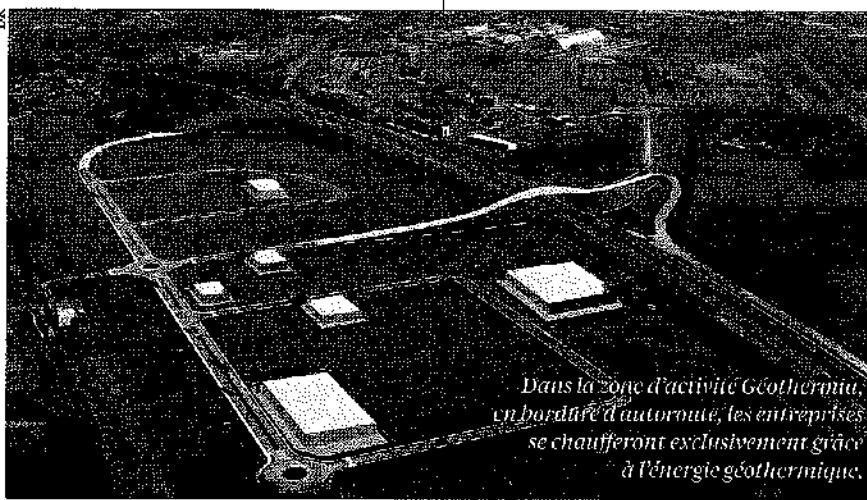
Idea souhaite que les entreprises soient en autoconsommation de mix énergétique et qu'elles utilisent le photovoltaïque, l'éolien et la biomasse avec les gestionnaires de réseaux et l'intercommunale pour aller vers une écologie industrielle», souligne sa directrice Caroline Decamps. « Mons est à l'avant-garde de la transition énergétique. Elle est une des premières villes wallonnes au positionnement énergétique et environnemental très fort dans les sites économiques, les institutions, les universités, les hôpitaux, les nouveaux quartiers... »

Quelques exemples ? Géothermia, d'abord. Dans cette zone d'activité économique de 42 ha, inaugurée en février dernier en bordure d'autoroute, les

entreprises se chaufferont exclusivement grâce à l'apport de l'énergie géothermique, c'est-à-dire un système de chauffage sans émission de CO₂, alimenté par une eau à 73 degrés, puisée dans la nappe phréatique à plus de 2000 mètres de profondeur. Le site héberge déjà l'entreprise Façozinc et pourra, à terme, créer plus de 800 emplois. Idea prévoit aussi l'implantation d'un réseau de chaleur géothermique destiné à alimenter le quartier de l'hôpital Ambroise Paré avec le projet Porte de Nimy.

Un chauffage sans émission de CO₂

Depuis 2010, Idea mène une expérience pilote d'écologie industrielle sur le zoning de Tertre. Pendant deux ans, avec huit industriels et la Ville de Saint-Ghislain,



Dans la zone d'activité Géothermia, en bordure d'autoroute, les entreprises se chaufferont exclusivement grâce à l'énergie géothermique.

l'intercommunale a identifié l'ensemble des flux de matières, d'eau et d'énergie générés à l'échelle du zoning, en vue de détecter des pistes de symbioses industrielles afin d'accroître la compétitivité économique des entreprises, tout en diminuant leur impact environnemental.

Fin 2016, Carlo Di Antonio (CDH), ministre wallon de l'Environnement, annonçait l'octroi d'un financement de 424 710 euros pour la mise en œuvre d'un projet pilote d'épuration mutualisée sur l'éco-zoning. De plus, après dépollution du site Carcoke (20 ha), des serres industrielles pour maraîchage pourraient utiliser la chaleur et le CO₂ émis par les entreprises voisines. Dans le même esprit, au cœur de la station d'épuration de Wasmuël, l'intercommunale a créé une installation innovante de séchage solaire et géothermique des boues d'épuration destinées à l'agriculture. En septembre dernier, cette installation remportait le prix « infrastructures » dans le cadre des Green Solutions Awards.

Les universités explorent évidemment avec grand intérêt le crucial domaine de l'énergie. Le Certec, centre de recherche de l'UCL installé à Senneffe, effectue des recherches sur le stockage de l'énergie, tandis que Resized est un projet de recherche sur les quartiers zéro énergie, mené par l'Institut de recherche en énergie (Umons). En 2016, l'Umons, qui développe aussi deux projets de recherches sur la géothermie, lançait des travaux sur le site du Joncquois pour favoriser l'indépendance énergétique de l'amphithéâtre Richard Stiévenart (700 places) par le recours à la géothermie. En juin dernier, elle installait 2 700 panneaux photovoltaïques. Les investissements qu'elle a consentis depuis 2012 ont permis de réduire sa facture énergétique de 30 %. ♦

LE COMMERCE DYNAMISÉ

En matière de développement économique et commercial, les acteurs publics, les universités, les centres de recherche... tous se mobilisent pour rendre Mons et sa région attractive aux yeux des investisseurs privés.

PAR CAROLINE DUNSKI

Pour Nicolas Martin (PS), premier échevin en charge du développement économique et commercial, « les 50 millions d'euros investis par le privé témoignent d'une confiance dans la capacité de redressement du centre de Mons. Ils illustrent aussi le succès du fonds d'impulsion mis en place dans le cadre du plan commerce, en juin dernier. Ce fonds prévoit des aides à l'installation et des aides au loyer. Il se traduit déjà par 20 à 25 marques d'intérêt pour des cellules commerciales du cœur de ville, avec des projets qualitatifs portés par des indépendants. L'arrivée de Primark (*lire aussi page 118*) a un effet d'entraînement sur d'autres enseignes : C&A, H&M et Bershka ont résigné. »

Confectionné pendant trois ans avec les acteurs du secteur, amendé par les professionnels et complété avec les

aspects non liés au commerce, le plan de redéploiement du commerce dans le centre-ville était adopté par le conseil communal le 18 juillet dernier. « Au terme du débat, il n'y a eu aucun vote contre », tient encore à souligner Nicolas Martin.

Ce plan se concentre sur deux axes : le piétonnier et le quartier de la gare. Pour le premier, il propose sept projets concrets et entend répondre aux attentes des différents publics potentiels du centre-ville. Ce qui passe par le soutien aux enseignes dites « discounters » – comme Primark (35 millions d'investissement, 4 500 m² de surface nette de vente, 238 places de parking et 230 emplois) qui, d'après Nicolas Martin, amènerait chaque semaine 40 000 clients – aux enseignes moyen de gamme et à des projets indépendants de qualité supérieure. Ce sont essentiellement ces derniers que le fonds d'impulsion et les maternités commerciales financées à l'aide du Feder (9,6 millions) soutiendront.

Le passage du Centre doit aussi faire l'objet d'une refonte totale et bénéficie d'un financement Feder de 9,8 millions. Nicolas Martin est convaincu que « sans d'importants investissements, ce lieu n'a qu'un avenir incertain. L'objectif est de transformer tout ou partie du passage afin de le rénover et d'y aménager un mix de moyennes et grandes cellules commerciales. Sur les vingt-cinq propriétaires, deux restent encore à convaincre, alors que trois investisseurs privés et des enseignes se montrent intéressés ».

De son côté, l'axe de la gare bénéficie du programme wallon Créashop, qui apporte une aide pouvant financer jusqu'à 60 % des frais d'aménagement

liés à l'ouverture d'un nouveau commerce, avec un plafond de 6 000 euros.

L'agent immobilier Aldo Zambito observe un engouement. « Depuis la fin août, deux commerces ont été loués en deux semaines, relève-t-il. Les propriétaires ont baissé le loyer et accepté un bail adaptatif qui peut aussi être résilié. Autour du piétonnier, les rues de la Coupe et des Fripiers marchent très bien. On a aussi plusieurs perles de l'horeca.

Certains restaurants font 120 couverts le midi et il faut réserver pour être sûr de pouvoir s'y attabler ! La Ville a déclenché un processus de dynamisation, mais elle ne peut pas se substituer aux commerçants, qui pourraient créer une plateforme Web commune et adapter leurs horaires pour que leurs commerces soient accessibles après 18 h 30. »

Créer des écosystèmes pour réindustrialiser

Selon les résultats d'une étude socio-économique commandée par Idea à l'Umons et l'UCL Mons, tout comme le numérique et l'énergie, le domaine des matériaux représente un énorme potentiel de développement à concrétiser dans la région. Ces dernières années, le centre

Le passage du Centre fera l'objet d'une refonte totale

de recherche Materia Nova a réussi à établir des liens extrêmement forts autour d'une nouvelle filière technologique : le traitement des surfaces (qui n'est pas le seul champ de recherche de ses 80 laborantins).

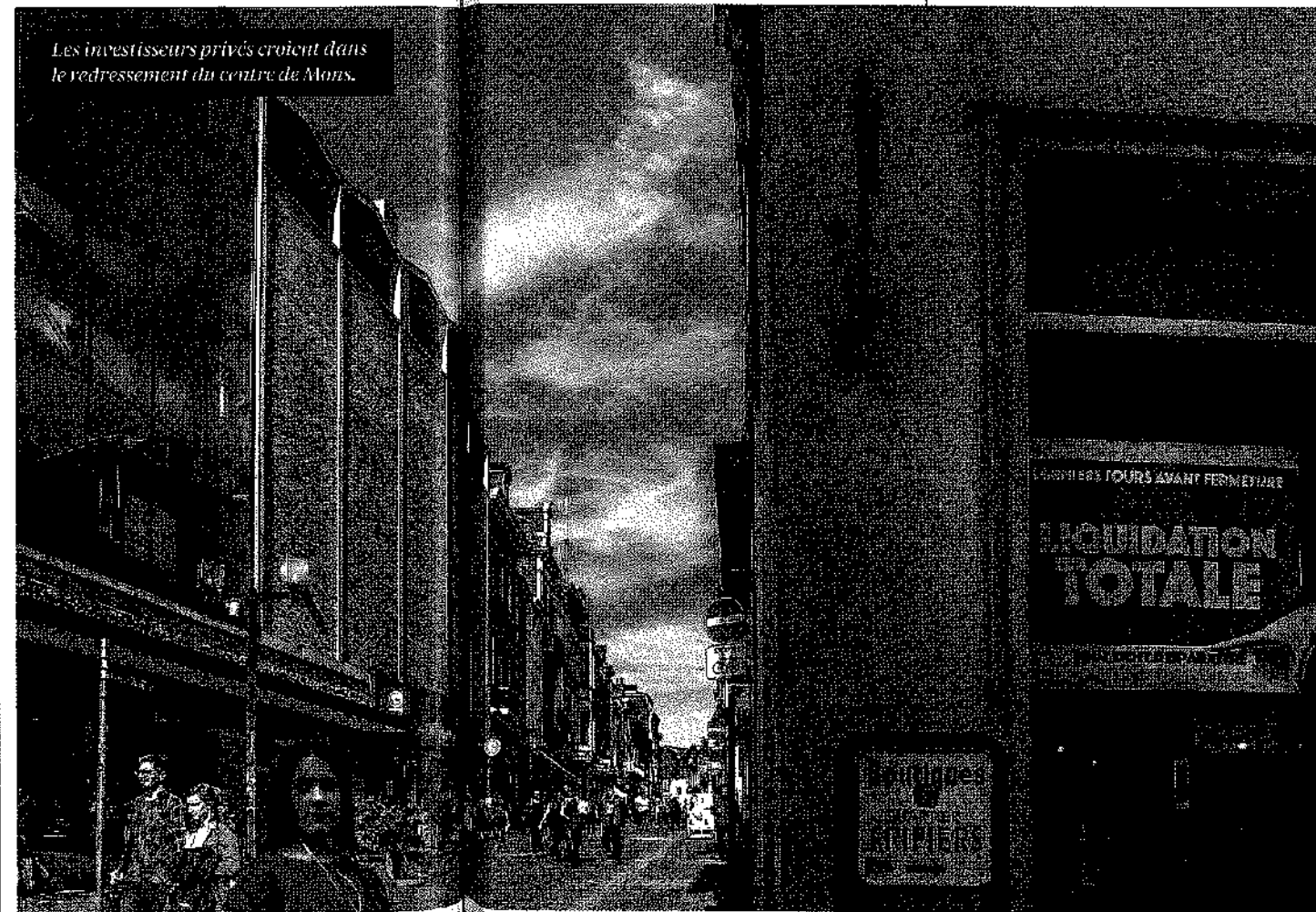
En acquérant, en 2014, une entreprise liégeoise dont il a fait Ionics, Materia Nova peut sortir de la recherche et aller jusqu'à l'industrialisation d'une idée développée dans ses laboratoires. Fin 2016, Ionics rachète en Normandie

l'unique entreprise, au niveau mondial, qui produit des faisceaux d'ions capables de combiner plusieurs fonctions dans le traitement de surfaces : antigrippes, antireflets...

Luc Langer, directeur du centre de recherche, explique : « Notre volonté est d'aller jusqu'au bout de l'innovation. Trop souvent, nos développements sont captés par des grands groupes ou dorment dans des tiroirs. » Dans le même ordre d'idées, c'est-à-dire ancrer une technologie sur le territoire de Mons, grâce au financement du Feder (8,5 millions) et avec d'autres partenaires, Materia Nova, développe le projet Demo 2 Factory. Celui-ci permettra de regrouper dans ses locaux des équipements extrêmement coûteux pour les rendre accessibles aux entreprises industrielles.

Enfin, en 2020, juste à côté du centre de recherche, Idea créera Emra Factory (8,5 millions du Feder), trois nouveaux halls-relais modulables et adaptables, pour accueillir des industriels dans un lieu évolutif et proche d'un centre de recherche. L'objectif est de créer à Mons un écosystème autour des matériaux nouveaux et de pointe et d'y garder la valeur ajoutée des recherches effectuées par Materia Nova, mais aussi par les labos de l'Umons également réunis sur le site, et les autres centres de recherche associés dans l'Environnement and Materials Research Association.

La même philosophie qui vise à sortir les chercheurs universitaires de la recherche fondamentale pour les orienter vers l'application dans l'industrie ou les services est à l'œuvre avec le portefeuille Feder Digistorm, qui concerne l'industrie culturelle et créative (7,1 millions). En 2021, un bâtiment, copropriété de l'Umons et d'Idea, sera érigé en face d'Ikea pour permettre aux chercheurs des instituts de recherche Numédiart et HumanOrg de rencontrer et d'inspirer des start-up et porteurs de projets qui pourront bénéficier de l'accompagnement de La Maison de l'entreprise (LME) pour le volet business. ♦



Les investisseurs privés croient dans le redressement du centre de Mons.

MATIM EAGEAT POUR LE VIF/EXPRESS

OLAF KRÜGER/BELGAINAGE



Niki de Saint Phalle au BAM sera un des temps forts de l'année 2018.

LE NOUVEAU SOUFFLE

Le Pôle muséal, Mars et la fondation Mons 2025 se saisissent de l'héritage de Mons 2015 pour perpétuer le statut de capitale culturelle. Malgré la réduction des moyens financiers, les trois opérateurs présentent une programmation culturelle et artistique sur deux ans, avec un premier « Temps fort » à l'automne 2018.

PAR CAROLINE DUNSKI

Le Parlement européen recommande à toute capitale européenne de pérenniser la dynamique et l'énergie créées pendant l'année de sa consécration. Dès novembre 2015, la fondation Mons 2015 entamait un processus de modification statutaire qui, en décembre 2016, aboutissait au changement de son objet social et de son conseil d'administration pour se projeter en 2025.

Le 22 mars dernier, la fondation Mons 2025, le Pôle muséal et Mars - Mons arts

de la scène (ex-Manège) - signaient un « contrat-cadre de coopération horizontale non institutionnalisée », qui court jusqu'au 31 décembre 2019, pour mettre en œuvre Temps fort #1. Cette programmation artistique et culturelle, qui s'étalera de septembre 2018 à juin 2019, se veut innovante et inclusive, afin de permettre au public le plus large d'accéder à la culture locale, régionale, nationale et européenne. Elle débutera avec le Dimanche toqué, incontournable rendez-vous gastronomique dans le jardin du

beffroi, Le Festin, festival de créations théâtrales d'artistes montois, le final du Grand 8, moment de festivités coconstruit par les habitants et les associations des communes du Grand Mons, et une exposition de Niki de Saint Phalle au Musée des beaux-arts de Mons (BAM).

Il s'agit toutefois d'une programmation « prudente », établie à partir des moyens financiers disponibles, soit 5,8 millions d'euros, reliquats de Mons 2015, utilisés dès le 1^{er} janvier 2016, pour couvrir aussi les frais de fonctionnement. La Ville

attend que soit confirmée la subvention de 1,5 million d'euros promise par la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre de l'après-2015, pour embrayer vers quelque chose de plus ambitieux et envisager des collaborations extraterritoriales avec d'autres villes de la FWB. Fabrice Brion, président du Club des entreprises Mons 2025 souligne que « 200 entrepreneurs ont renouvelé leur adhésion et l'argent privé pourrait compenser les moyens manquants éventuels ».

Créer des agoras et se recentrer sur l'humain

« Le succès, inattendu à ce point-là, de lieux comme la Guinguette littéraire ou le Jardin suspendu créés pendant Mons 2015 nous a amenés à comprendre que les gens aiment les agoras et que Mons est parfaitement dimensionnée pour cela, s'enthousiasme Xavier Roland, responsable du Pôle muséal. Nous ne sommes plus dans des grands projets, mais dans des projets de rencontre, de bien-être. L'accueil est une donnée devenue fondamentale. Les gens veulent se sentir chez eux et ils doivent se sentir bien jusqu'au cœur de la salle, du musée. Les musées vivent une révolution. Ils ne sont plus essentiellement tournés sur la conservation du patrimoine, mais doivent devenir des

lieux de rencontre, des agoras ouvertes à tous et reconnectées à la société. Un deuxième aspect très important est notre capacité à intégrer les acteurs locaux, dans un processus de coconstruction. » Philippe Degeneffe, directeur de Mars, explique : « Notre mission première reste bien sûr de créer ou de diffuser, mais on est dans le partage d'expériences et dans une volonté d'impliquer le tissu artistique et culturel local pour proposer une expérience culturelle globale. »

Pour assumer pleinement son identité de capitale culturelle européenne, Mons inaugurerait cinq nouveaux musées en 2015. Certains investissements avaient néanmoins été reportés. « Mons veut poursuivre la rénovation de son patrimoine, martèle le bourgmestre Elio Di Rupo. Il y a eu des efforts considérables, mais il reste du travail pour trente ans. Notamment l'hôtel de ville, qui nécessite une rénovation substantielle qui n'a pas encore été programmée. » La rénovation de la maison Jean Lescarts, musée du folklore et de la vie montoise, et celle de la Maison espagnole, qui deviendra la maison des patrimoines Unesco, ont été retenues dans la programmation Feder 2014-2020 et ont obtenu respectivement 2,35 millions et 264 000 euros.

« L'idée est de faire de la maison Jean

Lescarts un lieu évolutif, précise Savine Moucheron, échevine de la culture. On pourrait y emmener un Montois pour qu'il raconte son Mons. Le musée doit évoluer avec l'image de la ville et se recentrer sur l'humain. Les gens ont des avis, des histoires et des connaissances. C'est ce qui donne une plus-value à une programmation. » Quant au musée du Chanoine Puissant, dernier gros site patrimonial classé qui abrite une exceptionnelle collection d'art religieux, la Ville espère obtenir prochainement les fonds qui permettront de le rénover et de remonter le pavillon de jardin de style Renaissance, unique en Europe.

Préserver l'héritage

Dans un contexte budgétaire restreint, le défi est néanmoins de faire fonctionner les infrastructures héritées de Mons 2015. « Arsonic et le 106 appartiennent à la Fédération Wallonie-Bruxelles, mais sans moyens financiers, la part réservée aux activités était quasiment inexistante », note Philippe Degeneffe. L'Orchestre royal de chambre de Wallonie a signé une convention avec Mars. Il occupe Arsonic quarante jours par an, en contrepartie d'une somme de 75 000 euros. Le Théâtre royal, propriété de la Ville, était géré par Mars qui l'utilisait pourtant peu. Le 1^{er} octobre, Salvatore Anzalone a pris la barre avec Médiascène, sa société de production de spectacles.

Mons veut renforcer son statut de cité touristique et culturelle de référence sur les plans régional, national et européen, en attirant 500 000 visiteurs par an. En matière de tourisme mémoriel, elle connaîtra une belle consécration en 2018, puisque en tant que première ville belge libérée en novembre 1918, elle lancera les commémorations belges. « La maison Van Gogh de Cuesmes est une des étapes importantes des Routes de Van Gogh, qui relient tous les lieux dans lesquels le peintre a vécu et où on trouve les grandes collections, relève Xavier Roland. Ce réseau commence à montrer ses effets et à séduire un public international. » ♦

HAYIM KAGHAT POUR LE VIF/EXPRESS



Philippe Degeneffe, directeur de Mons arts de la scène, veut proposer une « expérience culturelle globale ».

Comment Liège
se relève de Publifin

Weinstein : en Belgique
aussi, la chasse est ouverte

François Troukens :
mémoires d'un ex-truand

LE VIF

l'express



FRANC-MAÇONNERIE

LA RÉFORME OU LA MORT

L'appel d'un sage à ses frères

LE VIF 35^e année n° 43 - L'EXPRESS n° 3460 hebdomadaire du 27 octobre au 2 novembre 2017
BEL/LUX 5,70€ - P509558 - ISSN 0774-2711



01743 >
5 4 14286 210520

CE QUE CE QU'ILS DISENT VEUT DIRE

A un an de communales cruciales qui précéderont des régionales et des législatives décisives, les grandes annonces et les premiers serments se multiplient. Objectif de chacun et de chacune : la survie, dans un paysage politique plus instable que jamais. Le Vif/L'Express décode.

PAR NICOLAS DE DECKER

Elle est décidément révolue, l'époque où la politique se vivait comme un Win for Life (© Paul Magnette) pour ceux et celles qui, dans les partis traditionnels, étaient parvenus (© Elio Di Rupo) à se faire une place quelque part (© Benoît Lutgen) au soleil à plus de 4 800 euros par mois (© Louis Michel). Entre mauvais sondages pour tous les partis traditionnels, règles de décumul plus strictes, obligation d'une plus grande égalité des genres dans les collèges et vague puissante d'antipolitisme, les mandataires sont aux abois. Les places seront plus chères que jamais, dans les prochains collèges et parlements, à désigner respectivement en octobre 2018 et en juin 2019.

Puisque l'animal politique est doté du plus affûté des instincts de survie, il y a longtemps déjà qu'il se cherche un salut dans la jungle, qu'il traque sa proie nourricière et qu'il lorgne une confortable tanière. Mais bien entendu, aucun de ces fauves n'ose le crier trop fort : il vaut mieux, dans ces circonstances, camoufler la faim du loup sous le pelage de l'agneau. Le Vif/L'Express a pu deviner les carnassières pensées que cachaient toutes ces douces paroles.

FAIRE COMME CHARLES MICHEL ET S'EN FICHER

Vouloir dire qu'après avoir perdu deux mille voix de préférence comme tête liste entre les communales de 2006 et celles de 2012, à Wavre, et qu'après s'être assuré d'être, au pire du pire, vice-Premier ministre après 2019, et qu'après avoir conquis la place enviée d'homme politique le plus populaire de Flandre, s'emmerder pendant les six mois qui précéderont octobre 2018 à entendre les riverains professionnels se plaindre de l'aménagement des trottoirs et de la saleté des rigoles alors qu'on peut continuer à se moquer des syndicalistes bolcheviques rétrogrades, c'est à la fois très ennuyeux et très dangereux, parce qu'on peut encore perdre des voix de préférence, donc du confort, donc la tranquillité. Ne pas oser. Penser que ne plus devoir passer par une campagne communale à 41 ans est un

« Mauvais sondages, décumul, suppression de mandats : les places seront plus chères que jamais »

aboutissement qui rend jaloux beaucoup de collègues. Dire : « Je suis très attaché à ma ville et à mes concitoyens, j'aime le contact chaleureux et direct, le pragmatisme et le bon sens dans la gestion communale. » S'en fichier.

FAIRE COMME PIERRE-YVES DERMAGNE ET S'ASSOCIER AVEC FRANÇOIS BELLOT, QUI EST UN GENTIL

Vouloir dire qu'aux régionales de 2014, avec 16 % des voix dans l'arrondissement de Dinant-Philippeville, on n'envoyait aucun élu, que le PS était à 24 % à l'époque, mais qu'il a peu de chances de se maintenir à ce niveau, et qu'en 2012, même en baisse, le MR avait la majorité absolue au conseil communal et qu'il pourrait avoir envie de ne pas prendre un PS en crise avec lui dans une nouvelle majorité. Ne pas oser. Penser qu'on s'entend bien, tous les deux, avec François Bellot, qui est un gentil, et que ça serait fort sot de ne se retrouver sans rien, ni député, ni échevin en 2019 tandis que François Bellot, lui, sera ce qu'il voudra, soit député, soit bourgmestre, soit les deux. Dire : « La réalité communale est différente de la réalité des autres niveaux de pouvoir où le PS et le MR peuvent être en confrontation. Ici, on fait de la politique locale, →



Charles Michel caressera encore les fesses du Maca. Mais probablement plus comme bourgmestre.



A Namur et à Bruxelles, Pierre-Yves Dermagne critique le gouvernement du ministre Bellot. A Rochefort, il fait liste commune avec le bourgmestre Bellot.



→ en contact avec les gens, où le bon sens l'emporte. Il est nécessaire de regrouper les forces pour un projet ambitieux pour Rochefort. C'est pour cette raison que nous avons décidé de faire une liste unique. » S'associer avec François Bellot, qui est un gentil.

FAIRE COMME GEORGES-LOUIS BOUCHEZ ET FAIRE CE QU'ON VEUT

Vouloir dire que, certes, son parti l'a sauvé au moment où tout s'effondrait, mais que dans son parti on le prend pour un illuminé, et qu'avoir affirmé que dans un monde idéal les partis devraient avoir disparu n'a pas aidé à se faire bien voir, et que de toute façon ces oligarques crétiens d'un autre temps iront bientôt s'abîmer dans les poubelles de l'histoire. Ne pas oser. Penser que le président du Parti socialiste n'ira de toute façon jamais en majorité avec vous, que de toute façon on sera député fédéral ou député régional en 2019, et que faire semblant de rassembler la société civile en lutte contre des oligarques crétiens d'un autre temps et d'un autre parti pourrait servir de technique et de base pour, éventuellement, sait-on jamais, lancer un parti de notre

temps qui, de Macron sur Haine et Trouille, vous imposerait en Macron de Sambre et Meuse. Dire : « Notre choix est de présenter un projet plus large que celui d'un parti. Beaucoup veulent se battre pour cette ville, mais pas sous une étiquette partisane. Un parti, c'est exclusif, réducteur, il faut dépasser ces frontières au profit des gens qui pensent comme nous. » Faire ce qu'on veut.

FAIRE COMME LE PTB ET ORGANISER LE MÊME FAUX SONDAGE POUR TOUTES LES COMMUNES

Vouloir dire que toutes les communes sont les mêmes, que leurs besoins sont les mêmes, que de toute façon le programme on l'a déjà en tête depuis des années, et que le pouvoir si on le prend ce sera pour faire ce qu'on veut, et puis que si d'aventure on laissait trop choisir les gens certains nous mettraient mal à l'aise sur l'immigration, sur les syndicats ou sur le logement social. Ne pas oser. Penser qu'il faut faire semblant de croire que chaque commune est spécifique, que leurs habitants ont quelque chose à dire et que, bien sûr, le parti n'est là que pour accompagner leur révolte et pour

porter leurs revendications parce que ça peut servir pour bien lancer une campagne. Dire : « Quand la commune vous a-t-elle demandé votre avis pour la dernière fois ? Jamais ? Et vous ne trouvez pas ça normal ? Eh bien le PTB non plus. » Organiser le même faux sondage pour toutes les communes.

FAIRE COMME MARIE-MARTINE SCHYNS ET LA JOUER DISCRÈTE

Vouloir dire que les partis en général, et le vôtre en particulier, sont en crise, que le président qui vous a choisi vous l'a enfoncé le vôtre, de parti, dans une putain de sacrée de crise, qui ressemble à la fin des temps, et que même dans ses vieux bastions, même quand il est porté par une personnalité aussi sympa que vous, eh ben non, le CDH ce n'est vraiment plus comme avant et qu'il vaut vraiment mieux ne pas se vanter d'en être. Ne pas oser. Penser que ça va être dur à Herve, si Pierre-Yves Jeholet, qui a brisé le règne de votre parti, en 2012, n'est pas d'humeur à composer, et que ça va être dur aux régionales aussi, parce qu'on n'avait déjà qu'un siège sur six dans la circonscription en 2014, et que pour 2019 on ne sait jamais. Dire que c'est « pour permettre à des personnes →



En attendant de prendre le pouvoir au PS, Paul Magnette organise des colloques sur le PS au pouvoir. Ici à Charleroi le 21 octobre.

→ qui ne veulent pas s'associer à une étiquette politique de trouver une place». La jouer discrète.

FAIRE COMME PAUL MAGNETTE, SE METTRE DANS SON COIN ET ATTENDRE

Vouloir dire que son parti, son président, ses cadres, sont en perdition, qu'*il vecchio* a repris toutes les clés en main en s'alliant avec les députés-bourgmestres, qu'il n'y a rien de plus minant, quand on aime le genre humain, que de passer son temps à le perdre avec des socialistes carolos, et que ça serait vachement bien si on pouvait lancer un mouvement de gens propres et intelligents comme vous, mais qu'on n'a pas l'énergie ni les ressources pour. Ne pas oser. Penser qu'il va falloir attendre que la présidence vous retombe sur le nez comme la pomme mûre de la sieste de Newton, mais qu'il n'est pas impossible que le fruit soit alors encore plus blet que ce qu'on craignait. Dire alors que « si un jour il y a une élection interne, je serai candidat. Quand il y en aura une, je serai candidat. Je ne vais pas le cacher. » Se mettre dans son coin, et attendre.

FAIRE COMME OLIVIER MAINGAIN ET PARTIR EN RESTANT ENCORE POUR LONGTEMPS

Vouloir dire que sans vous son parti ne serait plus rien, qu'en 2018 on terminerait son septième mandat consécutif de président mais que puisque de toute façon sans vous le parti ne serait rien, on verrait bien, et qu'en 2019 on aurait besoin de soi et de sa popularité aux élections législatives mais qu'on verrait bien et que de toute façon on aurait droit alors à la pleine pension de retraite du parlementaire et puis que, pourquoi pas ?, un petit ministère pour couronner une si belle carrière ça ne se refuse pas. Ne pas oser. Penser qu'il sera plaisant de se faire supplier de rester en 2018 - 2019 par ceux qui voulaient que vous partiez en 2015, et penser que ça pourrait bien arriver. Dire : « J'ai choisi d'établir mes priorités. Si l'électeur me donne le mandat, j'aimerais me consacrer entièrement à Woluwe-Saint-Lambert. Il y a encore beaucoup de travail, ici. Je ne m'ennuie jamais. » Partir en restant encore pour longtemps. ♦

FAIRE COMME VÉRONIQUE SALVI ET PARTIR, MAIS PAS MAINTENANT

Vouloir dire qu'on est de toute façon coincée, dans son arrondissement et dans sa commune, où les vieux et les nouveaux rivaux ont pris le dessus, comme dans son parti, qui va mal mais dont le président ne vous aime pas et avoir envie de tout plaquer là, tout de suite, prendre le large, sans se retourner, faire le tour du monde avec ses enfants, et puis peut-être quand même si, se retourner, juste pour tendre le majeur aux vieux et aux nouveaux rivaux, au président, aux adversaires. Ne pas oser. Penser que démissionner vous ferait perdre une assez mignonne indemnité de départ. Dire : « Par loyauté pour mes électeurs, j'achèverai les mandats que j'exerce. Mais je ne me représenterai à aucune élection, ni communale, ni régionale. Je veux laisser la place aux jeunes, je ne souhaite pas faire le mandat de trop et dépasser la cinquantaine. Mais en tant que militante CDH, je m'investirai dans la préparation de la campagne de 2018. » Partir, mais pas maintenant. ♦



COMMENT LIÈGE SE RELÈVE DE PUBLIFIN

Près d'un an depuis la révélation du scandale qui a fait tomber un ministre régional, changer de majorité wallonne et exploser le fameux « club des cinq » liégeois, plus quelques autres ténors de la scène politique provinciale. Qui, dès lors, est encore en place aujourd'hui ? Et où ? Qui, en dehors de Nethys, convoite quoi au sein de l'empire intercommunal ? Qui, à l'image du secteur médias du groupe, risque quoi, qu'il y ait démembrement ou non ? Autrement dit : politiquement et économiquement, comment la Cité ardente se remet-elle du séisme ? S'en remet-elle, d'ailleurs ?

PAR THIERRY FIORILLI

Le 20 décembre 2016, à midi cinquante précises, levif.be publiait un article de David Leloup, titré « Des élus payés 500 euros la minute pour des réunions bidon chez Publifin (ex-Tecteo) ». Sur le site du Vif/L'Express, notre collaborateur racontait comment, au sein de l'intercommunale wallonne, des élus PS, CDH et MR ont touché de 1 340 à 2 871 euros brut par mois, depuis trois ans et demi, sans réelle contrepartie exigée de leur part, et parfois sans même participer aux différents comités de secteur dont ils étaient membres. C'était le début d'un tremblement de terre, d'abord limité au groupe détenant notamment Nethys, puis gagnant la Ville de Liège, puis la Province, puis la Région wallonne. Jusqu'à faire révéler des pratiques, pas forcément analogues mais éthiquement aussi discutables, en Flandre (l'affaire Eandis), à Bruxelles (l'affaire du Samusocial) et tout récemment encore au niveau fédéral (l'affaire Ondraf).

Un authentique séisme, dont certains médias ont tardé à prendre la mesure, mais qui a jusqu'ici, entre démissions, exclusions du parti, mises à l'écart et pas de côté, emporté, pêle-mêle et notamment, Stéphane Moreau, André Gilles, Georges Pire, Dominique Drion, Claude Emonts, Claude Parmentier, Willy Demeyer, Alain Mathot, Paul Furlan, puis les ministres wallons du PS, Jean-Claude Marcourt, Pierre-Yves Dermagne, Eliane Tillieux, Christophe Lacroix, et leur ministre-président, Paul Magnette, avec, à la clé, renversement de majorité en Région wallonne, et effondrement du Parti socialiste et du CDH dans les sondages.

Près d'une année plus tard, et presque pile douze mois avant les élections communales, comment Liège s'en remet-elle ? Comment les cartes y ont-elles été redistribuées, politiquement, sur l'avant-scène comme en coulisses ? Comment le paysage économique et industriel s'y recompose-t-il, au sein de l'intercommunale mammoth et tout autour ? Qui lorgne quoi ? Qui est sur un siège éjectable ?

C'est l'objet de l'enquête que nous avons menée, depuis plusieurs semaines. En ayant sollicité des acteurs de premier plan des différents domaines dans lesquels l'après-Publifin se joue, depuis plusieurs mois. Et au-delà de la question du maintien en place ou non de Stéphane Moreau. ♦

Dès ce jeudi 26 octobre, « Comment Liège se relève de Publifin » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Marie-Cécile Royen sur

canal 

Ciel contrasté sur la Cité ardente où l'« affaire » a laissé des traces.

HATIM KAGHAT



PARTIE DE CHASSE

Il y a près d'un an, le coup de fusil Publifin affolait la faune politique liégeoise. Certains spécimens sont passés entre les balles, d'autres ont été touchés sans être tout à fait abattus. Petite promenade récapitulative en forêt, parmi les bécasses, les cerfs et les loups.

PAR MÉLANIE GEELKENS

La saison de la chasse est ouverte. Le spécimen le plus prisé, cette année, avait déjà passé un rude hiver, privé de son hibernation médiatique adorée. L'été lui avait rendu un peu de répit pour lécher ses plaies. Puis, revoilà l'automne et ses coups de fusil d'autant plus retentissants que, d'ici un an, débutera une autre traque d'arrière-saison, celle des électeurs. Empailler ce gros gibier serait un trophée rêvé. Alors, Valérie De Bue a

dégainé dans *L'Echo*, le 26 septembre dernier. « Stéphane Moreau doit partir. On pourra aller jusqu'à le licencier. » La nouvelle ministre MR des Pouvoirs locaux doit prouver que son parti et elle savent tirer. Même désarmé de toute législation ad hoc. Même si la bête poursuivie se révèle perversement futée, jusqu'ici toujours planquée dans sa tanière contractuelle. La battue pour l'en déloger coûterait au minimum 1,2 million d'euros.

Mais qui abat d'autre ? Ces « ploucs », ces « lampistes », ces bécasses coupables de s'être emplumées sans broncher au sein des comités de secteur ? « Ils ont déjà assez souffert », les défend-on de part et d'autre. Plusieurs ont déjà été flingués par la dépression. Pas au point d'en démissionner : sur les 30 élus épinglés, un seul – le socialiste Claude Emonts – s'est politiquement sacrifié. Un autre – l'humaniste Raphaël Amieva Acebo – entendait renoncer à son mandat de conseiller communal à Crisnée. Il a changé d'avis, « avec un peu de recul et à froid », justifiait-il dans *L'Avenir*. Un troisième – le libéral Maxime Bourlet – avait été incité, par son leader pourtant bien aimé, Daniel Bacquelaine, à « chercher du travail en dehors de la politique ». Il est resté président du CPAS d'Awans et, aux dernières nouvelles, conseiller au cabinet dudit ministre des Pensions. Certains, peut-être, ne se représenteront pas aux →

Ce qu'ils étaient avant qu'éclate le scandale, ce qu'ils sont aujourd'hui

NOM	PARTI	FONCTION	NET TOTAL PERÇU	AUJOURD'HUI
COMITÉ DE SECTEUR ÉNERGIE (2013 - 2016)				
Claude Emonts	PS	Président du comité	54 134 €	A démissionné de son poste de conseiller communal
Raphaël Amieva Acebo	CDH	Membre du CA de Publifin et membre du comité	32 553 €	Toujours conseiller communal à Crisnée
Maxime Bourlet	MR	Membre du comité	32 300 €	Toujours président du CPAS et mentionné comme membre du cabinet Bacquelaine
Valérie Dejardin	PS	Membre du comité	32 408 €	Toujours bourgmestre de Limbourg
Alfred Lecerf	CDH	Membre du comité	28 988 €	Toujours bourgmestre de Lontzen
Marie-Noëlle Mottard	MR	Membre du comité	32 300 €	Toujours conseillère communale à Waremme et conseillère provinciale à Liège
Vinciane Pirmolin	CDH	Membre du comité	32 481 €	Reconduite comme présidente d'arrondissement
André Stein	MR	Membre du CA de Publifin et membre du comité	32 481 €	Toujours conseiller provincial à Liège. Devenu président de la Fédération royale belge de tennis
Eric Vanbrabant	PS	Membre du CA de Publifin et membre du comité	32 300 €	Toujours échevin à Seraing, président de Publicec
COMITÉ DE SOUS-SECTEUR LIÈGE-VILLE (2013 - 2016)				
Mohammed Bougnouch	PS	Président du comité	30 320 €	Toujours conseiller communal à Liège
Jean-Paul Bonjean	PS	Membre du comité	25 266 €	Toujours conseiller communal à Liège
Sébastien Bovy	MR	Membre du comité	25 266 €	Toujours conseiller communal à Liège
Anne Delvaux	CDH	Membre du comité	9 317 €	Avait démissionné en octobre 2014. Retirée de la vie politique
Laurence Cuipers	CDH	Membre du comité (en remplacement de Anne Delvaux)	14 548 €	Toujours conseillère communale à Liège
Pierre Gilissen	MR	Membre du comité	25 266 €	Toujours conseiller communal à Liège
Jean-Pierre Goffin	PS	Membre du comité	25 069 €	Toujours conseiller communal à Liège
Giuseppe Maniglia	PS	Membre du comité	25 266 €	Toujours conseiller communal à Liège
COMITÉ DE SECTEUR TÉLÉCOM (2013 - 2016)				
Catherine Megali	PS	Présidente du comité	54 134 €	Toujours présidente du CPAS de Flémalle
Alain Defays	CDH	Membre du comité	32 300 €	A démissionné de ses mandats en janvier 2016. Toujours président du Country Hall de Liège
Luc Delvaux	MR	Membre du comité	32 300 €	Devenu bourgmestre de Sprimont
Fabrice Drèze	MR	Membre du comité	32 481 €	Toujours conseiller communal à Liège
Béatrice Kinet	CDH	Membre du comité	12 323 €	Avait démissionné de Publifin en 2015. Toujours conseillère communale à Marchin
Stéphane Linotte	MR	Membre du comité	28 666 €	Toujours échevin à Fléron
Serge Manzato	PS	Membre du comité	32 662 €	Toujours bourgmestre d'Engis. A démissionné de la présidence de la fédération hutoise
Fatima Shaban	PS	Membre du comité	28 827 €	Toujours conseillère communale à Liège
COMITÉ DE SECTEUR GAZ (2013 - 2016)				
Claude Klenkenberg	PS	Président du comité	41 912 €	Toujours président du conseil provincial de Liège, conseiller communal à Welkenraedt et président de la fédération verviétoise
Isabelle Albert	PS	Vice-présidente du comité	34 239 €	Avait démissionné en 2013 de Tecteo. Toujours bourgmestre d'Oreye et conseillère provinciale à Liège
André Denis	MR	Vice-président du comité	33 678 €	Toujours député provincial à Liège
Gérard Georges	PS	Membre du comité	25 118 €	Toujours conseiller provincial à Liège
Josette Michaux	PS	Membre du comité	0 €	Toujours conseillère provinciale à Liège, devenue administratrice de Nethys

→ communales d'octobre 2018. « Ceux qui le veulent, en tout cas, devront avoir remboursé! », clame un ténor principalitaire. On ne sait jamais, que le citoyen aurait la mémoire tenace.

Ainsi a évolué la faune liégeoise, près d'un an après l'éclatement du scandale Publifin. Beaucoup d'*animalus politicus* ont sauvé leur peau. Quelques-uns ont succombé. Tout dépend de l'espèce.

La harde orange désorientée

Ainsi, dans la famille des pelages orangés, le mâle dominant ne domine plus personne. Il n'a pas été banni de la harde. Plutôt, Dominique Drion n'a pas voulu la quitter, et le mâle encore plus puissant que lui, un sanglier solitaire bastognard, n'a que mollement tenté de l'y forcer. Alors ses congénères l'ont laissé terminer sa législature comme conseiller dans la forêt provinciale. Dépourvu de l'influence que lui conférait jadis sa puissance. Mais pas de tous les mandats dont il aimait tant se rassasier. Il ne goûte plus à Nethys, Publifin, Resa, EDF Luminus. Il a démissionné du Travailleur chez lui, filiale de Publifin, mais en reste... conseiller. Il n'a pas lâché ses postes d'administrateur chez Publilec, Socofe et Ogeo Fund.



Dominique Drion (à gauche) n'a pas voulu quitter le clan CDH, mais a dû démissionner de certains de ses mandats.

Son clan peine à lui trouver un successeur. Vinciane Pirmolin, qui l'avait déjà remplacé comme président d'arrondissement des humanistes liégeois, a été reconduite malgré son implication dans les comités de secteur. Mais elle reste un leader effacé. Alda Greoli, la « nettoyeuse » envoyée par le président Lutgen, aime se définir comme un gaz. « Quand il n'y a pas beaucoup d'air, je me contracte.

Quand l'espace est grand, je me dilate. » La place à prendre à Liège est béante. Pourtant non, merci, la ministre de la Santé et de la Culture n'est guère intéressée. La députée Vanessa Matz se serait bien vue se déployer, mais des problèmes de santé l'obligent au retrait. Que Benoît Lutgen ait chassé le PS du territoire wallon n'a rien arrangé.

« Le CDH est mort », répète-t-on →

NOM	PARTI	FONCTION	AUJOURD'HUI
LES AUTRES PROTAGONISTES			
André Gilles	PS	Était président du CA de Publifin et du conseil provincial de Liège	Exclu du PS, toujours administrateur chez Nethys, conserve 8 autres mandats (Publilec, Cecotepe, Cpeons, Application câble multimédia, Tecteo-Brutélé, Publupart, Socofe)
Dominique Drion	CDH	Était vice-président de Nethys et président de son comité de rémunération	Toujours membre du CDH. A démissionné de son poste de chef de groupe à la Province mais reste conseiller provincial. Garde plusieurs mandats
Georges Pire	MR	Était vice-président de Nethys et administrateur de Publifin	Toujours membre du MR, a démissionné de son poste de conseiller provincial. Conserve toujours 10 mandats rémunérés (et 17 au total)
Stéphane Moreau	PS	Administrateur délégué de Nethys	A démissionné du PS et de son poste de bourgmestre d'Ans. Toujours en fonction chez Nethys
Claude Parmentier	PS	Était membre des CA de Publifin et de Nethys	Toujours bourgmestre de Wanze. A démissionné de son poste de chef de cabinet adjoint du ministre wallon des Pouvoirs locaux et des CA de Nethys et Ogeo Fund
Alain Mathot	PS	Était vice-président de la fédération liégeoise du PS	Toujours bourgmestre de Seraing. A démissionné de quatre mandats (Publilec, vice-présidence de la fédération PS, Newin, Socofe)
Willy Demeyer	PS	Était président de la fédération liégeoise du PS	Toujours bourgmestre de Liège. A démissionné de la présidence de la fédération. Démissionnera de son poste de député fédéral le 1 ^{er} novembre

Depuis l'affaire Publifin, certains ténors liégeois se terrent.



DIDIER LEBRUN/PHOTO NEWS

→ chez les pelages rouges. Eux aussi ont été criblés d'impacts. Mais ils s'appliquent à cicatriser. Deux des cinq grands cerfs ont été excommuniés. André Gilles ne brame plus. Aigri, abattu, conscient de sa propre fin, il ne garde « que » huit mandats (1), dont surtout celui d'administrateur chez Nethys en guise de consolation. Sans doute plus pour longtemps. Les épais tentaculaires de Stéphane Moreau effraient toujours. Mais moins qu'avant. Il conserve plusieurs amis au sein de la harde, ceux qui restent redevables du temps où il était envoyé, tous bois en avant, parce que les autres n'entendaient guère se battre. « Quand les choses seront calmées, il retrouvera une influence », considère Marc Bolland, bourgmestre de Blegny.

Le Marcourt dominant

Les grands cervidés liégeois ne meurent jamais... Mais ils se terrent, parfois, comme le député-bourgmestre Alain Mathot. « Il s'est fait hyperdiscret, on ne le voit plus, on ne l'entend plus », remarque-t-on. Willy Demeyer aussi s'est retiré. De la présidence de la fédération liégeoise du PS et, le 1^{er} novembre

prochain, de son poste de député fédéral. De l'après-Publifin, il n'a « rien à dire ». Le bourgmestre ne s'occupe plus que du terrain liégeois et, « franchement », il vit « bien mieux comme ça » : « On ne me croit pas, quand je le dis, pourtant c'est bel et bien vrai. »

De plus en plus commencent à s'en convaincre, même ceux qui craignaient que son successeur à la fédération, l'échevin liégeois Jean-Pierre Hupkens, ne soit qu'une doublure. « Jean-Pierre est moins l'homme de Willy que ce qu'on a pu en dire, dépeint le député-bourgmestre de Herstal Frédéric Daerden. Il a son autonomie, une forme d'indépendance. » Il en faut un peu, pour déclamer, lors de son apéro de rentrée, fin septembre, avoir pu « mesurer l'état délétère de [la] fédération, les luttes intestines qui l'ont minée, le processus

de concentration/confiscation du pouvoir qui, sournois et presque inconscient, raréfiait chaque jour un peu plus l'air ambiant ». Le nouveau président a lancé « les douze travaux de Hupkens », comme les surnomme le conseiller communal liégeois et nouvel administrateur de Publifin, Hassan Bousetta. « Il a imposé un important agenda de réformes, internes et externes, en utilisant des méthodes très participatives. Il a, par exemple, instauré toute une série de groupes de travail. Sur l'enseignement, la communication, l'égalité hommes-femmes, la fiscalité... » Gloire aux militants, qui n'avaient plus reçu tant d'égards depuis longtemps. « Il est plus dans la recherche de relance d'une dynamique, complète Frédéric Daerden, que dans la stratégie politique pure. »

Ce volet-là reste l'apanage du dernier des cinq cervidés, Jean-Claude Marcourt. La puissance discrète, du haut de la coupole provinciale du PS. Relais privilégié de l'élan montois Di Rupo. Il ne se salit pas les pattes mais dicte la cadence du troupeau et apparaît à chaque fois que l'événement local s'avère nécessaire. Il avait réussi à échapper à la salve

Les épais tentaculaires de Stéphane Moreau effraient toujours. Mais moins qu'avant

Publifin, mais pas au contrecoup du CDH. Il a très mal vécu la perte du ministère de l'Économie wallonne, bien qu'il reste en charge de l'Enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles. Certains l'imaginent désormais marquer son territoire à Liège. D'autant qu'il le confie, parfois, lorsqu'il sort de son habituelle réserve : terminer sa carrière comme bourgmestre serait un bel aboutissement. Mais il ne croquera sans doute jamais le bois avec Willy Demeyer, pronostiquent plusieurs. Trop loyal, le cerf Marcourt. Pas assez populaire, non plus. Les tapes dans le dos, fort rémunératrices en saison électorale, ne sont pas son genre, lui qui peine à se souvenir du nom des militants.

Les loups bleus

Pendant ce temps-là, les pelages bleus rôdent. Flairent la piste qui pourrait les

mener au pouvoir. S'organisent pour y parvenir. La louve liégeoise Christine Defraigne a réuni autour d'elle Fabian Culot (Seraing), Gilles Foret (Liège), Thomas Cialone (Ans) et Adrien Croisier (Herstal), quatre louveteaux pour former le « groupe Légia ». Et montrer que « la seule alternative crédible, c'est nous », assène la cheffe de meute. « Un autre club des cinq, super », ricanent quelques opposants. Il serait illusoire d'y croire : au MR principautaire, le président provincial Daniel Bacquelaine partage peu le pouvoir. Ce mâle alpha n'est pas ressorti affaibli du scandale Publifin, bien qu'officieusement personne ne doute de son implication. Il validait les évolutions du groupe, plaçait ses pions, recevait les coups de fil de Stéphane Moreau. Mais cela n'a officiellement gêné personne. Le ministre des Pensions est passé entre les déflagrations. Georges Pire fut

finalement le seul libéral à avoir été touché. Pas mortellement : il conserve 17 mandats, dont 10 rémunérés (2), alors que son parti l'avait sommé de n'en préserver que trois. Mais sa blessure est inguérissable. Le vieux loup était déjà déclinant. « Il est maintenant définitivement hors circuit », confirme Fabian Culot.

A l'orée du bois, alors que braconniers et proies s'agitent, les pelages verts observent. Ils sont peu nombreux, mais prêts à courir vite pour rattraper leur retard. Comme les pelages rouges étoilés au poil luisant, préservés des éclaboussures boueuses qui finissent par tacher à force de traîner dans la forêt. Dans un an, lorsque la saison de la chasse électorale sera ouverte, ils risquent de faire un carton. ♦

(1 et 2) Certains mandats ont peut-être pris fin, mais les démissions n'ont en tout cas pas été officiellement actées au *Moniteur belge*.

LES BONNES ADRESSES

NOUVEAU RANGE ROVER VELAR

PARFOIS, LES MOTS SONT INUTILES



ABOVE & BEYOND



RÉSERVEZ VOTRE ESSAI

Le design du nouveau Range Rover Velar parle de lui-même. Les lignes continues de sa silhouette créent un parfait alliage de simplicité et d'élégance, jusque dans les moindres détails. Mais, pour vraiment se rendre compte de ce qu'est le nouveau Range Rover Velar, il faut l'essayer.

Land Rover Liège by Spirletautomobiles

Rue Haroun Tazieff 10, 4032 Liège (Chênée) - T. 04/344.01.01

www.landroverliege.be

5,4-9,4 L/100 KM – 142-214 G/KM CO₂

Prix catalogue recommandé à partir de 57.300 € TVAC. Informations environnementales [AR 19/03/04]: landrover.be. Donnons priorité à la sécurité.

DES PAROLES. ET DES ACTES ?

Quatre-vingt-cinq : tel est le nombre de recommandations formulées dans le rapport de la commission d'enquête Publifin, dévoilé le 3 juillet dernier. Combien ont jusqu'à présent été concrétisées ? Deux, selon nos vérifications.

PAR MÉLANIE GEELKENS

Il y en a eu pour tout le monde. Sauf pour nous ! » Tant que les médias et la commission d'enquête s'agitaient, les travailleurs y ont cru. Pas à un changement de management. Mais au fait que « l'argent ne revienne plus toujours aux mêmes », soupire Daniel Bolland, délégué CSC côté ouvriers. Un million de salaire annuel, quand une augmentation de deux euros par chèque-repas est refusée pour raison financière, ça passe mal. Forcément. Alors au cœur du scandale, les syndicats avaient déposé un cahier de revendications, histoire de réclamer leur part. Les négociations furent d'abord au point mort, elles ont redémarré courant octobre. Mais le personnel n'espère plus. « D'autant que rien n'a bougé, depuis le rapport de la commission d'enquête », regrette Olivia Gabriel, déléguée CSC côté employés.

Ces septante-trois pages d'autopsie disséquaient pourtant la vacuité des

comités de secteur, les multiples anomalies liées aux salaires des dirigeants, les négligences coupables de la tutelle régionale, la futilité du contrôle communal, le non-respect des règles de marché public, l'indigeste amalgame entre deniers publics et utilisation privée. Du lourd, pour celui qui en doutait encore. Quinze indices d'infraction pénale. Prière de faire le ménage ! Mais ni la Région, ni le nouveau conseil d'administration de l'intercommunale ne se sont empressés d'exécuter les 85 recommandations formulées.

Les premières portaient sur les rémunérations des comités de secteur, « versées aux présidents et membres sans qu'une présence et une prestation suffisante n'ait été accomplie en contrepartie », qui ont été « illégalement perçues » et qui « doivent faire l'objet d'un remboursement ». Les commissaires (et les experts qui les épaulaient) ajoutent qu'il « appartient au conseil d'administration de Publifin de prendre ses responsabilités et de réclamer le remboursement des sommes indûment versées ». Quitte à saisir un juge civil pour « évaluer l'étendue du dommage pour l'intercommunale ».

Aucun juge n'a été saisi. Et pas un euro n'a été pour l'instant rétrocédé. « Il y aura

**Aucun juge n'a été saisi.
Et pas un euro n'a été
pour l'instant rétrocédé**

bien remboursement, c'est en cours », assure Fabian Culot (MR), vice-président de Publifin, qui estime toutefois que les présences aux réunions doivent être déduites. « C'est juridiquement beaucoup plus complexe qu'on ne le pense, complète Hassan Bouseta, administrateur PS. Où est la faute ? Quelqu'un qui a assisté à toutes les réunions a-t-il la même responsabilité que celui qui n'était jamais présent ? Un président a-t-il la même responsabilité qu'un membre ? »

Fauchés

Surtout, les élus incriminés n'ont parfois plus les sommes à restituer. « Certains sont dans une situation financière délicate, concède Marc Hody, administrateur Ecolo. On pourrait, dès lors, imaginer une solidarité des fédérations politiques PS-MR-CDH. » Certaines ont fait don à la Croix-Rouge des montants qui leur avaient été rétrocédés. Ils sont toujours gelés sur un compte et le resteront, « tant qu'on ne sait pas si l'argent est propre ou sale », fait savoir l'ONG.

Le nouveau CA de Publifin n'a pas non plus avancé concernant les rémunérations des membres du comité de direction de Nethys. La commission d'enquête estimait que certains contrats pourraient se révéler irréguliers (annexes manquantes, bonus variables sans objectif chiffré, effet rétroactif...) et réclamait leur examen afin d'« aboutir au remboursement des sommes illégalement perçues et pour empêcher le maintien et/ou la mise en œuvre des deux indemnités de rupture prévues en faveur de [Stéphane Moreau] ». L'inspection sociale n'a pas davantage été saisie pour « inspecter les constats qui avaient suscité le questionnement de la commission au regard du droit social », notamment



Le rapport de la commission d'enquête Publifin pointe, notamment, les multiples anomalies liées aux salaires des dirigeants.

le fait que les lois sociales payées par Stéphane Moreau en tant que directeur général indépendant avaient finalement été payées, avec effet rétroactif, par l'entreprise.

Le CA de l'intercommunale progresse par contre lentement dans la reprise du contrôle direct de Nethys. Les administrateurs de Finanpart, l'inutile couche entre les deux structures, ont bien été remplacés par ceux de Publifin. Le scénario devrait se répéter chez Nethys. Pour, in fine, «écarter les personnes dont la responsabilité est engagée dans les manquements et les dysfonctionnements», comme l'exhortent les commissaires ?

Faire le tri parmi les multiples activités du groupe sera un chantier tout aussi ardu. La commission estime qu'il faut «repenser [son] périmètre de fonctionnement», en «envisageant de céder à des tiers certaines participations, liées notamment à des activités situées à l'extérieur du pays [...] ou de céder à des

sociétés publiques régionales les participations liées à des activités qui dépassent le périmètre d'intervention de l'intercommunale». Les journaux français, les parcs éoliens (notamment) africains et le câblodistributeur doivent se sentir visés... Quant à Resa, la vache à lait du conglomerat, les commissaires considèrent qu'il faut la remonter dans Publifin «pour lier directement le GRD (gestionnaire de réseau de distribution) à son actionnariat public et en assurer la stricte indépendance à l'égard des autres activités».

Allô, la Région ?

Si les Liégeois ne se décident pas, la Région le fera. En tout cas, la commission d'enquête lui adjure. Mais les concrétisations ne sont pas plus rapides de son côté. Pas de modification du code de la démocratie locale pour empêcher les dérives (du genre : émoluments sans prestation, jetons de présence dans des organes non décisionnels, mandats

«privés» non repris dans le plafond de 150 % de l'indemnité parlementaire, absence de règles de fonctionnement des comités de nomination et de rémunération...). Toujours pas, non plus, de création d'une commission de déontologie et d'un cadastre des mandats, bien qu'ils aient été prévus par des décrets en 2014. Ni de plafonnement des revenus pour les mandataires non élus, ni de limitation du nombre de présidents et vice-présidents, ni d'application du plafond de 245 000 euros pour le salaire du dirigeant, ni d'organisation d'une tutelle spéciale pour garder un œil sur les activités, ni de désignation d'un délégué au contrôle régional, ni de contrôle externe des finances de l'intercommunale, ni d'objectivation du recrutement du management...

Ni rien, en fait. Ah, si : les comptes 2015 de Publifin (ceux qui incluaient les rémunérations des comités de secteur) ont été désapprouvés par Pierre-Yves Dermagne (PS), lorsqu'il était encore ministre des Pouvoirs locaux. ♦

Wallonie et Bruxelles :
alerte économique

Publifin : le document
qui trahit Moreau et Gilles

La Catalogne, une menace
pour notre gouvernement ?

LE VIF

l'express

N°12



N°15



N°19



N°20



N°21



TUEURS DU BRABANT

N°4



N°7



N°8



N°9



N°9bis



N°10



N°14



N°16



N°17



N°18



Pourquoi justice ne sera jamais faite

LE VIF 35^e année n°44 - L'EXPRESS n°3461 hebdomadaire du 3 au 9 novembre 2017
BEL/LUX 5706 - P509558 - ISSN 0774-2711

01744 >



54 14286 210520



UNE THÉRAPIE DE CHOC



Sur la durée, la Wallonie ne se redresse pas. Depuis vingt ans, elle ne parvient pas à faire progresser son activité et sa richesse au niveau de la moyenne européenne.

BENOIT DOPPAGNE/BELGAIMAGE

Le redressement régional est trop lent. Le plan Marshall n'a pas porté ses fruits. La nouvelle majorité MR-CDH annonce des réformes radicales. Mais un électrochoc plus fondamental s'impose : n'est-ce pas d'une unité politique plus large dont la Wallonie a besoin ?

PAR OLIVIER MOUTON

Non, la Wallonie ne se redresse pas. Le constat est là, inquiétant : en dépit du plan Marshall lancé en 2005 et d'une prise de conscience historique, l'économie régionale ne relève pas la tête. Au contraire : la Région stagne, les frémissements incarnés par des *success stories* comme celles de GSK ou Spadel ne sont que sporadiques. A ce rythme, la Wallonie ne sera pas prête pour 2024, quand la manne de solidarité venue de Flandre commencera à décliner, en vertu de la loi de financement adoptée dans le cadre de la sixième réforme d'Etat. C'est dire si une thérapie de choc s'impose. Vite. →

POUR LA WALLONIE

Dès ce jeudi 2 novembre, « Une thérapie de choc pour la Wallonie » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Olivier Mouton sur

canal **Z**

→ Des chiffres implacables

Le premier à avoir sonné publiquement le tocsin, début 2017, se nomme Didier Paquot, responsable du service d'études de l'Union wallonne des entreprises (UWE). Son constat est cruel. Le PIB wallon par habitant, qui culminait à 89 % de la moyenne européenne en 2003, est retombé à 86 % en 2014. A titre de comparaison, le PIB flamand par habitant pèse toujours 120 % de la moyenne européenne. La croissance du PIB ? La Wallonie n'a fait mieux que la Flandre qu'à trois reprises pendant cette période : en 2003, en 2008 et en 2010. « L'objectif visant à limiter le décrochage n'est pas atteint, constate alors Didier Paquot. Et les autres indicateurs ne sont pas plus réjouissants. Le taux de chômage, à 10,9 % fin 2016, est identique à celui de

indépendant dont le travail est respecté. Depuis vingt ans, elle ne parvient pas à faire progresser son activité et à accroître sa richesse au niveau de la moyenne des autres régions d'Europe. Les importants et louables efforts qui ont été menés pendant cette longue période n'ont finalement réussi qu'à la maintenir à flot. »

Depuis la mise en garde du patronat wallon, de l'eau a coulé sous les ponts namurois. La volte-face de Benoît Lutgen, président du CDH, a retourné la majorité régionale l'été dernier. Longuement interrogé par *Le Vif/L'Express*, le nouveau ministre-président libéral, Willy Borsus, n'hésite pas à relayer le constat de ceux qui s'inquiètent pour l'avenir régional. « Des efforts ont été faits en Wallonie, c'est indéniable, dit-il. Mais peu de choses ont significativement changé

en octobre, indique que plus de 7,8 % de la population wallonne est confrontée à une situation de privation matérielle grave. « Cela signifie que ce sont des gens qui ne peuvent pas manger à leur faim, constate-t-il, ahuri. Il y a par ailleurs 26 % de personnes confrontées à un risque de précarité sociale à court terme. Une personne sur quatre ! Le chômage structurel wallon est toujours deux fois supérieur au chômage flamand. Le taux d'emploi en Wallonie est de 62,2 %, alors que l'objectif 2020 pour l'emploi belge est de 73,2 %. Et nous sommes en octobre 2017 ! Il faut rattraper un retard de 11 % en trois ans. Le taux flamand, lui, est de 72 %. La population wallonne, c'est 32 % du total de la population belge, mais on ne représente que 23 % du produit intérieur brut. C'est indéniable : la Wallonie n'a pas décollé. » Rideau. Même si quelques notes « modérément optimistes » ont surgi ces derniers jours, dont une croissance revue à la hausse (1,7 %) pour 2018 et des perspectives plus enjouées de la part de l'UWE. Mais une thérapie de choc reste indispensable.

La mort du plan Marshall

Après le changement de majorité en Wallonie, Philippe Destatte s'est ouvertement inquiété du discours « ambigu » tenu par le nouveau couple MR-CDH. « Après l'inertie, la continuité ? » demande-t-il dans une tribune fort remarquée, le 17 septembre dernier. En s'interrogeant sur la volonté de maintenir en l'état le plan Marshall. « Or, nous devons malheureusement constater la faiblesse des politiques de reconversion de la Région, tant en matière budgétaire qu'en termes d'impact, lâche-t-il. Sacraliser ce plan et le maintenir en l'état serait une grave erreur. » Et tant pissi on l'a érigé en modèle au fil des années... y compris en Flandre. Depuis lors, le ministre de l'Economie, Pierre-Yves Jeholet (MR), a plusieurs fois pris ses distances avec ce symbole devenu une « opération marketing ». « Le plan Marshall est en voie d'extinction », résumait-il à *L'Echo* le 28 octobre.



Willy Borsus, nouveau ministre-président (MR) de la Région wallonne chez Spadel, Entreprise de l'année 2017. Un arbre qui cache la forêt.

2003, alors que la Flandre est passée sur la même période de 5,7 % à 4,9 % ». Son plaidoyer est entendu... sous forme d'appel à la patience. « Le temps économique n'est pas celui de la politique », glisse alors le ministre de l'Economie, Jean-Claude Marcourt (PS), qui a porté le plan Marshall pendant onze ans. Avant de s'en aller, contraint et forcé.

« La Wallonie ne se redresse pas dans la longue durée, appuie aujourd'hui encore Philippe Destatte, directeur général de l'institut Destrée, un centre de recherches

en termes de résultats socio-économiques depuis un quart de siècle. Il y a bien eu des frémissements, des indicateurs prometteurs. Mais on a trop souvent fait dire au diagnostic ce qu'on avait envie d'entendre. C'était davantage un optimisme de circonstance qu'une analyse de la réalité. »

Les chiffres sont implacables, admet Willy Borsus, qui dresse, à son tour, un réquisitoire chiffré. Le dernier rapport de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (Iweps),



Orienter davantage les jeunes vers des profils de fonction où il y a des perspectives de carrière, une des pistes avancées par Willy Borsus.

« Ce plan a apporté un certain nombre de dynamiques positives, qui ont été saluées à juste titre, signale Willy Borsus. La création des pôles de compétitivité et le soutien à l'innovation ont été importants. Mais il y aura une réorientation de ce plan vers trois priorités : la création d'un plus grand nombre d'entreprises, le soutien à leur développement et à leur internationalisation. J'y ajoute un élément : dans le plan Marshall comme dans d'autres approches, on a trop souvent financé les structures, sans avoir nécessairement la priorité de financer les politiques, les actions. Et, surtout, on a oublié d'évaluer cela avec un regard froidement quantitatif, financier... » Tel est le cap annoncé. Il fera l'objet très prochainement d'une décision au sein du gouvernement wallon.

Il est grand temps de mobiliser toutes les énergies vers l'objectif requis, ce qui est loin d'être acquis, déclare Philippe Destatte au Vif/L'Express. « Je suis frappé par le fait qu'en Wallonie, en général, on communique très fort sur ce qui constitue les modes encouragées par l'Europe. Un exemple ? L'économie circulaire était

considérée comme une priorité : tel était le discours. Mais seule une dizaine de fonctionnaires y étaient vraiment affectés. On ne met pas en adéquation le travail de terrain avec la volonté politique. Parce que le mode de fonctionnement de la fonction publique ne s'y prête pas. On a essayé de régler cela en créant des organismes d'intérêt public (OIP) ou des agences spécifiques. Mais cela n'a fait que reproduire les logiques bureaucratiques. Et le résultat est l'inverse de ce que l'on souhaitait : on a démobilisé tous les acteurs... » Le défi du MR, de retour au pouvoir, consistera donc à changer la culture de l'entreprise publique wallonne. Et à simplifier les structures.



HATIM KAGHAT

Philippe Destatte, de l'institut Destrée, s'est ouvertement inquiété du discours « ambigu » du nouveau couple MR-CDH.

Réduire l'écart public - privé

La fragmentation de l'espace public et la multiplication des outils en tout genre : voilà « les » maux wallons. « La Wallonie souffre d'un nombre excessif de structures, acquiesce le ministre-président, Willy Borsus. Souvent, celles-ci finissent par s'autojustifier. Un gros effort de rationalisation sera mené à court terme. Cela doit aussi permettre d'assurer l'efficacité des moyens disponibles, une autre préoccupation régionale. Le rapport de la Cour des comptes sur le budget, que nous avons demandé en début de législature, annonce un montant de la dette avoisinant les 21 milliards d'euros. » Plus question de tergiverser : il faut réduire la voilure.

« Tous ces instruments contribuent en outre à élargir le périmètre du public alors que l'on sait depuis les années 1990 qu'il y a un déséquilibre de plus de 100 000 emplois en Wallonie entre le secteur marchand productif et le secteur non marchand non productif, clame Philippe Destatte. Il est indispensable, hors de toute considération idéologique, de s'interroger sur la privatisation →



La Wallonie ne dispose pas de tous les outils nécessaires à son redressement. Pas encore.

→ de certains outils. Lorsque Bruno Venanzi, patron du Standard, annonce qu'avec les moyens de la vente de Lampiris, il a en tête de créer un invest privé sur Liège, cela va dans le bon sens. Cela ne veut pas dire que Meusinvest n'a plus sa vocation, mais rien ne l'empêche d'évoluer vers un statut privé... »

Un tabou appelé à tomber ? « Le débat sur la privatisation de certains outils ou de certaines sociétés à participation régionale est ouvert chez nous », rétorque Willy Borsus. Qui marche toutefois sur des œufs : « C'est un débat que je ne tiens pas à aborder de façon réductrice ou idéologique. Mon raisonnement est le suivant : si l'ouverture du capital des sociétés wallonnes peut apporter une plus-value stratégique pour notre activité économique, pour l'emploi, pour l'avenir de l'entreprise, alors, on peut l'envisager. C'est le raisonnement que nous avons avec la Sonaca.

Mais dans mon esprit, on ne doit pas perdre la main. Si on éloigne le pouvoir décisionnel de la Région wallonne, on risque de s'affaiblir lors de décisions stratégiques. Je reste donc partisan de participations minoritaires. »

Mais la priorité pour combler ce fossé public-privé, précise-t-il, consiste à créer des emplois privés. « Jobs, jobs, jobs » : le slogan du fédéral. « En Wallonie, on a moins que d'autres l'inclinaison à se lancer dans l'activité d'indépendant, à créer une PME et à la faire grandir, souligne le ministre-président. Cette culture de l'entrepreneuriat commence dès le plus jeune âge, dès l'école. Je plaide pour que l'on développe cette mentalité d'aller de l'avant. Notre Région doit se retrousser les manches. Parce que quand les mécanismes de solidarité vont commencer à diminuer, dans sept ans, il sera trop tard ! » Un ton qui est surtout incantatoire...

Vers une régionalisation accrue

La Wallonie ne dispose pas de tous les outils nécessaires pour se redresser. Pas encore. Willy Borsus le reconnaît implicitement. « Un autre élément vital, c'est l'adéquation de la main-d'œuvre avec les besoins des entreprises, dit-il. La formation initiale est un des problèmes majeurs de notre espace francophone. Or, cette compétence se trouve au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il faut investir fortement dans le niveau qualitatif et orienter beaucoup plus les jeunes vers les profils de fonction où il y a des perspectives de carrière. Voilà pourquoi je me permets un message très direct à mes collègues de la Fédération : arrêtez l'allongement du tronc commun ! C'est une très mauvaise idée. Moi qui visite souvent des entreprises, je peux vous dire que nous avons besoin de jeunes qui ont très tôt une capacité technique,

professionnelle, quitte à poursuivre la formation en entreprise. »

Le grand chamboulement de l'été n'est pas forcément de nature à faciliter les choses. Car si la majorité a changé en Wallonie, elle est restée la même à la Fédération Wallonie-Bruxelles : PS-CDH. De quoi perdre son latin dans un espace francophone asymétrique. « C'est un élément de difficulté supplémentaire, convient Willy Borsus. Mais je nuance en même temps mon propos : c'est la logique d'un Etat fédéral. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que cela se passe. »

Structurellement aussi, les choses pourraient mieux se passer. En témoigne le retour d'un courant régionaliste tant au sein du PS que du MR. Message : la Région devrait disposer de tous les outils nécessaires pour façonner son réveil. Parmi les partisans de cette voie, on retrouve des personnalités aussi éminentes que les PS Jean-Claude Marcourt, Pierre-Yves Dermagne, Nicolas Martin et Christophe Collignon, sans oublier les actuels ministres MR Pierre-Yves Jeholet et Jean-Luc Crucke. « Vous m'autorisez à rappeler mon devoir de réserve en tant que ministre-président, s'excuse Willy Borsus. Dans la séquence jusqu'en 2019, il n'y aura absolument pas de débat institutionnel et c'est heureux. Mais à terme, le mouvement des choses ira inmanquablement vers une simplification institutionnelle, largement au départ des Régions. » Quand on l'interrogeait à ce sujet en 2015, Jean-Claude Marcourt, toujours ministre, répondait : « J'y suis favorable, mais plus tard... » Trop tard ?

Unité régionale et nouvelle gouvernance

C'est comme s'il y avait, en Belgique francophone, une difficulté structurelle à faire des choix clairs pour l'avenir. Et à s'unir pour faire face à l'urgence. « J'avais plaidé en 2014 pour une unité politique régionale, nous rappelle Philippe Destatte. La situation de la Wallonie est telle que les trois partis traditionnels auraient dû se mettre ensemble, pour mener des

transformations profondes et résoudre les problèmes institutionnels nés de la division entre Communauté française et Région wallonne. Selon moi, cela reste un enjeu majeur pour 2019. Mais à force de reporter l'échéance, il sera peut-être trop tard : une tripartite risque de ne plus avoir de majorité claire en 2019. »

L'idée avait l'oreille d'une partie du PS, tendance Marcourt, et du MR. C'était avant la fracture durable entre les deux partis. « Je ne crois absolument pas à un gouvernement d'unité rassemblant tout le monde, coupe Willy Borsus lorsqu'on lui soumet l'idée. Cela reviendrait à chercher en permanence le plus petit dénominateur commun. C'est l'inverse que je pense. La Wallonie a besoin de réformes et de changement comme de pain. Pour y arriver, je crois en une majorité claire, rassemblée sur un nombre

(Ecolo), mais il reste bien du chemin à parcourir. Philippe Destatte, émet aussi des réserves : « En parlant de bonne gouvernance, on évoque la rémunération des ministres, des fonctionnaires, le cumul des mandats. Cette éthique-là devrait être naturelle. Mais la vraie problématique de la gouvernance, c'est de veiller à impliquer tous les acteurs dans des politiques collectives. C'est la seule manière de résoudre les problèmes. »

La rupture indispensable pour la Wallonie, celle qui est susceptible de la faire définitivement entrer dans le XXI^e siècle, c'est l'Open Government cher à l'ancien président américain Barack Obama ou au président français, Emmanuel Macron. Une nouvelle philosophie politique qui dépasse les frontières gauche-droite et qui élargit notre modèle de concertation sociale. « L'Open Government, c'est



Pierre-Yves Jeholet (MR) a plusieurs fois pris ses distances avec le plan Marshall, devenu une « opération marketing ».

volontairement limité de priorités. »

Le socio-économique, donc, mais aussi la gouvernance. Avant les vacances de Toussaint, le gouvernement wallon a entériné le plan proposé par Valérie De Bue (MR), ministre des Pouvoirs locaux. « Nos propositions sont les réformes les plus importantes que la Wallonie ait jamais connues, défend Willy Borsus. Nous avons un devoir de résultat absolu, dans le droit fil du rapport de la commission Publifin. » « Ce sont des pas dans la bonne direction », estime Stéphane Hazé

passer son temps à expliquer ce que l'on va faire pour impliquer les gens, pointe le directeur général de l'institut Destrée. Ce modus operandi peine à voir le jour en Belgique. Parce que chez nous, le poids des partis politiques est devenu tel que l'on ne parvient pas à concevoir qu'un ministre représente l'ensemble de la population. »

La Wallonie doit pourtant sortir des clivages stériles pour relever la tête. Fièremment, et d'urgence. Elle n'a plus le choix. ♦

Catalogne : insubmersible, le gouvernement belge ?

Kazakhgate : ce que révèlent les écoutes téléphoniques

FGTB : le spectre de la régionalisation

LE VIF

l'express



SCANDALEUSE FACTURE D'ÉNERGIE

- Tarifs trop élevés, opacité de Publifin et Ores...
- Test-Achats exige des comptes et attaque les politiques

LE VIF 35^e année n° 45 - L'EXPRESS n° 3462 hebdomadaire du 10 au 16 novembre 2017
BEL/LUX 5,70 € - PS09568 - ISSN 0774-2711

01745 >



5 414286 210520

LA CROISADE DE MITSCH CONTRE LES MOULINS POLITIQUES

Le conseiller communal PS dépose une pétition au parlement de Wallonie pour réclamer une commission d'enquête sur l'Electragate. Il continue un combat qui se heurte au scepticisme de ses collègues.

PAR OLIVIER MOUTON

Jean-François Mitsch, conseiller communal PS à Genappe, se dit « soulagé » de voir qu'il n'est plus seul dans sa croisade pour une facture énergétique plus juste, grâce à la campagne lancée par Test-Achats, dont nous révélons la teneur par ailleurs (*lire page 18*). Le « lanceur d'alerte » de l'affaire Electragate/Ores, dévoilée en mars dernier dans *Le Vif/L'Express*, s'interroge depuis de longs mois sur un double marché conclu entre Electrabel et les actionnaires d'Ores, principal distributeur d'énergie en Wallonie, qui aurait coûté quelque 200 millions de trop aux pouvoirs publics. Un scandale potentiellement plus vaste que Publifin, selon lui, car il démontre un système qui explique l'inertie dans le secteur de l'énergie en Belgique.

Ce mercredi 8 novembre, le conseiller communal a déposé une pétition au parlement de Wallonie pour réclamer une commission d'enquête spécifique à cet Electragate qui n'a pas encore révélé tous ses secrets : 5 500 signataires, rassemblés via la plateforme citoyenne *Toute la lumière.be*, l'appuient

dans sa démarche. Parmi eux, un millier se déclarent également prêts à soutenir une action collective pour se constituer partie civile dans le cadre de l'information judiciaire ouverte mi-mai par le parquet de Nivelles. Jean-François Mitsch se dit aussi « indigné » de voir que le monde politique essaie d'étouffer cet épineux dossier. Et tout aussi « dégoûté » par l'attitude de son propre parti, le PS, qui ne le soutient guère – c'est un euphémisme...

Le 12 juin, les dirigeants de la double structure d'Ores (l'intercommunale et son bras armé opérationnel Ores scrl) avaient été auditionnés en commission de l'énergie au parlement de Wallonie. Le CEO d'Ores scrl, Fernand Grifnée, l'ancien président d'Ores, Claude Desama, ainsi qu'un représentant du Groupement d'intérêt économique (GIE), Raphaël Durant, avaient longuement argumenté que le double marché controversé était au contraire « un bon deal ». Sans convaincre complètement : les ministres de l'Énergie et des Pouvoirs locaux, Christophe Lacroix et Pierre-Yves Dermagne (PS), avaient demandé une enquête administrative, toujours en cours, et la mise en place d'une commission chargée d'étudier le dossier en profondeur, avec l'appui d'experts indépendants. La chute de la majorité wallonne, cet été, a freiné cette volonté de transparence. Même si l'actuel ministre de l'Énergie, Jean-Luc Crucke (MR), ne s'oppose pas à une initiative parlementaire.

« Pas de nouveau Publifin... »

Dans les rangs des parlementaires, le ton est à la prudence. Philippe Henry (Ecolo) a déposé une motion pour réclamer le rapport de l'administration d'ici au 15 décembre. Avant cela, pas question d'une commission d'enquête. « A ce stade, nous n'avons aucun élément qui laisserait penser que nous sommes face à un nouveau Publifin, appuie Pierre-Yves Dermagne, chef de groupe PS, dans l'opposition, interrogé par



PHILIP REYNAERS/PHOTO NEWS

Fernand Grifnée (Ores), Claude Desama (ex-Ores) et Raphaël Durant (GIE) devant la commission d'enquête énergie du 12 juin dernier.



DEBBY TERMONIA

*Jean-François Mitsch
se sent moins seul,
mais continue son combat.*

L'Avenir. Mais si des éléments nouveaux nous prouvent le contraire, nous demanderons une commission pour faire toute la lumière. » De même, le 22 juin, Jean-François Mitsch n'avait déjà pas réussi à convaincre un nombre suffisant de communes pour bloquer l'adoption des comptes d'Ores. L'Electragate risque bel et bien un enterrement de première catégorie. Le montant indéniablement trop élevé de la facture d'énergie en Belgique reste toutefois une énigme que l'initiative de Test-Achats, réclamant aussi une commission d'enquête, cherche à lever.

Dans le cadre plus spécifique d'Ores, Jean-François Mitsch a poursuivi son travail d'empêcheur de tourner en rond depuis le mois de juin. Il s'interroge notamment sur les rémunérations des top managers de cette structure bicéphale, après la découverte d'une ligne dans le rapport financier 2016. « Selon les informations fournies par Ores, 9,5 millions de stock-options (rémunération variable, entre 2009 et 2016) ont été attribuées à huit personnes en plus des rémunérations des cadres publiées dans le bilan et les 418 000 euros de l'administrateur délégué, qui dépassent déjà les 245 000 euros

autorisés par le Code de démocratie locale », souligne-t-il. Une motion a été déposée mi-septembre au conseil communal de Genappe pour en savoir plus.

La longue réponse d'Ores, transmise le 25 septembre, en dit long sur l'irritation de l'opérateur. « C'est un outil de motivation, qui permet de récompenser des personnes qui ont obtenu des résultats probants », est-il précisé. En rectifiant le montant, qui ne serait en réalité que de 2,821 millions sur l'année 2016 uniquement, octroyés en vertu d'un ruling fiscal, c'est-à-dire un accord préalable de l'administration fiscale, ce qui ne signifie pas que c'est légal dans le cadre de la gestion publique, qui exclut ce type de produit financier. Une réponse assortie de menaces à l'égard du conseiller : « Les demandes de Monsieur Mitsch, et par tous canaux (mail à Ores, mail à Sedifin, Transparencia, Conseil communal et même le GIE), sont incessantes avec un sens aigu de l'amalgame. » Selon Ores, le conseiller détournerait son droit à l'information de manière excessive. « Ce caractère abusif pourrait encore être renforcé s'il était manifeste que l'intention du demandeur était de nuire aux intérêts de l'intercommunale, en faisant un usage orienté et erroné de ces documents », conclut le courrier.

Mais Jean-François Mitsch n'en démord pas. Il s'en prend encore à la mauvaise gestion de la dette opérée par le groupe. Il dénonce aussi l'attitude de l'intercommunale lorsqu'elle attaque le nouveau texte du régulateur wallon, la Cwape, déterminant les tarifs d'énergie pour 2019. « Pourtant, ce texte de la Cwape devrait matérialiser une réduction du prix, dénonce-t-il. Ores se comporte comme une entreprise privée, loin de la recherche de l'intérêt général. » Et de relever que Resa, le gestionnaire de réseau appartenant à Publifin a, quant à lui, accepté la proposition de nouveau tarif du régulateur. Faisant feu de tout bois, le conseiller communal socialiste dénonce encore les failles de la gouvernance d'Ores – « deux administrateurs indépendants siègent au nouveau conseil d'administration, alors qu'il en faudrait six minimum ». Il épingle enfin la proximité décidément forte entre cette structure et Electrabel, dont le CEO d'Ores scrl, Fernand Grignée, a été responsable juridique, puis de la communication. Mais il apparaît aussi que Cyprien Devillers, échevin MR à Charleroi et président d'Ores scrl et d'Ores Assets, l'intercommunale en tant que telle, était lui aussi « strategic analyst » chez Electrabel, depuis 2001. Un noyautage en bonne et due forme ?

Le « lanceur d'alerte » de Genappe lui-même n'est-il pas, toutefois, suspect de conflit d'intérêts ? Jean-François Mitsch est à la tête d'Enercoop Belgique, une coopérative active dans la production d'énergie renouvelable. « C'est parce que je connais le secteur que j'ai pu en voir les dérives, rétorque-t-il. Oui, je suis un acteur de la production. Ores est une entreprise publique qui s'occupe de distribution d'énergie, il n'y pas de conflit entre les deux. Ores essaie de me discréditer mais ferait mieux de me répondre, un point c'est tout. » Son intention ? Provoquer un débat sur les structures, sur la transparence de la facture et sur l'indispensable transition énergétique. Quitte à déranger, encore et toujours. Et s'attirer les foudres de ses pairs. ♦



Selon ses proches, derrière la sévérité apparente du discours, le ministre MR de l'Emploi et de l'Economie est un homme dur mais juste et généreux.

PIERRE-YVES JEHOLET LE BULLDOZER

Attaquant au foot comme en politique, il a usé de son écrasante force de travail pour passer de la ferme du grand-père jusqu'à l'exécutif wallon. Sans le savoir, le ministre MR de l'Emploi et de l'Economie incarne ce qu'il attend des autres : un bossueur loyal, exceptionnel en amitié, fougueux jusque dans ses contradictions.

PAR CHRISTOPHE LEROY

Scène rare au milieu d'un vignoble du Beaujolais. Après un pique-nique vin et fromage, Pierre-Yves Jeholet, chemise bleu libéral sans cravate, fait une sieste dans l'herbe. Lui qui dort si peu. Quatre heures de sommeil, moins si nécessaire, et le Hervien avale une journée de ministre avec l'aplomb du fougueux attaquant qu'il était déjà il y a vingt-cinq ans, sur les terrains de football, jusqu'en division 3. Aux études, les soirées arrosées dans les cercles ne l'empêchaient pas de se rendre au premier cours du lendemain, dans une forme à faire pâlir ses amis, piégés par ses invitations à « prendre une petite drache » – comprenez : à boire des bières. Quelques mois plus tard, il pouvait parcourir cent kilomètres entre Herve et Louvain-la-Neuve pour aider ces mêmes amis, chaque jour de blocus, à réussir leurs examens de seconde session.

Goguenard, généreux, fidèle en amitié, dur mais juste : tel serait le vrai Pierre-Yves Jeholet, selon ses proches, derrière la sévérité apparente de ses discours, un regard de PDG autoritaire et ses attaques contre ceux qui ne cherchent pas d'emploi ou ceux qui gèrent mal les aides à l'emploi. Jusqu'en juin dernier, le bien surnommé « Schtroumpf grognon » au parlement de Wallonie tonnait contre la majorité PS-CDH avec l'indignation, à défaut de finesse constante, d'un dramaturge depuis les bancs de l'opposition. « Ministre du chômage », « ministre de rien »... En deux *punchlines* corrosives, le chef de groupe MR pouvait aisément dissoudre un élu. « Dans ces moments-là, on peut le comparer à un bulldozer sans benne : il fait beaucoup de bruit, ça impressionne, mais quand on regarde mieux, ça ne sert à rien », pointe l'ex-ministre PS de l'Emploi, Eliane Tillieux. « Parfois, au-delà de l'insulte, on se demande quel est son propos », abonde un député. « On a tous nos

formules, ça fait partie du jeu, relativise Pierre-Yves Jeholet. S'il m'est arrivé de blesser quelqu'un, je le regrette, car ce n'est pas mon intention. »

Grâce à la rupture entre le PS et le CDH, proclamée par Benoît Lutgen le 19 juin dernier, le bulldozer a subitement conquis ces lignes ennemies sur lesquelles il chargeait depuis 2009. Dans sa benne de ministre, désormais, un arsenal de compétences jusque-là détenues par le PS : l'Economie, l'Industrie, la Recherche, le Numérique, l'Emploi, la Formation. Dans son grand bureau subsistent encore quelques indices de cette passation de pouvoir. Des cadres colorés, un portrait de la reine Fabiola et du roi Baudouin, laissés par son prédécesseur, Jean-Claude Marcourt. La touche personnelle du libéral se limite à deux caricatures dédicacées et à un « coup de cœur de Séville » : trois anciennes gazettes espagnoles encadrées présentant l'agenda de corridas, sous →



Avec Daniel Bacquelaine (ici, en 2009), ministre fédéral (MR) des pensions, qui le voit bien succéder à la tête de l'antenne liégeoise du parti.

→ la silhouette d'un taureau qu'il entend « prendre par les cornes ». Al'image de ce dossier « Forem », en évidence sur son espace de travail.

Le culte du travail

Ce communicateur-né ne pourrait contenir sa révolte dès qu'il est question de l'emploi au Sud du pays. Solennel dans son nouveau QG namurois, il répète son intime conviction les poings fermés : « L'émancipation, l'intégration et l'inclusion sociale de chacun passent par le travail. » Quitte à user de termes rugueux. « Je veux dire à certains que le chômage n'est pas une rente. Je veux qu'ils fassent tous les efforts pour retrouver un job. Et que le Forem n'accepte plus cette culture de l'excuse mais les responsabilise », assène-t-il, fin août, au *Soir* et à Sud-press, suscitant de vives critiques. « Je sais que le message est fort, mais il faut arrêter de croire que les politiques vont régler tous les problèmes, maintient-il aujourd'hui. Non, les jeunes n'auront pas toujours le boulot de leurs rêves. Je ne peux pas non plus entendre qu'il est difficile de travailler la nuit, d'être infirmière, maçon ou mécanicien. Quel message donnerait-on à l'égard de ceux qui bossent dans ces métiers-là depuis quarante ans ? »

Le libéral de 49 ans puise ce discours volontariste de sa propre expérience. Pour le comprendre, il faut remonter aux années 1970, dans le petit village de Xhendelesse. Avant sa fusion avec Herve, l'entité est gérée par son grand-père maternel, le PSC Alexandre Chapellier. Le bourgmestre est agriculteur et, dès leur plus jeune âge, Philippe et Pierre-Yves Jeholet l'aident à remplir les pots de sirop, à ramasser les pommes de terre, à rentrer le foin. « Pierre-Yves a toujours eu cette envie de rendre service et cette faculté de voir directement ce qu'il y a à faire », raconte Philippe Jeholet, directeur du CPAS de Herve depuis 1992. Plus tard, les deux frères passeront de nombreux week-ends à vendre des savonnettes au porte-à-porte, pour pallier les difficultés financières de l'IMPI Horizon, à Stoumont, dirigé par leur père.



CHRISTOPHE LEROY

Philippe Jeholet, son frère et directeur du CPAS de Herve.

L'adolescent aime l'indépendance. Il se rend à vélo à ses entraînements de foot et en bus au Standard de Liège, pour assister aux matchs avec ses amis. Il organise des courses entre voisins, anime les fêtes de village et négocie, dès 13 ans, la création d'une maison des jeunes auprès du bourgmestre Georges Gramme. Est-ce pour cette raison que ce père de deux enfants, Boris (20 ans) et Chloé (18 ans), ne supporte pas l'oisiveté ? Après sa candidature en droit à l'université de Liège, celui qui s'enregistrait depuis sa chambre pour commenter des matchs rejoint l'UCL, pour une licence en journalisme. Pigiste touche-à-tout pour Radio Ciel, à Seraing, il en devient rapidement le rédacteur en chef. « J'étais fier de mon premier emploi. A l'époque, je gagnais 20 000 francs par mois (NDLR : 500 euros) pour un contrat de 24 heures par semaine, et j'en prestais au moins le double. » Le culte du travail, encore et toujours.

Le coup de foudre politique

C'est au fil de ses contacts avec le monde politique liégeois que survient le grand basculement, en 1995. Didier Reynders, alors président du groupe PRL-FDF à la Chambre, recherche un attaché de presse. Le député provincial PRL Philippe Wathélet lui parle de Pierre-Yves Jeholet. Quand il rencontre Didier Reynders chez lui, c'est un « coup de foudre politique », comme le confirme son frère. Les deux hommes se comprennent et se complètent. Cette rencontre le propulse directement dans les plus hautes sphères du parti. Le début d'une loyauté sans bornes, envers le futur président du MR, de 2004 à 2011. Certains y voient la marque d'un « carriériste opportuniste ». L'intéressé, lui, dément : « Je n'ai pas beaucoup d'amis en politique et je ne cherche pas non plus à en avoir. Mais Didier Reynders en fait partie. »

Loyal au plus fort de la fronde qui divisera, dès 2009, le MR liégeois en deux clans, les pro-Reynders et les pro-Michel, précipitant la fin de règne de son modèle



Aux côtés de Nicolas Reynders, son porte-parole, et Didier Reynders. Une « cour inféodée » à Reynders père ?

politique. Loyal dans la composition de son actuel cabinet ministériel, « une petite cour inféodée à Reynders », comme le qualifie un détracteur. Son porte-parole, Nicolas Reynders, pourrait difficilement s'exprimer sur ce point. Loyal envers ses autres amis en politique : Jean-Luc Crucke, son colistier au Budget et à l'Énergie, Philippe Boury, son chef de cabinet, Charles Gardier, son remplaçant au parlement de Wallonie, ou les députées Caroline Cassart, Katrin Jadin et feu Véronique Cornet. Soulignant sa « grande fidélité », Daniel Bacquellaine, ministre fédéral des Pensions, le voit comme un successeur cohérent à la présidence provinciale du MR de Liège. Une loyauté feinte et calculée ? Ses proches le contestent formellement. « J'ai peut-être l'air d'un dur, mais je suis terriblement émotif, affirme ce grand amateur de randonnées. Je ne pourrais ni mentir, ni tricher sur mes sentiments. »

En 1998, des élus de Herve voient d'un mauvais œil l'arrivée de celui qu'ils assimilent à un apparatchik. Alors qu'il fait construire sa maison avec son épouse, Pierre-Yves Jeholet se profile rapidement comme le chef de file de la liste Herve 2000, qui deviendra ensuite Herve Demain (HDM). En 2006, après six ans d'opposition, il entend décrocher le mayorat pour remettre de l'ordre dans un fief aux

maines du PSC puis du CDH depuis des décennies. Si sa liste vire en tête, un accord CDH-PS renvoie HDM au balcon pour six années de plus. Cet épisode le marquera à jamais. « Il m'a fait comprendre qu'il n'y a jamais de cadeau en politique. Pour gagner, il faut être arithmétiquement incontournable, point barre. »

Cadastre des contradictions

Au lendemain de la désillusion, il tient un discours impérial à ses troupes. Leur demande de se remettre au travail. Leur promet la majorité absolue au prochain scrutin. Le soir du 14 octobre 2012, le compteur s'arrête à 52 % des voix en faveur de HDM. Le bulldozer vient de renverser les remparts CDH. Clivant, le nouveau bourgmestre – aujourd'hui empêché – revient sur une promesse de campagne en augmentant les impôts. Sa méthode : de la rigueur budgétaire, avant tout,



JONAS HAMERS/BELGAIMAGE

Pour Charles Gardier, son remplaçant au parlement de Wallonie, Pierre-Yves Jeholet « ne projette pas ce qu'il est réellement ».

quitte à avancer à petits pas. L'homme abhorre la « culture des subsides et du saupoudrage », un symptôme qu'il relie parmi tant d'autres au « système socialiste ». « Je pourrais travailler avec le PS, tempère-t-il. Mais pas avec ceux qui courent après le PTB. »

Certains ricanent déjà à l'idée de recenser ses propres contradictions. « Son discours sur le scandale des rémunérations dans l'intercommunale Publifin est rétrospectivement assez audacieux, quand on sait que le MR était de la fête », commente un élu wallon. « Le MR a repris la même ruse que le précédent gouvernement pour engager au-delà du plafond requis dans les cabinets », ajoute le chef de groupe Ecolo Stéphane Hazée. Et si Pierre-Yves Jeholet ne tolère pas les critiques contre son entourage ou sa famille, il lui arrive pourtant d'user de ces mêmes arguments contre ses adversaires politiques. L'ex-ministre socialiste Paul



BRUNO FAHY/BELGAIMAGE

Eliane Tillieux, ex-ministre PS de l'Emploi, le compare à « un bulldozer sans benne ».

Furlan, qui a démissionné après le séisme Publifin, en janvier dernier, ou l'ancien bourgmestre CDH de Herve, José Spits, s'en souviennent encore.

« Pour ceux qui ne le connaissent pas, Pierre-Yves ne projette pas ce qu'il est réellement », ramasse Charles Gardier. Voilà sans doute la plus grande de toutes les contradictions. Celle qui ne cesse de surprendre des proches fascinés par sa simplicité et son indéfectible sens de l'amitié, une fois le rideau du théâtre politique tiré. ♦

Pensions réformées :
qui perd, qui gagne

Bruxelles, capitale
de l'Europe malgré elle ?

Belgique-Espagne : et Madrid
ne livra jamais Degrelle

LE VIF

l'express

WALLONIE

La fin des MAISONS 4 FAÇADES

Le plan régional qui va révolutionner nos logements

LE VIF 35^e année n° 46 - L'EXPRESS n° 3463 hebdomadaire du 17 au 23 novembre 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711

01746 >



5 4 14286 210520



MONSIEUR GO-BETWEEN

La Région bruxelloise s'est dotée d'un commissaire pour gérer ses relations avec les institutions européennes. Plusieurs gros dossiers ont pu être débloqués en trois ans. Et les Européens se sentent mieux écoutés.

PAR PHILIPPE BERKENBAUM

C'est un homme devenu discret au crépuscule de sa carrière politique que le gouvernement bruxellois a désigné, fin 2014, pour huiler les rouages de ses relations avec les institutions européennes installées dans la capitale. Alain Hutchinson (PS) est commissaire de la Région bruxelloise à l'Europe et aux organisations internationales (CEOI). Un poste créé sur mesure, persiflent certains, pour recaser cet ancien secrétaire d'Etat bruxellois, ex-député européen, chef de cabinet de Charles Picqué pendant son premier mandat de ministre-président et toujours échevin à Saint-Gilles.

La députée MR Françoise Bertieaux l'avait récemment dans son collimateur, levant le lièvre d'une rémunération qu'elle jugeait excessive. « Cette rémunération (NDLR : de 92 000 euros brut par an) m'apparaît élevée, déclarait-elle à la RTBF. « Je ne sais pas très bien à quelles vraies fonctions, à quelle quantité de travail, à quelle véritable responsabilité devrait correspondre cette rémunération. Il est difficile de dire s'il y a un contenu réel derrière cette mission. »

Confortablement installé dans le vaste bureau qu'il occupe dans un hôtel de maître du quartier européen, l'intéressé balaie ces critiques d'un sourire blasé et les renvoie au rayon des basses querelles politiciennes. « Ma désignation découle de la prise de conscience par le gouvernement bruxellois de la nécessité de mener une "politique de siège" au niveau

régional. Avant, cette politique de siège était une compétence du fédéral, gérée par une commission interministérielle qui jouait un rôle de boîte aux lettres pour l'ensemble des demandes des institutions européennes et internationales. Elles ont désormais un interlocuteur qui a le pouvoir d'agir. »

Service d'accueil

Qu'il s'agisse d'urbanisme, de mobilité, de sécurité ou d'aménagement de l'espace public, le commissariat joue le rôle de *go-between* entre la Région, les

institutions, surtout européennes, mais aussi les communes concernées. Il reçoit les demandes des uns et des autres et fait en sorte qu'elles trouvent une solution. « Nous avons résolu tout une série de dossiers qui traînaient sans trouver d'issue. Le pire n'est pas qu'on dise non à ces interlocuteurs de premier plan, c'est l'absence de réponse à leurs sollicitations. »

Alain Hutchinson organise des réunions entre autorités bruxelloises et européennes, qui permettent aux ministres, commissaires et autres responsables de haut niveau de discuter des dossiers difficiles. Des groupes de travail thématiques sont également constitués, par exemple sur le réaménagement du rond-point Schuman, la mobilité dans le quartier européen ou les mesures de sécurité à mettre en œuvre pour protéger les institutions. « Ma mission est double : faire en sorte que les institutions aient une bonne écoute et de bonnes conditions de travail pour leurs fonctionnaires mais qu'en parallèle, elles respectent la ville, ses quartiers et ses habitants. »

A travers son Expat Welcome Desk, le CEOI est aussi le premier interlocuteur des étrangers qui viennent travailler pour les organisations basées à Bruxelles. Ce service d'accueil les renseigne en matière administrative, de logement, de scolarité, de mobilité, etc. « Une aide précieuse qui participe à l'image bruxelloise de façon spectaculaire », conclut le commissaire. ♦



THIERRY DU BOIS/REPORTERS

Alain Hutchinson (PS), commissaire de la Région bruxelloise à l'Europe et aux organisations internationales. Une fonction contestée par certains.

Après l'affaire Weinstein,
une révolution est en cours

Kazakhgate : l'ex-avocate
de Chodiev menacée ?

L'Afrique de l'Ouest,
nouvel eldorado belge

LE VIF

l'express



THEO FRANCKEN

LE VRAI BILAN

LE VIF 35^e année n° 47 - L'EXPRESS n° 3464 hebdomadaire du 24 au 30 novembre 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711



CES RÉSERVES TANT CONVOITÉES

Chaque année, le gouvernement octroie un budget de fonctionnement à ses organismes publics. Chaque année, Forem, Spaque et compagnie ne dépensent pas tout. Leurs réserves de trésorerie réunies atteignent donc 1,5 milliard d'euros. Excessif et indécent, juge l'exécutif MR-CDH, qui entend en rapatrier une partie. Excessif, peut-être. Mais pas si indécent que ça.

PAR MÉLANIE GEELKENS

L'*homo politicus* se caractérise par l'acuité de son flair. Tel un cochon truffier ou un chien pisteur, son nez est entraîné à dénicher de l'argent. Il aime renifler les poches de ses congénères électeurs. Pas trop non plus, il faut séduction garder. Alors il est obligé de humer ailleurs, à tout va. Depuis 2015, en Wallonie, le taux de dépenses croît plus vite que celui des recettes. Une situation qui « aboutit à des déficits budgétaires récurrents » (583,6 millions d'euros en 2016), ce qui génère des « besoins de financement subséquents ». Soit « 1,74 milliard d'euros » pour l'année 2017 (Cour des comptes, *Etat des lieux des finances wallonnes*, présenté en octobre dernier).

A force, il finit par tomber sur une piste bien odorante. Comme ces 1 445 848 910 euros de trésorerie appartenant aux « unités d'administration publique » (UAP), nouvelle appellation pour désigner les « organismes d'intérêt public » (OIP), complexe dénomination pour parler des Forem, Société wallonne du logement (SWL), Ifapme (Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises), TEC

et autre Awex (Agence wallonne à l'exportation) ou Crac (Centre régional d'aide aux communes). Soit 29 structures publiques dont les comptes sont centralisés au niveau wallon (il en existe bien plus, surtout des « financières », mais qui n'entrent pas dans ce périmètre) et sur lesquels il restait, au 31 décembre 2016, près d'1,5 milliard non dépensé. L'équivalent de près de quinze ans de redevance télé! Un alléchant fumet...

Le premier à l'avoir senti fut Christophe Lacroix (PS), ministre régional du Budget et de l'Energie jusqu'au dégommeage estival par le MR et le CDH. Lacroix était chargé de désamorcer la bombe photovoltaïque : 540 millions à débusquer d'ici à 2022 pour parvenir à mettre au frigo

« Disposer d'une trésorerie est le signe d'une bonne santé financière »

les certificats verts et éviter que la bulle n'explode. Le socialiste s'était rendu compte que les trésoreries faisant partie du périmètre wallon avaient quasi triplé en dix ans. « Avec cet effet paradoxal que plus les sommes sont importantes, plus les banques peuvent appliquer des taux d'intérêt négatif. J'ai donc voulu voir avec certaines UAP ce qu'il leur serait possible de remettre dans un pot commun, pour le dire simplement. »

Le montage est plus complexe : l'Awex (Agence wallonne de l'air et du climat) était autorisée à descendre en négatif sur son compte, tandis que l'équivalent du montant serait bloqué en garantie chez certaines UAP. Les heureuses (hum, hum!) contributrices annoncées étaient celles disposant de plus de 50 millions d'euros d'« épargne », à savoir le Crac, la SWL, la Sogepa (Société wallonne de gestion et de participations), le Forem, la Spaque (assainissement des sols) et la SWCS (Société wallonne du crédit social).

Pas au courant

Un putsch politique plus tard, le nouveau ministre MR du Budget et de l'Energie, Jean-Luc Crucke, a repris l'idée à son compte. Malgré qu'il l'ait abondamment critiquée lorsqu'il siégeait dans l'opposition, déclarant en substance que ce placard puait « le cadavre » (le flair, décidément). Sans doute est-ce pour ne point renier ses positions passées qu'il a promis de revoir le dossier, ultérieurement. En attendant, il a racheté en septembre dernier pour 220 millions de certificats verts. Sauf que les six organismes censés garantir le mécanisme... ne sont pas au courant. Le Crac, le Forem, la SWL et la Spaque n'ont assisté qu'à une seule réunion informative et n'ont



Le gouvernement wallon s'apprête à diminuer certaines dotations. Ainsi, le Forem devra puiser 25 millions sur ses propres comptes.

plus de nouvelles. La Sogepa affirme n'avoir finalement pas été sollicitée. La SWCS confirme que le dossier lui a été présenté, mais que l'horizon d'investissement ne lui correspondait pas.

Jean-Luc Crucke a-t-il tuyauté une autre solution ? Il n'a pas souhaité s'exprimer avant le vote sur le budget wallon, qui doit être débattu au parlement régional à partir de ce 27 novembre. En tout cas, ses narines ont aussi frémi à l'odeur du fameux milliard et demi. « Si vous venez me demander de l'argent et que je sais que vous en avez déjà sur votre compte en banque, qui plus est de manière importante, alors je trouve que vous n'êtes pas correct par rapport à l'intérêt général qui exige que l'argent soit dépensé là où on en a le plus besoin », exposait le libéral à un député lors d'une commission parlementaire, le 25 septembre dernier. Bref le ministre a décidé de donner moins à ces structures qui semblent avoir trop. « Il n'est que justice

que l'on utilise les réserves qui sont là plutôt que d'aller dans la poche de nos concitoyens », abondait ce jour-là le député CDH Dimitri Fourny.

N'y a-t-il pas suffisamment de chômeurs pour que le Forem ne dépense pas 98,4 millions ? La pénurie de logements sociaux n'est-elle pas assez criante pour que la SWL conserve 240,6 millions ? Les terres wallonnes ne sont-elles pas abondamment polluées pour que la Spaque thésaurise 102 millions ? À écouter la nouvelle majorité MR-CDH, les UAP seraient assises sur un épais matelas sans autre but que le confort de leur sommeil. Alors, le gouvernement s'apprête à diminuer certaines dotations. Ainsi le Forem devra puiser 25 millions sur ses propres comptes. Il a été demandé à la Spaque de « rapatrier » 10 millions d'euros. L'Ifapme devra probablement payer un nouveau bâtiment de sa poche plutôt que via un subside. Le Crac attend des précisions.

« Rien d'anormal »

Une injustice réparée. Ou pas. Car ce bas de laine n'est pas dormant. Ni écoeurant. « Disposer d'une trésorerie n'a rien d'anormal, considère Giuseppe Pagano, professeur de finances publiques à l'université de Mons. Il est même souhaitable d'en avoir une, c'est le signe d'une bonne santé financière, sinon il faut emprunter. Mais je me mets aussi à la place du gouvernement, ce sont les subsides qu'il distribue qui constituent ces réserves, qui donc ne lui reviennent pas. »

Initialement, les organismes devaient rendre leur « non-consommé » au gouvernement wallon. Dans les années 1990, le Forem s'était retrouvé avec d'importantes sommes non dépensées à la suite d'un problème de remboursement de cotisations sociales non perçues. Il avait été autorisé à les conserver. Petit à petit, l'exception est devenue la règle pour tous. « Nous ne cherchons pas à faire des économies. Nous essayons de dépenser →

→ intégralement ce qu'on reçoit, assure Marie-Kristine Vanboeckstal, administratrice général du Forem. Par contre, garder des réserves est une opportunité de pouvoir les affecter à des projets. » Et de citer l'achat de matériel informatique, la création des centres de compétences, l'entretien de ses 250 bâtiments... En moyenne, par année, 20 millions ne sont pas utilisés, soit moins de 1% du budget global de 2,5 milliards.

Les UAP mettent donc de côté pour investir plus tard, mais aussi pour « couvrir les risques » éventuels, comme le détaille l'Ifapme. Par exemple des fonds structurels européens qui permettent de financer des collaborateurs, mais dont la reconduction n'est pas garantie. Certaines structures, surtout financières, ont parfois besoin de fonds rapidement. « Comme dans le dossier Arcelor, qui comportait un volet investissement de 136 millions. Si nous n'avions pas eu de trésorerie, nous n'aurions pas pu intervenir », fait valoir la Sogepa. La Spaque garantit que les sommes dont elle dispose sont « uniquement destinées à financer les réhabilitations que nous effectuons ». Les 152 millions de la SWCS, qui octroie des crédits hypothécaires, sont liés au contexte actuel de baisse des taux. « De nombreux clients ont saisi cette opportunité pour refinancer leur prêt à un taux inférieur, généralement dans une autre banque, ce qui nous a laissé avec d'abondantes liquidités », justifie Philippe Steufken, adjoint à la direction des ressources financières. Quant au Crac, le « champion » aux 378 millions (voir tableau), sa directrice générale Isabelle Nemery



Christophe Lacroix, ex-ministre (PS) du Budget et de l'Énergie, fut le premier à sentir le « fumet ».

Le top 10 des organismes possédant le plus de réserves de trésorerie

	UAP	Montants*
1.	Crac (Centre régional d'aide aux communes)	378 237 670
2.	SWL (Société wallonne du logement)	240 634 250
3.	SWCS (Société wallonne du crédit social)	152 442 140
4.	Spaque (assainissement des sols)	102 111 980
5.	Forem (Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi)	98 436 480
6.	Sogepa (Société wallonne de gestion et de participations)	88 987 150
7.	Ifapme (Formation en alternance)	59 394 830
8.	Sowafinal (Société wallonne pour la gestion d'un financement alternatif)	54 172 010
9.	Aviq (Agence pour une vie de qualité)	44 562 060
10.	SRWT (Société régionale wallonne du transport)	35 843 710

* Au 31 décembre 2016.

explique qu'il ne s'agit pas d'un trop-plein de subsides de fonctionnement mais de fonds pour le financement de subsides alternatifs, une mission confiée par le gouvernement wallon.

One shot

« Autant la trésorerie a une utilité, autant 1,5 milliard me semble excessif, il faut rééquilibrer », estime Stéphane Hazée, chef de groupe Ecolo au parlement wallon. Reste à savoir qui possède trop... Et à quoi servira l'argent récupéré par le gouvernement. A financer des dépenses courantes, comme les premières explications de Jean-Luc Crucke le laissent penser ? Pour le député, « ça n'aurait aucun sens, car c'est une politique ponctuelle, pas conjoncturelle ». L'année prochaine, il faudra à nouveau trouver de l'argent et le puits des UAP n'est pas sans fond... Pierre-Yves Dermagne, chef de file PS, souligne que l'opération n'aura aucun impact sur l'amélioration du déficit au regard des normes dites « SEC », que le gouvernement doit absolument respecter pour rester dans les clous européens. Benoît Bayenet, professeur de finances publiques à l'ULB et vice-président

de la Sogepa, abonde et prolonge : « Il est curieux de sanctionner les bons gestionnaires. Le risque, c'est qu'en réaction, tout le monde se mette exprès à tout dépenser. »

Puisque les effets positifs sont limités, tout comme finalement le nombre de millions rapatriés, pourquoi le gouvernement en fait-il l'une de ses mesures phares ? Pour la symbolique, peut-être. Pour – comme le suppose un élu – « casser les jouets de Jean-Claude Marcourt », l'ancien ministre socialiste de l'Économie chez qui les dirigeants des UAP ont souvent fait leurs armes. Pour les remettre au pas. Car toucher aux réserves de trésorerie des organismes, c'est finalement aussi toucher à leur autonomie... ♦



Jean-Luc Crucke, actuel ministre (MR) du Budget et de l'Énergie, trouve juste d'utiliser les réserves qui sont là.

SOURCE : COUR DES COMPTES

Intradel et Alain Mathot :
les indices de corruption

Subsides détournés à la
Cité des métiers de Liège ?

Espace : on va bientôt
remarcher sur la Lune

LE VIF

l'express



LES GRANDS CHANTIERS IMPOSSIBLES

Stade national, RER, nucléaire, plan santé...
Pourquoi chaque projet belge est un calvaire

LE VIF 35^e année n° 48 - L'EXPRESS n° 3465 hebdomadaire du 1^{er} au 7 décembre 2017
BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711

01748 >



5 4 14286 210520

enquête affaire alain mathot

Protégé par la N-VA et l'Open VLD, Alain Mathot (PS) ne sera pas du procès Inova - Intradel qui débute le 5 décembre à Liège, malgré les lourdes charges qui pesaient sur lui, dont la corruption passive et l'organisation criminelle. Enquête sur un scandale parlementaire éclipsé par les attentats du 22 mars 2016.

PAR MARIE-CÉCILE ROYEN

Le procès Intradel qui commence le 5 décembre devant le tribunal correctionnel de Liège se déroulera sans le député-bourgmestre de Seraing Alain Mathot (PS). Huit autres coinceulps devront répondre de leurs actes dans le cadre de la plus importante affaire de corruption de ces dernières années. La raison pour laquelle la N-VA et l'Open VLD se sont opposés à la levée de l'immunité parlementaire du député Mathot reste un grand mystère au regard du contenu du dossier répressif auquel Le Vif/L'Express a eu accès (*lire page 38*).

Le Parlement fédéral est-il sorti de son rôle constitutionnel en protégeant outrageusement l'un des siens ? Quels intérêts défendait un certain milieu économique flamand en passant des coups de fil saugrenus ? Pourquoi la N-VA a-t-elle soutenu sans vergogne un homme qui, en dépit de ses qualités, représente tout ce que les nationalistes prétendent détester : les petits arrangements entre amis et la *graaicultuur* (cupidité) ? Pourquoi le PS a-t-il suspendu ses poursuites disciplinaires à l'encontre d'Alain Mathot alors qu'il a exclu André Gilles et Stéphane Moreau après le scandale Publi-fin ? Enfin, dernière question : que faisait le fils de Guy Mathot, le 20 octobre dernier, à la fête d'anniversaire du lobbyiste anversoïis de l'immobilier, Erik Van der Paal, fils de Rudi, ancien homme d'affaires et financier du Vlaams Blok, de la Volksunie, puis de la N-VA selon le site d'investigation Apache ?

Ce soir-là, le bourgmestre, Bart De Wever (N-VA), et le collègue échevinal d'Anvers presque au grand complet étaient présents, de même que les plus anciens bras droits d'Elio Di Rupo (Luc Joris : inculpé dans l'affaire Dragone) et de Didier Reynders (Jean-Claude Fontinoy), des patrons de l'immobilier flamand, un Open VLD éclaboussé par les scandales Optima et Publipart (Geert Versnick)... Apache a filmé discrètement les embrassades masculines sur le pas du 't Fornuis, un restaurant étoilé de la Reyndersstraat. Cette scène d'anthologie a eu un impact ravageur. Outré qu'on puisse le prendre pour un homme d'argent, Bart De Wever a promis de mettre à plat la manière dont les prescrits urbanistiques sont négociés avec les promoteurs immobiliers de sa ville, dont Land Invest Group, détenu à 50 % par le fonds de pension liégeois Ogeo Fund (l'une des branches de l'empire Publi-fin/Nethys). Rétrospectivement, le raout anversoïis pourrait bien être l'une des clés du mystère de la non-levée de l'immunité parlementaire d'Alain Mathot.

700 000 euros de pots-de-vin ?

D'immobilier, mais d'un autre genre, il sera question lors du procès Inova - Intradel qui démarrera avec les auditions des prévenus. Il reprendra en mai 2018 pour les plaidoiries, le jugement étant attendu quatre mois plus tard. L'objet est connu : un gigantesque incinérateur de déchets (Uvelia) construit à Herstal par la société Inova pour le compte →

Alain Mathot,
soupçonné,
jamais jugé ?

SOPHIE KIP/BEPRESS PHOTO AGENCY/BPPA

enquête affaire alain mathot

→ de l'intercommunale de gestion et de traitement des déchets Intradel (72 communes associées) et inauguré en 2009. Un non moins important pot-de-vin aurait été versé par Inova France, accuse son ancien directeur, Philippe Leroy, également sur le banc des prévenus :

plus tard, la commission des poursuites du Parlement fédéral rejetait sa demande. L'affaire Mathot est passée brutalement à l'arrière-plan après les attentats du 22 mars. Ce matin-là, le procureur général de Liège se rendait à la RTBF pour commenter le vote... Sans surprise,

L'actuelle secrétaire d'Etat Zuhail Demir (Lutte contre la pauvreté, Egalité des chances, Politique scientifique) ne s'est pas investie dans le dossier, selon les témoins, à la différence d'Hendrik Vuye, constitutionnaliste de l'université de Namur et rapporteur de la commission des poursuites. Au début, selon un témoignage *off*, il défendait la jurisprudence de l'article 59 de la Constitution : le « contrôle marginal » du dossier d'un élu en délicatesse avec la justice vise « à s'assurer que l'action n'est pas fondée *prima facie* (NDLR : à première vue) sur des éléments fantaisistes, illicites, prescrits, arbitraires ou ténus » (extrait du rapport). On aurait aimé savoir pourquoi il a viré de bord, lui, le constitutionnaliste apprécié de ses étudiants, et pour quelle raison, lui, le rapporteur de la commission, il n'était pas là, le 27 janvier 2016, quand le procureur général Christian De Valkeneer et les substituts Paul Catrice et Laurent De Smedt sont venus défendre leur dossier. Mais, malgré les appels répétés du Vif/L'Express, il se mure dans le silence. Interrogé au détour d'un couloir du Parlement, il a expliqué à un collègue qu'il avait « changé d'avis ». Simplement changé d'avis. Or, l'homme est perçu comme rigide. Est-ce lui qui a convaincu son parti ou bien a-t-il reçu des ordres d'en haut ? « La décision a été politique », tranche un député qui connaît la musique : la N-VA a sauvé le soldat Mathot. Pourquoi ?

Zuhail Demir, Carina Van Cauter, Karine Lalieux et Hans Bonte ont adhéré à l'interprétation du « contrôle marginal »



Denis Ducarme (MR) : « Laisser la justice faire son travail. »

12 millions d'euros, soit 6 % d'une facture de près de 200 millions d'euros, payés indirectement par les Liégeois via leurs taxes « immondices ». Plusieurs intermédiaires auraient bénéficié des largesses d'Inova, dont Alain Mathot, qui nie avoir reçu les quelque 700 000 euros évoqués par son corrupteur présumé.

Malgré les péripéties d'une enquête ouverte en 2007 sur la base d'une dénonciation anonyme, le procureur général de Liège, Christian De Valkeneer, estimait avoir suffisamment d'indices de « faux en écriture, organisation criminelle, corruption passive, blanchiment, abus de biens sociaux, escroquerie, infractions dans le cadre d'enchères publiques et fraude fiscale » pour demander, le 16 mars 2015, la levée de l'immunité parlementaire du Sérésien. Le 17 mars 2016, treize réunions et un an

le 14 avril, la Chambre a confirmé en séance plénière l'immunité d'Alain Mathot : 81 voix pour (N-VA, PS, SP.A, Open VLD), 49 voix contre (MR, CD&V, Ecolo-Groen, Vlaams Belang) et 8 absentions (CDH).

Une majorité aberrante

Comment cette majorité improbable s'est-elle forgée ? Ils étaient sept en commission des poursuites : Hendrik Vuye (rapporteur) et Zuhail Demir pour la N-VA (que Vuye a quittée en septembre 2016), Denis Ducarme (MR), Raf Terwingen (président, CD&V), Carina Van Cauter (Open VLD), Karine Lalieux (PS) et Hans Bonte (SP.A). Bien que les réunions se soient tenues à huis clos et que Laurette Onkelinx, cheffe de groupe PS, ait bataillé pour que la décision se prenne au consensus, de profondes divergences sont apparues.



Raf Terwingen (CD&V) a voté la levée de l'immunité de Mathot.



Hendrik Vuye (ex-N-VA) : pourquoi a-t-il changé d'avis ?



Zuhal Demir (N-VA) : membre passif de la commission des poursuites.



Karine Lalieux (PS) a dénoncé une enquête « à charge ».

validée par Hendrik Vuye : elle consiste à « vérifier – certes, de manière marginale – deux éléments : premièrement, si la demande du procureur général est suffisamment étayée et, deuxièmement, si l'instruction n'est pas inspirée purement et simplement par des motifs politiques » (extrait du rapport). Dans une intervention télévisée (sur RTL-TVI, le 17 avril 2016), la socialiste Karine Lalieux a justifié son vote par le fait que l'enquête avait été menée « à charge » et que les fuites dans la presse avaient été « orchestrées », bref qu'il y avait un « motif politique » derrière tout ça. Toutefois, elle ne fermait pas la porte à une nouvelle demande du parquet... Sollicitée par *Le Vif/L'Express*, elle ne souhaite pas revenir sur cette affaire. Hans Bonte, lui, est resté en retrait, appliquant la discipline de vote du SP.A.

Quant à Carina Van Cauter (Open VLD), son cas est particulier : elle a « poussé très, très loin l'analyse du dossier », selon un témoignage *off*, se faisant juge d'instruction et avocate, son vrai métier. « Tout n'est pas aussi limpide que ça », glissait-elle à un collègue étranger au huis clos. Les dernières semaines avant le vote fatidique, l'Open VLD a accentué

sa pression : « Il relayait des coups de fil malsains de l'immobilier flamand : Alain Mathot est un gentil garçon... » Voilà pour l'ambiance.

Le fonctionnaire qui accompagnait les travaux de la commission des poursuites rappelait à chaque fois la jurisprudence de la Chambre mais la plupart des députés se sont assis dessus. Raf Terwingen (CD&V) et Denis Ducarme (MR), devenu entre temps ministre fédéral des Classes moyennes et de l'Agriculture, ont voté la levée de l'immunité. Deux contre sept, donc. « Nous estimions au niveau du MR que, quelles que soient les remarques qui puissent être faites, il y avait les éléments suffisants – compte tenu aussi des très nombreux chefs d'inculpation – pour laisser la justice faire son travail », expliquait Ducarme sur RTL-TVI, ce même 17 avril 2016.

« Les loups ne se mangent pas entre eux » : interrogé par *Le Vif/L'Express*, le député Francis Delpérée (CDH) résume ainsi l'affaire. Lors du vote en plénière, le CDH s'est abstenu au motif qu'il ne connaissait pas le dossier. « Dès que la loi donne aux parlementaires ou à une commission une parcelle d'autorité qui touche un petit peu au pouvoir judiciaire,

les élus se sentent pousser des ailes, assène le constitutionnaliste de l'UCL. Ils se sentent investis de la mission de faire ou de refaire l'enquête. C'est une forme d'orgueil parlementaire, ils se prennent tous pour Tintin ! » Absent de la commission des poursuites, comme le CDH, Ecolo-Groen a voté sans hésiter contre ses conclusions. « La commission n'a pas organisé de débat contradictoire alors qu'elle examinait le fond du dossier, critique le député Jean-Marc Nollet. En tout cas, c'est le vote le plus inexplicable de cette législature. » Christian De Valkeneer a confié au *Vif/L'Express* qu'il ne savait toujours pas ce que contenaient les 70 pages du mémoire plaidé ultimement devant les députés par le défenseur d'Alain Mathot, Johan Verbist, avocat à la Cour de cassation. « C'était le genre de conclusions qu'on plaide habituellement devant un tribunal correctionnel », balance un témoin de la scène.

Il en est resté comme une grosse gêne à la Chambre. Président de la commission justice de la Chambre, le Liégeois Philippe Goffin (MR) annonce d'emblée qu'il a d'excellentes relations avec Alain Mathot : « C'est précisément pour conserver la sérénité générale qu'il ne faut →

→ pas demander à des députés de se prononcer sur le fond d'un dossier judiciaire, ici manifestement sans rapport avec l'activité parlementaire. Les députés qui travaillent énormément regrettent que cela donne l'impression d'avoir voulu protéger quelqu'un... » Alain Mathot, certes, va échapper aux foudres de la justice mais peut-être aussi ses coaccusés. « C'est super pour leurs avocats, ironise un autre parlementaire, ils pourront plaider sur le doute. »

Aucun projet en vue pour clarifier la situation... Dans un discours exceptionnel de rentrée, en septembre 2016, le procureur général de Mons avait déploré la tournure prise par les procédures de levée de l'immunité parlementaire dans les affaires Mathot et Luperto (du nom du bourgmestre-député PS, wallon cette fois, soupçonné de faits de mœurs : il sera fixé sur son sort le 4 décembre) : Ignacio de la Serna demandait au monde politique, à défaut d'abandonner sa détestable habitude de se prendre pour un juge du fond, au moins d'adopter une procédure qui respecte les règles du contradictoire (*Le Vif/L'Express du 28 avril 2017*).

Le PS attentiste, la Flandre intéressée

Dans le camp socialiste, seul Claude Desama s'est manifesté. « Au Parlement européen, j'avais plaidé pour que celui-ci ne doive plus se prononcer sur les immunités parlementaires et qu'on laisse faire la justice, se souvient l'ancien bourgmestre de Verviers. Il y avait une demande de levée tous les six mois pour Marine Le Pen ! Par principe, expliquait-il au *Vif/L'Express*, j'ai toujours considéré les immunités comme un privilège exagéré et un signe de méfiance à l'égard du pouvoir judiciaire, qui est un pouvoir indépendant. Si Alain Mathot n'avait rien à craindre, il aurait dû demander lui-même la levée de son immunité parlementaire. Le Parlement fédéral ne l'a pas fait pour des raisons que j'ignore mais il n'a pas levé le soupçon. » Le socialiste a encore en mémoire la réaction



Bart De Wever (N-VA) à l'anniversaire d'Erik Van der Paal, lobbyiste de Land Invest Group (Ogeo Fund).

outrée d'Alain Mathot (« C'est dégueulasse ce que tu as fait ! ») et celle, plus diffuse, de Willy Demeyer (« Ce n'était pas très opportun »).

En Flandre, la vidéo d'Apache montrant le défilé de têtes connues et moins connues aux 45 ans du très discret Erik Van der Paal, homme d'affaires anversois (Amber) et lobbyiste de Land Invest Group, a fait scandale. Alain Mathot a admis à *La Meuse* y avoir participé « pour rencontrer des investisseurs ». Pour ceux qui connaissent un peu les liens entre la Métropole et certains hommes politiques gantois et liégeois, cet aréopage n'était pas une surprise mais Bart de Wever a semblé découvrir le monde qui l'entoure... Optima, Land Invest Group, Ogeo Fund sont pourtant des noms d'entreprises qui sifflent aux oreilles flamandes.

Déclarée en faillite frauduleuse en 2016, Optima Bank avait repris la licence bancaire d'Ethias (ex-Smap) en 2011 grâce à ses nombreux appuis politiques. Elle rabattait ses riches clients désireux de blanchir leur argent soit vers le fonds Lombard au Luxembourg (branche 23), soit dans l'immobilier via Optima Global

Estate alors dirigé par Luc Van den Bossche, ancien ministre de l'Intérieur (SP.A). Ce dernier siégeait aussi, avec Geert Versnick (Open VLD), au conseil d'administration de Land Invest Group, promoteur de quelques chantiers anversois controversés sur les plans juridique et urbanistique. Finalement, c'est l'argent des pensionnés liégeois qui est investi, non sans risques, dans la ville de Bart De Wever. Dirigé jusqu'en juin dernier par Stéphane Moreau (Nethys), Ogeo Fund détient la moitié de Land Invest Group. Une goutte d'eau dans l'océan d'argent que brasse la ville portuaire mais hautement symbolique des relations *open* qu'entretiennent les partis politiques quand certains de leurs représentants se piquent de faire de l'argent dans le privé.

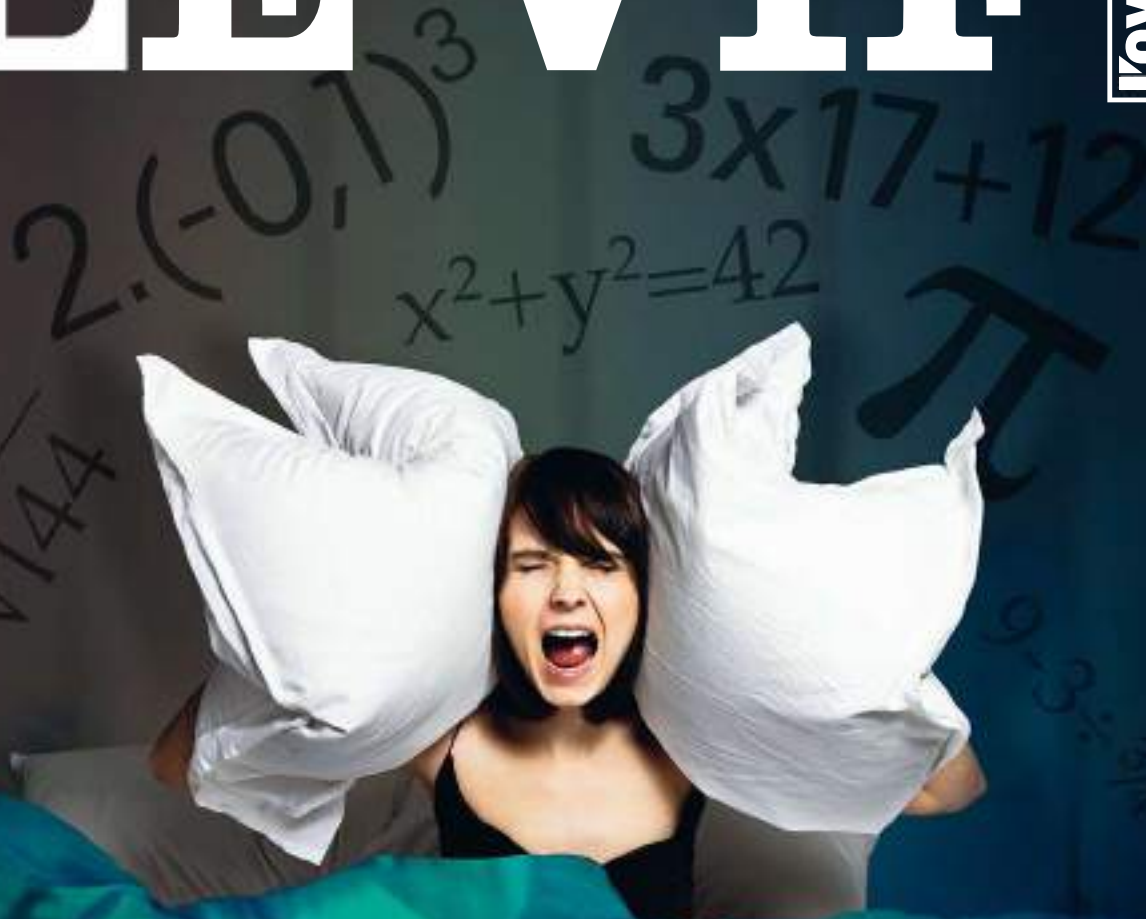
Alain Mathot était d'autant plus à l'aise au 't Fornuis que, jusqu'au début de cette année, il était administrateur rémunéré dans des sociétés mixtes ou publiques ayant de solides atomes crochus avec la Flandre : EDF-Luminus, Publilec et Publipart. Manifestement, son réseau flamand s'est mobilisé pour lui éviter le procès. ♦



Premier baromètre de la transparence des mandats publics à Bruxelles : des résultats consternants

LE VIF

l'express



COMMENT FAIRE (ENFIN) AIMER LES MATHS

Les recettes pour réenchanter leur apprentissage

LE VIF 3,5€ année n° 49 - L'EXPRESS n° 3466 hebdomadaire du 8 au 14 décembre 2017
BEL/LUX 5,70€ - P509558 - ISSN 0774-2711





LES PARTIS PEINENT

Les principales formations politiques francophones mènent une introspection en vue des prochaines élections. Pour tenter de répondre à la colère citoyenne. Un ravalement de façade, contraint et forcé, dont Le Vif/L'Express décode les cinq traits communs.

PAR OLIVIER MOUTON

« L'e climat est morose au sein de nos troupes. » Un constat posé, du bout de lèvres, par Maxime Prévot, bourgmestre CDH de Namur, lors du congrès de son parti, dimanche 3 décembre. Tout en optant pour la méthode Coué : « Nous ne sommes pas en méforme. » Depuis un an, et à la suite des affaires Publifin et Samu-social, les partis traditionnels ont pourtant été ébranlés par la colère citoyenne. Et fortement bousculés dans les sondages, même si ce ne sont que des photographies instantanées : le CDH s'écrase,



Le CDH a resserré les rangs lors d'un congrès pour lancer la campagne des communales, le 3 décembre. Leitmotiv : mettre l'humain au centre de toutes les politiques. Pour renouer le lien avec les citoyens.

À SE RÉINVENTER

BRUNO FAHY/BELGAIMAGE

le PS atteint des plateaux historiques, le MR ne s'envole pas et même les deux vainqueurs, DéFI et Ecolo, peinent à contrer l'explosion du PTB. Alors, dans la perspective des élections communales d'octobre 2018, avec le regard déjà projeté vers les législatives et régionales de 2019, tous viennent de clôturer une indispensable remise en question. Nouveaux manifestes, congrès de lancement, séances de réflexion... : un remue-méninges que l'on peut décoder à travers cinq traits communs. Le reflet d'une révolution en douceur. Dont rien ne dit qu'elle sera suffisante pour convaincre.

Ouverture

C'est devenu un leitmotiv dans toutes les formations : il faut s'ouvrir. A des idées nouvelles. A des candidats issus de la société civile. Voire à des coalitions inédites, si l'arithmétique électorale le permet. Le mot d'ordre est clair : face aux nouveaux défis de cette époque perturbée, il est vital de laisser tomber les tabous. Quitte à remettre en cause la structure même de partis appelés à devenir, tôt ou tard, des « mouvements ». En 2018, le scrutin communal servira de laboratoire : dans bien des cas, les partis y abandonneront leur nom et leur logo.

Benoît Lutgen, président du CDH, a lancé un appel clair en ce sens lors de son congrès. Ils seront nombreux, dans ses rangs, à agir en ce sens, de la ministre Marie-Martine Schyns (Herve) à la cheffe de groupe fédérale Catherine Fonck (Frameries). De tels essais se multiplient dans tous les partis. L'hyperactivité de Georges-Louis Bouchez (MR), qui espère faire tomber Elio Di Rupo (PS) à Mons, a été récompensée par une alliance avec un des pères fondateurs d'Ecolo, François Collette. Et si ces listes d'ouverture portent le label « citoyen », l'effet sera d'autant plus réussi. →

→ Structurellement, les partis peinent pourtant à concrétiser l'essai. Benoît Lutgen n'avait-il pas annoncé à ses troupes, il y a plus d'un an, que le CDH accueillerait de nouvelles têtes ? En interne, certains ont longtemps souri de ne rien voir venir, avant l'arrivée de la responsable étudiante Opaline Meunier, mi-octobre. Dans sa

Le manifeste du MR a été adopté après une consultation « inédite » au sein du parti, mais n'a guère fait de vagues (si ce n'est de la part des habitués "rebelle" comme Alain Destexhe) tant il était piloté par l'état-major. Celui du PS, découlant du Chantier des idées, a été approuvé « à la quasi-majorité » (dixit Di Rupo, soit

suscité des critiques au sujet d'un manque de débat de fond, émanant de figures historiques comme Joëlle Milquet et Josy Arens. Message entendu : Benoît Lutgen a chargé le parlementaire François Desquesnes d'animer un groupe pour revoir l'organisation. Un proche, pour contrôler. Pas de révolution, une évolution.

Ce mot d'ordre s'accompagne d'un autre précepte, commun à tous les partis : il est urgent de « faire monter une nouvelle génération ». Histoire de calmer l'impatience de ceux qui aspirent à une responsabilité. Plusieurs ténors ont annoncé leur départ ou leur prise de distance, et non des moindres : Joëlle Milquet, Louis Michel, Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, Véronique Salvi... Une page se tourne. La nouvelle génération devra réparer les erreurs de ces aînés trop longtemps restés dans leur tour d'ivoire, tandis que certains profitaient du système pour s'enrichir. Forcément, la « bonne gouvernance » est devenue une priorité dans tous les partis. Mais les nouvelles règles en matière de cumul des fonctions induiront des difficultés à renouveler le personnel politique. Un paradoxe.

Long terme

Parmi les critiques récurrentes à l'égard des partis traditionnels, les experts et les milieux académiques pointent une absence de vision à long terme. On ne ferait plus, en Belgique plus qu'ailleurs, que de la politique à la petite semaine, avec le désir du buzz immédiat, les yeux rivés sur les prochains scrutins. Cette fois, plus d'excuse : les majorités avaient cinq ans pour gouverner. Et les partis autant pour se remettre en question. L'aggiornamento, au PS, a été rendu d'autant plus nécessaire que la tempête grondait : rejet dans l'opposition fédérale, retour des « affaires » en Wallonie et à Bruxelles, explosion annoncée d'un rival à gauche de la gauche... D'où un Chantier des idées qui a duré deux ans – et dont l'aboutissement a été reporté plusieurs fois par les scandales. « Vous imaginez que l'on n'avait plus vu ça depuis 1894 », clame le président Di

NICOLAS MAETERLINCK/BELGAIMAGE



Un nouveau manifeste approuvé à 98,5 % des voix : le PS a réinventé sa doctrine, en misant sur le long terme – sur le papier, du moins.

volonté de s'étendre en Wallonie, le DÉFI d'Olivier Maingain a, lui, attiré Renaud Duquesne (fils de l'ex-ministre libéral Antoine Duquesne) ou s'est allié avec le mouvement PourHuy (créé par feu l'ex-PS Anne-Marie Lizin). On ne fait toutefois pas d'omelette sans casser des œufs : à Namur, les têtes de DÉFI ont démissionné après le parachutage d'un nouveau venu en tête de liste. Quant à la naissance d'un grand mouvement du centre, à la Macron, en Belgique francophone, elle reste improbable dans cette communauté très conservatrice. E-Change, créé par Jean-Michel Javaux (Ecolo) avec des personnalités de tous bords, n'en est encore qu'au stade des groupes de travail. Et craint comme la peste d'être associé à un futur parti – tout un symbole...

Malmenés de toutes parts, les partis traditionnels misent sur leur vitalité interne pour rebondir. Et mobilisent leur base. Quitte à neutraliser les frondes naissantes avec des pratiques staliniennes.

98,5 %), bien que des « camarades » aient regretté que le président cadennasse le processus, voire... qu'il soit toujours en poste. Mais pas question de sortir du rang, au risque d'être sanctionné (sournoisement, souvent). Les éléments de langage sont distribués par les QG. *Business as usual*. Au CDH, la décision présidentielle de tirer la prise des majorités wallonne (avec succès) et bruxelloise (en vain) a



Ecolo, coprésidé par Patrick Dupriez et Zakia Khattabi, se réjouit de voir l'environnement devenir la priorité des autres partis.

THERRY ROGE/BELGAIMAGE



Le MR mise sur le pragmatisme des gouvernements Michel et Borsus pour obtenir des résultats. Et démontré le bien-fondé de son « libéralisme engagé ».

Rupo. Depuis la charte de Quaregnon qui a créé le PS, en somme. Le résultat, ce sont 170 engagements qui sont autant d'objectifs pour le futur « à l'horizon de dix ou vingt ans ». Les propositions, les utopies parfois, comme un bonus social généralisé ou la semaine des quatre heures, seraient séquencées dans le temps. Un virage. Mais pas de révolution : le PS laisse cela au PTB.

Ecologie superstar

On retrouve aussi cette volonté de penser à long terme dans les axes de campagne du CDH : éducation, développement de l'entrepreneuriat... Le nouveau manifeste doctrinal du MR « Pour un libéralisme engagé » a cette intention également et reprend la thèse portée par les libéraux au gouvernement fédéral : c'est en développant l'économie et le travail que l'on sauvera la sécurité sociale pour les générations futures. Ecolo, pour sa part, est retourné aux racines de son engagement pour la transition écologique, plus que jamais partagé par les autres partis, dans les mots du moins. Bref, tous lèveraient enfin la tête du guidon. Pour dessiner la Belgique du futur. Mais sans effacer tous les doutes au sein de la population, loin de là.

Depuis un an et demi, trois anciens dirigeants d'entreprises publiques – Bernard Delvaux, Baudouin Meunier et Johnny Thijs – ont pris leur bâton de pèlerin pour appeler précisément le monde politique à relancer la dynamique au départ de cette vision à long terme, concrétisée autour

d'une série de « projets ». Ils ont rencontré des représentants de tous bords et ont multiplié les visites à des cabinets ministériels. Fort opportunément, les partis ont intégré partiellement cette approche. Le « pragmatisme » est à la mode, au même titre que le « bon sens citoyen ». Cela prend la forme, comme toujours, de propositions concrètes, de promesses souvent appelées à s'évanouir sous la contrainte d'un budget ou d'une coalition. Et de feuilles de route à transposer selon les réalités locales, pour 2018. « Notre marque : inspirer l'avenir, ouvrir des perspectives aux générations nouvelles, écouter, créer du lien, susciter le dialogue, renouer le fil, rassembler les gens », résume Benoît Lutgen.

Ce peut être, en somme, une prime au pouvoir en place. Le MR, singulièrement, mise sur un pragmatisme illustré par son expérience au fédéral. Une forme de label de bonne gestion, qui serait validé par les 150 000 emplois créés depuis l'avènement du gouvernement Michel, fin 2014. Une réussite « vendue » en oubliant opportunément les trous laissés dans le budget. Le pragmatisme consiste aussi à savoir communiquer en boucle un slogan. C'est une manière de démontrer l'utilité du

**La nouvelle génération
devra réparer
les erreurs des aînés**

monde politique à l'heure où les électeurs l'imaginent de plus en plus impuissant face aux dérives du monde globalisé.

Pivot

Mais la politique reste de la stratégie pour arriver au pouvoir. Qui prime parfois sur tout le reste. A cet égard, prévenir, c'est guérir. Car les sondages traduisent la colère citoyenne en une progression des partis d'opposition : PTB, Ecolo et DéFI, bien que ce dernier soit au pouvoir à Bruxelles. Le PS perdrait définitivement sa position dominante, qui lui permettait de dicter le jeu francophone, comme ce fut encore le cas en 2014. CDH, DéFI et Ecolo savent qu'ils ont dès lors une belle carte à jouer pour servir d'appoint, voire être incontournables, en 2018 et 2019. Alors, on se pousse des coudes...

C'est à qui sera le « pivot » du paysage politique. Le CDH fait généralement la course en tête, dans cette catégorie, mais ses résultats inquiètent et les ponts sont pratiquement coupés avec le PS depuis la rupture de la majorité wallonne, l'été dernier. DéFI a le vent en poupe, mais il doit encore cicatrifier une blessure profonde consécutive à la fin de la fédération avec le MR (le dialogue est mort, depuis 2011). Ecolo rêve dès lors de jouer un rôle central comme il vient de le prouver en invitant le 3 décembre des responsables du PS et du MR – mais pas du CDH... – à un « Eco-lab » consacré à l'allocation universelle. A gauche, cela phosphore aussi autour d'un rassemblement progressiste entre le PS, Ecolo et PTB. L'option est privilégiée par la FGFB, comme une alternative aux majorités de droite fédérale et wallonne. Mais les trois intéressés restent prudents.

Ne faut-il pas une recomposition pour répondre à la colère du peuple ? A vrai dire, on a surtout le sentiment pour l'instant que le désarroi prime. Et même les nouveaux partis citoyens nés à la suite des affaires et aux blocages francophones (En-Marche.be ou Oxygène) peinent à trouver audience. La politique se réinvente. Mais peut-elle encore enchanter ? ♦

BAROMÈTRE TRANSPARENCE À BRUXELLES

RÉSULTATS CONSTERNANTS !

Depuis 2006, les mandataires publics bruxellois sont soumis à de strictes règles de transparence sur leurs mandats et leurs rémunérations. A l'heure où le parlement bruxellois crée de nouveaux textes sur la bonne gouvernance, nous avons voulu savoir, avec cinq autres médias et Transparencia, si les règles de 2006 avaient été respectées. Le résultat est navrant.

PAR THIERRY DENOËL

ENQUÊTE AVEC LA RTBF, LA VRT, LA CAPITALE, HET NIEUWSBLAD ET BRUZZ

Le tableau avait quelque chose de christique, style Léonard de Vinci : entouré de dix chefs de groupe politique, le président du parlement bruxellois, Charles Picqué (PS), célébrait la nouvelle bible de la bonne gouvernance, le 28 novembre dernier, au siège de l'hémicycle régional. Face à la presse, chacun des représentants installés à la longue table y allait de son prêche, en français ou en néerlandais, se félicitant du chemin parcouru pour aboutir à quatre projets de textes qui feront désormais office d'évangiles pour la transparence à Bruxelles.

La messe est dite, même si, pour y parvenir, ce fut aussi un chemin... de croix, apprend-on en coulisse, tant les résistances se sont parfois révélées fortes. Quoi qu'il en soit, la Région de Bruxelles s'est enfin dotée d'une gouvernance digne de ce nom, ont chanté en chœur

les chefs de groupe (dont certains sont bourgmestres), avec une certaine exaltation. A les entendre, une révolution serait en marche. Etonnant car, à vrai dire, on pensait que cette révolution avait déjà eu lieu en... 2006. Il y a plus de dix ans, un texte sur la transparence, toujours en vigueur aujourd'hui, a été adopté, au même parlement. On l'avait présenté, à l'époque déjà, comme le moteur du changement des mœurs politiques.

Ne soyons pas naïfs, la nécessaire transparence des mandats et rémunérations des représentants politiques tourmente nos élus au gré des scandales. Il n'y a pas de miracle. Ce n'est qu'au pied du mur que l'homo politicus envisage de se

convertir. Ainsi, la récente eucharistie bruxelloise avait lieu moins d'un an après les révélations du Vif/L'Express sur les réunions bidon rémunérées chez Publi-fin et six mois après celles sur le même genre de magouilles au Samusocial de Bruxelles. Et il y a là comme un air de déjà-vu.

En effet, c'est après la déflagration de La Carolo, en 2005, qu'on a observé la première volonté de rédemption, en Région wallonne mais aussi en Région bruxelloise, même si celle-ci était, alors, épargnée par les « affaires ». La majorité y était presque la même qu'en Wallonie : une coalition PS et CDH, avec Ecolo et les partis flamands en plus. Sans attendre un scandale propre, le gouvernement Picqué III – déjà lui – avait décidé de légiférer en matière de gouvernance.

Il en était sorti un texte majeur : l'ordonnance du 12 janvier 2006 sur « la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois ». →

Dès ce jeudi 7 décembre, « Baromètre transparence à Bruxelles : résultats consternants ! » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Thierry Denoël sur **canal Z**



ETTERBEEK
Vincent De Wolf (MR)



WATERMAEL-BOITSFORT
Olivier Deleuze (Ecolo)



ANDERLECHT
Eric Tomas (PS)



BRUXELLES
Philippe Close (PS)



IXELLES
Dominique Dufourny (MR)



JETTE
Hervé Doyen (CDH)



SAINT-GILLES
Charles Picqué (PS)



SCHAERBEEK
Bernard Clerfayt (DéFI)



SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
Emir Kir (PS)



UCCLE
Boris Dillière (MR)



MOLENBEEK-SAINT-JEAN
Françoise Schepmans (MR)



WOLUWE-SAINT-LAMBERT
Olivier Maingain (DéFI)



WOLUWE-SAINT-PIERRE
Benoît Cereche (CDH)



AUDERGHEM
Christophe Magdalijs - ff (DéFI)



BERCHEM-SAINTE-AGATHE
Joël Riguelle (CDH)



EVERE
Pierre Muyllé - ff (PS)



FOREST
Marc-Jean Ghysels (PS)



KOEKELBERG
Philippe Pivin (MR)



GANSHOREN
Robert Genard (MR)



Le baromètre de la transparence à Bruxelles : les critères de classement vont de la non-réponse (en rouge foncé) à une réponse conforme à l'ordonnance de 2006 sur la transparence des mandats et rémunérations (en vert foncé). Entre les deux, nous avons tenu compte des données fournies, en particulier sur les mandats dérivés, et aussi des années qui ont été remplies. Nombre de communes ont publié des rapports annuels sur leur site, juste après notre demande...



→ Cette première bible régionale de la gouvernance constituait une avancée remarquable car, avec la transparence, elle consacrait le fameux plafond de 150% pour la rémunération des mandataires, soit une fois et demie la rémunération brute d'un député fédéral. Cela visait et vise toujours « les bourgmestres, échevins et conseillers communaux, les membres des conseils et collèges de police, tout membre d'un organe de gestion d'un organisme public ».

Mercato des mandats dérivés

Le législateur de 2006 avait bien cerné le problème, puisque, outre les mandats d'élus, la transparence concernait également les mandats dérivés. Cette notion de « mandat dérivé » est cruciale car elle recouvre tous ces mandats qu'on se partage sur le côté dans le microcosme politique. Soit, selon l'ordonnance, les « fonctions exercées par un mandataire public au sein d'une personne juridique de droit public ou de droit privé ou d'une association de fait », pour autant que ce mandat « lui a été confié en raison de son mandat original par l'autorité où il exerce celui-ci ou de toute autre manière ».

Cela inclut, par exemple, les mandats que le conseil communal désigne au sein d'intercommunales ou d'asbl communales (piscines, associations sportives, culturelles...). Ces mandats dérivés, qui peuvent parfois rapporter gros, font l'objet d'un véritable *mercato* en début de chaque législature. Au cours de notre enquête, nous avons compté qu'à Bruxelles-Ville se partagent ainsi pas moins de 926 mandats dérivés. Même si une bonne partie de ceux-ci ne sont pas rémunérés, cela représente tout de même beaucoup de jetons de présence. Et la Ville a annoncé avoir déjà fait le tri en juillet...

Autre point important : l'ordonnance de 2006 a prévu que c'est auprès des secrétaires communaux qu'il faut déclarer ses mandats (y compris dérivés), ainsi que les rémunérations, avantages de toute nature et frais de représentation.



Le 28 janvier dernier, Charles Picqué, entouré de dix chefs de groupe, a présenté les nouveaux textes de la gouvernance à Bruxelles. Pour quels résultats ?

Les secrétaires communaux doivent dresser un rapport annuel reprenant ces données, qu'ils transmettent à l'autorité de tutelle, soit la Région, censée contrôler que personne ne dépasse le plafond de 150%. Il y a de lourdes sanctions à la clé, prévues dans l'ordonnance : jusqu'à une peine de trois ans de prison ainsi que l'inéligibilité aux prochaines élections communales.

L'ordonnance de 2006 sur la transparence est claire sur les obligations des mandataires publics

Dans le contexte politique de l'époque, cette ordonnance était exemplaire car, comme on vient de le voir, elle donne une définition fort large des mandats et rémunérations à inclure dans l'exercice de transparence et dans le calcul du plafond. Ce texte a-t-il engendré le changement de mœurs promis ? De la théorie législative à la pratique politique, il y a un pas qui semble très difficile à franchir... D'abord, l'ordonnance de 2006 n'a pas fait l'objet d'arrêtés d'exécution. Surtout, la Région n'a effectué aucun contrôle sur le respect du plafond. Plusieurs médias l'ont déjà évoqué.

Une cellule transparence a pourtant été mise en place, après 2006, par l'actuel ministre-président Rudi Vervoort (PS) pour remplir cette mission, mais il s'agit d'une cellule plutôt fantôme, logée au



NICOLAS MAETERLINCK/BELGAIMAGE

sein de l'administration bruxelloise, impossible à contacter. Et pour cause : n'y travaille qu'une fonctionnaire à mi-temps qui se contente d'archiver les listes de mandats et rémunérations transmises par les secrétaires communaux, quand ceux-ci le font, sans investiguer ni vérifier quoi que ce soit. Or, l'ordonnance de 2006 prévoyait, en son article 8, que la tutelle publie un rapport annuel sur l'application de l'ordonnance elle-même. Cela n'a jamais été fait.

6 médias à l'assaut des 19 communes

Mais, si la Région n'a pas fait le job, les secrétaires communaux l'ont-ils fait, eux, depuis 2006 ? Les collègues communaux bruxellois ont-ils publié, comme l'impose l'ordonnance, un rapport annuel avec le

« relevé détaillé des rémunérations et des avantages de toute nature ainsi que les frais de représentation octroyés à leurs mandataires publics », ainsi qu'une liste des voyages auxquels ceux-ci ont participé dans l'exercice de leur fonction ? Et ont-ils rendu ces rapports annuels publics ?

C'est ce que Le Vif/L'Express a cherché à savoir, en collaboration avec la RTBF, la VRT, *La Capitale*, *Het Nieuwsblad* et Bruzz, et ce à l'initiative du site transparencia.be (*lire l'encadré ci-contre*). Six médias, francophones et flamands, écrits et audiovisuels, réunis pour enquêter sur ces petits papiers bruxellois, que nous avons baptisés, de manière un peu ironique, « Brussels Papers ». L'idée était de voir si l'ordonnance sur la transparence avait réussi à modifier les comportements ou bien si, dans la pratique, les mandataires politiques avaient fait fi de leurs promesses.

Pratiquement, nous nous sommes partagés les 19 communes auxquelles nous avons demandé, via le site de [Transparencia](http://Transparencia.be), de nous fournir les rapports annuels de transparence, que celles-ci devaient normalement avoir publiés depuis 2006, avec la liste des mandats et rémunérations de leurs mandataires publics. Une première demande a été adressée fin juin - début juillet 2017. Une deuxième, vers la fin septembre - début octobre. Enfin, pour les communes récalcitrantes, c'est-à-dire presque toutes, un avis a été demandé à la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada) de Bruxelles, début novembre.

Pour le classement sous forme de baromètres en couleurs (*voir notre infographie page 33*), les critères pris en compte vont de la non-réponse (en rouge foncé) à une réponse conforme à l'ordonnance (en vert foncé). Entre les deux, nous avons tenu compte du nombre de rapports annuels publiés en dix ans et du contenu de ces rapports : nous avons vérifié si les rémunérations, avantages de toute nature et frais de représentation des mandats y figuraient,

Le poil à gratter Transparencia

Lancé en octobre 2016, le site transparencia.be permet aux internautes citoyens qui veulent accéder à un document administratif d'encoder leur demande via un formulaire en ligne.

La demande est automatiquement dirigée vers l'administration concernée grâce à un logiciel mis au point par l'ONG britannique mySociety, à l'origine du site [Web whatdotheyknow.com](http://Web.whatdotheyknow.com) qui a déjà réuni, en neuf ans, plusieurs centaines de milliers de documents publics.

Depuis sa création à l'initiative de anticor.be (plateforme anticorruption via un système de lanceurs d'alerte) et de cumuleo.be (baromètre de cumul des mandats), transparencia.be affiche un beau succès : 60 000 visiteurs en un an, ce qui en fait le premier site (hors Royaume-Uni) en termes d'audience, géré par WhatDoTheyKnow, alors qu'il est le dernier à avoir vu le jour.

[Transparencia](http://Transparencia.be) est devenu un poil à gratter qui irrite nombre de mandataires publics, qui se plaignent de crouler sous les demandes et qui sont, en fait, peu habitués à cet exercice de transparence, obligatoire depuis 2006 à Bruxelles.

dans le détail ou non, pour tous les mandats, surtout les mandats dérivés, et dans quelles asbl ou intercommunales, etc. Le respect de déclarations des mandats dérivés, de leurs rémunérations, avantages et frais, ainsi que le respect de leur déclaration dans le temps a constitué un critère important.

Silence, résistance, mesquinerie...

Notre travail s'est révélé fastidieux, tant nombre de communes se sont montrées peu coopératives, voire pas du tout. Il a fallu les relancer, appeler, expliquer, attendre. Certaines refusaient de répondre via transparencia.be, demandaient une adresse postale privée (Schaerbeek, Evere, Jette...), voire une lettre de demande signée, alors que les requêtes par e-mail sont considérées comme →



Sans l'affaire du Samusocial (ici, Yvan Mayeur), le parlement bruxellois aurait-il présenté un nouveau texte aussi contraignant sur la transparence ?

BENOIT DOPPAGNE/BELGALIMAGE

→ valides par la jurisprudence en matière de publicité de l'administration. D'autres n'ont carrément pas donné suite à notre demande (Ganshoren, Berchem-Sainte-Agathe), bien qu'une page de leur site Web contienne aujourd'hui des rapports transparence (Berchem-Sainte-Agathe). D'autres encore nous ont d'abord renvoyé vers la cellule transparence de la Région (Ixelles), alors qu'elles sont censées publier un rapport annuel.

Malgré les assurances qui nous ont d'abord été données au téléphone, Forest n'a finalement pas répondu à notre demande. La commune publie une page transparence très formelle et succincte sur son site, sans rien sur les mandats dérivés. Nous avons finalement trouvé l'explication de ce manque de coopération en tombant sur une réponse donnée, à un conseiller CDH, par le bourgmestre, Marc-Jean Ghysse (PS), qui dit que « cela n'a pas de sens de publier les rémunérations sans explications » et que « cette information n'apporte rien mais

qu'elle demande beaucoup de travail car il faut tenir le site à jour ». Les Forestois apprécieront.

Woluwe-Saint-Lambert, elle, a même fait preuve de mesquinerie : la première demande qui lui était adressée (en néerlandais par un journaliste néerlandophone de notre équipe) recelait une faute de frappe. Erreur vite corrigée par une deuxième demande quelques jours plus tard, mais la commune a statué sur la première et a refusé de répondre. Transparencia a finalement obtenu des informations fin septembre, via une autre demande introduite par un citoyen, qui a requis neuf mois d'échanges et un avis

– positif – de la Commission de protection de la vie privée.

Bref, il a fallu être très patient. Au bout de nos efforts, la Cada bruxelloise a rendu des avis qui se révèlent favorables à nos requêtes. En gros, selon cette commission, les communes doivent communiquer les rapports annuels établis depuis 2006, y compris les pièces justificatives en sa possession en vue de rédiger ces rapports annuels. Mais elle n'a pas l'obligation d'établir un rapport qui n'existerait pas. Cela dit, l'ordonnance de 2006 oblige les communes à établir ces rapports...

Résultats sous la pression

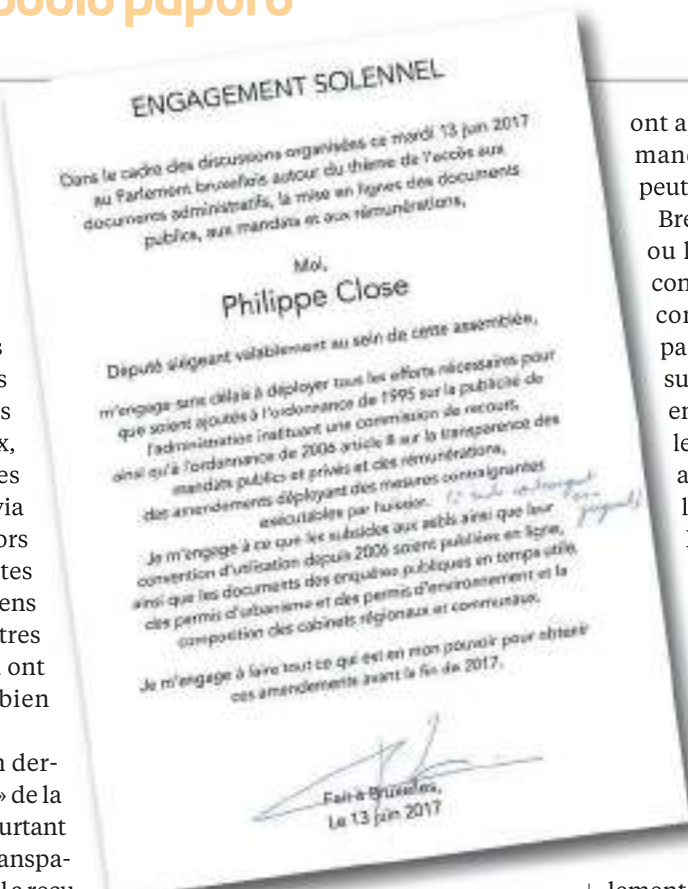
Conclusion de notre enquête : le résultat global est décevant. Près de la moitié des communes sont en zone rouge-orange foncé, huit en orange clair, avec un score moyen donc, et seulement deux dans le vert. Aucune n'atteint le vert foncé. Une seule, Boistfort, atteint le vert clair. Une seule, Etterbeek, le vert moyen. C'est vraiment très peu par rapport aux promesses faites en 2006. →

**Près de la moitié
des communes sont
en zone rouge-orange**

→ Sans être dupes, nous avons tenu compte du fait que c'est souvent sous la pression de notre demande que certaines communes ont commencé à jouer le jeu de la transparence. Comme par enchantement, certains rapports annuels ou cadastres de mandats dérivés ont éclo sur les sites Web communaux, peu après que nos premières requêtes aient été envoyées via le site de Transparencia, alors que les demandes précédentes postées par de simples citoyens plusieurs mois avant les nôtres sont restées lettre morte ou ont été honorées de manière bien moins satisfaisante.

Exemple édifiant : fin juin dernier, la page « transparence » de la commune de Schaerbeek, pourtant sollicitée depuis 2016 sur transparencia.be, était vide. Lorsqu'il a reçu notre requête, le secrétariat communal schaerbeekois nous a demandé une adresse mail privée pour pouvoir nous envoyer la décision du collègue. Pour gagner du temps ? La réponse nous est parvenue le 27 juillet. Elle se résumait à nous renvoyer vers la page « transparence » de Schaerbeek.be. Surprise : six rapports annuels venaient d'y voir le jour ! D'autres documents ont été ajoutés en septembre.

Saint-Josse, qui n'avait jamais rien publié sur son site auparavant, y a inséré des listes de mandats dérivés avec rémunérations, le 15 septembre dernier, peu après notre demande. De son côté, Saint-Gilles a carrément ajouté un onglet « transparence » sur son site Web en octobre. Idem pour Ixelles ou Jette qui



Dix députés, dont plusieurs chefs de groupe et bourgmestres, ont signé cet engagement solennel en juin dernier.



Watermael-Boitsfort se classe deuxième. Olivier Deleuze (Ecolo) en reprint le mayorat fin 2012.

ont ajouté un cadastre en ligne des mandats dérivés en octobre. Et on peut encore multiplier les exemples.

Bref, sans vouloir stigmatiser l'une ou l'autre en particulier, on peut conclure que la grosse majorité des communes bruxelloises ont pris par-dessus la jambe l'ordonnance sur la transparence des mandats, en particulier en ce qui concerne les mandats dérivés. Depuis onze ans, elles se sont moquées de la loi et des électeurs, tout comme la Région d'ailleurs.

En juin dernier, dix députés bruxellois, dont plusieurs chefs de groupe, ont signé un engagement solennel, notamment pour faire respecter l'ordonnance de 2006 en déployant des mesures contraignantes s'il le faut. C'est dire si le problème est (re)connu... Finalement, les partis démocratiques du parlement bruxellois ont préféré, comme

évoqué plus haut, préparer de nouveaux textes sur la transparence qui élargissent un peu plus le champ d'application de l'ordonnance de 2006.

Ces textes prévoient un meilleur contrôle (une cellule transparence au sein du parlement) et une publication sur Internet de tous les mandats et rémunérations (y compris les rémunérations privées par tranche de revenu). Des sanctions pourront être prononcées par une commission de déontologie : retenues de 10 à 100 % du traitement, inéligibilité. On ne parle plus de peine de prison, comme en 2006, car ce n'était pas applicable, selon certains. Mais Emmanuel De Bock (DéFI), qui fait preuve d'acharnement en matière de transparence, l'affirme : « Nos nouveaux textes vont bien plus loin que ce qui existe dans les autres Régions. »

Reste à espérer qu'ils seront mieux appliqués que celui de 2006, toujours en vigueur. Car, actuellement en Région bruxelloise, pour croire à un semblant de transparence, il faut avoir la foi... ♦



**COUPS DE
TONNERRE**
Publifin
Samusocial
Kazakhgate...

**COUPS DE
CŒUR**
*Le sport belge
Le rap belge
Les séries
belges...*

**COUPS DE
THÉÂTRE**
PS ☹
PTB ☺
Tueurs
du Brabant...

**COUPS DE
COLÈRE**
*Révolution
féministe!*

LE VIF

l'express

LES DOUZE COUPS DE

2017

**COUPS DE
GÉNIE**
MACRON
NETFLIX
LALALAND...

**COUPS DE
FOLIE**
Catalunya
IN GUNS
WE TRUST
Foot fric...

**COUPS
FOURRÉS**
*Trump, an 1
Terrorisme 2.0*

**COUPS DE
POKER**
FRANCKEN 1ER

**COUPS DE
BLUES**
Johnny
Veil
Rocheport
d'Ormesson...



01751 >
LE VIF 35^e année (n° 5) - hebdomadaire du 22 décembre 2017
BEL/LUX 5,70 € - P508558 - ISSN 0774-2711

5 414286 210520

coups de théâtre

De la volte-face de Benoît Lutgen à l'explosion du PTB dans les sondages, le monde politique francophone a connu une année très fébrile, conséquence des scandales en Wallonie et à Bruxelles. Un changement de majorité, des chutes, des replis, des monstres sacrés sur le départ, de nouveaux mouvements citoyens... Révolution ?

PAR OLIVIER MOUTON

La politique francophone n'est plus un long fleuve tranquille. Les Régions wallonne et bruxelloise, longtemps chasses gardées du PS, ont vécu une année de bouleversements brutaux, marquée par les « affaires » et le rejet des socialistes dans l'opposition à Namur. Les sondages annoncent tous un grand chamboulement lors des prochaines élections, communales en 2018, puis législatives et régionales en 2019. C'est le reflet d'un climat de colère. Le rejet de la politique politicienne en devient la lame de fond. Les initiatives portant le label citoyen se multiplient. Et dans les états-majors de plusieurs partis francophones, la tension est à son comble.

La prise tirée, le carrousel enclenché

Le plus grand revirement de l'année témoigne de cette fébrilité. Lundi 19 juin 2017, 12 h 34. Un communiqué du CDH annonce que « le président Benoît Lutgen fera une déclaration exceptionnelle à l'issue du bureau politique ». Le Bastognard se prépare-t-il à jeter l'éponge alors que son parti est au plus bas dans les sondages ? La réponse tombe, trois quarts d'heure plus tard : « La cupidité de certains a dépassé tout entendement, entame Lutgen, l'air grave. S'octroyer des jetons de présence aux dépens de couvertures pour les plus démunis est choquant. Comme chaque citoyen, je

suis, au plus profond de moi-même, dégoûté. Après trente ans de pouvoir ininterrompu, le PS porte une responsabilité écrasante dans l'ampleur et la répétition des scandales. La rupture est nécessaire. Elle doit être immédiate. »

Boum ! Pour le président du parti humaniste, l'affaire du Samusocial, à Bruxelles, survenant dans la foulée du séisme Publifin en Wallonie, est l'affaire de trop. Benoît Lutgen lance un appel au MR, à Ecolo et à DéFI pour la mise en place de « majorités positives » en Wallonie, à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles. Clairement : il lâche ses alliés socialistes, sans coup de semonce. Le PS crie à la trahison et rappelle que le CDH est lui aussi impliqué dans les affaires. Mais le divorce est consommé. Exit, donc, les coalitions PS-CDH installées après les élections de mai 2014 en Wallonie et à Bruxelles où s'ajoute DéFI ? La messe n'est pas encore dite. Car le carrousel des négociations s'annonce infernal.

Selon les points de vue, la décision de Benoît Lutgen est un geste courageux pour imposer un électrochoc en matière de gouvernance ou le summum de la politique politicienne en vue de sauver son parti, au plus mal dans les sondages. Rivaux directs sur un échiquier mouvant, Ecolo et DéFI prennent le CDH au mot. Durant la première partie de l'été, leurs chefs de file, Zakia Khattabi, Patrick Dupriez et Olivier Maingain, mènent des consultations et multiplient →

Le 25 juillet, Olivier Chastel (MR) et Benoît Lutgen (CDH) scellent un accord leur donnant la majorité au parlement de Wallonie. D'une petite voix...

BART DEVAELE/ID PHOTO AGENCY

→ les propositions radicales pour modifier la culture politique, du décumul intégral à la démocratie participative. Actif en politique depuis 1983, président de parti depuis 1995, Olivier Maingain multiplie les propos tranchés. « Cette décision du CDH porte gravement atteinte à nos institutions », dit-il, d'autant plus sec qu'il a été surpris par cette décision, comme bon nombre d'humanistes, alors qu'il se trouvait au Canada. Maingain, en position de force, réclame à Lutgen un coup de balai. Plébiscité pour ce ton ferme par les sondés, il irrite ses pairs. Il sera pourtant entendu. Plus tard.

Urgence wallonne, asymétrie francophone

Décus par le manque d'ambition des autres partis, les verts refusent d'entrer dans une majorité – pour peu qu'ils en aient eu un jour l'intention... Quant à DéFI, il s'arc-boute sur son alliance avec le PS et le CDH en Région bruxelloise car elle « fonctionne bien ». Le seul changement d'envergure survient finalement en Région wallonne. Le MR, frustré de ne pas avoir retrouvé le pouvoir à Namur en 2014 en dépit de sa victoire électorale, ne tarde pas à prendre ses responsabilités. Les négociations entre le président du CDH et son homologue libéral, Olivier Chastel, aboutissent le 25 juillet. En route pour une coalition MR-CDH ne disposant que d'un siège de majorité au parlement de Wallonie. C'est peu...

Willy Borsus, ultraproche du Premier ministre Charles Michel, « descend » du fédéral et remplace Paul Magnette à la ministre-présidence. Objectif ? Une « Wallonie plus forte ». Le programme du nouvel exécutif se veut radical en matière de gouvernance – sans être révolutionnaire – et, surtout, il prône la rupture sur le plan socio-économique, avec la volonté de prolonger la politique menée dans ce domaine par le gouvernement fédéral. Il y a urgence en Wallonie. Le redressement est trop lent alors qu'une

échec décisive se profile en 2024 : le début de la fin de la solidarité flamande. Assez vite, le nouveau ministre wallon de l'Économie, Pierre-Yves Jeholet (MR), remet en question le sacro-saint plan Marshall. Un virage symbolique. « Nous serons jugés sur les résultats », reconnaît Willy Borsus. Il reste à peine deux ans à la nouvelle majorité pour engranger...

L'appel du CDH n'est par contre pas entendu en Région bruxelloise, où la majorité PS-CDH-DéFI reste en place. Les mandataires humanistes de la capitale n'ont pas montré le même empressement que leurs collègues wallons à changer d'attelage. Même cas de figure à la Fédération Wallonie-Bruxelles où, en dépit d'un appel du pied d'Olivier Maingain, PS et CDH poursuivent ensemble la réforme vitale de l'enseignement. Fin 2017, l'asymétrie est dès lors quasiment complète en Belgique francophone. Cette année aura donc aussi été celle où les identités régionales wallonne et bruxelloise se sont renforcées, chacune dans son coin, volontés de régionaliser des compétences à la clé. On se replie...

La vague « communiste »

Dans ce contexte agité, polarisé comme jamais entre droite et gauche et entre Bruxelles et Wallonie, les multiples sondages révèlent une volonté de changement radical au sein de l'opinion publique. Les principaux vainqueurs sont les partis d'opposition, PTB, Ecolo et DéFI, au détriment des trois formations traditionnelles. La perspective pour 2019 est un paysage politique morcelé, éclaté, pratiquement ingouvernable.

Mais la grande révélation des baromètres, c'est l'explosion du PTB. Début juillet, un sondage controversé, commandité

par le MR à l'institut Dedicated Research, le place même en pole position francophone avec 24,9 % des voix ! Nationalistes flamands et libéraux francophones s'inquiètent d'un retour « du communisme » au sud du pays. Au sein du PTB, la question d'une éventuelle accession au pouvoir se pose. A une condition : « Il faut des politiques qui rompent avec le néolibéralisme. » C'est que Thierry Bodson, patron de la FGFB wallonne, a lancé un vibrant appel : « Si les conditions sont réunies en 2019 pour une coalition entre le PS, Ecolo et le PTB, il faut saisir l'opportunité. » Ce souhait se répand, à gauche, face à l'arrogance tranquille du MR, son « jobs, jobs, jobs » et ses relents sécuritaires en appui à la N-VA.

Cela dit, si la bande de Charles Michel se maintient dans les sondages, sans plus, le PS s'effondre en transperçant ses planchers historiques : jusqu'à 16 %. Réplique d'Elio Di Rupo, en clôture d'un congrès : « Le PS est vivant et bien vivant, le PS est debout et bien debout. » Le président y croit toujours et n'exclut pas de rester en politique jusqu'à 80 ans si sa santé le lui permet. Le PS clôture en novembre son « Chantier des idées » par un virage à gauche, en mettant notamment l'accent sur la semaine des quatre jours. Atomisé également dans les sondages, le CDH mène, lui aussi, un débat interne sur son positionnement. Dans ce contexte fébrile, de nombreuses initiatives citoyennes voient le jour – EnMarche.be, Oxygène, E-Change...

Un peu partout, les cartes sont rebattues dans la perspective du scrutin communal d'octobre 2018. D'autres sont retirées du jeu. Plusieurs monstres sacrés de la scène francophone et nationale annoncent leur retrait définitif ou prennent leurs distances : Laurette Onkelinx (PS), Joëlle Milquet (CDH), Louis Michel (MR), Isabelle Durant (Ecolo)... Le monde politique, disent-ils, est devenu trop brutal. Et la voix des citoyens, dopée par les réseaux sociaux, trop violente. Les toutes prochaines échéances électorales ne vont rien adoucir. ♦

L'appel du CDH ne sera pas entendu à Bruxelles

Remplacement des F-16 :
bombe communautaire ?

La saga des milliards
libyens gelés en Belgique

(Re)mettre du beurre
dans ses placements

LE VIF

l'express

DEVENEZ NARCISSIQUE!

- Pourquoi c'est salubre
- Les Belges s'aiment-ils assez ?

LE VIF 3^e année n°6 - L'EXPRESS n° 3475 hebdomadaire du 3 au 14 février 2018
BEL/LUX 5,70€ - P5089558 - ISSN 0774-2711

0.1806 >



5 4 14286 210520

MITSCH DÉRANGEAIT LE PS

Le conseiller communal de Genappe, lanceur d'alerte de l'affaire Ores, exclu par sa section locale de Genappe. Parce qu'il était trop individualiste ? Ou trop gênant ?

PAR OLIVIER MOUTON

C'était l'histoire du pot de terre contre le pot de fer, version politique. Et comme dans la fable de Jean de La Fontaine, Jean-François Mitsch, conseiller communal PS de Genappe et lanceur d'alerte dans l'affaire Ores, paie cher sa témérité à défier le système : il a été « mis en éclats ». Dimanche 4 février, la section locale de son parti a décidé de l'exclure, lors d'une assemblée générale extraordinaire, à une large majorité (21 voix pour, une contre, quatre abstentions). Cette décision survient deux semaines après qu'un rapport de l'administration wallonne, commandité par l'ancienne majorité régionale PS-CDH, a balayé les interpellations du conseiller à l'égard de la principale intercommunale de distribution de l'électricité et du gaz en Wallonie. Mitsch interrogeait notamment le montant, largement surévalué à ses yeux, d'un double marché impliquant Ores et Electrabel pour le rachat du réseau. Tout en dénonçant de nombreuses irrégularités.

L'exclusion du parti fait suite à la plainte des deux autres conseillers socialistes, Tiffany Fevery et André Dubois, exaspérés par son comportement « individualiste ». Le dossier Ores a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. « Nous l'avions prévenu plusieurs fois, déclare au Vif/L'Express Alain Mathieu, président



DEBBY TERMONIA

« C'est vrai, j'avance parfois tout seul, mais souvent par défaut. »

de l'USC Genappe. Jean-François Mitsch ne respecte pas les règles collectives. Il ne cesse de déposer des motions au conseil communal sans concertation. C'est un électron libre ! Libre à lui, désormais, de siéger comme indépendant. »

Vers une liste citoyenne ?

Jean-François Mitsch a déposé, mardi 6 février, un recours auprès de la fédération du PS du Brabant wallon, présidée par le député wallon Dimitri Legasse.

Sur la forme, le conseiller communal de Genappe dénonce une procédure expéditive, menée sans possibilité de faire valoir ses arguments. Sur le fond, il contre-attaque. « C'est vrai, j'avance parfois tout seul, mais souvent par défaut, faute de réunion ou de travail de fond de la part de mes collègues, dit-il au Vif/L'Express. Si au moins l'énergie consacrée à mon exclusion avait pu être consacrée à l'élaboration d'un projet fort pour la commune... »

Transfuge d'Ecolo arrivé au PS en 2013, Jean-François Mitsch estime que cette exclusion germait depuis les discussions relatives à la stratégie électorale pour 2018. « Le groupe plaidait pour une alliance MR-PS (le MR étant tout-puissant à Genappe). Je n'étais pas forcément contre, mais il me semblait aussi utile d'étudier d'autres pistes, dont une alliance progressiste avec Ecolo, le CDH, des déçus du MR, des citoyens... Surtout, cela ne devait pas m'empêcher de mener un travail d'opposition, démocratiquement important, au profit de l'intérêt général. » Ce dont il ne s'est pas privé en attaquant tous azimuts, tant le manque de volonté de changer les pratiques au PS que, dans le dossier Ores, le bourgmestre de Genappe, Gérard Couronné (MR), lui-même... ex-président d'un comité de secteur de l'intercommunale pour le Brabant wallon.

Multipliant les remises en cause du système, Jean-François Mitsch en paie le prix. Le PS local lui demande de remettre tous ses mandats, y compris ceux lui permettant de mener son travail de contrôle au sein d'Ores. « Pour moi, il y a évidemment un lien entre mon exclusion et le fait que je dérangeais », estime-t-il. Sans renoncer à poursuivre une réflexion en vue de la création d'une liste citoyenne pour 2018. ♦

Bruxelles-Ville :
un consultant cher payé

Kompany : « Mon combat
pour l'intégration »

La technologie qui fait
parler les œuvres du Louvre

LE VIF

l'express

FAUT-IL LIBÉRER DUTROUX ?

- **Le livre-plaidoyer de son avocat**
- **La réaction des victimes**
- **Le débat de société**

LE VIF 36^e année n° 7 - L'EXPRESS n° 3476 - hebdomadaire du 15 au 21 février 2018
BEL/LUX 5,70€ - P509556 - ISSN 0774-2711



« ILS PEUVENT TOUJOURS COURIR ! »

Renaisiens de naissance, Rudy Demotte (PS) et Jean-Luc Crucke (MR) s'inquiètent du raidissement flamingant sur les facilités accordées aux francophones. Avec un message très clair à ceux qui siègent à l'hôtel de ville de Renaix comme au Parlement fédéral : « Ils peuvent toujours courir ! ». En patois flamand dans le texte.

ENTRETIEN : NICOLAS DE DECKER

Coincé sur une frontière linguistique et courant sur la Picardie et les Ardennes flamandes, ce coin de Belgique engendre décidément de drôles d'espèces, d'un genre hybride qui les rend difficiles à classer. Si difficile que, d'un village à l'autre, les dialectes varient. Si difficile, aussi, que même par les temps qui courent, ceux d'une hostilité rarement vue dans l'environnement francophone entre socialistes et réformateurs, un gros bras MR et une pointure PS sortent ensemble du rang pour porter un même message. Respectivement ministre wallon et ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Jean-Luc Crucke et Rudy Demotte sont nés à Renaix. De grosses branches de leurs familles de *halfen half* prospèrent encore dans ces parages, « même si la nouvelle génération de mes cousins flamands parle beaucoup moins bien français que les parents », dit Rudy Demotte. Le socialiste tournaisien et le libéral frasnois veulent défendre cette mixité historique, qui passe par la conservation des facilités linguistiques. Mais aussi, et surtout, par la tolérance. » Dans ma commune, on n'a pas de facilités... Mais on n'en a pas besoin ! Si un Flamand vient, on lui parle en flamand », jette ainsi Jean-Luc Crucke, bourgmestre (empêché) de



Jean-Luc Crucke et Rudy Demotte : « Renaix pourrait tirer plus d'avantages à mettre en valeur son bilinguisme qu'à faire du vent préélectoral à l'approche des communales. »

Frasnes-lez-Anvaing, limitrophe de Renaix. Et le premier libéral à avoir, dès 2013, envisagé une coalition fédérale avec la N-VA...

La question des facilités à Renaix peut sembler éloignée du quotidien de la majorité des francophones...

Jean-Luc Crucke : C'est l'histoire de Renaix. J'y ai toujours entendu parler en flamand et en français, et les Renaisiens parlent deux langues. J'ai fait une partie de ma scolarité en flamand. C'est dans l'ADN du Renaisien. C'est son histoire, sa richesse, mais parfois aussi ses difficultés, en tout cas vu d'un œil



HATIM KAGHAT POUR LE VIF/L'EXPRESS

flamingant. Renaix pourrait tirer bien plus d'avantages à mettre en valeur son bilinguisme et son multilinguisme qu'à faire du vent préélectoral à l'approche des communales. Surtout sachant que, pour en finir avec les facilités, il faut une loi spéciale à la Chambre et, comme on dit, ze meugen altijd lupen, hè... Ils peuvent toujours courir !

Rudy Demotte : Moi, j'aurais dit « ze meu'en oltet lujpn »... La cohabitation à Renaix est un enjeu depuis très longtemps. Aujourd'hui encore, entre 35 et 40 % de la population y parlent tous les jours le français et rien que le français, ou ont des origines francophones et le parlent sans difficultés. Dans la cité des Bommels il y a ce côté d'autodérision, et un combat latent qui cache un certain nombre de choses très profondes. Je me souviens d'inscriptions « Ronse Vlaams » sur les murs des usines textiles, et quelqu'un avait rajouté « Zot Ronse Vlaams »... Très longtemps, une partie de la bourgeoisie renaisienne était francophone. Et ce qu'on dit des Gantois était vrai à Renaix aussi : les francophones étaient les représentants de la classe dominante. Au fur et à mesure, le Vlaams Belang, puissant à Renaix, puis la N-VA ont donné une connotation différente, beaucoup plus radicale, à ces enjeux anciens. On a commencé à augmenter les tracasseries dans les relations avec les francophones. Je me souviens d'être allé avec mes enfants dans un magasin de chaussures. Je ne m'en rendais pas compte, parce que je parlais flamand avec les commerçants, mais mes enfants, qui ne parlaient pas encore le néerlandais, m'ont fait remarquer que pas un mot de français n'avait été prononcé ! Avant, tout se serait fait en français pour des clients francophones.

J.-L. C. : Il y a toujours eu des extrémistes flamingants à Renaix. Mon grand-père me rappelait toujours ce bourgmestre mis en place par l'occupant nazi... Mais Renaix est devenue victime du flamingantisme, pas de son bilinguisme ! Une partie de la Flandre la met à l'écart. Audenarde, en particulier, a joué sur cette

mixité renaisienne pour apparaître comme plus flamande, plus pure, et pour s'attirer davantage de subventions et d'investissements... Ceux qui ont mis Renaix dedans, ce ne sont pas les Walons, c'est une partie de la Flandre qui a ostracisé Renaix !

N'y a-t-il pas une part de fétichisme chez les francophones ? Vous dites vous-mêmes qu'à Renaix, tout le monde est bilingue...

R. D. : Dans les populations qui vont vivre à Renaix, il y a des gens d'Ellezelles, de Flobecq ou de Frasnes, qui y trouvent un immobilier plus accessible et ne parlent pas le flamand. Même une démarche administrative basique peut devenir un vrai souci au quotidien. Donc on reçoit des témoignages de Renaisiens qui me disent qu'ils ne savent plus vivre en paix...

Vous parlez d'extrémistes flamands, mais c'est une très large majorité du conseil communal qui a voté la motion appelant à la suppression des facilités à Renaix...

J.-L. C. : C'est le côté politique, politicien, de la chose. Mais le Renaisien n'est pas comme ça. Il vit dans les deux langues, il y baigne !

R. D. : Il y a un hiatus évident. Et le politique ne reflète pas du tout la réalité. Peut-être aussi parce qu'il y a une part d'abandon du côté des francophones...

J.-L. C. : Oui, et une assignation : plusieurs ont bien compris que dans certains cercles, il faut s'exprimer en flamand, même si on parle français en privé. Je vois bien le jeu chez certains politiques, qui veulent en fait se faire valoir ailleurs en Flandre...

R. D. : Le Belang et la N-VA veulent rendre incongru le fait de parler le français avec les autorités. Alors, évidemment, c'est de l'ordre du symbolique puisqu'ils ne peuvent pas modifier la Constitution. Mais en disant ça continuellement, quelle est la mentalité des employés qui voient arriver à leur guichet quelqu'un qui parle français, alors que leur supérieur est juste derrière ? →

→ **J.-L. C. :** Ça, c'est le vrai problème ! Ces dommages collatéraux, les personnes les plus sensibles en sont les premières victimes. Allez, prenez les écoles : qui va mettre ses enfants dans un établissement devant lequel se tiennent des manifestations extrémistes ?

R. D. : Ce qu'a dit Jean-Luc sur l'ostracisation de Renaix a créé de gros problèmes. Dans les années 1970, l'industrie textile a fait appel à des ouvriers venant d'Afrique du Nord. A l'athénée d'Anvaing, j'étais

Nous avons discuté avec Jean-Luc de l'opportunité de créer des écoles juste en périphérie de Renaix. On est pris entre deux sentiments : d'une part offrir aux Renaisiens francophones le meilleur, et d'autre part accepter cette logique d'expulsion...

J.-L. C. : Il y a deux choses. Un, des éléments de principe : la législation sur les facilités, impossible à modifier. Et deux, des éléments pratiques, de mobilité sociale, professionnelle et géographique. Sur le terrain, on constate un afflux

déposent ce qu'ils veulent, et débattent de ce qu'ils veulent. Ça n'en fait pas une loi... D'autant que l'accord gouvernemental est très clair là-dessus. Il n'y a pas de débat communautaire au Parlement au cours de cette législature. Point.

R. D. : Mais il n'y a pas que la loi. Ces flammingants ont un vrai problème de complexe identitaire, comme si le français était la langue hégémonique. Ce complexe continue à vivre, mais le vrai problème, ce sont les tracasseries quotidiennes qui en résultent.

On a vu des gouvernements tomber sur des questions locales, pourtant. Dans les années 1970 et 1980, sur les Fourons...

R. D. : Il y a un jeu de rôles. Quand Bart De Wever déclare que le parti peut s'exprimer, tant que ses ministres appliquent l'accord de gouvernement.

J.-L. C. : Je n'ai pas de souci avec ce raisonnement. Il y a des expressions différentes selon qu'on soit président de parti ou ministre. Mais on n'est pas aux Fourons ! Le Renaisien francophone ne réclame pas le rattachement de Renaix au Hainaut. Il veut simplement le respect des facilités, de sa langue, et, au fond, de ce qu'il est. Ça n'ira pas au-delà.

R. D. : Il y a deux types de francophones à Renaix : celui qui est né à Renaix et qui a toujours parlé les deux langues, et puis celui qui est venu vivre à Renaix, qui ne connaît pas le néerlandais, et qui est exposé beaucoup plus brutalement à cette réalité. Le premier type a la capacité de s'en sortir en jonglant d'une langue à l'autre. Le deuxième type, le jour où il en a marre, il plie bagage. C'est peut-être ce que veulent les radicaux... Mais le pragmatisme renaisien n'est pas le militantisme fouronnais. Le Renaisien a beaucoup de points communs avec le Mouscronnois, deux villes textiles. C'est une mentalité de double appartenance. La vraie différence, c'est le régime politique. A Mouscron, on est dans un régime de tolérance, à Renaix, d'intolérance. ♦



HATIM KAGHAT POUR LE VIF/LE EXPRESS

Crucke, un nom en politique à Renaix. Le stade du SK Ronse porte le nom de l'oncle de Jean-Luc le wallon, Orphale le Flamand, bourgmestre SP.A de 1983 à 1994.

avec les enfants de cette première génération. Et il y a eu un phénomène d'emballlement : on disait qu'à Renaix il y avait non seulement trop de francophones, mais aussi trop d'étrangers... Je suis de la génération où les francophones de Renaix ont été foutus dehors de l'enseignement secondaire, et on a dû dare-dare créer une école à Frasnes-lez-Anvaing ; l'athénée Lucienne Tellier, c'était l'école des francophones renaisiens, avec des professeurs venant souvent de Tournai. Ça a été vrai aussi pour l'enseignement supérieur. Et on vit maintenant la même chose dans l'enseignement primaire.

d'élèves renaisiens vers nos écoles. Et on doit se mettre en position de pouvoir rester accueillants, et donc se doter de meilleures infrastructures. On doit travailler ensemble à ça, socialistes et libéraux.

Le chef de groupe à la Chambre du plus grand parti du gouvernement fédéral est un extrémiste aussi ?

J.-L. C. : Je lis de temps en temps Peter De Roover, que je ne connais pas plus que ça, mais je sais qu'il veut respecter l'accord de gouvernement. J'ai été très longtemps parlementaire, trop longtemps diront certains : les parlementaires

Présidents de parti : bonne chance pour leur succéder !

Une commission d'enquête sur Ogeofund ?

Santé : la révolution par l'intelligence artificielle

LE VIF

l'express



HOLOCAUSTE

- Le livre-événement de Laurence Rees
- Comment l'impensable est devenu réalité
- Faut-il obliger l'école à visiter les camps ?

LE VIF 36^e année n° 8 - L'EXPRESS n° 3477 - hebdomadaire du 22 au 28 février 2018
BEL/LUX 5,70 € - P509556 - ISSN 0774-2711

0 1808 >



5 4 14286 210520



Olivier Chastel (MR)



Elio Di Rupo (PS)

TIM DIRVEN/ID PHOTO AGENCY

DIETER TELEMANS/ID PHOTO AGENCY

PRÉSIDENTS DE PARTI

Aucune formation ne prépare les futurs présidents de parti. Idéalement, ils doivent avoir été parlementaires. Disposer de solides réseaux. Et savoir parler aux médias. En plus de bénéficier de l'aval tacite de l'appareil. En théorie, les candidatures sont largement ouvertes. Mais le parti veille au grain.

PAR LAURENCE VAN RUYMBEKE
AVEC XAVIER BESEME

Ce n'est pas comme à *L'Ecole des fans*, cette émission télévisée de la fin du siècle dernier où des enfants poussaient la chansonnette sous les yeux embués de leurs parents et terminaient systématiquement *ex-æquo*. Lorsqu'un parti se choisit un nouveau président – plus rarement une présidente – il n'y a qu'un vainqueur. Le fruit d'une farouche volonté individuelle, certes. Mais le parti veille aussi au grain. « On ne voudrait pas qu'un oiseau rare séduise les



Benoît Lutgen (CDH)



Olivier Maingain (DéFI)

QUI POUR LEUR SUCCÉDER ?

militants en s'appuyant sur des relais et des moyens de communication importants, ni ne déstabilise la structure en devenant populaire dans les sections locales, reconnaît Olivier Maingain, président de DéFI. Nous avons l'obligation de nous assurer de l'honorabilité des candidats et de leur sérieux. Il y va de la cohérence et de la crédibilité du parti. »

Les partis politiques avancent donc sur un fil lorsqu'il s'agit de choisir un nouveau chef. Ils ouvrent le jeu, certes, et clament haut et fort que chacun peut se

porter candidat, à quelques conditions près. Mais une percée fulgurante, qui verrait un olibrius surgir de nulle part l'emporter, n'est pas imaginable. Les partis sont prêts à prendre des risques, mais

Dès ce jeudi 22 février, « Présidents de parti : qui pour leur succéder ? » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Laurence van Ruymbeke sur

canal **Z**

ils ne sont pas suicidaires. La plupart ont, du coup, fixé des conditions de base à remplir.

Ils exigent, par exemple, de leurs candidats qu'ils soient membres depuis un certain temps : cinq ans au PS, en plus d'être membres d'un comité fédéral, mais six mois seulement chez Ecolo. « En Belgique, les conditions pour être candidat se sont resserrées au fil des ans, observe Jean-Benoit Pilet, politologue à l'ULB, dans sa recherche commune avec Bram Wauters intitulée *The Selection of Party Leaders in Belgium*. →

→ En raison de l'ouverture plus grande aux candidatures, cette fonction de filtre est devenue plus importante. »

Au MR, il faut faire partie du comité général, chez DéFI, du conseil général, et au PTB, du conseil national. Au CDH, tout candidat à l'élection doit être membre du parti depuis trois ans. Aucun autre critère particulier ne figure dans ses statuts, pas même la fonction de parlementaire. Gérard Deprez n'était d'ailleurs pas député quand il a pris les rênes du parti. Le président du PTB, Ludo Mertens, n'est pas député non plus mais conseiller communal. « Être parlementaire n'est pas obligatoire pour poser sa candidature à la coprésidence d'Ecolo, mais dans les faits, c'est souvent le cas, remarque Christophe Derenne, directeur d'Etopia (Centre d'animation et de recherche en écologie politique). Diriger un parti, c'est un job de fou. Il est difficile d'y débarquer sans une solide expérience. »

D'autres critères augmentent les chances d'un candidat : sa popularité, son aptitude à rassembler. « Un président doit être respecté et accepté, pose Olivier Maingain. Modestement, je crois avoir une notoriété supérieure aujourd'hui à celle qui était la mienne en 1995 et une capacité d'influence plus grande. Mais c'est un long processus. » « Les candidats

sont choisis chez nous en fonction de leur expérience et de leur poids médiatique plus que de leur formation intellectuelle. Il faut qu'ils soient bons communicateurs », embraie le président du MR, Olivier Chastel. Enfin, un futur président doit donner à ses troupes le sentiment qu'il peut mener le parti à la victoire, lors du prochain scrutin. « Un président doit avoir la confiance de ses militants, sinon il chute, glisse un élu. Au PS, plus personne ne pense que Di Rupo peut faire gagner le parti. »

Enfin, il y a les circonstances. Selon que le parti a été rétamé par le dernier scrutin, qu'il vive un profond schisme ou qu'il ait besoin de se renouveler,

La présidence chez DéFI

- **8 mars 2015** : Olivier Maingain gagne avec 61,25 % des voix face à Bernard Clerfayt (22,55 %) et Christophe Magdalijns (15,6 %).
- **20 janvier 2013** : Olivier Maingain l'emporte par 76,2 % des voix contre Emmanuel De Bock (23,2 %).
- **26 avril 2009** : Olivier Maingain est élu et seul candidat.
- **2006** : Olivier Maingain accède à la présidence par 79,9 % des voix face à Patrice Horn (20 %).

La présidence au MR

- **11 décembre 2014** : Olivier Chastel est élu avec 94,4 % des voix. Il est seul candidat.
- **20 octobre 2014** : Olivier Chastel est désigné à l'unanimité président faisant fonction.
- **28 janvier 2011** : Charles Michel (55 % des voix) l'emporte sur Daniel Bacquelaine (45 %).
- **19 octobre 2008** : Didier Reynders est réélu avec 90,7 % des voix. Il n'a pas de rival.
- **11 octobre 2004** : Didier Reynders devient président. Il est seul candidat et recueille 94,1 % des voix.



Patrick Dupriez et Zakia Khattabi.
Chez Ecolo, les statuts imposent
un tandem homme-femme.

comme on l'a vu lors de la transformation du PSC en CDH sous l'impulsion de Joëlle Milquet, le candidat qui émergera présentera un profil différent. Et cela ne se décide pas toujours longtemps à l'avance : il n'était pas inscrit dans les astres que Charles Michel deviendrait Premier ministre en 2014 et quitterait la présidence du MR.

Ajoutons à l'incertaine recette une pincée de réseaux sociaux, poil à gratter de toute cette belle machine. « Je crois qu'on ne connaît pas encore celui ou celle qui deviendra président(e) du parti lorsque l'actuel chef de file s'en ira, affirme un ténor du CDH. On ne le (la) connaît pas du tout, je veux dire. Il ou



DANNY GYS/REPORTERS

elle peut aujourd'hui émerger, notamment via les réseaux sociaux. On n'en est plus à l'époque où le parti canalisait la procédure pour désigner le nouveau patron. »

Plus totalement, en tout cas. Ou plus aussi visiblement. L'élection du président au suffrage universel, introduite pour la première fois en 1970 par le PSC, suivi du FDF en 1975, n'y est pas pour rien. Il a de facto ouvert plus largement la compétition. Selon des modalités différentes puisque certains partis acceptent le vote par courrier ou par procuration et d'autres, non, comme le PS. Le PTB reste le seul parti francophone belge à ne pas pratiquer le suffrage universel : le président y est élu par les quelque 600 délégués.

« Auparavant, rappelle le politologue Benoît Rihoux (UCL), seuls les cadres votaient au congrès, par acclamation. » Le choix final étant désormais soumis au vote de tous les membres, l'heureux élu, du moins s'il l'emporte avec une confortable majorité, se trouve plus largement légitimé dans sa fonction. « Tant qu'un petit noyau choisissait le futur président, celui-ci était très dépendant de quatre ou cinq personnes qui tenaient son sort entre leurs mains, relève Stefaan Fiers, professeur en sciences politiques à la KUL. Aujourd'hui, il est beaucoup plus difficile pour une majorité de militants de s'unir pour exiger le départ d'un président. » Il se dit d'ailleurs qu'au PS, Elio Di Rupo a introduit le suffrage universel – en 1999 seulement – pour échapper à la tyrannie de quelques puissantes baronnies...

Sauf imprévu, un président en fin de mandat et non désireux de poursuivre le fait savoir, quelques mois plus tôt. On sait déjà qu'Olivier Maingain ne se représentera plus à la présidence de DÉFI. En revanche, on ne sait rien des intentions de Benoît Lutgen (CDH), Olivier Chastel (MR), Zakia Khattabi et Patrick Dupriez (Ecolo) ni de Peter Mertens (PTB). Tout dépendra des circonstances... « Au MR, le président en partance en

La présidence au CDH

- **14 novembre 2014** : Benoît Lutgen est réélu avec 90,54 % des voix. Son concurrent Jan Lippens recueille 9,46 % des votes.
- **1^{er} septembre 2011** : Benoît Lutgen accède à la présidence.
- **11 décembre 2009** : le duo Milquet-Lutgen gagne le scrutin avec 87 % des voix contre Jan Lippens (13 %). Il est convenu que la première dirigera le parti jusqu'à la formation du prochain gouvernement, puis passera le relais à Benoît Lutgen.
- **15 septembre 2003** : Joëlle Milquet l'emporte avec 62,6 % des voix devant Richard Fournaux (28,3 %), Denis Grimberghs (7 %) et Fabrice Salembier (2 %).
- **23 octobre 1999** : comme convenu, Joëlle Milquet reprend seule la présidence.
- **20 juin 1998** : poussé par le parti, Philippe Maystadt reprend prématurément la présidence, en ticket avec Joëlle Milquet, vice-présidente, avec 90,2 % des votes. Il n'y a pas d'autre candidat.
- **29 mars 1996** : Charles-Ferdinand Nothomb (47,93 %) l'emporte sur Joëlle Milquet (47,82 %), à 23 voix près, et sur André Rossignon (4,25 %).

parle dans des cercles concentriques progressifs : aux ténors, dont Charles Michel et Didier Reynders, à quelques ministres et présidents de fédérations, précise Olivier Chastel. On discute avec des proches pour se rassurer sur la qualité de son raisonnement. »

Le jeu doit être subtil. Car quand un candidat se déclare, la donne change pour tous ceux qui envisageaient de se lancer dans la course, sans l'avoir encore manifesté « Chez nous, beaucoup pensent à la coprésidence, mais sans le dire, souffle Christophe Derenne (Ecolo). Ils s'y préparent potentiellement mais ne le montrent pas. Sinon, ils se font dézinguer. » →

→ Rien de cela au PTB. « Ce n'est pas exclu que plusieurs candidats se présentent mais, dans notre culture, on discute pour trouver le meilleur et il y a en général consensus, détaille David Pestiaux, vice-président du parti. Peter Mertens est devenu président parce qu'il assumait déjà, avec d'autres, la direction provisoire journalière du parti. Et en 2015, il a rempli parce que tout le monde était content de lui. Il n'y avait pas d'autre candidat. »

Voilà qui est simple. Et ailleurs ? C'est moins le cas. Chez les libéraux, on jure qu'il n'y a pas de décision prise par un petit groupe pour désigner le meilleur candidat, même s'il doit ensuite être adoubé par l'ensemble des membres. « Celui qui se présente ne doit pas avoir mon consentement », assure Olivier Chastel. « Bien sûr, les dirigeants encouragent certains candidats mais rien n'est jamais acquis », nuance Olivier Maingain.

Formellement, c'est sans doute vrai. Mais à ce petit jeu, les influences sont déterminantes. Un exemple ? En 1997, la direction du CVP n'avait pas hésité à « parler » avec Karel Pinxten pour qu'il ne se présente pas contre Marc Van Peel. « Les successions à la tête des partis ne sont pas improvisées mais sont le fruit de décisions stratégiques prises par un tout petit noyau, de manière formelle ou informelle, mais non démocratique, assène Benoît Rihoux. Les partis restent des structures très centralisées : les décisions vont du haut vers le bas ». « Dans bien des cas, les membres ne peuvent

qu'approuver ou désapprouver le candidat poussé par l'élite du parti », abonde Jean-Benoit Pilet.

Au cours des vingt dernières années, on a régulièrement assisté à des élections à un seul candidat – sauf, par définition, chez Ecolo où les statuts imposent d'office un tandem homme-femme. Selon le relevé effectué par Stefaan Fiers entre 1945 et 1996, c'était d'ailleurs le cas dans 81 % des élections présidentielles. Et lors de la moitié de ces scrutins, le président était élu par acclamation, unanimité ou avec plus de 95 % des voix.

Le jeu est-il vraiment ouvert, dans ce cas ? « La succession à la présidence reste cadenassée, répond Stefaan Fiers. Ce choix est, il est vrai, absolument stratégique : le président de parti est une figure de proue qui ne doit pas prendre trop de lumière par rapport aux ministres du gouvernement. »

Le vote de l'assemblée générale, s'il y a un candidat unique, et sauf s'il y a une forte dichotomie entre la base et les cadres, ne crée donc pas l'incertitude mais

La présidence chez Ecolo

- **22 mars 2015** : lors d'un scrutin coprésidentiel anticipé, Zakia Khattabi et Patrick Dupriez sont élus avec 60 % des suffrages, devant la paire Chloé Deltour - Christos Doulkeridis (38 %).
- **4 mars 2012** : Olivier Deleuze et Emily Hoyos deviennent coprésidents avec 55,3 % des suffrages contre Benoit Hellings et Muriel Gerken (44,2 %).
- **20 novembre 2009** : à la suite du départ d'Isabelle Durant pour le Parlement européen, Sarah Turine la remplace jusqu'au terme du mandat.
- **21 octobre 2007** : la coprésidence est enlevée par Isabelle Durant et Jean-Michel Javaux, seule équipe en lice (88,24 % des voix).
- **6 juillet 2003** : Jean-Michel Javaux, Evelyne Huytebroeck et Claude Brouir sont élus en trio avec 61 % des voix face à l'équipe Wesphael-Lannoye-Francken (39 %).

La présidence au PTB

- **2015** : Peter Mertens est réélu avec 93 % des voix.
- **2008** : Peter Mertens est élu à l'unanimité du conseil national du parti, selon les statuts en vigueur à l'époque.
- **1979** (année de création du PTB) : Ludo Martens est élu président par le conseil national. Son mandat est renouvelé en 1983, 1987, 1991, 1995, 1998, et 2002.



Peter Mertens (à gauche), président du PTB, seul parti francophone belge à ne pas pratiquer le suffrage universel.

la légitimité. Il renforce la cohésion interne, dans le cadre d'un processus démocratique. Mais s'il n'y a pas de compétition, le taux de participation au scrutin est plus faible : tout est joué d'avance.

Une compétition entre plusieurs candidats anime davantage une formation politique et suscite nettement plus l'intérêt des médias, mais un duel peut devenir clivant. On l'a vu lors du combat entre Charles Michel (55 % des voix) et Daniel Bacquellaine (45 %), en lutte pour la présidence du MR en 2011. Et plus encore lors de l'affrontement entre Charles-Ferdinand Nothomb et Joëlle Milquet, soutenue à bout de bras par l'ancien président Gérard Deprez : le premier l'avait finalement emporté par 23 voix d'écart. Dans ce cas, le nouveau chef de file sait d'emblée ce qui lui reste à faire d'urgence : rassembler. « L'élection permet de prendre conscience des rapports de forces internes », synthétise Benoît Rihoux.

Tous les partis semblent en tout cas convaincus qu'il vaut mieux ne pas



La présidence au PS

- **23 novembre 2014** : Elio Di Rupo est élu président avec 93,6 % des voix. Il n'a pas de concurrent.
- **17 janvier 2013** : Paul Magnette succède à Thierry Giet, comme président intérimaire, sur décision du bureau.
- **6 décembre 2011** : sur décision du bureau du parti, Thierry Giet devient président ad interim, à la place d'Elio Di Rupo, alors nommé Premier ministre.
- **28 mai 2011** : sans opposant, Elio Di Rupo est réélu avec 96,7 % des voix.
- **11 juillet 2007** : Elio Di Rupo décroche un troisième mandat avec 89,5 % des suffrages face au député permanent hennuyer Jean-Pierre De Clercq (10,5 %).
- **28 septembre 2003** : Elio Di Rupo, seul candidat, est élu avec 93,8 % des voix.
- **1999** : Elio Di Rupo remporte l'élection avec 70 % des voix devant Anne-Marie Lizin (16,6 %), Jean Maurice Dehousse (7,3 %) et Michel Villan (4,2 %).

présenter officiellement un(e) dauphin(e). « Ça ne fonctionnerait pas si on procédait de la sorte, soutient Gilles Doutrelepon, directeur de l'IEV, le service d'études du PS. Les militants veulent avoir leur mot à dire. Paul Magnette n'est pas le dauphin de l'establishment du parti. C'est un candidat bien placé parce qu'il a fait ses preuves par ailleurs et qu'il a une certaine notoriété. Il fait partie des deux ou trois qui sortent du lot. »

« Si je devais désigner mon successeur, je déforcerais sa candidature », confirme Olivier Maingain. Patrick Dewael, adoubé par Guy Verhofstadt en 1995 pour lui succéder à la tête de l'Open VLD, mais finalement battu par Herman De Croo, ne dirait rien d'autre. « Dans une vraie démocratie de parti, les militants n'apprécient pas ce type de manœuvre, contreproductive, confirme Christophe Derenne. En 2015, quand la paire Khattabi-

Dupriez affronte le duo Doukeridis-Delcourt, le résultat final est impossible à prédire. » Les militants Ecolo ont, en outre, la réputation de ne pas se laisser dicter une conduite. On y trouve aussi plus difficilement qu'ailleurs un petit noyau qui serait à même d'imposer un cap aux autres.

Considéré comme la troisième personnalité politique la plus puissante du pays, après le Premier ministre et les vice-Premiers ministres, le président de parti doit jongler avec une multitude de compétences. Selon la thèse présentée par Stefaan Fiers, ses rôles sont surtout ceux de négociateur et d'intendant, en plus d'être faiseur de rois, puisqu'il désigne les futurs ministres. Durant l'été 2017, c'est Benoît Lutgen seul qui a signifié la fin de l'alliance avec le PS et c'est lui et son alter ego Olivier Chastel qui ont négocié la nouvelle déclaration de politique régionale wallonne. Ce n'est pas pour rien qu'au nord du pays, Bart De Wever aligne un cinquième mandat de président de la N-VA, alors que les statuts du parti n'en autorisent que deux de suite, sauf dérogation. En 1981, las de voir le gouvernement torpillé de l'extérieur par les chefs de file des partis de la majorité, le Premier ministre Wilfried Martens avait exigé que Willy De Clercq (PVV), Jean Gol (PRL), et Leo Tindemans (CVP) deviennent ministres. Une manière claire de mettre un terme à la fronde. Et d'amorcer la lente montée en puissance des chefs de file gouvernementaux, parallèlement au rôle toujours exercé par le président de parti en titre. ♦

Le profil du président

Entre 1981 et 1999, l'âge moyen des présidents de parti était de 44,8 ans, avec une expérience de député moyenne de 9,3 ans. Quelque 14,8 % des présidents le sont toutefois devenus sans avoir été parlementaires ni avoir participé à un exécutif. A ce jour, le MR, le PS et le PTB n'ont jamais été dirigés par une présidente.

SOURCES : J.-B. PILET ET S. FIERS

LES PROVINCIALES, LA DER DES DERS ?

La 62^e édition du scrutin le plus mal aimé de Belgique devrait être la dernière. Bon débarras, disent Ecolo, MR et CDH. Bel embarras, observent certains candidats à la Province : ils assumeront à reculons l'engagement de leur parti de liquider l'institution.

PAR PIERRE HAVAUX

Le 14 octobre prochain, une élection en cachera une autre. Comme toujours. On n'aura d'yeux que pour les foires d'empoigne communales, on ne jettera qu'un regard distrait sur les joutes provinciales. La Province avec un grand P a appris à se faire systématiquement voler la vedette dans l'isoir. Hier par les législatives, aujourd'hui par les communales. Jean Faniel, directeur général du Crisp (Centre de recherche et d'information socio-politiques), remonte le temps : « Jusqu'en 1991 inclus, les élections provinciales étaient couplées aux scrutins qui portaient sur la Chambre et le Sénat. A partir de 1994, avec la quatrième réforme de l'Etat qui achève le caractère fédéral de l'Etat et avec l'élection directe des parlements flamand et wallon, les élections locales sont regroupées. »



Geneviève Lazaron, députée provinciale CDH à Namur : « On ne peut pas laisser tomber la Province. Il faut rester motivé. »

Le niveau provincial, qui perd dans l'aventure ses sénateurs provinciaux, quitte la zone de turbulences politiques : fini de devoir aligner son calendrier électoral sur les retours anticipés aux urnes à la faveur d'une crise gouvernementale. « Les élections provinciales ont gagné en stabilité mais non en visibilité », prolonge Jean Faniel. L'accès à la pleine lumière leur reste interdit. « Elles auraient pu être autonomisées mais le souci de ne pas multiplier les scrutins l'a emporté. » Le citoyen-électeur l'aurait mal pris. Le vote aux provinciales restera donc l'éternel parent pauvre du système électoral. Celui que la littérature spécialisée taxe cruellement « d'élections de second ordre ».

Qui dit élections dit néanmoins candidats. Nécessité de partir tous les six ans à la chasse aux voix et de convaincre de son utilité. Tâche a priori ingrate, que se prépare à réendosser en Brabant wallon Mathieu Michel. Lucidement. « C'est certain, la Province n'est pas le lieu de pouvoir le plus connu et le plus apprécié, y compris de la classe politique en général. Mais l'intérêt de faire de la politique ne se réduit pas à placer sa tête dans les journaux », répond le frère cadet du très médiatisé Premier ministre. L'actuel président du collège provincial du BW, qui ne s'est encore jamais frotté aux divisions

« supérieures », devrait réussir la passe de trois à la tête de la liste MR. Si l'électeur en redemande. « Etonnamment, les gens que je rencontre en campagne s'en prennent peu à l'institution provinciale mais ils m'interpellent souvent sur des thématiques qui ne relèvent pas de ses compétences. La faute au manque de clarté du modèle institutionnel belge. »

En campagne, avant liquidation

Défendre le bout de gras provincial, il y a plus exaltant comme mission sur le terrain. « Mener une campagne à ce niveau n'est jamais évident », confirme Geneviève Lazaron, députée provinciale à Namur qui devrait remettre son mandat en jeu à la tête de la liste CDH. « Il y a toujours un côté nombriliste à devoir se défendre



Le conseil provincial de Liège en séance : l'institution a été éclaboussée par l'affaire Publifin.

soi-même », concède l'ex-échevine de l'enseignement à la Ville de Namur de 2006 à 2012, alors désignée volontaire par son parti pour un destin provincial. Bonjour la visibilité... « Les gens mélangent tout, m'appellent encore madame l'échevine, je n'essaie même plus de rectifier. »

Pauvre Province. Ses heureux (?) élus, présents et à venir, s'accommoderont de passer encore sous les radars en octobre. La rançon d'un biotope discret. « Le niveau de pouvoir provincial est assez hermétique, observe Jean Faniel. Son élection a son propre environnement et ses propres figures, généralement fort peu connues. Des profils de seconds couteaux. » Des hommes et des femmes de pouvoir mais de l'ombre, peu habitués des plateaux de télé ou des gros titres de journaux. Sauf quand une « affaire Publifin » propulse à Liège certains de ces mandataires sur le devant de la scène. André Gilles (PS), Georges Pire (MR), Dominique Drion (CDH) ou récemment Paul-Emile Mottard (PS) ont beaucoup

« L'avenir des provinces devrait être un thème de la campagne. Ce ne sera pas gagné »

Jean Faniel (Crisp)

donné pour sortir l'institution provinciale de l'obscurité. L'actionnaire provincial majoritaire de Publifin/Nethys n'en demandait pas tant.

« Les affaires n'aiment pas le bruit, la Province non plus », lâche Marc Hody. Conseiller provincial Ecolo à Liège, le quadragénaire suppute les effets secondaires du psychodrame qui n'en finit pas de défrayer la chronique : « L'affaire Publifin a projeté en pleine lumière un royaume de potentats qui ont fait dysfonctionner l'institution en s'appropriant des outils provinciaux. Le citoyen réalise la concentration de pouvoir et de moyens

qui existe à ce niveau de pouvoir discret. L'électeur pourrait prendre conscience qu'un scrutin provincial n'est finalement pas aussi dérisoire qu'il n'y paraît. »

Cette tardive révélation pourrait laisser des traces à l'heure de remplir le bulletin de vote provincial, devoir déjà modérément apprécié en temps normal : « Les trois derniers scrutins au niveau wallon ont enregistré des taux de votes blancs ou nuls de 8 à 9,5 % au niveau provincial, de 5,5 à 6,5 % aux communales », précise Jean Faniel.

61 joutes provinciales au compteur, totales ou partielles, depuis le jeudi 29 septembre 1836. Se pourrait-il que le 62^e renouvellement des conseils provinciaux en octobre 2018 soit le dernier ? La rumeur enfle depuis que la disparition des cinq institutions provinciales est ouvertement posée en Wallonie. Par Ecolo qui en fait depuis longtemps une priorité. Par le MR qui valide résolument le principe. Par le CDH qui n'en fait plus un tabou. Sans vraiment le PS, plus enclin à faire de la résistance.

Rester motivé

La nouvelle majorité MR-CDH aux affaires à Namur ne pouvait pas ne pas mettre le chantier à son agenda. Il fallait bien atterrir, après les effets d'annonce des présidents de parti. Va pour une réforme en profondeur. Avec, à terme, l'ambition affichée de liquider le collège provincial (l'exécutif) et de remplacer le conseil provincial (le « parlement ») par une représentation des communes dans la province. Les jours de 223 élus provinciaux sont comptés, c'est acté. Sur papier. « Il a été clairement dit que les élections provinciales de 2018 auraient lieu parce qu'il n'était pas réaliste de vouloir finaliser la réforme avant cette échéance », a rassuré la toute nouvelle ministre régionale des Pouvoirs locaux, Valérie De Bue (MR).

C'est bon pour une fois, mais après qu'on en finisse, presse le MR. « Les élections provinciales de 2018 devraient être les dernières », stipulent les libéraux en page 5 de leur programme électoral. →



VALENTIN BIANCHI/ID PHOTO AGENCY

→ Mathieu Michel ne se sent pas encore poussé par les siens dans le couloir de la mort. « Je retiens surtout l'usage du conditionnel et j'attends avec curiosité un éventuel passage à l'indicatif. Pour citer un philosophe dont j'ai oublié le nom (NDLR: Epicure): "La mort ne nous concerne pas." C'est la Région qui a la capacité de nous tuer. » Chiche.

Haut les cœurs. Il n'est jamais très agréable de devoir aider à scier la branche sur laquelle on espère se (r)asseoir. Il faut bien continuer à « vendre la marchandise » et faire tourner la boutique. Comme si de rien n'était. « On ne peut pas se permettre de laisser tomber l'institution. Il faut rester motivé », lâche Geneviève Lazon.

Une rencontre avec l'électeur exigera sans doute quelques contorsions lorsque l'inévitable curieux s'avisera de poser la question qui dérange : stop ou encore ? « S'il y a bien un moment où l'avenir des provinces mérite d'être posé et soumis à la réflexion des citoyens-électeurs, c'est lors d'un scrutin provincial. Ce débat démocratique devrait être un thème de cette campagne. Ce ne sera pas gagné », pronostique Jean Faniel. Aux candidats à jouer le jeu et à se plier à la consigne du parti.

« La province est là pour aider votre commune »

Il y a ceux qui assumeront, sans mauvaise conscience. « Je ferai campagne avec pour unique slogan : à quoi sert la Province ? Estimez-vous comme moi que ce niveau de pouvoir ne se justifie plus ? » annonce Jean-Pierre Urbain, chef de groupe Ecolo au conseil provincial du Hainaut et candidat à un nouveau mandat qu'il souhaite pourtant voir disparaître. Comprenez qui pourra... « Il faut en être pour pouvoir exercer le contrôle démocratique de l'institution, peser sur le débat et ne pas abandonner les rênes aux autres partis. L'électeur apprécie ce rôle d'aiguillon dans l'assemblée provinciale. »

Il y a ceux qui chercheront plutôt à



Mathieu Michel (MR) (à dr.) et ses colistiers au scrutin de 2012.

« L'intérêt de faire de la politique ne se réduit pas à placer sa tête dans les journaux. »

parler d'autre chose. Mathieu Michel n'entend pas se laisser distraire. « Mon message, c'est : "La Province est là pour aider votre commune." Pour le reste, je ne suis pas sûr que les gens connaîtront la position du MR sur l'avenir de l'institution. » A quoi bon l'ébruiter, quand on la soutient du bout des lèvres. « Le côté on/off, ce n'est pas mon truc. J'ai du mal à valider la réflexion politique de mon parti sur ce point, je la prends avec beaucoup de prudence et de recul. »

Un accès de résistance à la ligne officielle du parti ne sera donc pas exclu : « Je ne suis pas d'accord avec la décision prise par la majorité régionale de supprimer l'échelon provincial, sans



Jean-Pierre Urbain, conseiller provincial Ecolo en Hainaut et candidat à un niveau de pouvoir qu'il souhaite voir disparaître. « Il faut en être. »

d'ailleurs nous demander notre avis. Mais ma position personnelle n'est pas diamétralement opposée à celle de mon parti, confie Geneviève Lazon. Pour ma première participation au scrutin, j'abordais la Province de manière théorique, sans être ni pour ni contre. J'ai appris à la connaître, et je vais défendre avec mes tripes, sinon l'institution, en tout cas les services qu'elle rend. »

Il s'en trouve même pour ramer à contre-courant en se découvrant une vocation tardive pour les affaires provinciales. Eric Massin (PS) surprend par une première candidature à la Province de Hainaut, à la tête de la liste socialiste. Jusqu'ici député fédéral, président du CPAS de Charleroi, l'homme n'a nullement l'impression de déchoir. « Je n'irai pas à la Province pour m'installer dans des pantoufles, prétend celui qui se ménage aussi une place en queue de liste communale et conservera la présidence de la fédération carolorégienne du PS. L'appareil provincial en Hainaut, c'est du lourd. Et à Charleroi, c'est du palpable. » L'Université du travail y est un phare de la Province. » Entretenir sa flamme reste un devoir. ♦

Fonds de pension Belgacom :
note salée pour le gouvernement

Meryl Streep,
lady hors norme

Italie : Berlusconi, recours
contre le populisme !

LE VIF

l'express

MONNAIES VIRTUELLES

UN NOUVEAU PAYS SANS ÉTAT NI TAXES



Comment un millionnaire belge en bitcoins
veut « rendre aux gens leur argent »

LE VIF 36^e année n° 9 - L'EXPRESS n° 3478 - hebdomadaire du 1^{er} au 7 mars 2018
BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711

0 1809 >



5 4 14286 210520

LE VIF

COMMUNALES 2018

BRUXELLES

SPÉCIAL 19 COMMUNES

Que d'eau, que d'eau ayant coulé sous les ponts bruxellois, depuis les élections communales de 2012 ! Inamovibles déboulinés, paris audacieux, trahisons, nouvelles noces, coups de force, scandales, déchéances, chantiers impromptus ou interminables, polémiques, quartiers ressuscités, ou dénigrés, projets contestés, ou avortés, ou somptueux... Commune par commune, les journalistes du Vif/L'Express dégagent les faits saillants de la législature finissante, les enjeux de la campagne électorale de cette année et les défis à relever pour celles et ceux qui y gouverneront après le scrutin du 14 octobre prochain. Des promesses, tenues ou pas, aux réussites, des échecs aux surprises... Avec, chaque fois, les indicateurs fournis par l'Institut bruxellois de statistiques et d'analyses, l'Ibsa.

APRÈS LES AFFAIRES, LA SANCTION ?

Samusocial, Gial, piétonnier, stade national... : la Ville clôture une législature très chahutée en matière de gouvernance et marquée par de grands projets chaotiques. Ce qui n'empêche pas PS et MR de songer à poursuivre ensemble. L'opposition, elle, rêve d'une grande révolution citoyenne. Bruxelles, un laboratoire ?

Bruelles, ville de tous les superlatifs. C'est la capitale du pays et de l'Europe. La commune la plus grande et la plus peuplée de la Région. Celle dont le collège rivalise de puissance avec les autorités régionales. Qui possède sur son territoire le plus d'hôpitaux, d'écoles, de commerces, d'institutions culturelles, de lieux de pouvoir et d'asbl en tout genre. « Cette ville est un symbole important, clame le premier échevin MR, Alain Courtois. Qui a tous les atouts pour être un laboratoire d'avenir. » Haut lieu stratégique, Bruxelles est forcément un enjeu politique majeur, depuis toujours. Et un terrain d'affrontements brutaux. A ce titre, la législature qui s'achève fut dantesque.

Bruxelles, ville de toutes les polémiques. Depuis 2013 et l'avènement puis la descente aux enfers du tempétueux bourgmestre Yvan Mayeur (PS), la capitale n'a cessé d'occuper le devant de l'actualité. Rarement de façon positive. « Le piétonnier décidé de façon précipitée, l'échec du stade national, le scandale du Samusocial et la démission forcée d'Yvan Mayeur, maintenant l'affaire du Gial (l'asbl chargée de la gestion de l'informatique pour la Ville) qui ternit les débuts de Philippe Close... : c'est un fiasco intégral », grince Benoit Hellings, chef

de file Ecolo-Groen. « Cette majorité PS-MR a mis à mal l'image de la ville », appuie Fabian Maingain, chef de file de DéFI. « Le monde politique est perdant, à tous les coups, dans ce contexte délétère », regrette Didier Wauters, opticien, propulsé tête de liste CDH après le retrait de Joëlle Milquet.

Du Samusocial au Gial

Bienvenue dans une capitale chahutée par les **scandales**. L'opposition dénonce un « système » engendré par le PS et le MR, les deux partis francophones de la majorité actuelle. Celle-ci n'exclut pas

pour autant de rempiler pour une seconde législature, si c'est possible sur le plan arithmétique. « A la Ville, la majorité change à chaque législature, tempore Philippe Close, bourgmestre PS, en poste depuis juin 2017, dans un entretien au Vif/L'Express. Mais en le disant, je ne dis certainement pas que ça s'est mal passé avec notre partenaire actuel. Nous étions le premier parti en 2012, avec 18 sièges (sur 49). L'enjeu sera pour nous de le rester – si nous ne l'étions plus, il pourrait y avoir des mots d'ordre venant d'états-majors pour nous jeter dans l'opposition. Je reste confiant, même si nous avons perdu de gros faiseurs de voix comme Freddy Thielemans (bourgmestre de 2001 à 2013). C'est un beau défi. » Le tout déclaré avec une rondeur qui contraste avec l'approche carrée de son prédécesseur, Yvan Mayeur.

Pour autant, la page de l'affairisme est-elle tournée ? Assistera-t-on à un virage de grande ampleur au soir du 14 octobre ? L'enjeu bruxellois, plus que jamais, dépasse le cadre strictement communal.

« La Ville, c'est un Etat dans l'Etat ! »

CHIFFRES CLÉS	BRUXELLES-VILLE		RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE	
	2012	2017	2012	2017
Nombre d'habitants	166 497	176 545	1 138 854	1 191 604
Age moyen	36,3	36,2	37,5	37,4
Nationalités étrangères (en %)	35	36	32,6	34,8
	2011	2016	2011	2016
Taux d'emploi (en %)	45,5	45,9	48,3	49
Taux de chômage des 15-24 ans (en %)	34,9	31	34,4	30,8
Places en crèches (pour 100 enfants)	41,2	47,9	30,8	36,7
Voitures (pour 1 000 habitants)	425	353	458	410
	2010	2015	2010	2015
Revenu net médian (euros)	15 817	17 617	17 228	19 088
Bénéficiaires d'aides sociales (en %)	5,5	5,7	4,8	5,1
Nombre d'entreprises	14 820	17 717	82 606	97 173

SOURCE : IBSA



NICOLAS MAE/TERLINCK/BELGAIMAGE

Yvan Mayeur, Philippe Close et Alain Courtois (tous à dr. sur la photo), face au projet du stade national. Finalement avorté...

s'exclame Olivier Maingain, président de DéFI. Le constat est largement partagé dans la classe politique bruxelloise. En Flandre, on associe aussi les maux de la capitale avec ce « système PS » qui gangrènerait le sud du pays. La caricature n'est jamais loin. Mais l'ahurissante succession de scandales dévoilés depuis deux ans nourrit les aversions. Et précipite les changements politiques. C'est parce qu'il était « écœuré » par l'affaire du Samusocial que Benoît Lutgen, président du CDH, a tiré la prise des alliances de son parti avec le PS, le 19 juin dernier. N'obtenant finalement – et c'est un paradoxe – qu'un changement de majorité en Wallonie, où le CDH a signé avec le MR, et pas en Région bruxelloise, où le CDH reste au pouvoir avec le PS et DéFI...

Lorsqu'il devient bourgmestre, début 2013, le socialiste Yvan Mayeur est pourtant loin de se douter qu'il va provoquer un tel séisme. Président du CPAS bruxellois pendant dix-huit ans, l'homme est un bourreau de travail, dont le franc-parler n'est pas avare de saillies idéologiques. Un homme de gauche, un vrai, venu de nulle part. En apparence, du moins. S'il n'est pas populaire, il a de l'ambition. Et

veut marquer la ville de son empreinte. Quitte à déranger et à se faire des ennemis. La manière dont il impose le piétonnier en juin 2015, sans concertation, irrite. Ses opposants réclament sa démission. S'il tombe deux ans plus tard, c'est à la suite des révélations de plusieurs médias, dont *Le Vif/L'Express*, au sujet des pratiques au sein du Samusocial, asbl extracommunale constituée pour gérer l'accueil des sans-abri. Une noble cause. Mais Mayeur, ainsi que Pascale Peraita, présidente du CPAS, ont touché de plantureux émoluments pour mener à bien cette mission. Sans aucune transparence. « J'ai sans doute commis une erreur », reconnaît Mayeur. Qui s'en va par la petite porte en juin 2017 : poussé dans le dos, il démissionne et anticipe son exclusion du PS.

Son ancien parti compte sur son premier échevin, Philippe Close, pour lui succéder et nettoyer les écuries. Ancien porte-parole d'Elio Di Rupo, l'homme, affable, mène depuis huit mois une révolution en matière de gouvernance. « La plus grande réforme jamais menée, défend-il. Nous avons supprimé plus de 400 mandats, fortement diminué les rémunérations, j'ai moi-même décumulé

avec mon rôle de député régional et je me consacre à 100 % à ce changement de culture. » L'affaire du Gial ? « Mais c'est nous-mêmes qui avons demandé l'audit ! Le problème est résolu. Et nous continuerons à tout nettoyer, même si ça fait mal. » Une sérénité qui tranche avec les critiques acerbes de l'opposition. « Cette affaire témoigne que la réduction du nombre de mandats ne suffit pas car, le vrai problème, c'est la prolifération des structures », clame Benoît Hellings. « Ce n'est pas une gestion saine, acquiesce Fabian Maingain. Je veux bien défendre la vocation sociale de certaines asbl, mais pas cette toile... » « On instrumentalise toujours ces structures à des fins politiques ou financières », dénonce Didier Wauters, qui s'est abstenu sur de nombreux points en tant qu'administrateur du Gial, parce que, en tant que citoyen, il « ne comprenait pas ces pratiques »...

De grands projets en petits soucis

Ces scandales et les projets pharaoniques ont occupé le devant de la scène médiatique, six ans durant. « Le point commun, c'est le mode de fonctionnement de la structure « Ville », devenue un →

→ instrument de prestige et de pouvoir, souligne Benoit Hellings. Sans se soucier de l'intérêt général. Le piétonnier en est l'illustration : ce n'est pas forcément une mauvaise idée, mais il a été décidé sans concertation, dans le seul but d'en faire le plus grand d'Europe, sans réflexion non plus sur la mobilité. C'est de l'événementiel ! » « Le stade national résume

du MR dévoilée à Pâques, soupire : « franchement, il faut une solide carapace pour faire de la politique aujourd'hui. Ça a fortement changé depuis 2012. De quoi s'occupe-t-on, parfois... Alors que l'on pourrait faire de Bruxelles un centre de la réflexion sur l'intelligence artificielle, par exemple, car c'est l'un des défis majeurs de ces prochaines années. »



Le piétonnier de Bruxelles fut décidé dans la précipitation.

DENIS CLOSON - FREDERIC SIERAKOWSKI/ISOPIX

une législature d'échec dans la concrétisation des projets, complète Fabian Maingain. Et regardez le Cirque royal, qui est toujours inoccupé... » « Le résultat, c'est que les gens en ont marre de la politique, soutient Didier Wauters. Or, à Bruxelles, il y a un grand problème de participation citoyenne. » Tous dénoncent aussi le « cavalier seul » communal face à la Région, égotique et contre-productif.

Dans la majorité, on fait le gros dos. Les travaux du piétonnier ont commencé, relève-t-on, et cette épine sera bien hors du pied, avec tout le potentiel que ça recouvre. Le stade ? « Nous n'étions pas demandeurs de le faire comme ça, ce n'était d'ailleurs pas dans notre accord de majorité, lâche Alain Courtois. C'est la Région qui nous a emmenés dans cette aventure rendue impossible par notre lasagne institutionnelle. Qu'il devient difficile de mener à bien de grands projets ! » L'échevin libéral, qui devrait emmener la liste

PS et MR insistent sur les milliers de places créées dans les écoles et crèches ou encore sur la défense des hôpitaux. « J'ai passé beaucoup de temps sur le terrain, ce sont les questions relatives à leur cadre de vie qui préoccupent les gens avant tout, insiste Philippe Close. Vous savez quelle est leur première **préoccupation**, et de loin ? La sécurité routière ! » Sans oublier le vivre-ensemble, dans une commune meurtrie par les attentats du 22 mars 2016 et les émeutes à répétition de novembre 2017.

On prend les mêmes ou... ?

Politiquement, la majorité PS-MR, forte actuellement de 28 sièges sur 49, n'exclut donc pas de poursuivre son chemin, si les électeurs le permettent. « Un **précacord** est signé, c'est un secret de Polichinelle », affirment plusieurs sources. Si le PS s'écroule, le MR n'exclut pas d'exiger le mayorat. Mais l'opposition veut casser cette évidence. Un axe CDH-Ecolo-DéFI

se dessine pour changer de paradigme en matière de gouvernance. Reste à savoir quelles seront les forces en présence.

Le CDH, qui rivalisait en 2012 avec le MR (dix sièges chacun), risque de s'effondrer. Le parti humaniste est fragilisé par le retrait de sa figure de proue, Joëlle Milquet, deuxième score en voix de préférence il y a six ans, qui ne figurera pas sur la liste : un choix personnel et la conséquence de son inculpation pour prise illégale d'intérêts lorsqu'elle était ministre fédérale. La mise en retrait d'Hamza Fassi-Fihri, son vice-président régional, pourrait peser lourd également. « Ça leur coûtera cher auprès des communautés étrangères », glisse un opposant. « Ce choix citoyen, décidé de commun accord au sein de notre section, est un sacré **challenge**, admet Didier Wauters. Mais ça démontre notre volonté de changer les choses. On ne peut plus continuer comme avant... »

Crédité d'un très bon sondage dans la presse régionale, fin 2017, Ecolo/Groen rêve prudemment... des plus hautes fonctions. « Nous sommes prêts à prendre nos responsabilités, y compris les plus importantes », assure Benoit Hellings. DéFI sera un concurrent direct, avec, sur sa liste, deux transfuges écologistes, Marie Nagy et Michaël François. « Ça gauchise DéFI », remarque un adversaire. « Le combat entre MR et DéFI est virulent, ces deux-là n'ont pas avalé leur rupture », constate un observateur. « Nous sommes le seul parti de droite », s'exclame Alain Courtois (MR).

Le match de catch bruxellois sera féroce. Et indécis. D'autant que deux inconnues pourraient changer la donne de cette équation complexe : le score du PTB, emmené par la députée bruxelloise Mathilde El Bakri, et celui de la N-VA, dont le seul élu Johan Van den Driessche, a la critique féroce. « La question est de savoir comment l'électeur bruxellois sanctionnera ce qui s'est passé durant six ans », notent plusieurs opposants. Ou, espère-t-on dans la majorité, s'il ne le sanctionnera pas...

OLIVIER MOUTON

CEUX QUI M'AIMENT PRENDRONT LE TRAM

Déraillera, déraillera pas ? La majorité du bourgmestre Doyen entame la campagne sur fond de fin de chantier polémique pour le tram 9. Et de défi démographique.

« Pffff, quel b... ! » éructe un passant cheminant vers la boulangerie, entre gravats, pelleuses et barrières de chantier. Le chariot d'un livreur cahote et un vieux couple avance au ralenti, perdu et contrarié. Bienvenue place Reine Astrid, dite « du Miroir », à Jette, sens dessus dessous pour cause de creusement de parking souterrain et réaménagement complet de la place... d'ici à la fin juin ! Soit l'avant-dernière phase du chantier du tram 9 qui aura touché la commune depuis trois ans, de la place Simonis à Koekelberg jusqu'au Heysel. « Interminable », fulmine un Jettois de souche tandis qu'une jeune mère installée depuis quatre ans dans le quartier relativise : « C'était long, mais c'est sûrement pour un mieux. »

A un bon jet de pavé, à la maison communale, Hervé Doyen partage le dernier avis sans rester sourd aux reproches de ses habitants et commerçants. Mais le mayor n'en démord pas : la longue séquence de travaux voulus par la Région pour établir la ligne de tram 9 est une bénédiction pour Jette. « La création de la ligne a permis de restructurer notre espace public, de rénover totalement tous les axes traversés, de façade à façade. Toutes les avenues – celle de l'Exposition, du Laerbeek, de l'Arbre Ballon – ont été refaites. On a obtenu un parking de 200 emplacements sous la place du Miroir qui, de zone dégueulasse, asphaltée, bouffée en permanence par 180 bagnoles va devenir un superbe lieu piétonnier de

convivialité, avec fontaine. Cerise sur le gâteau, l'intégralité du chantier est aux frais de la Région. Jette n'a pas payé un euro ! » jubile le bourgmestre. « Mais à trois euros l'heure, les Jettois vont raquer pour profiter du parking ! » grince le PTB.

Chantier Miroir : gestion calamiteuse

S'il admet l'effort de mobilité douce et la valeur ajoutée visée, la tête de liste PS Julien Casimir tire au bazooka sur la gestion et la coordination du chantier régional. « L'accompagnement communal a été nul, nul, nul ! Ça paralyse Jette depuis trois ans et maintenant son cœur, où tous les habitants et commerçants tirent la langue. Certains ont fait faillite. » Même côté majorité, la tête de liste DéFI Myriam Vanderzippe pointe : « La majorité aurait pu être plus active, plus peser sur la Région pour que les travaux ne s'éternisent pas

avec leur chapelet d'effets néfastes ». Le tram 9 en produira-t-il encore un pour le bourgmestre visant un quatrième mandat en octobre ? « Mon dernier », précise-t-il.

Outre le ticket incertain du tram 9, la majorité peut se targuer d'avoir doté Jette d'un nouveau hall omnisport flambant neuf, le précédent ayant... flambé ! Le joyau fait l'unanimité. Une nouvelle école, de l'Arbre Ballon, a aussi vu le jour. « C'est bien, note le socialiste Casimir, mais c'est peanuts à côté des efforts encore à faire. Il faut plus de crèches, d'écoles, de logements pour amortir le boom démographique d'une commune qui se traîne en matière socio-économique et d'aide aux plus démunis ». La pression démographique sur son fief (de 40 000 à 52 000 habitants en dix-huit ans), Doyen connaît : « Je n'ai pas attendu les socialistes – en pleine bisbille avec la SP-A – pour en faire ma priorité. Ce sera un axe majeur de campagne de notre majorité MR-Open VLD, Ecolo-Groen et LB »... Le scrutin infusera dès l'été, sur la nouvelle place du Miroir enfin terminée, où tous viendront « tracter ». Entre ligne de tram et lignes politiques.

FERNAND LETIST

CHIFFRES CLÉS	JETTE		RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE	
	2012	2017	2012	2017
Nombre d'habitants	48 805	51 933	1 138 854	1 191 604
Age moyen	38,7	38,1	37,5	37,4
Nationalités étrangères (en %)	20,5	23,1	32,6	34,8
	2011	2016	2011	2016
Taux d'emploi (en %)	55,3	56,6	48,3	49
Taux de chômage des 15-24 ans (en %)	30,8	27,2	34,4	30,8
Places en crèches (pour 100 enfants)	24	28,9	30,8	36,7
Voitures (pour 1 000 habitants)	328	317	458	410
	2010	2015	2010	2015
Revenu net médian (euros)	18 487	20 846	17 228	19 088
Bénéficiaires d'aides sociales (en %)	3,6	3,1	4,8	5,1
Nombre d'entreprises	2 521	3 039	82 606	97 173

SOURCE : IBSA

« COCKTAIL SANS MOLOTOV »

Sous la férule d’Emir Kir, la plus petite commune bruxelloise a traversé sans fracas la législature. De quoi prolonger le bail du PS ? Il y règne sans discontinuer depuis... 1953.

« Le trou dans la chaussée de Louvain ! » C’est la réponse spontanée du tout-puissant bourgmestre de Saint-Josse Emir Kir (PS) quand on lui demande d’évoquer un grand moment de son premier mandat. En septembre 2017, l’affaissement de la voirie avait provoqué la fermeture de cet axe important, et le relogement de 237 habitants. Les travaux sont quasi achevés. « Nous avons démontré qu’à Saint-Josse, on peut gérer les problèmes

vite et bien, sans se lamenter ni renvoyer la balle à d’autres niveaux de pouvoir », déclare-t-il fièrement. Son rôle de chef d’orchestre avait alors suscité l’unanimité.

Louanges également pour ce que Kir appelle lui-même sa plus belle réussite : la propreté des rues : « J’en ai fait ma priorité absolue dès le départ. On nettoie de 7 à 20 heures, car la commune est très dense (NDLR : on la compare à Calcutta) et est traversée par des milliers de personnes.

On a doublé le nombre de corbeilles publiques, placé des cendriers au sol... Et on a fleuri les rues ! » Punir les souilleurs ? « On n’est pas la Gestapo, certains ne rêvent que de faire payer mais les gens sont parfois insolubles. Il faut tendre la main par l’information et sanctionner les récalcitrants. »

Après les fleurs, les tomates : « Manque de rigueur à tous les étages », tonne Geofroy Clerckx (MR). « Notre plus grosse difficulté, c’est de savoir comment cette commune est gérée, appuie Zoé Genot et Ahmed Mouhssin (Ecolo-Groen, la deuxième formation). Zéro transparence ! Nous ne parvenons pas à mettre la main sur l’organigramme. Par clientélisme, Kir a engagé beaucoup de gens incompetents, qu’il déplace comme des pions. » Ils évoquent la gestion « catastrophique »



Le chantier de la Maison des cultures et de la cohésion sociale est censé débiter durant ce mois de mars.

CHIFFRES CLÉS	SAINT-JOSSE		RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE	
	2012	2017	2012	2017
Nombre d'habitants	27 134	27 115	1 138 854	1 191 604
Age moyen	33	34,2	37,5	37,4
Nationalités étrangères (en %)	40,8	43,4	32,6	34,8
	2011	2016	2011	2016
Taux d'emploi (en %)	41,7	42,2	48,3	49
Taux de chômage des 15-24 ans (en %)	40,9	36,5	34,4	30,8
Places en crèches (pour 100 enfants)	15,7	29,2	30,8	36,7
Voitures (pour 1 000 habitants)	559	708	458	410
	2010	2015	2010	2015
Revenu net médian (euros)	13 289	14 959	17 228	19 088
Bénéficiaires d'aides sociales (en %)	10,3	8,3	4,8	5,1
Nombre d'entreprises	1 477	1 658	82 606	97 173

SOURCE : IBSA

de certaines crèches, du lycée Guy Cudell, ou de la prostitution dans le quartier Nord.

Le chantier de la Maison des cultures, qui doit débiter en mars, suscite également les **critiques**. Le budget a explosé « car les architectes doivent revoir les plans et Kir est incapable de gérer au quotidien ». Réplique du bourgmestre : « Quand on n'a jamais dirigé, la critique est facile. Dans un projet immobilier, il y a parfois des dépassements budgétaires. On arrive chaque fois à bon port, et dans des délais courts. »

La mobilité est un terrain encore plus controversé. « Un gros **échec** », pointent les verts. « Saint-Josse est devenu un égout à voitures. La commune ne fait qu'un kilomètre carré et le bourgmestre ne se déplace qu'en auto ! » Celui-ci rétorque : « L'opposition veut l'immobilisme et ériger des murailles, nous, on est pour une commune accessible et fluide, avec en priorité : la lutte contre la vitesse. Pour le reste, il faut une approche globale avec la Région. »

Kir préfère mettre en avant le bilan financier **positif**. « Nous avons économisé 500 000 euros sur les factures énergétiques grâce à des investissements colossaux dans les bâtiments publics. Les taux de performance des subsides sont à 100 %. On fait le contraire de l'Etat

fédéral qui a laissé tomber la lutte contre la fraude fiscale en ponctionnant le contribuable. Nous, on a augmenté les taxes (*NDLR*: déjà juteuses...) sur les bureaux et des chambres d'hôtel, et diminué les pressions sur les ménages pour davantage de justice sociale. Les certificats de résidence sont gratuits, passeports et permis de conduire sont parmi les moins chers de Belgique. Nous distribuons des chèques-sports... » De quoi soulager une population dont les revenus moyens sont les plus faibles de la Région.

« Mon épouse est catholique »

C'est sur le volet ethnique qu'Emir Kir est souvent attendu au tournant. Son profil Facebook draine des likes provenant quasi exclusivement de la communauté turque. Son refus de reconnaître la responsabilité de la Turquie moderne dans le génocide arménien et ses amalgames entre manifestants kurdes et Daech suscitent le **malaise**. « Saint-Josse, c'est un Etat turc dans l'Etat belge », dénonce Christian Lambert, délégué permanent de la CSC services publics dans la commune. Avec Kir, « on est passé de 500 à 850 postes dans l'administration, où l'on retrouve beaucoup de membres de son entourage ». Zoé Genot recadre : « Il engage surtout des chefs de famille au sein des nombreuses

communautés de Saint-Josse, ce qui lui apporte des voix pour les élections. » Parmi les citoyens de nationalité étrangère, les Bulgares et les Roumains sont plus nombreux que les Turcs.

Le bourgmestre hausse les épaules. « Montrez-moi un seul dossier où j'aurais une approche communautariste. Tout est fait dans le respect des convictions de chacun. Il y aura toujours des relents racistes, mais que voulez-vous, je ne peux pas me délayer. Mon père était ouvrier mineur arrivé dans les années 1960, et je suis parfaitement belge, avec un grand respect de la diversité. » Kir ponctue ce débat : « Pour donner des gages, dois-je préciser encore une fois que mon épouse est italienne et catholique ? »

Durant son mandat, les incidents entre Turcs et Kurdes ont été quasi inexistantes dans la commune.

« Saint-Josse c'est un cocktail mais sans Molotov », déclame l'artiste flamand du cru Jee Kast. La commune peut se targuer de ne compter, à ce jour, aucun habitant parmi les combattants partis en Syrie. La **recette** ? D'abord, la coexistence de 153 nationalités, qui permet le contrôle mutuel et la paix sociale. Ensuite, le marquage à la culotte. « On ne lâche rien sur un territoire qui donne l'avantage de la proximité, explique Kir. Mais on ne veut pas stigmatiser la jeunesse. J'ai ainsi refusé un coordinateur radicalisme. On préfère le travail d'accrochage social, mais sans le claironner. »

En avant pour un deuxième mandat ? Beaucoup dépendra des électeurs de Jean Demanze, qui n'ont pas tous apprécié qu'Emir Kir s'impose à la tête de la commune, alors qu'il n'y était présenté qu'après trois ans. Cela dépendra aussi de la santé générale d'un PS peu à la fête. « Les crises sont passagères », se contente de répondre le bourgmestre, très fier de son bilan. D'ailleurs, il avait écrit sur un papier les réponses à nos questions envoyées à l'avance. A la question : « Echecs ? », il a simplement noté : « Pas d'échec. »

FRANÇOIS JANNE D'OTHÉE

ET AU MILIEU COULE UN CANAL

Du projet Biestebroeck au lifting de la place de la Vaillance. De la saleté persistante au logement modeste. A Anderlecht, on s'étripe ferme. Sinon, côté criminalité, verdure et sport, tout baigne.

A peine assis, le premier échevin Gaëtan Van Goidsenhoven nous déplie son plan : le quartier Biestebroeck modélisé en bâtiments blancs, espaces verts et 14 phylactères explicatifs bleus MR. Comme pour déjà matérialiser ce rêve de la majorité communale. Celui de métamorphoser, « de manière irréversible », 50 hectares répartis sur les rives gauche et droite de la voie d'eau qui fend Anderlecht. Dans les huit ans, l'ambitieux masterplan immobilier certifié par un PPAS (plan particulier d'affectation du sol) et poussé par le plan Canal de la Région, veut faire de cette zone sinistrée un complexe de 3 700 nouveaux logements, un nouveau pôle économique, des espaces publics. « C'est la **carte majeure** pour absorber le boom démographique en cours, affirme l'édile urbaniste. L'ensemble pourra loger 11 000 personnes et devrait engendrer 3 000 emplois. »

Eric Tomas, le bourgmestre PS, renchérit : « Les projets émanent de promoteurs privés mais soumis à des charges d'urbanisme qui financent des équipements collectifs comme trois écoles, des crèches, salles de sports et espaces publics. » Le projet aurait aussi la vertu de résorber la fracture urbaine historique d'Anderlecht entre les deux rives socialement déséquilibrées. Il favoriserait la mobilité, l'interpénétration entre Cureghem et le centre communal, et bétonnerait que : « Anderlecht commence à la gare du Midi et finit à Erasme »... Tout

beau sur papier, le nouveau Monopoly urbanistique hérisse pourtant des habitants et quelques structures comme Inter-Environnement Bruxelles.

Parking à bateaux et autos

Un détail du plan cristallise actuellement **la critique** : la « marina », projet amarré au plan Biestebroeck sous forme d'un petit port de plaisance pour une vingtaine de bateaux, flanqué de 218 nouveaux logements, d'Horeca... à quelques encablures de la rue Wayez. « C'est sûr qu'implanter une marina dans une des communes les plus pauvres de Bruxelles, c'était urgent, raille du haut de ses 26 ans Giovanni Bordonaro, tête de liste PTB, alors que le plan global ne prévoit aucun nouveau logement social ! » Un soupçon de gentrification au détriment des

familles plus modestes brume la surface du canal... Le capitaine Tomas hisse le grand foc pour la marina. « Allons, l'îlot Shell où sera creusé le bassin de 5 000 mètres carrés est un chancre industriel immonde depuis vingt-cinq ans. Ce projet privé de port de plaisance permet une belle reconversion et les promoteurs cofinanceront la construction d'une nouvelle école de l'autre côté du canal. Et puis, zut quoi, le sud bruxellois ne pourrait pas avoir son Yacht club, comme il en existe un au nord ? » Les vagues de Biestebroeck et de sa marina n'ont pas fini de secouer la (peut-être future) majorité.

Une majorité aussi dans le viseur sur et sous les pavés de la place de la Vaillance et de la rue Wayez. « La gestion du conséquent projet de parking souterrain place de la Vaillance, et le réaménagement de celle-ci vont fortement impacter la commune côté mobilité et commerces », épingle la tête de liste Ecolo Jérémie Drouart. « La société gestionnaire Apcoa va rancçonner les usagers du parking avec des tarifs prohibitifs de trois euros l'heure ! Là où, jusqu'ici, c'était gratuit en surface. En plus, tout s'est décidé quasi sans

CHIFFRES CLÉS	ANDERLECHT		RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE	
	2012	2017	2012	2017
Nombre d'habitants	111 279	118 241	1 138 854	1 191 604
Age moyen	36,9	36,4	37,5	37,4
Nationalités étrangères (en %)	30	32,2	32,6	34,8
	2011	2016	2011	2016
Taux d'emploi (en %)	49	49,4	48,3	49
Taux de chômage des 15-24 ans (en %)	34,9	32,8	34,4	30,8
Places en crèches (pour 100 enfants)	16,8	17,8	30,8	36,7
Voitures (pour 1 000 habitants)	325	314	458	410
	2010	2015	2010	2015
Revenu net médian (euros)	16 202	17 681	17 228	19 088
Bénéficiaires d'aides sociales (en %)	6,2	6,4	4,8	5,1
Nombre d'entreprises	6 601	7 624	82 606	97 173

SOURCE : IBSA

Le plan Bistebroeck sur les rives droite et gauche du canal n'a pas que des supporters.



BUUR.BE

concertation citoyenne », persifle Giovanni Bordonaro. Ce qui a le don d'agacer le mayor Tomas. « Il fallait d'abord demander aux habitants ? Quand on décide de construire une école, on ne le fait pas... Le devoir du politique est de prendre l'initiative. Celle-ci était indispensable pour relancer l'attractivité de ce quartier. Grâce à un parking souterrain pour 200 voitures, à une place de la Vaillance piétonnisée et un meilleur accès aux commerces de la zone. Sans cela, les gens fileront au Westland et au Cora et nos commerces périliteront. L'avenir est à la disparition des places de parking en surface. »

« Aucun respect ! »

Surface où subsiste partout un **point noir** bien visible : la saleté. « Bien que l'échevine SP.A Elke Roex n'ait pas ménagé ses efforts », salue Jérémie Drouart. Eric Tomas concède : « Ça reste prégnant. J'espérais inculquer plus de respect à la population. On a augmenté le personnel qui lutte contre les dépôts clandestins, les amendes pour incivilités, les équipes de nettoyage... rien n'y fait, aucun respect ! Notre programme retapera sur ce clou. »

En revanche, le bourgmestre se réjouit de la lutte contre la petite criminalité. Elle aurait reculé de 20 % depuis 2012 ! Même Alain Kestemont, spécialiste « sécurité » et tête de liste DéFI au prochain scrutin applaudit : « La création dans le centre historique d'Anderlecht du Koban Virtus, police de proximité d'inspiration japonaise, obtient d'**excellents résultats**, notamment dans la lutte contre la consommation et la vente de stupéfiants autour du métro Saint-Guidon. Une cellule CPO (*NDRL : d'aide à la gestion de projets*) travaille dans le même esprit sur le quartier Cureghem. »

Rayon espaces verts, écoles, crèches et sports, même le PTB salue les **efforts** : « C'est visible sur la zone verte de Neerpede et sa réserve naturelle. L'intention est aussi de rénover le parc Astrid, souligne Giovanni Bordonaro. La commune est à niveau en infrastructures sportives et commence enfin à combler son retard en offre d'écoles et de crèches. Reste une cata pour les bas revenus : les logements sociaux et publics. Voire le logement tout court dans cette commune pauvre où les projets immobiliers mégalos vont doper les loyers et accentuer la dualisation entre pauvres et nantis. »

Face à ces enjeux, le scrutin communal rebattra-t-il radicalement la carte politique ? Tous voient le PTB prendre 1 ou 2 sièges. DéFI rêve de passer de 3 à 5. Ecolo-Groen d'être au-delà des 5 actuels... Mais comme en 2006 et 2012, le PS Eric Tomas, actuel mayor de 69 ans, et le MR Gaëtan Van Goidsenhoven, actuel premier échevin et ex-bourgmestre de 44 ans, devraient **s'écharper** pour ceindre l'écharpe. On glisse vite d'alliés à rivaux dès qu'on leur demande ce qui les différencie. « L'âge et une forme de modernité, lâche Van Goidsenhoven. Tomas est un scientifique alors que moi, je suis un homme de concrétisation de grands concepts et un petit gars d'Anderlecht qui n'est pas un plan de carrière mais une évidence. » Riposte du bourgmestre en titre : « Je suis plus expérimenté que Gaëtan et surtout plus attentif à l'aspect social des dossiers. L'essentiel est de ne laisser aucun Anderlechtois sur le côté. Et puis, mon rival MR cumule fortement ! (*NDRL : il est aussi député régional, chef de groupe à la Cocof...*). Moi, dès 2014, j'ai fait le choix inverse de me dévouer à 100 % à Anderlecht. » La campagne est bel et bien lancée...

FERNAND LETIST

UNE CAMPAGNE EN CHANTIER

Si la majorité MR-PS est prête à retourner au pouvoir six années de plus, l'opposition lui reproche un manque total de vision.

A Ixelles, la campagne n'est pas encore lancée qu'elle a déjà fait des vagues. Surtout au MR, parti de la bourgmestre, Dominique Dufourny. La conseillère communale Assita Kanko a décidé de ne pas se présenter, et avant cette décision, les libéraux tranchaient le cas d'Alain Destexhe quant à sa présence ou pas sur la liste de la bourgmestre. « L'important, c'est l'unité, et elle est présente au sein de notre liste grâce à de fortes personnalités », rassure, pourtant, Dominique Dufourny. C'est que le MR revient de loin : Alain Destexhe menaçait de faire une liste de son côté et se voyait déjà bourgmestre, tandis que Dominique Dufourny ne souhaitait pas du député bruxellois pour les élections communales, énervée par l'attitude de « l'électron libre ».

Après des semaines de **tensions**, Alain Destexhe occupera finalement la dernière place de la liste. Mais cette donne politique risque bien de peser dans les débats, que ce soit dans la reconduction de la majorité actuelle comme dans la composition d'une autre coalition. Forte personnalité, Destexhe est un faiseur de voix : en 2012, il réalisait le troisième score des candidats MR alors qu'il occupait l'avant-dernière place. Principal parti d'opposition, Ecolo a déjà fait savoir que rien n'était possible ou envisageable avec lui.

Au PS, le cas pose question. « Aux dernières élections, c'était déjà une difficulté : quand vous avez une personne qui ne cesse de dire que les socialistes

sont invivables, qu'on est incapables de travailler avec eux, pourquoi irait-on avec elle ? Plus que pour Ixelles, c'est surtout un scandale pour les libéraux », lance Bea Diallo, premier échevin et tête de liste PS.

Diallo s'est déjà attiré les foudres de Destexhe au sujet de l'asbl Emergence XL, projet porté par l'échevin, qui a pour objectif l'insertion socio-professionnelle des jeunes en décrochage par le sport. Bea Diallo en est aussi le président, mandat qu'il exerce gratuitement. Pour le libéral, il s'agirait de clientélisme électoral et politique... Qu'à cela ne tienne, le socialiste reste totalement satisfait de sa collaboration avec le MR. « C'est une majorité marquée par le respect mutuel. A travers cette majorité, on est arrivé à trouver un équilibre utile pour lutter contre la dualisation de la commune et

répondre au boom démographique. » En 2012, les urnes n'avaient pas été favorables aux socialistes. La page Willy Decourty étant tournée après quinze ans de mayorat, le premier échevin entend incarner le renouveau et, pourquoi pas ?, devenir le premier bourgmestre d'origine sub-saharienne de Belgique. C'est l'un des **enjeux** d'octobre. Pour la campagne, Bea Diallo met en avant, pêle-mêle, la lutte contre les problèmes de nuisance et de sécurité, l'ouverture d'une nouvelle école secondaire ou le doublement du nombre de places dans les crèches. Il regrette aussi le manque d'infrastructures sportives et propose la création d'un nouveau stade à Ixelles.

« Ixellisation » et « sous-exploitation »

Au MR, Dominique Dufourny, qui occupe la fonction mayorale depuis 2016, ne compte pas lâcher ce poste, privilégiant de reconduire la majorité actuelle. Elle n'hésite pas à lancer des fleurs à ses collègues socialistes : « Bea a donné un nouveau souffle, tout comme, par sa jeunesse, le reste de l'équipe socialiste. Au

CHIFFRES CLÉS	IXELLES		RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE	
	2012	2017	2012	2017
Nombre d'habitants	83 425	86 244	1 138 854	1 191 604
Age moyen	37,7	37,6	37,5	37,4
Nationalités étrangères (en %)	45,8	49,2	32,6	34,8
	2011	2016	2011	2016
Taux d'emploi (en %)	46,2	47,6	48,3	49
Taux de chômage des 15-24 ans (en %)	31	27,5	34,4	30,8
Places en crèches (pour 100 enfants)	40,7	49,2	30,8	36,7
Voitures (pour 1 000 habitants)	624	368	458	410
	2010	2015	2010	2015
Revenu net médian (euros)	16 937	18 700	17 228	19 088
Bénéficiaires d'aides sociales (en %)	3,5	3,6	4,8	5,1
Nombre d'entreprises	9 697	11 898	82 606	97 173

SOURCE : IBSA

niveau du collège, ça donne de l'essor.» Outre le bilan positif de cette collaboration, la plus grosse satisfaction de la bourgmestre concerne les finances communales : « Tous les indicateurs sont au vert, et nous terminons cette législature avec un compte en boni de plus de dix millions d'euros, sans avoir augmenté les impôts. De plus, nous avons lancé plusieurs projets comme celui du musée ou de l'îlot communal, destiné à réaménager les alentours de la maison communale. »

En matière de **projets**, Ixelles n'en a pas manqué et n'en manquera pas : place Fernand Coq, chaussée d'Ixelles, site Solvay... Des chantiers qui, aux yeux de l'opposition, manquent de cohérence, mais surtout dénaturent la commune. Pour le CDH, la politique d'urbanisme ixelloise est de penser que l'autorité publique n'est pas acteur du jeu. « On peut même parler d'ixellisation », dénonce Julie de Groote, actuelle cheffe de groupe des humanistes, mais qui ne sera pas

tête de liste pour le prochain scrutin, laissant la place à Geoffroy Kensier, le président de la section Ixelles. « La majorité a laissé faire une série d'opérations dommageables pour la commune sous prétexte que le projet est privé. On a d'ailleurs enlevé les compétences de l'urbanisme à l'échevine MR Nathalie Gilson pour les céder à Viviane Teitelbaum. Ce n'est pas rien... » Dans ce **fiasco**, le CDH pointe le projet de reconversion du Delhaize Molière avec la construction de 98 appartements et de 138 parkings à la place du supermarché. « Le projet a pu être stoppé grâce à la mobilisation des citoyens, car la commune n'était pas intervenue directement. Elle a aussi laissé faire la destruction du site Solvay, et on pourrait citer d'autres projets. Désormais, la majorité doit endosser la lourde responsabilité de ce qui a été fait. »

Même son de cloche chez Ecolo, qui reproche l'absence totale de vision de la majorité sortante pour la commune. « Ça s'est accéléré ces dernières années,

depuis que les libéraux sont à la tête de la commune. Dans tous ces grands projets, c'est toujours le même problème, avec une logique de profit maximal pour les promoteurs au détriment du patrimoine, de l'environnement et de la cohésion sociale », déplore Audrey Lhoest, la cheffe de groupe à Ixelles.

L'écologiste regrette aussi le manque de concertation avec les citoyens. « Il est temps de replacer les Ixellois au cœur des projets, à travers la participation et le dialogue. La majorité confond souvent information avec participation. Quand elle décide de faire participer les citoyens, le projet est souvent quasiment ficelé, ce qui mécontente tout le monde évidemment. A chaque fois, la majorité a des réponses en décalage. Ixelles a un potentiel énorme, mais est littéralement sous-exploité par les autorités. » Deuxième parti à Ixelles, Ecolo se voit d'ailleurs bien jouer les premiers rôles dans une majorité...

PIERRE JASSOGNE



CHRISTOPHE LICOPPE/PHOTO NEWS

Bea Diallo, premier échevin et tête de liste PS, satisfait d'une majorité « marquée par le respect mutuel ».

TIREZ SUR LE SOCIALISTE !

Charles Picqué brûle de rempiler. Une ultime fois. Avec un bilan solide mais qui se prend les pieds dans les chantiers et une certaine dualisation sociologique de sa commune. L'opposition canonne.

BART DEWAELE/ID PHOTO AGENCY

Charles Picqué :
« J'ai encore plein
de choses à réaliser. »



Trente-trois ans de Picqué, ça suffit, faut du changement ! » La sentence d'un opposant claque à l'ombre du somptueux hôtel de ville. Celui où règne depuis trois décennies de majorité absolue le grand Charles.

Si Ecolo, DéFI, CDH et PTB sortent le gros calibre c'est que, « pour la première fois depuis longtemps, on sent une ouverture en matière de résultats capables de redistribuer les cartes, de rajeunir le conseil, de reconfigurer les choix politiques, de mettre fin à la majorité absolue d'un PS à l'image écornée », assène la tête de file Ecolo-Groen, Catherine Morenville. Alors, tous cognent dur sur le bilan Picqué : « immobilisme », « fracture entre haut nanti et bas précarisé de Saint-Gilles », « chantiers dispensables imposés sans concertation, au Parvis et au square Jacques Franck », « insécurité », « #zerosmartcity », « mobilité et stationnement catastrophiques », « gouvernance gangrenée par les cumuls »...

Ainsi s'abat, déjà à six mois du scrutin, une drache de griefs sur le râble altier et robuste du mayor de 69 ans... Avant même sa candidature officielle pour un sixième mandat. « Mais, c'est dans l'air », sourit Picqué. Il officialisera bientôt. Il en faut plus que la charge musclée de l'opposition pour déstabiliser « belette courtoise », son totem scout. De son **bilan**, le grand Charles est fier comme de sa première écharpe mayoral. Avec un indéniable succès, salué, lui, unanimement, du CDH au PTB : l'augmentation des places en crèches et écoles communales pour épouser le boom démographique de la commune. « De 2012 à 2020, nous aurons quasi triplé les places d'accueil pour la petite enfance. De 240 à 620 lorsque la dernière crèche sera opérationnelle sur le site de l'ex-école Ecam. Côté écoles communales, on a bondi de 2 070 places à 2 620 avec les créations

CHIFFRES CLÉS	SAINT-GILLES		RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE	
	2012	2017	2012	2017
Nombre d'habitants	49 492	50 471	1 138 854	1 191 604
Age moyen	35,7	36,1	37,5	37,4
Nationalités étrangères (en %)	46,9	48,5	32,6	34,8
	2011	2016	2011	2016
Taux d'emploi (en %)	47,2	48,9	48,3	49
Taux de chômage des 15-24 ans (en %)	36,8	30,2	34,4	30,8
Places en crèches (pour 100 enfants)	22,5	33,1	30,8	36,7
Voitures (pour 1 000 habitants)	324	304	458	410
	2010	2015	2010	2015
Revenu net médian (euros)	14 814	16 606	17 228	19 088
Bénéficiaires d'aides sociales (en %)	6	5,5	4,8	5,1
Nombre d'entreprises	3 853	4 592	82 606	97 173

SOURCE : IBSA

d'un nouvel établissement primaire à enseignement différencié, du Lycée secondaire Roger Lallemand à pédagogie active et d'une nouvelle école de promotion sociale. »

Bon bulletin mais...

Excellente note mais les détracteurs sévères égrènent leurs points d'attention. Tous se fixent sur le bas de Saint-Gilles. En suivant le gps de l'opposition, on passe par la gare du Midi décatie et son centre de tri postal abandonné, on remonte vers le square Jacques Franck devenu chantier encombrant où se cristallisent incivilités et petite criminalité dans un climat électrique avec les policiers de proximité d'Uneus. Une mauvaise série sous le regard désabusé et insécurisé des habitants. Les mêmes, réveillés en sursaut un matin de septembre 2017 par les tronçonneuses rasant les arbres de leur square. D'un chantier à l'autre, cap sur celui du Parvis. « Il fragilise gravement l'attractivité de commerces déjà mal en point », décoche l'Ecolo Catherine Morenville rejointe par Loïc Fraiture du PTB évoquant « le **ras-le-bol** des Saint-Gillois face aux difficultés aiguës de stationnement ponctuées d'un zèle verbalisant à la moindre infraction ou horodateurs impayés. » Sans oublier les problèmes de logements (sociaux, publics ou privés)

et d'inflation des loyers qui mineraient une commune déjà, à 50 000 habitants, au maximum de sa capacité.

Face à la bronca arc-en-ciel, Picqué réfute et, pour commencer, brandit la statistique de la criminalité : en baisse effective de 40 %, malgré le nœud de tension du square Jacques Franck. Le mayor pose ensuite le principe cardinal qui a toujours guidé son action : « Les communes pauvres doivent s'en sortir en régénérant leur mixité et leur maillage social. Le **défi** est de trouver ce point d'équilibre entre solidarité sociale et renouvellement d'une population plus contributive fiscalement. Oui, ma commune doit faire évoluer son tissu sociologique par souci de recette fiscale, pour aspirer tout le monde vers le haut. Je préfère être Saint-Gilles que Cureghem ou Fort Jaco. » Dans les faits, il est vrai que la politique d'espaces publics, de rénovation de logements et l'offre riche et large d'équipements publics a aimanté des familles à revenus moyens et supérieurs, des jeunes ménages, nombre de Français et des fonctionnaires européens. La commune s'est « boboisée ».

Allo maman, bobo !

Vincent Henderick, tête de liste CDH, reconnaît que « l'ère Picqué a tiré Saint-Gilles vers le haut, mais la dualisation

de la commune, tant sur le plan social qu'urbanistique, est plus forte que jamais. Son ADN populaire est en danger ». L'humaniste est rejoint par Emmanuel de Hemricourt, le premier de liste DéFI : « Cette gentrification serait moins problématique si elle s'inscrivait dans une vraie politique de mixité sociale ». Le nouveau venu PTB Loïc Fraiture tape à son tour, « tout ce jeu d'attraction de publics aisés éloigne des **problèmes** criants des populations précarisées et de leur habitat. Avec 4,5 % de logements sociaux pas vraiment en bon état, Saint-Gilles est la pire élève de la Région et les logements dits publics n'ont pas des loyers toujours bas. » Face à la pique, Picqué esquive. « N'importe quoi ! On a énormément investi dans la rénovation. »

Sous l'**impulsion** du mayor, la régie foncière saint-gilloise est devenue, derrière Bruxelles-Ville, la plus riche du pays. Propriétaire de pas moins de 180 bâtiments. Picqué explique cette fièvre acheteuse : « Faute de nouveaux espaces constructibles, seule cette politique d'acquisition foncière me permet d'offrir de nouvelles crèches et écoles à la population, d'ouvrir bientôt une ressourcerie de récupération d'appareils ainsi qu'une halle alimentaire à économie circulaire courte. Ces acquisitions tous azimuts ont permis nos 1 000 logements publics et d'influer aussi sur l'offre commerciale en achetant et revalorisant des surfaces. »

Charles Picqué veut, c'est sûr, rester à la tête de son « labo communal d'une certaine idée de la mixité et de la diversité socio-culturelle. Je rassure mes adversaires, si je suis élu, ce sera mon dernier mandat, pour préparer ma **relève**. Je suis un vieux format remplaçable ! Et je ne me présenterai pas aux Régionales de 2019 pour servir à 100 % Saint-Gilles. J'ai encore plein de choses à réaliser. Pourquoi pas un phare culturel ? Je ferais bien de ce qu'on nomme "la Chapelle", l'énorme bâtiment central de la prison bientôt désaffectée, un espace d'exposition multiculturel et classé. Ça aurait de la gueule, non ? » **FERNAND LETIST**

PHIPHI ET LA CHOCOLATERIE

Chocolat, crèches, cohésion sociale, cirque... Philippe Pivin cumule les défis qui commencent par un C comme communales. « Même pas peur. » Le mayor MR veut faire rayonner sa petite Koekelberg.

Est-ce parce qu'il faut jongler, être équilibriste, oser parfois d'improbables pirouettes ou simplement dompter alliés comme adversaires en politique, que Philippe Pivin s'est entiché du monde du cirque ? L'animal politique de 63 ans, parlementaire fédéral (« Oui, je suis un sale cumalard ! » rigole-t-il), en route pour briguer une quatrième fois l'écharpe mayorale de Koekelberg, installera en tout cas dans sa commune en 2019 le Cirk (Centre international des arts du cirque). Sur 3 000 mètres carrés et vitaminé par dix millions d'euros dans le cadre du contrat de quartier « Koekelberg historique », le projet piloté par l'Espace Catastrophe se veut spectaculaire, pédagogique et tourné vers les jeunes. Après sa création controversée du Belgian Chocolate Village en 2014, le coup de cœur circassien de Pivin sera un deuxième jalon pour faire mentir une phrase qu'il n'a cessé d'essayer de conjurer : « Vous êtes une commune qu'on traverse, une commune de transit. »

« Je veux qu'on s'arrête à Koekelberg, malgré sa modeste superficie de 1,2 km². C'est un village de 22 000 habitants, avec un passé industriel patrimonial comme le chocolat que j'ai doté d'un musée qui

CHIFFRES CLÉS	KOEKELBERG		RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE	
	2012	2017	2012	2017
Nombre d'habitants	20 661	21 609	1 138 854	1 191 604
Age moyen	36	35,8	37,5	37,4
Nationalités étrangères (en %)	27,1	29,3	32,6	34,8
	2011	2016	2011	2016
Taux d'emploi (en %)	52,5	53,1	48,3	49
Taux de chômage des 15-24 ans (en %)	33,9	29,2	34,4	30,8
Places en crèches (pour 100 enfants)	17,1	19,1	30,8	36,7
Voitures (pour 1 000 habitants)	298	281	458	410
	2010	2015	2010	2015
Revenu net médian (euros)	16 798	18 653	17 228	19 088
Bénéficiaires d'aides sociales (en %)	4,1	4,1	4,8	5,1
Nombre d'entreprises	1 101	1 337	82 606	97 173

SOURCE : IBSA

attire 25 000 visiteurs par an, dont 40 % de touristes étrangers. Je veux du rayonnement et de la convivialité ! Il fait bon vivre ici et mon mantra, c'est avant tout la cohésion sociale sur laquelle veillent les éducateurs, animateurs, gardiens de la paix par une prévention multiforme dans un des coins pas toujours simples de la Région bruxelloise. » Et qui dit cohésion sociale dit **prévention** de toute fracture au sein d'une population qui croît fortement, se rajeunit, se modifie, nécessite de plus en plus d'équipements.

Bonjour, les enfants

Ahmed Laaouej, conseiller et tête de liste PS, tire à vue : « Outre l'absence de vraie démocratie participative, la majorité n'affiche aucune vision intégrée de politique de la jeunesse. Elle s'était pourtant engagée à la création indispensable de places dans le réseau d'enseignement communal. Rien n'a été fait. Il faut aussi continuer à investir dans l'accueil de la petite enfance et l'augmentation des crèches. » Sur ce dernier point, la **critique** du député régional socialiste est émoussée car, des trois nouvelles crèches promises par le collège Pivin, deux sont déjà opération-

nelles et la troisième le sera avant les élections. « Mieux, se réjouit Philippe Pivin, le projet immobilier sur l'ex-site de l'école HUB, rasée avenue de la Liberté, prévoit, à l'horizon de quelques mois, 120 appartements, une bibliothèque, une salle de sport mais aussi une école maternelle, primaire et secondaire ainsi qu'une crèche. Ce nouveau quartier près de la place Simonis et en face du parc Elisabeth est un enjeu essentiel comme lien entre le haut et le cœur de Koekelberg. »

Reste un **défi** imminent et redouté dont le bourgmestre et d'autres de ses pairs n'ont pas toutes les cartes en main. Le chantier colossal de rénovation du tunnel Léopold II, piloté à la Région par Pascal Smet (SP.A). « D'après moi, on va vers quatre ans de travaux qui impacteront toutes les communes avoisinantes, prédit Pivin. Il ne faudra pas nous en tenir rigueur. J'essaierai de veiller au mieux à la tranquillité de mes riverains, à ce que les déviations empruntent les axes principaux... Le plus inquiétant est qu'on est début mars, que le chantier commence en mai et que l'équipe Smet en est encore à se demander s'il faudra fermer ou pas l'avenue Charles Quint ! »

FERNAND LETIST

UN DERNIER POUR LA ROUTE

Joël Riguelle compte bien rempiler. Bourgmestre depuis 2003, il ne souhaite pourtant pas s'incruster et se dit prêt à passer le flambeau en cours de mandat.

Surtout, ne dites pas à Joël Riguelle (CDH) que Berchem-Sainte-Agathe est une petite commune où il ne se passe rien... C'est qu'à Berchem, comme ailleurs, l'essor démographique est important : « En passant de 18 000 à 25 000 habitants en moins de vingt ans, nous n'avions pas prévu un boom si rapide. Il y a eu aussi un changement démographique : d'une commune avec une moyenne d'âge la plus élevée, on se retrouve avec une moyenne d'âge parmi les plus jeunes de la Région. » Tout le **défi** de la prochaine législature sera de faire vivre ces nouvelles réalités. « A Berchem, on vit les uns à côté des autres, mais on doit faire un effort pour mieux se connaître. On a une population bigarrée, mais qui ne se fréquente pas. Pour y parvenir, les budgets pour la culture et l'éducation doivent être augmentés à hauteur de 3 % par an pour assurer la cohésion sociale. »

Le bourgmestre est prêt à poursuivre l'aventure avec le MR. Outre la création d'une école primaire, la participation à la création d'une école secondaire ou l'achat du complexe sportif de la BNB – « la surprise du chef à 4,5 millions d'euros » –, Riguelle se dit satisfait du bilan de la majorité. Et à l'entendre, il se voit déjà rempiler au poste, même si ce ne sera pas forcément pour six ans de plus : « J'ai 63 ans. Je n'ai pas l'intention de rester au poste jusqu'à 80 ans, loin de là. Si, au cours de la législature, quelqu'un apparaît au sein de mon équipe avoir

l'envie, la passion et la compétence pour prendre ma place, je ne m'incrusterai pas, même si je reste passionné par ce que je fais. »

Vrai **regret** de la commune, celui de n'avoir pas été prise en compte correctement dans la nouvelle dotation générale aux communes, qui ferait perdre trois millions d'euros à Berchem. « Nous sommes en recours à la Cour constitutionnelle. Il y a un jeu politique incontestable qui ne veut pas prendre en compte une réalité de terrain. »

Côté politique, la législature écoulée n'a pas été de tout repos. Des échevins CD&V démissionnaires, tandis que l'opposition a vu son lot de départs : Marc Gilbert, tête de liste PS en 2012, a décidé de rejoindre la Liste du bourgmestre « parce qu'elle fait du bon travail, remplit

sa mission et réalise l'ensemble de son programme électoral... » Il est loin le temps où l'homme déclarait la majorité « poussiéreuse ». Au PS, Yonnec Polet, actuel chef de groupe, tirera la liste. Homme proche de Laurette Onkelinx, il est surtout devenu, voilà deux ans, vice-président de la Stib. « Berchem a besoin d'une gestion différente. Il ne faut pas la ranger dans les affaires garanties. Il peut y avoir une majorité alternative à l'équipe actuelle. » Yonnec Polet dénonce l'augmentation du chômage chez les jeunes : « Berchem est la seule commune de la Région où le taux de chômage des jeunes hommes est en hausse. Et rien n'est fait pour que ça change... » Le socialiste pointe aussi un **sentiment de ras-le-bol**, et des citoyens trop peu écoutés. « La population change, et le bourgmestre a du mal à l'accepter. Des quartiers sont laissés de côté. Il y a aussi une absence de politique de la jeunesse. Tous ceux qui ne sont pas dans des mouvements scouts sont abandonnés. C'est un cloisonnement digne d'un autre âge... » **PIERRE JASSOGNE**

CHIFFRES CLÉS	BERCHEM-SAINTE-AGATHE		RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE	
	2012	2017	2012	2017
Nombre d'habitants	22 931	24 701	1 138 854	1 191 604
Age moyen	39,2	38,3	37,5	37,4
Nationalités étrangères (en %)	17,3	19,2	32,6	34,8
	2011	2016	2011	2016
Taux d'emploi (en %)	57	55,7	48,3	49
Taux de chômage des 15-24 ans (en %)	31,3	28,1	34,4	30,8
Places en crèches (pour 100 enfants)	30,4	32,7	30,8	36,7
Voitures (pour 1 000 habitants)	396	365	458	410
	2010	2015	2010	2015
Revenu net médian (euros)	19 516	21 141	17 228	19 088
Bénéficiaires d'aides sociales (en %)	2,5	2,7	4,8	5,1
Nombre d'entreprises	1 358	1 594	82 606	97 173

SOURCE : IBSA

Di Rupo : coulisses
d'une sortie de scène

Un échevin MR payé
au noir à Linkebeek

Lecture et orthographe :
commander le français ?

LE VIF

l'express

SPÉCIAL IMMO

OÙ ACHETER

Maisons et appartements
à Bruxelles et en Wallonie

LE VIF 36^e année n° 10 - L'EXPRESS n° 3479 - hebdomadaire du 8 au 14 mars 2018 - BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711

0.18.10 >



5 4 14286 210520

VOICI COMMENT COMMENCE SA FIN

Elio Di Rupo a dû renoncer au mayorat de Mons, pour s'assurer de garder la main sur sa succession au Boulevard de l'Empereur, en 2019. Il espère d'ici là s'emparer de la présidence du Parti des socialistes européens. Plongée dans les coulisses d'une sortie de scène.

PAR NICOLAS DE DECKER

Un lundi de la fin de l'été dernier, à Bruxelles, à un demi-pas du Manneken-Pis, on a remarqué que l'orgueil était la seule vraie passion politique. Il fait très chaud, c'est la fin de la journée, Elio Di Rupo vient de sortir son livre, *Nouvelles conquêtes*. Il en profite pour rencontrer quelques journalistes et, en fait, pour se remettre dans le jeu, après un été tragique. Dans une moiteur qui paraît éternelle, on soupe avec quelques pâtes sans gluten et de l'épais vin rouge. On lui demande, pour voir, ce qu'il va faire à Mons. Les dents à peine desserrées, avec

cet air de mastiquer des cailloux qu'il se donne parfois, il lève la main et dit « ça se décidera en mars », comme pour passer à autre chose (autre chose étant « la trahison de Lutgen », « la vitalité du parti », et toutes ces choses bien connues de tous, même sans gluten).

La vérité, c'est qu'à ce moment, tout est déjà décidé pour Mons.

Ce n'est pas par gêne qu'il le tait, mais par orgueil.

Comment se faire coincer par Nicolas Martin

L'année terrible de 2017, ses affaires, ses mauvais sondages et sa rupture d'avec Benoît Lutgen, le 19 juin, ne laissent plus le choix à Elio Di Rupo. Il doit lâcher son hôtel de ville. Le rapport de force local lui est, pour la première fois depuis longtemps, défavorable. Nicolas Martin tient bien ses troupes. En juin 2015, il avait d'ailleurs pris la présidence de la Fédération socialiste de Mons-Borinage →

Dès ce jeudi 8 mars, « Voici comment commence sa fin » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Nicolas De Decker sur

canal Z

Poussé dans le dos
par Nicolas Martin,
Elio Di Rupo a dû s'effacer.

FREDERIC SIERAKOWSKI/ISOPIX



→ contre la volonté de Di Rupo. Il veut être bourgmestre de Mons depuis qu'il est tout petit, Nicolas Martin, et il aurait pu encore patienter jusqu'à 2024 si on lui avait, par exemple, garanti un ministère wallon. Mais depuis le 19 juin, Elio Di Rupo ne peut plus garantir grand-chose à grand monde. Alors, Nicolas Martin met la pression : il dit partout pendant longtemps ne pas craindre d'aller au duel contre son ancien mentor. Les statuts de l'Union socialiste communale montoise postulent que si deux candidats s'affrontent pour la tête de liste municipale, le perdant perd même le droit de se présenter à l'élection. Que l'on imagine Elio Di Rupo le perdre et devoir partir ou Elio Di Rupo le gagner de peu et devoir rester, la nécessaire issue d'un affrontement public aurait été, pour Elio Di Rupo, une formidable défaite. Si formidable qu'il en aurait, sans doute, à la fois perdu l'hôtel de ville de Mons et le Boulevard de l'Empereur de Bruxelles.

Alors, puisqu'il n'a presque pas le choix, et qu'il ne lui reste que l'orgueil, ça sera l'Europe, c'est décidé dès l'été, avec le périlleux espoir de battre le record francophone des voix de préférence (déjà le sien, avec 483 000 suffrages aux élections européennes de 2004), et ça se saura quand il l'a décidé, et donc pas avant. Tant pis si les mois qui suivront égrèneront en litanies les scandales locaux, devenus nationaux par le seul statut d'Elio Di Rupo, et si les départs montois, comme celui de sa cheffe de cabinet Ermeline Gosselin, partie diriger l'équipe de la bourgmestre de Soignies, brisent le suspense. Et puis, avec Nicolas Martin, ils espèrent casser le rythme, effréné, de la campagne de l'opposition libérale et sauver leur majorité rouge avant que les bleus de Mons en mieux n'aient le temps de se retourner. Il n'aura pas sauvé son mayorat, mais sans doute celui des socialistes, et il garde son orgueil, celui de peser sur le temps. Un congrès sur les questions européennes est donc convoqué dès cette fin d'été 2017. Il se tiendra début mars 2018.

Un congrès PS sur-mesure pour Elio Di Rupo, future tête de liste européenne, le 4 mars à Bruxelles.



Comment coincer Sergeï Stanishev

Le timing, à un an et demi d'élections européennes qui n'intéressent personne, est absurde. Sauf à considérer que le dimanche 4 mars, c'est juste avant le lundi 5 mars. Et le 5 mars est la date limite de dépôt des candidatures communales chez les socialistes montois. Il l'annonce au petit cercle de ceux qui comptent encore pour lui et de ceux pour qui il compte encore : il choisira ce moment pour dire qu'il conduira la liste socialiste aux européennes, et qu'il abandonne la tête montoise à Nicolas Martin. Dans ce cercle qu'il écoute encore un peu et qui l'écoute encore un peu, on le convainc de ne pas être si clair sur ses ambitions, et surtout pas si vite. Se dévoiler si tôt serait dangereux : il a certes bientôt 67 ans, mais il n'est pas encore question pour lui d'annoncer sa sortie de scène avec dix-huit mois d'avance. Le faux mystère entretenu à coups de « probablement »,

de « c'est une possibilité » et de « ce n'est pas impossible » autour de sa candidature aux européennes vient de là. Qu'on lui prête encore la volonté secrète de battre Nicolas Martin aux voix de préférence, ce qui est possible, voire de conserver le mayorat, ce qui est impraticable, sert encore sa cause. En politique, en effet, la mort survient aussitôt que l'ambition semble s'éteindre.

Mais si Elio Di Rupo a choisi de devenir député européen en 2019 parce qu'il ne pouvait plus être bourgmestre de Mons en 2018, ce n'est pas seulement parce qu'il avait dû devenir député européen en 1989 parce qu'il n'avait pas pu être bourgmestre de Mons en 1988. Guy Spitaels, à l'époque, lui avait offert ce siège pour éviter une guerre civile dans la fédération montoise. Trente ans après, Elio Di Rupo s'offre ce siège pour se passer d'une capitulation sans conditions et pour préserver ses positions. Mais aussi



PABLO GARRIGOS/ISOPIX

pour s'offrir de nouvelles conquêtes. En 2014-2015 déjà en effet, le Montois avait lorgné la présidence du Parti des socialistes européens (PSE). Il avait l'appui tacite de son ami François Hollande. On ne savait pas alors pareil appui équi-pollent à déconfiture. L'Allemand Martin Schultz s'y opposa, et y promut le terne Bulgare Sergeï Stanishev. Or, à la fin de cette année, ce mandat sera remis en jeu. Ni François Hollande ni Martin Schultz n'y participent désormais plus. Le Parti socialiste belge francophone n'est pas loin d'être le membre le moins malade de cette famille politique en état de décomposition avancée. Et Elio Di Rupo, vice-président de l'Internationale socialiste et ancien chef de gouvernement, dispose là d'un profil pas loin de l'idéal et d'une constellation politique pas loin du favorable. Son intention de « faire le tour des capitales européennes pour défendre le programme socialiste »

clamée le 4 mars au congrès de Bruxelles sonne comme un prétexte à campagne d'officines, pleine de repas discrets et de pactes secrets.

Comment coincer Paul Magnette

Mais l'affaire n'est pas uniquement étrangère, pour Elio Di Rupo. Elle est aussi intérieure, voire interne. Son dé-gagement contraint de Mons l'assure de conserver la présidence du parti jusqu'au terme prévu, 2019. Bien sûr, l'assurance avait déjà été souscrite au début de l'été, lorsqu'il pactisa avec les députés-bourgmestres contre Paul Magnette sur la question du décumul, que les premiers ne voulaient que financier et que le second exigeait intégral. Et si, après le coup de Benoît Lutgen, le bourgmestre de Charleroi envisagea un temps, successivement, de prendre une impossible présidence de parti, puis d'en fonder un improbable nouveau, il a rapidement ravalé ces incertaines velléités, et est rentré dans le rang. Il s'estime, pas sans légitimité, être le seul successeur plausible. Donc, Paul Magnette attend. Il attend que s'entendent la raison et le sentiment d'Elio Di Rupo. Il attend, temps suspendu entre l'espoir et la crainte. Il sait, au moins, qu'il mènera la liste socialiste aux législatives dans le Hainaut, et que, dans son arrondissement carolo désormais fusionné avec celui de Thuin, c'est Paul Furlan qui devrait tirer l'équipe socialiste. Mais il ne sait pas grand-chose d'autre, tous comptes faits.

Car cette fois, en dehors des murs de Mons, et au-delà des frontières du Borinage, Elio Di Rupo a encore un peu le choix. Comme il garde toujours cet orgueil et une certaine maîtrise du temps,

il pourra décider de ce que seront ces mois de campagne, entre les communales d'octobre 2018 et les législatives, régionales et européennes de mai 2019.

A Charleroi, semblant de rien, on espère un scénario montois à l'échelle nationale : celui de la *blitzkrieg*, cette guerre éclair qui casse les lignes adverses et assure d'une victoire surprise. Il verrait Elio Di Rupo, fraîchement désigné président des socialistes européens, céder anticipativement, fin 2018 - début 2019, la présidence des socialistes belges à Paul Magnette. Dans l'urgence, les puissants députés-bourgmestres laisseraient faire, remettant leur éventuel sursaut d'orgueil à après une éventuelle défaite en mai, voire à jamais après une éventuelle victoire.

Mais Charleroi redoute aussi cette année et demi qui vient parce qu'elle pourrait compromettre la succession alléguée. Elio Di Rupo, en effet, est désormais lancé dans ce qu'il fait le mieux : une campagne de terrain, pleine de selfies et de sourires. Depuis quelques semaines, il se remet à multiplier les apparitions dans tout le collège électoral francophone. Qu'il reste président jusqu'à 2019, avec une récolte historique de voix de préférence et un résultat pas trop piteux coincerait Paul Magnette. C'est alors Elio Di Rupo, comme en 2014, qui négocierait les éventuelles participations gouvernementales et les éventuelles désignations ministérielles, comme un testament politique dont Paul Magnette ne serait, au mieux, que l'exécuteur forcé.

On n'ignore pas non plus, à Charleroi où l'on s'est disputé avec une bonne moitié du parti, que dix-huit mois donnent le temps de construire une contre-candidature à une succession pas si bétonnée que ça. Parce qu'à l'échelon national, le rapport de force interne est aujourd'hui moins favorable à Paul Magnette qu'il ne l'était hier à l'échelon montois pour Nicolas Martin. Et que jamais l'orgueil d'Elio Di Rupo ne frappe si fort que lorsque sa raison sait que la force est de son côté. ♦

**En politique,
la mort survient
aussitôt que l'ambition
semble s'éteindre**

Le calvaire belgo-libyen du prince Laurent

LE VIF

l'express

LA FLANDRE
RACHÈTE LA BELGIQUE

Sporting d'Anderlecht, Durbuy, Paire Daiza...
Les dessous de la stratégie des patrons du Nord

LE VIF 36^e année n°11 - L'EXPRESS n° 3480 hebdomadaire du 15 au 21 mars 2018
BEL/LUX 5,70 € - P509558 - ISSN 0774-2711

01811 >



5 4 14286 210520

GIAL : OÙ SONT LES AVIS JURIDIQUES ?

L'ancienne présidente de Gial, Karine Lalieux (PS), ne dispose pas des consultations juridiques sur lesquelles elle s'est pourtant appuyée pour prolonger le contrat litigieux de son directeur du développement.

PAR LAURENCE VAN RUYMBEKE

Les avis juridiques sur lesquels le conseil d'administration de Gial s'est fondé pour prolonger le contrat de Michel Leroy, son directeur du développement payé d'après factures pendant dix-huit ans, ne portaient pas sur la nécessité – ou non – de lancer un marché public pour ses services. Ils visaient uniquement à mesurer si ce contrat risquait un jour d'être requalifié en contrat de salarié. Il n'est donc pas formellement correct d'en déduire que « le contrat de Michel Leroy n'était pas problématique au regard de la légalité », comme l'ont plusieurs fois affirmé les deux échevins socialistes bruxellois Karine Lalieux et Mohamed Ouriaghi, ancienne et actuel président(e) du conseil d'administration de Gial. Car l'absence de procédure de marché public pour ce poste est bien problématique.

La première consultation juridique relative à ce contrat, datée de 2008, a été effectuée par M^e Daniel Mommens, avocat spécialisé en droit social. Que dit exactement ce document ? Impossible de le savoir. Car nul ne paraît aujourd'hui en disposer et M^e Mommens est entretemps décédé. « Il semble que la consultation juridique soit introuvable dans les archives de Gial », a précisé Karine Lalieux, au Vif/L'Express. Ce que l'on confirme chez Gial. Elle-même, présidente de Gial entre 2006 et 2012, ne dispose que d'une note de l'administrateur

délégué de l'époque, Jean-Marc Goeders, « recommandant le maintien de M. Leroy sous contrat de consultance ». C'est en tout cas de cette manière que Karine Lalieux a présenté les choses. Car la très synthétique note de Jean-Marc Goeders n'est pas aussi précise, selon les informations recueillies par Le Vif/L'Express.

« L'urgence d'assurer la continuité du service justifiait cette manière de faire, a rappelé Karine Lalieux en conseil communal, le 26 février dernier. Lorsqu'on vous présente un contrat, en partie rédigé par un avocat spécialisé qui le valide, vous sentez en droit de le signer sans penser encourir un reproche d'illégalité. »

La seconde consultation juridique demandée par l'alors présidente Karine Lalieux date de 2012 et émane du bureau d'avocats Exelia. Elle conclut au faible risque de requalification du contrat de Michel Leroy mais ne se prononce pas non plus sur la question de l'absence de marché public. Telle n'est d'ailleurs pas la demande : le bureau précise en effet que la question pour laquelle il est consulté ne porte que sur le risque de requalification de ce contrat. Karine Lalieux affirme ne pas disposer de ce document, mais seulement d'une synthèse rédigée par Jean-Marc Goeders.

Résultat de ces avis juridiques incomplets sur le fond et manifestement difficiles à obtenir : ni en 2008, ni en 2012, le contrat de Michel Leroy, tant décrié aujourd'hui, n'a été modifié. « Principalement, a détaillé Karine Lalieux en conseil communal, parce que l'intéressé ne le souhaitait pas, et que son profil était extrêmement rare sur le marché de l'emploi. » Les inspecteurs de l'ONSS à pied d'œuvre chez Gial en jugeront. ♦

Karine Lalieux défend notamment « le profil extrêmement rare » de Michel Leroy.



JEAN MARC QUINET/REPORTERS

MR-PS : préparatifs
de mariage pour 2019 ?

Les coulisses belges
de l'affaire Ramadan

Neandertal, ce cousin
pas tellement éloigné

LE VIF

l'express



Arnaud
Beltrame

Emma
Gonzalez

Rose
McGowan

LE RETOUR DES HÉROS

- Pourquoi ils sont réhabilités
- Qui l'est vraiment, qui ne l'est pas

LE VIF 36^e année n° 14 - L'EXPRESS n° 3483 - hebdomadaire du 5 au 11 avril 2018
BEL/LUX 5,70 € - PS09556 - ISSN 0774-2711

01814 >



5-4-14286-210520



MR-PS LE POSSIBLE MARIAGE



Les sourires sont crispés lors de la passation de pouvoir au Seize entre Elio Di Rupo et Charles Michel, en octobre 2014. Trois ans et demi après, l'ancien et le nouveau se reparlent de façon plus sereine.

WOUTER VAN VOOGEN/ID PHOTO AGENCY

Libéraux et socialistes ont rétabli de bonnes relations humaines et se revoient régulièrement. Certains espèrent une grande alliance en 2019 pour affronter les défis de la Wallonie et de Bruxelles. Il reste une opposition forte, mais les lignes bougent. Les ténors s'expliquent au Vif/L'Express.

PAR OLIVIER MOUTON

L'indice est lancé incidemment, en marge d'une interview sur un tout autre sujet. Soudain, ce ministre libéral francophone s'épanche : « L'idéal pour moi, après les élections de 2019, serait une coalition entre le MR et le PS. Pour se donner les moyens d'affronter les enjeux qui nous attendent sur le plan budgétaire et socio-économique. Et avec Ecolo en plus, pour apporter une touche de fraîcheur. » Le propos se répand officieusement, depuis quelques semaines, dans les coulisses du parlement de Wallonie. Où il suscite à la fois de l'incrédulité et de la curiosité.

Ce scénario réveille des aspirations similaires formulées, tant au MR qu'au PS, surtout à Liège et à Namur mais moins à Charleroi, avant les précédentes régionales et législatives de 2014 : il est urgent d'unir toutes les forces vives francophones, car l'heure est grave. On sait comment le vent a tourné après le scrutin : le mariage précipité entre le PS et le CDH en Wallonie et à Bruxelles, après des approches avortées entre libéraux et humanistes, le refus des mêmes humanistes de dépérir au sein d'une tripartite francophone à tous les niveaux de pouvoir, puis la folle aventure de

Charles Michel, qui prend le risque de diriger un gouvernement fédéral avec trois partis flamands, dont la N-VA. Autant d'événements et manœuvres qui ont durablement fracturé le camp francophone.

L'idée d'une grande coalition MR-PS élargie, sorte d'union sacrée francophone, peut paraître anachronique, à l'heure où le MR se gargarise de tout ce qu'il peut réaliser à la tête de ses majorités sans socialistes, fédérale et wallonne. Le PS, lui, radicalise son discours pour tenter de retrouver la confiance de citoyens outrés par les scandales et récupérer les parts de marché perdues au profit du PTB et d'Ecolo, en canonnant « le gouvernement MR/N-VA ». Pour autant, alors que la nervosité croît en vue des joutes de 2018 (communales) et de 2019 (législatives, régionales et européennes), les derniers sondages du printemps illustrent à quel point l'hypothèse d'une aventure bleue-rouge n'est pas si folle. Le MR et le PS perdent des plumes, mais les socialistes redressent la tête après leur chute libre de l'après-Publifin. Les deux forces structurent un paysage politique plus éclaté que jamais et se disputent férocement la première place du podium tant en Wallonie qu'à Bruxelles. Ecolo, dans l'état actuel des choses, est le grand vainqueur. Le PTB se tasse quelque peu, le CDH reste faible même s'il fait mine de survivre et DéFI progresse, tout en restant un cran au-dessous au sud du pays. Alors, MR-PS-Ecolo, pourquoi pas, finalement ? →

Dès ce jeudi 5 avril, « MR-PS : le possible mariage » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Olivier Mouton sur

canal **Z**

→ Les ténors des deux partis que *Le Vif/L'Express* a longuement interrogés ne ferment pas la porte au mariage MR-PS après 2019, même s'ils jugent l'idée forcément prématurée. Tous confirment que leurs relations se sont normalisées, laissent entendre que les plaies de 2014 sont cicatrisées et évoquent même des échanges plus constructifs, par-delà les vociférations médiatiques. Ce qui sépare les deux partis reste bien sûr plus important que ce qui les unit, dans un contexte politique de polarisation exacerbée. Le MR avoue toujours privilégier la poursuite de coalitions de droites et le PS espère la mise en place de majorités

en trois temps, autour de la « mère de toutes les élections », en 2014. Un : la campagne électorale, virulente, emmène les poids lourds des deux formations, Charles Michel (MR) et Paul Magnette (PS), à se regarder en chiens de faïence et à multiplier les attaques personnelles. Deux : juste après le scrutin, la mise en place de coalitions asymétriques du côté francophone provoque des rancœurs inédites sur fond d'accusations de mensonges et de trahisons. En remettant à Michel les clés du 16, rue de la Loi, le Premier ministre sortant, Elio Di Rupo (PS), exprime une profonde amertume, persuadé que le MR mène le pays au bord

mois plus tard, c'est le chef de file bruxellois du MR, Didier Reynders, toujours meurtri par ses déboires face au clan Michel, qui se promet de renouer le dialogue avec les socialistes. Dans les déclarations médiatiques des uns et des autres, les liens restent à couteaux tirés. Mais on ne hurle plus autant au Parlement. Trois : paradoxalement, la « trahison » du CDH Benoît Lutgen, qui lâche le PS sans crier gare, en juin 2017, est le chaînon qui manquait pour... rapprocher libéraux et socialistes. Le MR se marie en jubilant avec le CDH à Namur, mais plusieurs de ses membres expriment des réserves au sujet de la volte-face humaniste.

Aujourd'hui, donc, libéraux et socialistes se reparlent. « J'ai de bons contacts personnels avec mon homologue Olivier Chastel, souligne Elio Di Rupo. Il n'y a aucun ministre libéral avec lequel j'ai des tensions personnelles. Chaque fois que j'ai eu à discuter avec le Premier ministre, nous l'avons fait avec franchise. Chaque jeudi, nous sommes ensemble à la Chambre et les séances traînent au-delà du raisonnable, nous avons le temps de parler. J'accorde beaucoup de prix à des relations humaines de qualité, de respect et de confiance avec tous les partis démocratiques. C'est important de ne jamais mentir, de ne jamais jouer au roublard, parce qu'on le paie tôt ou tard. » « J'ai une excellente relation humaine avec Elio Di Rupo, acquiesce Olivier Chastel, j'ai la chance de lui parler souvent à la Chambre, sans agressivité, de politique générale voire, d'enjeux francophones. »

Dans l'intérêt des Bruxellois

Dans un entretien au *Soir*, fin février dernier, Didier Reynders, chef de file MR à Bruxelles et candidat ministre-président régional après 2019, ouvrait la porte à la N-VA pour un futur gouvernement bruxellois. Sans pour autant exclure le PS : « De la lutte des classes, il est passé depuis longtemps à la lutte des places. » Outre Bart De Wever, il affirmait avoir



Vincent De Wolf, chef de file MR au parlement bruxellois, snobe le ministre-président PS, Rudi Vervoort. Dans la capitale, les tensions entre les deux partis sont plus fortes.

progressistes et alternatives. Ce n'est pas encore l'amour fou, mais plusieurs dossiers stratégiques pourraient rapprocher les deux premiers partis francophones, en plus de l'arithmétique et de la volonté de stabiliser les institutions francophones.

Des relations normalisées

Sur fond de lutte pour le leadership francophone, la dégradation des relations entre socialistes et libéraux s'est jouée

du gouffre. Trois : dès ce moment, les règlements de compte s'enchaînent. Les différentes majorités peinent à travailler ensemble.

La « réconciliation » se fait, elle aussi, en trois temps. Un : fin avril 2015, deux « sages », Louis Michel (MR) et Jean-Pascal Labille (PS), lancent un appel au calme. « Rien n'est cassé définitivement, dit le premier. C'est inscrit dans les astres que libéraux et socialistes seront amenés à retravailler ensemble. » Deux : quelques



Didier Reynders (MR) et Laurette Onkelinx (PS), Liégeois de cœur et Bruxellois d'adoption, ont lancé un « lobby » pour défendre les intérêts de la capitale par-delà leurs divergences. Ils se voient régulièrement.

NICOLAS MAETBERLINGK/BELGAIMAGE

vu récemment Elio Di Rupo et Laurette Onkelinx, présidente de la Fédération bruxelloise du PS. Réplique de cette dernière, dans les colonnes du même quotidien : « Ce n'est pas étonnant de l'entendre dire qu'il est candidat à la ministre-présidence, car Didier Reynders est un éternel candidat [...]. Je dirais qu'il est sa propre ambition. » Ou encore : « Il faut pouvoir dire que si le MR était une plus-value pour Bruxelles, ça se saurait... » Ambiance.

Au Vif/L'Express, Laurette Onkelinx ne retire aucun de ses propos. Mais elle raconte aussi pourquoi PS et MR se retrouvent régulièrement au sein d'un « lobby » probuxellois qui regroupe des représentants de tous les partis démocratiques de la capitale, pour œuvrer en faveur des intérêts stratégiques de la ville et lutter contre le « Brussels bashing ». Autour de la table, pour le PS : elle-même et Rudi Vervoort, le ministre-président régional. Pour le MR, Didier Reynders et Vincent De Wolf, chef de

groupe au parlement bruxellois, dans l'opposition.

« J'ai toujours pensé que dans l'intérêt des Bruxellois, les hommes et les femmes de tous les partis démocratiques devaient pouvoir se parler, souligne Laurette Onkelinx. Et, malgré les différences, soutenir ensemble des projets. Nous avons décidé dernièrement tous ensemble – c'est un collectif, un peu à l'image d'E-change, le tout récent nouveau mouvement politique –, de transformer la caserne d'Etterbeek-Ixelles en kots

d'étudiants. L'idée était née avec l'ULB, mais nous avons fait en sorte que ce projet soit accepté et soutenu à tous les niveaux de pouvoir, pour dépasser les contingences de partis et les majorités différentes. On a aussi accompli un travail pour prendre le pouls de la Région. Par l'intermédiaire du lobby, un contrat a été passé avec la Fondation Roi Baudouin pour lancer BruVoices, qui demande aux Bruxellois ce que leur ville représente pour eux. Il ressort déjà que trois quarts de la population de la capitale est très fière de son identité culturelle plurielle. On est loin de ce que raconte la N-VA. »

Le parti nationaliste flamand et le PTB, qui n'ont pas de Bruxellois dans des exécutifs, sont les deux seuls qui ne font pas partie de ce lobby.

Des considérations stratégiques

Si l'on se parle dans l'intérêt des Bruxellois, on devrait davantage se parler, aussi, dans l'intérêt des Wallons alors qu'en →

« J'accorde beaucoup de prix à des relations humaines de qualité »

Elio Di Rupo



CHRISTOPHE LICOPPE/PHOTO NEWS

Les ministres-présidents wallon, Willy Borsus (MR), et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Rudy Demotte (PS) : les majorités asymétriques ont posé trop de problèmes durant cette législature.

→ 2024 débute la disparition progressive de la solidarité venue de Flandre, en vertu de la loi de financement adoptée lors de la sixième réforme de l'Etat. C'est dire combien la législature 2019-2024 sera décisive. « Nous devons trouver au bas mot 600 millions d'euros, glisse notre ministre libéral favorable à une alliance MR-PS-Ecolo. Il sera indispensable d'unir nos forces. »

« Mon sentiment profond, c'est que l'intérêt des francophones, Bruxellois et Wallons, serait qu'à l'avenir, il puisse y avoir des correspondances en matière de formations gouvernementales, estime pour sa part Elio Di Rupo. On voit ce qu'a coûté l'asymétrie des compositions de gouvernements entre le fédéral et les Régions durant cette législature. » L'ancien Premier ministre n'aime pas

pour autant l'idée d'une « union sacrée » et refuse de se prononcer a fortiori en faveur de l'une ou l'autre coalition. Tout dépendra du contenu. « Nous ne pourrions pas nous allier avec X ou Y s'il s'agit de mener la politique du gouvernement MR/N-VA telle qu'on la voit aujourd'hui. La coalition dépendra du contenu d'un programme qui devra être alternatif, radicalement différent. » Mais il insiste sur la « stabilité » des institutions francophones et leur « dynamisme ».

La répartition des cartes par les électeurs sera décisive. Forcément, et heureusement. « Les jeux seront sans doute plus ouverts qu'il y a cinq ans, relève Olivier Chastel. On voit, sondage après sondage, qu'on risque d'assister à grand morcellement de la gauche. » Une pique. Et un constat : il vaut peut-être mieux pré-

parer le terrain d'une grande alliance, que de guérir face à l'urgence ? « Le morcellement des voix est une nouvelle donne, reconnaît Di Rupo. Le gouvernement que j'ai présidé était quand même le plus compliqué qu'on puisse imaginer : j'ai dû faire des réformes institutionnelles avec huit partis et un exécutif avec six. C'est l'art de la politique, avec cette condition que chaque formation politique doit accepter de comprendre l'autre et d'avancer. »

Une coalition de droite ou progressiste

Le mariage des « camarades » libéraux et socialistes est pourtant loin d'être l'option numéro un, de part et d'autre. Du moins officiellement, à l'heure d'entamer une rude année et demi de cam-

pagne électorale. Nos interlocuteurs avancent leurs pions pour se positionner.

« En Wallonie, nous avons dix-huit mois pour imprimer une ligne différente de celle de la coalition précédente PS-CDH, plaide Olivier Chastel. Le gouvernement de Willy Borsus le fait bien pour l'instant. Si les conditions le permettent, je suis prêt à repartir sur cette voie-là. » Le ministre-président wallon a lui aussi exprimé ce souhait. « Je n'ai pas caché non plus que la coalition fédérale actuelle traduit parfaitement le programme du MR. Certains ont beau affirmer que nous sommes à la remorque de la N-VA, en trente ans de politique, je n'ai jamais connu une coalition qui nous était aussi favorable. Nous avons dit dès le début qu'on verrait en fin de législature les résultats positifs des politiques socio-économiques que nous avons lancées. Et j'ai le sentiment que nous ne nous sommes pas trompés. Si on peut repartir dans une coalition qui traduit notre cap de la même façon, je signe à deux mains. » En clair, le MR est repartant pour des mariages à droite. Avec ces mots qui ont toute leur importance : « Si c'est possible... ».

Laurette Onkelinx, elle, est favorable à un mariage progressiste, pour lutter contre les populismes : « Il y a une grande peur de l'avenir, de la globalisation, de la paupérisation... Les électeurs n'acceptent plus les discours mous, de compromis, les "moi j'irais bien avec un tel, le MR pourquoi pas"... Je veux défendre des propositions radicales. Le monde a changé, il est normal qu'on fasse des propositions nouvelles sur l'emploi, le temps de travail, l'écosocialisme... Il faut faire rêver et on ne peut le faire qu'avec des idées fortes et crédibles, pour lesquelles on peut se battre. Envisager une alliance avec le MR ? Ce n'est ni l'heure, ni le moment et ça ne m'intéresse même pas. Mon choix prioritaire sera toujours en faveur d'une majorité progressiste, même si le MR n'est pas un parti anti-démocratique. »

« Le fond du fond que le PS ne pourrait jamais accepter, c'est la double destruction

actuelle de la sécurité sociale et des services publics », martèle pour sa part Elio Di Rupo. Qui multiplie les exemples des politiques sur lesquelles il compte revenir si le PS revient au pouvoir : la pension à 67 ans, la pension à points, les flexi-jobs, les coupes sombres dans les soins de santé... « Ce serait compliqué avec le partenaire libéral, mais la politique est l'art du possible. Il ne faut jamais dire jamais et ne pas désespérer. »

Le président du PS intègre aussi, dans ses calculs, la présence du PTB et sa probable difficulté à entrer dans une majorité, n'en déplaise à la FGTB wallonne qui plaide pour une coalition PS-Ecolo-PTB « si c'est possible ». « Cette gauche populiste reste au balcon, déclare Elio Di Rupo. Elle formule des propositions inapplicables qui tourneront à vide. Et prétendre ne monter au gouvernement que quand les traités européens seront modifiés, c'est lâche : certains responsables du PTB seront probablement pensionnés quand ça arrivera, si ça arrive un jour. » Il ne faut pas oublier la N-VA, non plus, qui pourrait imposer en 2019 un retour du communautaire, ajoutez-il. Une fameuse équation est en vue.



Georges-Louis Bouchez (MR), le trouble-fête montois. « Ce n'est pas un exemple à généraliser », dit Elio Di Rupo.

Le laboratoire des communales

« J'ai toujours connu, au MR, des partisans de la grande coalition avec le PS, sourit Olivier Chastel. Ils cultivent la philosophie d'une relation plus tranchée avec les socialistes, empreinte d'une franchise spontanée. Mais d'autres ont un sentiment antisocialiste plus marqué. Au PS, je ressens un peu la même ligne de partage. »

Outre l'urgence des réformes à mener en Wallonie et à Bruxelles, ou la nécessaire stabilité francophone, d'autres arguments favorables à un rapprochement sont apparus au fil de nos discussions. Les valeurs de l'Etat, par exemple. « Je suis heureuse que mon parti affirme clairement – et le MR aussi ! – que la laïcité ou l'égalité hommes/femmes sont des principes intangibles, qui doivent être inscrits dans un préambule de la Constitution, clame Laurette Onkelinx. Il ne faut pas avoir peur de dire que le communautarisme et l'enfermement communautaire sont inacceptables. » Un travail commun a d'ailleurs été entamé à la Chambre sur ce sujet symboliquement lourd. Parce que, sur ce terrain comme dans d'autres, il est possible de collaborer par-delà les majorités ?

Dans tous les cas, 2018 propose un scrutin local où les deux partis s'affronteront avec virulence, comme à Mons, où le bouillonnant George-Louis Bouchez (MR, Mons en mieux) veut briser la majorité absolue du PS. « Au niveau local, il y a pas mal d'endroits où les coalitions MR-PS se passent bien parce qu'il y a du respect mutuel et de la confiance, constate le bourgmestre Elio Di Rupo, qui devrait y céder sa place à Nicolas Martin. A Mons, après quinze ans d'un travail de grande qualité PS-MR, nous avons rompu en raison de la personnalité du chef de file MR. Si c'était un autre caractère, nous aurions peut-être pu continuer. Mons ne peut pas être pris comme exemple à généraliser. »

Une façon, donc, de garder la porte ouverte à l'une ou l'autre noce rouge et bleu. ♦

CÈNE DE MÉNAGE

À TROIS

Jamais ce que l'on mange n'a été aussi politique. Le Vif/L'Express a invité trois politiques qui ont un œuf à peler à ce sujet. Au menu : la guerre culturelle que se livrent droite dürum et gauche caviar autour de nos assiettes.

PAR NICOLAS DE DECKER •
PHOTOS : DEBBY TERMONIA

On a voulu les réunir tous les trois, autour d'une table avec des plats dessus, pour parler de leur rapport, comme hommes politiques, à la nourriture pour prolonger notre dossier « Notre assiette : enjeu politique » (*Le Vif/L'Express* du 22 mars dernier). Alors on a invité Hassan Bousetta, Christos Doulkeridis et Alain Destexhe à casser la graine. Hassan Bousetta, conseiller communal socialiste à Liège, parce qu'il est professeur de sociologie à l'université de →



Autour d'une table, de droite à gauche : Christos Doulkeridis (Ecolo), Alain Destexhe (MR) et Hassan Bousetta (PS).



→ Liège, et qu'il publie des bouquins en anglais chez Routledge sur les migrations. Christos Doulkeridis, écologiste ixellois, parce qu'il est fasciné par la cuisine, pionnier du slow food, et qu'il prépare deux livres culinaires, un sur les recettes grecques de sa maman et l'autre sur l'histoire du mezze, cette apéritive tradition levantine que chacun, désormais, connaît. Et Alain Destexhe, libéral ixellois, parce qu'il fait des vidéos avec Drieu Godefridi, qu'il y explique que notre culture traditionnelle est menacée. Et il n'y a rien de plus culturel que ce que l'on mange.

On était certain qu'ils avaient des choses à dire, et on avait, au départ, voulu leur faire partager un dürüm, parce que celui-ci est devenu comme une bannière pour ceux qui, à droite, dénoncent la perte de notre identité plutôt blanche – mais pas comme la sauce – et forcément chrétienne, celle des fritkots et des chicons au gratin. Mais comme, au fond, on est sympa, on a préféré les inviter dans une petite merveille de restaurant, place de la Liberté, au cœur de la capitale, De Bruxelles et d'ailleurs. Jean-Louis, ancien ouvrier de l'automobile devenu restaurateur après la délocalisation de son usine, y fait composer par Benjamin, son chef, des mets mélangés de partout sous un grand portrait de Barack Obama et à côté d'un fier buste de Thomas Sankara. « Ce qu'on prépare, ici, c'est le meilleur de la mondialisation. Le dürüm, c'est le pire », résume d'ailleurs assez bien Jean-Louis. Avec les autres commerçants du quartier, il a obtenu de la Ville de Bruxelles de pouvoir disposer, le premier week-end de juin, du Cirque royal, pour y tenir un festival de la diversité, avec Saule, le Grand Jojo, du hip-hop, du reggae et des djembés. Étrangement, De Bruxelles et d'ailleurs est aussi le restaurant favori de Theo Francken, populaire apôtre de cette droite dürüm qu'étrangle un sentiment d'insécurité culturelle.

Ce jeudi-là, donc, Alain Destexhe est arrivé pile à l'heure convenue. Il avait déjà dîné, et ne pouvait rester qu'une



Un écologiste au pain pas sec et à l'eau.

heure. Alors, dès que Christos Doulkeridis a débarqué, on a essayé de lui faire dire si, chez lui, positionnement politique et habitudes alimentaires étaient liés. « Je vais vous répondre tout de suite, comme ça on pourra passer à autre chose : non ! Je ne vois pas en quoi il y aurait des mets liés au libéralisme conservateur. On peut être conservateur et ouvert sur le monde. Moi, je suis cosmopolite et ouvert

« Au fond, je suis plus préoccupé par l'américanisation que par la dürümisation de notre nourriture »

Alain Destexhe

à toutes les nourritures. Je ne vois pas de problème à bouffer du couscous, des merguez... Mais pour moi, le multiculturalisme ce n'est pas lié à la bouffe, c'est un détail ça. Ce qui est en jeu, c'est l'adhésion à des valeurs et à une histoire communes », a déclaré Alain Destexhe, dont le fils aime beaucoup les dürüms.

Mais, « pour nous faire plaisir et parce qu'on n'était pas là pour être gentil », il avait « cherché une occasion où la nourriture a eu une influence sur la politique belge », et il a trouvé un exemple qui lui a permis de se disputer avec Christos Doulkeridis en attendant la venue d'Hasan Bousetta qui était en retard : la crise de la dioxine.

– En 1999, elle a eu comme conséquence de faire venir les écolos au pouvoir, ce qui n'était pas prévu puisqu'il y avait un accord entre les libéraux et les socialistes, et l'arithmétique a fait qu'on a été obligé de constituer un gouvernement avec les écolos. Et alors, permettez-moi d'être méchant une seconde, mais ça a eu deux conséquences néfastes. La politique d'immigration a été déplacée vers la gauche, et Isabelle Durant a ouvert la boîte de Pandore du survol de Bruxelles, a lâché Destexhe.

– Mais ca c'est plutôt chouette. On a fait passer le droit de vote, la régularisation..., l'a interrompu Doulkeridis.

– Voilà, le droit de vote, le regroupement familial, l'accès à la nationalité..., a continué Destexhe.

– ...et les droits pour les homosexuels, a ajouté Doulkeridis.

– Ne mélangeons pas tout ! a soufflé Destexhe.

Et c'est là que la bagarre a commencé. – Ce n'est pas un mélange ! s'est énervé Doulkeridis en se servant un verre de Spa Reine, c'est une série d'enjeux que je considère comme assez libéraux, mais pas dans le sens économique, dans celui d'une plus grande ouverture des droits. C'est l'héritage d'un libéralisme des Lumières par lequel on essaie de s'adapter à l'époque et à la société. Pour moi, augmenter le nombre des gens qui peuvent

bénéficiaire du droit de vote, la régularisation des sans-papiers, l'accès à des droits égaux pour des gens qui appartiennent à des minorités sexuelles, c'est l'héritage d'un libéralisme auquel je peux m'identifier sans aucune difficulté comme écologiste.

– Tu mélanges deux problématiques qui n'ont rien à voir, a coupé Destexhe, qui avait terminé son café. Les débats éthiques, droits des homosexuels, etc., qui étaient bloqués depuis des décennies par la famille sociale chrétienne. L'ouverture se serait produite, avec ou sans les écolos. Ces avancées auraient eu lieu. Par contre, la politique d'immigration n'est pas liée à une politique libérale, c'est un choix de société qui a été fait parce que le rapport de force au sein de cette coalition était celui-là. Donc, je ne mélange pas les deux !

Haro sur le dürüm ?

A ce moment est arrivé Hassan Bousetta, et Alain Destexhe a dit « bonjour monsieur Bousetta, alors la droite arrive à l'heure, la gauche est en retard, hum hum ? ». Le Liégeois s'est assis et a souri en avançant sa « circonstance atténuante : je viens de Liège », et il a pris la bouteille de San Pellegrino que Jean-Louis venait de poser sur la table.

On s'est alors senti autorisé à poser la question qui tue, celle pour laquelle on avait composé cette cène de ménage à trois : faut-il lutter contre le dürüm ?

– Non, pas contre le dürüm en lui-même, a tout de suite informé Destexhe, mais, par contre, on doit lutter contre le type de commerces et de restaurants qu'on ouvre dans certains endroits de la ville. Par exemple ici à Bruxelles, dans le centre-ville, autour de l'hôtel de ville et de la Bourse, n'avoir que, ou avoir beaucoup d'établissements de type « dürüm », c'est regrettable. On doit veiller à une certaine diversité et à une certaine qualité.

– Encore une fois c'est marrant de jouer le libéral de service là-dessus, mais quand il y a une ouverture de commerce,

« S'il y a des gens qui combattent le dürüm, c'est parce qu'il représente une forme de diversité visible »

Hassan Bousetta

généralement, c'est une rencontre entre une offre et une demande. Les pouvoirs publics doivent un peu planifier ça. Autour de la Grand-Place, il y a surtout de fausses chocolateries belges qui sont tenues par des Chinois qui tiennent tout le marché, et des fausses boutiques touristiques, comme dans beaucoup d'autres coins des grandes villes, ce n'est pas un phénomène typiquement belge, l'a repris Doulkeridis.



Un libéral au bar.

– Ce n'est pas un phénomène bruxellois, c'est un phénomène aujourd'hui qui touche tout le monde. Tu vas à Bastogne, à Eupen..., a commencé Bousetta.

– A Verviers..., a ajouté Doulkeridis.

– Verviers, c'est plus compréhensible, car elle est marquée par pas mal de migrations depuis les deux dernières décennies. Le problème n'est pas, me semble-t-il, de se battre contre le dürüm, qui est un phénomène lié au marché, qu'il faut sans doute réguler et encadrer. Mais il y a des gens qui se battent contre le dürüm pour d'autres raisons, vous l'évoquez dans votre récent dossier du Vif, a relevé Bousetta.

– Il y a une bataille idéologique engagée par une certaine droite, a opiné Doulkeridis.

– Elle est plus encore identitaire qu'idéologique... S'il y a des gens qui se mobilisent, d'une manière hostile, contre la consommation de pitas, de dürüms ou de viande halal, contre une diversification culturelle qu'on ne veut pas voir, ça ne veut pas dire pour autant que les acteurs de cette pratique en font un étendard culturel. Il n'y a aucune raison de faire du dürüm une sorte d'étendard gastronomique ou de modèle de l'identité des minorisés. Ce n'est pas l'enjeu. Ce qui est intéressant dans ce débat, c'est que l'alimentation c'est un phénomène social total. Il ouvre toutes les perspectives de la société. Il y a les gens qui veulent résister à des changements de manière assez paradoxale, parce que souvent ce sont les mêmes qui veulent la globalisation, le cosmopolitisme, mais qui, en même temps, ne veulent pas en assumer les conséquences... Et si c'est un fait social total, ça renvoie aussi à toutes les difficultés économiques, sociales, culturelles, de l'immigration, a suggéré Hassan Bousetta.

Et tout le monde a regardé Alain Destexhe.

– Qui ça en Belgique ?, a-t-il interrogé les autres.

– Si des gens combattent sur le plan identitaire contre le dürüm, c'est →

→ parce que le dürüm présente une visibilité, a précisé Boussetta.

- Mais est-ce qu'il y en a ? a insisté Destexhe.

Fritkots et halal

Puis Jean-Louis est arrivé avec un succulent sashimi de bar avec de la mangue et toutes sortes d'épices à se partager, et ça a un peu détendu l'ambiance, mais Alain Destexhe n'en a pas pris parce qu'il n'avait pas faim.

- Ah, le dürüm si je le prends de manière large, comme un établissement qui vend de l'alimentation différenciée, le halal aussi en fait partie. Je viens de Liège. Sur l'île d'Outremeuse, la presse a récemment fait des papiers pour déplorer qu'il n'y ait plus de boucherie traditionnelle... Pendant tout un temps, tu as eu des débats. Donc, il y a des gens qui sont mobilisés là-dessus, oui ! a posé Hassan Boussetta.

Et on a lu à Alain Destexhe l'extrait d'un article paru sur le site du *Peuple*, intitulé « La guerre du chicon au gratin est déclarée », qui affirmait qu'« au travers de la disparition du chicon au gratin apparaît le remplacement de populations ».

- Je n'entre pas dans ce jeu-là, s'est défendu le libéral.

Mais on a expliqué que le fritkot traditionnel disparaissait, que c'était une réalité factuelle, et qu'il était remplacé par des snacks à dürüm et à pitas...

- Ouais, mais je me souviens qu'enfant, à Bruxelles, énormément de fritkots étaient tenus par des Grecs. Ils ont perpétué la tradition du fritkot en Belgique, parce que c'étaient des métiers auxquels ils pouvaient accéder, et que quand ils sont venus la plupart pour travailler dans les mines et dans la sidérurgie et qu'ils ont perdu leur job là-bas, beaucoup se sont retrouvés dans le secteur de l'alimentation, qui n'exigeait pas de qualifications spéciales, a rappelé Christos Doulkeridis.

- Ce qui a tué le fritkot, ce n'est pas le dürüm, c'est l'américanisation, cette forme de bouffe rapide qui, elle, ne fait



Un socialiste et de grosses légumes.

pas l'objet d'un combat identitaire, a souligné Boussetta.

Et, bizarrement, Alain Destexhe était d'accord, mais en partie.

- Je regrette une certaine disparition d'un patrimoine, les fritkots bien sûr, mais aussi, dans certains quartiers, les fromageries, les boucheries non halal, mais est-ce que ça disparaît parce que

« Putain, les gars, qu'est-ce que je suis content de ne pas partager ça avec Destexhe ! »

Christos Doulkeridis

l'offre et la demande changent, ou bien est-ce un changement culturel ? Personnellement, je suis plus peiné par la multiplication des McDonald's, et des Burger King et, pire encore, des KFC, que par les dürüms. C'est un phénomène de société, mais je n'aime pas cette américanisation de la bouffe. Le KFC, c'est horrible ! Cette américanisation me pose un plus grand problème que la « dürümisation », a-t-il confié.

Alors on a fait semblant, naïvement, de demander à Alain Destexhe si, quand même, par le plus grand des hasards, le halal n'était pas une thématique qui le préoccupait...

- L'halalisation pose en effet des problèmes que je voudrais évoquer. C'est un phénomène assez récent, cette obsession autour du halal et du haram. Pendant très longtemps, les populations immigrées musulmanes n'avaient pas cette préoccupation de la nourriture, a-t-il commencé.

- C'est mal les connaître..., a essayé de dire Hassan Boussetta.

- C'est moi qui parle !

- Quelle conception autoritaire du débat... C'est pas très libéral, ça !

- Vous pourrez répondre après. C'est la fameuse formule, « à Rome, fais comme les Romains ». Et même dans le Coran, il est dit que quand le croyant est en pays étranger, il a le droit de ne pas suivre les règles qu'il serait autrement obligé de suivre dans un pays musulman. Je constate qu'il y a une radicalisation autour de la nourriture... Pour moi, l'aspect le plus grave, c'est ça. Le ramadan, ça fait partie des tabous dont personne ne veut parler. Dans les écoles où se trouvent beaucoup de musulmans, il y a de plus en plus de jeunes qui font le ramadan de plus en plus tôt. Faire le ramadan en été, pour des gosses de 12, 13, 14 ans, je ne crois pas que ça soit franchement bon pour leur santé. Et pourtant, ils le font ! Je ne pense pas qu'ils le faisaient il y a dix, quinze ou vingt ans. Les jeunes n'avaient pas une telle conscience religieuse, a-t-il terminé.

Le droit au porc

Et comme on commençait à parler religion, Jean-Louis est arrivé avec un ris de veau à la sauce aux champignons qui valait bien les rivières de miel et de lait de tous les paradis monothéistes.

– Et tu dis ça pour toutes les religions ?, a demandé Christos Doulkeridis à Alain Destexhe, en bénissant déjà le fait qu’il ne veuille pas manger.

– Ça traduit une islamisation, a répondu celui qui jeûnait devant le diabolique ris de veau.

– Vous manquez un peu d’ambition, là : vous devriez lutter contre tous les communautarismes, et pas seulement contre un seul... Et vous jouez avec la réalité, a dit Hassan Bousetta à Alain Destexhe en reprenant de la sauce aux champignons. L’Exécutif des musulmans de Belgique, l’an dernier, a conseillé aux jeunes et aux étudiants de ne pas hésiter à manger pendant le ramadan en période d’examens...

– Je suis très heureux de l’apprendre, a répliqué Alain Destexhe sans un regard pour la sauce ni pour le ris.

– Allez, a alors commencé Doulkeridis une fois qu’il ne restait plus de ris, ni de pain, ni de sauce. Derrière ceux qui disent que l’islam menace de plus en plus la société, notre patrimoine historique belge est menacé à cause de ça, ce que tu dis quand même, Alain...

– Oui, oui, jusque-là ça va...

– Eh bien ils utilisent de plus en plus l’alimentation, c’est pourquoi cet article est totalement justifié. Effectivement, on entend tout le temps ces histoires, que les boucheries traditionnelles disparaissent au profit de boucheries halal, pendant qu’on ne parle jamais des poissonneries qui disparaissent tout autant, ou que les cantines deviendraient halal, combien d’écoles le sont devenues ? Allez quoi !

– Le porc fait partie de notre alimentation ! a martelé Destexhe.

Alors, on lui a demandé s’il fallait lutter pour le droit au porc.

– Oui, a-t-il rétorqué, pour maintenir



Un homme de gauche, un homme de droite, et un Grec : les vertus du pluralisme alimentaire.

le porc, qui fait partie de notre alimentation traditionnelle, dans les menus.

– Mais tu as une liste des trucs qui figurent dans notre patrimoine belge ? lui a lancé Doulkeridis. Le produit qui a le plus envahi la cuisine belge, c’est l’huile d’olive...

– C’est très bon pour la santé..., a acquiescé Destexhe.

– Et ça, c’est les Grecs. Ma mère, quand elle cuisinait à l’huile d’olive, qu’est-ce qu’on ne lui disait pas ? Les Belges, entre guillemets, nous disaient « ça pue ! », « rentrez chez vous avec votre huile d’olive ! ». Ça fait partie de l’évolution ! a conclu Christos Doulkeridis.

Enfin, « conclu », pour ce qui concernait Alain Destexhe, qui s’est levé en disant

qu’il nous aimait beaucoup mais qu’il devait absolument partir car on l’avait mis en retard.

C’est là que Jean-Louis est venu avec du porc croquant et du poulpe laqué. « Ça va être plus détendu maintenant. On sent la différence entre vos sensibilités, et bien sûr que tout ça est lié à la bouffe ! » il a dit tout rigolard.

Christos Doulkeridis, doctement, s’est alors pris un morceau avec sa fourchette. Il l’a posé sur sa langue, il a fermé la bouche, il a avalé sa bouchée de cochon croquant, il a levé les yeux au ciel et il a feulé.

Et puis il a crié : « Putain, les gars, qu’est-ce que je suis content de ne pas partager ça avec Destexhe ! » ♦

Wallonie-Bruxelles :
SOS aides européennes

L'innovation politique
sera primée en Belgique

Syrie : le baroud d'honneur
des « vieilles puissances » ?

LE VIF

l'express



LE VIF 36^e année n° 16 - L'EXPRESS n° 3485 - hebdomadaire du 19 au 25 avril 2018
BEL/LUX 5,90 € - P509558 - ISSN 0774-2711

RÉSISTANTS BELGES

Pourquoi ils sont les oubliés
de notre histoire,
contrairement aux collabos

0 18 16 >



5 4 14286 210193



WALLONIE-BRUXELLES : SOS AIDES EUROPÉENNES !

Les ministres-présidents des deux Régions s'inquiètent du sort qui sera réservé à la politique de cohésion dans la négociation du budget européen pour la période 2021-2027. Des milliards pour la reconversion industrielle sont en jeu. Et la Commission souffle le chaud et le froid.

PAR OLIVIER MOUTON

La Wallonie et Bruxelles ont besoin de l'Europe. Financièrement, la politique de cohésion menée au niveau de l'Union est vitale pour le redéveloppement des deux Régions. Pour la période 2014-2020, Namur a reçu plus de 1,3 milliard d'euros pour appuyer ses politiques de redressement et la capitale environ un demi-milliard pour panser ses plaies sociales. En tout, Flandre comprise, la Belgique aura bénéficié d'une enveloppe de 2,5 milliards d'euros pour les sept années en cours. La politique de cohésion recouvre les subsides régionaux et de cohésion, mais aussi le Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes ou encore le Fonds agricole. C'est le contrepoids du Marché commun, une politique visant à combler les fossés forcément creusés par un libre échange intégral.

Qu'en sera-t-il pour la période 2021-2027? Le bras de fer est amorcé. Le 2 mai prochain, la Commission européenne déposera une proposition de budget pour cette nouvelle période dans un contexte épineux : réduction des moyens en raison du Brexit, réorientations annoncées vers des priorités nouvelles (terrorisme, migration, défense...), sur fond d'euro-scepticisme croissant. « Cela fait l'objet

d'une discussion difficile, tendue, féroce, à l'intérieur de la Commission avant que les Etats membres ne tranchent, confie une source interne. Le risque est réel que la politique de cohésion, mal aimée et méconnue de la grande bureaucratie européenne, soit fortement réduite ». Voir anéanti.

Un lobbying belge tous azimuts

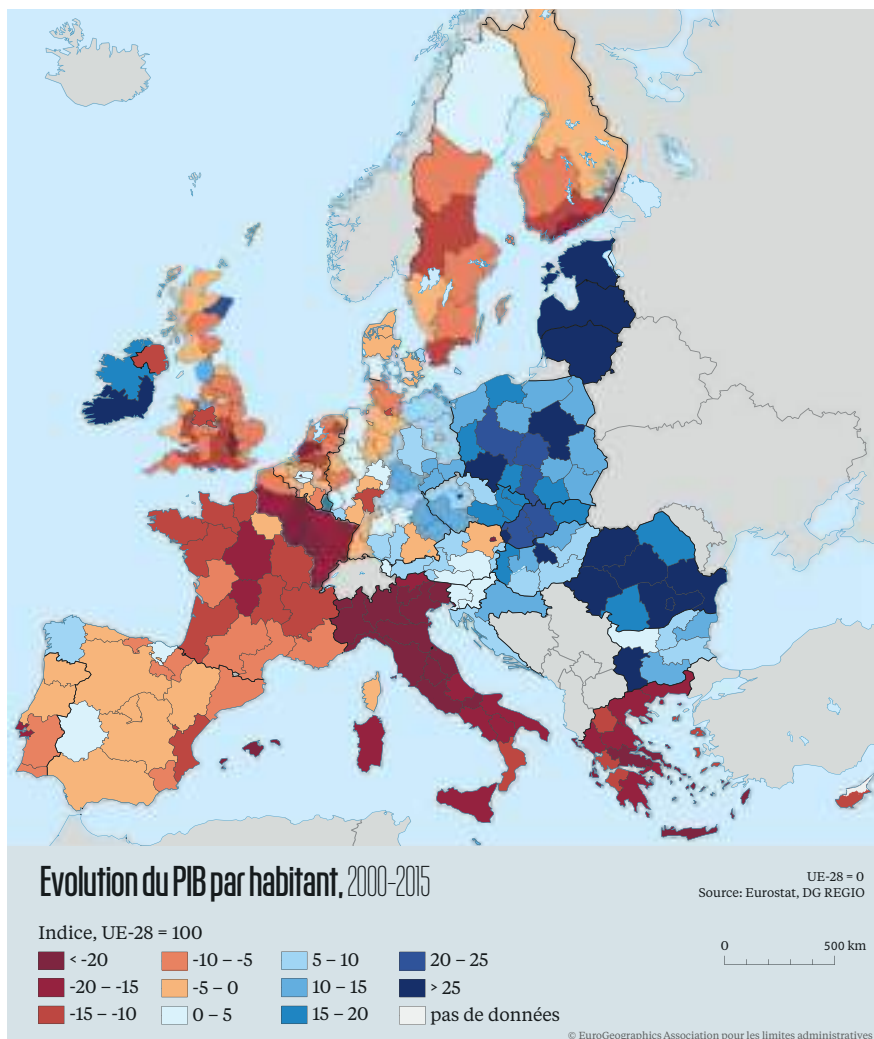
Il ne s'agit pas d'une mise en garde fortuite. En novembre 2017, la Commission européenne avait publié trois cartes (*voir infographies*) présentant les scénarios à l'étude pour la future politique de cohésion. Si l'une plaiderait pratiquement le statu quo, les deux autres laissaient entrevoir une réduction significative, voire une suppression pure et simple pour les pays européens les plus « prospères » dont l'Allemagne, la France ou la Belgique. « Politiquement, une telle suppression semble compliquée, souligne notre source interne à la Commission. En termes économiques, cela induirait la perte de 400 000 emplois, selon les simulations que nous avons faites. » La Wallonie et Bruxelles ont toutefois pris conscience de l'enjeu et multiplient les appels du pied à l'Europe.

En mars 2017, déjà, le ministre-président wallon de l'époque, Paul Magnette (PS), avait invité à Charleroi la roumaine Corina Cretu, commissaire européenne en charge de la politique régionale, pour lui signifier toute l'importance de cet appui. Ils avaient notamment visité le Biopark de Gosselies et le projet de →

Willy Borsus (MR) et Rudi Vervoort (PS), les deux ministres-présidents sont conscients des enjeux majeurs de l'appui européen.

FREDERIC STERAKOWSKI, BENOIT DOPPAGNE/BELGAIMAGE

Dès ce jeudi 19 avril, « Wallonie-Bruelles: SOS aides européennes! » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Olivier Mouton sur **canal Z**



→ Creative District, au Quai 10. « Sans l'Europe, tout cela n'aurait pas été possible », a dit un Paul Magnette très pro-européen. A deux pas, les sites de Cockerill et Caterpillar, ces monstres qui ont tué l'emploi, illustraient l'urgence de la reconversion industrielle.

Le 27 février 2018, son successeur, Willy Borsus (MR), a lui aussi rencontré la commissaire Corina Cretu. Message ? En dépit des réductions budgétaires liées au Brexit, la Wallonie souhaite le maintien du budget pour les régions en transition industrielle. « La politique de cohésion est un important levier d'investissement économique, nous explique Willy Borsus. Elle permet de soutenir la modernisation de l'économie

wallonne et d'agir concrètement dans des domaines comme la recherche et le développement, la transition énergétique et la protection de l'environnement, le soutien des entreprises, l'accompagnement des demandeurs d'emploi et la formation professionnelle. » Fin 2017, la Wallonie a en outre été reconnue par la Commission comme une des douze régions pilotes pour développer une stratégie de transformation économique plus efficace, avec l'appui d'experts européens. L'inquiétude wallonne est d'autant plus grande que le déficit budgétaire qu'occasionnerait une suppression des aides européennes s'ajouterait à celui, déjà lourd, de la fin progressive de la solidarité flamande en

vertu de la nouvelle loi de financement, à partir de 2024.

Rudi Vervoort (PS), ministre-président bruxellois, n'est pas en reste. En juin 2017, il a accompagné la commissaire européenne sur le site de Belle-Vue, pour saluer le projet, soutenu par l'Europe, de reconversion de l'ancienne brasserie en un hôtel permettant l'intégration sociale des jeunes. Mais depuis la diffusion des trois scénarios, il s'inquiète, car la fin de ces aides serait une catastrophe pure et simple. « Je plaide pour une Europe sociale et du vivre-ensemble, défend Rudi Vervoort au Vif/L'Express. Investir dans la cohésion régionale, c'est réaliser concrètement cet idéal du cosmopolitisme. Quand j'entends qu'il est question d'investir dans le renforcement du contrôle aux frontières, la défense ou les menaces informatiques, je m'inquiète de l'avenir que nous nous préparons. »

Pas question, pour le ministre-président, d'oublier la capitale des calculs sous prétexte qu'elle serait économiquement riche, au vu de son PIB. Parce qu'elle est socialement pauvre. « Bruxelles ne peut être l'oubliée de la Belgique et se laisser dicter son avenir par une droite flamande qui ne veut pas croire en l'Europe », peste-t-il, en visant la N-VA. Du billard à trois bandes.

Un enjeu politique sensible

Ces investissements européens pour la cohésion représentent un enjeu stratégique majeur pour le continent. Dont la portée politique est encore plus sensible qu'il n'y paraît. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder la carte représentant l'évolution du PIB dans les régions sur une période de quinze ans, entre 2000 et 2015 (voir infographie). Que constate-t-on ? Toute l'Europe centrale et de l'Est, fortement soutenue financièrement depuis la chute du mur de Berlin en raison de son retard économique, décolle enfin, de la Pologne à la Roumanie, en passant par la Bulgarie ou la Croatie. C'est la preuve que la reconversion économique porte ses fruits.

Les trois scénarios de la Commission européenne



En novembre 2017, la Commission européenne a élaboré trois scénarios pour l'avenir de la politique de cohésion dans le budget 2021-2027. Dans le premier cas (à gauche), les aides resteraient inchangées et les pays « industrialisés » continueraient à recevoir un soutien, ainsi que la Wallonie et Bruxelles. Par contre, les deux autres scénarios (au centre et à droite) limiteraient le budget et priveraient d'aides certaines régions.

Par contre, les pays d'Europe de l'Ouest peinent à réussir leur transition industrielle et sont en train de dévisser, malgré les aides reçues. C'est particulièrement le cas de la Wallonie, du nord de la France ou de l'Italie dans son ensemble. Sur la période analysée, ce sont les régions de Rome et de Milan qui s'enfoncent le plus fortement, avec une chute du PIB autour des 20 % ! Si l'on scrute à la loupe ces cartes économiques et qu'on les compare aux résultats des élections un peu partout, on remarque combien les partis populistes (FN, Ligue, 5 Stelle...) en tout genre prospèrent là où les stratégies des Etats et les aides européennes échouent à relancer la dynamique socio-économique. Et à engendrer une transformation profonde.

Un autre Belge, l'ancien ministre-président germanophone Karl-Heinz Lambertz (PS), aujourd'hui président du Comité des régions, avait mis le doigt sur cette réalité dans un entretien au Vif/L'Express, l'automne dernier. Au retour d'une visite en Allemagne, dans les régions où l'AfD avait réussi des scores supérieurs à la moyenne, il s'inquiétait d'une possible disparition de l'Europe de ces confins stratégiques. « Ce qui est certain, c'est qu'aucun discours de Donald Tusk (président du Conseil européen), de Jean-Claude Juncker (président de la Commission) ou de qui que ce soit ne va résoudre la désaffection pour l'Europe,

relevait-il. La seule issue passera par l'action menée au niveau des villages, des villes, des régions... là où les gens vivent. Beaucoup de problèmes – le chômage, les migrations, le climat... – ne peuvent trouver de solutions qu'au niveau européen, mais celles-ci ne peuvent être concrétisées qu'à ce niveau de proximité. Une Union politique ne réussira que si elle est perçue positivement au niveau des territoires. » Or, la politique de cohésion adresse précisément ce message de la Commission aux citoyens : « L'Europe ne vous a pas oubliés ! »

Le grand malaise européen

Ces aides européennes représentent, au total, un tiers du budget européen. Sur une période de sept ans, elles s'élèvent à 320 milliards d'euros pour les 28 pays – bientôt 27 après le retrait de la Grande-Bretagne, qui devrait être effectif le 31 décembre 2020. Pourquoi une telle manne, dont les effets sont réels dans les pays concernés, ne reçoit-elle pas l'appui de la majorité des eurocrates ? « Il y a traditionnellement un grand scepticisme sur ces politiques de cohésion au sein même de la Commission », indique notre source. Il s'agit, il est vrai, d'une politique cogérée : les moyens budgétaires européens sont directement donnés aux régions. « Certains considèrent que la Commission serait mieux placée que la Région wallonne pour

mener des politiques économiques, ajoute cette source. Ou que le Mezzogiorno est aidé depuis trente ans, sans que cela ne change rien. Pourtant, c'est un peu simpliste de dire qu'il suffirait de remplacer un dialogue, certes difficile, entre la Commission et les régions par des appels d'offres lancés directement par la Commission. Ce n'est pas comme cela que l'on fait du développement. »

Corina Cretu, commissaire en charge du dossier, multiplie, quant à elle, les plaidoyers pour défendre son bébé. « La politique de cohésion opère en trois dimensions, déclare-t-elle au Vif/L'Express. Economique : elle a créé un million d'emplois, c'est-à-dire un tiers de tous les emplois créés en Europe, durant la dernière période financière, durant la pire crise économique de l'Europe. Sociale : elle va là où le secteur privé ne va pas. Et politique : elle réconcilie les citoyens avec l'Europe en ne laissant personne à la traîne. A mes yeux, cette politique est le ciment qui tient l'Europe ensemble. »

Malheureusement, la commissaire roumaine ne figure pas parmi les poids lourds de la Commission. Elle devra batailler ferme pour convaincre. A partir du 2 mai, date de remise de la proposition finale de la Commission, ce sera aux Etats de jouer. Puis au Parlement européen. L'avenir de la Wallonie et de Bruxelles se jouera dans les deux années à venir. ♦

Nethys : les dessous
de l'axe Tapie-Moreau

Emissions d'ammoniac :
la grande opacité belge

Laurence Bibot : « Le monde
de demain sera bien »

LE VIF

l'express

BRISEZ LA GLACE
EN CAS D'URGENCE



MAI 68

Aubaine ou boulet ?

LE VIF 36^e année n°17 - L'EXPRESS n° 3486 hebdo madraire du 26 avril au 2 mai 2018
BE/LUX 5,90 € - P509558 - ISSN 0774-2711



« MOREAU JOUE SA CARTE PERSONNELLE »

Ancien président d'Ores, le Verviétois Claude Desama (PS) s'oppose au démantèlement de Nethys qu'annoncent les propositions de rachat de Voo par Telenet et Orange.

ENTRETIEN : MARIE-CÉCILE ROYEN



Pour Claude Desama, il est temps que Liège arrête une stratégie.

FRÉDÉRIC SIERAKOWSKI/ISOPIX

Quel sera le futur périmètre des activités de Nethys ?

Il est très difficile de savoir ce qui se passe à Liège. Même un Jean-Claude Marcourt donne l'impression de ne pas savoir sur quel pied danser. Verviers et Huy-Waremme, n'en parlons pas, ils n'ont pas voix au chapitre. Enfin, on ne sait pas ce que veut Stéphane Moreau : il n'a plus officiellement de contacts avec le PS. Un système de *buy out* a été évoqué, c'est-à-dire une prise de participation dans Voo qui permettrait d'éviter de lui payer ce que la société lui doit. Il a des contacts tous azimuts, mais on ne voit pas bien la porte de sortie. Il est temps qu'à Namur et à Liège, on cesse la guerre un peu sottise des communiqués et qu'on se mette d'accord sur une stratégie.

Telenet et Orange ont fait des propositions de rachat à Voo. Le signal du début du démantèlement ?

Nethys a déjà répondu qu'il ne vendrait pas Voo mais, privé des revenus de Resa, Voo est en posture plus difficile et des investissements devraient y être réalisés. Le rachat par Telenet serait une gifle pour la région liégeoise. On voit comment Lampiris s'est fait avaler par le groupe Total. Au début, les sociétés offrent toutes les garanties qu'on veut, un an après, on est dans tout autre chose. Qu'on pense à l'argent public qui est allé dans ce grand projet industriel et qu'on s'assoit autour d'une table ! Les choix de Stéphane Moreau, c'est une chose, les intérêts de la région, c'en est une autre. Il faut que les Liégeois arrêtent une

stratégie. Leurs leaders n'ont jamais cru qu'ils allaient se retrouver par terre, persuadés qu'« on ne touche pas à Liège », « nous faisons ce que nous avons décidé de faire », « nous savons ce qui est bon pour nous », et cela, au PS, au MR et au CDH. Même quand la commission Publifin a tiré ses conclusions, ils n'y ont pas cru ; les décrets De Bue et Crucke (NDLR : sur la limitation des revenus des dirigeants d'entreprises publiques et le retour de Resa dans le giron public), ils pensaient qu'ils ne seraient pas votés... Mais les Liégeois ont disparu de la table ! Pierre-Yves Jeholet (NDLR : ministre wallon MR de l'Economie) n'a pas le poids d'un type comme Marcourt et il n'a pas envie de jouer à ce jeu-là. Si Voo est racheté, Nethys risque d'être vendu par appartements : ce sera une double peine pour Liège. Indépendamment des emplois, Liege Airport et d'autres secteurs sont concernés.

Quelle est la stratégie de Stéphane Moreau ?

Stéphane Moreau, je peux le comprendre, il en a pris plein la figure, il met en place une stratégie personnelle en renforçant la position de Nethys dans Liege Airport et dans Socofe. Le problème, c'est qu'il a concentré tellement de pouvoirs qu'il n'y a personne, à Liège, capable de le remplacer en dehors de Pol Heyse (NDLR : directeur financier de Nethys). Je l'ai vu quand j'étais président d'Ores : il connaît ses dossiers sur le bout des doigts, mais on lui a cédé tous les pouvoirs. Il dirige toujours Nethys avec son équipe restreinte. Le fait qu'on arrive près des élections communales n'arrange rien. A Liège, on se dit que si on laisse démanteler Nethys, on va se faire bouffer par le PTB. Il faut que les politiques reprennent la main et que Namur lâche un peu de la pression. ♦

LE VIF

C MMUNALES 2018

LIÈGE

ET ENVIRONS

PS : Pour la survie. CDH : CDCrash. PTB : Probable triomphe blacklisté.

MR : Moment du retour ? A Liège, le jeu politique semble plus ouvert que jamais.

Une femme libérale dirigera-t-elle pour la première fois la ville ? Le scandale Publifin emportera-t-il les socialistes ? Ecolo créera-t-il la surprise, le 14 octobre ? Ça va en tout cas chauffer, en Cité ardente ! Et tout autour : quelques communes de la fameuse

« ceinture rouge » qui entoure la ville pourraient changer de couleur.

Le bleu et le bordeaux (comprenez : le rouge fort foncé) ont la cote.

Le Vif/L'Express décrypte les enjeux du prochain scrutin communal et pointe les échecs et les réussites de la législature qui se termine. Avec aussi les indicateurs socio-économiques

et les enseignements à en tirer, fournis par l'Iweps, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, notre partenaire durant toute la campagne électorale.

UN DOSSIER DE MÉLANIE GEELKENS

PS : OPÉRATION SURVIE

A Liège, si le PS est aussi affaibli que le laisse présager le scandale Publifin, le MR a de sérieuses chances de monter aux affaires. Une rumeur de préaccord entre socialistes et libéraux court. Si elle se confirme, le MR n'obtiendrait certainement pas le mayorat. Mais si sa cheffe de file, Christine Defraigne, entend vraiment être bourgmestre, alors une majorité alternative devra être possible.

PAR MÉLANIE GEELKENS

Elle le contemple à chaque assemblée hebdomadaire. Un portrait en pied de Maurice Destenay trônant dans la salle de réunion qui porte d'ailleurs son nom, au siège liégeois du MR, rue Vinâve d'Ile. Le dernier mayor libéral de la Cité ardente. Ça fait un bail ; quarante-cinq ans. Alors, c'est sûr, Christine Defraigne aimerait accrocher un cadre supplémentaire. Cercant sa photo. « Bourgmestre de Liège, c'est la plus belle des fonctions au monde ! » (modestie principautaire). Et puis, même si elle assure « ne pas réfléchir en ces termes », aucune femme n'a jamais occupé ce poste. Pas plus ici que dans n'importe quelle autre grande ville francophone du pays. Sauf qu'ici, plus que dans n'importe quelle autre grande ville francophone du pays, le MR a de réelles chances de ceindre l'écharpe.

L'ENJEU : l'ambition de Christine Defraigne

A quel point Christine Defraigne le veut-elle *vraiment* ? Au point d'immédiatement laisser tomber ses fonctions de députée wallonne et de présidente du Sénat en cas d'élection le 14 octobre prochain, tant son « attachement à Liège est évident

et intense ». Mais il y a la rumeur. Celle qui se propage aussi vite que la dernière adresse servant le meilleur boulet frites et qui s'éteint aussi difficilement qu'une gueule de bois un lendemain de Carré. Celle d'une violette à la Violette. Ces dernières semaines, le moindre signe s'est mué en indice d'un supposé préaccord de coalition PS-MR. Un galant Willy



PHOTOS : HATIM KAGHAT POUR LE VIF/L'EXPRESS

Christine Defraigne, tête de liste libérale, rêve de devenir bourgmestre.

Demeyer qui coupe la parole en plein conseil communal à son comparse Jean-Claude Marcourt pour mieux la donner à la cheffe de file libérale. Des prises de position concordantes, comme sur le refus de la fusion Ores-Resa ou des visites domiciliaires. Quitte à alimenter une réputation de rebelle parmi les bleus ou de flatteuse des sensibilités rouges.

« Je ne fais de parade nuptiale à personne, réplique Christine Defraigne. Mon but est évidemment de devenir bourgmestre et de ramener le MR aux responsabilités. » Avec le PS, cet objectif ne serait que partiellement atteint. Des échevins libéraux, oui. Une mayeure... A moins de battre Willy Demeyer en popularité. Dernier affrontement, en 2012 : 13 067 voix de préférence pour lui, 6 776 pour elle. Certes, par rapport au scrutin de 2006, une baisse pour lui (18 999), une hausse pour elle (3 992). Bref, puisque celui qui remporte la mise est légalement celui qui fait le plus gros score, Christine Defraigne devra s'entourer d'autres partis si elle entend *vraiment* diriger Liège.

LE SCANDALE : Publifin, évidemment

En 2012, une majorité alternative était impossible. Le MR, en recul, avait conquis



Willy Demeyer dans son bureau à la Violette, qu'il occupe depuis dix-neuf ans. Mais qu'il pourrait devoir quitter.

11 sièges sur 49. Trop court, même avec les six décrochés par Ecolo et les sept du CDH. A moins d'aussi convaincre l'élu Vega ou les deux PTB... Alors le PS et ses 22 sièges étaient restés maîtres de la partie. Six ans plus tard, Publifin pourrait leur faire perdre la prochaine manche.

Même si le scandale scandalise désormais moins. Même si Willy Demeyer,

habile tacticien, a sacrifié pour ne pas être trop éclaboussé (délestage de ses fonctions de président de la fédération liégeoise du PS et de député fédéral). Même si Jean-Claude Marcourt, autre poids lourd principautaire, semble être passé entre les gouttes. Reste sans doute un tenace fond d'indignation, de dégoût, de colère. D'envie de changement.

Le jeu politique liégeois, en tout cas, a rarement été aussi ouvert. C'est ce que clament les partis d'opposition, c'est ce qu'analysent les politologues, c'est ce que prédisent les sondages. En octobre dernier, celui commandé par Sudpresse et RTL pronostiquait un PS troisième parti (20,5 %, contre 37,95 % en 2012), derrière le PTB (28,3 %) et le MR (25,4 %). Mouais. Un autre, diligenté cette fois en mars par les libéraux eux-mêmes, donne le PS à 28 %, le MR à 20,7 % et le PTB à 16,1 %. Dernier en date (16 avril), à six mois du scrutin, celui estampillé Sud-Presse/RTL : 27,4 % pour le PS, 21,4 % pour le MR, 20,9 % pour le PTB.

Alors, grande ou très grande, la perte du PS? Celui-ci ne chamboule en tout cas pas sa stratégie. Willy Demeyer tête de liste, Jean-Claude Marcourt en dernière

position, entre les deux, grosso modo, tous les échevins sortants. Qui d'autre? Il y aura 16 candidats d'ouverture sur la liste – tous les partis ne jurent que par ça. Mais les socialistes n'ont pas misé sur le renouvellement, aucune nouvelle personnalité d'envergure n'ayant émergé ces dernières années. Tant pis si ça fournit à l'opposition des munitions gravées « manque de souffle ». Pan.

L'ATTENDU AU TOURNANT : le PTB

Et la montée du PTB, forte ou très forte? Certains lui prédisent six sièges, d'autres huit. « On espère au minimum doubler nos deux sièges actuels », aspire Raoul Hedebouw, celui vers qui tous les regards seront braqués au lendemain du 14 octobre. Parce que le PTB, c'est lui, même s'il essaie de se mettre en retrait pour mieux faire éclore d'autres camarades. D'ailleurs, il n'occupera pas une place d'avant-plan, car son combat perso est d'abord fédéral. Puis parce que le PTB, c'est d'abord Liège – provincialement parlant –, d'où sont issus trois de ses quatre députés fédéraux et wallons. Alors Raoul Hedebouw sera scruté : ces communales seront une répétition générale des →

L'iweps

En partenariat avec Le Vif/L'Express, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (Iweps) a ausculté la ville de Liège (lire page 94). L'Iweps est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Autorité statistique de la Région wallonne, il fait partie, à ce titre, de l'Institut interfédéral de statistique (IIS) et de l'Institut des comptes nationaux (ICN). Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition de tous des indicateurs statistiques et des études en sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Plus d'infos : www.iweps.be

→ élections régionales et provinciales de 2019 et un score mitigé alimenterait la théorie d'une baisse de régime de l'extrême gauche, très en vogue ces temps-ci.

Mais si le PTB cartonne, ce sera dans l'opposition. Car il ne se trouve aucun atome crochu avec le PS (« Pour ça, assène la figure de proue du Parti du travail, il faudrait une rupture et je ne la sens pas chez Willy Demeyer »). Même pas besoin de poser la question pour le MR. De toute façon, personne ne veut non plus s'associer avec le PTB. Affaire réglée.

L'ÉCHEC : le CDH

Avec un PS qui baisse et un PTB qui monte (sauf dans une majorité), retour donc à la case MR. Oui parce que, bon, le CDH... En 2012, l'éphémère Anne Delvaux avait permis le maintien humaniste. En 2018, toujours pas de tête de liste à l'heure de rédiger ces lignes, un récent transfuge (le conseiller Marc Gillis) vers le MR, des jeunes méconnus qui voudraient virer des vieux tenaces plus connus, une nouvelle cheffe de file (Alda Greoli) qui n'entend occuper que la dernière place, une figure conseiller-député wallon (Benoît Drèze) qui affirme dans *La Meuse* « ne pas avoir besoin d'être sur la liste » parce qu'il aimerait passer le flambeau... #CDCrash.

Le système proportionnel belge étant

ce qu'il est, le CDH pourrait continuer à servir d'appoint au parti vainqueur. Comme il le fait pour le PS depuis trente-six ans. Un couple rouge-orange (fort) mature : l'actuel collègue communal a la moyenne d'âge la plus élevée des grandes villes wallonnes, 62 ans. Un duo bleu-



HATIM KACHAT POUR LE VIF/L'EXPRESS

Raoul Hedebouw ne sera pas tête de liste. Mais sa notoriété laisse présager un gros score du PTB.

orange, pour sa part, n'affole pas les pronostics. Les relations entre les deux camps seraient, paraît-il, tendues.

LE PARI : Vert ardent

Une coalition « namuroise », de toute façon, semble numériquement délicate.

qui réunit des citoyens non encartés, des représentants d'associations, des étudiants, des retraités, des gens qui se mobilisent dans leur quartier... » Seuls six des douze principaux « porte-voix », présentés fin mars, sont membres d'Ecolo. Beaucoup de trentenaires, pas mal de novices, plus d'attrape-voix comme en 2012 avec Jacky Moraël. Et plus de Bénédicte Heindrichs, tête de liste en 2006 et 2012, qui a démissionné en 2017 après avoir été épinglée pour avoir perçu une rémunération forfaitaire annuelle à la Cile (intercommunale liégeoise des eaux) en n'assistant qu'à sept des 19 réunions programmées.

Vert ardent tente des méthodes alternatives, comme un processus d'élection interne sans candidat, uniquement basé sur le choix de l'assemblée. Il réunit le mouvement Liège demain et regroupait le Parti pirate... qui a déjà claqué la porte, estimant qu'Ecolo tirait trop la couverture à lui. Pas simple, la politique →



DAINA LE LARDIC/ISOPIX

Hors de question, pour Alda Greoli, d'être tête de liste CDH.



MALMEDY

« LE MONDE PREMIER »

Collection
Jean-Pierre Dutilleux

EXPO

31/03 > 30/09/2018

Une exposition unique qui allie culture et intérêt humanitaire en partant à la découverte de 13 tribus du « Monde Premier » qui vivent aux quatre coins du globe (Amazonie, Afrique, Philippines, Indonésie, Nouvelle-Guinée). À travers des photos et films réalisés ainsi que de nombreux objets récoltés par Jean-Pierre Dutilleux, cette exposition invite à la découverte, mais également à une prise de conscience face à la disparition de ces peuplades.

Place du Châtelet, 9 - 4960 MALMEDY
+32 080.79.96.68
www.malmundarium.be



HATIM KAGHAT POUR LE VIF/L'EXPRESS

Pour représenter Vert ardent, une tête de liste peu connue, Caroline Saal.

→ autrement. « Tout le monde dit que le fossé entre la population et les politiques se creuse, observe Caroline Saal. On peut faire le constat. Ou agir. » Reste à savoir si les citoyens qui réclament une alternative voteront effectivement pour ceux qui la tentent.

L'INCONNUE : Vega

Ce terrain-là était jusqu'à présent occupé par Vega (Verts et à gauche), qui avait enlevé un siège en 2012 et qui a, lui aussi, connu entre-temps quelques dissensions internes. Il n'a pas voulu rejoindre Vert ardent (« un cadre qui ne nous convient pas, notamment parce qu'Ecolo y a totalement la main ») et, de toute façon, il n'est même pas certain de présenter une liste lors de ce scrutin. « Les candidats potentiels, on les a plus ou moins déjà, assure le conseiller communal François Schreuer. Mais pour prendre une décision définitive, nous voulons atteindre 250 militants activement engagés dans la campagne. Nous en sommes environ à la moitié. »

Si Vega y va, l'objectif sera de trois sièges. Tout sauf un seul élu ! « A la fois pour la dynamique collective et pour la personne qui occupe le poste. » Car si Vega n'y va pas, François Schreuer retrouvera « du temps pour faire d'autres choses, comme dormir, par exemple », plaisante-t-il. Nul doute que tous les autres partis scruteront cette décision : à Liège, chaque siège comptera.

Pour autant que le PS soit aussi affaibli qu'on le croit. On le dit de toute façon très courtisé. Tantôt par le MR, tantôt par Vert ardent. « Willy Demeyer est dans un fauteuil », souffle-t-on. A moins que Christine Defraigne veuille être bourgmestre, *vraiment*. ♦

MAUVAIS BULLETIN

Il y a les promesses tenues, comme l'embellissement du centre-ville et la création d'espaces verts. Il y a les échecs, comme le plan toxicomanie ou la mobilité. Entre les deux, des réalisations inachevées ou insuffisantes. Bulletin communal liégeois : pas folichon.

On ne change pas des éléments de langage qui gagnent. Willy Demeyer, campagne électorale 2012 : « Notre bilan est tellement visible qu'il est difficilement contestable » (*La Libre*). Willy Demeyer, campagne 2018 : « Mon bilan est visible par tous les Liégeois » (*La Meuse*). En 2012, le bourgmestre de Liège surfait sur la gare Calatrava, l'Opéra royal, la Média-cité. En 2018, il pourra convoquer le musée de La Boverie, les quais de Meuse ou la tour des finances. Sous son règne, c'est sûr, la Cité ardente a joliment mué.

Faut-il s'en tenir à quelques projets immobiliers ? Poser la question à l'opposition, c'est y répondre. Raoul Hedebouw, PTB, jamais avide d'une formule : « La majorité a beaucoup investi dans la brique, pas dans le cœur. » Caroline Saal, Vert ardent : « Ce fut une législature de quelques grands projets pour valoriser le centre, au détriment de la vie dans les quartiers et des besoins des habitants. » Christine Defraigne, MR, sous de faux airs de fan de Johnny : « Il faut redonner aux Liégeois l'envie d'avoir envie. Vouloir réinventer la ville est un aveu de faiblesse. Il faut la relancer, avec de nouvelles énergies. »

Allusion à « Réinventons Liège », une campagne participative menée en 2017,

appelant les citoyens à proposer des idées innovantes adoucissant la vie en bords de Meuse. Septante-sept ont été retenues, une manière d'actualiser le projet de ville qui réunissait les promesses de la coalition PS-CDH au lendemain du scrutin de 2012. Ou d'en faire oublier ses invisibilités.

Ainsi, toujours pas de tram, ni de nouveaux parkings-relais et souterrains censés l'accompagner. Ni d'écoquartier de Coronmeuse, ni de rénovation du palais des congrès, ni de concrétisation de

Bavière, ni de transformation de Droixhe, pas plus que celle des Chiroux. Sur les douze projets métropolitains annoncés, seuls deux ont été entièrement achevés : le quartier des Guillemins (englobant la nouvelle passerelle, le réaménagement des quais, l'aménagement de la place devant la gare et un projet immobilier privé lancé sur l'esplanade) et le musée de La Boverie. Un troisième – la rénovation de la Cité administrative – est annoncé pour 2020 mais pas encore concrétisé. Mi-figue, mi-raisin aussi pour la valorisation du cœur historique (la restauration de l'église Saint-André est prescrite pour la fin d'année mais l'aménagement du site Tivoli reste un mystère temporel) et la création de parcs d'activité économique. Le Val Benoît est entamé, celui bordant le futur CHC de Glain est auguré, le Sart-Tilman s'est développé, à la différence de Bressoux, Rocourt et Angleur. Les 4 000 nouveaux emplois annoncés sont surtout fantasmés.



Le site de Coronmeuse plus que jamais à l'abandon. L'écoquartier promis par la majorité est au point mort.

PHOTOS : HATIM KAGHAT POUR LE VIF/L'EXPRESS



Le Val Benoît, en plein travaux, est l'une des promesses tenues en matière de création de parcs économiques. A la différence d'autres sites, toujours pas aménagés.

430 habitants en moins

Willy Demeyer répète volontiers que la concrétisation de grands projets dure plus longtemps qu'une législature. Mais, ces six dernières années, Liège a surtout vécu sur ses acquis, la plupart des investissements précités ayant été mis en œuvre avant 2012. Les initiatives privées, censées succéder à l'effort public, se laissent désirer.

Insuffisante embellie. Dans son projet de ville 2012-2022, la majorité avait placé la densification tout en haut de ses cinq objectifs stratégiques. Atteindre le cap des 200 000 habitants, Willy Demeyer en rêve chaque matin en se rasant. Sans doute s'est-il coupé, en apprenant début d'année que 430 personnes avaient quitté le territoire par rapport à 2017 (total au 1^{er} janvier : 196 337), mettant fin à une lente courbe ascendante. La faute au logement, avançait-il dans *La Meuse*. « [Le territoire] ne propose plus une offre suffisamment diversifiée pour contenter les demandes. » L'opposition opine, chaque parti à sa manière. « Le logement public est étouffé, il y a eu ces dernières années une diminution de 1 000 à 1 200 unités », assure Raoul Hedeboew. « Il faut répondre aux défis pour les familles, plaide Christine Defraigne. Rénover ne

suffit plus, il faut créer. » Seuls 7,1 % du bâti date d'après 1982, dont 0,6 % d'après 2011 alors que la moyenne wallonne est à 2,2 %, selon l'Iweps.

Les statistiques (voir notre infographie page 94) rappellent le nœud du problème démographique liégeois. Une ville trop jeune. On s'y installe pour étudier, pour démarrer dans la vie. Pas pour fonder une famille : les 35 ans et plus y sont sous-représentés, tous comme les enfants âgés de 5 et 19 ans. Parce que les maisons avec jardin ou les vastes appartements sont des denrées rares ou chères. Par lassitude du quotidien urbain. Dans le projet de ville, les citoyens plaçaient la lutte contre les incivilités comme première priorité. Vandalisme, déjections canines (voire humaines...), tags, mendicité, toxicomanie...

**Une ville trop jeune.
On s'y installe pour
étudier, pas pour y vivre**

Moins de vols, plus d'alcool

Point, évidemment, de cadastre pour évaluer, ces six dernières années, la progression du nombre de graffitis, de flaques de pipi, d'excréments dérangeants ou d'immondices malplaisants. Reste quelques statistiques policières contrastées. Moins de vols (toutes catégories confondues) : 19 350 en moyenne par an entre 2007 et 2012, contre 17 084 entre 2013 et mi-2017. Moins de vandalisme, aussi (sur des biens mobiliers) : 387 en moyenne par an entre 2007 et 2012, contre 255 par la suite.

Mais plus de faits d'ivresse et d'alcool : 986 en moyenne par an avant 2012, 1 108 ensuite. Et plus de tapages nocturnes : 66 en moyenne par an (2007-2012), contre 222 (2013-mi 2017). Ces hausses dépeignent peut-être une attention policière accrue. Comme les baisses peuvent traduire un déplacement des priorités ou, peut-être, les retombées positives d'une présence militaire liée aux attentats.

Restent la toxicomanie, le sans-abrisme et la mendicité. Bien visibles, malgré les tentatives d'occultation. On équipe les bancs des abribus de barres latérales pour empêcher que quiconque s'y allonge, on ferme chaque nuit les agences →

→ bancaires pour éviter que quiconque s'y injecte de la drogue, on prie les indigents d'aller tendre la main dans des quartiers différents selon les jours de la semaine et on le leur interdit le dimanche, pour que quiconque ne s'en irrite. On écarte les problèmes, comme on

même sans leur autorisation. En période électorale, difficile d'affirmer le contraire.

Football panique, comme le dénonce Caroline Saal ? « A six mois du scrutin, une série d'idées fleurissent, c'est le jeu de la politique politicienne. » « Comme cette annonce d'un nouveau parc dans

réduire l'emprise de la voiture dans l'espace public permettrait d'offrir la verdure tant souhaitée. Sauf que la Cité ardente n'a jamais compté autant de véhicules (93 113 en 2017, selon l'Iweps). Et que la majorité a peu œuvré pour que ses administrés puissent « mieux se déplacer » (action prioritaire n°2). Pas (encore ?) de tram, pas de réorganisation du réseau de bus, pas de signalétique dynamique des parkings, un plan piéton datant de 2004 et un plan cyclable dont 67% des aménagements ne sont pas réalisés, selon le Gracq (asbl des cyclistes au quotidien). En attendant, l'immobilité reste bien visible par tous les Liégeois, pour paraphraser un élément de langage à la mode.

MÉLANIE GEELKENS



HATIM KAGHAT POUR LE VIF/L'EXPRESS

La rue de la Casquette devenue piétonne, l'un des signes extérieurs d'une embellie du centre-ville.

avait déjà chassé les prostituées des vitrines de Cathédrale-Nord. Tant mieux pour le confort touristique. Liège donne l'impression d'être de plus en plus visitée, le pari de l'internationalisation (autre action prioritaire de la majorité) semble en passe d'être gagné. Tant pis pour les habitants, pour les usagers du quotidien et, accessoirement, pour ceux que l'on tente de disséminer.

Drogues : un double échec

Mais quelles solutions ? En matière de toxicomanie, Willy Demeyer en défendait deux : l'ouverture d'une salle de consommation et la poursuite de Tadam, du nom de cette expérience pilote de distribution contrôlée d'héroïne menée entre 2011 et 2013. Elle a doublement échoué. A cause du fédéral, qui refuse tout soutien financier et toute adaptation légale. Aujourd'hui, le bourgmestre se démène, rencontre les ministres de la Santé (sans succès) et de la Justice (prochainement), promet qu'il ouvrira une salle de shoot,

le quartier du Longdoz, enchaîne Christine Defraigne. C'est bien, mais on aurait pu le faire avant ! Niveau espaces verts et de détente (deuxième revendication des habitants), la majorité a pourtant plutôt tenu ses promesses, concernant la création ou le réaménagement de parcs (Sainte-Agathe, Chartreuse, Morinval, passerelle Vivegnis vers les Coeteaux...), les développements de plaines de jeux (Closeraie, Fayembois, Sainte-Walburge, Bressoux...) et même la réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires. Tant et si bien que certains ont fini par rouspéter parce que les cimetières, sous « gestion différenciée », donnaient l'impression d'être mal dés herbés. Difficile contentement. D'ailleurs, malgré les efforts, sept Liégeois sur dix n'ont pas accès à un espace vert de qualité, selon le récent aveu des échelons (PS) Jean-Pierre Hupkens (urbanisme) et Maggy Yerna (aménagement du territoire).

Il paraît que, dans certains quartiers,

Le projet de ville 2012-2022

Les demandes citoyennes :

1. Lutte contre les incivilités.
2. Nouveaux espaces verts.
3. Promouvoir Liège à l'international.
4. Prise en compte des quartiers.
5. Développer la mobilité douce.

Les 15 actions politiques prioritaires :

1. Lutter contre les incivilités.
2. Mieux se déplacer.
3. Revoir le stationnement.
4. Investir dans la propreté.
5. Développer des espaces verts.
6. Réduire la consommation d'énergie.
7. Participation citoyenne.
8. Connecter pour mieux communiquer.
9. Formation et emploi.
10. Favoriser l'accès au logement.
11. Investir dans l'école et pour les jeunes.
12. Animer et embellir la ville.
13. Promouvoir Liège à l'international.
14. Vivre dans la dignité.
15. Plan toxicomanie.

Les 5 objectifs stratégiques :

1. Densifier la ville.
2. Créer des emplois et de l'activité économique.
3. Métropoliser Liège.
4. Favoriser le vivre-ensemble.
5. Réduire l'empreinte écologique.

UNE CEINTURE ROUGE SOUS PRESSION

Craquera, craquera pas ? Dans certaines communes de la ceinture rouge autour de Liège, un revirement de couleur n'est pas impossible. Le bleu, comme le bordeaux, sont à la mode. Mais, souvent, le PS n'a besoin que de lui-même pour se compromettre. La preuve par dix.

Autour de la Cité ardente, dans les bastions historiques du PS, le PTB et les scandales ont changé la donne, depuis les élections communales de 2012. Le parti y préservera-t-il ses majorités absolues, parfois plus que centennaires ? 119 ans exactement pour Seraing, la plus ancienne, 95 ans pour Blegny, la plus « récente ». Entre les deux (par ordre décroissant) : Flémalle, Grâce-Hollogne, Beyne-Heusay, Herstal, Soumagne, Saint-Nicolas, Ans.

Les années passent, pas le PS. Même s'il s'effrite, comme sa base sociale. « Les anciens sidérurgistes, les anciens mineurs qui y vivaient atteignent la limite de leur espérance de vie, décrit poliment le politologue Pierre Verjans (ULiège). Leurs descendants ne reprennent qu'en partie leur vote. » Certaines de ces entités embourgeoisées en viendraient même à compter plus de quatre-façades que de maisons ouvrières. « Les bourgmestres PS qui autorisent des constructions de villas à tour de bras accentuent non seulement les problèmes liés à l'étalement urbain, mais se tirent une balle dans le pied, car les nouveaux habitants finiront par voter MR », nous confiait un jour, fort cyniquement, l'un d'entre eux.

**Les années passent,
pas le PS.
Même s'il s'effrite**

Dans les communes où les libéraux ne progressent pas, le PTB s'en charge. Il cartonnait déjà à Seraing et Herstal, il présentera cette fois des listes à Flémalle, Grâce-Hollogne, Saint-Nicolas, Oupeye et Visé. « Notre objectif est de conquérir la ceinture rouge, s'enthousiasme Raoul Hedebouw. Il est temps d'en faire un bon bordeaux, plus un mauvais rosé. » Le parti d'extrême gauche rêve d'un Borgerhout liégeois, seule commune flamande où il a intégré une majorité. Pas gagné. Beaucoup le craignent, peu veulent s'en rapprocher.

1. AWANS

C'est une commune dont on parle peu, sauf au moment de faire des courses chez Ikea ou d'observer la tentative de relance politique d'un ancien élu acquitté du meurtre de sa femme. Awans, demi-campagnarde demi-urbaine, dont l'étroite salle du conseil communal n'offre que deux, trois chaises pour le public et la presse, et c'est même parfois trop. Sauf lorsqu'une motion de méfiance est inscrite à l'ordre du jour. Une exécution publique attire toujours la foule. Un fratricide encore plus.

À Awans, le PS a tué le PS. En 2014, des dissidents socialistes avaient tenté d'éjecter leur bourgmestre, avaient échoué, avaient offert le mayorat à l'opposition libérale et mis fin à leur propre hégémonie qui durait depuis 1928. Bien sûr, d'ici au 14 octobre prochain, ils tenteront de reconquérir ce qu'ils avaient sacrifié. Ils pourraient même y arriver,

leur nouveau chef de file, Thibaud Smolders, jouissant d'une certaine popularité depuis sa tentative d'élection, honorable mais ratée, à la présidence de la fédération liégeoise du parti, l'an dernier. Awans, éphémère craquelure ou première brèche dans la ceinture rouge ? L'histoire pourrait se répéter à Ans, où le match est serré.

2. ANS

Le PS y a perdu sa majorité en 2012 à un siège près. Stéphane Brutus Moreau n'était pas aussi populaire que Michel Papa Daerden. Il n'est de toute façon plus là. Grégory Philippin sera chargé de sauver les meubles, lui qui n'envisageait pas vraiment de devenir bourgmestre. « Je le suis parce que c'est la loi, j'étais le deuxième meilleur score, mais j'aurais préféré que cela se passe dans d'autres conditions. » Stéphane Moreau, assure-t-il, ne joue pas les belles-mères (« ni son genre, ni le mien ») et ne fera pas campagne pour le parti, « sauf si je lui demande ». Il ne le demandera pas.

Il devra batailler en interne contre Walther Herben, actuellement directeur général de la commune, dont la retraite tombe pile-poil pour pouvoir siéger (un fonctionnaire ne peut pas être élu). Supposé très populaire, ce proche de feu Michel Daerden se présentera en dernière place. « Je n'ai pas peur de la démocratie », glisse Grégory Philippin, qui avoue sa préférence pour une reconduction d'une coalition PS-MR-CDH. « Nos rapports sont excellents, pourquoi changer ce qui fonctionne ? »



Seraing, et surtout son entrée de ville, se refait une beauté. Tout bénéfice électoral pour le PS d'Alain Mathot ?

Mais le MR a des ambitions et les moyens de les atteindre : l'échevin Thomas Cialone a réalisé le deuxième meilleur score en 2012, tous partis confondus, il a exercé comme mayor en remplacement de Stéphane Moreau et il n'aura pas à se bagarrer contre le PTB. Il se battra, par contre, « pour qu'il y ait une vraie alternative. Je suis candidat bourgmestre, plus que jamais. Le jeu est ouvert, nous avons bien progressé lors du dernier scrutin, mais je reste prudent car les électeurs ont été chamboulés. L'enjeu majeur sera de stabiliser la situation communale. » Ans, la plus sérieuse possibilité d'incursion bleue dans la ceinture rouge, tout le contraire de Seraing.

3. SERAING

La tête de liste libérale, Fabian Culot, y tacle tout autant (voire plus) le PTB que le PS. « Je veux démontrer que l'alternative

au socialisme n'est pas l'extrémisme et que ce parti serait dangereux pour l'avenir de la ville », répète-t-il.

Logique. Le but du Parti socialiste est de « maintenir (sa) majorité absolue », dixit Déborah Gérardon, deuxième sur la liste. « On le sait, le PTB va faire un gros score chez nous, reconnaît-elle. Et la tendance n'est nulle part en Europe à la gauche traditionnelle. Mais les communales relèvent d'abord d'un enjeu de proximité et, là, on est fort. » L'image d'Alain Mathot l'est fort aussi, écornée. Par les suites du scandale Publifin (ses jetons de présence encaissés via une société privée) et par un procès Intradel dont il est le personnage principal alors que son immunité parlementaire non levée le préserve.

Pâlira-t-il ? Ou bénéficiera-t-il du phénomène du « retournement du stigmate » (copyright Pierre Verjans) selon

lequel plus un élu est attaqué, plus il est soutenu ? Dans la première hypothèse, les libéraux auraient une carte à jouer, celle de l'appoint. « Le MR est le seul parti en mesure de constituer une alternative à la majorité socialiste absolue », prêche Fabian Culot.

4. HERSTAL

Au niveau de l'arrondissement, Fabian Culot fait partie du Legia, un groupe informel fondé par Christine Defraigne et rassemblant Gilles Foret (Liège), Adrien Croisier (Herstal) et Thomas Cialone (Ans). Leur message (en substance) : électeurs, n'ayez pas peur de voter pour un autre parti que le PS, une autre voie est possible (et bleue, selon eux). A Herstal, il faudrait un miracle. D'abord, car là aussi, le PTB devrait cartonner, même si son représentant le plus visible, Maxime Liradelfo, s'est retiré de la →



Grégory Philippin, l'homme qui veut rester bourgmestre d'Ans.



Thomas Cialone, l'homme qui veut devenir bourgmestre d'Ans.



Fabian Culot, l'homme qui a peu de chance de devenir bourgmestre de Seraing.

→ politique. Ensuite, car le bourgmestre Frédéric Daerden s'est assuré contre tout risque baissier en s'associant avec EPH (liste d'obédience CDH, son partenaire de majorité) dans un cartel nommé « PS-H ». Il reste peu de marge de manœuvre au MR.

5. GRÂCE-HOLLOGNE

Ailleurs, le risque vient surtout de l'intérieur. Dans six de ces dix communes, le PS présentera de nouvelles têtes en pole position. Moment traditionnellement délicat, « surtout quand le passage

s'en est toujours pas remise. A l'époque, Charles Janssens avait décidé de se retirer après trente ans de pouvoir. Place aux jeunes, enfin de préférence à l'échevin Alain Delchef (le nom de son successeur espéré était un secret mal gardé). Sauf qu'en 2012, celui-ci n'avait fait « que » le troisième meilleur score, alors la deuxième, Chantal Daniel, avait été intronisée. La suite n'est que conflits, dépôts de plaintes, mise sous tutelle de l'USC, démission du PS de la bourgmestre. Chantal Daniel présentera sa liste dissidente – ICI Soumagne – aux élec-

9. BLEGNY

Le décumul, Marc Bolland le pratique déjà, lui qui avait choisi en 2014 de ne pas se représenter à la Région pour se consacrer à Blegny. Il sollicitera un quatrième mandat de bourgmestre. L'opposition ICDH et MR souhaite « créer la surprise ». Comme depuis nonante-cinq ans.

10. SAINT-NICOLAS

Ici, certains ont coutume de dire « qu'un chien avec un chapeau gagnerait les élections, tant qu'il est socialiste » (dixit le même homme politique cynique). Celle qui portera le couvre-chef, cette fois, s'appelle Valérie Maes. L'échevine avait déjà raté le poste de peu en 2012. L'histoire pourrait se répéter si elle finissait devancée par Abdelkarim Benmouna. L'ancien médecin de Michel Daerden, gros score en 2006, occupera la dernière place de la liste. La candidature de Birol Cokgezen, éphémère bourgmestre durant... quinze jours, n'a pas été retenue par la section locale. Si, au lendemain du 14 octobre, le PS saint-niclausien vit quelques remous, ce sera probablement moins à cause du résultat des urnes que de lui-même. Une nouvelle fois.

MÉLANIE GEELKENS



Herstal et son peu discret nouvel hôtel de ville. Frédéric Daerden y est dans un fauteuil.

de témoin se fait de façon antagonique», pointe Pierre Verjans. Illustration à Grâce-Hollogne. Maurice Mottard, vingt-trois ans de mayorat au compteur et douze d'échevinat, avait promis de ne pas se représenter en 2018. Il a finalement décidé que la pension à 67 ans était prématurée. Celui qui espérait le remplacer, Manuel Dony, ne compte pas s'effacer pour autant. L'USC locale a été mise sous tutelle, la fédération liégeoise du PS ne parvient pas à trancher, Maurice Mottard va créer une liste dissidente. Celle de Manuel Dony ou la sienne, le PS n'en soutiendra qu'une et ceux qui n'y figurent pas seront exclus du parti. Ambiance.

6. SOUMAGNE

La commune a vécu le même scénario que Grâce-Hollogne, en 2013. Et elle ne

tions, constituée d'autres ex-socialistes et humanistes. Alain Delchef sera, lui, tête de liste PS. Combat en vue.

7. BEYNE-HEUSAY

Les successions ne se passent pas toujours mal, comme en témoigne Beyne-Heusay. Serge Cappa, en poste depuis plus de vingt ans, ne se représente pas. Son nom figurera toujours sur la liste socialiste, via sa fille Isabelle, mais c'est l'actuel échevin des travaux, Didier Hentrotin, qui tentera de lui succéder.

8. FLÉMALLE

Suspense limité également ici, où Isabelle Simonis emmènera ses troupes. La ministre a promis de démissionner de ses fonctions à la Fédération Wallonie-Bruxelles « au plus tard en décembre 2018 » si elle était élue.

Une lente érosion

Résultats du PS dans la ceinture rouge			
	1988	2000	2012
Seraing	63,4 %	59 %	50,4 %
Saint-Nicolas	71,9 %	61,4 %	56,5 %
Ans	50,5 %	49,2 %	43 %
Herstal	47,5 %	52 %	51,1 %
Blegny	48,6 %	47,3 %	50,8 %
Beyne-Heusay	69,5 %	56 %	52 %
Flémalle	61,9 %	43,3 %	54,6 %
Grâce-Hollogne	73,5 %	46,5 %	52,3 %
Soumagne	55 %	57,1 %	48,9 %
Awans	47,9 %	39,5 %	42,7 %

Parité au gouvernement ?
Non, disent-elles

L'affaire Massin-Taquin,
le clash des tueurs

Israël a 70 ans : une réussite
mais à quel prix ?

LE VIF

l'express

Faux orphelins
en Belgique

LES ENFANTS VOLÉS DU CONGO

Personne n'a pu éviter le drame. Pourquoi ?

LE VIF 36^e année n° 19 - L'EXPRESS n° 3488 hebdomadaire du 10 au 16 mai 2018
BEL/LUX 5,90 € - P5095568 - ISSN 0774-2711



LA FOLIE DES GRANDS TUEURS

Eric Massin et Caroline Taquin se ressemblent : deux bagarreurs plutôt brutaux, pour qui seul compte le rapport de force. Misogynie à part, portrait de deux emmerdeurs, un coupable et une victime, qui se haïssent.

PAR NICOLAS DE DECKER

« **E**t toi, garce de reine, saloopen ! Je me vengerai ! » Comme don Salluste dans *La Folie des grandeurs*, une dame aux cheveux blonds, aux yeux clairs, à la robe bleue et au caractère indompté a déchu Eric Massin. L'histoire de cette chute brutale, scandée de larmes rageuses et provoquée, surtout, par une insulte sexiste proférée en tribune, avait pourtant chouettelement commencé, pour le président de la fédération socialiste de l'arrondissement de Charleroi. Ce jour-là, le 1^{er} mai s'était, comme à chaque fois, entamé le soir du 30 avril par un cabotage de *veillée en veillée* tenues par les USC et les sections locales. Eric Massin leur fit bien sûr honneur, du karaoké de l'USC de Fontaine-l'Évêque, à « el Vwès », le concours de chants révolutionnaires de la section locale de Lodelinsart, en passant par Marchienne, Pont-à-Celles, Fleurus ou La Docherie. Quelques heures d'un furtif sommeil plus tard, si furtif qu'il dut prendre des airs de sieste, Eric Massin petit-déjeuna avec les militants de Gilly, de Jumet et de Charleroi-Ville. De quoi, pensait-il, se requinquer un peu avant 9 heures, et le rendez-vous devant la FGTB régionale, boulevard Devreux, à 9 h 30, puis, à 10 h 30, celui au grand auditorium de l'Université du travail des

discours socialistes, dont le sien qui lui fit tant de mal, mais n'anticipons pas.

Car à ce moment-là, la bourgmestre MR de Courcelles, Caroline Taquin, se préparait à un 1^{er} mai comme les autres. N'auraient été d'abord, cette exception, transitoire, que le 1^{er} mai libéral ne se ferait, cette année encore, pas à Jodoigne, dont le hall des sports, à l'été 2016, avait été ravagé par une tempête, mais à l'ancien Parc à Mitrailles de Court-Saint-Etienne ; et ensuite cette nouveauté que, désormais experte au cabinet du ministre wallon

Jean-Luc Crucke, elle n'était plus seulement connue que des réformateurs hennuyers, et surtout carolos. Cela allait beaucoup changer très bientôt, mais n'anticipons pas trop non plus, car Caroline Taquin ne le savait pas encore.

Restons encore un peu sur ce 1^{er} mai qui avait bien débuté pour le premier socialiste carolorégien. Si bien qu'Antonio Cociolo, le rugueux patron de la FGTB carolorégienne, avait, pour une fois, épargné les socialistes locaux, pourtant entraînés à subir, à cette occasion, de lourds reproches syndicaux. Pour une fois, d'ailleurs, Paul Magnette lui-même y écouta l'ensemble des intervenants, pour une fois, si doux à ses oreilles, retardant d'autant le meeting de son parti. Mais tout allait bien, donc, et c'est d'un pas anormalement léger que les troupes socialistes remontèrent vers l'UT. Il serait autrement plus lourd deux heures plus tard, pour redescendre vers la Maison des Huit-Heures, place Charles II. Mais n'anticipons toujours plus.



Grand d'Espagne, don Salluste outragea une reine : il paya de sa déchéance son outrage (La Folie des grandeurs, de Gérard Oury, 1971).

MARCEL DOLE/BELGAIMAGE



Eric Massin a quitté la présidence de la Fédération socialiste de l'arrondissement de Charleroi le mercredi 2 mai.

Enfin si, allons-y. Car c'est dans cet auditoire de l'UT, autour de midi, qu'Eric Massin allait signer sa perte. Un peu hésitant « peut-être parce que je me suis trop attardé au karaoké des camarades de Fontaine », dira-t-il même un moment, il passe en revue la situation dans les quatorze communes de l'arrondissement. Et vient alors sur Courcelles, dont la tête de liste tout juste confirmée, Laurence Meire, « n'aura pas la tâche facile face à la plus rosse, là je suis trop gentil... la plus salope, là je suis trop méchant, je dirais la plus hargneuse, des bourgmestres du coin », ajoute-t-il.

Pas d'acclamations ni d'enthousiasme : comme lorsque don Salluste vient percevoir son impôt, c'est un brouhaha de désapprobation qui monte de l'assemblée. Et puis, elle fait semblant de passer à autre chose. Paul Magnette conclut le meeting. Il a conscience du scandale que peut déclencher cette insulte sexiste. Mais il fait, lui aussi, courageusement, semblant de rien.

Sauf que dans l'auditoire, il n'y a pas que des socialistes. Il y a aussi des journalistes, dont celui de *La Nouvelle Gazette*, Loïc Devière, un jeune Montois, passé par le service des sports mais désormais chargé de la politique locale et que confrères et mandataires surnomment affectueusement, sans que personne sache pourquoi, « cacahuète ». Cacahuète n'est pas bête, et connaît bien son travail. Il sait ce qu'il a à faire. Une fois les discours terminés, l'ancien mayor Jacques Van Gompel tombe sur Eric Massin, et Loïc Devière, à la poursuite de Massin, sur Paul Magnette. Masquant la gêne sous le badinage, celui-ci dit d'abord qu'Eric Massin n'a rien dit, puis qu'il n'a rien entendu, puis qu'il a traité Caroline Taquin de « cyclope » et puis s'en va. Après s'être fait sermonner par Jacques Van Gompel, qui exige des excuses publiques et immédiates, Eric Massin croise Loïc Devière. « Je regrette mes propos, j'ai été pris dans l'excitation du moment », explique-t-il. Il est déjà

trop tard, mais il ne le sait pas encore. Malgré les nombreuses remarques, fraternelles ou pas, que lui font ses camarades, dans le cortège sous le dais rouge des drapeaux comme, peu après, devant plusieurs bières blondes à la Maison des Huit-Heures.

Loïc Devière fait le boulot. Il appelle Caroline Taquin pour la faire réagir. Sur le parking du Parc à Mitrailles, elle s'effondre. Des larmes coulent. Elle publie, dès 16 h 45, un message écœuré, qui se répand comme se répand l'horreur sur les réseaux sociaux.

L'article de Loïc Devière est mis en ligne vers 17 heures. Eric Massin l'appelle quelques minutes après, et le menace d'un procès. C'est en fait celui d'Eric Massin qui commence, et il se trouve peu d'avocats pour sa défense. Ses plus proches amis lui demandent de s'excuser plus fermement. Son frère même, Ivan, conseiller communal à Châtelet, se désolidarise pour soutenir « son amie Caroline » sur Facebook. Et Denis →

→ Ducarme, ministre fédéral et président des libéraux hennuyers, exige des excuses. Il est au-delà du trop tard, mais Eric Massin ne le sait pas encore tout à fait.

« Vous êtes un valet, c'est la reine ! »

Paul Magnette, qui était en tournée à Hastières, à Merbes-le-Château puis à Sambreville, revient sur Charleroi en tout début de soirée. Il rejoint les siens au café du Centenaire, à Montignies-sur-Sambre, bastion de Philippe Van Cauwenberghe. Magnette décide Massin à des excuses sur son profil Facebook. Elles sont maladroites. Elles ne suffisent pas à tarir le torrent d'indignation, interne comme externe. Magnette décide Massin à démissionner de la présidence de la fédération. Il fait envoyer le communiqué à 15 heures, le mercredi 2 mai. Pour Eric Massin, c'est fini, et il ne peut plus ne pas s'en apercevoir.

Jeudi matin, plus président de la fédération d'arrondissement mais toujours président du CPAS, il participe avec Paul Magnette à sa première réunion depuis sa démission. Les deux sont invités par la régionale carolorégienne de Vie féminine. Premier point à l'ordre du jour : « Charleroi, ville antisexiste ». Eric Massin demande la parole pour faire acte de contrition et regretter, encore et toujours, ses impardonnables propos. Des larmes coulent encore.

Celles de Caroline Taquin couleront aussi, dimanche midi, sur RTL-TVi. Des larmes du coupable qui s'en veut et des larmes de la victime qui lui en veut. Les larmes du socialiste qui s'amusait du sobriquet d'Eric Marxin, et celles de la libérale qui s'indignait qu'on l'appelât Marine Taquin. Les humeurs de cet avocat brun et cette institutrice blonde, de ce Carolo de l'est et de cette Carolo de l'ouest, de ce député et de cette bourgmestre, de ces deux émotifs qui ont plus en commun qu'on ne l'imaginerait. « Quelle destinée ! Vous n'êtes pas beau, elle est belle ! Vous n'avez pas un sou, elle est très riche ! Vous êtes idiot, elle aussi... Vous êtes un valet, c'est la reine ! »,



Caroline Taquin a déposé plainte contre Eric Massin pour injure, calomnie, diffamation, et pour propos sexistes dans l'espace public.

comme disait d'ailleurs don Salluste à son bon Blaze.

« Votez Taquin, votez putin »

Lui, Eric Massin, est né dans la marmite socialiste. Fils de Florent, ancien secrétaire de la fédération d'arrondissement, il fait de la politique comme un administré en colère un jour fit irruption dans son bureau d'échevin de l'Urbanisme, et comme Nietzsche philosophait : avec

un gros marteau. Ami sincère et filleul politique de Jacques Van Gompel, qu'il fut un des premiers à visiter en prison à l'automne 2006, Eric Massin n'a pas peur de la bagarre. Il en a même fait son principal outil de discussion politique. A tous les carrefours de son chemin politique, des éclats de voix et souvent de violentes collisions. Paul Ficheroulle, qu'Eric Massin écrasa, en USC, lorsqu'il fallut trouver un successeur socialiste à Jean-Jacques

Visiteur comme bourgmestre de Charleroi, en garde une rancune éternelle. Comme parmi d'autres, la députée Latifa Gahouchi, qui ne connaît le repos que depuis qu'elle a quitté leur section de Gilly, ou le conseiller communal Hicham Imane. C'est qu'Eric Massin ne connaît que des victoires ou des défaites. Jamais de compromis. Ses armistices ne sont, face à l'ennemi, que des moments de repos, forcés par un rapport de force défavorable. Ils lui donnent le temps de se trouver de nouvelles troupes, de nouvelles munitions et de fourbir son sabre.

Elle, Caroline Taquin, a froissé une hérédité qui eût dû la conduire au PS pour devenir, en 2006, conseillère communale MR à Courcelles. Son parti, alors, est dans la majorité municipale avec un PS en érosion. En quelques années, comme écolage pour ainsi dire, elle fera sauter, dans les cris et les insultes, le MR local, où elle précipitera la retraite de plusieurs figures, le PS local, dont elle transférera plusieurs figures, et la coalition PS-MR, dont la reconduction, en 2012, était rendue impossible par l'hostilité rageuse que se vouaient la jeune libérale et des socialistes plutôt vieillissants. Une inédite coalition MR-CDH-Ecolo vint mettre un terme à plusieurs décennies de pouvoir rouge. Et elle est bien partie pour survivre aux élections communales d'octobre 2018. Mais les cris et les insultes que suscite et que, parfois, profère Caroline Taquin se font entendre loin au-delà des frontières courcelloises. La haine que lui vouait feu Véronique Cornet, jusqu'à une réconciliation préalable à son trépas, enverrait les récentes injures sexistes de Massin dans un recueil de poésie galante. Lorsque, pendant la campagne 2010, un groupe Facebook la calomnie sous le slogan « Votez Taquin, votez putin » (*sic*), elle commence par accuser à tort son voisin pont-à-cellois



MARCEL DOLE/BELGAINMAGE

« Nous rentrons à Madrid, nous conspirons, le roi répudie la reine, la vieille épouse le perroquet, César devient roi, je l'épouse, et me voilà reine. »
(La Folie des grandeurs, de Gérard Oury, 1971).

Philippe Knaepen, échevin et président de la fédération d'arrondissement de son parti. L'enquête de la Computer Crime Unit révèle l'identité du calomniateur : un très proche de l'échevin MR de Charleroi Alain Eyenga. Ses amis comme ses soutiens lui sont, en revanche, indéfectibles. Tous font de ses ambiguïtés des titres de gloire, comme lorsqu'elle proclamait, en mai 2017, avoir abandonné l'enseignement par la nécessité pour Courcelles d'avoir un bourgmestre à temps plein avant, quelques semaines plus tard, de cumuler cet emploi avec celui d'experte au cabinet Crucke, ou lorsqu'elle défend le soutien d'une asbl catholique intégriste à sa campagne de 2009 par le fait qu'elle a « évolué ». Mettre en doute la cohérence, ou pire, la sincérité, de son action ou de ses déclarations, c'est se gagner une inimitié

Les deux étaient donc faits pour ne pas s'entendre, sculptés pour se détester

presque éternelle. Pour les journalistes également.

Les deux, Eric Massin et Caroline Taquin, du même bois mais pas de la même chapelle, étaient donc faits pour ne pas s'entendre, sculptés pour se détester. Le premier, qui perçoit la seconde comme illégitime, entrée par effraction dans un hôtel de ville socialiste, a vainement tenté de recomposer une section locale brisée par l'ascension de Caroline Taquin. Comme président fédéral, il a mis l'USC de Courcelles sous tutelle. C'est lui qui a encouragé l'ancienne députée fédérale Laurence Meire à quitter Chapelle-lez-Herlaimont pour y apaiser les militants locaux. Mais d'apaisement, il n'y aura pas : samedi 28 avril, à la présentation de la liste courcelloise, Eric Massin, y a été, dit-

on, moins misogyne mais plus injurieux encore que le 1^{er} mai. Aucun journaliste n'étant présent, le président fédéral ignorait qu'il entamait là un très bref sursis.

Sans se voir, les deux, Eric Massin et Caroline Taquin, se sont donc croisés une dernière fois ce 1^{er} mai. La seconde vit une ascension foudroyante, qui lui offrira à coup à peu près sûr désormais une place à la Chambre après les élections de 2019, elle qui ne l'avait ratée, en 2014, qu'au petit matin des dépouillements des derniers bureaux de vote, et après l'avoir largement fêtée. Le premier a connu une chute violente, qui pourrait même compromettre le siège de député provincial qui lui était promis après octobre 2018 : le lui refuser l'offrirait à un socialiste d'une autre fédération, en Wallonie picarde ou à Mons-Borinage en particulier. Un impitoyable jeu de chaises musicales dont il a lui-même lancé la létale mélodie. Et dont il devra mieux se sortir que don Salluste lorsqu'elle s'arrêtera. « Eh ben, en tout cas, on ne va pas moisir ici. J'ai un plan pour tous nous évader. Nous rentrons à Madrid, nous conspirons, le roi répudie la reine, la vieille épouse le perroquet, César devient roi, je l'épouse, et me voilà reine. » ♦

Attentat de Liège : la prison, fatalement radicalisante ?

Charles Michel et l'art difficile du recadrage

Benoît Poelvoorde : « Enfin, je n'ai plus rien à prouver »

LE VIF

l'express

Docteur, les femmes c'est pas DU BÉTAIL !



LE VIF 36^e année n° 22 - L'EXPRESS n° 3491 hebdomadaire du 31 mai au 6 juin 2018 - BEL/LUX 5,90 € - P5085568 - ISSN 0774-2711



LINKEBEEK CHRONIQUE D'UNE DÉSUNION

Les élections seront tendues dans la commune de la périphérie bruxelloise. Le député-échevin MR Damien Thiéry s'est mis le reste du collège à dos. L'actuelle bourgmestre, deux échevins et le président du CPAS présenteront leur propre liste, ne supportant plus l'autoritarisme et l'égotisme du libéral.

PAR MÉLANIE GEELKENS

Redoutés mardis. Depuis de longs mois déjà, plus personne au sein du collège échevinal linkebeekois ne se réjouissait de l'arrivée de ce jour de la semaine. Celui où il se réunit. Les mots se feront désormais encore plus acérés, les silences plus rancuniers, les colères plus débridées. Jusqu'au 14 octobre. Quatre gros mois à tenir ; il y a tout de même une commune à gérer. Chaque camp doit rêver d'une majorité absolue, au lendemain des élections. Car une coalition ? Pas avec des traîtres ! Pas avec un despote !

Le despote, c'est-à-dire Damien Thiéry (MR), échevin et bourgmestre jamais nommé de l'entité. C'est du moins ainsi qu'il est souvent dépeint. Alors, certains de ses anciens alliés vont constituer leur propre liste en vue du prochain scrutin. Sans lui. Les traîtres, c'est donc eux. C'est du moins ainsi que les décrit Damien Thiéry. Yves Ghequiere (échevin et ami proche du libéral, parrain de l'un de ses enfants), Philippe Thiéry (son frère, président du CPAS), Valérie Geeurickx (bourgmestre) et Pasquale Nardone (échevin) seront les figures de proue de cette liste « dissidente » ou « alternative », c'est selon. Sur les 20 élus francophones à Linkebeek (12 à la commune, 8 au

CPAS), 13 ont voté pour ce destin séparé.

« Mon équipe ne souhaitait pas repartir avec mon frère, détaille Philippe Thiéry (DéFI). Soit je me retirais, soit je me rangeais à sa décision. Ce que j'ai fait. Je ne vais pas dire la mort dans l'âme, mais ce n'était pas facile. Même si nous n'avons pas les mêmes points de vue politiques, il reste mon frère. » Sans surprise, Damien Thiéry ne l'a pas bien pris. D'autant qu'Yves Ghequiere, lui, avait été son fidèle soutien durant toutes ces années de combat pour être nommé au mayorat de cette commune à facilités. En 2006, en 2012 et même aux élections anticipées de 2015, le libéral avait remporté le plus de voix de préférences au sein de la liste ayant engrangé le plus de sièges. Mais les ministres flamands successifs de l'Intérieur l'ont toujours recalé.



BERT VAN DEN BROUCKE/PHOTO NEWS

Damien Thiéry dénonce une trahison de la part des autres membres du collège.

« Liesbeth Homans (NDLR : l'actuelle ministre flamande des Affaires intérieures, N-VA) aura réussi à mettre le bordel chez nous », s'exaspérait Damien Thiéry dans *L'Echo* (il n'a pas répondu à notre demande d'interview). En réalité, le député MR s'est débrouillé tout seul. « Il y a sans doute un problème de frustration psychologique, lié au fait de ne jamais avoir été bourgmestre », avance Pasquale Nardone (PS).

Une frustration qui se serait pleinement révélée en mars 2017. A l'époque, le bourgmestre Eric De Bruycker, issu de l'opposition et imposé par Liesbeth Homans en 2015, vient de démissionner. La ministre N-VA entend le remplacer par Yves Ghequiere. Au conseil communal précédant cette nomination, Damien Thiéry annonce qu'il sera absent, prétextant d'abord un voyage au Pakistan, puis le fait de devoir s'occuper de son enfant. Yves Ghequiere le remplace. Il ne recadre pas les deux conseillers communaux qui – cela n'était plus arrivé depuis un bail – prennent la parole en français, ce qui est interdit. Il ne sera jamais nommé. Beaucoup soupçonnent Damien Thiéry d'avoir torpillé son ami, en organisant son absence et en téléguidant les prises de parole en français des conseillers, deux de ses fidèles.

« Jem'appelle Thiéry et tout m'est permis »

Quatre mois plus tard, l'échevine Valérie Geeurickx est nommée bourgmestre. Sans doute Damien Thiéry aurait-il espéré qu'elle n'occupe ce poste qu'en façade, le laissant gérer dans l'ombre. Le libéral (surnommé « je m'appelle Thiéry et tout m'est permis » parmi le personnel communal) s'immisce dans tous les dossiers, les scrute jusqu'à dénicher le détail permettant de la tacler d'un « ton travail n'est pas impeccable ». Seul politique à



La bourgmestre Valérie Geeurickx, qui a réussi à être nommée, là où Damien Thiéry a toujours échoué. Ils ne s'adressent plus la parole.

temps plein au sein du collège, il prend le temps de réceptionner toutes les demandes que la population continue à lui adresser. Il signe les éditos du journal communal en utilisant son titre de président du conseil, gommant progressivement le nom de la mayeure. Comme lorsqu'il envoie un toutes-boîtes préélectoral, défendant le bilan de la majorité : sa photo figure bien en vue sur la Une, celle de Valérie Geeurickx n'apparaît qu'en septième page, précédée de la mention « en charge de la culture et de la jeunesse », nulle part du mot « bourgmestre »... En janvier dernier, lors d'une cérémonie en l'honneur de bénévoles, il prononce un discours sans faire référence à sa collègue, pourtant à deux pas. Dans la salle, tout le monde applaudit, sauf elle. Ils finiront par ne plus s'adresser la parole.

Damien Thiéry a certes la réputation d'être « un homme de dossier », un « boss ». Mais aussi un égotique, cassant, autoritaire, batailleur. « Pas quelqu'un qui fait dans le compromis, mais dans

le conflit. » Le président de DéFI, Olivier Maingain, qui était un ami proche avant son transfuge au MR en 2014, dira qu'il « lui manque la petite dimension psychologique dans ses relations, celle qui facilite les rapports individuels ». Et qui finit par créer un divorce politique. Certains y ajoutent un vernis idéologique (que le MR soit l'allié de la N-VA au fédéral serait difficilement défendable en périphérie), mais celui-ci n'aurait pas craquelé sans ces conflictualités humaines.

Damien Thiéry a annoncé qu'il constituerait malgré tout sa propre liste. Il lui sera plus compliqué de proposer une équipe complète pour le CPAS, tous les

**Damien Thiéry
« ne fait pas
dans le compromis
mais dans le conflit »**

conseillers francophones sortants s'étant positionnés contre lui, n'ayant pas digéré que leur budget 2014 ne soit pas approuvé par le conseil communal, pour des raisons interprétées comme politiques. Le député libéral ne semble pas prêt à faire ce « pas de côté » réclamé par Olivier Maingain pour « préserver l'union francophone ». Il semble toutefois préparer sa reconversion lui qui, en décembre 2016, a créé la société Geo-Pharm, active dans le domaine pharmaceutique et la géobiologie, dont il est le cogérant.

Le nom et la composition exacte de la liste dissidente ne sont pas encore connus, si ce n'est la place d'Yves Ghequiere (premier) et celle de Valérie Geeurickx (dernière). Ce ne sera pas la première fois que les francophones se présenteront en front désuni à Linkebeek. En 2006, l'ancien bourgmestre ad interim Marc De Neef avait constitué sa propre équipe face à cet ambitieux échevin qu'était alors Damien Thiéry. Ce dernier avait gagné le duel haut la main. Et cette fois ? ♦

Liège, l'invincible : souvent touchée, jamais K.-O.

Manuela Cadelli : « Supprimons le ministère de la Justice »

Rodrigo Beenkens, l'humaniste adoré

LE VIF

l'express



RUSSIA 2018

TROUBLE FÊTE



Les dessous de la Coupe du monde :
**hôte sulfureux, argent sale,
tirage manipulé...**

Un ex-dirigeant du foot européen :
**« Les entreprises vont gérer
les compétitions internationales »**

LE VIF 36^e année n° 23 - L'EXPRESS n° 3492 hebdomadaire du 7 au 13 juin 2018 -
BEL/LUX 5,90 € - P5095558 - ISSN 0774-2711

0.1823 >



5 4 14286 210193

LA VÉRITÉ SACRIFIÉE

Le décès de Mawda puis l'attentat de Liège ont montré une classe politique de moins en moins encline à la pudeur, et donc au respect des faits. Typologie d'une Belgique politique si déboussolée que le mensonge semble désormais la règle. Et la vérité, l'exception.

PAR NICOLAS DE DECKER

Un enfant de 2 ans, un adulte de 22, des policières débonnaires. Ces morts absurdes et révoltantes ont traversé le printemps belge. L'émotion suscitée par ces deux drames si proches, la balle policière qui a coûté la vie à la petite Mawda Shawri, d'abord, l'excursion meurtrière de Benjamin Herman, ensuite, a-t-elle définitivement emporté les dernières pudeurs politiques ? Le piteux spectacle, déchaînement de récupérations putatives et de responsabilités alléguées, que donne la classe dirigeante d'un pays qui, pourtant, se croyait épargné par le poison des « faits alternatifs » pourrait le laisser penser. Dans le torrent des invectives et du vortex des réseaux sociaux n'émerge que le meilleur bluffeur. La vérité, aujourd'hui plus que jamais, n'a droit de cité que si elle sert la cause. Ainsi du mensonge, d'ailleurs. Qu'importe qu'elle soit vraie ou fausse : une information qui embarrasse est une *fake news*, tandis qu'un mensonge qui plaît devient un fait.

La tendance n'est pas toute neuve en Belgique. Depuis son intronisation, Charles Michel taxe de désinformation ses opposants, dont certains le mitraillent de leurs pires horions. L'an dernier, Jean-Claude Marcourt avait, de même, qualifié

de *fake news* la nouvelle, révélée par Le Vif/L'Express, du travail de sa fille, avocate, pour le groupe Nethys. Et Didier Reynders, à la tribune du Parlement, gratifia de la même infamie la révélation, par le même journal, des incertitudes sur les fonds libyens bloqués en Belgique.

Mais les tout récents événements ont comme déchaîné cette inclination. Face à des drames si poignants, impossible de ne pas laisser l'émotion l'emporter. Et difficile de ne pas vouloir en profiter. Les milieux académiques, dont on pourrait pourtant raisonnablement supposer qu'ils constituent les ultimes garants de la raison, ne sont maintenant plus à l'abri. Les recteurs, a tweeté un secrétaire d'Etat pour qui « intellectuel » est une injure, doivent s'attendre à « un retour de boomerang dans la figure ». « Les universitaires, comme les recteurs, gagneraient à encourager et soutenir le pouvoir et les décisions politiques quand il y a lieu de le faire », a précisé un député et

La vérité, aujourd'hui plus que jamais, n'a droit de cité que si elle sert la cause

président de centre d'études pour qui « intellectuel » est une aspiration. Quoi de si étonnant, au fond, pour un pays qui comme « intellectuel le plus influent » se désigne un président de parti plutôt qu'un professeur, si la vérité factuelle pèse moins que l'intérêt politique ?

Voici, dans la gamme infinie du mensonge, ceux auxquels se sont adonnés les dirigeants du royaume de Belgique, et pas seulement ces derniers jours.

• **Le mensonge sous condition**, le plus classique, qui, comme les énoncés « infalsifiables » du philosophe Karl Popper, s'éloigne de la vérité parce qu'il est impossible de démontrer sa fausseté, aussi bien par abstraction que par expérimentation. Technique mobilisée par la langue de bois, le mensonge par condition dépend d'une proposition que l'on ne peut vérifier, qui contraint le récepteur de l'énoncé à faire confiance à son émetteur, et donc qui autorise celui-ci à raconter ce qu'il veut, à l'abri confortable du conditionnel. Exemple : lorsque Elio Di Rupo qui, lorsqu'il était Premier ministre, défendait la politique « ferme mais humaine » de Maggie De Block, dit que s'il était encore Premier ministre, il aurait régularisé la famille de Mawda Shawri, et qu'on est bien obligé de le croire. →



Charles Michel et Jan Jambon ne veulent « pas tirer de conclusions avant la fin de l'enquête » sur la mort de Mawda. Mais tout est déjà la faute des passeurs...



PHOTOS : BELGAIMAGE

Raoul Hedebouw
mensonge par vitupération.



Zakia Khattabi
*mensonge par contamination
et par prétention.*



Elio Di Rupo
*mensonge par prétérition,
par exagération et sous condition.*

→ • **Le mensonge par inversion**, qui emploie un terme ou une expression dans un sens opposé à son sens ordinaire ou réel. Exemple : lorsque Bart De Wever, pour qui la Belgique est dominée par la minorité francophone, dit de parents dont l'enfant vient de se faire tuer d'une balle qu'ils n'ont pas tirée que « parler de ces personnes en tant que victimes n'est simplement pas juste ». Ou lorsque Charles Michel, dont la formation politique compte un chef de groupe qui traite un président de commission parlementaire de « cas psychiatrique », un vice-Premier ministre qui estime « crapuleux » le comportement d'un député écologiste de l'opposition, ou un sénateur qui se revendique de plus en plus explicitement de Donald Trump, avoue, « très objectivement », que son parti est le moins enclin à cette « trumpisation » dont il accuse tous les partis qui ne sont pas le sien.

• **Le mensonge par prétérition**, très proche du mensonge par inversion, par lequel son auteur fait précisément ce qu'il dénonce. Exemple : lorsque le gouvernement fédéral décide de « ne pas tirer de conclusions avant la fin de l'enquête » tout en attribuant la responsabilité de la mort d'une migrante à ses passeurs, et en exonérant sa propre politique migratoire. Ou Elio Di Rupo lorsqu'il dit qu'il

n'est pas question de politiser un attentat terroriste tout en en attribuant la responsabilité aux politiques policières et pénitentiaires du gouvernement fédéral.

• **Le mensonge par vitupération**, variante offensive de la langue de bois, qui dégage son auteur de payer le prix du réel par l'emploi de formulations sans aucun autre effet que stylistique, ce qui les rend d'autant plus infalsifiables au sens de Popper. Le mensonge par vitupération est une bulle de savon salissante, un ton, pas une incrimination. Exemple : lorsque Raoul Hedebouw avance, dans *Le Soir* du 5 juin, que « nous, on mène le combat militant contre le radicalisme dans les quartiers, on fait le boulot : eux, ils jettent de l'huile sur le feu pour alimenter le racisme ambiant en Belgique ».

• **Le mensonge par omission**, par lequel le locuteur cache ou minimise

**Avec le mensonge
par prétérition,
son auteur
fait précisément
ce qu'il dénonce**

sciemment un élément dont il a connaissance. Exemple : lorsque Koen Geens, qui n'avait pas démissionné après les attentats du 22 mars 2016 alors qu'il est avéré que des dysfonctionnements dans la justice les avaient favorisés, affirmait que les précédents congés pénitentiaires de Benjamin Herman s'étaient déroulés sans problème.

• **Le mensonge par contamination**, qui associe dans un raisonnement, des arguments qui soit n'ont rien à voir entre eux, soit se contredisent, en faisant alors une variété de mensonge par prétérition. Exemples : lorsque Zakia Khattabi, qui n'avait pas demandé la démission de Koen Geens ou Jan Jambon après les attentats du 22 mars 2016, mais qui a très tôt après le décès de Mawda Shawri mis en jeu la responsabilité personnelle de ministres fédéraux, avoue à *La Libre* : « Ecolo fait de la politique et je l'assume. En attendant, nous n'avons pas attaqué Charles Michel ad hominem. » Ou lorsque Bart De Wever qui, dans une interview à *Wilfried*, disait adorer les anciens Romains qui, contrairement aux Grecs antiques, « n'étaient pas racistes, mais xénophobes », compare, dans sa *Lettre ouverte à Elio Di Rupo*, les étrangers installés en Belgique à « autant de personnes qui, grâce au droit de vote des



Koen Geens
*mensonge par omission
et par autoconservation.*

étrangers, ont directement obtenu tous les droits civils et ont ainsi pu servir de réservoir de voix pour votre parti », alors que les étrangers votant grâce à ce dispositif très restrictif et limité aux scrutins communaux sont très peu nombreux. Le mensonge par contamination peut concerner des personnes et pas seulement des arguments, puisque Bart De Wever, dont le parti fait la fête avec tout ce que l'extrême droite compte d'indépendantistes flamands, posait dans la même lettre qu'Elio Di Rupo avait, le 1^{er} mai, « fait la fête avec « BXL Refugees », qui milite pour la suppression des règles de Dublin et de Frontex, des régularisations collectives et la fermeture des centres fermés », comme si proximité physique faisait foi idéologique.

- **Le mensonge par conservation**, « l'utile mensonge » de Platon, par lequel son auteur sauve une personne que la révélation de la vérité menacerait. Exemple : lorsque Jan Jambon, qui trouvait que les collaborateurs des nazis avaient leurs raisons, fait dire à son porte-parole que « nous n'étions pas là, mais il n'y a aucune raison de douter de nos agents pour le moment » peu après qu'une balle tirée par un policier a tué Madwa Shawri. Il devient un mensonge par autoconservation lorsque c'est son auteur



Bart De Wever
*mensonge par inversion
et contamination.*

même que la révélation de la vérité menacerait. Exemple : lorsque Koen Geens, qui n'avait pas démissionné après la grève des gardiens de prison de 2016 alors que ceux-ci affirmaient que « les prisons fabriquaient des bombes humaines », décide de ne pas démissionner après « deux nuits d'insomnie », et après un attentat commis par une bombe humaine. Ou lorsqu'il dit au *Soir*, samedi 2 juin, que les directeurs de prison décident d'accepter un congé pénitentiaire, alors qu'ils ne formulent jamais qu'un avis, validé ou non par l'administration du ministère de la Justice.

- **Le mensonge par exagération**, qui noie dans un excès langagier un début de vérité factuelle. Exemple : lorsqu'Elio Di Rupo qualifie le gouvernement Michel du « plus destructeur de la sécurité sociale depuis la Seconde Guerre mondiale », en snobant les trois sauts d'index des gouvernements Martens-Gol. Ou lorsqu'Elio Di Rupo, en 2003-2004, qualifiait les réformateurs de « Texans », comparant alors Louis Michel et Daniel Ducarme à George W. Bush. Ou lorsqu'Elio Di Rupo en 2009 annonçait un « bain de sang social » si les mêmes anciens Texans entraient dans les gouvernements régionaux. Il y a donc de vieux spécialistes de l'exagération, et



Theo Francken
*mensonge par lancer de boomerang
dans la figure...*

pas seulement depuis Mawda Shawri. Mais ils ne sont pas seuls.

- **Le mensonge par acceptation sociale**, qui se cache derrière des assertions communément considérées comme vraies pour s'éviter toute contestation et, en fait, toute vérification. Exemple : lorsque Jan Jambon, qui n'avait pas démissionné non plus après avoir injustement attribué la responsabilité des attentats du 22 mars 2016 à un de ses subordonnés, fait dire à son porte-parole, le lendemain du décès de Mawda Shawri, qu'il ne « faut pas retourner la logique : c'est le résultat du trafic d'êtres humains », sans demander de quoi ce trafic est lui-même le résultat. Pas parce que cette question n'a aucun intérêt, mais parce que son intérêt est de ne pas poser cette question : ce n'est pas ce que veulent ses soutiens.

- **Le mensonge par fiction**, qui ne coûte rien à personne, est un pur divertissement que permet le détachement des pesanteurs du réel. « Mentir sans profit ni préjudice de soi ni d'autrui n'est pas mentir : ce n'est pas mensonge, c'est fiction », disait Jean-Jacques Rousseau. Il y en a, de nos jours, des mensonges divertissants. Sans doute.

Mais ce n'est sans doute pas non plus le moment de rigoler. ♦

Di Antonio : encore
des subsides entre amis

Fonds libyens gelés :
l'ONU débarque à Bruxelles

Autopsie de l'ingérence
turque en Belgique

LE VIF

l'express

Faut-il limiter l'accès à

L'UNIVERSITÉ ?

L'enseignement supérieur et les politiques
s'apprêtent à trancher

LE VIF 3^{es} année n° 25 - L'EXPRESS n° 3494 hebdomadaire du 21 au 27 juin 2018 -
BEL/LUX 5,90 € - P509550 - ISSN 0774-2711

0.1825 >



5 4 14286 210193

MICHEL KRAKOWSKI/BELGAIMAGE



DIDIER LEBRUN/PHOTO NEWS



TIM DIRVEN/REPORTERS



MARK RENDERS/PHOTO NEWS



ÉLUS. INCULPÉS. ET CANDIDATS ?



*De g. à dr., Serge Kubla (MR),
Alain Mathot (PS),
Joëlle Milquet (CDH),
Marc Duvivier (PS),
Jean-Charles Luperto (PS)*

Plusieurs élus locaux, régionaux ou fédéraux, se présenteront au scrutin d'octobre prochain sans savoir s'ils seront, ou non, condamnés plus tard. Chaque parti a ses propres règles pour ces toujours présumés innocents. Et une personne n'est pas l'autre...

PAR LAURENCE VAN RUYMBEKE

Connus ou moins connus, ils sont susceptibles de gêner les partis aux entournures à quelques mois des élections communales : les élus qui font l'objet d'une inculpation sont autant de cailloux possibles dans leurs chaussures. A moins qu'ils ne soient une chance, si l'électeur ne croit pas à leur culpabilité. Dans tous les cas, ils représentent un risque, puisque les faits dont ils sont suspectés pourraient être confirmés par la justice après les élections.

La règle irrefragable de la présomption d'innocence permet aux candidats inculpés de se représenter aux scrutins. Seules les règles internes à leur formation politique peuvent le leur interdire. » Le système judiciaire, c'est une chose, estime Pierre Verjans, politologue à l'ULiège, mais le système social en est une autre, qui a besoin de balises différentes. » Au niveau communal, il est toutefois possible de se présenter sur une liste, par exemple dite du bourgmestre, sans lien direct avec un parti classique, et le tour est joué.

D'autant que les scrutins communaux, comme celui d'octobre prochain, misent d'abord sur la proximité. Un élu qui a maille à partir avec la justice mais qui est très populaire pourrait dès lors ne pas être sanctionné dans les urnes. « Mais, élu, il pourrait faire l'objet d'une condamnation quelques mois ou quelques années plus tard, et être privé de son droit d'éligibilité. Son mandat deviendrait dès lors caduc », souligne le constitutionnaliste Christian Behrendt.

A contrario, certains élus inculpés qui se retirent en raison de leur inculpation font parfois l'objet d'un non-lieu, des années après les faits. L'ancien ministre socialiste Didier Donfut, qui a bénéficié d'un non-lieu après neuf ans de procédure, en sait quelque chose. Le prochain scrutin permettra aussi de voir dans quelle mesure Bernard Wesphael, inculpé puis blanchi, subira les conséquences électorales de son passage devant les tribunaux. L'ancien député Ecolo, fondateur du Mouvement de gauche puis du Mouvement démocrate citoyen se présentera devant les électeurs d'Awans, en octobre prochain, sur une liste citoyenne.

Conséquences variées

Les enjeux seront différents pour les élections régionales et fédérales, qui auront lieu en mai 2019. « Les inculpés sont un problème parce qu'ils abîment l'image du parti auprès des électeurs potentiels, pose Pierre Verjans. Ils incarnent en effet une rupture par rapport aux valeurs essentielles que les partis mettent en avant. »

Voire. Car les électeurs ne jugent pas forcément de la capacité des candidats à prendre des décisions politiques en fonction de leur éventuelle inculpation. Un élu poursuivi pour une infraction au Code de la route ne sera pas perçu de la même manière qu'un responsable politique adepte de la fraude fiscale. Un conseiller communal qui aurait dérapé dans sa vie privée ne sera pas considéré comme celui qui s'est servi dans les caisses du CPAS. Le type de délit →

→ commis et sa gravité pèsent donc lourd dans le jugement de l'électeur.

On a d'ailleurs vu, par le passé, certains inculpés gagner en popularité à chaque coup de boutoir de la justice. Comme le Liégeois Guy Mathot, poursuivi dans le dossier Agusta, qui voyait sa popularité augmenter à chaque rebondissement judiciaire, notamment auprès des électeurs qui considéraient qu'il défendait des valeurs anti-establishment. Ces derniers analysaient ses nouveaux embarras

corruption passive et blanchiment d'argent, mais protégé par son immunité parlementaire sur décision des députés, peut se présenter comme tête de liste à Seraing pour les prochaines élections communales : il ne sera pas renvoyé devant une juridiction de fond.

On dira que les formations politiques peu représentées aux différents niveaux de pouvoir, comme Ecolo et le PTB, risquent statistiquement moins de compter des dérapages dans leurs rangs. C'est vrai

LES ÉLUS FRANCOPHONES INculpÉS

• Armand De Decker

Inculpé de trafic d'influence dans le dossier du Kazakhgate, il a renoncé à son écharpe mayorale à Uccle avant de démissionner du MR, en mai de cette année. Il siège cependant toujours comme député bruxellois et conseiller communal, à titre d'indépendant. Il ne se représentera pas au scrutin communal d'octobre.

• Serge Kubla

L'ancien ministre wallon MR et bourgmestre de Waterloo, inculpé de blanchiment d'argent et de corruption, a démissionné de son mandat de bourgmestre le 28 février 2015. Il ne se présentera plus devant les électeurs.

• Joëlle Milquet

Ministre francophone de l'Enseignement (CDH), elle a été inculpée de prise illégale d'intérêts, en avril 2016, dans un dossier relatif à certains emplois au sein de son cabinet fédéral de l'Intérieur en 2014, suspects aux yeux de la justice. Elle a immédiatement démissionné. Toujours députée bruxelloise et conseillère communale à Bruxelles-Ville, elle ne sera pas candidate aux prochaines communales.

• Alain Mathot

Le député fédéral PS et bourgmestre de Seraing est inculpé pour corruption passive et blanchiment d'argent depuis le 28 novembre 2011. En avril 2016, la Chambre s'est toutefois prononcée contre la levée de son immunité parlementaire. Il sera tête de liste pour les communales à Seraing.

• Jean-Charles Luperto

Inculpé depuis décembre 2014 d'outrage public aux mœurs, il démissionne de son poste de président du parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Toujours député (PS) et bourgmestre de Sambre-ville, il a été renvoyé il y a peu devant →



Bernard Wesphael, inculpé puis blanchi : avec quelles conséquences électorales ?

judiciaires comme la preuve qu'il dérangeait une certaine élite.

Parmi les élus inculpés, on observe diverses tactiques, une fois l'inculpation prononcée. Certains quittent la politique, d'autres y restent discrètement. Tout dépend de la personnalité de l' élu inquiet par la justice, de sa place dans le parti, de sa visibilité médiatique et de la gravité des faits dans lesquels il est impliqué. Chaque cas, à vrai dire, est particulier. Le départ à la pension, pour les moins jeunes, est évidemment la porte de sortie la plus douce.

Reste la délicate question de l'immunité parlementaire. Le socialiste liégeois Alain Mathot, inculpé depuis 2011 pour

pour le PTB. En revanche, deux élus Ecolo, Paul Fauconnier (Verviers) et Didier Want (Assesse), ont été condamnés par la justice pour des faits sans lien avec la vie politique. Ils ont tous les deux été exclus du parti. Le risque zéro n'existe pas...

Guy Mathot voyait sa popularité augmenter à chaque rebondissement judiciaire

→ le tribunal correctionnel. Se présentera aux élections d'octobre.

• **Marc Duvivier**

Bourgmestre PS d'Ath, il a été inculpé de faux, usage de faux, prise d'intérêts et concussion alors qu'il était secrétaire communal de la ville, en mai 2010. Il sera jugé le 15 octobre prochain, au lendemain des élections communales, devant le tribunal correctionnel de Tournai. Le PS athois qui lui avait, dans un premier temps, interdit de figurer sur la liste, a finalement fait marche arrière.

• **Anne Debouvrie**

Echevine PS à Celles-en-Hainaut, elle est poursuivie pour faux, usage de faux et tentative d'escroquerie dans le cadre de l'achat de terrains agricoles. Son procès se tiendra le 12 novembre prochain, soit après les élections communales, devant le tribunal de Tournai. Elle se présentera devant les électeurs un mois auparavant.

• **Nicolas Bastien**

Echevin PS à Boussu, il est inculpé d'infraction à la législation sur les armes depuis octobre 2017. Il figurera sur la liste PS lors des élections d'octobre.

• **Francis Delfanne**

Echevin de Bernissart, il est exclu du PS en 2014 pour non-paiement de ses cotisations et inculpé pour abus de faiblesse. Il comparaitra devant le tribunal de Tournai en novembre 2018. Ne se présentera pas au scrutin d'octobre.

• **Christian Van Eyken**

Le seul francophone (DéFI/Union des francophones) siégeant au parlement flamand est inculpé d'assassinat. Il ne se présentera ni au scrutin d'octobre, ni à ceux de 2019. ♦

Les règles, parti par parti

PS

Au PS, il n'y a pas d'automaticité entre une mise en examen et des sanctions internes au parti. « Nous respectons le principe de présomption d'innocence et prenons le soin d'éviter toute interférence avec le travail de la justice,



DIDIER LEBRUN/PHOTO NEWS

Didier Donfut (PS) : un non-lieu après neuf ans de procédure.

souligne le porte-parole. Il appartient cependant aux instances locales du PS d'apprécier, au cas par cas, si une candidature est bien compatible avec la fonction exercée et ne porte pas atteinte à l'honorabilité du PS. »

DéFI

Chez DéFI, tout candidat aux élections doit remettre un extrait de casier judiciaire ainsi qu'une déclaration sur l'honneur selon laquelle il ne fait pas l'objet de poursuites pénales. Si des éléments sont repris dans le casier judiciaire d'un candidat ou si celui-ci fait l'objet de poursuites pénales, la commission électorale statuera sur la recevabilité de sa candidature. Un élu faisant l'objet d'enquête ou de poursuites pénales ne peut se présenter au prochain scrutin. Tous ses mandats internes à DéFI sont suspendus et il lui est interdit de poser tout acte au nom du parti. Il revient ensuite au comité des sages de se prononcer sur son cas, la sanction ultime étant l'exclusion.

MR

Le code de bonne conduite du MR prévoit que « le candidat sur une liste MR s'engage à se mettre en congé ou à démissionner de ses mandats et fonctions si une procédure pénale ou une décision de levée d'immunité parlementaire ou de mise en accusation l'empêche de continuer à exercer pleinement ses mandats et fonctions ou si elle porte préjudice à l'institution qu'il représente ».

PTB

Un élu poursuivi par la justice sera dans l'obligation de remettre son mandat au parti et peut, au pire, en être exclu. Les statuts prévoient en effet qu'une exclusion peut être prononcée si un membre du parti lui nuit gravement ou agit en contradiction avec ses statuts, règlements ou décisions. « Nous devrions juger au cas par cas s'il faut attendre ou non la décision finale des tribunaux, détaille Germain Mugemangango, porte-parole. Mais nous ne pourrions autoriser un élu inculpé à se représenter devant l'électeur que s'il a entre-temps été innocenté. »

Ecolo

« Sera privé de son droit à être candidat aux élections tout mandataire qui n'aurait pas respecté la charte des mandataires. Sa qualité de membre peut aussi lui être enlevée par référence aux statuts. Les exclusions des membres se font au cas par cas par « la commission des membres », composée de trois bénévoles, d'un représentant des coprésidents et d'un représentant du parlement interne.

CDH

Le candidat est tenu d'informer le comité de déontologie, d'éthique et d'arbitrage du parti de toute condamnation dont il aurait fait l'objet. S'il fait l'objet d'une enquête judiciaire ou d'une procédure disciplinaire, il doit également, avant toute acceptation de sa candidature, en avertir le comité. C'est cette instance qui décide des suites réservées à chaque demande. ♦

Bois du Cazier, 8 août 1956 :
une catastrophe, vraiment ?

En Israël, le duel entre
judéité et démocratie

Annie Cordy, la vraie
reine de Laeken

LE VIF

l'express



LE DJIHAD INFILTRE INTERNET

Comment il se replie sur la Toile pour recruter,
financer et planifier ses attaques

LE VIF 36^e année n° 31 - L'EXPRESS n° 3500 hebdomadaire du 2 au 8 août 2018
BE/LUX 5,90 € - P509558 - ISSN 0774-2771

01831 >



5 4 14286 210193

MOREAU N'EN A PAS FINI AVEC LA PERGOLA

Le parquet général de Liège a interjeté appel contre l'ordonnance de non-lieu dans le dossier dit « de la pergola ». Le ministère public réclame toujours le renvoi de Stéphane Moreau en correctionnelle.

PAR DAVID LELOUP

Le dossier dit « de la pergola » continue de coller aux basques de Stéphane Moreau. Dans cette affaire d'escroquerie présumée à l'assurance après la chute d'un arbre sur l'abri de jardin d'un voisin du CEO de Nethys, le parquet général de Liège a décidé d'interjeter appel contre la décision de la chambre du conseil du 6 juin dernier.

Cette dernière avait carrément prononcé une ordonnance de non-lieu à l'égard de Stéphane Moreau, de l'ex-CEO d'Ethias Bernard Thiry, et de sept autres cadres supérieurs ou employés de la compagnie d'assurances. Circulez, il n'y a rien de pénalement répréhensible à juger. Pourtant, le 16 avril, le substitut du procureur général, Paul Catrice, avait requis le renvoi en correctionnelle des neuf prévenus, estimant que le dossier contenait des indices sérieux de faux, usage de faux, escroquerie, abus de confiance et faux comptables.

Le ministère public défendra donc à nouveau sa copie, cette fois devant la chambre des mises en accusation. « La date de l'audience n'a pas encore été fixée

mais ce ne sera probablement pas avant novembre ou décembre », nous précise le procureur général près la cour d'appel de Liège, Christian De Valkeneer.

C'est le 28 février 2010 que démarre l'affaire, quand des vents violents déracinent un arbre situé sur un terrain de Xhendremael (Ans) appartenant à Stéphane Moreau. Le grand végétal ligneux s'abat sur la pergola d'un voisin et la détruit : les dégâts se chiffrent à quelque 53 000 euros. Problème, Stéphane Moreau n'est pas assuré pour ce type de sinistre. Un contrat antidaté, prenant effet deux mois plus tôt, aurait alors été rédigé par Ethias pour permettre d'indemniser le voisin. Faux flagrant en écriture, estime le parquet général. Simple geste commercial, rétorquent Ethias et Stéphane Moreau.

Etrangement, ce dernier a remboursé les 53 000 euros à Ethias au printemps 2017, comme nous l'avions révélé sur levif.be. Pourquoi ? « Je voulais qu'il n'y ait plus la moindre aspérité, déclarera Moreau à SudPresse, sans convaincre. Et cela a été fait bien après qu'Ethias ait déclaré publiquement qu'elle n'avait subi aucun préjudice. »

La stratégie de défense de Stéphane Moreau consistait en réalité à tout mettre en œuvre pour qu'il puisse espérer obtenir une suspension du prononcé, voire un non-lieu. Ethias ayant déclaré n'avoir pas été lésée, ne s'étant pas portée partie civile, et ayant de surcroît été remboursée, il devenait nettement moins confortable pour la justice de réclamer une sanction lourde contre Moreau et les huit autres prévenus.

Contacté pour commenter l'appel du parquet, Stéphane Moreau n'a pas réagi à nos sollicitations. Dans un communiqué du 20 octobre 2017 relatif à un autre dossier (l'affaire Tecteo-Ogeo), l'inamovible CEO de Nethys déplorait être la victime d'un « acharnement » judiciaire. Il ciblait en particulier le substitut Catrice en révélant, pour le déstabiliser, qu'il était un « ancien affilié du parti socialiste de la section d'Ans ».

L'ex-CEO d'Ethias Bernard Thiry a pour sa part été nommé, par le PS liégeois, président de Resa début juillet. Resa, c'est le principal gestionnaire de réseau gaz et électricité en province de Liège, qui doit être scindée de Nethys après le scandale Publifin. Renvoi d'ascenseur ? ♦



Stéphane Moreau se dit victime d'un acharnement judiciaire.

DANNY GYS/REPORTERS

Exploration urbaine :
les sites les plus prisés

Le choc des homonymies :
(f)erreur sur la personne

Le manoir de Franco :
l'Espagne face à son passé

LE VIF

l'express

LE VIF 36^e année n° 32 - L'EXPRESS n° 3501 hebdomadaire du 9 au 15 août 2018
BEL/LUX 6,90 € - P509550 - ISSN 0774-2711

LE MAL-AIMÉ



en couverture



CHARLES MICHEL, LE MAL-AIMÉ

Près de deux cent mille emplois créés. La paix communautaire préservée. Or, son gouvernement est vilipendé. Injuste ? Le Premier ministre fustige les « pseudo-experts », le microcosme médiatique négatif ou ces organisations qui font campagne pour le PS et Ecolo. Une posture anti-establishment. Grâce à laquelle il vise un Michel II en 2019.

PAR OLIVIER MOUTON

Quatre ans après son arrivée au pouvoir, le gouvernement Michel voit le bout du tunnel. Sa vie chahutée peut se résumer en une symphonie en quatre temps. Le 11 octobre 2014, lors de sa prestation de serment, la suédoise – rebaptisée « kamikaze » par une partie de la presse – est accueillie par des quolibets, massifs dans l'opposition francophone. Un an plus tard, ses détracteurs les plus acharnés reconnaissent, surpris, que cette équipe réforme à tour de bras et qu'elle ira jusqu'au bout de la législature. Il s'ensuit une année de tensions entre partis flamands, arbitrée par le MR pour faire la synthèse. Avant un dernier accord festif, annoncé en grande pompe le 23 juillet dernier. « Le résultat fort de toute une équipe », se réjouit le Premier. « Ceci n'est pas un accord », analyse la presse flamande. En toile de fond, ce sentiment qui domine chez les libéraux francophones : « Nous sommes des incompris... »

Le bilan ? « Un sans-faute »

« Cette décomposition en quatre temps est une façon de voir les choses, relative-t-on dans les travées du 16, rue de la Loi. Nous préférons insister sur la concrétisation des deux grandes lignes fondamentales de cette législature, qui ont confirmé le bien-fondé de notre choix posé il y a quatre ans, après le repli du PS et du CDH sur les Régions. » Comme une ligne claire tirée, à l'heure du bilan, entre le mariage controversé avec la N-VA et la volonté de prolonger le bail en 2019, si l'électeur le permet. Tout d'abord, le « jobs, jobs, jobs », cette obsession fondamentale énoncée depuis les premiers jours se solde par un résultat implacable :

plus de 190 000 emplois créés et une atmosphère à ce point propice au développement de l'activité qu'il faut désormais combler 135 000 places en pénurie. « C'est la motivation de la dégressivité accélérée des allocations de chômage, relève-t-on au MR. Contrairement à la mesure similaire décidée sous Di Rupo, dont il reconnaissait lui-même qu'elle visait à faire des économies ! »

Ensuite, la paix communautaire a été préservée, mise au frigo lors des négociations avec les nationalistes. « On oublie de le rappeler : mettre la N-VA à bord a permis de la neutraliser parce que dans l'opposition, elle aurait multiplié les surenchères communautaires », se félicite-t-on au sein du pouvoir. Non sans ajouter que cet attelage détonant a permis de gérer l'imprévu : la menace terroriste et la crise migratoire. « Sans renoncer fondamentalement à nos principes libéraux, défend-on au Seize. Nous ne sommes pas un pays prêt à basculer dans une culture sécuritaire. D'ailleurs, nous sommes allés bien moins loin que ce qu'a fait le président socialiste François Hollande, en France, après les attentats. » En marge

« Mettre la N-VA à bord a permis de la neutraliser »

de la question migratoire, la polémique sur les visites domiciliaires a bien ébranlé l'aile gauche du MR, parce qu'elle touchait au sacro-saint principe de la propriété privée, mais elle a été gelée par Charles Michel. « Depuis, 80 % des courriers que nous recevons nous reprochent de ne pas avoir été jusqu'au bout », précise-t-on.

« Franchement, ce bilan, c'est un sans-faute, fanfaronne Richard Miller, député et président du centre d'études du MR. J'avoue que je suis totalement à l'aise, même s'il y a eu des →

en couverture



Début 2018, des manifestants réclament le départ du secrétaire d'Etat à l'Asile, Theo Francken, et du gouvernement fédéral dans son ensemble.

→ moments difficiles. Je suis responsable des programmes du parti depuis les années 1980 et je n'ai jamais vu un gouvernement appliquer à ce point notre politique, grâce à l'absence des socialistes. » Le reflet d'un parti en lévitation, du moins en apparence. « Hors de Belgique, on salue le fait que nous avons stabilisé le pays comme jamais, clame Charles Michel. A l'heure où partout en Europe, de l'Allemagne à l'Italie en passant par l'Espagne, la situation est compliquée. » La Belgique, une oasis ? Dites-le à ceux qui ne cessent de vilipender la suédoise, semaine après semaine, d'un dossier à l'autre...

Les critiques ?

« Un microcosme bien-pensant »

Le dernier accord estival conclu par la suédoise, avec son *jobs deal*, n'a pas dérogré à la règle des répliques au bazooka de la gauche. « Le gouvernement Michel fait payer aux chômeurs sa mauvaise gestion budgétaire et sa mauvaise gestion de l'économie, dixit Ahmed Laaouej, chef de groupe PS à la Chambre, qui parle d'une coalition « de la matraque sociale ». Je promets de pourrir la vie du gouvernement fédéral à la rentrée », appuie Robert Vertenueil, président de la FGVB, qui veut bloquer le pays. Réplique de Michel : « Nous défendons le travail, ils défendent le chômage. J'espère qu'ils ne vont pas pourrir la vie des Belges. » Un jeu de rôle.

« La FGVB, on s'en fout un peu, grince-t-on au MR. Elle se

comporte comme un rappeur qui veut tout niquer. On ne s'attendait pas à autre chose de sa part, même si ces mesures ont été concertées. » « L'opposition cherche tous les moyens possibles, c'est le syndrome du "Caramba, encore raté", ironise Richard Miller. Sur chaque sujet, que ce soit le budget, le remplacement des F-16, la réforme de l'IVG ou le Kazakhgate, ils essaient de montrer que le gouvernement va dans le mur. Cela ne s'est jamais vérifié. Il est vrai que quand on fait des réformes structurelles, on touche forcément à des piliers, à des chasses gardées, et cela énerve. » Au-delà de ces affirmations bravaches, le seul MR du côté francophone doit toutefois composer avec une opinion publique qui lui est majoritairement hostile au sud du pays et cela pèse régulièrement sur le moral des troupes. « Il y a un sentiment d'injustice, reconnaît le député. Que l'opposition se trompe, d'accord, mais nous regrettons qu'elle ne reconnaisse jamais ses erreurs. »

Arrivé au Seize avec une réputation d'animal au sang-froid, Charles Michel a par moments perdu son flegme, tant face à ce tir de barrage qu'en raison des accusations selon lesquelles le vrai centre du pouvoir fédéral se trouvait à Anvers, chez Bart De Wever. Au risque de développer le sentiment amer d'être mal-aimé, malgré un investissement « à 1000 % ». « Certains ont estimé que ce que j'exprimais était de l'amertume, constate-t-il. Ce n'est pas le cas. J'ai la volonté d'être délibérément offensif pour démasquer les analyses erronées. J'ai

compris très tôt que des journalistes et des pseudo-experts, surtout du côté francophone, étaient des anciens adorateurs du PS qui haïssent désormais la N-VA. La bataille contre ce microcosme bien-pensant n'est pas simple. Mais je suis convaincu qu'il y a une grande différence entre cette perception, surtout bruxello-centrée, et la réalité de l'opinion publique. En Flandre, je suis très populaire. Et sur le terrain, en Wallonie, je reçois un superaccueil, comme ce fut encore le cas fin juillet à la Foire agricole de Libramont. Je suis convaincu qu'un tiers ou un quart de la population francophone ne partage pas ce rejet de notre politique. Ce serait suffisant pour que le MR obtienne une victoire électorale. »

En début de législature, les libéraux pestaient déjà, pêle-mêle, contre la fronde syndicale, le peu de temps d'antenne octroyé à la RTBF ou les attitudes partisans d'un certain nombre d'acteurs, que ce soit Solidaris, la Mutualité socialiste, accusée de distribuer à tout-va des tracts antigouvernementaux, ou les associations actives dans le domaine de la migration, aux analyses jugées unilatérales. Cette fronde s'est élargie, notamment à l'encontre du Centre d'action laïque, accusé d'avoir injustement attaqué la volonté libérale de sortir l'IVG du Code pénal. « C'est la goutte qui a fait déborder le vase : il y a des instances financées avec de l'argent public qui font de la propagande et mènent des campagnes pour des partis politiques comme le PS et Ecolo, insiste-t-on dans les rangs libéraux. Ça ne va pas. » Le MR est déterminé à mettre cette question sur la place publique lors de la campagne électorale. Il compte proposer une « réforme du financement de la

L'équation électorale est similaire à celle d'il y a quatre ans

démocratie » pour responsabiliser ces acteurs – ONG, syndicats, mutuelles... – et éviter qu'ils ne détournent les moyens reçus. Une réflexion déjà amorcée par la N-VA. Car en Flandre aussi, les critiques ont fusé à la suite de l'accord de cet été. « Mais là, c'est davantage l'effet de certains observateurs désireux de faire le buzz, pour se profiler, sans arrière-pensées politiques », nuance-t-on.

Au MR, on se pose aussi des questions d'organisation interne. Certains commencent à émettre de sérieux doutes au sujet des équipes de communication du parti, incapables d'arrêter le flux des attaques.

Un Michel II version anti-establishment

Conscient de la façon dont la politique évolue partout, le regard tourné vers les Etats-Unis de Donald Trump, la France d'Emmanuel Macron voire l'Italie de Matteo Salvini, Charles Michel se verrait pourtant bien prolonger son bail au Seize. En ajoutant, pour y arriver, une dose de positionnement « anti-establishment » et en capitalisant sur le « bon sens populaire » face à la fronde du « microcosme bien-pensant ». Ce « mal-aimé » veut retourner cette énergie négative contre ceux qui la diffusent.

Un Michel II ? Le choix posé en 2014, qui était alors contraint et forcé, semble être devenu une évidence. Et l'équation est similaire à celle d'il y a quatre ans. « Lors de la campagne, nous mettrons en évidence les deux grands schémas possibles, dit-on dans l'entourage du Premier. Soit un choc frontal entre la droite flamande et la gauche wallonne, comme ce fut le cas lorsqu'Elio Di Rupo a négocié avec la N-VA, ce qui débouchera

inévitablement sur le confédéralisme. Soit la nécessité de conserver une capacité de gouverner au centre-droit raisonnable, pour réformer le pays. » D'ailleurs, considère-t-on, l'attitude actuelle du parti de Bart De Wever serait facile à lire : il envoie des signaux pour menacer d'un retour du communautaire si la tentation d'une coalition entre le PS, PTB et Ecolo – prônée par la FGVB – l'emportait en Wallonie. Traduisez : c'est nous ou le chaos...

« J'estime que cette configuration avec la N-VA a démontré que le fédéralisme fonctionne et je suis favorable à un Michel II au lendemain des élections de 2019, cela ne fait pas l'ombre d'un doute, conclut Richard Miller. Ce que l'on a fait, on a pu le faire parce que la famille socialiste était dehors. Et il reste énormément de travail pour continuer à réformer le pays, mais aussi pour peser sur la situation inquiétante au niveau européen. Charles Michel, désormais l'un des leaders européens les plus expérimentés, peut être à l'origine d'un renouveau de l'Union. »

Mal-aimé, il lui reste désormais neuf mois pour conquérir le cœur des électeurs. Le temps d'une gestation. ♦

JEAN-MARC QUINET/REPORTERS



Ahmed Laaouej, chef de groupe PS à la Chambre, attaque régulièrement le gouvernement. Avec Raoul Hedebouw et Marco Van Hees (PTB).

Comment Kabila
prépare l'après-Kabila

La haine du touriste
s'étend en Europe

Grandeur et misère
d'un « infiltré » de la Sûreté

LE VIF

l'express

On ira tous à COMPOSTELLE

Dans les pas
d'une nouvelle quête
de spiritualité



LE VIF 36^e année n° 33 - L'EXPRESS n° 3502 hebdomadaire du 16 au 22 août 2018
BEL/LUX 5,90 € - P509558 - ISSN 0774-2711



MACHIAVEEL IS TE VEEL

Tête de liste pour le PS français aux élections européennes de mai 2019 ?
En ne balayant pas la rumeur, Paul Magnette laisse peser l'incertitude :
et s'il quittait, comme ça, la politique belge ?

PAR NICOLAS DE DECKER

Paul Magnette n'est pas un homme quelconque. Il lui plaît de le savoir, se délecte de le faire savoir, et montre de la mélancolie quand il trouve que ça ne se sait pas assez. Il n'est pas un homme sans qualités, mais il a le défaut des gâtés : il n'a pas de plan de carrière, parce qu'il n'en a pas besoin, alors il ne planifie rien de bien loin. Une carrière sans plan, parce qu'elle ne s'aiguillonne pas d'une volonté ferme, souffre toujours d'une manière d'inconstance, celle du jouisseur émerveillé de lui-même qui ne demande rien mais qui reçoit tout. Puisqu'il peut tout, puisqu'on lui propose beaucoup, puisque ça le flatte, il pense sérieusement à accepter tout, et ne refuse presque rien. Démineur à

Charleroi en juin 2007 ? « Bien sûr ! » Ministre wallon de la Santé quelques semaines plus tard ? « Volontiers ! » Ministre fédéral du Climat quelques mois après ? « Oui, pardi ! » Bourgmestre de Charleroi en décembre 2012 ? « Bon, allez, d'accord... » Président du PS en janvier 2013 ? « Ah bah ouais, OK les gars. » Ministre-président wallon à l'été 2014 ? « Yolo ! » Mais mener une carrière sans plan n'exclut pas l'ambition, ni la

**Paul Magnette
réfléchit sérieusement
à la proposition française,
qu'il prend comme
un honneur**

tactique, ni de suivre une direction. Sur-tout pas quand on est machiavélien de formation, florentin par nécessité, et européen par vocation. Son chemin de dix ans, déjà, jalonné de cadavres, ceux d'adversaires passés et d'anciens alliés renversés, était réputé le mener à un fructueux cumul, bourgmestre de Charleroi et président du Parti socialiste, programmé à la fin de 2019, à l'échéance du dernier mandat d'Elio Di Rupo. Mais sa destination à plus long terme devait le faire arriver quelque part en Europe, à gauche, où déjà Paul Magnette n'est plus un homme politique quelconque.

Là survient la proposition, cet été, du premier secrétaire du Parti socialiste français, Olivier Faure. Celui-ci, fraîchement désigné à la tête d'une formation en voie de disparition, verrait de nombreux avantages à voir Paul →



*Déjà la tête dans les étoiles :
Paul Magnette se voit embrasser
un destin européen.
Au point de devoir
abandonner Charleroi...
et le Parti socialiste ?*

→ Magnette battre pour lui la campagne européenne. Il se cherche une figure légitime, dont la désignation, pense-t-il, ne vexerait pas les derniers socialistes hexagonaux d'influence – il paraît qu'il en reste encore. Paul Magnette n'a pas voulu répondre aux questions du Vif/L'Express mais, comme toujours, il y réfléchit sérieusement. Comme souvent, il est tenté d'accepter une proposition reçue comme un honneur. Tenté de dire oui tout de suite, de l'annoncer à la fin de l'automne, et de se lancer en campagne continentale après la campagne communale. Et, peut-être, de siéger comme député européen, voire comme chef de groupe socialiste à Bruxelles et Strasbourg ? En tout état de cause, l'ancien directeur de l'Institut d'études européennes de l'ULB s'y verrait bien, à Bruxelles ou à Strasbourg, et depuis longtemps. Il se verrait bien ceint de l'aura qui entoure aujourd'hui Guy Verhofstadt et Philippe Lamberts, respectivement présidents des groupes libéral et écologiste au Parlement européen, auxquels il ne se sent pas inférieur – vous avait-on dit qu'il n'était pas un homme quelconque, et qu'il le savait ? Mais il y a les communales, il y a Charleroi, il y a les législatives et les régionales de 2019, il y a le parti, il y a Elio. En vacances lui aussi, Elio Di Rupo, focalisé comme toujours sur la plus brève échéance, lui demande de patienter jusqu'au scrutin du 14 octobre. Il vaut mieux, doit analyser le président, réserver sa réponse à l'après-octobre. Mais il y a surtout *Le Figaro*.

En révélant, le 7 août, la petite idée du premier secrétaire français, le respectable quotidien parisien perturbe une réflexion pas encore aboutie, et pollue tant la fin des vacances de Paul Magnette que le vrai début de sa campagne communale. Ses réponses à Sudpresse et au *Soir* sont compromettantes : parce qu'il était tenté de dire oui à Olivier Faure, Paul Magnette ne dit pas non aux journalistes francophones. « Flatté », il « explore cette hypothèse. Dans l'im-



CHRISTOPHE VANDERCAM/PHOTO NEWS

Les échevins socialistes Julie Patte et Philippe Van Cauwenberghe vont-ils devoir succéder à Paul Magnette plus tôt qu'ils ne l'avaient espéré ?

médiat, je me concentre à 100 % sur les élections communales. C'est ce que je leur ai dit. Après ? Que faire en vue de 2019 ? C'est un sujet de réflexion. J'en discuterai évidemment dans le parti, chez nous. Je veux être candidat là où c'est le plus utile », répond-il à nos confrères du *Soir*. Et cette incertitude, entretenue par l'intéressé, compromet le plan de carrière qu'il n'a pas mais que son curriculum lui promettait : à l'hôtel de ville de Charleroi aussi bien qu'au boulevard de l'Empereur, on n'a pas tellement besoin d'un élu du peuple

Pour se faire élire député européen en France, il faut y résider depuis six mois...

français, aussi brillant socialiste fût-il. Cet homme si peu quelconque, aussi gourmand d'honneurs que de tactique, a-t-il joué le coup de trop du machiavélien ?

A Charleroi, personne ne doute du destin européen de Paul Magnette. Ses rodomontades de 2012 (« vu mon âge, je peux espérer faire quatre mandats de bourgmestre », répétait-il à qui ne voulait pas l'entendre) n'avaient pas convaincu. Sa première législature non plus. « Depuis qu'il est vraiment revenu, après avoir dû quitter l'Elysette, ils s'emmerde, et il ne s'embête pas à le cacher », relève un Carolo, qui le voyait quitter l'hôtel de ville, mais plus tard, par exemple autour de l'année 2024, qui devrait voir se tenir des élections européennes, nationales, mais aussi communales. La brigue entre les échevins Julie Patte et Philippe Van Cauwenberghe se dessine déjà pour la succession annoncée... mais

pas si tôt. « Il parle italien au Bois du Caizer, espagnol à la FERIA de Gilly, et même quelques mots de turc quand il visite une association : son identité est européenne, pas carolorégienne », en appuie un autre, qui, comme tout le monde, ne peut pas concevoir que Paul Magnette n'annonce pas tout bientôt formellement refuser la proposition d'Olivier Faure, « sous peine de pourrir sa campagne ». Une campagne communale déjà difficile, au cours de laquelle le bourgmestre politologue s'est engagé à frapper à chacune des cent mille portes carolorégiennes, et où il lui sera compliqué d'expliquer qu'il faut voter pour lui sachant qu'il n'exclut pas de s'en aller juste après. Mieux, même : il pourrait ne pas pouvoir prêter serment de bourgmestre, ni de conseiller communal à l'installation du nouveau conseil, en décembre prochain. L'article 22 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne impose en effet à tout candidat de résider dans l'Etat membre où il se présente. Paul Magnette devrait donc se domicilier en France – la famille y a une résidence méridionale – six mois avant le scrutin européen. Soit en décembre, au moment où il s'installerait comme conseiller communal et bourgmestre d'une ville dont il ne serait alors déjà plus résident. Ce que l'article L 1125-5 du Code wallon de la démocratie locale considère comme un motif de déchéance de son mandat communal – et l'article 262 du Code pénal comme passible de huit jours à un an d'emprisonnement si le mandataire ne se démet pas de lui-même. Cette déchéance/démission, contrairement à un empêchement, possiblement temporaire, est définitive. Si Paul Magnette veut tirer la liste du PS français, il doit donc quitter Charleroi pour au moins six mois de résidence, donc pour six ans de mandat communal, donc presque pour toujours.

Au Parti socialiste, on a lu *Le Figaro* dans un mélange de peur et d'espoir. L'espoir, c'est celui de ceux, et ils sont aussi nombreux que discrets, qui voient

aigrement arriver Paul Magnette à la présidence du PS. Son ascension rapide et sa position sur le décumul, qu'il voulait intégral à l'encontre de plusieurs strates du parti, des influents députés-bourgmestres à la décisive fédération d'arrondissement de Liège, en passant par certaines voix (le député wallon Anthony Dufrane, qui vient d'abandonner sa 51^e place sur la liste communale carolorégienne et le député européen et bourgmestre de Farciennes Hugues Bayet) de sa propre fédération, ont fait pâlir son étoile. La peur, c'est celle qui a saisi ceux

le « non » est improbable, mais Paul Magnette fait durer le déplaisir : « oui » impossible parce qu'il y a ce devoir communal, « non » improbable parce qu'il y a cette envie continentale. L'improbable étant toujours plus probable que l'impossible, il devrait l'emporter. Mais c'est du PS français, déjà pas bien flamboyant, que pourrait venir la décision : certaines de ses figures ont déjà tenté de crever le ballon d'essai d'Olivier Faure, qui n'offrirait alors finalement pas à Paul Magnette un poste que celui-ci n'a pas publiquement refusé. En gros, il a trois

La petite idée d'Olivier Faure, premier secrétaire du PS français, va-t-elle provoquer un séisme en Wallonie ?



LEON TANGUY/ISOPIX

qui veulent le voir arriver à cette présidence, et qui ont vu, dans la réponse hésitante de leur favori, comme une confirmation : Paul Magnette n'est pas là pour durer, et ne s'attarde pas là où on ne l'aime pas assez. Plus bourgmestre de Charleroi, il ne serait même pas candidat au scrutin belge de mai 2019, alors que la tête de liste législative lui était promise dans le Hainaut. Et donc potentiel président de parti *in partibus*, qui dirigerait le PS belge tout en étant résident français ? Aucune chance. Paul Magnette partirait alors, là aussi, pour cinq ans au moins, pour toujours peut-être.

Aujourd'hui, le « oui » est impossible,

possibilités. Soit Paul Magnette n'y va pas du tout, mais laisse tout de même perdurer cette âcre impression qu'il veut quitter la Belgique. Soit il n'y va pas complètement, fait campagne pour ne pas siéger à Strasbourg mais doit quitter Charleroi et la Belgique, à moins d'un repêchage comme ministre par un parti qui pourrait ne plus trop l'avoir à la bonne. Soit il part complètement, fait campagne pour siéger, et quitte proprement la politique belge. Dans tous les cas, ce n'est pas ordinaire et n'est pas sans qualités, mais ça donne un air de médiocre arrivisme qui plaît peu, de nos jours, à l'homme quelconque de la rue. ♦

Nuisances sonores :
boom des plaintes à Liège

Les nouvelles technologies
trouvent leur place à l'école

Après Gènes : travaux
publics, magots privés

LE VIF

l'express

LE VIF 36^e année n° 34 - L'EXPRESS n° 35-03 hebdomadaire du 23 au 29 août 2018
BE/LUX 5,90 € - P509558 - ISSN 0774-2771

NEUROSCIENCES

La nouvelle religion

Economie, droit, enseignement, sport...
elles influencent toute la société

01834 >



5 4 14286 210193

LA DERNIÈRE RENTRÉE DE DEUX BACHELIERS

Ils l'ont promis : après les élections de 2019, Elio Di Rupo et Olivier Maingain quitteront la présidence de leurs partis respectifs. Ils n'entament pas pour autant cette nouvelle année sans ambition, y compris pour gérer leur succession.

PAR NICOLAS DE DECKER

La vie, dit-on, est une question de choix. Olivier Maingain et Elio Di Rupo ont dit choisir de partir bientôt. Pourtant, ils sont là depuis si longtemps qu'ils semblent éternels, comme ce sourire tendu par quatre-vingt-cinq élastiques mentaux de l'un et cet œil gauche qui cligne à chaque boutade de l'autre. Pourtant, comme pour confirmer l'intuition de Flaubert qui disait qu'il n'y a rien qui ne devienne beau à force d'être regardé, cette longévité aux allures d'éternité leur a offert une formidable popularité. Mais ils vont partir. Ils l'ont répété et martelé avec ce mélange de fermeté et d'indignation qui est l'apanage de ceux qui craignent de n'être pas crus. C'est juré. Dans une grosse année, Olivier Maingain ne sera plus président de DéFI, et Elio Di Rupo ne sera plus président du Parti socialiste. Ils vont quitter ces bureaux qu'ils occupent depuis tant

d'années qu'ils en sont les plus vieux meubles, et ces présidences qu'ils incarnent depuis si longtemps que leur visage fait lieu de logo.

Ils vont partir, mais quand même, pas si vite. Parce qu'un homme de pouvoir ne se résout jamais à partir que s'il ne peut pas le choisir, et que s'il peut le choisir, il le fera le plus tard possible, ils ne partiront qu'après une dernière longue séquence. Les communales en octobre 2018, puis les régionales, législatives et européennes en mai 2019, puis, surtout, les éventuelles négociations gouvernementales, enfin, devront leur permettre d'encore pouvoir choisir si elles ne les obligent pas à déguerpir. C'est la dernière étape de deux longs chemins présidentiels. Elle sera décisive pour le bilan de deux vies politiques qui ne sont pourtant pas finies.

Olivier Maingain aura été le président qui aura repris un parti déjà mort.



DIDIER LEBRUN/PHOTO NEWS

Elio et Olivier, présidents de vingt ans mais amis récents.



En 1995 en effet, le trépas du FDF est proclamé de toutes parts. Le parti régionaliste bruxellois, dominant dans les années 1970, a traversé les années 1980 comme un malade, et entamé les années 1990 comme un zombie. Cette famille de partis, disent alors les politologues, est en Belgique « victime de son propre succès ». L'Etat étant devenu fédéral, à quoi servent encore des formations fédéralistes comme le Rassemblement wallon, alors déjà disparu, ou la Volksunie, aussi malade que son adversaire et homologue amarante? Quand Antoinette Spaak et Georges Clerfayt cèdent les clés du parti à Olivier Maingain, jeune échevin de la Ville de Bruxelles, la formation de la chaussée de Charleroi ne semble pouvoir espérer, au mieux, qu'à flanquer une fédération de centre-droit articulée autour d'un parti libéral dans lequel, au pire, elle se dissoudra. Aujourd'hui pourtant, après sa spectaculaire sécession d'avec le MR en 2011, après la constitution d'un axe privilégié avec le Parti socialiste après 2014, puis la transformation en DÉFI en novembre 2015 et l'été de grâce 2017, Olivier Maingain a remis les pétales amarante au centre du tapis de fleurs bruxellois.

Décennie infernale

Elio Di Rupo, lui, aura été le président qui aura repris un parti à peine sauf. En 1999 en effet, le PS quitte hagard une décennie infernale, qui avait commencé par l'assassinat, sur un parking de Cointe, d'un ministre d'Etat et se terminait par une raclée électorale, ne s'épargnant même pas entre-temps l'horreur absolue de calomnieuses accusations de pédophilie. La suivante, celle d'Elio Di Rupo président, vit le PS francophone s'ériger en anomalie dans un paysage social-démocrate européen en perdition. →

**Un homme de pouvoir
ne se résout jamais
à partir que s'il ne peut
pas le choisir**

→ La suivante encore fit d'Elio Di Rupo un Premier ministre, poste réputé inaccessible pour un socialiste wallon. C'est dire si le Montois tenait alors bon, et si son parti semblait bien alors tenir le coup. Mais le renvoi dans l'opposition fédérale en 2014, les affaires Publifin et Samusocial en 2016 et 2017, puis le renvoi

Et que le destin collectif, qui orientera la façon dont leur personne sera jugée, dépend, ça tombe bien, de comment leur personne se comportera pendant et après les communales. Olivier Maingain prend, des deux présidents, le moins de risques. Il l'a juré : s'il prolonge son bail de bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert en

tranquille prolongation de bail ne faisant aucun doute, cette fermeté affichée oblige surtout les autres à des choix difficiles. Ses camarades de parti en effet, les Clerfayt surtout, les Gosuin aussi, le petit Maingain, pourquoi pas ? se voient ainsi forcés de se choisir entre un destin municipal et un avenir parlementaire. Une fois ces choix imposés, le président peut poser les siens. Et placer les siens : moins de cumul, c'est plus de places à distribuer à la jeune génération notamment, les Sophie Rohonyi, présidente de DéFI-périphérie pressentie au fédéral, les Michael Vossaert, président de DéFI-Bruxelles, et le petit Maingain, pourquoi pas ?

Le premier sera le dernier

A Mons, Elio Di Rupo a dû choisir, et la succession lui a été imposée. Il a dû céder à Nicolas Martin la tête de la liste PS. Martin, président de la fédération d'arrondissement, a renversé le rapport de force socialiste à son profit. Sous la menace d'un poll pour la tête de liste dont Di Rupo serait, vainqueur ou pas, sorti abîmé, celui-ci s'est résolu à accepter la dernière place. Et à renoncer en fait au mayorat de Mons. Mais puisque ne plus paraître choisi, en politique, c'est un peu mourir, Elio Di Rupo fait campagne comme rarement. Car s'il bat Nicolas Martin, il pourra décider de rester bourgmestre ou pas, ou plutôt faire croire qu'il décide seul de ne pas le rester. S'il ne le bat pas, il devra tenter de faire croire qu'il n'a pas vraiment fait campagne. « On plante un clou à Mons et il est là », raconte d'ailleurs un socialiste naïf, qui pensait le voir se résoudre à soutenir une liste menée par un autre.

Arriveront alors ces élections de mai où Olivier Maingain, avant et après, veut poser ses choix à la place des autres, et où Elio Di Rupo voudra imposer les siens aux siens. Car si l'un n'ira au scrutin qu'avec la volonté de faire monter ses favoris de la nouvelle génération, l'autre s'y rendra avec une idée plus personnelle dans le fond de la tête. C'est en effet un grand secret que tout le monde se répète,



Nicolas Martin devrait succéder à Elio Di Rupo à l'hôtel de ville de Mons.

dans l'opposition wallonne en 2017 ont fait dire à certains observateurs qu'en fait d'anomalie continentale, le PS d'Elio Di Rupo avait simplement traversé une agonie plus lente que ses frères européens. « Le PS peut mourir », avait d'ailleurs lancé Paul Magnette, politologue de renom, successeur présumé d'Elio Di Rupo et sauveur putatif du socialisme démocratique, un lundi matin du printemps 2017, aux membres stupéfiés d'un dramatique bureau de parti.

Ceci fait qu'à la veille de leur dernière rentrée et sous peine d'entacher rudement leur bilan, Elio Di Rupo doit stabiliser, Olivier Maingain doit consolider.

octobre, il ne sera candidat nulle part en mai 2019. « C'est irrémédiable, très net, et ce sera appliqué de manière générale dans tout notre parti », disait-il en juin dernier à nos confrères de *L'Echo*. Cette

Entre Di Rupo et Magnette, l'ancienne harmonie a fait place à une sourde inimitié

au boulevard de l'Empereur, qui prête au président la volonté mal cachée, après les législatives, d'endosser encore cette cape empoussiérée de sauveur du pays pour remonter au 16, rue de la Loi. Ce chemin incertain vers les étoiles passe par un triomphe électoral personnel, sans doute comme tête de liste européenne, et puis par l'installation d'un gouvernement fédéral sans la N-VA, probablement consécutive à de difficiles négociations. Mais aussi, avant cela, par une conservation du fragile équilibre interne qui a maintenu Elio Di Rupo à la présidence. Le Montois sera tenu par cet équilibre antérieur au moment de choisir les éventuels ministres socialistes. Le Woluwéen, lui, pourra composer le casting en n'ayant que sa succession à l'esprit. Car, enfin, si l'on dit d'eux qu'ils ne sont finalement pas éternels, et que donc ils vont bien devoir s'en aller, c'est bien pour que d'autres arrivent. C'est ce successeur qu'il faudra choisir. Olivier Maingain n'a jamais été aussi dominant. Il a ces dernières années renforcé ses positions alors que sa dernière élection présidentielle, en 2015, avait été compliquée (61 % des suffrages contre 22 % à Bernard Clerfayt et 16 % à Christophe Magdalijns). Ses bonnes fortunes personnelles et l'heureuse tenue de DÉFI dans les sondages ont éliminé les griffes des contestataires, anciens (dont Bernard Clerfayt et Didier Gosuin) et nouveaux (dont Emmanuel De Bock). Le futur président devra, déclarait Olivier Maingain au début de l'été à nos confrères de *La Libre*, « être au cœur de la vie parlementaire fédérale ». Cela tombe assez bien : puisque le futur bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert a déjà choisi de quitter la vie parlementaire fédérale, et qu'il pourra donc choisir qui y entrera à sa place, il devrait aussi pouvoir décider souverainement de l'identité de son successeur/sa successeuse, qui n'aurait alors, attention, que l'adoubement comme légitimité. Elio Di Rupo, lui, a rarement été aussi tangent alors qu'il n'a jamais été contesté à une élection interne. Son successeur

	ELIO DI RUPO	OLIVIER MAINGAIN
Né le	18/07/1951	3/08/1958
Membre du parti depuis	1977	1976
Président depuis	1999	1995
Nombre de mandats successifs	4	7
Parlementaire depuis	1987	1989
Bourgmestre depuis	2000	2006
Voix de préférence 2014	181 964	32 246
Taux de pénétration 2014	24,64 %	6,31 %

auparavant désigné, Paul Magnette, l'a désormais dépassé dans les baromètres de popularité, et l'ancienne harmonie a cédé la place à une sourde inimitié. Le Carolo a déjà affirmé qu'il se présenterait, quelle que soit la configuration, au prochain scrutin présidentiel. Or, beaucoup des cadres avec lesquels Elio Di Rupo a pactisé pour rester à la présidence sont désormais hostiles à Magnette, eux aussi. Une contre-candidature n'est donc pas

à exclure. Une guerre de succession non plus. L'exil d'un vaincu encore moins.

Ainsi arrive la dernière rentrée politique de deux présidents éternels. Un des deux a renoncé à être bourgmestre mais ne le dit pas, un autre n'y a pas renoncé et l'a dit, l'un se rêve encore un destin national, l'autre pas. Mais les deux veulent encore pouvoir choisir. C'est donc qu'ils ne sont pas morts. Ils ne le seront toujours pas dans un an non plus. ♦



Sophie Rohonyi devrait succéder à Olivier Maingain au Parlement fédéral.

LE VIF

l'express

Mais comment on peut être aussi nul ?
Ta mère et moi, on a honte de toi...

Vous n'avez pas le niveau,
mon vieux. Changez de boulot !

Quoi ?
Répète un peu, connard !

Ils ont trop le seum.

...

Comment (enfin) se parler
SANS S'AGRESSER

VOTE LOCAL, ENJEU NATIONAL

Les élections communales du 14 octobre prochain auront un impact direct sur le scrutin fédéral du 26 mai 2019. Dont l'influence risque elle-même de peser sur la composition des coalitions dans certaines villes stratégiques.

A vos urnes ? Prêts ? Partez !

PAR OLIVIER MOUTON



Paul Magnette (PS) a assuré publiquement qu'il ne ferait pas alliance avec Benoît Lutgen (CDH).

« **A** lors, prêts pour cette année terrible ? » Dans les travées de la rue de la Loi, la reprise politique a débuté avec une bonne dose d'appréhension, tant la cuvée 2018-2019 s'annonce dantesque et les prochains mois éprouvants. Après près de cinq années sans élections, qui n'ont pour autant pas été un long fleuve tranquille en raison de l'asymétrie et des tensions consécutives au scrutin de mai 2014, la Belgique se prépare à voter deux fois à huit mois d'intervalle. Une séquence lourde de sens. Avec le risque réel que le tout s'éternise en de longues négociations gouvernementales, l'été prochain.

« 2018 et 2019 sont liés »

Les enjeux des communales et provinciales du 14 octobre ont beau être très différents de ceux du mégascrutin du 26 mai 2019 (fédérales, régionales et européennes), ces deux joutes s'inscrivent dans une dynamique commune, décisive pour le pays. « 2018 et 2019 sont liés, c'est évident », acquiesce Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Parmi les principaux intéressés, on n'avoue pas ouvertement que le test local aura une portée nationale. Mais c'est tout comme. Que ce soit avec une volonté de changement, de continuité ou de revanche. « Il y a un lien direct, insiste au *Soir* Olivier Maingain, président de DéFI. Nous disons aux électeurs : donnez le signal le 14 octobre. Ne votez pas par habitude, parce que vous connaissez quelqu'un... Non, les communales peuvent être le signal d'une volonté de changement profond dans la gestion publique. » Discours similaire chez Ecolo, qui veut imposer sa marque du développement durable, à l'heure où la démission, en France, de Nicolas Hulot rappelle l'urgence écologique. Mot d'ordre : il faut changer de cap politique, rapidement.

« Ce seront surtout les élections provinciales, moins marquées par les personnalités, qui constitueront un vrai test par rapport aux enjeux du vote national, nuance Olivier Chastel, président du MR, au *Vif/L'Express*. Ce scrutin nous permettra de voir comment les gens perçoivent nos choix de société, comment ils jugent notre prise de risque au →

FREDERIC SIERAKOWSKI/ISOPIX

→ fédéral. D'autant que nous avons dit, à l'entame de cette législature, qu'on serait jugés sur notre bilan et nous en sommes satisfaits. » Au PS, on place cette rentrée politique sous l'antithèse : la concrétisation du Chantier des idées, la vaste réflexion interne, doit démontrer que dans un an, si l'électeur le permet, le parti d'Elio Di Rupo reviendra sur les « régressions sociales » engendrées par les réformes de la suédoise. Au CDH, on tente d'imprimer, lors des communales, une dynamique citoyenne pour éviter le désastre. Tandis qu'au PTB ou au PP, on met à l'épreuve ce discours d'opposition radicale qui perce dans les sondages.

Chaque formation a l'ambition de tracer une ligne cohérente pour unir les desseins de ces deux échéances capitales. Non sans impacts personnels. De nombreux choix dans la confection de listes ont tenu compte de cette succession rapide, sur fond de défiance à l'égard de la mauvaise gouvernance et des cumuls de mandats. Willy Demeyer (PS), bourgmestre de Liège, a quitté son poste de député fédéral pour se consacrer à la campagne dans une Cité ardente secouée par les scandales. Paul Magnette (PS), bourgmestre de Charleroi, a annoncé qu'il ne cumulerait pas avec une fonction de ministre ou de député s'il prolonge son bail de bourgmestre – avec un regard insistant sur la présidence de parti. Charles Michel renonce à se présenter à Wavre pour se concentrer sur sa tâche de Premier ministre « jusqu'au bout ». Elio Di Rupo (PS) cède la main à Mons. Maxime Prévot (CDH) avait déjà pris la décision en se « repliant » sur Namur. La proximité des deux scrutins impose aux ténors de se prononcer sur leur sort. Et de faire des paris sur l'avenir politique.

Le baromètre des communales

La route est balisée jusqu'en mai 2019. La campagne pour le mégascrutin fédéral et régional s'annonce, à bien des égards, comme une redite de celle de 2014. En Flandre, la N-VA fait campagne en insistant sur un choix clair : la pour-

La proximité des deux scrutins impose aux ténors de se prononcer sur leur sort

suite d'une coalition de centre-droit ou une négociation vers le confédéralisme, si le PS s'avère incontournable. Un Michel II : c'est le choix explicitement avancé par les dirigeants du MR. Le PS et ses alliés francophones potentiels mettent en garde contre une nouvelle aventure de ce type, en espérant une majorité alternative si le CD&V retourne sa veste. « Un certain nombre de ses dirigeants a pensé qu'il allait au pouvoir avec la N-VA pour l'affaiblir, dit Olivier Maingain. C'est un mauvais calcul. La vraie question est de savoir si le CD&V va continuer à se laisser dominer par la N-VA. » Le scrutin communal ? Il pourrait avoir une influence non négligeable. En Flandre, on suit de très près le combat amer que se livrent, à Anvers, le bourgmestre Bart De Wever, président de la N-VA, et son challenger Kris Peeters, vice-Premier ministre CD&V au fédéral. Parce qu'il pourrait induire une rupture cruciale, sur fond d'une irritation croissante depuis 2014.

Du côté francophone aussi, la joute locale vaudra son poids d'enseignements. Comme une halte intermédiaire susceptible de souffler les tendances,



DIETER TELEMANS/ID PHOTO AGENCY

Olivier Chastel (MR) : « On sera jugés sur notre bilan, et nous en sommes satisfaits. »

huit mois avant l'épreuve de force. « Je serai particulièrement attentif aux scores de DéFI et d'Ecolo », annonce Pascal Delwit. Tous deux ont le vent en poupe et pourraient se transformer en faiseurs de rois au niveau local, avant d'espérer peser sur la politique nationale.

Certaines batailles communales, indécises, pourraient en outre donner des indications importantes en vue de 2019. Ainsi en est-il de Liège, où le contexte est plus indécis que jamais depuis le scandale Publifin. Un axe PS-MR semble la formule la plus plausible. Mais... « Certains me prennent pour un fou quand j'avance que la situation pourrait être différente si le MR devance le PS, précise le politologue de l'ULB. Dans ce cas, je n'excluais pas totalement la perspective de voir le PTB monter dans une majorité. » Car le poste de bourgmestre, alors, serait en jeu : en Wallonie, il revient à la personnalité obtenant le plus grand nombre de voix de préférence sur la principale liste du pacte de majorité. Serait-ce, dans ce cas, un choix susceptible de raviver l'espoir porté par Thierry Bodson (FGTB wallonne) de voir naître une majorité alternative PS-PTB-Ecolo en Wallonie ? D'autres villes indécises comme Namur, Mouscron, Tournai ou Verviers seront riches d'enseignements.

L'impossible vague MR-PS

Il est quasi certain, en retour, que la politique fédérale et régionale pèsera sur la confection des majorités locales. Une fois les dés jetés par les électeurs, au soir du 14 octobre, les présidents de parti interviendront et procéderont, si nécessaire, à un jeu de dominos liant le sort de plusieurs communes. C'est le cas tous les six ans. L'édition 2018 ne dérogera pas à la règle. Car les orientations prises tiendront compte du passé récent, mais aussi de la stratégie pour 2019.

D'ores et déjà, il est question d'un axe MR-PS qui donnerait le ton du côté francophone : ce pourrait être le cas à Liège, mais aussi à la Ville de Bruxelles (où le mariage se prolongerait) ou encore à



Willy Demeyer (PS) a quitté son poste de député fédéral pour se consacrer entièrement à la campagne en Cité ardente.

Charleroi. C'est l'onde de choc de la décision prise par le président du CDH, Benoît Lutgen, d'expulser le PS de la majorité régionale wallonne, le 19 juin 2017. « Je ne vois pas comment il me serait un jour possible de retravailler avec Benoît Lutgen, il y a des choses irréversibles » confiait à l'époque Paul Magnette, ministre-président évincé, redevenu bourgmestre de Charleroi.

Depuis, il se confirme que cette rupture de confiance serait décisive pour 2018. « On ne peut toutefois pas avoir une dynamique complète PS-MR, prévient Pascal Delwit. Parce que si tel était le cas, comment les deux principales formations politiques francophones pourraient-elles se défendre en vue des élections fédérales et régionales ? Le PTB tomberait sur le paletot du PS pour dénoncer son manque de cohérence, tandis que DéFI ferait de même avec le MR. » C'est déjà le cas : dans son interview de rentrée, Olivier Maingain, dénonce cette « grande

tromperie » des libéraux qui « affaiblissent les francophones au niveau fédéral et, dans le même temps, n'hésitent pas à maintenir l'axe avec les socialistes quand ça les arrange ».

Les mois à venir s'annoncent chauds pour le MR. Qui persiste pourtant dans ses convictions. « Je suis optimiste et fier parce que nous avons pris nos responsabilités au niveau socio-économique, mais aussi des questions de sécurité et d'immigration, nous déclare Olivier Chastel. En marge des sondages que nous réalisons, nous menons aussi des consultations thématiques et il apparaît aussi, c'est indéniable, que ce dernier sujet domine, passionne, inquiète. C'est une préoccupation à laquelle il faut apporter des réponses et pas seulement se contenter de dire qu'il faut les accueillir, voire qu'il faut envisager une régularisation massive. Voilà pourquoi, au MR, nous voulons développer une ligne claire à ce sujet. » Le scrutin communal,

dans un mois et demi, permettra de valider l'option ou de voir si des électeurs libéraux, déçus, s'en iront vers DéFI, Ecolo ou le PS.

« Mais la situation est a priori plus complexe encore pour le PS que pour le MR, prolonge Pascal Delwit. Le MR peut s'allier avec le PS ou avec le CDH. En affirmant qu'il refuse désormais toute coalition avec le CDH, le PS réduit son spectre. C'est pour cela que j'ai été étonné de voir Paul Magnette assurer publiquement qu'il ne ferait pas d'alliance avec les humanistes. Bien sûr, a priori, vu l'influence du PS à Charleroi, il est maître du jeu. Mais une élection reste une élection... » Avec toutes ses incertitudes.

La moindre n'est pas le risque d'un éclatement des voix jamais survenu du côté francophone ainsi que d'un taux record d'abstention au vu de la vague antipolitique qui gronde. En cela aussi, les élections de 2018 seront étroitement liées à celles de 2019. ♦

NOUVEAU

+ DE DÉBATS
Populisme de droite
et populisme de gauche,
même combat ?

+ DE SOLUTIONS
Apprendre
la bienveillance
dès la maternelle

+ DE PASSIONS
Le tennis,
le sport qui inspire
Joachim Lafosse

LE VIF

l'express

L'AMBITION BELGE retrouvée

Sport, culture,
économie...

Enquête sur
une nouvelle
dynamique

LE VIF 37^e année n° 36 - L'EXPRESS n° 3506 hebdomadaire du 13 au 19 septembre 2018
BE / LUX 5,90 € - P509558 - ISSN 0774-2711

0 1837 >



5 4 14286 210193



EN COUVERTURE



Les nouvelles ambitions belges

Après les exploits des Diables et de nos athlètes, notre pays croit à nouveau en ses talents pour redorer son blason. Les projets foisonnent, dans tous les domaines : Tour de France 2019, présence aux Nations unies, capitale culturelle de l'Europe... Un réveil certes fragile et éclaté. Mais qui fait du bien !

PAR OLIVIER MOUTON

On avait laissé la Belgique déchirée par les attentats du 22 mars 2016, montrée du doigt pour l'échec de sa politique migratoire et malmenée par un *Belgium bashing* persistant venu de l'étranger. Bruxelles, sa capitale mal aimée en Flandre et en Wallonie, était raillée pour son incapacité à prendre les problèmes à bras-le-corps, à l'image de ces ponts et tunnels s'écroulant de partout. « Il n'y a plus d'ambition belge », scandait même il y a un an, pile, dans *Le Vif/L'Express*, Rudi Vervoort, un ministre-président bruxellois (PS) fâché par l'incapacité de parvenir à un accord sur la construction d'un stade national en vue de l'Euro 2020. Paralysé par sa complexité institutionnelle, notre pays cultivait décidément une bien mauvaise réputation. « Il y a un frémissement, reconnaît Rudi Vervoort, douze mois plus tard. On retrouve des ambitions. Mais nous devons tous être conscients qu'on ne les concrétisera que dans le dialogue et avec de réelles impulsions au niveau du pouvoir fédéral... »

En tout cas, voilà déjà, en effet, cette même Belgique, à l'issue de cet été 2018, bien plus fringante, revigorée par les succès sportifs des Diables Rouges et de nos athlètes. Chose impensable il y a peu, on a vu refluer dans la presse, en juillet et août, ce mot au cœur des éditoriaux : « ambitions ». « Oui, il y a un effet Diables Rouges », reconnaissent tous les interlocuteurs que nous avons consultés, deux mois après l'épopée russe de l'équipe nationale belge de football. *Le Vif/L'Express* a tenté d'illustrer les effets de cette fierté retrouvée dans différents secteurs de la société, du sport à l'économie en passant par la culture. Avec ce constat à la clé : les heures pénibles du terrorisme et les affrontements stériles ont visiblement servi d'électrochoc à une population en quête de projets. La marque « Belgique » est de retour. Même si ce renouveau, forcément fragile,

n'empêche pas le plafond du palais de justice de bruxelles de s'effondrer, ni les bouchons sur les routes d'assombrir notre quotidien.

1 EN SPORT : « L'ambition passe par des valeurs et de la fierté »

La troisième place des Diables Rouges à la fin d'un parcours salué de toutes parts lors de la Coupe du monde de football en Russie et une moisson inespérée de médailles aux championnats d'Europe d'athlétisme ont bel et bien réveillé les esprits : oui, la Belgique est capable de grandes choses. « Pour autant qu'elle s'en donne les moyens, ce qui n'est pas toujours



PHILIPPE CROCHET/BELGAIMAGE

Les exploits sont possibles, pour autant qu'on s'en donne les moyens.

le cas », nuance Jacques Borlée, un coach fier d'avoir ramené avec ses enfants la bagatelle de 37 médailles internationales.

L'homme ne laisse rien au hasard et raconte combien cette récolte a requis toute son énergie depuis des années. « Concrétiser une telle ambition, c'est très compliqué, nous dit-il. →



YVES HERMAN/BELGAINAGE

Il y a bien eu un effet Diabes Rouges.

→ Parce qu'en sport, vous devez tous les jours être à 100 %, avec calme et sérénité. Il faut porter des valeurs fortes, cultiver le sens de la fierté et du respect, créer de la confiance et mettre en place un cercle vertueux au centre duquel se trouve l'athlète. Et cela, chez nous, indépendamment des trop nombreuses structures. Alors, seulement, il est possible de définir ses objectifs et de se doter de tous les moyens pour les accomplir. » Un parcours du combattant.

Pour y arriver, quand on est Belge, il est souvent nécessaire de s'exiler temporairement – comme les Borlée l'ont fait aux Etats-Unis – ou de compter sur des expertises venues de l'étranger. « La grande difficulté en Belgique, ce sont les infrastructures obsolètes, explique Jacques Borlée. Un autre handicap, c'est l'absence d'un esprit suffisamment ouvert pour définir l'ambition, par-delà les luttes de chapelles, d'ego et les querelles communautaires. Voilà pourquoi tant le Comité olympique que la Fédération belge de football sont tenus d'aller chercher un Allemand ou un Espagnol pour tracer le chemin de l'ambition, dans le calme et la sérénité. »

Le coach d'athlétisme en veut pour preuve la décision difficile prise par l'entraîneur des Diabes Rouges, Roberto Martinez, d'écarter Radja Nainggolan avant le tournoi en Russie : « Le monde journalistique s'est alors mis à déconner ! Je l'ai dit à l'époque sur ma page Facebook : un coach est là pour prendre ses responsabilités, imposer ses valeurs et, le cas échéant, écarter ceux qui ne les partagent pas... Nous manquons chez nous de culture sportive, de notion de la performance et du rationalisme le plus élémentaire. » Pour développer un projet

susceptible de recueillir des médailles, témoigne Jacques Borlée, il faut surmonter bien des obstacles, lutter contre les réticences et les replis sur soi, pour créer l'exploit. »

Et si les médailles décrochées cet été à Berlin par les frères Borlée sur 400 m, Nafissatou Thiam à l'heptathlon ou Koen Naert sur le marathon nous ont fait rêver, il ne faut pas s'arrêter en si bon chemin. « Pour le moins, dans deux ans, aux Jeux olympiques de 2020, à Tokyo, la Belgique doit viser douze médailles, le double de celles obtenues à Rio, en 2016, estime Jacques Borlée. Pour y arriver, dans notre pays compliqué, il faudra faire en sorte que toutes les institutions impliquées mettent l'athlète au centre. » Voilà ce qu'il appelle une saine ambition.

Bart Verhaeghe, vice-président de l'Union belge de football et chef de la délégation, ne tenait pas un discours différent à nos collègues de *Sport/Foot Magazine*, cet été depuis Moscou. « Un événement positif dans notre pays sert souvent de catalyseur pour faire changer les choses, soulignait-il. C'est alors que l'on peut élaborer un plan. Avec des candidats compétents pour le mettre à exécution. Pas nécessairement des Belges. Car je savais que si nous avions continué avec une sorte de "Wilmots II", nous serions retombés dans une politique et une mentalité de clocher. » Autrement dit : si le successeur de Marc Wilmots avait été Flamand, les francophones ne lui auraient rien laissé passer ; pareil côté flamand s'il avait été francophone. Bref, le recrutement de l'Espagnol Martinez n'était pas un hasard.

L'incroyable success story des Diabes ? C'est le fruit d'un mélange peu maîtrisé, à vrai dire, entre une réforme de la

formation des jeunes décidée après la débâcle de l'Euro 2000, organisé aux Pays-Bas et... en Belgique et, surtout, de l'arrivée d'une génération dorée qui a grandi grâce à ses expériences à l'étranger : Kompany, Hazard, Lukaku, Courtois, De Bruyne... Cette génération – « un beau mélange de races et de cultures, comme c'est aussi le cas de la Suisse et de la France », résume Bart Verhaeghe – a en quelque sorte réalisé son « rêve américain ». « Il faut être honnête, nous ne pouvons pas prétendre : "Regardez, nous avons une vision et une structure, et voyez ce qu'elles ont apporté", reconnaît le vice-président de l'Union belge. Ce serait arrogant. En fait, nous avons ajouté la vision et la structure au succès qui existait déjà. C'est comme cela qu'il faut procéder si l'on veut réaliser quelque chose en Belgique. » Oui, le sport peut servir d'exemple par-delà ses réalités propres.

Désormais, la notoriété de nos joueurs est telle que le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR), souhaite ponctuellement faire appel aux Diables Rouges comme ambassadeurs du pays à l'étranger. Tout le monde veut capitaliser sur leur image conquérante. « Cette équipe dispose d'une image de marque très positive, se félicite Philippe Close, bourgmestre PS de la Ville de Bruxelles. Pour promouvoir la capitale, nous continuons bien sûr à travailler avec de grands classiques de notre gastronomie comme le chocolat Marcolini ou les biscuits Dandoy. Mais rien ne vaut désormais un maillot des Diables. Je viens d'ailleurs de contacter la Fédération belge de football pour voir dans quelle mesure on ne pourrait pas disposer de maillots dédiés pour les offrir à nos invités de marque. »

2 EN COMMUNICATION : « L'ambition passe par des événements positifs »

Le locataire de l'hôtel de ville de Bruxelles entend d'ailleurs bien capitaliser sur le sport, de manière générale, pour vanter nos atouts. Parmi les ambitions belges perceptibles dans un horizon proche, il y a l'accueil du Tour de France qui partira de Bruxelles en 2019. « C'est le troisième événement mondial, mais c'est aussi et, surtout, la plus belle carte postale du monde,



BELGIUM-UNIQUELY PHENOMENAL

« On a invité des influenceurs chinois, dont certains comptent quatre millions de followers » - la chancellerie belge.

souligne Philippe Close. Pendant plusieurs jours, le Tour permet de vendre l'image d'un pays, de ses villes et villages. Pour concrétiser ce projet, nous avons pu compter sur l'appui d'Eddy Merckx (NDLR : dont on célébrera l'an prochain les 50 ans de la première victoire sur la Grande Boucle), qui ouvre toutes les portes. C'est un des plus grands champions du siècle et c'est une chance incroyable pour un petit pays d'avoir quelqu'un comme lui. »

Les Diables, nos athlètes et bientôt le Tour de France figurent au cœur de la campagne de communication à l'initiative de la chancellerie du Premier ministre, Charles Michel (MR), pour redorer le blason national après l'annus horribilis 2016. Appellation : « La Belgique, autrement phénoménale. » Lors de leur prestation sur la Grand-Place de Bruxelles, au retour de la Coupe du monde, mi-juillet dernier, les joueurs portaient d'ailleurs les lunettes de cette campagne, Eden Hazard assurant le show devant trente mille personnes chauffées à blanc. « Notre communication met en avant 99 raisons de venir en Belgique, explique Caroline Joris, qui en assure la responsabilité au sein de la chancellerie. Pas 100, parce que ce serait un →



THIERRY ROGE/BELGAIMAGE

Bruxelles accueillera le départ du Tour de France 2019, une aubaine.

→ peu exagéré. Nous tenons à garder cette forme d'auto-dérision belge, ce côté décalé. Nous revendiquons la modestie et l'humilité du Belge, tout en insistant sur nos atouts. »

« La Belgique, autrement phénoménale » a vu le jour quelques semaines après les attentats, quand notre pays cherchait à sortir la tête de l'horreur. Quitte à faire grincer quelques dents, au début, en Flandre et en Wallonie, dans notre pays ubuesque où le tourisme est régionalisé. « Tout s'est construit au fur et à mesure, en parfaite collaboration avec les Régions et Communautés, relève Caroline Joris. Nous avons commencé par inviter des journalistes et influenceurs des pays limitrophes, des Etats-Unis et du Canada, avec un programme diversifié pour leur faire visiter le pays. On a remis ça avec des Chinois, dont certains influenceurs comptent parfois quatre millions de followers. » Un succès : avec un investissement minime, les photos de ces Chinois découvrant le stylisme anversoïse ou dégustant les spécialités locales ont essaimé sur les réseaux sociaux avec des milliers de *like* à la clé.

« Nous essayons de profiter des nombreuses opportunités qui se présentent, poursuit la responsable de la campagne. Lors des sommets de l'Otan, à Bruxelles, nous organisons des visites avec les *first ladies* pour mettre en valeur le pays. Jacky Ickx nous a soutenu lors du Grand Prix de Formule 1 à Spa-Francorchamps, le mois dernier. Lors de la Foire de Libramont, fin juillet dernier, nous avons mis en valeur les chevaux de trait belges, très réputés dans le monde. A l'occasion de la Fashion Week de Paris, nous avons habillé le Manneken-Pis avec des vêtements de stylistes belges. A l'occasion du départ du Tour de France à Bruxelles en 2019, nous allons évidemment œuvrer avec les correspondants de presse et les commentateurs télé qui seront présents pour mettre en évidence les villages qui seront traversés par les cyclistes. En novembre, nous organisons un voyage de presse avec des journalistes travaillant davantage dans le domaine économique. L'idée, c'est de mener des actions sympathiques et positives pour valoriser le pays. »

Après deux ans d'une campagne tous azimuts, les partenariats sont de plus en plus nombreux et très faciles à mener. Y compris avec une Flandre faisant parfois cavalier seul. « Sa campagne pour l'année thématique consacrée aux Primitifs flamands est vraiment très bien », salue Caroline Joris. Des synergies ont été nouées avec la fondation Jacques Brel, le détenteur des licences Schtroumpfs... et peut-être bientôt avec la fondation Hergé. « La Belgique, autrement phénoménale » ne laisse rien passer. Lorsque le magazine américain *Time* met

en avant les 100 lieux dans le monde à ne pas manquer, au début de ce mois de septembre, seule la piste cyclable dans l'eau à Bokrijk est mentionnée. Sur son compte Twitter, la campagne apprécie la citation, mais ajoute : « Selon notre point de vue, il y a au moins 99 raisons de visiter la Belgique. » Sur les réseaux sociaux, le folklore belge, du Manneken-Pis aux gilles de Binche, cartonne. Comme s'il s'agissait de prouver que les vieilles traditions continuent à vivre à l'ère numérique.

3 EN DIPLOMATIE : « L'ambition passe par un modèle d'action pour la paix »

L'ambition belge entend retrouver sa place dans tous les cénaclés internationaux. Le Premier ministre, Charles Michel, a fait de la relance européenne un des thèmes majeurs de son action, avec ses alliés français, luxembourgeois et néerlandais, dans un contexte fortement chahuté au niveau de l'Union par la montée des populismes nationalistes. De la même façon,

notre pays s'est frayé une place au sein du Conseil de sécurité des Nations unies pour les deux prochaines années, 2019 et 2020. Une campagne clôturée sans rivalité, après le retrait de la candidature israélienne. Son slogan ? « Bâtir le consensus, agir pour la paix. »

« La Belgique est un pays multiculturel, ouvert sur le monde, avance l'ambassadrice Bénédicte Frankinet, ancienne représentante permanente de la Belgique auprès des Nations unies, pour défendre le projet belge. Grâce à son système institutionnel complexe, elle a développé, au niveau national, un savoir-faire spécifique pour dégager des solutions consensuelles et réconcilier des opinions divergentes. Elle espère mettre cette expérience au service de la communauté internationale et apporter par là sa contribution à la solution des questions qui sont à l'ordre du

jour du Conseil de sécurité. » De la Syrie

à l'Ukraine, les sujets chauds ne manqueront pas. « Etre élu, c'est être aux premières loges du maintien de la paix et de la sécurité internationale », appuyait dans *Le Soir* Michel Liégeois, professeur de relations internationales à l'UCL, en soulignant l'importance de l'élection.

La Belgique veut continuer à faire de sa position centrale, au milieu des grandes cultures européennes un atout davantage qu'une difficulté. Il fut un temps, pas si lointain, où des experts venaient visiter Bruxelles pour tenter de trouver des remèdes aux maux de Jérusalem. « La fonction internationale de Bruxelles rapporte des milliers d'emplois, rappelle aussi Philippe Close. Nous sommes la deuxième ville de congrès au





Charles Michel et Willy Borsus à la Foire de Libramont où le cheval de trait belge était à l'honneur.

BENOÎT DOPPAGNE/ISOPIX

monde. Nous avons d'ailleurs lancé le réseau "power cities" avec Washington. Le rapport 2018 des « Global cities » (NDLR : établi par le consultant américain A.T. Kearney) nous replace dans le top 10 mondial. En matière de liberté d'expression, aussi, nous sommes dans le top mondial. Le monde entier défile à Bruxelles, je peux vous le dire au vu du nombre incroyable de manifestations que j'autorise. L'exemple récent le plus frappant, fin d'année dernière, ce sont les Catalans : sans me prononcer sur le fond du dossier, je me réjouis simplement que leur venue ait permis à l'hôtellerie bruxelloise d'engranger 45 000 nuitées, en plein mois de décembre. »

Bruxelles, ville-monde, avait été montrée du doigt au moment des attentats. Elle entend bien prendre aujourd'hui le contre-pied. « Le vrai enjeu contemporain, ce sont les identités, prolonge son bourgmestre. Bruxelles est devenue une des villes les plus cosmopolites au monde avec 184 nationalités. Nous sommes la deuxième du genre après Dubaï. » Rudi Vervoort enchaîne : « Le succès du label Belgique dépend aussi du statut de Bruxelles. Tout le monde peut l'utiliser pour autant que ce soit bien intentionné. »

4 EN ÉCONOMIE : « L'ambition passe par un changement d'état d'esprit »

Il se passerait donc « quelque chose » en Belgique : un élan insufflé par nos sportifs, un enthousiasme qui rejaillirait sur l'ensemble de la société et une volonté de démontrer aux Casandre qu'ils ont tort. « J'ai vraiment le sentiment que ce qui se passe est important, acquiesce Willy Borsus (MR),

ministre-président wallon. C'est un moment où se mélangent un ensemble de réformes et un changement de mentalité. On ressent une envie nouvelle. Les performances de nos footballeurs et de nos athlètes, cet été, participent de ce sentiment que l'on peut à nouveau croire en nos possibilités, en nos capacités. L'enjeu du redressement de notre Région est crucial et vital, mais je suis sûr que les Wallons sont capables, créatifs et opiniâtres. Cette mentalité et cet état d'esprit positifs participent au renouveau. Si les Diabes étaient montés sur le terrain sans cette volonté d'aller de l'avant, jamais ils n'auraient battu le Brésil. »

Le ministre-président wallon insiste sur le nombre d'indépendants qui augmente. « Il y a aujourd'hui 5 000 étudiants entrepreneurs, mobilisés derrière un projet ! » Il souligne combien les chiffres de création d'emplois sont positifs, tandis que le baromètre de la confiance des entrepreneurs est reparti à la hausse. « Nous devons bien sûr être lucides au sujet de nos difficultés, notamment en matière d'infrastructures. Mais cette rentrée politique est marquée par le plan fédéral d'investissements, auquel s'ajoute le plan wallon. Je crois aussi dans la mobilisation derrière des projets symboliques. Bilbao s'est transformé grâce à la volonté audacieuse concrétisée par le musée Guggenheim. Je plaide à cet égard pour le rassemblement des forces. » Présenté mardi 11 septembre, le pacte national pour les investissements stratégiques (PNIS), d'une hauteur de 150 milliards d'euros à l'horizon 2030, se veut une « ambition durable », selon les termes du Premier ministre, Charles Michel.

Le ministre-président entend bien prendre pour exemple les initiatives de ces Wallons qui portent fièrement le →



DR

Jean-Christophe Hubert, cofondateur de Millésime Chocolat, « fier d'être belge ».

→ drapeau belge. C'est le cas de Millésime Chocolat, une PME liégeoise créée, il y a huit mois à peine, avec la volonté de revenir à la qualité artisanale de cet or noir qui a fait la réputation belge. Résultat ? Un produit raffiné et une moisson de prix aux International Chocolate Awards, les plus réputés dans le genre. « Oui, nous sommes fiers d'être Belges, avance le Liégeois Jean-Christophe Hubert, cofondateur de l'entreprise. Notre pays est réputé pour sa bière et son chocolat. Notre démarche est similaire à celle de ces microbrasseries qui voient le jour un peu partout et s'inscrivent dans cette tendance générale qui veut retrouver la qualité du produit. Nous travaillons sur la base du concept de transparence totale quant à l'origine des fèves. Comme dans le processus du vin, on ne mélange pas les récoltes et on millésime chaque production. »

L'histoire de Millésime Chocolat est un petit conte de fées. Indépendant, Jean-Christophe Hubert est... conservateur de la collection Picasso de la Ville de Bruges et organisateur d'expositions. Amoureux de chocolat à titre privé, il prend des cours en formation alternée à Villers-le-Bouillet pour approfondir ses connaissances et prolonge son écolage dans une université mondialement réputée à Montpellier. Il s'y livre à des essais salués par les connaisseurs de cet établissement et décide de se lancer, sans filet. « Nous étions deux, avec mon épouse. Nous sommes maintenant sept ! Les deux tiers de notre chiffre d'affaires se font à l'étranger. Nous avons des contrats avec la Chine, Taïwan, Singapour, l'Allemagne et je viens de signer avec la Suède. Nous avons pris des risques, mais nous y croyons depuis le début. » Cette foi se mérite, cela

dit : Jean-Christophe et les siens travaillent sept jours sur sept depuis les premiers jours. Sans relâche.

L'ambition belge ? « Je vais vous livrer une anecdote. Au début de notre projet, sur mes premiers essais d'emballage, j'avais choisi de ne pas apposer un "made in Belgium". C'est sans doute lié à notre côté réservé, au fait d'être fier d'être Belge sans oser le crier. Maintenant, nous sommes dans une démarche totalement inverse : nous le revendiquons ouvertement. Et j'ai des distributeurs qui me disent : "Enfin, nous pouvons proposer un chocolat belge au goût particulier !" » En huit petits mois, Millésime Chocolat s'est imposé parmi les grands noms de son secteur et côtoie désormais Pierre Marcolini ou Wittamer, qui vient de lui proposer la confection d'un gâteau avec ses produits. La preuve que les valeurs traditionnelles paient.

L'esprit d'entreprendre se développe-t-il vraiment en Belgique ? La réponse est nuancée. En 2016, 41 157 sociétés ont été créées, un score qui se situe dans une moyenne nationale supérieure, seule l'année 2011 ayant été plus prolifique (43 231). En revanche, le taux de création reste inférieur à celui des pays voisins et, surtout, le nombre de *scale-up*, ces entreprises qui explosent au départ d'une start-up, restent bien trop limités : autour des 2500 – un nombre stable ces dernières années. Cela dit, des chefs d'entreprise comme Marc Coucke, Eric Domb ou François Fornieri deviennent de vraies stars en portant des projets ambitieux aux quatre coins du pays. Sans avoir peur, eux non plus, d'utiliser la marque « Belgique » comme outil publicitaire. « Ce n'est pas de l'amour passionnel,

soulignait Jan Callebaut, grand manitou du marketing en Flandre, au Vif/L'Express en mars dernier. Un Marc Coucke utilise ces symboles comme des outils marketing, ce sont des moyens stratégiques pour construire quelque chose de plus grand. C'est une approche relativement neuve, en réalité. Jusqu'ici, pratiquement personne n'avait investi de la sorte des symboles belges pour façonner un récit plus large. Il s'agit de capturer de la valeur. »

La Belgique se réveille et ça se voit dans les chiffres de son évolution socio-économique. La majorité au pouvoir fédéral se félicite d'avoir contribué à la création de plus de deux cent mille emplois depuis son arrivée, en novembre 2014. « Notre pays, dans son ensemble, est plus fort qu'il y a cinq ans, salue Pieter Timmermans, administrateur-délégué de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), en reprenant mot pour mot les termes utilisés par le Premier ministre, Charles Michel, lors de sa rentrée politique. Notre assise économique est plus importante, même si la croissance reste, à mes yeux, trop faible. Au début de cette législature, en 2014, les syndicats s'évertuaient à nous critiquer en affirmant qu'on ne créerait jamais d'emplois. Les chiffres sont là pour les contredire. Et ce ne sont pas des emplois précaires : 80 % sont à durée indéterminée ou, au moins, à 4/5^e temps. Cela démontre que quand la FEB demande qu'on réduise les charges et qu'on améliore la compétitivité, c'est bien pour créer de l'emploi. »

L'esprit d'entreprise se développe et le patron des patrons s'en réjouit. « On met de plus en plus les success story en avant. Prenons Marc Coucke, qui a revendu son entreprise et annoncé qu'il investirait en Belgique. Il y a fait seize investissements, en Flandre, à Bruxelles et en Wallonie. Bien sûr, il peut y avoir un échec. Mais c'est en prenant des risques qu'on peut réussir. Et de plus en plus, cela devient un exemple. Quand nous interrogeons les jeunes dans le cadre de notre action "Young talents in action", je perçois combien leur mentalité évolue. Avant, c'était davantage "pour vivre heureux, vivons cachés". Aujourd'hui, ils veulent réaliser leur rêve. Ma priorité pour les prochaines années ? Que leurs entreprises, lorsqu'elles grandissent, restent installées chez nous. »

Plus directement, pour la prochaine législature, Pieter Timmermans insiste sur deux grands chantiers, vitaux pour les entreprises : la mobilité et la transition énergétique. « Travailler avec de grands projets, c'est une belle façon de fonctionner. Le "day to day" influence trop la politique et l'urgence médiatique actuelle joue un rôle là-dedans. On attend de nos ministres qu'ils réagissent dans les cinq minutes et qu'ils apportent une solution dans les dix minutes. Ce n'est pas possible ! Je suis assez favorable à ce que l'on se fixe quatre ou cinq grands projets en début de législature qui prendront peut-être six mois d'analyse, six mois de préparation, avant d'exécuter le plan qui a été décidé. Mais, et c'est important, il ne faut pas le changer après six mois sous la pression de l'un ou de l'autre. Il faut l'évaluer en lui ayant laissé le temps et après une analyse sérieuse. »

Et le sport, dans tout ça ? C'est un adjuvant, évident. Grand supporter d'Anderlecht, présent à chaque match des mauves au Parc Astrid, Pieter Timmermans retrouve des accents d'enfance en se déclarant satisfait que cette ambition-là aussi soit restée au pays, avec le rachat du Sporting par l'inévitable Marc Coucke. « Je préfère que *mon* club reste entre des mains belges, plutôt que repris par des investisseurs russes... »

5 EN CULTURE : « L'ambition passe par les Bruxellois »

Parent pauvre des investissements politiques depuis des décennies, la culture n'est pas à la traîne de ce réveil belge. Bien sûr, le Conservatoire royal de Bruxelles continue à s'effondrer et bon nombre d'institutions sont étranglées financièrement. L'ouverture, en mai dernier dans la capitale, de l'ambitieux Kanal, musée d'art moderne et contemporain géant installé dans les anciens garages Citroën, ouvre de nouveaux horizons. Avec un succès à la clé. « Nous allons finir l'été avec environ une centaine de milliers de visiteurs, se félicite Yves Goldstein, directeur de la fondation Kanal. Ce sont de très bons chiffres, surtout que nous avons ouvert durant les pires mois de l'année avec, en plus, la canicule. Le bouche-à-oreille est positif. Nous lançons cinq nouvelles expositions en septembre en partenariat avec d'autres institutions bruxelloises, ce qui est notre vocation. »

Le long du canal qui divise la ville en deux, non loin des quartiers socialement dévastés de Molenbeek, Kanal était pourtant un fameux pari sur l'avenir multiculturel de Bruxelles. La saga de sa lente naissance constitue en outre une métaphore de la difficulté de mener une telle ambition dans ce pays complexe. « Chez nous, rien ne se fait sans mal, sourit Yves Goldstein. Mais notre histoire est positive vu que, d'habitude... rien ne se fait. Ce musée est le résultat de la revendication unanime des partis francophones et de certains partis néerlandophones, dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat, de doter la Région bruxelloise d'une compétence lui permettant de mener à bien ce type de projet bicommunautaire. Rappelons-nous quand →



« Chez nous, rien ne se fait sans mal », constate Yves Goldstein, directeur de la fondation Kanal.

HATIM KAGHAT

→ même que quand la Région bruxelloise avait entamé l'ambition – bien légitime... – de construire des infrastructures scolaires ou des crèches, en début de décennie, le gouvernement flamand avait déposé un recours devant la Cour constitutionnelle. Cette fois, ce projet ne fait l'objet d'aucune remise en cause institutionnelle. » Ce qui autorise un soupir de soulagement.

« Cette ambition, signale-t-il, est le fruit d'une volonté bruxelloise portée en amont par le secteur culturel de la Ville. Dans le cadre du Livre blanc remis à la fin de l'année culturelle de l'Europe 2000, il avait été exprimé cette revendication de pouvoir mener sur le territoire bruxellois des projets qui ne soient pas seulement l'addition des initiatives monocommunitaires. » C'est d'ailleurs le prolongement des nombreuses collaborations initiées de facto entre Flamands et francophones, à l'image des partenariats entre le Théâtre national et le KVS.

BELGIUM-UNIQUELY PHENOMENAL

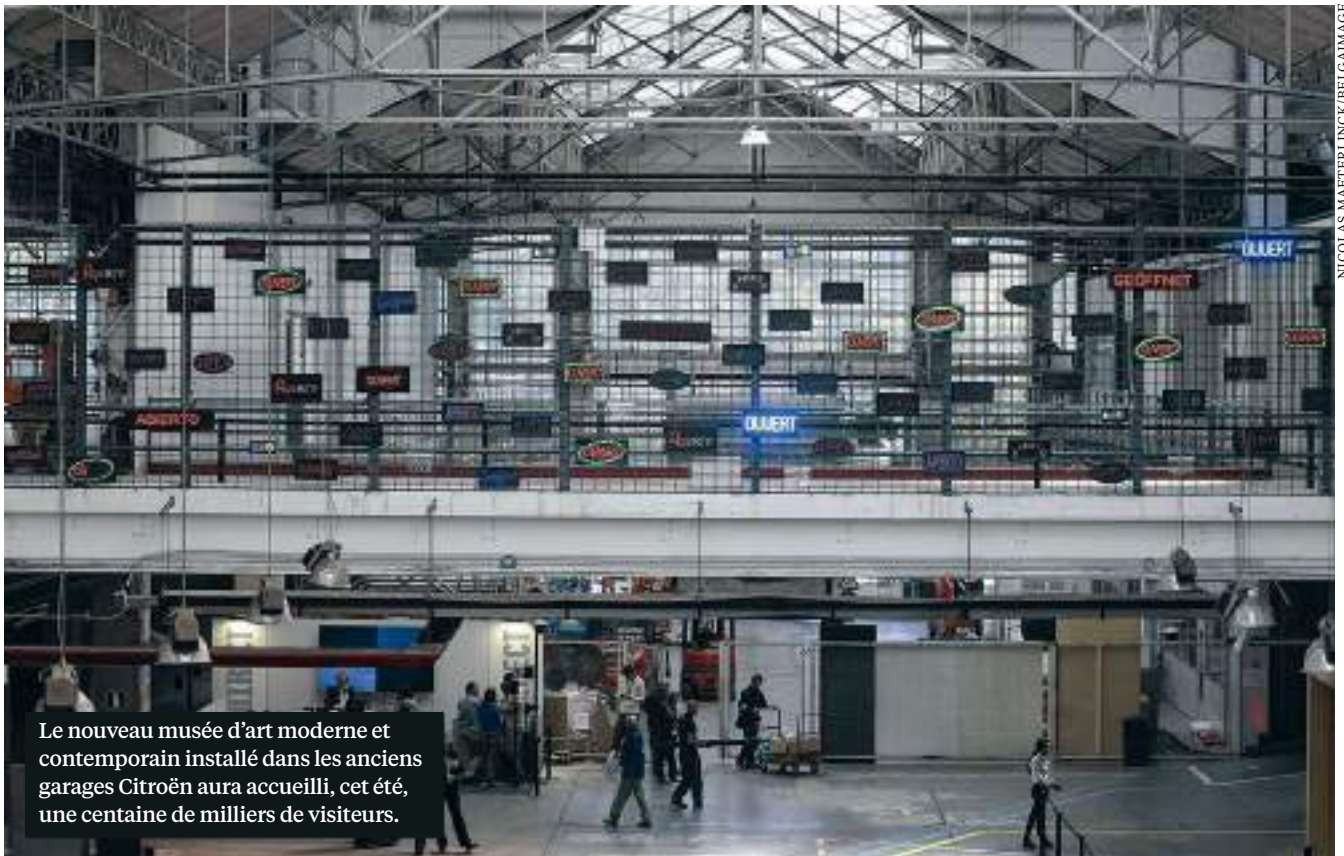


« Kanal, en tant que projet d'envergure, a suscité beaucoup d'enthousiasme, confirme Noémie Vanden Haezevelde, du Réseau des arts à Bruxelles, qui fédère 175 institutions de la capitale. Mais aussi beaucoup de discussions et de réflexions parce que les opérateurs culturels bruxellois n'avaient pas été impliqués. Beaucoup se posaient des questions au sujet de la collaboration avec le centre Pompidou et la nécessité de chercher une expertise à l'étranger. » On aurait mis la charrue avant les boeufs, comme ce fut le cas dans un autre projet bruxellois controversé, le piétonnier du centre-ville.

Ayant porté le projet lorsqu'il était chef de cabinet du ministre-président de la Région, Yves Goldstein s'est expliqué, longuement, pour justifier cette avancée rapide et cette collaboration avec Paris.

« La Région a décidé d'exercer cette compétence parce qu'elle sentait qu'il y

avait un momentum où la population bruxelloise était prête à s'approprier un tel lieu culturel. Elle a voulu le faire pour soutenir le vivre-ensemble à Bruxelles. Pas par esprit de



NICOLAS MAETERLINCK/BELGAIMAGE



THOMAS BLAIRON/BELGAINAGE

Bruxelles compte bien être la capitale culturelle de l'Europe en 2030, année du bicentenaire de la naissance de la Belgique.

vengeance ou de contradiction. Quand le projet Citroën a été annoncé en mai-juin 2013 lors du séminaire d'Ostende du gouvernement Vervoort, il a été présenté comme un projet national. L'idée était d'ailleurs de le construire en partenariat avec les Musées royaux des beaux-arts. Il n'y avait aucun volonté de mener un projet en solo, sans se soucier des autres niveaux de pouvoir, ni en se liant avec Paris. » Faute d'un soutien du gouvernement fédéral après le scrutin polarisant de 2014, après le refus par la secrétaire d'Etat N-VA Elke Sleurs d'un partenariat culturel, le projet s'est finalement mis en place avec Paris. « Notre ambition n'est pas de faire un Pompidou décentralisé, mais bien un projet bruxellois soutenu par cette institution parisienne, avec la volonté d'affirmer la dimension de Bruxelles comme capitale de l'Europe. »

Cette période transitoire de dix ans doit surtout permettre à Kanal de devenir autonome. En espérant un changement d'état d'esprit au niveau fédéral. Fondamentalement, estime Yves Goldstein, Kanal exprime la réalité d'une capitale qui est peut-être la dernière à porter fièrement le projet belge. « Beaucoup d'acteurs culturels de la ville se sentent profondément bruxellois parce que profondément belges. Les Bruxellois sont peut-être les derniers Belges, par la dimension bi- ou multicommunautaire, multilingue de la ville, par ces identités multiples qui s'y côtoient à travers les vagues de migration... On ressent ce que cela signifie de travailler ensemble dans un cadre partagé, ce qui n'est plus le cas en Flandre ou en Wallonie. »

C'est en vertu de cette dynamique que la Région bruxelloise a conçu le projet visant à refaire de Bruxelles la capitale culturelle de l'Europe en 2030. Comme ce fut déjà le cas en 2000 :

à l'époque, le symbole de l'opération était un « zinneke », un chien bâtard illustrant le caractère hybride de l'identité bruxelloise. Trente ans plus tard, le spectre se veut plus large : « 2030 n'est évidemment pas choisi par hasard, mais bien parce que la date marque le bicentenaire de la naissance de la Belgique, rappelle Yves Goldstein. C'est une ambition bruxelloise qui se confond avec une ambition belge. »

D'autres villes y songent. Cela fait même partie du programme électoral de... Willy Demeyer, bourgmestre PS de Liège, ou de Paul Magnette, bourgmestre PS de Charleroi. « Pour le bicentenaire du pays, je vois mal une ville comme Liège, Charleroi ou Anvers prétendre à cette désignation, défend leur collègue de parti Rudi Vervoort, ministre-président bruxellois. Il y a une cohérence à ce que ce soit Bruxelles. Nous avons la capacité et la vocation à défendre au-delà de la frontière linguistique, de porter un projet qui dépasse les régionalismes et les communautarismes... Cette candidature est un appel à collaborer, mais c'est aussi un test : si ce n'est pas possible, nous pouvons avancer seuls ! »

L'initiative « Bruxelles 2030 », saluée, n'en est qu'à sa phase exploratoire. Une chargée de mission a été désignée au sein du Réseau des arts de Bruxelles pour en baliser la dynamique. C'est, à ce jour, la seule perspective concrète offerte pour célébrer le bicentenaire du pays en 2030. « Franchement, il est trop tôt pour mettre en place de grands projets pour le bicentenaire : on ne sait pas aujourd'hui où en sera le pays. Ni si le roi actuel sera toujours à sa place », ironisent certains dans les travées de la rue de la Loi. Ce qui prouve que, si l'ambition belge est de retour, elle reste fragile. ■

LE VIF l'express

COMMUNALES 2018

NAMUR

et environs

En six ans, elles ont radicalement changé. Des grands chantiers à Namur, un centre rénové à Andenne, le deuil de l'industrie du verre à Sambreville, la nouvelle vitrine touristique de Dinant, une fièvre constructrice à Gembloux.

Dans ces cinq pôles de la province, l'autorité de leur bourgmestre est surtout devenue particulièrement clivante, tant leurs choix ou leur méthode divise les électeurs, même dans les bastions historiques.

Sanction, bénédiction ? Autopsie de leurs grands faits d'armes, de leurs échecs et des enjeux, à un mois du scrutin du 14 octobre.

UN DOSSIER DE CHRISTOPHE LEROY

L'Iweps

En partenariat avec Le Vif/L'Express, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (Iweps) a ausculté la ville de Namur (*lire page 40*). L'Iweps est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Autorité statistique de la Région wallonne, il fait partie, à ce titre, de l'Institut interfédéral de statistique (IIS) et de l'Institut des comptes nationaux (ICN). Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition de tous des indicateurs statistiques et des études en sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Plus d'infos : www.iweps.be

Le choc des méthodes

Dans un mois, Maxime Prévot saura, pour la première fois, si les Namurois valident ou sanctionnent son grand rêve urbain, mis en œuvre six ans plus tôt. Ses rivaux, PS et DÉFI en tête, y opposent une vision de ville de proximité. Et la fin des pleins pouvoirs aux élus.

PAR CHRISTOPHE LEROY

Prévot I^{er}, Namur, fin 2012 : « Notre statut de capitale régionale doit guider notre action des années à venir. Nous devons tirer de ce statut davantage de fierté, d'ambition et de rayonnement. Cela passera inévitablement par une évolution des mentalités, [...] mais aussi par de grands projets structurants qui font actuellement défaut. » Près de six ans se sont écoulés depuis l'adoubement, à la suite d'un score historique, de Maxime Prévot en tant que bourgmestre CDH. Il l'avait annoncé, c'est fait : Namur a basculé. Il aura à peine fallu le temps d'une législature CDH-MR-Ecolo pour esquisser les projets, décrocher des subsides et commencer à (re)construire.

Dans trois ans, la capitale wallonne aura dévoilé son nouveau visage (*lire l'encadré page 38*). Transcendée, dénaturée ? La question divise novateurs et

conservateurs. Maxime Prévot, lui, entend bien parachever son grand projet urbain en regagnant la « légitimité des urnes ». La mission sera compliquée, tant cette impulsion clivante cause encore d'importantes perturbations dans le quotidien des Namurois. « Mon score était tellement élevé en 2012 que je ne peux que redescendre, anticipe-t-il. Mais ce qui m'intéresse, c'est surtout de reconduire un attelage dans lequel le CDH restera la première formation politique. »

Le duel

Le 14 octobre prochain, il se présentera, pour la première fois, avec un bilan complet à la tête de sa ville de 111 000 habitants. Ces élections annoncent, bien sûr, un nouveau duel face à Eliane Tillieux, la cheffe de file du PS namurois, le deuxième parti en nombre de sièges, dans l'opposition depuis 2006. Mais elles se prêtent plus encore à un choc de deux méthodes que tout oppose. D'une part celle qu'insuffle Maxime Prévot à sa majorité CDH-MR-Ecolo, d'autre part celle que prônent tous ses détracteurs, à quelques nuances près, qu'ils soient PS, DÉFI ou PTB. Le prestige métropolitain contre la priorité du quotidien. La participation citoyenne contre l'autorité du capitaine. « Il ne faut pas négliger le regard citoyen, mais je refuse de délégitimer les responsables politiques

démocratiquement élus, maintient Maxime Prévot. Si nous devons remettre en cause tous les mois nos dossiers, pourquoi avoir un programme ? »

Une alliance entre le PS et le CDH semble contre nature. « Je n'ai aucune raison de me séparer d'une équipe qui gagne. Et je ne voudrais pas que Namur retombe dans les mains de la mauvaise gouvernance socialiste. Quel est leur projet de ville ? Eux-mêmes ne le connaissent pas, puisqu'ils nourrissent leur réflexion de façon ponctuelle, au détour de dossiers qu'ils critiquent, mais sans jamais proposer autre chose. » Eliane Tillieux conteste cette attaque récurrente : « Rien ne permet de prouver que les projets dits structurants de la majorité le sont vraiment. Nous prônons une rupture avec la méthode actuelle. Ces grands chantiers, qui engendrent de grandes dépenses aux frais des contribuables, n'ont pas été portés par la population. On construit une passerelle sur la Meuse alors qu'à Bomel, les habitants demandent depuis des années un cheminement beaucoup plus naturel entre leur quartier et le centre. Un projet de ville, une identité, ça se construit avec les citoyens. »

Les arbitres

Pour DÉFI, nouveau venu sur la scène namuroise et probable arbitre du scrutin, la Ville doit mener un réel travail de pédagogie. « Même sur de bons projets, la majorité risque d'être sanctionnée parce que les gens n'acceptent plus les passages

« LA MAJORITÉ POURRAIT AUSSI ÊTRE SANCTIONNÉE PARCE QUE LES GENS N'ACCEPTENT PLUS LES PASSAGES EN FORCE. »

Résultats 2012

CDH 31,9 % (16 sièges)
PS 28,4 % (15 sièges)
MR 19,5 % (10 sièges)
Ecolo 14 % (6 sièges)
PTB+ 2,8 % (0 siège)
Wallonie d'abord ! 2,3 % (0 siège)
New 1,1 % (0 siège)



Maxime Prévot (CDH) ne veut pas de la « mauvaise gouvernance socialiste » à Namur. « Un projet de ville, ça se construit avec les citoyens », rétorque Eliane Tillieux (PS).

FATIM KAGHAT

Les réussites

C'est incontestable : avant cette législature, Namur n'avait jamais perçu le moindre centime du Fonds européen de développement régional (Feder). En captant 29 millions d'euros lors de la programmation 2014-2020, la Ville s'est donné les moyens pour concrétiser de grands projets urbains. Jamais, non plus, elle n'avait décroché autant de subsides régionaux. De 2014 à 2017, le ministre wallon Maxime Prévot, notamment en charge des travaux publics et du patrimoine, s'est montré très généreux envers le bourgmestre en titre Maxime Prévot, avant que la tempête sur le décumul ne le contraigne à se recentrer exclusivement sur sa ville. « Mon projet, je l'ai rêvé comme bourgmestre, mais je l'ai financé comme ministre, dit-il. Sans porter ombre aux autres villes : j'ai simplement corrigé une discrimination historique. » Au total, Namur a pu drainer environ 200 millions d'euros de subsides en moins de dix ans. La citadelle, patrimoine exceptionnel de Wallonie, présente, elle aussi, un nouveau visage avec l'inauguration, en 2015, de son centre du visiteur.

L'échec

En revanche, le dossier du centre commercial en cœur de ville reste un échec cuisant pour la majorité sortante. Le symbole, précisément, d'une politique contre-productive quand elle tente d'avancer sans entendre ses détracteurs. Certains s'opposaient à la disparition du parc Léopold, que le projet aurait condamné. D'autres ne voulaient tout simplement pas entendre parler d'un tel complexe, pour des raisons idéologiques ou par crainte de voir le commerce avoisinant péricliter. La Ville, elle, n'avait pas réussi à convaincre les nombreux sceptiques. D'où ses questions alambiquées, résonnant comme une tentative de sauvetage désespérée, lors de la consultation populaire organisée début 2015. D'où le « non » exprimé par 60 % des Namurois qui s'étaient déplacés, sur l'implantation →

en force », analyse sa tête de liste, Pierre-Yves Dupuis, élu indépendant et ex-deuxième meilleur score du PS namurois, qu'il a quitté en 2013. Depuis un an et demi, DéFI a attiré d'autres figures populaires au profil très varié : Françoise Kinet, elle aussi indépendante depuis son éviction du groupe MR en 2014, Bernard Ducoffre, ex-échevin et tête de liste MR en 2006, ou encore Maxime Jonard, ex-candidat CDH.

Jusqu'ici marginal dans les votes, le PTB local devrait, quant à lui, profiter

de sa notoriété à l'échelle régionale pour conquérir davantage d'électeurs. Il se présentera pour la première fois avec une liste complète, soit 47 noms. L'arrivée du PTB ou de DéFI dans une majorité, quel que soit le premier parti au lendemain des élections, apparaît a priori peu probable. Le premier pour des raisons idéologiques, le second pour des questions d'inimitiés très personnelles. Leur seule présence devrait pourtant redessiner les rapports de force dans la politique namuroise.

→ de ce centre commercial censé lutter contre des tentatives similaires en périphérie.

Un temps maintenu sous une nouvelle mouture, le projet *bis* a finalement été emporté par la réorganisation judiciaire de son promoteur, Urbanove. Début 2018, le repreneur Besix a annoncé vouloir « repartir d'une page blanche ». Aujourd'hui, Eliane Tillieux plaide pour la préservation du parc, avec un projet de moindre envergure, vu le déclin attendu des centres commerciaux classiques. « Nous devons répondre aux besoins du commerce tel qu'il sera demain, plus local et plus équitable, souligne-t-elle. Tout comme il faut préserver nos espaces publics. La majorité sortante, elle, vend notre ville aux promoteurs. »

Les enjeux

La mobilité apparaît comme une grande priorité de campagne, tous partis confondus. Trop souvent asphyxiée en son centre, bien avant la multiplication des chantiers, cette ville de services n'a pas encore trouvé un modèle propice à l'abandon de la voiture. Pour y remédier, la majorité CDH-MR-Ecolo attend beaucoup de son futur système de transport intelligent, un projet à trois millions d'euros financé en grande partie par le Feder. Il vise à communiquer, sur des supports divers, des informations en temps réels aux usagers du centre-ville, par rapport aux flux de circulation ou aux transports en commun. Sa mise en œuvre est attendue pour septembre 2019.

Il reste, enfin, les investissements dans le cadre de vie, que le PS et DÉFI jugent délaissés. « D'ici à trois ans, le projet de ville que j'ai présenté aux Namurois sera réalisé, conclut Maxime Prévot. Il faut une succession entre des cycles de grands projets, qui donnent une impulsion, et des cycles d'investissements à injecter dans la maintenance et la proximité. » C'est sur ce terrain-là, peut-être, que les deux méthodes pourraient un jour s'accorder. ▣



LOUISE DUMONT/BELGAIMAGE

La passerelle cyclo-piétonne sera la première réalisation finalisée des projets namurois financés par les fonds européens.

NEUF GRANDS CHANTIERS

- **ESPLANADE DU GROGNON ET PORT NUMÉRIQUE**

Budget : 8,5 millions d'euros, dont près de 5 millions de subsides Feder.

Echéance : 2020.

- **PASSERELLE CYCLO-PIÉTONNE SUR LA MEUSE**

Budget : 5,5 millions, dont 3,9 millions de subsides Feder et 1,7 million de la DGO2.

Inauguration : automne 2018.

- **GARE MULTIMODALE ET PONT HAUBANÉ**

Budget : 50 millions, dont 43 millions de la Région, le solde étant à charge de la SNCB, de la SRWT (TEC) et de la Ville.

Echéance : début 2020.

- **ESPACE ROGIER. SALLE DE SPECTACLE, CONSERVATOIRE, CITÉ DES MÉTIERS, LOGEMENTS, PARKING**

Budget total : 21 millions, dont 8,7 millions de subsides de la Région et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Echéance : 2020.

- **TÉLÉPHÉRIQUE DE LA CITADELLE**

Budget : 8,7 millions à charge du privé + 600 000 euros annuels indexés, pendant trente ans, à charge de la Ville.

Echéance : fin 2019.

- **MAISON DE LA CULTURE**

Budget total : 24 millions à charge de la Province de Namur.

Echéance : 2019.

- **QUARTIER DES CASERNES. LOGEMENTS, PARC, BIBLIOTHÈQUE, HALLE AUX PRODUITS FRAIS, PARKING DE 400 PLACES**

Budget : 55 millions, dont 7,5 millions à charge de la Ville.

Echéance : 2022.

- **RÉNOVATION DU THÉÂTRE DE VERDURE ET DU STADE DES JEUX**

Budget : 12,6 millions, dont 600 000 à charge de la Ville.

Echéance : à déterminer.

- **PAVILLON DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE MILAN SUR LA CITADELLE**

Budget : 4,5 millions financés par la Wallonie.

Echéance estimée : 2019.

Dernier baroud pour la politique

Cette fois, ce sera son ultime mandat, jure-t-il. Mayor depuis près d'un demi-siècle, Claude Eerdekens devrait rempiler, à moins d'une apocalypse. Face à lui, la liste ADN prône une nouvelle gouvernance et le retour d'une politique sociale jusqu'ici négligée.

PAR CHRISTOPHE LEROY

D'un ton posé, Claude Eerdekens lit cette question adressée par l'institut de sondage Dedicated à un panel d'Andennais, fin 2016 : « Pouvez-vous indiquer dans la liste qui suit qui vous souhaiteriez avoir comme bourgmestre à Andenne après les élections communales d'octobre 2018 ? » Avec 31 % des votes, son nom apparaît en première place, loin devant tous les autres. Mieux : auprès des électeurs des listes rivales, il serait au moins aussi populaire que leurs figures de proue respectives. Quelque 59 % des sondés souhaiteraient, en outre, le voir à l'avenir exercer un rôle important (17%) ou très important (42%) dans sa commune. Aussitôt dit, aussitôt fait. Conforté par ce plébiscite, le mayor socialiste de 70 ans a donc pris la décision, début 2017, de se représenter pour un ultime mandat. « Je ne serai plus candidat en 2024 », assure-t-il.

Pour la première fois, il ne portera plus la bannière PS. Parmi les 29 noms de sa liste, 10 candidats émanent de la société



Claude Eerdekens se représente, pour un ultime mandat.

civile. D'où cette appellation hybride, PSD@, dont le logo, avec ses caractères blancs sur un carré rouge, ne traduit pas une véritable rupture, qui aurait indisposé une partie de l'électorat. « Parti socialiste d'Andenne » pour les uns, « Progrès Solidarité Développement Action » pour les autres. Voilà comment Claude Eerdekens devrait reconduire, à moins d'une apocalypse, sa majorité absolue,

qu'il a néanmoins ouverte au MR depuis 2006. A cet égard, peu de suspense également : derrière les « laissons-l'électeur-décider » d'usage, les partenaires de coalition ont déjà fait part de leur souhait de continuer ensemble pour six ans.

Les synergies

Avec 22 sièges sur 29 en 2012, ils n'avaient laissé que des miettes au CDH et à Ecolo, reclus dans une opposition malmenée par l'impétueux bourgmestre. Pour changer la donne et répondre à l'appel de citoyens engagés, ces deux partis ont annoncé, en mars dernier, la création d'une liste pluraliste, AD&N, dont un tiers des candidats n'a pas de carte de parti. Son chef de file, l'actuel élu CDH Etienne Sermon, l'admet : il est très peu

Résultats 2012

PS 54,9 % (19 sièges)
 CDH 15,3 % (4 sièges)
 Ecolo 13,7 % (3 sièges)
 MR 11,1 % (3 sièges)
 Pour Andenne 2,55 % (0 siège)
 Le Renouveau 2,42 % (0 siège)

de (bon-)papa



HATIM KAGHAT

probable que cette synergie puisse rivaliser avec le bloc monolithique constitué autour de Claude Eerdeken. Avec un tiers des sièges (soit trois de plus que l'opposition actuelle), AD&N pourrait, en revanche, gagner la capacité de convoquer un conseil communal.

Les réussites

De son côté, la majorité avance un bilan de législature marqué par quelques vraies réussites. Peu à peu, Andenne s'est positionnée, au sud de la E42, comme un véritable pôle d'attractivité pour les entreprises. Son étroite collaboration avec le Bureau économique de la Province de Namur (BEP) a permis de créer de nouveaux zonings, notamment à Petit-Waret et à La Houssaie. « C'est nous qui avons

soufflé au BEP l'idée de les transformer en zones d'activité économique, puisque ces terrains appartenaient à la commune, précise Claude Eerdeken. Pour la prochaine législature, nous comptons créer, sur 15 hectares, un parc d'affaires et un parc scientifique à Anton. » Le bourgmestre insiste sur la progression du volume d'emplois à Andenne : 8 600 unités fin 2017, soit 3 100 de plus par rapport à 1994. « D'ici à 2030, nous aurons dépassé la barre des 10 000 emplois », promet-il.

En revanche, le prétendu taux de chômage à 8 %, dont il se félicite, ne comptabilise que les demandeurs d'emplois bénéficiant effectivement d'allocations sociales. Si le bourgmestre défend la cohérence de son calcul, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (Iweps) rappelle que cette sous-catégorie, qui exclut entre autres les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale, ne peut être assimilée au taux de chômage, qui restait à 13,1 % en 2016.

Depuis 2012, Andenne a vu naître un nouvel écoquartier en cœur de ville, qui accueillera à terme 230 logements, du commerce, des bureaux et 400 places de parking. Ce projet, financé à 55 millions d'euros par le privé et à 15 millions d'euros par les pouvoirs publics, inclura aussi un pôle muséal, subsidié par le Fonds européen de développement régional. La percée de la Promenade des ours, inaugurée en septembre 2016, constitue la première phase de cette vaste revitalisation du centre-ville.

PEU À PEU, ANDENNE S'EST POSITIONNÉE COMME UN VÉRITABLE PÔLE D'ATTRACTIVITÉ POUR LES ENTREPRISES.

« Nous amenons de nouveaux habitants avec un pouvoir d'achat, poursuit Claude Eerdeken. Il est vrai que le commerce reste en souffrance, mais c'est pareil ailleurs. Sans cette opération, le centre serait mort aujourd'hui. »

Critiques et enjeux

La méthode Eerdeken, elle, fait l'objet de critiques récurrentes. L'usure du pouvoir se traduit d'ailleurs dans les urnes : 3 730 voix de préférence en 2012, contre 4 511 voix en 2006, tandis que le score de son premier échevin et successeur tout désigné, Vincent Sampaoli, enregistre une hausse constante. Dans une commune marquée par l'autoritarisme de son patron, la liste AD&N veut se profiler comme la seule alternative en matière de gouvernance et de participation citoyenne. « On ne peut plus se permettre de faire de la politique sans mener un réel travail de pédagogie, estime Etienne Sermon. Si un front populaire se constitue autour d'un dossier, il doit au moins avoir le sentiment d'être entendu. » Deux exemples parmi d'autres : l'augmentation de la fiscalité ou le houleux passage au parking payant dans le centre en 2014, qui n'indisposerait toutefois plus que 2 % des habitants sondés par Dedicated.

La politique sociale, asphyxiée pour des raisons budgétaires, constitue l'autre enjeu de cette campagne polarisée. AD&N plaide pour une revalorisation de la dotation du CPAS. « Non seulement la situation sociale d'Andenne l'exige, mais cela permettra aussi de développer de nouvelles politiques bénéfiques pour tous les habitants », affirme Etienne Sermon. « A les entendre, il faudrait diminuer les taxes et investir dans tous les secteurs. C'est impossible, répond Claude Eerdeken. En procédant de la sorte, on dépose le bilan en six mois. » Pour sa part, le bourgmestre sortant fera de la sécurité et de la vidéosurveillance deux priorités de campagne. Il a déjà gagné son surnom de « Monsieur caméras » depuis l'installation récente de 32 caméras pour épauler la police dans ses enquêtes. **V**

Tous contre le PS

Après la disparition de son industrie du verre, Sambreville amorce sa relance économique. Très populaire malgré ses ennuis judiciaires, Jean-Charles Luperto veut reconduire une majorité 100 % PS. Ses rivaux, eux, dénoncent la mainmise socialiste, dans tous les secteurs.

PAR CHRISTOPHE LEROY

Il n'a pas fait deux mètres depuis le seuil de la maison communale, que deux habitants viennent déjà à sa rencontre. Mais Jean-Charles Luperto est pressé. Dans cinq minutes, il prononce un discours devant les enseignants de sa commune. En journée comme en soirée, quand il organise ses « Red Bars » aux quatre coins de Sambreville, le bourgmestre de 44 ans, aux commandes depuis 2006, est partout. Tout comme le Parti socialiste, qui règne seul sur la ville de 28 000 habitants depuis plus de quarante ans.

Loin de son score de 2000, le PS a tout de même pu conforter sa majorité absolue en 2012 par rapport au précédent scrutin, en gagnant deux sièges supplémentaires. « Si les électeurs nous font à nouveau confiance en octobre, je n'ai pas de raison, a priori, de vouloir ouvrir

notre majorité », annonce Jean-Charles Luperto. Or, c'est précisément l'objectif que se fixent MR, CDH, Ecolo et DéFI, ses quatre rivaux reclus dans l'opposition. « Le PS exerce une mainmise tentaculaire, dans tous les secteurs. Démocratiquement, ce n'est pas sain, d'autant que la majorité balaie systématiquement toutes nos propositions », dénonce Samuel Barberini, qui tirera la liste MR & Citoyens. « A Sambreville, si on n'est pas PS, on n'existe pas : les gens ont peur d'afficher leur couleur politique », complète l'ex-députée Clotilde Léal-Lopez, cheffe de file de la liste CDH.

Suffisant pour faire cause commune contre Luperto ? Même pas : annoncé en mai dernier, le cartel CDH-MR, qui prétendait au renouveau sous le nom Sambr'en mieux, a finalement explosé en raison d'une guerre de pouvoir entre ses deux figures de proue. Un acte de trahison d'une « lâcheté incroyable », selon Clotilde Léal-Lopez. Un échec imputable à « l'ego démesuré d'une seule personne », lui répond Samuel Barberini. Tous contre le PS, donc. Mais séparément. A l'instar d'Ecolo et de la liste DéFI, emmenée par l'ex-MR Philippe Kerbusch.

L'inconnue

Mais Jean-Charles Luperto n'est pas seigneur pour autant. Dans son sillage, toujours : cette inculpation pour outrage public aux mœurs sur une aire d'auto-route à Spy en 2014, ce qu'il a toujours contesté. Renvoyé en correctionnelle en avril, il est toujours en attente du procès. Si la presse avait évoqué l'échéance de ce mois septembre, son avocat, Marc Uyttendaele confirme n'avoir reçu aucune date à ce stade. Il est donc exclu que le procès puisse avoir lieu avant les élections. L'affaire ne semble pas porter

ombrage à sa popularité, mais elle soulève des questions : qui deviendrait bourgmestre dans le cas d'une condamnation ? Et comment se porterait le PS s'il venait à perdre son capitaine ? A ce stade, aucune formation ne veut anticiper un tel cas de figure.

L'enjeu

Jean-Charles Luperto, lui, se concentre sur le redéploiement économique de Sambreville, au-delà des préoccupations classiques en matière de cadre de vie, de sécurité ou de propreté. Avec les fermetures successives de Saint-Gobain Sekurit et de Saint-Gobain Glass, en 2013 et 2014, Auvélais, l'une des deux grandes entités de la commune avec Tamines, a tiré un trait définitif sur son passé industriel de grand pôle du verre. « Malgré cet effondrement et la crise économique, le taux de chômage à Sambreville est passé de 21 % à 17,5 % ces dernières années », souligne le bourgmestre. Ses chiffres divergent toutefois du taux de chômage administratif publié par l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (Iweps), légèrement inférieur mais dont le tassement plus linéaire – 16,5 % en 2016 contre 19,6 % en 2009 – ne se distingue pas de la tendance wallonne, elle aussi en baisse.

Les anciens terrains de Saint-Gobain, qui s'étendent sur plus de 50 hectares,

Résultats 2012

PS 49,2 % (18 sièges)
MR 18,1 % (5 sièges)
CDH 10,3 % (3 sièges)
Ecolo 9,3 % (2 sièges)
FDF 6,9 % (1 siège)
LEPEN 4,1 % (0 siège)
Wallonie d'abord ! 2,1 % (0 siège)



Jean-Charles Luperto,
bourgmestre de Sambreville
depuis 2006. Indéboulonnable !

HATIM KAGHAT

accueillent aujourd'hui plusieurs dizaines d'entreprises, au profil très varié. « Nous en avons 23 sur le site, 23 qui attendent d'y entrer et 21 sur liste d'attente », recense Jean-Charles Luperto. Dans le courant de l'été, le groupe industriel a présenté un modèle juridique de copropriété qui devrait prochainement mettre fin aux incertitudes. En mars dernier, cette reconversion a fait l'objet de critiques de la part de plusieurs PME. Elles dénonçaient des charges exorbitantes malgré une occupation à titre gratuit. « Deux experts publics vont les accompagner pour répondre aux dernières questions pendantes, poursuit le bourgmestre. Mon objectif, c'était d'aller le plus vite possible pour ramener de l'emploi en cœur de Sambre. » Pour les partis de l'opposition, cet exemple traduirait, au contraire, une précipitation récurrente et néfaste dans de nombreux dossiers portés par la majorité sortante.

Réussites et échecs

Depuis 2017, Sambreville est au cœur de l'une des quatre « zones d'aides » reconquises par la Wallonie. Dans un rayon de 30 kilomètres autour de Saint-Gobain, les entreprises qui s'y installent peuvent bénéficier, sous conditions et pendant deux ans, d'une dispense partielle du précompte professionnel. Ce statut particulier s'inscrit dans une stratégie plus large qui a permis, entre autres, de capter près de 18 millions d'euros perçus dans le cadre du Fonds européen de développement régional (Feder), pour dépolluer

d'anciennes friches industrielles. En revanche, le SPF Justice a confirmé à la commune, début 2017, qu'elle n'accueillerait finalement pas la future prison qui était chère à Jean-Charles Luperto, pour créer quelque 400 emplois directs. « Mais les fonds européens dédiés à ce site ne seront pas perdus », assure-t-il.

Malgré de nombreuses réalisations en voirie et une politique de relance commerciale, les centres d'Auvellais et singulièrement de Tamines souffrent toujours d'une image peu attrayante, y compris de l'avis de nouveaux habitants. « Comme souvent, la pollution des sols nous porte préjudice quand il s'agit d'attirer des investisseurs, notamment pour créer un petit *retail* en cœur de ville à Tamines », relève le bourgmestre. Il attend beaucoup, également, du projet de nouveau quartier Ville+Sambre+Ville, qui, à terme, doit accueillir 250 logements à Auvellais, en bord de Sambre. ▣

« LE TAUX DE CHÔMAGE EST PASSÉ DE 21 % À 17,5 % CES DERNIÈRES ANNÉES. »

Tout sauf une ville dortoir

Pression démographique, développement urbanistique, préservation des villages, Benoît Dispa, bourgmestre depuis 2006, est confronté à des défis immenses pour l'avenir de Gembloux.

PAR PIERRE JASSOGNE

L'enjeu

Avec un accroissement de population parmi les plus élevés de Wallonie, Gembloux a vu le nombre de ses habitants augmenter de 16,3 % entre 2005 et 2015 et, avec lui, un développement du territoire qui a changé le visage de cette commune du Namurois, à la frontière du Brabant wallon. Si le bourgmestre Benoît Dispa (Bailli/CDH) se réjouit de la dynamique qui s'est installée, l'homme veut tout faire pour maîtriser le développement immobilier et urbanistique de Gembloux, en conservant son caractère durable. « La qualité de vie des habitants ne doit pas être mise en péril. Cela vaut notamment pour les zones rurales, à travers la préservation des villages », prévient-il.

Cela n'empêche pas les projets de grande ampleur, comme le réaménagement du quartier de la gare, véritable enjeu des six prochaines années, qui verra naître sur l'ancien site industriel d'Eurofonderie plusieurs centaines de logements accompagnés d'une série de services (école, crèche, petits commerces de proximité, services de soins à la

personne...). Au-delà de ce projet, Gembloux aura besoin de 2 000 logements supplémentaires d'ici à 2050.

« Actuellement, des projets couvrant la moitié de ces besoins sont sur la table », explique Alain Goda, premier échevin MR, tête de liste pour les libéraux. « Tout le défi est de trouver un juste équilibre. Le centre-ville est en forte croissance et la pression au niveau des villages est importante, pression qui vient de la part des promoteurs. Tout est mis en œuvre pour éviter une expansion anarchique de l'urbanisme et préserver le caractère rural de la commune, à travers des projets, comme celui du quartier de la gare, qui s'adaptent à la réalité gembloutoise et répondent aux besoins des habitants »,

poursuit ce dernier qui, au niveau politique, se dit prêt à rempiler avec la liste du bourgmestre, même si le MR ne pourra plus compter sur plusieurs ex-pourvoyeurs de voix comme Sabine Laruelle ou Martine Dupuis, actuelle présidente du CPAS.

La pression immobilière

Si les projets urbanistiques sont au cœur de toutes les attentions, le prix de l'immobilier préoccupe notamment au PS, mené par Valérie Hautot, succédant ainsi à Aurore Massart, tête de liste en 2012 qui ne se représente plus – tout comme Dominique Notte, l'ancien bourgmestre gembloutois. Dans l'opposition, les socialistes proposent notamment un



moratoire pour contenir le développement immobilier et offrir davantage d'infrastructures et d'équipements adaptés au nombre d'habitants.

« La pression immobilière est telle que l'accès au logement est de plus en plus compliqué pour les Gembloutois, et la majorité manque d'une fibre sociale qui n'a pas été prise en compte quand on voit tous ces bâtiments sortir de terre, peu accessibles finalement à la population locale, surtout celle en difficulté. Dès 2012, le PS pointait du doigt ce développement urbain massif, mettant à mal le caractère rural du territoire, la mobilité ainsi que le maintien du commerce en centre-ville, qui n'a pas cessé de souffrir ces dernières années », rappelle Aurore Massart.

L'échec

C'est là l'autre défi et le bourgmestre est le premier à le reconnaître. « Ce n'est pas

GEMBOUX DOIT DEVENIR UN LABORATOIRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE. SELON LES VERTS.

un échec, mais une réalité à laquelle la commune est confrontée depuis plusieurs années. Gembloux n'a jamais été une ville commerçante comme Wavre ou Namur, mais la difficulté de maintenir du commerce de proximité se ressent de plus en plus », regrette-t-il. Selon Benoît Dispa, il y a plusieurs raisons à cette situation : des rues étroites, des bâtiments vétustes ou encore un changement des modes de consommation avec l'e-commerce... « Nous devons redoubler d'efforts dans les années qui viennent, notamment en ce qui concerne la rénovation urbaine. Nous voulons rendre le centre plus attractif grâce aux animations comme Gembloux plage ou la patinoire et le marché de Noël qui amènent déjà du public, mais il reste encore du travail. »

Pour Ecolo, la majorité a manqué d'ambition sur ce dossier. « On n'a vu aucune initiative majeure de la part du collège ces dernières années sur ce sujet », dénonce Gauthier le Bussy. « Après cinq ans, il y a seulement un plan d'aménagement de la place de l'Orneau. Si le centre-ville avait été une priorité, cela aurait dû venir beaucoup plus tôt », ajoute-t-il. Dans l'opposition depuis 2012,

les écologistes, menés par Laurence Dooms, veulent à nouveau peser sur les décisions.

Le défi

Pour les verts, le message est clair et sans détour : Gembloux, grâce à son université et à son secteur associatif, doit devenir un laboratoire de la transition écologique en Wallonie. « Jusqu'ici, la majorité n'a pas donné une réelle impulsion à tous ces défis, malgré l'accroissement démographique que connaît la commune. L'équipe actuelle n'a pas mis en place suffisamment de projets nouveaux pour répondre à cet enjeu et ne fait que suivre les dossiers que nous avons lancés lorsque nous étions encore au pouvoir. L'attente des Gembloutois par rapport aux infrastructures est pourtant très forte, notamment au niveau du nombre de places dans les écoles ou les crèches. Elles arrivent déjà à saturation et avec 5 000 nouveaux habitants à venir, il faut anticiper, sans perdre une seule minute », avertit Gauthier le Bussy.

Benoît Dispa dresse évidemment un tout autre bilan, en mettant en avant quelques réussites de son équipe : « Au cours des dernières années, l'offre en équipements collectifs a augmenté, en rénovant dans tous les secteurs. » Et le bourgmestre de citer : la construction d'un nouvel hôtel de ville, celle du centre sportif de l'Orneau, ou encore le centre culturel, en pleine transformation, qui sera inauguré début 2019. « Tout cela a été réalisé sans mettre les finances communales en danger. Il faut y ajouter la rénovation des écoles et le réaménagement de toutes les places de village. Il y a quinze ans, on constatait un déficit d'infrastructures publiques. Il a été résorbé. Rien n'est acquis mais la Ville répond aux demandes de la population. Cet effort de modernisation a permis l'essor d'une vie associative comme jamais par le passé, grâce aux nouvelles infrastructures et aux opportunités qu'elles offrent. Gembloux est loin d'être une ville dortoir, c'est une commune plus vivante que jamais. »



« Nous devons redoubler d'efforts en ce qui concerne la rénovation urbaine », martèle le bourgmestre Benoît Dispa.

Résultats 2012

Bailli 36,8 % (11 sièges)
MR 28,6 % (8 sièges)
PS 19,8 % (5 sièges)
Ecolo 13,6 % (3 sièges)

Après le « tout au kot », le « tout à la coloc » ?

Le nouveau décret « bail » wallon, en vigueur depuis le 1^{er} septembre, favorise la colocation. Et fait de l'œil aux propriétaires namurois de kots étudiants, susceptibles de changer l'affectation de leurs biens en conséquence.

PAR FRÉDÉRIQUE MASQUELIER

Les étudiants sont de plus en plus friands de confort et de services. Toutes les études de marché le disent. Les résidences suréquipées offrant studios et chambres dernier cri poussent comme des champignons à Bruxelles, Gand, Louvain-la-Neuve, Liège... Or, le marché namurois du logement étudiant reste encore majoritairement le fait de grandes maisons de maître transformées en kots. Certes, le groupe Eckelmans Immobilier y a bien fait construire une résidence de 150 studios voici deux ans, mais elle est à ce jour unique en son genre dans la capitale wallonne. Et ce, malgré les efforts des autorités namuroises pour lutter contre les divisions abusives d'unités unifamiliales et favoriser les complexes pensés et construits pour le public étudiant.

La régionalisation de la compétence fédérale en matière de baux de logement pourrait toutefois changer la donne. Neuf mois après Bruxelles, la Wallonie a donné naissance à une importante refonte de la réglementation relative au bail d'habitation, qui fait l'objet du décret « bail » adopté au parlement wallon mi-mars dernier et entré en vigueur en date du 1^{er} septembre. Soit juste à temps pour la rentrée académique. Car, au rang des changements majeurs découlant du nouveau texte figure la création d'un bail spécifique pour les étudiants et,

surtout, d'un autre pour les colocataires.

L'alternative pour les propriétaires de ces grosses bâtisses namuroises divisées en kots – et en particulier pour ceux qui flirtent encore avec la légalité – serait-elle d'en faire des colocations ? Il s'agit en tout cas d'une piste que ne rejette pas tout à fait l'échevine en charge du logement et de l'urbanisme au sein de la capitale wallonne, Stéphanie Scallquin. « Ces baux de colocation comme les baux étudiants vont très probablement sortir de la clandestinité des pratiques locatives parfois douteuses », assure l'élue. Mais, avertit-elle, « malgré les bonnes intentions, je reste vigilante à ce nouveau type de logement. Il est hors de question de revenir à la situation antérieure de la division de logement. Maintenant que nous avons pu réguler la situation, que ce soit avec les comités de quartier comme avec les propriétaires de logements divisés, le « tout au kot » n'est plus possible et il ne faudrait pas basculer dans le « tout à la coloc ». Le service inspection du DAU (NDLR: Département de l'aménagement urbain) est attentif aux divisions déguisées en colocation. »

D'autant plus que, si l'on se penche sur le texte du décret « bail » wallon, le bail de colocation est autrement plus attractif aux yeux d'un propriétaire que le bail étudiant. En effet, quoiqu'elle soit plus nuancée que son homologue bruxelloise, la version wallonne est rédigée au bénéfice



Les kots transformés en colocations dans les grosses bâtisses namuroises ? Une piste à suivre...

des étudiants, qui voient leurs droits renforcés au détriment de ceux de leurs bailleurs. Ainsi, s'il leur est désormais possible de mettre fin à leur bail à tout moment à condition de respecter un préavis de deux mois et le paiement d'une indemnité équivalente à trois mois de loyer, celle-ci est susceptible de sauter en cas de motifs valables : l'abandon des études, par exemple. De quoi, on l'imagine, mettre un propriétaire dans l'embarras si pareille situation se présente alors que l'année académique est déjà bien entamée. Comment retrouver un étudiant locataire dans ces conditions ? Le risque d'une augmentation du taux de vacance locative est réel.

La loi du marché

S'il est trop tôt pour mesurer l'impact du bail étudiant et du bail de colocation à Namur comme ailleurs, les professionnels de l'immobilier se veulent rassurants. D'après Paul de Sauvage, patron de la société de promotion namuroise ActiBel, il y a lieu de faire confiance au marché. « Ce ne sont pas les propriétaires qui ont la main mais les clients finaux, les locataires, explique-t-il. Les nouveaux baux ne font qu'organiser une situation qui s'est mise en place d'elle-même voici quelques années. Il y a un effet de mode. La colocation n'est rien d'autre qu'une nouvelle tendance qui répond à un mode de vie actuel et qui, de ce fait, rencontre une forte demande. »



Comme les divisions d'unifamiliales en kots par le passé et comme la construction de résidences étudiantes aujourd'hui. Pour le promoteur, cela ne sert à rien de s'inquiéter du « tout à la coloc ». « A terme, l'offre en matière de colocations sera trop

LES AVANTAGES DU BAIL DE COLOCATION

Le bail de colocation nouvellement créé par le décret « bail » wallon présente des avantages tant pour les colocataires que pour le bailleur. En effet, il instaure entre autres une solidarité entre les colocataires, qui signent un pacte de colocation actant notamment la répartition du loyer, les modalités d'arrivée, de départ et de remplacement d'un des leurs, mais aussi les conditions de constitution et de libération de la garantie locative. De quoi se prémunir contre les colocataires mauvais payeurs ou déserteurs. Autre filet de sécurité pour les deux parties, le fait qu'elles concluent un bail unique, signé par l'ensemble des colocataires et non plus par l'un d'entre eux, tenu comme responsable des autres.

importante et on retournera à une autre forme d'habitat. Comme toujours, le marché fera le reste », apaise-t-il.

Par ailleurs, la colocation n'est pas l'apanage des étudiants ou des jeunes travailleurs au sortir de leurs études. Pour l'échevine namuroise Stéphanie Scailquin, il s'agit « d'une des réponses à la crise du logement », dont les bénéficiaires sont également les personnes isolées et les aînés. Soit un concept qu'elle associe au « logement kangourou avec une mixité inter-générationnelle ». « En colocation, pas de

division des logements en petites cellules, pas de cloisonnement, pas de murs supplémentaires ni de cloisonnement social », souligne celle qui a aussi la tutelle de la cohésion sociale et de l'égalité des chances. Son seul regret concerne le contrôle de salubrité, « qui n'est pas applicable pour les colocations et pourtant obligatoire dans la législation sur le logement collectif ». Un souci partagé par Paul de Sauvage, selon qui « il faudrait se focaliser sur la qualité technique et sécuritaire du bâti namurois » plus que sur son affectation. **W**

IMMO

TERRAINS A BATIR

Choisissez librement votre constructeur



Assesse

Rue Maurice Jaumain, 2 lots superbes pour constr. 4 façades, 1.196m² & 1.222m², situé à 5 minutes des grandes axes (N4, E411 et E42), près du centre de Namur. Prix € 85.000*.



Dinant

Route de Froidin, 7 terrains pour des constructions 4 façades, de 1.296m² à 2.660m², vue splendide, à partir de € 55.000*.



Eghezée

Drève de la Ferme, 3 terr., constr. 4 façades de 1.075m² à 1.185m², beaux terr. totalement équipés, à 5 min. de la commune, à partir de € 90.000*.



Wanlin

Rue du Butis, 2 derniers lots pour constr. ouverte, 1.131m² et 1.105m², Région calme, E411 (sorti 22) à 4 min. Prix € 48.000*.

* prix ex. charges

Danneels
Bâtissons ensemble votre avenir

koen@danneels.be
0486 29 07 59
www.danneels.be/fr

DÉBATS



« C'est la QUESTION IDENTITAIRE qui distingue les populismes »

Pour l'ultradroite, l'universalisme est une utopie. La gauche radicale, quand elle prône de réguler les flux migratoires, le fait pour prévenir l'exploitation capitaliste.

PAR JEAN-YVES CAMUS • ILLUSTRATION : CHARLES MONNIER

La campagne en vue des élections européennes de mai 2019 sera clivante. Le président français Emmanuel Macron pense qu'elle opposera « populistes » et « progressistes ». Il veut être le chef de file des seconds, profitant de l'atonie générale d'une social-démocratie qui semble avoir déjà intériorisé sa défaite au lieu d'entamer la réflexion intellectuelle qui la réarmera. Il se fonde sur l'incontestable montée en puissance des droites populistes qui, même si elles ne deviennent pas majoritaires au Parlement européen, bouleverseront à n'en pas douter l'équilibre de l'assemblée.

Cependant, le concept de « populisme » nécessite des clarifications. Il s'agit d'une idéologie politique dont le postulat est la division irréductible de la société en deux groupes antagonistes : le « peuple », entité supposée homogène qui, de lui-même, saurait indiquer ce qu'est l'intérêt général, et les « élites » corrompues, qui détourneraient celui-ci à leur profit (symbolique, politique et matériel), trahissant ainsi la volonté populaire. Le populisme est aussi un style de gouvernement qui vise à privilégier le lien direct, de type plébiscitaire, entre le dirigeant et le peuple. La traduction de ce choix est la volonté de privilégier la démocratie directe plutôt que les mécanismes de représentation que sont les partis et les assemblées, notamment en généralisant l'usage des référendums d'initiative

LES ADEPTES DU POPULISME DE GAUCHE NE FONT QUE DISTINGUER L'IMMIGRATION ÉCONOMIQUE DU DROIT D'ASILE, QU'ILS VEULENT CONSERVER.



Jean-Yves Camus,
directeur de l'Observatoire des radicalités politiques, fondation Jean Jaurès.

populaire. Un des problèmes majeurs de cette proposition est qu'elle peut aboutir à la tyrannie de la volonté générale, si celle-ci n'est pas exprimée par une médiation (celle des élus qui font la loi) et que les contre-pouvoirs sont dévalorisés.

Le peuple naturellement « bon »

Le populisme peut être soit de droite, soit de gauche, la troisième catégorie historique, les populismes de type agrarien, matrice originelle de l'Union démocratique du centre (UDC) en Suisse, étant tombée en désuétude. Il est néanmoins certain que populistes de droite et de gauche, s'ils peuvent présenter au premier abord des points de convergence d'ordre très général, comme la croyance en un peuple naturellement « bon » et la défense des « petits » contre les « gros », se séparent très nettement sur la question centrale de l'identité. Le politologue néerlandais Cas Mudde, qui est sans doute le meilleur spécialiste des populismes, propose, pour définir la place centrale de l'identité chez les populistes de droite, le terme anglo-saxon de « nativism », qu'on peut traduire imparfaitement par « ethnocentrisme ». Dans chaque pays, la souveraineté résiderait ainsi uniquement dans un peuple homogène et « autochtone » (ou « de souche »), qui serait fondé à établir des discriminations juridiques envers les non-natifs (c'est la « priorité nationale »), voire à leur barrer l'accès au territoire →

HERMANCE TRIAY/REPORTERS



L'Allemande Sahra Wagenknecht, issue du parti de gauche radicale Die Linke, veut en finir avec « la bonne conscience de gauche » sur les migrations.

→ au motif qu'ils constitueraient un « danger ». Or, ce type de discours, qui est l'élément mobilisateur des électors des partis naguère nommés nationaux-populistes (Rassemblement national, FPÖ autrichien, Vlaams Belang, Ligue notamment) est d'une tout autre orientation idéologique que celui des gauches radicales qui, à l'image de Sahra Wagenknecht, membre de Die Linke en Allemagne, ou de Jean-Luc Mélenchon de La France insoumise, se sont appropriés la question de la nation et de l'immigration.

La fracture sur cette question est claire : la gauche radicale, lorsqu'elle se prononce contre la liberté absolue d'installation et pour une maîtrise des flux migratoires, le fait dans une optique marxiste traditionnelle qui considère, comme Marx dans *Le Capital*, que l'exploitation capitaliste passe par le fait de « remplacer une force supérieure et plus chère par plusieurs forces inférieures et à bon marché, l'homme par la femme, l'adulte par l'adolescent et l'enfant, un Yankee par trois Chinois ». On peut juger

REPÈRE Une gauche anti-immigrés ?

Coprésidente du groupe Die Linke (gauche radicale) au Bundestag, Sahra Wagenknecht a lancé le 4 septembre, le mouvement *Debout*, censé rassembler les forces antilibérales sur le modèle de *Podemos*, en Espagne, ou de *Syriza*, en Grèce. Son initiative se distingue cependant par sa volonté de développer une politique migratoire différente des canons traditionnels de la gauche. Elle prône ainsi d'en finir avec « la bonne conscience de gauche sur la politique d'accueil » défendue par des dirigeants « vivant loin des familles modestes qui se battent pour défendre leur part du gâteau ». « Plus de migrants économiques signifie plus de concurrence pour décrocher des jobs dans les activités à bas salaire », justifie-t-elle. Une démarche sur fond de contestation de plus en plus violente de l'extrême droite contre la politique migratoire d'Angela Merkel. G. P.

cette proposition erronée ou étroitement matérialiste mais ses adeptes restent internationalistes et ils ne font que distinguer l'immigration économique du droit d'asile, qu'ils veulent conserver.

Des transferts de voix de gauche à droite

La droite populiste identitaire, elle, est ethno-différentialiste. Stricto sensu, dans le logiciel de la Nouvelle Droite française (et belge) des années 1970-1980, cela signifiait que chaque culture possède des « marqueurs » intangibles qui la rend à la fois incomparable et irréductible aux autres et que l'universalisme, création de la philosophie des Lumières, est une utopie. Le courant néodroitier a toutefois évolué et Alain de Benoist, son principal théoricien, considère aujourd'hui que l'identité est dialogique (elle se construit dans le dialogue des différences) et évolutive (en plus de l'inné, chaque individu en construit une partie et change dans le temps). Or, les populistes identitaires veulent bien davantage : une société à cloisonnements

étanches et où les phobies tiennent lieu de contenu culturel. En raison de ces divergences irréductibles, les populismes de gauche (et la gauche en général) peuvent voir partir certains de leurs électeurs vers ceux de droite (420 000 électeurs de Die Linke ont voté AfD aux législatives allemandes de 2017 ; 12 % de ceux des votants socialistes autrichiens sont passés au FPÖ quatre ans plus tard), mais l'hypothèse d'une alliance entre eux pour renverser « le système » n'est pas plausible.

J'ai souvent expliqué qu'il ne fallait pas ramener les populismes de la droite identitaire aux formes historiques du fascisme et du nazisme. Je maintiens que loin d'aider à contrer les populismes, cette vision des choses obscurcit la compréhension d'un phénomène qui a su répondre à des interrogations posées ici et maintenant, dans le contexte de la société globalisée postmoderne. Le fascisme était un phénomène de l'ère des masses dans la société industrielle. Il reposait sur une mystique du chef qui n'a plus d'égal et sur un encadrement total de la population que ni le PiS polonais, ni le Fidesz hongrois n'ont mis en place, parce qu'il leur suffit de rabaisser l'opposition pour se maintenir.

Toutefois, le hasard a voulu qu'avant de rédiger ces lignes, j'ai relu *Itinéraire d'un fasciste*, de l'écrivain belge Robert Poulet, condamné à mort puis exilé pour avoir dirigé le quotidien collaborationniste *Le nouveau journal* (1940-1944). Il écrit : « La jeunesse de 1925-1935 sentait que les collectivités humaines avaient perdu leur stabilité et qu'il fallait trouver un moyen de les remettre en équilibre, sinon le monde courait à la catastrophe. » Il accuse « le capitalisme de spéculation, le parlementarisme, le libéralisme économique, le salariat non tempéré et le système des partis ». Si on enlève les solutions qu'il proposait, soit le corporatisme et le parti unique, avouons qu'on retrouve là l'essentiel du constat et des remèdes des tenants de la démocratie illibérale en 2018. ▣

« Le libéralisme entretient le populisme, l'amplifie, le sert »

L'ANCIEN PRÉSIDENT FRANÇAIS FRANÇOIS HOLLANDE, LE 31 AOÛT DERNIER, À CHERBOURG.

« Non, un parti libéral est mieux prémuni contre cette tentation »



D. VASILOV/BELGAIMAGE

Corentin de Salle, directeur du Centre Jean Gol. « Je pourrais essayer de démontrer que le socialisme, en dénonçant la prétendue domination d'une classe sociale sur une autre, en cultivant la jalousie, en nourrissant des peurs imaginaires « entretient, amplifie et sert » le populisme.

Mais, je pense que le populisme est une dérive à laquelle tant la droite que la gauche peuvent succomber. Néanmoins, un parti authentiquement libéral est mieux prémuni contre cette tentation pour au moins trois raisons : d'une part, il adopte des mesures impopulaires. D'autre part, promouvant la responsabilité individuelle, il dira à chaque individu qu'en cas d'échec, la personne à blâmer, ce n'est pas autrui (les riches, les banquiers, l'UE, la mondialisation, etc.) mais lui-même. Enfin, attaché à l'application impartiale des règles générales et abstraites, il ne veut favoriser aucun groupe au détriment des autres, ce qui passe éronément pour de l'indifférence voire de l'insensibilité. Mais défendre la morale abstraite est une tâche ingrate. C'est le fardeau des libéraux. »

« Oui, les politiques libérales renforcent les inégalités »



B. VAN DEN BROUCKE/PHOTO NEWS

Gilles Dautrelepoint. Pour le directeur de l'Institut Emile Vandervelde, le centre d'études du Parti socialiste, « les politiques libérales rabotent les services publics et réduisent les prestations de sécurité sociale. Conséquence : elles renforcent les inégalités. Ce faisant, le libéralisme exacerbe les tensions sociales et porte atteinte au contrat qui unit les citoyens. Ce constat est aussi valable dans notre pays. Le gouvernement MR/N-VA en fait quotidiennement la démonstration. Les réformes en matière de pensions sont emblématiques : report de l'âge légal à 67 ans, allongement de la durée de carrière, durcissement des conditions pour obtenir une pension anticipée... »

« On assiste à une véritable destruction de droits conquis au fil du temps par les travailleurs, poursuit Gilles Dautrelepoint. En s'attaquant ainsi aux pensionnés, les libéraux mettent à mal la confiance de tous les citoyens, pensionnés actuels comme pensionnés à venir, dans leurs institutions. »

NOUVEAU

+ D'ÉCLAIRAGES

Pourquoi le MR ne dirige aucune grande ville

+ D'INVESTIGATION

Six mois dans la tête de Carles Puigdemont

+ D'OPINIONS

« Les djihadistes ont peur de leur émir, pas de mourir »

LE VIF

l'express

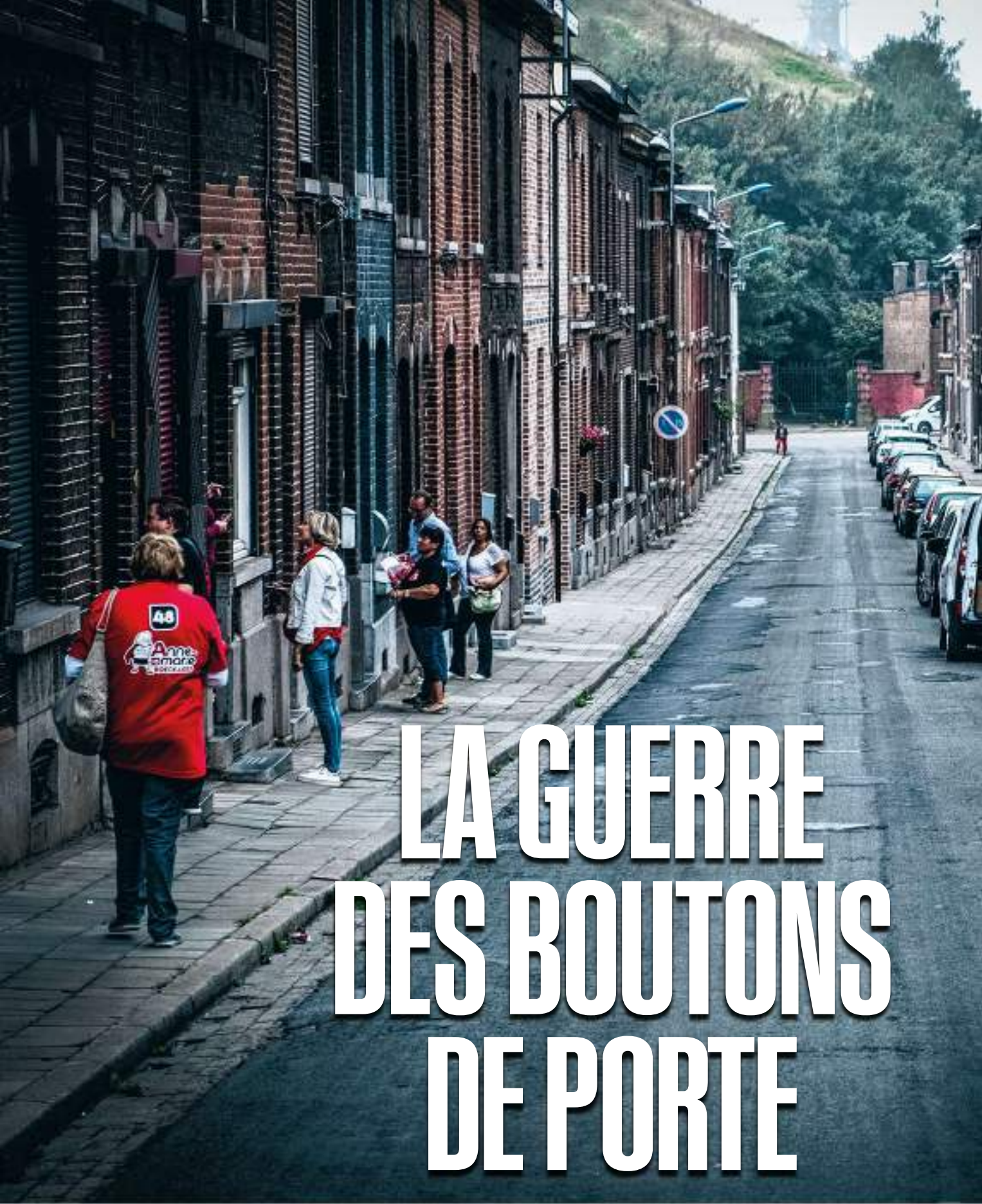


ROUVRIR LES MINES EN WALLONIE ?

**Métaux de nos smartphones, PC, batteries...
Comment ne plus dépendre de la Chine**

LE VIF 36^e année n° 38 - L'EXPRESS n° 3507 hebdomadaire du 20 au 26 septembre 2018
BEL/LUX 5,90 € - P509558 - ISSN 0774-2711





LA GUERRE DES BOUTONS DE PORTE



« Il n’y a plus que ça qui marche ! » Si même Paul Magnette le dit... A Charleroi, les candidats aux élections communales du 14 octobre se lancent comme jamais à l’assaut des portes et des sonnettes. Le porte-à-porte est devenu le plus sûr moyen de se faire connaître... ou de rappeler son existence à l’électeur. Le Vif/L’Express a suivi cinq des candidats les plus en vue dans cette déferlante qui durera encore trois semaines.

PAR NICOLAS DE DECKER • PHOTOS : HATIM KAGHAT

PAUL MAGNETTE,
bourgmestre, tête de liste PS

Vingt-cinq socialistes souriants. C’est une nuée qui fond sur Montignies-sur-Sambre, comme sur chaque quartier carolorégien depuis le mois de mai et jusqu’à la mi-octobre. Les abeilles rouges veulent butiner cent mille portes d’ici là, les ouvrières pour la reine, la reine pour sa cause, et quelques gros bourdons pour eux-mêmes mais pas seulement. La reine, c’est Paul Magnette, et Paul Magnette arrive plus tard, ce matin-là. Il repère l’essaim rouge à un coin de la rue Trieu-Kaisin, s’extirpe de sa Volvo, donne rendez-vous à son chauffeur dans deux heures au Centenaire, et s’en va sauver un bourdon qui s’est retrouvé collé à un attrape-mouches désormais classique : Philippe Van Cauwenberghe se coltine une famille d’électeurs du PTB, ils ont mis des affiches à leurs fenêtres et tout, en général il ne sonne même pas, mais là, ils étaient sur le seuil de leur porte, et voilà.

Alors il essaie de leur dire que de toute façon le PTB ne veut pas prendre ses responsabilités, que ce parti n’est pas crédible et qu’il ne pourra jamais tenir ses promesses, mais eux, ils ricanent, et comme ils disent que ce n’est pas normal qu’un bourgmestre gagne 10 000 euros par mois, justement le voilà qui arrive tout trottant, avec ses baskets et son jeans, sa petite veste d’été bleue alors que toutes les abeilles ouvrières sont en rouge, ses grosses ailes de reine et son auréole lumineuse d’homme politique

le plus connu de Wallonie. « Ce n’est pas vrai ! » qu’elle crie, la reine Magnette, et la dame qui trouvait que 10 000 euros c’était trop pour un bourgmestre se trouve un peu saisie. « Je peux venir vous montrer ma fiche de paie, je gagne 4 000 euros net, les 10 000 euros c’est du brut, mais au PTB on prend bien soin de ne pas le dire », ajoute encore la reine en veste bleu nuit. « Moi, au début, j’étais chez vous... Ce qui m’a fait changer de parti, c’est que j’ai voulu faire domicilier ma fille à l’étage de la maison, en la subdivisant en deux appartements, mais la Ville n’a pas voulu. Pourtant, ça faisait 63 mètres carrés en haut, et autant en bas », explique alors la dame, ce qui permet à Paul Magnette de parler un peu politique. « Je vais faire vérifier ça, madame. Je vous laisse ma carte quand même, si vous avez la moindre question n’hésitez pas à écrire un mail... Et puis, arrêtez de croire tout ce que le PTB raconte ! » qu’il dit, en recommençant à trotter parce qu’une autre porte s’est ouverte après un coup de sonnette d’une des vingt-cinq abeilles ouvrières socialistes, quelques mètres plus loin, et qu’il compte passer une quinzaine de secondes à y faire son miel électoral.

Philippe Van Cauwenberghe, le seul autre à ne pas être en rouge, lui, regrette d’être passé par cette rue. « C’est un nid PTB ici, il y a une asbl dans laquelle ils sont très actifs. » Il connaît bien Montignies, Philippe Van Cau, c’est sa commune. Et, d’ailleurs, l’aiguilleur de →

→ l'essaim socialiste, aujourd'hui à Montignies, c'est Junior. Junior, c'est cent vingt-cinq kilos environ (on ne lui a pas demandé, on n'a pas osé) de bonne viande maturée, un fonctionnaire à la Ville, où il a même été placier pour les maraîchers, ancien speaker au Sporting, ancien directeur commercial à l'Olympic, ancien de toutes sortes de cabinets Van Cau, et puis aussi disque-jockey qui s'est mis en congé ces jours-ci. Il s'occupe de la campagne de son vieux camarade, et aussi de celle de sa jeune fille, Soledad Challe-Galvez, 18 ans, qui est un peu malade et qui demande quand elle pourra rentrer à la maison. C'est lui qui dit aux vingt-cinq autres d'entrer dans la rue du Moulin ou de sortir de la rue de la Duchère, d'éviter des s'attarder rue des Preys ou de s'arrêter, au coin de la rue Lison. « On est sur Gilly, là, les gars, il nes'agirait pas qu'on y dépose des tracts et que Jacques Van Gompel l'apprenne. »

Alors on remonte l'avenue du Centenaire vers le café éponyme, et les vingt-cinq abeilles sonnent partout, les gens ouvrent et se demandent pourquoi un(e) inconnu(e) en K-Way rouge vient les déranger un lundi matin, et puis Paul Magnette surgit et leur visage change, ils sourient, ils veulent faire un selfie pour montrer à leur fille, ou ils font venir leur



maman qui est dans le salon et qui aime bien le regarder à la télévision, et bien souvent, après les quinze secondes de « voici ma carte, n'hésitez pas à nous appeler », un collaborateur de la reine des abeilles rouges, en gris, donne une affiche à un électeur encore tout chose. Parfois, l'électeur reprend ses esprits, et demande des comptes à la reine. Il y a des dépôts clandestins de déchets, à Montignies-sur-Sambre. Mais la reine a bien préparé ses réponses. « On a eu plein de problèmes à cause de l'échevin de la propreté, Cyprien Devillers, mais ça a changé, parce qu'on lui a enlevé le nettoyage du centre-ville pour le donner à l'intercommunale

Tibi, et ça va mieux. Mais on doit continuer ! », qu'elle dit souvent, avec dans le nez comme une odeur de miel.

XAVIER DESGAIN, conseiller communal, tête de liste Ecolo

« Ah vlà l'écologiste ! Eh, qu'est-ce que c'est que ce sens unique ? Si jamais tu mets le sens unique ici, les socialistes, ils vont le payer encore plus cher qu'avec le PTB ! » Le monsieur est très bien mis, son épouse aussi, elle a 84 ans et le dit à Xavier Desgain, qui est bien à son aise. On est avenue Paul Pastur, à Mont-sur-Marchienne, à deux cents mètres de la maison de Paul Magnette, et partout sauf





sur la maison de Paul Magnette il y a des affichettes rouges avec un sens unique où il est écrit « non au sens unique ! ». La SRWT et la Ville de Charleroi veulent faire passer sur cette longue avenue vertébrale un bus à haut niveau de service (BHNS), en site propre, et le premier plan de la SRWT prévoyait d'en interdire la circulation, dans ses huit cents derniers mètres, aux voitures qui, depuis Bomerée, descendent vers le centre-ville. Les riverains, sauf peut-être Paul Magnette jusqu'à avant le début de sa campagne électorale, n'en veulent pas.

Si Xavier Desgain est si à son aise, c'est qu'il sait tout, et depuis longtemps. Il est

conseiller communal depuis 1986, et tout le monde à Charleroi connaît ses longs cheveux, son vélo, ses bermudas et les gros mollets qui en sortent. Depuis octobre 2017, il prépare son porte-à-porte de cet automne. A la fin du printemps, les écolos avaient déjà frappé à quatre mille anciennes communes de l'entité. Et au fil de l'été, ils se sont mitonné pour la rentrée un message par quartier. Fatalement, à Mont-sur-Marchienne, c'est la mobilité. Pas de sens unique, un BHNS, bien sûr, mais qui ne demanderait qu'un marquage au sol – « comme ça on économise quinze millions » – et en gardant les places de

parking là où il faut, et puis des trottoirs rénovés « parce que, là, ça ne va pas ». Il a distribué ses tracts sur le thème à ses camarades de porte-à-porte, un peu plus haut, devant le Musée de la photo. « On commence d'abord par les écouter, et puis on vient avec nos priorités », qu'il a expliqué à Stéphanie Lorent (2^e), Pierre-Philippe Dardenne (3^e), Evelyne Petit (4^e), Benjamin Debroux (5^e), Julien Lechat (7^e) et Mehmet Gumus (25^e) avant de descendre l'avenue Pastur. « On est venu à Mont-sur-Marchienne pour voir ce que vous pensiez de la mobilité ici » dit donc Xavier Desgain, qui sait très bien ce que les gens pensent de la mobilité ici puisqu'il →



→ y est déjà venu en juin, à toutes les personnes qu'il rencontre.

« Je vous connais... Mais attendez parce que mon mari veut vous voir », lui répond une dame qui n'a ouvert que le vitrail de sa porte, et qui parle de derrière sa grille. « Ce truc c'est mauvais pour les commerçants », commence le mari qui arrive essoufflé et les mains collantes, parce qu'il coupait des kiwis pour les enfants. « Et les contrôles sont tellement agressifs : on se gare sur une place pour handicapés, raf !, c'est 169 euros. Et ce parking payant : on n'a plus envie d'aller dans le

monsieur. « C'est pour ça que nous on veut une ligne de bus circulaire entre le petit ring et le grand ring », lui rerépond Xavier Desgain, qui connaît bien la question et pas seulement parce qu'il a bien préparé son porte-à-porte : il sait tout, et depuis longtemps. « Han ouais, exactement, c'est ça qu'il faut ! » dit le mari content avant de faire refermer le vitrail de la porte à son épouse et de laisser Xavier Desgain repartir parler de mobilité.

Mais il est arrêté par deux hommes en training foncé qui ne sont pas trop à ça. Celui qui a le training bleu et des Crocs

imiter, et puis il s'en va voir si personne, plus bas, ne veut discuter mobilité. Alors une dame sur son vélo le reconnaît, elle s'arrête, se met derrière les deux messieurs en training et lui, et puis Xavier Desgain vient lui faire la bise. « Il faut faire plus pour les cyclistes », lui dit-elle « qu'est-ce qu'il peut comprendre, le Magnette, là, avec sa grosse bagnole ? ». « C'est pour ça que si je suis échevin, j'aimerais bien prendre la mobilité », qu'il lui répond, parce qu'il sait tout, et depuis longtemps, et que son heure est peut-être bien venue, là.



centre-ville », continue-t-il. « Nous, on est pour un bus toutes les cinq minutes vers le centre-ville », répond Xavier Desgain. « Han, c'est bien, ça. Mais les bus électriques, quand on fait tous les comptes, avec les bornes, la maintenance et tout le reste, c'est beaucoup moins écologique que le Diesel », relance le mari, qui sur son tee-shirt a des dessins de verres de vin français. « C'est à discuter, mais à Genève par exemple, ce sont des bus-trolleys, et la maintenance est beaucoup plus économique », lui dit Desgain. « Han oui, bonne idée, ça. Mais les bus, ici... celui qui a pondé ça ! Mes enfants ne savent même pas aller jusqu'à l'athénée de Marcinelle », lui redit le

aux pieds dit que « du temps de Pol Demacq, la commune était plus propre » (Jean-Pol Demacq a été bourgmestre de Mont-sur-Marchienne jusqu'à la fusion des communes, en 1976). « Et Ecolo, vous allez nous promettre quoi, à part du balabala ? Parce que les agents de police, ils ne font rien de leur journée, et je sais ce que c'est de ne rien faire, moi je travaille à la Province », demande-t-il avant de mettre en garde sur « ce que ça sera si un Arabe vient au pouvoir », et Xavier Desgain lui répond qu'à Molenbeek il a une copine écologiste qui est échevine de l'intégration, et qu'elle fait un travail formidable, qu'à Farciennes ça fonctionne aussi très bien, que Charleroi devrait les

ORNELLA CENCIG, échevine de l'urbanisme, 2^e sur la liste MR

« Excusez-moi, je croyais que vous étiez des témoins de Jéhovah », a dit la dame. « Non, je suis échevine depuis 2007, et je viens pour vous parler des élections », a répondu Ornella Cencig. « Entrez, asseyez-vous ! Mon mari connaissait très bien Etienne Knoops. Il est beaucoup plus jeune que nous, Etienne. Comment va-t-il ? Et ce plan de circulation, qu'est-ce que c'est encore que ça ? » Le ministre d'Etat Etienne Knoops est né en 1934, la dame habite Marcinelle-Villette depuis la même année, et Ornella Cencig, qui remettra bien sûr son bonjour à Etienne, demande si elle ne connaîtrait pas ses

parents, qui vivaient un peu plus haut il y a quarante ans. Elle explique qu'avec son « collègue euh, comment ? Cyprien Devillers, nous avons été les premiers au collège communal à demander à la SRWT de reporter son projet et de refaire une étude ». Elle viendra lui donner une affiche plus tard, et en attendant, a laissé un flyer à la dame, « ça, c'est moi, et là c'est notre tête de liste, euh, comment ? Cyprien Devillers. Vous voulez une affiche de Francis Preyat aussi ? ». Dehors, on voit des affichettes rouges « non au sens unique ! » un peu partout : dans les petites

chaque jour une dizaine de camarades pour son porte-à-porte, n'a pas accepté que *Le Vif/L'Express* l'y suive, et a interdit à ses colistiers de frapper aux portes tout seuls dans leur coin. « Ah bon ? », dit Ornella Cencig, qui s'entend très bien avec tous les autres échevins mais modérément avec son chef de file, et qui de toute façon trouve que « c'est mieux qu'on passe plusieurs fois chez les gens qu'une seule fois. Surtout que moi, je prends mon temps. »

Devant elle, la dame en pantoufles roses ne refuse pas d'être dérangée, parce

méchant avec un petit garçon blond ouvre, mais dit qu'elle n'a pas le temps et que ça ne l'intéresse pas, mais quand même ce sens unique, c'est un scandale. « Justement, c'est pour ça qu'au collège, mon collègue euh, comment ? monsieur Devillers et moi, avons été les premiers à réclamer une nouvelle étude à la SRWT », répond Ornella Cencig. « Oui, mais vous avez prévu une alternative, non ? » lui demande la dame. « Non, non, pas du tout, on attend les résultats de l'étude qu'on a exigée, mon collègue, euh, comment ? Cyprien Devillers et moi », lui dit



rues de ce quartier comme lyophilisé depuis les années cinquante, on craint les voitures déviées de l'avenue Paul Pastur.

La veille, l'échevine de l'urbanisme avait fait six portes en deux heures, parce qu'elle aime bien prendre son temps. Elle s'assied, elle papote, elle place un peu de son bilan et beaucoup d'anecdotes personnelles, et puis elle note sur des feuilles numérotées ce que lui réclament les électeurs. Elle en fait chaque jour deux heures, à la fin de sa journée, parfois seule, parfois avec un autre candidat. Ici c'est donc avec Francis Preyat, 5^e sur la liste provinciale. La tête de liste MR à la commune, c'est l'échevin de la propreté, Cyprien Devillers, qui mobilise

qu'elle attend sur son seuil son amie en pantoufles brunes qui a des béquilles et un sac et qui arrive tout doucement. Mais elle n'a pas de questions. Ah, si, elle a entendu dire qu'il y avait beaucoup de dépôts clandestins de déchets, plus bas, sous les bretelles du petit ring. « Moi, ma matière, c'est l'urbanisme, je lutte contre les subdivisions de logements. La propreté c'est la compétence de mon collègue, euh, comment ? monsieur Devillers, et il fait tout ce qu'il peut mais ce n'est pas facile », lui dit Ornella Cencig avant de lui rappeler de penser à voter pour une femme parce qu'on doit se défendre toutes ensemble, n'est-ce pas madame ? Rue Defuisseaux, une dame à l'air

Ornella Cencig. « Mais, pourtant, j'ai lu dans la presse il y a quelques jours qu'il y avait une alternative à la circulation en sens unique », insiste la dame, qui prend le temps et que ça intéresse pas mal, en fait, et qui a encore son air méchant. « Non, non, pas du tout madame, en tout cas pas nous au MR », insiste encore plus Ornella Cencig.

Deux jours plus tôt, à la une de *La Nouvelle Gazette*, un candidat présentait le programme de son parti pour le scrutin communal. Il avait une alternative au sens unique : la circulation alternée, selon l'heure de la journée, à l'avenue Paul Pastur. « Je n'ai pas vu, mais de toute façon, ça ne sert à rien de promettre →

→ quoi que ce soit tant qu'on n'a pas les résultats de l'étude de la SRWT », dit Ornella Cencig. Ce candidat qui faisait la manchette, c'était Cyprien Devillers. Euh, comment ?

PAUL MAGNETTE, bourgmestre, tête de liste PS

A Dampremy, l'aiguilleur de la nuée socialiste s'appelle Maurice. Il a un gsm qui chante *L'Internationale* quand il sonne. La poésie n'est jamais loin, et les patronymes y contribuent. Maurice est président de la section socialiste locale,

un tapis rouge déroulé par vingt-cinq camarades, une douzaine de candidats, des collaborateurs (« mais bien sûr qu'on s'est mis en congé ») dont deux échevins, Philippe Van Cauwenberghe et Anne-Marie Boeckaert, en K-Way, et même une heure après que les vingt-cinq aient doucement entamé leur tournée. « On a fait trois portes en vingt minutes, les gars. Ça ne se passe pas comme ça chez nous à Montignies », maugrée d'ailleurs Philippe Van Cauwenberghe. « C'est la décadence à Dampremy, monsieur Magnette. Je sais que vous faites beaucoup, je lis *La Gazette*,

entame le canal Bruxelles-Charleroi. Il se préparait à le refaire à une autre dame qui, en chaussettes sur le seuil de la porte, avait dit « Maaaaah ! C'est Paul Magnette ». « Bonjour madame, voici ma carte, n'hésitez pas à nous appeler », avait dit Paul Magnette. « J'ai 87 ans », lui avait répondu la dame de 87 ans. « Vous ne les faites pas », avait répondu Paul Magnette, politique plus que politologue. « Oui mais c'est mes guibolles », avait dit la dame de 87 ans. « Ça va aller pour aller voter ? », avait alors demandé Paul Magnette, toujours politique. « Oui, mon fils ira pour



Mauricette Carême, présidente de l'Union socialiste communale et deuxième sur la liste provinciale, est l'autre hôte du jour, et le seul avocat qui a encore pignon sur rue s'appelle Louvrier. Maurice et Mauricette sont chez eux mais ne sont pas si fiers : à Dampremy, la plus petite et sans doute la plus oubliée des anciennes communes de Charleroi, les rues n'ont pas été refaites, le seul conseiller communal affilié à la section, Anthony Dufrane, a annoncé qu'il ne se présenterait finalement pas le 14 octobre, et le dernier supermarché, un Mestdagh, a fermé il y a quelques années déjà.

Mais si Dampremy est toute grise, elle reste rouge, et prend comme un honneur que Paul Magnette y descende, même sur

mais Dampremy, c'était un chouette patelin, avant », lui dit une dame qui a la voix qui tremble en y pensant, et qui évoque le bon temps du dernier bourgmestre d'avant la fusion, Willy Seron. Alors Paul Magnette augmente ses quinze secondes réglementaires de « voici ma carte, n'hésitez pas à nous appeler » d'onze secondes de « c'est vrai qu'on n'a pas fait assez à Dampremy ces dernières années, mais on va refaire toutes les rues Joseph Wauters et Jean Jaurès, les travaux commencent à la fin de l'année, allez bonne journée, n'hésitez pas à nous appeler ! »

Il venait de refaire le coup à une dame en training, dans cette rue Van Geersdaele qui descend comme se verser, plus bas, dans la dérivation de la Sambre qui

moi... » Et comme il pensait s'en sortir en disant « Ah ben alors ça va », voilà que la dame en training du haut de la rue Van Geersdaele l'avait dévalée, avec sous le bras une jeune fille en chemisette avec beaucoup de tatouages sur la peau. « Dites, monsieur Magnette, ma fille, là, elle est à temps partiel à la Province, elle aimerait bien passer à temps complet. On est déjà allées voir monsieur Lardinois, mais maintenant on voudrait savoir s'il faudra aller voir monsieur Massin », demande-t-elle. « Je ne sais pas dire. Mais vous avez ma carte, n'hésitez pas à nous appeler », répond Paul Magnette, pas très loin de la petite maison ouvrière de feu Willy Seron. C'était un si beau patelin, avant.

ÉRIC GOFFART, échevin des travaux, tête de liste C+

Eric Goffart est de Gilly. Sa famille, les Goffart, sont fort connus là-bas, surtout entre les Quatre-Bras et le Sart-Culpart. Son papa y est grossiste en matériaux. Le frère d'Eric est architecte. Quand il était plus jeune, Eric a été président du patro Saint-Remy. Puis il a fait son droit à l'UCL et l'ENA à Paris, a été avocat, puis conseiller de Jean-Jacques Viseur et de Benoît Lutgen. Il est échevin CDH des travaux depuis 2012, et il a refait à peu près la moitié de toutes les voiries

quelques heures avant les élections législatives. Eric Goffart y était 3^e suppléant sur la liste CDH. Avec l'échevin des travaux et madame Françoise, deux autres candidates sont là : Johanne Magi (10^e) et Magali Varelli (30^e). Ils n'ont jamais fait de porte-à-porte. Eric Goffart sort d'une réunion Tupperware à Mont-sur-Marchienne, et se demande si ça va marcher. Ses candidats et lui vont bientôt distribuer les 100 000 livrets C+ qui viennent d'être édités, et la distribution pourrait s'accompagner d'un peu de démarchage. « On va voir comment ça se

Un peu plus loin, c'est la rue Noir Dieu, et Magali Varelli a une porte en tête depuis quelques mètres. Elle y frappe. On ouvre et on dit « Oh Magali ! »,

Alors, Eric Goffart prend la main et dit « Bonjour madame, je suis venu avec Magali parce qu'elle se présente aux élections. Et moi, vous me connaissez ? »,

« Non », répond la dame, qui est une collègue de la maman de Magali Varelli.

« Je suis Eric Goffart, échevin des travaux »,

« Han c'est vous qui avez refait toutes les routes, alors ? »,



carolorégiennes, mais sa liste s'appelle C+, « un mouvement de rassemblement citoyen de gens de tous horizons qui veulent se bouger pour Charleroi », dit-il à chaque personne qu'il croise.

Il a donné rendez-vous devant l'école Notre-Dame de Lourdes pour sa première journée de porte-à-porte. C'est au Sart-Culpart, à Gilly, où sa famille est fort connue, et Françoise Brichart, directrice de l'école Notre-Dame de Lourdes de Gilly Sart-Culpart et présidente de la Marche Notre-Dame de Lourdes de Gilly-Sart-Culpart, est là aussi. Elle est 48^e sur la liste C+, et sur la façade de l'école, on apprend qu'Eric Goffart, échevin des travaux, et Monseigneur Harpigny, évêque de Tournai, l'ont inaugurée le 24 mai 2014,

« passe », se dit-il alors qu'on entre dans la rue Nanèche, celle de l'église Notre-Dame de Lourdes de Gilly Sart-Culpart. Un monsieur qui était dehors voit madame Françoise, il sourit et l'appelle puis appelle son épouse et ses enfants, « venez dire bonjour à madame Françoise », ils arrivent, il y en a trois et ils viennent faire un bisou à madame Françoise, même le plus petit, qui a un maillot d'Eden Hazard mais qui est fort intimidé. Madame Françoise leur donne une affiche, et la dame dit qu'elle la mettra à la fenêtre quand elle aura lavé ses vitres. « Oui, oui, je peux voter, on va voter pour vous madame Françoise. Et bientôt ma fille aussi elle sera bourgumestre, comme vous ! », dit le monsieur en montrant son aînée.

« Oui », dit Eric Goffart en ronronnant. Puis tout le monde se dit au revoir, la porte se ferme, et Eric Goffart dit que finalement le porte-à-porte ça n'a pas l'air d'une mauvaise idée.

A la rue du Bois de Lobbes, au bord du Ravel une dame s'arrête, toute contente, et dit « Bonjour monsieur Goffart ». « Vous connaissez le projet C+ ? » lui demande Eric Goffart. « Par rapport à la famille Goffart, vous êtes qui ? » lui répond la dame. « Moi, je suis le fils de Claude », commence Eric Goffart, qui se fait interrompre parce qu'un camion des Matériaux Goffart passe par la rue du Bois de Lobbes, qu'il klaxonne et qu'il s'arrête, et puis la maman de deux écolières de l'école Notre-Dame de Lourdes sort →

→ de chez elle pour saluer madame Françoise, lui dire qu'elle va voter pour elle bien sûr, et se plaindre des pavés décellés de la petite rue des Trieux (« on a refait toutes les voiries structurantes, on va passer aux plus petites ») et des marcheurs un peu trop imbibés de la dernière marche Notre-Dame de Lourdes (« c'est vrai qu'ils étaient chargés »).

Pendant ce temps, la dame qui voulait savoir de quel Goffart Eric était le fils était partie chercher son mari, qui voulait absolument saluer l'échevin des travaux. « Je vous le dis, jamais je n'ai voté CDH,

rouge et vert, le tout fluo, qu'elle a un beau pyjama. « On vient parce qu'on se présente tous aux élections », dit-il. « Béh ouais, je connais madame Françoise, hein », lui répond-elle, et madame Françoise lui donne une affiche pour sa fenêtre. La dame en pyjama la déroule, et puis demande « Mais c'est quoi ça pour un parti ? » On n'entendra pas la réponse, parce que son petit garçon, en pyjama bleu à pois rouges crie à madame Françoise que « nous on aime bien madame Barbara, mais on vous aime bien aussi », mais il y a fort à parier qu'il s'agit d'un

pas voter. Mais je vais vous dire quelque chose : pour réussir en politique, il faut être de Bruxelles, et avocat. A part un miracle. Mais on n'est pas à Lourdes, et de toute façon, les miracles, je n'y crois pas. Pourtant, je suis catholique pratiquant, et je connais très bien la famille Goffart. » Le Sart-Culpart n'est jamais loin de Notre-Dame.

SOFIE MERCKX, conseillère communale, tête de liste PTB

Il vaut toujours mieux entamer une campagne en terrain conquis. Pour son



mais pour vous, je le ferai », dit le mari. « On n'est pas CDH, on est un rassemblement citoyen de gens de tous horizons qui veulent se bouger pour Charleroi », répond Eric Goffart. « Je m'en fous : ma femme a appelé trois fois chez vous, et les trois fois vous nous avez rendu service », répond le mari, qui s'énerve contre « les renégats qui viennent en mobylette mettre leurs poubelles dans le Ravel. Mais de toute façon, nous autres on connaît toute votre famille ! » crie encore le mari en repartant avec une affiche sous le bras.

« Vraiment bien ce porte-à-porte », continue à penser Eric Goffart rue du Nord, avant de dire à une dame en rose,

mouvement de rassemblement citoyen de gens de tous horizons qui veulent se bouger pour Charleroi. Il pleut, mais on décide quand même de frapper à une dernière porte. Celle d'un monsieur avec un chien et une paire de lunettes dont un verre est fumé. Derrière le verre fumé, une orbite bâillante. « On vient vous présenter un mouvement de rassemblement citoyen de gens de tous horizons qui veulent se bouger pour Charleroi », entame Eric Goffart. « Ça ne m'intéresse pas, monsieur. Ecoutez, je vais vous montrer quelque chose. » Il enlève ses lunettes, montre ses deux orbites, la pleine et la vide : « Voyez, j'ai un cancer, je n'irai

premier jour de porte-à-porte, Sofie Merckx, conseillère communale et médecin du peuple, a donné rendez-vous à Médecine du peuple, à Marcinelle. De ces maisons médicales du PTB, dont certains observateurs avaient eu l'air de découvrir l'an dernier qu'elles étaient liées au PTB, partent la plupart des initiatives locales du parti de la gauche de la gauche. Ainsi donc de ce porte-à-porte carolorégien du scrutin municipal. « Avant ça, ces derniers mois, on a surtout été voir nos nouveaux membres et leur famille », explique Sofie Merckx en traversant la toute proche avenue Mascaux, la cinquième candidate PTB à Charleroi, Khadija Koutaine à ses

côtés et un petit tas de prospectus tout frais sous le bras. Le visage de Raoul Hedebouw n'y est imprimé qu'à l'arrière. « Je trouve qu'on aurait mieux fait de le mettre en première page, mais bon », dit d'ailleurs Sofie Merckx un peu plus loin, rue du Vieux Moulin. Un monsieur entre deux âges vient de fermer sa porte sur une conversation brève mais intense. « Bonjour monsieur ! » lui avait dit Sofie Merckx, « Vous savez déjà pour qui vous allez voter ? »

« Je ne vote né, c'est tous des voleurs ! » lui avait répondu le monsieur en commençant à refermer sa porte.

Les politiques, c'est nada ! » il avait dit. Puis il avait cru reconnaître Khadija Koutaine, parce qu'il était originaire de Fontaine-l'Évêque, lui aussi, « Je suis la sœur de Jimmy Casquette », avait-elle clarifié, argument décisif pour une politisation éclair. Mais tout le monde, au coin de ces deux rues si proches de Médecine pour le peuple, ne connaît pas Jimmy Casquette ou Raoul Hedebouw (« Ça ne me dit rien, mais je ne suis presque plus sur Charleroi », s'est excusée une jeune dame qui venait rendre visite à ses parents). Dans ces cas-là, le salaire

en tongues, qui dit qu'il va voter pour son coiffeur, Steve, comme le lui a dit son voisin... Ça tombe bien parce que le voisin ouvre sa porte et attend Sofie Merckx, qui ne voit pas, à sa fenêtre, l'affiche de Steve Maloteaux, tête de liste du Parti populaire. « Moi, j'ai travaillé pour vous, quand vous protestiez contre la taxe poubelle », commence le monsieur qui fait voter son voisin pour leur coiffeur. « Mais je ne peux pas voter pour un parti qui favorise les étrangers et qui n'aime pas trop l'armée. Parce que sinon, qui va s'occuper de nos SDF ? »



« Nous, on est du PTB. Vous connaissez Raoul ? » lui avait dit Sofie Merckx en montrant la bonne page de son prospectus.

« Ah ouais ! Ouais ! Ouais ! » avait dit le monsieur en rouvrant un peu sa porte.

« Vous voulez une affiche, alors ? » avait embrayé Sofie Merckx, qui savait que le monsieur allait accepter, ce qu'il fit. Quelques mètres plus tôt, au coin de la rue des Bouveleurs, Sofie Merckx et Khadija Koutaine avaient pu en filer une autre à un monsieur en clapettes et chaussettes, qui faisait jouer son fils sur le trottoir, et qui avait commencé par médire. « La politique et moi, ça fait deux.

du bourgmestre (« 10 000 euros brut par mois, c'est trop, non ? »), le manque de logements sociaux (« Il y en a 400 de moins qu'en 2012 ») et la gratuité des transports en commun doivent suffire à convaincre.

La famille de réfugiés irakiens que soigne Sofie Merckx n'en a pas besoin. Pas plus que ses anciens voisins, ni que les parents de copains scouts de ses enfants, ni que le syndicaliste qui a décidé d'adhérer au parti « mais discrètement », dit-il, ni même que ce jeune homme qui garde ses lunettes de soleil chez lui, et qui veut lutter contre la construction européenne. En revanche, ce monsieur

il demande. « Nous, on veut taxer plus les riches, pour dégager plus de moyens pour les plus pauvres, étrangers ou pas », lui répond Sofie Merckx. « Et on veut diminuer le salaire du bourgmestre par deux ! » « Ah ça, c'est une bonne chose ! Il y a 80 % de bon chez vous, mais, je suis désolé hein, mais les Africains, ils ne peuvent pas s'empêcher de proliférer. Enfin, moi je vote pour mon coiffeur. Mais il est vrai que je n'ai pas encore lu son programme, et qu'au départ, mon choix, c'était le PTB. » Tout n'est pas perdu. Mais il y a longtemps que le monsieur en tongues d'à côté est rentré chez lui. →



→ **PAUL MAGNETTE,**
bourgmestre, tête de liste PS

A Ransart, il y a de longues rues sans beaucoup de maisons et de petites impasses toutes serrées, ce qui brouille un peu les calculs du podomètre de Paul Magnette. Et ce qui fait que quand on arrive sur la nuée, on ne voit qu'une dizaine de K-Way rouges, et deux blancs, ceux des amis d'Eric Massin. Les autres sont dispersés au loin dans les plus grandes rues, et tout près dans les plus petites impasses. « Eh ! C'est Ransart ! C'est ça, Ransart ! » explique Thomas Parmentier, onzième sur la liste socialiste. Sur les grosses maisons des longues rues et sur les petites des impasses serrées, partout, il y a des affiches à son nom, qui est aussi celui de son papa, Marc, socialiste, ancien échevin, haut-fonctionnaire provincial, fondateur de la Maison pour associations, responsable de plusieurs Maisons de jeunes, et chansonnier wallon. « Loulou, sans toi les frites n'ont plus le même goût », c'est de lui, sur l'album *Momins*, produit par Full TV, la Web TV fondée par Thomas dans l'orbite de la Maison pour associations. Thomas dirige deux maisons de jeunes, dont une à Ransart, et est administrateur délégué d'une

fédération de maisons de jeunes. Thomas est conseiller CPAS depuis 2012, et a été choisi par la section locale dont son papa est l'éternel patron comme chef de file communal. Il devrait faire un méchant résultat le 14 octobre, et il n'y a aucune raison qu'il ne devienne pas échevin juste après. Ça en embête quelques-uns, et d'ailleurs Philippe Van Cauwenberghe n'est pas là pour le porte-à-porte, aujourd'hui.

Mais il y a Julie Patte, l'échevine de l'enseignement, et Eric Massin, président du CPAS en partance pour la Province. Ils reviennent de vacances tous les deux, mais ils ne sont pas tout à fait aussi tranquilles l'un que l'autre. Julie Patte, dont le résultat en voix de préférences sera scruté par tout le monde, sonne à toutes les portes et compte beaucoup sur un bout de phrases de trois secondes de Paul Magnette, ce rapide et salvifique « et n'hésitez pas à soutenir Julie aussi », juste après le réglementaire « Voici ma carte, n'hésitez pas à nous appeler ! ». Jamais il ne gaspille ces trois secondes pour les autres, sauf parfois pour ceux qui accueillent, comme Philippe Van Cauwenberghe à Montignies, Mauricette Carême à Dampremy

et Thomas Parmentier ici à Ransart. Eric Massin, lui, peut s'attarder. Une tête de liste socialiste à la Province dans le district de Charleroi peut se l'autoriser. Alors il papote à l'aise, avec les agents du CPAS, les militants socialistes, et même avec un supporter de l'Olympic qu'il croise. Puis on retombe sur la rue Paul Pastur, et enfin la nuée des vingt-cinq abeilles ouvrières se regroupe. Puis arrive un cabriolet gris de marque allemande, qui ralentit. C'est celle d'un copain de Thomas Parmentier, qui en sort. « On est allé faire toutes les impasses autour du Puits numéro 4. Qui vient boire un verre au local de campagne ? » demande-t-il à ses camarades. La Volvo de Paul Magnette est déjà partie depuis longtemps. Les autres vont se le boire, ce verre. Sauf Eric Massin. Lui, il regrette que, ce soir-là, l'inauguration du local de campagne de Philippe Van Cauwenberghe, à Montignies-sur-Sambre, et celle de celui de Thomas Parmentier, à Ransart, se tiennent au même moment.

« C'est dommage. Ça fait un peu désordre », il dit, avant de remonter dans sa voiture.

Mais il n'a pas l'air vraiment triste. ▣

NOUVEAU

+ DE RÉVÉLATIONS
**« Fonds libyens dégelés :
au profit de terroristes ? »**

+ D'ENQUÊTES
**Les villes belges
les plus féministes**

+ DE DÉBATS
**Bourgmestre :
un vrai job de merde ?**

LE VIF

l'express

IMMOBILIER

INVESTIR SANS TRACAS

Gestion locative,
chambres d'hôtel,
colocation,
kots d'étudiants...

Nos conseils pratiques



LE VIF 36^e année n° 39 - L'EXPRESS n° 3508 hebdomadaire du 27 septembre au 3 octobre 2018
BEL/LUX 5,90 € - P509558 - ISSN 0774-2711



LE VIF l'express

COMMUNALES 2018

NIVELLES

et environs

A Nivelles, les trois partenaires de la majorité sortante se verraient bien rempiler, derrière le mayor MR Pierre Huart. Mais le PS, deuxième score en 2012, est en embuscade. A Genappe, qui pourra empêcher Gérard Couronné d'enchaîner un sixième mandat ? A Seneffe, le PS obtiendra-t-il sa revanche après avoir perdu le pouvoir en 2012 ? A Braine-le-Comte, le MR peut-il seulement envisager de ne plus gouverner ? A quelques jours des élections communales, quels sont les enjeux du scrutin, quels ont été les échecs et les réussites de la législature actuelle, et quels sont les défis à relever à Nivelles et dans les communes proches ?

UN DOSSIER COORDONNÉ PAR PHILIPPE BERKENBAUM, AVEC MARIE-ÈVE REBTS

L'Iweps

En partenariat avec Le Vif/L'Express, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (Iweps) a ausculté la ville de Nivelles (*lire page 44*). L'Iweps est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Autorité statistique de la Région wallonne, il fait partie, à ce titre, de l'Institut interfédéral de statistique (IIS) et de l'Institut des comptes nationaux (ICN). Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition de tous des indicateurs statistiques et des études en sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Plus d'infos : www.iweps.be

La cité des Aclots oscille entre

Les trois partenaires de la majorité sortante se verraient bien rempiler à Nivelles, derrière le mayor Pierre Huart (MR). Le PS, qui avait signé le deuxième score en 2012, est en embuscade.

Avec Maurice Dehu au lieu d'André Flahaut comme tête de liste, il espère bien revenir au pouvoir.

Historiquement bastion socialiste, Nivelles a basculé à droite en 2006 avec l'accession de Pierre Huart (MR) à la tête de la commune. Le chef de file de la Liste du bourgmestre briguera un troisième mandat en octobre, sans privilégier aucun partenaire, mais en soulignant que l'actuelle majorité formée avec Ensemble (CDH) et Ecolo « a très bien fonctionné ».

Le bilan

« Nous avons pu finaliser la rénovation de la piscine, qui était un dossier lourd car très technique », illustre Pierre Huart. « Nous avons aussi introduit plus de participation au sein de la commune, acheté un bâtiment pour l'académie de musique, réduit la dette de la ville, ou encore mis en place les différentes mesures du plan communal de mobilité. Le stand de tir de la police, dont le projet a été entamé avant les attentats, s'est révélé très utile et sert aussi pour les zones de police voisines. »

Ecolo, qui participait à sa première majorité, est satisfait de la collaboration. « En dehors du chantier de la piscine, de

gros efforts ont été réalisés pour l'accueil de la petite enfance ou encore pour l'attractivité de Nivelles via de la promotion et des événements », énumère Pascal Rigot, troisième échevin et tête de liste des verts. « Au niveau de l'environnement, on peut se féliciter d'avoir rejoint l'agenda 21 et fait de Nivelles une commune sans pesticides. Un parc éolien citoyen a également été construit, et des rénovations énergétiques ont été apportées à l'hôtel de ville. »

Mais tout n'est pas parfait. La principale critique d'Ecolo concerne le tourisme, qui a souffert de la suppression de son office dans la ville pour cause de réforme à l'échelle wallonne. « Je balaie devant ma porte en disant cela, car c'est moi qui étais en charge de cette compétence », précise Pascal Rigot.

L'ouverture

Prendra-t-on les mêmes en octobre pour recommencer ? Même si Pierre Huart ne voit pas « pourquoi changer une équipe qui gagne », la majorité actuelle entend laisser s'exprimer les électeurs, et la présence de six listes élargit le champ des possibles. Les trois protagonistes de l'actuelle majorité se représentent chacun avec de nouveaux adhérents et des candidats d'ouverture, ainsi qu'un nouveau leader pour Ensemble (CDH). Alors qu'on attendait l'actuel échevin Etienne Laurent, le groupe a créé la surprise en le reléguant à la troisième place

« AU NIVEAU DE L'ENVIRONNEMENT, ON PEUT SE FÉLICITER D'AVOIR FAIT DE NIVELLES UNE COMMUNE SANS PESTICIDES. »

pour positionner Bernard De Ro en tête de liste. Un novice qui symbolise l'ouverture et jouit d'une certaine notoriété pour avoir été directeur du shopping center de la ville.

La liste des candidats aux élections nivelloises compte encore le groupe DÉFI mené par Véronique Vandegoor et poussé par Marc Wilmet, lequel avait lancé une liste citoyenne qui n'a finalement pas réussi à se concrétiser. La Droite emmenée par Marc Pilatte fera son entrée dans l'arène, alors que le PS jouera à nouveau le rôle de principal challenger de la majorité en place.

La revanche ?

Après douze années dans l'opposition, les socialistes ont opté pour une stratégie différente avec une liste d'ouverture et un nouveau nom : PluS. Ils espèrent aussi effacer leurs deux derniers échecs aux communales en plaçant Maurice Dehu comme leader au lieu d'André Flahaut, qui poussera désormais la formation. « Cela s'est fait en parfaite entente », tient à souligner la tête de liste, bien connue des Nivellois pour avoir déjà occupé le mayorat de 1995 à 2006. « J'ai passé le flambeau à André Flahaut il y a quelques années lorsque j'ai eu une baisse de régime mais, après deux échecs successifs de sa part, nous avons estimé plus judicieux de changer. On verra si malgré les années, les citoyens ne m'ont pas oublié ! »

L'objectif affiché de PluS est bien de récupérer la gestion de la ville. « Nous avons actuellement onze sièges et nous en voudrions au minimum douze pour être vraiment incontournables », confie Maurice Dehu. « Vu les forces en présence, ce sera très certainement Pierre Huart ou moi à la tête de la commune à l'issue des élections, puisque l'écharpe revient à celui qui a le plus de voix sur la liste la plus importante de la coalition. »

bleu et rouge



Maurice Dehu et Pierre Huart, deux hommes pour un coup fin.

HATIM KAGHAT

Les échecs

Dans leurs programmes, les deux candidats bourgmestre partagent des objectifs communs pour Nivelles, comme la construction d'une nouvelle salle omnisport ou le développement du concept de smart city. Maurice Dehu re-

connait d'ailleurs avoir adhéré à certains projets de l'actuelle majorité, tout en étant évidemment critique à l'égard de plusieurs éléments de son bilan. « La rénovation de la Grand-Place était certes un beau projet, mais il a été réalisé dans la précipitation et avec des matériaux

Résultats 2012

LB 37,86 % (13 sièges)

PS 33,44 % (11 sièges)

Ensemble 11,63 % (3 sièges)

Ecolo 10,81 % (2 sièges)

FDF 4,41 % (0 siège)

de mauvaise qualité », regrette la tête de liste PluS. « Résultat : l'endroit est déjà très dégradé. La ville est en litige avec l'entrepreneur, mais on sait que ce genre de dossier va durer longtemps et coûter de l'argent. »

Le socialiste dénonce aussi la « mort du commerce » dans le centre-ville et entend en faire l'un de ses chevaux de bataille avec la mobilité, l'accès au logement, la participation citoyenne ou encore la maîtrise du développement de la ville. « Nous prônons la création d'une régie communale qui disposerait de cellules commerciales qu'elle pourrait sous-louer aux magasins », illustre Maurice Dehu.

Les défis

Fort de sa première expérience au sein de la majorité, Ecolo se déclare aussi plein d'idées et de motivation pour poursuivre le travail entamé. Concernant la problématique du commerce en centre-ville, Pascal Rigot souhaite des mesures proactives avec notamment « l'embauche d'un manager commercial qui se chargerait du démarchage et instaurerait un plan pour le développement du secteur dans le centre ».

La mobilité est aussi au cœur des débats à Nivelles, tout comme l'aménagement du territoire face à la pression immobilière que subit la ville. Dans ce domaine, le bourgmestre Huart n'entend pas changer son optique, qui vise à reconditionner les chancres et sites industriels au lieu d'étendre la cité des Aclots. Il veut par contre mieux appréhender la pression démographique « en amplifiant les charges urbanistiques afin que les promoteurs équipent encore davantage leurs projets d'infrastructures comme des écoles, crèches, voitures partagées, etc. »

MARIE-EVE REBTS

Un retour de manivelle ?

Responsable de la mise sous tutelle de la commune, l'actuelle majorité Braine - PS va-t-elle perdre du terrain à Braine-le-Comte ?

Le switch

En 2015, Maxime Daye devenait bourgmestre de Braine-le-Comte en succédant à son mentor Jean-Jacques Flahaux. Ce dernier avait remporté haut la main les élections avec sa liste Braine (MR), mais a choisi de céder son écharpe en cours de mandat pour devenir député fédéral. « C'était prévu comme ça et, étant échevin depuis 2006, j'ai eu le temps de me familiariser avec le travail qui m'attendait », rappelle le trentenaire.

La tuile

Bien que préparé à sa fonction, Maxime Daye avoue ne pas avoir eu trois années faciles. Son accession au mayorat a coïncidé avec la mise sous Crac (Centre d'aide régional aux communes) de Braine-le-Comte. « Il a fallu prendre des décisions drastiques et augmenter la fiscalité, car c'est la principale source de revenus de la commune, reconnaît le bourgmestre. J'ai vite été confronté à mes responsabilités. »

En coalition avec Braine dans la majorité, le PS assume également ce bilan, tout en précisant que la gestion des finances ne figure pas dans ses compétences. « Il y a peut-être eu trop d'optimisme au niveau de certains investissements qui auraient dû être réalisés sur douze ans plutôt que six », analyse Olivier Fiévez, tête de liste PS et troisième échevin. « Malgré ces difficultés, nous assumons notre



Maxime Daye vient de passer trois années difficiles à la tête de la commune.

HATIM KAGHAT

partenariat et n'avons pas quitté la majorité car nous voulons aussi être ceux qui redresseront la situation. C'est d'ailleurs déjà en cours. »

Le bilan

Malgré cette grosse ombre au tableau, le bilan n'est pas complètement négatif pour l'actuelle majorité. Le duo Braine - PS peut se targuer de belles réalisations, comme l'ouverture de la piscine « qui fonctionne bien mieux que prévu », précise Olivier Fiévez. Maxime Daye insiste sur les nombreuses animations développées par la ville : le Ronquières Festival, la programmation enrichie du centre culturel, la campagne « Fier d'être Brainois », les événements autour d'Eden Hazard... « Grâce à ces activités, Braine-le-Comte est une ville résidentielle, mais pas dortoir », estime-t-il.

« Nous sommes aussi en train de changer le visage de la commune en démolissant les chancres du centre en partenariat avec le privé. C'est le cas des sites des anciens ABT ou des autobus brainois. » La plupart de ces lieux laisseront

place à de l'habitat, le bourgmestre voulant des « quartiers agréables ». Le PS et plusieurs membres de l'opposition soulignent la nécessité de mesurer cette augmentation démographique et urbanistique, mais Maxime Daye tempère : « Il y a beaucoup de fantasmes mais, ces six dernières années, nous avons seulement gagné 300 habitants. »

L'opposition

Outre Braine et le PS, seul Ecolo (mené par Nino Manzini) avait dévoilé une liste complète à l'heure d'écrire ces lignes. Le CDH devrait également présenter quelques candidats, tout comme le PP. Pas de quoi renverser les forces en présence mais, de l'avis de Maxime Daye, « le jeu est un peu plus ouvert car, cette année, il n'y a pas eu de traditionnel échange préélectoral ». Si, comme en 2012, Braine venait à rafler la majorité des sièges, il pourrait donc se passer du PS. Ce dernier projette toutefois de rester au minimum le deuxième parti sur l'échiquier brainois et se dit évidemment candidat à une majorité. Olivier Fiévez s'en tient à des propositions qu'il veut réalistes face à la situation financière de la commune. « Baisser les impôts, ce ne sera pas possible tout de suite... Nous veillerons par contre à instaurer une bonne gouvernance et davantage de cohésion sociale. » **Marie-Eve Rebts**

Résultats 2012

Braine 52,44 % (18 sièges)
PS 18,73 % (5 sièges)
IC 10,66 % (2 sièges)
Ecolo 9,29 % (2 sièges)

Pas de grand danger pour la majorité

La liste MR du bourgmestre ayant intégré des candidats CDH, l'opposition est désormais réduite à Genappe. Cette dernière a néanmoins à cœur de mettre fin à la majorité absolue.

Le bilan

Septuagénaire, Gérard Couronné (MR) briguera en octobre un... sixième mandat de bourgmestre. Le mayor met surtout en avant la transformation de l'ancienne maison communale en pôle culturel, la reconnaissance officielle de la maison des jeunes, l'obtention de subsides pour de nouvelles infrastructures au stade Jean-Claude Flament, la création de 120 places pour la petite enfance ou encore l'approbation du programme communal de développement rural (PCDR) par le gouvernement wallon. « Cela ouvre le champ à de nouvelles possibilités de

Résultats 2012

MR-IC 59,49 % (16 sièges)
PS 13,82 % (3 sièges)
Ecolo 13,43 % (3 sièges)
CDH - Horizons 13,27 % (3 sièges)

subsidés », se félicite le bourgmestre. A commencer par l'aménagement de la place de Bousval, qui doit être refaite.

Les priorités

Malgré trente années passées à la tête de la commune, Gérard Couronné a encore de nombreux projets en tête. La sécurité routière figure en bonne place. « La vitesse étant un des principaux problèmes, nous avons déjà des radars préventifs, mais nous allons en placer des répressifs. » Après des dégradations commises sur des véhicules dans le centre (notamment d'élus MR), l'installation de caméras est aussi en cours.

L'alliance

En majorité absolue à la tête de la commune après avoir glané près de 60 % des voix en 2012, le MR de Gérard Couronné

peut aborder les élections 2018 avec une certaine confiance. D'autant que le succès de sa liste attire de nouveaux partisans. En 2012, l'ex-CdH Vincent Girboux avait rejoint l'équipe et, cette année, quatre humanistes supplémentaires ont intégré le groupe du bourgmestre pour former une nouvelle liste MR - CDH. « Au cours de cette législature, on s'est rendu compte que nous avons des convergences de point de vue dans près de 95 % des dossiers », explique Gérard Couronné. « Il semblait logique de s'associer, le CDH était demandeur. »

L'opposition

Du côté de PluS (tendance PS), on voit ce ralliement comme de l'opportunisme. « Il y a clairement un phénomène de suiveurs, des gens qui veulent rejoindre la liste du bourgmestre pour être assurés de décrocher un mandat. Ces personnes-là se présentent pour elles-mêmes, pas pour la commune », dénonce Alain Mathieu, tête de liste.

PluS et Genappe #CréonsDemain (liste écocitoyenne menée par Bernard Löwenthal) devraient être les seuls concurrents face à MR - CDH en octobre. Tous deux critiquent une certaine inertie des pouvoirs locaux actuels et partagent la volonté de mettre le citoyen au cœur de leur démarche. « A Genappe, toutes les initiatives intéressantes sont menées par le privé », estime Alain Mathieu. « La commune promet, par exemple, une maison de repos depuis longtemps, mais envisage seulement de le faire en s'associant avec d'autres communes ! »

Le PS de Genappe ayant connu des tensions internes par le passé, PluS a décidé de repartir avec une liste d'ouverture et une campagne « axée sur un vrai programme et non sur des personnes ». Pour eux comme pour Genappe #CréonsDemain, la priorité sera surtout de mettre fin à la majorité absolue... ▣

MARIE-EVE REBTS



Trente années à la tête de la commune n'ont pas entamé le volontarisme de Gérard Couronné.

HATIM KAGHAT

Quel futur pour la jeune majorité ?

Les forces se rassemblent autour des acteurs de la nouvelle majorité instaurée en 2012 à Seneffe. Mais le PS, qui avait alors été relégué dans l'opposition, entend bien ne pas y rester.

Voilà maintenant six ans que Seneffe a changé de cap politique. Jusqu'alors la commune était fortement marquée par le PS, qui avait décroché plus de 50 % des voix aux élections de 2006. Mais des tensions internes au sein de la locale du parti ont mis fin à cette hégémonie en 2012 au profit d'une nouvelle majorité menée par la bourgmestre MR-IC Bénédicte Poll en coalition avec le groupe Alternative citoyenne de Gaëtan De Laever, ex-socialiste en conflit avec l'ancien bourgmestre PS Philippe Bouchez.

Le bilan

En 2014, la commune de Seneffe s'est retrouvée confrontée à l'obligation de rembourser à l'entreprise BASF une taxe industrielle compensatoire déjà perçue et s'élevant à plusieurs millions d'euros. « Nous avons dû faire appel à l'aide du Crac et prendre certaines mesures mais, aujourd'hui, la situation financière de la commune est à nouveau en bon et l'équilibre financier a été retrouvé », se félicite Bénédicte Poll.

La bourgmestre et son équipe ont ainsi pu réaliser « l'ouverture de 26 places pour la petite enfance, la création de la maison des jeunes Le Câble, l'investissement d'environ 500 000 euros par an pour la rénovation des voiries et des bâtiments communaux, ou encore la rénovation

de l'école Saints Cyr et Julitte, énumère-t-elle. Nous avons aussi reçu une promesse de subsides pour la réfection des vestiaires et de la cafétéria du club de football Snef-Tyber. »

L'opposition

« L'encéphalogramme est plat à Seneffe », estime de son côté le PS, du fond de l'opposition. « Cette majorité arrivée au pouvoir par hasard a dû prendre ses marques et peu de projets ont abouti », juge Michaël Carpin, nouvelle tête de liste pour les communales de 2018. « Il y a eu des coupes sombres dans le personnel communal et un véritable manque d'écoute et de courtoisie envers les citoyens. »

Après la gifle de 2012 qui lui avait coûté près de 25 % de voix, le PS espère évidemment revenir sur le devant de la scène. Michaël Carpin et son équipe misent pour cela sur une liste d'ouverture avec de nouvelles têtes et un programme axé sur la participation citoyenne. « Il n'est plus question de diriger les citoyens mais bien de gérer la commune avec eux », souligne-t-il. Cela suffira-t-il à faire oublier les divisions de 2012 ? De l'avis de Michaël Carpin, il s'agit d'histoires

Résultats 2012

MR-IC 37,98 % (9 sièges)
PS 29,58 % (7 sièges)
AC 15,78 % (3 sièges)
CDH 11,07 % (2 sièges)
Ecolo 5,59 % (0 siège)

anciennes. Philippe Bouchez, l'un des deux hommes concernés à l'époque, s'est retiré de la politique, mais Gaëtan De Laever, l'autre protagoniste au cœur des tensions, reste cependant présent en tête de la liste AC+. Et Michaël Carpin n'envisage pas de travailler à nouveau avec lui.

Les restes de ces tensions pourraient une fois de plus jouer en faveur de Bénédicte Poll et sa nouvelle Liste de la bourgmestre, qui rassemble des candidats de divers horizons et notamment deux de DÉFI. Les forces en présence ont en effet tendance à se regrouper autour de la majorité, puisque le CDH ne se présente plus et a majoritairement rejoint les rangs d'AC+. Ecolo sera, par contre, encore bel et bien présent, avec une ferme volonté de retrouver la majorité que les verts n'ont plus connu depuis douze ans. **■**

MARIE-EVE REBTS



Les tensions restantes au sein de la famille PS pourraient jouer en faveur de Bénédicte Poll.

HATIM KAGHAT

Trois partis au coude-à-coude

Placée à la tête de Soignies fin 2017, la PS Fabienne Winckel a eu peu de temps pour convaincre. Le scrutin pourrait donc se révéler serré.

Le PS l'avait annoncé en faisant campagne en 2012 : le prochain mandat serait celui de la transition à Soignies. Bourgmestre de la commune depuis 2001, Marc de Saint-Moulin a en effet choisi de se retirer en cours de législature pour confier sa succession à Fabienne Winckel, qui avait réalisé le deuxième score de la liste derrière lui. Le passage de flambeau datant de fin 2017, la première femme bourgmestre de Soignies n'aura eu que dix mois pour convaincre ses citoyens. Un timing qui jouera en sa défaveur ?

Le bilan

Ce n'est pas ce que pense Fabienne Winckel. « Prendre la tête de la commune en cours de législature n'a pas forcément été compliqué, car le collège fonctionnait bien et j'exerçais déjà plusieurs compétences importantes en tant qu'échevine », souligne-t-elle. La députée-bourgmestre est satisfaite de son bilan. « L'élargissement du temps de parking gratuit en centre-ville engendre des retours positifs, tout comme la halle aux saveurs que nous avons instaurée pour soutenir les producteurs locaux », souligne-t-elle. « Nous avons aussi acheté un bâtiment du centre pour y installer une maternité commerciale et

Résultats 2012

PS 36,33 % (11 sièges)
Ensemble 27,86 % (8 sièges)
MR 26,75 % (8 sièges)
Ecolo 9,07 % (2 sièges)



prochainement un espace de coworking, le tout dans l'objectif d'aider les citoyens à créer leur propre emploi. Les finances de la commune étant bonnes, nous avons pu investir dans la rénovation des infrastructures, des voiries et du patrimoine, ou encore dans la création de maisons de village. »

Les priorités

Députée fédérale, Fabienne Winckel a choisi de se consacrer entièrement à sa commune si elle est réélue en octobre. Ses priorités sont le maintien de la bonne gestion et de l'animation socio-économique de la ville, le soutien à la petite enfance et aux écoles, l'embellissement du cadre de vie ou encore la sécurité routière.

Son groupe a gagné un siège durant la législature grâce au transfert de Jean-Paul Procureur (ex-candidat Ensemble), mais le scrutin 2018 risque d'être serré entre les ténors que sont le PS et le MR dans l'actuelle majorité, ainsi qu'Ensemble (CDH) dans l'opposition. « Les résultats des élections 2012 avaient déjà marqué une rupture avec 2006, car le PS y a perdu du terrain et devenait moins central », observe François Desquesnes, tête de la liste Ensemble. « Il n'y aura peut-être pas de

grands bouleversements mais la donne politique est différente. Le rapport de force est désormais plus équilibré. »

Les ambitions

Cette situation quelque peu nouvelle fait grandir les ambitions de chacun. Deuxième force politique en 2012, Ensemble veut progresser et surtout intégrer la gestion de la commune alors que le MR emmené par Marc Verslype souhaite devenir le premier parti de Soignies. La liste Ecolo de Benoît Leclercq aura sans doute un peu plus de mal à peser dans la balance, mais propose d'amener un souffle nouveau à une majorité en place depuis déjà trois législatures.

Pour François Desquesnes, les priorités concernent la participation – « le pouvoir est actuellement trop centralisé » –, la mobilité – « les piétons et cyclistes ont été négligés dans les investissements » –, le maintien du centre hospitalier – dossier partagé par d'autres listes –, ou encore la maîtrise de la pression immobilière. « Soignies engendre une attraction forte de la part des promoteurs, mais il faut maîtriser les développements avec la qualité de vie comme curseur. » ▽

MARIE-EVE REBTS

« Je dis la vérité et nous verrons si cela plaît toujours »

Rien n'use Joseph Daussoigne, le bourgmestre de Jemeppe-sur-Sambre. A bientôt 85 ans, malgré les critiques et un salaire qu'il juge trop faible, il brigue un nouveau mandat.

ENTRETIEN : CHRISTOPHE LEROY

En six ans, vous avez connu l'opposition, puis un retour aux affaires en 2016 et, finalement, des départs sur votre « liste Mayeur » sortante. Pourquoi continuer ?

Ma commune, je la connais parfaitement. Comme je suis bourgmestre depuis vingt et un ans, j'ai l'expérience pour donner des conseils aux jeunes qui sont sur ma liste. Je ne suis pas accro au pouvoir. Simplement, ce statut me plaît. La population a raison de bouder les politiques qui leur mentent trop souvent. Moi, je leur dis ce qu'il est possible de faire et ce qui ne l'est pas. Je dis la vérité et nous verrons en octobre si ça leur plaît toujours.

Dans le contexte actuel, ce rôle est-il plus ingrat ?

Il est plus difficile en tout cas. Avant, on avait plus de considération pour le bourgmestre. Quand Charles Aznavour monte sur scène à 92 ans, on l'applaudit. Quand un bourgmestre se présente à bientôt 85 ans, on le critique. Ma longévité en politique, je pense la mériter. Je suis à la commune dès 6 h 30, je pars à 19 heures, personne d'autre ne fait cela ici. Et dans une commune comme la nôtre (NDLR : 19 074 habitants), je n'ai aucun expert ou universitaire pour préparer mes dossiers. Ma philosophie, c'est d'être disponible au maximum, et je le suis. J'ai connu l'époque où un bourgmestre pouvait prendre des décisions tout seul. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Mais ce n'est pas plus mal : maintenant, on doit convaincre, plus encore qu'avant.



MAXIME ASSELBERGHS/BELGAIMAGE

Joseph Daussoigne, 85 ans, trois mandats de bourgmestre à Jemeppe-sur-Sambre, se représente le 14 octobre.

Vous vous êtes plaint, l'année dernière, de votre salaire...

Je maintiens ce que j'ai dit. Je touche 3 500 euros par mois pour assumer de nombreuses responsabilités, y compris sur le plan pénal. Je pense que les bourgmestres des communes significatives devraient gagner au moins autant que les députés (NDLR : environ 6 000 euros net par mois), dont certains se contentent de lever la main deux fois par an, avec un staff bien plus important que le mien.

Pour vous, ce scrutin sera le plus difficile de tous. Que ferez-vous si vous n'êtes plus bourgmestre ?

On verra bien ce qu'exprime la population. Je resterai peut-être conseiller communal, mais je ne veux pas me poser la question à ce stade.

→ Nous voulons une politique de long terme. Cette mandature est dédiée à un travail ingrat mais nécessaire pour l'avenir : d'abord, fixer une trajectoire claire via une batterie de plans (aménagement du territoire, mobilité, environnement...); puis, dégager des marges budgétaires suffisantes et finalement moderniser l'administration. Toutes des choses ô combien essentielles mais par contre peu visibles ni sexy. Troisième cours de realpolitik : les gens veulent du concret, du visible, sinon ils pensent que vous ne faites rien. Dur constat !

Plus de six ans pour réaliser une piste cyclable

Revenons maintenant au présent. Six années ont passé, avec des hauts et des (coups) bas, remplies à ras bord de joies immenses, de plaisirs réels, de grosses déceptions et de constats violents.

Gros satisfecit personnel, les objectifs de cette mandature sont (quasiment) atteints. Je peux terminer ce mandat avec le sentiment du devoir accompli.

Ensuite, venant du secteur privé, j'ai été surpris par la temporalité du secteur public. A titre d'exemple, il faudra plus de six ans pour réaliser une piste cyclable ou un plan de mobilité. Des fainéants à l'administration communale ? Que nenni ! Cette lenteur est plutôt à mettre sur le compte d'étapes procédurières longues à souhait. Mais pas que. Je comprends mieux l'expression « Rome ne s'est pas faite en un jour ».

Redécouverte

Mon plus gros choc a été de découvrir un village qui m'a pourtant vu naître et grandir. Avant mon mayorat, je vivais dans une certaine zone de confort, fréquentant les mêmes personnes ayant les mêmes centres d'intérêt. Ce mandat m'a montré la portée de mon aveuglement. Mon village est beau, riche de personnalités et d'énergies diverses et je m'en veux d'avoir mis trop de temps à enlever mes œillères. Quelle claque !

Finalement, la notion d'intérêt général

NOUVEAU

+ D'INVESTIGATION
A Mons, le dernier combat
sur ses terres d'Elio Di Rupo ?

+ DE DÉBATS
« Les classes moyennes
sont mortes et enterrées »

+ DE SOLUTIONS
Sept pistes pour des villes
vraiment cyclo friendly

LE VIF

l'express

LE VIF 36^e année n° 41 - L'EXPRESS n° 3510 hebdomadaire du 11 au 17 octobre 2018 BEL/LUX 5,90 € - P509558 - ISSN 0774-2711

COMMUNALES 2018

Et vous,
COMMENT
allez-vous
VOTER ?



Partis citoyens



A droite toute



Je n'irai pas



Comme toujours



Fém



Envi

01841 >



5 4 14286 210193

Adieu veaux, vaches, indemnités de départ majorées ?

Entre 2004 et 2009, plusieurs députés du parlement de la Communauté française ont perçu des indemnités de sortie auxquelles ils n'avaient pas droit, selon la justice. « Une faute », affirme le tribunal de première instance. La cour d'appel doit à présent se prononcer.

LAURENCE VAN RUYMBEKE

Le parlement de la Communauté française aurait-il versé illégalement des indemnités de départ majorées à certains des parlementaires qui y exerçaient des fonctions spéciales ? C'est la conclusion à laquelle est arrivé le tribunal de première instance de Bruxelles, en mars dernier. La cour d'appel, saisie de ce dossier depuis ce 21 septembre, devra dire si elle confirme ou infirme ce premier jugement, qui n'est donc pas définitif. L'affaire a été découverte à l'occasion d'une action en justice intentée par l'ex-députée PS Sfia Bouarfa devant le tribunal de première instance de Bruxelles pour obtenir les indemnités de départ liées à ses anciennes fonctions de secrétaire du Bureau du parlement. Ces indemnités de départ majorées, supérieures à celles qui sont versées à tout parlementaire sortant, sont liées aux fonctions de président, vice-président et secrétaire du Bureau, aux membres du Bureau, ainsi qu'aux chefs des groupes politiques reconnus et aux présidents de commissions.

Pour les mandatures 1999-2004 et 2004-2009, le Bureau du parlement s'est accordé, les 19 février 2004, 30 juin 2004 et 26 mars 2009, sur l'octroi de ces

indemnités. Or, le Bureau n'est pas compétent pour prendre ce type de décisions, a estimé le tribunal : c'est au parlement de fixer l'indemnité allouée aux membres du Bureau, et non au Bureau lui-même. « Le parlement n'a adopté aucun règlement sur les indemnités de sortie des fonctions spéciales pour les sessions 1999-2004 et 2004-2009, peut-on lire dans le jugement rendu le 28 mars 2018. Le parlement n'a pas non plus ratifié les décisions du Bureau, qui a pris seul les décisions et a payé les indemnités. Il s'agit dès lors d'une faute dans le chef de la Communauté française », affirme la juge.

Interrogé par Le Vif/L'Express, Xavier Baeselen, secrétaire général du parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, a confirmé que les décisions en question avaient bien été prises par le seul Bureau, sans être validées par le parlement. Il se pourrait dès lors qu'une quinzaine de parlementaires de la Communauté française – selon ses estimations – aient perçu illégalement des indemnités de départ majorées, à la fin des législatures 1999-2004 et 2004-2009. Lesquels ? Le secrétaire général du parlement considère qu'il n'a pas à le dire et qu'il revient aux intéressés de répondre aux questions du

Vif/L'Express s'ils en ont envie. Nous en avons dès lors sondé une quinzaine.

A combien pourrait s'élever le montant qui aurait été ainsi indûment versé ? Là encore, le secrétaire général du parlement n'apporte pas d'éléments de réponse mais il est question de plusieurs centaines de milliers d'euros, selon les estimations du Vif/L'Express. Le supplément payé aux députés à fonctions spéciales est calculé à raison de deux mois d'indemnité parlementaire par année de carrière dans ces fonctions particulières. Cette enveloppe



José Happart, ex-président PS du parlement wallon. Ses plantureuses indemnités de sortie ont mené à une réduction drastique de ces enveloppes de départ.

financière n'est pas réglée en une fois mais versée pendant une durée qui varie en fonction du nombre de mois durant lesquels le député a exercé des fonctions parlementaires, avec un maximum de quatre ans.

Cet argent n'est pas non plus payé automatiquement aux députés. Encore faut-il qu'ils en fassent la demande officielle, dans les délais impartis. « Je n'ai jamais sollicité le versement d'indemnités, ni en 2009, ni en octobre dernier. Et je n'ai rien reçu d'office », affirme par exemple Caroline Persoons (DéFI), qui a siégé comme députée au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de 1995 à octobre 2017 et y a été membre du Bureau entre 2004 et 2009. Willy Borsus (MR), député communautaire en 2008, est dans la même situation. « Je n'ai ni sollicité, ni perçu la moindre indemnité de départ », répond-

il, interrogé par Le Vif/L'Express. La réponse est identique pour Christos Doulkeridis (Ecolo), attaché au Bureau entre 1999 et 2001 et pour Françoise Schepmans (MR), concernée par ces fonctions spéciales entre 2001 et 2004. D'autres députés, contactés personnellement par Le Vif/L'Express, disent tout ignorer de ces indemnités majorées.

En revanche, André Bouchat (CDH), qui a occupé le poste de secrétaire du parlement de la Communauté française pendant douze mois, a perçu une indemnité de départ de 1 101 euros pendant un an. « Je n'ai jamais rien demandé, assure-t-il : c'est venu d'office. J'ignore même comment cela est calculé. » Jean-François Istasse (PS), ancien président du parlement, confirme avoir lui aussi bénéficié de ces indemnités. Mais « ayant quitté le parlement depuis cinq ans, je ne connais


plus les règles en la matière », confie-t-il au Vif/L'Express.

Le parlement de la Communauté française et son Bureau attendent désormais que la cour d'appel se prononce sur ce dossier. « Lorsqu'une décision de justice sera coulée en force de chose jugée, le Bureau prendra position, éclairé par l'administration, et tranchera, commente le secrétaire général Xavier Baeselen. A ce jour, le jugement que vous évoquez n'est pas coulé en force de chose jugée. »

La faute à José Happart

En vertu d'un nouveau règlement daté du 16 décembre 2009, avec effet rétroactif au 16 juillet 2009, les indemnités de départ majorées ont été supprimées pour les membres du Bureau sortants qui ont perdu leur fonction parlementaire, rappelle Jean Faniel, le directeur du Crisp, dans un *Courrier hebdomadaire* consacré à la rémunération des parlementaires et des ministres. Seul le président sortant qui cesse ses fonctions parlementaires bénéficiera encore d'une indemnité spéciale de départ, mais d'un montant nettement inférieur à celui qui prévalait avant 2009.

A l'époque, le président sortant du parlement wallon, José Happart (PS), avait quitté son poste avec une enveloppe de départ de quelque 530 000 euros. L'information, révélée par la presse, avait suscité un tollé et encouragé les députés à sonner la fin de ce régime particulier, dans un souci de bonne gouvernance.

Le nouveau règlement du 16 décembre 2009 contient certes un article – le 22^e – qui pourrait être interprété comme une ratification a posteriori, par le parlement, des décisions prises en 2004 et 2009 par le seul Bureau au sujet des indemnités de départ majorées. Mais, a estimé le tribunal de première instance, « la ratification ayant pour but de régulariser des actes – en l'occurrence les décisions du Bureau – accomplis en violation d'une loi d'ordre public, est inadmissible ». L'analyse de la cour d'appel sera attendue avec grand intérêt, du côté du parlement... 



ALEXIS HAULOT/REPORTERS

Mons : capitale communale

Mons, un 14 octobre. Elio Di Rupo, bourgmestre depuis l'an 2000, y livre-t-il sa dernière bataille communale ? Nicolas Martin tire la liste socialiste, Elio Di Rupo la pousse. Le premier veut en finir avec le second mais ne peut pas le dire, le second sait que le premier veut en finir avec lui, mais ne peut rien y faire, et le PS craint de perdre sa majorité absolue, élargie à un CDH sur la défensive. Dans l'opposition, le libéral Georges-Louis Bouchez mène une campagne offensive, à la tête de sa liste Mons en mieux. A ce jeu tendu, Ecolo pourrait s'ériger en arbitre. Et le PTB en trouble-fête... s'il le voulait.

PAR NICOLAS DE DECKER

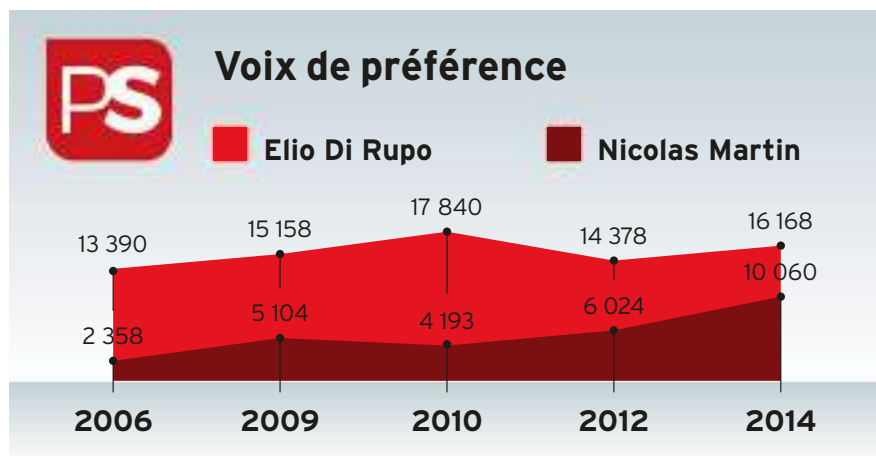
L'ENJEU : LA DERNIÈRE D'ELIO DI RUPO

Au milieu du chemin de sa vie politique, Nicolas Martin, comme Dante Alighieri s'appuyant sur Virgile pour traverser les neuf cercles de l'enfer, était accompagné d'un prédécesseur illustre, un grand latin qui régna sur sa ville comme Virgile domina les lettres romaines. Mais quoiqu'ils soient chacun florentin à leur manière, Dante n'est pas Nicolas, Alighieri n'est pas Martin, et Elio Di Rupo n'est pas Virgile : Dante a écrit la *Divine Comédie* un gros millénaire après la mort de l'auteur de *L'Enéide*, mais Nicolas Martin n'a pas encore eu la peau de son prédécesseur. La succession paraissait pourtant écrite depuis des années, claire comme le toscan dantesque. Elle ne se lira, au soir du 14 octobre, qu'à travers les épaisses lunettes de l'exégète.

Fils chéri de la puissance dirupienne, Nicolas Martin pensait déjà au mayorat de Mons avant même de pouvoir se raser, et alors qu'il n'était même pas encore socialiste mais déjà wallingant. En 1994, à pas encore 18 ans, sa carte de Jeune FDF en poche après des accords de la Saint-Michel qui attisèrent sa révolte adolescente, il se fait élire conseiller communal

à la tête d'une liste « Jeunes ». A ce moment, Elio Di Rupo ne domine pas encore le chef-lieu du Hainaut. Il n'est que vice-Premier ministre, brille à Bruxelles, mais bute à Mons contre le bastion des anciens, le mayeur Maurice Lafosse en tête, qui le détestent, ce qu'il leur rend généreusement. Elio Di Rupo sait néanmoins que son heure viendra : il n'y a en fait plus que dans sa ville qu'il manque de soutien socialiste. Qu'importe, Elio Di Rupo s'impose. Tout jeune ministre-président wallon et frais président du PS, le bientôt bourgmestre de Mons engage dès l'automne 1999, dans son cabinet à l'Elysette,

Nicolas Martin. Celui-ci, en octobre 2000, sera sur la liste socialiste montoise menée par Elio Di Rupo, mais comme candidat d'ouverture. C'est Elio Di Rupo, encore, qui le propulsera à la tête du CHU Ambroise Paré, comme il en fera son bourgmestre faisant fonction après les communales de 2012, lorsque le maître du boulevard de l'Empereur, désormais résident du 16, rue de la Loi dût s'empêcher. A ce moment déjà, pourtant, cette succession pouvait souffrir deux niveaux de lecture. Au premier degré, la transition semblait évidente, nécessaire même : Elio Di Rupo désignait souverainement





HATIM KAGHAT

Georges-Louis Bouchez,
Elio Di Rupo et Nicolas Martin :
derrière les sourires, la crispation.

un dauphin dont le parcours politique et militant, comme le sien, n'avait pas été celui d'un apparatus. Mais les exégètes plus tatillons de la geste dirupienne savaient, eux, que la promotion de Nicolas Martin avait été imposée par les urnes. Ses 6 024 voix l'avaient rendu incontournable. Voire embarrassant.

La suite de la législature municipale allait, jusqu'à son épilogue du 14 octobre, montrer que la succession serait moins un héritage qu'une bagarre où, chacun, père proclamé comme fils putatif, allait engager ses forces à l'ancienne, en bandant les muscles. Après les élections de

mai 2014, Elio Di Rupo aurait pu faire de Nicolas Martin, qui récolta alors le cinquième taux de pénétration wallon, un ministre régional. Il ne le fit pas, pas plus qu'il ne le fit pas remplacer un Paul Furlan démissionnaire, début 2017. Entretemps, Nicolas Martin avait conquis la présidence de la Fédération socialiste de Mons-Borinage, la plus puissante du Hainaut sans que le président national et bourgmestre de Mons n'y pût rien. La jeune puissance du fils fit monter la pression sur le père. « Tu quoque, mi fili ? » demanda le second. « Lasciate ogni speranza », lui répondit le premier, infernal,

lorsqu'il devint vital, pour Elio Di Rupo, d'éviter un affrontement direct lors d'un *poll* montois pour la tête de liste communale. Elio Di Rupo aurait sans doute remporté ce scrutin interne. Mais il aurait perdu Nicolas Martin pour toujours : les cruels statuts de l'Union socialiste communale de Mons interdisent au perdant d'une telle élection de figurer sur la liste qu'il aspirait à tirer...

Alors Elio Di Rupo, qui ne pouvait pas faire autrement, céda. En mars, il annonça laisser la tête de liste à Nicolas Martin. Lui, il la pousserait, depuis la quarante-cinquième et dernière place. Mais le père ne ferait pas campagne pour le fils. Du bout des lèvres et à nos insistants confrères du *Soir* seulement, il concéda, le 4 mars dernier : « Il revient à la tête de liste de prendre son destin en main et le destin de Nicolas est de devenir bourgmestre de Mons. » Ailleurs, il alternait langue de bois froissée et élusions molles. A la rentrée, sur RTL-TVi, il parvint même à se cabrer sur un drôle d'appel à la loi : en Wallonie est élu bourgmestre le candidat de la plus grande liste qui récolte le plus de voix de préférence. Il paraît certain que le PS restera le plus grand parti montois. Mais il n'est pas impossible qu'Elio Di Rupo en reste l'élu le plus populaire... Son choix, alors, ne fera aucun doute : il déclinera, et Nicolas Martin devrait bien être le prochain bourgmestre de Mons. L'incertitude, qu'il cultive, doit lui permettre de ne pas sortir trop abîmé d'un scrutin affronté depuis l'arrière du bataillon socialiste, et de ne pas décourager les électeurs fanatiques – il y en a, et il lui en reste – d'offrir le suffrage à un autre champion ou, surtout, à un autre parti. Elle l'érigera ainsi en père vivant de la nation du Doudou, qui aura joué de toute sa puissance, et Dieu (pas Guy Spitaels, l'autre) sait qu'elle fut, pour élever Mons à un statut supérieur au sien, celui d'une préfecture de province.

On sait les gloses infinies, et parfois les condescendantes railleries, qui ont accompagné, de Bruxelles et d'ailleurs, →

→ la laborieuse construction de cette gare surdimensionnée, ou, bien sûr, la désignation de Mons comme capitale européenne de la culture en 2015. Mons, si petite, si tranquille, si provinciale, forcée, par l'ambition d'un homme, d'enfiler un costume de métropole. Le tailleur voyait peut-être trop grand, mais l'habit restera lumineux. Les difficultés postérieures, entre les licenciements au Manège et la rouille qui, déjà, tavelle la structure ferroviaire dessinée par Calatrava, exposent à la légitime critique. En attendant, ce fut fait, et cela restera. Parmi les faibles leviers dont disposent aujourd'hui les municipalistes wallons

centriste, mais question, aussi, de crédibilité. Car la réalisation des grandes ambitions de son prédécesseur n'a été autorisée que par son influence nationale, grosse de moyens publics et d'assertivité politique. Aurait-on vu les socialistes liégeois refuser de porter leur ville au rang de capitale culturelle d'un continent comme ils le firent penaudement si le bourgmestre de Mons n'avait été que Martin, Nicolas et pas Di Rupo, Elio, ci-devant président du PS ?

La transition, donc, ne sera pas que personnelle. Elle aura des conséquences sur les choix politiques montois. Celui d'un partenaire, dont la rumeur dit qu'il

leur électorat et qui ne veut pas exercer de responsabilités, ou avec Mons en mieux, dont la tête de liste, Georges-Louis Bouchez, a tant accumulé d'inimitiés socialistes qu'un million de crins du Dragon ne lui rendraient encore aucune faveur.

Mais Elio Di Rupo, on le pressent, verrait bien les écologistes monter dans la coalition qui vient. Son agenda est national, et plusieurs écologistes nationaux, comme Jean-Marc Nollet, l'ont déjà mis au défi d'implanter dans son jardin la majorité qu'il appelle dans les Régions. Mais Nicolas Martin, on le voit bien, aimerait plutôt continuer avec les humanistes, et seulement avec eux. Son agenda est communal, et ses préoccupations environnementales modérément compatibles avec celles des verts – il veut construire des parkings dans le centre-ville, et eux pas. A cet égard, le nombre de sièges socialistes autant que le nombre de ses voix de préférence décidera, dès le soir du 14 octobre, si Nicolas Martin s'impose déjà comme le nouveau décideur ou, pour encore six ans, plutôt comme un exécuteur. Pas encore testamentaire mais presque.



Pascal Lafosse a dû démissionner en décembre 2017. Il a été blanchi depuis et a soif de revanche.

pour influencer sur le triste cours social et économique des choses, la culture en est un, à Mons, que les autres ne peuvent pas enclencher. Mais sur lequel Nicolas Martin, pour les années futures, ne pourra pas trop s'appuyer. Sa campagne et son programme reposent sur un retour aux missions de bases d'un pouvoir communal : la propreté et, surtout, la sécurité. Nicolas Martin est de ces socialistes qui veulent davantage de caméras de surveillance, une brigade spéciale d'intervention, cent policiers locaux de plus, et, en lettres bien grasses et surtout bien rouges, la tolérance zéro. Question d'inclination personnelle, sans doute, lui qu'on ne situe pas, loin de là, à la gauche d'un parti que certains taxent de dérive

se décidera très vite après le dépouillement, sera à ce titre important. Evidemment, le nombre de sièges amassés par le PS orientera les manœuvres. Même s'il conserve sa majorité absolue, le PS n'ira pas seul au pouvoir. La tradition, inaugurée par Elio Di Rupo en 2000, lorsqu'il invita au collège les libéraux du très plastique Richard Miller, ne se démentira pas. Le CDH de l'échevine Savine Moucheron, entrée dans la majorité au printemps 2016, pourra faire valoir son droit de préemption s'il ne s'effondre pas trop. Mais le choix du ou des partenaires dépendra également du rapport de force entre le père et le fils. Ou entre Dante et Virgile. Aucun des deux, jamais, ne signera avec le PTB, qui mord partout

LE PARI : LA VRAIE PREMIÈRE DE GEORGES-LOUIS BOUCHEZ

Déjà tête de liste en 2012, échevin ensuite, parlementaire wallon encore, enfin privé de l'un par la démission, au gouvernement fédéral, de Jacqueline Galant, dont il était le suppléant, de l'autre par le changement de partenaire du Parti socialiste, dont il était le cauchemar, Georges-Louis Bouchez a été sauvé par Charles Michel au printemps 2016. Le Premier ministre, en effet, a insisté pour ne pas priver son parti de son plus bouillant talent. Olivier Chastel a obtempéré, et a élevé le jeune Montois au rang de délégué général à l'animation. Une profession jusqu'alors inconnue, dont deux années de bruyant exercice laissent aujourd'hui voir la nature : elle consiste à, aussi fréquemment que possible, intervenir dans tous les débats, parfois en contredisant son parti (sur l'allocation



Les travaux de la gare de Mons, retardés de plusieurs mois, ont repris.

universelle, la globalisation des revenus ou la majorité à la Province de Hainaut) et parfois en se contredisant en ne voulant pas contredire son parti (en défendant la dégressivité renforcée des allocations de chômage quand on défend l'allocation universelle), mais toujours en énervant les socialistes montois.

Payé, somme toute, pour nuire à Elio Di Rupo dans sa propre cour, Georges-Louis Bouchez a pris son mandat avec un grand cœur. D'une part, son opposition aura été brutale (il a notamment fait démissionner l'échevin Pascal Lafosse et humilié Anne-Sophie Charle, proche d'Elio Di Rupo désignée secrétaire communale adjointe), bavarde (les conseils communaux se sont prolongés nuitamment, et Bouchez y accaparait les deux tiers du temps de parole) et bravache (l'administration wallonne comme la justice semblent, jusqu'à présent, donner raison à Pascal Lafosse autant qu'à Anne-Sophie Charle). D'autre part, la composition de sa liste aura occupé beaucoup de son temps, et au moins autant d'espace médiatique.

Levier de la stratégie de bipolarisation de son leader, Mons en mieux devait

rassembler les Montois de toute obédience qui, lassés de la domination socialiste, auraient eu envie d'autre chose. S'y joignent des libéraux de toujours présentés comme des recrues, Richard Miller et Françoise Colinia, une humaniste de toujours présentée comme montoise, Opaline Meunier, des syndiqués présentés comme des syndicalistes, un médecin des pauvres qui annonça rejoindre Mons en mieux, et puis le quitter, mais qui ne le quitta pas, et même un écologiste fatigué présenté comme ressuscité mais dont personne n'a plus entendu parler depuis, François Collette. Ce n'est pas rien, mais ce n'est pas le rassemblement annoncé : les autres partis montois, écologistes d'abord, humanistes ensuite, ont refusé les propositions de Bouchez et, malgré quelques mandats intercommunaux, il avait peu à offrir à d'éventuelles recrues.

En guise de bipolarisation, Mons en mieux aura donc surtout polarisé. Car si la liste de Georges-Louis Bouchez est intéressante, celle de ses ennemis montois est beaucoup plus fournie. Et beaucoup plus puissante. Les socialistes, bien sûr, le détestent : c'est normal, c'est son métier.

La section CDH de Mons ne lui pardonnera pas d'avoir négocié l'arrivée d'Opaline Meunier avec Benoît Lutgen. Les écologistes regrettent de l'avoir appuyé dans quelques initiatives, dont le sabotage de Pascal Lafosse. Il échange insultes et plaintes avec John Joos, élu sur une liste citoyenne en 2012 et désormais sur la liste socialiste. Et une partie du MR local (la tête de liste provinciale Catherine Hocquet ou l'ancien conseiller communal Lionel Bonjean, que Bouchez a fait démissionner, par exemple) fait même, l'air de rien, campagne contre lui. Ou mine de quelque chose, puisqu'un des candidats de Mons en mieux, le conseiller communal Joël Van Aelst, est aujourd'hui sur la liste PS. La présidente de la fédération d'arrondissement MR, Jacqueline Galant, ne les y décourage au reste pas : elle hait Bouchez depuis longtemps, et pour toujours depuis qu'il s'est présenté contre elle à la dernière élection présidentielle fédérale.

Bref, Mons en mieux aura gagné des électeurs au projet personnel de Georges-Louis Bouchez, mais Georges-Louis Bouchez aura perdu tout partenaire possible au projet collectif de Mons en →



ALEXIS TAMINIAUX/BELGAMAGE

→ mieux. Au soir du 14 octobre, chacun jugera de la réussite de l'initiative de là où il regarde. Dans son miroir, Georges-Louis Bouchez se trouvera le plus beau. Il a posé comme objectif de « casser la majorité absolue du PS », majorité absolue qui, si elle se casse, le devra sans doute moins à Mons en mieux qu'à la crise de la social-démocratie mondiale. De plus loin, les autres rappelleront qu'il a également posé comme objectif de succéder à Elio Di Rupo comme bourgmestre. Il n'y parviendra sans doute pas. Ça l'arrange sans doute. On dit qu'au fond, les affaires municipales l'ennuient. Qu'est-ce que ça sera quand les affaires ne l'ennuieront plus ?

LA BONNE IDÉE : ECOLO AU MILIEU

Entre la Haine et la Trouille, les écologistes se régalaient. L'inédite hostilité entre les deux plus grands partis montois, qui ont dirigé la capitale hennuyère pendant seize ans, met les verts au centre du jeu. « On voit dans la campagne que les autres

listes se positionnent déjà par rapport à nous : les socialistes ouvrent la porte aux gobelets réutilisables, le MR se met à parler de mobilité douce, etc. », disait Charlotte De Jaer, tête de liste Ecolo, au Vif/L'Express au début de l'été. Elle sait que ses sièges, trois aujourd'hui, probablement davantage le 14 octobre, seront gourmandement lorgnés, et elle a soigneusement évité de choisir son camp dans la guerre de tranchées.

Partant d'à peine huit sièges, le MR de Georges-Louis Bouchez a peu de chances de convaincre Agora-CDH ou le PTB de constituer avec lui une coalition sans le PS, que la sociologie électorale montoise rend déjà très improbable. Il ne lui reste qu'Ecolo, et encore. Les rouges auront besoin des verts s'ils n'atteignent pas la majorité absolue et si l'appoint Agora-CDH ne leur suffit pas. Seul nuage dans ce beau ciel vert, hormis les gobelets réutilisables du PS et la mobilité douce du MR - Mons en mieux, les grandes options de sécurité et de mobilité des deux candidats bourgmestres affichés (même

de celui qui fait ça pour la blague), ne sont pas substantiellement différentes : les deux veulent davantage de caméras de surveillance et davantage de places de parking dans le centre-ville. Mais que valent des options lorsque le pouvoir est en jeu ? Si les sièges écologistes sont indispensables, Ecolo va pouvoir négocier, mais sans avoir rien à perdre. Même les nuages annoncent donc parfois du beau temps.

LA SURPRISE : SAVINE MOUCHERON A RÉSISTÉ

Certes son parti n'offre pas la meilleure mine, ni au niveau national, ni au niveau local, où ses trois sièges pèsent peu dans un conseil communal qui en compte quarante-cinq. Certes elle n'est échevine que depuis le printemps 2016, et le changement de majorité l'ayant installée aux départements de la culture, de l'environnement et de la famille. Certes elle n'est pas parvenue à mener combat commun avec John Joos, élu « citoyen » sur la liste CDH aux régionales de 2014,



Charlotte De Jaer, tête de liste Ecolo, espère faire monter, pour la première fois, son parti au collège.

gauche accusé d'avoir renoncé à tous ses idéaux. Imaginez que cette ville soit dirigée par le président de ce parti de gauche accusé d'avoir renoncé à tous ses idéaux, et imaginez que l'action de bourgmestre de ce président accusé d'avoir renoncé à tous ses idéaux puisse donner du crédit à ceux qui le pensent. Imaginez, par exemple, qu'il ait multiplié les ronds-de-jambe devant des multinationales de l'informatique, de l'habillement ou de l'ameublement pour qu'elles s'implantent sur le territoire communal, ou qu'il ait concentré d'importants moyens dans des projets de prestige, culturels notamment. Imaginez tout ça. Vous imagineriez, vous, alors, qu'un parti de gauche en pleine croissance ne présente qu'une liste incomplète, de quatorze vagues noms pour remplir un conseil communal de quarante-cinq ? Vous ne l'imagineriez pas si vous ne connaissiez pas le PTB, ce parti dont les succès wallons inquiètent tant sa direction flamande qu'elle doit les freiner, et tout particulièrement à Mons, où elle ne compte guère trop sur ses forces locales. Tant pis pour John Beugnies, tête de liste, actuel conseiller communal et président du PTB Mons-Borinage. **V**

désormais candidat d'ouverture PS. Certes sa résistance opiniâtre à la volonté de Georges-Louis Bouchez et, surtout, de Benoît Lutgen, de voir le CDH montois accompagner Opaline Meunier dans le projet Mons en mieux l'a coupée de la tête de son parti.

Mais pour incertain qu'il soit – l'électeur a encore quelque chose à dire –, le futur de Savine Moucheron, tête de liste Agora-CDH, n'est pas complètement dépourvu de perspectives. Souvent liés à ce qui semble grever son avenir, ses atouts l'autorisent à espérer conserver son échevinat. Que celui-ci soit récent, d'abord, laisse aisément concevoir que le PS n'a pas signé avec elle un contrat précaire de très court terme. On ne fait pas l'appoint si tard dans la législature sans garantie de prorogation. Qu'elle ait refusé d'entrer dans un cartel antisocialiste avec les libéraux a resserré les rangs d'une section locale qui s'est sentie lobée, donc méprisée. Qu'elle soit brouillée avec son président national la sert sur une scène locale où Benoît Lutgen n'est guère plus aimé des socialistes du coin. Et l'ancrage de son équipe dans la vie montoise, où des grandes familles gardent encore une influence notable, ne doit pas l'empêcher d'aspirer à la continuation de sa carrière d'échevine.

Sa condition d'existence sera sa stabilisation : moins de trois sièges, c'est deux. Et deux sièges, dont un pour une échevine, ce n'est pas glorieux.

LE SCANDALE : LA NON-CAMPAGNE DU PTB

Imaginez un parti de gauche en pleine croissance, dans une ville aussi marquée par la crise économique que par l'implacable domination d'un autre parti de



Savine Moucheron, échevine CDH, doit stabiliser son parti. Sinon...